LES CRIMES POLITIQUES EN ALLEMAGNE 1919 - 1929

L'ancien ministre des Affaires étrangères, Rathenau, assassiné le 24 juin 1922.
CL. ILLUSTRATION

LES crimes politiques en Allemagne de E. J. Gumbel, B. Jacob et E. Falck (Gallimard, éditeur) constituent un des meilleurs documents que nous possédions sur l'Allemagne contemporaine. Les auteurs, pacifistes allemands, font le bilan des crimes politiques commis pendant les dix dernières années. Ils retracent dans ces pages émouvantes sensationnelles, plus attrayantes qu'un roman d'aventures, cette période de terreur qui précéda et prépara Hitler.

LES CAUSES DES CRIMES POLITIQUES

DE 1919 jusqu'à l'assassinat de Rathenau (24 juin 1922), il a été commis en Allemagne 376 crimes politiques, dont 354 de droite et 22 de gauche.

Parmi les crimes de droite, un seul fut puni : le crime de Rathenau. Tous les autres restèrent impunis. Quand une condamnation a été prononcée, la peine fut ridicule. Elle se résuma environ, et au maximum, à 4 semaines de prison ou quelques marks papier d'amende. Car la condamnation ne se rapportait pas au crime, mais à un délit sans importance commis en même temps.

Parmi les crimes de gauche, 17 ont été punis,

Janvier 1919. — La révolution à Berlin. Une affiche invite les Berlinois à rester chez eux, les mitrailleuses semant la mort dans les rues.

5 sont restés impunis.

La fin de la guerre parut catastrophique pour la monarchie et pour la classe dominante. Les couronnes roulaient dans la poussière des rues. Personne ne se baissait pour les ramasser. Nulle part on ne trouva les dix hommes ou la mitrailleuse qui auraient suffi pour arrêter la masse désarmée. La République, fondée par la volonté des masses, devait être l'ennemie du capital, et parut l'être tout d'abord. La chute de la monarchie menaçait ses partisans dans leur existence matérielle.

La [illegible] de la vengeance ne tarda pas à se lever, la Révolution, en effet, n'avait pas touché aux fondements de la domination de la bourgeoisie : la possession des moyens de production. A la guerre, succéda l'inflation, dont les causes doivent être recherchées dans la façon dont la guerre fut financée. L'inflation déchaîna la famine, ruina la petite bourgeoisie et les fonctionnaires et abaissa dans des proportions catastrophiques, le salaire réel de l'ouvrier. Mais elle redonna force et vie aux anciennes puissances. L'industrie lourde, qui était en relations suivies avec l'étranger, accumula des fortunes. Les gros propriétaires fonciers se libérèrent de lourdes hypothèques pour le prix d'une boîte d'allumettes. Malgré tout, l'inflation ébranla le système capitaliste. Les fortunes accumulées par quelques couches sociales s'opposèrent brutalement à la ruine d'autres couches sociales. Les larges masses perdirent toute confiance dans la justice de l'ordre capitaliste et il en résulta un chaos indescriptible.

Pour protéger l'ordre menacé, on créa des troupes. Dans les périodes révolutionnaires, l'ordre public est fatalement menacé. Voleurs, bandits et autres criminels profitent largement de l'insécurité politique. D'autre part, les éléments plus radicaux, plus révolutionnaires, cherchent à dépasser les buts de la révolution accomplie.

Une révolution socialiste, qui se fonde sur la puissance de la classe ouvrière organisée, peut facilement faire face à ces dangers. Mais la révolution allemande du 9 novembre 1918 ne toucha pas à la propriété des moyens de production et d'échange et dressa tout aussitôt contre elle de larges couches de la classe ouvrière. Pour se protéger contre cette classe ouvrière, la République, qui se disait socialiste, fit appel à des officiers qui, soi-disant, ne « faisaient pas de politique ». Mais ces « techniciens militaires » comme tous les [illegible] n'étaient pas en réalité des apolitiques. Ils [illegible] daient une forte conscience de classe qu'ils [illegible] rent aux corps qu'ils constituèrent. Ainsi les corps francs formés par la République, pour se [illegible] servirent en fait à rétablir le vieil ordre [illegible] liste.

Ces troupes, constituées par des soldats [illegible] bilisés, déracinés, prêts à se jeter dans n'importe quelle aventure, ne tardèrent pas à devenir le corps de garde du capital. Un mot d'ordre fut lancé : « Celui qui trouble la reconstruction de la patrie (et par patrie il faut comprendre l'ordre capitaliste) est l'ennemi de la patrie et on fait œuvre saine et juste en le faisant disparaître ».

De ces troupes sortirent donc des bandes de criminels. Elles se développèrent rapidement. L'époque était aux actions d'éclat.

L'ASSASSINAT D'ERZBERGER

« Erzberger, chef du Centre catholique, passait dans les milieux nationalistes pour le pire ennemi de l'Allemagne. La folie annexionniste l'avait tenu moins longtemps que les autres. En 1917 déjà, il avait préconisé une paix sans annexion, c'est-à-dire qu'il voulait alors que l'Allemagne se cantonnât dans la guerre défensive qu'elle avait proclamée en 1914. Après la défaite, il signa l'armistice que [illegible] denburg avait [illegible] d'urgence et il voulait — ce qui fut son crime le plus grave — mettre fin à l'inflation par des impôts sévères.

Le 26 janvier 1920, au moment où Erzberger quittait le tribunal de [illegible] à Berlin, [illegible]

1919. — Des [illegible] conduites par la troupe [illegible] Berlin [illegible]

[illegible] le 21 février 1920 [illegible] était condamné à un an et six mois de prison pour coups et blessures.

Erzberger, en attendant l'issue de son procès avec Helfferich, s'était retiré de la vie publique. Le 26 août 1921, au cours d'une promenade qu'il faisait dans les environs de Griesbach (Forêt Noire), il fut soudain assailli et tué à coups de revolver par Heinrich Schulz et le lieutenant de marine Heinrich Tillessen. Quand il fut à terre, les meurtriers s'acharnèrent sur lui, [illegible] leur arme à bout portant afin d'être sûrs de sa mort. [illegible] reçut douze balles en [illegible].

Schulz et Tillessen s'enfuirent en Hongrie avec de faux passeports au nom de Schwind et [illegible]. Ils furent arrêtés à Budapest, puis remis en liberté sur l'ordre du Préfet de police, le docteur Hetheny.

Le supérieur de Schulz et Tillessen, l'ex-capitaine-lieutenant Manfred von Killinger, trésorier de l'O. C., fut accusé de complicité. On retrouva chez lui les malles des deux meurtriers, contenant des pièces accablantes. Il avait également reçu des lettres qui leur étaient destinées et les avait fréquentés après le meurtre. Killinger avait pris part aux batailles contre la République des conseils de Bavière et avait participé au coup d'État de Kapp. Après son arrestation, on découvrit qu'il avait tenté de fabriquer de faux passeports. Le 17 août 1921, il reçut dans sa prison d'Offenburg, et d'une source officielle, une somme de [illegible] marks ([illegible] marks or), qui devait servir à payer la solde et la subsistance d'un nouveau régiment qu'on projetait d'organiser en Haute-Silésie.

Le 13 juin 1922, Killinger fut acquitté par la Cour d'Assises d'Offenburg. Le procureur général interjeta appel, mais le tribunal du Reich rejeta sa proposition le 27 février 1923. Le 12 mai 1929, Killinger était élu député national-socialiste (parti de Hitler) au Landtag de Saxe.

Au mois d'août 1924, on apprit que Schulz et Tillessen vivaient en Hongrie, dans le domaine du chef d'extrême-droite Gömbös (actuellement ministre hongrois de la Guerre). Ils furent identifiés par un inspecteur de police, envoyé spécialement en Hongrie. Ils furent ensuite arrêtés. Le 8 octobre, le Gouvernement hongrois repoussait la demande d'extradition formulée par le Reich, sous le prétexte que le délit avait un caractère politique et qu'il n'existait pas de réciprocité. Les deux meurtriers furent remis en liberté et expulsés.

« Des années durant on rencontra dans les milieux nationalistes de nombreux escrocs qui se faisaient passer pour les meurtriers d'Erzberger. Toutes les villes situées entre Athènes et Angora ont aujourd'hui leurs « assassins » d'Erzberger. Le nombre des imbéciles et des gens dénués de sens critique n'étant dépassé que par celui de l'armée des braves gens, le commerce qui consiste à monnayer les noms de Schulz et Tillessen est très lucratif. » (Hans Trobst dans le journal raciste, *Volkischer Kurier* du 17 mars 1925).

La seule condamnation qui fut prononcée dans l'affaire Erzberger, fut celle de Franz Huber, [illegible] du journal *Offenburger Tageblatt*. Huber [illegible] en effet condamné à 1.000 marks d'amende (environ 4 marks or) pour avoir publié des extraits de l'acte d'accusation.

[illegible] VEHME DE L'ORGANISATION CONSUL

Les lieutenants de marine Boldt et Dithmar, coupables d'avoir coulé, pendant la guerre, un navire hôpital, avaient été condamnés à plusieurs années de prison par le tribunal du Reich. Le lendemain de leur condamnation, l'ancien capitaine-lieutenant Karl Tillessen, aidé de ses amis politiques, essayait de les libérer de leur prison de Leipzig.

Après s'être procuré une automobile ainsi que des uniformes d'officiers et d'agents de police, des revolvers, des carabines et des papiers d'[illegible], Tillessen et ses amis firent irruption devant la prison et demandèrent qu'on leur remît les [illegible] qui

Au centre, Erzberger, ancien ministre des Finances, à son arrivée à Spa pour la première [illegible] de la paix. Il fut assassiné le 26 août 1921.

Les assassins de Rathenau. Erwin Kern. Hermann Fischer. — Les assassins d'Erzberger. Heinrich Schulz. Heinrich Tillessen.

(L'Illustration)

devaient être transportés à Berlin. L'administration de la prison fut prise de soupçons. En attendant de pouvoir vérifier ces dires, elle fit venir des troupes de police devant le portail.

Tillessen, voyant sa ruse démasquée, s'enfuit en auto. Il ne tarda pas à être arrêté et fut condamné à trois mois de prison par le tribunal de Leipzig.

L'ASSASSINAT DE WALTER RATHENAU

L'Allemagne avait déjà définitivement perdu la guerre, lorsque Rathenau proclama « la défense nationale » à la Gambetta. Devenu ministre des Affaires étrangères, après la guerre, il signa avec la Russie le traité de Rapallo. Le premier aussi, il a tenté de poser la question des réparations sur le terrain économique. Il a inauguré la politique extérieure de l'Allemagne que même les nationalistes ont été contraints de pratiquer. Ce sont les raisons pour lesquelles il fut considéré comme un traître à la patrie allemande.

Le 24 juin 1922, alors qu'il se rendait au ministère, son auto fut rattrapée et dépassée par une autre auto conduite par Ernst Werner Techow (21 ans) et dans laquelle avaient pris place l'ex-lieutenant Erwin Kern et Hermann Fischer. Kern et Fischer ouvrirent le feu d'une mitrailleuse sur Rathenau et jetèrent dans sa voiture une grenade à main. Rathenau fut tué sur le coup.

L'auto des meurtriers avait été mise à leur disposition par le grand industriel de Freiberg, en Saxe, M. Johann Küchenmeister, membre de l'association raciste *Schutz und Trutz*.

L'ex-lieutenant Günther Brandt, avait amené l'auto à Berlin et avait eu connaissance du projet d'assassinat. Kern, Fischer, Techow et Brandt étaient tous d'anciens membres de la *Brigade Ehrhardt*, membres de l'O. C. et avaient participé au coup d'État de Kapp.

La mitrailleuse avait été procurée par Christian Ilsemann (21 ans), secrétaire de la section de Schwerin de l'organisation *Schutz und Trutz*. Le soi-disant sous-lieutenant Willi Günther (27 ans), psychopathe et déserteur, avait élaboré le plan de l'attentat et loué le garage. Il était membre du *Bund der Aufrechten*, du *Deutschbund*, de l'association des officiers allemands et de l'organisation des [illegible] nationalistes. A une [illegible] fêter comme [illegible]

[illegible] du Salomon [illegible]

Le lycéen Hans Gerd Techow (16 ans), était leur complice. Ernst von Salomon (20 ans) avait eu, par l'intermédiaire de l'ex-sous-lieutenant Friedrich Warnecke, des pourparlers avec Waldemar Niedrig (22 ans), qui aurait dû conduire l'auto le jour du crime. Celle-ci fut mise au garage Schütt et Diestel, à Berlin.

Après le crime, Techow raconta aux deux garagistes :

« L'affaire a marché comme sur des roulettes. Rathenau est bien mort. Nous avons fait le coup pour provoquer les rouges. L'argent commence à manquer. »

Puis il se rendit à son club de tennis. Plus tard, Techow se réfugia dans le domaine de son oncle Behrens. Il fut livré à la police par celui-ci. Behrens, à la suite de ce fait, reçut de nombreuses lettres de menace.

Après de longues recherches, Kern et Fischer furent découverts, le 18 juin, au château de Saaleck, près de Bad Kosen, au domicile de l'écrivain Docteur Hans Wilhelm Stein. La police et les meurtriers échangèrent de nombreux coups de feu. Kern fut tué et Fischer se tua d'une balle de revolver. Les dernières paroles des meurtriers furent des « hourrah ! » en l'honneur de Ehrhardt. Le procès commença le 3 octobre 1922 devant le Tribunal du Reich, à Leipzig. Günther, le moins sûr des accusés, reçut de personnes qui ne purent pas être identifiées, une boîte de bonbons de chocolat contenant de l'arsenic. Il en offrit aux autres accusés avec lesquels il avait été autorisé à rester en relations pendant le procès. Quelques-uns des accusés tombèrent malades. On s'abstint au cours du procès d'analyser les relations entre les accusés et l'O. C.

Le 14 octobre 1922, Ernst Werner Techow était condamné à 15 ans de détention pour complicité et à la perte des droits civils pour une période de dix ans, Hans Gerd Techow à [illegible] ans et un mois de prison, Günther à [illegible] de détention et à la perte des droits civils pour une période de 10 ans, Niedrig à 5 ans de détention et à la perte des droits civils de détention et à la perte des droits civils pour une période de 5 ans, von Salomon à 5 ans de détention et à la perte des droits civils pour une période de quatre ans, Ilsemann pour infraction à la loi sur les armes, Schütt et Diestel pour infraction à la loi sur les armes, Schütt et Diestel pour complicité, à deux mois de prison chacun.

Tillessen et Plaass, qui avaient connu le plan de l'attentat et qui n'en avaient pas averti les autorités, à trois et deux ans de prison.

Les poursuites contre le jeune lycéen de 17 ans Stubenrauch, qui le premier avait fait le projet d'assassiner Rathenau, furent suspendues.

Le 25 octobre 1922, le Docteur Stein, qui avait été poursuivi pour complicité, était acquitté. Il prétendit que les meurtriers s'étaient installés dans le château à son insu. L'ex-capitaine-lieutenant Wolfgang Dietrich, qui avait procuré des vêtements aux meurtriers pour les aider à fuir, fut condamné pour complicité à six mois de prison. Küchenmeister, chez lequel on avait trouvé un dépôt d'armes, réussit à s'enfuir et ne revint que muni d'un sauf-conduit. Trois ans après l'assassinat de Rathenau, il comparaissait devant le Tribunal du Reich. Dans une lettre à son père, il avait écrit : « Je ne savais pas qui devait être tué, il ne fut seulement question que de tuer quelqu'un. Mais j'ai deviné de qui il s'agissait ».

Küchenmeister déclara qu'il ne connaissait pas Brandt et qu'il croyait que l'auto devait servir à libérer des prisonniers. Brandt croyait, lui, que Tillessen réussirait à détourner Kern et Fischer de leur projet d'assassiner Rathenau. Tillessen comparut en qualité de témoin. Le 20 juin 1925, Küchenmeister était acquitté. Il ne savait pas, disant pas à quoi devait servir l'auto qu'il avait prêtée. Ses lettres ne furent pas prises en [illegible] parce qu'elles avaient été soi-disant [illegible] à la suite d'une attaque de nerfs. Brandt fut [illegible] pour n'avoir pas averti les autorités du [illegible] qui se préparait (et non pour complicité) à [illegible] de prison. On ne s'occupa pas, pendant le [illegible], des relations des accusés avec l'O[illegible] Consul, de la Vehm.

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

A QUOI RÊVENT LES JEUNES GENS

(De notre envoyé spécial)

Stuttgart, avril 1932.

Le hasard fait parfois bien les choses. Celui auquel je dois d'écrire ces lignes m'a permis de rencontrer, dans un restaurant de Stuttgart, à l'instant où j'hésitais entre une Schweinshaxe peu comestible et de décoratifs Russische Eier, où le safran devait tenir lieu de mayonnaise, un jeune écrivain français, ami de vieille date, qui m'enseigna une brasserie plus recommandable et m'emmena écouter de la musique au Schlossgarten.

Mon ami, depuis une année environ, est lecteur de français dans une Université allemande, et c'est sans doute davantage son intérêt pour l'Allemagne que son goût de l'enseignement qui l'a décidé à s'éloigner de Paris. De caractère jeune il s'est plu à prendre contact avec ses élèves, à partager leurs excursions et leurs exercices, leurs réunions et leurs plaisirs. Belle occasion d'enrichir mes impressions sur la jeunesse allemande d'un supplément de renseignements puisés à bonne source!

Mon ami ne cache pas son inquiétude.

— La jeunesse universitaire, me dit-il, est portée vers les partis de droite par un mouvement irrésistible auquel le national-socialisme prend la plus large part. Car, en dépit de son nom, ce serait une erreur de tenir le parti fondé par Hitler pour un parti ouvrier. Il s'adresse avant tout à cette classe que Lénine a été, je crois, le premier à délimiter, par un terme qui depuis est entré dans le domaine public: le «petit-bourgeois».

«Or, le petit-bourgeois pullule en Allemagne à la suite des bouleversements économiques de l'après-guerre. L'expérience de l'inflation l'a rendu plus méfiant, plus hostile à la puissance du capital que ne le sont en France les classes correspondantes qui sont demeurées profondément conservatrices et nationales. C'est de ce milieu pour lequel l'héritage de la guerre ne fut que pauvreté et misère, que sont issus les 80 p. cent de la jeunesse universitaire allemande. La moitié d'entre eux savent qu'en quittant l'Université, ils ne trouveront pas de situation. La crise les guette bien qu'elle s'arrête provisoirement aux portes de leurs amphithéâtres. Or, on leur dit chaque jour que c'est le traité de Versailles qui est la cause de leurs malheurs. Comment voulez-vous qu'ils ne suivent pas Hitler ou Hugenberg?

— Mais leurs maîtres — des esprits libéraux de grande classe tels que Curtius, Gundolf — n'exercent-ils pas sur eux une influence apaisante?

— Précisément, c'est là le grand malheur; le corps enseignant est miné à son tour. Vous avez vu aux dernières élections le sort du parti d'Etat qui était le parti des intellectuels. Le parti démocrate qui groupait naguère un grand nombre d'esprits sincères autour d'un noyau de penseurs, de savants, clairvoyants et libéraux, n'est plus. Beaucoup se laissent entraîner par la puissance du nombre, par l'atmosphère, par la crainte des manifestations... Vous connaissez l'affaire Gumpel?...

— Non. De quoi s'agit-il?

— Gumpel était un jeune chargé de cours d'opinions républicaines et pacifistes qui, au cours d'une réunion politique, laissa échapper une parole imprudente. Il dit que le champ de bataille devait s'appeler non pas le champ de déshonneur. Se reprenant aussitôt, il ajouta que ce disant, il n'avait pas voulu porter atteinte à la mémoire des morts de la guerre, mais exprimer que la guerre et ses ravages sont un déshonneur pour l'humanité.

«Il y a de cela sept ans environ. Mais la parole imprudente de Gumpel, malgré le commentaire qui l'atténuait, devait faire le tour de l'Allemagne, et ses conséquences devaient poursuivre son auteur pendant des années. Gumpel dut interrompre ses cours, il fut hué, sifflé. Toutes les associations nationalistes le poursuivaient de leur haine. Les années passèrent, on commençait à oublier Gumpel. Mais voici qu'on apprend qu'en des conditions absolument normales, les délais d'avancement étant écoulés, il va être chargé du cours de statistique à Heidelberg. Aussitôt l'agitation reprend: on fait circuler des pétitions contre Gumpel dans la population de Heidelberg. D'aimables jeunes filles viennent sonner aux portes et vous invitent à signer. Lorsqu'on leur demande des précisions, elles répondent: «Nous ne savons pas qui est Gumpel. Nous savons seulement qu'il faut signer». Voilà comment le nationalisme entretient la discipline et réprime les écarts des non-conformistes!

— Et le «mouvement de la jeunesse», qu'en subsiste-t-il?

— A la fois beaucoup et peu de chose. Il est resté l'esprit sportif, la simplicité égalitaire, le goût du plein air et de la vie saine. Mais la magnifique explosion d'idéalisme et de romantisme qui avait accompagné ce mouvement et qui en fait sans doute une des plus pures manifestations de la jeunesse allemande, est passée. Les cadres des organisations ont été utilisés et repris par les partis politiques. Il reste, il est vrai, les «auberges de jeunesse», cette admirable institution qui permet aux membres des associations de jeunesse de trouver partout un gîte pour quelques pfennigs et d'accomplir ainsi à peu de frais, à pied, en canot ou à bicyclette, de vastes randonnées à travers le pays. Mais l'esprit démocratique qui s'épanouissait au sein de la Jugendbewegung dans les groupements nationalistes est devenu un esprit presque militaire. Il a conquis jusqu'aux lycéens qui portent fièrement la croix gammée à la boutonnière.

— Mais cette jeunesse exerce-t-elle une influence véritable? Entraîne-t-elle ou se laisse-t-elle entraîner?

— La question que vous me posez a été beaucoup débattue depuis quelques mois. Vous n'avez pas été sans remarquer qu'aux dernières élections tous les partis prétendaient avoir la jeunesse avec eux, répondre à ses aspirations et s'être infusé son sang. La jeunesse était comme un pannonceau que tout le monde affichait obligatoirement.

— Pour un peu, on aurait promené des nouveaux-nés dans les camions de Hitler comme démonstration contre la servitude imposée par le traité de Versailles!

— Or, il n'y a que fort peu de jeunes élus; il n'y en a guère en tout cas qui tiennent les «leviers de commande» et l'on a vu récemment avec quelle facilité, les élections passées, Hitler s'est défait de l'effectif encombrant de ses troupes d'assaut.

«Il y a là une réalité qui n'échappera pas longtemps aux jeunes générations et certains de ses représentants ont déjà dénoncé la duperie qu'est à la vérité leur embrigadement dans les partis politiques. Est-ce là un élément nouveau dont il faudra tenir compte dans un avenir prochain?

— Souhaitons-le! répondis-je.

Au même instant, l'orchestre du Schlossgarten entama l'ouverture de «Lohengrin», et nous nous tûmes un instant, avant d'aborder d'autres sujets de conversation...

Maurice BETZ.

Chicago Daily Tribune
4. Mai 1931

[illegible] Heidelberg

[illegible] Teacher Who Calls [illegible] World War Shame.

BY SIGRID SCHULTZ.
[Chicago Tribune Press Service.]

[illegible], May 3.—Criticism of the [illegible] sort against the activities of [illegible] and nationalistic students at [Heidelberg]—and elsewhere in Germany [illegible] been voiced openly by Prof. [Albert] Einstein, provoked by the "[Gumbel]" case now agitating Heidel[berg] [illegible]. Americans think of that uni[versity] as a place of science, beer par[ties], saber duelling, and romance.

[Gumbel], a "privatdozent" lecturing [on] history, is the object of a deter[mined], powerful effort to get rid of [him] on the part of National Socialists [and] Nationalists among his fellow [faculty] members, as well as the stu[dent] body of Heidelberg. The reason [is] that he is not only an acknowledged [illegible] Socialist, but a pacifist and [internationalist]. In particular, Gumbel [illegible] aroused ire by a speech in which [he is] charged to have called the world [war] a shame.

[It] has been only the fact that up [to now] the Socialist minister of educa[tion] [illegible] the Socialist-Catholic Center [illegible] coalition cabinet of the state [has] stood behind him that has pre[vented] Prof. Gumbel from being har[ried] out of his post—the same fate [as] was forced on Prof. Lessing, for[merly] of the University of Hanover.

[Observers] read between the lines of [Einstein]'s denunciation proof that his [illegible] is occupied these days by other [illegible] as well as those of correlat[ing] the scientific data he brought back [from] his American trip with his [relativity] theories and the more re[cent] formula-concept which brings [gravitation] and electro-magnetic phe[nomena] under one general mathemati[cal] [concept].

"[The] conduct of the academic youth [against] Gumbel is one of the saddest [signs] of the times, which attaches so [little] value to the ideal of justice, [illegible], and truth," his comment [reads]. "What is to become of a people [which] brutally harass such a contem[porary], and whose leaders offer no [resistance] to the base mob?"

[What] is so terrible, is the way [inexperienced] youth is being misled [by] [illegible] movements," Einstein [continues], and then ventures a quasi-[prophecy]. "If it goes further in this [direction], we will come to a Red terror [or] [illegible] of a Fascist régime of force!"

Not only has the chauvinistic-nationalistic "Deutsche Studenten-schaft," student union, repeatedly called for the expulsion of Prof. Gumbel, but the majority of the faculty at Heidelberg, who lean decidedly and openly toward a militant nationalism, side against him. Since, however, the state government has found Gumbel's expression of pacifist views no misconduct for which he could be removed from his post, and since Gumbel has so far shown no disposition to capitulate by resigning, the hue and cry of those who want his "scalp" goes on unabated.

It is estimated here that of Germany's 130,000 university students of both sexes, at least 80,000 are strongly nationalistic in spirit. And "nationalistic" in these times means almost invariably, not only warm patriotism, but a thirst for national vindication and revenge, if necessary, by means of war, through which came the original humiliation and—they maintain—all the ills which now beset the Fatherland.

[The] wounds of the sword may have to be healed by taking the sword again, they say, adding that the war is an organic part of Germany's history, glorious through the deeds of [its] brave soldiers, even though it was catastrophic in its end—and woe to him who attempts to smudge its glory by implying that it should never have been at all, or to hinder the necessary rehabilitation of the land by denouncing war as a means of settling international disputes.

All the more significant then is the protest of Prof. Einstein, who [has] not only repeatedly declared his [thorough]-going pacifist and internationa[list] [con]victions, but now sets himsel[f shoulder] to shoulder with a colleague [of an]other university. Einstein, as [a] Jew, has been made the object of dis[crimina]tions and prejudice on the [part] of some elements of the Unive[rsity] of Berlin. That, mingled perha[ps] with academic jealousies, prevented his recognition here from coming as soon, or being as complete, as it is in other countries.

[illegible]

[illegible] in [illegible]

Die Deutschnationalen [illegible] Dr. [illegible] [illegible] [illegible] eine [illegible] gegen [illegible] gelassen! Also ließen sie [illegible] den Heidelbergern, als [illegible] er vorgestern abend sprach. Daß dem deutschnationalen Propagandaredner der [Geist] von Weimar nicht gefällt, daß ihm dünkt, die Demokratie sei am Ende, daß er Hugenberg in allen Tönen preist, — lassen wir dem Manne seinen Spaß. Dr. Brühler machte dann Anstrengungen, sich mit den Broschüren „auseinanderzusetzen", die Minister Dr. Remmele in [illegible] geschrieben hat. Der Redner wollte anscheinend nicht wissen, daß politische Flugschriften keine [illegible] Abhandlungen zu sein pflegen, [illegible] herumzutragen zu entlocken. [illegible]

Und [illegible] sich [illegible] daß Minister Remmele „[illegible]" und wohl [illegible] geschrieben [illegible] Dr. Gumbel [illegible] „[illegible]weise" gedacht worden. Dr. Brühler geruhte, das Gutachten der philosophischen Fakultät zu „zitieren", anscheinend ohne zu wissen, daß man damit keinen Eindruck mehr zu machen vermag — dazu ist die Geschichte doch wirklich schon zu abgedroschen.

Jedenfalls hat sich Dr. Brühler folgendes geleistet: Bei der Nennung des Werkes von Gumbel „Vier Jahre politischer Mord" fügte er hinzu: „damit meint er (Gumbel) den Krieg". Ein böses Malheur ist da dem Herrn aus Freiburg passiert. Denn das genannte Werk Gumbels behandelt die politischen Morde der Nachkriegszeit. Man sieht, wie „sachkundig" die sind, welche über Männer wie Gumbel und deren Leistungen herfallen. Der Abend war im Grunde genommen eine klägliche Sache. In seiner Broschüre hat Herr Minister Dr. Remmele den Landtagsabgeordneten Dr. Brühler schon richtig gekennzeichnet. Vorübergehend mag dieser Herr vielleicht einige anlocken. Bald werden jedoch die Deutschnationalen einsehen, daß sie ihn [illegible] [illegible], den „richtigen" nämlich.

Der Heidelberger Student
[illegible] Mai 1931

[Der] Asta der Technischen Hochschule Stuttgart hat folgende Entschließung gefaßt:

„Die Stuttgarter Studentenschaft begrüßt die Deutsche Studentenschaft Heidelberg; sie billigt in jeder Beziehung ihr Vorgehen im Fall Gumbel und geht in dieser Hinsicht in allem mit der Heidelberger Studentenschaft einig!"

All die uns zugeschickten Entschließungen abzudrucken, wollen wir hier nicht weiterführen. Wir sehen aus diesen Treueerklärungen der anderen Studentenschaften einen festen und geklärten Willen, mit uns den Kampf um die Reinhaltung der deutschen Hochschulen durchzuführen; eine akademische Jugend steht vor uns mit dem fanatischen Eifer, ihre letzte Kraft für die Erkämpfung deutschen Volkstums und echt deutscher Gesinnung einzusetzen. Wir werden nicht ruhen noch rasten, unseren begonnenen Kampf so lange weiterzuführen, bis das Unrecht und die Schmach wieder gutgemacht ist, die man unserer [Hochschule] angetan hat.

Heute wissen wir, welches Urteil die Oeffentlichkeit über den Fall Gumbel gefällt hat. Wir sehen vor uns eine große Aufgabe, die zu erfüllen [illegible] Pflicht der Studentenschaft der Universität Heidelberg gegenüber Volk und Vaterland ist. [illegible] deutscher Volksgenossen warten heute darauf, daß der Fall Gumbel endlich [illegible] [illegible].

1. Mai 1931 Nr. 1

dem nichts zu schmutzig ist, um es für gut genug zu halten, damit gegen sein Vaterland und gegen sein Volk anzukämpfen. Ich will die Frage nicht weiter ausbauen, ich will auch nicht untersuchen, ob ein Mensch auf Grund dieser Tätigkeit überhaupt das Recht hat sich Deutscher zu nennen, nur eines steht fest, **daß solche volkszerstörenden Elemente unter keinen Umständen mithelfen können an der Hochschule die Pflege der deutschen Kultur zu übernehmen.** Aber nicht um der Macht willen, nicht um unsere Stärke zu erproben, nein aus dem Pflichtbewußtsein gegenüber unseren Kommilitonen, gegen unser Volk und Vaterland erhoben wir damals unsere Stimme, die die Beseitigung Dr. Gumbels forderte. Immer lauter, immer energischer wurden die Proteste, das ganze Land begann den Fall Gumbel zu diskutieren und in diesem Augenblick glaubte man, den Ausgangsherd dieser Bewegung vernichten zu müssen, um dadurch die Angriffe zu unterbinden. Man war diese entschiedene Haltung der Heidelberger Studentenschaft nicht gewöhnt, doch täuschte man sich in der Standhaftigkeit und ihrer Stärke ganz gewaltig. **Eine Bewegung, die getragen ist von dem unerschütterlichen Glauben, daß ihre Arbeit eine Pflichterfüllung für das Vaterland ist, die beseelt ist von dem echten Geist deutscher Gesinnung, kann von einer Front, die nur für Machtinteressen eintritt, nicht zerstört werden.**

Die Erregung war auf beiden Seiten auf dem Höhepunkt angekommen, als der Heidelberger Asta aufgelöst wurde. Ereignisse über Ereignisse durchzogen die Tage bis zum Schluß des Semesters; nur eines ist übrig geblieben: „Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg!" Sie wurde bereits am gleichen Tage der Auflösungsverkündung gegründet und bildet die Grundlage eines neuen Selbstverwaltungskörpers, der die Interessen der Studierenden vertritt. Wir haben diese Organisation ins Leben gerufen, weil wir von jeder anderen Gestaltung des Selbstverwaltungskörpers und von dem Aufbau auf anderer Grundlage uns keinen Erfolg versprechen. Unerschütterlich mußten wir für ihre Existenz einstehen, denn man bedrohte sie von allen Seiten. Heute hat sich die Lage nun einigermaßen geklärt und wir können wohl jetzt ungehindert unsere Arbeit fortführen. Hoffen wir, daß all jene Kleinigkeiten aus dem Weg geräumt sind, die da und dort aufgetaucht sind und wir unsere Kraft in den Dienst unserer Kommilitonen stellen können. Nicht Kleinigkeit im Handeln, sondern nur die Befähigung, den großen Gedanken aus all den kleinen Hindernissen herauszugreifen, kann Großes und Mächtiges schaffen.

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg ist keine Kampforganisation wie unsere Gegenseite so gern behauptet, sondern eine Selbstverwaltungsorganisation, die im Dienste der Kommilitonen und Kommilitoninnen errichtet worden ist. Wir kämpfen nicht um der Machtprobe wegen, wir kämpfen nicht, weil wir politisch gegen den oder jenen eingestellt sind, nein, wir kämpfen für unsere Organisation, weil man ihre Existenz bedroht, weil man die Gemeinschaft vernichten will, die für Euch Kommilitonen und Kommilitoninnen gegründet worden ist; nicht um unserer selbst willen also, sondern für Euch und für Eure augenblicklichen und späteren Belange setzen wir uns ein. **Wir kämpfen, um Frieden für unsere Tätigkeit zu haben. Wir werden aber auch nicht zurückschrecken,** wenn man die Waffen noch weiterhin gegen uns ausstreckt, denn es ist nicht die Art einer deutschen Jugend, vor einem Angriff zurückzuweichen. Hoffen wir, daß uns friedliche Wege geöffnet sind, denn Ruhe und Frieden sind der Weg, der uns unserem Ziele, Treue halten der nationalen Ehre und Würde, Treue halten unserer Überzeugung, zuführen wird, zum Gedeihen ruhiger Arbeit.

iur. Scherberger.

[illegible] gefestigte [illegible]

In rastloser Arbeit hatte man in den Jahren 1925—1927 den nationalen Boden der Heidelberger Studentenschaft untergraben. Es sollte auch nicht schwer fallen, denn man fand einen schlecht gerüsteten Gegner. Alles ging interessenlos an der Politik der Studentenschaft vorbei, und das Ministerium, das immer seinen Einfluß geltend gemacht hatte, fand nirgends einen Widerspruch. Und als im Jahre 1925 zum ersten Male der „Fall Gumbel" aufgerollt worden war, waren die nationalen Kräfte zu schwach, um den Kampf gegen Dr. Gumbel durchzuführen. Das Ministerium hatte nach kurzer Zeit alle Widerstände gebrochen. Dem Korporationsstudenten waren seine korporativen Interessen wichtiger als die Geschehnisse an der Universität, die zum Schaden unseres Volkes sich immer weiter entwickelten. Heute aber hat sich der Geist der akademischen und gerade der korporativen Jugend gewendet. Fest und unerschütterlich stehen sie, eine Front bildend gegen den Ansturm sozialdemokratischer Machtpolitik gegen Bestrebungen, die versuchen einen Gumbel zu schützen.

[illegible] Kampf um die deutsche Hochschule.

Der Vorort Wuppertal des Verbandes deutscher [illegible] hat auf seiner Jahresversammlung zu [illegible] aufsehenerregenden Vorfällen an der Heidelberger Universität eingehend Stellung genommen und dazu folgende Entschließung einstimmig angenommen.

„Wir verstehen den Kampf, den die Heidelberger Studentenschaft und mit ihr die Deutsche Studentenschaft in der letzten Zeit gegen die Berufung des Dr. Gumbel zu a. o. Professor der philosophischen Fakultät der Heidelberger Universität geführt haben und danken den Kämpfern für ihr unerschrockenes Eintreten für Deutschhaltung und wissenschaftliches Ansehen der deutschen Hochschule. Wir stehen zu diesem Kampfe.

Mit Entrüstung haben wir davon Kenntnis genommen, daß der Badische Kultusminister Dr. med. h. c. Remmele den ehemaligen Privatdozenten Dr. Gumbel unter Umgehung der Fakultät zum a. o. Professor ernannt hat. Dr. Gumbel gehört nicht auf den Lehrstuhl einer deutschen Hochschule! Ein Mensch, der viermal des Landesverrats angeklagt werden mußte, der von den Helden des Weltkrieges behauptet, sie seien „auf dem Felde der Unehre gefallen“, der heute noch gegen Deutschlands Ehre arbeitet, hat das Recht verwirkt, deutscher Dozent zu sein, und Vertrauen der Studenten und des Volkes zu besitzen. Wir fordern seine umgehende Entfernung schon aus diesen nationalen Gründen. Wir fordern seine Entfernung aber auch, weil es nach dem Gutachten der Heidelberger philosophischen Fakultät vom 10. Mai 1925 bereits feststeht, daß es sich bei Dr. Gumebl um eine Persönlichkeit handelt, die auch nach der wissenschaftlichen Seite nicht die Eignung besitzt, dem deutschen Professorenstand anzugehören. Gumbel gefährdet das Ansehen des deutschen Gelehrtenstandes über Deutschland hinaus.

Der empörende Mißgriff des badischen Unterrichtsministeriums ist umso bedauerlicher, als er von einer Beseitigung der staatlichen Anerkennung der Heidelberger Studentenschaft begleitet gewesen ist, die sich gegen Gumbels Berufung gewandt hatte. Wir fordern auch hier wieder Gutmachung seitens des badischen Kultusministeriums.“

[illegible] Berliner Tageblatt

Einzelnummer in Berlin 15 Pfg., auswärts 20 Pfg.

[illegible]

Berliner Tageblatt

60. Jahrgang

Freitag, 1. Mai 1931

Die Unzufriedenheit in den Hochschulen.

Von

BERNARD VON BRENTANO.

Es ist nicht mehr der Student, der heute von sich reden macht, sondern die Studentenschaft, und die größten Individualisten, welche am heftigsten gegen die Vermassung protestieren, treten selber nur noch in Massen auf. Der Einzelne protestiert also in einer Form gegen einen Zustand, gegen dessen Form er protestiert. Es gibt viele Dinge, die so grotesk liegen. Aber die verändernde Macht veränderter wirtschaftlicher Verhältnisse erkennt heute nicht mehr der Gelehrte allein; auch der Akademiker rechnet längst so. Wenn schon 70 000 Studenten vor dem Krieg zu viel waren, um von dem damals reichen Staat restlos aufgenommen werden zu können, und der einzelne Akademiker schon damals in der bedenklichen Masse seiner Konkurrenten eine Gefahr für seine eigene Entwicklung erblicken musste, so lässt sich leicht errechnen, dass 137 000 Studenten im Jahre 1931 [illegible] Angebot darstellen, für das keine Nachfrage besteht. Denn dieses Angebot ist obendrein noch von besonderer Art. Eine zweite Ursache nämlich für die Verwirrung der Geister an unseren Hochschulen ist — neben der allgemeinen wirtschaftlichen Lage — die Art unseres Schulwesens.

Auf der letzten internationalen Davoser Hochschultagung sprach Ministerialrat Ziertmann über das Berechtigungswesen. In einem Referat, das gerühmt wird, nannte er das Abiturientenexamen das politische Mittel, durch das sich das Bürgertum seinen Aufstieg und seine [illegible] an der Herrschaft sichert. „Das Reifezeugnis“, [illegible] „trat an die Stelle des Adelsbriefes und machte das Bürgertum gegenüber dem vierten Stande ebenso zur privilegierten Klasse, wie es im achtzehnten Jahrhundert der Adel gegenüber dem Bürgertum gewesen ist.“ Nun aber liegen [illegible] die Dinge so, dass nur der Besuch einer höheren Schule die Gewähr für eine spätere nicht proletarische Existenz gibt. Welche Eltern werden ihre Kinder bei den heutigen Lohnverhältnissen freiwillig Proletarier bleiben lassen? Von denen ganz zu schweigen, die ihre Kinder freiwillig wieder ins Proletariat zurücksinken lassen. Es ist also anzunehmen, dass der Andrang zu den höheren Schulen nicht nachlassen wird. Dann aber steht der Abiturient vor der Berufswahl und entscheidet sich, indem er Berufe verstopft sieht, die ihn sofort aufnehmen könnten, für eine neue Galgenfrist, für das Studium. Es ist also nicht so verwunderlich, wie es scheint, dass die akademische Jugend in dem heutigen [illegible] radikalisiert ist. Massen radikalisieren sich. Sonderbarer ist schon, dass die jungen Leute, die gebildeten [illegible], so widerstandslos der dümmsten Partei nach[illegible], der nationalsozialistischen. Jedoch es ist wahrscheinlich ein Fehler, heute Wissenschaft ohne weiteres [illegible] Bildung zu setzen. Der Spezialismus auf allen Gebieten vermittelt heute Fachkenntnisse, welche an und für sich noch keine Bildung darstellen; oder höchstens nur eine besondere, keine allgemeine. Ein gelernter Mathematiker, dem vor schwierigen Examinas wenig Zeit bleibt, sich mit Geschichte und Politik zu beschäftigen, kann schließlich ebenso leicht in den Nationalsozialismus verfallen wie ein kleiner Verkäufer (allerdings darf er das Federsche Programm nicht nachrechnen).

Auf dem Abend gegen die Hochschulreaktion, den die [illegible] für Menschenrechte veranstaltete, erzählte Professor [illegible] noch einmal den Fall des Kieler [illegible] Baumgarten. Gegen diesen Dozenten [illegible] die rechtsstehende Kieler Studentenschaft [illegible] Kesseltreiben, weil er im Kriege eine Schrift ver[illegible] gegen die gefährliche Propaganda [illegible] jeder Mensch, [illegible]

die Wahlstatt, auf dem [illegible] [illegible], auf dem um die Herrschaft über die öffentliche Meinung Deutschlands in Politik und Religion — also über Deutschland selbst — gestritten wird, so wird er euch antworten: dieser Kampfplatz sei in der Universität, und zwar das Auditorium Nr. 6, wo Schelling seine Vorlesungen über die Philosophie der Offenbarung hält. Denn für den Augenblick sind alle einzelnen Gegensätze, die der Hegelschen Philosophie jene Herrschaft streitig machen, gegen die eine Opposition Schellings verdunkelt. Ein bedeutendes, buntgemischtes Auditorium hat sich eingefunden, um dieses Kampfes Zeuge zu sein. An der Spitze der Notabilitäten der Universität, die Koryphäen der Wissenschaft, Männer, deren jeder eine eigentümliche Richtung hervorgerufen hat, ihnen sind die nächsten Plätze um das Katheder überlassen, und hinter ihnen, durcheinandergewürfelt, wie der Zufall sie zusammenbrachte, Repräsentanten aller Lebensstellungen, Nationen und Glaubensbekenntnisse. Mitten zwischen der übermütigen Jugend sitzt hier und da ein graubärtiger Stabsoffizier und neben ihm wohl ganz ungeniert ein Freiwilliger, der in anderer Gesellschaft sich vor Devotion gegen den hohen Vorgesetzten nicht zu lassen wüßte. Alte Doktoren und Geistliche, deren Matrikel bald ihr Jubiläum feiern kann, fühlen den lang vergessenen Burschen wieder im Kopfe spuken und gehen ins Kolleg. Judentum und Islam wollen sehen, was es für eine Bewandtnis mit der christlichen Offenbarung hat; man hört deutsch, französisch, englisch, ungarisch, polnisch, russisch, neugriechisch und türkisch durcheinander sprechen — da ertönt das Zeichen zum Schweigen, und Schelling besteigt das Katheder." Der zitierte Bericht ist von Friedrich Engels 1841 geschrieben worden.

Heidelberger Tageblatt [illegible] 1931

Hochschulverband und Fall Gumbel.

Deutsche Hochschullehrer gegen Hochschulverband.

Der Vorsitzende des Deutschen Hochschulverbandes hatte in einer Erklärung zum Gumbelbrief der „Deutschen Studentenschaft" Stellung genommen und sich dabei dessen Wünschen vollkommen angeschlossen. Nachdem inzwischen schon einige Einzelerklärungen von Professoren gegen diese Stellungnahme des Vorsitzenden erfolgt waren, hat sich jetzt eine Anzahl Hochschulprofessoren zu folgender Gegenerklärung zusammengefunden:

„Die unterzeichneten Hochschullehrer haben mit großem Befremden von der Antwort des Vorstandes des Hochschulverbandes, gez. Tillmann-Bonn, auf das anmaßliche und mit irreführenden Angaben operierende Schreiben der sogenannten Deutschen Studentenschaft in Sachen Gumbel Kenntnis genommen.

Wir vermissen in dieser Antwort die gebührende Zurückweisung des studentischen Versuchs, die akademische Lehr- und Gesinnungsfreiheit mit der Entfernung Professor Gumbels aus seiner Lehrtätigkeit in Heidelberg aus politischen Gründen zu vernichten.

Wir bedauern daher die vorliegende Antwort des Verbandsvorstandes, weil sie eine Ermutigung zu weiteren Auflehnungen gegen die Lehrfreiheit und zu eventuellen weiteren Unruhen darstellt.

Insbesondere fühlen sich die Unterzeichneten zu diesem förmlichen Protest verpflichtet, weil das Schreiben des Hochschulverbandes nicht die geistigen Interessen der gesamten akademischen Lehrerschaft vertritt, sondern sich zum Sprachrohr für politische Intoleranz, vom kulturellen Standpunkt sehr angreifbare Anschauungen einer einzelnen Gruppe macht."

Diese Erklärung ist u. a. unterzeichnet von: [illegible]-Gießen, Karl Barth-Bonn, Dehn-Berlin, Albrecht Götze-Marburg, Carl Grünberg-Frankfurt a. M., Heller-Berlin, J. Herrmann-Stuttgart, Martin Hobohm-Berlin, Franz Keller-Freiburg, Alfred Kantorowicz-Bonn, [illegible]-Heidelberg, A. Messer-Gießen, [illegible]-Marburg, H. Noether-Breslau, [illegible], Oppenheimer-Frankfurt, [illegible]-Jena, [illegible]-Göttingen, Hans Driesch-Leipzig, Albert Einstein-Berlin, Friedr. Hertz-Halle, Holde-Berlin.

Eine Zuschrift Professor Günterts.

Wir erhalten folgende Zuschrift mit der Bitte um Veröffentlichung:

Der gestrige Bericht über die Landtagsverhandlung im Fall Gumbel zwingt mich, den Brief zu veröffentlichen, den ich am 29. 1. 1931 an Herrn Landtagsabgeordneten H. Kraft in Karlsruhe gerichtet habe:

„Sehr geehrter Herr Abgeordneter.

Sie haben in Ihrem Schreiben vom 28. ds. Mts. an mich die Anfrage gerichtet, ob die Darstellung des Herrn Ministers Dr. Remmele im Landtag über den Verlauf der Unterredung zwischen Herrn Ministerialrat Thoma, dem damaligen Dekan, Herrn Gundolf, Herrn Prof. Ranke und mir am 26. Juli vorigen Jahres der Wahrheit entspricht. Auf dieses Ihr Ansuchen hin erlaube ich mir, [illegible] bin, und um weiteren Mißverständnissen vorzubeugen, folgendes zu erwidern:

1. Eine kurze Richtigstellung der Vorgänge bei der [illegible] Heidelberger Unterredung finden Sie schon in dem beigelegten „Heidelberger Tageblatt" vom [illegible] Januar, Seite 4.

2. Dem möchte ich hinzufügen, daß Herr Prof. Ranke und ich damals unter dem Vorsitz des Dekans Herrn Prof. Gundolf eine Kommission bildeten, die wegen der Neubesetzung der orientalischen Professur in Heidelberg verhandeln sollte; nur zu diesem Zweck waren wir mit dem Herrn Ministerialrat Thoma in Heidelberg zusammengekommen. Von einer vorhergegangenen Anfrage der Regierung an Herrn Prof. Gundolf wegen des Verhaltens der Fakultät im Falle einer Ernennung des Herrn Dr. Gumbel hatten weder Herr Prof. Ranke noch ich eine Ahnung.

3. Als der Herr Regierungsvertreter am Ende dieser Unterredung in für mich ganz überraschender Weise den Fall Gumbel streifte, erwiderte ich nach einer Verlegenheitspause, die Fakultät könne sich unmöglich für eine Ernennung Gumbels einsetzen, und hielt damit meinerseits alles für erledigt, weil ohne Vorschlag der Fakultät seither niemand zum a.o. Professor befördert worden war. Irgendwelche anderen Erklärungen wurden in meinem Beisein nicht von uns abgegeben. Der Regierungsvertreter aber konnte nicht wissen, daß wir vom damaligen Herrn Dekan in nichts unterrichtet worden waren, und so entstand offenbar ein Aneinander-Vorbeireden. [illegible], daß der damalige Herr Dekan, wie ich erst nachträglich erfuhr, unmittelbar nach dieser Unterredung, nachdem ich bereits fortgegangen war, von sich aus die Äußerung getan hat, daß die Fakultät als Ganzes nach seiner Kenntnis der Stimmung wohl keinen Protest erheben würde."

Dieser Darstellung, die ich jederzeit eidlich zu bekräftigen bereit bin, möchte ich nur noch hinzufügen, daß ich niemals von dem damaligen Dekan, Herrn Gundolf, um meine Ansicht in dieser Sache gefragt worden bin, vermutlich, weil seit meinem Dekanatsjahr mein persönlicher Standpunkt bekannt war. Denn ich war stets der Meinung, daß eine Ernennung des Herrn Gumbel zum a.o. Professor im höchsten Grade zu bedauern und für die Universität nach allem Vorangegangenen äußerst peinlich sei, weil ich die Verleihung des Professortitels an Privatdozenten als eine Ehrung und Anerkennung anzusehen gewohnt [illegible].

Heidelberg, den 1. Mai 1931.

Prof. Dr. Hermann Güntert.

[illegible] 1931

[illegible]

Der Fall Gumbel.

Heidelberg, 1. Mai. [illegible] Hochschulprofessoren veröffentlichen eine [illegible]

[illegible]versammlung der [illegible]schweiger Studentenschaft

Am Freitagnachmittag fand im „Wilhelmsgarten“ eine [illegible]versammlung der Studentenschaft statt, die wegen der wichtigen Tagesordnung sehr gut besucht war. Nach den Berichten der Amtsinhaber genehmigte die Versammlung den Haushaltsplan für das Sommersemester 1931.

Der Kreisvorsitzende Schade hielt dann ein kurzes Referat über den Fall Gumbel-Heidelberg. Nach dem Weltkriege haben die deutschen Studenten von Anfang an für den großdeutschen Gedanken gekämpft. Mit der Gründung der „Deutschen Studentenschaft“ sei man diesem Gedanken einen großen Schritt näher gekommen, denn die Deutsche Studentenschaft umfasse alle Studierenden deutscher Abstammung. Die Lehrkörper der deutschen Hochschulen haben die Studenten in diesem Kampf nach Möglichkeit unterstützt, doch habe die Studentenschaft auch sehr trübe Erfahrungen gemacht. Erinnert sei an den Fall Lessing in Hannover, an den Kampf des preußischen Staates gegen die Deutsche Studentenschaft. Es sei bedauerlich, daß gerade diejenigen, deren Pflicht es sei, die Hochschulen reinzuhalten, eine solche Stellung eingenommen haben. — Nun habe sich wieder einmal ein Fall ereignet, der die ganze Studentenschaft beschäftigt: der Fall Gumbel in Heidelberg. Professor Gumbel wurde vom badischen Ministerium an die Universität Heidelberg berufen, obwohl er [illegible] wegen Landesverrats angeklagt war und das Ansehen der [illegible] Frontsoldaten in unerhörter Weise beschimpfte. Diese Berufung des badischen Ministeriums sei eine Herausforderung der ganzen Deutschen Studentenschaft. Der Lehrkörper habe diese Berufung übrigens nicht gebilligt und diesen Eingriff in die Rechte der Hochschule zurückgewiesen. Zusammen mit den deutschen Professoren werde die Deutsche Studentenschaft dafür kämpfen, daß die Hochschulen deutsche Hochschulen, frei von fremden Elementen, sein und bleiben müssen.

Es kam dann zu einer bewegten Debatte wegen der Wahl des ersten Vorsitzenden für den Asta. Der Asta selbst war in mehreren Sitzungen zu keinem Ergebnis gekommen. Der Nationalsozialistische Studentenbund und die Korporierten konnten sich nicht einigen. Aus diesem Grunde hatten die Korporierten einen Dringlichkeitsantrag eingebracht, die Wahl in der Vollversammlung vornehmen zu lassen. Es wurde zunächst angezweifelt, ob die Versammlung überhaupt das Recht zu der Wahl habe. Der Nationalsozialistische Studentenbund bestritt dies. Die Wahl selbst war auch in diesem Rahmen erfolglos. Schließlich wurden wenigstens der erste stellvertretende Vorsitzende, Herr Schütte, „Germania“, der zweite und der dritte Vorsitzende gewählt. Verhandlungen, die hoffentlich zu einer Einigung auch in bezug auf die Wahl des ersten Vorsitzenden führen werden, sind im Gange.

Pfälzer Bote, 5. Mai 1931

Zum Fall Gumbel. Eine Anzahl deutscher Hochschulprofessoren veröffentlichen eine Erklärung gegen den Deutschen Hochschulverband wegen seiner Stellungnahme zum Falle Gumbel, weil diese eine Ermutigung zu weiteren Auflehnungen gegen die Lehrfreiheit und zu „eventuellen weiteren Unruhen darstelle“. Man vermisse darin die gebührende Zurückweisung des studentischen Versuchs, die akademische Lehr- u. Gesinnungsfreiheit mit der Entfernung Prof. Gumbels aus seiner Lehrtätigkeit in Heidelberg aus politischen Gründen zu vernichten.

AUSSCHNITT VOM: 2. MAI 1931

Braunschweig[illegible] Allgemein[illegible] Anzeiger, Braunschweig

Noch kein Vorsitzender des „Asta“

Am Freitagnachmittag fand im „Wilhelmsgarten“ eine [illegible]versammlung der Studentenschaft statt. Der Kreisvorsitzende Schade hielt einen Vortrag über den Fall Gumbel-Heidelberg. Nach dem Weltkriege haben die deutschen Studenten von Anfang an für den großdeutschen Gedanken gekämpft. Mit der Gründung der „Deutschen Studentenschaft“ sei man diesem Gedanken einen großen Schritt näher gekommen, denn die Deutsche Studentenschaft umfasse alle Studierenden deutscher Abstammung. Die Lehrkörper der deutschen Hochschulen haben die Studenten in diesem Kampf nach Möglichkeit unterstützt, doch habe die Studentenschaft auch sehr trübe Erfahrungen gemacht. [illegible] Gumbel wurde vom badischen Ministerium an die Universität Heidelberg berufen, obwohl er viermal wegen Landesverrats angeklagt war und das Ansehen der gefallenen Frontsoldaten in unerhörter Weise beschimpfte. Diese Berufung des badischen Ministeriums sei eine Herausforderung der ganzen Deutschen Studentenschaft. Der Lehrkörper habe diese Berufung übrigens nicht gebilligt und diesen Eingriff in die Rechte der Hochschule zurückgewiesen. Zusammen mit den deutschen Professoren werde die Deutsche Studentenschaft dafür kämpfen, daß die Hochschulen deutsche Hochschulen, frei von fremden Elementen, sein und bleiben würden.

Es kam dann zu einer bewegten Aussprache wegen der Wahl des ersten Vorsitzenden für den Asta. Der Nationalsozialistische Studentenbund und die Korporierten konnten sich nicht einigen. Aus diesem Grunde hatten die Korporierten einen Dringlichkeitsantrag eingebracht, die Wahl in der Vollversammlung vornehmen zu lassen. Es wurde zunächst angezweifelt, ob die Versammlung überhaupt das Recht zu der Wahl habe. Der Nationalsozialistische Studentenbund bestritt dies. Die Wahl selbst war auch in diesem Rahmen erfolglos. [illegible] wurden wenigstens der erste stellvertretende Vorsitzende, Herr Schütte, [illegible] der zweite und der dritte Vorsitzende [illegible]

AUSSCHNITT VOM: 6. MAI 1931

Westdeutscher Beobachter, Köln

So heißen sie!

Es war einmal ein Bund, der sich „Bund Neues Vaterland“ nannte. [illegible] den Begriff Vaterland mit seinen Vertretern zu identifizieren, daraus — zu der Zeit, als man in Deutschland sagte: „Ich kenne kein Vaterland, das Deutschland heißt“ — nannte man sich stolz „Deutsche Liga für Menschenrechte“. Zur besonderen Kennzeichnung dieser Liga werden hier einige Namen angegeben, die dem Vorstand der Liga angehören [illegible].

Vorstand: Dr. Oskar Cohn-Berlin, Dr. E. J. Gumbel-Heidelberg, Arthur Holitscher-Berlin, Dr. Robert Kuczynski-Berlin, [illegible]mann-Kurfürst-Berlin, Dr. Walter [illegible]-Berlin, Dr. Kurt Tucholsky-[illegible].

[illegible] Beirat: Albert Einstein-Berlin, [illegible] Goldscheid-Berlin-Wien, [illegible] Goldschmidt-Berlin, Dr. [illegible]-Berlin, [illegible] Frankfurt a. M., [illegible]-Berlin, Dr. h. c. Freiherr von [illegible], Dr. [illegible]-Frankfurt, Dr. [illegible] Stöcker-Berlin, [illegible]-Berlin, [illegible]-Berlin, Arnold Zweig-Berlin, Dr. [illegible]-Leipzig.

[illegible]

[illegible]

AUSSCHNITT VOM: 7 MAI 1932

Volkswacht für Schlesien, Breslau

Zwei Entschließungen

der Ortsgruppe Breslau der Deutschen Friedensgesellschaft

Die Mitglieder der Deutschen Friedensgesellschaft, Ortsgruppe Breslau, nahm mit Entrüstung davon Kenntnis, daß Professor Dr. E. J. Gumbel in Heidelberg von reaktionären Studenten und Professoren fortgesetzt aufs ärgste angegriffen und in der Ausübung seiner Lehrtätigkeit behindert wird.

Die Deutsche Friedensgesellschaft, Ortsgruppe Breslau, erachtet dieses Verhalten der reaktionären Akademiker nicht für eine vereinzelte und zufällige Entgleisung, sondern für einen gefährlichen Vorstoß der Kulturreaktion, die die Freiheit der Forscher und Lehrer und das Recht der politischen Meinungsäußerung aufs schärfste bedroht.

Die Deutsche Friedensgesellschaft, Ortsgruppe Breslau, begrüßt Professor Gumbel als anerkannten Wissenschaftler und als mutigen talentierten Vorkämpfer für die soziale und geistige Freiheit für politische Sauberkeit und für eine vom Standesdünkel und reaktionärer Borniertheit befreite Universität.

*

Die Ortsgruppe Breslau der Deutschen Friedensgesellschaft spricht den neun Reichstagsabgeordneten der Sozialdemokratischen Partei, die bei der Panzerkreuzer-Abstimmung ihre pazifistische Gesinnung höher gestellt haben als einen falsch verstandenen Disziplinbegriff, ihren Dank aus. Sie [illegible] daß diese Tat der neun Abgeordneten eine [illegible] ihrer Partei von der bisherigen [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] durch die Darlegung ihres Standpunktes auf dem Parteitage [illegible]

FÜR PROFESSOR GUMBEL

Kundgebung Wiener Hochschullehrer

Der Verband sozialistischer Hochschullehrer hat an den Heidelberger Professor Gumbel folgendes Schreiben gerichtet:

„Die Vereinigung sozialistischer Hochschullehrer Wiens verurteilt auf das schärfste die von der sogenannten Deutschen Studentenschaft unternommenen Versuche, Sie wegen Ihrer politischen Gesinnung von der Universität Heidelberg zu verdrängen, und sie bedauert es auf das tiefste, daß der Versuch der Deutschen Studentenschaft zu ihrem [illegible] Vorgehen die Unterstützung des Hochschulverbandes zu erlangen seitens des Vorstandes dieses Verbandes nicht die gebührende Zurückweisung erfahren hat.

Wir fordern Sie auf, keinem Terror zu weichen, damit nicht durch den Ihre Person betreffenden [illegible] [illegible] werde in [illegible] der [illegible] nicht auf [illegible]

- 7 MAI 1932

Volkswacht für Schlesien, Breslau

Hochschulverband und sogenannte Deutsche Studentenschaft

Am Donnerstag und Freitag spricht Professor Dr. Gumbel-Heidelberg in zwei Versammlungen in Breslau. Professor Dr. Gumbel, der besonders bekannt geworden ist durch sein weitverbreitetes Buch „Vier Jahre Mord", in dem er die Fememorde aktenmäßig darstellt, ist seit Jahren die Zielscheibe der wildesten Hetze der Rechtsradikalen. Erst im letzten Winter ist wieder eine solche Hetze gegen ihn inszeniert worden anläßlich der Tatsache, daß ihm die badische Regierung den Professor-Titel verliehen hat. Unseren Lesern wird daher eine Darstellung dieses Falles, die uns von gut unterrichteter Seite zugeht, sicher willkommen sein.

Redaktion der „Volkswacht".

Man erinnert sich, welche wüste Hetze die nationalsozialistischen Studenten Heidelbergs im vorigen Semester gegen das „System", d. h. die demokratische Republik, getrieben haben. Erinnerlich ist noch der letzte groteske Versuch einer Volksabstimmung. Unter der Parole „Reinigung der Universität von politischen Einflüssen" wurden selbst Gymnasiasten mobilisiert, Handwerksburschen auf der Hauptstraße angehalten: „Habt ihr schon gegen Gumbel unterschrieben?" Dieser Versuch einer Absetzung der Professoren durch das Volk ist mißlungen. Nicht einmal die Stimmenzahl wurde bekannt gegeben; es werden also [illegible] allzuviel gewesen sein.

Alle diese Versuche, Gumbel aus der Universität zu entfernen waren von vornherein aussichtslos, da ja nicht der mindeste Grund hierzu vorlag. Dementsprechend war auch die Haltung der Weimarer Parteien und der großen politischen Presse von vornherein klar.

Heute wird nun versucht, Gumbel wenigstens zu diskreditieren, um damit das skandalöse Verhalten der Nationalsozialisten zu [illegible]. Die sogenannte Deutsche Studentenschaft, ein völlig privater Verein, der nur die Korporations- und nationalsozialistischen Studenten umfaßt, und der die Prätension erhebt, Rechtsnachfolger der aufgelösten Allgemeinen Studentenschaften zu sein, hat sich an den Deutschen Hochschulverband, die Vereinigung der Deutschen Hochschullehrer, gewandt, um sich von dieser Stelle eine Unterstützung in seinem Kampf zu holen.

Zur Charakterisierung dieses Briefes genügte es, einige von den vielen anmaßlichen und falschen Behauptungen hervorzuheben. Zunächst schreiben sie von einer Berufung Gumbels, während es sich tatsächlich nur um die im allgemeinen nach fünf Jahren übliche Verleihung einer Amtsbezeichnung handelte. Hierin sehen sie „eine schwere Schädigung der Geltung der deutschen Hochschulen in der deutschen Volksgemeinschaft wie in der internationalen wissenschaftlichen Welt". Tatsächlich ist Gumbel als Gelehrter international anerkannt. Nichts hat dem Ansehen Heidelbergs im Reich und im Ausland so sehr geschadet wie die wüsten, jede akademische Form sprengenden Kampfmethoden der Nationalsozialisten.

Ferner behauptet die Deutsche Studentenschaft, die „Ernennung Gumbels sei unter bewußter Umgehung der Heidelberger Fakultät vom [illegible] vorgenommen worden," während tatsächlich [illegible] gefragt wurde und die Titelverleihung [illegible] Ministerium ausging.

[illegible] behaupten [illegible] in ihrem Brief an den Hochschulverband, Gumbel sei [illegible] Landesverrats angeklagt worden. Tatsächlich [illegible] Anklage wegen Landesverrats gegen Gumbel erhoben worden. Es haben nur, wie dies nach dem Legalitätsprinzip bei jeder Anzeige notwendig ist, gegen ihn Ermittelungsverfahren wegen des Verdachts des Landesverrats geschwebt. Sie mußten sämtlich wegen der Haltlosigkeit der Beschuldigungen eingestellt werden. In keinem Fall ist es überhaupt zur Erhebung einer Anklage gekommen.

Es war zu erwarten, daß der Hochschulverband eine solche anmaßliche und mit willkürlichen Behauptungen [illegible] Eingabe zurückweisen [illegible]. Das ist aber nicht geschehen. Der Hochschulverband hat [illegible] den Wortlaut in seinem Mitteilungsblatt [illegible] abgedruckt. An Stelle von dem mit „falschen Behauptungen" gegen das Unterrichtsministerium geführten Kampf gegen das „System" auf das entschiedenste abzurücken, begrüßt er selbstverständlich jede Äußerung auf das wärmste, in der die Deutsche Studentenschaft ihre vaterländische Gesinnung bekundet." Der Hochschulverband hat noch nicht erkannt, daß der Fall Gumbel nur ein von den Nationalsozialisten geschickt gewählter Anlaß zu ihrem Kampf um die Beherrschung der Universität Heidelberg war, daß es sich hierbei um einen speziellen Fall des allgemeinen Kampfes der Faschisten gegen die Republik handelte und daß dieser Kampf mit in der Universitätsgeschichte bisher unerhörten Methoden durchgeführt wurde. Nicht einmal zu den tatsächlichen Fälschungen, die in dem Brief der Studenten enthalten sind, nimmt er Stellung. Den seinerzeit inkriminierten Ausspruch Gumbels, der — wie erinnerlich — die Ächtung des Krieges mit der Ehrung der Gefallenen zu verbinden suchte, gibt er genau in der entstellten Form wieder, in der die Nationalisten diesen Satz zu zitieren pflegen.

In der Form einer objektiven Darstellung versucht der Hochschulverband ein Urteil gegen Gumbel zu fällen. Wie üblich wird hierzu das höchst zweideutige Gutachten der Fakultät von 1925 herhalten. Wie erinnerlich, bestand es aus zwei Teilen. In einem machte die Fakultät ihrem Unmut gegen Gumbel Luft, ohne auf die tatsächlichen Vorgänge, die zu dem Disziplinarverfahren geführt hatten, einzugehen, und bezeichnete seine Zugehörigkeit zur Universität als „unerfreulich". Der andere, psychologische Teil, sprach sich dagegen zum Teil sehr anerkennend über Gumbel aus. Zum Schluß stellte die Fakultät keinen Antrag, Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen.

Der Hochschulverband erwähnt den zweiten Teil des Gutachtens überhaupt nicht und schreibt die Schlußfolgerung den „zuständigen" Behörden zu. Damit schiebt er die Verantwortung dafür, daß Gumbel an der Universität lehrt, von der Fakultät, welche diese Entscheidung getroffen hatte, auf das Ministerium, welches das Disziplinarverfahren nur entsprechend dem Beschluß der Fakultät eingestellt hatte.

Nachdem der Hochschulverband in sechs Abschnitten versucht, Gumbel zu diskreditieren, wendet er sich in einem kleinen Schlußsatz nur gegen die von der Deutschen Studentenschaft [illegible] Volksabstimmung.

Selbstverständlich muß eine solche Antwort von den radaulustigen Studenten als eine Anerkennung ihres bisherigen und eine Ermutigung zu entsprechendem zukünftigen Verhalten aufgefaßt werden. Der Hochschulverband hat sich somit in den [illegible] republikanischen Unterrichts- [illegible]

[illegible] gelegt hat.

Wo blieb [illegible] Stimme des Hochschulverbandes, als der nationalsozialistische Minister Frick den fachlich keineswegs sonderlich geeigneten Herrn Günther ohne weiteres und gegen die Fakultät zum Ordinarius ernannte? Wo blieb seine Stimme, als Frick dem von der Universität gewählten Rektor aus rein parteipolitischen Gründen seine Zustimmung versagte? Ist sich der Hochschulverband bewußt, daß er die Verantwortung dafür trägt, wenn das nächste Semester sich in Heidelberg ebenso [illegible] gestaltet wie das vergangene, und daß die [illegible] Universität noch mehr Schaden erleidet?

[illegible], Heidelberg, [illegible]

Zauberreich Brühler und die Deutschnationalen in der Harmonie.

„Die Nation ist im Umbruch begriffen!" Die Versammlung, die Nation, d. h. ein Häuflein älterer Bürger und Frauen über der [illegible], begrüßte mit ermutigendem Beifall den [illegible] Gebrauchsprofessor a. D. Der Redner holt als echter [illegible] weit aus: [illegible] Notverordnung, [illegible] und [illegible], Hugenberg, Bismarck, Hugenberg, dann wieder Hugenberg; schließlich dreht alles um diesen Heros. Er hat die nationale Presse mit dem Geld anderer Leute aufgebaut, er hat den Ufakonzern gegründet und hat uns endlich den künstlerischen deutschen Film gesichert. Er war der Prophet all unseres Elends — schon in der Nationalversammlung sah er die Ruhrbesetzung, das Fiasko der deutschnationalen Politik voraus. Aber seine größte Tat: Er blies dem deutschen Volk einen neuen Geist ein, brachte ihm eine neue Gesinnung und gab das Zeichen zum Aufbruch am 30. Juli 1930, „indem er die Reichstagsauflösung erzwang". (Bis jetzt dachten wir immer, das hätte die S.P.D. getan!) Nicht gestärkt, aber mit der Hälfte seiner Leute kehrte er zurück, aber dafür mit 41 „Hundertprozentigen". Und seither sieht Hugenberg und der Herr Doktor ein „dauerndes, allerdings nicht sprunghaftes Anwachsen" der Partei . . . (wie in Lippe?! Herr Dr. Brühler!) —

Soweit die große Politik. Aber Baden und Heidelberg hat auch seine Lokalpolitik: [illegible] R e m m e l e s politische [illegible] werden am laufenden Band beschimpft. (Der Redner bemerkt dabei äußerst treffend, daß er, Brühler, sich dabei „geistig nicht in Unkosten gestürzt" habe.) Der „Fall G u m b e l" wurde wieder aufgewärmt, bis das männliche und weibliche Soldatenblut in den nationalen Adern schäumte.

Jetzt waren die Gemüter den großen Offenbarungen geöffnet: „Wir haben ein Schicksal vor uns!" Nationale Stimmen: „Sehr richtig!" „Es ist uns von Gott auferlegt und wir müssen es meistern!" „Sehr richtig!" mehrere demütige Stimmen aus dem Saale. „Und wenn uns einst der Rasen deckt und unsere Kinder . . ."

Die werden sich hoffentlich solche verantwortungslose Phrasendrescherei und solche politischen Albernheiten nicht mehr gefallen lassen, wie sie uns am gestrigen Abend geboten wurden. G. St.

Von der Reaktion gefürchtet, vom Nazimob verfolgt

wird **Professor Gumbel**

weil er in seinem Buch die Mordtaten der Reaktion registrierte.

Wir hören Gumbel persönlich!

Heute 19½ Gewerkschaftshaus:

Mitglieder-Versammlung SPD.

über: **Kampf gegen Faschismus!**

Morgen 19½ Schießwerder:

Oeffentliche Versammlung

über: **Schluß mit der Diktatur des III. Reiches!**

Volkswacht, Breslau 7.5.31

Zwei Entschließungen

Die Ortsgruppe Breslau der Deutschen Friedensgesellschaft:

Die Mitglieder der Deutschen Friedensgesellschaft, Ortsgruppe Breslau, nehmen mit Entrüstung davon Kenntnis, daß Professor Dr. E. J. Gumbel in Heidelberg von reaktionären Studenten und Professoren fortgesetzt aufs ärgste angegriffen und in der Ausübung seiner Lehrtätigkeit behindert wird.

Die Deutsche Friedensgesellschaft, Ortsgruppe Breslau, erachtet dieses Verhalten der reaktionären Akademiker nicht für eine vereinzelte und zufällige Entgleisung, sondern für einen [illegible] lichen Vorstoß der Kulturreaktion, die die Freiheit der [illegible] und Lehrer und das Recht der politischen Meinungsäußerung aufs schärfste bedroht.

Die Deutsche Friedensgesellschaft, Ortsgruppe Breslau, begrüßt Professor Gumbel als anerkannten Wissenschaftler und mutigen talentierten Vorkämpfer für die soziale und [illegible] Freiheit, für politische Sauberkeit und für eine von [illegible] und reaktionärer Voreingenommenheit befreite Universität.

Am Freitag, dem 8. Mai 1931, 20 Uhr,
spricht im Etabl. „Schießwerder"

PROFESSOR

GUMBEL

HEIDELBERG

der von den Heidelberger nationalistischen Studenten mit wüsten Krawallmethoden verfolgte aufrechte Kämpfer gegen politischen Mord und faschistischen Terror, in einer großen, gemeinsam mit der Sozialdemokratischen Partei veranstalteten

Kundgebung gegen den Faschismus!

Sozialistische Studentenschaft Deutschlands und Österreichs Ortsgruppe Breslau

Verantwortlich: [illegible], Breslau — Druck: Volkswacht-Buchdruckerei, Breslau 2

[illegible]

[illegible] Kampf gegen den Faschismus

[illegible] Gumbel in der Mitglieder-Versammlung der [illegible]

[illegible] Genosse Gumbel aus Heidelberg ist mit Professor [illegible] wohl der bestgehaßte Hochschulprofessor bei [illegible] Deutschland, insbesondere sind es die reaktionären [illegible] nationalsozialistischen Studentencliquen, [illegible] ebenso scharfen, wie [illegible] allen [illegible] der Demagogie und neuerdings auch des Terrors gegen [illegible]. Sie haben auch allen Grund, ihn zu fürchten, denn [illegible] rücksichtsloser Offenheit und wissenschaftlicher Präzision hat er in seinen Büchern „Vier Jahre Mord" und „Verräter verfallen der Feme" all die verbrecherischen und mörderischen Schandtaten der deutschen Reaktion der Nachkriegszeit [illegible] und damit deutlich auf die großen Gefahren des Faschismus hingewiesen.

Für die Breslauer Parteigenossenschaft war es darum von einem besonderen Reiz, Genossen Gumbel, den sie zum Teil schon

Heute spricht Gumbel in einer

Oeffentlichen Versammlung

im Schießwerder, $19\frac{1}{2}$ Uhr, über:

Schluß mit der Unkultur des 3. Reiches

Eintritt 0.50 Mk., für Parteimitglieder 0.20, für erwerbslose Parteimitglieder 0.10 Mk.

aus seinen Büchern kannte, nun auch einmal persönlich kennen zu lernen. Gumbel, der aus seiner überreichen [illegible] gestern hierher geeilt kam, sprach über den „Kampf gegen den Faschismus": klug, gedankenreich, in klarer [illegible] die für die Arbeiterschaft so opferreiche Tolerierungspolitik [illegible]; für die Zukunft forderte er klare Oppositionsstellung gegen die heutigen, immer stärker zum Ausdruck kommenden reaktionären Gefahren. — Reicher Beifall lohnte seine allen verständlichen Ausführungen.

* * *

Nach kurzen einleitenden Eröffnungsworten des Genossen [illegible] nahm Genosse Professor Gumbel das Wort zu seinen Ausführungen.

Der Kampf gegen den Faschismus kann nur dann erfolgreich geführt werden, wenn klar erkannt wird, was eigentlich [illegible] Faschismus ist. Faschismus — auf eine knappe Formel gebracht — heißt die Bewegung, die mit den Mitteln und den [illegible] Methoden der Arbeiterbewegung arbeitet, um aber zu [illegible] Wirkung, nämlich zu ihrer schärfsten Bekämpfung, zu kommen. Der deutsche Faschismus hat zunächst [illegible] seine Ursache in der heutigen riesigen Wirtschaftskrise. [illegible] in Deutschland sind deshalb heute Schutzgarde des [illegible] Kapitals und der Junker, in ihrer sozialen Zusammensetzung [illegible] hauptsächlich Angehörige des zerriebenen Mittelstandes, die in ihrer Proletarisierung die Arbeiterschaft als die Ursache aller Wirtschaftsnot ansehen. Wir erleben heute bereits die zweite faschistische Welle. Die erste setzte vor zehn Jahren mit den politischen Morden ein und war der erste Versuch des Kapitals, mit terroristischen Mitteln vorzugehen.

Muß der Kampf nun gegen die Formen oder gegen den Inhalt der faschistischen Bewegung [illegible]? Heute stehen wir vor der Tatsache, daß die faschistische Bewegung [illegible] an Offenheit eingebüßt hat und daß sie sich immer [illegible] Legalität nähert. Allerdings mußte die Arbeiterschaft Opfer um Opfer bringen, und das um Werte, von denen es zweifelhaft ist, ob sie überhaupt uns erhalten geblieben sind und erhalten bleiben werden. Immer wieder mußte die Arbeiterschaft daran glauben, während den Junkern 1000 Millionen in den Schoß geworfen wurden. Zu alledem kam noch der Panzerkreuzer, der gerade in dieser Zeit über eine recht zweifelhafte militärische Bedeutung hinaus zum Symbol wurde. Es ist sehr fraglich, ob all diese Opfer erfolgreich gebracht worden sind und noch gebracht werden können, denn jedes Opfer erfordert neue Opfer, und noch ist es nicht abzusehen, welche kleineren Uebel einem sogenannten größeren weichen müssen.

Werden wir, für die Zukunft gesehen, mit der Tolerierung einer bürgerlichen Regierung zweckmäßig gehandelt haben? Wenn wir in der Regierung sind oder tolerieren, das dürfen wir nicht vergessen, tragen wir mit die Verantwortung. Wir müssen darum zumindestens jetzt mit der Tolerierung aufhören, denn in der Opposition können wir nur für die Arbeiterschaft mehr herausholen. Wir können dadurch insbesondere die Politik der Kommunisten entlarven und all die proletarischen Kreise, die, soziologisch gesehen, zu uns gehören, auch bei uns organisieren. Gerade das Interesse an unserer Partei erfordert eine klare Front und Oppositionsstellung zu den reaktionären Gewalten der gegenwärtigen Zeit.

In der anschließenden Diskussion sprachen die Genossen Reventlow, Schuler, Sommer, Eckstein und Marck, die zum Teil die Ausführungen des Redners unterstrichen und ergänzten. In seinem Schlußwort betonte Genosse Gumbel die Gefahren, die sich aus dem Funktionswandel der reaktionären Bewegung aus einer rein aggressiv faschistischen in eine legale großkapitalistische Volksbewegung ergeben. Für die Partei ergibt sich daraus, daß sie nunmehr einer weiteren Tolerierung der bürgerlichen Regierung nicht mehr nahetreten darf.

[illegible] Tageblatt, 8. 5. 31

[illegible] (Wiener Hochschullehrer für Gumbel.) Der [illegible] sozialistischer Hochschullehrer in Wien [illegible] den Heidelberger Professor Gumbel folgendes Schreiben gerichtet: „Die Vereinigung sozialistischer Hochschullehrer Wiens verurteilt auf das schärfste die von der sogenannten Deutschen Studentenschaft unternommenen Versuche, Sie wegen Ihrer pazifistischen Gesinnung von der Universität Heidelberg zu verdrängen, und sie bedauert es auf das tiefste, daß der Versuch der Deutschen Studentenschaft, zu ihrem widerrechtlichen Vorgehen die Unterstützung des Hochschulverbandes zu erlangen, seitens des Vorstandes dieses Verbandes nicht die gebührende Zurückweisung erfahren hat. Wir fordern Sie auf, [illegible] Terror zu weichen, damit nicht [illegible] den Ihre Person betreffenden Einzelfall [illegible] geschlagen werde in das hohe Kulturgut der Lehr- und Gesinnungsfreiheit [illegible] Hochschullehrer, daß jeder, der das [illegible] den [illegible], sondern [illegible], bis zum Aeußersten verteidigen wird.

Sozialistische Hochschullehrer [illegible] gegen rechts[illegible]

Die Bewegung gegen den [illegible], der durch seinen Brief an die [illegible] Deutsche [illegible] sich zum Sprachrohr rechtsradikaler Bestrebungen gemacht und so dem Ansehen der deutschen Universitäten wesentlich geschadet hat, nimmt einen erfreulichen Fortgang. Mehr als [illegible] Professoren aus ganz verschiedenen politischen Lagern, darunter angesehene Namen wie [illegible], Einstein, Driesch, Lederer, Radbruch, L. v. Schücking, [illegible], Ziegler haben sich dem von Geheimrat Prof. Dr. [illegible], von der Technischen Hochschule Berlin, ausgehenden Protest bereits angeschlossen.

Der österreichische Verband sozialistischer Hochschullehrer tritt daneben mit einer eigenen Erklärung an die Oeffentlichkeit, wobei in einem Schreiben an Professor Gumbel-Heidelberg erklärt wird: „Die Vereinigung sozialistischer Hochschullehrer Wiens verurteilt auf das schärfste die von der sogenannten Deutschen Studentenschaft unternommenen Versuche, Sie wegen Ihrer pazifistischen Gesinnung von der Universität Heidelberg zu verdrängen und sie bedauert es auf das tiefste, daß der Versuch der Deutschen Studentenschaft, zu ihrem widerrechtlichen Vorgehen die Unterstützung des Hochschulverbandes zu erlangen, seitens des Vorstandes dieses Verbandes nicht die gebührende Zurückweisung erfahren hat. Wir fordern Sie auf, keinem Terror zu weichen, damit nicht durch den Ihre Person betreffenden Einzelfall [illegible]

Karlsruher Volksfreund, 8. [illegible] 31

Beilage zur Volkswacht

Sonnabend, den 9. Mai 1931

Breslau

Wenn Nazis sachlich diskutieren sollen – – –

Gumbel-Versammlung entlarvt das hohle Programm

Aus Mangel an geistiger Munition verlassen Nazistudenten mitten während des Vortrages den Saal

Nachdem Genosse Gumbel-Heidelberg am Donnerstag abend in einer Mitgliederversammlung der Partei gesprochen hatte, war für gestern abend eine öffentliche Versammlung einberufen worden, in der Genosse Gumbel zu dem Thema „Schluß mit der Unkultur des dritten Reiches" sprach. In glänzender Weise setzte sich Genosse Gumbel mit den Nationalsozialisten und verschiedenen Punkten ihres Programms auseinander und sprach gleich zu Beginn die Hoffnung aus, einmal mit Nationalsozialisten sachlich diskutieren zu können, was ihm bisher nie geglückt sei. Zunächst beschäftigte er sich mit der Kriegsverherrlichung der Nazis und zog zu diesem Punkt die Stellungnahme Hitlers an, in der gesagt wird, daß der Unterlegene eines Krieges damit seine rassische Minderwertigkeit dartut. Für den letzten Krieg wollen sie diese Feststellung aber nicht gelten lassen und benutzen deshalb das Märchen vom Dolchstoß, weil ein solches Argument in jenen Kreisen recht wirkungsvoll angewandt werden kann, die die Kriegszeit nicht aus eigener Wirklichkeit kennen.

Längere Ausführungen widmete Genosse Gumbel auch der

Rassentheorie,

die allen Heil der nordischen langschädligen Rasse zuschreibt. Ein Widerspruch entsteht schon, wenn man die von den Nazis oft als Vorbild benutzten italienischen Faschisten mit dieser Rassentheorie in Zusammenhang bringt. Sie gehören zur romanisch-kleinschädligen Rasse und müssen doch, da sie so als Vorbild gepriesen werden, auch ganz besondere Helden sein. Ebenso unlogisch wird die nationalsozialistische Lehre, wenn Nationen zum Vergleich herangezogen werden, die sich in viel größerem Maße auf die nordische Rasse aufbauen, als Deutschland. Dänemark, Schweden, Norwegen müßten eigentlich in viel eindeutigerem Maße die Politik betreiben, von der Hitler sagt, daß sie der nordischen Rasse ziemt. Gerade das Gegenteil ist aber der Fall, denn sie haben in der letzten Vergangenheit keinerlei Kriege mehr geführt. Noch [illegible] wird die Rassentheorie, wenn sie mit der Firma der Hitlerpartei in Zusammenhang gebracht wird, die bekanntlich auch den nationalen Charakter betont, obwohl die Verfechtung des Rassenbegriffs notwendigerweise den Begriff der Nation töten muß.

Auf

die sozialen Theorien,

das Verstaatlichungsgeschrei und die Parole von der Brechung der Zinsknechtschaft eingehend, legte Genosse Gumbel so eingehend den Unsinn der angeblich antikapitalistischen Partei dar, daß sich eine Anzahl nationalsozialistischer Studenten recht geräuschvoll erhob und den Saal verließ. Sie zogen diese Art der Argumentation vor, denn die streng sachlichen und wissenschaftlich begründeten Ausführungen des Redners hätten es ihnen auch sehr schwer gemacht, mit gleicher Sachlichkeit ihren programmatischen Unsinn zu verteidigen.

Zum Schluß seiner Ausführungen beschäftigte sich Genosse Gumbel [illegible] mit der Praxis der Nationalsozialisten, die den [illegible] ein besseres Leben versprechen, aber im gleichen Atemzug auch dem Unternehmertum geringere soziale Belastungen [illegible]. Nach den beifällig aufgenommenen Ausführungen folgte eine Diskussion, und tatsächlich meldete sich auch

ein junger Nationalsozialist

Hartig, der 30 Minuten ungehindert sprechen konnte. Der junge Mann erging sich nicht, wie etwa der Student Tenschert, in wüsten Beschimpfungen, sondern machte im Gegenteil ganz interessante Feststellungen. Er gab zunächst zu, daß auf der bürgerlichen Seite eine Menge Ausbeuter stehen, gegen die man sich wenden muß, erklärte auch, daß die Brechung der Zinsknechtschaft im kapitalistischen System undurchführbar ist, und gab schließlich im Gegensatz zum „Völkischen Beobachter" zu, daß auch heute noch hinter der Sozialdemokratie gewaltige Arbeitermassen stehen. Genosse Hanusch [illegible] auf die bei der Arbeiterschaft übliche [illegible]freiheit hin und stellte ihr den in Nazi-Versammlungen [illegible] Terror gegenüber. Im Schlußwort ging Genosse Gumbel auf die gegen die Sozialdemokratie erhobenen Vorwürfe [illegible] widerlegte sie restlos und betonte zum Schluß, daß im [illegible] der Verwirklichung der sozialistischen [illegible] werden.

[illegible] ausgebrachten Hoch auf die Sozialdemokratie [illegible] — die besser besucht [illegible]

Die Breslauer Ortsgruppe von Deutschlands und Oesterreichs sozialistischer Studentenschaft begrüßt in Genossen Dr. Gumbel den mutigen Vorkämpfer für sozialistische Gedankengänge auf den Hochschulen. Sie sieht in ihm den unerschrockenen Streiter gegen Faschismus und Reaktion, der sich durch die Aufdeckung der Fememorde die maßlose Wut aller Nationalisten zugezogen hat.

Sie verurteilt den gehässigen Kampf der Deutschen Studentenschaft gegen Dr. Gumbel, jener völlig privaten Vereinigung von Korporations- und nationalsozialistischen Studenten, sie brandmarkt aber weiter aufs schärfste, daß sich der Hochschulverband, die korporative Vereinigung der deutschen Hochschulprofessoren schützend hinter die D. St. gestellt und versucht hat, Prof. Dr. Gumbel zu diskreditieren.

Breslaus sozialistische Studentenschaft rückt von dieser maßlosen Hetze ab, sie erklärt ihre Solidarität mit Prof. Dr. Gumbel und ist gewillt, mit ihm im Rahmen der ihr gegebenen Möglichkeiten weiterzukämpfen.

Breslauer Zeitung, 9.5.31

Breslauer Zeitung (Stadtpark?) 9. [illegible]

Professor Gumbels Vortrag in Breslau

Letzte Nachricht

In einer sozialdemokratischen Versammlung im Schießwerder sprach am Freitag abend der Heidelberger Universitätsprofessor Dr. Gumbel, der durch sein Buch „Verräter verfallen der Feme" und durch die daraus resultierenden Angriffe aus nationalsozialistischem Lager bekannt ist.

Gumbel kennzeichnete das Sammelsurium des nationalsozialistischen Partei-Programms und betonte, eine sachliche Diskussion über dieses Programm sei bisher nicht möglich gewesen, da die Nationalsozialisten im Allgemeinen mit Schimpfworten zu antworten pflegen. Auf eine Reihe von Programmpunkten ging Professor Gumbel ausführlicher ein, so auf die Verherrlichung des Krieges, die Rassenlehre und auf die Brechung der Zinsknechtschaft. Der nordischen Rasse könne man nur wenig Chancen geben, wenn man an die Länder Schweden, Norwegen und Dänemark denkt, die zum größten Teil von Angehörigen der nordischen Rasse bewohnt werden. Dort finde man auch nicht einen einzigen Punkt, der mit den Hitlerschen Programm-Punkten übereinstimmt, vielmehr wird man gerade diese Staaten, die seit 100 Jahren keinen Krieg geführt haben, als pazifistisch bezeichnen müssen. Als sich der Redner der Besprechung des Zinsproblems zuwandte, verließen ein großer Teil der anwesenden Nationalsozialisten mit ihrem [illegible]führer, der sich mehrmals durch laute Zwischenrufe bemerkbar [illegible], den Saal. In der Diskussion kam ein junger Nationalsozialist zu Worte, der sich in sachlichen Grenzen hielt, aber Wesentliches nicht zu sagen hatte. Die Versammlung verlief nach dem Abzug eines Teils der Nationalsozialisten ohne jede Störung in voller Ruhe.

Vor der öffentlichen Kundgebung hatte eine Versammlung der Breslauer Ortsgruppe der Sozialistischen Studentenschaft stattgefunden, in der auch Dr. Gumbel das Wort ergriff. Im Anschluß an seine Rede wurde eine Resolution angenommen, in der der gehässige Kampf der Deutschen Studentenschaft gegen Dr. Gumbel, jener völlig privaten Vereinigung von Korporationen und nationalsozialistischen Studenten, [illegible] verurteilt wird.

Breslau [illegible] 10. Mai 1931

Professor Gumbels klägliches Gastspiel

Halbvoller Schießwerdersaal und kräftige Naziopposition

[illegible] Einladung der sozialistischen Breslauer [illegible] am Freitag abend im [illegible] der verkrüppelte Hei[illegible] Universitätsprofessor Dr. Gumbel [illegible]: „Die deutschen Soldaten sind [illegible] Felde der Ehre, sondern auf dem [illegible] gefallen", ungeheure Em[illegible] nationalen Deutschland wachge[illegible].

[illegible] war es denn besonders interessant, ein[illegible] diesen Mann von Angesicht zu Angesicht [illegible] lernen und zu hören, was er uns zu [illegible]. Der Schießwerdersaal war nur [illegible] Hälfte gefüllt. Nicht nur sozialdemo[illegible] Studenten, sondern auch sonstige Welt[illegible] der SPD. waren erschienen, aber auch [illegible] Nationalsozialisten und Stahl[illegible] fehlten nicht.

[illegible] vor ½9 Uhr wurde die Versammlung [illegible] den jüdischen Rechtsanwalt Dr. Eckstein, [illegible] bekanntlich auf dem linken Flügel der [illegible] steht, eröffnet. Er begrüßte ganz be[illegible] den „Genossen Gumbel" und betonte, daß

„[illegible] besonders vom Faschismus be[illegible] sei und daß es gelte, sich heut mit den Nationalsozialisten gründlich ausein[illegible]ander zu setzen".

Während doch sonst die führenden Männer der SPD. immer wieder mit dem Brustton der Ueberzeugung betonen, daß die Nationalsozialisten, obwohl sie 107 Mandate hätten, gar nicht so gefährlich seien, vertritt Gumbel den gegenteiligen Standpunkt, indem

er wörtlich erklärte, daß man diese faschistische nationalsozialistische Gefahr schon viel früher hätte erkennen und bannen müssen. Dr. Gumbel sei immer der Rufer in der Wüste gewesen. Jetzt gäbe es wohl niemanden, der diese „faschistische Gefahr" so leicht nähme.

Schon im Jahre 1919 hätten sich in den Freikorps und Einwohnerwehren und den anderen militärischen Formationen die ersten Anzeichen des „Nationalsozialismus" gezeigt. Damals schon hätte alles getan werden müssen, um gegen diese Gefahr anzukämpfen.

Nun begann Gumbel, sich mit der NSDAP. auseinander zu setzen, wie sich überhaupt seine ganzen Ausführungen nur mit der NSDAP. beschäftigten. Seine Darlegungen waren absolut demagogisch und entbehrten jeder Sachlichkeit. Er ging auf die nationalsozialistische Literatur ein, sprach von Adolf Hitler als von Wilhelm 3. und was ähnliche Scherze mehr sind. Die NSDAP. hätte einen Teil ihrer sozialistischen Grundsätze aus dem Programm der SPD. entnommen.

Von einem Tisch, an dem etwa 8 Nationalsozialisten saßen, wurden öfters treffende Zwischenrufe laut, die die Versammlungsleitung in [illegible] Unruhe versetzten, sodaß mit dem Hinauswurf der unbequemen Zwischenrufer gedroht wurde.

Hierauf verließen die Nationalsozialisten den Saal, wobei ein ungeheurer Tumult entstand. Mitglieder des Sozialistischen Kampfbundes, die den Saalschutz gestellt hatten, drängten die Nationalsozialisten gegen die Tür, sodaß es fast zu einer schweren Schlägerei gekommen wäre.

Nach Schluß der Rede Gumbels verkündete Eckstein, daß sich Diskussionsredner melden könnten. Ein Kommunist wurde abgewiesen; ihm wurde erklärt, daß man sich nur mit dem Faschismus auseinander setzen wolle. Dann meldete sich

ein Nationalsozialist, der der SPD. die Maske vom Gesicht riß. Er brandmarkte das Verhalten der SPD. in der Panzerkreuzerfrage und beschäftigte sich sehr ausführlich mit der sozialdemokratischen Wirtschaftsordnung, die nur das kapitalistische System stärke.

Eckstein waren diese Ausführungen sehr unangenehm.

Auch Herr Gumbel war daraufhin im Schlußwort etwas kleinlaut. Man merkte ihm, diesem ausgewachsenen Pazifisten, an, daß seine Angst vor den bösen Nazis ehrlich ist.

Gumbel dürfte mit dem Erfolg seines Breslauer Gastspieles unter Assistenz des Breslauer SPD.-Häuptlings mit dem poesievollen Namen kaum zufrieden sein. Ein halbleerer Saal und dann noch Widerspruch, das ist schließlich für einen Universitätsprofessor vom „Range" des Herrn Gumbel wenig schmeichelhaft.

Man schmäht nicht ungestraft Frontsoldaten. Das wird der Herr Gumbel aus Heidelberg eines Tages noch deutlicher erfahren!

-9 MAI 1931

Zeitlupe — Leipzig.

55

Die Ehre deutscher Professoren

Tja, das ist gar nicht so einfach. Man muß da direkt wissenschaftlich werden. Der Laie denkt sich das viel zu leicht: Ehre, das hieße in Deutschland Vornehmheit, Ritterlichkeit, Kriegertum usw., usw. Kein Gedanke! Ehre ist, wenn man seine Gesinnung nicht ändert. Also beispielsweise: Peter Kürten hat Ehre, weil er auf seine Schweinereien stolz ist. Frenzel hat Ehre, wenn er stolz ist, mit seinen Töchtern zusammen geschlafen zu haben, Frau Jakobowitz-Kienle hat Ehre, weil sie auch weiter auskratzt und sich gar nicht stören läßt, Gumbel hat Ehre, weil er nicht davon abläßt, Deutschland zu beschimpfen usw., usw. Und damit kommen wir auf den springenden Punkt. Professor Götze muß es nämlich wissen. Er hat an Professor Tillmann geschrieben. Und das „Berliner Tageblatt" hat's nachgedruckt. Die genaue Definition der Professorenehre. Höchst merkwürdig, mit was die Demokraten sich so beschäftigen. Und auf eine so undemokratische Weise. Kümmert sich mal ein Genie nicht um eine Mehrheit von Dummköpfen, dann schreit das „Berliner Tageblatt" ach und weh, weil der allgemeine Wille nicht berücksichtigt sei. Ist sich aber die Mehrheit zufällig mal in irgendeiner Frage der Nation einig, dann ist es, zu gesund, auf einmal die Minderheit, die die Weisheit gepachtet hat. Im Ernst, Herr Professor Götze: meinen Sie wirklich, daß ein Mensch schon deshalb ehrenhaft ist, weil er in seiner Meinung beharrt? Aber schließlich, das ist Götzens Privatspaß. Was Gumbel jedoch treibt, ist nicht sein Privatspaß. Denn es geht gegen Deutschland [illegible]. Im anderen Falle würde wirklich kein Hahn danach krähen. Das ist wie mit der Abtreibung der Frau Jakobowitz. Wenn sie selber samt allen ihren Freundinnen sich nicht fortpflanzt . . . schön, ausgezeichnet sogar. Auf diese Weise rottet das Pack sich selber aus. Aber wenn sie solche Künste dem ganzen Volke beibringen will, dann hört der Spaß auf. Und genau so liegt es mit Gumbel. Wenn einer sich selbst als Lumpen beschimpft, so ist das zwar kein erfreulicher Anblick, aber es muß ja schließlich jeder wissen, was er von sich zu halten hat. Wenn jedoch einer in Deutschland auf die Deutschen schimpft, dann gehört er in die Fresse geschlagen. Wer hat es nötig, sich in seinem eigenen Hause einen Schweinehund schimpfen zu lassen? Das deutsche Volk hat es nötig. Und die deutsche Jugend. Sagt Gumbel. Und sagt mit ihm die ganze Mischpoche. Die Soldaten des Weltkrieges sind Massenmörder. Punkt. Fertig. Das deutsche Volk ist ein Volk von Massenmördern. Weil es kriegerisch ist. Punkt. Fertig. Und hell erstrahlt der erhobene Zeigefinger der Gumbelschen Moral. Die nicht kriegerisch ist. Die keinen Finger für das Vaterland gekrümmt hat. Und die auch nie einen dafür krümmen wird. Ehrenhaft nennt Professor Götze so etwas. Die deutschen Studenten nennen es anders. Und das deutsche Volk legt den Fall Gumbel zu den übrigen. Je toller sie es treiben, um so besser. Wir bitten Herrn Professor Gumbel inständig, weiter so ehrenhaft zu bleiben wie bisher. Auf diese Weise kommt mal eine ruhige runde Abrechnung zustande.

B.

[illegible]

Volksztg. Heidelbg. 12.5.31

[illegible] ...sion

[illegible] Gumbel [illegible] Rechts[illegible] die [illegible] günstige [illegible] Propaganda erreicht worden sei [illegible] entschiedene Befürworter der Strafbarkeit der Abtreibung gingen in ihren Forderungen zurück, wie zum Beispiel [illegible]. Und für die Befürworter des § 218 seien nicht nur transzendentale Erwägungen maßgebend, sondern auch ganz reale Gründe. Daß die Größe der Bevölkerung an sich ein Gut sei, meinen nur die, für die das Anwachsen der Bevölkerung eine größere Reserve-Armee von Arbeitskräften darstellt, die es ermöglicht, bequemer die Löhne herabzudrücken.

Hdbg. Tageblatt, 13.5.31

Gerichtshalle.

Heidelberger Strafkammer.

Vorsitzender: Landgerichtspräsident Dr. Fischer
Beisitzer: Landgerichtsräte Freiherr von Busch und Schneider.

§ Heidelberg, 12. Mai.

Beleidigung des Ministers Remmele.

Auf seine Berufung gegen das Schöffengerichtsurteil vom 27. März mußte sich wegen Beleidigung des Ministers Remmele der nationalsozialistische Stadtrat Dr. Rudolf Abendroth heute vor der Großen Strafkammer verantworten. Der Angeklagte hatte bei einer Protestkundgebung gegen die Ernennung Gumbels zum außerordentlichen Professor in der Stadthalle im November vor. Js. unter anderem gesagt: „Ob Herr G. die wissenschaftliche Befähigung hat, diese Beurteilung überlasse man ruhig dem Herrn Minister Dr. h. c. Adam Remmele, der seine Vorkenntnisse aus seiner gewiß sehr ehrenwerten früheren Tätigkeit als Sackträger bezogen hat". Remmele stellte Strafantrag, und es erging Strafbefehl über 150 Mark gegen den Stadtrat. Der Einspruch dagegen hatte den Erfolg, daß das Schöffengericht die Geldstrafe auf 100 Reichsmark ermäßigte.

Der Angeklagte gab den Wortlaut der inkriminierten Aeußerung rückhaltlos zu, erklärte, daß der Protest in der Stadthalle einem System galt und keine Absicht bestand, zu beleidigen, und fragte entrüstet, wie ein Mann ohne wissenschaftliche Vorbildung den Mut haben könne, Minister zu spielen.

Ein Zeuge bekundete, daß Minister Remmele nicht Sackträger, sondern Müller war. Rechtsanwalt Edwin Leonhard unterzog die Mängel des Systems schärfster Kritik. Er war der Ansicht, daß der Angeklagte mit seinem Spott wohl die Eitelkeit, nicht aber die Ehre des Ministers gekränkt habe. Wenn die ironischen Worte als Beleidigung aufgefaßt würden, so seien sie durch den § 193 (Wahrung berechtigter Interessen) gedeckt. Der Erste Staatsanwalt lehnte diesen Standpunkt ab, da die Grenze der erlaubten Ironie überschritten sei, und beantragte die Zurückweisung der Berufung.

Die Strafkammer kam zu dem Ergebnis, daß der Angeklagte den Minister beleidigen, „ihm eins auswischen" wollte, hielt ihm aber zugute, daß es in einer aufgeregten Zeit geschah, und erkannte unter Abänderung des vorinstanzlichen Urteils auf eine Geldstrafe von 50 RM.

Stadtrat Otto Wetzel, der sich auf seine Berufung gegen das auf 300 RM. Geldstrafe wegen Beleidigung und [illegible] eines Schutzmannes lautende Urteil des Schöffengerichts verantworten sollte, hatte nicht erscheinen können. Die Verhandlung wurde auf den 20. Mai vertagt.

[illegible]

[illegible] deutschen [illegible] für Menschenrechte [illegible] Professor Albert [illegible] Professor [illegible]

Volkszeitung Hdbg. 13.5.31

Die [illegible] 100 Mark.

Dr. Abendroth ist bekanntlich einer derjenigen, die in [illegible] Protestversammlungen gegen Gumbel das [illegible] dabei an nichts fehlen ließen. So hatte er u. a. in der [illegible] gesagt:

„Die Kundgebung trägt keinen politischen Charakter. [illegible] richtet sich auch nicht in erster Linie gegen die wissenschaftliche Befähigung Gumbels. Deren Beurteilung überlassen wir dem Dr. h. c. Adam Remmele, der in seinem gewiß ehrenwerten Beruf als früherer Sackträger sicherlich die Qualifikation hierzu besitzt."

Abendroth bestritt diese Aeußerungen nicht — [illegible] Minister Remmele [illegible]

[illegible]

Aus dem Gerichtssaal.

Minister Remmele contra Zahnarzt Dr. Abendroth.

§ Heidelberg, 13. Mai. In der Schöffengerichtssitzung vom 27. März war Zahnarzt Dr. Abendroth wegen Beleidigung des Ministers Dr. Remmele zu einer Geldstrafe von 100 RM. bzw. zu einer Gefängnisstrafe von 20 Tagen verurteilt worden. Der inkriminierte Satz, den Dr. Abendroth in der Protestversammlung des Aktionsausschusses der Heidelberger Studentenschaft gegen die Ernennung Professor Gumbels am 7. November 1930 ausgesprochen hatte und durch den sich Minister Remmele beleidigt fühlte, hatte ungefähr folgendermaßen gelautet: „Die Protestversammlung trägt keinen politischen Charakter. Die Beurteilung Gumbels können wir Kultusminister Dr. h. c. Adam Remmele überlassen, der durch seine frühere, gewiß sehr ehrenwerte Tätigkeit als Sackträger in Ludwigshafen die nötige Qualifikation dazu mitbringt." Gegen seine Verurteilung hatte Dr. Abendroth Berufung eingelegt, da er nicht die Absicht gehabt habe, den Minister zu beleidigen. Er habe früher einmal gehört, daß Remmele Sackträger gewesen sei, und habe diese Kenntnis in ironischer Form benützt, um zu zeigen, daß der Minister nicht die Fähigkeit haben könne, das Justizministerium und das Ministerium des Kultus und Unterrichts zu verwalten. Er als Mitglied einer Arbeiterpartei (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei) habe nicht den Beruf des Sackträgers herabsetzen wollen. Minister Remmele sei jedoch verantwortlich zu machen, daß ein Mann wie Professor Gumbel zum außerordentlichen Professor ernannt worden sei. Dagegen habe man protestiert.

Als Zeuge für die frühere Tätigkeit des Ministers war ein Verlademeister der Ludwigshafener Walzmühle geladen, der aussagte, Remmele habe bei ihm gearbeitet und sei Müller und nicht Sackträger gewesen.

Rechtsanwalt Leonhardt betonte zu Anfang seiner ausführlichen Verteidigungsrede, daß es ihm peinlich, ja fast unerträglich sei, seine Ausführungen vom 27. März noch einmal machen zu müssen. Er habe zu Hause als Privatperson mit vielen Freunden den Fall durchgesprochen und sei überall der Meinung begegnet, daß die Verurteilung Abendroths grotesk sei. Das Gericht könne in einem solchen Fall nur dann zu einer Verurteilung kommen, wenn es nationale Empfindung in Gesetzesparagraphen einschachtele. Rechtsanwalt Leonhard unterzog dann die damalige Urteilsbegründung einer Kritik und sprach sein Befremden darüber aus, daß man dem Angeklagten die „Wahrnehmung berechtigter Interessen" absprach. Es sei sehr bedenklich, wenn ein Gericht zu der Auslegung komme, daß nationale Interessen keine solchen Interessen seien, [illegible] der dieser Passus des Gesetzes in Anwendung [illegible] könne. Es sei der Talar, in dem der Richter stecke, [illegible] sei das Starren auf die Gesetzesparagraphen, das solche Auslegungen hervorrufe.

Der Verteidiger kam dann auf den Fall Gumbel zu sprechen. Man müsse die berechtigte Empörung der Heidelberger Studenten und auch der Bürgerschaft verstehen, daß ein Mann wie Gumbel befähigt sein soll, die Jugend zu erziehen. Die Männer, die heute die Gewalt in Händen hielten, hätten früher auch gegen gewisse Maßnahmen des früheren Regimes protestiert. Aber die heutige Jugend solle nicht zur Freiheit des Denkens, der Kritik und der Meinungsäußerung erzogen werden. Sie sollte nur das sagen dürfen, was der Regierung angenehm in den Ohren klinge. Es sei höchste Zeit, daß von den Gerichtssälen aus verkündet wird, daß Recht vor Macht geht. Ein Führer einer Arbeiterpartei habe wegen Beleidigung Klage gegen ein prominentes Mitglied einer anderen Arbeiterpartei erhoben. Es würde ihn nicht wundern, wenn heute irgend ein Sackträger gegen Minister Remmele eine Beleidigungsklage einreichen würde, weil der Minister sich beleidigt fühle, daß er einmal Sackträger gewesen sein soll. Ein Mann, der aus Hunderttausenden ausgewählt sei, ein so hohes Amt zu führen wie das eines Ministers, müsse über solchen Belanglosigkeiten stehen. Ein hohes Amt verpflichte zu gutem Beispiel. Es gehöre aber eine große Portion Unaufrichtigkeit dazu, wegen einer [illegible] Bemerkung beleidigt zu sein, wenn man selbst im Landtag sich keine Zügel auferlege und Schimpfworte gegen seine Gegner ausstoße. Er verstehe nicht, weshalb Minister Remmele sich solchen Bemerkungen, wie sie heute hier im Gerichtssaal fallen, aussetze. Minister Remmele habe als Minister des Innern fleißig und gewissenhaft gearbeitet und habe dieses Amt in seinem Sinn mit großem Verantwortungsgefühl verwaltet. Wenn der Angeklagte sich gegen Remmele gewandt habe, so deswegen, weil er die Mängel des Systems aufdecken wollte; denn das Ministerium der Justiz und des Kultus und Unterrichts verlange Fachminister. Von einem Minister, der Lehrer für die Jugend auswählen dürfe, müsse man die nötige Vorbildung verlangen. Sonst müsse man den Verdacht hegen, daß ein Minister nur aus den Gesichtspunkten der Partei heraus handle. Es sei ein falsches System, wenn ein Minister diesen hohen Posten einnehme, nur weil er einer gewissen Partei angehöre. Ein Justizminister müsse auch etwas von Justiz verstehen. Die dagegen protestieren, empfinden mit der Jugend, deren Erziehung dem Zufall, welche Partei gerade am Ruder sei, ausgeliefert würde.

So komme es, daß ein Mann, der vom „Feld der Unehre" gesprochen habe, befördert würde. Wenn man diese Aeußerung Gumbels als eine Entgleisung hingestellt habe, dann sei sie [illegible], und [illegible] hätten auch die Konsequenzen gezogen [illegible]. Heute würden solche Entgleisungen [illegible] weggewischt. Der Fall Gumbel sei von [illegible] genau nachgeprüft worden, er habe gefunden, daß der absolut korrekte, normale Weg nicht eingehalten worden ist. Vielleicht sei das Zufall, vielleicht aber auch Absicht gewesen. Der deutsche Michel sei immer mit einer Schlafmütze dargestellt worden, heute heiße es aufzuwachen. Jeder Deutsche habe die Pflicht, den Mund aufzumachen, wenn ihm eine Maßnahme der Regierung nicht gut erscheine. Die Kritik müsse in angemessener Form erfolgen. Dazu gehöre jedoch auch die Form des Spottes und der Ironie. Warum sollen geistige Waffen nicht auch verwunden und töten dürfen? Es sei ein Kampf, und von der Gegenseite würden nur gar zu oft Dum-Dum-Geschosse angewendet! Man müsse sich hüten, das Byzantinertum heute wieder aufkommen zu lassen. Es sei eine Schande, daß Universitäten nur aus [illegible]dienerei und weil sie hoffen, Vorteile zu erlangen, einem Minister mit dem Doktor honoris causa [illegible]. Durch solche Titel werde ein Minister verführt, sich wichtiger zu nehmen als sein hohes Amt [illegible] diese Ueberempfindlichkeit. Die Aeußerung des Angeklagten bewege sich durchaus im Rahmen des Anstandes. Man müsse ihm dankbar sein, denn er sei einer der Wenigen, die die Jugend zum [illegible] erziehen wollen. Zu den geistigen Waffen gehöre auch die Ironie. Um auf einen Deutschen zu wirken, müsse man deutlich sein, denn der Deutsche müsse wie eine Medizin vor Gebrauch geschüttelt werden. Die Aeußerung des Angeklagten [illegible] kein Schimpfwort, sondern nur eine Waffe im geistigen Kampf gewesen.

Der Staatsanwalt stellte sich in der Hauptsache auf den Standpunkt der ersten Urteilsbegründung, wenn er auch die Formulierung, daß der Angeklagte nicht unter Wahrung berechtigter Interessen gehandelt habe, für nicht glücklich hielt, da sie zu Mißverständnissen führen könne, wenn man sie aus dem Zusammenhang herausnehme. Auf die Ausführungen, die der Verteidiger zum Fall Gumbel gemacht habe, wolle er nicht eingehen; er wolle nur feststellen, daß der Ehrendoktor des Ministers nicht von der Universität Heidelberg verliehen wurde. Er bezeichnete dann einige Sätze in der Verteidigungsrede als spitzfindige Verdrehungen und sagte, man könne es mit den Händen greifen, daß in der Aeußerung des Angeklagten eine [illegible] Absicht lag. Ironie im geistigen Kampf sei [illegible] erlaubt, doch habe auch sie ihre Grenzen. Man könne auch Kritik üben, ohne Beleidigungen auszustoßen. Er beantragte Zurückweisung der Berufung.

Das Gericht kam zu folgendem Urteil: Das Urteil des Schöffengerichts vom 27. März wird insofern abgeändert, daß der Angeklagte zu [illegible] Geldstrafe bzw. zu zehn Tagen Gefängnis verurteilt wird. (Das ist die Herabsetzung auf die Hälfte der damaligen Strafe.)

Herbert Wie[illegible]

Die Hakenkreuzbewegung auf den deutschen Hochschulen ist ein ernstes Problem deutscher Kulturpolitik, dem die NDZ. immer größte Aufmerksamkeit gewidmet hat. Es dürfte von Interesse sein, in den folgenden Ausführungen den Standpunkt eines Heidelberger Studenten zu diesem Thema kennen zu lernen.

Wenn man dazu neigen sollte, die deutschen Universitäten als Sammelpunkt der intellektuellen Kreise des Volkes zu bewundern, muß man doppelt erstaunt sein, daß der Nationalsozialismus gerade hier, wo man landläufig so viel Bildung und Wissensklarheit vermutet, solche ungeahnten Triumphe feiern konnte. Der größte Teil der Studentenschaft denkt und wählt nationalsozialistisch und man tut gut daran, vor dieser Erkenntnis nicht den Kopf in den Sand zu stecken.

Zwar hat die katholische Kirche gewiß eine ansehnliche Gefolgschaft unter den Studenten, sonderlich in Süddeutschland. Doch sind die katholischen Korporationen zu sehr gesellschaftlich, die nicht korporativen Vereinigungen zu sehr allgemein — weltanschaulich eingestellt, als daß man Tagespolitik allzu wichtig nähme. Man ist so von ungefähr in eine Umgebung hineingeraten, wo der Nationalsozialismus abgelehnt wird. Diese Gegnerschaft ist ein von bischofs- und zentrumswegen gewollter Zustand, der aber nicht zu radikaler Gegnerschaft verpflichtet, weil katholische Studentenschaft [illegible] daß die [illegible] wird. Und damit ist es genug. Der Nationalsozialismus fühlt hier ein Gegengewicht, aber keineswegs einen Gegendruck, der ihm warm macht.

So wie die Studentenschaft zusammengesetzt ist, wäre ihre Erziehung zum republikanischen Gedanken vor allem Sache des demokratisch-liberalen Bürgertums gewesen. Nirgends aber hat die bürgerliche Mitte mehr versagt, als im Kampf um die Herzen der Studenten. Wer fühlt hier etwa Verwandtschaft mit der Staatspartei? einige paritätische Verbindungen und einige Individualitäten! Die Hitlerbewegung aber erfaßte Tausende von Studenten und oft tragen die bisher politisch Uninteressierten am überzeugtesten das Braunhemd. Wie war das möglich?

Unsere Zeit hat ein nüchternes Gesicht und keinen Sinn für Romantik. Die Industrialisierung beendete das Hermann- und Dorothea-Milieu des 18. Jahrhunderts. Die Romantik ergriff die Flucht vor Schloten, Maschinen und Mietskasernen. Eine unromantische Entwicklung. Unglaublich unbegreiflich, wenn man als junger Student den Sommer erlebt in Marburg, in Jena, in Tübingen oder in Heidelberg. Jung und zukunftsgläubig, den Himmel voller bierehrlicher Gedichte, fällt es schwer, den wirtschaftlichen und politischen Realitäten unserer Tage kühl ins Auge zu sehen und weil man diese Realitäten begreiflicherweise haßt, will man sie nicht mehr haben. Und die Flucht aus der Gegenwartsmisere gebiert das Bekenntnis zu Hitler.

Es war schon oft die Rede von der drohenden Proletarisierung der jungen Akademikerschaft. Es genügt ein Blick in die überfüllten Hörsäle und Seminarien, um allen Optimismus zu verlieren. D[illegible] dieser jungen Menschen sind denkbar trübselig. [illegible] nicht in der schlechten Wirtschaftslage die primäre [illegible] Massenabwanderung in das Lager Hitlers zu erbl[illegible] im Haß gegen die gänzlich unromantische [illegible] der Republik. Im Gegensatz zu andern Volks[illegible] der größte Teil der Studentenschaft trotz Verschiedenheit [illegible] erträglichen Verhältnissen, es ist in den meisten Fällen [illegible], wenn auch schwacher, materieller elterlicher Hintergrund vorhanden. Die nationalsozialistischen Hochschulführer verhalten sich gerade gegenüber einer Verbesserung der sozial-studentischen Einrichtungen erstaunlich uninteressiert. Die Tatsache, daß der Staat der jungen Generation so wenig Aufstiegsmöglichkeiten bieten kann, mag für viele ein Beweis für die Richtigkeit der Hitlerischen Ansichten sein, aber der Anschluß an die Bewegung erfolgt aus idealistischen Gründen. Eben darum stellen die nationalsozialistischen Studenten die opferbereiteste und überzeugteste Truppe der NSDAP., weil sie nicht wie die Bauern, Handwerker und Kaufleute aus Gründen akuter wirtschaftlicher Not dem Messias lauschen, der ihnen das Himmelreich verspricht, sondern deshalb, weil der Nationalsozialismus [illegible] romantisch-[illegible]

[illegible]

An den Hochschulen, wo stramme Haltung den Mann ziert, nimmt man den republikanischen Politikern nichts so sehr übel, als diese „verfluchte Duckmäuserigkeit". Wenn doch mal einer in Genf oder so wo kräftig auf den Tisch des Hauses hauen würde, daß die Tintengläser Sprünge machen. Es müßte eben ein deutscher Kerl kommen, vor dem die Brüder Respekt kriegen. Es klingt unglaublich, aber es ist so: dieser vermeintliche Mangel an Mumm hat der Republik [illegible] Sympathien gekostet. Realpolitik muß ganz „leise" [illegible] (und in dem „leise" [illegible] die ganze Technik [illegible] politischer Meinungsbildung); aber [illegible]. Nirgends ist man mehr überzeugt als an den Hochschulen, daß ein dem Ausland kräftig entgegengebrülltes Nein unsere Situation wesentlich verbessern könnte. Es geht mehr um Haltung als um Politik in diesen studentischen Gemütern! An der Münchener Universität wurde anläßlich der leidenschaftlichen Auseinandersetzung über den Youngplan im Wintersemester 1929/30 ein Kolleg eingesetzt, das die Behandlung dieses Problems vorsah. Das Kolleg mußte nach kurzem wieder abgesetzt werden wegen mangelnder Beteiligung! Die Tatsache, daß der Youngplan unterschrieben wurde, „schmählicherweise", enthob allen Nachdenkens über den Inhalt. Hitler verstand es, diese Gefühle zur Siedehitze aufzupeitschen. Und so erleben wir das Schauspiel, wie auch an den Universitäten die politische Einsicht vom Fanatismus der nationalsozialistischen Polemik umgebracht (?) wird. Wirkliche Leistungen werden skeptisch belächelt: die Befreiung des Rheinlandes ist allerdings ein Nichts im Vergleich zu der von Hitler annoncierten Zerreißung des Youngplans!

Die romantisch-gefühlsmäßige Tendenz des Nationalsozialismus zeigt sich am klarsten in der Ergebnislosigkeit der nationalsozialistischen Hochschulpolitik. Hier wäre der wahre Kampfplatz, wenn es darum ginge, die praktische Durchführbarkeit der Idee wissenschaftlich zu beweisen und zu begründen. Hier haben die Hakenkreuzstudenten versagt. Mußten sie versagen, weil eben wissenschaftliche Kühle und die [illegible] des nationalsozialistischen Fanatismus sich nie vertragen werden. Politisches Interesse gilt schon fast als „semitisches Merkmal", wer Ehrgeiz hat, will Sturmtruppführer werden, und wird Sturmtruppführer. Hinter einer marktschreierischen politischen Theatralik verbirgt sich erstaunlich viel geistige Denkfaulheit. Angeblich um einem dringenden Bedürfnis abzuhelfen, — berief Minister Frick unter dem lebhaften [illegible] seiner [illegible] den [illegible] Rasseforscher Günther nach Jena. Nun [illegible] daß von den rund 5000 immatrikulierten Jenaer Studenten 12 das Güntherische Kolleg belegt haben! Eine [illegible] Tatsache! [illegible] Günther will man hören, weil er nationalistisch genehm ist; Gumbel und [illegible] will man nicht hören, weil sie aus ihrem Pazifismus kein Hehl machen. [illegible] Was ist der Inhalt der Vorlesung [illegible] steht [illegible] „[illegible] der Weltanschauung", was nationalsozialistisch heißt, und schon aus diesem Grunde wissenschaftlich [illegible] alles Nicht-Nationalsozialistische verfällt einem [illegible] Diskussionsmittel der nationalsozialistischen Studentenschaft. Die Herren mit dem Hakenkreuz haben sich einen einfachen Weg für die Erledigung Andersdenkender zurechtgelegt: man stempelt seinen Gegner als [illegible] Juden, [illegible] oder Sozialdemokraten (etwas [illegible]) — und jedes weitere Wort ist überflüssig.

Auch an den Hochschulen ist diese politische [illegible] sehr im Schwange. Radikale Entrechtung der Minderheit, [illegible] Protestaktionen, das sind die [illegible] nationalsozialistischer Hochschulaktivität. Doch [illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible] Fall Gumbel:

Der Pole Dr. Obitz wird mit sozialdemokratischer Hilfe Hochschulassistent

Protest der Berliner Studentenschaft gegen die Verwendung eines notorischen Deutschenfeindes als „wissenschaftlicher Hilfsarbeiter"

Berlin, 16. Mai.

Vor einigen Tagen demonstrierte die Studentenschaft der Berliner Tierärztlichen Hochschule gegen den wissenschaftlichen Hilfsarbeiter am Institut für Parasitenkunde Dr. Kurt Obitz, dem [illegible] Deutschfeindlichkeit [illegible]. Wie wir zu dieser Angelegenheit erfahren, ist Obitz von Professor Dr. Nöller, der Sozialdemokrat ist, zum 1. Mai in dem Institut für Parasitenkunde angestellt und vom Ministerium bestätigt worden. Die Deutschfeindlichkeit von Dr. Obitz dürfte außer Frage stehen, da schon der Ostdeutsche Heimatdienst in [illegible] auf Anfrage erklärte, daß Obitz sich zum polnischen Volkstum bekenne und zu polnischen Kreisen Beziehungen unterhalte, die nicht nur der Förderung des polnischen Volkstums dienen, sondern auf völlige Polonisierung abzielen. Dr. Obitz ist auch verantwortlicher Schriftleiter der masurischen Zeitschrift „Cech", deren Einstellung ausgesprochen deutschfeindlich ist. Das beweist u. a. folgendes Gedicht, das am 1. April in der erwähnten Zeitschrift erschienen ist:

„Masurische Jugend auf Posten!
Jugend des Volkes voran.
Schon rötet sich hell der Osten,
Der Tag unserer Freiheit bricht an.
Gedenkt unserer polnischen Ahnen,
Reibt aus den Augen den Sand,
Es flattern die blutroten Fahnen
Dem Volk sein Vaterland.
Leuchtende Sterne sind Zeugen von unserm heiligen Eid,
Nie vor dem Feinde sich beugen —
ständig zum Sterben bereit.
Brüder in eins nun die Hände,
Brüder das Sterben verlacht.
Macht der Sklaverei ein Ende
Auf in den Kampf, in die Schlacht!"

Der Vorfall wird im Augenblick von dem [illegible]. Die Studentenschaft hat dem [illegible] das vorliegende Material gegen Obitz ausgeliefert, und es wird sich zeigen, ob das [illegible] nunmehr im Gegensatz zu anderen [illegible] Vorbildern die notwendigen Konsequenzen zu ziehen gewillt ist. Auch dieser Skandal ist ein neuerlicher Beweis für die hoffnungslose nationale Verlumpung der S.P.D.-Bonzen, denen der Deutschenfeind mehr gilt als der eigene Volksgenosse.

Z.N. /

Gerichtsreferendar beschimpft Professor Gumbel

Z.N. Berlin, 22. Mai

Auf einem deutschen Abend, den die Nationalsozialistische Partei in Ortenberg in Oberhessen am 28. Februar 1931 veranstaltete, hielt der Referendar am Amtsgericht Gießen, Herr Otto Vomend, ein früherer Offizier, den Hauptvortrag. In diesem machte er heftige Ausfälle gegen den Pazifismus und nannte dabei den Professor an der Universität Heidelberg, Gumbel, wegen seiner oftmals bekundeten und bewiesenen freidlichen Gesinnung ein Schwein.

Auf eine Anfrage der Republikanischen Beschwerdestelle wurde eine Untersuchung eingeleitet, als deren Resultat der aufsichtsführende Amtsrichter in Gießen nunmehr mitteilt, daß er

"dem Referendar Vomend eröffnet habe, daß Referendare nach Ansicht der herrschenden Rechtsprechung als Beamte anzusehen seien, daß der gegen Herrn Professor Gumbel gebrauchte Ausdruck das Maß des Zulässigen bei weitem überschreite und daß er in Zukunft eine größere Zurückhaltung in der Öffentlichkeit beobachten müsse. Vomend versprach dies und erklärte, sich jeder Propagandatätigkeit fortab enthalten zu wollen."

Herr Vomend war bis vor kurzem Propaganda- und Organisationsleiter der N.S.D.A.P. im Kreise Gießen.

[illegible]eschimpfung Gumbels.

[illegible] Referendar gelobt Besserung.

[illegible] sogenannten „Deutschen [illegible]", hielt den Hauptvortrag der frühere Offizier und jetzige — [illegible] Amtsgericht Giessen gehörige — Gerichtsreferendar Otto [illegible]. Dieser war — bis vor einigen Tagen — Propaganda- [illegible] und Organisationsleiter der N. S. D. A. P. des Kreises [illegible]. In dem Referat bezeichnete Vomend unter anderem, [illegible] jetzt bei seiner dienstlichen Vernehmung zugeben musste, [illegible] bekannten Heidelberger Universitätsprofessor Dr. Gumbel [illegible] dessen pazifistischer Gesinnung als „Schwein". [illegible] wurde die republikanische Beschwerdestelle Berlin bei [illegible] Aufsichtsrichter des Amtsgerichts Giessen vorstellig und bekam [illegible] Untersuchung am 16. Mai den Bescheid, dass „ich [illegible] Referendar Vomend eröffnet habe, dass Referendare nach [illegible] der herrschenden Rechtsprechung als Beamte anzusehen [illegible] der gegen Herrn Professor Gumbel gebrauchte Ausdruck [illegible] Mass des Zulässigen bei weitem überschreite und dass [illegible] eine grössere Zurückhaltung in der Oeffentlichkeit [illegible]. Vomend versprach dies und erklärte, sich [illegible] Propagandatätigkeit fortab enthalten zu wollen."

[illegible]

* Herr Gerichtsreferendar Otto Vomend ersucht [illegible] Veröffentlichung folgender Erklärung [illegible] Gumbels" im [illegible] wahr, dass ich Pro[illegible] Gesinnung als [illegible]hr, dass ich Professor Dr. Gumbel wegen seiner Äusserung, „unsere Soldaten seien auf dem Felde der Unehre gefallen", mit diesem Ausdruck bedacht habe. Es ist nicht wahr, dass mir der Aufsichtsrichter des Amtsgerichts Giessen eröffnet hat, dass „der gebrauchte Ausdruck das Mass des Zulässigen bei weitem überschreite". Wahr ist vielmehr, dass sich Herr Amts[illegible] direktor und Mitglied des hessischen Landtags, Keller, [illegible] Eröffnung seiner dienstlichen Kritik über mein Ver[illegible] halten hat. Es ist nicht wahr, dass ich versprochen [illegible] in Zukunft in der Oeffentlichkeit zurück[illegible] mich jeder Propagandatätigkeit enthalten [illegible]

Augsburger Postzeitung, Augsburg

Badischer Brief

Die [illegible] der Gumbelsache. — Der [illegible] Dr. Remmele zu dem Fall Gumbel.

[illegible] will noch immer nicht zur Ruhe kommen. [illegible] insbesondere von nationalsozialistischer Seite [illegible] bei der Ernennung Gumbels zum a.o. Professor verantwortlichen badischen Kultusminister Dr. Remmele hat dieser nunmehr eine Broschüre verfaßt, in der er zu diesen Angriffen Stellung nimmt. Diese außerordentliche Stellungnahme ist insofern von größtem Interesse, als Dr. Remmele den geschichtlichen Hergang bis zu der Ernennung Gumbels schildert. Er schreibt u. a.:

„Der Fall Gumbel braucht, soweit das Unterrichtsministerium Baden in Frage steht, das Licht der Oeffentlichkeit nicht zu scheuen. Im Jahre 1923 führte die Philosophische Fakultät der Universität Heidelberg die Diplomprüfung für Volkswirte ein. Dadurch machte es sich notwendig, das Lehrfach Statistik als ordentliches Prüfungsfach zu erklären. Aus diesem Grunde hätte ein ordentlicher Professor für diese Aufgabe berufen werden müssen. Die hierfür erforderlichen Geldmittel standen jedoch nicht zur Verfügung. Deshalb berief die genannte Fakultät einen Privatdozenten; es war dies Herr Dr. Gumbel. Der Engere Senat und das Ministerium erklärten sich mit dieser Lösung einverstanden. Die fachwissenschaftlichen Arbeiten des Herrn Dr. Gumbel fanden zu keiner Zeit eine Beanstandung."

Remmele schildert dann die bekannten Vorgänge aus den Jahren 1924—1928, insbesondere, daß die gegen Gumbel eingeleiteten Verfahren sämtlich eingestellt wurden, daß Gumbel nach langen und wiederholten Verhandlungen mit der Fakultät zum außerordentlichen Professor ernannt wurde und daß schließlich auch der Rektor unter Anerkennung seiner wissenschaftlichen und pädagogischen Leistungen alle Angriffe gegen Gumbels Rechte energisch zurückwies.

„Alle gegen Dr. Gumbel erhobenen Vorwürfe unterlagen einer ordnungsgemäßen Untersuchung. In keinem Falle reichte das Ergebnis derselben zur Erhebung der Klage auf Dienstentlassung aus. Zu einer Maßregelung, etwa wegen seines außerdienstlichen Verhaltens im allgemeinen, lag ein Anlaß nicht vor. Konnte ihm die venia legendi nicht entzogen werden, war er würdig, dem Lehrkörper der Ruperto-Carola anzugehören, dann lag auch kein Grund vor, ihm dauernd die Dienstbezeichnung a.o. vorzuenthalten.

Der Einwurf, solche Beförderungen dürften nur auf Vorschlag der Fakultät erfolgen, ist für die Regel als richtig anzuerkennen. Ein altes Gewohnheitsrecht der Universität steht hier in Frage. Nach altem Gewohnheitsrecht entscheidet aber auch in strittigen Fällen dieser Art das Staatsministerium in eigener Zuständigkeit. Jedenfalls hat hierbei die **Studentenschaft** kein Mitbestimmungsrecht. Sich ein solches Recht anzumaßen mag zwar aus agitatorischen Gründen [illegible] sein, eine Berechtigung kann man aber nicht finden.

[illegible] der Fall Gumbel war der nationalsozialistischen Bewegung in Heidelberg nur ein willkommener Anlaß, ihr politisches Geschäft zu besorgen. Einem solchen Vorgang gegenüber gibt es für den Minister kein Ausweichen, sondern nur absolute Festigkeit." B. W.

Literarische Welt, Berlin

„Deutsche" Wissenschaft

Seit Entdeckung der Toleranz wird auch die Wissenschaft von Jahr zu Jahr voraussetzungsloser. Besonders in Deutschland. Hier ist sie bereits so voraussetzungslos geworden, daß sie sich nicht einmal mehr den Argumenten von Trillerpfeifen, Stinkbomben und Stiefelabsätzen ganz verschließen kann. Denn nicht wahr, wenn das Leben selbst an ihren Pforten lärmt, kann doch die Wissenschaft nicht so vorverstorben sein und sich vor dem Leben taub stellen. Dieser Meinung war wenigstens der Vorsitzende des Verbandes deutscher Hochschulen, Professor Tillmann, Bonn, in seinem Brief an die Vertreter jenes organisierten Ungeistes, der sich „Deutsche Studentenschaft" nennt. Aber nicht das ist das Erstaunliche, daß dieser Theologe sich persönlich auf die Seite der jungen Rowdies stellte und in ihrem Kampf gegen die Geschichtschreibung der [illegible] und gegen die [illegible] Kritik des Heidelberger Professors Gumbel sein Herz für völkische [illegible] für die [illegible] der [illegible] Bezeichnendste [illegible] als schlimmstes Symptom für die [illegible] Verfassung vieler unserer Hochschullehrer ist der Umstand, daß sich Professor Tillmann auch nur einen Augenblick lang mit dieser seiner Auffassung tatsächlich als Sprecher des Verbandes deutscher Hochschulen, also als Vertreter der gesamten Hochschullehrerschaft, fühlen konnte. Und noch erstaunlicher, daß seither — es sind inzwischen Wochen vergangen — dem Protest von Professor Einstein sich aus ganz Deutschland im ganzen zwanzig (sind es schon zwanzig?) deutsche Universitätsprofessoren angeschlossen haben. Und die Vereinigung sozialistischer Hochschullehrer in Wien. Die anderen schweigen. Die anderen sind also dafür, daß „die deutsche Jugend", d. h. eine Schar von Hitler blind fanatisierter 19jähriger Couleurfähiger, die sich in Bierbegeisterung als die hoffnungsvollste Zukunft dieses Landes fühlt, vor der gesamten Kulturwelt politische Totschlägerei verteidigen, die Geschichtschreibung der Fememorde verbieten und den deutschen Hochschullehrern mit Gebrüll vorschreiben darf, was allein als patentecht „deutsche" Wissenschaft zu gelten habe. Wobei es als undeutsch gilt, die Argumente der Gegner auch nur zu kennen. Denn der Geist, jeder Geist, beeinträchtigt nach den Erfahrungen dieser Jugend das gesunde triebsichere Wissen ihres Blutes. Ob das wohl gegen den Adel des Geistes zeugt — oder vielleicht gegen die Weisheit des Blutes? Zum mindesten gegen die Weisheit dieses Blutes? Wir möchten die Mitglieder des deutschen Hochschullehrer-Verbandes, die sich durch ihr Schweigen zu kompromittieren beginnen, zum Nachdenken hierüber anregen. W. [illegible]

Einen zweiten „Sieg" wußte das „Berliner Tageblatt" [illegible] zu melden:

[illegible] Versammlung der NSDAP in Oldenburg [illegible] Februar 1931 [illegible] hielt den Hauptvortrag der [illegible] zum Amtsgericht Gießen gehörige [illegible] Otto [illegible] Propagandaleiter und Organisationsleiter [illegible] des Kreises Gießen. In dem Referat [illegible] wie er jetzt bei seiner [illegible] bekannten [illegible] Gumbel wegen dessen [illegible] [illegible]

Was haben die Studenten vom „Dritten Reich" zu erwarten?

[illegible]

L'AVENIR — 29 MAI 1931
[illegible]
PARIS 2.

STATISTIQUES DE CARNAGE

L'évolution psychologique du crime politique en Allemagne

L'assassinat politique est resté longtemps le privilège presque exclusif de l'autocratie russe et des républiques américaines. Il s'est depuis imposé à l'Europe de l'après-guerre avec une actualité saisissante et connaît encore en Allemagne une triste et réelle persistance : le 16 mars dernier, à Hambourg, le député communiste Henning tombait sous les coups de trois nationaux-socialistes appartenant aux troupes de Hitler. Chaque page de l'histoire allemande, depuis 1919, est ainsi tachée de sang et porte la marque indélébile de l'extrême confusion politique et sociale de ce pays, où les passions atteignent un paroxysme que l'atmosphère bolchevique pourrait expliquer.

On a pu étudier ces statistiques de carnage dans un Etat civilisé du vingtième siècle ; les voici dans leur tragique horreur : de 1919 à 1929, les nationalistes allemands ont commis 354 assassinats politiques ; les partis de gauche en ont commis 22. Dans le livre qu'ils ont écrit sur *Les Crimes politiques en Allemagne*, MM. E. J. Gumbel, Berthold Jacob et Ernst Falck apportent ces détails : « Parmi les crimes de droite, un seul fut puni : le meurtre de Rathenau ; tous les autres restèrent impunis. Quand une condamnation a été prononcée, la peine fut ridicule. Elle fut réduite environ, et au maximum, à [illegible] semaines de prison ou quelques marks-papier d'amende. Car la condamnation ne se rapportait pas au crime, mais au délit [illegible] commis en même temps. Parmi les crimes de gauche, 17 ont été [illegible] et 5 sont restés impunis... » Un autre calcul a montré que ces 354 assassinats politiques n'ont coûté à leurs auteurs — les nationalistes — que 90 ans de prison, tandis que les vingt-deux assassinats commis par leurs adversaires ont été punis de 10 exécutions capitales et de 248 années de prison...

Les bulletins de vote ont remplacé les matraques et les revolvers.

Le crime politique semble du moins subsister en Allemagne dans ces organisations de la Reichswehr que M. Maurice Laporte, dans son livre *Sous le Casque d'Acier*, a si parfaitement étudiées. Le tribunal secret de la Vehme y fonctionne avec une sorte de caractère préventif destiné à s'assurer, par la crainte, la complicité ou le silence des éléments qui constituent la Reichswehr « noire ». Cette survivance médiévale indique bien que tout n'est pas guéri outre-Rhin ; la démoralisation atteint toujours, avec son cortège de fantômes sanglants, ceux qui ont une égale horreur de la monarchie qui les a conduits à la guerre, et de la République qui n'a pas su les mener à la paix qu'ils désiraient. Si la passion n'arme plus les bras, elle agit toujours sur les cerveaux. La fièvre des partis de droite n'est pas tombée... Le romantisme du crime politique a fait place au réalisme des attentats sociaux. Lequel des deux était vraiment le plus dangereux pour la paix de l'Europe ?

On ne peut lire sans effroi le volume [illegible] établi par MM. E. J. Gumbel, Berthold Jacob, Ernst Falck. On [illegible] que l'après-guerre devait se [illegible] dans les défaillances [illegible] d'un peuple orgueilleux et humilié par sa défaite. La guerre a détruit [illegible] des valeurs morales et sociales, et a, dans bien des classes de la société allemande, abaissé le prix de la vie humaine, en même temps qu'elle « élevait le crime à la hauteur d'une nécessité, d'un principe ». Mais comment a pu être admise, comment a pu se développer, et même se justifier une telle mentalité ? Il y a un problème psychologique d'un intérêt général que les auteurs de *Les grands Crimes politiques en Allemagne* n'ont pas su dégager. Ce qui explique ces attentats et leur impunité, c'est la conviction que les meurtriers ont eue — et qu'ils ont fait partager à un grand nombre de leurs compatriotes — d'être les justiciers et les défenseurs de la patrie outragée. Ne rétablissaient-ils pas la Sainte-Vehme et ses tribunaux ? Que voulaient ces étranges « justiciers » ? Débarrasser la patrie de ses traîtres — de ses traîtres, c'est-à-dire des républicains. Comptez, c'est facile, parmi les vedettes ainsi maltraitées de Eisner à Erzberger, de Haase à Scheidemann, de Maximilien Harden à Walter Rathenau, uniquement des hommes responsables du « nouveau régime ».

***

Malgré ces crimes répétés, malgré les complicités dont les coupables ont bénéficié, malgré la carence de la justice, la République allemande s'est lentement fortifiée, peut-être sans républicains, du moins sans que les hommes politiques aient vraiment, désormais, à craindre pour leur vie. L'assassinat politique est le signe qu'une nation s'est engagée dans une voie sans issue. Et on a pu dire à juste titre que l'assassinat est alors un signe de faiblesse, et non pas un signe de force. Il est évident que si les super-nationalistes allemands s'étaient alors sentis puissants, ils auraient eu recours à d'autres moyens. Un crime prouve que les gens sont audacieux et non pas qu'ils sont forts. Il n'y a qu'à considérer l'attitude de Hitler et de ses troupes, depuis leur succès du 14 septembre 1930 aux élections générales, pour se rendre compte de cette vérité. Forts désormais, les gens de Hitler et Hitler lui-même reviennent à une sorte de légalité. Lors du récent attentat de Hambourg, le chef des nationaux-socialistes a déclaré qu'il regrettait et condamnait le crime commis sur la personne de Henning. Il y aurait donc une erreur si l'on pensait que la régression du crime politique en Allemagne correspond à un assagissement, à une détente. C'est une lente évolution qui se poursuit dans la manière et dans les moyens de ceux qui n'ont pas désarmé — dans tous les sens. Les Corps Francs, après leur dissolution officielle, donnèrent naissance aux associations d'auto-protection, d'où sortirent finalement les associations secrètes. Depuis, les associations secrètes sont incorporées à un parti politique... Les

Pierre DESCAVES.

[illegible] Hbg. 3.6.31

[illegible], 3. 6. 31: Friedensgesellschaft [illegible] Prof. Gumbel [illegible] über „Faschismus". Erscheinen der Gruppengenossen [illegible] (Harmonie) 20.30.

2 9. MAI 1931

…der Deutschen-Spiegel, Berlin

Die Erörterungen über den Fall Grumpel wollen nicht zur Ruhe kommen. Die badische Regierung hat Grumpel den Titel Professor gegeben und ihm gestattet, Vorlesungen an der Universität Heidelberg zu halten. Grumpel ist führendes Mitglied der „Deutschen Liga für Menschenrechte", die die Regierungen der deutschen Republik und ihrer Gliedstaaten auf das erbittertste bekämpft. In ihren Versammlungen können sich auch Sozialdemokraten nur sehr schwer Gehör verschaffen; bestimmt können sie dort nicht die Politik ihrer Partei vertreten. Die Kulturpolitik der „Liga für Menschenrechte" ist durchaus bolschewistisch, in ihr finden die Bestrebungen der Gottlosen und Kirchenfeinde jederzeit eine feste Stütze. Warum die badische Regierung, für deren Politik das Zentrum und die Sozialdemokratie die Verantwortung tragen, Grumpel so protegiert, ist reichlich unverständlich und wird höchstens durch die Tatsache erklärt, daß zwischen der Liga und den großen Asphaltblättern ein inniger personeller Zusammenhang besteht. Den Terror dieser Pressegewaltigen fürchtet man offenbar im ganzen Reiche.

Die Gegnerschaft dagegen, daß man Grumpel auf die deutsche Jugend losläßt, beruht in erster Linie auf dessen Mangel an Takt, auf seiner Neigung, seine politischen und weltanschaulichen Gegner in unerträglicher Weise herauszufordern. Von Grumpel stammt das berüchtigte Wort: Die Toten des Weltkrieges seien auf dem Felde der Unehre gestorben. Zurzeit ist man in der deutschen Asphaltpresse eifrig bemüht, den Verband der deutschen Hochschulprofessoren zu terrorisieren, weil er keine besondere Neigung zeigt, sich mit diesem Erzfeinde Deutschlands zu solidarisieren. Hoffentlich fallen die deutschen Professoren auf den Rummel nicht hinein. Ein Mann wie Grumpel gehört nicht auf den Lehrstuhl einer deutschen Hochschule.

31.5.31

Der Fall Gumbel

Den reaktionären Studenten in Heidelberg ist der Professor Gumbel nach wie vor ein Dorn im Auge. Es ist ihnen nicht gelungen, die badische Regierung zur Zurücknahme der Ernennung Gumbels zu zwingen. Ihre Volksabstimmung gegen den Verhaßten ist kläglich im Sande verlaufen, obwohl sie nicht nur beim angekalkten Bürgertum Heidelbergs Stimmen gesammelt haben, sondern auch Gymnasiasten zur Einzeichnung in die Liste veranlaßt und selbst durchziehende Handwerksburschen auf der Hauptstraße angehalten haben, auf daß sie ihre Empörung gegen Gumbels Ernennung zum Professor unterschriftlich bestätigten.

Nach diesem danebengelungenen ersten Streich folgte nun der zweite: Die Deutsche Studentenschaft, die Organisation der Korpsiers und Nationalsozialisten, hat dem Deutschen Hochschulverband einen Brief geschrieben, um seine Unterstützung im Kampf für die gerechte Sache zu erhalten. In diesem Schreiben werden nicht nur ungereimte, sondern auch falsche Behauptungen aufgestellt. Es ist von Gumbels „Berufung" die Rede — in Wirklichkeit ist Gumbel, sogar etwas später als im allgemeinen üblich, nach traditioneller Gepflogenheit vom Privatdozenten zum Professor ernannt worden. Es heißt, das Unterrichtsministerium habe die Ernennung „unter bewußter Umgehung der heidelberger Fakultät" vorgenommen. In Wirklichkeit hat das Gesamtministerium den Titel verliehen, und zwar nach Anhörung der Fakultät. Es heißt: Gumbel sei viermal wegen Landesverrat angeklagt gewesen. In Wirklichkeit sind gegen ihn zwar Anzeigen erstattet worden, aber da sie immer völlig haltlos waren, ist nie Anklage erhoben worden.

Der Deutsche Hochschulverband, die Vereinigung der deutschen Hochschullehrer, hat nichts Klügeres zu tun gewußt, als in seinem Mitteilungsblatt den Herren Studenten zu versichern, daß er sich über jede Äußerung vaterländischer Gesinnung freut. Die alten Herren, denen schon lang der Anschluß an die Zeit fehlt, bringen die Begriffe ein wenig durcheinander: „vaterländische Gesinnung" heißt es bei ihnen, wenn man mit unwahren Behauptungen einen mißliebigen Andersgesinnten und das Ministerium anpflaumt.

Eine Anzahl deutscher Hochschullehrer haben bereits gegen den Erguß ihres Vereinsvorstands Protest eingelegt, unter ihnen auch Professor Hermann von der Technischen Hochschule Stuttgart. Es gibt also auch einige weiße Raben unter der Herde schwarzer Schafe.

Die Menschenrechte, 7.6.31

Kundgebungen der „Deutsch…

In der letzten Zeit haben drei große Kundgebungen der Liga stattgefunden.

Am 27. April waren weit mehr als 1000 Menschen im Langenbeck-Virchow-Haus versammelt. Hier sprachen:

Professor Martin Hobohm,
Kurt Berlowitz,
Geheimrat Dr. Holde,
Professor Albert Einstein,
Professor Leopold Ziegler,
Professor E. J. Gumbel,
Professor Arthur Rosenberg

zum Thema „Die Hochschulreaktion". Eine Aeußerung zu diesem Thema war von dem Regierungspräsidenten Dr. Friedensburg eingegangen. Wir kommen auf das Thema im Zusammenhang mit dem Fall Gumbel im nächsten Heft der „Menschenrechte" zurück.

Vorwärts, Berlin
Morgen-Ausgabe
Ausschnitt aus der Nummer vom: — 6 JUN 1931

Für die Studenten spricht
[illegible]-Berlin: Die freundlichen Worte, die mehrere Redner des Parteitags den sozialistischen Studenten gewidmet haben, haben uns erfreut und beschämt. Wenn man sich erinnert, daß die Kieler Studenten einen alten Theologen wie Baumgarten beschimpft und körperlich bedroht haben, weil er sich zur Republik und zum Frieden bekennt, oder wie man in Heidelberg Gumbel verfolgt [illegible] daß sich der erfolgreiche Universitätsbesuch darin erweise, daß sich tiefes Dunkel über einem [illegible] verbreitet und sein staatsbürgerlicher Wert sich sehr vermindert habe. (Heiterkeit und Zustimmung!)

In der Tat sind Bedeutung und Ansehen der Universitäten stark gesunken und die Universitäten haben noch nicht begriffen, daß gerade in der Demokratie [illegible] der Bestand der Hochschulen abhängig ist von der öffentlichen Meinung, abhängig davon, daß sie sich in den Rahmen der Republik einfügen.

Ausschnitt vom: — 6 JUN 1931

Der Ring, Berlin

„Der Fall Dehn" anders gesehen!

Berlin, den 30. Mai 1931

Lieber Herr Vorwerk!

Ich kann die Zuschrift zum „Fall Dehn" in Heft 21 nicht unwidersprochen lassen und glaube damit für eine ganze Anzahl Leser zu sprechen, die ihren Widerspruch nur nicht geltend machen. Eine Aussprache ist nämlich kaum mehr möglich, wenn man in so verschiedenen Welten lebt, wie Herr Dr. Holthausen und die nationale Bewegung im Lande, die in diesem Fall durch die Heidelberger Studentenschaft repräsentiert wird.

Dabei handelt es sich letzten Endes nicht mehr um die wirklichen Aeußerungen, die der Pfarrer Dehn über die Gefallenen-Denkmäler in den evangelischen Kirchen getan hat, sondern um das Bild seiner Gesamtpersönlichkeit, das die Heidelberger Studentenschaft von ihm hatte. Diese Studentenschaft steht seit Jahren im Kampfe gegen das Badische Kultusministerium wegen des doch völlig eindeutigen Falles Gumbel. Die Studentenschaft ist dabei, zumal sie an der Dozentenschaft keinen Rückhalt fand, bisher unterlegen. In der Verbitterung, die aus diesem Kampfe entstanden ist, werden der Studentenschaft über einen neu zu berufenden Dozenten Aeußerungen von diesem mitgeteilt, die eine peinliche Verwandtschaft mit Gumbelschen Aeußerungen zu haben scheinen. Ist es da wirklich erstaunlich, daß die Studentenschaft sich aufs neue empört? Nach der Darstellung von Dr. Holthausen hat D. Dehn wohl auch nicht etwa die ihm zur Last gelegten Aeußerungen bestritten, sodaß im Disziplinarverfahren „der Sachverhalt nicht aufgeklärt werden konnte"! Daraufhin hat nicht nur die Studentenschaft, sondern die doch wirklich nicht radikale Dozentenschaft es für besser gehalten, die Berufung des Herrn D. Dehn rückgängig zu machen. Die nationale Studentenschaft hat also nach unzähligen Niederlagen einen kleinen Achtungserfolg errungen.

Man kann der Meinung sein, daß dem Pfarrer Dehn Unrecht geschehen ist und er wissenschaftlich vielleicht doch geeignet gewesen wäre. Wenn man dieser Ansicht sein sollte, so konnte man, ehe die Entscheidung gefallen war, auf die uns nahestehenden studentischen Kreise einwirken. Nachdem aber einmal die Entscheidung im anderen Sinne gefallen ist, kann man es doch nur begrüßen, daß die nationale Bewegung einmal ihren Willen durchgesetzt hat. Ich kann also an der ganzen Angelegenheit nichts „Empörendes" finden und verstehe nicht, wie man den Kämpfern in der eigenen Front „Anstand" und „Ehrlichkeit" öffentlich absprechen kann, weil ihnen die nationale Zuverlässigkeit höher steht als der sogenannte wissenschaftliche Anstand. Wir haben wirklich dringendere Aufgaben, als uns zum Anwalt gegnerischer oder höchstens neutraler Einzelpersönlichkeiten aufzuwerfen und dabei der eigenen Front nachträglich Zensuren zu erteilen.

Mit bestem Gruß Ihr W. R.

[illegible] (Aus der Deutschen Friedensgesellschaft) wird uns geschrieben: Am 3. Juni sprach im überfüllten Gartensaal der „Harmonie" Professor Dr. Gumbel über den deutschen Faschismus. Der Referent bot in wissenschaftlich fundierter Darstellung ein Bild über Programm, Werdegang und Zukunftsaussichten des deutschen Faschismus. Er zeigte, daß der Nachweis über die Sinnlosigkeit des Programms der Hitlerbewegung zwar kinderleicht, aber in der Praxis völlig wertlos sei, weil sein Programm Gemütswerte auslöst, mit denen die freiheitlichen Parteien in Konkurrenz zu treten bisher zu wenig ideell geleistet haben. Die Ueberwindung des Faschismus sei nur durch eine starke geistige freiheitliche Idee möglich. Eine anregende Diskussion, hauptsächlich von sozialistischen Studenten geführt, bot dem Referenten Anlaß in einem kurzen Schlußworte nochmals seine Anschauungen zusammenzufassen.

— 5. JUN 1931

Der Deutschen-Spiegel, Berlin

Wir machten neulich darauf aufmerksam, daß der Preußische Landtag einen schüchternen Versuch gemacht hat, die ungesetzlichen Aufsichtsbefugnisse der sogenannten republikanischen Beschwerdestelle über die preußische Verwaltung zu beseitigen. Wir hatten von vornherein kein großes Vertrauen, daß durch einen solchen Beschluß das innige Verhältnis der Regierung Braun zu der Stelle erschüttert werden könnte. An bestimmten Grenzen hört auch die Macht Braun-Weismanns auf. Die dem preußischen amtlichen Pressedienst nahestehende Presse meldet denn auch von einem neuen „Erfolge" der „republikanischen" Beschwerdestelle. Sie hat einen Referendar angezeigt, weil er Professor Gumbel öffentlich beschimpft hat. Wie wir zu dem Radikalisten Gumbel stehen, ist bekannt. Wir können verstehen, wenn jemand Herrn Gumbel in der Oeffentlichkeit vorhält, daß er die Toten des Weltkrieges beschimpft hat; denn diese Beschimpfung erfolgte auch öffentlich. Trotzdem finden wir es durchaus ungehörig, daß man einen politischen Gegner mit Tiernamen belegt. Aber was — so fragen wir — geht es einen Dritten an, wenn eine Privatperson eine andere beleidigt? Professor Gumbel scheint nicht davon berührt gewesen zu sein, daß der Referendar ihn schmähte. Sonst hätte er doch wohl selbst Beschwerde geführt. Wie kommt der aufsichtführende Richter des Amtsgerichts Gießen dazu, amtlich einzuschreiten, wenn ihm von privater Seite mitgeteilt wird, einer seiner Untergebenen habe eine dritte Person beleidigt? Dieser merkwürdige Gehorsam der preußischen Behörden gegen die Anordnungen der „republikanischen Beschwerdestelle" wäre unverständlich, wenn er sich nicht auf eine Anordnung des Staatsministeriums gründete, die nunmehr nach den letzten Beschlüssen des Landtages in offenem Widerspruch zu dessen Willen steht. Wir wiederholen unsere schon öfter erhobene Forderung: wenn das preußische Staatsministerium nicht in der Lage ist, ohne eine besondere politische Ueberwachungsstelle auszukommen, so soll sie diese zu einer amtlichen Stelle machen, damit sie der Kontrolle des [illegible] und der Oeffentlichkeit unterstellt wird. Diese private Angeberei, die aber in Preußen öffentliche Befugnisse überantwortet [illegible], wirkt korrumpierend. [illegible] auch die Landtagsmehrheit [illegible] scheint aber [illegible] machtlos zu sein.

Genosse Gumbel hat sich über die Grenze [illegible] [illegible] als andere Leute [illegible] [illegible]. Aber [illegible] in Heidelberg und über die Grenzen Heidelbergs hinaus der bekannteste Mann. Die Kanonen jedoch, die bisher gegen ihn aufgefahren wurden, schossen nur [illegible]; und jetzt kämpft er mit ungebrochenem Mute weiter gegen den „heldenhaften" Faschismus.

Genosse Gumbel wies in seinen einleitenden Worten darauf hin, daß das Problem des Faschismus die deutsche Politik nicht erst seit dem unheilvollen September beherrsche, sondern daß es zurückgeht bis auf den 9. November 1918. Aber es mußte erst der 14. September kommen, um auch den Unwissenden die Augen zu öffnen. Heute setzt man sich der Gefahr aus, Trivialitäten zu wiederholen, wenn man auf den Faschismus hinweist.

Es ist schwierig sich mit dem Faschismus zu beschäftigen, schwierig, ihn richtig zu charakterisieren. Die deutschen Parteien — ausgenommen die faschistische —, stehen sich im Ganzen gesehen in zwei klaren Fronten gegenüber: die Front des Kapitals steht gegen die Front der Arbeit. Den Nationalsozialisten blieb es vorbehalten, diese Frontstellung zu verwischen. Es handelt sich bei der Nationalsozialistischen Partei keineswegs um ein einheitliches praktisches oder theoretisches Gefüge. Sie verspricht ihr Programm: Allen alles! Die Nationalsozialisten [illegible] mit einem [illegible] Dienst am Kunden jeder theoretischen oder praktischen Anforderung genügen. Ein Hauptstück nationalsozialistischer Gesinnung ist eine heldische Auffassung der Geschichte. Daraus entspringt die Verherrlichung des Krieges und die Ächtung derer, die ihn nicht wollen. Wer den Krieg feiert, wird seine Urheber mitfeiern. So beweihräuchern sich die Nationalsozialisten mit dem selbsterzeugten Weihrauch. Man muß zugeben, daß die kriegswütige [illegible] keineswegs ihr Alleingut ist. Sie ist vielmehr allen Nationalisten gemeinsam. Dahingegen muß man den Gedanken von der Brechung der Zinsknechtschaft unter Beibehaltung des kapitalistischen Systems glücklicherweise den Nationalsozialisten allein zuschreiben. Herr Feder, der bekannte Schöpfer des Federgeldes, ist ein [illegible], der sich imstande fühlt, unser ganzes Währungssystem mitsamt den üblichen Deckungsverfahren auf radikale Weise umzugestalten.

Bei der Bekämpfung des Faschismus genügt es nicht, nachzuweisen, daß seine Lehren falsch oder daß sie unsinnig sind. Wir müssen wissen, woher es kommt, daß sie Glauben, Widerhall und Wirkung finden. Das Wachstum der faschistischen Bewegung entspringt nämlich nicht ihren einzigartigen Ideen, sondern hat ganz andere Ursachen. Ohne die jetzige Wirtschaftskrise hätte der Faschismus keinen 14. September erlebt. Es ist eine eigentümliche Krise, die durch Warenüberfluß hervorgerufen wurde. Es ist zuviel Ware, zuviel Getreide, es sind zuviel Lebensmittel da. Bei vollen Scheunen hungert das Volk. — Wir müssen uns aber nun fragen: Warum hat gerade diese Krise den Nationalsozialisten soviel Zulauf gebracht? [illegible] Das kapitalistische System hat eine strukturelle Wandlung vom Konkurrenzkapitalismus zum Monopolkapitalismus durchgemacht. Durch diesen Umwandlungsprozeß sind gewisse bürgerliche Mittelschichten zertrümmert worden. Diese Schichten aber ziehen aus ihrer ökonomischen Vernichtung nicht die geraden Folgerungen, sie fühlen sich nicht proletarisch. Im Gegenteil, sie streben innerlich und äußerlich wieder einem bürgerlichen Leben entgegen, sie verachten das Proletariat, dem sie einen großen Teil Schuld geben. Sie revoltieren zwar, aber sie haben keine klare Ausrichtung.

Die soziale Funktion der Nationalsozialisten ist es, die Revolte dieser hungernden Zwischenschichten umzubiegen und sie zu einer Schutzgarde des Kapitals zu machen. Daran ändert auch das sozialistische Firmenschild nichts. Die Krise hat ja auch zahllose Arbeiter freigesetzt. Für die muß das Firmenschild auch etwas Rot zeigen. Dann wird etwas von der Tatsache abgelenkt, daß auch der Schwerarbeiter Prinz Aug. Wilhelm von Hohenzollern mit vielen Offizieren der alten Armee in dieser merkwürdigen Arbeiterpartei Platz gefunden hat. — Die nationalsozialistische Haltung zur Außenpolitik zeigt dieselbe Zwiespältigkeit. Vor dem Mann auf der Straße wird der Versailler Vertrag zerrissen; aber im Auswärtigen Ausschuß des Reichstags tun die Nationalsozialisten das nicht. Reparationszahlungen sollen eingestellt werden; aber nach dem 14. September erklärt Hitler nach dem Auslande, daß im Falle seiner Mitregierung die Verpflichtungen selbstverständlich erfüllt würden; kein Fußbreit deutschen Bodens soll verloren gegeben werden; dabei erfolgt der Verzicht auf Südtirol.

Brünings Politik hat nicht zur Abnahme der nationalsozialistischen Bewegung geführt, sie hat im Gegenteil die Krise durch den Generalangriff auf das Einkommen der Arbeiterschaft noch verschärft. Es wird gesagt, die Regierung Brüning [illegible]

[illegible] den Faschismus [illegible] Man kann auch in die Opposition gehen und sein Hauptaugenmerk [illegible] einmal auf die Sammlung der Arbeiterschaft richten. Es ist bei der Bekämpfung des Faschismus unbedingt nötig, sich klar zu sein, daß er nicht etwa ein Problem nur des Augenblicks ist, sondern daß er eine [illegible] Gefahr bedeutet für den Sozialismus. Vorstufen des Nationalsozialismus waren die politischen Morde und die schwarze Reichswehr. Diese Erscheinungen zeigen, daß das Kapital zu gegebener Zeit den legalen Weg verläßt und sich illegal gegen die Arbeiterschaft richtet. Hitlers Spielen mit der Legalität ist eine Groteske. Für ihn ist „Köpfe rollen lassen" eine „legale" Angelegenheit. Wir erleben ja jede Woche blutige Zusammenstöße. Sie beweisen zur Genüge, daß der Nationalsozialismus eine terroristische Bewegung ist und notwendigerweise sein muß. — Der Kampf gegen den Nationalsozialismus kann nur mit der organisierten Arbeiterschaft geschehen. Sie darf nicht geschwächt werden. Dann ist sie in der Lage zu kämpfen und zu leiden, beseelt durch die Hoffnung auf den Sozialismus.

In der Diskussion wurden von den Genossen Jakobsen, Hörz und Lenz die Ausführungen Prof. Gumbels wertvoll ergänzt. Gegner meldeten sich trotz wiederholter Aufforderung nicht zu Worte.

P. A. [illegible]

Der Heidelberger Student Nr. 3. S.S. 193[illegible]

Der Wanderprediger.

Ich brauch Euch seinen Namen nicht zu nennen. Ihr kennt ihn alle, dem sein Gewissen nicht schlägt, obwohl der Geist des gefallenen Frontsoldaten sich gegen ihn erhebt. Zu Beginn des Semesters zog er von Stadt zu Stadt (Berlin, Breslau u. a.) als grundlos Verfolgter, als armer Märtyrer mit der Friedenspalme in der Hand trotz seiner anerkannten Demagogennatur, gierig nach Beifall und Mitleid. Er erfüllt die Herzen seiner auserwählten Zuhörer (rote Studentengrüppchen, Pazifistenklubs, Völkerverständigungsutopisten) mit Begeisterung. Sie überkommt die Erleuchtung: das ist wahrlich ein Führer der akademischen Jugend. Bei all dieser Aufklärungsarbeit über seine Persönlichkeit andererorts bleibt ihm doch noch Zeit (die drei oder viermal ausgefallenen Vorlesungen werden hierin wohl nicht ihren Grund haben?), hier in Heidelberg auch praktisch sich der akademischen Jugend als Führer, Dozent zu produzieren. Eine erlesene Schar von etwa acht Kommilitonen bzw. Kommilitoninnen, hoffentlich sind es nicht weniger, sitzt ihm zu Füßen. Aber auch nichtakademischen Volksgenossen läßt er seine weisen Sprüche zukommen. In jüngster Zeit macht er sogar in Prophezeiungen. Im Allgemeinen Freien Angestellten-Bund dozierte er über das Thema: „Was hätten die Angestellten vom dritten Reich zu erwarten!" — Ein sehr interessantes Thema, nur darf sich der Herr Referent Gumbel als hierüber ein Bescheidwissen nicht anmaßen! Ich würde ihm raten, da es höchste Zeit ist, sich lieber Gedanken darüber zu machen, was mit ihm im dritten Reich geschehen könnte!

Die Universität der Republik.

Arme alma mater Heidelbergensis, wie bist du zu diesem Ruf gekommen? Wie schwer machst du's uns heute in ungetrübter Freude zu singen, „Alt Heidelberg du Feine, du Stadt an Ehren reich, am Neckar und am Rheine kein' andre kommt dir gleich!" Ein Blick aus der Perspektive der thronenden Karolina am neuen Universitätsportal zwingt uns die Frage auf, wer kennt die Völker, nennt die Namen, die all hier zusammen kamen? Man könnte glauben, die Klagemauer wäre an die neue Universität verlegt worden. Die stolze alte Ruperto-Carola scheint zum Tummelplatz fremdrassiger Elemente geworden zu sein. So weit hat es der Geist der Sozialisten, der Geist Gumbels gebracht! Die Propaganda an allen Hochschulen: Sozialisten studieren im Sommer-Semester 1931 in Heidelberg! Und wer sammelte sich bei diesen [illegible] — Deutscher Arbeiter schau Dir einmal die an, die sich Deine Genossen bezeichnen! — Juden in allen [illegible] Einige aber dieser Sorte sind doch weggeblieben. Sie [illegible] in ihrer angeborenen Angst an die [illegible]

Das System feiert — Nationalsozialisten kämpfen!

Die Heidelberger Universität hat es sich etwas kosten lassen. Sie versandte Einladungen und Karten nachstehenden Inhalts:

„1. An dem Festakt nehme ich — teil — nicht teil.
2. An dem Gartenfest nehme ich — teil — nicht teil.
3. Zu dem Gartenfest bitte ich um weitere . . . Eintrittskarten für . . . .

Heidelberg, Juni 1931.

Unterschrift des zusagenden Eingeladenen."

Zu richten waren diese vorgedruckten Karten an das Sekretariat der Universität Heidelberg. Auch den nationalsozialistischen Stadträten wurde diese ungeheure Ehrung zuteil, zu der allgemeinen Katzbuckelei vor Vertretern des größten Feindes des deutschen Volkes, der internationalen Hochfinanz, anläßlich der Einweihung des Shurman-Universitätskastens eingeladen zu werden. Eingedenk der schönen, über dem Eingang des Shurmankastens stehenden Worte unseres zweitgrößten Dichters (der größte ist Alfred Kerr)

„Dem lebendigen Geiste!

erteilten die eingeladenen Nazistadträte den Veranstaltern und den Professoren, die zwar viel über den lebendigen Geist reden und schreiben, denen er aber nichts desto weniger selig entschlummert ist, sofern er überhaupt je da war, Absagen, die bestimmt von einem sehr lebendigen Geiste zeugen. Dieser lebendige Geist dürfte jenen Herren aber wohl sehr unangenehm sein und bald noch unangenehmer, ja schließlich unerträglich werden. Denn in diesem lebendigen Geist lebt die stürmische Kraft der deutschen Frontsoldaten, das Vermächtnis unserer Gefallenen und das Vergeltungsbedürfnis des entrechteten und unterdrückten deutschen Volkes, das seine Unterdrücker zu erkennen beginnt. Unsere Arbeit und die Unterdrückungsmaßnahmen des herrschenden Systems zusammen mit dem Ausland und nicht zuletzt Feiern wie die am 9. Juni werden diesen Geist immer lebendiger machen, bis wir einst nicht mehr von ihm reden, ihn nicht mehr einzumeißeln brauchen, sondern . . . . (mehr zu sagen würde den toten Geist von heute veranlassen, unsere Lebendigkeit in Beschlag zu nehmen).

Die Antworten der nationalsozialistischen Stadträte lauten:

„Jüdische Abfallbrocken entgegenzunehmen, überlasse ich der Würde anderer Deutscher. Otto Wetzel, Stadtrat."

„Für derartige Veranstaltungen kein Interesse.
K. Pahl, Stadtrat."

„Das deutsche Volk ist von seinen Feinden genug betrogen worden und es ist nicht notwendig, denselben Leuten noch die Schuhe abzuputzen.
Dr. R. Abendroth, Stadtrat."

„Für Gumbel kein Interesse."
K. Pflaumer, Stadtrat."

„Zu Ihrem Fest ein deutlich Sprüchel: Das größte Rindvieh — der deutsche Michel! Dr. Wiswesser, Stadtr."

„Für jüdischen Schmutz kein Interesse!
H. Apfel, Stadtrat."

Die schönen vorgedruckten Sprüche waren zudem mit kräftiger Hand durchstrichen und als Zierde besonderer Art prangte auf der rechten Seite jeder Antwortkarte das Zeichen, das seinen lebendigen Geist in sich trägt, das Zeichen des kommenden nationalsozialistischen Großdeutschlands: ein rotes Hakenkreuz!

In ähnlicher Form, jedoch in etwas anderer Weise wird einst das ganze deutsche Volk, unter dem Zeichen des Hakenkreuzes geeint, gewissen Herren die Rechnung präsentieren. Auch das deutsche Volk wird die Rechnung gewisser Herren mit kräftiger Hand durchstreichen und seinen eigenen Vers dazu machen. Dieser allerdings wird etwas anders aussehen, wir fürchten, am Ende von vielen nicht mehr gesehen werden können. Mangels Lebens!

„Festschrift" zur Einweihung der neuen Universität, herausgeg. von der Stadtratsfraktion der NSDAP Heidelberg
8. Juni 1931

Vom „lebendigen Geist" an der Universität Heidelberg

Wie sich der lebendige Geist eines Heidelberger Universitätslehrers auswirkt, das kann ein jeder nachlesen im „Anderen Deutschland" vom 7. Februar 1931. Dort schrieb der Heidelberger Professor Gumbel:

„Es gibt, streng genommen, nicht nur ein „Feld", sondern ebensogut auch eine „Matratze", einen „Heldenkeller", eine „Kantine", einen „Urlauberzug", ein „Bordell" der Ehre . . ."

Der Mann, der solche Produkte schmutzigen jüdischen Geistes zu veröffentlichen wagt, wurde durch den badischen Kultusminister Dr. med. h. c. Adam Remmele zum außerordentlichen Professor an der Universität Heidelberg ernannt.

Dieser Satz des Herrn Gumbel zeigt den „lebendigen Geist" jüdischer Intellektueller, er paßt in den neuen Universitätsbau!

Wir empfehlen S. Magnifizenz Herrn Rektor Professor Dr. Meister, ihn einmeißeln zu lassen in eine Marmortafel, die Buchstaben ausgießen zu lassen mit dem Gold deutscher Reparationszahlungen, und diese Tafel anzubringen über dem Eingang der neuen Universität, zu Füßen jener Pallas Athene, die das Entzücken aller Heidelberger hervorruft.

Dort gehört er hin, dieser Ausspruch, als dauerndes Denkmal, das spätere Geschlechter an eine Zeit erinnern [illegible] in Deutschland fremdrassiger Ungeist herrschte.

Vom Richtfest zur Universitätseinweihung

Allen Heidelbergern wird noch das Richtfest des Universitätsneubaues, das die Arbeiterschaft mit der Heidelberger Studentenschaft gemeinsam feierte, in bester Erinnerung sein. Damals begann jener Konflikt zwischen Kultusministerium und Heidelberger Studentenschaft. Das Kultusministerium wollte nicht dulden, daß Arbeiter und Studenten gemeinsam eine solche Feier begehen. Ein Marxist an der Spitze des badischen Kultusministeriums wollte es und konnte es nicht zulassen, daß Arbeiter und Studenten sich verstehen lernen. Denn der Marxist sieht allein durch Klassenkampf und Klassenhaß das Wohl des Volkes heranwachsen.

Spontan fanden sich damals trotz aller Versuche, die Arbeiterschaft vom Richtfest fernzuhalten, Studenten und Arbeiter zusammen. Manch harten Spruch hätte ein ministerielles Ohr hören können, der ihm gezeigt hätte, wie die Stimmung im Volke, besonders in der Arbeiterschaft aussah. Damals war die erste nationalsozialistische Welle im Heranfluten.

Was liegt alles zwischen damals und heute? Die Ernennung des Herrn Gumbel zum Professor — Protest der Studentenschaft — Auflösung des Allgemeinen Studenten-Ausschusses — Zerschlagung der studentischen Selbstverwaltung durch das Kultusministerium — Protest der Studentenschaft auf dem Universitätsplatz mit anschließender Gummiknüppelei — Gründung der Deutschen Studentenschaft Heidelberg — Feier der Gründung im Capitol — Reichstagswahl vom 14. September — Stadtverordnetenwahlen — Verbot der Frankversammlung mit nächtlichen Unruhen und Gummiknüppelei verbunden — und Frank sprach doch! — Zwischendurch Monate heftigsten Kampfes — Anerkennung der Deutschen Studentenschaft und nun am 9. Juni Einweihung des Universitätsneubaues!

Beim Richtfest blieben Universitätsbehörde und Ministerium fern. Arbeiter und Studenten aber fanden sich zusammen.

Bei der Einweihungsfeier wird die Studentenschaft mit Ausnahme einiger jüdischer, halbjüdischer und katholischer Verbindungen fernbleiben. Es finden sich Universitätsbehörde, Ministerium und internationales Großkapital.

Das deutsche Volk hungert! Das System feiert bei Festessen die Einweihung der Universität!

Diese Gegenüberstellung zeigt deutlicher als alles andere, daß sich das System und seine Vertreter im krassen Gegensatz befinden zum deutschen Volk.

Sorgen wir dafür, daß dieser Gegensatz [illegible] des Systems der Parteiwirtschaft beseitigt [illegible]

Die Juden bringen den „lebendigen Geist“

Festschrift
zur Einweihung der neuen Universität

Herausgegeben von der Stadtratsfraktion der NSDAP. [illegible]

[illegible] 10 Pfennig

Geld oder Geist?

Heidelberger!

Ueber [illegible] Jahre steht in Heidelberg die älteste deutsche Universität.

Einst von Ruprecht I., Kurfürst von der Pfalz, gegründet, wurde sie von Generationen Heidelberger Bürger gehegt und gepflegt. Jahrhunderte lang trugen die Gebäude der Universität ein deutsches Gesicht. Jahrhunderte sorgten deutsche Professoren, als mutige Bekenner, für die Vermittlung deutschen Geistesgutes.

Erst als die Zeit der „Freiheit, Schönheit und Würde" kam, machte sich fremder undeutscher Geist in unserer Universität breit.

Die wenigen Juden, die durch das liberalistische Zeitalter Eingang in den Lehrkörper und in die Universität gefunden hatten, zogen mit Geschick und Erfolg weitere Rassegenossen, Professoren und Studenten, heran, so daß heute die Verjudung der ältesten deutschen Universität zur Tatsache geworden ist.

Nachdem so der d e u t s c h e G e i s t unserer Universität systematisch unterwühlt und verdrängt worden ist, ist man jetzt daran gegangen auch ihrem Gesicht fremdrassige Züge einzumeißeln.

Heidelberger, seht euch diesen seelenlosen weißen Kasten an, den man als Schandfleck in eure Stadt gesetzt hat. Hier hat materialistisches Denken, platte Zweckmäßigkeit ihren Ausdruck gefunden in einem jüdischen Zwing-Uri mitten im Herzen des romantischen Alt-Heidelberg.

Deutsche Fürsten und deutsche Stände verwalteten einst gemeinsam mit deutscher Professorenschaft diese Stätte deutschen Wissens. Heute hat sich das internationale Judentum mit Hilfe des dem deutschen Volke geraubten und erpreßten Geldes den Einfluß auf unsere Universität erkauft.

Seht euch die „Spender" auf der Tafel im neuen Universitätsgebäude an und ihr werdet erkennen, welch „lebendigen Geistes" Kinder sie sind. Nun kommen sie, die Kahns und die Warburgs und eine gesinnungslose Presse wird ihnen Dank, Lob und Weihrauch spenden, wird in dicken Artikeln die „Großherzigkeit" des internationalen Geldmobs rühmen; der „deutsche" Rundfunk wird aller Welt kundgeben von der Unterjochung deutschen Geistes durch jüdischen Mammon.

Die richtige Antwort hat die deutsche akademische Jugend gefunden. Sie hat es abgelehnt, die Symbole ihrer Tradition zur Ausschmückung dieser „erhebenden" Feier zu zeigen.

Heidelberger!

Diese „Festschrift" soll Euch das aufzeigen, was wir Nationalsozialisten am 9. Juni denken.

An diesem Tag, wo das Geld über den Geist triumphiert, geloben wir, nicht zu ruhen, bis die

Freiheit des deutschen Geistes

erkämpft sein wird.

Die Stadtratsfraktion der Nationalsozialistischen Deutschen Arbeiterpartei Heidelberg.

Wetzel.

Feierstunden

Während sich die Spitzen der Behörden, Rektor und Senat der Universität und sonstige Getreue des heutigen Systems, teils aus eigenem Antrieb, teils gezwungen, ein Stelldichein geben, um den formvollendet schönen Bau der neuen Universität gebührend einzuweihen — während dieser Stunden stehen in Deutschland Millionen von Volksgenossen ohne Brot und Arbeit da, weitere Millionen können den Tag schon vorausberechnen, an dem ihnen gekündigt wird und sie mit ihren Familien vor dem Nichts stehen, und weitere Millionen fristen für Hungerlöhne und -Gehälter ihr Dasein.

Wahrlich, die richtige Stunde, um im „Europäischen Hof" und im „Schloßhotel" Festessen zu veranstalten. Vielleicht gerade in dem Augenblick, wo Herr Innenminister Wittemann ein Stück saftigen Bratens zwischen die Zähne nehmen wird, mag irgendwo ein deutscher Arbeiter aus Verzweiflung darüber, daß er Frau und Kinder nicht mehr ernähren kann, seinem Leben ein Ende machen. Vielleicht gerade in dem Augenblick, da S. Magnifizenz das Glas erhebt, um auf gedeihliche und „ruhige" Arbeit im neuen Haus zu trinken, wird irgend ein unbekannter, namenloser Kämpfer von einer Mordkugel dahingestreckt, sein Leben auf dem Altar seines Vaterlandes geopfert haben!

Vielleicht gerade in dem Augenblick, da der Herr Finanzminister Schmitt den Löffel in die Suppe taucht, werden tausende deutscher Arbeiter auf die Straße gesetzt. Vielleicht gerade in dem Augenblick, da der Botschafter a. D. Shurman von deutsch-amerikanischer Freundschaft und Völkerversöhnung sprechen wird, werden deutsche Arbeitsstätten als Opfer dieser „Versöhnung" geschlossen werden. Und vielleicht gerade, während der Herr Minister Remmele sich gesättigt von der Festtafel erheben wird, wird ein einziger Schrei der Empörung des gequälten und geschundenen deutschen Volkes zum Himmel gellen, ein Schrei der Empörung über jene Notverordnung, die den Lebensstandard des deutschen Volkes wiederum einige Grad weiter unter das Lebensniveau irgendeines anderen Kulturvolkes herabdrücken wird.

Die Zeit ist recht gewählt, um Feste zu feiern, um Festessen zu veranstalten. Das deutsche Volk wird es den dafür Verantwortlichen dereinst bestimmt zu danken wissen.

Wir sind wirklich genötigt, einmal allen Ernstes zu fragen: Wißt ihr eigentlich überhaupt nicht, was heute in Deutschland vorgeht? Seht ihr nicht die ungeheure Not von Millionen deutscher Volksgenossen? Wie könnt ihr es mit eurem Gewissen vereinbaren, in einer solchen Zeit Festessen zu veranstalten?

Es wäre da der geeignete Augenblick gewesen, um der Trauer und Empörung Ausdruck zu geben, über den Niedergang unseres Vaterlandes.

Es soll hier nichts gesagt werden gegen den ehemaligen Botschafter D. Shurman und dessen persönlich lauteren Motive, dessen Anhänglichkeit als alter Heidelberger Student.

Aber einmal muß es offen ausgesprochen werden: Amerika schädigte uns durch sein Eingreifen in den Weltkrieg, das von den [illegible] Großkapitalisten erzwungen wurde, um Milliarden. Amerika hat allein durch sein Eingreifen uns den Sieg entrissen. Amerika allein ist der Nutznießer des deutschen Zusammenbruchs. Es ist der einzige finanzielle Gewinner neben Frankreich. —

Jetzt sind wir nun schon so weit, daß wir selbst nicht mehr für die Erhaltung unserer Universitäten sorgen können. Ausländer, und noch dazu meistenteils Juden, schenken einen lächerlichen Bruchteil von dem großmütig her, was sie uns durch den Krieg gestohlen haben.

Gibt es überhaupt noch deutsche Männer, denen nicht die Schamröte angesichts dieser Tatsache ins Gesicht steigt? Erkennt man nicht, daß wir „gespendet" erhalten, ebenso, als ob man im finstersten Afrika ein Missionshaus, oder in irgendeiner Konie eine Klinik errichtet? Ahnt man nicht, daß dem deutschen Volk hier Geschenke gemacht werden, um es darüber hinwegzutäuschen, daß es für die halbe Welt Fronarbeit leisten muß?

Und mit diesem Neubau, der in seiner Plattheit und Häßlichkeit direkt eine Ohrfeige in das Gesicht von „Alt-Heidelberg, der Feinen" bedeutet, zwingt man uns einen täglichen Anblick auf, der uns die Unformen eines undeutschen, jüdischen Machwerks zur Gewohnheit werden lassen soll. Dieser geschmacklose weiße Kasten — und möge er innen noch so zweckmäßig und tadelsfrei eingerichtet sein — wird einen einzigen Wert haben: er wird das dauernde Schandmal sein, eine Erinnerung an die Zeiten, da in Deutschland fremder Geist dominierte, wo fremdes Gold herrschte, an die Zeiten der tiefsten deutschen Erniedrigung.

Und deshalb sind wir „dankbar", daß dieser Bau errichtet wurde, wo er täglich den Vorübergehenden mahnen wird, daß er verpflichtet ist, das Seine zu tun, um die Freiheit unseres Vaterlandes zu kämpfen, weil er ihn täglich [illegible]

[illegible] . . . Aber wiederholen [illegible] Prof. Gumbel [illegible] dazu schreiben:

[illegible] nationalsozialistische [illegible]

„Wie sich der lebendige Geist eines Heidelberger Universitätslehrers [illegible], das kann jeder nachlesen im „Anderen Deutschland“ vom 7. März 1931. Dort schrieb der Heidelberger Professor Gumbel:

„Es gibt [illegible] nicht nur ein „Volk“, sondern ebensogut auch eine „Walstatt“, einen „Heldentod“, einen „Bazillus“, einen „Unterdrückung“, ein „Bewußt“ der Ehre . . .“

Hierzu ist zu sagen: Wer jemals auch nur eine Zeile von mir gelesen hat, muß wissen, daß dieser Satz nicht von mir stammen kann. In der Tat, ich habe ihn nicht, weder in dieser noch in einer anderen Form, weder in dieser noch in einer anderen Nummer des „Anderen Deutschland“, noch irgendwo anders geschrieben.

Es liegt nahe, zu vermuten, daß dieser Satz mir untergeschoben wird nach dem alten Prinzip: „Nur dreist [illegible], es bleibt doch irgend etwas hängen“. Zufällig läßt sich jedoch die Entstehung dieser Behauptung restlos aufklären.

Die „Deutsche Zeitung“ schrieb nämlich am 1. April 1931:

„Was der Pazifist vom Heldentod denkt, ist bekannt. Es hat sich aber inzwischen ein Ehrenmann gefunden, der den Heidelberger Professor Gumbel weit hinter sich läßt. Unter der Spitzmarke „Inflation auf dem Feld der Ehre“ (F. L.) sagt er: „Es gibt [illegible] . . .“

Und nun folgt der oben zitierte Satz.

Der nationalsozialistische Schreiber kann also sehr wohl behaupten, gutgläubig gehandelt zu haben. Ich vermag ihn nicht der Verleumdung zu zeihen. Aber indem er diesen Satz mir zuschrieb, hat er bewiesen, daß er noch nicht einmal Deutsch zu lesen vermag.“

Damit ist auch dieser Lügenfeldzug der Nazis zusammengebrochen.

[illegible]

[illegible] Berichtigung und Wahrheit. Bekanntlich müssen Zeitungen Berichtigungen [illegible] unabhängig von der Wahrhaftigkeit ihres [illegible], wenn sie den formalen Bedingungen entsprechen. [illegible] gesetzliche Bestimmung hat der nationalsozialistische Referendar Vomend, der den Professor soll einen [illegible] hatte, mit seiner Zuschrift zu uns [illegible] seinem Schreiben [illegible] Gießener [illegible] Referendar Vomend eröffnet, dass Referendare nach Ansicht der herrschenden Rechtsprechung als Beamte anzusehen seien, dass der gegen Herrn Professor Gumbel gebrauchte Ausdruck das Mass des Zulässigen bei weitem überschreitet und dass er in Zukunft eine grössere Zurückhaltung in der Oeffentlichkeit beobachten müsse. Vomend versprach dies und erklärte, sich jeder Propandatätigkeit fortab enthalten zu wollen.“ Damit ist die Sache erledigt.

Autorität und Idealismus

„. . . Und wenn Ihr einst wiederkehrt, dann möget Ihr Jungen uns Alte lehren!“ — Eberhard Gothein an die ausmarschierenden Studenten Anfang August 1914

Zu einem repräsentativen Bau gehört ein [illegible] und eindeutiger Bauwille. Man wird dem professoralen und ministeriellen Gremium, das mit dem Bau zu tun hatte, alle mögliche Qualitäten [illegible], aber waren es Leute von Geschmack, [illegible] alten Schlages waren sie nicht, [illegible] sie auch nicht sein; denn sie haben kein [illegible] keine Idee von der Universität mehr.

[illegible]

[illegible]

Die Vereinigung Heidelberger Verbindungen und die Deutsche Studentenschaft veranstalteten gestern abend aus Anlaß der Einweihungsfeier einen Fackelzug, an dem eine große Zahl der Verbindungen (nicht alle) teilnahmen und einen langen Reihe wieder den altgewohnten schönen Anblick eines studentischen Fackelzuges bot. Der Zug bewegte sich nach 10 Uhr durch die Hauptstraße und Sofienstraße und in der Anlage auch am „Europäischen Hof“ vorbei, wo Schurman und zahlreiche andere Auswärtigen sich lebhaft interessiert das schöne Bild betrachteten. Schurman stand mit dem Rektor der Universität und einigen [illegible]

gestern abend [illegible] offiziellen Gästen auf dem Balkon, war allerdings wohl nicht rechtzeitig genug benachrichtigt worden, um auch die Spitze des Zuges sehen zu können.

Als der Zug vorüber war, brachten die zahlreichen Zuschauer Schurman eine Ovation durch Hochrufe und sonstige freudige Zurufe dar. Der Rektor Professor Dr. Meister benutzte diese Gelegenheit, ein Hoch auf Schurman auszubringen, in das die Menge freudig einstimmte. Schurman sprach dann einige freundliche Dankesworte und rief den Umstehenden „Gute Nacht“ zu.

Der Fackelzug schloß nicht an der Universität, sondern bewegte sich zum Marktplatz, den er in Spiralen eintreffend. Nachdem alle Korporationen, unter denen die meisten katholischen und die jüdischen Verbindungen fehlten, einmarschiert waren, hielt ein Vertreter der Verbindungen eine Ansprache, in der er sich zum Motto der Schurman-Universität bekannte: Dem lebendigen Geist. Es sei vor allem auch Sache der Studenten, diesen lebendigen Geist zu pflegen und wachzuhalten. Aber er allein genüge nicht. Er müsse auch frei sein, und für die Freiheit des lebendigen Geistes habe dieser Fackelzug stattgefunden, der in den Vorgängen der letzten Zeit motiviert sei. Man wollte das Alte vergessen, aber man könne es nicht, da die [illegible] auch an diesem Abend wieder vom der Universität [illegible] den Schluß des Zuges feiern wollten, [illegible] den seien. Nach dem Gesang des [illegible] vom Zusammenwerfen der Fackeln begleitet [illegible] Himmel für die Deutsche Studentenschaft eine Rede, in der er mit schärferen Worten als sein Vorgänger auf die „Ungeheuerlichkeit“ des polizeilichen Verbotes hinwies, das einem Geist entspringe, für den „unsere Brüder nicht auf dem Felde der Ehre gefallen seien.“

Die unbefangenen Zuhörer fanden sich von so viel leidenschaftlichen Worten in mittelbarem oder unmittelbarem Zusammenhang mit der vom Amerikaner geistigen Unterricht überrascht. Da die Gründe des heutigen Abwesenheit einer Anzahl Verbindungen bei der Feier in der [illegible] und Gumbel [illegible] zu ändern, um dadurch nicht den Gästen die Spaltungen und Uneinigkeiten selbst an einem solchen Tage zu bieten. Wie man weiter hört, sollen auf Grund der Beschlüsse zum heutigen Tag die beiden noch [illegible] den katholischen Verbindungen Rhenania und Salia ihren Austritt aus der Deutschen Studentenschaft erklärt haben.

Wie wir weiter hören, werden heute die Burschenschaften und Landsmannschaften bei der Feier in der Universität nicht chargieren, alle übrigen Verbindungen aber erscheinen.

Die Polizei teilt uns auf Anfrage mit, daß die Schlußfeier des Fackelzuges auf dem Universitätsplatz nur deshalb nicht gestattet wurde, weil der Platz schon für die heutige Feier mit [illegible] vergerichtet ist. Es hätte [illegible] eine Gefahr [illegible], die heute morgen [illegible] Aufräumungsarbeiten und neue Kosten [illegible] worden [illegible] 40 [illegible] weil [illegible] Verbots, die mindestens [illegible] der Fackeln durchaus [illegible]

[illegible]

[illegible]che Angestellten-Versammlung.

[illegible] fand im [illegible] eine öffentliche Ver-[illegible] veranstaltet vom [illegible]-Ortskartell, statt, bei der Prof. [illegible] das Wort zu der augenblicklichen Lage der Angestell-[illegible] nahm. Er referierte kurz über das sozialistische Wirtschaftssystem und kam auf die Folgen der Wirtschaftskrise zu sprechen, die sich in politischer Beziehung in einer Abwanderung zu den radikalen Parteien äußerten. Der Redner beleuchtete besonders die Wirtschaftstheorien der Nationalsozialisten, die sich, wie bekannt, durch ihre Unbestimmtheit, und wenn sie Spezialprobleme berühren, Undurchführbarkeit auszeichnen. Er wies auf Punkte wie Abbau der sozialen Einrichtungen hin und sprach über die Stellung der Frau in der nationalsozialistischen Gesellschaftsordnung. (Hier ist noch darauf hingewiesen, daß die Nationalsozialisten fordern, daß in vielen Berufen Frauen zugunsten der Männer ihre Stellungen verlieren sollen. D. S.). Nach einer Kritik des nationalsozialistischen Feder-Geldes, von dem er sagte, daß es geeignet sei, eine neue Inflation herbeizuführen, schloß er mit der Feststellung, daß die Nationalsozialisten mit ihren grenzenlosen Versprechungen, die den Stempel der Unerfüllbarkeit an der Stirn tragen, den Weg zur sozialistischen Gesellschaftsordnung, von der das Heil zu erwarten ist, versperren.

In der folgenden Diskussion wurde auf den unsozialen, die Arbeiter- und Angestelltenschaft belastenden Charakter der Notverordnung hingewiesen. Man müsse die Waffen der Unternehmer gegen sie selbst kehren; ihrem Zusammenschluß müsse der stärkere Zusammenschluß der Angestelltenschaft folgen. Auf die Frage nach konkreten Mitteln zum Kampf erwiderte Prof. Gumbel in seinem Schlußwort, daß es zwar schwer sei, die wirtschaftlich schwachen und infolgedessen auch in ihrer Agitationsfreiheit gehemmten Mitglieder der Angestelltenschaft zu aktivieren, jedoch sei es möglich, dem Nationalismus in seinen Auswüchsen im täglichen Leben entgegenzutreten. Und hier liege ein Hauptversäumnis vor, das gutzumachen die wesentlichste Aufgabe sei.
D. S.

[illegible]ztg. Hdlbg. 17. 6. 31

Heidelberger Strafkammer.

Politische Berufungsverhandlungen.

Heidelberg, 16. Juni 1931.

[illegible] Vorsitz der Strafkammer führte Landgerichtsdirektor Weindel. Zur Verhandlung standen drei Berufungen, [illegible] zwei wegen politischer Beleidigung, die aber beide als [illegible] verworfen wurden. Studienrat Wetzel, ehemals [illegible] für die Heidelberger Beilage des in Karlsruhe [illegible] „Führers“, war am 16. April wegen Beleidigung [illegible] Schriftleiter Höfler vom „Pfälzer Boten“ zu einer Geldstrafe von 250 Mark, evtl. 25 Tage Gefängnis verurteilt worden. Unter der Ueberschrift „Heinrich, der Leichenfledderer rettet die Kultur“ hatte Wetzel einen Artikel gebracht, der die [illegible] einem echten Nazigehirn entspringenden Beschimpfungen [illegible] persönlicher Art enthielt, nur so von Kraftausdrücken [illegible] Sorte strotzte. Wetzel behauptet lächelnd, [illegible] geschrieben zu haben, er kann selbstverständlich keine [illegible] finden. Wo eine solche überhaupt vorliegt, möchte [illegible] einmal wissen. Anscheinend gibt es Beleidigungen [illegible] Munde eines Nationalsozialisten gar nicht. Nazi [illegible] aber heute auch zum ersten Mal einen Entschuldigungsgrund für sein Geschmier. Schriftleiter Höfler habe kurz [illegible] Artikel über einen nationalsozialistischen Kultur-[illegible] Stadttheater veröffentlicht, darauf sei dies seine Antwort [illegible] berechtigte Kritik! Er habe in Wahrnehmung berechtigter [illegible] gehandelt. Rechtsanwalt Dr. Bähr(?), der Vertreter des Beleidigten, schildert ausführlich die Beschimpfungen [illegible] Wetzels und fordert eine angemessene [illegible] Verteidiger des Angeklagten, Rechtsanwalt [illegible] selbstverständlich keine Beleidigung bzw. Wahrung [illegible] Interessen. Er zieht auch hier den Fall Gumbel [illegible] an und wiederholt seinen Antrag auf Frei-[illegible]. In der die Berufung des Angeklagten folgenden [illegible] wurde eingehend zu allen beleidigenden [illegible] Stellung genommen und ganz besonders hervorgehoben, [illegible] Wetzel gekränkt gefühlt habe. Er habe jedoch bewußt, [illegible] beleidigt. Ebenso sei der Angeklagte heute bestrebt, [illegible] eine andere Begründung für seine Tat zu bringen.

Deutsche Republik
Frankfurt a. M.

[illegible]ommt bei einem Dichter wie Graf weniger darauf an, ihm zur Ehrerbietung einer gebildeten Leserschaft zu verhelfen. (Denn wer sollte sonst von den Erschütterungen seiner großen Kollegen Notiz nehmen?) Es ist ganz unerheblich, ob ein bißchen mehr oder weniger von Graf unter Kulturmenschen geredet wird. Gelesen werden soll er. Grafs Erzählungen sind wahrhaft, naturgetreu und rücksichtslos wie ein russischer Film. Es ist höchste Zeit, daß sie auch populär werden.

HEIDELBERG RUHT AUS

VON DOLF STERNBERGER

Seit Februar [illegible] seit dem Ende des letzten Wintersemesters schweigt die Presse vom Thema „Heidelberger Studentenschaft“, weiß nichts mehr von neuen „Fällen“, Sym- und Antipathie-Kundgebungen, Loyalitätserklärungen, lokalen Volksbegehren und dergleichen schriftlicher und mündlicher Turbulenz zu berichten. [illegible] nun also?! — Ist jener Zustand, den damals eine ausführlich berichtende pfälzische Tageszeitung sehnlichst herbeiwünschte, jene deutsche [illegible], da es „des grausamen Spiels genug ist, und . . . eine Zeit der Beruhigung und der Rückkehr zu ernster wissenschaftlicher Arbeit folgt“ — nun eingetreten? Es scheint fast, daß derlei meteorologische Betrachtung, die nach dem Schema „Auf Regen folgt Sonnenschein“ verfährt oder doch nach Regen wenigstens zum Sonnenschein mahnt, das Gesetz ihres Gegenstandes ganz wohl kennt, denn jetzt ist, wenn auch nicht gerade Sonnenschein, so doch eine Art von permanent bedecktem Himmel eingetreten, und die Götter, die das Wetter machen, scheinen müde geworden und ruhen aus.

Aber wovon ruht man da aus? Hat sich denn da irgendetwas entschieden? Ist denn da irgendetwas nur geschehen, was eine „Rückkehr zu ernster, wissenschaftlicher Arbeit“ erlaubte? Und wenn auch, was wäre denn das, eine „Rückkehr“? Als ob man eine Zeitlang draußen auf den Straßen und in Hallen schreien und dann in die stillere, von all dem unberührte Luft der Laboratorien und Seminare so einfach zurückkehren könnte! Als ob nicht erst die Seminare hinaus und die Straßen herein müßten, ehe an ernste wissenschaftliche Arbeit zu denken ist.

Aber so ist es ja. Es wird nichts ausgefochten, nichts ins Reine gebracht. Ein Machtspruch ist gefällt worden, — Remmele hat den Allgemeinen Studentenausschuß aufgelöst —, und die rechtsradikalen Studenten haben einen neuen Protestverein gegründet, eine „Deutsche Studentenschaft Heidelberg“ mit dem Geheimrat Endemann als Protektor, — und nachdem auf diese Weise jeder gehauen hat, ist die ganze Situation genau so verfahren wie zuvor. Bei Gelegenheit wird sich das schon immer wieder mal zeigen, — und die Gelegenheiten kommen ja von alleine wie das Wetter auch: das Agieren kommt dann in dieser trostlosen Politik erst hinterher und besteht aus mancherlei Kundgebungen von Protesten, Sympathien, Klagen über betrübliche Vorfälle und was dergleichen mehr ist. Da steht zum Beispiel wieder eine universitätsoffizielle Feier bevor, die Einweihung des Kollegienhaus-Neubaus; aller Vermutung nach wird das die dritte Feier ohne Studenten, das heißt ohne chargierende Verbände, geben. Oder vielleicht wird wiedereinmal irgendjemand berufen oder habilitiert werden müssen, und

Rede. Nicht ohne Anmaßung wurde gefordert: „Wir müssen von dem Reichskanzler verlangen, daß er sich mit den besten und tüchtigsten Männern des Volkes umgibt und mit kürzester Frist der freien Entfaltung der wirtschaftlichen Kräfte die Wege ebnet. Wir verlangen ganze Arbeit.“ Das klingt nach „starkem Mann“, aber es steckt nichts dahinter. „Freie Entfaltung der wirtschaftlichen Kräfte“? Ausgerechnet die Schwerindustrie fordert das, die doch alles getan hat, um diese ehemals freien Kräfte in ihr Monopolsystem zu pressen. Kann sich Herr Thyssen wundern, daß man der von ihm wieder einmal aus der Rumpelkammer hervorgeholten „nationalen Einheitsfront“ mit einigem Mißtrauen [illegible] [illegible] Zu[illegible] mutet man dem Arbeitervolk die [illegible]

Stadtrat Leonhard legt sein Mandat nieder!

Heidelberg [illegible] hat endlich das längst erwartete „[illegible]". Rechtsanwalt Stadtrat Edwin Leonhard, der einzige Vertreter der Volkspartei im hiesigen Stadtparlament, hat seinen Austritt aus der D.V.P. erklärt und sein Stadtratsmandat niedergelegt. Wir sagten „endlich" und brauchen das nicht lange ausführlich zu begründen. Edwin Leonhard ist ein „guter Freund" der S.P.D. und der badischen Koalition. In der „Ausübung seiner Pflicht als Verteidiger", wie er so gern hervorzuheben beliebte, hat er davon wahrhaft würdige Proben abgelegt. Sein Remmele-Komplex hat keine Grenzen. Die Person des Kultusministers und der „Fall Gumbel" waren bei all seinen Verteidigungsreden, die auch nur einigermaßen mit politischen Prozessen zu tun hatten, seine beliebten Steckenpferde, auf welchen er stundenlang in tollster Weise herumritt, um seinen Mandanten, Jüngern des Dritten Reiches, Freispruch für echt deutsche Taten zu fordern — und teilweise zu erlangen. Man braucht darauf heute nicht einzugehen.

Die sozialistischen Hochschullehrer Wiens haben an den Heidelberger Professor Gumbel [illegible] des Schreiben gerichtet:

„Die Vereinigung ‚sozialistischer Hochschullehrer' Wiens verurteilt auf das schärfste die von der sogenannten Deutschen Studentenschaft unternommenen Versuche, Sie wegen Ihrer pazifistischen Gesinnung von der Universität Heidelberg zu verdrängen, und sie bedauert es auf das tiefste, daß der Versuch der Deutschen Studentenschaft, zu ihrem widerrechtlichen Vorgehen die Unterstützung des Hochschulverbandes zu erlangen, seitens des Vorstandes dieses Verbandes nicht die gebührende Zurückweisung erfahren hat.

Wir fordern Sie auf, keinem Terror zu weichen, damit nicht durch den Ihre Person betreffenden Einzelfall Bresche geschlagen werde in das hohe Kulturgut der Lehr- und Gesinnungsfreiheit der deutschen Hochschullehrer, das jeder, der das Deutschtum nicht auf den Lippen, sondern im Herzen trägt, bis zum äußersten verteidigen wird."

In Berlin veranstaltete die Liga für Menschenrechte eine überfüllte Kundgebung „Gegen die Hochschulreaktion", auf der neben Einstein, Gumbel, Arthur Rosenberg für die Studentenschaft der Genosse Berlowitz sprach. Die Kundgebung wurde von der Presse stark beachtet, sogar der „Angriff" konnte sich einiger wüster Schimpfereien gegen den Gen. Berlowitz nicht enthalten. — Zu Anfang des Semesters hat außerdem der Badische Kultusminister in einer ausführlichen Denkschrift die Tatsachen in allen Einzelheiten dargestellt und seine Stellungnahme noch einmal begründet.

VÖLKISCHER BEOBACHT[ER]

Ein Protest deutscher Studenten gegen amerikanische Almosen

Wie der neue „Schurmannbau" der Heidelberger Universität mit jüdischem Segen, aber ohne die deutschbewußte Studentenschaft eingeweiht wurde

Mit wohlgefälligem Schmatzen fraß die „deutsche" jüdische Journaille den faulen Braten der internationalen Völkerversöhnung in Gestalt des zur Genüge bekannten Schurmann-Baues, der neuen Heidelberger „Universität". Inmitten des Alt-Heidelberger Häusergewimmels erhebt sich als riesiger weißer Kasten dieses [illegible] Monstrum, das ein Sinnbild der [illegible] sein soll, aber das Abbild eines [illegible] darstellt. Der Volksmund sagt: [illegible]

[illegible]

... folge der vielen Veranstaltungen einen unangenehmen Eindruck von Heidelberg mitnehmen.

Und so veranstaltete man eine große Schloßbeleuchtung, ein [illegible] mit anschließender Schloßbeleuchtung, einen großartigen [illegible] (sämtliche verfügbaren Überfallkommandos der Umgegend standen in Bereitschaft!) um das Haus „einzuweihen", das laut Inschrift „dem lebendigen Geiste" [illegible] gewidmet ist.

Eine Frage möchte [illegible] stellen: Wo waren bei den ganzen Feierlichkeiten eigentlich die Studenten?

Die „Vereinigung Heidelberger Burschenschaften" [illegible]

[illegible]

Sozialistischer Wille, Nr. 2, 3. Halbjahr. Juni 1931

Langsam ging die Teerzeit zu Ende und wir kamen ans Planieren oder Regulieren. Darunter versteht man das Neuebnen ungepflasterter Straßen und Plätze, eine Arbeit, bei der die Schippe das Hauptwerkzeug ist. Glatteis für Neulinge!

Als sich meine Ferienzeit dem Ende näherte, kamen Regentage. Bis dahin hatte ich Glück gehabt, aber nun ging es los. Morgens, wenn ich fortging, waren Kleider und Schuhe noch klatschnaß vom Vortage. Etwas Widerliches, in das nasse Zeug zu kriechen. Dazu eine scheußliche Arbeit, die manchmal ekelhaft stinkende, versandete Gosse auf einer der Umwallungsstraßen wieder freizumachen. Stellenweise mußte man jeden Zentimeter mühsam mit der Haue erkämpfen. Bei jedem Bücken und Zuschlagen lief einem dann das Bächlein hinten im Nacken wieder etwas tiefer runter. War man mal auf Stunden trocken geworden, so ging es bestimmt kurz vor Feierabend um so heftiger los. Diese sieben Regentage ließen mich den Mut ganz verlieren. Am liebsten hätte ich aufgehört.

Schließlich nahte das Ende unserer Arbeitszeit. Gemeinsam wurden wir Hilfsarbeiter entlassen. Zusammen gingen wir. Zwei dem Elend entgegen, ich in dem frohen Bewußtsein, wieder ein Semester geschafft zu haben und mir neue Kraft aus meiner Klasse geholt zu haben für unseren Vorposten an der Hochschule im Kampf um den Sozialismus. Leise aber nagte mir am Herzen die Sorge um all die vielen anderen Semester und das Geld, das sie kosten würden.

TRIBUNE FÜR ANGRIFF, ABWEHR UND AUSSPRACHE

Die Wahrheit über den Fall Gumbel von Otto Jacobsen

Der Fall Gumbel ist nicht eine Sonderangelegenheit, nicht nur ein Fall der Hochschule, sondern er gehört in die politische Gesamtsituation der Gegenwart hinein. Der Einbruch der Nationalsozialisten in die Hochschule geschieht, um von dort aus die öffentliche Meinung zu erobern. Die Ereignisse der letzten Monate an den Hochschulen zeigen deutlich die Gefahren des Nationalsozialismus für diese. Rektoren und Senate müssen den Rückzug antreten, sich dem nationalsozialistischen Terror beugen — sich entschuldigen. Gewiß ein Novum in der Geschichte des deutschen Geisteslebens.

Wir freuen uns, daß die Hochschulen politisiert werden, weil sich dadurch auch die Fronten an diesen klären, Entscheidung Notwendigkeit wird. Die Nazistudenten erklären zwar, daß sie nicht politisch, sondern nur weltanschaulich eingestellt sind. Dabei aber beweisen sie selbst, daß wer sich zu einer Weltanschauung bekennt, sich notwendig auch zu einer politischen Partei bekennen muß: denn Weltanschauung ist nur durch eine politische Partei realisierbar. Leider lassen sich die Nazis in ihrer politischen Haltung zu sehr vom Gefühl her beeinflussen.

Ist die Behauptung der nationalsozialistischen Studenten: „Alles wegen Gumbel ..." richtig? Nein! Denn der Fall Gumbel dient nur als Angriffspunkt gegen den Sozialismus. Man wirft Gumbel vor: 1. Landesverrat. 2. Er habe in Frankreich Reden gehalten, in denen er Deutschland die Alleinschuld am Kriege zuschob. 3. Er habe von den im Kriege Gefallenen als den „Auf dem Felde der Unehre" Gefallenen gesprochen.

Zu Punkt 1: Gumbel hat drei Landesverratsprozesse gehabt: Den ersten wegen eines Artikels über „Roßbach" im „Neuen Wiener 8-Uhr-Blatt". In diesem hatte Gumbel nur Nachrichten zusammengestellt, die aus der demokratischen Presse stammten. Gumbel hatte allerdings die notwendigen Konsequenzen daraus gezogen. Das zweite Verfahren richtete sich gegen sein Buch „Verschwörer". Dieser Antrag wurde bezeichnenderweise von der Polizeidirektion München gestellt. Das dritte Verfahren richtete sich gegen den Artikel: „Gibt es eine schwarze Reichswehr?" Dieser Artikel stellte den wörtlichen Abdruck eines im „Stahlhelm" erschienenen Originalartikels dar, in dem an Hand eines Gerichtsurteils bewiesen wurde, daß eine schwarze Reichswehr bestehen mußte. Alle drei Verfahren mußten niedergeschlagen werden, da nicht die geringsten Beweise für Landesverrat aufzubringen waren.

Zu Punkt 2: Gumbel ist Sozialist und steht daher auf dem Standpunkt, daß nicht ein Volk die Alleinschuld am Kriege haben kann. Die letztendige Ursache des Krieges ist auch für Gumbel der Imperialismus der kapitalistischen Staaten. Gumbel hat in seinen Reden in Frankreich unter anderem ausgeführt:

> „Unglücklicherweise versucht der Vertrag von Versailles die Frage der Kriegsschuld in einem Sinn zu lösen, aus dem Deutschlands Alleinschuld abgeleitet werden kann. Dies hat den Nationalisten Deutschlands die Möglichkeit zu der Behauptung der absoluten Unschuld Deutschlands gegeben. Diese Auffassung der absoluten Unschuld existiert noch heute bei den herrschenden Schichten; ob sie selbst daran glauben, oder ob sie es nur behaupten, steht dahin. Aber mit diesem Argument begründen sie die Verneinung der Reparationspflicht. Ich betrachte es nicht als meine Aufgabe, die Frage der absoluten oder teilweisen Schuld oder Unschuld zu beantworten, das ist ein geschichtliches Problem ..."

Zu Punkt 3: Die Formulierung vom „Felde der Unehre" ist auf einer Friedenskundgebung in Heidelberg am 25. Juli 1924 gefallen. Die Kundgebung hatte den Sinn, den Krieg zu ächten, die Gewalt in den Anklagezustand zu versetzen. Am Schlusse seiner Rede forderte Gumbel die Anwesenden auf, zwei Minuten zur Ehrung der Gefallenen zu schweigen,

> „die, ich will nicht sagen, auf dem Felde der Unehre gefallen sind, die aber auf gräßliche Weise gestorben sind".

Damit wollte Gumbel sagen, daß es keine Ehre sein könne, im Interesse des Kapitalismus, ihre

besondere der Schwer- und Rüstungsindustrie, sein Leben zu opfern. Ein Zentrumsblatt, das nicht im Rufe der Sozialistenfreundlichkeit steht, schrieb damals von dieser Kundgebung, daß sie „ruhig und würdig verlaufen und von sittlichem Ernst und strengem Verantwortungsbewußtsein getragen gewesen sei."

Auf Grund dieser Äußerung wurde das Disziplinarverfahren gegen Gumbel eröffnet, nachdem pflichtgemäß 30 völkische Studenten Anstoß genommen hatten, außerdem wurde Gumbel vom Ministerium von seinem Amt als Universitätslehrer suspendiert. Das Verfahren gegen Gumbel wurde nicht eingeleitet wegen der einen, vielleicht unglücklichen Formulierung, sondern wegen seiner politischen Einstellung, gegen den radikalen Pazifisten, den Statistiker der politischen Morde, den Enthüller der illegalen Verschwörerorganisationen und den Enthüller der schwarzen Reichswehr, den Bekämpfer eines pathalogischen Nationalismus. Daran ändert auch nichts, das in der Öffentlichkeit viel zitierte, meist demagogisch verwandte Fakultätsgutachten, das in seinem Urteil über Gumbel nicht objektiv, sondern nur subjektiv sein konnte, wie der eine Beisitzer als Gutachter selbst zugab. Uns genügt, daß in dem Gutachten festgestellt wurde, daß man Gumbel kein gemeines Verbrechen vorwerfen kann.

In dem Fakultätsgutachten wird ferner festgestellt, daß Gumbel über einen seltenen Bekennermut verfüge und sich mit seinem Leben für seine Idee einzusetzen bereit sei, und wir meinen, die Nationalsozialisten könnten froh sein, wenn sie in ihren Reihen solche Männer aufzuweisen hätten.

Der politische Hintergrund des Kampfes gegen Gumbel ist, daß in ihm der Marxismus und damit die sozialistische Arbeiterbewegung getroffen werden soll. Auf einer nationalsozialistischen Studentenversammlung meinte ein Nazi, daß sich jeder deutsche Student mit dem Nationalsozialismus auseinandersetzen müsse. Jawohl, das ist auch unsere Auffassung, weil diese Bewegung ernst zu nehmen ist und man den Gegner nur bekämpfen kann, wenn man ihn kennt. Aber wir stellen die Gegenfrage: Sollte es nicht Ehrensache für jeden nationalsozialistischen Studenten sein, sich mit dem Marxismus auseinanderzusetzen? Haben denn die Nazistudenten auch nur die geringste Ahnung vom Marxismus? Nein! Sie bekämpfen ihn nur aus irgendwelchen undefinierbaren Gefühlen. Wo bleibt da die akademische Bildung, deren Vorrecht doch sein soll, erst nach dem Erkennen sich zu entscheiden? Sie können daher nicht anders, als mit leeren, hohlen Phrasen zu operieren, wie etwa die, daß der Marxismus eine Lehre der Zerstörung und einem jüdischen Hirn entsprungen sei (ähnlich wie sich der kleine Moritz die geschichtliche Entwicklung vorstellt). Man zitiert aus dem „Berliner Tageblatt" und aus dem „Ulk" und macht den Marxismus für den Inhalt verantwortlich. Der Marxismus ist nicht in der Studierstube ausgeheckt, sondern entstanden aus der Beobachtung der kapitalistischen Umwelt. Marx hat die Gesetze des Kapitalismus erkannt und aufgezeigt, dem Proletariat seine Lage im Kapitalismus verdeutlicht und darüber hinaus Mittel und Wege gezeigt, wie sich das Proletariat aus seiner Situation befreien kann. So ist der Marxismus keine Phrase und bloße Theorie, sondern die Lebenslehre des Proletariats und die Theorie der politischen Praxis des Proletariats. Diese geschichtliche Funktion des Marxismus macht ihn für den Kapitalismus so gefährlich. Die Kapitalsvertreter und mit ihnen die Nazis rufen deshalb zum Kampf „Gegen den Marxismus" auf und meinen die Zerschlagung der Arbeiterbewegung.

Die soziale Funktion des Nationalsozialismus ist, antikapitalistisch gesinnte Massen zur Stützung und Rettung des Kapitalismus zusammenzufassen. Die Ausweglosigkeit des Kapitalismus aus der gegenwärtigen Situation zwingt ihn auf den Weg der mehr oder weniger offenen faschistischen Diktatur. Der Kampf um die Hochschulen wird weitergehen. Sicher ist, daß die Nazis nach Heidelberg, als einem entscheidenden Punkt des Kampfes, Abkommandierungen zuverlässiger Truppen vornehmen werden. Sicher ist auch, daß der Kampf um Gumbel an alle deutschen Hochschulen getragen wird. Beweis: Der Aufruf des Vorstandes der deutschen Studentenschaft zum Fall Gumbel — in welchem es u. a. heißt:

> „Die deutsche akademische Jugend erwartet, daß das badische Unterrichtsministerium Herrn Gumbel von der Universität entfernt und damit die berechtigten Wünsche nicht nur der deutschen Studenten, sondern aller um das Wohl und die Geltung ihres Vaterlandes besorgten Deutschen entspricht."

Man will also den Kampf zentralisieren. Damit ist auch für uns bewiesen, daß die nationalsozialistischen Studenten, objektiv gesehen, nur eins der Mittel und Werkzeuge sind, dessen sich der deutsche Kapitalismus bedient in seinem Generalangriff auf die Lebensinteressen der arbeitenden Schichten.

Interessant und wichtig ist, daß die einzigen Vertreter der Studentenschaft, die Gumbel tatsächlich beurteilen können, nämlich die staatswissenschaftliche Fachschaft in Heidelberg, mit großer Mehrheit folgende Resolution annahm und an Ministerium und Presse weitergab:

> „Da in letzter Zeit die Angriffe aus fach- und sogar universitätsfremden Kreisen gegen die Lehrtätigkeit des Herrn Prof. Gumbel nicht nachgelassen haben, sehen wir uns veranlaßt, folgende Erklärung abzugeben:
>
> Die staatswissenschaftliche Fachschaft als Vertreterin derjenigen Studierenden, die am ehesten Gelegenheit hatten, Herrn Prof. Dr. Gumbel während seiner Lehrtätigkeit kennenzulernen, ist überzeugt, daß der Pädagoge und wissenschaftliche Forscher Gumbel die vollste Achtung und Anerkennung verdient.
>
> Wir erlauben uns daher, auszusprechen, daß wir im Interesse der Universität als freier Forschungsstätte des Geistes, alles begrüßen, was von seiten seiner Magnifizenz und des Hohen Senates geschehen ist und noch geschehen sollte, damit Herr Prof. Dr. Gumbel unbehelligt unsere wissenschaftliche Ausbildung weiter fördern kann."

Aussprache[illegible] zwischen sozialistischen Studenten, Partei und Gewerkschaften

Nachdem Gen. Hörz die Versammlung eröffnet hatte, ergriff Gen. Jakobsen das Wort zu einem Referat „Partei und Student“. Die sozialistischen Studenten betrachten sich nicht als Oberschicht in der Partei, sie wissen sehr wohl, daß die Arbeiterbewegung stark genug ist, ihre Führer aus sich selbst hervorzubringen. Deshalb wollen die Studenten sich von unten her in die Partei hineinstellen. Er wisse sehr wohl, daß es noch Elemente gibt, die das sozialistische Studententum als Sprungbrett benutzen wollen, doch man ist bestrebt, derartige Leute auszumerzen. Die Studenten sollen sich in die Partei hineinstellen, wenn sie vielleicht auch noch vor der Kleinarbeit zurückschrecken. Sie kommen meistens aus dem bürgerlichen Lager aus theoretischer Erkenntnis zu uns, diese Leute zu schulen und mit der Arbeiterbewegung zu verbinden, sei die Hauptaufgabe. Gen. Jakobsen kam dann auf die Geschichte der Arbeiterjugendbewegung zu sprechen und übte Kritik an der Entwicklung der letzten Jahre. Man versuche, die Jugend zu entpolitisieren, was zur Erstarrung der Bewegung führe. Den Jungsozialisten habe man kein Betätigungsfeld gegeben. Die Partei solle großzügiger sein und in ehrlicher Aussprache sich mit der Kritik auseinandersetzen. Zuletzt erklärte der Redner, daß die sozialistischen Studenten nicht hinter der Liebe ihres Vertreters auf dem Parteitag stehen würden.

Gen. Hörz wies darauf hin, daß die S.St. sich nicht in ein organisatorisches Abhängigkeitsverhältnis zur Partei bringen lassen solle, da die aus anderen Lagern kommenden Mitglieder sich nicht eine bestehende Gruppe suchen würden. Es sei besser, wenn diese langsam in die Bewegung hineinwachsen würden. Allerdings wolle man die Bedingung, daß Funktionäre Mitglieder der S.P.D. sein müßten, unbedingt einhalten.

Die nun folgenden Diskussionsreden, die äußerst zahlreich waren, wurden unter wechselndem Beifall gehalten, so daß nur einige erwähnt werden können.

Gen. Amann erwiderte auf die Kritik, die die Studentenvertreter geübt haben. Bei einer so lockeren Bindung fehle jede Berechtigung dazu. Daß die Jugendorganisation nicht stärker sei, erkläre sich aus den vielen Jugendlichen, die in Gewerkschaft und Sportorganisationen seien. Kritik ist negativ, aber Aufbau positiv — müsse die Parole sein. Die Einheit der Partei ist zu wahren, die Parteimitglieder unter den Studenten müssen die Parteipolitik verteidigen.

Von studentischer Seite wird die reine Negierung abgelehnt und die ständigen Aufbauversuche gezeigt.

Gen. Gumbel schneidet ein wichtiges Problem an, die Frage der heutigen Jugend nach der Berechtigung der Politik 1914—31. Der Redner erkennt die größte Gefahr in der Faschisierung der echten republikanisch erzogenen Jugend und setzt sich mit der Parteiansicht über den Wiederaufbau auseinander.

Gen. Amann entgegnete ihm, 1914 sei ein anderer Weg unmöglich gewesen. 1914 war einer Kundgebung an die internationale Arbeiterschaft kein Vorteil zu entnehmen. In Rußland war von einer organisierten Arbeiterschaft kaum eine Rede, ebenso in Frankreich, nach Deutschlands rascher Besiegung, da es als einziges Land den Streik durchgeführt hätte, säße der Zar noch heute auf seinem Thron. Ginge man einen Schritt weiter, dann müsse man aber erkennen, Deutschland, das den schwersten aller Kriege verloren habe, sei fortgeschrittener als alle Siegerstaaten.

Gen. Prof. Radbruch erklärt sein Erstaunen, daß keiner der zahlreichen Redner den schweren Rückschlag, den der Faschismus in der Welt durch Hoover erlitten habe, Erwähnung getan hat. Diese Tatsache auszunutzen, sei der nächstliegende Schritt der S.P.D.

Alle Redner waren sich über die Schwierigkeit, die der Neuwerbung der Jugend im Wege stehen, einig. Das wichtigste Hindernis ist das Nichtverstehen der Tolerierungspolitik.

Im [illegible] Schlußwort wies Gen. Jakobsen darauf hin, daß die Kritik nicht aus Nörgelei, sondern aus Liebe zur Partei komme.

H. Dth.

Ein Kuckucksei im „Großen Brockhaus“

„Fememord“ als wissenschaftlicher Begriff[illegible]

Die großen deutschen Konversationslexika haben sich stets durch eine strenge Sachlichkeit und vorbildliche Objektivität ausgezeichnet. Besonders der „große Brockhaus“ hat sogar weit über die Grenzen Deutschlands den Ruf einer nach jeder Richtung hin fast unanfechtbaren Wissensquelle genossen. Soll es damit ein Ende haben? Eine schwere Enttäuschung bereitet dem Leser die neueste Ausgabe des „großen Brockhaus“, in dessen Band VI S. 132 wir unter dem Stichwort „Fememord“ folgendes lesen:

„Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, bes. 1. J. 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich selbst „Arbeitskommandos“. Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrats verdächtig gemacht hatten. Der Feme-Ausschuß des Reichstags, der Rechtsausschuß des Pr. Landtags über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1925 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. Gumbel: Vier Jahre politischer Mord (1922). Verräter verfallen der Feme (1929).“

Es ist geradezu unbegreiflich, wie die Schriftleitung des Werkes diesen hahnebüchenen Unsinn hat durchlassen können. Wie kommt der Sachbearbeiter darauf, eine derartige wahrheitswidrige, tendenziöse Darstellung zu geben? Ist es Absicht oder Zufall, daß die einzige Quelle für das von ihm bearbeitete Thema nur das hinreichend bekannte Pamphlet des jüdischen Pazifisten Gumbel „Vier Jahre politischer Mord (1922)“ angegeben ist? Wo doch über die sogenannten „Fememorde“, die in Wirklichkeit nie stattgefunden haben und die lediglich eine Erfindung schamloser Hetzer aus dem Linkslager darstellen, ein umfangreiches Schrifttum vorhanden ist. Es seien hier nur folgende Schriften genannt: Professor Grimm: „Oberleutnant Schulz“; Buchrucker: „Im Schatten Seeckts“; Luetgebrune: „Wahrheit und Recht für Feme“; ferner das im Verlag F. Eher Nachf. G. m. b. H., München, erschienene Werk „Der Heines-Prozeß“ (Bark, Grimm, Gundelach). Die Namen der hier angeführten Verfasser dürften einen besseren Klang haben als derjenige eines jüdischen Pazifisten, von dem der Ausspruch stammt: „Die Toten des Weltkrieges sind auf dem Felde der Unehre gefallen.“

Der Ruf der Objektivität und Sachlichkeit des „großen Brockhaus“ muß sehr leiden, so lange solche Kuckuckseier nicht aus dem so sorgfältig gehüteten Nest verschwunden sind.

[illegible]

Gumbel: Verräter verfallen der Feme. [illegible] Verlag Berlin. Kart. 4.— M.

Trotz Heidelberg pp. versuchen wir, [illegible]tivität an das Buch heranzugehen. [illegible] zeichnung von Groß macht es schlechterdings [illegible]lich. Gumbel schreibt von den Fememördern der Nachkriegszeit, wenn wir diesen bewußt entstellenden Ausdruck übernehmen wollen. Seine urkundlichen Belege werden richtig sein. Wieweit die ausgeschmückten Berichte zutreffen, ist fraglich. Wir denken dabei an den psychologischen Befund, den seine Kollegen ihm gegeben haben und den der „Heidelberger Student“ im letzten Semester brachte. Zweitens und drittens sind für das Gesamtbild wichtig Salomons „Geächtete“ und Zarnows „Gefesselte Justiz“. Wir haben keine Veranlassung, irgendwelchen entarteten Einzelfall zu [illegible]gen. Aber Sie erzählen sehr einseitig — hat sich [illegible] [illegible] betätigt als Sie angeben! [illegible]

[illegible]

[illegible] im Brockhaus

[illegible] Irreführung der öffentlichen Meinung

[illegible] deutschen Konversations-[illegible] [illegible] man, daß es dem Wissbe-[illegible] [illegible], d. h. sachlich [illegible] [illegible] Erfahrung hat ge-[illegible], den Angaben solcher Nachschlagewerke [illegible] blindlings Glauben zu schenken. Wir sind [illegible] schönes Zeichen für die Güte der großen [illegible] Lexika — so weit, daß wir ihre [illegible] als selbstverständlich vor-[illegible], zumal sie die Grundlage des Vertrau-[illegible] und damit des Erfolges dieser Werke ist.

Umso peinlicher wirkt eine Enttäuschung von der Schwere, die man erlebt, wenn man liest, was die neuste Ausgabe des „Großen Brockhaus" (1930. 6. Band, F bis Gar., Seite 132) unter dem Stichwort „Fememorde" enthält.

Da steht zu lesen:

„Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, bes. im Jahre 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich selbst „Arbeitskommandos". Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrats verdächtig gemacht hatten. Der Feme-Ausschuß des Reichstags, der Rechts-Ausschuß des Pr. Landtags über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1926 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. Gumbel: Vier Jahre politischer Mord (1922), Verräter verfallen der Feme (1929)."

Man steht hoffnungslos vor diesem Wust von [illegible] Unsinn, weil jeder Versuch, auch nur das wichtigste richtigzustellen, den Rahmen eines Zeitungsaufsatzes zu sprengen droht. Trotzdem muß dieser Versuch gewagt werden; denn schließlich handelt es sich nicht um ein [illegible] Pamphlet, sondern um den „Großen Brockhaus", über dessen Einfluß auf die öffentliche Meinung kein Wort verloren zu werden braucht, und bei dem behandelten Gegenstand [illegible] nicht um einen belanglosen Schnitzer-[illegible], wo Irrtümer bedauerlich, aber ohne [illegible] Folgen wären, sondern um eine [illegible], deren Für und Wider das deutsche Volk [illegible] bis ins Tiefste erregt hat. [illegible] hier, wo um der Gerechtigkeit willen [illegible] „Brockhaus" [illegible] Darstellung, die — wenn man [illegible] keine Böswilligkeit zutraut — das [illegible] Ignoranz und einseitigster [illegible] ist.

[illegible]: als einzige „Quellenwerke" gibt er die Kampfschriften des [illegible] bekannten Herrn Gumbel an, für den die Toten des Weltkrieges „auf dem Felde der Unehre gefallen" sind. Dabei existiert eine ganze Literatur über den Gegenstand: Buchrucker, Im Schatten Seeckts; Felgen, Femegericht; [illegible], Oberleutnant Schulz, Femeprozesse und Schwarze Reichswehr; derselbe, Grundsätzliches zu den Femeprozessen; derselbe, Femeprozesse (Sonderabdruck aus dem Handwörterbuch der Rechtswissenschaft); Ehrgebrune, Wahrheit und Recht für Feme, Schwarze Reichswehr und Oberleutnant Schulz usw.

Der Sachbearbeiter eines Lexikons hat die Pflicht, sich umfassend zu unterrichten, [illegible] gröblich verletzt und dadurch die fast unvermeidliche Gefahr heraufbeschworen, daß die deutsche Oeffentlichkeit grundfalsch unterrichtet wird.

Fememord ist keineswegs einfach eine „Bezeichnung für politische Morde, die in der Nachkriegszeit" usw. Es ist vielmehr ein von der Linkspresse zur Irreführung der Oeffentlichkeit geprägtes Schlagwort. „Feme" ist nämlich eine Fiktion. Es hat in der Nachkriegszeit keine Organisation gegeben, die sich die „Aburteilung" oder Tötung von Menschen zur Aufgabe gemacht hätte. Niemals ist ein derartiger Nachweis geführt worden. Am wenigsten in der „Schwarzen Reichswehr", wo — übrigens: was versteht der Sachbearbeiter des „Brockhaus" unter „zahlreich"? — insgesamt acht Tötungen erfolgt sind, die sämtlich den Charakter der Selbsthilfe in Zeiten übergesetzlichen Staatsnotstandes tragen. Die Verhandlungen der parlamentarischen Spezialausschüsse, auf die der Sachbearbeiter hinweist, [illegible] problematischen Wert; trotzdem kann keine Rede davon sein, daß sie „ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt" hätten, aus denen die Atmosphäre der F (gleich Feme) entstehen konnte."

Eine „Atmosphäre der Feme" ist nie entstanden; denn es hat bei keiner dieser Tötungen auch nur Feme-Aehnliches gegeben. Daran wird auch durch den Umstand nichts geändert, daß das als Bürgerschreck geschickt gewählte Wort „Feme" aus der Rumpelkammer phantasiebegabter Asphalt-Journaille in den Sprachgebrauch der Behörden und Gerichte überging.

Es kann und darf nicht die Aufgabe eines großen Konversationslexikons sein, solchen Schlagworten durch tendenziöse Erklärung den Glanz der Wahrheit zu geben. Man sollte sich in der Redaktion des „Brockhaus" den [illegible] Sonderabdruck aus dem „Handwörterbuch der Rechtswissenschaft" (Prof. Dr. [illegible] Femeprozesse) besorgen, um zu sehen, [illegible] Bärendienst ihr der Sachbearbeiter [illegible] hat.

Nawiasky, ein Prototyp [illegible] deutscher Schw[illegible]

[illegible] Beinahe jede Hochschule [illegible] [illegible] Vorgang, [illegible] [illegible] Dozentenschaft [illegible] Mitglied zu besitzen, das durch [illegible] dersetzenden Äußerungen gegen [illegible] Belange die heiße Empörung des gesund gebliebenen Akademikertums herausgefordert hat. Fast liegt eine gewisse Planmäßigkeit im Wirken solcher professoraler Zierden; Heidelberg hat seinen Gumbel, Hannover seinen Lessing, und nun hat auch München, früher schon Wirkungsstätte des Landesverräters Foerster, seinen — Nawiasky.

Regelmäßig ist der Hergang dabei folgender: Nicht der Schuldige, dessen Entgleisungen der Anlaß waren, wird zur Verantwortung gezogen, sondern immer schwindeln die bürgerlich-marxistischen Judengazetten und die ihnen hörige Journaille von einer angeblichen „Verwilderung akademischer Sitte", zetern über die gefährdete Lehrfreiheit und faseln über das Gewalttreiben „unreifer" Studenten. Und noch niemals wurde der Dozent wegen Unwürdigkeit entfernt, immer aber wurden ein paar studentische „Rädelsführer" aufgegriffen und davongejagt. Rektor und Senat schüttelten bestenfalls ihre weisen Köpfe über den „allzueifrigen Kollegen", aber stets wurde der Schuldige gehalten, niemals eliminiert, auch nicht, wenn er etwa die Gefallenen des Weltkrieges beschimpft hat, wie Monsieur Gumbel. Das ist die typische Geisteshaltung des sterbenden Liberalismus, dem das Wohl und die Ehre der Nation zu unwichtig erscheint, als daß es sich lohnen würde, dem Mißbrauch der Lehrfreiheit eine Schranke zu setzen. Es wird Aufgabe einer kommenden Rechtsordnung sein, wie überall, so auch auf akademischem Boden die disziplinären Grenzen zu ziehen, an die sich ein deutscher Hochschullehrer ganz besonders zu halten hat, wenn er dazu berufen wurde, das hohe Amt der Geistesbildung auszuüben.

[illegible] Tag, 4. 7. 31

Objektivität?

In der neuen Ausgabe des „Großen Brockhaus" steht unter der Ueberschrift „Fememorde" folgendes zu lesen:

„Fememorde, Bezeichnung für die politischen [illegible], die in der Nachkriegszeit, besonders im [illegible] 1923, von rechtsradikalen Verbänden aus-[illegible]. Es handelt sich namentlich um illegale [illegible] der Schwarzen Reichswehr in [illegible], Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ost-[illegible] und Oberschlesien; sie nannten sich selbst [illegible]kommandos". Die Opfer der F. waren [illegible] Politikern der Mittel- und [illegible] vor allem zahlreiche Mitglieder der [illegible], die sich des Verrats verdächtig [illegible]. Der Femeausschuß des Reichs-[illegible] des Preußischen Land-[illegible] Feme und eine Reihe von Feme-[illegible] ein [illegible] [illegible]sphäre der Feme entstehen konnte. Gumbel: Vier Jahre politischer Mord (1922), Verräter verfallen der Feme (1929)."

Es scheint wirklich kein Zweifel darüber zu bestehen, daß sich auch der Gewährsmann des [illegible] Brockhaus aus den Schriften des Pazifisten-Professors Gumbel über die Feme unterrichtet hat. Wie sollte sonst eine solche irreführende und unsachliche Erklärung zustandegekommen sein. Wir überlassen es selbstverständlich jetzt den verantwortlichen Leitern des Verlages, die grundsätzlich falsche Darstellung in annehmbarer Form zu berichtigen. Dabei möchten wir ihnen unterstellen, daß sie durch die politische Einseitigkeit und die journalistische Unfähigkeit ihres Sachbearbeiters selbst getäuscht worden sind. Trotzdem geht es nicht an, daß ein Nachschlagewerk vom Range des „Großen Brockhaus" krasse Unwahrheiten in die Welt setzt; denn „führende Politiker der Mittel- und Linksparteien" sind niemals in der gesamten politischen Literatur als Opfer der Feme bezeichnet worden. Der Bericht, der diese Behauptung aufstellt, ist demnach objektiv falsch. Darüber hinaus aber kann die Schilderung der „Atmosphäre", in der die Femetötungen geschahen, nur als Verdrehung des wirklichen Tatbestandes aufgefaßt werden. So etwas kann sich [illegible] Gumbel [illegible] nicht aber der „[illegible]"

Mißbrauch der Heidelberger Universitätsräume.

[illegible] der „Deutschen Studentenschaft" gegen Gumbel.

Hier tagte Samstag und Sonntag der südwestdeutsche Kreis der „Deutschen Studentenschaft", zu dem die Gruppen an den Universitäten und Technischen Hochschulen in Heidelberg, Gießen, Tübingen, Freiburg, Darmstadt, Karlsruhe und Stuttgart sowie an der Handelshochschule Mannheim gehören. Bei dieser Zusammenkunft wurde eine Entschließung gefaßt, in der vom badischen Kultusministerium erneut die Entfernung des im vergangenen Winter zum Professor ernannten Mathematikers Dr. Gumbel von Heidelberg gefordert wird, gegen den die Deutsche Studentenschaft bekanntlich seit langem wegen seiner Aeußerung Stellung nimmt, die deutschen Soldaten seien auf dem Felde der Unehre gefallen. Die „Deutsche Studentenschaft" sei nicht gewillt, sich weiter mit dem Verbleiben Gumbels an der Heidelberger Universität einverstanden zu erklären.

Unseres Wissens tagte die angeblich politisch „neutrale" (!) Deutsche Studentenschaft in den Räumen der Heidelberger Universität. Glaubt denn der Rektor der Heidelberger Universität wirklich an diese verlogene politische Neutralität? Wir behalten uns vor, auf diese skandalöse Angelegenheit noch zurückzukommen.

Neue Hetze gegen Gumbel

Heidelberg, 8. Juli. Hier tagte [illegible] und Sonntag der südwestdeutsche Kreis der „Deutschen Studentenschaft", zu dem die Gruppen an den Universitäten [illegible] Hochschulen in Heidelberg, Gießen, Tübingen, [illegible], Darmstadt, Karlsruhe und Stuttgart sowie an der Handels-Hochschule Mannheim gehören. Bei dieser Zusammenkunft wurde eine Entschließung gefaßt, in der vom badischen Kultusministerium erneut die Entfernung des im vergangenen Winter zum Professor ernannten Mathematikers Dr. Gumbel in Heidelberg gefordert wird. Die „Deutsche Studentenschaft" sei nicht gewillt, sich weiter mit dem Verbleiben Gumbels an der Heidelberger Universität einverstanden zu erklären.

Brockhaus entgleist!

Im Konversationslexikon von Brockhaus, erschienen 1930, findet man im sechsten Band auf Seite 182 folgende Notiz:

„Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, bes. i. J. 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich selber „Arbeitskommando". Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, [illegible] verdächtig gemacht hatten. [illegible] Jahre politischer Mord (1922), Verräter verfallen der Feme (1929)."

Den Verfassern vom Brockhaus-Lexikon muß bekannt sein, daß Männer, wie der Schöpfer der Reichswehr, der Generaloberst von Seeckt, und viele andere hervorragende militärische Sachverständige sich ganz anders, zum Teil im höchsten Grade anerkennend, mindestens aber verstehend, ausgesprochen haben über die deutschen Soldaten, die infolge der drohenden Maßnahmen der Entente gezwungen waren, an Landesverrätern selber Justiz zu üben. Den Verfassern des Brockhaus-Lexikons dürfte weiter bekannt sein, daß die Schrift von Gumbel „Vier Jahre politischer Mord" und seine sonstigen Veröffentlichungen das Gegenteil von Wahrheit und Sachlichkeit darstellen. Die Verfasser vom Brockhaus-Lexikon müßten weiter wissen, daß [illegible] Gumbel, der sich [illegible] die [illegible] den Heldentod gestorben sind, [illegible]

Fridericus Nr. 27. 1931

[illegible] 1. Juli 1931

Nach einigen Monaten Ruhe ist es an verschiedenen Universitäten wieder zu studentischen Demonstrationen gekommen. Mit dem Erfolg, daß in Berlin und München die Universität vorübergehend geschlossen werden mußte, und daß darüber hinaus die studentischen Stehkonvente an der Berliner Universität für einige Zeit verboten worden sind. Polizei auf akademischem Boden. Herrschaft des Gummiknüppels im Bereich geistiger Wirksamkeit: eine schmerzliche und bedauerliche Tatsache. Die Ursachen sind in beiden Fällen verschiedene. In Berlin demonstrierten Studenten gegen Studenten, in München Studenten gegen ein Mitglied des Lehrkörpers. Die Folgerung bleibt in beiden Fällen die gleiche. Einengung der akademischen Freiheit und Minderung akademischer Würde. Ohne Zweifel trägt die Schuld an den Berliner Vorfällen die Gruppe kommunistischer Studenten, die sich in ihren Exzessen soweit hinreißen ließen, einen Universitätspedell zu verprügeln. Der Rektor selbst, von früheren Vorfällen durch seine mäßigende und vermittelnde Art bekannt, stellt den Rechtsradikalen das Zeugnis aus, daß ihre Protestkundgebung würdevoll und ruhevoll verlaufen sei. In München fühlten sich die Studenten in ihrer nationalen Ehre durch das Auftreten des Professors Nawiasky verletzt. Hier liegen die Dinge also ähnlich wie im Heidelberger Fall Gumbel oder in dem des Dr. Obitz an der Berliner Tierärztlichen Hochschule, der durch seine Polenfreundlichkeit den berechtigten Protest der Studenten hervorgerufen hatte. Man soll diese Demonstrationen nicht allzu tragisch nehmen. Jugend hat das Recht, radikal zu sein; dennoch aber scheinen auch diese Vorgänge, aneinandergereiht an früheren Ereignissen, dem Beschauer zwangsläufige Folgerungen aufzuzwingen: auf der einen Seite, im Falle München, ist es die Erfahrung, daß ein Lehrer für seine Pflichten in nationaler Haltung es am nötigen Verständnis fehlen läßt, wo er doch wissen sollte, daß gerade die Jugend ein sehr feines Empfinden für nationale Dinge hat, und wo es doch seine Aufgabe ist, die Jugend an den Staat heranzubringen. Zum andern in Berlin die Erkenntnis, daß das Ueberwuchern der Parteipolitik auch die Folge davon ist, daß man der Jugend zu früh politische Rechte gegeben hat. Denn wer mit 20 Jahren wählen kann, muß sich vorher in der Politik umtun. Daß das sich bei der Jugend nicht nur auf ein Prüfen und Klären beschränkt, sondern gar zu leicht in Aktivismus umschlägt, ist bei ihrem Wesen begreiflich. In jedem Falle aber widerspricht es Wesen und Aufgabe der Hochschule und des Rechts, [illegible] akademische Freiheit und Würde [illegible] Bedauern [illegible] die Hoffnung [illegible] sich [illegible] ein geistiges [illegible] sein soll und nicht ein solches mit den Waffen der [illegible]

[illegible] 3.7.31

[illegible]ier mit einem Opfer!

Nachspiel zum Fall Gumbel.

Wenn uns deutschbewußten Studenten einmal der Geduldsfaden reißt und wir den Beschmutzern der deutschen Ehre, den Gumbels und [illegible] zeigen, daß sie ihre volkszersetzende Tätigkeit nicht bis ins Endlose fortsetzen können, dann heult die jüdische und marxistische Presse und geifert vor hysterischem Angstgekreisch. Doch wenn wir in der politischen Diskussion auf akademischem Ton halten und Zusammenstöße vermeiden wollen, dann, ja dann werden wir vor einen Gerichtshof dieses Systems zum anderen gehetzt. — Wie uns allen noch in Erinnerung ist, demonstrierte am 21. Januar dieses Jahres die Heidelberger Studentenschaft gegen die Auflösung des Asta durch den Minister Remmele im Zusammenhange mit dem Proteste gegen die Ernennung des berüchtigten Gumbel zum Professor. Die bei dieser Protestkundgebung anwesenden marxistisch-jüdischen Studenten beabsichtigten nun, die anrückende Polizei durch eine Hintertür in die Universität hereinzuholen, damit diese dann auf die verhaßten deutschen Studenten mit Wohllust losknüppeln konnte. Als der Obergenosse der sozialistischen Studentengruppe Martin Hörz diesen geheimen Plan laut werden ließ, hörte dies zufällig Pg. Dörr und verhinderte diesen Plan, indem er die Absicht der Marxisten laut bekannt gab. Nun hätten die anwesenden deutschen Studenten durch die Gegenwart der Polizei aufs höchste gereizt, zweifellos diesen beabsichtigten Verrat der Juden mit den Fäusten quittiert. Doch auch dies wollte Pg. Dörr verhindern und forderte die Marxisten auf, die Universität zu verlassen. Aus Angst vor den Fäusten der deutschen Studenten verflüchtigten sich die Juden auch schleunigst aus dem Gebäude. Gleich darauf bemühte sich Pg. Dörr vergeblich, den Rektor herbeizuholen, der aber erst nach 2 Stunden erschien. Aus Wut über die von der Polizei erhaltenen Prügel gaben die Juden den Namen unseres Parteigenossen Dörr bei der Polizei an. In den nächsten Tagen findet nun am hiesigen Landgericht ein Prozeß gegen unseren Pg. cand. med. Dörr statt, in dem er, man staune — angeklagt ist: 1. Wegen Landesfriedensbruch; 2. Widerstand gegen die Staatsgewalt; 3. öffentlichem Aufruhr; 4. Beamtenbeleidigung; 5. Nötigung und 6. Aufreizung zum Klassenkampf. Und dies alles wegen seiner Bemühungen, die Zusammenstöße zu verhindern.

Ueber den Prozeßverlauf werden wir noch berichten.

Zeugen gesucht!

Für die Vorfälle an der Universität am 21. Januar 1931 anläßlich des Falles Gumbel.

Am Freitag, den 10. Juli, 10,30 Uhr findet im hiesigen Landgericht die Verhandlung gegen Pg. Doerr, cand. med. wegen Landfriedensbruch etc. statt. Da vom Gericht sämtliche Entlastungszeugen aus studentischen Kreisen abgelehnt wurden, ersuchen wir dringend, alle diejenigen Kommilitonen, die bei den Vorfällen in der Vorhalle der Universität dabei waren, und in der Lage sind, als Entlastungszeugen aufzutreten, sich unverzüglich auf der Geschäftsstelle, Marktplatz 3, zu melden, damit sie bei der Verhandlung zugezogen werden können. (Bezeichnend ist, daß als Belastungszeugen 6 Juden neben 3 Polizeibeamten fungieren, während nur ein Entlastungszeuge vorhanden ist.) Die Verteidigung von Pg. Doerr führt Rechtsanwalt Leonhard.

"LE CAPITAL" du 2 Juillet 1931

BIBLIOGRAPHIE

Les crimes politiques en Allemagne 1919-1929. — « Les crimes politiques commis en Allemagne durant ces dix dernières années sont la grande œuvre des Corps Francs et des associations militaires secrètes ressuscitant les méthodes de l'ancienne Sainte-Vehme ». La documentation très riche et généralement officielle que l'auteur, M. *E.-J. Gumbel*, nous livre, tant sur ces organisations que sur leur activité, projette une vive lumière sur les procédés employés par certains partis allemands pour lutter contre l'ordre républicain « dans l'intérêt supérieur du pays », « la justice allemande s'étant portée garante que cette forme de lutte sociale pouvait être employée sans danger ».

La lecture de ce livre, qui a été traduit de l'allemand et enrichi de nombreuses notes par M. Charles Reber, est à recommander (*Librairie Gallimard*).

Deutsche Ztg. 9.7.31

Die südwestdeutschen Studenten fordern geschlossen die Entfernung Gumbels

Heidelberg, 8. Juli.

Die zum Kreistag des Kreises VI der Deutschen Studentenschaft in Heidelberg versammelten Studentenschaften der Technischen Hochschule Darmstadt, der Universitäten Freiburg, Gießen, Heidelberg, ferner der Technischen Hochschule Karlsruhe, der Handelshochschule Mannheim, der Technischen Hochschule Stuttgart und der Universität Tübingen, haben in einer gemeinsamen Erklärung erneut schärfsten Einspruch erhoben gegen die im Wintersemester 1930-31 erfolgte Ernennung des Herrn Gumbel zum a. o. Professor der Universität Heidelberg. Es heißt in der Erklärung: „Der Fall Gumbel ist in der Oeffentlichkeit zur Genüge bekannt. Wenn wir bisher geschwiegen haben, so geschah das in der Erwartung, daß seitens des Ministeriums oder der Hochschulbehörde den Forderungen der Studentenschaften Genüge getan werde. Nachdem dies bisher nicht der Fall ist, fordern wir vor aller Oeffentlichkeit mit Entschiedenheit eine umgehende Klärung und die Entfernung des Herrn Gumbel aus dem Lehrkörper der Universität Heidelberg. Wir verweisen hierbei auf die Vorgänge der letzten Zeit an verschiedenen deutschen Hochschulen, die den Beweis dafür bringen, daß die Studentenschaften nicht gewillt sind, die [illegible] ihrer nationalen Gesinnung [illegible] deutschen Jugend weiterhin [illegible]. Im Bewußtsein [illegible] Verantwortung gegenüber dem deutschen Volke und dem Ansehen der deutschen Hochschulen als Stätte nationalen Kulturschaffens und nationaler Erziehung sind wir von der Berechtigung unserer Forderungen überzeugt, zumal [illegible] auch der Deutsche Hochschulverband einheitlig gegen Gumbel gewandt hat."

AUSSCHNITT VOM:

— 8. JULI 1931

Badische Presse, Karlsruhe

Immer noch „Fall Gumbel".

[illegible]berg, 7. Juli. Auf dem Kreistag des Kreises VI der „Deutschen Studentenschaft" (Südwestdeutschland) in Heidelberg am [illegible] 6. Juli wurde in einer Entschließung u. a. folgendes zum [illegible] gebracht:

„Die zum Kreistag des Kreises VI der Deutschen Studentenschaft in Heidelberg versammelten Studentenschaften der Techn. Hochschule [illegible], Universität Freiburg, Universität Gießen, Universität [illegible], Techn. Hochschule Karlsruhe, Handelshochschule Mannheim, Techn. Hochschule Stuttgart, Universität Tübingen erheben [illegible] erneut schärfsten Einspruch gegen die im W.-S. 1930/31 erfolgte Ernennung des Herrn Gumbel zum a.o. Professor der Universität [illegible]. Wenn wir bisher geschwiegen haben, so geschah [illegible] Erwartung, daß seitens des Ministeriums oder der [illegible] den Forderungen der Studentenschaften Genüge getan [illegible]. Nachdem dies bisher nicht der Fall ist, fordern wir [illegible] mit Entschiedenheit eine umgehende Klärung [illegible] Herrn Gumbel aus dem Lehrkörper [illegible]

Politische Neutralität des Rektorats???

[illegible] 4. und 5. Juli tagte der Kreis VI der „Deutschen Studentenschaft (D.St.) in Heidelberg — und zwar in den Räumen der Universität.

Es wurde eine der üblichen Resolutionen gegen den Genossen Gumbel gefaßt: „Wenn wir bisher geschwiegen haben" — so teilt die D.St. der erschütterten Öffentlichkeit mit —, „so geschah das in der Erwartung, daß vom Ministerium oder der Hochschulbehörde den Forderungen der Studentenschaften Genüge getan werde. Nachdem dies bisher nicht der Fall ist, fordern wir vor aller Öffentlichkeit mit Entschiedenheit eine umgehende Klärung und eine Entfernung des Herrn Gumbel aus dem Lehrkörper der Universität Heidelberg."

Diese Tonart — wir sind sie von der D.St. gewöhnt, und wir sind überzeugt, daß das badische Kultusministerium bestimmt nichts Wichtigeres zu tun hat, als so eilig wie möglich gemäß der „Forderung" der D.St. die „Entfernung des Herrn Gumbel" zu verfügen — ist nicht weiter verwunderlich.

Verwunderlich wird der Fall erst, wenn man bedenkt, wo die D.St. so beschlossen hat. Nicht etwa im Parteilokal der N.S.D.A.P., sondern in den Räumen der [illegible] deutschen Universität.

Es scheint, daß dem Herrn Rektor noch nichts aufgefallen ist. Die D.St. fordert aber nicht nur „Entfernung des Herrn Gumbel"; sie verleiht dieser demütigenden Bitte noch einigen Nachdruck: „Wir verweisen hierbei auf die Vorgänge der letzten Zeit an verschiedenen deutschen Hochschulen, die den Beweis dafür erbringen, daß die Studentenschaften nicht gewillt sind, die Schmähung ihrer nationalen Gesinnung durch Lehrer der deutschen akademischen Jugend weiterhin zu dulden."

Wir begrüßen diesen sehr deutlichen Hinweis der D.St. Deutlicher kann man nicht drohen. Ehrlicher kann man sich der [illegible] [illegible] der [illegible] [illegible] zu [illegible]. [illegible] kann man seine Pläne nicht enthüllen.

Die D.St. hat hiermit der Öffentlichkeit ihre Absicht, auch die Heidelberger Universität zum Schauplatz wüster Krawalle zu machen, eindeutig mitgeteilt.

Die Öffentlichkeit hat diese feierliche Ankündigung des nationalsozialistischen Hochschulterrors vernommen. Wer hat sie anscheinend noch nicht vernommen? Der Herr Rektor.

Der Herr Rektor läßt es anscheinend zu, daß man in der Universität gegen einen Professor der gleichen Universität demonstriert.

Der Herr Rektor läßt es anscheinend zu, daß die D.St. in der Universität die Vorbereitungen zum Krawall trifft!

Wir fragen den Herrn Rektor, was er gegen die D.St. unternommen hat?! Die Öffentlichkeit interessiert sich brennend dafür, wie die Heidelberger Universitätsbehörde Hochschulskandale zu vermeiden gedenkt.

Wenn der Herr Rektor auf die öffentlichen Provokationen der D.St. nicht öffentlich antwortet, so sind wir zu der Ueberzeugung gezwungen, er dulde diese Provokation.

---

8. Juli 1931

Süddeutsche Zeitung, Stuttgart

Neuer Protest gegen Gumbel

* Heidelberg, 8. Juli.

Auf dem Kreistag des Kreises VI der Deutschen Studentenschaft (Südwestdeutschland) in Heidelberg am 4. und 5. Juli wurde folgende Entschließung gefaßt:

„Die zum Kreistag des Kreises VI der Deutschen Studentenschaft in Heidelberg versammelten Studentenschaften der Techn. Hochschule Darmstadt, Universität Freiburg, Universität Gießen, Universität Heidelberg, Techn. Hochschule Karlsruhe, Handelshochschule Mannheim, Techn. Hochschule Stuttgart, Universität Tübingen erheben hiermit erneut schärfsten Einspruch gegen die im W.-S. 1930/31 erfolgte Ernennung des Herrn Gumbel zum außerordentlichen Professor der Universität Heidelberg.

Der Fall Gumbel ist in der Oeffentlichkeit zur Genüge bekannt. Wenn wir bisher geschwiegen haben, so geschah das in der Erwartung, daß seitens des Ministeriums oder der Hochschulbehörden den Forderungen der Studentenschaften Genüge getan werde. Nachdem dies bisher nicht der Fall ist,

fordern wir vor aller Oeffentlichkeit mit Entschiedenheit eine umgehende Klärung und eine Entfernung des Herrn Gumbel aus dem Lehrkörper der Universität Heidelberg.

Wir verweisen hierbei auf die Vorgänge der letzten Zeit an verschiedenen deutschen Hochschulen, die den Beweis dafür bringen, daß die Studentenschaften nicht gewillt sind, die Schmähung ihrer nationalen Gesinnung durch Lehrer der deutschen akademischen Jugend weiterhin zu dulden.

Im Bewußtsein unserer Verantwortung gegenüber dem deutschen Volke und dem Ansehen der deutschen Hochschule als Stätte nationalen Kulturschaffens und nationaler Erziehung sind wir von der Berechtigung unserer Forderung überzeugt, umsomehr, als sich auch der Deutsche Hochschulverband eindeutig gegen Gumbel gewandt hat."

Mannheimer Tageblatt, Mannheim

Ausschnitt aus der Nummer vom 8. Juli 1931

Gegen Gumbel

Entschließung der „Deutschen Studentenschaft"

Heidelberg, 7. Juli. Hier tagte Samstag und Sonntag der südwestdeutsche Kreis der „Deutschen Studenten", zu dem die Gruppen an den Universitäten und Technischen Hochschulen in Heidelberg, Gießen, Tübingen, Freiburg, Darmstadt, Karlsruhe und Stuttgart sowie an der Handelshochschule Mannheim gehören. Bei dieser Zusammenkunft wurde eine Entschließung gefaßt, in der vom badischen Kultusministerium erneut die Entfernung des im vergangenen Winter zum Professor ernannten Mathematikers Dr. Gumbel in Heidelberg gefordert wird, gegen den die Deutsche Studentenschaft bekanntlich seit langem Stellung nimmt. Die „Deutsche Studentenschaft" sei nicht gewillt, sich weiter mit dem Verbleiben Gumbels an der Heidelberger Universität einverstanden zu erklären.

Ausschnitt vom [illegible]

Freiburger Zeitung, [illegible]

Morgenausgabe

[illegible]

Der Kreis 6 der Deutschen Studentenschaft zum Fall Gumbel.

[illegible]

[illegible] Nachrichten, [illegible]

[illegible]

[illegible] -8 JUL. 1931

[illegible]

[illegible] im Großen Brockhaus [illegible] der „[illegible] Zeitung":

[illegible] deutschen Konversationslexika haben sich stets [illegible] Sachlichkeit und vorbildliche Objektivität aus[illegible] der „große Brockhaus" hat sogar weit über [illegible] Deutschlands den Ruf einer nach jeder Richtung hin [illegible] Wissensquelle genossen. Soll es damit [illegible]? Eine schwere Enttäuschung bereitet dem Leser die [illegible] des „großen Brockhaus", in dessen Band VI [illegible] unter dem Stichwort „Fememord" folgendes lesen:

„[illegible] Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, [illegible] bis 1. J. 1923 von rechtsradikalen [illegible] ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale [illegible] der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, [illegible] Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich selbst „Arbeitskommandos". Die Opfer der F. waren [illegible] führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrats verdächtig gemacht hatten. Der Feme-Ausschuß des Reichstags, der Rechts-Ausschuß des Pr. Landtags [illegible] die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit [illegible] ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. Gumbel: Vier Jahre politischer Mord (1922), Verräter verfallen der Feme (1929)."

Es ist geradezu unbegreiflich, wie die Schriftleitung [illegible] diesem hahnebüchenen Unsinn hat durch[illegible] können. Wie kommt der Sachbearbeiter darauf, eine der[illegible] wahrheitswidrige, tendenziöse Darstel[illegible] zu geben? Ist es Absicht oder Zufall, daß die einzige [illegible] für das von ihm bearbeitete Thema nur das hinreichend [illegible] Pamphlet des jüdischen Pazifisten Gumbel „[illegible] Jahre politischer Mord (1922)" angegeben ist? Wo doch [illegible] sogenannten „Fememorde", die in Wirklichkeit nie stattgefunden haben und die lediglich eine Erfindung schamloser Hetzer [illegible] darstellen, ein umfangreiches Schrift[illegible] ist. Es seien hier nur folgende Schriften ge[illegible] Grimm: „Oberleutnant Schulz"; Buch[illegible] „Im Schatten Seeckts"; Luetgebrune: „Wahrheit [illegible] Feme"; ferner das im Verlag F. Eher Nachf. G. [illegible] erschienene Werk „Der Heines-Prozeß" ([illegible]). Die Namen der hier angeführten Verfasser [illegible] besseren Klang haben als derjenige eines [illegible] Pazifisten, von dem der Ausspruch stammt: [illegible] des Weltkrieges sind auf dem Felde der Unehre ge[illegible] der Objektivität und Sachlichkeit [illegible] Brockhaus" muß sehr leiden, so lange [illegible] nicht aus dem so sorgfältig gehüteten [illegible] sind."

[illegible] 11.7.31

[illegible] Große Brockhaus, Band 7 von GAS bis [illegible] erschienen. Inzwischen haben auch die [illegible] Kriegshetzer feststellen müssen, daß [illegible] ein wirklich objektives Werk [illegible] gar nicht. In der [illegible] Zeitung" ist unter der Ueberschrift „[illegible] im ‚Großen Brockhaus'" der [illegible] über „Fememorde" abgedruckt:

„[illegible] Fememorde, Bezeichnung für die po[illegible] Morde, die in der Nachkriegszeit, [illegible] J. 1923, von rechtsradikalen Verbänden [illegible]. Es handelt sich namentlich um [illegible] Organisationen der Schwarzen [illegible]wehr in Küstrin, Spandau, Döbe[illegible] Mecklenburg, Ostpreußen und Ober[illegible] sie nannten sich selbst „Arbeits[illegible]". Die Opfer der F. waren neben [illegible] Politikern der Mittel- und Links[illegible] vor allem zahlreiche Mitglieder der [illegible] Verbände, die sich des Verrats ver[illegible] gemacht hatten. Der Feme-Ausschuß [illegible], der Rechts-Ausschuß des Pr. [illegible] über die F. und eine Reihe von Fe[illegible] haben seit 1925 ein Bild der [illegible]erscheinungen in jenen rechtsradi[illegible] Geheimbünden entrollt, aus denen die [illegible] der F. entstehen konnte. Gumbel: [illegible] politischer Mord (1922). Verräter [illegible] Feme (1929)."

[illegible] Zeitung" ist hierüber sehr em[illegible] als einzige Quelle Gum[illegible] sind, während die Recht[illegible] Luetgebrunes, Prof. Grimms [illegible] sind. Gerade dieser [illegible], daß das Lexikon mit wissen[illegible] zusammengestellt ist und nur [illegible]. Hätte es [illegible]

Völkischer Beobachter, München

Gumbel

[illegible]

[illegible] A.-Männer

[illegible]rfall der Kommune

Fememord im Brockhaus

Von Friedrich Felgen

Von einem Konversationslexikon erwartet man, daß es dem Wißbegierigen zuverlässig, d. h. sachlich Aufschluß gibt. Jahrzehntelange gute Erfahrung hat uns gelehrt, den Angaben solcher Nachschlagewerke [illegible] blindlings Glauben zu schenken. Wir sind — an sich ein schönes Zeichen für die Güte der großen deutschen Lexika! — heute so weit, daß wir deren Objektivität als ganz selbstverständlich voraussetzen, zumal sie die Grundlage des Vertrauens und damit des Erfolges dieser Werke ist.

Um so peinlicher wirkt dann eine Enttäuschung von der Schwere, die man erlebt, wenn man liest, was die [illegible] Auflage des „Großen Brockhaus" (1930, VI. Band [illegible] — Gar., Seite 138) unter dem Stichwort „Fememorde" enthält. Da steht zu lesen:

„Fememorde, [illegible]

[illegible]

[illegible] (1922), Verräter verfallen der Feme (1929)."

Jeder unvoreingenommene Kenner der Dinge wird nach der Lektüre dieses Abschnittes erst einmal die Hände über dem Kopfe zusammenschlagen und dann erklären müssen, er stehe nicht ohne Ergriffenheit vor einer Leistung, die so viel Schiefheiten, Unrichtigkeiten und Entstellungen auf so engem Raum zu konzentrieren verstanden hat.

Man steht fast hoffnungslos vor diesem Wust von gefährlichem Unsinn, weil jeder Versuch, auch nur das Wichtigste richtigzustellen, den Rahmen eines Zeitungsaufsatzes zu sprengen droht. Trotzdem muß dieser Versuch gewagt werden; denn schließlich handelt es sich hier nicht um irgendein obskures Pamphlet, sondern um den „Großen Brockhaus", ein Nachschlagewerk, über dessen Bedeutung und über dessen Einfluß auf die öffentliche Meinung kein Wort verloren zu werden braucht; und bei dem behandelten Gegenstand geht es nicht um irgendeinen belanglosen brasilianischen Schmetterling, wo Irrtümer sicherlich bedauerlich, aber ohne schwerwiegende Folgen wären, sondern um eine Angelegenheit, deren Für und Wider das deutsche Volk jahrelang bis ins tiefste erregt hat.

Und gerade hier, wo um der Gerechtigkeit willen die Abwägung jedes Wortes erforderlich gewesen wäre, gibt der Sachbearbeiter des „Brockhaus" eine tendenziöse Darstellung, die — wenn man ihm schon keine Böswilligkeit zutraut — das Produkt krassester Ignoranz und einseitigster Unterrichtung ist.

Beweis: als einzige „Quellenwerke" gibt er die Tendenzbücher des sattsam bekannten Herrn Gumbel an, für den die Toten des Weltkrieges „auf dem Felde der Unehre gefallen" sind. Dabei existiert eine ganze Literatur über den Gegenstand: Buchrucker, Im Schatten Seeckts; Felgen, Femgericht; Grimm, Oberleutnant Schulz, Femeprozesse und Schwarze Reichswehr; derselbe, Grundsätzliches zu den Femeprozessen; derselbe, Femeprozesse (Sonderabdruck aus dem Handwörterbuch der Rechtswissenschaft); Luetgebrune, Wahrheit und Recht für Feme, Schwarze Reichswehr und Oberleutnant Schulz usw. usw.

Das ist nur eine ganz knapp gehaltene Auswahl aus der Fülle des Materials, die

Pommersche Tagespost, Stettin

„Fememord" im Brockhaus

Von [illegible]

Von einem Konversationslexikon erwartet man, daß es dem Wißbegierigen zuverlässig [illegible] Aufschluß gibt. Jahrzehntelange Erfahrung hat gelehrt, den Angaben solcher Nachschlagewerke von Rang blindlings Glauben zu schenken. Wir sind — ein schönes Zeichen für die Güte der großen deutschen Lexika — so weit, daß wir ihre Objektivität als selbstverständlich voraussetzen, zumal sie die Grundlage des Vertrauens und damit des Erfolges dieser Werke ist. Um so peinlicher wirkt eine Enttäuschung von der Schwere, die man erlebt, wenn man liest, was die neueste Ausgabe des „Großen Brockhaus" (1930, VI. Band F-Gar., Seite 132) unter dem Stichwort „Fememorde" enthält. Da steht zu lesen: „Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, bes. 1. J. 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich selbst „Arbeitskommandos". [illegible]

Fememord ist keineswegs einfach eine „Bezeichnung für politische Morde, die in der Nachkriegszeit [illegible]. Es ist vielmehr ein von der [illegible] zur Irreführung der Oeffentlichkeit geprägtes Schlagwort. Es wurde zur Ablenkung der öffentlichen Meinung vom Barmatskandal geprägt und mit ihm ein Hetzfeldzug entfesselt, der durch Material genährt wurde, das seit Jahren in den Schubladen der politischen Polizei [illegible], aber erst Verwendung fand, als Holland in Not war. Die „Schwarze Reichswehr" kann man nicht als „illegale Organisationen" abtun. Der Reichswehrminister Geßler selbst hat sie als „das vorsichtig aufgebaute Verteidigungssystem gegen Osten" bezeichnet. Sie nannte sich auch keineswegs selbst „Arbeitskommandos", sondern führte diese Bezeichnung auf Anweisung der Reichswehr. Die „Opfer der F (= eme)" waren auch nicht „neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände."

„Feme" ist nämlich eine Fiktion. Es hat in der Nachkriegszeit keine Organisation gegeben, die sich die „[illegible]" oder Tötung von Menschen zur Aufgabe [illegible]. Niemals ist ein derartiger Nachweis geführt worden. Am wenigsten in der „Schwarzen Reichswehr", wo — übrigens: was versteht der Sachbearbeiter des „Brockhaus" unter „zahlreich"? — insgesamt acht Tötungen erfolgt sind, die sämtlich den Charakter der Selbsthilfe in Zeiten übergesetzlichen Staatsnotstandes tragen. Die Verhandlungen der parlamentarischen Spezial-Ausschüsse, auf die der Sachbearbeiter hinweist, haben recht problematischen Wert; [illegible] kann keine Rede davon sein, daß sie „ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt" hätten, aus denen die Atmosphäre der F (= eme) entstehen konnte."

Eine „Atmosphäre der Feme" ist nie entstanden, denn es hat bei keiner dieser Tötungen auch nur Feme-Aehnliches gegeben. Daran wird auch durch den Umstand nichts geändert, daß das als Bürgerschreck geschickt gewählte Wort „Feme" aus der Rumpelkammer phantasiebegabter Asphalt-Journaille in den Sprachgebrauch der Behörden und Gerichte überging.

Es kann und darf nicht die Aufgabe eines großen Konversationslexikons sein, solchen Schlagworten durch [illegible] Erklärung den Glanz der Wahrheit zu geben. Man sollte sich in der Redaktion des „Brockhaus" den [illegible] Sonderabdruck aus dem „Handwörterbuch der Rechtswissenschaft" [illegible] Dr. [illegible] [illegible] wiesen hat.

Deutscher Vorwärts, Berlin

[illegible] 1. JULI [illegible]

Zum Steuer der Wahrheit!

Ein Kuckucksei im „Brockhaus."

Der „Stahlhelm" schreibt:

Der „Große Brockhaus", sonst ein Nachschlagewerk von Qualitäten, bringt in seiner neuesten Ausgabe unter dem Stichwort „Fememorde" eine derart unsachliche und tendenziös gefärbte Erläuterung, daß man sich entsetzt. Es heißt dort im VI. Bande auf Seite 132:

„Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, bes. i. J. 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich selbst „Arbeitskommandos". Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrats verdächtig gemacht hatten. Der Feme-Ausschuß des Reichstags, der Rechts-Ausschuß des pr. Landtags über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1925 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. Gumbel: Vier Jahre politischer Mord (1922), Verräter verfallen der Feme (1929)."

Wenn man aus der ganzen, recht umfangreichen „Feme"-Literatur lediglich die „Werke" des „berühmten" Herrn Gumbel kennt und anführt, ist es natürlich kein Wunder, wenn ein solch haarsträubender Nonsens zutage kommt, wie er da über „Illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr", über die „Opfer" und die „Atmosphäre der Feme" zu lesen steht. Beinahe jedes Wort dieser Brockhausschen Feststellung des „Begriffs „Fememorde" ist falsch. Das Ganze ist ein Konglomerat von Schiefheiten, Entstellungen und Mißverständnissen, bei dessen Anblick die Wahrheit weinend ihr Haupt verhüllt.

Jahrelang sind die Opfer der von [illegible] Genossen inszenierten [illegible] häuser und Gefängnisse [illegible] als es nach langem zähen Kampfe gelungen war, die Oeffentlichkeit aus der von der Linkspresse genährten Femepsychose zu befreien, als es gelungen war, die Generalpropaganda gegen die „Feme"-Leute zu entlarven, als es gelungen war, diesen bedauernswerten Menschen durch eine Amnestie die Freiheit [illegible] zugeben, da [illegible] neueste Brockhaus [illegible] eine Darstellung, [illegible] der geschichtlichen Wahrheit ins Gesicht schlägt. [illegible]

Wir empfehlen [illegible] Brockhaus, [illegible] Willen zur Objektivität [illegible] Augenblick [illegible] Zweifel ziehen, [illegible] Betracht kommende Sachbearbeiter auf [illegible] für eine [illegible] Tätigkeit anzusehen. [illegible] der Betreffende unter dem Stichwort „[illegible] morde" geliefert hat, ist jedenfalls [illegible]

[illegible]

[illegible] 1931

Chemnitzer Tageblatt, Chemnitz

„Fememord" im Brockhaus

[illegible]ne Irreführung der öffentlichen Meinung

Notwendige Feststellungen

Von einem deutschen Konversationslexikon erwartet man, daß es dem Wißbegierigen zuverlässig, d. h. sachlich Aufklärung gibt. Jahrzehntelange Erfahrung hat [illegible] den Angaben solcher Nachschlagewerke von Rang bedingungslos Glauben zu schenken. Wir [illegible] — ein schönes Zeichen für die Güte der großen deutschen Lexika — so weit, daß wir ihre Objektivität als selbstverständlich voraussehen, zumal sie die Grundlage des Vertrauens und damit des Erfolges dieser Werke ist.

Um so peinlicher wirkt eine Enttäuschung von der Schwere, die man erlebt, wenn man liest, was die neueste Ausgabe des „Großen Brockhaus" (1930, 6. Band, F bis Gar., Seite 132) unter dem Stichwort „Femmorde" enthält. Da steht zu lesen:

„Femmorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, besonders im Jahre 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich selbst „Arbeitskommandos". Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrats verdächtig gemacht hatten. Der Feme-Ausschuß des Reichstages, der Rechts-Ausschuß des Pr. Landtags über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1925 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. Gumbel: Vier Jahre politischer Mord (1922). Verräter verfallen der Feme (1929)."

Man steht hoffnungslos vor diesem Wust von gefährlichem Unsinn, weil jeder Versuch, auch nur das Wichtigste richtigzustellen, den Rahmen eines Zeitungsaufsatzes zu sprengen [illegible]. Trotzdem muß dieser Versuch gewagt werden; denn schließlich handelt es sich nicht um ein obskures Pamphlet, sondern um den „Großen Brockhaus", über dessen Einfluß auf die öffentliche Meinung kein Wort verloren zu werden braucht. Und bei dem behandelten Gegenstand geht es nicht um einen belanglosen Schmetterling, wo Irrtümer bedauerlich, aber ohne schwerwiegende Folgen wären, sondern um eine Angelegenheit, deren Für und Wider das deutsche Volk jahrelang bis ins Tiefste erregt hat. Und gerade hier, wo um der Gerechtigkeit willen die Abwägung jedes Wortes erforderlich wäre, gibt der Sachbearbeiter des „Brockhaus" eine tendenziöse Darstellung, die — wenn man ihm schon keine Böswilligkeit zutraut — das Produkt krassester Ignoranz und einseitigster Unterrichtung ist.

Beweis: als einzige „Quellenwerke" gibt er die Tendenzbücher des [illegible] bekannten Herrn Gumbel an, für den die Toten des Weltkrieges „auf dem Felde der Unehre gefallen" sind. Dabei existiert eine ganze Literatur über den Gegenstand: Buchrucker, Im Schatten Seeckts; Felgen, Femegericht; Grimm, Oberleutnant Schulz, Femeprozesse und Schwarze Reichswehr; derselbe, Grundsätzliches zu den Femeprozessen; derselbe, Femeprozesse (Sonderabdruck aus dem Handwörterbuch der Rechtswissenschaft); Buchrucker, Wahrheit und Recht für Feme, Schwarze Reichswehr und Oberleutnant Schulz usw.

Der Sachbearbeiter eines Lexikons hat die Pflicht, sich umfassend zu unterrichten, gröblich verletzt und dadurch die fast unvermeidliche Gefahr heraufbeschworen, daß die deutsche Oeffentlichkeit grundfalsch unterrichtet wird.

Fememord ist keineswegs einfach eine „Bezeichnung für politische Morde, die in der Nachkriegszeit" usw. Es ist vielmehr ein von der Linkspresse zur Irreführung der Oeffentlichkeit geprägtes Schlagwort. „Feme" ist nämlich eine Fiktion. Es hat in der Nachkriegszeit keine Organisation gegeben, die sich die „Aburteilung" oder Tötung von Menschen zur Aufgabe gemacht hätte. Niemals ist ein derartiger Nachweis geführt worden. Am wenigsten in der „Schwarzen Reichswehr", wo — übrigens: was versteht der Sachbearbeiter des „Brockhaus" unter „zahlreich"? — insgesamt acht Tötungen erfolgt sind, die sämtlich den Charakter der Selbsthilfe in Zeiten übergesetzlichen Staatsnotstandes tragen. Die Verhandlungen der parlamentarischen Spezialausschüsse, auf die der Sachbearbeiter hinweist, haben recht problematischen Wert; trotzdem kann keine Rede davon sein, daß sie „ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt" hätten, aus denen die Atmosphäre der F(eme) entstehen konnte."

Eine „Atmosphäre der Feme" konnte entstanden; denn es hat bei keiner dieser Tötungen auch nur Feme-Aehnliches gegeben. Daran wird auch durch den Umstand nichts geändert, daß das als Bürgerschreck geschickt gewählte Wort „Feme" aus der Rumpelkammer phantasiebegabter Asphalt-Journaille in den Sprachgebrauch der Behörden und Gerichte überging.

Es kann und darf nicht die Aufgabe eines großen Konversationslexikons sein, solchen Schlagworten durch tendenziöse Erklärung den Glanz der Wahrheit zu geben. Man sollte sich in der Redaktion des „Brockhaus" den erwähnten Sonderabdruck aus dem „Handwörterbuch der Rechtswissenschaft" (Prof. Dr. Fr. Grimm, Femeprozesse) besorgen, um zu sehen, welchen Bärendienst ihr der Sachbearbeiter erwiesen hat.

Friedrich Fel[illegible]

[illegible]delberger Student,
[illegible] Juli 1931 No 5

[illegible]oerr erklärte nun in seinem Schlußwort, daß er [illegible] allen Umständen habe verhindern wollen, daß [illegible] Kommilitonen von der Polizei zusammengeschlagen wurden. Aus diesem Grunde sei er auch zu Oberamtmannsrat Kuhn gegangen. Wenn es in Heidelberg [illegible] „Fall Gumbel" gäbe, wäre auch der „Fall [illegible]" nie vorgekommen und wenn Se. Magnifizenz [illegible] halbe Stunde früher zur Stelle gewesen wäre, [illegible] die Ausschreitungen gar nicht stattgefunden.

[illegible] verurteilte man cand. med. Karl Doerr zu [illegible] M. Geldstrafe wegen „Nötigung". Von der [illegible] des aktiven Widerstandes gegen die Staats[illegible] wurde er freigesprochen.

[illegible] ganzes Verbrechen bestand also nur in — [illegible] Der äußerst blamablen Angelegenheit [illegible] herrschende System wollen wir uns Mensch[illegible] [illegible]

AUSSCHNITT VOM: [illegible]

Vossische Zeitung

Gegen die Hochschulreaktion

Die „Deutsche Liga für Menschenrechte" [illegible] in ihrem Organ „Die Menschenrechte" [illegible] Die Fälle Gumbel, [illegible] [illegible] fassend und dokumentarisch [illegible]

Reichsausgabe
[illegible]ischer Beobachter, Mün[illegible]

[illegible] Freitag, 3. Juli 1931

[illegible]TER

[illegible] der Kommune

[illegible]mord im Brockhaus

Von Friedrich Felgen

[illegible] einem Konversationslexikon erwartet [illegible] dem Wißbegierigen zuverlässig, [illegible] sachlich Aufschluß gibt. Jahrzehnte[illegible] gute Erfahrung hat uns gelehrt, den [illegible] solcher Nachschlagewerke von Rang [illegible] Glauben zu schenken. Wir sind [illegible] ein schönes Zeichen für die Güte [illegible] deutschen Lexika! — heute so [illegible] wir deren Objektivität als ganz [illegible]ständlich voraussetzen, zumal sie die [illegible] des Vertrauens und damit des [illegible] dieser Werke ist.

[illegible] peinlicher wirkt dann eine Ent[illegible] von der Schwere, die man erlebt, [illegible] liest, was die neueste Ausgabe [illegible] Brockhaus" (1930, VI. Band, Seite 132) unter dem Stichwort [illegible]morde" enthält. Da steht zu lesen: [illegible]

[illegible]

Man sieht sich [illegible] Wust von gefährlichem [illegible] Versuch, auch nur das [illegible] richtig zustellen, den Rahmen eines Zeitungs aufsatzes zu sprengen droht. Trotzdem muß dieser Versuch gewagt werden; denn schließlich handelt es sich hier nicht um irgendein obskures [illegible], sondern um den „Großen Brockhaus", ein Nachschlagewerk, über dessen Bedeutung und über dessen Einfluß auf die öffentliche Meinung kein Wort verloren zu werden braucht; und bei dem behandelten Gegenstand geht es nicht um irgendeinen belanglosen brasilianischen Schmetterling, wo Irrtümer sicherlich bedauerlich, aber ohne schwerwiegende Folgen wären, sondern um eine Angelegenheit, deren Für und Wider das deutsche Volk jahrelang bis ins tiefste erregt hat.

Und gerade hier, wo um der Gerechtigkeit willen die Abwägung jedes Wortes erforderlich gewesen wäre, gibt der Sachbearbeiter des „Brockhaus" eine tendenziöse Darstellung, die — wenn man ihm schon keine Böswilligkeit zutraut — das Produkt krassester Ignoranz und einseitigster Unterrichtung ist.

Beweis: als einzige „Quellenwerke" gibt er die Tendenzbücher des sattsam bekannten Herrn Gumbel an, für den die Toten des Weltkrieges „auf dem Felde der Unehre gefallen" sind. Dabei existiert eine ganze Literatur über den Gegenstand: [illegible], Im Schatten [illegible]; [illegible] Femgericht; Grimm, Oberleutnant [illegible], Femeprozesse und Schwarze Reichswehr; derselbe, Grundsätzliches zu den [illegible]prozessen; derselbe, Femeprozesse ([illegible]abdruck aus dem Handwörterbuch der [illegible]wissenschaft); [illegible], Wahrheit und Recht für Feme, Schwarze Reichswehr und Oberleutnant Schulz usw. usw.

Das ist nur eine ganz knapp gehaltene Auswahl aus der Fülle des Materials, die

---

7. JUL. 1931

Der Angriff, Berlin

[illegible]spiel zum Fall Gumbel

Heidelberg, 7. Juli

[illegible] deutschbewußter Studenten [illegible] Geduldsfaden reißt und wir den [illegible] der deutschen Ehre, den Gumbels und [illegible] zeigen, daß sie ihre [illegible] nicht bis ins Endlose fortsetzen [illegible], dann heult die jüdische und [illegible] und geifert vor [illegible]. Wenn wir in der politischen [illegible] akademischen Ton halten und [illegible] vermeiden wollen, [illegible] dann werden wir von einem Gerichtshof [illegible] gehetzt.

Wie erinnerlich, demonstrierte am 21. [illegible] d. J. die Heidelberger Studentenschaft gegen die Auflösung der Asta durch den [illegible] Remmele im Zusammenhange mit [illegible] gegen die Ernennung des [illegible] Gumbel zum [illegible].

[illegible]

[illegible] Zeitung, Wuppertal

„Fememord“ im Brockhaus

[illegible] einem Konversationslexikon erwartet man, daß [illegible] Wißbegierigen zuverlässig, d. h. sachlich Aufschluß [illegible]. Jahrzehntelange Erfahrung hat gelehrt, den Angaben [illegible] Nachschlagewerke von Rang blindlings Glauben [illegible] schenken. Wir sind — ein schönes Zeichen für die Güte [illegible] großen deutschen Lexikal — so weit, daß wir ihre Objektivität als selbstverständlich voraussetzen, zumal sie [illegible] Grundlage des Vertrauens und damit des Erfolges dieser Werke ist. Um so peinlicher wirkt eine Enttäuschung von der Schwere, die man erlebt, wenn man liest, was die neueste Ausgabe des „Großen Brockhaus“ (1930. VI. Band F-Gar., Seite 132) unter dem Stichwort „Fememorde“ enthält. Da steht zu lesen:

„Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, bes. i. J. 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich selbst „Arbeitskommandos“. Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrats verdächtig gemacht hatten. Der Feme-Ausschuß des Reichstags, der Rechts-Ausschuß des Pr. Landtags über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1925 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. Gumbel: Vier Jahre politischer Mord (1922), Verräter verfallen der Feme (1929).“

Man steht hoffnungslos vor diesem Wust von gefährlichem Unsinn, weil jeder Versuch, auch nur das Wichtigste richtigzustellen, den Rahmen eines Zeitungsaufsatzes zu sprengen droht. Trotzdem muß dieser Versuch gewagt werden; denn schließlich handelt es sich nicht um ein obskures Pamphlet, sondern um den „Großen Brockhaus“, über dessen Einfluß auf die öffentliche Meinung kein Wort verloren zu werden braucht; und bei dem behandelten Gegenstand geht es nicht um einen belanglosen Schmetterling, wo Irrtümer bedauerlich, aber ohne schwerwiegende Folgen wären, sondern um eine Angelegenheit, deren Für und Wider das deutsche Volk jahrelang bis ins Tiefste erregt hat. Und gerade hier, wo um der Gerechtigkeit willen die Abwägung jedes Wortes erforderlich wäre, gibt der Sachbearbeiter des „Brockhaus“ eine tendenziöse Darstellung, die — wenn man ihm schon keine Böswilligkeit zutraut — das Produkt krassester Ignoranz und einseitigster Unterrichtung ist.

Beweis: als einzige „Quellenwerke“ gibt er die Tendenzbücher des seltsam bekannten Herrn Gumbel an, für den die Toten des Weltkrieges „auf dem Felde der Unehre gefallen“ sind. Dabei existiert eine ganze Literatur über den Gegenstand: Buchrucker, Im Schatten Seeckts; Felgen, Femgericht; Grimm, Oberleutnant Schulz, Femeprozesse und Schwarze Reichswehr; derselbe, Grundsätzliches zu den Femeprozessen; derselbe, Femeprozesse (Sonderabdruck aus dem Handwörterbuch der Rechtswissenschaft); Luetgebrune, Wahrheit und Recht für Feme, Schwarze Reichswehr und Oberleutnant Schulz usw. usw. Der Sachbearbeiter hat die Pflicht, sich umfassend zu unterrichten, gröblich verletzt und dadurch die fast unvermeidliche Gefahr heraufbeschworen, daß die deutsche Oeffentlichkeit grundfalsch unterrichtet wird.

Fememord ist keineswegs einfach eine „Bezeichnung für politische Morde, die in der Nachkriegszeit“ usw. Es ist vielmehr ein von der Linkspresse zur Irreführung der Oeffentlichkeit geprägtes Schlagwort. Es wurde zur Ablenkung der öffentlichen Meinung vom Barmatskandal geprägt und mit ihm ein Hetzfeldzug entfesselt, der durch Material geführt wurde, das seit Jahren in den Schubläden der politischen Polizei ruhte, aber erst Verwendung fand, als [illegible] in Not war. Die „Schwarze Reichswehr“ kann man nicht als „illegale Organisationen“ abtun. Der Reichswehrminister Geßler selbst hat sie als „das vorsichtig [illegible] Verteidigungssystem gegen Osten“ bezeichnet. [illegible] sich auch keineswegs selbst „Arbeitskommandos“ [illegible] diese Bezeichnung auf Anweisung [illegible]. Die „Opfer der Feme“ waren [illegible]

[illegible] Organisationen [illegible] die sich die „Aburteilung“ oder Lösung von Menschen zur Aufgabe gemacht hätte. Niemals ist ein derartiger Rachemord geführt worden. Mit wenigsten in der „Schwarzen Reichswehr“, wo — übrigens: was versteht der Sachbearbeiter des „Brockhaus“ unter „zahlreich“? insgesamt acht Tötungen erfolgt sind, die sämtlich den Charakter der Selbsthilfe in Zeiten übergesetzlichen Staatsnotstandes tragen. Die Verhandlungen der parlamentarischen Spezial-Ausschüsse, auf die der Sachbearbeiter hinweist, haben recht problematischen Wert; trotzdem kann keine Rede davon sein, daß sie „ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt“ hätten, aus denen die Atmosphäre der Feme entstehen konnte.“

Eine „Atmosphäre der Feme“ ist nie entstanden; denn es hat bei keiner dieser Tötungen auch nur Feme-Aehnliches gegeben. Daran wird auch durch den Umstand nichts geändert, daß das als Bürgerschreck geschickt gewählte Wort „Feme“ aus der Rumpelkammer phantasiebegabter Asphalt-Journaille in den Sprachgebrauch der Behörden und Gerichte überging.

Es kann und darf nicht die Aufgabe eines großen Konversationslexikons sein, solchen Schlagworten durch tendenziöse Erklärung den Glanz der Wahrheit zu geben.

Friedrich Felgen

AUSSCHNITT VOM: 12.7.31

Die Berliner Warte

Zur Steuer der Wahrheit!

Ein Kuckucksei im „Brockhaus.“

Der „Stahlhelm“ schreibt:

Der „Große Brockhaus“, sonst ein Nachschlagewerk von Qualitäten, bringt in seiner neuesten Ausgabe unter dem Stichwort „Fememorde“ eine derart unsachliche und tendenziös gefärbte Erläuterung, daß man sich entsetzt. Es heißt dort im VI. Bande auf Seite 132:

„Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, bes. i. J. 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich selbst „Arbeitskommandos“. Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrats verdächtig gemacht hatten. Der Feme-Ausschuß des Reichstags, der Rechts-Ausschuß des Pr. Landtags über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1925 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. Gumbel: Vier Jahre politischer Mord (1922), Verräter verfallen der Feme (1929).“

Wenn man aus der ganzen, recht umfangreichen „Feme“-Literatur lediglich die „Werke“ des „berühmten“ Herrn Gumbel kennt und anführt, ist es natürlich kein Wunder, wenn ein solch haarsträubender Nonsens zutage kommt, wie er da über „illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr“, über die „Opfer“ und die „Atmosphäre der Feme“ zu lesen steht. Beinahe jedes Wort dieser Brockhausschen Feststellung des „Begriffs „Fememorde“ ist falsch. Das Ganze ist ein Konglomerat von Unwahrheiten, Entstellungen und Mißverständnissen, bei dessen Anblick die Wahrheit weinend ihr Haupt verhüllt.

[illegible] sind die Opfer der von Gumbel u. Genossen inszenierten [illegible] Zuchthäuser und Gefängnisse [illegible] als es nach langem zähen Kampfe gelungen war, die Oeffentlichkeit aus der von der Linkspresse genährten Femepsychose zu befreien, als es gelungen war, die Generalpropaganda gegen die „Feme“-Leute zu entlarven, als es gelungen war, diesen bedauernswerten Menschen durch eine Amnestie die Freiheit wiederzugeben, da kam der neueste Brockhaus und bringt eine Darstellung, die der geschichtlichen Wahrheit ins Gesicht schlägt.

Wir empfehlen dem Verlag Brockhaus, [illegible] [illegible]

Württemberger Zeitung, Stuttgart

Erklärungen der Stuttgarter Studentenschaft.

Erregte Auseinandersetzungen in der Vollversammlung.

Am Samstag hatte die Stuttgarter Studentenschaft im Gustav-Siegle-Haus ihre Vollversammlung, die durch die Ausführungen über Aenderung der Wahlordnung und durch die studentische Arbeitskolonie von besonderem Interesse war. Der erste Vorsitzende, stud. med. [illegible]

Zur Ernennung Gumbels.

Zu der Angelegenheit der Ernennung des Heidelberger Privatdozenten Gumbel zum außerordentlichen Professor an der Universität Heidelberg führte der Vorsitzende aus, daß sich die Stuttgarter Studenten hinter den bei dem Kreistag des Kreises 6 gefaßten Entschluß stellen, in dem die Ernennung Gumbels verurteilt wird: „Die Studentenschaft ist von der Berechtigung ihrer Forderungen überzeugt und wird kein ihr zu Gebot stehendes Machtmittel unbenützt lassen, um die Rückgängigmachung der Ernennung Gumbels zu erreichen."

Aus den weiteren Ausführungen des Vorsitzenden ist noch bemerkenswert, daß in einer Sitzung der studentischen Verbände, in der die hochschulpolitischen Vertreter der Verbände eine Aussprache über die derzeitige Lage der Deutschen Studentenschaft hatten, die Vertreter der dreißig anwesenden Verbände die Erklärung abgaben, daß sie sich hinter die Arbeit der Deutschen Studentenschaft stellen. Lediglich die Vertreter des K. V., U. V. und H. V. erklärten, „daß sie sich in Zukunft an der Arbeit der Deutschen Studentenschaft nicht mehr voll beteiligen könnten, solange die Deutsche Studentenschaft nicht auf dem Boden des heutigen Staats stehe." Diese von politischer Ueberzeugung getragene, in jeder Hinsicht anständige Erklärung, wurde von der Studentenschaft mit allgemeinem Füßescharren aufgenommen. Man muß leider feststellen, daß dieses Verhalten mit der vielgerühmten Achtung vor der Gesinnung des anderen [illegible] gemein hat. Es berührt um so unangenehmer, [illegible] kurz vorher vom „Bewußtsein der Verantwortung gegen das deutsche Volk" die Rede war.

Die Unruhen an den deutschen Hochschulen.

Die Unruhen an deutschen Hochschulen erklärte der Kreistag des Kreises 6 als ein „Symptom der zum Zerreißen gespannten wirtschaftlichen und seelischen Lage der deutschen Studenten. Der Kreistag bedauert, daß man in der Oeffentlichkeit noch immer versucht, solche Aeußerungen der Verzweiflung als parteipolitische Hetzereien und Entgleisungen radaulustiger Elemente der Studentenschaft zu verurteilen und abzutun." Er warne davor, die Unruhen nicht ernst zu nehmen und sich damit der Pflicht einer Besserung der äußeren und inneren Lage der Studenten zu entziehen. Der Vorstand der deutschen Studentenschaft habe darauf hinzuweisen, daß es sich hier um „verzweifelte Akte der Selbsthilfe" einer Jugend handle, die sich von allen Seiten „verraten sieht und nirgends Hilfe findet." Diese Erklärung wurde mit starkem Beifall aufgenommen.

AUSSCHNITT VOM: 18. JUL. 1931

Hamburger Nachrichten, Hamburg

Abendausgabe

Von den Hochschulen.

Der Deutsche Hochschulverband und der Fall Gumbel.

Der Vorstand des Verbandes der Deutschen Hochschulen mußte sich jetzt auf seiner Tagung mit dem Briefe seines Vorsitzenden Prof. Tillmann an die Deutsche Studentenschaft im Falle Gumbel und dem Widerspruch beschäftigen, den die Erklärung des Vorstandes innerhalb der Hochschullehrerschaft hervorgerufen hat. Gegen diese Erklärung haben eine größere Anzahl von Hochschullehrern gemeinsam und mehrere Professoren auch noch einzeln Stellung genommen — von den Unterzeichnern der gemeinsamen Erklärung seien Driesch (Leipzig), Einstein (Berlin), [illegible] (Berlin), Niebergall (Marburg), Franz Oppenheimer (Frankfurt a. M.), Radbruch (Heidelberg), Steindorff (Leipzig) und [illegible] (Berlin) genannt. Der Vorstand des Hochschulverbandes antwortet darauf in einer Stellungnahme, in der es heißt:

„Der Vorstand des Hochschulverbandes, der ohne Rücksicht auf die politische oder weltanschauliche Stellung des einzelnen Hochschullehrers alle deutschen Hochschulen zu vertreten hat, braucht nicht erst zu erklären, daß er jeder, von seiner eigenen abweichenden, ehrlichen Überzeugung Achtung und Verständnis entgegenbringt. Er bemerkt aber zu den Vorwürfen des Protestes das Folgende:

1. Mit der akademischen Lehrfreiheit oder mit der wissenschaftlichen [illegible]

AUSSCHNITT VOM: 11. JUL. 1931

Westdeutscher Weckruf, Essen

Zur Steuer der Wahrheit!

Ein Kuckucksei im „Brockhaus."

Der „Stahlhelm" schreibt:

Der „Große Brockhaus", [illegible] ein Nachschlagewerk von Qualitäten, bringt in seiner neuesten Ausgabe unter dem Stichwort „Fememorde" eine derart unsachliche und tendenziös gefärbte Erläuterung, daß man sich entsetzt. Es heißt dort im VI. Bande auf Seite 132:

„Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, bes. i. J. 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich selbst „Arbeitskommandos". Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrats verdächtig gemacht hatten. Der Feme-Ausschuß des Reichstags, der Rechts-Ausschuß des Pr. Landtags über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1925 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. Gumbel: Vier Jahre politischer Mord (1922), Verräter verfallen der Feme (1929)."

Wenn man aus der ganzen, recht umfangreichen „Feme"-Literatur lediglich die „Werke" des „berühmten" Herrn Gumbel kennt und anführt, ist es natürlich kein Wunder, wenn ein solch haarsträubender Unsinn zutage kommt, wie er hier über „illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr", über die „Opfer" und die [illegible]

[illegible] Juli 1931

Rhein.-Westf. Zeitung, Essen

1. Ausgabe

Was ist „Fememord"?

[illegible] versteht man unter „Fememord"? [illegible] das Schlagwort der Linkspresse, entstanden [illegible] Zeit, als es darauf ankam, die öffentliche Aufmerksamkeit von Dingen, die mit den Namen Barmat, Kutisker [illegible] eng verbunden waren, abzulenken. Wer das [illegible] nicht wußte, der wird jetzt eines Besseren belehrt — und zwar durch die neueste Ausgabe des „Großen Brockhaus" (1930, VI. Bd., Seite 133). Man liest da folgende Definition:

„Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, bes. 1. H. 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich selbst „Arbeitskommandos". Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrats verdächtig gemacht hatten. Der Feme-Ausschuß des Reichstages, der Rechts-Ausschuß des Pr. Landtages über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1925 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. Gumbel: Vier Jahre politischer Mord (1922), Verräter [illegible] Feme (1929)".

Die „Bergisch-Märkische Zeitung" sagt dazu mit Recht: Wir sind — ein schönes Zeichen für die Güte der großen deutschen Lexika! — so weit, daß wir ihre Objektivität als selbstverständlich voraussetzen, zumal sie die Grundlage des Vertrauens und damit des Erfolges dieser Werke ist. Um so peinlicher wirkt eine Enttäuschung von der Schwere, die man erlebt, wenn man diese Definition liest. Denn schließlich handelt es sich nicht um ein obskures Pamphlet, sondern um den „Großen Brockhaus", über dessen Einfluß auf die öffentliche Meinung kein Wort verloren zu werden braucht; und bei dem behandelnden Gegenstand geht es nicht um einen belanglosen Schmetterling, wo Irrtümer bedauerlich, aber ohne schwerwiegende Folgen wären, sondern um eine Angelegenheit, deren Für und Wider das deutsche Volk jahrelang bis ins tiefste erregt hat. Und gerade hier, wo um der Gerechtigkeit willen die Abwägung jedes Wortes erforderlich wäre, gibt der Sachbearbeiter des „Brockhaus" einen tendenziöse Darstellung, die — wenn man ihm schon keine Böswilligkeit zutraut — das Produkt krassester Ignoranz und einseitigster [illegible] ist. Beweis: als einzige „Quellenwerke" [illegible] Tendenzbücher des sattsam bekannten Herrn Gumbel an, für den die Toten des Weltkrieges „auf dem Felde der Unehre gefallen" sind. Dabei existiert eine [illegible] Literatur über den Gegenstand: Buchrucker, Im [illegible] Berlin; Heigen, Femgericht; Grimm, Oberleutnant Schulz, Femeprozesse und Schwarze Reichswehr; derselbe, Grundsätzliches zu den Femeprozessen; derselbe, Femeprozesse (Sonderabdruck aus dem Handwörterbuch der [illegible]wissenschaft); Luetgebrune, Wahrheit und Recht für Feme, Schwarze Reichswehr und Oberleutnant Schulz usw. usw. Der Sachbearbeiter hat die Pflicht, sich umfassend zu unterrichten, gröblich verletzt und dadurch die fast unvermeidliche Gefahr heraufbeschworen, daß die deutsche Öffentlichkeit grundfalsch unterrichtet wird.

Humanité [illegible] „Le [illegible]" Juli 1931

Das internationale Ausschnittbüro

Bureau International de Documentation

Boîte Postale 32 à SCEAUX (Seine) France

TEMPS

11 MARS 1936

Statistiques allemandes

Nous avons reçu la lettre suivante :

Monsieur le directeur,

Dans votre numéro du 28 février dernier, vous avez publié, d'après la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, une statistique de l'émigration allemande. Ce document est d'une grande importance pour juger de la valeur de toutes les statistiques qui proviennent de l'Allemagne d'aujourd'hui. En effet, d'après ce document, l'émigration allemande aurait été de l'ordre de grandeur de 50.000 personnes par an pour les années 1920 à 1932, tandis qu'elle n'aurait pas atteint 40.000 personnes pour les *trois* années de domination naziste. Par contre, la lettre de démission du haut commissaire MacDonald à la Société des nations évalue l'émigration allemande à 80.000 individus, le double du chiffre donné par les statisticiens nazis. Il est impossible que M. MacDonald se soit trompé de beaucoup, car 40.000 émigrés allemands sont entrés en Palestine, 20.000 à peu près se trouvent encore en France, et l'émigration dans les autres pays du monde atteint au moins le même chiffre.

Permettez-moi de vous signaler à cette occasion une petite erreur historique qui s'est glissée dans les déclarations de M. Hitler à l'occasion de son interview récente (reproduite dans le *Temps* du 29 février) : « J'étais en prison quand j'ai écrit ce livre (*Mein Kampf*). » Il est assez rare que l'auteur d'un livre, et d'un seul, se trompe sur la date de la première édition. En réalité, *Mein Kampf* se compose de *deux* volumes. Le premier a été écrit, d'après la préface, dans la forteresse de Landsberg, en 1924. Il n'a trait qu'à la politique intérieure. Mais le second volume, qui se rapporte à la politique extérieure, date de 1926. C'est l'auteur lui-même qui écrit dans les conclusions : « Heute, im november 1926. » (Aujourd'hui, en novembre 1926.) A cette époque, M. Hitler était libre, et aucun soldat français n'occupait la Ruhr.

Veuillez agréer, etc.

E.-J. GUMBEL,
chargé de recherches
à la faculté des sciences de Lyon.

MITTEILUNGEN DES VERBANDES DER DEUTSCHEN HOCHSCHULEN

HERAUSGEGEBEN VOM

VERBAND DER DEUTSCHEN HOCHSCHULEN

SCHRIFTLEITUNG:

GESCHÄFTSSTELLE DES V. D. H., BONN, THOMASTRASSE 26.

VERLAG VON WILHELM KNAPP, HALLE (SAALE), MÜHLWEG 19.

XI. JAHRGANG — JUNI 1931 — HEFT 5/6

Inhaltsverzeichnis.

	Seite
Vorstandstagung	45
Zwei amerikanische Professoren. Von Prof. Dr. O. Franke, Berlin	48
Noch einmal das Wandern. Von Professor F. Solger, Berlin	50
Beteiligungshonorar und Ladenpreis. Von Dr. Oskar Siebeck, Tübingen	53
Sinn und Aufgaben einer Pressestelle des Verbandes	57
Gehaltskürzung und neue Steuern. Von Dr. Ernst Friesenhahn, Bonn	59
Zeitfragen:	
Der Besuch von internationalen Kongressen	68
Zur Frage des Ausländerstudiums an deutschen Universitäten	69
Lage der deutschen Studenten in Paris	71
Studienreisen nach den Vereinigten Staaten	73
Genesungsheim für Gelehrte	73
Bücher und Zeitschriften	73
Personalnachrichten	74
Berichtigung	80

Vorstandstagung.

Am 17. u. 18. Juni 1931 hielt der Vorstand unseres Verbandes eine Tagung ab. Aus der Tagesordnung seien folgende Punkte hervorgehoben:

1. Der Vorsitzende berichtete über die nunmehr abgeschlossene Denkschrift betreffend „Hochschulreform und wissenschaftliche Ausbildung der Philologen", die vom Verband der Deutschen Hochschulen zusammen mit dem Deutschen Philologenverband ausgearbeitet wurde. Sie wird dem Preußischen Kultusministerium überreicht werden und ist gedacht als Unterlage für die Aussprache in dem vom Preußischen Minister für Wissenschaft, Kunst und Volksbildung eingesetzten Ausschuß.

2. Die auf der Tagung des Hauptausschusses in Würzburg grundsätzlich beschlossene Einrichtung einer Pressestelle ist inzwischen einen großen Schritt weitergekommen. Über die Einzelheiten vergleiche den

Aufsatz über „Sinn und Nutzen einer Pressestelle" auf Seite 57. Das Abkommen mit den beteiligten Organisationen ist für ein Jahr abgeschlossen.

3. Einen breiten Raum nahm die Aussprache über den Brief des Vorsitzenden an die Deutsche Studentenschaft im Falle Gumbel und den Widerspruch ein, den die Erklärung des Vorstandes innerhalb der Kollegenschaft hervorgerufen hat. Das Ergebnis der Aussprache ergibt sich aus der unten folgenden Veröffentlichung.

4. Über die Wirtschaftsfragen berichtete ausführlich Herr Thieß, Köln. Die Gesamtheit der einschlägigen Fragen wird auch den kommenden Hochschultag beschäftigen müssen.

5. Für den vom 5. bis 10. Oktober in Danzig stattfindenden VII. Deutschen Hochschultag wurde eine vorläufige Tagesordnung aufgestellt. Die Tagung selbst wird sich im wesentlichen mit dem Fragenkomplex der Hochschulreform zu beschäftigen haben.

Dem Vorstand des Verbandes der Deutschen Hochschulen ist die nachstehende Erklärung zugegangen: X

„Die unterzeichneten Hochschullehrer haben mit großem Befremden von der Antwort des Vorstandes des Hochschulverbandes, gez. Tillmann, Bonn („Mitteilungen des Verbandes der Deutschen Hochschulen", März 1931), auf das anmaßliche und mit irreführenden Angaben operierende Schreiben der sogenannten Deutschen Studentenschaft in Sachen Gumbel Kenntnis genommen.

Wir vermissen in dieser Antwort die gebührende Zurückweisung des studentischen Versuchs, die akademische Lehr- und Gesinnungsfreiheit mit der Entfernung Professor Gumbels aus seiner Lehrtätigkeit in Heidelberg aus politischen Gründen zu vernichten. Wir vermissen insbesondere auch die pflichtgemäße Schärfe, mit der der Hochschulverband an erster Stelle von den unerhörten Übergriffen und Methoden der Heidelberger Studenten hätte abrücken müssen.

Wir bedauern daher die vorliegende Antwort des Verbandsvorstandes, weil sie eine Ermutigung zu weiteren Auflehnungen gegen die Lehrfreiheit und zu eventuellen weiteren Unruhen darstellt.

Insbesondere fühlen sich die Unterzeichneten zu diesem förmlichen Protest verpflichtet, weil das Schreiben des Hochschulverbandes nicht die geistigen Interessen der gesamten akademischen Lehrerschaft vertritt, sondern sich zum Sprachrohr für politisch intolerante, vom kulturellen Standpunkt sehr unzeitgemäße Anschauungen einer einzelnen Gruppe macht."

B. Altaner, Breslau. William Amram, Duisburg. Ernst von Aster, Gießen. Karl Barth, Bonn. Hans Becker, Leipzig. Georg Bernhard, Berlin. Carl Boehm, Ettlingen. Börnstein, Berlin. Brandt, Berlin. H. Cassel, Berlin. Benno Chajes, Berlin. Dehn, Frankfurt a. M. Gustav Doetsch, Freiburg. Hans Driesch, Leipzig. C. Drucker, Leipzig. Albert Einstein, Berlin. Dr. Engeroff, Bonn. Epstein, Frankfurt a. M. Fritz Frank, Berlin. Wilhelm Friedmann, Leipzig. Albrecht Götze, Marburg. M. Goldschmidt, Leipzig. Henryk

X (folgt Erklärung Holdes mit allen Unterschriften

Großmann, Frankfurt a. M. A. Grotjahn, Berlin. Carl Grünberg, Frankfurt a. M. Hans Hahn, Wien. L. Halberstaedter, Berlin. Heller, Berlin. Hellinger, Frankfurt a. M. J. Herrmann, Stuttgart. Friedrich Hertz, Halle a. d. Saale. Dr. Holborn, Berlin. Martin Hobohm, Berlin. Holde, Berlin. Max Horkheimer, Frankfurt a. M. Alfred Kantorowicz, Bonn. Dr. Franz Keller, Freiburg. Fritz Klingmüller, Greifswald. Fritz Lieb, E. Lederer, Heidelberg. Eugen Lerch, Münster i. W. Lessing, Hannover. Paul F. Linke, Jena. Max Löhr, Königsberg. S. Marck, Breslau. Marschak, Heidelberg. R. Mehmke, Stuttgart. August Messer, Gießen. H. Münter, Heidelberg. Friedrich Niebergall, Marburg. F. Noack, Berlin. Wilhelm Nöller, Berlin. F. Noether, Breslau. Emmy Noether, Göttingen. Franz Oppenheimer, Frankfurt a. M. Otto Piper, Münster. Martin Pleßner, Frankfurt a. M. Gustav Radbruch, Heidelberg. Hans Rademacher, Breslau. Arthur Rosenberg, Berlin. Arthur Rosenheim, Berlin. Gottfried Salomon, Frankfurt a. Main. H. Salinger, Berlin. Anna Siemsen, Jena. Hugo Sinzheimer, Frankfurt a. Main. Julius Schaxel, Jena. Karl Ludwig Schmidt, Bonn. Levin L. Schücking, Leipzig. Wolfgang Stammler, Greifswald. Georg Steindorff, Leipzig. Taut, Berlin. Ferdinand Tönnies, Kiel. J. Traube, Berlin. Reinhold Trautmann, Leipzig. von Tyszka, Marburg. Fritz Weigert, Leipzig. Theodor Wiesengrund, Frankfurt a. M. Witkowski, Leipzig. Konrad Ziegler, Greifswald.

Außerdem hat der Verband noch mehrere Einzelzuschriften erhalten, die zum Teil in noch weniger freundlicher, zum Teil aber auch in viel ruhigerer Form zu dem an den Vorstand der Deutschen Studentenschaft gerichteten Briefe Stellung nehmen.

Der Vorstand des Verbandes der Deutschen Hochschulen, der ohne Rücksicht auf die politische oder weltanschauliche Stellung des einzelnen Hochschullehrers alle deutschen Hochschulen zu vertreten hat, braucht nicht erst zu erklären, daß er jeder, von seiner eigenen abweichenden, ehrlichen Überzeugung Achtung und Verständnis entgegenbringt. Er bemerkt aber zu den Vorwürfen des Protestes das Folgende:

1. Mit der akademischen Lehrfreiheit oder mit den wissenschaftlichen Leistungen des Herrn Professor Gumbel sich zu beschäftigen, lag für den Vorstand deshalb kein Anlaß vor, weil sich alle gegen Herrn Gumbel erhobenen Vorwürfe ausschließlich gegen seine Person und gegen seine (außerakademische) agitatorische Tätigkeit ge~~richtet hatten~~.

2. Der Vorstand weist den Vorwurf entschieden zurück, daß sein Brief zu weiteren Auflehnungen gegen die Lehrfreiheit und zu eventuellen weiteren Unruhen ermutigt.

Es ist nicht richtig, daß sich der Vorstand nicht gegen den Versuch der Heidelberger Studenten gewandt hätte, Professor Gumbel aus seiner akademischen Stellung zu entfernen. Vielmehr hat er sich ausdrücklich in seinem an die Deutsche Studentenschaft gerichteten Briefe dem scharfen Verweis des engeren Senats der Universität Heidelberg angeschlossen.

3. Als ebenso ungerechtfertigt empfindet der Vorstand die Behauptung, er habe sich zum Sprachrohr für politisch intolerante, vom kulturellen Standpunkte sehr unzeitgemäße Anschauungen einer einzelnen Gruppe gemacht. Dieser Vorwurf ist in der oben abgedruckten Erklärung nicht begründet worden. Die Geschichte des Verbandes und

seine bisherige Haltung widerlegt ihn. In dem an die Deutsche Studentenschaft gerichteten Briefe des Vorstandes hieß es, daß er jede Äußerung, in der die Deutsche Studentenschaft ihre vaterländische Gesinnung bekundet, auf das wärmste begrüße. Dem von ihm gewählten Ausdruck „vaterländische Gesinnung" eine derartige Auslegung zu geben, ist eine Verdächtigung, die der Vorstand entschieden zurückweisen muß.

Zwei amerikanische Professoren.

Von Prof. Dr. O. Franke, Berlin.

Anfang Mai starb in Pasadena (Kalifornien) der Professor der Physik an der Universität Chicago Albert Abraham Michelson. Er hatte als hervorragender Gelehrter und Nobelpreisträger von 1907 einen großen Namen von internationaler Bedeutung. Im Jahre 1852 war er in Deutschland geboren, kam als Kind nach Amerika, studierte dann in Berlin, Heidelberg und Paris Physik und kehrte darauf nach Amerika zurück. In der Zeitung „Chicago Daily News" erschien am 16. April 1921 ein längerer Aufruf, in dem es unter anderem hieß: „Wir betrachten es jetzt als feststehend, daß Deutschland, wohlbewandert in allen Schlichen ränkevoller Kniffe, nicht zahlen wird, wenn es nicht zum Zahlen gezwungen wird. Ohne Rücksicht auf den Abscheu der Welt, ist es entschlossen, seine in die Länge gezogene Tragikomödie niedriger finanzieller Hinterhaltigkeit vor den verächtlichen Blicken der zuschauenden Völker bis zu einem unanständigen Ende durchzuführen. In der deutschen Regierung wenigstens ist heute kein Sinn für Ehre und kein ehrlicher Wille, ihre rechtmäßigen Schulden zu bezahlen oder ihren moralischen Verpflichtungen ins Gesicht zu sehen, vorhanden. Die Amerikaner mit ihrem Sportgeist verachten einen wimmernden Verlierer, und mit ihrem Geschmack für geschäftliche Ehrlichkeit verabscheuen den Schuldner, der Wechsel unterschreibt und sich weigert, sie einzulösen . . . Es liegt den Amerikanern ob, die deutsche Propaganda ihrer verhüllten Lügen zu entkleiden und sie als das zu zeigen, was sie ist: ein schamloser Versuch von seiten Deutschlands, die siegreichen Opfer für die Zerstörungen und für das Unheil zahlen zu lassen, die es selbst angerichtet hat, die Vereinigten Staaten aber zu beschwindeln, damit sie dem schäbigsten, hinterlistigsten und unanständigsten Spiele Vorschub leisten, das jemals ein großes Volk in aller Offenheit gespielt hat usw." (Näheres hierüber kann man in Karl Kerkhofs Zusammenstellung: „Der Krieg gegen die deutsche Wissenschaft", S. 21 u. 43 f., lesen.) Dieser Aufruf war von 16 Amerikanern unterzeichnet, darunter neun Universitätsprofessoren, einer davon war Albert A. Michelson. Große deutsche Zeitungen (z. B. das „Berliner Tageblatt" vom 11. Mai, die „Deutsche Allgemeine Zeitung" vom 12. Mai) haben dem Verstorbenen ehrenvolle Nachrufe gewidmet, ohne seiner Haltung gegen das Land seiner Herkunft Erwähnung zu tun.

Vier Monate früher, am 12. Januar, war John William Burgess, Amerikaner von Geburt, Professor für Staatswissenschaft und Verfassungsrecht an der Columbia-Universität in New York, gestorben. Er

Der Sozialistische Student

Organ der Sozialistischen Studentenschaft Deutschlands u. Österreichs, Ortsgruppe Heidelberg

2. Jahrgang | Erscheint zweimal monatlich — Einzelnummer für Nichtstudierende 10 Pfennig. Redaktion: Heidelberg, Burgweg 4 | Nr. 5, Juli 1931

Genosse Gumbel.

E. J. Gumbel, der von den deutschen Nationalisten und ihrem studierenden Nachwuchs bestgehaßte Mann, ist dieser Tage 40 Jahre alt geworden. Dieser Vierzigjährige ist heute ein Mann mit grauen Haaren — volle sechs Jahre steht er nun im Mittelpunkt dieser großangelegten Verleumdungs- und Hetzkampagnen, diesem speiüblen Feldzug der Gemeinheit und Lüge, einer Kampagne, die in der allerletzten Zeit erst abgeebbt ist — um aber bei der erstbesten Gelegenheit mit künstlich gesteigerter Heftigkeit neu zu entbrennen. Es ist Flunkerei, wenn man jetzt behauptet, ein antipatriotischer Ausspruch Gumbels vor sechs Jahren habe ihm den ewigen Haß aller Nationalisten und Patrioten zugezogen — gehaßt wird Gumbel nicht wegen seines Ausspruchs, sondern wegen seiner Gesinnung und der Entschiedenheit, mit der er sie betätigt. In ihm haßt und bekämpft man den entschiedenen Pazifisten und Sozialisten, den Kriegsdienstverweigerer und Revolutionär, den Ankläger und Kämpfer gegen einen Nationalismus der Feme, des politischen Mordes, der „schwarzen" Armeen.

Nicht der angebliche verletzende Ausdruck, sondern Gumbels Bücher „Vier Jahre Lüge" und „Vier Jahre politischer Mord", die das verbrecherische Treiben des deutschen Nationalismus rücksichtslos bloßlegten, waren der Anlaß zu seiner wüsten Befehdung. Der allein sollte der Universitätslehrer Gumbel getroffen werden und das ist der Sinn der immer wieder angezettelten studentischen Aktionen an der Universität Heidelberg. Mit einem erzwungenen Ausscheiden Gumbels aus dem Universitätskörper hätte in aller Oeffentlichkeit dokumentiert werden sollen, daß die deutschen Universitäten die ausschließliche Domäne der Reaktion sind. Der Anschlag ist trotz immer wiederholter Versuche nicht gelungen — Genosse Gumbel ist nicht gewichen.

Wer den Genossen Gumbel kennt, der weiß, daß Einfachheit und Wahrhaftigkeit seine hervorstechendsten Eigenschaften sind. Dieser als Publizist bekannt gewordene Gelehrte ist ein Wahrheitsfanatiker, und sein größter Stolz ist es, daß das Reichsjustizministerium in der Denkschrift zu dem Buche „Vier Jahre politischer Mord", alle von ihm angeführten Tatsachen bestätigen mußte. Vor dem Menschen Gumbel mußten selbst seine ehrlichen Gegner Achtung bezeugen: — heißt es doch in dem Beschluß der philosophischen Fakultät Heidelberg, der als Ergebnis eines hochnotpeinlichen Verfahrens im Jahre 1925 bekanntgegeben wurde, unter anderem: Auf den ersten Blick ist Gumbel ein fanatischer Idealist. Er glaubt an seine Sache, den Pazifismus, und an seine Mission darin. Leidenschaftlich und voll Haß steht er allem gegenüber, was ihm Gewalt, Nationalismus, Tendenz zu zukünftigem Kriege scheint. Wo dieser Idealismus in Frage kommt, hat er Mut; nicht nur die Zivilcourage, zu sagen, was er denkt, sondern den Mut zum Wagnis seines Lebens . . ." Doch nicht die persönliche Tapferkeit eines leidenschaftlichen Bürgers, sondern die Erkenntnis, daß er als einer der Exponenten der sozialistischen Ideenwelt auf vorgeschobenem Posten steht, liegt zutiefst seiner Haltung zu Grunde.

Als Gelehrter hat Gumbel unter den internationalen Fachleuten für Mathematik u. Statistik einen guten Ruf und selbst in Deutschland ist er anerkannter Mitarbeiter an der fachwissenschaftlichen Zeitschrift für Mathematik. Diese Tatsache in der Oeffentlichkeit anzuführen, ist nicht ohne Wert, da immer wieder versucht worden ist, gegen Gumbel, der als einziger an der Universität Heidelberg Statistik liest, als den Politiker und „Nicht-Gelehrten" Stimmung zu machen. Zu allem Ueberfluß kann auch dafür der keineswegs aus freundschaftlicher Einstellung zu Gumbel gefaßte Beschluß der Philosophischen Fakultät zitiert werden: „Dieser Mann ist zugleich ohne Zweifel Gelehrter. Eine große Reihe von Arbeiten, die sich mit mathematischer Statistik befassen und Gegenstände aus der Physik, Biologie und Oekonomie betreffen, zeigen der Form nach diese Gelehrsamkeit."

Insgesamt hat Gumbel, der im Jahre 1923 sich habilitiert hat, auf seinem Spezialgebiet, der Statistik, annähernd 80 wissenschaftliche Arbeiten aus den verschiedensten Gebieten, wie Aviatik, Radiotechnik usw. veröffentlicht. Bahnbrechend sind auf diesem Gebiete die erstmalig angestellten Untersuchungen über die Strafvollzugsstatistik, seine politisch sehr bedeutsame Landesverrats-Statistik und eine grundsätzliche marxistische Abhandlung über „Klassenkampf und Statistik". Aus dieser letzteren Arbeit sei eine für den Sozialisten Gumbel charakteristische Stelle angeführt, in der er sich über eine von allen bürgerlichen Statistiken unerfaßte Todesursache ausläßt — über das Verhungern. „Nur ganz ausnahmsweise erfahren wir etwas über diese sozial interessanteste Todesursache; dann nämlich, wenn es plötzlich das Interesse einer Regierung ist, nicht zu beweisen, wie gut, sondern wie schlecht es in ihrem Land aussieht. Diesem Interesse verdanken wir das Wissen um die Tatsache, daß in Deutschland während des Krieges etwa 700 000 Menschen verhungert sind. Das wurde erst 1919 errechnet und bekanntgegeben. Vorher galt es für die Aerzte und Statistiker zu beweisen, daß das Hungern gesundheitsfördernd sei. Erst als man glaubte, durch solche Verzweiflungsschreie gute Friedensbedingungen zu erhalten, wurde diese Fragestellung interessant". Gumbel war auch vor fünf Jahren die ehrende Aufgabe zugefallen, im Marx-Engels-Institut in Moskau aus dem literarischen Nachlaß Karl Marx' die mathematischen Arbeiten zu sichten und für eine Veröffentlichung fertig zu stellen.

Die pazifistische Gesinnung Gumbels ist gewissermaßen durch seine „Erbmasse" bestimmt: er stammt aus einer pazifistischen Familie, und der in pazifistischen Kreisen bestens bekannte und erst vor kurzem verschiedene Schriftsteller Guml war sein Onkel und der geistige Berater seiner Jugend. Sozialist ist Gumbel seit dem Jahre 1917, mit nur kurzer Unterbrechung steht er seit dieser Zeit aktiv in der sozialistischen Arbeiterbewegung. Allerdings, von Anfang an und auch heute gehört sein Bekenntnis der revolutionären Auffassung des Sozialismus. Zu Unrecht hat man, wie so oft, Gumbel deshalb eine zeitlang als Kommunisten betrachtet, und doch war es gerade die scharfe Ablehnung der verheerenden kommunistischen Politik und besonders ihrer — aufrichtig oder unaufrichtig gemeinten — Konkurrenz mit der nationalistischen Phrase, die ihn in die Reihen der Sozialdemokratie zurückkehren ließ. Vielleicht ist dieser Schritt ihm umso höher anzurechnen, als er zu einem Zeitpunkt erfolgte, da die politischen Gemüter in Deutschland noch unmittelbar unter dem Eindruck des „nationalsozialistischen Erfolges vom 14. September standen. Eine Kämpfernatur von Kommunismus ist Gumbel auch in der Sozialdemokratie in den Reihen der revolutionär-sozialistischen Aktivisten zu finden.

Der „Graukopf" Gumbel ist ein Jünger im vollen Sinne des Wortes. Er steht mitten unter der sozialistischen Jugend seiner Wirkungsstätte und gehört zu ihr. In Gumbel verehren die sozialistischen Studenten Heidelbergs ihren Lehrer und Kampfgenossen.

Tretet ein in die Reihen der Sozialistischen Studenten!

[illegible] gegen Gumbel

[illegible] zum Kreistag des Kreises 8 der Deutschen Studentenschaft in Heidelberg versammelten Studentenschaften der:

Technischen Hochschule Darmstadt,
Universität Freiburg,
Universität Gießen,
Universität Heidelberg,
Technischen Hochschule Karlsruhe,
Handelshochschule Mannheim,
Technischen Hochschule Stuttgart,
Universität Tübingen

erheben hiermit erneut schärfsten Einspruch gegen die im W.-S. 1930-31 erfolgte Ernennung des Herrn Gumbel zum a. o. Professor der Universität Heidelberg. Der Fall Gumbel ist in der Oeffentlichkeit zur Genüge bekannt.

Wenn wir bisher geschwiegen haben, so geschah das in der Erwartung, daß seitens des Ministeriums oder der Hochschulbehörde den Forderungen der Studentenschaften Genüge getan werde. Nachdem dies bisher nicht der Fall ist, fordern wir vor aller Oeffentlichkeit mit Entschiedenheit eine umgehende Klärung und die Entfernung des Herrn Gumbel aus dem Lehrkörper der Universität Heidelberg. **Wir verweisen hierbei auf die Vorgänge der letzten Zeit an verschiedenen deutschen Hochschulen, die den Beweis dafür bringen, daß die Studentenschaften nicht gewillt sind, die Schmähung ihrer nationalen Gesinnung durch Lehrer der deutschen akademischen Jugend weiterhin zu erdulden.**

Im Bewußtsein unserer Verantwortung gegenüber dem deutschen Volke und dem Ansehen der deutschen Hochschule als Stätte nationalen Kulturschaffens und nationaler Erziehung sind wir von der Berechtigung unserer Forderung überzeugt, um so mehr, als sich auch der Deutsche Hochschulverband eindeutig gegen Gumbel gewandt hat.

AUSSCHNITT VOM: 23 JUL 1931

Vossische Zeitung, Berlin
Morgen-Ausgabe

Hochschulverband rückt ab

Selbstbesinnung im Fall Gumbel

Im März dieses Jahres erregte eine briefliche Erklärung des Hochschulverbandes an die Deutsche Studentenschaft gegen den Heidelberger Professor Gumbel peinliches Aufsehen. Die starke Erregung über diese Entgleisung führte zu einem Protest, der von Geheimrat Holde von der Berliner Technischen Hochschule ausging und dem sich 80 Professoren, darunter so angesehene Namen wie von [illegible]-Gießen, Brandt-Berlin, Driesch-Leipzig, Einstein-Berlin, Götze-Marburg, Grotjahn-Berlin, [illegible]-Berlin, Keller-Freiburg, Lederer-Heidelberg, Marck-Breslau, [illegible]-Gießen, Nöller-Berlin, Oppenheimer-Frankfurt, Radbruch-Heidelberg, Siemsen-Jena, Schagel-Jena, Schücking-Kiel, Tönnies-Kiel, Tyszka-Hamburg und Ziegler-Greifswald anschlossen. Die Geschichte dieses Protestes ist in dem von uns bereits [illegible] neuesten Heft der Zeitschrift der Deutschen Liga für Menschenrechte geschildert.

Der Hochschulverband hat nunmehr in seinem Mitteilungsblatt Nr. 5/6 1931 loyalerweise diesen Protest im vollen Wortlaut und mit allen Unterschriften abgedruckt. In dem daran geknüpften **Kommentar** erwähnt der Verband, daß er in dieser Sache noch mehrere, keineswegs freundliche Zuschriften erhalten habe. Ferner gibt er seinem seinerzeitigen Brief an die „Deutsche Studentenschaft", welcher den Protest hervorgerufen hatte, eine **neue Deutung**, die allerdings von der bisher in der Oeffentlichkeit verbreiteten Auffassung abweicht. Es sei selbstverständlich, daß er jeder, von seiner eigenen abweichenden ehrlichen Ueberzeugung Achtung und Verständnis entgegenbringe. [illegible] unter dem Eindruck der neuesten Studentenkrawalle weist der Verband entschieden den Vorwurf zurück, daß sein Brief zu weiteren Auflehnungen gegen die Lehrfreiheit und zu [illegible] weiteren Unruhen ermutige.

Gegenüber den Heidelberger Studenten, [illegible] ihre wiederholte Forderung auf [illegible] [illegible]

Volksw. [illegible]

23.4.31.

Genosse Gumbel.

E. J. Gumbel, der von den deutschen Nationalisten und ihrem studierenden Nachwuchs bestgehaßte Mann, ist dieser Tage 40 Jahre alt geworden. Dieser Vierzigjährige ist heute ein Mann mit grauen Haaren — volle sechs Jahre steht er nun im Mittelpunkt dieser groß angelegten Verleumdungs- und Hetzkampagnen, diesem [illegible] Feldzug der Gemeinheit und Lüge, einer Kampagne, die in der allerletzten Zeit erst abgeebbt ist — um aber bei der erstbesten Gelegenheit mit [illegible] gesteigerter Heftigkeit neu zu entbrennen. Es ist Flunkerei, wenn man jetzt behauptet, ein antipatriotischer Ausspruch Gumbels vor sechs Jahren habe ihm den ewigen Haß aller Nationalisten und Patrioten zugezogen — gehaßt wird Gumbel nicht wegen seines Ausspruchs, sondern wegen seiner Gesinnung und der Entschiedenheit, mit der er sie betätigt. In ihm haßt und bekämpft man den entschiedenen Pazifisten und Sozialisten, den Kriegsdienstverweigerer und Revolutionär, den Ankläger und Kämpfer gegen einen Nationalismus der Feme, des politischen Mordes, der „schwarzen" Armeen.

Nicht der angebliche verletzende Ausdruck, sondern Gumbels Bücher „Vier Jahre Lüge" und „Vier Jahre politischer Mord", die das verbrecherische Treiben des deutschen Nationalismus rückhaltlos bloßlegten, waren der Anlaß zu seiner wüsten Bekämpfung. Vor allem sollte der Universitätslehrer Gumbel getroffen werden und das ist der Sinn der immer wieder angestellten studentischen Aktionen an der Universität Heidelberg. Mit einem erzwungenen Ausscheiden Gumbels aus dem Universitätskörper hätte in aller Oeffentlichkeit dokumentiert werden sollen, daß die deutschen Universitäten die ausschließliche Domäne der Reaktion sind. Der Anschlag ist trotz immer wiederholter Versuche nicht gelungen — Genosse Gumbel ist nicht gewichen.

Wer den Genossen Gumbel kennt, der weiß, daß Einfachheit und Wahrhaftigkeit seine hervorstechendsten Eigenschaften sind. Dieser als Publizist bekannt gewordene Gelehrte ist ein Wahrheitsfanatiker, u. sein größter Stolz ist es, daß das Reichsjustizministerium in der Denkschrift zu dem Buche „Vier Jahre politischer Mord", alle von ihm angeführten Tatsachen bestätigen mußte. Vor dem Menschen Gumbel mußten selbst seine ehrlichen Gegner Achtung bezeugen; — heißt es doch in dem Beschluß der philosophischen Fakultät Heidelberg, der als Ergebnis eines hochnotpeinlichen Verfahrens im Jahre 1925 bekanntgegeben wurde, unter anderem: „Auf den ersten Blick ist Gumbel ein fanatischer Idealist. Er glaubt an seine Sache, den Pazifismus, und an seine Mission darin. Leidenschaftlich und voll Haß steht er allem gegenüber, was ihm Gewalt, Nationalismus, Tendenz zu zukünftigem Kriege scheint. Wo dieser Idealismus in Frage kommt, hat er Mut; nicht nur die Zivilcourage, zu sagen, was er denkt, sondern den Mut zum Wagnis seines Lebens . . ." Doch nicht die persönliche Tapferkeit eines heldenhaften Bürgers, sondern die Erkenntnis, daß er als einer der Exponenten der sozialistischen Ideenwelt auf vorgeschobenem Posten steht, liegt zutiefst seiner Haltung zu Grunde.

Als Gelehrter hat Gumbel unter den internationalen Fachleuten für Mathematik u. Statistik einen guten Ruf und selbst in Deutschland ist er anerkannter Mitarbeiter an der fachwissenschaftlichen Zeitschrift für Mathematik. Diese Tatsache in der Oeffentlichkeit anzuführen, ist nicht ohne Wert, da immer wieder versucht worden ist, gegen Gumbel, der als einziger an der Universität Heidelberg Statistik liest, als den Politiker und „Nicht-Gelehrten" Stimmung zu machen. Zu allem Ueberfluß kann auch dafür der keineswegs aus freundschaftlicher Einstellung zu Gumbel gefaßte Beschluß der philosophischen Fakultät zitiert werden: „Dieser Mann ist zugleich ohne Zweifel Gelehrter. Eine große Reihe von Arbeiten, die sich mit mathematischer Statistik befassen und Gegenstände aus der Physik, Biologie und Oekonomik betreffen, zeigen der Form nach diese Gelehrsamkeit."

Der „Graukopf" Gumbel ist ein Junger im vollen Sinne des Wortes. Er steht mitten unter der sozialistischen Jugend seiner Wirkungsstätte und gehört zu ihr. In Gumbel verehren die sozialistischen Studenten Heidelbergs ihren Lehrer und Kampfgenossen.

…ische Jugend…
…e Gleichgültig…
… Millionen vo…
solcher Hoffnung wür…
men, wo das Vaterla…
die sich mit Gut un…
Sache einsetzen. Es…
der Erlösung schlage…
vorbereiten. Sie mu…

ADRESSEN-VERLAG U. ZEITUNGSAUSSCHNITTE | BERLIN S.O. 16 | RUNGESTR. 20
AUSSCHN…

[redacted]

…die gern ihr
… Volk und
…
…oser Hingabe
… stellen und
… und zäher
… in unseren

30

Von Friedrich Felgen

Von einem Konversationslexikon erwartet man, daß es dem Wißbegierigen zuverlässig, d. h. sachlich Aufschluß gibt. Jahrzehntelange Erfahrung hat gelehrt, den Angaben solcher Nachschlagewerke von Rang blindlings Glauben zu schenken. Wir sind — ein schönes Zeichen für die Güte der großen deutschen Lexika! — so weit, daß wir ihre Objektivität als selbstverständlich voraussetzen, zumal sie die Grundlage des Vertrauens und damit des Erfolges dieser Werke ist. Umso peinlicher wirkt eine Enttäuschung von der Schwere, die man erlebt, wenn man liest, was die neueste Ausgabe des „Großen Brockhaus“ (1930. VI. Band F—Gar., S. 132) unter dem Stichwort „Fememorde“ enthält. Da steht zu lesen: „Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, bes. i. J. 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich selbst „Arbeitskommandos“. Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrats verdächtig gemacht hatten. Der Feme-Ausschuß des Reichstags, der Rechts-Ausschuß des Pr. Landtags über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1925 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. Gumbel: Vier Jahre politischer Mord (1922), Verräter verfallen der Feme (1929).“

Man steht hoffnungslos vor diesem Wust von gefährlichem Unsinn, weil jeder Versuch, auch nur das wichtigste richtigzustellen, den Rahmen eines Zeitungsaufsatzes zu sprengen droht. Trotzdem muß dieser Versuch gewagt werden; denn schließlich handelt es sich nicht um ein obskures Pamphlet, sondern um den „Großen Brockhaus“ über dessen Einfluß auf die öffentliche Meinung kein Wort verloren zu werden braucht; und bei dem behandelten Gegenstand geht es nicht um einen belanglosen Schmetterling, wo Irrtümer bedauerlich, aber ohne schwerwiegende Folgen wären, sondern um eine Angelegenheit, deren Für und Wider das deutsche Volk jahrelang bis ins Tiefste erregt hat. Und gerade hier, wo um der Gerechtigkeit willen die Abwägung jedes Wortes erforderlich wäre, gibt der Sachbearbeiter des „Brockhaus“ eine tendenziöse Darstellung, die — wenn man ihm schon keine Böswilligkeit zutraut — das Produkt krassester Ignoranz und einseitigster Unterrichtung ist.

Beweis: als einzige „Quellenwerke“ gibt er die Tendenzbücher des sattsam bekannten Herrn Gumbel an, für den die Toten des Weltkrieges „auf dem Felde der Unehre gefallen“ sind. Dabei existiert eine ganze Literatur über den Gegenstand: Buchrucker, Im Schatten Seeckts; Felgen, Femgericht; Grimm, Oberleutnant Schulz, Femeprozesse und Schwarze Reichswehr; Derselbe, Grundsätzliches zu den Femeprozessen; Derselbe, Femeprozesse (Sonderabdruck aus dem Handwörterbuch der Rechtswissenschaft); Luetgebrune, Wahrheit und Recht für Feme, Schwarze Reichswehr und Oberleutnant Schulz usw. usw. Der Sachbearbeiter hat die Pflicht, sich umfassend zu unterhalten, gröblich verletzt und dadurch die fast unvermeidliche Gefahr heraufbeschworen, daß die deutsche Oeffentlichkeit grundfalsch unterrichtet wird.

Fememord ist keineswegs einfach eine „Bezeichnung für politische Morde, die in der Nachkriegszeit“ usw. Es ist vielmehr ein von der Linkspresse zur Irreführung der Oeffentlichkeit geprägtes Schlagwort. Es wurde zur Ablenkung der öffentlichen Meinung vom Barmatskandal geprägt und mit ihm ein Hetzfeldzug entfesselt, der durch Material genährt wurde, das seit

Jahren in den Schubläden der politischen Polizei [illegible] ruhte, aber erst Verwendung fand, [illegible] in Not war. Die „Schwarze [illegible]" [illegible] man nicht als „illegale [illegible]" [illegible]. Der Reichswehrminister Ge[illegible] [illegible] „das vorsichtig aufgebaute [illegible] gegen Osten" bezeichnet. [illegible] keineswegs selbst „Arbeitskommandos", sondern führte diese Bezeichnung auf Anweisung der Reichswehr. Die „Opfer der F(—eme)" waren auch nicht „neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände."

„Feme" ist nämlich eine Fiktion. Es hat in der Nachkriegszeit keine Organisation gegeben, die sich die „Aburteilung" oder Tötung von Menschen zur Aufgabe gemacht hätte. Niemals ist ein derartiger Nachweis geführt worden. Am wenigstens in der „Schwarzen Reichswehr", wo — übrigens: was versteht der Sachbearbeiter des „Brockhaus" unter „zahlreich"? insgesamt acht Tötungen erfolgt sind, die sämtlich den Charakter der Selbsthilfe in Zeiten übergesetzlichen Staatsnotstandes tragen. Die Verhandlungen der [illegible]mentarischen Spezial-Ausschüsse, auf die der [illegible]arbeiter hinweist, haben recht problema- [illegible]; trotzdem kann keine Rede davon [illegible] ein Bild der Zersetzungserscheinungen [illegible] rechtsradikalen Geheimbünden ent- [illegible], aus denen die Atmosphäre der [illegible] konnte."

[illegible] „[illegible]sphäre der Feme" ist nie entstanden; denn es hat bei keiner dieser Tötungen auch nur Feme-Aehnliches gegeben. Daran wird auch durch den Umstand nichts geändert, daß das als Bürgerschreck geschickt gewählte Wort „Feme" aus der Rumpelkammer phantasiebegabter Asphalt-Journaille in den Sprachgebrauch der Behörden und Gerichte überging.

Es kann und darf nicht die Aufgabe eines großen Konversationslexikons sein, solchen Schlagworten durch tendenziöse Erklärung den Glanz der Wahrheit zu geben. Man sollte sich in der Redaktion des „Brockhaus" den erwähnten Sonderabdruck aus dem „Handwörterbuch der Rechtswissenschaft" (Prof. Dr. Fr. Grimm, Femeprozesse) besorgen, um zu sehen, welchen Bärendienst ihr der Sachberater erwiesen hat.

Tante Lotte und Tante Lita gehen mit ihren Gruppen gemeinsam auf Fahrt.

Rüdesheim! Ende der offiziellen Bonner Tagung! Pommern und Sachsen-Mittelelbe finden sich jetzt zusammen. Auf dem Dampfer saßen wir schon in erreichbarer Nähe und streckten die ersten Fühlhörner aus, um die neuen Fahrtgenossen etwas kennen zu lernen. Gemeinsam war schon das Quartier in Rüdesheim im „Gasthof zum Rebstock" bestellt. Dem Strohlager entronnen, sollten wir nun z. T. sogar in richtigen Betten schlafen! Die Stimmung ging hoch an dem Abend, der erste Wein auf dieser Rheinfahrt! Unsere Mitglieder der Reichsführung wurden ungeheuer gefeiert. Keiner wollte wirklich gerne folgen, als es hieß: „Nun Schluß. In's Bett!" [illegible] nächsten Morgen, Schwimmen im „Rhein, [illegible] durch alle Winkel Rüdesheims, je nach Geschmack. Am Nachmittag durch die Weinberge hinauf zum Niederwalddenkmal. Die Sonne meinte es unendlich gut! Trotzdem konnten wir uns von dem Denkmal und dem prachtvollen Blick von da aus lange nicht trennen. Es ist halt doch ein besonderes Gefühl, dort oben vor dem Nationaldenkmal zu stehen. Weiter ging's durch herrlichen Wald jetzt. Auf einem Felsvorsprung wurde Rast gemacht, eine fliegende Kantine errichtet, die eine extra Mückenabwehr-Abteilung zugeteilt bekommen mußte, sonst wäre es aus Mordgier nicht zum Brote streichen gekommen. Abstieg nach Aßmannshausen — Bauernschänke — roter Aßmannshäuser! Es klingt üppig, aber darauf hatten wir [illegible] auch gespart, um am Rhein nicht ganz [illegible]

DIE MENSCHENRECHTE

Organ der Deutschen Liga für Menschenrechte

Schriftleitung
Dr. Walter Levinthal, Berlin N 24, Monbijouplatz 10III

Verantwortl. Redaktion
Kurt Grossmann, Berlin N 24, Monbijouplatz 10III

Verlag: Deutsche Liga für Menschenrechte, Berlin N 24, Monbijouplatz 10III
Telephon: D 2 Weidendamm 2870 / Postscheckkonto: Berlin 21255

JAHRGANG VI — BERLIN, 15. Juli 1931 — NUMMER 6-7

Die Hochschulreaktion

Die beschämenden Vorgänge an vielen deutschen Universitäten in den letzten Wochen haben gezeigt, wie aktuell das Thema ist, und in welchem Maße es die Aufmerksamkeit und Energie aller anständigen Deutschen verdient.

Die „Deutsche Liga für Menschenrechte" veranstaltete zum Thema „Die Hochschulreaktion" am 27. April im Langenbeck-Virchowhaus in Berlin eine Kundgebung, die überfüllt war. Alle großen Zeitungen berichteten eingehend. So schreibt die Vossische Zeitung vom 28. 4. 31:

Für die Freiheit der Lehre

Professoren rufen zum Kampf um die Hochschulen.

„Gegen die Hochschulreaktion!" Als die Liga für Menschenrechte unter dieser Parole zu einer Kundgebung aufrief, durfte sie nicht nur ihrer Hörer gewiß sein — sie füllten den großen Hörsaal im Langenbeck-Virchow-Haus bis zum letzten Platz — sondern auch ihrer Zeugen, an deren Berufung in dieser Sache auch vom politischen Gegner nicht zu zweifeln war: einige Hochschullehrer mit Namen von bestem Klang, unter ihnen Albert *Einstein*, sind gestern im Namen vieler ihrer Kollegen aufgetreten, um für die wahre Hochschulgesinnung zu sprechen. Mit ihrem ganzen persönlichen und wissenschaftlichen Ansehen haben sie sich in diesem Kampfe eingesetzt und die Grenzlinie der Denkfreiheit gegen den zersetzenden Ungeist gezogen.

Dieser Appell müßte endlich die Oeffentlichkeit und vor allem die Parteien, die vielfach noch immer desinteressiert sind, vor der Gefahr an den Hochschulen alarmieren. Denn es sind ja nicht nur die Ausschreitungen verhetzter Studenten, denen Einhalt geboten werden muß. Viel schwerer wiegt die Tatsache, daß unter dem Einfluß dieser Umtriebe im Organismus der Hochschulen selbst der Widerstandswille einer freien Geistigkeit, die hier ihre gesicherte Stätte haben müßte, allmählich erlahmt; daß jedes individuelle höhere Maß verleugnet wird vor der Brutalität des uniformierten Radikalismus, der dem geistigen Gesicht Deutschlands seine leere Maske aufzwingen will.

Es war natürlich, daß im Mittelpunkt dieser Kundgebung, die von Oberstudiendirektor *Kawerau* geleitet war, der Heidelberger Professor E. J. *Gumbel* stand, der auch selbst das Wort ergriff. Denn an diesem Fall haben sich die Entartungserscheinungen der politischen Agitation und die Schwäche, der manche Hochschulbehörden heute erliegen, besonders deutlich gezeigt. Professor *Hobohm* schilderte die einzelnen Phasen dieses Konflikts. Er zeigte, wie gegen *Gumbel*, der als Historiker der Fememorde den Haß aller Nationalisten auf sich gezogen hat, seit sechs Jahren systematisch gehetzt wird. Die Heidelberger Fakultät hat dabei keine sehr rühmliche Rolle gespielt und der Hochschulverband, die Standesorganisation der Deutschen Hochschullehrer, hat die Studentenschaft nach

einer offenen Provokation nicht nur nicht abgewiesen, sondern sie in ihrem Vorgehen sogar ermuntert. Als weiteren Fall dieser Art griff Professor *Hobohm* noch den Streit um den Kieler Theologen *Baumgarten* heraus, der bei einer Festpredigt von Studenten als Landesverräter beschimpft wurde, weil er im Krieg das nationale Interesse gegen die Annexionsträume der Alldeutschen vertrat.

Die Konsequenz gegenüber dem Verhalten des Hochschulverbandes kann, so erklärte Geheimrat *Holde*, nur dazu führen, daß alle republikanisch gesinnten Hochschullehrer ihren Austritt erklären. Der Hochschulverband hat die einzige Pflicht, die ihm gesetzt ist, aufs schwerste verletzt.

Die tieferen Gründe, die zu der fanatischen Reaktionsbewegung in der Studentenschaft geführt haben, wurden in der Kundgebung treffend formuliert: das übersteigerte Berechtigungswesen, dem auf der andern Seite die immer geringeren Existenzmöglichkeiten für den Akademiker gegenüberstehen, die falsche gesellschaftliche Einschätzung der Hochschulbildung, der Mangel an Wirklichkeitssinn in einem Korporationswesen, das sich in den Formen einer abgelebten Romantik gefällt, und schließlich der völlige Mangel an lebendigen Beziehungen zum schaffenden Volk.

„Jedes Volk hat die Universitäten, die es verdient." Hoffentlich wird dieses Wort über die Kundgebung hinaus den Weg zu den Verantwortlichen finden?

O. H."

Ueber die Vorgänge, welche zu dieser Kundgebung führten, insbesondere den Heidelberger Universitätsskandal, unterrichtet die folgende Darstellung:

Das ganze Wintersemester 1930/31 war in Heidelberg durch eine wüste Hetze der Nationalsozialistischen, Nationalistischen und Korporationsstudenten ausgefüllt, so daß es in dieser friedlichen Stadt mehrfach zu Krawallen und Prügeleien kam.

Den äußeren Anlaß, nicht den Grund, bot die Ernennung Dr. *Gumbels* zum a. o. Professor, die im August 1930 durch das badische Gesamtministerium erfolgt war. Es handelte sich hierbei nur um eine Titelverleihung ohne materielle Bedeutung, eine platonische Ehrung, die Privatdozenten mit wissenschaftlichen Leistungen nach etwa 5 Jahren üblicherweise zukommt. Im vorliegenden Falle dauerte es sogar über 7 Jahre, wovon nahezu zwei mit Verhandlungen ausgefüllt waren.

Das Hauptargument der Nationalsozialisten gegen *Gumbels* Ernennung war, daß sie von dem sozialdemokratischen Unterrichtsminister Dr. h. c. *Remmele* aus parteipolitischen Gründen erfolgt sei, und daß hierdurch die Rechte der Universität verletzt worden seien: *Gumbel* sei der Universität aufgedrängt worden. Von anderer Seite wurde erklärt, *Gumbels* Ernennung sei zwar formal korrekt erfolgt, aber materiell handle es sich dabei um Mißverständnisse zwischen Fakultät und Regierung.

Ueber die tatsächlichen Vorgänge orientiert der folgende Brief, den der badische Kultusminister *Remmele* an Geheimrat Prof. Dr. *Holde* auf dessen Anfrage am 7. Mai 1931 richtete:

> „Ich muß meine Verwunderung darüber aussprechen, daß die Behauptung aufgestellt werden [illegible], die Ernennung des Herrn Dr. Gumbel zum a. o. Professor sei durch ein Versehen erfolgt. Hierzu habe ich zu bemerken:
>
> 1) Die zuständige Fakultät ist brieflich angefragt worden, ob sie dann etwas gegen die Ernennung des Herrn Dr. *Gumbel* zum a. o. Professor einzuwenden habe, wenn der Minister diese von sich aus, also ohne Antrag von Fakultät und Senat beim Staatsministerium beantrage. Aus Anlaß einer persönlichen Unterredung mit dem Ministerialreferenten über andere dienstliche Angelegenheiten hat der

seinerzeitige Dekan diese an ihn gestellte Frage dahin beantwortet, ein Widerspruch der Fakultät werde wohl nicht erfolgen. Der Dekan hat späterhin, als die Studentenschaft gegen diese Ernennung protestierte, öffentlich bekannt gegeben, er habe vor der Erteilung seiner Antwort nicht alle Mitglieder der Fakultät um ihre Meinung gefragt.

2) Nirgendwo und in keiner Situation des Streites habe ich erklärt, die Ernennung Dr. *Gumbels* zum a. o. Professor wäre dann nicht vollzogen worden, wenn ich gewußt hätte, daß die Fakultät als solche diese nicht gutheiße. Diese Frage hat bei den öffentlichen Auseinandersetzungen überhaupt nie eine Rolle gespielt. Im Gegenteil, bei der Beratung dieser Streitfrage im Landtag habe ich ausdrücklich erklärt, das Vorschlagsrecht der Fakultät werde vom Ministerium stets beachtet; wenn aber einmal zwischen Ministerium und Senat sowie der Fakultät über eine Ernennung keine Verständigung erzielt werde, behalte sich das Ministerium selbstverständlich das Recht vor, eine Ernennung auch ohne Zustimmung der Fakultät zu vollziehen.

3) Die Frage der Ernennung des Herrn Dr. *Gumbel* zum a. o. Professor war schon von meinem Herrn Amtsvorgänger Dr. *Leers* aufgerollt worden. Sie blieb damals auf den Einspruch von Senat und Fakultät hin unerledigt. Damals war aber auch schon der Gedanke erwogen worden, ob nicht das Ministerium in diesem Falle selbständig entscheiden soll, weil es nicht angeht, einen Privatdozenten wegen seiner Ueberzeugung dauernd zu benachteiligen. Im Sommer 1930 habe ich alle von den Fakultäten für andere Privatdozenten gemachten Vorschläge auf Ernennung zum a. o. Professor so lange zurückgestellt, bis der Fall *Gumbel* geklärt war. Wäre die Antwort des Herrn Dekans in Sachen *Gumbel* negativ ausgefallen, dann hätte das Staatsministerium m. E. dessen Ernennung von sich aus vollziehen müssen. Ich war für meine Person entschlossen, diesen Antrag vor dem Staatsministerium zu vertreten.

4) Die Ernennung Dr. *Gumbels* zum a. o. Professor ist s. Zt. erfolgt, weil ihm kein akademischer oder sonstiger sittlicher Makel anhaftet. Was ich gelegentlich im Landtag und dritten Personen gegenüber beanstandete, war lediglich *Gumbels* Unvorsichtigkeit bei seinem Auftreten in öffentlichen Versammlungen. Bei etwas größerer Vorsicht in der Ausdrucksweise hätte er sich mancherlei Unannehmlichkeiten erspart. Ihm aber deshalb die Makellosigkeit seiner Person abzusprechen, geht wirklich nicht an. Auch heute noch sehe ich Herrn Dr. *Gumbel* als makellos an."

Obwohl dieser klare Tatbestand im wesentlichen schon im November 1930 bekannt war, setzte mit dem Semesterbeginn eine unerhörte Hetze ein. Da die nationalsozialistischen und korporierten Studenten den Allgemeinen Studenten-Ausschuß (Asta) beherrschten, konnten sie ihre Tätigkeit als einen Kampf der gesamten Studentenschaft darstellen.

Der frühere Reichsjustizminister, Prof. Dr. *Radbruch* schrieb über diese Methoden im Heidelberger Tageblatt vom 12. 11. 30:

„Soll es so weitergehen? Soll die älteste deutsche Universität es an Roheit der politischen Sitten allen anderen Hochschulen zuvortun? Soll es dahin kommen, daß, wer nun einmal das Herz auf der linken Seite der Brust trägt, es verschmäht, diese giftgeschwängerte Luft noch länger zu atmen?

Niemand wird das Wort vom „Feld der Unehre" billigen. Gumbel selbst hat es bedauert. Die Situation, in der es fiel, beweist zudem unwiderleglich, daß eine Herabsetzung der Kriegsgefallenen damit nicht beabsichtigt war — beabsichtigt war nur die Aechtung des Krieges. Victor Hugo hat in ganz ähnlichen Zeitverhält-

nissen, auch nach einem verlorenen Kriege, auch in einem nationalistisch überreizten Volke, eine berühmte Rede mit den Worten geschlossen: „Déshonorons la guerre!" „Entkleiden wir den Krieg der Ehre!" Dieser Ausruf mag Gumbel bei jener Redewendung vorgeschwebt haben. Darf man in Deutschland den Krieg nicht mehr als das bezeichnen, was er durch den Kellogg-Pakt geworden ist: ein internationales Verbrechen? Und soll ein ungeschicktes Wort dem, der es aussprach, für Lebenszeit anhaften?

In Wahrheit geht es gar nicht mehr um jenes Wort, das längst vergessen wäre, wenn es nicht immer wieder der Vergessenheit entrissen würde. Man hat es in der Protestversammlung ausgesprochen, daß Gumbels Enthüllungsfeldzüge gegen die politischen und Fememorde, gegen die Geheimrüstungen gemeint sind. Wegen seiner politischen Stellungnahme will man also einen Hochschullehrer von der Universität entfernt wissen? Der Stahlhelm, die Nationalsozialisten, die Deutschnationalen haben in einer Zeitungsanzeige von der Notwendigkeit einer „Säuberung der Hochschule" gesprochen: darin liegt nicht nur eine unerhörte Beschimpfung der Universität, darin liegt auch eine Bedrohung aller derjenigen, die sich Gumbel in dem einen oder in dem anderen Punkte gesinnungsverwandt fühlen. Mit Gumbel soll die Säuberung angefangen werden — wer weiß, mit wem sie enden soll?

Was heute dieser Politik begegnet, kann sich morgen gegen jede andere Politik wenden. Nicht nur diejenigen, die Gumbels demokratische und pazifistische Ueberzeugungen teilen, vielmehr alle, denen an Freiheit der politischen Gesinnung gelegen ist, werden durch diese Wendung des Kampfes mit Gumbel in die gleiche Front gedrängt. Die Veranstalter der Versammlung haben die Zustimmung der Mehrzahl der Professoren unserer Universität für sich in Anspruch genommen. Ich vermag nicht zu glauben, daß die Mehrheit der Heidelberger Professoren der Benachteiligung eines Hochschullehrers aus Gesinnungsgründen zuzustimmen geneigt wäre. Ich für meine Person will jedenfalls über meinen Platz in diesem Kampfe keinen Zweifel lassen.

Nicht nur gegen Gumbel richtet sich der Kampf. Er richtet sich eingestandenermaßen in erster Linie gegen das ganze System, das sich durch Gumbels Ernennung zum Professor kennzeichne. Wir unsererseits sind stolz auf ein System, das den „Sackträger in Ludwigshafen" in die höchste Staatsstelle erheben kann, wir ehren den Mann, der durch seine, auch von gerechten Gegnern anerkannte Tüchtigkeit auf diesen Platz gelangt ist, und wir vermerken mit Erstaunen, daß eine Partei, die sich Arbeiterpartei nennt, es einem Staatsmanne zum Vorwurf macht, daß er aus dem Arbeiterstande hervorgegangen ist."

Bei einer Interpellation im Badischen Landtag im Dezember 1930 verlas der Unterrichtsminister den Brief, den er wegen der Ernennung an die Fakultät geschrieben hatte und die zustimmende Antwort, die der Dekan mündlich erteilt hatte. Damit war offenkundig, daß die Fakultät nicht übergangen worden war. Da die nationalsozialistischen Abgeordneten die Wahrheit der Erklärung anzweifelten, kam es bereits im Landtag zu einer Prügelei.

Angesichts des Zusammenbruchs ihrer Behauptungen blieb den Nationalsozialisten nur übrig, entweder den ganzen Kampf einzustellen oder einen Krach zu provozieren. Sie wählten das letztere. Der Asta erklärte, er werde sich an der Reichsgründungsfeier nur beteiligen, wenn *Gumbel* in Zwangsurlaub geschickt werde. Er mußte wissen, daß das Ministerium hierauf mit schärfsten Maßnahmen antworten werde. Dies geschah in der Tat. Der Asta wurde aufgelöst. Damit zerstörte das Ministerium die ideelle Basis des Kampfes. Zudem bedeutete dies, daß die Nationalsozialisten nicht mehr über die Gelder verfügen können, die jeder Student in jedem Semester für die Studentenvertretung bezahlen muß. Auf diese Entziehung der ideellen und materiellen Basis mußten die Nationalsozialisten mit weiteren Krawallen antworten.

Der Rektor versuchte umsonst in einer allgemeinen Studentenversammlung, die aufgeregten Gemüter zu beruhigen. Obwohl er sich sogar die Behauptung von dem „Mißverständnis" bei *Gumbels* Ernennung zu eigen machte, waren die Nationalsozialisten unversöhnlich, verließen die Versammlung, gründeten eine Heidelberger Ortsgruppe der sogenannten Deutschen Studentenschaft und veranstalteten eine groteske Volksabstimmung, bei der die gesamte Einwohnerschaft Heidelbergs sich, wie betont

wurde, ohne jede behördliche Kontrolle eintragen sollte, um die Entfernung *Gumbels* zu erzwingen. Der Senat protestierte gegen dieses Verfahren. Trotz enormer Agitation scheiterte die „Volksabstimmung" kläglich. Nicht einmal die Stimmenzahl wurde bekanntgegeben. Das ganze Unternehmen wurde stillschweigend abgeblasen.

Alle diese Versuche, *Gumbel* aus der Universität zu entfernen, waren von vornherein aussichtslos, da ja nicht der mindeste Grund hierzu vorlag. Dementsprechend war auch die Haltung der Weimarer Parteien und der großen politischen Presse von vornherein klar.

Nun wurde versucht, *Gumbel* zu diskreditieren, um damit das skandalöse Verhalten der Nationalsozialisten zu rechtfertigen. Die sogenannte Deutsche Studentenschaft, ein privater Verein, der nur die Korporations- und nationalsozialistischen Studenten umfaßt, und der die Prätension erhebt, Rechtsnachfolger der aufgelösten Allgemeinen Studentenschaften zu sein, wandte sich mit folgendem Brief an den Deutschen Hochschulverband, die Vereinigung der Deutschen Hochschullehrer, um sich von dieser Stelle eine Unterstützung zu holen.

„An den
Verband der Deutschen Hochschulen,
zu Hd. des Hrn. 1. Vorsitzenden Prof.
Dr. *Tillmann*, Bonn.

Sehr geehrter Herr Professor!

Der Vorstand der Deutschen Studentenschaft gestattet sich, dem Verband der Deutschen Hochschulen zu Ihren Händen folgende Bitte ergebenst zu unterbreiten:

Die Berufung des bisherigen Privatdozenten Dr. *Gumbel* zum a. o. Professor der Philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg, die das Badische Unterrichtsministerium unter bewußter Umgehung der Heidelberger Fakultät vorgenommen hat, hat nicht nur in der deutschen Akademikerschaft, sondern weit darüber hinaus in allen Kreisen des vaterländisch gesinnten Deutschlands stärkste Bestürzung und Erregung hervorgerufen.

Aus der Unmöglichkeit heraus, einen Mann, der viermal wegen Landesverrats angeklagt war und das schmähliche Wort geprägt hat, die deutschen Soldaten seien auf dem Felde der Unehre gefallen, als ihren akademischen Lehrer anzuerkennen, hat die Heidelberger Studentenschaft den Kampf um die Entfernung *Gumbels* und damit doch auch um die Reinerhaltung des deutschen Professorenstandes aufgenommen.

Das Hochziel von der Universitas als der Gemeinschaft der Lehrenden und Lernenden, dem wir alle — Hochschullehrer und Studenten — anhängen, kann nur dann seinen tieferen Sinn wiedergewinnen, wenn die geistigen Voraussetzungen für eine Gemeinschaft deutscher Menschen vorhanden sind. Immer wieder ist uns aus Kreisen der Hochschullehrer versichert worden, daß sie die Berufung *Gumbels* als eine schwere Schädigung der Geltung der deutschen Hochschulen in der deutschen Volksgemeinschaft wie in der internationalen wissenschaftlichen Welt betrachten und sie darüber hinaus als eine Verletzung der Ehre des deutschen Professorentums empfinden.

Die Auseinandersetzungen um *Gumbel* haben durch die Auflösung des Heidelberger Asta eine außerordentliche Verschärfung erfahren. In diesem Augenblick wird von gewisser Seite aus durchsichtigen Gründen versucht, diesen vaterländischen Kampf auf das parteipolitische Gebiet zu verschieben und damit die Frontstellung zu verfälschen.

Der Vorstand der Deutschen Studentenschaft richtet daher an den Verband der Deutschen Hochschulen die ebenso ergebene wie dringende Bitte, im Namen der deutschen Hochschulen und im Namen der deutschen Hoch-

schullehrer seine Stimme zu erheben und vor der Welt zu bezeugen, daß auch im Kampf um die Würde und Ehre der deutschen Universität als der sittlichen Grundlage ihrer Geltung im Volksleben das Wort von der universitas docentium et discentium seine Berechtigung nicht verloren hat.

Mit akademischem Gruß
ganz ergebenst
Der Vorstand der Deutschen Studentenschaft.
gez. *Schulz*. gez. *Gierlichs*."

Zur Charakterisierung dieses Briefes genügt es, einige von den vielen anmaßlichen und falschen Behauptungen hervorzuheben. Zunächst handelte es sich nicht um eine Berufung, sondern nur um eine Titelverleihung an einen, in Fachkreisen auch international angesehenen Gelehrten. Nichts hat dem Ansehen Heidelbergs im Reich und im Ausland mehr geschadet wie die wüsten, jede akademische Form sprengenden Kampfmethoden der Nationalsozialisten. Auf die Tatsache, daß die Fakultät vorher gefragt wurde und die Titelverleihung vom Gesamtministerium ausging, haben wir schon oben hingewiesen. Auch die Behauptung, Gumbel sei wegen Landesverrats angeklagt worden, ist falsch; niemals ist gegen ihn eine Anklage wegen Landesverrats erhoben worden. Es hatten nur, wie dies nach dem Legalitätsprinzip bei jeder Anzeige notwendig ist, gegen ihn Ermittlungsverfahren wegen des Verdachts des Landesverrats geschwebt. Sie mußten sämtlich wegen der Haltlosigkeit der Beschuldigungen eingestellt werden. In keinem Fall ist es überhaupt zur Erhebung einer Anklage gekommen.

Es war zu erwarten, daß der Hochschulverband eine solche anmaßliche und mit völlig unbegründeten Vorwürfen arbeitende Eingabe unbeantwortet lassen würde. Dies ist leider nicht geschehen. Der Hochschulverband hat geantwortet, wie folgt (in seinem Mitteilungsblatt XI. Jahrgang Heft 3/4, März 1931):

„Der Vorstand des Verbandes der Deutschen Hochschulen begrüßt selbstverständlich jede Aeußerung auf das wärmste, in der die Deutsche Studentenschaft ihre vaterländische Gesinnung bekundet; er versteht aus dieser Gesinnung heraus auch, daß die Ernennung des Privatdozenten Dr. *Gumbel* zum nichtetatsmäßigen a. o. Professor bei zahlreichen Studenten eine starke Erregung veranlaßt hat. Zur Sache stellt der Vorstand des Verbandes der Deutschen Hochschulen das folgende fest:

1) Schon im Jahre 1925 hat sich die philosophische Fakultät der Universität Heidelberg „genötigt" gesehen, „auszusprechen", „daß ihr die Zugehörigkeit Dr. *Gumbels* zu ihr als durchaus unerfreulich erscheint". (Vgl. Verhandlungen des Badischen Landtags vom Freitag, den 19. Dezember 1930.) Das damals vorliegende Material ist aber den zuständigen Behörden seinerzeit nicht als ausreichend erschienen, um Dr. *Gumbel* die venia legendi zu entziehen, zum Teil vielleicht deshalb, weil Dr. *Gumbel* die Aeußerung, die Toten des Weltkrieges seien auf dem „Felde der Unehre" gefallen, mit dem Ausdruck des Bedauerns zurückgenommen hatte.

2.) Jetzt (Verhandlungen des Badischen Landtags vom 16. Januar 1931; vgl. auch Berichtigung des Stenogramms in der elften Sitzung am 21. Januar 1931) hat die philosophische Fakultät „mit Mehrheit erklärt", „daß sie die Ernennung des Privatdozenten Dr. *Gumbel* zum a. o. Professor nicht gutheißen kann, und daß sie Bedenken erhoben hätte, wenn allen Mitgliedern die Anfrage der Regierung bekanntgeworden wäre".

3.) Auch der Senat der Universität Heidelberg hat durch Anschlag am Schwarzen Brett am 29. Januar 1931 erklärt, daß er die Verleihung

der Amtsbezeichnung „a. o. Professor" an den Privatdozenten Dr. *Gumbel* mißbilligt und daß er sich gegen sie ausgesprochen hätte, wenn der geübte und verordnete Geschäftsgang eingehalten und so dem Senat Gelegenheit gegeben worden wäre, dem Ministerium seine Ansicht mitzuteilen.

4.) Schließlich steht fest, daß das Badische Unterrichtsministerium nach einer Erklärung des damaligen Dekans der philosophischen Fakultät glauben mußte, daß bei der Fakultät Bedenken gegen die Ernennung des Dr. *Gumbel* zum a. o. Professor nicht bestünden.

Aus diesen Feststellungen folgt, daß Fakultät und Senat in ihrer Mehrheit die Persönlichkeit des *Dr. Gumbel* und seiner agitatorischen Tätigkeit in einer Weise beurteilt haben, der der Vorstand des Verbandes der Deutschen Hochschulen nur zustimmen kann.

Zugleich wendet sich der Vorstand des Verbandes der Deutschen Hochschulen aber auch, ebenfalls in Uebereinstimmung mit dem engeren Senat der Universität Heidelberg (vgl. Anschlag am Schwarzen Brett vom 29. Januar 1931) dagegen, daß auf einem Wege, der der Satzung und Ueberlieferung widerspricht und einen Eingriff in die verbrieften Rechte der Universität darstellt, versucht wird, durch öffentliche Abstimmung in der Bevölkerung einer Universitätsstadt einen akademischen Lehrer zu entfernen.

gez. *Tillmann.*"

Der Hochschulverband rückt also von dem mit infamen Beschimpfungen gegen das Unterrichtsministerium geführten Kampf der Studenten gegen das „System" nicht ab. Er hat noch nicht erkannt, daß der Fall *Gumbel* nur ein von den Nationalsozialisten geschickt gewählter Anlaß zu ihrem Kampf um die Beherrschung der Universität Heidelberg war, daß es sich hierbei um einen speziellen Fall des allgemeinen Kampfes der Faschisten gegen die Republik handelte und daß dieser Kampf mit in der Universitätsgeschichte bisher unerhörten Methoden durchgeführt wurde. Nicht einmal zu den tatsächlichen Unwahrheiten, die in dem Brief der Studenten enthalten sind, nimmt er Stellung.

Selbstverständlich muß eine solche Antwort von den radaulustigen Studenten als eine Anerkennung ihres bisherigen und eine Ermutigung zu entsprechendem zukünftigem Verhalten aufgefaßt werden. Der Hochschulverband hat sich zudem in den schwersten Gegensatz zu den sämtlichen republikanischen Unterrichtsministerien gestellt, welche der Deutschen Studentenschaft jede amtliche Anerkennung versagt haben.

Wo blieb die warnende Stimme des Hochschulverbandes, als der nationalsozialistische Minister Frick den fachlich keineswegs sonderlich geeigneten Herrn Günther ohne weiteres und gegen die Fakultät zum Ordinarius ernannte?

Dieser Brief konnte nicht unwidersprochen bleiben. In einem prinzipiellen Artikel von bemerkenswerter Schärfe nannte Rudolf *Olden* im Berliner Tageblatt vom 9. April ihn einen „Kotau vor der Straße" und zeigte, daß die reale Basis der ganzen Agitation gegen *Gumbel* nur in dessen Kampf gegen die Fememorde lag.

Zahlreiche Professoren sandten entrüstete Briefe an den Hochschulverband. Prof. *Götze* (Marburg), Ordinarius für vorderasiatische Sprachen, trat mit folgendem Brief aus dem Verband aus:

„Der Brief des Hochschulverbandes muß allerschärfsten Widerspruch hervorrufen. Wir haben in Heidelberg den beschämenden Fall erlebt, daß rechtsradikale Studenten gegen einen Hochschullehrer, dessen sozialistische und pazifistische Gesinnung ihnen nicht genehm war, einen Kampf mit allen Mitteln entfacht haben. Als Vorwand dienten ihnen weit zurückliegende Ereignisse, die den heutigen

Studenten nur in verzerrter Darstellung bekannt sind. Einen Akt in diesem Kampf bedeutet auch das Schreiben an den Hochschulverband. Dieses Schreiben führt in überheblicher Weise die Ehre des deutschen Professorentums im Munde und enthält objektive Unrichtigkeiten. Es hätte schärfste Zurückweisung verdient. Statt dessen erteilt der Hochschulverband mit seiner Antwort den Studenten noch eine Ermunterung. Er handelt damit nicht nur gegen seine Aufgaben als Standesvertretung, die sich vor einen in solch unverantwortlicher Weise angegriffenen Kollegen zu stellen hätte, er handelt auch gegen alle Universitätslehrer, die die parteipolitische Verhetzung der Studenten mit wachsender Sorge verfolgen. Er nimmt in einer politischen Angelegenheit eine völlig einseitige Stellung ein und vergißt die Tatsache, daß er auch andersdenkende Kollegen zu seinen Mitgliedern zählt. Es entspricht keineswegs der Ehre deutscher Professoren, einen Kollegen, dessen untadelige Gesinnung und dessen Stehen zu seiner Gesinnung auch den Andersdenkenden höchste Achtung einflößen sollte, dessen wissenschaftlichen Qualitäten und dessen pädagogische Fähigkeiten über allen Zweifeln erhaben sind, in dieser Weise den Angriffen verhetzter Jugend preiszugeben.

Unter diesen Umständen muß ich bedauern, den Hochschulverband nicht weiter durch meine Beiträge unterstützen zu können."

Prof. Dr. *J. Herrmann*, Ordinarius für Elektrotechnik an der Technischen Hochschule Stuttgart, schrieb an Prof. Tillmann:

„Mit Beschämung habe ich die Erwiderung gelesen, die Sie im Namen des Vorstandes des Verbandes deutscher Hochschulen an den Vorstand der deutschen Studentenschaft gerichtet haben.

1.) Sie wissen ebenso wie ich, daß der Vorstand der deutschen Studentenschaft nicht die gesamte deutsche Studentenschaft, sondern nur diejenigen Studenten repräsentiert, die rechtsradikal eingestellt sind. Auch wissen Sie ebenso wie ich, daß diese Studenten unter vaterländischer Gesinnung den Haß gegen die Republik, die Hoffnung auf eine gewalttätige Auseinandersetzung mit den ehemaligen Feinden des Weltkriegs, den Kampf gegen die Völkerverständigung u. dergl. verstehen. Es ist tief bedauerlich, daß Sie die Bekundung einer solchen vaterländischen Gesinnung „auf das Wärmste begrüßen", Sie sprechen damit mindestens der Hälfte der Studentenschaft und einer großen Zahl von Professoren eine vaterländische Gesinnung ab . . . .

2.) In dem Brief der deutschen Studentenschaft an Sie sind gegen Kollegen *Gumbel* Vorwürfe erhoben worden, die der Prüfung nicht standhalten. Statt diese unerhörten falschen Zeugnisse mit allem Nachdruck zurückzuweisen, stellen Sie „zur Sache" fest, was durch Mehrheitsbeschlüsse in der philosophischen Fakultät und im Senat der Universität Heidelberg beschlossen wurde. Sie, als der berufene Vertreter der gesamten Professorenschaft sollten sich über solche Mehrheitsbeschlüsse erheben und feststellen, daß abfällige Beschlüsse über einen Kollegen, die offensichtlich nicht seine wissenschaftliche Befähigung, sondern seine politische Einstellung hervorgerufen haben, der akademischen Würde, der akademischen Freiheit und der Achtung vor der Ueberzeugung Andersdenkender aufs Gröbste widersprechen.

3.) Am Schluß Ihres Schreibens stellen Sie fest, daß die von der angeblichen deutschen Studentenschaft veranlaßte öffentliche Abstimmung „einen Angriff auf die verbrieften Rechte der Universität" darstellt und

wissen gegen diese unglaubliche Verrohung der akademischen Sitten nichts anderes zu sagen, als daß „der Vorstand des Verbands der deutschen Hochschulen sich dagegen wendet."

In diesem nur kurz geschilderten Verhalten muß ich einen beschämenden Mangel an der pflichtmäßigen Wahrung der Würde unserer Hochschulen erblicken. Der Vorstand des Hochschulverbandes hat die Pflicht, die Hochschulen von den Einflüssen der Parteipolitik und der Straße freizuhalten. Kollege *Gumbel,* dem in seiner wissenschaftlichen Tätigkeit, die allein der Kritik seiner Kollegen untersteht, auch nicht der geringste Vorwurf gemacht werden kann, der vielmehr in dieser Hinsicht eine Zierde der Universität Heidelberg ist, mußte vom Verbandsvorstand geschützt werden, und die Unverschämtheit, mit der sich junge Leute anmaßen, ihn von seinem ehrenvoll bekleideten akademischen Lehramt aus rechtsradikalen Gründen zu verdrängen, mußte vom Verbandsvorstand mit aller Entschiedenheit zurückgewiesen werden."

Selbst aus Amerika kamen Protestbriefe. So schrieb Prof. Dr. *Landauer* von der landwirtschaftlichen Hochschule Storrs, Conn., der früher in Heidelberg war:

„Dieser Tage ist hier das Schreiben der sogenannten „Deutschen Studentenschaft" und Ihre darauf bezügliche Antwort bekannt geworden. Ueber die anmaßende Frechheit der „Deutschen Studentenschaft" wird sich niemand wundern, der die hinter dieser Organisation stehenden Triebkräfte kennt. Dagegen bedaure ich, Ihnen mitteilen zu müssen, daß Ihre Antwort auf dieses Schreiben unter Kollegen hier größte Entrüstung hervorgerufen hat. Wenn die „Deutsche Studentenschaft" überhaupt einer Antwort würdig war, hätte diese Erwiderung eine schroffe Zurückweisung sein müssen. Die Ideale der deutschen Universität scheinen aber nur noch Geltung zu haben, wenn das in den Kram nationalistischer Hetze und Intoleranz paßt."

In einem Brief Prof. *Radbruchs* an den Hochschulverband heißt es:

„Es ist für mich eine Pflicht der Aufrichtigkeit, Ihnen zu sagen, daß ich von der Erklärung des Vorstandes des Hochschulverbandes in der *Gumbel*-Angelegenheit auf das peinlichste berührt bin. . . . . . Man sollte doch nicht ganz vergessen, daß nicht nur auf der Seite der erregten Studenten, sondern vor allem auf der Seite des Verfolgten, des um Ehre und Ueberzeugung, Amt und Brot ringenden Mannes Empfindungen vorhanden sind, die der Achtung oder doch zum mindesten der Schonung bedürfen und nicht immer von neuem als vogelfrei und jeder verletzenden Aeußerung ausgesetzt betrachtet werden dürfen."

Von anderer, staatsrechtlicher Seite wurde bedauert, daß der Vorstand des Hochschulverbandes nicht mit aller Schärfe das gegen die Grundsätze der akademischen Ordnung und die persönliche Meinungsfreiheit der Hochschullehrer gerichtete Ansinnen der Deutschen Studentenschaft zurückgewiesen habe. Wer auf dem Standpunkt der akademischen Lehrfreiheit stehe, müsse dieses Recht nicht nur gegen evtl. Angriffe durch die Regierung, sondern auch gegen die Studentenschaft wahren und zwar auch, wenn es sich um einen Kollegen handle, dessen Ansicht der Mehrheit nicht entsprach. Daher sei es bedauerlich, wenn die Gelegenheit nicht benutzt wurde, um der Studentenschaft die notwendige Belehrung über die Rechtsstellung eines Hochschullehrers zuteil werden zu lassen.

So bildete sich eine gemeinsame Front. Geheimrat Prof. Dr. Helde von der Technischen Hochschule Charlottenburg versandte durch die Deutsche Liga für Menschenrechte an 200 Hochschullehrer ohne

Rücksicht auf ihre politische Richtung folgenden Protest:

„Die unterzeichneten Hochschullehrer haben mit großem Befremden von der Antwort des Vorstandes des Hochschulverbandes auf das anmaßliche und mit irreführenden Angaben operierende Schreiben der sogenannten Deutschen Studentenschaft in Sachen *Gumbel* Kenntnis genommen.

Wir vermissen in dieser Antwort die gebührende Zurückweisung des studentischen Versuchs, die akademische Lehr- und Gesinnungsfreiheit mit der Entfernung Professor *Gumbels* aus seiner Lehrtätigkeit in Heidelberg aus politischen Gründen zu vernichten. Wir vermissen insbesondere auch die pflichtgemäße Schärfe, mit der der Hochschulverband an erster Stelle von den unerhörten Uebergriffen und Methoden der Heidelberger Studenten hätte abrücken müssen.

Wir bedauern daher die vorliegende Antwort des Verbandsvorstandes, weil sie eine Ermutigung zu weiteren Auflehnungen gegen die Lehrfreiheit und zu eventuellen weiteren Unruhen darstellt.

Insbesondere fühlen sich die Unterzeichneten zu diesem förmlichen Protest verpflichtet, weil das Schreiben des Hochschulverbands nicht die geistigen Interessen der gesamten akademischen Lehrerschaft vertritt, sondern sich zum Sprachrohr für politisch intolerante, vom kulturellen Standpunkt sehr unzeitgemäße Anschauungen einer einzelnen Gruppe macht."

Dieser Erklärung schlossen sich an:

B. Altaner-Breslau — E. von Aster-Gießen — K. Barth-Bonn — H. Becker-Leipzig — G. Bernhard-Berlin — C. Boehm-Karlsruhe — E. Börnstein-Berlin — K. Brandt-Berlin — H. Cassel-Berlin — B. Chajes-Berlin — M. Dehn-Frankfurt a. M. — G. Doetsch-Freiburg — H. Driesch-Leipzig — C. Drucker-Leipzig — A. Einstein-Berlin — K. Engeroff-Bonn — P. Epstein-Frankfurt a. M. — Fr. Frank-Berlin — W. Friedmann-Leipzig — A. Götze-Marburg — M. Goldschmidt-Leipzig — H. Großmann-Frankfurt a. M. — A. Grotjahn-Berlin — C. Grünberg-Frankfurt a. M. — H. Hahn-Wien — L. Halberstaedter-Berlin — H. Heller-Berlin — E. Hellinger-Frankfurt a. M. — J. Herrmann-Stuttgart — Fr. Hertz-Halle a. S. — H. Holborn-Berlin — M. Hobohm-Berlin — D. Holde-Berlin — M. Horkheimer-Frankfurt a. M. — A. Kantorowicz-Bonn — Fr. Keller-Freiburg — Fr. Klingmüller-Greifswald — E. Lederer-Heidelberg — E. Lerch-Münster i. W. — Th. Lessing-Hannover — Fr. Lieb-Bonn — P. F. Linke-Jena — M. Löhr-Königsberg — S. Marck-Breslau — J. Marschak-Heidelberg — R. Mehmke-Stuttgart — A. Messer-Gießen — H. Münter-Heidelberg — Fr. Niebergall-Marburg — F. Noack-Berlin — W. Nöller-Berlin — F. Noether-Breslau — E. Noether-Göttingen — Fr. Oppenheimer-Frankfurt a. M. — W. Peters-Jena — O. Piper-Münster — M. Pleßner-Frankfurt a. M. — G. Radbruch-Heidelberg — H. Rademacher-Breslau — A. Rosenberg-Berlin — A. Rosenheim-Berlin — G. Salomon-Frankfurt a. M. — H. Salinger-Berlin — A. Siemsen-Jena — H. Sinzheimer-Frankfurt a. M. — J. Schaxel-Jena — K. L. Schmidt-Bonn — L. L. Schücking-Leipzig — W. Stammler-Greifswald — G. Steindorff-Leipzig — B. Taut-Berlin — F. Tönnies-Kiel — J. Traube-Berlin — R. Trautmann-Leipzig — C. von Tyszka-Hamburg — Fr. Weigert-Leipzig — Th. Wiesengrund-Frankfurt a. M. — P. Wilbrandt-Dresden — G. Witkowski-Leipzig — K. Ziegler-Greifswald.

Der *österreichische Verband sozialistischer Hochschullehrer* unterstützte diese Aktion durch folgenden Brief an *Gumbel:*

> „Die Vereinigung sozialistischer Hochschullehrer Wiens verurteilt auf das schärfste die von der sogenannten Deutschen Studentenschaft unternommenen Versuche, Sie wegen Ihrer pazifistischen Gesinnung von der Universität Heidelberg zu verdrängen und sie bedauert es auf das tiefste, daß der Versuch der Deutschen Studentenschaft, zu ihrem widerrechtlichen Vorgehen die Unterstützung des Hochschulverbandes zu erlangen, seitens des Vorstandes dieses Verbandes nicht die gebührende Zurückweisung erfahren hat.
>
> Wir fordern Sie auf, keinem Terror

zu weichen, damit nicht durch den Ihre Person betreffenden Einzelfall Bresche geschlagen werde in das hohe Kulturgut der Lehr- und Gesinnungsfreiheit der Deutschen Hochschullehrer, das jeder, der das Deutschtum nicht auf den Lippen, sondern im Herzen trägt, bis zum äußersten verteidigen wird."

Prof. Dr. Albert *Einstein* hat sich zu wiederholten Malen aufs wärmste für *Gumbel* eingesetzt. So schrieb er an Prof. *Radbruch* im Anschluß an anerkennende Worte über *Gumbel* als Fachmann:

„Als Persönlichkeit schätze ich ihn noch viel höher. Sein politisches Wirken und seine Publikationen sind von einem hohen Ethos getragen. Das Verhalten der akademischen Jugend gegen ihn ist eines der traurigsten Zeichen der Zeit, welche das Ideal der Gerechtig. Toleranz und Wahrheit so wenig hochhält. Was soll aus einem Volke werden, das solche Zeitgenossen brutal verfolgt und dessen Führer dem gemeinen Haufen keinen Widerstand entgegensetzen? — Gumbels Buch „Verräter verfallen der Feme" habe ich neulich zum Teil gelesen und aufs neue den Mann, seine noble Gesinnung und seine Energie bewundert. Es ist furchtbar, wie man die unerfahrene Jugend hier aus eigennützigen Beweggründen irreführt. Wenn es so weitergeht, werden wir über ein faschistisches Gewaltregime zum roten Terror kommen."

An *Holde* schrieb *Einstein:*

„Ich freue mich sehr, daß Sie für Gumbel etwas tun wollen, der nach meiner Meinung durch sein mutiges Eintreten für Recht und politische Aufklärung sich sehr große Verdienste erworben hat. Die gegen ihn unternommenen Angriffe können ihn nur ehren, aber wahrlich nicht die Angreifer."

Aus dem umfangreichen Briefwechsel, den Geheimrat *Holde* in dieser Sache zu führen hatte, heben wir die folgenden Briefe hervor: Prof. Dr. Hans *Rademacher*, Breslau:

„Der Brief des Hochschulverbandes durfte nicht unwidersprochen bleiben. Ich finde es sehr dankenswert, daß Sie diese Protestaktion eingeleitet haben. Die Antwort des Vorstandes des Hochschulverbandes erscheint besonders unentschuldbar, wenn man den empörend anmaßenden und unaufrichtigen Brief der Studentenschaft kennt, der leider in den „Mitteilungen des Hochschulverbandes" nicht mit abgedruckt war.

Ueberdies finde ich das Verhalten des Vorstandes unkollegial gegen Herrn Gumbel, den man von dem Vorgehen gegen ihn nicht in Kenntnis gesetzt hat. Man hat nur auf eine sechs Jahre alte Angelegenheit zurückgegriffen, die durch die formelle Entschuldigung Gumbels längst als erledigt und wohl auch endlich einmal als verjährt gelten konnte. Man zitiert nur eine reichlich späte Erklärung des Heidelberger Senats wegen Gumbel und übergeht einen früheren Anschlag des Heidelberger Rektors selbst, in dem dieser sich in nobler und würdiger Weise für die Durchführung der Vorlesungen Gumbels einsetzt, der ein in der Fachwelt anerkannter Forscher sei, und gegen dessen Vorlesungen Einwände bisher nicht erhoben worden seien. Der Vorstand des Hochschulverbandes hat sich also zweifellos nur sehr einseitig unterrichtet.

Ich möchte bei dieser Gelegenheit betonen, daß der jetzige Zustand, wo der Hochschulverband sich ohne Kontrolle und Beeinflussung durch diejenigen, die er zu vertreten behauptet, betätigen kann, auf die Dauer nicht weiter geduldet werden darf. Vielleicht kann sich aus dem vorliegenden Fall der Anlaß zu einer Aenderung dieser unhaltbaren Situation ergeben. Ich darf Sie meiner lebhaften Zustimmung ver-

sichern, falls Sie in dieser Richtung einen Vorstoß unternehmen würden."

Professor Dr. E. *Schaxel*-Jena schreibt:

„Ich habe mich dem förmlichen Protest gegen die leicht als Duldung aufzufassende Lauheit im Verhalten des Vorstandes des Verbandes der Deutschen Hochschulen zu dem Unterfangen der Deutschen Studentenschaft nach reiflicher Ueberlegung und auf Grund ausgiebiger Erfahrungen angeschlossen.

Ich war Vorsitzender des Kartells der Deutschen Dozentenverbände. Dem Vorstande des Verbandes der Deutschen Hochschulen gehörte ich als Gründungsmitglied an. In der Thüringischen Unterrichtsverwaltung war die Universität ein Teil meines Arbeitsgebietes. Seit fast zwei Jahrzehnten bin ich als akademischer Lehrer tätig.

Unmittelbar nach dem Kriege war die Hochschullehrerschaft hauptsächlich von der Sorge um die Kriegsteilnehmer in Anspruch genommen. Nachdem etwa 1923 dieser Pflicht genügt war, haben die Hochschullehrer in ihrer Organisation den Aufbau des neuen Staatswesens keinen Platz eingeräumt. Das ist der Grund, weswegen der Hochschulverband gegenüber der Anmaßung eines Teiles der jüngsten Studierenden in der Gegenwart versagt. Statt den Verirrten und Verführten durch Teilnahme an ihrer Not und durch Entlarvung ihrer Verführer erziehend an die Hand zu gehen, wird eine Haltung eingenommen, die bald als Gleichgültigkeit, bald als stille Zustimmung aufgefaßt wird.

Dem einsichtigen Wissenschaftler ist freilich längst klar, daß er seine gesellschaftliche Verbundenheit nicht im absterbenden Liberalismus suchen, sondern sich den werktätigen Massen anschließen muß, die heute die Triebkraft des geschichtlichen Fortschritts sind."

Geheimrat Holde schreibt über seine Aktion:

„Bisher haben 79 Kollegen zustimmend geantwortet, von denen noch eine große Anzahl ihrer besonderen Freude darüber Ausdruck gegeben hat, daß endlich einmal ernsthaft Stellung gegen die der Lehr- und Gesinnungsfreiheit feindlichen Strömungen innerhalb der Professorenschaft genommen werde. In etwa 30 Fällen wurde die Unterschrift aus prinzipiellen oder äußeren Gründen, z. B. schwere Erkrankungen, Befürchtung beruflicher Nachteile usw., abgelehnt; überwiegend kam aber eine starke Ablehnung sowohl des Schreibens des Hochschulverbandes wie auch desjenigen der Studentenschaft trotz Ablehnung der Unterschrift zum Ausdruck.

Herr Professor *Tillmann*, der derzeitige Vorsitzende des Hochschulverbandes, erklärte sich bereit, den baldigen Abdruck unserer Erklärung mit allen Unterschriften in den Mitteilungen des Verbandes beim Verbandsvorstand zu befürworten. Angesichts der scheinbar zahlreichen, auch unabhängig von unserer Protesterklärung bei Herrn Tillmann eingegangenen Proteste sehr namhafter und besonders berufener Kollegen hoffe ich, annehmen zu dürfen, daß der im vorliegenden Fall sehr entgegenkommend und konziliant verhandelnde Kollege Tillmann für eine Remedur der unglückseligen Antwort des Verbandsvorstandes im vollen Umfang eintreten wird.

Aus dem umfangreichen Briefwechsel, der sich an unsere Protesterklärung geknüpft hat, sei mir gestattet, die folgenden wichtigen Vorgänge hervorzuheben:

1.) Eine große Zahl namhafter, zum Teil spezieller Fachkollegen des Herrn Gumbel treten für seine — im vorliegenden Streit übrigens gar nicht angegriffene — wissenschaftliche und pädagogische Qualität ein.

2.) Einer der heftigsten Gegner Gumbels in Heidelberg verurteilt zwar aufs schärfste das Schreiben der Studentenschaft, wie er auch die Antwort des Hoch-

schulverbandes lahm und schwächlich findet. Er will aber ebenso wie eine Reihe anderer Heidelberger Kollegen unserm Protestschreiben nicht zustimmen, weil es anscheinend zu sehr für **die Person** Gumbels eintritt. Tatsächlich wollten wir nur für die Gesinnungs- und Lehrfreiheit Gumbels eintreten, weil wir sie und seinen persönlichen Mut wie auch seine wissenschaftlich anerkannte Tätigkeit als Universitätslehrer achten. Offenbar haben aber die bekannten, sehr despektierlichen, aber aus reiner Gesinnung kommenden neuen Ansichten, die Gumbel über Angelegenheiten des Krieges in nicht genügend vorsichtiger Formulierung geäußert hat, viele zum alten Codex haltende Kollegen gegen ihn eingenommen. Immerhin bekennt aber der erwähnte Heidelberger Professor in seiner letzten brieflichen Auseinandersetzung mit mir Folgendes:

Ich verabscheue den Krieg unter zivilisierten Völkern und halte ihn für eine Kulturschande.

Ein schärferes als dieses schimpfliche Urteil über den Krieg und alle mit ihm zusammenhängenden Bedeutungen und Vorgänge hat Gumbel sicher nie gefällt, wenn auch seine Formulierungen — offenbar infolge von begreiflicher seelischer und sittlicher Erregung — im Hinblick auf etwaige „mißwollende Auslegungen" sicher nicht immer glücklich und unangreifbar gewesen sind. Gumbel hat aber — dies entspricht auch dem von ihm erweckten persönlichen Eindruck — nur Steine auf die „Kulturschande", nicht aber auf Personen und insbesondere Kollegen geworfen, wie es seine Gegner ihm gegenüber wegen seines „uneingeschränkten Bekennermutes" zum Pazifismus leider fortgesetzt tun. Er hat durch seine, auf den unzweifelhaft friedlichen Kulturfortschritt bedachte Gesinnung die Nation, der er angehört, nicht entehrt, sondern im Gegenteil eher dadurch einen Mut geehrt, wenn man den Sinn seiner, als freier Universitätslehrer von ihm geäußerten Worte nicht mißwollend, sondern mit gütigem Verständnis und im Hinblick auf spätere geschichtliche Entwicklungen zu beurteilen imstande ist."

Der große Widerhall der Holde-Aktion hat bewiesen, daß sich eine starke Front von Anhängern ganz verschiedener politischer Richtungen gebildet hat, welche bereit sind, die Existenz der wenigen Sozialisten an den deutschen Hochschulen und darüber hinaus die Freiheit der Wissenschaft vor der Bedrohung durch die nationalsozialistischen und nationalistischen Studenten zu schützen.

Einstein und Gumbel

Von Prof. Martin Hobohm, Berlin.

Albert Einstein hat manchmal eine köstliche Methode, sehr kurz und doch sehr erfolgreich zu reden, wo es für einen der vielen, vielen guten Zwecke von ihm begehrt wird. Kein weniger berühmter Redner dürfte sich das Verfahren leisten. Aus der Not eine Tugend machend, isoliert er einen Einzelgedanken, der zu knabbern gibt; diesen Gedanken werden die auf Einstein höchst neugierigen Hörer dann nicht wieder los. Multum, non multa. Im vorigen Jahre sprach er bei der Eröffnung der Berliner Funkausstellung; Millionen hatten sich „angeschlossen": Wir wollen auch mal Einstein hören. Und was sagte er? Diese Funkausstellung solle dazu beitragen, daß die Rundfunkteilnehmer sich endlich mehr mit dem beschäftigten, was Rundfunk eigentlich ist, wie der Segen zustande kommt, der aus dem Lautsprecher strömt. Denn bis jetzt, sagte der böse Einstein, kümmern sich sehr viele darum so wenig wie die Kuh um die Botanik des Grünzeugs, das sie frißt. — Sparsame Abrundung, und Schluß. Die Pille war bitter. Man frage nicht, wer alles sich getroffen fühlte.

Letzthin bei der Berliner Kundgebung gegen die nationalistische Hochschulreaktion und für den Heidelberger Professor Emil Gumbel wurde Einstein in der Rednerreihe bis unmittelbar vor Gumbels Schlußwort aufgespart. Die Spannung wuchs enorm: Was wird er sagen? Als der Begrüßungsbeifall endlich schwieg, erklärte Einstein, das Thema des Abends scheine ihm schon hinreichend erörtert, aber eins möchte er sagen: Man solle Gumbel nicht bloß zujubeln, man solle mehr als bisher auch seine Schriften lesen, auch das Buch über den Fememord. „Ich selbst habe aus diesem Buche manches gelernt, und ich glaube, Sie können auch noch etwas daraus lernen." — Sprachs und verschwand. In dem mächtigen, überfüllten Raume schwebte eine leichte Verlegenheit; mit dem obligaten Riesenbeifall half man sich darüber hinweg. Aber wirksamer hätte Gumbels Buch kaum in die Gedächtnisse geprägt werden können.

Blättern wir einmal darin. Die jüngste Fassung entnimmt ihren Titel *„Verräter verfallen der Feme"* (Malik-Verlag, Berlin 1929) den Satzungen der berüchtigten „Organisation Consul". Näheres bei Gumbel S. 74. Aus Gumbels bedeutsamen Zusammenfassungen einige Sätze:

„Die zentrale Ursache der politischen Morde von rechts war das Schutzbedürfnis des Großkapitals; dessen Herrschaft während kurzer Zeit aussetzte und auf längere Zeit erschüttert schien. Die psychischen Voraussetzungen für die Anwendung dieser politischen Waffe lieferten Krieg und Inflation; die Garantie dafür, daß die Methode gefahrlos angewandt werden konnte, bot die deutsche Justiz. Der Krieg hat die tief wurzelnde Auffassung von der Heiligkeit des menschlichen Lebens zerstört, den Massenmord zur Selbstverständlichkeit, unbedingten Gehorsam gegenüber der herrschenden Schicht zur Lebensnotwendigkeit werden lassen. Während vieler Jahre hat die nationale Phrase die Vorherrschaft im politischen Leben geführt. . . . . Der Sturz der Monarchie bedrohte deren Anhänger auch in ihrer materiellen Basis. Die feudale Klasse und die bürgerlichen Großkapitalisten mußten, wenn auch nur für Stunden, um die Grundlagen ihrer Existenz zittern. Daß sie, die Herren der Nation, Alltagsgefühle des Arbeiters erlebten, schrie nach Rache." (S. 23 u. 24.)

„In den Fällen, in denen die Mörder angeklagt worden sind, bleiben die Prozesse — hierin besteht eine große Tradition — vollkommen erfolglos. Zwar wird der äußere Vorgang der Tat einigermaßen geklärt. Zwar kennt man die Täter; aber entweder können sie entweichen, oder sie werden freigesprochen oder bald nach einer fiktiven Verurteilung aus der Haft entlassen. Die hinter den Mördern stehenden Mächte werden entweder überhaupt nicht bekannt oder zum mindesten nicht angeklagt. Schon ihre Namensnennung ist verpönt. Sie gehören nicht zur Sache. Immer haben die Gerichte bei der wichtigsten Aufgabe, der Aufdeckung der Hintergründe, versagt; immer wieder sind nur die ausführenden Organe angeklagt worden, immer wieder hat eine schützende Hand die Geldgeber und Anstifter gedeckt. Werden aber schon Mitglieder der herrschenden Klasse vor Gericht geschleppt, so werden sie als Zeugen unter Eid vernommen. Die Nichtbestrafung gehört wesentlich mit zum System der politischen Morde: kein Nationalist hat jemals einen Staatsmann der Entente, die er doch auch als Feinde des Vaterlandes betrachtete, zu töten versucht. Hier drohte Bestrafung. Außerdem hätte eine solche Tat den Rahmen der deutschen politischen Morde, den Klassenkampf des Großkapitals, überschritten." (S. 31—32.)

„Der typische bayerische Mord verläuft etwa so: Der Arbeiter N. N. wurde am 3. Mai 1919 auf Grund nicht mehr nachzuprüfender Angaben einer nicht mehr bekannten Person in seiner Wohnung verhaftet, von Soldaten einer nicht mehr zu ermittelnden Abteilung unter Führung eines nicht mehr zu ermittelnden Offiziers fortgeführt und dann erschossen. Das (angeblich) sofort eingeleitete Verfahren gelangte nach Aufhebung der Militärgerichtsbarkeit an die Staatsanwaltschaft München. Die aufklärenden Aktenstücke, vor allem die Berichte der Augenzeugen, gingen dabei verloren, und das Verfahren mußte eingestellt werden. Oder: dem Täter konnte ‚nicht widerlegt werden', daß der Ermordete einen Fluchtversuch gemacht hatte, oder daß er glaubte, ein rechtskräftiges Urteil auszuführen, sich also der Rechtswidrigkeit seiner Handlung nicht bewußt war. In diesem sachlichen Ton werden 160 bayerische Morde dargestellt." (S. 35—36.)

„Die politischen Morde von rechts sind in den Jahren 1919 bis 1922 zu Hunderten unbestraft geblieben. Ein Dutzend Fememorde der Schwarzen Reichswehr von 1923 ist wenigstens abgeurteilt worden. Selbst wenn man beachtet, daß daneben noch mancher Fememord unbestraft geblieben ist, und daß die meisten Urteile unbefriedigend sind, ist hier ein gewisser Unterschied zu konstatieren . . . Als der Kapitalismus noch um seine Macht rang, konnte er es sich nicht leisten, daß seine Vorkämpfer wegen ihrer Untaten bestraft wurden. Dies hätte seine sittlichen Prätentionen zu sehr gestört. Man durfte die Täter nicht verfolgen, denn man mußte dokumentieren, daß es sich um keine ernsthaften Taten handelte, oder daß der Ermordete eigentlich sein Los verdiente.

„Mit dem Ende der Inflation ist aber der Kapitalismus seiner Herrschaft sicher. Er hat den illegalen Schutz durch die Morde nicht mehr nötig. Der Mohr hat seine Schuldigkeit getan, der Mohr kann gehen. Gerade unter der offiziellen Herrschaft der Deutschnationalen werden politische Morde bestraft, weil sie die moralischen Prätentionen der friedlichen Herrschaft des Kapitals untergraben. Die an den Morden beteiligten untergeordneten Organe dürfen, ja müssen verurteilt werden. Das Kapital fühlte sich so stark in seiner Macht, daß es die Fiktion der Gleichheit vor dem Gesetz, die Prinzipien, die man, bedroht, über Bord warf, wieder aus dem Winkel holt, um die Herrschaft der Gerechtigkeit und die Demokratie zu beweisen. Nachdem die Justiz diese ihre Aufgabe erfüllt und so die politische Atmosphäre gereinigt hat, treten Exekutive und Legislative in Wirksamkeit und geben den Fememördern, soweit sie wichtig sind, wieder die Freiheit. So sind auch diese Urteile, ebenso wie die früheren Freisprüche, genau so gefällt worden, wie dies politisch für die Herrschaft des Kapitals notwendig war." (S. 336—37.)

„Schlagt sie tot! Das Kriegsgericht fragt euch nach den Gründen nicht." Dies oft gehörte Wort — frei nach Kleists ‚Hermannschlacht' — wählt Gumbel als Motto eines Kapitels. (S. 43.) — Aus der Instruktion eines Oberleutnants an einen Unteroffizier: „Wenn der Auspuff offen ist, knattert das Auto. Dann gibts den üblichen Schuß in den Hinterkopf. Die Pistole wird nach oben gehalten, dann geht die Kugel ins Gehirn." (S. 311.) — Ein Major vom Freikorps Lützow: „Meine Herren, Sie wissen ja selbst, wie Sie es machen müssen. Sie nehmen den Betreffenden beiseite, erschießen ihn und geben Fluchtverdacht oder tätlichen Angriff an." (S. 89.) — Aus der Vorbesprechung eines Fememordes: „Das kleine Beilchen ist großartig." (S. 267.) — Aus einer Urteilsbegründung bezüglich Klapproths: „Eine brave, gerade, ehrliche Soldatennatur." (S. 292.) — Oberstleutnant Held: „Nach-

richten von einer Feme entbehren jeder sachlichen Grundlage." (S. 220.) — Ein Wehrkreisbefehl: „Waffen sind geheim zu halten, Verräter unter allen Umständen zu beseitigen." (S. 142.) — Dr. Geßler: „Eine schwarze Reichswehr hat es nie gegeben." (S. 211.) — Ein Zettel an der Leiche einer ermordeten zwanzigjährigen Bayerin: „Du Schandweib hast verraten dein Vaterland, dich hat gemordet die schwarze Hand." (S. 104.) Die Unglückliche hatte nämlich eine Aufforderung des Reichsentwaffnungskommissars zur Ablieferung von Waffen öffentlich angeschlagen gesehen und es für ihre Gewissenspflicht gehalten, ein Waffenlager anzuzeigen, das sie als Köchin auf einem Schloß gesehen hatte. Aber bei der Erkundigung, wo die Meldung zu machen wäre, geriet sie, statt an Reichsorgane, an ein Mitglied der bayerischen Einwohnerwehr. Zwölf Tage später lag sie erdrosselt im Forstenrieder Park, mit jenem Zettel.

Nur zu richtig sagt eine Urteilsbegründung gegen Fememörder des Jahres 1923: „Nur solche Leute, die der bestehenden Staatsform feindlich eingestellt waren, sie zum mindesten nicht bejahten, galten als ‚national zuverlässig' . . ." (S. 221.) „‚Wir sind die Armee von 1914' war die Losung," sagt Gumbel von der Schwarzen Reichswehr. „Jeder Gegner dieses einzig legalen Zustandes, jeder Republikaner gilt als Kommunist. Auch die Abwehr des Kapp-Putsches war diesen Leuten eine kommunistische Aktion." (S. 263.)

O ja, man kann aus Gumbel viel lernen, nicht kritiklos, sondern in nachdenklicher Auseinandersetzung mit ihm.

... Fakultäten in Preußen zu zeigen, ... letzten Zeit, von ganz wenigen Ausnahmen abgesehen, nur noch Sozialisten berufen wurden. Man kann nicht leugnen, daß durch diese Art von Berufungen nach rein parteipolitischen Gesichtspunkten — natürlich in allen Fakultäten — Männer mit der Erziehung der akademischen Jugend betraut worden sind, die nicht immer die wissenschaftliche, und auch nicht immer die **menschliche** Eignung haben, wirkliche Führer der Jugend zu sein. Wenn man darum die Ausschreitungen der Studenten auch nicht billigen mag — verstehen kann man sie.

Und nun rückt wieder der Fall **Gumbel**, wohl der übelste, der sich je an einer deutschen Universität zutrug, in den Vordergrund. Die Vertreter der süd-westdeutschen Hochschulen haben erneut seine **Entfernung von Heidelberg** verlangt. Gumbel ist der Mann, der unter anderem in seinem Buch „Verräter verfallen der Feme" behauptet, die Erschießung des Heinz-Orbis in Speyer sei der „Fememord einer völkischen Wildwestbande" gewesen. Man kann es schließlich verstehen, daß Bücher, in denen so abstruses Zeug geschrieben steht, in Frankreich gerne gelesen werden. An einer deutschen Hochschule hat so ein Mann aber gewiß **nichts mehr zu suchen**. Darüber sollte sich das badische Ministerium klar werden. Studentenunruhen in Heidelberg werden sonst auch nur noch eine Frage der Zeit sein.

4 Jahre faschistische [illegible]

Eine neue Schrift Professor Gumbels

„Laßt Köpfe rollen“. Unter diesem Titel erscheint soeben im Verlag der „Liga für Menschenrechte“ eine Flugschrift von Professor Gumbel, dem Verfasser der Schrift „[illegible]re politischer Mord“. Sie ist eine nüchterne, sachliche Aneinanderreihung von Berichten über [illegible] in den Jahren [illegible] 1931. Es ist nicht die erste und einzige Schrift über den Blutterror der Hitler-[illegible]. Der Verlag der Roten Hilfe [illegible] sowohl im vergangenen Jahr wie in diesem Jahre mehrere Flugschriften herausgebracht, die eindrucksvoll und erschütternd die Mordtaten des Faschismus darstellen. Die vorliegende Schrift Gumbels enthält daher nicht viel Neues. Sie ist sogar unvollständig, die Zahl der Todesopfer des Faschismus ist weit größer.

Vier Jahre faschistischer Mord ziehen an unserem Auge vorüber. Gumbel zählt auf: 1924 drei Morde, 1925 drei Tote, 1926 vier ermordete Arbeiter, 1927 fünf Tote, 1928 acht, 1929 vier, 1930 zwanzig und im ersten Halbjahr 1931 allein 18 von faschistischen Garden erschlagene Proletarier, 68 Ermordete in vier Jahren. Gumbel schreibt dazu: „Diese Zahlen verlaufen ungefähr parallel dem Anwachsen der nationalsozialistischen Bewegung, von 1924 bis 1929 sehr langsam, dann sprunghaft rasch. In diesen Bluttaten offenbart der Faschismus sein wahres Gesicht.“

Die Flugschrift ist gerade in ihrer vorsichtigen Sachlichkeit eine vernichtende Anklage gegen die heutige Justiz, die die Faschisten schont, und die die Arbeiter, die ihr Leben verteidigen, in die Gefängnisse steckt.

Ein paar Beispiele

Doch lassen wir Gumbel sprechen:

25. April 1925: Der Reichsbannermann [illegible]rich Schulz von der Kameradschaft Berlin-[illegible]sberg wird nach einem Propagandaumzug für den Präsidentschaftskandidaten Marx durch einen jugendlichen Rechtsradikalen, den Landwirt Rehnig, niedergeschossen. Der Täter, der kaum 20 Jahre alt, einen Waffenschein besitzt, wird freigesprochen, weil er angeblich in Notwehr gehandelt hat.

10. Mai 1925: Der Reichsbannermann [illegible]mann in Oderberg wird durch zwei [illegible] der Forsthochschule in Eberswalde, Mitglieder des Wehrwolf, [illegible] Thielecke so schwer verletzt, daß er [illegible] Verwundungen erliegt. Die Täter [illegible] freigesprochen.

18. September 1925: Der Reichsbannermann Richard Wollow in Sanitz (Mecklenburg) wird von dem Frontbannmitglied [illegible] aus Sanitz erschossen, der Täter freigesprochen.

200 gegen 12

15. Juni 1930: Um Propagandamaterial für die Wahlen zum sächsischen Landtag zu verteilen, fahren Mitglieder der Antifaschistischen Jungen Garde, unter Führung des Kommunisten Ellroth, auf einem Lastwagen nach Cythra. Etwas später trafen drei Lastwagen voll Nationalsozialisten ein. Die Parteien begrüßten sich: „Schlagt die Hunde tot!“ Zunächst wurde eine schwächere Abteilung der Nationalsozialisten durch die Kommunisten in die Flucht geschlagen. Sie erhielten jedoch Verstärkung durch drei weitere Lastwagen. Die Straßenschlacht dauert über eine Stunde, die Nationalsozialisten schlugen mit Latten, Knüppeln, Totschlägern, Schlagriemen und Dolchen und bombardierten mit Steinen. Die Kommunisten wehrten sich entsprechend. Zwölf Kommunisten wurden von etwa 200 Nationalsozialisten in eine Ecke am Friedhof gedrängt.

Der Goldschmiedearbeiter Johann Franke, von den übrigen getrennt, wird buchstäblich erschlagen, 18 Beteiligte sind leicht, viele schwer verletzt.

Sämtliche Nationalsozialisten wurden freigesprochen. Obwohl sie in 15facher Uebermacht gewesen waren, wurde ihnen Notwehr zugebilligt. Dagegen wurden die sechs Kommunisten Gemeinhardt, Ellroth, Uhl, Hermann, Zeichardt und Elli Brückner zu je 2 Monaten, der Jugendliche Kaiser zu einem Monat Gefängnis verurteilt.

Wir haben, wie gesagt, nur einige besonders charakteristische Fälle ausgewählt. Der Berliner werktätigen Bevölkerung sind die schrecklichen Bluttaten in Schöneberg, in der Naugarder Straße, in der letzten Silvesternacht noch in frischer Erinnerung. Und gerade jetzt organisiert der Faschismus seine Terror-Organisationen, worauf wir wiederholt hingewiesen haben, aufs neue. Militärische Aufrüstung wird unter den Augen der Polizei offen getrieben, ohne daß dagegen eingeschritten wird. [illegible] Militärschulen hat [illegible] Severing mit keinem Wort [illegible]. Gumbels Schrift ist eine neue [illegible] Anklage gegen das System, das den Faschismus züchtet und schützt.

AUSSCHNITT VOM:

Der Deutschen-Spiegel, Berlin

An anderer Stelle schreibt ein Mitarbeiter der „Vossischen Zeitung“: „Da gab es ganze Quadratmeilen Landes, auf denen der Mord obligatorisch, während er eine halbe Stunde davon entfernt ebenso streng verboten war. Sagte ich: Mord? Natürlich Mord. Soldaten sind Mörder.

Die Hetze gegen den Professor Gumbel fußt darauf, daß er einmal die Abdeckerei des Krieges ‚das Feld der Unehre‘ genannt hat. Die Gendarmen aller Länder hätten und haben Deserteure niedergeschossen. Sie mordeten also, weil einer sich weigerte, weiterzumorden. [illegible] sperrten den Kriegsschauplatz ab, denn Ordnung muß sein, Ruhe, Ordnung sind die Zivilisation der christlichen Staaten.“

Der Verfasser dieser Sudelei beschwert sich über die „Hetze“ gegen Professor Gumbel; als ob es keine Hetze wäre, wenn dieser die Gefallenen des Weltkrieges auf das „Feld der Unehre“ wirft, womit — wie wir jetzt von seinem Verteidiger und Ausleger erfahren — Gumbel das Wort „Abdeckerei“ umschrieb, was seine Gesinnung noch deutlicher dokumentiert hätte.

Von politischem Interesse ist, daß diese Beschimpfungen der Gefallenen im Bereich der sozialdemokratischen Polizeigewaltigen vor sich [illegible], ohne daß diese, die sonst mit den Mitteln der Notverordnungen [illegible] nicht sparsam umgehen, auch nur den Finger rühren. Wir sind [illegible] Freunde von Verboten und anderen Drangsalierungen der öffentlichen Meinung. Im Gegenteil, wir sind froh darüber, daß die Canaille von links nicht verhindert wird, ihre eigne Schamlosigkeit zu enthüllen, und daß von allen Presseorganen gerade die [illegible] [illegible]

AUSSCHNITT VOM: 14. AUG. 1931

Karlsruher Tageblatt

Kunst und Wissenschaft.

Ein Professor Dr. Krieck.

Der preußische Minister für Wissenschaft, Kunst und Volksbildung hat den Professor an der Pädagogischen Akademie Frankfurt, Dr. Ernst Krieck, an die Pädagogische Akademie in Dortmund strafversetzt. Der Grund für diese Strafversetzung war eine Rede, die Prof. Krieck vor Studenten gehalten hat und die mit dem Rufe „Heil dem Dritten Reich!“ schloß. Der preußische Kultusminister hat an diesem Schlußsatz bemängelt, daß er zu Mißdeutungen Anlaß gäbe und daß ein verantwortlicher Erzieher künftiger Jugendbildner sich bewußt bleiben müsse, daß die Verwendung dieses Satzes ihn in den Augen seiner Hörer [illegible] der Nationalsozialistischen Partei [illegible] [illegible] müsse. Hierzu bemerkt der „Deutsche [illegible]dienst“ in seinen Hochschulbeiträgen: „Diese Empfindlichkeit des preußischen Kultusministeriums muß besonders eigenartig berühren, wenn man berücksichtigt, daß das „Dritte Reich“ nicht etwa nur ein Schlagwort der Nationalsozialisten ist, sondern daß sich in dem Begriff eines Dritten Reiches der Glaube des Deutschen an eine bessere Zukunft äußert. Außerdem ist man im preußischen Kultusministerium, was „verantwortliche Erzieher“ anlangt, nicht immer so überaus empfindlich. Professor Gumbel und ähnliche Vertreter der [illegible] Wissenschaft dürften jedenfalls bei so scharfer Beurteilung auch nicht unter den Begriff eines verantwortlichen Jugenderziehers fallen und üben trotzdem ihre Lehrtätigkeit weiter aus.“

Krieck, in früheren Jahren Mitarbeiter der „Pyramide“, stammt aus Mannheim, wirkte dort als Volksschullehrer, wurde durch seine bedeutenden philosophischen, kulturpolitischen und pädagogischen Schriften von der Universität Heidelberg zum Ehrendoktor ernannt und vor ein paar Jahren an die Pädagogische Akademie Frankfurt berufen. Dem gegenwärtigen amtlichen Eingriff nach scheint für diese Hochschule entgegen der Gepflogenheit der Universitäten bürokratische Verfügung möglich zu sein.

AUSSCHNITT VOM: [illegible] AUG. 1931

[illegible] Zeitung und Handelsblatt, Kiel

Hochschulnachrichten

Professor Krieck [illegible] strafversetzt

Der preußische Minister für Wissenschaft, Kunst und Volksbildung hat den Professor an der Pädagogischen Akademie Frankfurt, Dr. Ernst Krieck, einen der [illegible] und [illegible] anerkannten Gelehrten, auf seinen [illegible] die Pädagogische Akademie in Dortmund [illegible] [illegible]. Der Grund für diese [illegible] eine Rede, die [illegible] hat und die mit dem Rufe „Heil dem [illegible]“ [illegible] [illegible]

[illegible]

Ausschnitt vom: 20.8.31

Die Menschenrechte, Berlin

Die Hochschulreaktion

In unserer letzten Nummer nahmen wir zu dem Brief (S. 103 ff.) Stellung, den der Hochschulverband in Sachen Gumbel an die sogenannte Deutsche Studentenschaft gerichtet hatte, und berichteten über die Protestaktion, die von Geheimrat Holde ausgegangen war (S. 107). Die Deutsche Studentenschaft hatte den Brief des Hochschulverbandes als Zustimmungserklärung aufgefaßt. Ueber diesen „Erfolg" scheint der Hochschulverband nicht sehr erfreut gewesen zu sein; denn er versucht, seinem Brief eine neue Deutung zu geben.

Dem „Mitteilungsblatt des Verbandes Deutscher Hochschulen" (11. Jahrg., Heft 5/6, Juni 1931) entnehmen wir folgenden Bericht über die Vorstandstagung dieses Verbandes vom 17. und 18. Juni 1931:

„Einen breiten Raum nahm die Aussprache über den Brief des Vorsitzenden an die Deutsche Studentenschaft im Falle Gumbel und den Widerspruch ein, den die Erklärung des Vorstandes innerhalb der Kollegenschaft hervorgerufen hat.

Dem Vorstand des Verbandes der Deutschen Hochschulen ist die Erklärung zugegangen, die wir in den Menschenrechten Nr. 17, S. 108, veröffentlichten.

Außerdem hat der Verband noch mehrere Einzelzuschriften erhalten, die zum Teil in noch weniger freundlicher, zum Teil aber auch in viel ruhigerer Form zu dem an den Vorstand der Deutschen Studentenschaft gerichteten Brief Stellung nehmen.

Der Vorstand des Verbandes der Deutschen Hochschulen, der ohne Rücksicht auf die politische oder weltanschauliche Stellung des einzelnen Hochschullehrers alle deutschen Hochschulen zu vertreten hat, braucht nicht erst zu erklären, daß er jeder, von seiner eigenen abweichenden, ehrlichen Ueberzeugung Achtung und Verständnis entgegenbringt. Er bemerkt aber zu den Vorwürfen des Protestes das folgende:

1. Mit der akademischen Lehrfreiheit oder mit den wissenschaftlichen Leistungen des Herrn Professor Gumbel sich zu beschäftigen, lag für den Vorstand deshalb kein Anlaß vor, weil sich alle gegen Herrn Gumbel erhobenen Vorwürfe ausschließlich gegen seine Person und gegen seine (außerakademische) agitatorische Tätigkeit gerichtet hatten.

2. Der Vorstand weist den Vorwurf entschieden zurück, daß sein Brief zu weiteren Auflehnungen gegen die Lehrfreiheit und zu eventuellen weiteren Unruhen ermutigt.

Es ist nicht richtig, daß sich der Vorstand nicht gegen den Versuch der Heidelberger Studenten gewandt hätte, Professor Gumbel aus seiner akademischen Stellung zu entfernen. Vielmehr hat er sich ausdrücklich in seinem an die Deutsche Studentenschaft gerichteten Briefe dem scharfen Verweis des engeren Senats der Universität Heidelberg angeschlossen.

3. Als ebenso ungerechtfertigt empfindet der Vorstand die Behauptung, er habe sich zum Sprachrohr für politisch intolerante, vom kulturellen Standpunkt sehr unzeitgemäße Anschauungen einer einzelnen Gruppe gemacht. Dieser Vorwurf ist in der oben abgedruckten Erklärung nicht begründet worden. Die Geschichte des Verbandes und seine bisherige Haltung widerlegt ihn. In dem an die Deutsche Studentenschaft gerichteten Briefe des Vorstandes hieß es, daß er jede Aeußerung, in der die Deutsche Studentenschaft ihre vaterländische Gesinnung bekundet, auf das wärmste begrüße. Dem von ihm gewählten Ausdruck „vaterländische Gesinnung" eine derartige Auslegung zu geben, ist eine Verdächtigung, die der Vorstand entschieden zurückweisen muß."

Wenn der Verband glaubt, zur Lehrfreiheit keine Stellung nehmen zu müssen, wohl weil sie nicht bedroht sei, so ist dies entwaffnend naiv. Warum präzisiert der Verband seine Vorwürfe gegen die Person Gumbels und seine „agitatorische Tätigkeit" nicht? Da er seine agitatorische Tätigkeit im nationalistischen Sinn noch bei keinem Hochschullehrer gerügt hat, besteht wohl der Verdacht,

---

Brockhaus-Lexikon. Der Verlag F. A. Brockhaus teilt mit, daß er die Beanstandungen, die der „Fridericus" und eine ganze Reihe anderer deutscher Zeitungen zu dem Artikel „Fememorde" im Großen Brockhaus erhoben, geprüft habe. Er stehe nicht an, zu erklären, daß dieser Artikel tatsächlich den Grundsätzen nicht völlig entspricht, nach denen das Werk herausgegeben wird. Auch hätten als Literatur nicht nur die beiden Werke des einen Verfassers angegeben werden dürfen. Die Umarbeitung des Artikels sei sofort veranlaßt worden. Das geschehe grundsätzlich, wenn eine Unrichtigkeit oder die Möglichkeit eines Mißverständnisses erwiesen sei. Im ersten Ergänzungsband solle die Berichtigung des unterlaufenen Fehlers erscheinen. Der pazifistische Professor Gumbel, dessen Bücher in dem betreffenden Artikel zitiert wurden, ist weder Verfasser des Artikels, noch überhaupt Mitarbeiter des Verlages Brockhaus.

„Fridericus" Nr. 36
2. Septbr. Ausgabe.

Saarbrücker Zeitung 9.9.31

Der „politische" Mord.

Am Montag wurden in Berlin die beiden in Ausübung ihres Dienstes ermordeten Schupooffiziere zu Grabe getragen, am Montag meldete der „Völkische Beobachter", daß wieder ein SS-Mann erschossen worden sei, am Montag haben sicher landauf, landab Schlägereien stattgefunden, bei denen der oder jener mehr oder minder schwer verletzt worden ist — es ist fast unmöglich, noch eine genaue Chronik über die Mordwelle zu führen, die heute über Deutschland hinfegt. Um so nötiger, um so wertvoller ist der Kampf gegen die unmenschlichen Auswüchse des politischen Tageskampfes, um so willkommener ist jeder Bundesgenosse zu begrüßen, mag er kommen aus welchem Lager immer er will, der gegen diesen Kampf auftritt, der seine Stimme erhebt und unter Einsatz seiner Person zwischen die Schützengräben tritt, um Frieden zu predigen. Freilich muß er sich dessen bewußt sein, daß ihn bald eine Kugel treffen wird. Denn niemand ist Streitenden verhaßter als ein Mittler, ein Schlichter ....

Der Damm, der gegen die Mordwelle aufgerichtet werden muß, kann aus den verschiedensten Bausteinen bestehen. Man kann an ihm auch so mitarbeiten, daß man dem deutschen Volke die Verlustliste vor Augen hält, die bereits zustandegekommen ist. Das tut die Deutsche Liga für Menschenrechte, die eine Flugschrift aus der Feder E. J. Gumbels verbreitet „Laßt Köpfe rollen", mit dem Untertitel: Faschistische Morde 1924—1931. Es ist eine erschütternde Chronik, da sie im wesentlichen nur Tatsachen sprechen läßt. Die Bilanz sind 68 Morde, die auf das Konto der Nationalsozialisten und des Stahlhelms zu setzen sind. Das „Interessante" daran ist, daß in den einzelnen Jahren die Zahl der Mordtaten entsprechend dem Anschwellen der Hitlerbewegung zunimmt. Sind es 1929 noch vier Morde, so 1930 bereits 20 und im ersten Halbjahr 1931 schon 18.

Fällt es schon dem Gericht in den meisten Fällen äußerst schwer, den objektiven Tatbestand aufzuhellen, so können wir natürlich erst recht nicht in eine Nachprüfung der Gumbelschen Chronik eintreten. Aber wenn auch nur die Hälfte, ja nur ein Viertel der Mordtaten aktenmäßig belegt werden könnten, so wäre schon das eine schreckliche, eine erschütternde Zahl.

Noch erschütternder — wenn es in diesem Falle überhaupt eine Steigerung des Gefühles geben könnte — müßte natürlich eine objektive Chronik aller politischer Mordtaten wirken. Die Deutsche Liga für Menschenrechte ist — leider, denn das wird sie nie zu der großen, allumfassenden humanitären Bewegung machen, als die sie einst gedacht war — parteipolitisch nach links gebunden und wartet deshalb nur mit „faschistischen" Mordtaten auf. Die Gegenrechnung, die ihr die Nationalsozialisten und der Stahlhelm aufmachen könnten, wäre zum mindesten ebenso groß. Die Gefallenentafel im Braunen Haus und die tägliche Verlustliste des „Völkischen Beobachters" sprechen eine nur zu beredte Sprache. Die kitzliche Unterscheidung zwischen Angriff und Verteidigung, die, wie jeder Staatsrechtslehrer immer wieder zugeben muß, bereits im Völkerleben äußerst problematisch ist, hat hier wirklich nichts zu bedeuten. Hat um so weniger zu bedeuten, wenn man weiß, daß die meisten Zusammenstöße sich unter dem dumpfen Druck einer rauschschwangeren Kaschemmenluft ereignen. Ermordete hier — Ermordete dort, das ist die einfache, die grauenhafte Bilanz. Mag parteipolitische Propaganda dem Gegner mehr und scheußlichere Taten anrechnen — diese arithmetischen Kunststücke nachzuprüfen ist nicht unsere Sache, die wir die Mordwelle von rechts und von links für unwürdig der deutschen Nation, für unwürdig eines Kulturvolkes halten.

Mag das Blut, das täglich fließt, wertvoll sein oder nicht, es ist auf jeden Fall Menschen-, es ist Bruderblut. Mit Recht erhebt sich deshalb die Frage nach dem Warum. Es mag in vielen Fällen einfach die Lust am Raufen sein, die solche folgenschweren Zusammenstöße herbeiführt, es mögen auf beiden extremen Seiten geborene Verbrechernaturen stehen, die vielleicht nur durch eine soziologische Zufälligkeit in dieses oder jenes Lager geraten sind und die ihre Triebe jetzt nur zu gerne in eine Amnestie verheißendes politisches Mäntelchen hüllen. Sicher aber prallt manchesmal die Verbissenheit einer fanatischen Weltanschauung auf die andere [illegible] durch die den Sinn eines ganzen Lebens erschütternde Angst, die „anderen", die dort mit triumphierenden Mienen an jener Ecke stehen oder in jenem Wirtshaus ihre Kampflieder singen, könnten die Sieger, die Herrscher von morgen sein. Gerade in kleinen Ortschaften, in der schwülen Enge [illegible] [illegible]

Aber auch wenn man zugeben muß, daß bei der Betrachtung der Mordwelle etwas Tiefenpsychologie angebracht ist, übersehen wir nicht, daß die letzte, die ausschlaggebende Ursache in der maßlosen Verhetzung zu suchen ist, die durch die Parolen der einzelnen Führer in die Gehirne an sich gutwilliger oder an sich bösartiger Gehirne, in das nivellierte Denken und Fühlen einer Masse geimpft wird. Wenn Nationalsozialisten aus dem Munde eines ihrer Abgeordneten das Wort hören: „SA-Leute! Die Nacht nach dem Tag unserer Machtergreifung gehört euch und wir wissen, daß es eine Nacht der langen Messer sein wird", wenn andererseits Kommunisten auf dem Fahrdamm Inschriften wie diese lesen: „Schupo, schießt nicht! RFB. schießt wieder! Für jeden erschossenen Arbeiter 10 Schupos", — was Wunder, wenn die einzelnen Anhänger je nach Temperament und Gelüst ein furchtbares Training für jene Bartholomäusnacht veranstalten, die ihnen nicht schnell genug zu nahen scheint.

Terror als Mittel des revolutionären Kampfes ist noch verständlich, besonders in einem korrupten Staatswesen, wie es das zaristische Rußland gewesen ist; mit Recht wurden die Ertappten als politische und nicht als gemeine Verbrecher behandelt. Was sich aber heute bei uns abspielt, ist in der Hauptsache nur mehr ein in Kaschemmenluft erzeugtes viehisches Abschlachten, über das sogar die berüchtigten Balkangebräuche noch turmhoch erhaben sind, und das deshalb von den Gerichten als ganz gemeines Verbrechen mit der vollsten Strenge des Gesetzes geahndet werden sollte, mag das Sowjet- oder das Hitlerabzeichen noch so blank auf der Brust der Betroffenen prangen.

Dr. A. V.

Vorwärts, 13.9.31

Die Wahrheit über die Fememorde.

Der Stahlhelm und der Große Brockhaus.

Wir lesen im „Stahlhelm": „Vor einigen Wochen wiesen wir an dieser Stelle darauf hin, daß in der Neuausgabe des „Großen Brockhaus" unter „Fememorde" Erläuterungen gegeben wurden, die wohl eines roten Hetzblattes, nicht aber eines wissenschaftlichen Werkes würdig sind. Der Verlag Brockhaus hat uns dieser Tage sein Bedauern über die Art und Weise, wie die „Feme" in dem genannten Werk behandelt wurde, ausgesprochen. Zu unserer Genugtuung können wir dem Brief entnehmen, daß der sattsam bekannte Professor Gumbel nicht zu den Mitarbeitern des Verlages gehört. Wie uns der Verlag Brockhaus mitteilt, werden die Bezieher des Lexikons im nächsten Ergänzungsband eine Berichtigung erhalten."

Eine Berichtigung gegen ein Lexikon? Was ist da passiert? Wir schlagen im Großen Brockhaus nach und lesen folgendes:

> **Fememorde.** Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, besonders im Jahre 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelte sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich meist „Arbeitskommandos". Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrats verdächtig gemacht hatten. Der Femeausschuß des Reichstags, der Rechtsausschuß des Preußischen Landtags über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1925 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. (Gumbel: Vier Jahre politische Morde (1922), Verräter verfallen der Feme (1929).

Wir sind nun gespannt, was der Ergänzungsband des Großen Brockhaus darin berichtigen wird! Diese knappste Darstellung ist die Wahrheit, nichts als die Wahrheit, und noch dazu in schonendster Form für die Hintermänner der Mörder!

Lasst Köpfe rollen!

63 faschistische Morde / Die „nationale Bergestelle" / Ein Dokument über politischen Mord

Das Wort Adolf Hitlers von den Köpfen, die einst rollen werden, das er vor den roten Roben des Reichsgerichts ausgesprochen hat, darf nicht vergessen werden. Zu oft hat man in Deutschland alle jene furchtbaren Dinge vergessen, die dem neuen Deutschland wahrlich nicht zur Ehre gereichen: die Kette blutiger Mordtaten, die mit Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht begann und über Erzberger, Rathenau, Karl Gareis, und den tausend unbekannten Opfern bis in die Gegenwart fortreicht. Es ist erstaunlich, daß das deutsche Volk, anstatt aus diesem blutigen Terror zu lernen, statt die zerfetzten Leiber der durch Handgranate und Revolver Getöteten als Warnungssignal zu betrachten, heute zu einem großen Teil den Gewaltanbetern, und was schlimmer, den Terroristen, nachläuft. Daher ist es eine nationale Pflicht, so oft wie möglich in dokumentarischer Berichterstattung dem Volke dieses Treiben vor Augen zu halten. Dies um so mehr in einem Augenblick, wo die Faschisten die Macht in Preußen an sich reißen wollen. Und das im Verein mit den Kommunisten, von denen viele ihrer Leute von Nationalsozialisten getötet worden sind. Ein seltsames Schauspiel fürwahr!

Die Deutsche Liga für Menschenrechte läßt soeben in einer Darstellung ihres Vorstandsmitgliedes, des Heidelberger Professors E. J. Gumbel eine Flugschrift erscheinen unter dem Titel „Laßt Köpfe rollen!" (Zu beziehen durch die Deutsche Liga für Menschenrechte zum Preise von 10 Pfennig), in der mit wissenschaftlicher Gründlichkeit basierend auf umfangreichen Nachprüfungen

63 faschistische Morde dargestellt

sind, die die Jahre 1924 bis 30. Juni 1931 umfassen. Die hier aufgeführten politischen Mordtaten sind jedoch nur ein Ausschnitt aus dem großen Gebiet des politischen Kampfes. Es sind, wie gesagt, nachgeprüfte Fälle. Es wird mehr politische Morde in Deutschland geben, aber ihre statistische Erfassung ist selbstverständlich ungeheuer schwer.

Zu diesen Morden kommen noch Hunderte von Fällen von Leichtverletzten, Schwerverwundeten, kommen noch die Verwüstungen von Versammlungslokalen, Schlägereien und schweren Beleidigungen. Dennoch geht aus der Zusammenstellung deutlich hervor, wie mit dem Anwachsen der nationalsozialistischen Bewegung die Mordtaten des Faschismus steigen. Mit Recht sagt der Verfasser der Flugschrift, daß hierin der Faschismus sein wahres Gesicht offenbart. „Er zeigt dem deutschen Volke die Methoden, deren er sich bedienen wird, wenn er zur Macht kommen sollte." Denn wir verzeichnen:

1924	3	Morde
1925	3	„
1926	4	„
1927	5	„
1928	6	„
1929	4	„
1930	20	„
Halbjahr 1931	18	„
	Summa 63	Morde

Aus der jüngsten Zeit seien zwei Beispiele wiedergegeben, aus denen im übrigen auch hervorgeht, wie milde die Gerichte diese nationalsozialistischen Morde sehr oft beurteilen:

„7. September 1930: Eine Gruppe Berliner Kommunisten, darunter der zweiundzwanzigjährige Erich Loleit, fährt nach Mohrin (Mark) zur Flugblattverteilung. Loleit bietet dem gleichaltrigen Nationalsozialisten Heinrich Kabriell ein Flugblatt an. Wortwechsel, in deren Verlauf der Nationalsozialist seinem Gegner zwei Stiche mit dem Dolch beibringt. Die Halsschlagader ist durchschnitten, Loleid stirbt.

Anklage wird nur wegen Körperverletzung mit Todeserfolg erhoben.

Kabriell wird am 30. Oktober 1930 in Landsberg deswegen und wegen Vergehens gegen das Waffengesetz nur zu einem Jahr Gefängnis verurteilt; der Haftbefehl wird aufgehoben."

„14. September 1930: Der zwanzigjährige Soldat Walter Krause vom Reichswehrregiment 7 befindet sich auf Urlaub in Fellhammer bei Waldenburg in Schlesien. In einer Wirtschaft

begegnet er einem Jugendfreund, einem fanatischen Hitler-Mann, der ihn als Moskau-Jünger bezeichnet und ihn mit einem Bierglas niederschlägt.

Nach 10 Tagen stirbt Krause in Schweidnitz."

Das Jahr 1931 begann mit der furchtbaren Bluttat gegen die Reichsbannermitglieder Schneider und Graf. Der Prozeß gegen Kollatz hat noch nicht stattgefunden. In dem Ermittlungsverfahren wurde eine sogenannte

„nationale Bergestelle"

festgestellt, deren Aufgabe es war, polizeilich Verfolgten weiter zu helfen, um sie nach Italien zu bringen. Immer wieder muß dargelegt werden, daß bei den Schlägereien und politischen Bluttaten oft gleiche Leute der Nazis observiert werden. Das deutet darauf hin, daß eine Organisation besteht, die solche Gewalttaten verübt.

Die Behauptung, daß die Sturmabteilungen der Nationalsozialisten waffenlos sind, [illegible] nichts, wenn man liest:

„28. Februar 1931: In Zittau veranstalteten die Nationalsozialisten einen Fackelzug. Die [illegible] tung des Abwehrkartells, des Reichsbanners [illegible] der S. P. D. gaben die Parole aus, die [illegible] sollen sich zum Schutz der Einrichtungen der Arbeiterschaft einfinden, jedoch die Kundgebung [illegible]. Die Kommunisten forderten zur Gegendemonstration auf, was zu Zusammenstößen mit der [illegible] führte.

Als 200 Nationalsozialisten am Gebäude der Volksbuchhandlung vorbeikamen, wurden sie von Kommunisten mit Schneebällen beworfen und schlugen darauf mit brennenden Fackeln auf das Publikum ein. Der am Schneeballwerfen unbeteiligte Reichsbannermann Emil Kalbaß erhielt zunächst Schläge mit der brennenden Fackel. Gleichzeitig erfolgten zwei Schüsse aus den Reihen der marschierenden Nationalsozialisten. Emil Kalbaß erhielt einen tödlichen Brustschuß, der jugendliche Walter Scholze einen Rückenschuß. Der nationalsozialistische „Freiheitskampf" berichtete über diesen Fall mit der Ueberschrift „Rotmord in Zittau"."

Das furchtbare Attentat auf den Regierungsrat Bassal; die Erschießung des kommunistischen Abgeordneten Henning sind vielleicht noch in der Erinnerung.

So gibt diese Broschüre, die jeder lesen sollte, über das wahre Gesicht der Faschisten, die das deutsche Volk betören wollen, ihren Parolen nachzulaufen, ein wahrheitsgetreues Bild. Mord und Terror sind die Mittel, mit denen sie das Volk beglücken, um ihre Herrschaft im Dienste einiger [illegible] gehalfterter Generale und Prinzen aufzurichten. [illegible] die Erkenntnis für dieses Treiben fehlt, dem [illegible] Flugschrift „Laßt Köpfe rollen!" [illegible] zum Studium empfohlen.

Kurt [illegible]

Ausschnitt vom: 23. SEP. 1931

Berliner Volkszeitung. Berlin

Morgenausgabe

Straflose Hetze gegen Professor Gumbel

Justiz in Kiel

In den schleswig-holsteinischen „Hochschulblättern" vom Februar 1931 ist von einem Dr. Hempel eine Abhandlung erschienen, in welcher mit Bezug auf Prof. Gumbel erklärt wurde, „Köpfe werden in den Sand rollen". Wegen dieser Bedrohung und Beschimpfung haben sowohl Prof. Gumbel als auch die republikanische Beschwerdestelle bei dem Oberstaatsanwalt in Kiel gegen den Verfasser Dr. Hempel Strafantrag gestellt, dessen Ergebnis jetzt vorliegt.

Durch Beschluß vom 28. August hat das Schöffengericht in Kiel die Eröffnung des Hauptverfahrens abgelehnt, weil in der Veröffentlichung eine Bedrohung nicht zu erblicken sei. Die Beschwerde des Oberstaatsanwalts Dr. Matz gegen diesen Beschluß ist von der Ferienstrafkammer I in Kiel am 9. September 1931 aus den gleichen Gründen zurückgewiesen worden.

Laßt Köpfe rollen!

Eine Schrift der Liga für Menschenrechte

Das Wort Adolf Hitlers, welches er vor den roten Roben des Reichsgerichts gesprochen hat, darf nicht vergessen werden. Zu oft hat man in Deutschland alle jenen furchtbaren Dinge vergessen, die dem neuen Deutschland wahrlich nicht zur Ehre gereichen: Die Kette blutiger Mordtaten, die mit Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht begann und über Erzberger, Rathenau, Karl Gareis, Eisner und den tausend unbekannten Opfern bis in die Gegenwart fortreicht. Es ist erstaunlich, daß das deutsche Volk, anstatt aus diesem blutigen Terror zu lernen, statt die zerfetzten Leiber der durch Handgranate und Revolver Getöteten als Warnungssignal zu betrachten, heute zu einem großen Teil den Gewaltanbetern, und was schlimmer, den Terroristen, nachläuft. Daher ist es eine nationale Pflicht, so oft wie möglich in dokumentarischer Berichterstattung dem Volke dieses Treiben vor Augen zu halten. Dies umso mehr in einem Augenblick, wo die Faschisten die Macht in Preußen an sich reißen wollen. Und das im Verein mit den Kommunisten, von denen viele ihrer Leute von Nationalsozialisten getötet worden sind. Ein seltsames Schauspiel fürwahr!

Die Deutsche Liga für Menschenrechte läßt soeben in einer Darstellung ihres Vorstandsmitgliedes, des Heidelberger Professors E. J. Gumbel eine Flugschrift erscheinen unter dem Titel „Laßt Köpfe rollen!" (Zu beziehen durch die Deutsche Liga für Menschenrechte zum Preise von 10 Pfg.), in der mit wissenschaftlicher Gründlichkeit, basierend auf umfangreichen Nachprüfungen, 68 faschistische Morde dargestellt sind, die die Jahre 1924 bis 30. Juni 1931 umfassen. Die hier aufgeführten politischen Mordtaten sind jedoch nur ein Ausschnitt aus dem großen Gebiet des blutigen politischen Kampfes. Es sind, wie gesagt, nachgeprüfte Fälle. Es wird mehr politische Morde in Deutschland geben, aber ihre statistische Erfassung ist selbstverständlich ungeheuer schwer. Zu diesen Morden kommen noch hunderte von Fällen von Leichtverletzten, Schwerverwundeten, kommen noch die Verwüstungen von Versammlungslokalen, Schlägereien und schweren Beleidigungen. Dennoch geht aus der Zusammenstellung deutlich hervor, wie mit dem Anwachsen der nationalsozialistischen Bewegung die Mordtaten des Faschismus steigen. Mit Recht sagt der Verfasser der Flugschrift, daß hierin der Faschismus sein wahres Gesicht offenbart. „Er zeigt dem deutschen Volke die Methoden, deren er sich bedienen wird, wenn er zur Macht kommen sollte." Denn wir verzeichnen:

1924: 8; 1925: 8; 1926: 4; 1927: 5; 1928: 6; 1929: 4; 1930: 20; Halbjahr 1931: 13 = 68 Morde.

Aus der jüngsten Zeit seien zwei Beispiele wiedergegeben, aus denen im übrigen auch hervorgeht, wie milde die Gerichte diese nationalsozialistischen Morde sehr oft beurteilen:

„7. September 1930: Eine Gruppe Berliner Kommunisten, darunter der zweiundzwanzigjährige Erich Doleid, fährt nach Mohrin (Mark) zur Flugblattverteilung. Doleid bietet dem gleichaltrigen Nationalsozialisten Heinrich Kabriell ein Flugblatt an. Wortwechsel, in deren Verlauf der Nationalsozialist seinem Gegner zwei Stiche mit dem Dolch beibringt. Die Halsschlagader ist durchschnitten, Doleid stirbt. Anklage wird nur wegen Körperverletzung mit Todesfolge erhoben. Kabriell wird am 30. Oktober 1930 in Landsberg deswegen und wegen Vergehens gegen das Waffengesetz nur zu 1 Jahr Gefängnis verurteilt. Der Haftbefehl wird aufgehoben."

„14. September 1930: Der zwanzigjährige Soldat Walter Krause vom Reichswehr-Regt. 7 befindet sich auf Urlaub in Fellhammer bei Waldenburg in Schlesien. In einer Wirtschaft begegnet er einem Jugendfreund, einem fanatischen Hitlermann, der ihn als Moskaujünger bezeichnet und ihn mit einem Bierglas niederschlägt. Nach zehn Tagen stirbt Krause in Schweidnitz."

Das Jahr 1931 beginnt mit der furchtbaren Bluttat gegen die Reichsbannermitglieder Schneider und Graf. Der Prozeß gegen Kollatz hat noch nicht stattgefunden. In dem Ermittlungsverfahren wurde eine sogenannte „Nationale Werbestelle" festgestellt, deren Aufgabe es war, politisch Verfolgten weiter zu helfen, um sie nach [illegible] zu bringen. Immer wieder muß [illegible] werden, daß bei den Schlägereien und politischen [illegible] oft gleiche Leute der Regel [illegible] werden. [illegible] darauf hin, daß eine [illegible]

[illegible] nationalsozialistischen Terrorakt [illegible] [illegible]

„[illegible] Februar 1931. In Zittau veranstalteten die Nationalsozialisten einen Fackelzug. Die Leitung des Ortskartells, des Reichsbanners und der SPD. gaben die Parole aus, die Mitglieder sollen sich zum Schutze der Einrichtungen der Arbeiterschaft einfinden, jedoch die Kundgebung meiden. Die Kommunisten forderten zur Gegendemonstration auf, was zu Zusammenstößen mit der Polizei führte.

Als 200 Nationalsozialisten am Gebäude der Volksbuchhandlung vorbeikamen, wurden sie von Kommunisten mit Schneebällen beworfen und schlugen darauf mit brennenden Fackeln auf das Publikum ein. Der am Schneeballwerfen unbeteiligte Reichsbannermann Emil Kalbaß erhielt zunächst Schläge mit der brennenden Fackel. Gleichzeitig erfolgten zwei Schüsse aus den Reihen der marschierenden Nationalsozialisten. Emil Kalbaß erhielt einen tödlichen Brustschuß, der Jugendliche Walter Scholze einen Rückenschuß. Der nationalsozialistische ‚Freiheitskampf' berichtete über diesen Fall mit der Ueberschrift ‚Rotmord in Zittau'."

Das furchtbare Attentat auf den Regierungsrat Lassally, die Erschießung des kommunistischen Abgeordneten Henning sind vielleicht noch in der Erinnerung.

Es gibt diese Broschüre, die jeder lesen sollte, über das wahre Gesicht der Faschisten, die das deutsche Volk betören wollen, ihren Parolen nachzulaufen, ein wahrheitsgetreues Bild. Mord und Terror sind die Mittel, mit denen sie das Volk beglücken, um ihre Herrschaft im Dienste einiger abgehalfterter Generale und Prinzen aufzurichten. Wem die Erkenntnis für dieses Treiben fehlt, dem sei die Flugschrift „Laßt Köpfe rollen!" nachdrücklichst empfohlen.

Kurt Großmann.

Bremer Volkszeitung

BVZ

11.9.31

Politische [illegible]

Stahlhelm und Brockhaus

Der „Fememord" und seine Berichtigung

Wir lesen im „Stahlhelm": „Vor einigen Wochen wiesen wir an dieser Stelle darauf hin, daß in der Neuausgabe des „Großen Brockhaus" unter „Fememorde" Erläuterungen gegeben wurden, die wohl eines roten Hetzblattes, nicht aber eines wissenschaftlichen Werkes würdig sind. Der Verlag Brockhaus hat uns dieser Tage sein Bedauern über die Art und Weise, wie die „Feme" in dem genannten Werk behandelt wurde, ausgesprochen. Zu unserer Genugtuung können wir dem Brief entnehmen, daß der sattsam bekannte Professor Gumbel nicht zu den Mitarbeitern des Verlages gehört. Wie uns der Verlag Brockhaus mitteilt, werden die Bezieher des Lexikons im nächsten Ergänzungsband eine Berichtigung erhalten."

Eine Berichtigung gegen ein Lexikon? Was ist da passiert? Wir schlagen im Großen Brockhaus nach und lesen folgendes:

„Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, besonders im Jahre 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich meist „Arbeitskommandos". Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrates verdächtig gemacht hatten. Der Femeausschuß des Reichstages, der Rechtsausschuß des Preußischen Landtags über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1925 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. (Gumbel: Vier Jahre politische Morde (1922), Verräter verfallen der Feme (1929)."

Wir sind nun gespannt, was der Ergänzungsband des Großen Brockhaus daran berichtigen wird! Diese knappste Darstellung ist die Wahrheit, nichts als die Wahrheit, und noch dazu in [illegible] Form für die Hintermänner der [illegible]

Bisher hat sich der Große Brockhaus [illegible] einstellung [illegible] in seiner politischen [illegible]

AUSSCHNITT VOM: 23. SEP. 1931

Berliner Morgenzeitung, Berlin

Straflose Hetze gegen Professor Gumbel

Justiz in Kiel

In den schleswig-holsteinischen „Hochschulblättern“ vom Februar 1931 ist von einem Dr. Hempel eine Abhandlung erschienen, in welcher mit Bezug auf Prof. Gumbel erklärt wurde, „Köpfe werden in den Sand rollen“. Wegen dieser Bedrohung und Beschimpfung haben sowohl Prof. Gumbel als auch die republikanische Beschwerdestelle bei dem Oberstaatsanwalt in Kiel gegen den Verfasser Dr. Hempel Strafantrag gestellt, dessen Ergebnis jetzt vorliegt.

Durch Beschluß vom 28. August hat das Schöffengericht in Kiel die Eröffnung des Hauptverfahrens abgelehnt, weil in der Veröffentlichung eine Bedrohung nicht zu erblicken sei. Die Beschwerde des Oberstaatsanwalts Dr. Matz gegen diesen Beschluß ist von der Ferienstrafkammer I in Kiel am 9. September 1931 aus den gleichen Gründen zurückgewiesen worden.

8 Uhr Abendblatt, 25/9.31.

Gumbels „rollender Kopf“

[illegible] 25/9 31

In der Republikanischen Beschwerdestelle und bei ihren Freunden herrscht große Aufregung. Das Schöffengericht in Kiel hat die Eröffnung eines Verfahrens gegen einen gewissen Dr. Hempel abgelehnt, unter dessen Verantwortlichkeit in den „Schleswig-Holsteinischen Hochschulblättern“ über den Professor Gumbel geschrieben worden: „Da gibt es überhaupt nichts zu diskutieren — im Dritten Reich wird sein Kopf in den Sand rollen.“ Das Schöffengericht hat den Standpunkt der Republikanischen Beschwerdestelle und des Professors Gumbel nicht teilen können, daß es sich hier um eine Bedrohung handelt. Tatsächlich dürfte das Wort von dem „rollenden Kopf“ des Herrn Gumbel nur bildlich gemeint sein.

25. SEP. 1931

Vorwärts, Berlin SW 68

Straflose Mordhetze.

Die Justiz und das Hakenkreuztreiben.

In den „Schleswig-Holsteinischen Hochschulblättern“ vom Februar 1931 ist unter der Verantwortlichkeit eines gewissen Dr. Hempel eine Abhandlung erschienen, in welcher mit Bezug auf Professor Gumbel folgendes erklärt wurde: „Da gibt es überhaupt nichts zu diskutieren — im Dritten Reich wird sein Kopf in den Sand rollen.“ Wegen dieser Bedrohung und Beschimpfung haben sowohl Professor Gumbel als auch die Republikanische Beschwerdestelle Berlin bei dem Oberstaatsanwalt in Kiel gegen Dr. Hempel Strafantrag gestellt, dessen Ergebnis jetzt vorliegt.

Durch Beschluß vom 28. August 1931 hat das Schöffengericht in Kiel die Eröffnung des Hauptverfahrens abgelehnt, weil in der Veröffentlichung eine Bedrohung nicht zu erblicken sei. Die Beschwerde des Oberstaatsanwalts Dr. Matz gegen diesen Beschluß ist von der Ferienstrafkammer I in Kiel am 9. September 1931 aus den gleichen Gründen zurückgewiesen worden.

Straflose Mordhetze.

Die Justiz und das Hakenkreuztreiben.

In den „Schleswig-Holsteinischen Hochschulblättern“ vom Februar 1931 ist unter der Verantwortlichkeit eines gewissen Dr. Hempel eine Abhandlung erschienen, in welcher mit Bezug auf Professor Gumbel folgendes erklärt wurde: „Da gibt es überhaupt nichts zu diskutieren — im Dritten Reich wird sein Kopf in den Sand rollen.“ Wegen dieser Bedrohung und Beschimpfung haben sowohl Professor Gumbel als auch die Republikanische Beschwerdestelle Berlin bei dem Oberstaatsanwalt in Kiel gegen Dr. Hempel Strafantrag gestellt, dessen Ergebnis jetzt vorliegt.

Durch Beschluß vom 28. August 1931 hat das Schöffengericht in Kiel die Eröffnung des Hauptverfahrens abgelehnt, weil in der Veröffentlichung eine Bedrohung nicht zu erblicken sei. Die Beschwerde des Oberstaatsanwalts Dr. Matz gegen diesen Beschluß ist von der Ferienstrafkammer I in Kiel am 9. September 1931 aus den gleichen Gründen zurückgewiesen worden.

Vorwärts 25.9.31, Abd.

26. SEP. 1931

Generalanzeiger f. Dortmund, Dortmund

Morddrohung gegen Gumbel straflos!

b. j. Berlin, [illegible]. September.

Wie wir seinerzeit berichtet hatten, waren von der Nationalsozialistischen Studentengruppe an der Universität Kiel in den von dieser Gruppe herausgegebenen „Schleswig-Holsteinischen Hochschulblättern“ in einer Besprechung über das Buch „Verräter verfallen der Feme“ (von E. J. Gumbel, Jacob und Falck) zu Gumbels Person schwere Beschuldigungen und Bedrohungen geäußert worden, die in dem Satz gipfelten: „Im Dritten Reich wird sein Kopf in den Sand rollen“.

In dieser Phrase fand nicht nur die Republikanische Beschwerdestelle, die Strafanzeige wegen Aufreizung zum Mord erstattete, sondern auch der Oberstaatsanwalt in Kiel die Merkmale eines strafwürdigen Verbrechens. Als aber der Oberstaatsanwalt Dr. Matz Anklage gegen den verantwortlichen Redakteur dieses studentischen Organs, einen gewissen Hempel, erhob, lehnte erst das Schöffengericht Kiel (bei dem früher der Amtsgerichtsrat und Minister a. D. Hamgen amtierte), dann auch die Strafkammer die Eröffnung des Hauptverfahrens ab, „da in der Veröffentlichung [illegible] zu erblicken sei.“

Das haben wir auch kaum anders erwartet; aber es sollte für ein Justizministerium immerhin gewisse politische Möglichkeiten geben, zu denen man in solchen Fällen greifen muß, in denen die strafprozessualen versagen, und in denen sich Gerichte zu derart unglaublichen Entscheidungen verirren, wie im Fall Gumbel in Kiel. Das Justizministerium kann es unter keinen Umständen zugeben, daß durch solche Entscheidungen, die nur die politische Orientierung der Richter widerspiegeln, das Vertrauen in die deutsche Justiz völlig untergraben wird.

Der Paragraphenstrauß: „Köpfe in den Sand? Da sehe ich keine Drohung. Ich stecke doch selbst den Kopf in den Sand!"

AUSSCHNITT VOM:

Der Fall Fememorde — Brockhaus

Wir beanstandeten in Nr. 14 den Artikel „Fememorde" im großen „Brockhaus". Der Verlag F. A. Brockhaus schreibt uns dazu:

„Nach abgeschlossener Untersuchung steht der Verlag nicht an zu erklären, daß dieser Artikel tatsächlich den Grundsätzen nicht völlig entspricht, nach denen das Werk herausgegeben wird. Auch hätten als Literatur nicht nur die beiden Werke des einen Verfassers (Gumbel! Die Schriftleitung.) angegeben werden dürfen. Die Umarbeitung des Artikels ist sofort veranlaßt worden ... „Der Große Brockhaus" ist jedenfalls bemüht, seinen Grundsatz strengster Sachlichkeit und Ueberparteilichkeit allseits durchzuführen. Die Bezieher des Werkes werden eine Berichtigung des Artikels üblicherweise im ersten Ergänzungsband erhalten."

Wir freuen uns, daß der hochangesehene Verlag F. A. Brockhaus unsere Beanstandung als berechtigt zugibt, vermissen aber die Zusicherung, daß der Verfasser des Fememord-Artikels seinen Laufpaß als Mitarbeiter des „Großen Brockhaus" erhalten hat. Hoffentlich ist das stillschweigend geschehen.

Die Schriftleitung.

AUSSCHNITT VOM: 25. SEP. 1931

Deutsche Zeitung, Berlin SW 11

Morgenausgabe

Gumbels „rollender Kopf"

In der Republikanischen Beschwerdestelle und bei ihren Freunden herrscht große Aufregung. Das Schöffengericht in Kiel hat die Eröffnung eines Verfahrens gegen einen gewissen Dr. Hempel abgelehnt, unter dessen Verantwortlichkeit in den „Schleswig-Holsteinischen [illegible]blättern" über den Professor Gumbel geschrieben worden: „Da gibt es überhaupt nichts zu diskutieren — im Dritten Reich wird sein Kopf in den Sand rollen." Das Schöffengericht hat den Standpunkt der Republikanischen Beschwerdestelle und des Professors Gumbel nicht teilen können, daß es sich hier um eine Bedrohung handelt. Tatsächlich dürfte das Wort von dem „rollenden Kopf" den Herrn Gumbel [illegible]

DER ZWEITE RICHTER-SKANDAL.

Die Abweisung des Heidelberger Professors Gumbel, der gegen den Herausgeber der „Schleswig-Holsteinischen Hochschulblätter" wegen Bedrohung und Beschimpfung geklagt hatte, ist zum Glück noch nicht gänzlich abgeschlossen, und man kann nur mit allem Nachdruck verlangen, daß das preußische Justizministerium sich mit der unglaublichen Entscheidung der Kieler Ferienstrafkammer nicht zufrieden gibt.

Der Herausgeber der „Schleswig-Holsteinischen Hochschulblätter", Dr. Hempel, war von Professor Gumbel verklagt worden, weil unter seiner Verantwortlichkeit in den Heften mit Bezug auf Gumbel erklärt worden war: „Da gibt es überhaupt nichts zu diskutieren. — im Dritten Reich wird sein Kopf in den Sand rollen." Das Schöffengericht Kiel hat auf den Strafantrag hin die Eröffnung des Hauptverfahrens abgelehnt, da „in der Veröffentlichung eine Bedrohung nicht zu erblicken" sei. Die Beschwerde des Oberstaatsanwalts hingegen wurde von der Ferienstrafkammer I in Kiel mit der gleichen Begründung zurückgewiesen.

Auf unsere Anfrage im preußischen Justizministerium erfahren wir, daß dort ein offizieller Bericht über diese Angelegenheit [illegible] noch nicht vorliegt. [illegible] kaum eine [illegible] Möglichkeit ergeben, [illegible] einzuschreiten."

Hetze gegen Professor Gumbel.

Eine unverständliche Gerichtsentscheidung

In den „Schleswig-holsteinischen Hochschulblättern" vom Februar 1931 ist unter der Verantwortlichkeit eines gewissen Dr. Hempel eine Abhandlung erschienen, in welcher mit Bezug auf Professor Gumbel folgendes erklärt wurde: „Da gibt es überhaupt nichts zu diskutieren — im Dritten Reich wird sein Kopf in den Sand rollen." Wegen dieser Bedrohung und Beschimpfung haben sowohl Professor Gumbel als auch die Republikanische Beschwerdestelle Berlin bei dem Oberstaatsanwalt in Kiel gegen Dr. Hempel Strafantrag gestellt, dessen Ergebnis jetzt vorliegt.

Durch Beschluss vom 28. August 1931 hat das Schöffengericht in Kiel die Eröffnung des Hauptverfahrens abgelehnt, weil in der Veröffentlichung eine Bedrohung nicht zu erblicken sei. Die Beschwerde des Oberstaatsanwalts Dr. Mahr gegen diesen Beschluss ist von der Ferienstrafkammer I in Kiel am 5. September 1931 aus den gleichen Gründen zurückgewiesen worden.

8.9. [illegible]

Nichts dagegen zu machen ...??

Justizskandal, wie er kaum grösser sein kann: Die Drohung: „Sein Kopf wird in den Sand rollen!" soll straflos bleiben?

Wir haben gestern über den Fall des Heidelberger Professors Gumbel berichtet, über seine Klage gegen den Herausgeber der „Schleswig-Holsteinischen Hochschulblätter", und über die mehr als merkwürdige Stellungnahme der [illegible] Gerichte. In den „Hochschulblättern" war über Gumbel gesagt worden: „Im Dritten Reich wird sein Kopf in den Sand rollen", aber das Kieler Schöffengericht hatte die Eröffnung des Hauptverfahrens abgelehnt, weil es darin „keine Bedrohung erblicken" konnte. Mit der gleichen Begründung war die Beschwerde des Oberstaatsanwalts gegen diesen Beschluß von der Ferienstrafkammer I in Kiel abgelehnt worden.

Wir haben uns mit einer Anzahl von hohen richterlichen Beamten in Verbindung gesetzt, um ihre Meinung zu dieser politischen Krise in der Justiz zu hören. Der erste der Befragten, der Senatspräsident am Kammergericht i. R. Dr. Freymuth, unterstrich, ehe er auf die Sache als solche einging, entschieden, daß gegen diesen Zustand unbedingt Durchgreifendes unternommen werden muß. Die Sache liege aber so, daß mit dem Strafgesetzbuch in der Form, in der es immer noch vorliegt, nicht viel anzufangen sei. Das Strafgesetz sei auf ganz andere Umstände zugeschnitten, und es werde leider in viel zu vielen Fällen starr nach dem Buchstaben ausgelegt. In Frage kommen einzig der Paragraph 241, der denjenigen unter Strafe stellt, der „einen andern mit der Begehung eines Verbrechens bedroht". Und dieser Paragraph könne natürlich, wenn es der Richter so wolle, derart ausgelegt werden, daß es hier nicht in Frage komme. Für [illegible] republikanischen Richter müsse es natürlich das [illegible] sein, die vorliegende Bedrohung unter diesem Paragraphen zu begreifen, und wenn ein Richter den Wunsch und den Willen hätte, nach den heutigen Verhältnissen gerecht zu urteilen, müsse er [illegible] auf den Paragraphen 241 zurückgreifen. „Wenn ein Kommunist heute schreiben würde: Im künftigen kommunistischen Staat werden wir dafür sorgen, daß der X. aufgehängt wird," sagte Senatspräsident Freymuth, „würde kein Richter einen Zweifel darüber haben, daß es sich um eine Bedrohung handle. Bei Aeußerungen von rechts her ist das leider durchaus nicht so."

Das Justizministerium kann leider strafprozessual nichts tun; es könnte etwas [illegible], wenn es sich um polizeiliche [illegible] handeln müßte. Das ist aber hier nicht der Fall. Es muß aber unbedingt etwas geschehen, weil die Urteile, die in politischen Prozessen gefällt werden, zum Himmel schreien. Als rühmliche Ausnahme hob Freymuth das Urteil im Prozeß gegen die Kurfürstendamm-Rowdys hervor, und er bekannte sich offen zu der Auffassung, daß er nach den bisherigen Erfahrungen dieses Urteil für unmöglich gehalten hätte; um so freudiger sei er überrascht gewesen, als es veröffentlicht wurde.

An Maßnahmen, die wirklich getroffen werden können, gibt es nach der Ansicht Freymuths nur zwei: entweder man kann die richterliche Unabsetzbarkeit aufheben, wie man es in Frankreich getan hat. Wenn so verfahren würde, sei aber viel eher zu befürchten, daß die wenigen republikanischen Richter, die es gibt, auch noch aus ihren Stellungen verdrängt würden. Oder man muß versuchen, bei Neubesetzungen möglichst viele als republikanisch zuverlässig bekannte Richter in die Aemter zu bringen. Das ist aber bisher nicht geschehen, und es geschieht auch gegenwärtig nicht.

Bleibt also nur übrig, daß die Rechtsprechung einsehen muß, daß die alten Vorschriften des alten Strafgesetzbuchs in einem freieren Sinn auslegen und vor allen Dingen auch auf die Zeit nach der Staatsumwälzung, also auf die Zeit der Republik, richtig anwenden muß. Wenn die Strafrechtsvorschriften Blut und Leben haben sollen, müssen sie anders ausgelegt werden, als bisher. Und wenn man sieht, daß etwas eintritt, was früher nicht eingetreten ist, beispielsweise die schwere Bedrohung im Fall Gumbel, dann muß sich eine richtige Rechtsprechung dazu entschließen, einen Paragraphen, der früher anders ausgelegt werden konnte, so auszulegen, wie es die veränderte Lage erfordert. Um das durchzusetzen, müssen aber Richter da sein, die nicht rein verstandesmäßig und kühl, sondern aus dem Innern heraus urteilen; die sich klar machen, daß sie ein Teil sind des republikanischen Lebens. „Solche Richter haben wir", schloß Freymuth, „nur leider sehr, sehr wenige in Deutschland."

Ein so durch und durch republikanisch eingestellter Mann, wie der Senatspräsident Freymuth, sieht also tatsächlich im Augenblick keine Möglichkeit, einem Zustand abzuhelfen, der der gesamten Justiz allerschwersten Schaden zufügen muß (und schon zugefügt hat), und der ihr Ansehen gründlich untergraben muß. Die Person und der Paragraph, — das sind ja auch die Dinge, aus denen sich die Rechtsprechung zusammensetzt. Wenn die Person nicht auszuwechseln ist, — warum soll man es aber nicht mit dem Paragraphen versuchen!

8 Uhr-Abend 6.9.31.

[illegible]

B. Z. am Mittag, Berlin

„Schwein" im guten Glauben

[illegible] Zeiten für Beleidiger

Während geringfügige Kleinigkeiten von den Staatsanwaltschaften oft bis in die letzte [illegible] verfolgt werden und eine Einstellung des Verfahrens nicht zu erreichen ist, sind auf der andern Seite neu[illegible]geworden, in denen die Staatsanwaltschaft wegen angeblich mangelnden öffentlichen Interesses ein Einschreiten verweigert. [illegible] wurden zwei Fälle bekannt, und zwar bei der Staatsanwaltschaft **Halle** und bei der Staatsanwaltschaft **Gießen**, die besonders kraß liegen.

In Halle wirkt seit langer Zeit als Einzelrichter Landgerichtsdirektor Wilhermann, dessen Urteile immer wieder Aufsehen erregt haben. So hatte er kürzlich einen Beleidiger des Polizeipräsidenten Grzesinski u. a. deshalb milde verurteilt, weil ja die hohe Pension des verurteilten Beleidigers doch in einiger Zeit — abgebaut würde. Der gleiche Landgerichtsdirektor hat jetzt von eigenen Richterkollegen, wie glaubwürdig behauptet wird, als „von ekelhaften Kerlen des Republikanischen Richterbundes" gesprochen. Wegen dieser Aeußerungen wurde gegen ihn Strafantrag gestellt. Der Antrag wurde von der Staatsanwaltschaft Halle jedoch u. a. mit der merkwürdigen Begründung abgelehnt: ein öffentliches Interesse läge nicht vor, weil diese Richter ja nicht in ihrer richterlichen Eigenschaft, sondern privat angegriffen [illegible] seien. Dabei gehören dem angegriffenen [illegible] zum Teil die höchsten Beamten der Pro[illegible]chsen und einer Anzahl hoher Richter an.

[illegible] **Gießen** hatte der Gerichtsreferendar [illegible] Bumend in einer Versammlung den Heidelberger Hochschulprofessor Dr. E. J. Gumbel als „Schwein" bezeichnet. Die Staatsanwaltschaft hat auch hier das Einschreiten wegen öffentlichen Interesses **abgelehnt** u. a. deshalb: „weil der Beschuldigte seine Aeußerung **im guten Glauben und nicht leichtfertig** getan habe." Gründe für die Erhebung der öffentlichen Klage seien schon deshalb nicht vorhanden.

In beiden Fällen sind die Justizminister der Länder mit der Sache befaßt worden. [illegible] darf erwartet werden, daß sie diese Fehlen[illegible]dung korrigieren.

4.10.31

Israelitisches Familienblatt, Hamburg

Kiel. (**Straflose Mordandrohung gegen Professor Gumbel.**) Von der Nationalsozialistischen Studentengruppe an der Universität Kiel waren in den von dieser Gruppe herausgegebenen „Schleswig-Holsteinischen Hochschulblättern" schwere Beschuldigungen und Bedrohungen über den Heidelberger Universitätsprofessor Dr. **Gumbel** geäußert worden, die in dem Satz gipfelten: „**Im dritten Reich wird sein Kopf in den Sand rollen**". Hierfür fand nicht nur die Republikanische Beschwerdestelle, die Strafanzeige wegen Aufreizung zum Mord erstattete, sondern auch der Oberstaatsanwalt die Merkmale eines strafwürdigen Verbrechens. Als aber der Oberstaatsanwalt Dr. Maß Anklage gegen den Verantwortlichen Redakteur dieses studentischen Organs erhob, lehnte erst das Schöffengericht Kiel, dann auch die Strafkammer die Eröffnung des Hauptverfahrens ab, „da in der **Veröffentlichung eine Bedrohung nicht zu erblicken sei.**" Hierzu bemerkt Senatspräsident am Kammergericht Dr. **Freymuth**, daß leider hiergegen nichts zu unternehmen sei. Die Sache liege so, daß mit dem Strafgesetzbuch in der Form, in der es immer noch vorliegt, nicht viel anzufangen sei. Das Strafgesetz sei auf ganz andere Umstände zugeschnitten, und es werde leider in viel zu vielen Fällen starr nach dem Buchstaben ausgelegt. In Frage komme einzig der Paragraph 241, der denjenigen unter Strafe stellt, der „einen andern mit der Begehung eines Vergehens bedroht". Und dieser [illegible] könne natürlich, wenn der Richter so [illegible] gelegt werden, daß er [illegible]

2.9.31

[illegible], Leipzig

Kampf um die Nation

Von Gottfried **Feder**

Das Wort „Deutschland" hatte im Frieden und in der Kriegszeit einen guten Klang in der Welt. Niemand brauchte sich zu schämen, ein Deutscher zu sein. Unser Volk war überall in der Welt geachtet, und wenn man es auch nicht liebte, so hütete man sich doch, es herauszufordern. Heute ist das ganz anders geworden. Wir brauchen nur einen Blick auf einen kleinen Raubstaat wie Polen zu werfen, um zu sehen, was ist. Andere Völker — Ungarn ist dafür ein leuchtendes Vorbild — haben wie wir eine furchtbare Niederlage erlitten, aber weil sie sich ihrem Geschicke nicht demütig beugten, sondern den Glauben an sich selbst hochhielten, haben sie Erfolge erzielt, die uns versagt geblieben sind.

Das Warum ist nicht schwer zu finden. Wir haben 1918 nur eine neue Organisation erhalten. Den vaterländischen Geist in Deutschland überall zu verteidigen, wo er schon entstanden ist, das ist letzten Ende der Inhalt des Kampfes, den die nationale Opposition in Deutschland gegen alle Feinde des Deutschtums zu führen hat, ob sie nun Franzosen oder Sozialdemokraten heißen.

Stresemann hat einmal zu einem seiner Gegner gesagt: „**Was wollen Sie denn? Versuchen Sie nur erst einmal, mit diesem Volk eine andere Politik zu machen!**" Aber was tat er, um dieses Volk umzuschaffen? Er stellte sich auf den „Boden der Tatsachen" und ging nach Locarno und Thoiry!

Wenn hinter den Vertretern Deutschlands auf den großen internationalen Konferenzen der geschlossene Wille eines 60-Millionen-Volkes stünde, dann hätten ihre Worte einen ganz anderen Nachdruck, als das jetzt der Fall ist. Heute, wo ein täglich wachsender Teil des Volkes an der Außenpolitik der Regierung scharfe und berechtigte Kritik üben muß, bleiben die Worte unserer Diplomaten nur Worte ohne Wirkung und Widerhall. Ein Volk, das nicht nur in einem Staat „organisiert" ist, sondern auch den Willen zur Nation in sich trägt, würde sich niemals von Leuten führen lassen, von denen einer einmal das Wort aussprach, das sie alle richtet: „**Wir bekennen uns stolz zum Novemberverbrechen!**"

Man soll sich nicht damit trösten, daß ein 60-Millionen-Volk angeblich nicht untergehen könne. 300 Millionen Chinesen sind als Volk zur völligen Bedeutungslosigkeit herabgesunken, und ein anderes, nicht viel kleineres Volk, das indische, wird von ein paar tausend Engländern in Schach gehalten. Wir sind zwar keine Inder oder Chinesen, aber auch uns kann das gleiche Geschick beschieden sein, wie all den Völkern, auf die wir heute noch glauben herabblicken zu dürfen, solange ein „Deutscher", wie der Sozialdemokrat Seger, ehemaliger Sekretär der jetzt endlich vor Gericht moralisch erledigten Friedensgesellschaft, ungestraft erklären durfte, „**man solle jeden Soldaten der deutschen Reichswehr behandeln, als ob er die Pest hätte**". In anderen Ländern würde ein derartiger Volksverrat mit Zuchthaus geahndet werden. Und das ist nur ein Beispiel von vielen! Man braucht nur Namen wie **Foerster, Schönaich, Moenius** zu nennen, braucht nur an den Kriegsdienstverweigerer **Löbe** zu denken, der immer noch Präsident des Deutschen Reichstags ist, an **Professor Gumbel** in **Heidelberg**, der das schamlose Wort vom „**Felde der Unehre**" prägte, oder an Alfred **Kerr** vom „Berliner Tageblatt", der von der „**lebensbejahenden Feigheit**" gesprochen hat, oder an **Tucholsky**, der immer wieder Deutschland ungestraft besudeln darf, um den Grund für Deutschlands heutige „Weltgeltung" zu begreifen!

Wir haben heute nicht mehr viel Zeit zu verlieren. Wenn Brünings Politik an sich auch nicht marxistisch ist, so arbeitet sie doch indirekt für den Marxismus, da sie die nationale [illegible] den jüdisch-marxistischen Einfluß [illegible] [illegible] Brüning [illegible] nach [illegible]

Heidelberger Beobachter

Kampfblatt der Nationalsozialisten für Odenwald und Bauland

Nr. 132 / 1. Jahrgang | Montag, den 5. Oktober 1931 | Freiverkauf 15 Pfg.

Ist Gumbel ein Spaltpilz?

Auch Pfarrer Eckert hinausgeworfen. — Oppositionsbesprechungen in Heidelberg. — Wo ist das Verschwörer-Nest? — Detektive Stock und Rausch an die Arbeit!

... der Sozialdemokratie ... Nun hört man er... daß Genosse Eckert, diese Prima... donna des sozialdemokratischen Parteithea... ters scheinbar etwas über Gebühr gefeiert worden ist, denn Genosse Eckert, für den man noch vor nicht kurzer Zeit Unterschrif... ten sammelte, um die Kirchenbehörde unter Druck zu setzen, hat diese Liebesdienste sehr unchristlich erwidert.

Er ist unter die Spalter gegangen und wurde wegen „Zellenbildung in der Partei" und „groben Vertrauensbruchs" hinausgeworfen.

Begreiflicherweise ist dieses Ereignis den SPD.-Bonzen verdammt unangenehm. Mit ein paar Worten läßt sich der Hinausschmiß dieses Prominenten gegenüber den Genossen im Lande nicht abtun.

Also „harpudert" man mit einem halb wehmütig, halb verlegenen spaltenlangen Erguß die schmerzhafte Wunde, die empfindliche „Spalte", die sich aufgetan hat. Plötzlich hat der Genosse Eckert „einen durch nichts regulierten Trieb des Temperaments" und erhebliche „Neigung zur Selbstüberschätzung", er ist das „Opfer einer verworrenen Zeit", ein

Mann in Stalin'schen Reihen!

Sonderbar, daß man diese spaltenden Eigenschaften erst heute feststellt, obwohl Genosse Eckert immerhin beinahe 20 Jahre Mitglied der SPD. war. —

Genosse Harpuder hofft, daß „das, was die Zeit getrennt hat, die Zeit auch wieder zusammenführen möchte."

Goldige Naivität! Als ob einer wieder zurückkehren würde, der den morschen SPD.-Laden glücklich hinter sich hat.

„Für Personen mit solcher Handlungsweise ist kein Raum innerhalb der Sozialdemokratischen Partei," so schließt die parteioffizielle Mitteilung des Genossen Reinbold.

Unserer Kenntnis nach dürfte in dieser Hinsicht noch reiche Arbeit auf den Genossen Reinbold warten. Auch in Heidelberg rühren sich die oppositionellen Genossen, wie die „Volkszeitung" selbst mitteilt. Geheime Konferenzen finden statt, Rundschreiben, die zum Austritt aus der Partei auffordern, werden verschickt. Erschreckliche Verschwörungen sind im Gang. Peinlich wird die Lage in Heidelberg besonders deshalb, weil

... der Genosse Adolf Rausch. Sie wissen ja, der Sachverständige in ... und Liebhaber ... mit der Maske des großen Detektivs. Jeden Tag glaubt er, den „Wurm" mit 100-prozentiger Sicherheit erwischt zu haben, aber es sind immer wieder Fehlmeldungen.

Jüngst glaubte das Räuschchen, direkt mit dem nackten Finger auf den „Verräter" deuten zu können. Nur ein Indiz fehlte — und gerade diese eine fehlende zerschlug dem Rausch die ganze Kombination. Der Verdächtige war nämlich gar nicht in der Versammlung, über deren Verlauf der Hei-Beo einen so ausführlichen Bericht brachte.

Bleibt bei euren Leisten, verehrte Genossen Rausch und Maurer. Zu Detektiven langt ihr nicht. Besonders aber der

... sowenig mit dem „Wurm" zu tun, wie ... Kollege aus dem Gutenbergbund, der es gewesen sein soll.

Warum so weit in die Ferne schweifen? Der Wurm sitzt euch viel näher am Herzen. Vor ihm ist der Genosse Adolf Rausch in der Volkszeitung nicht sicher, er sitzt dem Genossen Adam Maurer im Nacken, er ist so nah dem großen Christian Stock, daß dieser sich am besten selbst in die Hand nehmen müßte, um den Wurm zu zerschlagen. Er begleitet den Bananengeneral Bartels, wenn dieser die kümmerlichen Reste des Reichsbanners in Uniform antreten läßt, während er vorsorglich in Zivil bleibt.

Ein gesegneter Zustand!

Zu all diesen Sorgen, KPD. und

... Kollegialität für den „Gumbel" vom ... der Genosse Stock einmal bei Herrn Gumbel vorsprechen würde, sich zu erkundigen, ob ihm der vielleicht etwas Näheres von der Opposition und ihren geheimen Sitzungen in Heidelberg erzählen kann? Wir glauben zu wissen, daß es bei einer solchen Nachfrage mancherlei Ueberraschungen geben dürfte. Und wenn man behauptet, daß blinde Hennen zuweilen auch ein Korn finden, warum sollte es dann dem Genossen Stock nicht gelingen, einen Spaltpilz von vielen zu finden?

Der „Wurm", zu gelegentlichen Diensten gerne bereit, wünscht weiteren guten Erfolg bei der Arbeit unter der Devise:

„Wo bleibt der zweite Wurm?"

Dämmert es beim Zentrum?

Papen fordert Regierungswechsel!

Münster, 3. Okt. In der Generalversammlung des Landwirtschaftlichen Ortsvereins in Dülmen sprach der frühere Zentrumsabgeordnete von Papen. In seiner Rede legte er in kurzen Zügen dar, wie es augenblicklich um Deutschland stehe und wie es zur Weltwirtschaftskrise gekommen sei. Er gab zunächst ein Bild von den Ursachen der Weltwirtschaftskrise und führte dann u. a. aus: Brüning habe zuerst den Haushalt, den Staat im Innern in Ordnung bringen wollen, um dann die Reparationsfrage anzufassen. Brünings Plan sei jedoch gescheitert. Deutschland sei, wie es die Frage der deutsch-österreichischen Zollunion gezeigt habe, völlig isoliert; selbst Italien und England forderten heute absolute Aussöhnung mit Frankreich. Zwei Wege seien für Deutschland heute noch möglich, Anschluß an Rußland, Angleichung an sein Wirtschaftssystem nach außen, seiner Dumpings, seines hochprozentigen Kollektivismus, oder Vereinigung des Kapitalismus, Abkehr vom Kollektivismus, politisch hin orientiert aus wirtschaftlicher Notwendigkeit nach Frankreich. Der erste Weg sei für uns einfach indiskutabel. Heute heißt es, so erklärte von Papen, Kollektivismus oder Individualismus, und so fordern wir heute Abkehr vom Kollektivismus, Aufhebung der Tarifverträge, neues Versicherungs- und Knappschaftswesen, gestellt auf das individuelle Benehmen der Unternehmer.

Wir können dieser Frage nicht mehr ausweichen. Sie muß jetzt erledigt werden, und die Folge ist Schwenkung nach rechts in der Politik. Die Hamburger Wahlen lehrten es. Es heißt nunmehr, schwarz oder weiß. Die Mittelparteien sind aufgerieben. Das Zentrum hält sich noch aus weltanschaulichen Gründen. Gut, daß die Zwischenparteien gefallen sind, es gibt keine Koalitionsmöglichkeiten mehr. Es gibt nur noch rechts oder links, Individualismus oder Kollektivismus. Die versteckte Diktatur des Kanzlers muß sich der parlamentarischen Verbrämung entledigen. Der Kanzler soll und muß ein nationales Kabinett, eine Regierung, eine Diktatur auf nationaler Grundlage führen. Der 13. Oktober wird den Schwung nach rechts bringen. Die Entscheidungsstunde hat geschlagen.

Frick kann warten — er geht nicht zu Brüning!

Durch die ganze Presse geht eine Nachricht, daß Pg. Dr. Frick einen Empfang beim Reichskanzler erbeten habe, um in Sachen des „Angriff-Verbots" vorstellig zu werden. Wie einem Teil unserer Parteipresse schon telefonisch mitgeteilt wurde, entspricht diese Meldung nicht den Tatsachen. Dr. Frick denkt nicht daran, eine „Audienz" bei Brüning zu erbitten, schon deshalb nicht, weil er sich von einer solchen Aussprache nicht das geringste verspricht.

Acht Uhr Abendblatt, Berlin

Gibt es noch Richter in Kiel?

Mordandrohung – straffrei!

Von

Reichsgerichtsrat i. R. Dr. Ernst Sontag.

§ 241 Strafgesetzbuchs bestraft mit Gefängnis bis zu 6 Monaten oder mit Geldstrafe bis zu 300 Mark den, welcher einen anderen mit der Begehung eines Verbrechens **bedroht**. In der Vorkriegspraxis der Schöffengerichte spielte die Bedrohung wohl zahlenmäßig eine große Rolle; allein, wenn man sich die Fälle inhaltlich ansah, so handelten sie fast ausschließlich von Drohungen, die sich als **unflätige Zornausbrüche** darstellten. Das hat sich mit der durch den Krieg hervorgerufenen Verwilderung unserer Sitten und der damit zusammenhängenden Verschärfung des politischen Kampfes leider wesentlich geändert.

Ein ebenso schlimmer wie typischer Fall solcher politischer Bedrohung lag dem Schöffengericht und als 2. Instanz der Strafkammer in Kiel zur Beurteilung vor. Wie in diesem Blatte bereits berichtet worden ist, hat der Herausgeber der „Schleswig-Holsteinischen Hochschulblätter", Dr. **Hempel**, in diesen mit Bezug auf den von der extremen Rechten vielfach angefeindeten Professor **Gumbel** in Heidelberg geschrieben: „[illegible] zu diskutieren. — **im Dritten Reich wird sein Kopf in den Sand rollen.**" Sowohl das Schöffengericht wie die Strafkammer Kiel haben hierin **weder eine Beleidigung noch eine Bedrohung** zu erblicken vermocht und die Eröffnung des Hauptverfahrens abgelehnt. Das ist m. E. eine **unbegreifliche Verkennung** des Begriffs der Bedrohung.

Während man es sonst grundsätzlich vermeiden muß, über eine gerichtliche Entscheidung, die einem nicht im Wortlaut und mit Gründen vorliegt, ein Urteil zu fällen, kann man sich dies hier ausnahmsweise erlauben, weil es sich ja nur um die Würdigung eines einzigen Satzes handelt und weil sich wohl alle Gründe konstruieren lassen, welche die genannten Gerichte zu ihrem abwegigen Beschluß geführt haben.

§ 241 StGB. verlangt die Bedrohung mit der Begehung eines **Verbrechens**. Da ließe sich denken, daß die Richter argumentiert haben, wenn erst das Dritte Reich herrscht, dann werden die diesem verhaßten Persönlichkeiten in der Form eines gerichtlichen Verfahrens zum Tode verurteilt und hingerichtet werden; also läge dann kein Verbrechen vor, also liegt in der Aeußerung Hempels auch nicht die Androhung eines Verbrechens. — Eine absolut **falsche Deduktion**! Denn der Richter hat natürlich aus der Weltanschauung der **Gegenwart** und nicht der einer verschwommenen Zukunft zu urteilen. Der Richter insbesondere, welcher der deutschen demokratischen Republik dient, muß in der Androhung, daß politisch anders Denkende in einem künftigen deutschen Reiche wegen ihrer Gesinnung hingerichtet werden würden, die Androhung eines Mordes erblicken. Also hat Hempel doch mit der Begehung eines **Verbrechens** gedroht.

Die Kieler Richter können weiter argumentiert haben, das Dritte Reich ist ja noch nicht da, eine für solche Zukunft angekündigte Drohung störe den subjektiven Rechtsfrieden des Bedrohten nicht. — Diese Annahme würde

GERINGE RECHTSKENNTNIS

der Kieler Richter verraten; denn wie das **Reichsgericht** mehrfach (insbesondere Rsp.R. Bd. 8 S. 362 und RGSt. Bd. 20 S. 180) ausgesprochen hat, genügt auch eine **bedingte** Drohung. Daß also die Verwirklichung der Hempelschen Drohung von der Bedingung abhängig ist, daß das Dritte Reich einmal bei uns seinen Einzug hält, nimmt dieser Drohung nicht ihre Strafbarkeit.

Die Kieler Richter könnten angenommen haben, daß Hempel hier mit einem Uebel gedroht habe, das gar nicht von ihm ausgehe. — Aber auch da würden sie sich nur mit der Rechtsprechung des Reichsgerichts in Widerspruch setzen, welche immer das Erfordernis verneint hat, daß der Täter mit einem von ihm selbst zu begehenden Verbrechen drohe, es genügt, daß er es als ein, sei es auch nur mittelbar, von ihm zu veranlassendes in Aussicht stellt. Man darf aber erwarten, daß, wenn Hempel jetzt schon dem Professor Gumbel seine Hinrichtung ankündigt, er dann unter dem Dritten Reiche auch dafür sorgen würde, daß Gumbel auf der Proskriptionsliste nicht vergessen würde.

Wie der Bedrohte die Drohung auffaßte, ob er durch sie in seinem Rechtsfrieden gestört wurde, ob er die Verwirklichung fürchtete, ob er die Drohung als ernstlich gemeint erachtete, ob er an ihre Verwirklichung glaubte oder im vornherein von ihrer Unausführbarkeit überzeugt war, kommt, wie das Reichsgericht immer wieder betont hat, für die Feststellung des objektiven Tatbestandes nicht in Betracht, kann höchstens bei der Strafbemessung eine Rolle spielen. **Ich kann nicht annehmen, daß dieser Rechtsgrundsatz den Kieler Richtern unbekannt war.** Zum inneren Tatbestand des Delikts gehört allerdings, daß der Drohende sich bewußt war, die Drohung sei so beschaffen, daß sie von dem Bedrohten als ernstlich gemeint erachtet werden könne und daß er in dem Bedrohten die Furcht vor Verwirklichung der Drohung hervorrufen, ihn in seinem Rechtsfrieden stören will. – Aber an dem Vorliegen dieses Tatbestandsmerkmals kann doch [illegible] ernsthafterweise auch niemand zweifeln.

Ausschnitt vom: -2. OKT. 1931

Deutsche Zeitung, Berlin SW 11

Abendausgabe

Die hinreichend bekannte Republikanische Beschwerdestelle hat ihre im Falle Gumbel erlittene Niederlage wieder wettgemacht. Sie hat einen herrlichen Sieg erfochten: In Preußisch-Holland ist ein Untersekundaner von der Schule verwiesen worden, weil er einem Lehrling „jüdischen Glaubens" einen Messerstich beigebracht hat, und in Ortelsburg hat das gleiche Schicksal einen Primaner und einen Sekundaner ereilt, die am Verfassungstage auf dem städtischen Gymnasium eine große Hakenkreuzflagge gehißt hatten. Stolz meldet die [illegible]

Sonntagszeitung, Stuttgart
Ausschnitt aus der Nummer vom 11. OKT. 1931

Rollmaterial

Unsere Justiz wehrt sich immer wieder gegen den Vorwurf, sie sei eine Klassenjustiz. Sie tut aber leider fast nichts, was neues Vertrauen in sie wecken könnte. Im Gegenteil. Sie leistet sich immer wieder völlig unverständliche Entscheidungen. So jetzt wieder in einer Angelegenheit, die Professor Gumbel betrifft. In den „Schleswig-holsteinischen Hochschulblättern" war ein Artikel erschienen, in dem mit Bezug auf Professor Gumbel erklärt wurde: „Da gibt es überhaupt nichts zu diskutieren — im Dritten Reich wird sein Kopf in den Sand rollen." Wegen dieser eindeutigen Bedrohung hat Gumbel in Verbindung mit der Republikanischen Beschwerdestelle Berlin Strafantrag beim Oberstaatsanwalt in Kiel gestellt. Das Schöffengericht Kiel hat die Eröffnung des Hauptverfahrens abgelehnt, da in der betreffenden Wendung eine Bedrohung nicht zu erblicken sei. Die Beschwerde des kieler Oberstaatsanwalts gegen diesen Beschluß ist von der Ferienstrafkammer I in Kiel aus den gleichen Gründen zurückgewiesen worden.

Man ist in Deutschland also schon so weit, daß mißliebige Persönlichkeiten von links öffentlich als solche namhaft gemacht werden dürfen, die bei der Etablierung des Dritten Reichs um die Ecke gebracht werden sollen.

In Gießen hat ein Gerichtsreferendar in einer öffentlichen Versammlung Professor Gumbel als ein „Schwein" bezeichnet. Die Staatsanwaltschaft hat ein Einschreiten abgelehnt, da „der Beschuldigte seine Äußerung im guten Glauben und nicht leichtfertig getan habe.

Ausschnitt vom: 7. OKT. 1931
Volksstimme, Frankfurt a. M.

Stahlhelm und Brockhaus

Der „Stahlhelm" schreibt: „Vor einigen Wochen wiesen wir an dieser Stelle darauf hin, daß in der Neuausgabe des „Großen Brockhaus" unter „Fememorde" Erläuterungen gegeben wurden, die wohl eines roten Hetzblattes, nicht aber eines wissenschaftlichen Werkes würdig sind. Der Verlag Brockhaus hat uns dieser Tage sein Bedauern über die Art und Weise, wie die „Feme" in dem genannten Werk behandelt wurde, ausgesprochen. Zu unserer Genugtuung können wir dem Brief entnehmen, daß der sattsam bekannte Professor Gumbel nicht zu den Mitarbeitern des Verlages gehört. Wie uns der Verlag Brockhaus mitteilt, werden die Bezieher des Lexikons im nächsten Ergänzungsband eine Berichtigung erhalten."

Eine Berichtigung gegen ein Lexikon? Was ist da passiert? Wir schlagen im Großen Brockhaus nach und lesen folgendes:

„Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, besonders im Jahre 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelt sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich meist „Arbeitskommandos". Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrates verdächtig gemacht hatten. Der Feme-ausschuß des Reichstags, der Rechtsausschuß des Preußischen Landtags über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1925 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte. (Gumbel: Vier Jahre politische Morde (1922), Verräter verfallen der Feme (1929)."

Mit Recht bemerkt der „Pressedienst" zu dieser Sache: Wir sind nun gespannt, was der Ergänzungsband des Großen Brockhaus darin berichtigen wird! Diese knappste Darstellung ist die Wahrheit, nichts als die Wahrheit und noch dazu in schonender Form für die Hintermänner der Mörder!

Berliner Tageblatt
ABEND-AUSGABE
Ausschnitt aus der Nummer vom: 16. OKT. 1931

Fürstenabfindung und Grosspensionen.

Eine Kundgebung der Liga für Menschenrechte.

„Fürstenabfindung — Grosspensionen — Erwerbslose" lautete das Thema einer Kundgebung, die von der Deutschen Liga für Menschenrechte in die Kammersäle, Teltower Strasse, einberufen war. Das Gesamtvermögen der ehemaligen Fürsten und Standesherren in Deutschland betrage immer noch rund zwei Milliarden, erklärte der Versammlungsleiter Professor Gumbel. Die Ansprüche dieser Herren stammten vielfach aus dem tiefsten Mittelalter, aus dem Verkauf von Soldaten an das Ausland und ähnlichen „Regierungsmethoden".

Die Fürsten hätten heute noch so viel Land im Deutschen Reich, dass damit die Siedlungspläne der Reichsregierung bequem durchgeführt werden könnten.

Als Vertreter der Arbeitslosen sprach Karl Conrad, der sich bitter darüber beklagte, dass man den ehemaligen Offizieren und hohen Beamten ihre Pensionen frei ins Haus schicke, während die Arbeitslosen gezwungen seien, ihre Unterstützung, für die sie doch selbst vorher Geld eingezahlt hätten, sich durch endloses Umherlaufen bei Behörden und stundenlanges Warten an den Stempelstellen zu erjagen. Die Regierung habe überhaupt für die Erwerbslosen sehr wenig übrig, desto mehr für die Grossindustriellen. Die Arbeitslosen forderten nichts anderes, als dass die in der Verfassung gegebenen Versprechungen endlich erfüllt würden.

Der Schriftsteller Arthur Holitscher teilte den Fall eines arbeitslosen Landarbeiters mit, der, weil er sich neben seiner Unterstützung einen minimalen Nebenverdienst verschafft hatte, wegen Betruges zu 80 Mark Geldstrafe und Entziehung der Unterstützung verurteilt worden sei. Derartige Fälle, die leider nicht vereinzelt vorkämen, seien unerhört. Die Liga solle sich der Opfer dieser Justiz annehmen.

Reichstagsabgeordneter Dr. Völter ging auf die gesetzlichen Grundlagen der Pensionsbestimmungen ein. Die Regierung, die bisher stets den Standpunkt vertreten habe, es handle sich bei den Pensionen usw. um sogenannte „wohlerworbene Rechte", zu deren Aufhebung eine Zweidrittelmehrheit des Reichstags erforderlich sei, habe in der letzten Notverordnung diesen Standpunkt verlassen. Aber wenn man sich einmal genau mit den Bestimmungen über Kürzungen der hohen Pensionen befasse, dann würde man bald feststellen, dass die Verklausulierungen der Paragraphen derart seien, dass praktisch kaum eine Kürzung erreicht werde. Mit dieser Notverordnung über angebliche Pensionskürzungen werde der Oeffentlichkeit Sand in die Augen gestreut. Praktisch habe sich kaum etwas geändert.

Wenn die neuen Anträge, die im Reichstag und im Landtag zu der Frage der Grosspensionen und der Fürstenabfindung vorlägen, wieder keine Mehrheit fänden, dann würde nichts anderes übrig bleiben, eines Tages, wie schon einmal in dieser Frage, an das Volk zu appellieren.

Nach weiteren Ausführungen des Bankbeamtenführers Emonts, der erklärte, auch die Subventions- und Garantiefonds für die Industrie müssten einer scharfen Kontrolle unterzogen werden, wurde eine Entschliessung angenommen, in der die entschädigungslose Enteignung der früheren Fürsten, die radikale Kürzung der hohen Pensionen und der Wegfall der Pensionen bei allen Doppelverdienern gefordert wird.

B. Z. am Montag, Berlin 15. OKT. 1931

Studenten-Auszug aus Halle

15

Auftakt für winterliche Universitäts-Unruhen

Der Vorstand und Ferienausschuß der „Deutschen Studentenschaft an der vereinigten Friedrichs-Universität Halle-Wittenberg" hat den Beschluß gefaßt, einen Auszug der Studenten aus der Universität Halle zu veranlassen. Sämtliche Studenten werden aufgefordert, im Wintersemester nicht an der Universität Halle, sondern an anderen Universitäten — Jena, Leipzig — zu studieren.

In welchem Umfang hallesche Studenten diesem „Beschluß" Folge leisten werden, läßt sich noch nicht übersehen; die „Deutsche Studentenschaft", die zu diesem Exodus auffordert, ist eine private Studenten-Organisation. An ihrer Spitze stehen rechtsradikale Führer. eine öffentliche Anerkennung der Studentenschaft durch den Kultusminister besteht nicht. Festzustellen ist jedoch, daß der größte Teil der halleschen Studenten dieser Organisation angehört.

Kollegggelder noch nicht bezahlt

Der Beschluß ist als eine politische Demonstration der rechtsradikalen studentischen Führer aufzufassen, denn es steht ja jedem Studenten frei, an welcher Universität er studieren will. Die Studenten, die Halle verlassen wollen, haben ihre Kolleggelder für das Wintersemester überhaupt noch nicht bezahlt, die großsprecherische Ankündigung muß schon deshalb komisch wirken.

Der angebliche Grund für den geplanten Exodus ist die Berufung des Pfarrers D. Günther Dehn auf den Lehrstuhl der praktischen Theologie in Halle. Die Ernennung Dehns durch den preußischen Kultusminister erfolgt in Uebereinstimmung mit der Theologischen Fakultät der Universität.

Die politische Hetze gegen Pfarrer Dehn begann, als er im Frühjahr dieses Jahres nach Heidelberg berufen werden sollte. Damals wurde ihm, ebenso wie früher Professor Gumbel, pazifistische Gesinnung vorgeworfen und in böswilliger Weise behauptet, er habe über Frontkämpfer abfällige Bemerkungen gemacht. Die badischen Behörden sind damals leider vor der unerhörten Agitation der Heidelberger Nationalsozialisten zurückgewichen und so kam es, daß Pfarrer Dehn nicht den Ruf nach Heidelberg, sondern den Ruf nach Halle annahm.

Minister und Senat bleiben fest

Während der letzten Wochen haben die Studenten in Halle gegenüber dem Rektor Professor Aubin und anderen Universitätsprofessoren mit ihrem Auszug gedroht, wenn die Universität den Professor Dehn nicht fallen ließe. Sie meinten, durch die Drohung mit angeblich wirtschaftlichen Nachteilen für die Industriestadt Halle die Universitätsbehörden einschüchtern zu können.

Die Studentenschaft hat sich aber geirrt, der Senat der Universität hat die Studenten sehr energisch zurückgewiesen, und in völliger Uebereinstimmung damit hat der preußische Kultusminister erklärt, daß es den Studenten ja freistehe, jede ihnen beliebige Universität zu besuchen. Zu politischen Umzügen und Demonstrationen der Halleschen Studenten wird es auch bei einem Auszug nicht kommen, da der Polizeipräsident Dr. Oerle, mit allem Nachdruck bei den geringsten Störungsversuchen einschreiten wird.

Keine Stipendien für Radaustudenten

Diesen Studenten ist der Beschluß ihrer „Studentenschaft" deshalb höchst unsympathisch, weil sie an der Universität Halle Stipendien beziehen; unter den Stipendiaten sind auch eine Reihe von Korpsstudenten, die ihre Verbindungshäuser ungern verlassen. Anläßlich der Vorkommnisse in Halle, die als Auftakt zu neuen Skandalen bei Beginn des Universitäts-Wintersemesters zu betrachten sind, wird auch die Frage geprüft, ob Stipendien weiterhin an randalierende Elemente gegeben werden sollen.

Als Zeitsymptom betrachtet, ist die Kundgebung der „deutschen Studentenschaft" ein neuer Beweis des antisozialen Geistes, der sich nach dem Krieg der deutschen Universitäten bemächtigt hat. Ein Rückfall in die Methoden, die in früheren Jahrhunderten an den Hochschulen üblich waren. Auszug aus einer Universitätsstadt war ein Mittel der Gewalt, nicht nur bei Konflikten mit der akademischen Gerichtsbarkeit, auch als Druck auf eine gegen Uebergriffe der Studenten sich wehrende Bürgerschaft. Dieser Bruch der wirtschaftlichen Gemeinschaft zwischen Hochschule und Hochschulstadt ist noch beschämender, wenn man ihn dem solidarischen Opfergeist von Arbeitern wie den entsagungsvoll ringenden und für ihre ererbte Arbeitsstätte sich einsetzenden Bergleuten von Neurode entgegenhält.

Heidelb. Volksztg. 10. Okt. 1931 15

Die Gründung der neuen Partei stand

unter einem unglücklichen Stern.

...stein hat in Breslau schon vor der Gründungsversammlung in Berlin die neue Partei gegründet. Oettinghaus ist bevor der Aufruf der Partei erschienen ist zur KPD. ...schwenkt. Redner erinnert an die Haltung des Pfarrers ...ert. Bei der Nennung dieses Namens muß man unwillkürlich an den Namen Maurenbrecher denken. ...Heidelberg werden wir nicht ganz verschont bleiben. Da ist ... Studentengruppe, von welcher ein Teil der Mitglieder stark ... das Ziel hinausschießt. Gen. Amann erinnerte bei dieser ...egenheit an den politischen Werdegang des Gen. Hörz, der ... ein prächtiger Mensch ist. Neben der Studentengruppe gibt ...och etwas anderes in Heidelberg, nämlich noch frühere Mit...der der Jungsozialisten, die sich mit Feuereifer der Werbung ... Zeitung „Die Fackel" annehmen. Besonders tut sich auf ...em Gebiet der frühere Jugendgenosse Elesser hervor, der ...wirklich nicht nötig hätte. Redner riet Elesser, sich in diesem ...mpf nicht so weit vorzuwagen. Am 11. September fand in ... Wohnung des Gen. Gumbel, welcher übrigens verreist ...und von diesen Vorgängen nichts weiß, eine Besprechung ...er ehemaligen Jungsozialisten mit Pfarrer Eckert statt. Die ...nossen wurden deshalb vom Parteivorstand zur Rede gestellt, ... hüteten sich aber ängstlich, die Wahrheit zu sagen. Schließ... fand sich doch ein Genosse, der die Vorgänge bei der Be...chung aussagte. Es wurde dort vereinbart, daß man ...rs Seydewitz beibehalten wolle. Eckert soll bei dieser Ge...enheit erklärt haben, daß er unter keinen Umständen zu den ...mmunisten gehen werde. Redner befaßte sich dann noch kurz ... dem „Wurm" im „Hei-Beo" und betonte, daß, wenn er in ... Versammlung anwesend ist, er genauer aufschreiben soll, ...mit er seinen Geldgebern nicht gar zu großen Blödsinn über...ttelt. Bezeichnend für die ehemaligen Jugendgenossen sei es, ...ß sie die Anschlagstafel der „Volkszeitung" am Gewerkschafts...us beschmierten und „Die Fackel" anklebten. Zu einer Sitzung ...s engeren Parteivorstandes, welche am 6. Oktober stattfand, ...urden die 8 Genossen und Genossinnen, welche die Zeitung ...Die Fackel" vertreiben und die Parteigenossen, die Mitglieder ...er Friedensgesellschaft sind, geladen. Den 8 Genossen und Ge...ossinnen wurde die konkrete Frage vorgelegt:

„Wie stellt Ihr Euch zur neuen Partei?"

...ie erklärten daraufhin ihren Austritt aus der S.P.D. Drei ...on ihnen haben ihren Austritt wieder zurückgezogen. Ausge...treten sind Jakobsen u. Frau, Fritz Klein, Fritz Schnei...der, Fritz Elesser und Kohlmaier.

Gegen die Fürstenentschädigung und die großen Pensionen

2430

Zwei Milliarden Gesamt-Vermögen der Standesherren

Eine Kundgebung der Liga für Menschenrechte

Von unserer Berliner Schriftleitung.

Berlin, 15. Oktober.

Die Deutsche Liga für Menschenrechte hatte zu einer Kundgebung über das Thema „Fürstenabfindung — Großpensionen — Erwerbslose" eingeladen. Professor Dr. Gumbel, der den Vorsitz führte, erklärte in seiner einleitenden Rede: Das Gesamtvermögen der ehemaligen Fürsten und Standesherren in Deutschland beträgt noch rund zwei Milliarden Mark und ihr Landbesitz sei so umfangreich, daß er bequem für die Erfüllung der Siedlungspläne der Reichsregierung ausreiche. Die Ansprüche der Standesherren seien zum Teil auf den Verkauf ihrer Untertanen als Soldaten für ausländische Potentaten und auf ähnlich geartete „Regierungsmaßnahmen" gegründet.

Karl Konrad, der als Vertreter der Arbeitslosen sprach, stellte die Leistungen der Regierung für Großpensionäre und Industrielle denjenigen für Arbeitslose gegenüber und betonte, daß die Arbeitslosen nichts anderes verlangen als die in der Verfassung verbrieften Rechte jedes deutschen Staatsbürgers.

Artur Hollitscher teilte den Fall eines arbeitslosen Landarbeiters mit, der, weil er sich neben seiner Unterstützung einen minimalen Nebenverdienst verschafft hatte, wegen Betruges zu 80 M. Geldstrafe und Entziehung der Unterstützung verurteilt worden sei. Derartige Fälle, die leider nicht vereinzelt vorkämen, seien unerhört. Die Liga solle sich der Opfer dieser Justiz annehmen.

Reichstagsabgeordneter Dr. Bölter kritisierte die letzte Notverordnung, die zwar mit dem bisher aufrechterhaltenen Grundsatz breche, daß die Pensionen wohlerworbene Rechte seien, die nur mit Zweidrittel-Mehrheit des Parlaments aufgehoben werden könnten, die aber die Pensionskürzungsbestimmungen derart verklausuliert, daß praktisch eine Kürzung kaum erreicht werde. Wenn die neuen Anträge, die im Reichstag und im Landtag zu der Frage der Großpensionen und der Fürstenabfindung vorlägen, wieder keine Mehrheit fänden, dann würde nichts anderes übrig bleiben, als eines Tages noch einmal in dieser Frage an das Volk zu appellieren.

Die sehr zahlreich besuchte Versammlung der Liga nahm zum Schluß eine Resolution an, in der gefordert wurde: Entschädigungslose Enteignung der früheren Fürsten und Standesherren, radikale Kürzung der Pensionen und Einstellung der Pensionszahlung an Doppelverdiener.

Generalanzeiger f. Dortmund, 16.10.31.

Alarm, 3. Jhrg. Nr. 22.
22. 10. 31

Justiz über Deutschland.

Zum Fall Gumbel. Von Kurt Bley.

In Deutschland gibt es Leute mit Seltenheitswert, z. B. Republikaner und Pazifisten in leitenden Stellungen. Solch ein rares Exemplar ist Dr. Gumbel, weiland a. o. Professor in Heidelberg. Gumbel hat das Verbrechen begangen, mit seiner ganzen Person für den Frieden einzutreten. In einem Gutachten der philosophischen Fakultät mußte ihm bescheinigt werden, daß er bereit ist, „für seine Sache, den Frieden, auch mit dem Leben einzutreten". Gumbel hat bewiesen, daß dieser Satz keine Phrase ist. Der Mordhetze der Rechtsradikalen ist er mit eiserner Ruhe begegnet. Ihn trifft ein ganz besonderer Haß. Er tritt nicht nur für die Idee des Friedens ein, sondern er kämpft aktiv gegen alle Friedensstörer. So hat er durch Veröffentlichungen und Materialbeschaffung über die Schwarze Reichswehr — dieses Wort wurde überhaupt von ihm geprägt — den Kriegstreibern das Handwerk gelegt.

Um ihn politisch und gesellschaftlich unmöglich zu machen, kämpft man mit den gemeinsten Mitteln der Verleumdung und des Boykotts.

Vor kurzer Zeit kam es vor, daß Gumbel nach seiner Ernennung zum Professor die Heidelberger akademischen Turnstunden, an denen ausschließlich Hochschullehrer teilnehmen, besuchen wollte. Als er die Turnhalle betrat, verließen die anwesenden Professoren die Uebungsstätte, scheinbar um ihre gute Erziehung zu dokumentieren. Wie solch ein täglich geführter Kleinkampf zermürbt, weiß nur der, der in kleinen Städten leben muß. Heidelberg ist eine solche Kleinstadt.

Man kämpft nicht nur mit dem Boykott, sondern auch mit der Verleumdung. Immer wieder wird ihm das Wort vom Feld der Unehre vorgeworfen. Dies alles in so verzerrter Form und so gemeiner Weise, daß es an der Zeit ist, die Dinge richtigzustellen: Gumbel hat vor einigen Jahren in einer Versammlung der Kriegsbeschädigten und Kriegsopfer zu dem Thema „Nie wieder Krieg" gesprochen. Am Schluß ehrte er die Toten des Weltkrieges, indem er die Anwesenden bat, sich zu Ehren der Gefallenen zu erheben. Dieser Aufforderung kamen alle nach. In schlichter und würdiger Form wurde durch minutenlanges Stillschweigen der ungezählten Toten des Weltkrieges gedacht. Um seinen Appell wirkungsvoller zu gestalten, hatte Professor Gumbel der persönlichen Ehrung der Gefallenen den Krieg als schändliche Einrichtung gegenübergestellt. So arbeitete er den Gegensatz heraus, den auch wir als bitter empfinden: Daß die Toten ehrlich und reinen Herzens gefallen sind, obwohl der Krieg eine ehrlose Sache ist. So muß das Wort vom Feld der Unehre verstanden werden: Dieser Krieg und diese Schlachtfelder, die nicht durch den Willen der Völker entstanden, sondern im Grunde von stinkenden Geldinteressen diktiert waren, sind unehrenhafte Dinge. Diese Ansicht ist heute vor dem Forum der Völker durch den Kellogg-Pakt anerkannt, der den Krieg in die Acht erklärt. Wenn auch irgendein Zweifel an der Berechtigung von Gumbels Worten bestehe sollte, dann wird er dadurch

Weimarer Republik für die einzig richtige Staatsform. Tja, das sind die Helden vom Hakenkreuz. Man weiß nicht, ob man über die Frechheit oder die Feigheit oder über den Verrat seiner bisherigen Grundsätze lachen soll. Eines von dreien muß vorliegen. Trotzdem aller Welt, sogar dem Herrn Staatsanwalt, die Unzuverlässigkeit und das niedrige ethische Niveau dieses famosen Herrn bekannt war, wurde „die Erhebung der öffentlichen Klage" mangels öffentlichen Interesses abgelehnt.

Soweit sind wir also, wenn einem republikanischen Hochschulprofessor „Schwein" zugerufen wird, dann hat das kein öffentliches Interesse. Wir erheben unsere Stimme und protestieren hiergegen auf das schärfste. Wir haben zu lange zugesehen, wie führende Leute unserer Bewegung mit Schmutz beworfen wurden. Es erfüllt alle Republikaner mit tiefer Bewegung, daß diesen gemeinen Angriffen das öffentliche Interesse abgesprochen wird.

Noch toller als der Ausgang dieser Beleidigungssache ist der Prozeß gegen „Die Kieler Hochschulblätter". Die Herren Studenten hatten unter anderem folgenden Satz veröffentlicht:

„Da gibt es überhaupt nichts zu diskutieren — im Dritten Reich wird sein Kopf in den Sand rollen."

Hierin liegt selbstverständlich eine Bedrohung; man will sagen, im Dritten Reich, das wir

Der Widerspens

Haltet's Maul! Knurren gibt's nicht.

errichten, werden wir Professor Gumbel umbringen. Hierin liegt der Gedanke, daß Gumbel an sich umgebracht werden müßte. Wir kennen diese literarische Hetze zu genau, als daß wir nicht wüßten, was damit vorbereitet werden soll. Die Morde an

zerstreut, daß der Eindruck von Gumbels Worten auf alle Versammlungsteilnehmer ein sehr großer war. So stark, daß, als hinterher die entstellende Hetze gegen Gumbel losbrach — bis dahin hatte nur das Stichwort gefehlt —, die Kriegsopferorganisation in einer späteren Versammlung sich vollkommen hinter Gumbels Worte stellte und den Sinn seiner Rede ausdrücklich billigte. Auch wir treten für das richtig verstandene Wort vom Feld der Unehre ein.

Wegen dieser Aeußerung hat Gumbel unzählige Angriffe über sich ergehen lassen müssen, und hier setzt das Versagen der deutschen Justiz ein, das hier gebrandmarkt werden muß. Vor wenigen Wochen bezeichnete in einer SA.-Versammlung Referendar Vormend-Gießen Professor Gumbel als „Schwein". Als man gegen diesen hoffnungsvollen Juristen disziplinarisch vorgehen wollte, fiel ihm das Herz in die Hosen, und es erklärte dieser Propaganda- und Organisationsleiter der NSDAP. des Kreises Gießen, er sei immer Anhänger — — der republikanischen Staatsform gewesen. Er sei ein guter Republikaner, man wisse das scheinbar bloß nicht, und er halte die

Eisner, Luxemburg, Liebkn[...] Erzberger und Rathenau waren die Ergebnisse solcher dunklen Drohungen. Die deutsche Justiz hat nichts gelernt. Auch heute spricht man die geistigen Drahtzieher wieder frei. Wenn nachher ein SA.-Mann einen Schuß abgibt, dann sind die eigentlich schuldigen Hetzer wieder nicht gefaßt worden. Die deutsche Justiz läßt in den gefährdetsten Augenblicken die Republik im Stich.

Die Klage des Oberstaatsanwalts wegen Bedrohung wurde vom Schöffengericht Kiel abgelehnt, „weil in der Veröffentlichung des bekannten Artikels in den Kieler Hochschulblättern vom Februar 1931 eine Bedrohung nicht zu erblicken sei."

Na also, Nazis können ruhig uns Republikanern erklären, daß wir im Dritten Reich gemeuchelt werden, das ist keine Bedrohung, sondern nur eine „Münchener Hatz". Für uns gibt es nur eine Konsequenz: Den beabsichtigten Morden der Nationalsozialisten werden wir uns mit unserm Leben entgegenstellen, denn die deutsche Justiz hat uns verlassen.

***

Brockhaus stellt sich um auf das Dritte Reich

Im 6. Bande der noch im Erscheinen begriffenen 15. Auflage von „Brockhaus' Konversations-Lexikon“, jetzt genannt „Der Große Brockhaus, Handbuch des Wissens in 20 Bänden“, befindet sich der folgende Artikel:

Fememorde, Bezeichnung für die politischen Morde, die in der Nachkriegszeit, bes. i. J. 1923, von rechtsradikalen Verbänden ausgingen. Es handelte sich namentlich um illegale Organisationen der Schwarzen Reichswehr in Küstrin, Spandau, Döberitz, Mecklenburg, Ostpreußen und Oberschlesien; sie nannten sich meist „Arbeitskommandos“. Die Opfer der F. waren neben führenden Politikern der Mittel- und Linksparteien vor allem zahlreiche Mitglieder der eigenen Verbände, die sich des Verrats verdächtig gemacht hatten. Der Femeausschuß des Reichstags, der Rechtsausschuß des Preußischen Landtags über die F. und eine Reihe von Fememordprozessen haben seit 1925 ein Bild der Zersetzungserscheinungen in jenen rechtsradikalen Geheimbünden entrollt, aus denen die Atmosphäre der F. entstehen konnte.

Gumbel: Vier Jahre polit. Mord (1922), Verräter verfallen der Feme (1929).

Die Kulturschande der „Fememorde“ steht noch brennend in unser aller Bewußtsein, da sie keine gerichtliche Sühne fand. Wir können also mit Sicherheit bestätigen, daß die knappen Erklärungen, die der „Große Brockhaus“ unter diesem Schlagwort gibt, richtig sind. Um so erstaunter wird man sein, daß der „Völkische Beobachter“ in diesen Tagen diese Erklärung des Verlags Brockhaus veröffentlichen konnte:

In einer Reihe deutscher Zeitungen ist der Artikel „Fememorde“ des „Großen Brockhaus“ beanstandet worden, wobei verallgemeinernd Rückschlüsse auf die Art und Ausführung sowie die Absichten des ganzen Werkes gezogen worden sind. Nach abgeschlossener Untersuchung steht der Verlag nicht an, zu erklären, daß dieser Artikel tatsächlich den Grundsätzen nicht völlig entspricht, nach denen das Werk herausgegeben wird. Auch hätten als Literatur nicht nur die beiden Werke des einen Verfassers angegeben werden dürfen. Die Umarbeitung des Artikels ist sofort veranlaßt worden. Das geschieht grundsätzlich, wenn eine Unrichtigkeit oder die Möglichkeit eines Mißverständnisses erwiesen ist. Gegenüber der Gesamtleistung des Werkes tritt ein solcher bedauerlicher Einzelfall zurück. Wenn man sich das Arbeitsmaß vergegenwärtigt, das der „Große Brockhaus“ erfordert, wenn man bedenkt, daß es sich um ein völlig neues Werk handelt, das Millionen von Einzeltatsachen in etwa 200 000 Stichwörtern bietet, und daß sich die Verhältnisse auf fast allen Gebieten von Grund auf verändert haben, so wird ein solcher Fall verständlich sein; kein menschliches Werk bleibt davon verschont. „Der große Brockhaus“ ist jedenfalls bemüht, seinen Grundsatz strengster Sachlichkeit und Ueberparteilichkeit allseits durchzuführen. — Die Bezieher des Werkes werden eine Berichtigung des Artikels üblicherweise im ersten Ergänzungsband erhalten.

F. A. Brockhaus.

Diese geradezu kriecherische Entschuldigung wegen eines objektiv nicht vorhandenen Fehlers, die der Verlag Brockhaus den Leuten vom Hakenkreuz schuldig zu sein glaubte, kann nur dadurch erklärt werden, daß er in ihnen die zukünftigen Machthaber sieht. Es ergibt sich hieraus die Notwendigkeit, ihm öffentlich zu erklären, daß nicht alle seine Aengste teilen, in jedem Falle nicht gewillt sind, wegen der nationalsozialistischen Gefahr in einem anerkannten Nachschlagewerk Tatsachenfälschung stillschweigend zu dulden. Um eine solche dürfte es sich bei der angekündigten Umarbeitung handeln. Denn mit den belanglosen sachlichen Richtigstellungen, die an dem oben wiedergegebenen Artikel zu machen wären, würden die Herren Hakenkreuzler sicher nicht zufrieden sein. Es wäre nämlich die angegebene Literatur zu ergänzen, wobei allerdings sofort der Wahrheit halber darauf aufmerksam gemacht werden müßte, daß die Darstellungen der „Fememorde“, die rechtspolitisch eingestellte Autoren gegeben haben, die Tatsachen nicht richtig wiedergeben. Weiter müßte gesagt werden, daß führende Politiker der Mittel- und Linksparteien nicht Fememorden — denn diese können dem Begriff nach nur an verdächtigen Angehörigen der Feme-Organisationen selber ausgeführt werden —, sondern politischen Morden zum Opfer gefallen sind. Unerschüttert bleibt der Tatbestand, daß nur führende Politiker der Mittel- und Linksparteien ermordet wurden, und daß Fememorde sich nur in den Landsknechtshorden der rechtsradikalen Verbände ereignet haben. F. L.

26. OKT. 1931

Dresdner Volkszeitung

E. J. Gumbel, Laßt Köpfe rollen. — Das Wort Adolf Hitlers, das er vor dem Reichsgericht im Hochverratsprozeß gegen Ulmer Reichswehroffiziere gesprochen hat, darf nicht vergessen werden. Die Deutsche Liga für Menschenrechte hat daher soeben eine äußerst wirkungsvolle Broschüre unter dem Titel „Laßt Köpfe rollen“, die der bekannte Heidelberger Professor Gumbel verfaßt hat, erscheinen lassen, in der die faschistischen Morde der Jahre 1924 bis 30. Juni 1931 zusammengestellt worden sind. 68 bestialische Mordtaten zählt die Flugschrift auf. Es sind dies keineswegs alle Mordtaten, die in diesen Jahren begangen worden sind. Verzichtet worden ist, die vielen schweren und leichten Verletzungen aufzuführen und die Zerstörung von Versammlungslokalen darzustellen. Die Schrift ist dem Andenken des Genossen Gareis gewidmet, der von der Münchner Feme ermordet wurde. Die Broschüre, die in die Hand jedes Menschen gehört, der sich gegen diesen blutigen Mord und Terror wenden will, ist durch die Liga für Menschenrechte, Berlin N 24, Monbijouplatz 10, Eingang I, zum Preise von 10 Pfennig zu beziehen.

Berliner Tageblatt

MORGEN-AUSGABE

Ausschnitt aus der Nummer vom:

28. OKT. 1931

Der verfemte Pazifist.

Der Kampf um Professor Dehn.

Die „Deutsche Studentenschaft“ in Halle, die unter nationalsozialistischer Führung steht, hatte, wie wir seinerzeit meldeten, den Beschluss gefasst, die Universität Halle zu verlassen und geschlossen nach Jena zu übersiedeln, weil der Pfarrer Dehn von der Reformationskirche in Berlin als ordentlicher Professor der evangelischen Theologie nach Halle berufen worden ist. Diese Berufung hat eine Vorgeschichte. Die theologische Fakultät hat Dehn aus mehreren Vorschlägen des Kultusministers herausgegriffen, nachdem sie andere, wie sie betont, „mit Entschiedenheit abgelehnt“ hatte.

Dehn war vorher schon nach Heidelberg berufen worden. Der dortige Senat nahm die Berufung zurück, weil sich nationalsozialistischer Widerstand regte. Offenbar hatte man an der Hetze gegen Professor Gumbel genug. Die Hallenser Hakenkreuzler übernahmen [illegible] die Anregung ihrer Heidelberger Gesinnungsgenossen. Als der Senat in Halle nicht zurückwich, sprach die „Deutsche Studentenschaft“ jene furchtbare Drohung des Exodus aus. Vermutlich aber ist es schwer, sie auszuführen. So leicht beweglich sind Studenten heute nicht. Den Angehörigen der Korporationen sind ihre Häuser wichtiger, als der akademische Terror, den sie an Stelle der akademischen Freiheit setzen wollen. Viele andere hängen aus wirtschaftlichen Gründen an der einmal gewählten Hochschule.

Was wird Dehn von den Nationalsozialisten vorgeworfen? Er soll Pazifist sein. Das ist der schlimmste, der entehrendste Vorwurf in den Augen der deutschen Kriegshetzer, den es heute gibt. Vergeblich versicherte Rektor und Senat, „dass Professor Dehn es aufs entschiedenste ablehne, Marxist oder Pazifist zu sein“. Dass das arge Eigenschaften wären, wird also an sich nicht bestritten. Nur der Schuldbeweis sei nicht geführt.

Der nah bevorstehende Augenblick, an dem die Vorlesungen beginnen und Professor Dehn zum erstenmal das Katheder in Halle betritt, wird mit Spannung erwartet. Der Hallenser Rektor, Professor Aubin, ist im Vorstand der bekanntlich weit rechts stehenden Vereinigung der Hochschullehrer und viel eher zur radikalen Rechten neigend, als etwa liberaler Neigungen verdächtig. Aber er will sich, wie man sagt, von den Studenten nichts gefallen lassen. Was werden die Theologen tun, die bei Dehn hören sollen!

Welt a. Abd. 29.10.31

Sozialistische Schüler

Die bei den Sozialisten zusammengeschlossenen begeisterungsfähigsten Elemente der Schülerschaft rufen ihren Kameraden zu, sich an der Versammlung des Sozialistischen Schülerbundes zu beteiligen, die am 30. Oktober, 5 Uhr nachmittags, in den Kolibri-Festsälen, Martin-Luther-Straße 69, stattfinden, zu beteiligen. Redner: Reichstagsabgeordneter Schneller über die politische Situation der Jugend. Professor Gumbel, Heidelberg: Hochschulaussichten.

N° DE DEBIT 2

Extrait de : CAHIERS DES DROITS DE L'HOMME

10, Rue de l'Université, 10

Adresse :

Date : 30 OCTOBRE 1931

Signature :

Exposition :

E.-J. GUMBEL : *Les crimes politiques en Allemagne 1919-1929* (Gallimard, N. R. F., 1931). — On se rappelle la longue série de crimes impunis que commirent, pendant dix ans, les nationalistes allemands pour essayer de détruire les partis républicains : Liebknecht, Rosa Luxembourg, Erzberger, Rathenau, d'autres encore furent assassinés par eux. Notre ami Gumbel relate, avec de nombreux et saisissants documents, les principaux faits de cette tragique période des luttes politiques allemandes. Il faut lire ce livre courageux, excellemment traduit par Ch. Reber, pour pouvoir rendre aux républicains allemands l'hommage qu'ils méritent et pour mesurer toutes les difficultés auxquelles ils se heurtent encore. — R. P.

N° DE DEBIT 3

Extrait de CAHIERS DES DROITS DE L'HOMME

10, Rue de l'Université, 10

Adresse

Date : 30 OCTOBRE 1931

Signature

Exposition :

Nouvelle Revue Française, rue Sébastien-Bottin :

Comte SFORZA : *Les bâtisseurs de l'Europe moderne.*

GUMBEL : *Les crimes politiques en Allemagne, 1919-1929.*

JEAN FRANCE : *Ligues et complots.*

Recueil Sirey, 22, rue Soufflot :

Sehr geehrte Redaktion!

Wir überreichen Ihnen in der Anlage die soeben fertiggestellte Broschüre "Lasst Köpfe rollen" mit der Bitte, im Hinblick auf den wichtigen politischen Inhalt dieser Broschüre, diese einer eingehenden Besprechung in Ihrem Blatte zu unterziehen. Wir bitten Sie freundlichst davon Kenntnis zu nehmen, dass die Broschüre zum Preise von

<u>10 Pf.</u>

bei der "Deutschen Liga für Menschenrechte" Berlin N.24 Monbijouplatz 10 Eingg.I zu haben ist. Sollte es wider Erwarten nicht möglich sein, eine Besprechung der Broschüre vorzunehmen, so bitten wir mindestens um Veröffentlichung untenstehender Notiz.

Mit vorzüglicher Hochachtung
Deutsche Liga für Menschenrechte EV
Die Geschäftsstelle
i.A.
gez. Kurt Grossmann

<u>Adolf Hitler spricht: "Lasst Köpfe rollen!"</u>

Das Wort Adolf Hitlers, das er vor dem Reichsgericht im Hochverratsprozess gegen Ulmer Reichswehroffiziere gesprochen hat, darf nicht vergessen werden. Die Deutsche Liga für Menschenrechte hat daher soeben eine äusserst wirkungsvolle Broschüre unter dem Titel "Lasst Köpfe rollen", die der bekannte Heidelberger Professor <u>E.I.Gumbel</u> verfasst hat, erscheinen lassen, in der die faschistischen Morde der Jahre 1924 - 30.6.31. zusammengestellt worden sind. 63 bestialische Mordtaten zählt die Flugschrift auf. Es sind dies keineswegs alle Mordtaten, die in diesen Jahren begangen worden sind. Verzichtet worden ist, die vielen schweren und leichten Verletzungen aufzuführen und die Zerstörung von Versammlungslokalen darzustellen. Die Broschüre, die in die Hand jedes Menschen gehört, der sich gegen diesen blutigen Mord und Terror wenden will, ist durch die Liga für Menschenrechte Berlin N.24 Monbijouplatz 10 Eingg. I zum Preisevon 10 pf. zu beziehen.

AUSSCHNITT VON:

Buchbesprechungen.

„Laßt Köpfe rollen!" Unter dieser Überschrift gibt die Deutsche Liga für Menschenrechte eine von E. J. GUMBEL zusammengestellte Liste von Mordtaten der Nazis und ihrer Gesinnungsfreunde heraus. Eine furchtbare Anklage gegen die Mordorganisation selber, durch die HITLERs Beteuerungen über die Legalität seiner Banden von neuem als Meineide entlarvt werden. Eine noch furchtbarere Anklage gegen die deutsche Justiz, die den verbrecherischen politischen „Führer" der Nazis die bekannte Komödie vor dem Reichsgericht spielen ließ, ohne daraus jetzt die Konsequenz zu ziehen und ihn wegen Meineides vor Gericht zu laden, eine Justiz, die gegen Kommunisten und andere linkspolitische Menschen mit einer mittelalterlichen Schärfe vorgeht, von der aber die nationalistischen Mörder im allgemeinen als in *Notwehr* handelnd beurteilt oder — wenn es gar nicht anders geht — wegen Körperverletzung angeklagt werden, statt wegen Totschlags, Mordes oder Landfriedensbruchs.

Ein Beispiel dafür, wie sehr die Nazis eine *organisierte* Mörderbande sind:

„In ruhigen Zeiten braucht man den politischen Mord nicht. Aber in unruhigen Zeiten, wie heute, wo der Feind im Lande steht, ist es anders. Die Nationalsozialisten stehen auf dem Standpunkt, daß, wenn ein einzelner Mensch es in unserem Lande für richtig hält, schädlich für das Volk zu werden, es Recht und Pflicht eines jeden ist, einen solchen Schädling unschädlich zu machen. Wie das dann geschehen kann, darüber kann man verschiedener Meinung sein. . . . Wir bekämpfen auch den politischen Mord, wenn er nicht unbedingt im Interesse des deutschen Volkes liegt."

Diese bis heute offenbar unbestrafte öffentliche Legalisierung der Fememorde privater Art lieferte ein Nazi-*Jurist* und -*Abgeordneter*, der Rechtsanwalt (!) STEINFATT. (Mitgeteilt von der „Frankfurter Zeitung", 2. Morgenausgabe, vom 22. Dezember 1929.)

Das Heftchen, das nur 10 Pfennige kostet, sollte jeder Sozialist immer in der Tasche haben, damit sich dem Nationalismus gegenüber bald eine Gesinnung durchsetzt, wie sie CATO in Hinsicht auf Karthago bei *jedem* Auftreten äußerte: Im übrigen bin ich der Ansicht, daß der Nationalismus vernichtet werden muß!

Willi Eichler.

Schließung der Universität Halle?

Auch heute wieder Gummiknüppel vor Dehns Lehrstuhl!

Halle, 4. November.

Die Erregung an der Universität Halle über die erzwungenen Vorlesungen des Professors Dehn hält an.

Nachdem am Dienstag die Vorlesung in Gegenwart eines Polizeioffiziers und zahlreicher Polizeibeamter für kurze Zeit erzwungen, dann aber durch die Kampflieder und Rufe der empörten Studentenschaft unmöglich gemacht wurde, sollen jetzt weitere besondere Sicherungsmaßnahmen für Herrn Dehn und gegen die Studenten getroffen werden. Die Universitätspedells sollen die Beleg-Unterlagen der Studenten für die Vorlesungen des Herrn Dehn genau prüfen. Die Polizei ist wieder mit großem Aufgebot vertreten.

Wie ein demokratisches Mittagsblatt zu melden weiß, droht das Kultusministerium mit einer Schließung der Universität Halle, falls die Studenten bei ihrer Ablehnung des Herrn Dehn verharren. Das Blatt erklärt, diese Maßnahme werde getroffen, „wenn die Studentenschaft selbst keinen Sinn mehr für akademische Freiheit und Würde aufbringt."

Ergänzend wird noch mitgeteilt, daß die Ausführungen Dehns in dem letzten Kolleg am Dienstag durch die Proteste der Studenten selbst auf den vordersten Bänken nicht zu verstehen waren. Der Vorsitzende der Studentenschaft Halle, cand. jur. Börner, erklärte, er könne die Studenten nicht mehr halten. Der Einzug der Polizei vollzog sich unter ungeheurem Lärm und erregten Zwischenrufen. Als der Rektor die Zurückziehung der Polizei ankündigte, falls Dehn in Ruhe gehört werde, antworteten die Studenten mit „Nie! Nie!" und dem Lied „Burschen heraus". Herr Dehn mußte daraufhin seine Vorlesung unterbrechen und schließlich unter polizeilicher Bedeckung durch das Spalier der Studenten den Saal verlassen.

*

Die Erregung der Studentenschaft richtet sich, wie berichtet, gegen die Lehrtätigkeit des Professors Dehn, der nach Ansicht der Studentenschaft und weiter nationaler Kreise das Ansehen der Gefallenen entehrt hat. Diese Entehrung wird in Aeußerungen Dehns erblickt, nach denen der Opfertod Christi nicht verglichen werden dürfte mit dem Tod unserer Gefallenen. Der Tod unserer Gefallenen dürfte daher nach seiner theologischen Auffassung in der Kirche nicht in der gleichen Weise gewürdigt werden, wie der Tod Christi. In der Tat wird kein Mensch behaupten können, daß diese Aeußerungen Herrn Dehn als Erzieher der deutschen Jugend ausweisen. Der Studentenschaft ist im übrigen natürlich auch sonst die politische Einstellung des Herrn Dehn bekannt.

Der Skandal um den Professor Dehn hat also im Grunde dieselbe Vorgeschichte, wie der um die Herren Gumbel und Lessing. Trotz seiner unerhört abfälligen Bemerkungen über den Soldatentod und damit über das Kriegsgeschlecht wurde Gumbel der Studentenschaft als Erzieher und Lehrer aufgezwungen. Herr Lessing erging sich in unglaublichen Beschimpfungen Hindenburgs. Man sollte bei den maßgeblichen Stellen aus diesen Vorgängen endlich die Lehre ziehen, daß die Zeit der nationalen Entwürdigungen ihrem Ende zugeht und daß Fälle, wie die der Herren Gumbel und Dehn, die soviel beklagte Radikalisierung unserer Jugend selbstverständlich nur vorwärts treiben. Man sollte einsehen, daß dieser Kampf gegen die Jugend trotz ungleicher äußerer Machtmittel ein aussichtsloser ist.

Hinaus mit den Radau-Studenten!

Schärfstes Vorgehen gegen die Hallenser Tumultuanten tut not!

Wir haben in Deutschland auf dem Gebiete der akademischen Ausschreitungen mancherlei erlebt; die Krawalle, die verhetzte Studenten gegen den ehrwürdigen greisen Kieler Theologen Baumgarten, gegen den Münchener Staatsrechtslehrer Nawiasky und den Heidelberger Statistiker Gumbel verübten, sind noch in frischer Erinnerung. Was sich aber gestern in Halle bei der Antrittsvorlesung Professor Dehns abspielte, übersteigt alles bisher Dagewesene.

An der Universität, die mit Stolz das Andenken des großen Bekenners Martin Luther für sich beansprucht, ist die geistige Freiheit des Hochschullehrers mit Füßen getreten worden. Die Theologie ward zur Magd der Politik erniedrigt; wenn es nach den Wünschen der wildgewordenen nationalsozialistischen Studenten ginge, dürfte künftig das Wort Gottes nur noch von solchen Professoren gelehrt werden, deren politische Haltung dem Braunen Haus genehm ist.

Wer

ist nun dieser Professor Günther Dehn?

Was hat er verbrochen, daß er der Hallenser Jugend als der schwarze Mann erscheint? Ursprünglich war er Pfarrer an der Berliner Reformationskirche. In seiner seelsorgerischen Tätigkeit hat er sich immer darum bemüht, die Nöte des Proletariats zu ergründen; er suchte die Fäden, die einst Kirche und Arbeiterschaft verbanden und die dann im Laufe der letzten Jahrzehnte zerrissen waren, wieder zu knüpfen. Er wurde aus seiner religiösen Einstellung heraus Sozialist, gehört aber, soweit wir wissen, der Sozialdemokratischen Partei gar nicht an und ist, wie ihm jetzt der Hallenser Rektor attestierte, ein völlig unpolitischer Mensch. Die zweite große Grundüberzeugung, zu der Dehn durch das Studium der Bibel gelangte, war die von der Notwendigkeit eines christlich gefärbten Pazifismus. Zu diesem hat er sich wiederholt öffentlich bekannt. Seine Gegner berufen sich mit Vorliebe auf eine Rede, in der er sich gegen den Krieg ausgesprochen hat und in der er angeblich auch abfällige Aeußerungen über die Opfer des Weltkriegs getan haben soll. Wir sagen: angeblich; denn Dehn selber bestreitet, diese radikalpazifistischen Sätze gebraucht zu haben. Er kann sich dabei auf das Zeugnis zweier bei dem Vortrag anwesender Amtsbrüder berufen, die die fraglichen Worte nicht gehört haben, während ein paar junge Mädchen dabei verharren, sie hätten diese „Schmähungen" der Gefallenen des Weltkrieges doch gehört. Die Frage, wer mehr Glauben verdient, Dehn und zwei seiner geistlichen Berufsgenossen oder zwei junge Mädchen, ist wohl leicht zu entscheiden.

Immerhin reichte diese Denunziation aus, um Dehn die Professur an der Universität Heidelberg, für die er vorgeschlagen war, gründlich zu verleiden. Man entsinnt sich noch an den Kampf, der im Frühjahr um diese Berufung tobte. Damals ist die Heidelberger theologische Fakultät, einst eine der tapfersten in Deutschland, sich selbst untreu geworden und plötzlich ohne sachlichen Grund von Dehn abgerückt. Nur ein einziger Professor wagte sich zu dem Verfemten zu bekennen; es war allerdings ihr bester Kopf, Martin Dibelius, der es mit heller Entrüstung von sich wies, in einer solchen Gewissensfrage Konzessionen an politische Stimmungen zu machen. Fast gleichzeitig mit der badischen Regierung entschloß sich der preußische Kultusminister Grimme, Dehn auch der theologischen Fakultät der Universität Halle-Wittenberg als Professor für praktische Theologie vorzuschlagen. Obwohl die dortigen Professoren einen solchen Oktroyierungsversuch aus prinzipiellen Erwägungen nicht gern sahen, billigten sie den Schritt des Ministers; wie es jetzt in der Erklärung von Rektor und Senat heißt, habe man Dehn nach pflichtmäßiger Prüfung seiner wissenschaftlichen Leistungen und seiner Persönlichkeit trotz gewisser Bedenken nicht einfach ablehnen können. Noch günstiger lautet das Urteil des Hallenser Generalsuperintendenten Eger, der unlängst der Ueberzeugung Ausdruck gab, Dehn würde vielleicht in einem Jahrzehnt als der Theologe der Luther-Universität gelten.

Nachdem

es den rechtsradikalen Studenten in Heidelberg gelungen war, Dehn um das wohlverdiente Ordinariat zu bringen,

hofften ihre Kommilitonen an der Saale, ihm nun auch noch im letzten Augenblick den Hallenser Lehrstuhl abjagen zu können. Die nationalsozialistisch geleitete Studentenschaft verkündete vor ein paar Wochen feierlich, daß die Hallenser Studenten nach Leipzig und Jena auswandern würden, wenn Dehn es wagen sollte, seine Lehrtätigkeit zu beginnen. Sie hofften dadurch die Professorenschaft einzuschüchtern, verfehlten aber ihren Zweck vollkommen. Denn Rektor und Senat erließen die schon erwähnte Erklärung, in der sie der Deutschen Studentenschaft mit scharfen Worten vorwarfen, sie bekämpfe ein Zerrbild, das auf einer ungenauen Kenntnis und Würdigung der Gesamtpersönlichkeit Dehns beruhe. Die Studentenführer hätten in keiner Weise versucht, durch persönliche Fühlungnahme mit dem Neuberufenen ein wirkliches Bild von seiner Persönlichkeit zu gewinnen. Die Studentenschaft spiele ein gefährliches Spiel; sie müsse sich klar darüber sein, daß sie durch ein solches Vorgehen und seine unabsehbaren Folgen nur die Geschäfte jener Kreise besorge, die sie selbst mit allen Mitteln befehde. Daraufhin traten die rechtsradikalen jungen Herren einen Rückzug an; sie versprachen gnädig, im gegenwärtigen Zeitpunkt von einem Abmarsch aus Halle abzusehen; sie erwarteten aber für den Fall, daß Dehn seine Lehrtätigkeit aufnähme und es zu Komplikationen käme, den Rücktritt des derzeitigen Rektors, Professor Aubin, der übrigens politisch durchaus nicht zur Linken gehört.

Es kann nach diesem Vorspiel keinem Zweifel unterliegen, daß die schamlosen Ausschreitungen, die sich die Hallenser Studenten bei Dehns gestriger Antrittsvorlesung leisteten, wohl vorbereitet waren. Die nationalistischen Studenten, die sonst so gern das Wort von der akademischen Würde im Munde führen, hatten sich auf

das Niveau des Pöbels

herabbegeben; sie hinderten den Professor in jeder nur denkbaren Weise am Sprechen.

Ihr sogenannter Führer Börner hatte die Kühnheit, dann noch dem Rektor zu erklären, er könne die Leute, die er doch selbst zusammengetrommelt hatte, nicht mehr halten. Wäre nicht im letzten Augenblick die Polizei erschienen, so hätte man wahrscheinlich Professor Dehn nach allen Regeln völkischer Kunst verprügelt.

Nach dem bisherigen Verhalten und den eindeutigen Erklärungen des Rektors besteht Anlaß zu der Hoffnung, daß er sich auch weiterhin von den Studenten nicht unterkriegen lassen wird. Es muß von ihm und in zweiter Linie vom Kultusministerium gefordert werden, daß gegen die Drahtzieher dieser verbrecherischen Ausschreitungen mit den allerschärfsten akademischen und strafrechtlichen Mitteln vorgegangen wird; junge Leute, denen es nur auf das Radaumachen und nicht auf das Lernen ankommt, gehören nicht auf eine Universität, sondern müssen in hohem Bogen hinausgeworfen werden! Die öffentlichen Mittel, die für die Hochschulen aufgewandt werden, sind uns zu schade dafür, daß sie für Rüpel (um keinen schärferen Ausdruck zu gebrauchen) vergeudet werden!

F. Hi.

4. NOV. 1931

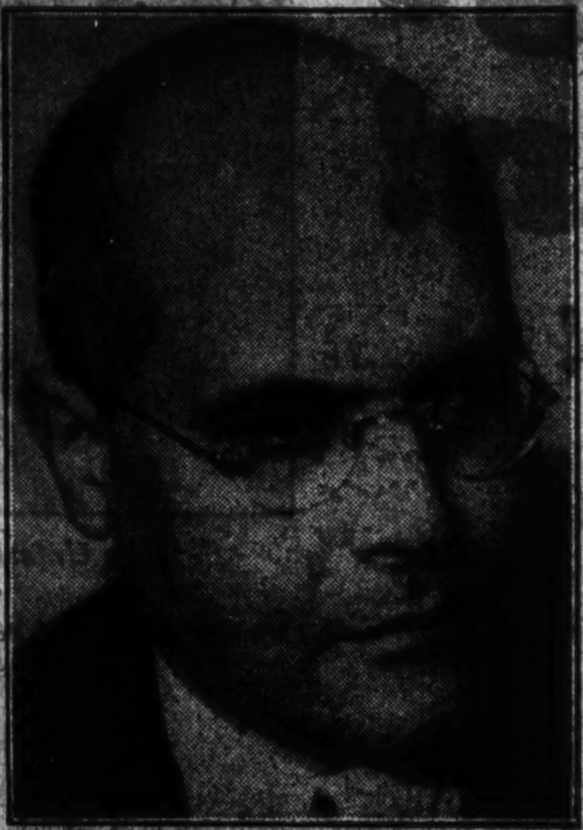
Acht Uhr Abendblatt, Berlin

Kultusminister will in Halle durchgreifen

wenn die Nazi-Studenten nicht noch in letzter Stunde Vernunft annehmen!

Die unerhörten Tumulte, die sich auch gestern abend die Hallenser Studentenschaft wieder hat zuschulden kommen lassen, haben Formen angenommen, die eine weitere Duldung und Nachsicht des Kultusministeriums und der Universitätsbehörden schon im Interesse des kulturellen Ansehens Deutschlands vor der Welt ausschließen. Nach unseren Informationen ist denn auch das Kultusministerium nicht gesonnen, die wüsten Exzesse der nationalsozialistischen Studentenkreise ruhig hinzunehmen. Es ist vielmehr zu erwarten, daß auf Grund heutiger Besprechungen der leitenden Stellen des Hochschulwesens eine letzte Warnung an die verhetzte Studentenschaft ergeht, sich wieder in den Rahmen akademischer Ordnung und Disziplin einzufügen.

Wahrscheinlich hätte das Ministerium schon jetzt zu den schärfsten ihm zu Gebote stehenden Mitteln



Ganz grundlos angegriffen:
Professor D. Günther Dehn, den die Hallenser Nazi-Studenten an der Arbeit hindern wollen.
Dephot.

gegriffen, wenn nicht heute sich eine Aussicht geboten hätte das unwürdige Treiben der rechtsradikalen Studenten im Wege einer Vermittlungsaktion zum Stillstand zu bringen. Aus Kreisen der oppositionellen Studentenschaft ist nämlich an den Senat der Universität Halle das Ersuchen herangetragen worden, in einer Massenversammlung eine Aussprache zwischen dem Lehrkörper der Universität und den Studenten über den Kampf gegen Professor Dehn herbeizuführen. Die rechtsradikalen Studenten haben dabei zu erkennen gegeben, daß es ihnen auf eine Orientierung auf Grund amtlicher Unterlagen ankomme. Der Rektor Professor Aubin, der heute vormittag eine Abordnung der nationalistischen Studenten empfangen hat, dürfte geneigt sein, unter gewissen Voraussetzungen mit einigen anderen Professoren der Universität in dr angeregten Studentenversammlung zu erscheinen und die gewünschten Aufklärungen zu geben. Eine solche Lösung wäre nach Auffassung der akademischen Behörden in Halle durchaus kein Zurückweichen vor der außer Rand und Band geratenen Studentenschaft. Vielmehr sehen Rektor und Senat gewisse Hoffnungen darauf, daß es ihnen gelingen werde, die akademische Jugend Halles zur Vernunft zu bringen. Mit diesen Vermittlungsbemühungen hat sich das Kultusministerium einverstanden erklärt und seine weiteren Maßnahmen von dem Ausgang der Aussprache abhängig gemacht.

Wenn allerdings [illegible]

Hier haben sich vorgestern und gestern die Skandalszenen abgespielt:
Das Vorlesungsgebäude der Universität Halle.
Phot. [illegible]

bestehen, nicht davor zurückschrecken, dem Kultusminister die

SCHLIESSUNG DER UNIVERSITÄT

vorzuschlagen, wenn es nicht anders geht. Das ist um so bemerkenswerter, als Professor Aubin als Führer der Hochschulopposition gegen den preußischen Kultusminister Grimme gilt. Die Sicherung der Freiheit der akademischen Lehre steht einem Gelehrten vom Range des Hallenser Rektors zu hoch, als daß er neue schändliche Angriffe auf sie ungestraft dulden würde.

Auch die Polizei in Halle hat nach den gestrigen Tumulten sich zu der Auffassung bekehrt, daß sie bei den geringsten Anzeichen neuer Ausschreitungen rücksichtslos eingreifen muß und wird. Bekanntlich bedarf es durchaus nicht erst der besonderen Inanspruchnahme der Polizei durch die Universitätsbehörden. Die Polizei kann von sich aus gegen jede Störung der öffentlichen Ruhe und Sicherheit mit allen Machtmitteln einschreiten. Die skandalösen Vorgänge vom Mittwoch abend haben bewiesen, daß gegen die Treiber und Drahtzieher der radikalen Studentenhetze gegen Professor Dehn Milde nicht mehr am Platze ist. Demzufolge werden die Demonstranten, falls sie es wagen sollten, in den nächsten Tagen ihre tumultarischen Ausschreitungen fortzusetzen, auf die schärfste polizeiliche Abwehr stoßen. Nicht nur das, sie werden auf Grund des Demonstrationsverbotes

EXEMPLARISCHE STRAFEN

zu gewärtigen haben. Studenten, die bei Krawallen gefaßt werden, sollen unweigerlich dem Schnellrichter zur sofortigen Aburteilung vorgeführt werden.

Ob es die Studenten von Halle, nachdem ohnehin ihre Absicht, einen Exodus nach Jena und Leipzig zu veranstalten, ins Wasser gefallen ist, auf eine weitere Machtprobe ankommen lassen werden, ist im Augenblick noch nicht mit völliger Klarheit zu übersehen. Ganz sicher aber ist, daß der Mann, um den der traurige und unwürdige Streit geführt wird, nämlich Professor Dehn, sich durch die Attacken seiner jugendlichen Gegner nicht ins Bockshorn jagen läßt. Er wird unter dem Schutze des Rektors seine Vorlesungen wie bisher weiter halten, und es mehrt sich bereits die Zahl der Theologiestudenten, die mit Empörung und Ekel von dem sinnlosen Treiben der rechtsradikalen Studenten abrücken. Gegen Dehn läßt sich ja, wie wir gestern schon zeigten, überhaupt nichts Ernsthaftes vorbringen. Weder ist er seiner Weltanschauung nach Marxist und eingeschriebenes Parteimitglied der S.P.D. noch ein radikaler Pazifist. Auch ist längst erwiesen, daß er Aeußerungen in einer Rede, die ihm von der radikalisierten Studentenschaft zur Last gelegt werden, niemals getan hat. Die randalierenden Studenten dürften also überhaupt nicht wissen, warum sie eigentlich in so niederträchtiger Form gegen einen Gelehrten zu Felde ziehen, der in seinem Wissensgebiete die höchste Achtung seiner Standeskollegen besitzt.

Gerade darum muß endlich einmal das allmählich völlig unhaltbar werdende Verhältnis zwischen Studentenschaft und Dozenten grundlegend bereinigt werden. Es geht unter gar keinen Umständen an, daß der Staat jahraus jahrein Millionen hergibt, um einen akademischen Nachwuchs großzuzüchten, der keine weitere Aufgabe kennt, als den Staat zu bekämpfen. Der Kampf ud Dehn ist genau so wenig wie die vorangegangenen Angriffe gegen die Professoren Baumgarten, Nawiasky und Gumbel ein Kampf um eine geistige Idee. Er ist nichts anderes als der Ausdruck der „Geisteshaltung" einer völlig irregeleiteten und verblendeten Jugend, die nicht wert ist, den Ehrentitel des akademischen Bürgers zu führen.
K. D.

-5. NOV. 1931

Acht Uhr Abendblatt, Berlin

5. NOV. 1931

Vorwärts, Berlin SW 68

Der Skandal von Halle.

Schluß mit dem Radaustudententum!

Aus Kreisen der Sozialistischen Studentenschaft wird uns geschrieben:

Deutschland ist um einen Universitätskrawall reicher. Halle war die erste Universität, wo die Nazistudenten in diesem Semester randalierten. Sie haben die Antrittsvorlesung des sozialdemokratischen Theologieprofessors Dehn gesprengt. Jeder Appell an die Vernunft, an den Anstand, an die akademische Sitte war vergeblich. Vergeblich war es auch, daß der Rektor der Universität Halle, Professor Aubin, dem die seltene Ehre zuteil wurde, zum zweitenmal Rektor zu sein, bei der Vorlesung anwesend war. Auf dem Grazer Studententag der sogenannten Deutschen Studentenschaft war von der nationalsozialistischen Führung für dieses Semester der verschärfte Kampf gegen Preußen verkündigt worden.

Es hieße den nationalsozialistischen Hetzern zuviel Ehre antun, wollte man auf den „Fall Dehn" nochmals eingehen. Längst widerlegt ist die Lüge von der Beleidigung der Gefallenen durch Dehn. Genau wie seinerzeit in Heidelberg bei Gumbel soll jetzt wieder verhindert werden, daß in die Hochschullehrerschaft auch Republikaner und Sozialisten hineinkommen. Man versucht den Gesinnungsterror, der in einem faschistischen Hitler-Deutschland herrschen würde, vorwegzunehmen. Dehn und Gumbel sind keine Ausnahmefälle. Erinnert sei an die Demonstrationen gegen Professor Nawiaski in München im vorigen Semester und an die Pöbeleien gegen den Rektor der Technischen Hochschule Charlottenburg. Auch an der Universität Berlin hat man sich ja im vorigen Winter nicht gescheut, die Vorlesungen des greisen Professor Herkner zu stören. Jetzt sollte eigentlich jeder Hochschullehrer erkennen, wie die Lehrfreiheit im Dritten Reich aussehen wird. Kürzlich hat sich der „Weimarer Kreis" republikanischer Hochschullehrer konstituiert, der unter Führung von Professor Kahl und Geheimrat Meinecke steht. Diese republikanischen Professoren, die republikanischen Studenten und alle, denen es Ernst mit der Lehrfreiheit an den Hochschulen ist, müssen sich zusammenfinden zu gemeinsamer Abwehr gegen die Krawallstudenten. Der Krach gegen Dehn muß der einzige bleiben. Die überwältigende Mehrheit der Studenten will arbeiten und studieren! Sie wird sich gegen alle die Geltung zu verschaffen wissen, die sie daran zu hindern suchen.

Vom Ministerium und den Hochschulbehörden muß erwartet werden, daß sie die Autorität der Hochschule und des Staates mit allen Mitteln wahren. Es handelt sich bei allen Krawallen nicht um „Empörungsausbrüche der deutschen Jugend". Die „Empörung" ist vorher angekündigt worden, ihr Verlauf wird von der Zentrale der „Deutschen Studentenschaft" und des Nationalsozialistischen Studentenbundes geregelt. Daher muß jede Rücksichtnahme auf die Radaustudenten aufhören. Man schließe jeden, der sich an den Krawallen beteiligt von den Vergünstigungen, wie Stipendien, Darlehen und Gebührenerlaß aus. Die Steuergelder des Volkes sind zu schade, um Hitler-Jünglingen ihr „Studium" zu ermöglichen!

[illegible] wahren Ursachen d. deutschen Wahlausfalls.

Paris, Nov. 1931, III. Teil

Dass die deutsche Justiz mit der Aufgabe bedacht ist, die Hitler- und Stahlhelmorganisationen — einschliesslich der politischen Morde von rechts — zu schützen, ist im II. Teil der Broschüre überzeugend nachgewiesen und wird auch von *Herrn Prof. Dr. Gumbel* in seinem neuesten Werk :

„Verräter verfallen der Feme",

(Malik-Verlag, Berlin 1929) offen ausgesprochen :

„ Die zentrale Ursache der politischen Morde von rechts war das Schutzbedürfnis des Grosskapitals, dessen Herrschaft während kurzer Zeit aussetzte, und auf längere Zeit erschüttert schien. Die psychischen Voraussetzungen für die Anwendung dieser politischen Waffe lieferten Krieg und Inflation, *die Garantie dafür, dass die Methode gefahrlos angewandt werden konnte, bot die deutsche Justiz.*

Der Krieg hat die tief wurzelnde Auffassung von der Heiligkeit des menschlichen Lebens zerstört, den Massenmord zur Selbstverständlichkeit, unbedingten Gehorsam gegenüber der herrschenden Schicht zur Lebensnotwendigkeit werden lassen. Während vieler Jahre hat die nationale Phrase die Vorherrschaft im politischen Leben geführt..... Der Sturz der Monarchie bedrohte deren Anhänger auch in ihrer materiellen Basis. *Die feudale Klasse und die bürgerlichen Grosskapitalisten mussten, wenn auch nur für Stunden, um die Grundlagen ihrer Existenz zittern.* Dass sie, die Herren der Nation, [illegible] des Arbeiters erlebten, schrie nach Rache. (S. 23)

In den Fällen, in denen Mörder angeklagt worden sind, bleiben die Prozesse — hierin besteht eine grosse Tradition, — vollkommen erfolglos. Zwar wird der äussere Vorgang der Tat einigermassen geklärt. Zwar kennt man die Täter, aber entweder können sie entweichen, oder sie werden freigesprochen oder bald nach einer fiktiven Verurteilung aus der Haft entlassen. Die hinter den Mördern stehende Mächte werden überhaupt nicht bekannt oder zum mindesten nicht angeklagt. Schon ihre Namensnennung ist verpönt. Sie gehören nicht zur Sache. Immer haben die Gerichte bei der wichtigsten Aufgabe, die Aufdeckung der Hintergründe, versagt ; immer wieder sind nur die ausführenden Organe angeklagt worden, immer wieder hat eine schützende Hand die Geldgeber und Anstifter gedeckt. Werden aber schon Mitglieder der herrschenden Klasse vor Gericht geschleppt, so werden sie als Zeugen unter Eid vernommen.

Die Nichtbestrafung gehört wesentlich zum System der politischen Morde : kein Nationalist hat jemals einen Staatsmann der Entente, die er doch auch als Feinde des Vaterlandes betrachtete, zu töten versucht. Hier drohte Bestrafung. *Ausserdem hätte eine solche Tat den Rahmen der deutschen politischen Morde, den Klassenkampf des Grosskapitals, überschritten.* (S. 31 — 32)

Nachdem die Justiz diese ihre Aufgabe erfüllt und so die politische Atmosphäre gereinigt hat, treten Exekutive und Legislative in Wirksamkeit und geben den Fememördern, soweit sie wichtig sind, wieder die Freiheit. So sind auch diese Urteile, ebenso wie die Freisprüche, genau so gefällt worden, wie dies politisch für die Herrschaft des Kapitals notwendig war. (Seite 336—337.)

Schlagt sie tot ! Das Kriegsgericht fragt euch nach den Gründen nicht."

---

13. 11. 31

Generalanzeiger f. Dortmund, Dortmund

Professor Gumbel gegenüber Beschimpfungen von Staatswegen schutzlos

Der nationalsozialistische hessische Gerichtsreferendar Otto Vomend aus Gießen hatte bei einer öffentlichen Versammlung der NSDAP. in Ortenberg-Oberhessen am 28. 2. 1931, einem sogenannten „Deutschen Abend", Professor Gumbel eingestandenermaßen wegen dessen pazifistischer Gesinnung als „Schwein" bezeichnet. Auf den Antrag der Republikanischen Beschwerdestelle Berlin ist Vomend von dem Aufsichtsrichter des Amtsgerichts Gießen wegen dieser Aeußerung zur Ordnung gerufen worden.

Unabhängig davon hatte Professor Gumbel rechtzeitig gegen Vomend bei der Staatsanwaltschaft in Gießen Strafantrag wegen Beleidigung gestellt. Die Staatsanwaltschaft hat jedoch die Erhebung der öffentlichen Klage mangels öffentlichen Interesses abgelehnt. Interessant ist nunmehr die Entscheidung, des Generalstaatsanwalts in Darmstadt auf die Beschwerde, die Professor Gumbel sofort eingelegt hatte. Es heißt da u. a.:

„. . . Es liegt aber auch in der Person des Beschwerdeführers kein Grund vor, ihn von amtswegen zu schützen. Die Aeußerung, derentwegen er beleidigt wurde, hat er außerhalb jedes Zusammenhanges mit seiner Dozentenstellung als reiner Politiker getan, und die Beleidigung hat, so schwer sie ihn persönlich und in seiner Eigenschaft als Dozent getroffen haben mag, in der Oeffentlichkeit nicht anstößig gewirkt . . ."

Heidelbg. Volkszeitg. 17.11.31

Die Aussprache.

Gen. Prof. Gumbel: Es gilt für uns zu entscheiden den kommenden Kampf gegen den Faschismus zu organisieren. Deshalb muß die Parole, die Einheitsfront der Arbeiterklasse sein. Er forderte deshalb den Abbau der Kampfesweise der proletarischen Parteien gegeneinander.

Nov. 1931 H. 9/10

Mitteilung.

Im Zusammenhang mit den auf S. 30 u. 46 der „Mitteilungen" d[illegible] laufenden Jahres veröffentlichten beiden Schriftstücken sind noch St[illegible] lungnahmen eingegangen. Nachstehend geben wir auf Wunsch v[illegible] Herrn Prof. Dr. Rothenbücher, München, Abschrift seines Briefe[illegible]

München, den 29. April 1931.
Maria-Theresia-Straße 6.

An den Vorsitzenden
des Verbandes der Deutschen Hochschulen
Herrn Prof. Dr. Tillmann.

Sehr geehrter Herr Kollege!

Mit den Unterzeichnern der Ihnen von Herrn Holde zugegangenen Erklärung bin ich einig in dem Bedauern, daß der Vorstand des Hochschulverbandes nicht mit aller Schärfe das gegen die Grundsätze der akademischen Ordnung und die persönliche Meinungsfreiheit der Hochschullehrer gerichtete Ansinnen der Deutschen Studentenschaft zurückgewiesen hat. Ich bitte, im besonderen auf folgendes hinweisen zu dürfen:

Ich habe vor 3 Jahren auf Ersuchen des Vorstandes des Hochschulverbandes ein in den „Mitteilungen" des Verbandes veröffentlichtes Gutachten erstattet über das dem Hochschullehrer auch außerhalb des Amtes zustehende Recht der Freiheit der Meinungsäußerung der Freiheit der politischen Gesinnung. In diesem Gutachten, das aus Anlaß eines meines Erachtens unzulässigen Eingriffs des Preußischen Unterrichtsministers Becker erging, habe ich darauf hingewiesen, daß dieses Recht der Freiheit der Meinungsäußerung selbstverständlich nicht nur von den Regierungen zu achten ist, sondern ebenso von den Fakultäten und der Studentenschaft.

Wir können als Hochschullehrer dieses Recht mit Nachdruck gegenüber Eingriffen der Regierungen aber nur dann wahren, wenn wir mit der gleichen Entschiedenheit, mit der wir uns gegen Angriffe der Regierungen wehren, Angriffe der Studentenschaften zurückweisen, die gegen einzelne Hochschullehrer aus Anlaß ihrer politischen oder sonstigen Meinungsäußerungen gerichtet werden. Dies ist in den letzten zehn Jahren seitens der akademischen Behörden nicht überall mit vollem Nachdruck geschehen, und ich bedaure, daß der Vorstand des Hochschulverbandes das Schreiben der Deutschen Studentenschaft nicht benutzt hat, um in ganz anderer Weise, als es geschehen ist, der Studentenschaft die notwendige Belehrung über die Rechtsstellung eines Hochschullehrers zuteil werden zu lassen ....

Da ich in dieser grundsätzlichen Frage seinerzeit für das Recht des Hochschullehrers auf Freiheit der Meinungsäußerung und politischen Gesinnung mich eingesetzt habe, halte ich es für meine Pflicht, dies dem Vorstande des Hochschulverbandes vorzutragen.

Mit kollegialer Begrüßung Ihr sehr ergebener

K. Rothenbücher.

•

Herr Professor Lederer, Heidelberg, macht darauf aufmerksam, daß in der Antwort des Vorstandes an die Studentenschaft „eine irreführende Darstellung des Sachverhaltes gegeben sei. Es könnte danach nämlich scheinen, als ob im Jahre 1925 die philosophische Fakultät den Wunsch gehabt hätte, Herrn Dr. Gumbel die venia legendi zu entziehen." Der Vorstand teilt die Ansicht des Herrn Professor Lederer nicht, erklärt aber gern, daß die Fakultät nach dem vorliegenden Gutachten davon abgesehen hat, einen Antrag auf Entziehung der venia zu stellen.

Damit ist die Angelegenheit Gumbel für den Vorstand des Verbandes der Deutschen Hochschulen erledigt.

---

12. NOV. 1931

Dresdner Nachrichten, Dresden
Morgenausgabe

Akademische Sorgen

An den Vorgängen auf der Universität [illegible] sind nicht die Tumulte das Bedeutsamste, die aus dem [illegible] Dehn entstanden sind. Wichtiger ist die allgemeine Erscheinung, daß die Hochschulen unter demselben inneren Zwiespalt leiden wie Deutschland: eine durchgreifende Wandlung in der Studentenschaft hier und im Volke dort wird bekämpft von einer entgegengesetzten Politik von oben. Es sind zwei Geistesrichtungen, die aufeinanderstoßen, die nichts miteinander gemeinsam haben und die sich gegenseitig ausschließen. Von jeher ist es ja das größte Leidwesen der in Preußen offen und im Reich versteckt herrschenden schwarz-roten Koalition, daß es ihr trotz aller Anstrengungen nicht gelungen ist, die akademische Jugend für ihre Ideale zu begeistern. Im Gegenteil, in immer größeren Scharen ist der Nachwuchs ins Lager der nationalen Bewegung abgeschwenkt. Und die Obrigkeit weiß sich nicht besser zu wehren, als mit einer fortgesetzten Politik der Nadelstiche.

Eine besonders beliebte Art der Herausforderung [illegible] steht darin, daß die Kultusbehörde dem Lehrkörper und der Studentenschaft Professoren aufoktroyiert, die sich nicht als hervorragende Wissenschaftler, sondern irgendwie als hemmungslose Pazifisten oder als Schmäher der deutschen Volksehre ausgezeichnet haben. Wenn sich dann die national gesinnte Jugend in leidenschaftlicher Aufwallung ihrer vaterländischen Gefühle gegen solche Zumutungen wehrt, dann greift der Staatsapparat ein, und die Weimaraner stimmen ihr bekanntes Klagelied über die Bedrohung des kostbaren [illegible] handelt es sich gar nicht. Die akademische Lehrfreiheit im wissenschaftlichen Sinne ist unbestritten. Aber sie hat, wie jede Freiheit, ihre Grenzen. Die preußische Regierung hat [illegible] selbst sehr eng gezogen, als sie kürzlich den Frankfurter Professor Kriek maßregelte, weil er bei einer studentischen Feier vom „Dritten Reich", durchaus nicht in parteipolitischem, sondern in [illegible] Sinne gesprochen hatte. [illegible] versucht man, den Studenten Lehrer aufzuzwingen wie Gumbel in Heidelberg, für den die Toten des Weltkrieges „auf dem Felde der Unehre" gefallen sind, wie Nawiasky in München, der den Versailler Vertrag nicht schlimmer findet als den von Brest-Litowsk, und schließlich den Pfarrer Dehn, der die Gedenktafeln für die Gefallenen aus den Kirchen verbannt wissen will, weil [illegible] Soldaten nach seiner Auffassung eine Art besserer [illegible] sind. Wenn auch jetzt in Halle wieder Ruhe eingekehrt [illegible] sein scheint, obwohl die Angelegenheit nicht im Sinne der Studenten geregelt ist, so wäre es doch ein Irrtum, zu glauben, daß sie endgültig erledigt ist. Denn der Fall Dehn ist eigentlich ein Fall des sozialistischen preußischen Kultusministers Grimme, der diesen sonderbaren praktischen Theologen nach seinem Scheitern in Heidelberg einer preußischen Universität unter Mißachtung ihrer Vorschlagsrechte aufgezwungen hat, gerade weil für ihn Volk und Vaterland Ideologien sind, „hinter denen sich 1914 jeder versteckt habe, um die Verantwortung von sich abzuwälzen", und weil er die Kriegsschuldlüge als eine „dumme Phrase" abtut. Dabei kann es nicht bleiben. Die Erledigung [illegible] dieses Falles, der nur einer unter vielen ist, erfolgt erst mit der großen Abrechnung in Preußen, die unaufhaltsam der Entscheidung entgegenreift. Die Kräfte des nationalen Deutschland und die Mächte des herrschenden Systems treten darin zum Kampf auch um die Hochschulen an, und [illegible] Ausgang kann nicht mehr zweifelhaft sein.

In mißlicher Lage befindet sich in diesem Stadium [illegible] Auseinandersetzung der Lehrkörper der Hochschulen. [illegible] ihre Verbeamtung auf dem Wege der Notverordnung [illegible] die Professoren in ihrer freien Stellungnahme stark [illegible] hemmt. Und das Gefühl der Kollegialität hat [illegible] hallensischen Konflikt veranlaßt, den gegen ihren Willen [illegible] Professor gewordenen Pfarrer Dehn gegen die [illegible] lichen Angriffe der Studenten zu decken. So vornehm [illegible] gedacht sein mag, die Folge ist leider eine wachsende [illegible] fremdung zwischen Professorenschaft und Studenten[illegible] Richtiger und für die Zusammenarbeit förderlicher ist [illegible] falls der andere Weg, den der Frankfurter Rektor, [illegible] Dr. Fischer-Wasels, gegangen ist, als er [illegible] Uebergabe seines Amtes an den Nachfolger die [illegible] rechten Namen nannte und den Finger auf die [illegible] legte, an denen das Leben der Hochschulen leidet. [illegible] Folge allerdings, daß über ihn bereits vom [illegible] kratischen Oberpräsidenten „Bericht erstattet" [illegible] als hat man von einem deutschen Rektor [illegible] gehört: das herrschende System angeprangert [illegible] [illegible]

Kladderadatsch, Berlin 3. NOV. 1931
Ausschnitt aus der Nummer vom:

Im juristischen Sinne

Die Liga für Menschenrechte bringt eine Flugschrift aus der Feder des Heidelberger Edelpazifisten Gumbel, in der der „nationalsozialistischen Windjacke" seit 1924 63 Todesopfer durch Mord oder Totschlag angekreidet werden. Von den Kommunisten wird gesagt, daß „Morde im juristischen Sinne bei den Kommunisten überhaupt fehlten." Hierzu läßt sich nur sagen, daß Verstand im juristischen und nicht juristischen Sinne bei gewissen Leuten überhaupt fehlt.

ha.

Von Gumbel zu Dehn.

Im Dezember wird es genau ein Jahr, daß die Nachricht bekannt wurde, Pfarrer D. Günther Dehn aus Berlin sei als Ordinarius für praktische Theologie nach Heidelberg berufen worden. Gleichzeitig mit dieser Nachricht wurden aber auch andere, mit Herrn Pfarrer D. Dehn sehr eng verbundene Dinge bekannt, die ihren Weg durch die Presse sehr rasch nahmen und bald in ganz Deutschland bekannt wurden. Es läßt sich an der Tatsache nichts ändern, daß diese Zeitungsnotizen Herrn Pfarrer D. Dehn nicht gerade in ein für die akademische deutsche Jugend einnehmendes Licht rückten, im Gegenteil, sie entfachten denseben Sturm der Entrüstung, wie kurz zuvor, als der berüchtigte Mann vom „Felde der Unehre" zum Professor an der Universität Heidelberg ernannt wurde. Daß man für beide gerade ausgerechnet Heidelberg vorgesehen hatte, scheint einen Grund darin zu haben, daß der damalige Kultusminister Dr. med. h. c. Adam Remmele zweifellos darauf ausging, in Heidelberg seine Gesinnungs- und Hofgelehrten um sich zu sammeln, um Heidelberg zum Kernpunkt landesverräterischer und deutschhassender Kreise zu machen. Aber ein ganz klein wenig hatte man sich dabei doch verrechnet, man hatte einen Bestandteil der Universität übersehen, nämlich uns Studenten. Zusammen mit dem Großteil der Heidelberger Bevölkerung entfachte sich jener Entrüstungssturm, der mit Windstärke 13 gegen die Mauern unserer ältesten reichsdeutschen Universität, der Ruperto Carola, brauste und weiter seinen Weg nahm nach Süden, gegen Karlsruhe, Freiburg und dann in alle Richtungen über ganz Deutschland. Überall hinterließ er seine Spuren, überall entstanden neue Zentren der Entrüstung. Und wie furchtbar für uns deutsche Studenten ist die Tatsache, daß unser Entrüstungssturm als unbegründet und rebellisch hingestellt wurde. Was aber am schlimmsten ist von diesem allem: ein großer Teil unserer Professoren, auf die wir gehofft haben, verstanden uns nicht. Sie stellten sich hinter jene undeutschen Menschen, hinter Gumbel und Dehn. Und was sehen wir heute?

Aus Halle kam vor einigen Wochen die Nachricht, daß Dehn beim Semesterbeginn seine Vorlesungen auch begonnen habe. Jener Dehn, der über die Toten des Weltkrieges gesagt hat: **„Die Gedenktafeln mit ihren Namen gehörten nicht in die Kirche, weil sie mit der Absicht, zu töten, in den Krieg gezogen seien".**

Jener Dehn, der daraus den Schluß zog: **„Dann könnte man ja jeden Mörder in der Kirche verewigen."**

~~Jener Dehn, der meint: Jeder Christ habe sich im Kriegs~~**falle zu entscheiden, ob er den Kriegsdienst verweigern wolle oder nicht!**

Jener Dehn, der behauptete, **der Wahlspruch „Mit Gott für König und Vaterland!" sei eine Phrase, hinter der sich 1914 jeder versteckt habe, um die Verantwortung von sich zu wälzen.**

Jener Dehn, der, als man ihn wegen der **Kriegsschuldlüge** anredete, folgendes wörtlich sagte: **„Halten Sie doch bloß den Mund mit dieser dummen Phrase!"**

Dieses hat ein deutscher Pfarrer gesprochen. In dieser gemeinen Art hat er die Heldentaten unserer Gefallenen besudelt. Wir werden es ihm nicht vergessen, am allerwenigsten wir Studenten, deren Lehrer dieser „Pfarrer" sein will.

Wundert es uns da, wenn unsere Kommilitonen in Halle, von demselben Geist beseelt wie wir damals in Heidelberg, protestierten und als sie sahen, daß der Protest verlacht wurde, die Zügel immer straffer anzogen? Die Studenten wollten aus Halle ausziehen, wie wir in Heidelberg auch einmal erwogen hatten. Und nur mit Rücksicht auf die Bevölkerung, die die Studenten zum Leben braucht und auf ihr Hiersein angewiesen ist, wurde dieser Plan wieder aufgegeben. Allein diese Drohung hätte genügen müssen, um der Angelegenheit ein Ende zu bereiten. Aber nein!

Da kam es zu den Demonstrationen der Studentenschaft. Sie drangen in den Hörsaal des „Pfarrers" Dehn ein und verlangten seine Entfernung von der Hochschule. Als sich der Rektor der Universität Halle, Prof. Dr. Aubin, noch hinter Dehn stellte, galt auch der Kampf diesem. Man forderte den Rücktritt beider. Der Rektor lehnte den Rücktritt ab. Wir wissen genau warum. Denn eine solche Blamage wäre denn doch etwas zu unerwartet und zu unerträglich gewesen.

Es muß geradezu als einzig dastehend bezeichnet werden, daß der Rektor einer Universität einen Brief der Studentenschaft an ihn als „Unfug" bezeichnet!

Die Studentenschaft wird jedoch bei ihrem Protest bleiben. Sie wird den aufgenommenen Kampf gegen den undeutschen Geist an der deutschen Hochschule fortsetzen. Die Studentenschaft der Universität Halle wird dabei die Sympathien der übrigen akademischen Jugend besitzen.

Als Beweis dafür, daß unsere Kommilitonen in Halle das weitgehendste Vertrauen der übrigen Studentenschaft haben, wurde in Jena eine Kundgebung der Studenten der Universitäten Halle, Leipzig, Jena und der Gewerbehochschule Köthen einberufen, die am Mittwoch, den 11. November, auf dem Marktplatz in Jena stattfand. Aus Halle und Leipzig waren je etwa tausend Studenten eingetroffen. Der Vorsitzende der Jenaer Studentenschaft nahm scharf gegen Prof. **Dehn**-Halle Stellung. Es wurde dann eine Entschließung angenommen, in der es heißt, daß die aus den mitteldeutschen Universitäten versammelten Studenten aus Anlaß des Falles Dehn schärfste Verwahrung gegen Berufung und Beibehaltung von Lehrern einlegen, die sich nicht vorbehaltlos zum Einsatz aller geistigen und körperlichen Kräfte für Volk und Vaterland bekennten. Die Studenten sagten dem immer häufiger gegen selbstverständliche Grundsätze verstoßenden System der Kulturpolitik des sozialdemokratischen Kultusministers **Grimme** schärfsten Kampf an. Sie erhofften, daß die Hochschullehrerschaft sich ganz auf die Seite der Studenten stellen werde.

Freispruch unseres Kommilitonen Karl Doerr.

Das Ende einer Komödie.

Der Name unseres nationalsozialistischen Kommilitonen Karl Doerr, cand. med., ist in der Studentenschaft allgemein bekannt geworden, vor allem seit den sog. „Gumbelkrawallen". Was sollte doch dieser Student Karl Doerr damals alles getan haben! Landesfriedensbruch, Nötigung, Widerstand gegen die Staatsgewalt, Beamtenbeleidigung, öffentlicher Aufruhr und Aufreizung zum Klassenkampf; das stand alles auf der ersten Anklageschrift. Schon bis zur ersten Verhandlung war das alles bis auf „Widerstand" und „Nötigung" zusammengeschmolzen. Alles andere mußte man schon vorher fallen lassen. Trotz den so „sicheren" und „glaubwürdigen" Aussagen der drei jüdischen Studenten Reinhold Cassierer, Theodor Muszkat und Siegfried(!!) David mußte Freispruch erfolgen. Nur „Nötigung" blieb übrig. Karl Doerr sollte einen Juden, nämlich eben Muszkat, etwas „unsanft" angefaßt haben. Deshalb bekam Doerr eine Geldstrafe von 50 RM.

Sowohl die Staatsanwaltschaft wie auch der Verteidiger Doerrs, Rechtsanwalt Rupp-Karlsruhe, legten gegen dieses Urteil Berufung ein. Der einen war es zu mild, dem andern zu hart.

Es kam zur zweiten Verhandlung. Aus Hamburg hatte man extra den jüdischen Zeugen Cassierer wieder kommen lassen. Und nun verwickelten sich die beiden geladenen Zeugen — der andere hieß Mattheis Jolles — in ihren Aussagen in derartige Widersprüche, daß sogar der Vorsitzende der Verhandlung den jüdischen Studenten Cassierer auf den Meineid aufmerksam machen mußte. Schon bei der Zeugenvernehmung war es jedem vernünftig denkenden Menschen klar, daß Karl Doerr völlig gerechtfertigt war. Rechtsanwalt Rupp hob dies in seiner Verteidigungsrede auch hervor und betonte, daß der eigentliche Angeklagte noch immer nicht vor das Gericht gestellt wurde, was aber sicher im kommenden Reich geschehen werde.

Nachdem sich das Gericht zur Beratung zurückgezogen hatte, erfolgte das Urteil:

Freispruch.

Karl Doerr ist ein tapferer Nationalsozialist und war schon im Asta ein eifriger Kämpfer. Zum Dank für seine Offenheit und sein ehrenvolles Auftreten in den Verhandlungen, hat ihn der Nationalsozialistische Deutsche Studentenbund Heidelberg zu seinem Führer in ernster Zeit gewählt.

Ein Heil unserem Doerr!

Ein Nazi-Student.

Studierende Volksgenossen!

Ihr lebt und leidet mit Deutschland. Viel Worte zu machen über den Sumpf, in dem wir kleben, ist zwecklos.

Ein „Arbeiterminister“ jagt die Gebühren von 70 auf 100 Mk.

Der Sozialismus der „Sozialisten“ treibt die deutsche Jugend von den Hochschulen.

Das jüdische Volk zieht in dichten Scharen auf ihre Plätze.

Undeutsche Lehrer werden auf die deutschen Katheder gerufen. **Dehn** und **Gumbel** sind eine freche Entwürdigung für Wissenschaft und Volkstum.

Wir jungen Deutschen sind dem roten System nichts mehr schuldig. Eine neue Front kämpft für ein neues Reich.

Hamburg

Anhalt

Hessen

Es schreit durch deutsches Land.
Es geht um das Recht der Deutschen.

Noch ist es Zeit, Student:
Nationalismus und Sozialismus
Sie reichen dir die Hand
Und du Student, schlag' ein!
Kämpfe im

Nationalsozialistischen Deutschen Studentenbund.

Verantwortlich: Hans Bofinger, Berlin. N 24.

---

20. NOV. 1931
Tempo, Berlin SW 68
Abendausgabe

Gegen den Terror in den Schulen

Das Kultusministerium beschäftigt sich augenblicklich außerordentlich intensiv mit Terrorakten nationalsozialistischer Schüler-Organisationen gegen andersdenkende Schüler. Kultusminister Grimme wird, wie wir hören, energisch gegen solche Terrorakte vorgehen und dafür sorgen, daß der verbotene nationalsozialistische Schülerbund nun auch wirklich verschwindet und nicht im Geheimen weiter fortgedeiht.

In welcher Weise solche Terrorakte verübt werden, wurde gestern auf einer Versammlung des Republikanischen Reichsbundes gegen den Hochschulterror bekannt, an der die preußischen Minister Severing und Grimme, die Staatssekretäre Abegg und Krüger zahlreiche Beamte des Kultusministeriums und Innenministeriums, sowie der Polizeivizepräsident Dr. Weiß teilnahmen. Ueber den Terror an den Hochschulen berichteten Professor Hobohm von der Universität und Professor Möller von der tierärztlichen Hochschule. Sie erinnerten an die Fälle Gumbel, Dehn u. a. und forderten: „Minister werde hart!“

Von mehreren Schülern wurde berichtet, daß einzelne Direktoren es unterlassen hätten, die Schüler vor Terrorakten zu schützen, ja sogar friedlichen Schülern der Rat erteilt worden wäre, sie sollten sich eine andere Schule suchen.

Auf Vorschlag des Vorsitzenden, Ministerialdirektors Dr. Spieker, wurde die Regierung in einer Resolution gebeten, energisch gegen den politischen Terror an den Universitäten und höheren Schulen vorzugehen.

T VOM: Heft 10/31
Neue Generation
Bln.-Nicolassee

Mit Recht hat Dr. Gumbel in seiner Schrift über Rußland nach seinem halbjährigen Aufenthalt darauf hingewiesen, die größte Revolution in Rußland bestehe darin, daß dort Besitz von Geld nicht mehr eine Auszeichnung, sondern eher eine Fragwürdigkeit sei. In der Tat, die Tatsache, daß die Angehörigen der regierenden Partei drüben sich mit einem bescheidenen Solde von 250 Rubel etwa und diesem angemessenen Wohnungen begnügen, während hier immer noch trotz aller Not der Zeit Spitzengehälter oder Rieseneinkommen von Hunderttausenden an die „Wirtschaftsführer“ oder sonstige Vertreter der herrschenden Klasse ausgezahlt werden dürfen, bedeutet ein ungeheures moralisches Plus zugunsten des verpönten „Bolschewismus“, dem soeben unser Reichsinnen- und Reichswehrminister Groener einen vernichtenden Kampf angesagt hat.

Ist man wirklich an maßgebenden Stellen von allen guten Geistern der Menschenkenntnis und wirksamen Menschenbehandlung noch so verlassen, sich nicht zu sagen, daß Maschinengewehre am Ende doch nicht alles vermögen, so wenig man ihre hemmenden und zerstörenden Wirkungen unterschätzen mag?? Wenn die Gesellschaftsordnung, die Wirtschaftsordnung Westeuropas sich in dieser ungeheuren Weltkrise durchsetzen soll, dann muß sie zweierlei lernen. Sie muß auch ein positives Ziel, einen schöpferischen Plan formen, und sie muß zweitens nicht nur mit der harten Faust, mit Maschinengewehren vorgehen („mit dem Belagerungszustand kann bekanntlich jeder Esel regieren“).

Sondern sie muß ein wenig tiefer in die Psyche der Menschen hinabsteigen und die positiven lebenbejahenden Kräfte wach zu machen bemüht sein. Und bei diesen Versuchen könnte sie sogar von dem verhaßten „bolschewistischen“ Rußland manches lernen.

25. NOV. 1931

Süddeutsche Zeitung, Stuttgart

Jo

Streiflichter

Bekanntlich gibt es in Berlin eine Sorte von „deutschen" Literaten, die sich anmaßen, das deutsche Schrifttum zu vertreten. Diese Herren versuchen aber, nicht nur alles echte deutsche Kulturgut herabzuziehen, sie zersetzen auch die eigene Organisation, der sie angehören. Der Hauptvorstand des Schutzverbands deutscher Schriftsteller ist in großer Not gegen die kommunistischen Herrschaftsbestrebungen innerhalb der Berliner Ortsgruppe. Die er rief, die Geister, wird er nun nicht los. Er hat zunächst 18 Mitglieder ausgeschlossen. Die „Rote Fahne" erklärte darauf am 23. Oktober, daß dieser Ausschluß der Opposition tatsächlich die Spaltung des Verbandes bedeute. Ein großer Teil der Mitglieder hat sich dementsprechend mit den Ausgeschlossenen solidarisch erklärt. Die Solidaritätserklärung ist u. a. unterzeichnet von Toller, Mehring, Plivier, Gläser, Stenbock-Fermor, August Wittvogel, Herbert Ihering, Alfred Kerr, Arthur Holitscher, Kurt Tucholsky, Erich Kaestner, Kurt Hiller, Gumbel, George Groß, Kurt Kersten, Leonhard Frank, Stephan Großmann usw. Am 26. Oktober veranstaltete die Opposition eine Versammlung, an der ungefähr 400 Mitglieder (von 900 in Berlin und 2500 im Reich) teilnahmen und in der sich vor allem Erich Mühsam als Sprecher der Opposition gegen den Vorsitzenden der Berliner Ortsgruppe, Jakob Schaffner, wandte. Schon einige Tage vorher hatte Roda Roda im demokratischen Berliner Tageblatt, das sich auch hier wieder einmal mit besonderem Eifer zum Sprachrohr kulturbolschewistischer Bestrebungen machte, darauf hingewiesen, daß der Kern der Opposition aus ungefähr 60 kommunistischen Schriftstellern bestände. Von ihnen abgesehen handle es sich um „nicht organisierbare Individualisten hundertfältiger Richtung, zusammengehalten durch Unzufriedenheit mit der wirtschaftlichen Lage".

Das sind die Leute, die auch heute noch in einem großen Teil der Berliner Presse, die sich „bürgerlich" und „demokratisch" nennt, als Kritiker für Kunst und Literatur über wirkliche deutsche Denker und Künstler zu Gericht zu sitzen wagen. Wer nicht einen klaren Trennungsstrich gegen diese Elemente zieht, trägt selbst die Mitschuld an dem erschreckenden Tiefstand gerade des hauptstädtischen Geisteslebens. Das deutsche Volk aber wird sich die Leute merken, die auch vor seinen besten Gütern nicht Halt gemacht haben. Typischerweise wendet sich die „Frankfurter Zeitung" heute in einem redaktionellen Nachwort zu Zuschriften der verschiedenen Gruppen des Verbandes „angesichts der höchstinhaltlichen Auseinandersetzungen" gegen das Neutralitätsprinzip des Verbandes und fordert eine klare Kampfstellung. Die Presse der großstädtischen Demokratie zeigt sich wieder einmal — nur schlecht verschleiert — als bester Bundesgenosse kulturbolschewistischer Bestrebungen.

Volksztg. Hdbg. 27.11.31

Partei-Veranstaltungen der S.P.D.

Handschuhsheim. Samstag, 28. Nov., abends 8 Uhr im „Grünen Hof": Mitglieder-Versammlung. Thema: „Wirtschaftsorganisation in Rußland". Referent: Prof. Gumbel. Zahlreiches und pünktliches Erscheinen wird erwartet.

Volkszeitg. Heidelbg. 1.12.31

SPD.-Handschuhsheim. Am Samstag, den 28. Nov. d. J. hielt Gen. Prof. Gumbel in einer gutbesuchten Mitgliederversammlung im Saale des „Grünen Hof" einen sehr interessanten Vortrag über die Wirtschaftsorganisation in Rußland. Auch hier soll in Kürze darüber berichtet werden: Wer über Rußland etwas sagen, oder die Verhältnisse beurteilen will, muß immer in Betracht ziehen, daß das Land 40 Mal so groß wie Deutschland und doppelt so groß wie Europa ist. Es gibt Gebiete, die größer sind als Deutschland, in denen man auch jetzt noch nach einem Menschen suchen muß, der lesen und schreiben kann. Auch sind oft noch wahrhaft vorsintflutliche Einrichtungen anzutreffen, mit denen die Bewohner arbeiten, um ihren Lebensunterhalt zu verdienen. Auch bei der Lohnkritik ist die Situation des Landes zu berücksichtigen. Der russische Arbeiter zieht den Vergleich zwischen früher und jetzt und setzt seine Hoffnungen auf die Zukunft. Rußland hat seit der Revolution 3 große Epochen hinter sich. Die ersten Jahre galten dem Kampf um die Macht. Die Bauern verließen die Armee und gingen nach Hause, hängten ihre Großgrundbesitzer auf und nahmen ihr Land in Besitz; das war eine staatspolitische Klugheit. Dann kam ein ungeheurer Aufschwung, der aber einen kapitalistischen Einschlag hatte (Zuziehung kapital. Personen, Beziehungen mit dem Auslande). Im Anschluß folgte die Periode des Fünfjahresplans (Planwirtschaft). Damit sollten die ersten Anzeichen einer Sozialisierung gezeigt werden. Die Form der Wirtschaft ist eine staatspolitische. Nur die großen Produktionsmittel (Fabriken, Maschinen, Großgrundbesitz) wurden enteignet und der Sozialisierung unterworfen. Das Kleingewerbe besteht zum größten Teil weiter, soweit nicht Konsumvereine eingerichtet sind. Der Fünfjahresplan legt alle Einzelheiten der Wirtschaft fest; die Betriebe haben die zugewiesenen Aufgaben zu erfüllen, wobei die Arbeiter in den meisten Betrieben oft rücksichtslos behandelt und nieder bezahlt werden, besonders in solchen Betrieben, die schlecht rentieren. Das Land soll vom Agrarstaat ein Industriestaat werden; daraus erklärt sich auch, daß Rußland jetzt keine Arbeitslosen hat. Der russische Arbeiter, der meist nicht qualifiziert ist, braucht immer Aufsicht und Kontrolle; er hat ein hartes Leben, aber glaubt an seine Zukunft. Doch es werden ihm auch Versprechungen gemacht, die oft nicht gehalten werden können. Die Bauern werden gezwungen, in die Genossenschaften einzutreten; denn man will ihre Grundstücke in die Betriebe miteinbeziehen, um mit dem Traktor arbeiten zu können. Das alles sind Teile, die unzertrennbar mit der Einleitung der Sozialisierung in Rußland zusammenhängen. Aber, es ist das traurige Schicksal, daß die Sozialisierung in einem Lande begonnen wurde, das nach seiner Struktur am wenigsten dazu geeignet ist. Wenn auch wir in Deutschland in der Lage wären, die Sozialisierung einzuleiten und durchzuführen, so könnten wir damit sicher viel größere Erfolge erzielen; wir könnten eine Planwirtschaft viel reibungsloser einführen; doch der russische Weg zur Macht wird in Deutschland zu verneinen sein. — Gen. Prof. Gumbel hat sich in seinem Vortrag als ein guter Kenner der russischen Verhältnisse erwiesen und erntete für seine Ausführungen Beifall und Dank. — Im Schlußwort beantwortete der Referent einige in der Diskussion aufgeworfenen Fragen, worauf der Vorsitzende, Gen. Brückner, die Versammlung schließen konnte. G.H.

AUSSCHNITT VOM: 26. NOV. 1931

Berliner Volkszeitung, Berlin
Abendausgabe

„Welsche Meuchelei"

Provinzialschulkollegium missbilligt

Im Juni fand im Lyzeum in Berlin-Her..., wie wir berichteten, eine eigenartige Stein-Feier statt, die durch den Unterricht entsprechend vorbereitet war. Es wurde ein nationalsozialistisches ... gesungen, außerdem hatte ein Studienassessor den Kindern folgenden Vers zum Le... aufgegeben:

„Laß den Welschen Meuchelei,
Du sei redlich, fromm und frei!
Laß den Welschen Sklavenzier,
Schlichte Treue sei mit dir!"

Von dem Matrosenmord in der Französischen Straße und von der Mechterstädter Heuchelei hat, um nur die grauenvollsten Bluttaten nach Beendigung des Krieges, begangen an deutschen Volksgenossen, zu nennen, der Herr Studienassessor anscheinend nichts gehört. Vielleicht liest er einmal das Grumbachsche Buch „Vier Jahre politischer Mord". In jedem Falle hat er sich eines Verstoßes gegen Artikel 148 der Reichsverfassung (Unterricht im Geiste der Völkerversöhnung) schuldig gemacht, und wegen dieses Verstoßes wurde die Republikanische Beschwerdestelle Berlin bei dem Provinzialschulkollegium vorstellig und bekam nunmehr von dem Vizepräsidenten König dieser Behörde einen Bescheid, in dem es heißt: „Wir haben den Assessor zu größerer Aufmerksamkeit ermahnt und der Direktion mitgeteilt, daß wir die Wahl der ersten Strophe für den Chorgesang nicht billigen."

25. NOV. 1931

Völkischer Beobachter, München

Der Wille der nationalsozialistischen Studentenschaft:

Gumbel, Dehn, Nawiasky müssen verschwinden!

Deutsche Volksehre gegen undeutsche Volksbeschimpfer

Es gab eine Zeit, da waren in der großen Öffentlichkeit zum Ruhm der deutschen Hochschulen die Professoren die bekanntesten, die dem deutschen Volke und der ganzen Welt durch ihre Arbeit, durch ihre Forschungen und Erfindungen große Dienste leisteten. Da wurde in der gesamten Presse deshalb über die deutschen Universitäten geschrieben, weil berühmte deutsche Forscher und Gelehrte durch unermüdliches Schaffen und gewaltige Leistungen dem deutschen Namen in der Welt höchstes Ansehen und größte Bewunderung errangen.

Es gab eine Zeit ..., heute ist das alles anders geworden. Heute ist die Ursache dafür, daß sich die Presse — wie damals — immer wieder mit den deutschen Hochschulen und ihren akademischen Lehrern beschäftigt, eine ganz andere. Es ist ein anderer Ruhm, den unsere Universitäten heute genießen, und es sind andere Namen, die ihnen zu diesem „Ruhm" verholfen haben. Während früher die Zeitungen mit Stolz und Freude berichten konnten von großen Leistungen, sind ihre Spalten heute angefüllt mit Berichten und Aufsätzen über Universitätsskandale, hervorgerufen durch die Gumbel, Dehn, Nawiasky.

Diese drei Namen allein genügen, um die ganze Entwicklung der deutschen Hochschulen im letzten Jahrzehnt zu kennzeichnen. **Die Tatsache, daß diese drei „vorbildlichen Lehrer" deutscher Jugend noch immer ihr Amt ausüben dürfen, obwohl die Studentenschaft, soweit sie deutsch ist, alle drei mit Entschiedenheit ablehnt, ist bezeichnend für den Kurs, der heute an höchsten Stellen in Deutschland gesteuert wird.**

Ein Mann wie Gumbel, der den Ausspruch tat, die deutschen Frontsoldaten — die für uns alle, auch für Herrn Gumbel, der sie jetzt schmäht, ihr Leben gegeben haben — seien auf dem „Felde der Unehre" gefallen, ein Mann, der die Frechheit besitzt, das Blutopfer von Millionen zu schänden, ein solcher Mann als Lehrer der Jugend wäre dort, wo die Ehre der Nation heilig gehalten wird, eine Unmöglichkeit. — Obwohl die Studentenschaft der Universität Heidelberg, die die Ehre hat, diesen Herrn zu ihren Dozenten zählen zu dürfen, in wiederholten Protestkundgebungen die Amtsenthebung Gumbels verlangt hat, obwohl die Studentenschaften Südwestdeutschlands, der Technischen Hochschulen Darmstadt, Karlsruhe und Stuttgart, der Handelshochschule Mannheim und der Universitäten Freiburg, Gießen, Heidelberg und Tübingen auf ihrem Kreistag in Heidelberg im Juli 1931 in einer gemeinsamen Erklärung „vor aller Öffentlichkeit mit Entschiedenheit eine umgehende Klärung und die Entfernung des Herrn Gumbel aus dem Lehrkörper der Universität Heidelberg" forderten, obwohl die Gesamtorganisation der deutschen Studenten, die „Deutsche Studentenschaft", sich dieser Forderung anschloß, wird Herr Gumbel noch heute für würdig und geeignet erachtet, an einer deutschen Universität deutschen Studenten Vorlesungen zu halten. Die sogenannte „Sozialistische Studentenschaft" — das ist ebenso bezeichnend für Herrn Gumbel wie für diese rote Studentenorganisation — hat sich natürlich für den Besudler des deutschen Frontopfers eingesetzt. Der offene Brief, den sie an Gumbel richtete, und in dem es heißt: „Wir sehen in Ihnen den tapferen Menschen, der in schwerster Zeit seine Stimme gegen die Kulturschande des Krieges erhob", offenbart die Gesinnung dieser Gumbelgenossen, die ihres „tapferen" Meisters würdig sind.

Was Gumbel für Heidelberg, das ist für Halle der pazifistische Pfarrer Dehn, dessen Berufung an die Hallesche Universität von der roten Preußenregierung erzwungen wurde. Dieser Dehn hat sich nicht geschämt, in einem zu Magdeburg gehaltenen Vortrag und in der anschließenden Aussprache die Meinung zu äußern, daß die Gedenktafeln mit den Namen der Gefallenen des Weltkrieges nicht in die Kirche gehörten, weil diese Männer in den Krieg gezogen seien mit der Absicht, zu töten. Und dann könne man ja jeden Mörder in der Kirche verewigen. — Dieser Mann, der sich durch nichts von Gumbel unterscheidet, dieser „tüchtige" Pfarrer, nach dessen Ansicht „jeder Christ im Kriegsfall zu entscheiden hat, ob er den Kriegsdienst verweigern will oder nicht" ist in Rot-Preußen natürlich gerade geeignet, auf die jungen Theologen losgelassen zu werden. Die deutschbewußte Studentenschaft hat aber auch in Halle gezeigt, daß sie andere Ansichten über Ehre und Würde der Nation und der deutschen Hochschulen hat. Wenn einmal das neue Deutschland sein Urteil sprechen wird, dann haben Professoren wie Gumbel und Dehn an deutschen Hochschulen nichts mehr zu suchen!

Auch Herr Professor Nawiasky in München wird vor diesem Urteil nicht bestehen. Wer — wie es dieser halbjüdische „Völkerrechtslehrer" fertigbringt — sein Lehramt dazu mißbraucht, zu erklären, daß Deutschland kein Recht habe, sich über den Versailler „Vertrag" zu beschweren, da es beim Friedensschluß in Brest-Litowsk selbst nicht anders gehandelt habe als in Versailles der Feind, der gehört nicht auf den Lehrstuhl einer deutschen Universität. Der „Fachmann" Nawiasky, der doch die beiden Friedensverträge als Völkerrechtslehrer sehr genau kennen muß, wird schon seinen Grund dafür gehabt haben, weshalb er seinen Hörern derart merkwürdige „Vergleiche" bietet. Jeder, der sich etwas mit der Geschichte des Weltkrieges befaßt hat, weiß, daß durch den Frieden von Brest-Litowsk Rußland keine seiner nationalrussischen Bürger verlor, während in Versailles rein deutsche Gebiete vom Mutterland abgetrennt wurden, weiß, daß in Brest-Litowsk Deutschland auf jede Wiedergutmachung seiner in Ostpreußen erlittenen Kriegsschäden verzichtete und nur zur Tilgung der von den Russen deutschen Privatpersonen zugefügten Schäden eine Gesamtsumme von 9 Milliarden Rubel verlangte, während auf Grund des Schanddiktates von Versailles Deutschland sämtliche Schäden, die durch die beiderseitige Kriegführung entstanden, ersetzen muß und durch die im Youngplan neu festgelegten „Reparations"-zahlungen die deutsche Jugend auf Generationen hinaus versklavt ist. Der weiß auch, daß, während durch Versailles Deutschland vollkommen entrechtet und sein Heer auf die lächerliche Zahl von 100000 Mann vermindert wurde, von Rußland in Brest-Litowsk keinerlei Wehreinschränkung verlangt und das russische Volk auf keine Weise in seiner politischen oder wirtschaftlichen Souveränität gehemmt wurde. Solche grundlegenden Unterschiede kümmern natürlich einen Nawiasky nicht, der sieht da überall „Parallelen". — **Wir aber erkennen die Schädlinge in unserm Volk, auch wenn sie auf dem Lehrstuhl einer Hochschule sitzen. Und wir werden einmal dafür sorgen, daß diese Schädlinge wirklich deutschen Hochschullehrern Platz machen.**

Gumbel — Dehn — Nawiasky: eine große Linie, die durch unser ganzes heutiges Hochschulleben geht und den offenkundigen Niedergang unserer Hochschulen kennzeichnet.

Gumbel — Dehn — Nawiasky: die Exponenten einer Geistesrichtung, die überall in Deutschland sich breit macht, und die uns feindlich und zu tiefst fremd ist.

Gumbel — Dehn — Nawiasky: Erst wenn die nationalsozialistische Bewegung Adolf Hitlers siegreich über diese Geistesrichtung und ihre Exponenten hinwegstürmend ein neues Deutschland gebaut haben wird, den Staat des schaffenden deutschen Menschen, erst dann werden auch unsere Universitäten wieder wahrhaft Deutsche Hochschulen sein.

Dem gilt unser Kampf! Quax.

Dr. Goebbels

spricht am 25. November 1931

in Erlangen

AUSSCHNITT VOM: 5.12.31
Die Menschenrechte
Berlin

seid ... Geiste des Friedens und der Menschenliebe, das ist wahre Religion!

Wieder naht das Weihnachtsfest, das Fest des Friedens. Die Schaufenster der Spielwarengeschäfte sind der Wallfahrtsort der Kinder. Was werden da nicht alles für Wünsche laut? Verschiedene Schaufenster habe ich mir angesehen. Soll man es für möglich halten, daß nach ...

...enmorden ... ausgestellt ... vor solch ... Frau sich einem kleinen Jungen naht. „Da, Mutter, den Säbel will ich haben." — — „Jawohl, mein Kind, Christkindchen wird ihn dir bringen." — — — — Christkindchen bringen? Und da redet man von

Friede auf Erden
Und den Menschen ein Wohlgefallen?

Kurt Süselbeck.

Aus der Liga

Bericht über die Sitzung des politischen Beirats am Sonntag, den 1. November 1931

Thema: Die wirtschaftspolitische Situation.
Referent: Professor Alfons Goldschmidt.
Vorsitzender: Dr. Robert Kuczynski.

In Anwesenheit von nahezu 20 Mitgliedern des politischen Beirates und des Vorstandes hielt Professor Alfons Goldschmidt ein tiefschürfendes Referat über die wirtschaftspolitiche Situation. Die politische Krise hänge mit der wirtschaftlichen eng zusammen. Wolle man die augenblickliche Wirtschaftsverfassung analysieren, so müsse man bis zu dem Datum der Bewilligung der ersten Kriegsanleihe zurückgehen. Hier hat die Inflation begonnen. Goldschmidt bewies, wie schon im Kriege die Parole der Autarkie eine entscheidende Rolle spielte und wie man später durch die „Stabilisierung" eine Scheinentschuldung herbeiführte. Immer hat man versäumt, den Substanzverlust zu beachten, der durch alle diese Maßnahmen entstanden ist. Heute liegt die Wirtschaft vollkommen darnieder. Im Ruhrgebiet arbeiten die Hochöfen im Verhältnis 6 : 1. Die Bergwerke sind zum großen Teil stillgelegt. In Städten, wie Duisburg und Essen ist jeder Zweite Wohlfahrtsempfänger. Im Rahmen der Auslandsverschuldung in Höhe von 30 Milliarden Mark spielt die Reparationslast eine nur geringe Rolle. Es bedeutet eine Verschleierung, wenn die augenblickliche Krise auf die Reparationslast zurückgeführt wird. Die Wirtschaftssubstanz kommt immer mehr außer Funktion. Keins der kapitalistischen Mittel kann helfen. Zur Frage der Inflation stellt Goldschmidt fest, daß eine Gruppe der Schwerindustrie eine Inflation nach englischem Muster wünscht, und daß die verschiedenen Vorschläge der Nationalsozialisten, die mit diversen Geldtheorien arbeiten, ebenfalls auf eine Inflation abzielen. Die Ideologie des Faschismus hat sich, angesichts der vollkommen zerrütteten Wirtschaft, großer Volksmassen bemächtigt, jedoch ist ein faschistischer Putsch unwahrscheinlich, vielmehr haben wir es hier mit einem kalten Faschismus zu tun.

Diskussion:

Professor Gumbel legt dar, daß wir in den Faschismus hineinwachsen. Nachdem

EINZELPREIS 30 PF.
ÖSTERREICH 45 GROSCHEN

1. JAHRGANG / FOLGE 27 / 9. DEZEMBER 1931

DIE BRENNESSEL

VERLAG FRZ. EHER NACHF. GMBH. MÜNCHEN 2 NO

Hochschulpolitik

Albert Reich

„Ja, junger Freund, das ist eben der Unterschied — in Frankreich schicken sie die Gumbels nach Cayenne, bei uns auf die Hochschulkatheder"

An den badischen Hochschulen kennt man ja die „praktisch soziale Betätigung, der die Plattfußindianer unter dem kleinen Häuflein demokratischer Studenten in ihrer Freizeit obliegen, aus eigener Anschauung. Wir räumen auch gerne ein, daß das „Taten ohne Programm“ sind. Daß diese Jammergestalten im übrigen von „unforschen Meinungen“ und „unjunger Weisheit“ erfüllt sind, ist auch erstaunlich genau beobachtet!!

Aber „Politik gehört nicht auf die Universität“??! — Im Ernst? — Solange die Gumbels mit ihrer politischen Meinung nicht auf energischen Widerstand stießen, hörte man diese Anschauung nicht aus jüdischem Mund. Heute aber möchte Juda die Universitäten entpolitisieren!

Wenn wir die Absicht hätten, es beim bisherigen System zu belassen, dann brauchten wir an der Universität keine Politik! Dann könnten auch fürderhin z. B. jüdische Aerzte Finanzminister und Transportarbeiter Kultusminister auch dann werden, wenn sie vorher durch nichts ihre politische Begabung verraten haben. (Wir betonen ausdrücklich, daß wir damit nur hypothetische Beispiele nennen wollten!) Durch Schaden klug geworden, fordert heute die Nation aber gebieterisch gründliche Sachkenntnis von ihren Führern und die Massen wenden sich ab von denen, die sich nicht bewiesen haben.

Diese Sachkenntnis zu ermitteln, ist mit Sache der Universität. Mit ihr aber nicht den Gumbel'schen Ungeist in die Herzen der Jugend einzuflößen, sondern den Geist der Achtung vor dem eigenen Volk, wird zwar allen jüdischen Dozenten nicht gelingen; aber kein Mensch wird es auch von ihnen verlangen! Sie werden immer entbehrlicher werden, die Gumbels und ihre jüdischen Anbeter und ein kommender Staat wird ihnen gerne Zeit und Gelegenheit geben, ihre Anschauungen über das Feld der Unehre privatissime zu vertiefen!

Eine Bemerkung zu den Zweifeln des kleinen Cohn „an dem Wert der Republik“ zu machen, versagen wir uns aus naheliegenden Gründen. Wir zweifeln nämlich, ob wir es uns ungestraft erlauben dürften, da ein wenig mitzuzweifeln. Wir wollen deshalb Herrn Cohn nur noch seine plötzliche Anwandlung von Wahrhaftigkeit bestätigen, die ihn veranlaßte, den „Kampf“ der demokratischen Schleimer und der „unjungen“ Pazifistenbrut gegen den Geist der erwachenden Nation selbst in Gänsefüßchen zu setzen. Es kommt da ganz unbewußt eine Einsicht zu Tage, die recht nahe an die „tieferen Gründe“ heranführt, nach denen der kleine Cohn sucht. Sagen wir statt „unforsche Meinung“ schlicht und einfach Feigheit und statt „unjunge Weisheit“ hoffnungslose Vertrottelung, dann haben wir die tieferen Gründe für die Aussichtslosigkeit des „Kampfes“ der Demokraten gegen das junge Deutschland.

Sprechen wir deutsch! Es klingt vielleicht rauher, es ist dafür aber auch überzeugender!!

—Dst.—

25 DEZ 1931

Berlin am Morgen, Berlin

Justiz oder Gerechtigkeit?

55 Gumbel

Eine Rundfrage von „Berlin am Morgen“

Wehe dem Menschen, der in die Maschinerie des Justizapparats hineinzugeraten das Unglück hat. Er wird zermalmt. Jeden kann es treffen. Den Beweis dafür hat der Heidelberger Universitätsprofessor Gumbel angetreten, als er in die Irrgärten behördlicher Statistiken herabstieg und feststellte, daß in einem einzigen Jahr in Deutschland gegen mehr als 2½ Millionen Menschen Strafverfahren eingeleitet wurden. Immer krasser widerspricht die Justiz dem Gerechtigkeitsgefühl der Völker, immer deutlicher offenbart sich ihr Charakter als Klassenjustiz. Wir haben an eine Reihe bekannter Strafverteidiger die Rundfrage gerichtet: „Justiz oder Gerechtigkeit?“ Wir wissen, daß es keine Gerechtigkeit im Klassenstaat gibt — aber wir wollen an Beispielen aus der Praxis die Justizmaschine an der Arbeit sehen.

Deutsche Zeitung, Berlin
Abendausgabe
Ausschnitt aus der Nummer vom: 12. DEZ. 1931

Preußens Disziplinargesetz für die Studenten

Von
Gerhard Krüger
Vorsitzer der Deutschen Studentenschaft

Der Preußische Staatsrat hat den Entwurf eines neuen Disziplinargesetzes für die Hochschulen verabschiedet. Um von vornherein kein falsches Bild über den Gesetzentwurf entstehen zu lassen, wurde dieser Tage gleich zu Beginn der an die Presse geleiteten Mitteilung des „Amtlichen Preußischen Pressedienstes" betont, daß zu seiner Formulierung mit den Rektoren sämtlicher preußischer Hochschulen sowie mit dem Vorsitzenden des Hochschulverbandes Fühlung genommen, und daß er von den genannten Stellen gutgeheißen wurde.

Es mußte auffallen, daß das Preußische Kultusministerium im Gegensatz zu seinen sonstigen Maßnahmen auf diese Feststellung so großen Wert legte, sich dann aber äußerst vorsichtig über den Inhalt des neuen Gesetzes ausschwieg oder über ihn nur andeutungsweise hinwegglitt. Die wenigen Bemerkungen zur Sache versuchten klarzumachen, wie veraltet und von den Zeitverhältnissen überholt das bisherige Gesetz sei. An Hand der überalteten Karzerstrafe wurde gesagt, daß die alte Disziplinarordnung doch ein wenig zu schülerhaft gehalten sei; erst der neue Entwurf werde der Würde eines wahlberechtigten jungen Staatsbürgers gerecht. Die Linkspresse setzte die Meldungen auch befehlsmäßig unter die Ueberschrift „Das Ende des Karzers", um so zu verharmlosen.

Wer aber hinter diesen schönen Worten den wahren Inhalt des Entwurfs sucht, wird überrascht sein, daß sich gegen diesen Gesetzesvorschlag nicht schärfere Widerstände gerade von Seiten der Hochschulrektoren geltend gemacht haben. Liegt doch diese Gesetzesänderung ganz auf der Linie des systematischen Kampfes, den das Preußische Kultusministerium seit Jahren gegen die Autonomie der Hochschulen und damit auch gegen die Hochschullehrerschaft führt. Wenn wirklich die preußischen Rektoren und der Verband der Hochschulen so vorbehaltlos dem Entwurf zugestimmt haben, so kann dies nur geschehen sein, weil sie sich über die Tragweite der Aenderungen täuschten, und daß sie durch die schönen Worte, das Gesetz sei dazu da, „die Lehr- und Lernfreiheit zu schützen" vertrauensselig gemacht worden sind.

Das neue Gesetz bietet die Handhabe, die „Lehrfreiheit", wie das Preußische Kultusministerium sie versteht, zu schützen, d. h. die Lehrfreiheit der Theodor Lessing, Gumbel, Dehn und aller jener Leute, die der Dozenten- und Studentenschaft gegen ihren Willen als Kollegen oder Lehrer aufgezwungen worden sind. Jeder Student, der sich gegen solche Leute, gleichviel in welcher Form wendet, vergeht sich gegen die Lehrfreiheit der Gumbel, Dehn und gegen die Lernfreiheit jener wenigen, die deren Anschauungen billigen.

Die neue Disziplinarordnung soll, das geht eindeutig aus der Verschärfung der Disziplinarmittel hervor, von den „Exponenten" des Marxismus als politisches Kampfmittel benutzt werden. War bisher der Ausschluß vom Hochschulstudium nur bei einer rechtskräftigen Verurteilung wegen einer strafbaren Handlung, wenn diese einer ehrlosen Gesinnung entsprang, möglich, so bedarf es nunmehr für eine Relegation keines solchen erschwerenden Umstandes mehr. Die Strafe einer Entfernung von Hochschulen kann also jeden treffen, „der die Lehr- und Lernfreiheit" (wenigstens was Herr Grimme darunter versteht) behindert.

Aber nicht nur die Studenten sind von dem neuen Gesetz betroffen, sondern ebenso sehr die Hochschulrektoren. Bisher war es ganz in der Hand der Universitätsbehörden, ob ein Disziplinarverfahren eröffnet wurde oder nicht. Jedoch scheint es sich erwiesen zu haben, daß Rektoren und Universitätsrichter mit ihren Maßnahmen nicht mehr das (politische?) Vertrauen des Ministers besitzen. Deshalb behält sich dieser nunmehr vor, seinerseits die Einleitung eines Disziplinarverfahrens anzuordnen. Aus der Stellungnahme der Linkspresse ist eindeutig zu ersehen, daß auch diese Neuerung einzig und allein politische Gründe hat.

Bisher besaß das [illegible] das Vertrauen des Ministeriums, daß es in dringenden Fällen unter Zustimmung des Senats einstweilige Anordnungen auf Aenderung der Disziplinarvorschriften erlassen konnte, und der Senat erließ selbständig Vorschriften zur Aufrechterhaltung der Ordnung in der Hochschule. Im neuen Entwurf fehlen diese Rechte des Senats und des Kuratoriums ganz. Minister Grimme hat der Hochschullehrerschaft das Vertrauen entzogen.

Wir fragen nun doch: Billigen die Rektoren, billigt der Verband der Hochschulen diese Bestimmungen des neuen Gesetzes? Billigt die Dozentenschaft, daß die Disziplinargewalt aus ihren Händen mehr und mehr genommen und unter stärksten Einfluß der politischen Instanzen, des Ministeriums und des Landtages, gestellt wird.

Wir fragen: Will die Dozentenschaft, wollen die preußischen Rektoren, will der Verband der Hochschulen weiterhin zusehen, wie die Hochschulautonomie zur bloßen Farce wird? Wir erinnern nur an die neuen Wege, die man in Preußen bei der Berufung von Dozenten einschlägt.

Wir fragen: Wollen die Hochschullehrer weiterhin den Kampf um die Freiheit der Hochschule einzig und allein den Studentenschaften überlassen?

Wir fragen: Wo bleibt der Widerspruch der Hochschullehrer gegen dieses ihnen vom preußischen Kultusministerium deutlich ausgesprochene Mißtrauen. Oder will man abwarten, bis es wieder einmal zu spät ist?

Berliner Tageblatt
MORGEN-AUSGABE
Ausschnitt aus der Nummer vom: 13. DEZ. 1931

Jugend in Front.

Von **HANNS H. KOLMAR**

Drei Romane junger Menschen: Michl Meisner: „Burschen in Sonne und Wind" (Drei-Masken-Verlag), Wolf Justin Hartmann: „Fäuste! Hirne! Herzen!" (Albert Langen) und Ernst Erich Noth: „Die Mietskaserne" (Societäts-Verlag, Frankfurt a. Main). Drei junge Autoren; zwei Erstlingswerke (von Meisner ist schon ein Roman „Heringsbärtchen" erschienen). Sie packen das Problem „Jugend" von verschiedenen Seiten an; das Erfreuliche: es findet jeder den rettenden Ausweg.

Wir hatten den „Fall Gumbel" in Heidelberg, wir hatten den „Fall Dehn" in Halle. Ruhmvoll war das Verhalten der Studentenschaft hierbei sicher nicht. Meisner zeigt nun in seinem Roman den „Fall Matthieuser"; den Kampf von Tausenden von Studenten um den Dozenten, der es einmal wagt, anders als seine Kollegen zu sprechen, dem aber deshalb vorgeworfen wird, er raube der Jugend ihre Ideale. Die Folge: eine „Protestversammlung gegen die gesinnungslosen Umtriebe eines Hochschullehrers". Auch der Student Jan, der Held des Romans, spricht in der Versammlung und erreicht, dass man von Matthieuser ablässt (wenn nur alles in Wirklichkeit so leicht ginge!). Später allerdings nimmt der Dozent doch seinen Abschied, freiwillig! — Schade, dass das Buch so ungleichmässig ist; es ist vieles zu breit geraten, so die Einleitung und das viele Reden um den „Fall". Höchst erfreulich dagegen die frische, lebendige Schilderung der Jungens und des Mädchens Sabitta, der Naturgeschöpfe mit ihrem ungebundenen Tun und Treiben. In diesen Szenen zeigt sich Meisner als echt empfindender Beobachter, ja, als Dichter.

15. DEZ. 1931

Kölnische Zeitung, Köln
1. Ausgabe

Ein nationalsozialistischer Student relegiert

München, 13. Dezember. (Telegr.)

Im Kampfblatt der nationalsozialistischen Studenten, das den Titel Deutsche Revolution führt, war ein Aufsatz veröffentlicht mit der Überschrift: „Wir lehnen das heutige Hochschulsystem ab". Der Senat der Universität leitete gegen den Verfasser des Aufsatzes, Harald Rehm, und gegen den Kreisleiter des Nationalsozialistischen Studentenbundes Freiherrn von Künsberg ein Disziplinarverfahren ein. Das Urteil ist jetzt dahin ergangen, daß Rehm relegiert, also für immer von der Universität verwiesen, Künsberg freigesprochen wird. Der Völkische Beobachter findet das Urteil gegen Rehm unerhört und bemerkt dazu, daß „die [illegible] freiheit an deutschen Hochschulen nur noch für [illegible] Schlag der Gumbel und Dehn oder für [illegible] Nawiasky gilt".

[illegible] vom: 17 DEZ 1931

Völkischer Beobachter, München

Reichsausgabe.

55

Im Geiste der Gumbel, Dehn und Nawiasky

Das System der schrankenlosen Lehrfreiheit ohne Lernfreiheit — Warum Dr. Harald Rehm von der Münchener Universität relegiert wurde

Wie wir bereits meldeten, wurde der Schriftleiter des nationalsozialistischen Kampfblattes „Deutsche Revolution" wegen eines angeblich gegen die akademische Sitte und Ordnung verstoßenden Aufsatzes für immer von der Universität München verwiesen.

Es ist bezeichnend, daß die bei der Studentenschaft sich allgemeinen Vertrauens erfreuende Dozentenschaft der Münchener Technischen Hochschule trotz gegebener Zuständigkeit keinen Anlaß gesehen hat, wegen des betreffenden Artikels disziplinarisch vorzugehen. Dagegen hielt es der Senat der Universität für richtig, auf Grund des § 53 der Satzungen ein Verfahren einzuleiten, und zwar gegen den verantwortlichen Schriftleiter der „Deutschen Revolution", Dr. Harald Rehm, und gegen den Kreisleiter 7 des nat.-soz. Studentenbundes Eberhard Freiherrn v. Künsberg.

Zunächst muß es auffallen, daß die beanstandeten Stellen des angeblich disziplinwidrigen Aufsatzes absichtlich allein auf die Universität München bezogen wurden, obwohl der Verfasser ganz allgemein das deutsche Hochschulproblem an sich behandelte, keineswegs aber eine einzelne Hochschule dabei im Auge hatte. Man könnte geneigt sein, aus dieser Tatsache zu schließen, daß mindestens ein Teil der Münchener Universitätsprofessoren ein besonders schlechtes Gewissen hat und deshalb nach einem [illegible] suchte. Dieses Opfer ist also gebracht — es fragt sich nur, wie lange. Der am Urteil mitwirkende Teil der Dozentenschaft hat sich jedenfalls damit in den Ruf gebracht, in einseitiger Weise gegen die neue Ideenwelt der akademischen Jugend vorgegangen zu sein.

Der Senat hatte dem Beklagten Dr. Rehm vorgeworfen, er hätte die Veröffentlichung des beanstandeten Artikels in der „Deutschen Revolution" veranlaßt, und dem Beklagten v. Künsberg, er habe die Veröffentlichung in seiner Eigenschaft als Kreisleiter geduldet. Der Aufsatz, in dessen Inhalt ein Verstoß gegen die „akademische Ordnung und Sitte" gesehen wurde, war betitelt: **„Wir lehnen das heutige Hochschulwesen ab"**.

Die nachstehende, nur in unwesentlichen Dingen gekürzte Wiedergabe des inkriminierten Artikels dürfte am besten zeigen, wie haltlos die Anklage des übereifrigen Senats überhaupt gewesen ist.

*

Der Aufsatz lautete:

„Alle Tradition ist uns heilig. Aber wo [illegible] die Tradition von den Bedürfnissen losgelöst hat, bekämpfen wir sie. Wenn „die [illegible] zur Plage" wird, hat man in uns [illegible], die im Bewußtsein der Konsequenz jeden Schritt anerkennen, der eine Neuerung bringt.

Solche Schritte können wir heute nirgends sehen. Keine Behörde und kein Lehrkörper kümmern sich mehr um die Bedürfnisse der Studenten.

Wir sind für die [illegible] der Hochschulen die zahlende, durch ihre Existenz das Institut erhaltende, im übrigen aber gleichgültige Masse. Geistiges Proletariat zu werden, steht uns nicht nur bevor, wir sind schon dazu gemacht.

Man zwingt uns also, unsere Rechte mit allen Mitteln zu erkämpfen.

[illegible] uns gegeben, statt des einen, was uns allen allein not tut, der großen Linie, nach der wir unser Leben zu formen haben. Aber wer uns nicht einmal die einfache Fristung unseres Lebens gewährleisten kann, der Staat, der kann uns auch in seinen Instituten keine Waffe in die Hand geben, mit der wir das Leben geistig bewältigen.

So ist heute der deutsche Student gezwungen, [illegible] anderswo umzuschauen, um das zu finden, was er braucht. Nicht jeder, der über die nötigen geistigen Kräfte verfügt, um einen vorgeschriebenen Weg zu gehen, hat die Energie, sich diesen Weg durch das Gedankendickicht der Zeit selbst zu bahnen. Und diese, die nach den Gesetzen der Natur die Mehrheit darstellen, alle diese, die nur die Note der Prüfung als Ziel ihres Studiums sehen können, gehen in die gestaltlose Masse des geistigen Proletariats ein.

So ist heute die Hochschule nicht mehr die Alma Mater, die Führerin zum Leben, sondern sie ist ein Hindernis auf dem Weg des Lebens, das jeder mit mehr oder weniger Schaden an Zeit, Geld und Seelenkraft überwinden muß. Sie ist nur noch eine Institution zur Bewahrung von Büchern und zur Erhaltung weltfremder Büchermenschen, ohne Zusammenhang mit dem Leben.

Doch so weltfremd wie es scheint, ist sie nicht, denn das heutige System würde sie nicht mit Millionen unterhalten, wenn sie ihm nicht irgendeinen Vorteil böte. Die Pflege der Wissenschaft hat er sich noch zu wenig Zeiten so angelegen sein lassen wie seit dem November 1918. Und hier enthüllt sich, warum die Hochschulen der heutigen Jugend nichts mehr bieten können. Denn sofort nachdem die Herrschaft der Minderwertigen begonnen hatte, hatten die Hochschullehrer nichts Eiligeres zu tun, als sich wissenschaftlich auf den Boden der Tatsachen zu stellen. Sie verrieten ihre Aufgabe, als sie für sie einzutreten hatten.

Auch in den deutschen Hochschulen ist damals das deutsche Volk verraten worden.

Anstatt daß die deutschen Hochschullehrer kraft ihrer Lehrfreiheit die Unsittlichkeit, Ungerechtigkeit, geschichtliche Hohlheit der damaligen Vorgänge nachgewiesen hätten, erhoben sie sie zur geschichtlichen Notwendigkeit. Aber ein Verrat am Volke kann keine geschichtliche Notwendigkeit sein, wenn das Volk noch eine solche unbändige Kraft in sich trägt, wie das deutsche.

Und selbst wenn der Verrat eine geschichtliche Notwendigkeit gewesen wäre, dann hätten die Lehrer der Philosophie und Ethik wie ein Mann aufstehen und ihn beim Namen nennen müssen, die Lehrer der Geschichte hätten ihre Stimmen erheben und mit heiligem Eifer warnen müssen, die Juristen hätten auf das Unrecht, die Geisteswissenschaftler auf den Ungeist, die Psychologen auf die seelischen Gefahren, die Techniker auf die technische Entmündigung, die die Folge des Verrats geworden ist, hinweisen müssen. Wenn dieser Sturm damals über die Lehrstühle Deutschlands hingegangen wäre, dann stünde heute noch die Jugend bei ihren Lehrern.

Aber die Jugend ist heute nur noch mit dem [illegible]

So weit der Aufsatz, der als Begründung für eine so unerhörte Maßnahme dienen mußte, wie es die dauernde Verweisung von einer Hochschule darstellt. Diese Metternichmethode der Münchner Spruchkammer geht über den Artikel 118 der Reichsverfassung, wonach jedem Deutschen die freie Meinungsäußerung in Wort, Schrift, Druck, Bild zugesichert ist, einfach hinweg und läßt dadurch dem dringenden Verdacht Raum, daß der Artikel 48 nun auch schon auf der Hochschule eingeführt ist. Noch kürzlich hat der bayerische Kultusminister im Landtag dargelegt, daß man gegen Professor Nawiasky schon deshalb keinen Grund zum Einschreiten habe finden können, weil seine Vorlesungen in keiner Weise gegen bestehende Strafgesetze verstießen und andere Grenzen für die Lehrfreiheit nicht existierten. Wenn aber, wie im Falle der „Deutschen Revolution" ein junger Akademiker die weltanschaulich fundierten Auffassungen der akademischen Jugend publizistisch zur Kenntnis der Öffentlichkeit bringt, dann wird von einem Verstoß gegen Sitte und Ordnung gesprochen und vor der schärfsten Repressalie nicht zurückgeschreckt!

Solange auf der einen Seite Nawiasky-Dehn-Gumbel unter dem Mantel der Lehrfreiheit gedeckt werden und auf der anderen Seite die Lernfreiheit der Studenten [illegible] wird — solange werden die [illegible] Kämpfe der deutschen Studenten [illegible].

Solange nicht die deutschen [illegible] gegen diesen Ungeist Stellung nehmen und der Jugend damit tatsächlich Führer werden, solange muß diese Jugend [illegible] ihrer Meinung Ausdruck verleihen!

Solange wird es [illegible] Kampf geben!

Dr. Harald Rehm wurde ein Opfer des Systems der Lehrfreiheit ohne Lernfreiheit. Harald Rehm ist einer der [illegible] nationalsozialistischer Studenten, denen Sinn und Kampf für wahre Ordnung, deutsche Sitte, nationale Ehre geht.

Ihr Sieg, meine Herren, ein Pyrrhussieg, weil Zehntausende für den einen in die Schranken springen!

Der Angriff, Berlin-Charlottenburg ... Jan. 1932

System Nawiasky

Wer heute an einer deutschen Hochschule studiert, hat sich von vornherein mit dem Gedanken vertraut zu machen, daß er nach Beendigung seiner Studien auf der Straße liegt und keine Arbeit bekommt. Ohne alles Jammern und ohne jede Rührseligkeit gilt es festzustellen, daß auch wir Studenten es sind, die die Folgen von Versailles mit zu tragen haben. Wir haben die Folgen zu tragen oder — sie zu überwinden: das ist die Entscheidung, die jeder Student heute zu treffen hat. Wer nicht bereit ist, die Uebelstände von Grund auf zu beseitigen, wer nicht den Willen zur Politik hat, der soll nur getrost weiter hinter den Büchern sitzen, ohne sich um irgendetwas außerhalb seines Studiums zu kümmern — die Rechnung für eine solche Gleichgültigkeit wird ihm in ein paar Jahren schon präsentiert werden.

Sei dir der Verantwortung bewußt, die du deinem Volke gegenüber trägst, und kämpfe für eine Neuordnung in Deutschland! — das ist die große Forderung, die über dem Leben des Studenten steht. Es ist ein Zeichen dafür, daß die Studenten nicht mehr gewillt sind, alle Herausforderungen ruhig hinzunehmen, wenn wir im vergangenen Sommersemester an vielen deutschen Hochschulen eine gewisse Unruhe feststellen konnten. Immer mehr und mehr setzt sich in der Jugend die Erkenntnis durch, daß im Laufe der nächsten Monate ein Kampf zum endgültigen Austrag kommen wird, dessen Vorgefechte jetzt bereits hinter uns liegen — der Kampf zwischen den nationalen und den internationalen Mächten unseres Volkes.

Die Geschichte hat mehr als ein Beispiel dafür, daß es immer dann mit einem Volke bergab ging, wenn die internationalen Kräfte die Oberhand gewannen. Wir sind in Deutschland bereits soweit gekommen, daß es uns gar nicht mehr absurd erscheint, wenn unser Volk von zwei Parteien gelenkt wird, die beide ein internationales Prinzip — Kirche und Klasse — über die Interessen der Volksgemeinschaft stellen. Mit aller Deutlichkeit muß immer wieder darauf hingewiesen werden, daß zuerst einmal der Gedanke der Nation für alle Volksgenossen eine Selbstverständlichkeit werden muß — der Gedanke der Nation, nicht als eine Sache des Hurrageschreis und der Bierbegeisterung, sondern als eine große und ernste Verpflichtung.

Alle, die erkannt haben, daß die Gemeinschaft unseres Volkes Wurzel und Ziel unseres eigenen Schaffens zu sein hat, müssen sich auch an den Hochschulen zusammenfinden, um den Kampf aufzunehmen gegen alle volksverräterischen Elemente.

Die Hochschulen, das ist der Platz, der uns Studenten zu Arbeit und Kampf gegeben ist, der Platz, für dessen „Verfassung" jeder von uns Verantwortung trägt.

Die Professoren, die glauben, ihre Würde dazu benutzen zu können, um den primitivsten nationalen Anstand zu verletzen, sollen merken, daß die Studentenschaft auf der Hut ist. Auch die größte Gelehrsamkeit ist für uns keine Entschuldigung oder Erklärung einer Gesinnungslumperei.

Ob Gumbel in Heidelberg das Schlachtfeld, auf dem zwei Millionen unserer Brüder geblieben sind, als „Feld der Unehre" bezeichnet, ob Lessing sagt, es gäbe in Hannover zwei berüchtigte Häuser, das Haarmanns und das Hindenburgs, ob Dehn-Halle in fadenscheiniger religiöser Verbrämung Kriegsdienstverweigerung empfiehlt, oder ob Nawiasky die von Deutschland geschlossenen Verträge von Bukarest und Brest-Litowsk als Musterbeispiele für das Versailler Diktat hinstellt — es ist immer wieder das gleiche: man versucht, jungen Menschen die naturgegebene Gewißheit der nationalen Gemeinschaft zu nehmen, um sie irgendwelchen dekadenten Gedanken von Liberalismus oder Pazifismus zu überantworten.

Und was das Schlimmste ist: alle diese Aussprüche von „deutschen" Hochschulprofessoren sind nicht zu werten als einmalige Entgleisungen, sondern als Symptome einer bewußt betriebenen Untergrabung deutschen Wesens.

Wer im letzten Semester in München den Kampf gegen den jüdischen Professor Nawiasky mitgemacht hat, weiß auch, daß sich der junge Mensch, der sich gegen eine nationale Verlumpung wehrt, dem Widerstande eines ganzen Systems gegenübersieht.

Die Behörden täuschen sich, wenn sie glauben, mit der Bestrafung einiger „studentischer Rädelsführer" die schwer gefährdete Ruhe und Ordnung des akademischen Lebens wiederhergestellt zu haben. Gerade das Gegenteil ist der Fall. Je mehr die Professoren geschützt werden, die sich an dem Nationalbewußtsein der akademischen Jugend vergehen, um so größer wird auch die Erbitterung.

Wer die Stimmung in der Jugend kennt, diese Stimmung, die geführt ist von einer maßlosen Erbitterung und einem unbändigen Willen zum Neuen, der glaubt nicht mehr daran, daß sie spurlos wieder vergehen könnte, wenn etwa bessere wirtschaftliche Verhältnisse einträten. Im Gegenteil, diese Stimmung wird Spuren in der deutschen Geschichte zurücklassen, von der heute noch keiner der Männer der parlamentarischen Parteien eine Vorstellung hat.

Die deutsche Jugend — das ist wie der verlorene Haufe der mittelalterlichen Heere: sie hat nichts mehr zu verlieren außer einer grauen Zukunft, aber sie hat die Nation zu gewinnen.

Zwischen diesem Ziele und der Gegenwart steht nichts als Kampf. Ja, wir haben diesen „Parteien" den Kampf angesagt, weil wir kein Recht und keine Möglichkeit zu leben haben, wo ein Nawiasky in Ehren und Würden sitzt.

Wer will von uns verlangen, daß wir wachen Sinnes in den Abgrund springen, den man vor uns aufgerissen hat?

Wer will uns das Recht nehmen, zu kämpfen für eine neue deutsche Zukunft und kraft eigenen Rechts vorzugehen, wenn uns die Behörden ihre Unterstützung versagen?

Wer wagt es, von „Radaulust" zu sprechen, wenn wir alle Mittel, die uns zur Verfügung stehen, zur Anwendung bringen, um endlich wieder Zustände auf den deutschen Hochschulen zu schaffen, die eines deutschen Akademikers würdig sind?

Deutscher Student! Geh den Weg deiner Pflicht, unbekümmert um alles Geschrei der Spießer und der Feinde! Der Weg deiner Pflicht — das ist der Weg des Kampfes! Vergiß niemals das Wort, das einst ein großer Feind der deutschen Zukunft sprach:

„Die Tat schändet nie, nur das Erdulden schändet!"

---

8. JAN. 1932

Vorwärts, Berlin SW 68

Nazistudenten sind unpolitisch!

Sagt der Reichswehrminister

Das Reichswehrministerium hat dieser Tage offiziell bekanntgegeben, daß es die „Deutsche Studentenschaft", die Dachorganisation der rechtsradikalen Studentengruppen, von der Liste der politischen Vereinigungen gestrichen hat. Nunmehr dürfen also Reichswehroffiziere wieder offiziell an den Kundgebungen dieser Organisation teilnehmen und die Reichswehrkapellen stehen den völkischen Studenten ebenfalls zur Verfügung.

Diese Entscheidung ist ein krasser Mißgriff. Die „Deutsche Studentenschaft" besteht nur noch aus dem Nationalsozialistischen Studentenbund und den rechtseingestellten Korporationen. Der Vorstand besteht aus zwei Nationalsozialisten und einem Korporationsstudenten. Gegenwärtig ist in der Deutschen Studentenschaft ein schwerer Gegensatz zwischen Nazis und Korporationen, der jetzt dazu geführt hat, daß sämtliche Korporationsvertreter ihre Aemter niedergelegt haben, so daß die Deutsche Studentenschaft augenblicklich nur von Nazis geführt wird. Selbst wenn dem Reichswehrministerium das noch nicht genügt hätte, um die bisher bestehende „Politischerklärung" aufrechtzuerhalten, so ist die ganze Betätigung der Deutschen Studentenschaft nicht nur eindeutig politisch, sondern eindeutig nationalsozialistisch. Noch immer besteht der Beschluß, daß sich Mitgliedsgruppen der Deutschen Studentenschaft nicht an den Verfassungsfeiern beteiligen dürfen; ohne daß die Leitung eingriff, haben Dutzende von Ortsgruppen den „unpolitischen" Antrag auf Ausschluß der Juden vom Hochschulstudium gestellt. Wegen des Skandals gegen Gumbel in Heidelberg hat das badische Kultusministerium bekanntlich die allgemeine Studentenvertretung aufgelöst, die Deutsche Studentenschaft hat sich öffentlich mit den Radaustudenten solidarisch erklärt und sie zu ihrem Vorgehen beglückwünscht.

Der Radau gegen Dehn in Halle wurde auf dem letzten Studententag dieser Organisation vorher verkündigt. Diese Aufzählung könnte beliebig lang fortgesetzt werden. Es sei nur noch daran erinnert, daß die Deutsche Studentenschaft zu den Unterzeichnern des Hugenbergschen „Young-Plan-Volksbegehrens" gehörte und daß ihre Ortsgruppen zur Beteiligung am Volksentscheid gegen die preußische Regierung am 9. August aufgefordert haben.

Dieser Erlaß muß schleunigst zurückgezogen werden. Es geht hier nicht nur darum, ob die Reichswehrkapellen bei der Deutschen Studentenschaft spielen dürfen. Dadurch, daß ein Reichsministerium dieser eindeutig nationalsozialistischen Studentenorganisation bescheinigt, sie sei unpolitisch, wird ihr der Rücken gestärkt in ihrem Kampf gegen das preußische Kultusministerium. Die Skandale in Halle, Heidelberg, Berlin, München und vielen anderen deutschen Universitätsstädten sind noch zu sehr in aller Erinnerung, als daß man zweifeln könnte, in welchen Formen sich dieser Kampf abspielt.

Ausschnitt vom: 10. JAN. 1932

Neue Preußische Kreuzzeitung, Berlin SW 11

Der Kampf

Die Ziele der NSDAP.

Auf einer nationalsozialistischen Kundgebung in den Tennishallen in Wilmersdorf, zu der allen mit braunen Hosen und Westen bekleideten Nationalsozialisten polizeilich der Zutritt verwehrt wurde (!), sprachen der Vorsitzende der nationalsozialistischen Landtagsfraktion Kube und der Reichstagsabgeordnete Hinkel. Kube machte darauf aufmerksam, daß er mit seiner Rede für die NSDAP. den Wahlkampf in Preußen eröffne. Der kommende preußische Ministerpräsident und der preußische Innenminister, die zweifellos von den Nationalsozialisten gestellt würden, würden persönlich darauf achten, daß der politische Anstand ins Parlament einziehe. Die NSDAP. werde sowohl die Reichs- als auch die Preußenverfassung unangetastet lassen. Aus dem neuen Landtag werde sie nicht ausziehen, sondern sie werde zunächst einmal eine Amnestievorlage und Anträge auf Auflösung der Provinziallandtage und der Berliner Stadtverordnetenversammlung einbringen. Die Nationalsozialistische Partei werde dem Preußischen Landtag eine große Zahl von Reformvorschlägen in personeller und in materieller Hinsicht machen. Dann müßten Lehrer wie Dehn und Gumbel schon deshalb fallen, weil der Lehrstand grundsätzlich nicht mit dem Internationalismus verbunden sein könne, sondern in die Nation hineingewachsen sein müsse. Er sei ermächtigt, zu erklären, daß die NSDAP. niemals das Berufsbeamtentum abbauen werde. Aber man werde ein Berufsbeamtentum mit der Betonung auf der ersten Silbe und kein Parteibuchbeamtentum einsetzen. Die NSDAP. sei stets bejahend und werde niemals an dem Fundament des Staates rütteln lassen.

Ausschnitt vom: 13. JAN. 1932

Generalanzeiger f. Dortmund, Dortmund

Untersuchungsausschuß über Hakenkreuz-Terror

In Berlin hat sich im Dezember vorigen Jahres ein überparteilicher Untersuchungsausschuß gegründet, der sich — wie er in seinem ersten Aufruf unter anderem feststellt — zur Aufgabe gestellt hat, „in systematischer Form eine Enquete über die Bluttaten und Ueberfälle der Nationalsozialisten durchzuführen. Die Ergebnisse der Enquete sollen der breiten Oeffentlichkeit vorgelegt werden."

Der Ausschuß hat seine Arbeit in breitem Umfang aufgenommen und appelliert an die gesamte antifaschistische Oeffentlichkeit, ihn in seiner Tätigkeit zu unterstützen. Sein Ruf geht an alle antifaschistischen Vereinigungen und proletarischen Organisationen und alle ihre Mitglieder, an die Opfer des Hakenkreuzterrors, ihre Angehörigen und Hinterbliebenen, an die Redaktionen der Zeitungen und an die Rechtsanwälte, ihm durch Ueberlassung solchen Materials Unterstützung zu gewähren, das bei der statistischen Zusammenstellung der faschistischen Gewalttaten, Terrorisierungen und Provokationen als sachliche Unterlage dienen kann. Ihre Mitarbeit im Ausschuß haben bisher folgende Persönlichkeiten zugesagt: Prof. Gumbel, Carl v. Ossietzki, Walter Mehring, Erwin Piskator, Leo Lania, Alfred Kerr, Dr. Bruno Frei, Dr. Alfred Apfel, Willi Münzenberg, Dr. Paul Friedländer, Bernard v. Brentano, Alfred Kurella, Ernst Gläser, Dr. Fritz Löwenthal, Graf Stenbock-Fermor, Bert Brecht, Dr. Friedrich Wolf, Heinz Pol, v. Zwehl, Adolf Behne, Ludwig Renn, Maria Reese, Anna Seeghers, Prof. Alfons Goldschmidt, Gustav Kiepenheuer, Kurt Kersten, Pfarrer Eckert, Gerhard Pohl, Emil Litten, Dr. Kurt Rosenfeld, Georg Bernhard, M. d. R.

Der Ausschuß bittet um rascheste Unterstützung und baldigste Einsendung alles sachlichen Materials an die Adresse: Untersuchungsausschuß über Hakenkreuzterror, Berlin SW 68, Ritterstraße 75.

AUSSCHNITT VOM: 26 JAN. 1932

Völkischer Beobachter, München
Reichsausgabe.

An den Pfarrer Rugel, den Schände[illegible] unseres Albert Leo Schlageter

Wir hatten kürzlich im Hauptblatt des „V. B." das schamlose Pamphlet des Pfarrers Rugel, Kutzingen, über den katholischen Frontsoldaten Schlageter veröffentlicht. Wir geben heute der Zuschrift eines empörten Lesers Raum, der gründlich mit dem Frontbeschimpfer abrechnet:

Herr Pfarrer Rugel! Wir Jungen erachten es als Dankespflicht unseren auf dem Felde der Ehre gefallenen Kameraden gegenüber, ihre Ehre in Schutz zu nehmen gegen jedermann, der es wagt, sie anzutasten.

Es liegt uns fern, Sie in Ihrer Autorität als Geistlichen herabzuwürdigen, da wir annehmen, daß Sie Ihren Artikel „Albert Leo Schlageter" nicht als Pfarrer, sondern als Zentrumsmann geschrieben haben, wenngleich Sie Ihrer Unterschrift Ihren Amtstitel beifügten. Ausgerechnet im Gundelfinger „Anzeiger" glauben Sie, Herr Pfarrer, dem „schmachvollen Schlageterkult, der unsere studierende Jugend verdirbt", entgegentreten zu müssen! Und nicht als Philister des C.V. — wie Sie vorgeben — wollten Sie hier zu jungen Bundesbrüdern sprechen, sondern als Zentrumsmann einen geheimen Hieb gegen jene Ihnen verhaßten Parteien führen, die [illegible] Heroische im Menschen noch hochhalten.

Unseren Albert Leo Schlageter beschimpf[illegible] Sie in diesem Artikel offen als Landsknecht, Abenteurer, Fememörder, Spitzel, Verräter, Saboteur und persönlichen Ankläger, ver[illegible] als Vandalen, Tagedieb, Massenmörder, bezahlten Verräter und Schieber, als Zuhälter und Paßfälscher. Wobei Sie als Quelle über Schlageter eine ganz unflätige anonyme Hetzschrift des „Anderen Deutschland" gegen den wehrlosen Toten benützen und dabei noch wagen, diese als biographische Skizze zu benennen. Wir haben kein Interesse, Sie über Albert Leo Schlageters Lebensführung zu belehren, denn es war Ihnen bei Ihrem Artikel nicht um Schlageter, sonder ganz besonders um die Vorkämpfer des Heldischen an sich zu tun, denen Sie einen Schlag versetzen wollten. Als Verneiner des Wehrprinzips und geistiger Bruder der [illegible], Gumbels, Kerr, Wöhrl und Münzenberg richteten Sie üble Giftpfeile gegen Ihre weltanschaulichen Gegner, wobei es Ihnen auf die Beschmutzung der Ehre eines Toten nicht ankam, Ihnen, Herr Grabredner." Im Kriege, [illegible] Gefahr drohte, da war es freilich anders. [illegible] wir Freiwilligen des Weltkrieges erinnern [illegible] noch sehr gut der Worte, die die Feldgeistlichen bei ihrem letzten Segen mitgaben und die immer wieder ausklangen in dem Hinweis, dem Opfermenschen der Pflicht, der auf dem Felde der Ehre falle, der Himmel winke und der letzte Trost für eine trauernde Mutter, den der Seelsorger [illegible] war gerade immer wieder dasselbe Versprechen.

Das war allerdings zu einer Zeit, in der es im Zentrum unter den Vorkämpfern des Christentums noch eine Frontstellung gegen den religionsfeindlichen Marxismus gab. Die politische Bettgenossenschaft dieser beiden Parteien hat seitdem in sittlichen Begriffen längst zu verwirrenden Kompromissen geführt. Manche gutgläubigen Christen sind durch die Charakterlosigkeit ihrer politischen Führer der marxistisch-pazifistischen Beeinflussung erlegen.

Volksztg. Heidelbg. 19. 1. 1932

S. A. J. Handschuhsheim.

Morgen Mittwoch, abends pünktlich 8 Uhr, spricht Genosse Prof. Gumbel im Lesezimmer der Jugendherberge über das zur Zeit aktuelle Thema „Die Sowjetunion". Hierzu wird vollzähliges Erscheinen erwartet. Die Parteigenossen werden ersucht, daran teilzunehmen. „Freundschaft."

15. JAN. 1932
Völkischer Beobachter, München
Reichsausgabe.

„Moral der Minderwertigen"

Die sittliche Verlumpung des deutschen „Pazifismus"

H. R. M. Der Pazifismus in der Form, wie wir ihn heute in Deutschland finden, läßt sich nur aus rassischen, geistigen und moralischen Minderwertigkeitskomplexen heraus erklären. Wohl gab es zu allen Zeiten und bei allen Völkern aufrichtige Friedensfreunde — doch kam für sie stets in erster Linie das Lebensrecht der eigenen Nation. Gewisse Deutsche aber meinen, ihr Pazifismus gäbe ihnen die sittliche Berechtigung zu fortgesetztem Landes- und Wehrverrat. Während die Welt in Waffen starrt, verlangen diese merkwürdigen Zeitgenossen auch die Ablieferung des letzten Blechsäbels für Schuljungen, damit unsere Jugend nicht in „militaristischem Geist" erzogen werde. So ist der deutsche „Pazifismus" zu einer Angelegenheit geistig und moralisch Minderbemittelter und eines gewissenlosen Literatenklüngels geworden.

Es gibt heute in Deutschland viele Tausende von gemeinen Landes- und Wehrverrätern, die größtenteils juristisch nicht zu fassen sind. Ist es nicht ein unwürdiger Zustand, der das deutsche Volk vor aller Welt verächtlich macht, daß die Landesverräter sich versammeln und sich in aller Öffentlichkeit stolz ihrer verbrecherischen Taten rühmen dürfen? Vor drei Jahren hat die Deutsche Friedensgesellschaft und die mit ihr verkuppelte Liga für Menschenrechte in Leipzig eine Protestkundgebung durchgeführt, in welcher gegen die „Hochflut der Landesverratsprozesse" schärfste Verwahrung eingelegt wurde. Gerade als ob daran das Reichsgericht schuld wäre und nicht die Herren Landesverräter. Der Vorsitzende der „Friedensgesellschaft" und Hauptschriftleiter des „Anderen Deutschland", Herr Küster, hielt eine Rede, in welcher er ausführte, **es sei heute keine Schande mehr, Landesverräter zu sein. Er selbst habe die Ehre, sich der Versammlung als Schwerverbrecher vorzustellen, nämlich als Hoch- und dreifacher Landesverräter.**

Der Reichsbannergeneral Schönaich meinte, die Pazifisten würden sich auch durch Landesverratsprozesse nicht einschüchtern lassen, und er verstieg sich zu den folgenden Verleumdungen des deutschen Volkes: **„Wir werden weitermachen, wir werden die deutsche Öffentlichkeit auch weiter warnen vor den geheimen Rüstungen, wie sie von rechts seit Jahr und Tag getätigt werden."** Für solche Leute gibt es also noch kein Standrecht. Das ist bedauerlich.

Der verantwortliche Redakteur der „Vossischen Zeitung" aus dem koscheren Hause Ullstein, Herr Dr. Misch, prägte auf der Leipziger Tagung der Deutschen Friedensgesellschaft und Liga für Menschenrechte das Wort, **der Landesverrat sei heute in Deutschland das Gentlemanverbrechen unserer Zeit.** Für diese Kundgebung seiner edlen Gesinnung scheint der Jude Dr. Misch nach dem Ausscheiden seines Rassegenossen Georg Bernhard, der bekanntlich zur Warenhausbranche hinüberwechselte, Chefredakteur der „Gazette de Voß" geworden zu sein.

Die in Leipzig versammelten, prachtvoll ausgewählten Typen, so u. a. Hello von Gerlach, Gumbel, Sager, Levi, Lehmann-Rußbüldt schickten an den Redakteur der „Menschheit" ein Telegramm, in welchem zu lesen stand: **„Wir in Leipzig versammelten Landesverräter senden Grüße der Sympathie und Kameradschaft."**

Wir wollen uns diese Dinge recht gut merken, da sie die kommende große Abrechnung wesentlich vereinfachen.

Nebenbei bemerkt, war auch der Reichstagspräsident und Gründer des Reichsbanners Schwarz-Rot-Gold, Genosse Paul Löbe, viele Jahre lang Vorstandsmitglied derselben Deutschen Friedensgesellschaft, die sich in Leipzig offen zum Landesverrat bekannte.

Bezeichnend für den „Geist", der in der Deutschen Friedensgesellschaft herrscht, ist auch die Tatsache, daß in der Dortmunder Generalversammlung dieser Gesellschaft am 30. August 1925 der sehr starke westdeutsche Landesverband den Antrag einbrachte und durchsetzte, **an den ehemaligen sächsischen Ministerpräsidenten Zeigner anläßlich seiner Entlassung aus dem Gefängnis ein Begrüßungstelegramm zu schicken.** Ein weiteres Begrüßungstelegramm wurde an den berufsmäßigen Landesverräter Friedrich Wilhelm Förster gesandt. Und weiter beantragten die Delegierten des westdeutschen Landesverbandes die Annahme einer Entschließung, in welcher

die Abschaffung der Reichswehr

gefordert wurde. Diese Entschließung wurde tatsächlich angenommen.

Als im Jahre 1925 Frankreich vergeblich nach Mitteln zur Rechtfertigung des unerhörten Kölner Rechtsbruches suchte, waren es die Reichsbannerführer, General a. D. von Schönaich, Polizeioberst a. D. Lange und Kapitänleutnant a. D. Persius sowie die Mitglieder der Deutschen Friedensgesellschaft und Liga für Menschenrechte, Lehmann-Rußbüldt, Gumbel, Berthold Jakob und Heinrich Ströbel M. d. R., **die in einer Denkschrift die sämtlichen angeblichen Verstöße Deutschlands gegen die Abrüstungsbestimmungen des Versailler Vertrages den Franzosen denunzierten.** Der Reichsbannerführer, Radikalpazifist und Kandidat der „Westdeutschen" in der Dortmunder Generalversammlung der „Friedensgesellschaft" 1925, Senatspräsident Freymuth, stritt auf das entschiedenste ab, daß die Veröffentlichung dieser Denkschrift einen Landesverrat darstelle, da dieselbe nur einem eng begrenzten Personenkreis, nämlich den Mitgliedern der Reichsregierung, des Reichstages und den politischen Schriftleitern der deutschen Großpresse zugegangen sei. Der Senatspräsident mußte sich bald von der Liga für Menschenrechte Lügen strafen lassen, die in ihrem offiziellen Tätigkeitsbericht erklärte: **„Die Denkschrift „Deutschlands geheime Rüstungen" wurde der gesamten Presse des In- und Auslandes übersandt."**

Der Mitverfasser der genannetn Denkschrift, der „Pazifist" Berthold Jakob, hatte auch im „Anderen Deutschland" verlogene Behauptungen über angebliche Geheimausbildung von Rekruten bei der Reichswehr aufgestellt. Als daraufhin der Oberreichsanwalt gegen Jakob ein Landesverratsverfahren einleitete, erlaubte sich der sattsam bekannte Professor Friedrich Wilhelm Förster in der „Menschheit" die folgenden frechen und geradezu erpresserischen Drohungen:

„Die „Menschheit" wird in sehr maßgebenden Kreisen des Auslandes aufmerksam gelesen . . . Werden diese Art von Verfahren nicht sofort niedergeschlagen, so werden wir noch ganz andere Töne reden."

Der ehemalige französische Ministerpräsident und bekannte Linkspolitiker Herriot hat einmal gesagt, daß er das für Deutschland am schwersten belastende Material von Deutschen geliefert erhalte. Und tatsächlich übernahm die Botschafterkonferenz die landesverräterischen Denunziationen, die in der Presse der Deutschen Friedensgesellschaft, der Liga für Menschenrechte, des Reichsbanners und der S.P.D. zu lesen waren, fast wörtlich in ihre Erpressernoten. Nachdem zuerst das „Andere Deutschland" des Herrn Küster über Reservekadres „berichtet" hatte, hieß es auf einmal im Schlußbericht der Internationalen Kontrollkommission vom 1. Februar 1925: **„Die Militärkommissionen haben das Vorhandensein von Reservekadres für Offiziere und Unteroffiziere und die Vorbereitungen dazu festgestellt."**

*

Als der Vorsitzende des französischen Ablegers der Deutschen Liga für Menschenrechte, Prof. Basch, Paris, in Potsdam sprach, eilte das Reichsbanner zum Saalschutz herbei. Es versteht sich, daß man sich seinem französischen Geldgeber dankbar erweisen muß. Aber für den moralischen Tiefstand, auf dem gewisse Linkskreise in Deutschland heute bereits angelangt sind, ist es bezeichnend, daß in den der Basch-Versammlung folgenden drei Tagen die Mitgliederzahl des Potsdamer Reichsbanners um 25 Prozent gestiegen ist, **obgleich der Franzose das deutsche Volk in gemeinster, unflätigster Weise beschimpft und es**

der Schuld am Kriege bezichtigt hatte.

So wundern wir uns auch nicht darüber, daß im „Anderen Deutschland", dieselben Bücher angeboten werden, die die französische Propagandazentrale zur Vorbereitung und Herbeiführung des Novemberverrates in den deutschen Stellungen verbreiten ließ, so u. a. Grelling: „J'accuse".

Der französische, tschechische und polnische Imperialismus hat also treue Sachwalter seiner Interessen in Deutschland gefunden. Bleibt nur zu untersuchen, ob er sie auch gut bezahlt. In einem Beleidigungsprozeß, den Herr Küster gegen die Redakteure einiger rechtsstehender Zeitungen anstrengte, stellte sich heraus, **daß dieser famosen „Friedensbewegung" von tschechischer Regierungsseite, und zwar vom Außenminister Benesch, nicht weniger als 85 000 Mark zugeflossen sind.** Das langjährige Präsidialmitglied der Deutschen Friedensgesellschaft, der Journalist Schwann, hat von der polnischen Gesandtschaft in Berlin lange Zeit monatlich 500 Mark „Honorar" bekommen für die landesverräterischen Artikel, die er in der polnischen Regierungspresse veröffentlichte. **Und das Reichsbanner hat durch Vermittlung von Basch und Friedrich Wilhelm Förster aus Frankreich 30 000 Francs erhalten.** Selbstverständlich wurden die beklagten Redakteure freigesprochen, weil sie einen lückenlosen Wahrheitsbeweis zu erbringen vermochten.

Die Geldgeber der Deutschen Friedensgesellschaft und des Reichsbanners sind übrigens alles andere als Pazifisten. Die Nation des Monsieur Basch verfügt über ein stehendes Heer von 655 700 Mann (Kriegsstärke viereinhalb Millionen), über 27 000 Maschinengewehre, 2600 Geschütze, 2500 Tanks und 4500 Kampfflugzeuge — lauter schöne Dinge, die sie auch rücksichtslos anzuwenden gedenkt. Polen dagegen hat „nur" 300 000 Mann unter Waffen (Kriegsstärke 3,2 Millionen), ferner besitzt es 8800 Maschinengewehre, 1900 Geschütze, 320 Tanks und 1000 Kampfflugzeuge. Die Tschechoslowakei hat ein stehendes Heer von 140 000 Mann (Kriegsstärke 1.3 Millionen); außerdem besitzt sie rund 10 000 Maschinengewehre, 1300 Geschütze, 80 Tanks und gegen 1000 Kampfflugzeuge.

Diesen vorzüglich ausgerüsteten Riesenheeren steht ein deutsches Söldnerheer in der Kriegs- und Friedensstärke von 100 000 Mann gegenüber, das mit modernen Waffen, wie Tanks und Kampfflugzeugen, überhaupt nicht ausgerüstet ist. Die Deutsche Friedensgesellschaft will auch dieses Hunderttausendmann-Heer abgebaut haben, damit Deutschland völlig schutzlos seinen Feinden preisgegeben ist, die allerdings die Geldgeber der „Friedensgesellschaft" sind.

Wir Nationalsozialisten haben immer schon drakonische Strafen für Landes- und Wehrverrat in jeglicher Form verlangt. Vor geraumer Zeit bereits wurde von Herrn Groener eine Notverordnung gegen die „Staatsverleumder" angekündigt — ein Gesetz, das eine wesentliche Verschärfung der bisherigen Landesverrats-Strafbestimmungen darstellen sollte. Infolge des neuen Paktes Brünings mit dem Marxismus ist dieses Gesetz gegen die Staatsverleumder in der Versenkung verschwunden. So lange, bis der Nationalsozialismus ein Gesetz einführt, das einen wirkungsvollen Schutz der nationalen Wehrkraft unter allen Umständen gewährleistet.

Young Germany on the March—A Parade of University Students at Wuerzburg. *Times Wide World Photos.*

TO THE NAZI COLORS THE STUDENTS FLOCK

Crowding the German Universities, They Are the Sons of The Middle Class, to Whom Politics Is the New Romance

By HAROLD CALLENDER

BERLIN.

WHILE the Nationalist Socialist movement has not yet taken over the political power in Germany, it has very nearly captured the universities. Among the students the tide of nationalism is rising rapidly, and the elections to the student councils this Winter show that the Nazis are by far the strongest political party, if not actually in a majority.

The old romantic days of German university life are gone. The operetta, "Old Heidelberg," is an idyl of a past era. If German students formerly spent a large part of their time dueling, singing, drinking beer and flirting, without a thought of politics, the great majority of them today are preoccupied with the unromantic problem of existing, often on incredibly small stipends, until they receive degrees qualifying them for professions which are already hopelessly overcrowded.

Old Heidelberg still has its student corps with their gayly colored caps and regalia, its dueling fraternities, its pretty waitresses, its beer-drinking. But these are, for the most part, privileges of the favored few—the sons of the prosperous middle and upper classes which, though they have lost their political supremacy, have managed to preserve their social status and hence, while nationalistically inclined, do not share the passionate nationalistic radicalism of the Nazis.

Far more typical of the German universities today is the poor student from a lower middle-class family, the son of a small official or merchant for whom fraternities, even if he were socially eligible, would be prohibitively expensive. He cannot afford a lavish wardrobe. He cannot afford to drink beer in the traditional quantities. Nor can he study with great enthusiasm, since he knows that, whatever his talents, he will have a hard time making a living in the profession for which he is so laboriously preparing himself. Consequently his life is not only unromantic but penurious, and his prospects of rising in the social scale are remote. He belongs to the new bourgeois poor—the "Right" proletariat, which is the principal source of university nationalism.

This nationalism expresses itself in political meetings, in fiery manifestos, in party organizations, in student newspapers devoted almost entirely to politics, in debates, in propaganda and in demonstrations which sometimes amount almost to riots. In German universities, where before the war hardly any attention was paid to national politics, one of the greatest of sports today is the baiting of professors.

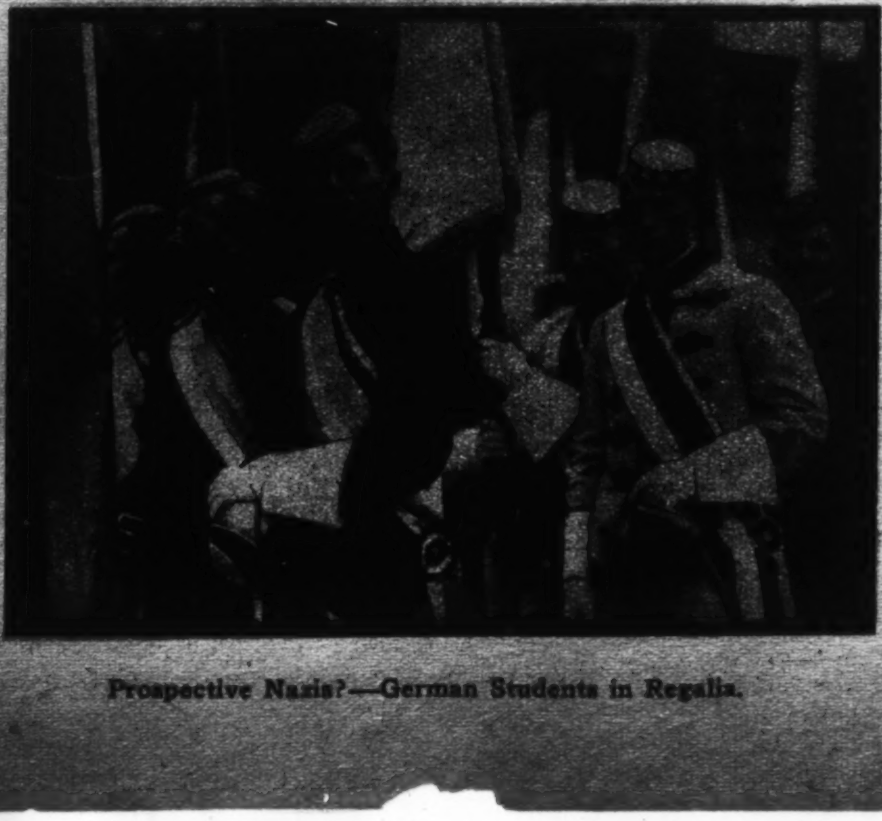
Students in other countries and in more tranquil times have been known to take a mischievous and often cruel delight in making life miserable for harmless elderly gentlemen who only sought to enlighten and civilize them. But in Germany today the baiting of professors is a far more serious business. Most of the students who have taken part in it doubtless would object indignantly to its being called a popular university sport. For they are firmly convinced that when they try to deprive a professor of his job (and hence of the means of earning a very modest livelihood) they do so from the highest patriotic motives—as a sort of duty to their country, as a contribution to German unity and German culture. The present writer has talked with scores of students in half a dozen universities, and not one (whatever his political bias) was in the least conscious of having got any fun from the rows he had helped to stir up.

* * *

GERMAN students are much more solemn than American students, and even their sports are likely to be permeated with a vague sense of their value to the race. They take their politics, like their metaphysics, with the utmost seriousness, and when they bait professors they do so from exalted moral motives and in deadly earnest. If they organize intolerance and assail academic freedom, it is because they really believe that the fate of their country is at stake. Hence their nationalistic outbursts, though engineered by a political party, are not mere students' pranks but are symptomatic of the disturbed and bewildered state of mind of a nation.

Professors are invariably attacked on patriotic grounds—that is, because they have said something which does not wholly fit in with the nationalistic way of thinking, or which enables the Nazi students to denounce them as pacifists seeking to undermine the morale of the youth. The students then organize demonstrations. They assemble a crowd outside the university buildings and make such a racket that the offending professor cannot carry on his classes. Sometimes the university authorities call in the police, whereupon the student press protests indignantly because—as one paper put it in a headline—"police clubs rule university."

"What can we do," asked one despairing rector, "when the student, as a German voter [Germans vote at twenty years of age], stands on his rights as a full-fledged citizen? When the students hold political demonstrations—which are organized on orders from Munich [the Nazi national headquarters]—we are quite powerless. I know most of my students hate me because I called the police against them. They are Nazis before they come to the university, and they come here not to seek the truth but to propagate and strengthen their pre-conceived ideas. As in Russia, it is belief, not knowledge, that they esteem. The students in the department of economics are less inclined to be Nazis because they realize that we are in a world crisis, not merely a German crisis, and that the Nazi program is not practicable. But most of the students are Nazis."



Prospective Nazis?—German Students in Regalia.

"The Nazi students," said a professor in Munich, "sit in class looking for an opening to make trouble. They take notes and carry them to the Brown House [Nazi headquarters], where protests are organized—usually among students who have never heard the lecture concerned, often among students in other schools of the university."

Professor Hans Nawiasky of the University of Munich, a Catholic and a moderate in politics, said last Summer that if Germany was severely treated at Versailles, it should be recalled that Germany herself had imposed hard peace terms upon Russia at Brest-Litovsk. Thereupon the local Nazi newspaper accused him of defending the treaty of Versailles and hence of excusing all the misery which, as the Nationalists believe, that treaty has caused. They took exception to his comparison because Germany did not extract from Russia a confession of war guilt or exact reparations. The students took up the protest and held a demonstration at the university, which was dispersed by the police.

* * *

AT a peace meeting in Heidelberg Professor Emil Gumbel said that war was a crime and that in honoring those killed in battle one should remember that they were victims of a detestable institution. This was interpreted by the Nazis as a reflection upon the soldiers, and the students raised an outcry against Dr. Gumbel. The university authorities, however, took no action.

While the protest against Gumbel was at its height the Heidelberg faculty of theology issued a call to Professor Günther Dehn. The Nationalists then put their researchers upon Dehn's trail and found that he had spoken in an objectionably pacifist manner two years earlier. In a sermon Dr. Dehn, who is a Protestant clergyman, had cited with approval Luther's words to the effect that if one were convinced that one's country was making an unjust war, one should "fear and obey God rather than men" and refrain from fighting. Dr. Dehn, however, held that a defensive war was justified.

The Nationalists, who prefer De-

(Continued on Page 19)

A PIONEER IN ARCHITECTURE SURVEYS IT

Frank Lloyd Wright Tells What He Thinks Is Wrong With Our Skyscrapers and Calls for More Expressive Forms

By S. J. WOOLF

SITTING in the shadow of a so-called modernistic building which rose across the street, Frank Lloyd Wright, like a father ashamed of the way in which his son has gone, expressed regret at the form taken by buildings that had their inspiration in his ideas.

Whether one agrees with him or not, it cannot be denied that he is a striking personality with peculiarly individual notions. Tall and well built, with long white hair, piercing eyes and the voice of an actor, his very presence commands attention. Probably no figure in modern architecture is more responsible for the change that has come over building in the last thirty years. Probably no one is more responsible for the casting off of old ideas and the adaptation of construction to the machine age. The large stretches of unbroken surfaces, the discarding of much ornament, the predominance of horizontal lines may all be traced to work which Mr. Wright accomplished years ago.

But, although it is his influence which turned architecture into a path characteristic of the age, about him is none of the efficiency, the snap, the sense of speed and the high-pressure salesmanship of the era which he has endeavored to express in steel and stone. He is the dreamer and the poet rather than the builder. Grasping the wizardry of steam, the rhythm of whirring wheels and the strength of steel, he fashioned on his drawing board structures in keeping with them.

• • •

MR. WRIGHT'S influence has been world-wide. Although Europe regards him as the genius of American architecture, although far-off Japan feels the power of his ideas, nevertheless, he designs but few buildings. Exhibitions in his own country are proposed and he is not asked to contribute to them. On the other hand, South American countries seek his advice. The old adage about prophets in their own countries seems true.

Five minutes in his company will give a clue to the reason for this. He is no handshaker. He is no "yes" man. Above all, he is an individualist. He has set ideas and is convinced of their truth and will not compromise with them. Conventions exist to be broken. He is too assertive for team-work; too set to change. His positiveness does not fit well into the workings of art organizations, nor does his poetic aproach appeal to manufacturers who contemplate erecting factory lofts.

Leaning back in an armchair, he said that our present-day culture is a system of imitation—an imitation of both old and new.

"Beginning with innocent Colonial ideas," he said, "we soon defaulted our new ground and our ideals of new freedom to the old fashions of Europe—not realizing that great art springs from the same root as great industrial life. It is a product of the soil and the climate, mingled with the ideals of the people.

"As a consequence of this imitation, the very nature of our architecture is artificial and opposed to our culture. As, year by year, we forced European artistic effects upon our changing life and culture in the form of bigger and better imitations, it was inevitable that eclecticism should be born and fostered and that a class of eclectics should be bred in our schools."

In order to understand Wright's ideas it is necessary to consider the times in which his art developed. He was born in Wisconsin sixty-three years ago, and as a boy tended sheep on a farm. The long range of flat country, with buildings far separated and sticking up like excrescences, jarred him. The rocks and occasional hills, the clumps of trees, all belonged to the surrounding landscape, but the red perpendicular barns and houses marred the pictures. It was in these early days that he grew to appreciate the value of long horizontal lines, carrying out the sweep of the adjoining country—lines which he has always emphasized in his work.

With no formal education he entered the engineering school of the University of Wisconsin. He never received a degree, however, for even in those early days his individualism was too marked to permit him to confine himself to conservative methods. But he left college proficient in the principles of his profession and free from the conventional bonds of academic instruction.

• • •

UP to 1880 the United States labored to found a national art. The spirit of the frontier was thrown back on the East and patriotism of the Fourth of July type sought to express itself artistically, unhampered by European influences. It may have been the Centennial Exhibition, with its European exhibits, which weakened this spirit. Men who had crossed the plains in covered wagons became wealthy, and when they or their children started the vacation exodus to Europe they returned with portraits by Carolus Duran and other Frenchmen.

Our art students went to France to study and the Beaux Arts and Julien's began turning out artists and architects in the same way that Ford turns out automobiles today. They were standardized and one could not be distinguished from the other. Besides this influence Victoria in England was sponsoring the doctrine of conventionality. Our wealthy citizens returned to their native land, erected snug Victorian edifices and filled them with walnut furniture and clean, shiny paintings, and about buildings, furniture, and art was a mass of machine-made ornamentation. The more gee-gaws, the better the taste.

A few of our architects rebelled, but instead of attempting to develop a national school they expressed their revolt by turning to older European styles for their inspiration. And while this was going on, Carnegie and his associates in Pittsburgh were perfecting the manufacture of steel and offering builders another system of construction.

It was in the early 1890s that a new type of residence made its appearance in the Midwest. Discarding most of the current ideas, Wright started the construction of low buildings with simple, severe walls of stone or stucco. Surmounting them was a wide overhanging roof which cast deep horizontal shadows on the walls.

"After studying for six years with Louis Sullivan, who was my master as well as my inspiration," said Mr. Wright, "I entered a field which he had not, in any new spirit, touched. In the field of domestic architecture I began to break ground and make the forms I needed. They were the result of the conscientious study of materials and of the machine—which is the real tool whether we like it or not, a tool which at the time had received no consideration from artist or architect."

I asked him what the forms were.

"I believe," he answered, "that a building should contain as few rooms as will meet the conditions for which it is erected. Openings should occur as integral features of the structure and form, if possible, natural ornamentation. An excessive amount of detail has ruined more fine things than anything else that I know of. There have always been too many appliances and fixtures. Pictures, for the most part, deface walls, and when they are used should be incorporated into the general scheme of decoration.

"A building should appear to grow easily from the site, shaped to harmonize with its surroundings. Take the Middle West, for instance, where I put up my first buildings. The prairie has a beauty all its own, and this should be accentuated by gently sloping roofs, low proportions and quiet skylines. Its character should be carried out by suppressed, heavy-set chimneys and sheltering overhangs, low terraces and out-reaching walls."

These were new ideas in the '90s and not generally accepted. Most of the wealthy still followed precedent and employed architects who were turning out imitations of European models. However, Wright's reputation grew. His ideas at first spread westward and a number of houses in California which he planned, while they were a development of the Mission style, nevertheless struck a new note.

• • •

TWENTY-EIGHT years ago he designed the Larkin Building in Buffalo. Its simple walls with little ornamentation, its tall, unadorned railings of geometric design, its interior, high and well-lighted but bare, were all in contrast with the ornate business buildings which had been erected up to that time. Colors were conventionalized and the nature of the materials was brought out rather than disguised. The wood was stripped of varnish or paint, the plastering was developed in its natural texture and there was no attempt to hide wood, plaster, brick or stone.

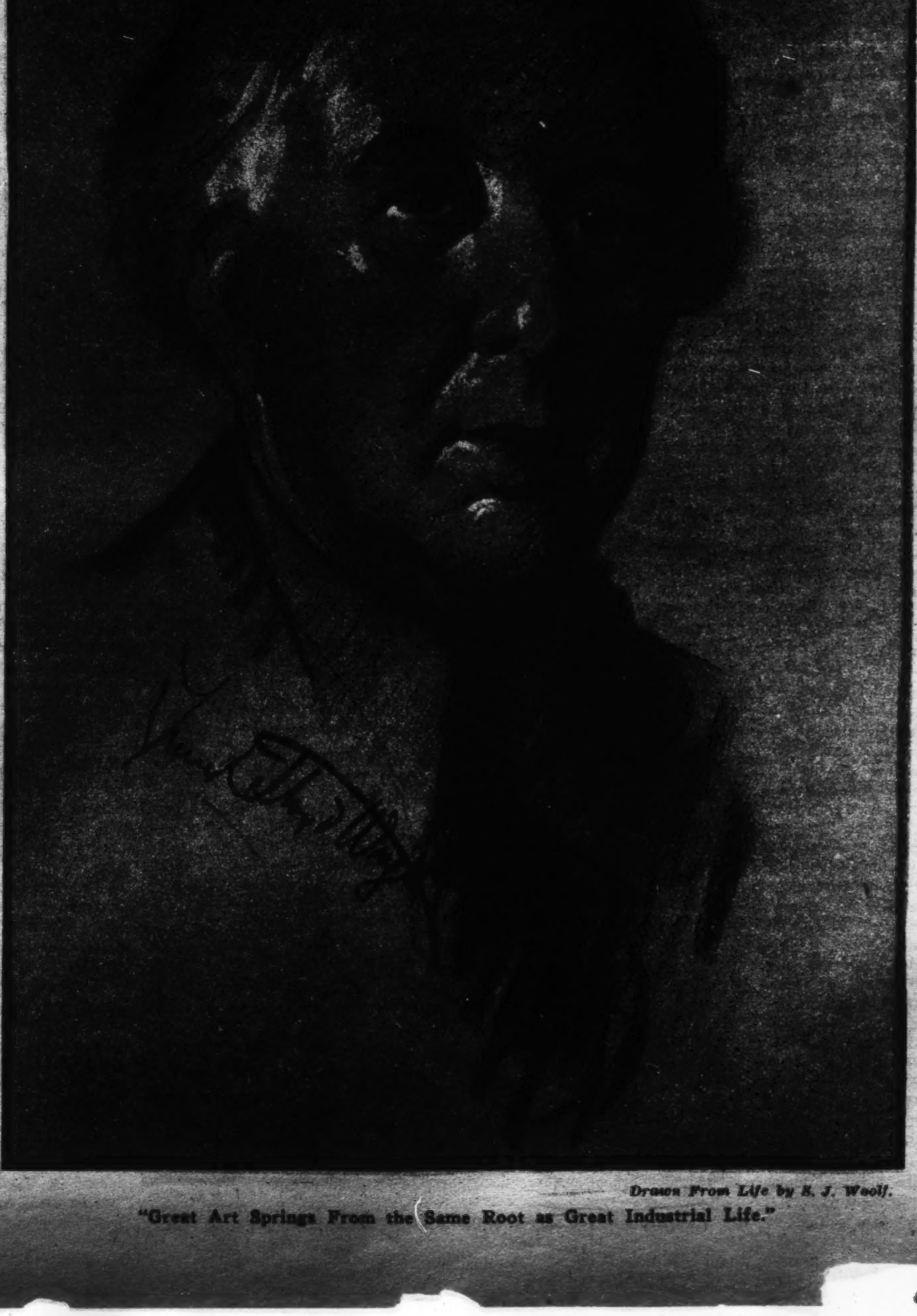
Wright went to Japan and designed the Imperial Hotel in Tokyo; his theories that buildings should be an integral part of their surroundings and that architecture should be the outgrowth of modern materials and methods found a practical justification when the structure remained standing after the earthquake. Throughout Europe architects had recognized Wright's genius and most of the architectural movements that began a generation or so ago found their inspiration in the teachings of this man from the farm lands of the Middle West. So that, while in America pseudo-classic and pseudo-Renaissance buildings were being erected, across the water the simple surfaces and rectilinear styles which he preached became popular. We at last adopted them from Europe, but Europe learned them from Wright.

• • •

THE great trouble with our architecture as well as our art is a lack of originality of thought," he affirmed. "We grew up in a new country, but instead of permitting our ideas to be affected by our surroundings, we went to Europe for our inspiration. When a man becomes wealthy through manufacturing or business he endeavors to perpetuate his name by erecting a Gothic minster or a Colonial museum. Employers construct villages of the Middle Ages for men who are working all day with steam or electricity. After all, our homes should be a part of our daily lives and not relics of another age. Why not make a man's house his home and his office his workshop? No American needs a castle. Kingships are not in our method of life; yet, except for some of our factories, practically all of our buildings, public and private, are no more in keeping with our democratic system than kingship is with the Jeffersonian idea of democracy.

"But the order of the day is that we must 'put on style.' For a long time we did this by aping old orders. We have been erecting skyscrapers and for years they were European

(Continued on Page 15)



Drawn From Life by S. J. Woolf.

"Great Art Springs From the Same Root as Great Industrial Life."

TO THE NAZI COLORS FLOCK GERMAN STUDENTS

Crowding the Universities, the Sons of the Poorer Middle Class Find A New Sort of Romance in the Politics of the Nation

(Continued from Page 5)

catur's dictum, "My country, right or wrong," to that of Luther, immediately pounced upon Dr. Dehn and made such a row that the faculty of theology at Heidelberg backed down and withdrew its invitation to him to go there. The protest was also carried into the church, and the consistory mildly rebuked Dr. Dehn by suggesting that he be more careful in his utterances.

Then Dr. Dehn, in November, was called to the University of Halle, one of the principal hotbeds of nationalism, and the storm broke out anew. A crowd of students gathered at the university, yelling: "Away with Dehn." They kept it up for an hour and Dr. Dehn had to abandon his lecture. The rector called the police. Next day the university was closed, but the students assembled again and repeated their noisy demonstration. The student papers overflowed with indignation over the "Dehn case," and a demonstration of students from various universities and Hochschulen of Central Germany was organized at Jena against the Prussian Minister of Education, who had appointed such an "un-German" person to the faculty.

"A week ago a cry of indignation rang through Germany," said the student who delivered the principal speech at the Jena demonstration, "because a German university rector had had German students beaten with police clubs for having dared to protest against a professor who had besmirched the memory of our war heroes."

* * *

IN speeches, in writings and in their conversations, these youthful Nationalists reveal their burning indignation over the treatment Germany has received at the hands of her former enemies and over what they regard as the flabby acquiescence of Socialists and other republicans in their country's humiliation. With the intense emotionalism of adolescence, they feel that Germany has been betrayed and dishonored and that it is the great mission of the younger generation to vindicate and cleanse and unify the nation as their forebears did after its subjection by Napoleon. This idea possesses them like a ruling passion. Study, pleasure, the republic and even European peace are for them secondary. Rarely do they mention the republic, except to denounce its officials; rarely do they say a word as to how their fiery nationalism is going to affect the prospects of saving Europe from another catastrophe.

The literary and erotic romanticism of the last century has been replaced by an equally passionate patriotic-nationalistic romanticism. If a present-day Goethe were to write a new "Sorrows of Young Werther" against a contemporary background, it would be the story, not of a sentimental, love-sick collegian, but of a student consumed by the fires of nationalism—perhaps of a Nazi.

A glimpse of the mind of the student nationalist is afforded by the following lines from an article in Der Student, written by Hanns Gierlichs, member of the national executive committee of the Deutsche [illegible]

fend our frontiers grows weaker from year to year, not only because Germany's demands for the disarmament of others have been met with scornful laughter * * * but because to us youth the limitations placed upon Germany's armaments represent an undeserved brand of Cain, a symbol of German guilt and dishonor."

Gierlichs is not a Nazi, but the feelings he expresses are those of the bulk of German university students and represent the emotional sources from which the Nazi movement—both inside and outside the universities—draws its principal strength. These feelings are infinitely more intense among the youth and form a barrier between them and the more elderly of their teachers. "The professors are mostly too old," said one student leader. "They do not sufficiently sympathize with present-day nationalism. We need new blood in our faculties."

This remark caused the foreign observer, whose questions had provoked it, to blink with amazement. For he had traveled pretty much all over Germany, had met many professors, had read their books and

Times Wide World Photo.

Reichswehr at Student Fête.

lectures by the score and had regarded them as being, for the greatest part, as nationalistic as the most sensitive patriot could wish. But their nationalism evidently is too intellectual and insufficiently emotional to satisfy the more ardent of their students. It is true that a professor of 50 who is a thorough-going Socialist is far less radical than a youth of 20 to 25 who is a Nazi.

"You seem more interested in your war on certain professors than you are in your studies," said the writer to one of the most active of the student agitators.

"Speaking for myself, yes," he answered. "It is more important at this moment to defend our national heritage (Volkstum) than to study while the nation goes to ruin."

"But what about academic freedom?"

"Academic freedom is all right so long as professors do not malign their country or preach internationalism. Some are put in by the Socialist Government in Prussia to propagate socialism."

"But if you Nationalists [illegible]

students. The Nazis are probably about twice as strong in the universities as they are in the country generally. To their influence must be added that of the "corps" and dueling clubs, whose members come largely from the former ruling classes and the conservative middle class and have no affection for the republic.

Their success has been due partly to the genius for organization which characterizes the Nazi movement as a whole. There are the local leaders, one in each department of the university. Above them are the university leaders, one in each university or technical school. District leaders divide the country into ten districts. Each district leader is required to go to Munich once a month for instructions from the Nazi national headquarters, while he in turn assembles the local leaders periodically and drills them in propaganda. This Winter each Nazi student has been urged to win a new recruit. True to Nazi principles, no democracy is allowed to weaken this crusading student army, all leaders being appointed from above. The national leader of all the Nazi students, Baldur von Schierach, has an office in the Brown House in Munich, whence all Nazi activities are inspired and directed.

* * *

ONE of the reasons for the nationalism of the German students is the fact that the universities are overcrowded. There were 79,000 students in the institutions of higher learning in Germany in 1914; there are about 140,000 today. Only about 3,000 of them come from working-class homes, hence the weakness of socialism in the universities in contrast to its strength in the nation. More than half the students are sons of moderately exalted officials, merchants and manufacturers; the rest are sons of professional and other bourgeois parents.

There is much truth in the remark of one professor that the German universities have become places of refuge for the unemployed of the middle class. Many who otherwise would be entering some commercial pursuit have enrolled in the universities because they can find no jobs. They receive, from parents or from various academic relief funds, small sums that enable them to live. When the Nazis tell them the treaty of Versailles and reparations are the cause of their hopeless plight, they listen responsively, for the Nazis seem to offer a ray of hope such as comes from no other quarter.

All this political agitation naturally interferes with study, and the emotions which provoke it hardly contribute to the scholarly frame of mind. But if the scholarship of the average student has declined, it is attributable, not only to the growth of political strife, but at least equally to the overcrowding which has augmented the class of students whose principal interest is something else than learning.

Still there remain thousands, perhaps as many as before the war, who go to the [illegible] and stick to that purpose. A vast amount of research goes on and great efforts have been expended in organizing it in new ways, notably in the institutes for economic research in Heidelberg and Frankfort.

LIBERTÉ DU SUD-OUEST
BORDEAUX

29 JANVIER 1932

SOUS LE SIGNE DE L'AVENTURE...

Il est curieux et aussi assez troublant de constater à quel point notre époque si réglée, si uniforme, si stabilisée, est en réalité soumise à l'emprise de l'aventure ! Ce siècle de progrès, de clarté est, en effet, celui des Sociétés secrètes. De par le monde, il existe ainsi un peu partout des organismes à l'activité mystérieuse qui se signalent parfois par des coups d'éclat d'une audace extrême. Tel fut le drame sombre et shakespearien de l'enlèvement en plein jour et en plein Paris du malheureux général Koutepoff, dont on reparle beaucoup ces jours derniers à propos de l'affaire de Constantza en Roumanie.

Mais l'assassinat politique, s'il ne fait après tout que continuer en Russie les traditions du nihilisme, n'est pas aujourd'hui le privilège exclusif de l'autocratie rouge. En Chine, en Indochine, dans l'Inde, il existe des cellules communistes qui prononcent aussi de terribles condamnations sans appel. Dans l'Asie lointaine, les attentats contre les Européens ne se comptent plus. Canton, par exemple, réduit central du nationalisme jaune, n'est plus qu'une fabrique de bombes...

Mais plus près de nous, en Allemagne, il existe aussi de très nombreuses Ligues nationalistes ou racistes, renouvelées de l'ancienne Sainte-Vehme germanique, du « Tugenbund » fameux de 1813 qui prépara contre la domination napoléonienne la Guerre de Libération. Ces associations secrètes s'érigent en tribunaux exceptionnels et chatient implacablement les « traitres à la patrie allemande » ou ceux, du moins, qu'elles jugent tels...

Un livre bien suggestif à cet égard, récemment paru, « Les crimes politiques en Allemagne » de MM. E.-J. Gumbel, Berthold, Jacob et Ernst Falck, nous présente le tableau saisissant de cette monstrueuse tuerie.

De 1919 à 1929, les nationalistes allemands ont commis 354 assassinats politiques. Les partis de gauche sont restés dans des limites plus... raisonnables ! Ils n'inscrivent, en effet, que 22 victimes à leur tableau de chasse !

Et les auteurs constatent, d'ailleurs, que parmi les crimes de droite, un seul fut puni : le meurtre de Rathenau. Tous les autres bénéficièrent d'une scandaleuse impunité. Quand une condamnation fut prononcée, la peine fut toujours ridiculement minime. C'est le cas de répéter le vers fameux de Victor-Hugo :

Je peux tuer cet homme avec tranquillité.

Parmi les chefs de file des partis de gauche, Liebknecht, Rosa Luxemburg, Kurt Eisner, Erzberger, Rathenau, Haase, Schedemann, Maximilien Harden, payèrent de leur vie ou des pires traitements le crime inexpiable de s'ériger en défenseurs du nouveau régime.

A notre connaissance, Schultz et Thylessen, les étudiants meurtriers d'Erzberger, le lieutenant Gustav Muller, un des assassins de Rathenau, le Yunker Vogel qui exécuta Rosa Luxemburg en furent quittes purement et simplement pour s'expatrier momentanément. On les vit à Vienne, à Budapest, à Constantinople, dans tous les lieux où l'on faisait la fête, oublier leurs sinistres exploits en sablant joyeusement le champagne...

Comment méconnaitre, d'ailleurs, l'action occulte et puissante des Ligues « Konsul », du fameux capitaine Ehrart, « Oberland » et même des associations « Blücher », « Bismarck », « Werwolf », en apparence plus pacifiques ?

On sait qu'à côté de la « Reischwehr » officielle des organisations militaires illégales ont été créées par quelques hommes énergiques et résolus pour arriver par une activité souterraine incessante à faire prévaloir les grands desseins qu'ils se sont assignés. Ces organisations constituent la « Reischwehr noire ». Les attentats en Silésie, lors du plébisciste polonais, et dans la Ruhr, lors de l'occupation française, sont leur œuvre. Au sein de ces organisations, fonctionne en permanence le tribunal secret de la « Vehme », qui assure, par la crainte, le silence ou la complicité des timorés ou des hésitants...

Dans un livre d'un intérêt passionnant et qui n'est pas seulement le fruit de son imagination: « *Sous le Casque d'Acier* », M. Maurice Laporte a retracé de main de maitre cette mystérieuse activité des sociétés secrètes allemandes, dont nous avons à peine une idée en France.

Qui donc a prétendu que l'aventure était désormais exclue des conditions de la vie contemporaine ? Jamais, peut-être, elle n'a ouvert — dans certains pays, tout au moins — des perspectives d'action aussi illimitées, aussi troublantes, aussi mystérieuses, aux individualités fortes et résolues, que n'encombrent ni les scrupules, ni le respect de la vie humaine...

Louis CADARS.

Heidelberg, 1. Februar 1932 / Nr. 6

Winter-Semester 1931/32 (69. Halbjahr)

Der Heidelberger Student

HERAUSGEGEBEN VON DER DEUTSCHEN STUDENTENSCHAFT HEIDELBERG

Verantwortl. Schriftleiter: Erich Lauer, rer. pol., Heidelberg. Geschäftszimmer der D.St.H., Hauptstr. 180, Fernsprech-Anschluß Nr. 2698.

Druck und Anzeigenannahme: Druckerei Winter, Heidelberg, Lutherstraße 55, Fernsprecher 2965. — Die Abgabe an die Studierenden und Dozenten der Universität Heidelberg erfolgt unentgeltlich. Bezug für Nichtstudierende durch den Buchhandel oder Verkaufsstellen. Einzelpreis 20 Pfg.

Postscheck-Konto Nr. 115 21 Karlsruhe in Baden

Ein Jahr
Deutsche Studentenschaft Heidelberg.

Von Erich Lauer, rer. pol.

Am 24. Januar war es ein Jahr, daß die Deutsche Studentenschaft Heidelberg gegründet worden ist. Aus Anlaß dieses Gedenktages ziemt es sich, einmal einen Blick zurück zu werfen und alles das kurz zu streifen, was dieser Gründung vorausging und was seither geschehen ist.

Wie allgemein bekannt ist, bildete den Keim zu allen Zwistigkeiten, die in den letzten Jahren und auch schon früher zwischen der Universität oder vielleicht besser zwischen dem badischen Ministerium und der Studentenschaft entfacht wurden, die Ernennung Dr. Gumbels zum a. o. Professor durch den damaligen Kultusminister Dr. med. honoris causa Adam Remmele. Daß diese Ernennung ausgerechnet am Verfassungstag der deutschen Republik vo[illegible]genommen wurde, sei hier nur nebenbei e[illegible]. Das Gutachten der philosophisch[illegible] [illegible] als eine Beleidigung [illegible] Carola, daß der Mann vom „Felde der Unehre" zum Professor an ihr ernannt wurde. Für die Studentenschaft war dieser Kampf um die Reinerhaltung der Universität eine Überzeugungsfrage, während er für das Kultusministerium eine Prestigefrage war. Die Bürgerschaft Heidelbergs stellte sich in einer erdrückenden Mehrheit hinter die deutschen Studenten und leitete sogar ein Volksbegehren für die Entfernung Gumbels von der Universität Heidelberg ein, in das sich sehr viele, darunter sehr namhafte Personen eingetragen haben.

Schon im Sommer-Semester 1930 war — satzungsgemäß — der Allgemeine Studentenausschuß (Asta) gewählt worden, der den nationalen Gruppen eine überwältigende Mehrheit verschafft hatte. Alle Ämter waren satzungsgemäß besetzt, aber die schwachen Linksgrüppchen schrien von „brutaler Vergewaltigung". Auch dem Kultusministerium wurde dieser „radikale" Asta ungemütlich und es kürzte die Zwangsbeiträge um ein Drittel, um die Arbeit dieser Rechtsmehrheit zu schwächen und zu untergraben. Natürlich mußten im Haushaltsplan verschiedene Posten eine Kürzung erfahren, darunter auch der Posten für soziale Fürsorge, was zu endlosen Protesten ausgenützt wurde. Eine positive Arbeit im Asta war dadurch unmöglich geworden. Nun kam das Wintersemester 1930/31. Das Kultusministerium verzögerte die Genehmigung des Haushaltsplanes, so daß der Asta noch im Januar keinen Pfennig erhalten hatte. Keine Rechnung konnte bezahlt werden und der Geschäftsgang konnte nicht ordnungsgemäß weitergeführt werden. Jetzt schien dem Ministerium der Zeitpunkt gekommen, den Asta „wegen vollkommener Unfähigkeit" aufzulösen. Diese Auflösung trieb die schon durch den Fall Gumbel entfachte Spannung innerhalb der Studentenschaft auf die Spitze. Am Tage nach der Auflösung fanden sich die rechtsgerichteten Studenten auf dem Platz vor der Universität ein und protestierten gegen die Auflösung. An den Fronten der Häuser stauten sich die Massen der Studenten und Bürger. Der nationalsozialistische Stadtrat Dr. Abendroth schwang sich hinauf auf den alten Brunnen und hielt folgende Ansprache:

„Der kleine Metternich von Baden, Herr Kultusminister Dr. h. c. Adam Remmele, hat unter Bruch der Satzungen der Heidelberger Studentenschaft den Asta verboten und damit die studentische Selbstverwaltung zerschlagen. Herr Minister Remmele sieht in der Studentenschaft einen Faktor der ihm als Marxist so verhaßten nationalen Front, weil die Studentenschaft einen Menschen wie Gumbel, der sein Vaterland verleumdet hat, nicht gefallen läßt. Wir müssen offen erklären: nicht irgendwelche formalen Gründe sind Herrn Remmele Anlaß zum Verbot gewesen, sondern einzig und allein das Aufbäumen des „nationalen" [illegible] der Stu[illegible] wird fallen und jene Kreise, welche hinter ihm stehen, mit ihm. Daß dieser Fall selbstverständlich auf ganz legalem Wege vonstatten geht, dafür bürgen mit der Studentenschaft Millionen anderer, deutscher Volksgenossen, von denen wir wissen, daß der Kampf der Studentenschaft auch ihr Kampf ist, dafür bürgen aber auch deutsche Hochschulprofessoren, die ein sterbendes System in ihrer freien Meinungsäußerung terrorisiert, die uns aber nichtsdestoweniger ihre Sympathie für unseren Kampf versichern. Wir begnügen uns nicht mit einem Protest, der für das jetzige System noch nie gegolten hat, sondern erklären, diesen Protest dadurch zu bekräftigen, daß wir bereit sind, die Arbeit des Asta, wenn jetzt auch nicht staatlich anerkannt, desto ernster und willensstärker durchzuführen. Auf eins kann sich Herr Remmele verlassen: sein Verbot hat uns erst recht die Augen geöffnet, wo der Feind einer jeden freiheitsliebenden und damit nationalen Studentenschaft steht. Die Geschichte wird dereinst entscheiden, auf wessen Seiten die ewigen, ungeschriebenen Rechte der Nation gestanden haben."

Dann sang die Studentenschaft begeistert „Burschen heraus", womit die eigentliche Kundgebung ihr Ende hatte. Alles war bereits im Auseinandergehen begriffen als Rufe laut wurden, wie: „Polizei!" und bald flackerte da und dort das damals so beliebt gewordene Müllerlied aus der Menschenmasse empor, während 6 oder 7 Polizeibeamte — voraus ein Offizier — im Gänsemarsch sich durch die Menge hindurchschlängelten, um endlich beim Portal des alten Universitätsgebäudes Aufstellung zu nehmen. Alles drängte wieder zusammen, immer dichter wurde die Menge, unter der sich natürlich auch viele Neugierige und Unbeteiligte befanden. Das Müllerlied verstummte und das Deutschlandlied wurde angestimmt, von Strophe zu Strophe mit wachsender Begeisterung gesungen. Nationalsozialistische Studenten brachten auf ihren Führer Adolf Hitler „Heil"-Rufe aus und schließlich sang man in einer anderen Richtung das Horst-Wessel-Lied. Da — auf einmal — ganz urplötzlich — hörte man Schreien und Rufen. Gummiknüppel sah man niedersausen, das Chaos war da. Die Menge johlte und spottete über die Polizei (das Unangenehmste, was einer staatlichen Einrichtung passieren kann!!). Wäre die Polizei ruhig weggeblieben, so hätte die Kundgebung trotz ihres „revolutionären" Charakters einen geordneten Verlauf genommen. Nein, aber im Gegenteil, man mußte nun aus Mannheim Verstärkung herbeiholen. Dadurch stieg die Spannung immer höher, bis die Polizei schließlich sogar in die Universität eindrang und als ersten den doch völlig unbeteiligten und schuldlosen Hausmeister Baust niederschlug. Nicht genug damit. Sogar ein Sekretariatsbeamter mußte dran glauben, nämlich Herr Armbruster. Aber auch mancher unserer Kommilitonen hat eines „ausradiert" [illegible] zu suchen sind. Wenn jema[illegible] eine gerechte Untersuchung eingeleitet werden müßte, so gäbe es nur einen Angeklagten und der heißt: Gumbel! — Einige Stunden nach der Kundgebung mit dem verhängnisvollen Ausgang kam der damalige Rektor, Prof. Dr. Meister, in die Universität und forderte die Studenten zu einer Aussprache in der Aula auf, die schließlich zu einer Beruhigung beider Teile führte. — Die inzwischen gebildete freie Heidelberger deutsche Studentenschaft hatte zum nächsten Tag, Samstag den 24. Januar, zu einer Gründungsfeier ins Capitol alle Studenten und Bürger Heidelbergs eingeladen. Ungefähr eine Stunde vorher hatte aber auch der Rektor zu einer erneuten Aussprache aufgerufen und zwar in die Stadthalle. Als er im Verlaufe dieser Studentenversammlung unserem Kommilitonen Fred Himmel auf Grund der abgelaufenen Redezeit das Wort entzog, als dieser eine Erklärung der nationalen Studentenschaft verlesen wollte, verließen ungefähr drei Viertel aller Studenten unter Protest den Saal und zogen demonstrativ hinaus zum Capitol, wo die feierliche Gründung der „Deutschen Studentenschaft Heidelberg" vollzogen wurde. Hören wir, was der „Heidelberger Student" in Nr. 5 W.S. 1930/31 darüber schrieb:

> Festlich und demonstrativ beflaggte Straßen kündeten den Tag der feierlichen Gründung der „Deutschen Studentenschaft Heidelberg" an. Er wurde zum Tag der Entscheidung. Die Versammlung in der Stadthalle hatte den Bruch zwischen Rektor und Studentenschaft gebracht. In stillem Protest hatten die Massen den Saal verlassen. Der Marsch zum Capitol glich einem Demonstrationszug. Über allem lag Sturm. In der Vorhalle des Capitols tobte die Brandung. „Gumbel!" „Einzeichnen!". Dazwischen unaufhörlich und gedämpft „Stadthalle!", „Rektor!", „Senat!", „Universität!", „Mittwoch!", „Polizei!".
>
> Drinnen im größten, völlig überfüllten Lichtspielhause Badens herrschte feierliche Stille. Die Bühne stand voll Blumen, umrahmt von riesigen leuchtenden Fahnen. Über allem das jauchzende Licht.
>
> Mit begeistertem Beifall wurden Geh. Rat Prof. Dr. Endemann, und die Privatdozenten Dr. Nieland, Dr. Himmel und Dr. Haag begrüßt. Und dann kam noch einer, der Reichstagsabgeordnete Lenz. Die Bürgerschaft und der Abgeordnete wollten damit zeigen, daß der Kampf der Heidelberger Studenten nur ein Teil ist im Kampfe des Volkes.
>
> Die Orgel spielte. Sie hätte dröhnen und brausen können. Sie tat es nicht, sie wollte „Feier". Als sie verstummte, da wurde noch einmal die Erklärung verlesen, die in der Stadthalle unterbrochen worden war. Dann sprach Kommilitone Scherberger. Ruhig, überlegen.
>
> „Wir glauben ja nicht, daß der Herr Minister mit der Auflösung des Asta lediglich die Interessen einer Partei besonders [illegible] wollte, denn da [illegible] Fall Gumbel für uns keine Prestigefrage, sondern eine Frage unserer Überzeugung und Besinnung ist . . . Unser Grundsatz steht fest, wir werden nicht weichen und nicht wanken, denn wir haben die moralische [illegible]pflichtung übernommen, dem Volke i[illegible] [illegible]ienste der Studentenschaft zu die[illegible] Das „Burschen heraus" er[illegible]uste.
>
> Dann folgte die Festrede, die von Exz. v. Reichenau, Gesandter a. D., gehalten wurde. Und er verstand es, jenen gläubigen Idealismus zu wecken, nein, nur weiter zu steigern und seine Flamme zur höchsten Höhe zu treiben, weil er schon immer in uns ruhte und immer uns trieb!
>
> **„Die deutsche Freiheit ist unser Ziel. So gilt es auch für Sie, Kommilitonen, bei der vor Ihnen liegenden Arbeit voll Überzeugungstreue, voll sittlichen Ernstes, voll leidenschaftlichem Wahrheitsdrange und glühender Vaterlandsliebe zu wirken . . . Nicht auf die Größe der Aufgabe, sondern auf die Größe der Gesinnung kommt es an, mit der man an die Erfüllung der Aufgabe herantritt."**
>
> Das Deutschlandlied, das in diesen Tagen des Terrors zum heiligen Schwur geworden ist, beschloß die feierliche Gründungsversammlung der „Deutschen Studentenschaft Heidelberg".

Er war ein großer Tag in der Geschichte der Heidelberger Studentenschaft, dieser 24. Januar 1931. Wir wollen und werden ihn nie vergessen. Und was wir damals feierlich geschworen haben, das versprechen wir auch heute und immer: Nicht den Kampf ruhen zu lassen, bis wir wieder ein freies deutsches Vaterland haben werden, in das ein gesunder und reiner lebendiger Geist seinen Einzug halten kann!

Ein Jahr ist nun vorüber und die Deutsche Studentenschaft Heidelberg kann mit Recht behaupten, daß sie positive Arbeit geleistet hat. Sie hat nicht allein die Pflichten und Arbeiten der vorher bestandenen Studentenvertretung übernommen, sondern darüber hinaus immer versucht, dieser Arbeit eine Form zu geben, die an einer deutschen Hochschule ein Lebensrecht hat. „Dem lebendigen Geist!" das war auch ihr Grundsatz. Wenn dabei die Ansichten über die Art dieses lebendigen Geistes in der

Fortsetzung auf [illegible]

Skizze einer Rede des ehemaligen KPD.-Tscheka-Führers und jetzigen Nationalsozialisten, von Erich Lauer.

„. . . . Und nun, deutsche Volksgenossen, will ich Ihnen einmal an Hand von einwandfreien Dokumenten und wahrheitsgetreuen Berichten einiges aus dem „Sowjetparadies" erzählen!

Vor einigen Wochen kam ein Arbeiter zu mir auf die nationalsozialistische Geschäftsstelle nach Frankfurt. Sein Name ist: Böcke. Er hätte mir vieles über die Zustände in Sowjet-Rußland zu erzählen, da er selbst mit seiner Familie drüben gewesen sei und alles selbst gesehen und erlebt hätte. Ich machte ihn darauf aufmerksam, daß er mir nur wahre Tatsachen schildern dürfte, die ich wieder in den Versammlungen dem deutschen Volke erzählen könnte. Er gab mir sein Ehrenwort, daß alles wahr sei. Ich brauche seinen Namen nicht zu verheimlichen und könne ihn dafür mit dem Leben verantwortlich machen. Es entspann sich dann ungefähr folgendes Zwiegespräch:

„Nun, also erzähle mir mal, mein lieber Böcke!"

„Ich war lange Jahre Mitglied der Internationalen Arbeiter-Hilfe, die der KPD. am nächsten steht. Da ich arbeitslos war und Frau und zwei Kinder hatte, beschloß ich, nach Rußland zu gehn und mir dort neue, bessere Lebensverhältnisse zu suchen. Ich hörte ja immer von meinen Genossen, daß es dort drüben einem Arbeiter so gut gehe. Zunächst fuhr ich allein nach Moskau und stellte mich dem Wirtschaftskommissar der Sowjetunion vor. Dieser schickte mich auch an eine Fabrik, etwa 200 km von Moskau entfernt. Ich hatte in Deutschland immer den Wundermärchen geglaubt und nahm an, daß ich nun in einen jener Industrie p a l ä s t e käme, mit den f u n k e l n a g e l n e u e n M a s c h i n e n und mit p a r a d i e s i s c h e n A r b e i t s v e r h ä l t n i s s e n. Aber was sah ich? Eine baufällige Halle aus Holz mit vollständig veralteten und ausgeleierten Maschinen."

„Ja, aber mein lieber Böcke, Rußland bezieht doch so viele Maschinen aus dem Ausland. Wo kommen die denn hin?"

„Ganz recht. — Im Hofe neben der Fabrik standen ganz neue Maschinen. Aber — sie waren völlig zusammengerostet, da sie niemand in die Fabrik einbauen konnte (!)."

„Und welche Arbeitsverhältnisse waren denn dort?"

„Die waren gar nicht gut, bei mir sogar ha- [illegible] Rußland [illegible] es bekanntlich Deutschland erzählt, sondern [illegible] für bekamen die russischen [illegible] täglich. Ich bekam als Deutscher [illegible]. Der Durchschnittslohn ist ungefähr 3,50 Rubel. Ein Kilo Butter kostet aber allein 7 Rubel und ein Kilo Zucker 6 Rubel, sodaß mein Lohn nicht ausgereicht hätte, um meine Familie zu ernähren."

„Ja nun sag mal, mein lieber Böcke, du erzähltest eben, daß ihr oft auch Sonntags gearbeitet habt und zwar sogar immer 9 Stunden. Habt ihr das aus reiner Begeisterung für den Kommunismus getan, um den 5-Jahresplan zu verwirklichen?"

„O nein! Das wurde von dem roten Direktor der Fabrik so diktiert. (!) Ueberhaupt sind diese Arbeiter nur zum Teil Kommunisten. Im Ganzen sind es 50 Prozent Männer und 50 Prozent Frauen. Davon sind nur 20 Prozent Kommunisten."

„Ja hättet ihr da nicht einfach eine Versammlung abhalten können, um darüber abzustimmen, wie lange gearbeitet wird?"

„Das ist unmöglich. Es muß alles so gemacht werden, wie die Regierung diktiert oder wie es der rote Direktor im Auftrag der roten Regierung bestimmt."

„Wer ist denn das, der rote Direktor?"

„Jede russische Fabrik hat zwei Direktoren: einen technischen, der den Betrieb in der Fabrik leitet, und einen roten Direktor, der darüber zu wachen hat, ob alles von der Regierung Diktierte auch ausgeführt wird. Dabei fürchtet der technische Direktor den roten genau so, wie ihn jeder einfache Arbeiter fürchtet. („Kommunismus" in der Praxis!!) Der rote Direktor wird direkt von der Regierung an die Fabrik berufen und kennt nur in den seltensten Fällen den ganzen Fabrikbetrieb, die Arbeiter überhaupt nicht."

„Und da hast du diese Verhältnisse auf die Dauer ertragen?"

„I'wo! Deshalb ging ich zu dem roten Direktor und bat ihn, er möge mich an eine andere Fabrik überweisen. Er sagte mir, daß er es nur tun könne, wenn ich meine Familie nach Rußland hole. Ich ließ meine Familie kommen und er versprach mir freie Wohnung, freie Möbel, freies Licht und Heizung. Als ich an die andere Fabrik kam, ließ ich mich in meine Wohnung führen. Es war ein schmutziger, kahler Raum, darin zwei Pritschen, zwei Stühle und ein ungehobelter Tisch. Und das für vier Personen, zwei Erwachsene und zwei Kinder! Am ersten Tag aßen wir in der Kantine der Fabrik und bekamen als Essen einen Teller Suppe (!!). Als ich sie essen wollte, bemerkte ich darin sonderbare Dinge: Füße und Flügel von Insekten. Wir ließen die Suppe unberührt stehen. Dann ging ich einmal in die Küche, wo diese „Suppe" in großen Kesseln gekocht wurde. Als ich sie betrat, sah ich zu meinem heillosen Entsetzen, daß Decke und Wände über und über von Käfern wimmelten. Bei uns nennt man diese Käfer auch „Russenkäfer". Der Dampf stieg aus den Kesseln in die Höhe und alle Käfer, die darüber an der Decke saßen, fielen betäubt in die Suppe. Dort wurden sie ruhig mitgekocht [illegible] Monatsgehalt eines einzigen Arbeiters nicht einmal für ein Paar Schuhe."

„Ja, habt ihr Arbeiter dann überhaupt Schuhe tragen können?"

„Nein, eben nicht, denn man konnte ja keine kaufen. Die meisten russischen Arbeiter haben derartig zerfetzte und verlumpte Schuhe und Kleider an, daß es grauenhaft ist. Die Arbeitskleider sind aus Sackstoff (!), an welchem keine Naht hält. Nach 14 Tagen schon sind es Lumpen, die man nicht mehr tragen kann."

„Und wie war es denn mit den Nahrungsmitteln? Konntet ihr die selbst kaufen?"

„Jeder bekommt in Rußland im Monat eine bestimmte Anzahl Lebensmittelkarten. Viel sind es nicht, aber sie würden vielleicht noch genügen. Will man aber in den amtlichen (einzigen) Verkaufsstellen der roten Regierung Brot usw. dafür holen, so heißt es, daß keines mehr vorhanden sei. Auf Deutsch heißt das, daß man langsam aber sicher verhungern muß."

„Ja, habt ihr euch da nicht beschweren können?"

„Das kann man nicht, man muß sich schon darauf gefaßt machen, daß einen nachts, mitten im Schlaf, die Tscheka aus dem Bett holt und verschleppt, irgendwohin nach Sibirien oder sonst in ein Gefängnis."

„Warum bist du nun wieder nach Deutschland zurückgekommen?"

„Als der Winter kam, wollte ich mein versprochenes Holz zum Heizen holen, denn meine Kinder froren vor Kälte. In Rußland beginnt der Winter bekanntlich schon früh, im Oktober. Ich bekam keines. Darauf bin ich zum Wirtschaftskommissar gegangen und habe ihm gesagt, daß meine Kinder vor Kälte zittern. Was er mir da geantwortet hat, ist das Schlimmste, das ich je in meinem Leben hörte: „Dann lassen Sie doch Ihre Kinder kaputt gehen und machen sich wieder neue, wenn Sie Geld haben! . . . ."

Deutsche Volksgenossen! Das ist das wahre Bild von Sowjet-Rußland! Und hier will ich Ihnen nur noch kurz aus zwei Briefen vorlesen, die mir eine Frau gegeben hat. Ihre Freundin in Rußland schreibt darin, daß sie ihr Leben durch Deckensticken fristen muß. 10 Tage mühsamer Arbeit braucht sie zu einer Decke und bekommt dafür 15 Rubel. Dieselbe Freundin hat ein Kind und will dem Kind etwas Obst kaufen, ein Viertel Pfund Kirschen. Dafür bezahlt sie 5 Rubel. Dieses Kind ist aber nicht zu Hause bei seiner Mutter, sondern in der amtlichen Erziehungsanstalt, wo alle Kinder erzogen werden müssen. Nur selten kann sie es besuchen und sehen. Und wenn dann das Kind an dem Hals seiner Mutter hängt und bitter klagt über das große Elend, dann darf die Mutter nicht etwa hingehen zum Kommissar und sich beschweren. Sie würde sofort nach dem Gesetz, daß niemand an den Maßnahmen und Einrichtungen des Sowjetstaates Kritik üben darf, verhaftet und nach Sibirien deportiert werden! — Das schreibt eine Frau aus Rußland.

[illegible] Wand gestellt. Die Patronen [illegible] seite wären uns viel zu schade. Aber nein, etwas anderes werden wir machen: Wir werden endlose Güterzüge zusammenstellen, Waggon an Waggon. Dort hinein werden Sie gesperrt und dann — — „Heil Moskau" und „gute Reise" nach Rußland!

Dann denken Sie vielleicht einmal an das zurück, was mir der Arbeiter Böcke berichtet hat und was ich Ihnen nun über Sowjet-Rußland erzählt habe. Vielleicht kommen Sie schon nach 14 Tagen wieder zurück als deutsch-bewußte Nationalsozialisten!"

Streiflichter.

Beuthen . . .

F.St. — Eine große, endlich einmal gemeinsame Freude ging durch alle Reihen des deutschen Volkes, als aus Oberschlesien die Kunde kam, daß die Hälfte der seit einer Woche verschütteten Bergleute auf der Carstengrube bei Beuthen lebend geborgen worden sind. Auch wir Heidelberger Studenten freuen uns mit den Familien, die aus der Trauer, die nun schon eine Woche währte, herausgerissen wurden durch die Botschaft: die Männer sind gerettet. Und wir freuen uns mit den Helfern, denen es in heißer Arbeit trotz der offensichtlichen Aussichtslosigkeit auf Rettung der Arbeiter nach einer Woche doch noch gelungen ist, den Familien ihren Brotverdiener zurückzugewinnen. Gleichzeitig war diese Rettung ein Triumph der modernen Technik, denn ohne die modernen Heißluftbohrer, die seit dem Jahre 1929 in Berlin hergestellt, mit großem Erfolg arbeiten, wäre es nie gelungen, innerhalb der oben genannten Zeitspanne durch die langen verschütteten Stollen zur Unglücksstelle zu kommen, wo sieben Menschen dem Tode eine Woche lang ins Auge sahen. Wer niemals Werkstudent gewesen ist, kennt nicht die Leiden und Freuden der Bergarbeiter-Familien, die jeden Tag damit rechnen müssen, daß der Vater, der der Ernährer der Familie ist, oder der Sohn, das einzige Glück der alten Bergarbeiterfamilie nicht mehr lebend aus dem Stollen zurückkehrt. Wer gerade in diesen oberschlesischen Familien die Stimmung und [illegible] erst hier die Wahrheit des Wortes „Arbeit adelt". Die Mehrzahl dieser Familien lehnen den Kommunismus schroff ab, obwohl man doch denken müßte, daß schon die Aussicht auf einen Streik, d. h. die Aussicht auf ein paar gefahrlose Tage der Freiheit, in diesen Familien Jubel auslösen müßte. Aber der Bergmann weiß, daß seine Arbeit für das gesamte Funktionieren des staatlichen Apparates unerläßlich ist, und daß er mit seinem Schweiß den Grund legt, zu neuem staatlichen Aufbau; und das Gefühl des Wertes seiner schweren Arbeit gibt ihm den Stolz und den Charakter, den man in diesen oberschlesischen Familien so eigen und neu empfindet. Und wer die schlichten Stuben der oberschlesischen Bergleute kennt, in denen noch heute die alten, in früherer Zeit benutzten Karbidlampen die Zimmer beleuchten, und ihnen einen mystisch-schauerlichen Eindruck verleihen, diese Zimmer, in denen das Kruzifix den Bewohnern zum Symbol für Wohlstand, Sittlichkeit und Beruhigung in schweren Tagen der Arbeit und Not ist, der weiß, daß hier in diesem Teil des schlesischen Landes ein markiges, pflichtbewußtes, deutschfühlendes Arbeitertum lebt, dem unsere ganze Verbundenheit angehört. Mit umso größerer Trauer haben wir daher in den letzten Tagen vernommen, daß die Rettung der letzten Verschütteten zweifellos vergeblich sein wird.

Er lebt auch noch!

F.St. — Im „Prinz Max", seinem alten Stammlokal, hat am letzten Dienstag Martin Hörz zum erstenmal seit langer Zeit wieder in Heidelberg vorgesprochen. Am Ende des vergangenen [illegible] Heidelberg und machte mit einer Gruppe von Sozial-Demokraten unter, denen sich auch „Pfarrer" Eckert-Mannheim befand, eine Studienreise durch Sowjetrußland. Ob vor, während oder nach der Reise Hörz Kommunist geworden ist, weiß ich nicht. Er studierte dann in Halle, wo es ja gleich zu Beginn des Winter-Semesters etwas zu sehen gab, und bekam während dieser Zeit Fühlung mit der Kommunistischen Parteileitung, die ihm einen führenden Posten in der Organisation Deutschland eingeräumt hat. Und als solcher Führer sprach er denn auch vor der roten Studentengruppe, die aber in der Mehrzahl an diesem Abend aus kommunistischen Arbeitern statt aus kommunistischen Studenten bestand.

Nach einer entsetzlich phrasenhaften Einleitung des Vorsitzenden der Roten Studentengruppe, die von Ideologie und andern Fremdwörtern spukte, die natürlich keiner der Anwesenden verstand, betrat Martin Hörz, etwas zurückhaltend und mißtrauisch begrüßt, das Rednerpult. Er ist der alte geblieben, selbst die Manchester-Weste und das graue Sporthemd haben den Sowjetstaat überlebt. Hörz sprach anfangs auch wirklich von Rußland und brachte vor allem manche interessante theoretische Einzelheit über Ziel und Wesen des manchem von uns noch sehr unbekannten Fünfjahresplanes der G.P.U. Ziel des Fünfjahresplanes, angefangen September 1928 ist, ganz oberflächlich gesprochen, durch Höchstleistung auf dem Gebiet der Landwirtschaft und Industrie sich soweit selbständig zu machen, daß man nicht mehr an die Einfuhr aus den Ländern mit kapitalistischen Systemen gebunden ist und darüber hinaus, die kapitalistischen Länder der- [illegible] gelungen, tatsächlich außerordentliches zu leisten. So verfügt Rußland heute angeblich im Süden über ganz moderne Elektrizitätszentralen und Maschinenanlagen, die durch ihre Neuheit weit rationeller arbeiten als die heute arbeitenden Vorkriegssysteme in England und Deutschland. Während in vielen Zweigen der Fünfjahresplan kläglich versagt hat, so hat er nach Hörzens Worten, z. B. in der Öl- und Petroleumindustrie sein Ziel schon nach 2 Jahren erreicht. Für den Neuling interessant waren die Ausführungen über das sanitäre Wesen, über alte und neue Strafanstalten und über den Aufbau Rußlands in militärischer Hinsicht. In der D.A.Z. und in der „Tat" erschienen im letzten Monat Aufsätze über das neue Staatsbild Rußlands, das sich in vielem mit den Ausführungen von M. Hörz deckte. Jedoch soll Hörz nicht glauben, daß er nach einer kurzen Studienreise das russische System nun völlig kennen gelernt hat, zumal man bei ihm in bezug auf die Potemkinschen Dörfer noch lange keine Ausnahme gemacht haben wird, obwohl er das lebhaft bestreitet. Wen das heutige Staatsbild Rußlands besonders vor allen Dingen auch von der Kehrseite der Medaille interessiert, der lese C. H. Knickerbocker „Der rote Handel lockt" und „Der rote Handel droht". Außerdem verweisen wir auf den nebenstehenden Aufsatz, in welchem Felix Neumann, der gewesene KPD.-Führer und jetzige Nationalsozialist einiges über Rußland erzählt.

Interessant aber war, daß Hörz, der erste Redner des Abends, es sollte dann noch ein kommunistischer Volkswirt reden, nur eine halbe Stunde bei russischen Schilderungen blieb und dann zur deutschen Innenpolitik überging, Brüning gegen Hitler ausspielte, Ebert und die Sozialdemokraten madig schlecht machte und sie der Stellenjägerei und des Verrates am deutschen Proleten bezichtigte und zum Schluß die kommunistische Revolution pries, die uns nach seinen Worten nicht erspart bleibt. Er fand gegen 10 Uhr 30 noch kein Ende, die eigenen Genossen schrien und scharrten, die Leiter riefen ihn zum Thema, kurz, er mußte [illegible] einen pompösen Geistesschluß nolens volens abtreten und die meisten Genossen [illegible] dem Berichterstatter [illegible] Deutschland sprach, sondern immer [illegible] kommunistisch international gefühlt hat. Er soll doch nicht glauben, daß der deutsche Arbeiter jemals überzeugter russischer Kommunist sein wird. Denn mit dem roten Schlips und dem negativen Morden und Plündern ist noch lange kein positiver Kommunismus geleistet. Außerdem ist die Arbeiterschaft längstens darüber aufgeklärt, daß die Verelendung der arbeitenden Massen in Rußland geradezu katastrophal ist. Wohl hängen schwere Wolken über der Ruhr, aber dank dem hervorragenden Funktionieren der preußischen Schutzpolizei, die trotz dauernder Alarmbereitschaft seit Anfang Juni die Nerven nicht verliert, hat sich noch keine Wolke über der Ruhr, diesem Häusermeer, das fast nur aus Zellen „Ackerstraße Nr. 132" besteht, ergossen. Das katastrophale Versagen der Weltwirtschaft, des Youngplanes mithin, und die vertierte Erpressung Frankreichs unter der Führung Lavals, der tausende und abertausende von deutschen Menschen ins Joch des wirtschaftlichen Selbstmordes gezwungen hat, hätte den deutschen Kommunismus gewaltig steigern können. Im Ruhrgebiet sind 190000 Bergarbeiter brotlos, die Städte Duisburg, Dortmund und Essen werden von der deutschen Regierung nur noch mit Kampferspritzen am Leben erhalten. Gerade inmitten dieser dahinsiechenden Ruhr hetzt die kommunistische Presse zum Generalstreik und der Erfolg: der einzige groß angelegte Massenstreik am 2. Januar d. J. brach kläglich zusammen. Die großen Gewerkschaften verlieren die Massen, aber den Massen fröstelt, sie fürchten immer wieder den Gummiknüppel der Polizei, sie wollen gar nicht mehr auf die Straße, auch nicht in die Massenversammlungen zu Stegerwald und Thälmann; am liebsten zu Hause sein bei der Frau, bei den Kindern. Und da es immer noch ein bißchen Unterstützung gibt, kann man sich das Stübchen heizen, und dann keine Zeitung, denn die Düsseldorfer „Freiheit" mit ihren Hetzartikeln bessert es ja doch nicht während der Berliner „Angriff" ja sowieso verboten ist. Und dann wartet man und wartet man! Das ist das Leben mancher arbeitslosen Familie. Zu Revolution reicht es nicht, denn die Massen denken viel zu sehr deutsch und sind außerdem durch die Peitschenhiebe des Youngplanes und die Gummiknüppel

Volksztg. Heidelbg. 4.2.32

Ein recht zweifelhaftes Aushängeschild der Nazi.

Brombacher contra Brombacher.

[illegible] der Sozialdemokratie gilt der Kampf der Nazis dem Zentrum. Jede passende und unpassende Gelegenheit benutzen die Nazis, um eine „Bresche“ in das Zentrum zu schlagen, was ihnen, nur nebenbei sei's gesagt, bisher nicht gelang und wird ihnen auch in Zukunft so wenig gelingen, wie bei der Sozialdemokratie.

Nun haben unsere Nazis wieder einen „Schlager“ gegen das Zentrum. Den Dichter Kuno Brombacher schleppen sie als „Paradepferd“ durch die Lande, er soll in den Naziversammlungen Zeugnis geben wider das Zentrum. Brombacher hat nämlich auf dem vorjährigen Katholikentag bei einer literarischen Morgenfeier über katholische Dichtung gesprochen. Es war sicher ein Regiefehler der Leitung des Katholikentages, daß man ausgerechnet den wandlungsfähigen Dichter Brombacher reden ließ, aber welterschütternd, wie es jetzt die Nazis hinstellen, ist die ganze Geschichte nicht. Brombacher hat am Sonntag auch in unserer Stadt gesprochen. In einer Nachlese zu dieser Kundgebung veröffentlicht der „Pfälzer Bote“ in seiner Dienstagnummer eine Gegenüberstellung der geistigen Einstellung des Dichters Brombacher von gestern und heute. Brombacher hat u. a. auch einen Roman geschrieben: „Zwischen zwei Jahrhunderten“. Die Hauptfigur des Romans, Karl, der den Weg zur Kirche Christi findet, ist Brombacher selbst. Dieses Buch ist erschienen 1930!! Wir lassen eine Stelle des Artikels wörtlich folgen:

Hören wir die beiden Brombacher:

Kuno Brombacher von heute: „Es rauschen wild unsere Fahnen, wir beten zu unseren Ahnen.“

Karl Brombacher von gestern bei Kriegsausbruch: „Es ist eine scheußliche gottlose Mißehe aus keuscher Vaterlandsliebe und geilem nationalem Größenwahn . . .“, „Mißton nationaler Brunst.“ „Bald werden alle Nationen mit einer solchen Flut von Lüge und Verleumdung einander begeifern,

daß es keine Ehre mehr sein wird, auf ihren Feldern zu fallen.“

Stammt nicht von Gumbel, sondern von Karl Brombacher, bemerkt der „Pfälzer Bote“ mit Recht dazu. Welches Geschrei würde losbrechen, wenn der Dichter Brombacher in den Reihen des Zentrums oder der Sozialdemokratie stehen würde. So aber umjubelt man den Dichter und preist ihn als einen nationalen Heros.

Die Nazis sind sonderbare Kauze, sie feiern sogar Menschen, die eigentlich nach ihrer Auffassung zum mindesten kalt gestellt gehörten. Die Geschichte um Brombacher ist ein Schulbeispiel für die politische Unehrenhaftigkeit der Nazis.

Berliner Tageblatt 12.2.32

Auch ein „Sofort-Programm“.

Der nationalsozialistische Abgeordnete Kube, der Mann mit der lautesten Stimme im Landtag, hat dieser Tage in einer Versammlung in Breslau ein nationalsozialistisches „Sofort-Programm“ für den Fall entwickelt, dass die preussischen Wahlen den Nationalsozialisten den erhofften Machtzuwachs bringen. Das Programm lautet folgendermassen:

1. Der Regierung Braun ist das Misstrauen auszusprechen.
2. Es wird ein Amnestiegesetz erlassen.
3. Aufhebung aller gegen die Nationalsozialisten erlassenen Sonderverordnungen.
4. Schaffung eines Staatsgerichtshofes zur Untersuchung der Vorgänge der letzten 13 Jahre.
5. Streichung aller überflüssigen Personalausgaben.

Im einzelnen kündigte Kube die „schärfsten materiellen und personellen Aenderungen auf dem Gebiete der Verwaltung und des Schulwesens“ an. Professoren wie Gumpel und Dehn dürften nicht mehr lehren. Der Lehrkörper der Universitäten und anderen Hochschulen werde einer „scharfen Prüfung“ unterzogen werden. Ebenso werde man in der Justiz „scharfe personelle Aenderungen“ durchführen. Die gleichzeitige Uebernahme der Macht im Reich und in Preussen werde für die Nationalsozialisten eine Selbstverständlichkeit sein.

Vorerst ist Herr Kube noch nicht der entscheidende Mann in Preussen, und dass seine Bäume am 8. Mai nicht in den Himmel wachsen werden, dafür dürfte die republikanische Gegenbewegung gegen die nationalsozialistische Reaktion sorgen. Dennoch ist es nützlich, den Wählern, namentlich den Beamten, zu zeigen, was ihnen bevorstünde, wenn Kube und seine Freunde zur Macht kämen. Die „Streichung aller überflüssigen Personalausgaben“ würde wohl von Dilettanten nach dem Vorbild der Boxheimer Dokumente besorgt, mit der Tendenz, den zahlreichen Stellenjägern, die im Gefolge Hitlers marschieren, Posten zuzuschanzen. Die Kostproben, die Frick in Thüringen und Klagges in Braunschweig veranstaltet haben, lassen ja keinen Zweifel daran, dass die Nationalsozialisten, wenn sie ans Ruder kämen, nichts Eiligeres zu tun hätten, als den ganzen Staatsapparat von oben bis unten mit Hakenkreuz-Parteibuchbeamten zu besetzen. Der Drang zur Staatskrippe würde Formen annehmen, gegenüber der sogar die monopolistische Beherrschung des Staatsapparates durch die preussischen Konservativen vor dem Kriege verblassen würde.

Das Reichswehrministerium macht Geschichte

Seit Jahren arbeitet im Preußischen Ministerium für Wissenschaft, Kunst und Volksbildung eine Prüfungskommission, welche die Aufgabe hat, die Zulassung der neuen Geschichtsbücher zu entscheiden und die sich bemüht, ein möglichst objektives Bild geschichtlicher Vorgänge zu geben.

So gehört auch zur Aufgabe geschichtlicher Wahrheit die Darstellung des Mordes an Karl Liebknecht und Rosa Luxemburg. Um dies historisch wahrheitsgetreue Bild zu erhalten, wandte sich der Verlag Ferdinand Hirt u. Sohn, Breslau, an das Reichsjustizministerium, welches jedoch dem Verlage die seltsame Antwort gab: es sei nicht in der Lage, Auskunft in Sachen Rosa Luxemburg und Karl Liebknecht zu erteilen und habe die Anfrage des Verlages an das Reichswehrministerium abgegeben.

Der Reichswehrminister hat dem Verlag nach Prüfung mitgeteilt, daß in dem Verfahren gegen die für den Tod von Rosa Luxemburg Verantwortlichen nicht festgestellt worden ist, daß diese zu den „kommandierten militärischen Begleitern“ von Frau Luxemburg gehört haben. Auch sei nicht sicher festgestellt, wer Liebknecht bei der Ueberführung ins Gefängnis erschossen hat. Der Herr Reichswehrminister hat sich außerstande gesehen, der im Gutachten angeregten Fassung, die der geschichtlichen Wahrheit nahe kommt, zuzustimmen und macht den Vorschlag, der Nachwelt diese grausige Tat wie folgt zu überliefern:

„Rosa Luxemburg wurde nach ihrer Festnahme erschlagen und ins Wasser geworfen, Liebknecht bei der Ueberführung ins Gefängnis erschossen.“

Kein Wort über die Schuldfrage, kein Wort, wer die Meuchelmörder waren. Der Verlag tritt für die Fassung des Reichswehrministers ein, ist jedoch bereit, noch hinzuzufügen:

„Die Schuldfrage ist juristisch nicht geklärt [illegible]

[illegible]mann Heinz v. Pflugk-Hartung. Durch rechtskräftiges Urteil vom 14. Mai 1919 sind verurteilt worden: Runge wegen versuchten Totschlags in Tateinheit mit gefährlicher Körperverletzung, Wachtvergehen etc. zu zwei Jahren Gefängnis und zwei Wochen Haft, vier Jahren Ehrverlust und Entfernung aus dem Heer; Vogel wegen Begünstigung zu zwei Jahren vier Monaten Gefängnis und Dienstentlassung; Liepmann wegen Begünstigung zu sechs Wochen verschärften Stubenarrest.

Außer diesen Verfahren schwebten noch eine Reihe anderer, die aber nur im Falle Krull und Bracht zur Verurteilung in Nebendelikten führten.

Der Jörns-Prozeß hat die wichtige, historische Aufgabe erfüllt und festgestellt, wie es kam, daß die meisten der Täter straffrei ausgingen. Trotz des offensichtlichen Tendenzurteils des Feldkriegsgerichts vom 14. Mai 1919 ist durch Gerichtsurteil festgestellt, daß die kommandierten militärischen Begleiter an diesem furchtbaren Mord beteiligt waren.

Daß das Reichswehrministerium angesichts dieser klaren Sachlage, die es sich jederzeit aus den Akten des Jörns-Prozesses erhärten lassen könnte, die geschichtliche Darstellung des Falles in dieser Form gebracht haben will, ist eine neue Ungeheuerlichkeit und nicht geeignet, dieses furchtbare Geschehnis in Vergessenheit zu bringen. Es zeigt aber, wie sehr das Reichswehrministerium bemüht ist, in seinem Sinne Politik zu machen, obgleich doch der Herr Reichswehrminister Groener in einem Briefe glaubte bemerken zu müssen, daß der Reichswehr jede politische Betätigung untersagt sei. Weder ist dieser Grundsatz im Verkehr des Herrn General v. Schleicher mit Herrn Hitler angewandt worden noch in diesem Falle.

K. G.

25. FEB. 1932
Uhr Abendblatt, Berlin

S.A.Z. 27. II. 32

Schweigen im Walde . . .

Warum hat der Hochschulverband nicht gegen den Plan der Hitler-Professur protestiert?

Nach den neuesten Meldungen vom Braunschweiger „Kriegsschauplatz" hat die Regierung Küchenthal—Klagges in letzter Stunde den Plan aufgegeben, Adolf Hitler zum Professor für „politische Pädagogik" (eine Wissenschaft, die eigens für ihn erfunden werden sollte) zu ernennen. Sie zieht es vor, ihm den Posten eines Regierungsrats beim Landeskultur- und Vermessungsamt zu übertragen und ihn auf diese Weise in Deutschland einzubürgern. Wenn wir also auch nicht das Vergnügen haben werden, einer Antrittsvorlesung dieses eigenartigen Professors zu lauschen, so bleibt doch bei der ganzen Geschichte „ein Erdenrest zu tragen peinlich".

Wie war es möglich, daß die deutsche Hochschullehrerschaft dieses groteske Projekt schweigend zur Kenntnis nahm!

Denn daß die Braunschweiger Professoren eine Kundgebung für Hindenburgs Wiederwahl erließen und ihrem künftigen „Kollegen" damit indirekt andeuteten, daß sie ihn nicht schätzen, kann uns nicht befriedigen. Es wäre selbstverständliche Pflicht des Hochschulverbandes als der berufenen Organisation der Professorenschaft gewesen, in Braunschweig schon gegen den leisesten Versuch zu protestieren, die Würde und das Amt des akademischen Lehrers zu einem Scheingeschäft übelster Sorte zu mißbrauchen.

Früher waren die deutschen Hochschullehrer empfindlicher, wenn man ihnen mißliebige und nicht hinreichend qualifizierte Persönlichkeiten aufzudrängen suchte; da überlegten sie nicht lange, ob sie etwa bei irgend jemandem „anstießen", sondern sagten ihre Meinung frank und frei, wie sich das für Professoren, d. h. Bekenner, gehört. Welch ein Sturm der Entrüstung brauste durch das gelehrte Deutschland, als Herr Martin Spahn, heute eine Zierde der deutschnationalen Reichstagsfraktion, eine Geschichtsprofessur an der Straßburger Universität erhielt, nur weil er dem katholischen Glaubensbekenntnis angehört! Und wie deutlich äußerte die akademische Lehrerschaft ihre Empörung, als einem anderen Intimus des Geheimrats Hugenberg, dem Nationalökonomen Ludwig Bernhard, ebenfalls aus unsachlichen Erwägungen ein Ordinariat an der Berliner Universität übertragen wurde! Man muß nur einmal den betreffenden Abschnitt in Lujo Brentanos Lebenserinnerungen nachlesen; da zittert noch die Erregung des Greises über die schon Jahrzehnte zurückliegenden unerquicklichen Vorgänge nach.

Auch im neuen Deutschland haben die Professoren sonst ihre Ansicht vernehmlich geäußert, wenn es galt, ihnen unerwünschte Männer fernzuhalten oder — loszuwerden. Wir erinnern an den Fall Nicolai an der Berliner Universität, an den Fall des völkischen Philosophen Ruge in Heidelberg, an die so unerfreuliche Affäre Gumbel an der gleichen Hochschule und schließlich an den Streit um den hannoverschen Professor Lessing; bei keiner dieser Gelegenheiten haben die Kollegen der Angegriffenen mit ihrer Meinung hinter dem Berge gehalten; im Gegenteil, sie sind, wie z. B. im Fall Gumbel, eher zu weit gegangen. Auch als der nationalsozialistische Rasseforscher Günther von seinem Parteigenossen Frick an die Jenaer Hochschule berufen wurde, haben die Professoren allenthalben unmißverständlich gesagt, was sie von der Gelehrsamkeit dieses Herrn denken; aber das war ein Nationalsozialist sozusagen zweiten Ranges . . . Und hat man vergessen, wie die Heidelberger theologische Fakultät plötzlich von D. Günther Dehn abrückte, weil ihr seine Stellung zum Problem des Kriegertodes nicht behagte? In der unvornehmsten Weise sind die Verkünder des Gotteswortes damals gegen diesen untadeligen Ehrenmann vorgegangen; nur ein einziger, Professor Martin Dibelius, hatte den Mut, an ihm festzuhalten.

Nun aber herrscht Schweigen im Walde. Wer will behaupten, daß irgendein Hochschullehrer Hitler die Eignung zum Professor für „politische Pädagogik" zugebilligt hätte? Aber man hat nicht den Mut, das offen zu sagen;

man drückt lieber beide Augen zu, als daß man es mit der nationalsozialistischen Bewegung verdirbt, die durch diesen Beinahe-„Professor" repräsentiert wird. Und dann wundern sich manche dieser Herren darüber, daß sie im republikanischen Deutschland so wenig beliebt und geschätzt sind!

F. M.

---

men. Aber es gibt eine Ent[illegible]. Als Weber die Tribüne betritt, haben die Nazis schon den Saal verlassen, und nur ein paar Horchposten unter Führung [illegible] halten ihre Plätze. Als Weber, recht [illegible], mit Erinnerungen an Erzberger und Rathenau beginnt — von Liebknecht und Luxemburg zu sprechen, lohnt ihm wohl nicht — ruft Frick dazwischen: „Beginnen Sie doch mit der Bismarck-Zeit! Beginnen Sie doch mit den Attentaten auf Kaiser Wilhelm I.!" Weber beschreibt dann die Tat des Leutnants Heines, der heute den Reichstag mit seiner Immunität ziert. Von den Linken wird dazwischen gerufen:

„Das sind doch Groeners jüngste Rekruten!"

Der Redner verliest Proben aus dem „Angriff" und aus Goebbels'schen Reden, die direkte Aufreizungen zum Mord enthalten. Aber das alles bleibt doch sehr, sehr dürftig. Kennt er das umfangreiche, authentische Material nicht, das der Heidelberger Professor Gumbel über dies Spezialgebiet zusammengetragen hat? Als Weber mehr als zahm — selbst nach den winzigen, von ihm vorgetragenen Proben mehr als zahm — mit den Worten schließt: „Ich mache den Reichswehrminister auf das Gefährliche seines Experiments aufmerksam!" fällt von den Bänken der äußersten Linken der Zwischenruf:

„Ein Hundsfott, wer solche Mörder in die Reichswehr aufnimmt!"

Loebe besänftigt, konziliant, wie immer: „Ich bitte doch solche Bemerkungen zu unterlassen..."

Nach belanglosen Reden der Abg. Schulze (dnt.) und des Jungdeutschen [illegible] die kommunistische Ab-

Welt am Abend 8. III. 32

Anregungen pazifistisch-grundsätzlicher Art, geschrieben in seiner bekannten wissenschaftlichen Gründlichkeit und geistigen Überlegenheit. — **E. J. Gumbel** hat im Auftrage der Deutschen Liga für Menschenrechte (Berlin N 24, Montbijouplatz 10) in einer Flugschrift „**Laßt Köpfe rollen**" (Preis —.10 RM.) Material über „faschistische Morde 1924—1931" zusammengetragen. Das ist ein Dokument deutscher Schmach und Verrohung, das einen Vorgeschmack der Kultur und des Regimes des Dritten Reiches gibt. Warum und wofür werden alle diese Menschen rechts und links ermordet? Für n i c h t s, für gar nichts! Das ist nur die blutige Ernte der Abenteurer, Parteisöldlinge, Parteihetzer. Und in den Zeitungen gehen sie dann noch mit dem Blut und den Leichen hausieren. — In der kleinen Flugschrift: „**Beitrag zur Aufklärung in der sog. Minderheitsfrage**" (15 S., Verlag Friede durch Recht, Schweidnitz 1930) äußert sich einer der Führer der polnischen Minderheit in Deutschland, der geschmähte katholische **Pfarrer K. Koziolek** zur Minderheitsfrage. Die Bemerkungen sind so ruhig und sachlich und gütig, daß sie geeignet sind, die Versöhnungs- und Verständigungssaat in dieser Zeit der nationalistischen Konjunktur und der steigenden Aktien der Rüstungsindustrie zu säen. A. E.

„Vom frohen Leben"
Verlag der Scholle, Berlin Weissensee
Heft 6 (März 32). 11. Jahrg.

M. M. 21/3.32

Beschlüsse der Liga für Menschenrechte

Am Sonntag begann die Arbeitstagung der Liga für Menschenrechte mit einem Geschäftsbericht und einem Kassenbericht, der von dem Geschäftsführer Kurt Großmann erstattet wurde. Nach einer mehrstündigen Generaldebatte gelangte ein Antrag einstimmig zur Annahme, daß die Deutsche Liga für Menschenrechte mit aller Entschiedenheit die Oeffentlichkeit auf das terroristische Vorgehen der N. S. D. A. P. hinweist. Allein in den letzten zwei Jahren sind von Nationalsozialisten 1480 Gewalttaten mit 62 Toten und etwa 3200 Schwer- und Leichtverletzten begangen worden. Die Deutsche Liga für Menschenrechte führt gemäß ihren Grundsätzen mit aller Schärfe den Kampf gegen den Faschismus und fordert von den Reichs- und Staatsbehörden ein energische Vorgehen gegen die Nationalsozialisten. Sie verurteilt das Verhalten des Reichsinnen- und Reichswehrministers Dr. Groener, der auch bei diesem Anlaß eine klare Haltung gegenüber den Nationalsozialisten vermissen läßt.

Zur deutsch-polnischen Frage wurde ein Antrag angenommen, in dem angesichts der systematischen Erzeugung von Kriegsfurcht an der Ostgrenze erklärt wird, daß die deutschen Friedensfreunde jeden Versuch auf eine gewaltsame Aenderung der Grenzen, als eine unheilvolle Tat betrachten würden.

Die Vorstandswahlen ergaben folgendes Resultat: Dr. Oskar Cohn, Helmuth von Gerlach, Professor E. J. Gumbel, Polizeioberst a. D. Hans Lange, Dr. Walter Levinthal, Oberstudiendirektor Dr. Siegfried Kawerau, Otto Lehmann-Rußbüldt, Dr. Rudolf Olden, Karl von Ossietzky, Ernst Toller, Graf Emil Wedel, Frau Adele Schreiber-Krieger. Dem politischen Beirat der Deutschen Liga für Menschenrechte gehören Männer aus allen Ländern an.

AUSSCHNITT VOM: 22 MRZ. 1932

Berliner Lokalanzeiger

Morgenausgabe

Stahlhelm zu den Preußenwahlen.

Gegen das System. — Keine einseitige Parteidiktatur.

Zu den Preußenwahlen verbreitet jetzt der Stahlhelm-Pressedienst eine Mitteilung über die Tagung des Bundesvorstandes des Stahlhelms am Sonnabend und Sonntag. In ganz ähnlichen Ueberlegungen, wie sie die Deutschnationalen ihrer Stellungnahme zugrunde gelegt haben, wird die Ueberzeugung des Stahlhelms dahin gezeichnet, der zweite Wahlgang der Reichspräsidentenwahl besitze keinerlei politisches Interesse mehr, alle Kraft müsse man vielmehr auf das nächste große Ziel, die Beseitigung des heute in Preußen herrschenden Systems, zusammenfassen. Die einseitige Diktatur einer bestimmten Partei komme für den Stahlhelm nicht in Frage, bei aller Würdigung des nationalen Geistes der Anhängerschaft der NSDAP. Eine solche Parteidiktatur liefe auch den zweifellos vorhandenen gemeinsamen Interessen der Harzburger Front entgegen. Praktisch, so sagt die Erklärung selbst, werde also das Eingreifen des Stahlhelms bei den Preußenwahlen auf eine Befürwortung der Parole der Deutschnationalen Volkspartei hinauslaufen, wodurch die innere Freiheit des Bundes von allen Einflüssen der Parteipolitik in keiner Weise berührt werde.

*

In seinem Kampfe gegen die Nationalsozialisten ist Herrn Severing, dem preußischen Innenminister, etwas widerfahren, was ihm kaum allzu angenehm sein dürfte: Die sattsam bekannte „Deutsche Liga für Menschenrechte" hat Herrn Groener wegen seiner „lauen Haltung" gegenüber den Nationalsozialisten auf das schärfste verurteilt, wohingegen sie jedes energische Vorgehen gegen den Terror (Severing!) begrüßt hat. Man muß dazu wissen, daß die Wahlen u. a. Dr. Oskar Cohn, berühmt durch die Russenrubel zur Entfachung der Revolution in Deutschland, Professor Gumbel, Otto Lehmann-Rußbüldt, Ernst Toller und ähnliche extreme Linksgrößen in den Vorstand gebracht haben.

Uebrigens war Herr Severing gestern bei Dr. Brüning. Man hat von der Polizeiaktion gegen die Nationalsozialisten gesprochen. In politischen Kreisen wird mit bitterem Ernst erklärt, es läge Grund zu der Annahme vor, daß die Besprechung zwischen Brüning und Severing im wesentlichen der Unterrichtung des Kanzlers über den Stand dieser Angelegenheit gedient hätte.

*

Die Vereinigten Vaterländischen Verbände legen Wert auf die Feststellung, daß der Stahlhelm ihnen niemals angehört und der Bund Königin Luise bisher seinen Austritt nicht erklärt hat.

AUSSCHNITT VOM: 23. MRZ. 1932

Vorwärts, Berlin SW 68

Die Deutsche Liga für Menschenrechte hat auf ihrer Generalversammlung in den Vorstand gewählt: Dr. Oscar Cohn, Helmuth von Gerlach, Professor E. J. Gumbel, Polizeioberst a. D. Hans Lange, Dr. Walter Levinthal, Oberstudiendirektor Dr. Siegfried Kawerau, Otto Lehmann-Rußbüldt, Dr. Rudolf Olden, Carl von Ossietzki, Ernst Toller, Graf Emil Wedel, Frau Adele Schreiber-Krieger.

AUSSCHNITT VOM: 22 MRZ. 1932

Generalanzeiger f. Dortmund, Dortmund

Jahresversammlung der Liga für Menschenrechte

Der neue Vorstand / Eine wichtige Resolution zur Abrüstungsfrage
Die Arbeit der Liga gegen Terror, Justizunrecht und Faschismus

Von unserem Mitarbeiter

Berlin, 20. März.

Die diesjährige Jahresversammlung der **Deutschen Liga für Menschenrechte** fand heute bei starkem Besuch in den Räumen des Democratischen Klubs statt. Die **Neuwahl des Vorstandes** ergab folgendes Ergebnis: Dr. Oskar Cohn, Helmut von Gerlach, Professor Gumbel, Polizeioberst a. D. Lange, Dr. Walter Levinthal, Oberstudiendirektor Kawerau, Otto Lehmann-Rußbüldt, Dr. Rudolf Olden, Karl von Ossietzki, Ernst Toller, Graf Emil Wedel, Frau Adele Schreiber-Krieger. Dem **politischen Beirat** der Deutschen Liga für Menschenrechte gehören Vertreter aus allen Ländern an.

Ueber den Verlauf der Versammlung ist folgendes zu berichten: Nachdem das Andenken der im verflossenen Jahr verstorbenen Mitglieder geehrt worden ist, erstattete **Kurt Großmann**, der Sekretär der Liga, den Geschäftsbericht. Einleitend führte er aus, daß das Jahr 1931 auch für die Liga in jeder Hinsicht außerordentlich schwierig und dennoch erfolgreich gewesen sei. Der **Zugang an Mitgliedern** hat sich gegenüber dem Jahre 1930 trotz der Verschlechterung der wirtschaftlichen Lage fast verdoppelt. Auch die Jugendliga konnte ihre Mitgliederzahl nahezu verdoppeln.

Auf dem Gebiet der internationalen Politik stand die **deutsch-französische Verständigung** wieder im Vordergrund der Arbeit. So haben anläßlich der wirtschaftlichen Schwierigkeiten und den Appells an Frankreich die Deutsche und Französische Liga für Menschenrechte in Manifesten ihre Auffassungen zu dem Problem der deutsch-französischen Zusammenarbeit niedergelegt. Die **Französische Liga** forderte, „den deutschen Nachbarn schnellste und wirksamste Hilfe zu bringen, ohne aus seiner Not Vorteile zu ziehen und ihm keine politischen Bedingungen zu stellen, gegen die sich ein gerechtfertigter Stolz auflehnen muß.“ Die **Deutsche Liga** verlangte, von allen unnötigen Heeres- und Flottenausgaben abzusehen. Die Regierung müsse dafür sorgen, daß Europa nicht immer wieder durch Kundgebungen des Stahlhelms und der Nationalsozialisten beunruhigt werde, deren einzige Wirkung bisher war, eine Mißtrauensstimmung gegen Deutschland zu erzeugen.“

Der Berichterstatter streifte im weiteren die verschiedenen **großen öffentlichen Kundgebungen**, die die Deutsche Liga im Interesse der deutsch-französischen Verständigung abgehalten hat, sowie den von ihr gepflegten **Schüler-Austausch** mit Frankreich und Belgien. Der Frage der allgemeinen **Abrüstung** der Staaten gelte nach wie vor das Hauptaugenmerk der Liga. So beteiligte sie sich auch im verflossenen Jahre an den verschiedenen vorbereitenden Arbeiten der Abrüstungsausschüsse und so delegierte sie u. a. **Otto Lehmann-Rußbüldt** zu dem großen Abrüstungskongreß, auf dem sich auf Einladung von **Lord Robert Cecil** in Paris die Vertreter von über 1000 Organisationen zusammenfanden.

Für die **deutsch-polnische Verständigung**, die gerade heute angesichts gewisser Vorgänge in den Grenzgebieten besonders wichtig ist, setzte sich die deutsche Liga für Menschenrechte gleichfalls mit aller Kraft ein und auch sonst war sie auf dem Gebiete der internationalen Politik in verstärktem Maße tätig. So nahm ihr Vorstandsmitglied **Hellmut von Gerlach** an der vierten Balkan-Konferenz in Konstantinopel teil, und so richtete die Liga gelegentlich des Aufenthalts Brünings in London ein Telegramm an ihn als Gegenaktion auf das Telegramm der sogenannten nationalen Opposition.

Dem **Kampf gegen Faschismus und Terror**, gegen Justizunrecht (Fall Bullerjahn), Todesstrafe (Jakubowski), § 218 (Kienle-Wolff, Dr. Engel), Verletzung des Asylrechts, Reichsgerichtsjustiz in Landesverrats- und Hochverratssachen (Weltbühne-Prozeß, Literarischer „Hochverrat“ kommunistischer Redakteure, Drucker und Zeitungsboten) widmete sich die Liga, wie ihre vielen öffentlichen — im Dortmunder G.-A. jeweils besprochenen — Veranstaltungen beweisen, gleichfalls in tatkräftiger Weise.

Eine besonders begrüßenswerte und erfolgreiche Arbeit leistete auch im vergangenen Jahr wiederum die **Rechtsstelle der Liga**. Sie ersparte einige hundert Jahre Einsperrung und es gelang ihr im besonderen, für viele arme Teufel von Staatenlosen Erfolge zu erzielen. Bei der Durchsicht des Polizeigefängnisses in Berlin machte sie u. a. die erschütternde Entdeckung, daß ein 15jähriges Kind 8 Monate wegen Paßvergehens gefangen saß. Sie erreichte, daß das bedauernswerte Geschöpf sofort in ein Fürsorgeheim gebracht wurde, in dem es allerdings so lange verbleiben muß, bis über sein weiteres Schicksal entschieden ist.

Nach Entlastung des alten Vorstandes und nach der Neuwahl fand die Abstimmung über eine Reihe von Resolutionen statt, die fast alle einstimmig angenommen wurden. Die eine, die von Ernst Toller und Kurt Großmann verfaßt war, appelliert anläßlich der Deportation von 112 Syndikalisten und Kommunisten an die **junge Spanische Republik**, nicht in die Methoden der monarchistischen Diktatur zurückzufallen. Die wichtigste Resolution, welche nach einem Referat von Otto Lehmann-Rußbüldt angenommen wurde, hat folgenden Wortlaut:

„Trotz der Versprechungen aller Regierungen, den Krieg abzuschaffen, haben die Rüstungen heute bereits den Vorkriegsstand um 70 Prozent überschritten. Dadurch und durch die Auswirkungen der neuen **Zollgrenzen in Europa**, ferner durch die Belastung aus Reparationen und Kriegsschuldenzinsen sind mehr als 80 Prozent der öffentlichen Lasten aller Staaten auf den Krieg, die Kriegsfolgen und die Vorbereitung neuer Kriege zurückzuführen. Geht diese Entwickelung weiter, so muß sie zwangsläufig zu einer neuen Weltkatastrophe treiben.

Bei der Abrüstungskonferenz in Genf sprachen sich fast alle **Vorschläge für die Abschaffung der Angriffswaffe** aus. Diesen Vorschlägen muß die Tat folgen. Die volle Durchführung dieser Forderung würde ⅔ der jetzigen Rüstungskosten ersparen. Diese Ersparnis mit rund 15 Milliarden Mark entspricht dem Betrag der Reparationslasten und Kriegsschuldenzinsen aller Staaten. Die Beschränkung der nationalen Rüstung auf einen solchen Rüstungsstand in Konsequenz des Kelloggpaktes würde die **Streichung der Reparationen und Kriegsschuldzinsen** ermöglichen, ohne die Steuerzahler neu zu belasten. Die Deutsche Liga für Menschenrechte fordert daher die befreundeten Organisationen und Friedenswilligen aller Völker auf, sich für diese Lösung des Reparations- und Abrüstungsproblems einzusetzen.“

Der Funke 7/4.32

Die Mörder.

Eine sachliche Darlegung über die NS.

Hk. Welche abscheuliche Gefahr ein so glänzend organisierter Machtapparat, wie SEVERING ihn enthüllt hat, in den Händen der NS darstellt, das zeigen die Taten dieser Organisation. Ein Leser hat uns vorgeworfen, wir — sonst so sachlich — würden in unserem Kampf gegen die NS unsachlich, täten sie z. B. als Mordorganisation ab. Diesem Vorwurf gegenüber stellen wir folgende Tatsachen fest:

1. An führender Stelle der NSDAP stehen Mörder. Mörder ist z. B. der Reichstagsabgeordnete HEINES. Wir erinnern an einige Mitteilungen, die vor einigen Wochen der Staatsparteiler WEBER im Reichstag gemacht hat:

„Im Jahre 1920 ist ein Landarbeiter, dem fälschlicher Weise unterlegt war, er beabsichtige, einen Waffentransport an die preußische Polizei zu verraten, hingemordet worden, indem ihm der Täter die Pistole ins Gesicht preßte und zweimal losdrückte. . . . Der Täter ist heute wieder Mitglied der Nationalsozialistischen Partei und Reichstagsfraktion."

2. Solche „Führer" putschen die Pg's zu ähnlichen Taten auf *Ein* Beispiel: Im April 1930 hörte ich HEINES in einer Massenversammlung im Zirkus Krone in München zu Lichtbildern aus den Tagen der Münchener Räterepublik sprechen. In aufreizender, schauspielerisch sehr wirkungsvoller Weise schrie er mit heiserer Stimme zu den einzelne Bildern: „Hier die schöne (höhnisch, in langgezogenem Ton) ROSA LUXEMBURG, sie wurde von der empörten Menge gelyncht!" Tobender, haßerfüllter Beifall! „Hier KURT EISNER . . ." u. s. w., und jedesmal tobte die entmenschte Menge der Tausende, wenn HEINES mit Hohn oder Haß brüllte, wie diese Opfer „bestraft" worden seien.

3. Um die Folgen solcher Propaganda deutlich zu machen, geben wir dem mutigen Vorkämpfer der Wahrheit über den politischen Mord, E. J. GUMBEL, das Wort. Seiner Broschüre „…t Köpfe rollen. Faschistische Morde 1924—1931" (Flugschrift der Deutschen Liga für Menschenrechte. Preis 10 Pf.) entnehmen wir folgende

Chronik der NS-Morde im ersten Vierteljahr 1931.

„6. Januar 1931: In Buerdissen . . . wurde der Arbeiter REINICKE auf dem Nachhauseweg von drei NS überfallen und totgeschossen."

„18. Januar 1931: In Rewahl . . . kommt es . . . zu schweren Zusammenstößen zwischen Arbeitern und NS. Der Bauer G. SCHWARZ ersticht den Arbeiter WILLI LAABS. . . ."

„21. Januar 1931: In . . . Köln-Sülz werden Kommunisten auf der Straße von vorübergehenden NS angerempelt. Die Kommunisten wehren sich. Der Führer der NS gibt den Befehl: Feuer! Der Monteur WILHELM HÖSCHEL wird durch einen Herzschuß getötet."

„24. Januar 1931: In Stralsund dringen NS in ein kommunistisches Lokal ein. Bei der Schlägerei wird der kommunistische Arbeiter DEMBLOW durch mehrere Dolchstöße verletzt; er stirbt . . ."

„25. Januar 1931: In Grebenstein . . . kommt es zu einem Krawall zwischen NS und Kommunisten. Der jugendliche Kommunist MOHNSAM wird durch ein Fenster auf die Straße geworfen und stirbt am 17. März an seinen Verletzungen."

29. Januar 1931: Fünf kommunistische Arbeiter, darunter MAX SCHIRMER . . . gingen nachts auf dem Heimweg . . . in das Lokal REISIG, Hebbelstraße 20, Charlottenburg. Die vorderen Räume waren leer. Aus dem Nebenzimmer kamen NS. . . . Sie erkennen SCHIRMER an einem Abzeichen als Kommunisten: „Ihr frechen Schweine wollt wohl hier spionieren!" Schlägerei. SCHIRMER, der sich vor der Ueberzahl durch die Tür ins Freie zwängt, erhält drei Messerstiche. Als ein hinzu…mmender Schupo den Verletzten in ein Auto gesetzt hatte, … der NS KARL KLEMPT die Wagentür auf und schlug auf …IRMER ein. Dieser sprang heraus, während seine Verfolger …en: „Nun rennt er weg, das Schwein markiert bloß!" … wenigen Schritten brach SCHIRMER zusammen, im Kran…aus starb er."

…31. Januar 1931: In der gleichen Hebbelstraße . . . kam …ei Tage später zu schweren Zusammenstößen zwischen Kommunisten und NS. Beteiligt sind wieder KONRAD DOMNING, FOYER (Angeklagte in dem Prozeß wegen der vorigen Schlägerei. Hk.) und der Bankbeamte HAHN (SA-Führer der Angeklagten. Hk.). Der 24jährige Arbeiter OTTO GRÜNBERG starb an einem Herzschuß. . . ."

„23. Februar 1931: In Zittau veranstalteten die NS einen Fackelzug. . . . Als 200 NS am Gebäude der Volksbuchhandlung vorbeikamen, wurden sie von Kommunisten mit Schneebällen beworfen und schlugen darauf mit brennenden Fackeln auf das Publikum ein. Der am Schneeballwerfen unbeteiligte „Reichsbanner"-Mann EMIL KALBASS erhielt zunächst Schläge mit der brennenden Fackel. Gleichzeitig erfolgten zwei Schüsse aus den Reihen der marschierenden NS. EMIL KALBASS erhielt einen tötlichen Brustschuß. . . ."

„11. März 1931: Der 27jährige Posthelfer GEORG KUNTZE, . . . Ordonnanz des Standartenführers II der NSDAP, fühlte sich ständig von Kommunisten verfolgt. Auf dem Weg zu seinem Versammlungslokal stieß er in . . . Schöneberg auf angebliche Kommunisten, glaubt sich verfolgt, angegriffen, und schießt auf den 16jährigen . . . NATHAN. NATHAN starb . . ."

„14. März 1931: Am 14. März fand in Zollenspieker eine kommunistische Besprechung statt, in welcher das Verhalten gegenüber einer geplanten nationalsozialistischen Kundgebung festgelegt werden sollte. . . Als der kommunistische Hamburger Abgeordnete ERNST HENNING zusammen mit dem Verleger CAHNBLEY nachts um 12.40 Uhr in einem Autobus nach Hamburg zurückfuhr, bestiegen in Fünfhausen drei NS . . . den Wagen, zogen Revolver und befahlen: Hände hoch! Sie fragten, wer der Abgeordnete ANDRE sei. Als HENNING seinen Namen nannte, sagten sie: „Dich suchen wir gerade" und gaben 15 Schüsse auf die Fahrgäste ab. HENNING war sofort tot. . . . Die Täter verständigten sich noch: „sind sie auch wirklich tot?" und entflohen . . . **HITLER erklärte, daß er aus Mitleid mit den verirrten Parteigenossen die Prozeßkosten aus „Eigenem" tragen werde . . .**"

„25. März 1931: In Ahlen . . . wurde der Kommunist GRUBER von einem NS von hinten erschossen."

Ergebnis: alle 9 Tage ein nationalsozialistischer Mord.

Der vorstehende Auszug umfaßt nicht die sehr viel zahlreicheren Fälle der Verletzungen.

•

Mögen heute an den politischen Schlägereien auch die Kommunisten beteiligt sein — die *Einführung* des Mordes als politisches Kampfmittel in Deutschland kommt auf das Konto der Rechtsradikalen. Das ist überwältigend eindringlich bewiesen in GUMBELS erster Schrift über politische Morde: „Zwei Jahre Mord." Wir entnehmen ihr folgende Tabelle:

Politische Morde in den Jahren 1919 und 1920

	begangen von Linkestehenden	Rechtsstehenden
gesühnt	13	—
teilweise gesühnt	1	22
~~ungesühnt~~	~~2~~	[illegible]
Gesamtzahl der Morde	16	318
Zahl der Verurteilungen	39	8
Dauer der Einsperrungen pro Mord	16 Jahre	2 Monate
Zahl der Hinrichtungen	8	—

Insgesamt kommt in den Jahren 1919 und 1920 beinahe auf jeden zweiten Tag ein ungesühnter politischer Mord von rechts.

•

An der Sachlichkeit ernsthaft interessierte Leser *müssen* die Bücher von GUMBEL *studieren*, ehe sie mit uns darüber streiten, ob wir die NS sachlich oder unsachlich behandeln.

Ueber die Anregung unseres an der Sachlichkeit interessierten Lesers, „zu verstehen und zu klären, was 12 Millionen bei der ‚Mordorganisation' hält", vielleicht ein ander Mal.

Braunschweigische Landeszeitung
10. APR. 1932
Ausschnitt aus der Nummer vom:

105

Stützen des schwarz-roten Systems

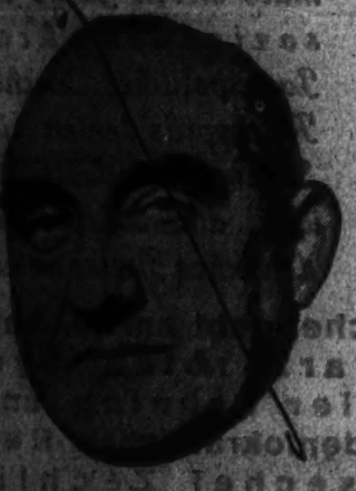
Wollt Ihr mit diesen Männern in einer Reihe marschieren?

Georg Bernhard

Zur Charakteristik dieses ehemaligen Chefredakteurs der „Vossischen Zeitung", der sich heute leidenschaftlich für die Wahl Hindenburgs einsetzt, veröffentlichte im Jahre 1921 das „Berliner Tageblatt" folgendes Schreiben der Verlagsleitung der „Vossischen Zeitung" an einen Düsseldorfer Zeitungshändler: „Die „Vossische Zeitung" ist jetzt dasjenige Blatt, das in Düsseldorf die besten Absatzchancen hat. Diese Zeitung wird von der französischen Besatzungsbehörde überall mit größtem Entgegenkommen behandelt, weil ihr bekannt ist, daß die „Vossische Zeitung" das einzige Blatt ist in Deutschland, das für die Verständigung mit Frankreich eintritt. Die französische Besatzungsbehörde weiß, sie würde mit der unbedingten Freigabe des Verkaufs der „Vossischen Zeitung" keinerlei Gefahr laufen, weil in ihr für allerhand Vermutungen und sonstige politische Kombinationen, die nicht der Annäherungspolitik dienen, kein Raum gegeben wird."

Albert Grzesinski

ist jener Berliner Polizeipräsident, der im neuen „freien" Deutschland dem Gummiknüppel eine außerordentliche Geltung verschaffte. Mitunter begibt sich der Genosse Grzesinski auf Reisen und studiert die Polizeiverhältnisse in fernen Ländern. Als er in



Newyork vom „Graf Zeppelin" entstieg, wollten ihn die Vertreter der amerikanischen Behörden allerdings als einzigen Passagier des Luftschiffes festnehmen. In Wien stieg Herr Grzesinski in einem Hotel mit einer Dame ab, die zwar nicht seine Gattin war, die er aber seelenruhig als seine Frau ausgab.

Friedrich Stampfer

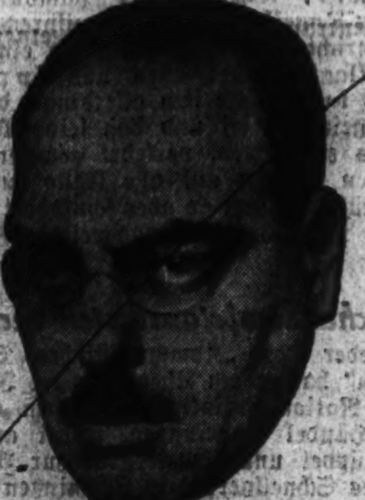
der Chefredakteur des „Vorwärts", des sozialdemokratischen Zentralorgans, schrieb in seinem Blatt am 16. Juni 1929: „Wir, die wir die Erfüllungspolitik seit Jahren vertreten und uns auch in Zukunft immer gegen die vorsätzliche Nichterfüllung der deutschen Verpflichtungen wenden werden ..." Herr Stampfer trat also noch im Jahre 1929 öffentlich dafür ein, daß Deutschland Tribute zahlt.

Karl Severing

zurzeit noch preußischer Polizeiminister, rief im Juni des Jahres 1931 den Teilnehmern einer Tagung des Verbandes preußischer Landjägerbeamten mit Pathos zu: „Wenn Sie gelegentlich als kleine Bluthunde bezeichnet werden, ich bin der Generalbluthund."

Otto Wels

der sozialdemokratische Parteivorsitzende, stattete den Schieber Barmat mit einem Empfehlungsschreiben an den englischen Ministerpräsidenten MacDonald aus.



Dr. Rudolf Hilferding

hat die deutsche Zündholzindustrie an den Schweden Ivar Kreuger ausgeliefert, an jenen Ivar Kreuger, der in den letzten Tagen als Betrüger größten Formates entlarvt worden ist. Dieser ehemalige Wiener Arzt Hilferding brachte zweimal den außerordentlichen Mut auf, sich als Reichsfinanzminister zu betätigen. Das Ergebnis ist dem deutschen Volke durchaus bekannt.

Ernst Heilmann

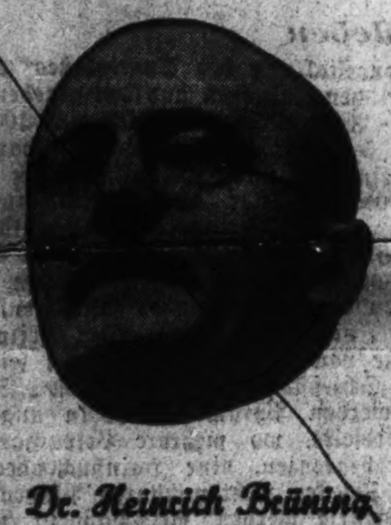
der Führer der sozialdemokratischen Fraktion im preußischen Landtag, ist ein sehr geschäftiger Politiker. Er bezieht riesige Honorare für Gutachten aller Art. Auch dafür wird er bezahlt, daß er das Rundfunk-Programm einseitig im Sinne der Systemparteien gestalten hilft. Und sein bester Freund war der Schieber Barmat. An den mittlerweile verstorbenen sozialdemokratischen Reichskanzler Hermann Müller schrieb dieser Ehrenmann: „Sie möchten so gut sein, nach Pr. Herby zu drahten, daß den Herren S. Barmat, L. Alpern und Leopold Schmidt beim Grenzübertritt keine Schwierigkeiten gemacht werden. Es handelt sich um den ältesten Bruder Barmat aus Lodz und seine Sozien, die in Geschäften mit der großen Amexima gern nach Berlin kommen möchten. Gewiß erscheint das Ihnen notwendig, damit wir endlich die Familie Barmat vollständig kennenlernen."

Professor Dr. Gumbel

ungestraft noch immer in Heidelberg tätig, prägte das Wort, das die deutschen Toten des Weltkrieges „auf dem Felde der Unehre" gefallen seien.

Theodor Wolff

Ueber diese „eiserne Stütze" des Systems Brüning-Braun schrieb sein demokratischer Kollege Georg Bernhard in der „Vossischen Zeitung": „Die publizistische Tätigkeit des „Berliner Tageblatts", die schon vor dem Kriege dazu beigetragen hat, jene vergifteten Waffen der Verleumdung gegen Deutschland zu schmieden, mit denen während des Krieges Lord Northcliff unserem Vaterland tödliche Wunden schlug, hat auch innerhalb Deutschlands die politische Atmosphäre vergiftet und Verderben im deutschen Volk verbreitet."



Dr. Heinrich Brüning

Ueber diesen Kanzler des Deutschen Reiches schrieb der berüchtigte Freund der Barmats, der sozialdemokratische Abg. Ernst Heilmann, im „Freien Wort" vom 14. Juli des Jahres 1931: „Solange Brüning die Reichsregierung führt, ist die Demokratie nicht unmittelbar bedroht."

Alfred Kerr

betätigt sich seit vielen Jahren in der Redaktion des vortrefflichen „Berliner Tageblattes" als ästhetischer Akrobat. So wie andere stottern, wenn sie reden, stottert er sogar beim Schreiben. Trotzdem gilt er in Berliner Snobistenkreisen als eine Autorität in Kunst- und Theaterfragen. Und die Rundfunkhörer langweilt er sehr häufig durch seine Vorträge.

Erich Kästner

einer der „Dichter" des Systems, pries den Ausgang des Weltkrieges mit folgenden Versen:

Wenn wir den Krieg gewonnen hätten
Mit Wogenprall und Sturmgebraus,
Dann wäre Deutschland nicht zu retten
Und gliche einem Irrenhaus.

Wenn wir den Krieg gewonnen hätten,
Dann wäre jedermann Soldat.
Ein Volk der Laffen und Lafetten.
Und ringsherum der Stacheldraht.

Dann läge die Vernunft in Ketten
Und stünde stündlich vor Gericht.
Und Kriege gäb's wie Operetten.
Wenn wir den Krieg gewonnen hätten —
Zum Glück gewannen wir ihn nicht.

von Schönaich

einer der Führer des famosen Reichsbanners Schwarz-Rot-Gold, schrieb im „Anderen Deutschland": „Herr Schlageter hat sicherlich ebensoviel persönlichen Mut bewiesen, wie jeder Zirkusakrobat, der gegen hohen Lohn heute im Berliner Wintergarten dieselben Kunststücke vorführt, wie morgen in der Londoner Alhambra. Mit Heldenmut hat das nichts zu tun."

Dr. Heinrich Jasper

nach sozialdemokratischem Urteil „der beste Finanzminister des Landes Braunschweig", hat es fertiggebracht, während seiner dreijährigen Finanzmißwirtschaft die Schuldenlast des Landes Braunschweig um vierzig Millionen Mark zu erhöhen, so daß allein zu ihrer Tilgung und Verzinsung das kleine Braunschweig alljährlich viele Millionen Mark aufbringen muß. Seine letzte Regierungstat einige Stunden vor seiner Ablösung durch den deutschnationalen Finanzminister Dr. Küchenthal war die Belastung der Bevölkerung Braunschweigs mit jährlich einer Viertelmillion Mark auf die Dauer von hundert Jahren zugunsten des inzwischen in Konkurs geratenen „Bebelhofes".

Dr. Otto Meissner

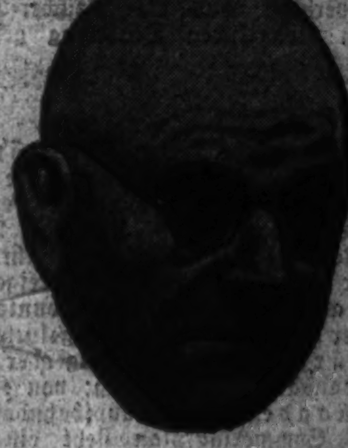
ist Staatssekretär beim Reichspräsidenten. Diesem Repräsentanten nachrevolutionären deutschen Beamtentums fiel es nicht schwer, sich nach dem Tode des Sozialdemokraten Ebert umzustellen und das Vertrauen des Generalfeldmarschalls von Hindenburg zu erwerben.

Philipp Scheidemann

ist zwar stark verbraucht und gilt in seiner Partei nicht mehr viel. Aber deshalb tritt er doch mit größter Entschiedenheit als Verteidiger des Systems auf. Ein Mann, der ihn kennen muß, nämlich der Besitzer eines großen Luxus-Hotels in Zandvoort in Holland erklärte in bezug auf Herrn Scheidemann, der fünfzigtausend Mark Jahrespension bezieht, wörtlich: „Herr Philipp Scheidemann, Oberbürgermeister aus Kassel, und Gattin haben in meinem Hotel in Zandvoort vier Wochen gewohnt und gespeist. Jede Woche einmal wurde Herr Scheidemann von Herrn Julius Barmat im Auto besucht. Die Rechnungen für Herrn Scheidemann gingen jede Woche regelmäßig an das Haus Barmat und Compagnie, welches sie ebenso regelmäßig bezahlte."

Otto Braun

der preußische Ministerpräsident, verfügt offenbar über ein außerordentliches Wissen. Jedenfalls hat man ihn dreimal zum Ehrendoktor ernannt. Er galt bis vor kurzem als der unumschränkte Diktator der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands. Aber seitdem der Genosse Braun seine Partei in die Sackgasse des Verrates aller Ideale und Grund-



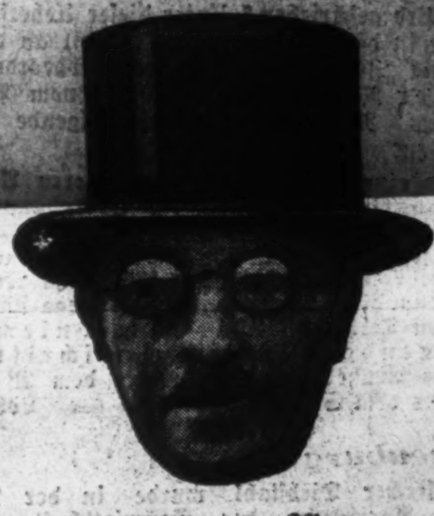
sätze der Sozialdemokratie hineingeführt hat, begegnen ihm seine Anhänger mit wachsendem Mißtrauen. Otto Braun fühlt sich sehr oft beleidigt und bemüht dann die Gerichte. Es ist zu hoffen, daß er nicht mehr sehr lange preußischer Ministerpräsident sein wird. Die überwiegende Mehrheit der preußischen Bevölkerung lehnt diesen Mann auf das entschiedenste ab.

Gustav Steinbrecher

der den im braunschweigischen politischen Leben zum geflügelten Wort gewordenen Ausspruch getan hat: „Reden Sie nur, wir handeln!", hat für sich zu handeln verstanden. Er ist wohlversorgter Empfänger einer Ministerpension im Betrage von nahezu 1000 Mark im Monat. Ueber sechs Millionen Deutsche sind allerdings arbeitslos.

Hans Sievers

erlebt, wie eins seiner mit so stolzen Hoffnungen ins Leben gerufenen Wahrzeichen nach dem andern kläglich zusammenbricht. Das „Geschichtsbuch" ist eingestampft. Die von ihm zu „Weltlichen Schulen" gemachten Sammelschulen verschwinden. Das „Institut für Erziehungswissenschaften" hat seine Pforten geschlossen. Von der ganzen „Herrlichkeit" jener Tage ist nichts mehr übriggeblieben, als ein leider recht kostspieliger Trümmerhaufen.



Dr. Bernhard Weiss

ist Berliner Polizei-Vize-Präsident und damit die rechte Hand des Genossen Grzesinski. Dieser Herr braucht nicht näher gekennzeichnet zu werden.

Nein! Mit diesen Leuten marschieren wir nicht!

Deshalb wählen wir Adolf Hitler!

Völkischer Beobachter, München

Reichsausgabe. 12. VIII 32

Das junge „Alt-Heidelberg" will keine Gumbels, die kein „Feld der Ehre kennen", es liebt den Frontsoldaten Adolf Hitler

Berlin

Morgenzeitung, Berlin

Wehrministerium macht Geschichte

Liebknecht—Luxemburg-Mord im historischen Licht der Bendlerstrasse

Gumbel

Seit Jahren arbeitet im preußischen Ministerium für Wissenschaft, Kunst und Volksbildung eine Prüfungskommission, welche die Aufgabe hat, über die Zulassung neuer Geschichtsbücher zu entscheiden und die sich bemüht, ein möglichst objektives Bild geschichtlicher Vorgänge zu geben.

So gehört auch zur Aufgabe geschichtlicher Wahrheit die Darstellung des Mordes an Karl Liebknecht und Rosa Luxemburg. Um dies historisch wahrheitsgetreue Bild zu erhalten, wandte sich der Verlag Ferdinand Hirt u. Sohn, Breslau, an das Reichsjustizministerium, welches jedoch dem Verlage die seltsame Antwort gab: es sei nicht in der Lage, Auskunft in Sachen Rosa Luxemburg und Karl Liebknecht zu erteilen und habe die Anfrage des Verlages an das Reichswehrministerium abgegeben.

Der Reichswehrminister hat dem Verlage nach Prüfung mitgeteilt, daß in dem Verfahren gegen die für den Tod von Rosa Luxemburg Verantwortlichen nicht festgestellt worden ist, daß diese zu den „kommandierten militärischen Begleitern" von Frau Luxemburg gehört haben.

Auch sei nicht sicher festgestellt, wer Liebknecht bei der Ueberführung ins Gefängnis erschossen hat.

Der Herr Reichswehrminister hat sich außerstande gesehen, der im Gutachten angeregten Fassung, die der geschichtlichen Wahrheit nahe kommt, zuzustimmen und macht den Vorschlag, der Nachwelt diese grausige Tat wie folgt zu überliefern:

„Rosa Luxemburg wurde nach ihrer Festnahme erschlagen und ins Wasser geworfen, Liebknecht bei der Ueberführung ins Gefängnis erschossen."

Kein Wort über die Schuldfrage, kein Wort, wer die Meuchelmörder waren. Der Verlag tritt für die Fassung des Reichswehrministers ein, ist jedoch bereit, noch hinzuzufügen:

„Die Schuldfrage ist juristisch nicht geklärt worden."

Es ist zunächst grotesk, daß das Reichsjustizministerium sich in dieser Angelegenheit für unzuständig erklärt. Zwar herrschte zur Zeit der Ermordung von Liebknecht und Luxemburg noch die Militärgerichtsbarkeit, aber 1923 hat das Reichsjustizministerium auf Grund der von Professor E. J. Gumbel in seiner Schrift „Vier Jahre Mord" erhobenen Beschuldigungen eine Darstellung des Falles Liebknecht—Luxemburg gegeben. Danach haben beim Feldkriegsgericht des Gardekavallerieschützenkorps gegen den Husaren Runge, Kapitänleutnant Horst von Pflugk-Hartung, Oberleutnant z. S. von Ritgen, Leutnant z. S. Stiege, Leutnant z. S. Schulze, Leutnant d. R. Liepmann und Oberleutnant Vogel Verfahren wegen Mordes an Liebknecht und Luxemburg geschwebt.

Wegen Begünstigung waren angeklagt Liepmann und Hauptmann Weller, wegen Beihilfe Hauptmann Heinz von Pflugk-Hartung. Durch rechtskräftiges Urteil vom 14. Mai 1919 sind verurteilt worden: Runge wegen versuchten Totschlags in Tateinheit mit gefährlicher Körperverletzung, Wachvergehen usw. zu zwei Jahren Gefängnis und zwei Wochen Haft, vier Jahren Ehrverlust und Entfernung aus dem Heer; Vogel wegen Begünstigung zu zwei Jahren vier Monaten Gefängnis und Dienstentlassung; Liepmann wegen Begünstigung zu sechs Wochen verschärftem Stubenarrest.

Der Jörns-Prozeß hat die wichtige historische Aufgabe erfüllt und festgestellt, wie es kam, daß die meisten der Täter straffrei ausgingen. Trotz des offensichtlichen Tendenzurteils des Feldkriegsgerichts vom 14. Mai 1919 ist durch Gerichtsurteil festgestellt, daß

die kommandierten militärischen Begleiter an diesem furchtbaren Mord beteiligt

waren.

Daß das Reichswehrministerium angesichts dieser klaren Sachlage, die es sich jederzeit aus den Akten des Jörns-Prozesses erhärten lassen könnte, die geschichtliche Darstellung des Falles in dieser Form gebracht haben will, ist nicht geeignet, dieses furchtbare Geschehnis in Vergessenheit zu bringen. Es zeigt aber, wie sehr das Reichswehrministerium bemüht ist, in seinem Sinne Politik zu machen, obgleich doch der Herr Reichswehrminister Groener in einem Briefe glaubte bemerken zu müssen, daß der Reichswehr jede politische Betätigung untersagt sei.

Ausschnitt vom:

15. APR. 1932

Die Welt am Abend, Berlin SW 48

[illegible] Bund freier Balkan, Deutsche Gruppe, [illegible] an den Ministerpräsidenten Muschanoff in Sofia ein von Professor Einstein, Thomas Mann, Karin Michaelis, Alfons Goldschmidt, Professor Gumbel, Ernst Toller und Helene Stöcker [illegible] Protesttelegramm gerichtet, das sich gegen die Entführung der mazedonischen Stadtverordneten Grigorow [illegible] wendet. Es werden energische Maßnahmen gegen die faschistische Terrorbande Michailoff gefordert.

1. 7. APR. 1932

Berlin am Morgen, Berlin

Eine Reichsmark für 48 Stunden Arbeit

Strafgefangene sind billig — Wirtschaftskrise hinter Gittern — Vater Staat nimmt Pensionsgeld — Mit ein paar Groschen in die Freiheit

„. . . Zwanzig, dreißig, ein-, zwei-, dreiunddreißig Mark und 74 Pfennig! So, Müller, quittieren Sie mal!" — Müller quittiert und darf nun als freier Mann die Strafanstalt verlassen, um das Heer der Arbeitslosen um einen zu vermehren. Was man ihm soeben noch ausgezahlt, ist der Arbeitsverdienst, den Müller sich in vieljähriger Haft erspart hat. Sie meinen, das sei zu wenig? Großer Irrtum, die meisten zur Entlassung kommenden Gefangenen haben noch weit weniger „Ersparnisse". Wieso das möglich ist? Weil unser Strafvollzug, der sich „human" tituliert, den Strafgefangenen als Arbeitssklaven ausnutzt.

Arbeiten muß in Deutschland jeder Strafgefangene, gleichgültig ob er eine kurze Gefängnisstrafe verbüßt oder ob man ihn auf Lebenszeit ins Zuchthaus gesteckt hat. Gegen den Arbeitszwang läßt sich nichts sagen, denn die Beschäftigung mindert doch die Qual der Hafteinsamkeit ein wenig. In den Bestimmungen des Strafvollzugs gibt es eine Stelle, in der es heißt, die Löhne der Strafgefangenen müßten möglichst den Löhnen der freien Arbeiter angeglichen werden. Eigentlich ist das eine Selbstverständlichkeit, aber der moderne deutsche Strafvollzug hat diese Kautschukbestimmung völlig ignoriert.

Der Gefangene ist nichts als ein Zwangsarbeiter, dem für schwere Arbeitsleistung Pfennige wie Brocken hingeworfen werden.

In einem Buch über die Gefängnisarbeit schreibt ein Ministerialrat Polenz, der es wissen muß, daß die Gefangenenarbeit ein ernstes Problem für die Strafvollzugsbehörden sei, weil sie die Grundlage für einen geordneten Strafvollzug darstelle. Es lohnt sich, diesen Grundlagen nachzugehen und festzustellen, wie es in der Praxis, und nicht wie es in Büchern mit der Gefangenenarbeit aussieht.

Früher, in den Zeiten wirtschaftlicher Blüte, war die Arbeitsbeschaffung für die Strafgefangenen kein Problem. Es gab mehr als genug private Unternehmer, die sich darum rissen, in den Strafanstalten arbeiten zu lassen, denn nirgends konnten sie so billige Arbeitskräfte bekommen. Die Zeiten haben sich aber verändert. In Deutschland gibt es sieben Millionen Arbeitslose, und die Arbeitslosigkeit der Wirtschaftskrise hat nicht vor den Eisentoren der Gefängnisse und Zuchthäuser haltgemacht. Es werden zwar immer noch hinter den Gittern Tüten geklebt, Matten geflochten, Bürsten und Pantoffel hergestellt und Schneiderarbeit verrichtet, aber die Aufträge von draußen sind dünn geworden. Ein Glück wenigstens, daß der Staat mit seinen [illegible] ... Aufträge zu vergeben hat. [illegible]

Lederwarenabteilung zahlt der Privatunternehmer 1,40 Mark pro Kopf und Tag. Daß alle Lederwarenfabrikanten, denen diese billigen Arbeitskräfte nicht zur Verfügung gestellt werden, Sturm laufen gegen diese unlautere Konkurrenz, ist selbstverständlich.

Ueber Gefangenenarbeit kann natürlich niemand besser urteilen, als einer, der sie hat mitmachen müssen. So schrieb ein ehemaliger Gefangener in der Zeitschrift „Die Justiz" vor einiger Zeit:

„Verlangt wird die normale Tagesleistung eines Arbeiters. Wer nach Meinung der Anstaltsleitung oder des Arztes nicht genügend arbeitet, wird durch Entzug der warmen Nahrung und Entziehung des Bettes (schlafen auf dem nackten Steinfußboden) gequält. Das Tütenkleben soll angeblich die leichteste Arbeit sein, ist aber in Wirklichkeit Schwerarbeit. Vom dauernden Sitzen bekommt man unerträgliche Rückenschmerzen, die Arme werden lahm und die Handsehnen entzündet. Für 800 Tüten sind 20 000 Handgriffe erforderlich, bei neunstündiger Arbeitszeit also alle zwei Sekunden mindestens ein Griff. Wer sein Pensum nicht liefert, kann sich keine Zusatznahrungsmittel mehr kaufen, weil die Vergütung für die Arbeit sofort viel zu klein wird."

Und mit dieser Arbeitsvergütung, die im Jargon des Strafvollzugs „Arbeitsbelohnung" heißt, sind wir bei einem anderen Kernpunkt des Problems angelangt.

Der Gefangene bekommt für seine Arbeit, wie schon gesagt, 50—64 Pfennig im Durchschnitt, denn Löhne von 1,40 Mark, wie in Kottbus, sind ganz selten. Man sagt zwar „der Gefangene bekommt . . .", in Wirklichkeit aber bekommt er nicht, denn den Hauptteil seines Verdienstes hält der Staat für sich selbst zurück, da jeder Gefangene seinen Zwangsaufenthalt in den Strafanstalten selbst bezahlen muß! Jeder Gefangene kostet jährlich 1200 Mark. Diese Summe will der Staat unbedingt hereinzubringen versuchen. So läßt er erst einmal alle Einnahmen einer Anstalt in eine Gefangenen-Arbeitskasse fließen, in der drei Viertel der Arbeitslöhne für den Staat reserviert bleiben. Das letzte Viertel steht dem Gefangenen zur Verfügung. Mit der Hälfte dieses Viertels kann er sich, selbstverständlich nur bei mustergültigem Verhalten, die bei der mageren Anstaltskost sehr begehrten Zusatznahrungsmittel kaufen, mit dem anderen Achtel darf er seine Angehörigen unterstützen. Was dann noch übrig bleibt, sind seine „Ersparnisse", die er in die Freiheit der Arbeitslosigkeit mit hinausnehmen darf.

Man kann sich leicht ausrechnen, wie diese Beträge aussehen, besonders jetzt, wo zahlreiche Anstalten mangels ausreichender Aufträge Kurzschichten eingeführt haben. Nach einer Statistik des Heidelberger Prof. Gumbel wurden 1927 aus den Strafanstalten 86 000 Gefangene mit Null Mark Arbeitsbelohnung entlassen! Unter 15 M. hatten sich 65 000 Gefangene „erspart", bis zu 50 Mark hatten es 16 000 Gefangene gebracht und über 50 Mark konnten nur 8000 Gefangene aus den Anstalten mitnehmen. Das sind Zahlen, die Bände sprechen!

Im Strafvollzugsamt Berlin ist man sich über die Unhaltbarkeit dieser Zustände so ziemlich im klaren. Aber alle Versuche, den Anteil des Gefangenen an seinem Arbeitseinkommen auf ein Drittel zu erhöhen, scheiterten bisher an der „Finanzfrage".

„Das sowjetrussische System ist in dieser Beziehung vorbildlich!" — das gibt man unumwunden zu und läßt es bei den haarsträubenden Zuständen bestehen. Man denkt gar nicht daran, daß vorbildliche System der Sowjets zu übernehmen, weil man nicht auf die Ausbeutung verzichten will. In Sowjetrußland wurde nämlich hundertprozentig das durchgeführt, was in den deutschen Richtlinien auf dem Papier steht: Annäherung der Arbeitslöhne in den Strafanstalten an die Tariflöhne der freien Arbeiter!

Der deutsche Strafvollzug als Besserungsmaßnahme? Heller Unsinn! Der Strafvollzug ist und bleibt bei uns das mittelalterliche Instrument der Rachejustiz. 48 Stunden sollst du arbeiten für eine Mark, mehr gibt es eben nicht! Und das ist auch eine Art, wie man ein unangenehmes Problem lösen kann. Aber dann soll man endlich auch mit dem Reklamebluff vom „humanen Strafvollzug" aufhören!

W. [illegible]

---

16 AVRIL 1932

Signature :

Quelques livres sur l'Allemagne

Trois écrivains allemands : E.-J. Gumbel, B. Jacob, B. Falck ont réuni dans un volume (Les crimes politiques en Allemagne, 1919-1929, éd. N. R. F.) une documentation [illegible] sur les agissements des organisations de droite (Organisation Consul, Garde Civique bavaroise, Reichswehr noire, etc.) *au cours d'une dizaine d'années. Ils nous donnent les récits poignants des assassinats de K. Liebknecht et Rosa Luxembourg, d'Erzberger, de Karl Eisner, de Rathenau, de Karl Gareis etc. Nous y apprenons que le mouvement nationaliste bavarois du commencement de 1923, dirigé contre la Prusse socialiste, était subventionné par la France* : « Les sommes venaient de France et furent négociées par le colonel français Augustin-Xavier Richert, ancien officier d'Etat-major et soi-disant commissaire aux charbons dans la Sarre » (p. 111).

schaft nicht „beeinflussen" lassen

Kriegsbeschädigte, auf ein Wort!

Wollt Ihr Verständnis für Eure Nöte erwarten von Leuten, die zum größten Teil den Krieg nur aus den Heeresberichten kennen, die zum Munitionsarbeiterstreik hetzten, die Leute wie einen jüdischen Professor Gumbel der Universität Heidelberg in ihren Reihen haben der von Euren Kameraden sagte, daß sie auf „dem Felde der Unehre" gefallen seien. Habt Ihr zu solchen „Gumbels" Vertrauen?

Sicher interessiert Euch noch folgende Gegenüberstellung:

Von 143 sozialdemokratischen Reichstagsabgeordneten sind 30 Kriegsteilnehmer, 4 Kriegsbeschädigte.

Von den 77 kommunistischen Reichstagsabgeordneten sind 8 Kriegsteilnehmer, 2 Kriegsbeschädigte.

Von 107 nationalsozialistischen Reichstagsabgeordneten sind 73 Kriegsteilnehmer, 25 Kriegsbeschädigte.

Vossische Zeitung, Berlin

20. April 1932

Ausstellung „Der politische Terror". Die „Deutsche Liga für Menschenrechte" veranstaltet eine Ausstellung über den politischen Terror. Die Ausstellung findet im Pschorrhaus, Potsdamer Platz 3, in der 3. Etage statt und ist vom 20. bis 24. April täglich von 11 Uhr vormittags bis 10 Uhr abends geöffnet. Eintrittspreis 40 Pfennig, Mitglieder republikanischer Organisationen zahlen 20 Pf. — Im Rahmen der Ausstellung wird am Mittwoch, dem 20. April, Professor E. J. Gumbel abends 8 Uhr zu dem Thema „Der politische Terror" das Wort nehmen.

AUSSCHNITT VOM: 20. APR. 1932

Acht Uhr Abendblatt, Berlin

Im Rahmen der Terror-Ausstellung der Deutschen Liga für Menschenrechte, die bekanntlich vom 20. bis 24. April im Pschorrhaus, Potsdamer Platz 3, dritte Etage, stattfindet, wird am Mittwoch, 20. April, Professor E. J. Gumbel abends 8 Uhr zu dem Thema „Der politische Terror" das Wort nehmen.

AUSSCHNITT VOM: 21. APR. 1932

Der Tag, Berlin SW 68

Aufreizung

Welchen Grad von Geschmacklosigkeit der Wahlkampf auf seiten der Systemparteien angenommen hat, beweist eine von der „Deutschen" Liga für Menschenrechte über den politischen Terror veranstaltete Ausstellung, die sich bei näherem Zusehen als übelste Hetze gegen den deutschen Nationalismus entpuppt. Den Pazifisten kommt es weniger auf eine sachliche Darstellung der allgemein verurteilten Auswüchse und Entartungen des politischen Kampfes an als auf eine wüste Verächtlichmachung jeglicher nationalen Regung seit dem roten November. Plakate aus der Zeit des Kapp-Putsches, eine (wahre?) Aufzählung aller angeblich von rechts ermordeten Personen an Hand des Gumbelschen Buches „Vier Jahre Mord" (die Zahl der Reichsbanner- und Kommunistenmorde wird verschwiegen) bis zu den fein säuberlich aufgeklebten (echten?) Drohbriefen an bekannte Linkspolitiker, worunter Scheidemann, Severing und der Pazifist Gerlach unbestritten die Hauptadressaten sind, es ist alles mögliche zusammengekratzt worden. Wer hat übrigens die Drohbriefe gegen den Minister Severing zur Verfügung gestellt?

Im Grunde verfehlt die Ausstellung ihren Zweck, denn jeder unbefangene Beobachter wird sich selbstverständlich nach dem Schuldkonto der Gegenseite erkundigen. Das aber zeigt die Pazifisten-Liga aus naheliegenden Gründen nicht.

Im übrigen ist zu fragen, ob solche Ausstellungen nicht eine grobe Aufreizung darstellen und gegen die Verordnungen verstoßen, die die staatliche Ruhe und Ordnung garantieren sollen.

*

Ausstellung „Der politische Terror".

Die Deutsche Liga für Menschenrechte veranstaltet in diesen Tagen eine Ausstellung über den politischen Terror. Die Ausstellung findet im Pschorrhaus, Potsdamer Platz 3, in der 3. Etage statt und ist vom 20. bis 24. April täglich von 11 Uhr vormittags bis 10 Uhr abends geöffnet. Eintrittspreis 40 Pfennig, Mitglieder republikanischer Organisationen zahlen 20 Pfennig. Die Ausstellung ist ein Spiegelbild der Auswüchse des politischen Kampfes der letzten zehn Jahre. Mittwoch, 20. April, abends 8 Uhr, spricht E. J. Gumbel über das Thema „Der politische Terror".

Der Funke 22/4.32

Der politische Terror.

M. S. Zu der kleinen, aber eindrucksvollen Ausstellung „Politischer Terror" im Pschorr-Haus am Potsdamer Platz konnte sich die Liga für Menschenrechte keinen geeigneteren Führer wählen als GUMBEL, der das Hauptmaterial zu dieser Ausstellung aus den reichen und geklärten Sammlungen, die er aus eigener Forschertätigkeit besitzt, beigesteuert hat.

GUMBEL beschrieb mit seinen Worten das, was vor unseren Augen an der Wand hing, die Terror-Dokumente der deutschen Republik, die ihr eigenes Dasein einer nichtterroristischen Revolution verdankt. GUMBEL kämpft mit dem Mittel des Worts, das von Ueberzeugungen getragen ist, gegen die Gewalt an, die wegen ihrer Feigheit „Mord" zu heißen verdient. Er kämpft gegen Justizmorde und gegen politische Morde. Wir halten fest, daß er und die Liga in den Fällen **FECHENBACH, JAKUBOWSKI, BULLERJAHN** Erfolg gehabt haben, im Fall JAKUBOWSKI den Erfolg, wie GUMBEL sagte, daß die Todesstrafe wenigstens eine Zeitlang ins Stolpern kam.

Zum KAPP-Putsch, der den Attentätern auf die Reichsverfassung — die meisten waren Offiziere — fünf Jahre Freiheitsberaubung brachte, während die Arbeiter der Münchener Räterevolution insgesamt zu mehr als 500 Jahren verurteilt wurden, äußerte GUMBEL, daß die Republikaner bei der Pleite dieses Unternehmens die letzte Gelegenheit verpaßt hätten, sich der Konterrevolutionäre zu entledigen. In diesen Tagen ist der PROZESS zu Ende gegangen, in dem die deutsche Republik dem Kapitän EHRHARDT den Rest seiner Pension zugesprochen hat; dieser Rest war ihm seiner Zeit beschlagnahmt worden zur Wiedergutmachung der während der KAPP-Putschiade von ihm verursachten Schäden.

Die politischen Morde, mit deren Hilfe die Gegner des

AUS DEM INHALT:

- Felseneck-Prozeß.
- Das Chaos im Fernen Osten.
- Neues über Boxheim.
- SAP und Gewerkschaften.
- Kapitalistische Kampfmethoden.
- Verse können Stahl erzeugen.
- Der russische Gewerkschafts-Kongreß.
- Fridericus — Braun.

Wer auch nur den Anschein erweckte, seiner Staatsbürgerpflicht zu folgen und dieses ungesetzliche Waffentragen anzumelden, wurde ermordet. Der Fememord traf vielfach die Kameraden der eigenen Organisationen.

Die NS veröffentlichen selbstverständlich Gegenlisten zu den Mörderlisten, die Männer wie GUMBEL zusammenstellen. GUMBEL erläuterte, wie die Länge der NS-Listen zustande kommt. Diese Listen, die angeblich die Opfer der politischen Mordtaten aufzählen, von Kommunisten und Vertretern des heutigen Systems an NS-Leuten verübt, enthalten den Namen von SCHLAGETER, der von Franzosen durch ein Sondergericht — ob zu Recht oder zu Unrecht, ist hier gleich —, aber jedenfalls durch ein *Gericht* zum Tode verurteilt worden ist; ferner Mitglieder der NS, die 1923 bei der Revolte, die die HITLER-Bewegung inszenierte,

109

2 8. APR. 1932

Vorwärts, Berlin SW 68

„Krise und Planwirtschaft." Zu diesem Thema veranstaltet die „Deutsche Liga für Menschenrechte" heute, Donnerstag, 28. April, 20.30 Uhr, im Reichswirtschaftsrat, Bellevuestr. 15, einen Diskussionsabend, bei dem Stadtbaurat Dr. Martin Wagner, Professor Dr. E. J. Gumbel, der Industrielle Erich B. Ledermann, der Dozent an der Berliner Universität Dr. Remak und Dr. Koniger das Wort nehmen werden. Karten nur an der Abendkasse.

Funke
30. 4. 32

Krise und Pl[...]

Rpt. Berlin, 29. April.

Die „Deutsche Liga für Menschenrechte" hatte gestern abend zu einem *Diskussions*abend über „Krise und Planwirtschaft" eingeladen. Man hörte jedoch nach einander vier *selbständige Referate*. (Ein Redner entschuldigte sich, als er sich gedrängt fühlte, auf einen Vorredner einzugehen!)

Gumbel schilderte den Tatbestand der Krise und machte kurze Andeutungen über Krisentheorien und Vorschläge zur Krisenüberwindung. Dabei bezeichnete er es als „logisch durchaus richtig", daß von den Liberalen der Abbau von Subventionen, Zöllen u. s. w. gefordert wird, das heißt: von Faktoren, die in das liberale kapitalistische System eingeschaltet sind und nicht zu ihm gehören. Gumbel fuhr dann fort: Wenn dieses liberale kapitalistische System untergegangen ist, so liegt das an bestimmten Ursachen. (Das ist sicher richtig!) Wenn wir sie beseitigen könnten, so gibt es nichts, was ihre Wiederkehr beseitigen könnte. (Wie wäre es, wenn man die „bestimmten Ursachen", die Gumbel leider nicht näher genannt hat, beseitigte, außerdem auch die Umstände, die dem System den kapitalistischen Charakter geben, zum Beispiel also das Bodenmonopol?) Nach kurzer Zeit künstlicher Beseitigung würden wir wieder in den jetzigen Zustand hineinwachsen. —

Hält GUMBEL wirklich den Kapitalismus für eine natürliche Form der Marktwirtschaft? Weiß er nicht, daß sehr viel „Kunst", nämlich alle Methoden der Gewalt vom primitiven Raub bis zu kunstvollen juristischen Formen notwendig waren, um die kapitalistische Ausbeutung zu ermöglichen?

(Vergleiche Kapitel 24 und 25 des ersten Bandes von Marx' „Kapital".)

Gumbel sagte noch ausdrücklich, warum er eine Planwirtschaft wünscht: Weil es sich seiner Ansicht nach in der Marktwirtschaft erst nach Jahren, erst in der Krise, erweist, ob und wo richtig gearbeitet wurde. „Bei jeder Krankheit wird die Ursache bei der Sektion festgestellt. Soll die Volkswirtschaft auf diesem Prinzip aufgebaut werden?" — Wenn man so fragt, ist die Antwort „Nein" selbstverständlich!

Wer hat aber bisher nachgewiesen, daß es in der Marktwirtschaft zu Krisen kommen muß, wenn die Marktwirtschaft nicht durch Monopole verzerrt ist?

Nach Gumbel sprach Dr. Remak, der dem Publikum als Mathematiker vorgestellt wurde. Ich schätze die Möglichkeit, daß Nationalökonomen von Mathematikern Hilfe erhalten, sehr hoch ein. Auf die Hilfe von Herrn Dr. Remak möchte ich namens der Nationalökonomie aber doch lieber verzichten, bis er sich etwas ernsthafter mit wirtschaftlichen Fragen beschäftigt hat und [illegible] die Wirtschaft nicht mehr als „Riesenspielzeug" (das Wort hat er benutzt!) in den Händen von [illegible] übersehauen wollenden Mathematikern betrachtet.

[illegible] Ledermann, ein Mann der Praxis, trug in groben Umrissen einen Plan zur Finanzierung einer allgemeinen Arbeitszeitverkürzung mit teilweisem Lohnausgleich vor. Wenn dieser Plan durchgeführt würde, so wäre das jedenfalls besser als die Verwirklichung eines der vielen Quacksalber-Rezepte, die in der Oeffentlichkeit feil geboten werden. An die Wurzel des kapitalistischen Uebels greift sein Plan natürlich nicht.

Es ist interessant, was ein „Mann der Praxis" mehreren hundert Hörern im Plenarsaal des Reichswirtschaftsrates bieten darf. „Die Preisbildung sei schuld an der Krise", diese Behauptung illustrierte der Redner durch folgendes mit sichtlicher Mißbilligung vorgetragene Beispiel: Bata hat vor Jahren nach Berlin Schuhe zu 7 Mark das Paar geliefert, die dann zu 21 Mark im Laden verkauft wurden. — Wenige Minuten darauf nannte er als eine Ursache der Krise den Rückgang der Gewinne aus dem Einfuhr- und Ausfuhrgeschäft, besonders mit überseeischen Ländern: Er sei vor dem Krieg als schwerindustrieller Vertreter in Uebersee gewesen und habe dort Lagerware mit 200 Prozent Verdienst verkauft; diese Zeiten seien jetzt vorüber. — Entsteht nicht auch bei 21 Mark Verkaufspreis für Bata-Schuhe ein Gewinn von 200 Prozent?

Die richtigste Bemerkung von Ledermann war:

„Die bewährten Fachleute haben immer unrecht."

Die Richtigkeit dieses Satzes kommt aber nur daher, daß man Männer als bewährte Fachleute bezeichnet, die die Wirtschaftskrise entweder sehr fachgemäß mit hervorgerufen haben oder aber ihren Fortgang mit für Fachwissen gehaltenem Geschwätz begleiten (womit die Redner dieses Abends nicht getroffen werden sollen, obwohl auch sie auf falschem Wege sind).

Wie kann man auf den richtigen Weg kommen?

Stadtbaurat Wagner machte einleitend sehr richtige Bemerkungen über die „Krise der Vortragswirtschaft": „Jeder schneidet ein kleines Stück heraus, kaut es im Munde durch, spukt es aus, dann haben Sie die Darstellung! Wir werden zu einer Rationalisierung der Vortragswirtschaft kommen müssen." Diese Feststellung ist richtig, doch sie allein führt nicht weiter, führt nicht heraus aus unfruchtbarem Aneinandervorbei-Reden. Den Weg zu fruchtbaren Diskussionen zeigt der ISK in seinen öffentlichen Versammlungen, die in dieser Zeitung regelmäßig angekündigt werden.

Nur der Vollständigkeit halber registriere ich planmäßig, wie Stadtbaurat Wagner Deutschland planwirtschaftlich beglücken will: 1. Außenhandels-Monopol; 2. Registrierung der gesamten Betriebe; 3. Feststellung des Bedarfs. — Er meint selber, das sei nicht einfach.

Warum also nicht den sehr viel einfacheren Weg gehen und dem marktwirtschaftlichen System die monopolistischen Giftzähne ausbrechen?

2 9. APR. 1932

[...]cht Uhr Abendblatt, Berlin

Das Paradies für Rechtsanwäl[...]

Gibt es eine Planwirtschaft?

58

Die Deutsche Liga für Menschenrechte hat gestern in einer ausgezeichnet besuchten Veranstaltung im Plenarsaal des Reichswirtschaftsrats den interessanten Versuch gemacht, das Thema „Planwirtschaft" einmal vorwiegend von wirtschaftspolitischen und wirtschaftstechnischen Laien durchweg mit naturwissenschaftlicher Ausbildung diskutieren zu lassen. Der Abend war sowohl nach der positiven als nach der negativen Seite hin ausserordentlich anregend und aufschlussreich. Der volkswirtschaftliche Fachmann musste immer wieder mit Ueberraschung und einer gewissen Beschämung erkennen, wie gründlich gerade Mathematiker, Naturwissenschaftler und Ingenieure die Kernfragen der Weltwirtschaft durchdacht haben.

Das einleitende Referat über Krisen und Krisenbekämpfung hielt der mathematische Statistiker der Universität Heidelberg, der tapfere Vorkämpfer für Rechtsgleichheit in der Republik, Prof. E. J. Gumbel. Er kennzeichnete die Krise als typische Ueberproduktionskrise, die einen weit verbreiteten „Mangel aus Ueberfluss" habe entstehen lassen. Nicht romantische Weltverbesserungspläne, die zum Teil nur die Kulisse für Denkfaulheit seien, sondern eine spezialistische Planwirtschaft werde die Lösung der Krise [...]gen. Ein erster Schritt auf dem Wege zur Planwirtschaft sei die organische Zusammenfassung der ungeheuren produktiven und finanziellen Kräfte, die bereits jetzt stückweise und unorganisch in die öffentliche Hand geraten seien.

Der nähere Fachgenosse Gumbels, der Berliner Universitätsdozent Dr. Remak, hob hervor, dass die Entwicklung der Wirtschaftstechnik das Denken über Wirtschaftsprobleme überholt habe. „Wir denken immer noch in Begriffen vor der Dampfmaschine". Man dürfe nicht länger Angebot und Nachfrage als das allein mögliche Regelungsprinzip postulieren, sondern man müsse „vernünftige Preise" [...]nen und eine Rechtsentwicklung einleiten, [...] die Preiskontrolle erleichtere [...] die

Waren stärker als die Löh[...]

Der Industriele Erich B. Lede[...] klärte, dass eine Preiskontrolle au[...] schaftlicher Grundlage unmöglich se[...] Vorstellungen führten zu einem Zu[...] man nur als ein Paradies für Rechts[...] zeichnen könne. Ledermann trug [...] gehend seinen vor einem Jahre i[...] Abendblatt" dargestellten Vorschlag [...] in einer 25-Stunden-, später in einer [...] Woche den grössten Teil der Arbeits[...] Arbeitsstreckung wieder in d[...] prozess einzugliedern. An Zusch[...] Reiches zu den zuerst zu niedri[...] würde dieser Plan rund 220 Milli[...] nur ein Bruchteil der [...] losenunterstützung, erforde[...]

Während Ledermann die Frage [...] erörterte, wie die Warenmengen ab[...] den können, die nach seinem Ve[...] gestellt werden würden, fordert Sta[...] Wagner als Eckpfeiler einer deut[...] wirtschaft, die sich auf die lebens[...] Güter beschränken müsste, ein d[...] Aussenhandelsmonopol, da[...] haben müsse, deutsche Waren u[...] kostenpreis im Ausland abzusetzen, [...] Stunden-Tag, eine Registratur aller B[...] eine sorgfältige Feststellung des Be[...] deutschen Volkes an lebenswichtig[...] Wagner und Ledermann warnte[...] stimmend vor einer Scheinank[...] der deutschen Wirtschaft durch A[...] Reichsbahn, der Post und des Wegeb[...] dem Brachliegen grosser Teile de[...] apparates eine Fehlinvestition darstel[...]

Man kann nach der gestrigen [...] nicht ohne weiteres feststellen, d[...] stimmte Mindestbegriffe gibt, über d[...] reits die Befürworter der Planwirts[...] geworden sind. Die Planwirtschaft i[...] — [illegible] wie Soddy behauptet, [...] Versagen der „Oekonomisten" — a[...] an der bisherigen Planlosigkeit [...] schaftens stärker, als in der F[...] rung dessen, was zu werde[...]

FREUND DER SOWJETS

Mai 1932

Zwei Systeme – Zwei Welten

In Deutschland 6 Millionen Erwerbslose. In der Sowjetunion wächst die Zahl der Industriearbeiter von Jahr zu Jahr.

Unser Bild gibt die Zahlen der Steigerung der nur in der Industrie beschäftigten Arbeiter.

BERLIN:

Von H. R. Knickerbocker, Korrespondent der „New York Evening-Post":

„Wenn man vor dem Nachtasyl im Berliner Norden steht und mit den Hungernden auf die Ausgabe der Suppenkarten wartet, lernt man in einer Nacht das Elend in Deutschland kennen; wird man aber in der nächsten Nacht von mehr als 10 überfüllten Sektlokalen im Berliner Westen weggeschickt, so wird einem in verblüffender Weise beigebracht, wie üppig gleichzeitig in Deutschland gelebt wird.

Nach stundenlangem Herumsuchen und vergeblichen Bemühungen, im „Ambassadeur", in der „Barberina", der „Cascade", dem „Kakadu" und einigen anderen der einhundertneunzehn öffentlichen, von der Polizei öffentlich als „Luxuslokale" bezeichneten Nachtlokale Berlins unterzukommen, schien es wirklich ratsam, sich nach Stehplätzen umzusehen. An dicht beieinander stehenden Tischen vorbei, an denen Wein getrunken wurde, in einer Enge, die der in einem Untergrundbahnwagen um nichts nachstand, arbeiteten wir uns, über Beine stolpernd, zur Band durch, die den „Peanut Vendor" spielte, und bahnten uns dann zwischen den tanzenden Paaren, die sich mit dem Rumba abquälten, einen Weg, bis wir glücklich auf einem freien Fleckchen an dem einem Ende der Bar anlangten.

Das Rasseln der Rumbaklappern verstummte. Der Tanz war zu Ende, ein Sektpfropfen knallte. Rufe nach dem Kellner wurden laut und die Ober eilten mit Eiskübeln, Weinflaschen und Likörgläsern zu den Tischen . . .

Die Reichsmark mag weniger Golddeckung haben als der bescheidene Sowjetrubel. Im Berliner Norden mag ein Pfennig gierig ergriffen und festgehalten werden. Es mag 15 Millionen hungernde Deutsche geben. Aber im Berliner Westen kauft die Reichsmark noch immer Sekt, im Berliner Westen sind die Pfennige es kaum wert, auf die Rechnung gesetzt zu werden."

MOSKAU:

Von Prof. E. J. Gumbel, Mitglied der SPD.:

„Das Bild der Stadt hat sich wesentlich gebessert. Vor sechs Jahren Arbeitslosigkeit, in ihrem Gefolge die gewohnten zerlumpten Bettler vor den Kirchen und an den Straßenecken, die der Stadt ein orientalisches Gepräge gaben. Heute ist die Zahl der Bettler geringer als in Berlin während der besten Zeit. Die Straßen sind sauberer, besser gepflastert; die Zahl der Betrunkenen hat abgenommen. Die Straßenhändler mit den Bauchläden sind seltener geworden. Heizung und Beleuchtung in den Häusern funktionieren tadellos. Die Straßen sind nachts hell beleuchtet. Vor Jahren die drängende Frage der verwahrlosten Kinder, von denen noch heute in Europa eine ganze Literatur lebt. Von diesen Haufen ist nichts mehr zu sehen. Gegenüber den geradezu infamen Verdächtigungen, die man über das Verbleiben dieser Kinder in Europa austreut, möchte ich keinen Zweifel darüber lassen, daß sie als Personen heute noch leben, aber als Schicht von der Industrie aufgesogen worden sind.

Vor Jahren beherrschte die private Pferdedroschke die Straße. Heute sausen zahlreiche Dienstautomobile, daneben mächtige Lastautos, zum Teil bereits im Land montiert, durch Moskau; Autobusse und Taxis, deren Zahl allerdings noch viel zu gering ist, geben der Stadt ein europäisches Aussehen. Die Pferdedroschken, mit der man wie im Orient, zunächst über den Preis verhandeln muß, stellt den kärglichen Rest einer freien Wirtschaft dar. Die Verkehrsregelung ist gut, der Polizist auf der Straße korrekt. Geblieben ist die fürchterliche Ueberlastung der Trambahn in den Hauptverkehrszeiten. Ein Europäer wird sie normalerweise überhaupt nicht benutzen. Auch das Aussehen der Menschen hat sich gehoben: mehr Hemden, mehr Kragen, bessere Stiefel. Man sieht Leute auf der Straße lachen."

(Aus „Weltbühne" Nr. 11, 15. 3. 1932.)

B.T.M. - 1. MAI 1932

„Krise und Planwirtschaft."

Aussprache in der Liga für Menschenrechte.

Ueber „Krise und Planwirtschaft" wurde auf dem letzte[n] Sonderabend der Deutschen Liga für Menschenrechte diskutie[rt]. Professor E. J. Gumbel gab an Hand von Zahlenmaterial e[in] Bild der katastrophalen wirtschaftlichen Lage und erörterte d[ie] verschiedenen Theorien zur Ueberwindung der Krise. Nebe[n] den kapitalistischen Auswegen, deren Gelingen der Redner b[e]zweifelte, nachdem der Eingriff des Staates den Automatismu[s] der kapitalistischen Wirtschaft zerstört habe, gäbe es nur di[e] Möglichkeit, auf dem schon eingeschlagenen Weg der Planwirtschaft fortzufahren und die grossen wirtschaftlichen Kräfte, di[e] dem Staat schon heute zur Verfügung ständen, auszubauen un[d] in geeigneter Weise zu nutzen.

Der Berliner Stadtbaurat Dr. Wagner polemesierte gegen di[e] von dem Krisenkongress der Freien Gewerkschaften aufge[stellten] Thesen für die Arbeitsbeschaffung. Wo und mit welche[n] Mitteln wolle man Wohnungen bauen, ohne die mit den Fehlinvestitionen der letzten Jahre begangenen Irrtümer zu wiederholen? Wagner übte auch an den Arbeitsbeschaffungsplänen de[r] Reichsregierung scharfe Kritik, die er namentlich in bezug auf di[e] Siedlung als nicht zum Ziele führend bezeichnete. Er trat für den 5-Stunden-Tag ein, der das beste Mittel sei, um der Arbeitslosigkeit zu begegnen. Auch der Industrielle Erich B. Ledermann sprach sich für Beschränkung der Arbeitszeit aus.

„Krise und Planwirtschaft". 4.3.32

Ueber dieses Thema sprach am Freitag abend im Künstlerhaus vor den „Freunden des Neuen Rußland" Professor E. J. Gumbel. Der Redner gab zunächst eine ausführliche Analyse über das Wesen der heutigen kapitalistischen Krise, die im Gegensatz zur vorkapitalistischen Naturalkrise nicht aus dem Mangel, sondern aus dem Ueberfluß der Produkte hervorgegangen sei. Zum Beleg seiner Auffassung, daß wir heute nicht nur eine politische Krise haben, sondern eine ökonomische und eine Weltkrise, führte der Redner an, daß die Arbeitslosigkeit in Amerika annähernd gleich groß sei wie diejenige in Deutschland. In einer Auseinandersetzung mit den verschiedenartigen Vorschlägen zur Krisenüberwindung kam Professor Gumbel zur Ablehnung der liberalistischen Theorie und des Autarkiegedankens. Eine wirklich grundsätzliche Ueberwindung dieser und folgender Krisen erblickte er vielmehr in der Planwirtschaft. Dabei brachte er sehr deutlich zum Ausdruck, daß die Voraussetzungen zum Aufbau einer Planwirtschaft in Deutschland ganz anders sind, als diejenigen in Rußland. Der Redner meinte, daß die Aussichten für eine Planwirtschaft in Deutschland sogar günstiger wären als in Rußland, weil wir einen hochwertigen Industriekörper mit einer sehr qualifizierten Arbeiterschaft bereits besitzen.

Krise und Planwirtschaft

Die Deutsche Liga für Menschenrechte veranstaltet am Donnerstag, 20.30 Uhr im Reichswirtschaftsrat, Bellevuestr. 15, einen Diskussionsabend über Krise und Planwirtschaft. Redner: Stadtbaurat Dr. Martin Wagner, Professor Dr. E. J. Gumbel, Industrieller Erich W. Ledermann, Dozent an der Berliner Universität Dr. Remak und Dr. Roniger. Karten nur an der Abendkasse.

Welt a. Montag Nr. 17 (38. Jhrg.)

"KRISE UND PLANWIRTSCHAFT"

Aussprache in der Liga für Menschenrechte.

Ueber „Krise und Planwirtschaft" wurde auf dem letzten Sonderabend der Deutschen Liga für Menschenrechte diskutiert. Professor E. J. Gumbel gab an Hand von Zahlenmaterial ein Bild der katastrophalen wirtschaftlichen Lage und erörterte die verschiedenen Theorien zur Ueberwindung der Krise. Neben den kapitalistischen Auswegen, deren Gelingen der Redner bezweifelte, nachdem der Eingriff des Staates den Automatismus der kapitalistischen Wirtschaft zerstört habe, gäbe es nur die Möglichkeit, auf dem schon eingeschlagenen Weg der Planwirtschaft fortzufahren und die grossen wirtschaftlichen Kräfte, die dem Staat schon heute zur Verfügung ständen, auszubauen und in geeigneter Weise zu nutzen.

Der Berliner Stadtbaurat Dr. Wagner polemesierte gegen die von dem Krisenkongress der Freien Gewerkschaften aufgestellten Thesen für die Arbeitsbeschaffung. Wo und mit welchen Mitteln wolle man Wohnungen bauen, ohne die mit den Fehlinvestitionen der letzten Jahre begangenen Irrtümer zu wiederholen? Wagner übte auch an den Arbeitsbeschaffungsplänen der Reichsregierung scharfe Kritik, die er namentlich in bezug auf die Siedlung als nicht zum Ziele führend bezeichnete. Er trat für den 5-Stunden-Tag ein, der das beste Mittel sei, um der Arbeitslosigkeit zu begegnen. Auch der Industrielle Erich B. Ledermann sprach sich für Beschränkung der Arbeitszeit aus.

B.T. Morg. 1.5.32

21. Mai 1932
Das Andere Deutschland
Hgn/W.

Das Reichswehrministerium macht Geschichte.

Seit Jahren arbeitet im Preußischen Ministerium für Wissenschaft, Kunst und Volksbildung eine Prüfungskommission, welche die Aufgabe hat, über die Zulassung neuer Geschichtsbücher zu entscheiden und die sich bemüht, ein möglichst objektives Bild geschichtlicher Vorgänge zu geben.

So gehört auch zur Aufgabe geschichtlicher Wahrheit die Darstellung des Mordes an Karl Liebknecht und Rosa Luxemburg. Um dies historisch wahrheitsgetreue Bild zu erhalten, wandte sich der Verlag Ferdinand Hirt & Sohn, Breslau, an das Reichsjustizministerium, welches jedoch dem Verlage die seltsame Antwort gab: es sei nicht in der Lage, Auskunft in Sachen Rosa Luxemburg und Karl Liebknecht zu erteilen und habe die Anfrage des Verlages an das Reichswehrministerium abgegeben.

Der Reichswehrminister hat dem Verlag nach Prüfung mitgeteilt, daß in dem Verfahren gegen die für den Tod von Rosa Luxemburg Verantwortlichen nicht festgestellt worden ist, daß diese zu den „kommandierten militärischen Begleitern" von Frau Luxemburg gehört haben. Auch sei nicht sicher festgestellt, wer Liebknecht bei der Überführung ins Gefängnis erschossen hat. Der Herr Reichswehrminister hat sich außerstande gesehen, der im Gutachten angeregten Fassung, die der geschichtlichen Wahrheit nahe kommt, zuzustimmen und macht den Vorschlag, der Nachwelt diese grausige Tat wie folgt zu überliefern:

„Rosa Luxemburg wurde nach ihrer Festnahme erschlagen und ins Wasser geworfen, Liebknecht bei der Überführung ins Gefängnis erschossen."

Kein Wort über die Schuldfrage, kein Wort, wer die Meuchelmörder waren. Der Verlag tritt für die Fassung des Reichswehrministers ein, ist jedoch bereit, noch hinzuzufügen:

„Die Schuldfrage ist juristisch nicht geklärt worden."

Es ist zunächst grotesk, daß das Reichsjustizministerium sich in dieser Angelegenheit für unzuständig erklärt. Zwar herrschte zur Zeit der Ermordung von Liebknecht und Luxemburg noch die Militärgerichtsbarkeit, aber 1923 hat das Reichsjustizministerium auf Grund der von Professor E. J. Gumbel in seiner Schrift „Vier Jahre Mord" erhobenen Beschuldigungen eine Darstellung des Falles Liebknecht-Luxemburg gegeben. Danach haben beim Feldkriegsgericht des Gardekavallerieschützenkorps gegen den Husaren Runge, Kapitänleutnant Horst v. Pflugk-Hartung, Oberleutnant z. S. v. Ritgen, Leutnant z. S. Stiege, Leutnant z. S. Schulze, Leutnant d. R. Liepmann und Oberleutnant Vogel Verfahren wegen Mordes an Liebknecht und Luxemburg geschwebt.

Wegen Begünstigung waren angeklagt Liepmann und Hauptmann Weller, wegen Beihilfe Hauptmann Heinz v. Pflugk-Hartung. Durch rechtskräftiges Urteil vom 14. Mai 1919 sind verurteilt worden: Runge wegen versuchten Totschlages in Tateinheit mit gefährlicher Körperverletzung, Wachtvergehen etc. zu zwei Jahren Gefängnis und zwei Wochen Haft, vier Jahren Ehrverlust und Entfernung aus dem Heer; Vogel wegen Begünstigung zu zwei Jahren vier Monaten Gefängnis und Dienstentlassung; Liepmann wegen Begünstigung zu sechs Wochen verschärften Stubenarrestes.

Außer diesen Verfahren schwebten noch eine Reihe anderer, die aber nur im Falle Krull und Bracht zur Verurteilung in Nebendelikten führten.

Der Jorns-Prozeß hat die wichtige, historische Aufgabe erfüllt und festgestellt, wie es kam, daß die meisten der Täter straffrei ausgingen. Trotz des offensichtlichen Tendenzurteils des Feldkriegsgerichts vom 14. Mai 1919 ist durch Gerichtsurteil festgestellt, daß die kommandierten militärischen Begleiter an diesem furchtbaren Mord beteiligt waren.

Daß das Reichswehrministerium angesichts dieser klaren Sachlage, die es sich jederzeit aus den Akten des Jorns-Prozesses erhärten lassen könnte, die geschichtliche Darstellung des Falles in dieser Form gebracht haben will, ist eine neue Ungeheuerlichkeit und nicht geeignet, dieses furchtbare Geschehnis in Vergessenheit zu bringen. Es zeigt aber, wie sehr das Reichswehrministerium bemüht ist, in seinem Sinne Politik zu machen, obgleich doch der bisherige Herr Reichswehrminister Groener in einem Briefe glaubte bemerken zu müssen, daß der Reichswehr jede politische Betätigung untersagt sei. Weder ist dieser Grundsatz im Verkehr des Herrn General von Schleicher mit Herrn Hitler angewandt worden, noch in diesem Falle.

K. Gr.

Die Welt am Montag, Nr. 24, 38. Jahrg., 1932

Eine Intrige gegen Gumbel

Mit dem Gelde des Steuerzahlers

Wenn in Amerika internationale wissenschaftliche Kongresse veranstaltet werden, erhalten häufig europäische Wissenschaftler die Einladung, zu solchen Kongressen zu erscheinen. So soll im Jahre 1932 ein Mathematiker-Kongreß stattfinden, zu dem man u. a. den bekannten deutschen Professor Dr. E. J. Gumbel, der Mathematiker ist, eine Einladung zugesandt hatte. [illegible] sollten sich einige Vortragsreisen des Professors Gumbel anschließen.

Die Einladung des Professors Gumbel nach Amerika stellt eine wissenschaftliche Ehre für ihn selbst und gleichzeitig für die deutsche Wissenschaft dar. So sollte man jedenfalls meinen. Was geschah aber, als die Einladung Gumbels in Deutschland bekannt wurde?

Der Leiter des „Deutschen akademischen Austauschdienstes" in Berlin, ein gewisser Dr. Morsbach, sandte auf einem offiziellen Bogen des akademischen Austauschdienstes einen Brief an eine offizielle Stelle nach Amerika, in dem er vor der Einladung Gumbels warnte und riet, alles zu versuchen, um Gumbels Reise durch die Vereinigten Staaten nicht stattfinden zu lassen, weil Gumbel bei „deutschen Kreisen", auf deren Urteil Wert gelegt werden müsse", einen schlechten Ruf habe.

Die Antwort der Amerikaner an Morsbach soll ganz unzweideutig gewesen sein. Sie haben ihm anscheinend bedeutet, daß er sich nicht in Dinge einmischen solle, die ihn nichts angehen.

Der Deutsche akademische Austauschdienst [illegible] dient dem internationalen Aus[illegible] Professoren. Er [illegible] kostspieligen Apparat, [illegible] aus öffentlichen Mitteln bezahlt wird. [illegible] kommt dem Austauschdienst nicht im geringsten zu, sich in die Einladungen deutscher Wissenschaftler nach Amerika einzumischen. Wenn hier etwas unternommen werden soll, ist dazu das Auswärtige Amt da und die deutschen konsularischen Vertretungen im Ausland. Das Aufziehen einer wissenschaftlichen Sonderdiplomatie ist im höchsten Grade

2. 1. MAI 1932

Das Andere Deutschland

Hagen/W.

SAZ

Heidelberg

Reformistische Argumente. „Zunächst gratuliere ich der Soz. Studentenschaft Heidelberg für ihre Entwicklung innerhalb eines Jahres. Damals hielt sie noch Arbeitsgemeinschaften ab, die das Wesen des Reformismus zeigten, heute läßt sie den Vater des modernen Reformismus, Fritz Naphtali, in öffentlicher Versammlung sprechen." Mit diesen Worten kennzeichnete unser Genosse Max Diamant die S. St. Heidelberg, die zusammen mit SPD und ADGB im Heidelberger Gewerkschaftshaus Fritz Naphtali über das Thema „Arbeiterpolitik in der Krise" sprechen ließ. Daß diese Wandlung sich nicht nur politisch, sondern auch moralisch ausgewirkt hatte, zeigte der Verlauf der Versammlung. Schon der Beginn der Diskussion war vielversprechend. Nachdem Naphtali in 2½stündigen Ausführungen die vulgärökonomischen Plattheiten des Reformismus ausgiebig breitgetreten hatte, hielt man 10 Minuten Redezeit für Diskussionsredner für ausreichend. Wer dagegen muckte, wurde von den zahlreich erschienenen Apparatmenschen der SPD und des ADGB unter Zustimmung der anwesenden sozialdemokratischen Studenten einfach mit dem Ausdruck „Spalter" tituliert. Diesen Ausdruck mußte sich auch das SPD-Mitglied Professor Gumbel gefallen lassen, als er als erster Diskussionsredner feststellte, daß Naphtali darüber gesprochen habe, „wie man auf möglichst liberale Weise, ohne dem Kapitalismus weh zu tun, aus der Krise herauskommen könne. Doch ihn schützte wenigstens noch sein SPD-Parteibuch. Nachdem Diamant als zweiter Diskussionsredner nach dem eingangs erwähnten Satz noch die „Theorien" Naphtalis nur als neuaufgetakeltes Bernsteinianertum gekennzeichnet hatte, brach der, wie wir deutlich feststellen konnten, von dem in der SAZ schon zweimal genügend gebrandmarkten Gewerkschaftssekretär Rausch inszenierte Entrüstungssturm los, d. h. man hinderte Diamant durch wüstes Gebrüll am Sprechen. SPD-Student Sticht als Versammlungsleiter tolerierte dieses akademische Verhalten, er hatte sogar die Frechheit, den anwesenden Mitgliedern des SStV vorzuwerfen, sie hätten die SSt Heidelberg gespalten. Sticht ist der typische umgefallene SPD-Oppositionelle, der der SPD-Opposition immer mangelnde Konsequenz vorwarf, da sie nicht die Partei verlasse und zur KPD gehe; er selbst konnte nach eigenem Geständnis aus Mangel an revolutionärem Mut diesen Weg nicht gehen, er blieb lieber bei den Pfründen der SPD. Jedermann weiß, daß dieser Renegat im Auftrage des SPD-Apparates die Heidelberger SSt, die trotz der Berlowitze zusammenbleiben wollte, hinterrücks spaltete.

B.T. 28/IV. 32. Morg.

Klarer Kurs in Baden.

KARLSRUHE, 27. April. (T. U.)

In der heutigen Sitzung des badischen Landtags befasste sich Staatspräsident Dr. Schmitt in einer Rede ausführlich mit der Stellung der Beamtenschaft zu den Nationalsozialisten. Der Staatspräsident sprach von Spitzelunwesen unter der Beamtenschaft, besonders in der Umgebung der Minister. Als er dieses Spitzeltum eine Charakterlosigkeit nannte, rief der Abgeordnete Kraft (Mannheim): „Das sind Sie!" Darauf entstand grosse Aufregung im Hause. Am Schluss der Sitzung wurde der Abgeordnete Kraft für 60 Tage von den Beratungen des Landtags ausgeschlossen. Der Staatspräsident erklärte dann, der Beamte habe in erster Linie die Verfassung zu achten. Es gehe zum Beispiel nicht an, dass Lehrer in der Schule das Hakenkreuz trügen. Gegen einen Hochschuldozenten sei bereits ein Verfahren eingeleitet. Es könne nicht geduldet werden, dass ein Beamter in öffentlichen Versammlungen, denen er als Vorstandsmitglied beiwohne, beleidigende Ausführungen gegen Staat und Regierung ohne Widerspruch hinnehme. Die Regierung werde unter allen Umständen dafür sorgen, dass in den Ministerien charakterfeste Beamte tätig seien, und

dass die Beamtenschaft von dem charakterlosen Spitzeltum gesäubert werde.

Diese Massnahmen seien rechtlich zulässig, politisch notwendig und moralisch durchaus begründet, denn die Regierung habe die Pflicht, ihren Treuschwur zu halten. Die Regierung werde sich nicht scheuen, wenn es notwendig sein sollte, bestehende Gesetze zu ändern mit dem Ziele, den heutigen Staat zu stützen.

Pfälzischer Kurier, Neustadt a. d. Haardt, 1. 6. 32.

Wieder einmal Herr Gumbel

Eine unerhörte Beschimpfung unserer Gefallenen

Die Schriftleitung des „Heidelberger Studenten" bringt in ihrer Nummer vom 9. Juni [illegible] folgende Erklärung:

„Anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studentenbundes in seinem Heim stellte der sattsam bekannte Heidelberger Gumbel seinen Ausführungen folgendes Motto voran:

„Das Kriegerdenkmal der deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe"

Diese Beschimpfung unserer Gefallenen reiht sich würdig der von Herrn Gumbel früher ausgesprochenen Schmähung unserer Frontsoldaten an, die folgendermaßen lautet: „Die deutschen Soldaten sind auf dem Felde der Unehre gefallen."

Für Kommilitonen, die erst neu hierhergekommen sind, erlauben wir uns zu bemerken, daß dieser Mann am Verfassungstag 1930 von dem damaligen Kultusminister Dr. h. c. Adam Remmele zum Professor an der Heidelberger Universität ernannt wurde.

Wir sind gespannt, wie weit auch in diesem Falle die „akademische Lehrfreiheit" Deckmantel sein wird. Wann endlich wird die Dozentenschaft einmal in der Oeffentlichkeit erklären, daß sie nicht gewillt ist, diesen Mann noch länger in ihren Reihen zu dulden?"

Volksfreund 2.7.32

Krise und Planwirtschaft

Die „Freunde des neuen Rußland" hatten in einer gut besuchten Versammlung im Künstlerhaus [illegible] Gumbel-Vorlesung über [illegible] Thema [illegible] Gumbel ist nicht gerade ein [illegible] Redner [illegible] Fülle des Inhalts und wissenschaftliche Sachlichkeit [illegible]. Die heutige Krise kennzeichnete er als eine Krise aus [illegible], während alle vorkapitalistischen Krisen solche aus Mangel gewesen seien. Bei uns kommt also die Armut nicht von der [illegible], sondern von der reichen [illegible] bei gefüllten Scheunen. In Amerika wird Kaffee als Heizmaterial verbrannt, die Baumwolle wird [illegible] zur Erhaltung der [illegible] [illegible]

Was [illegible] nun gegen die Krise tun? Es gäbe Leute, wie die Nationalsozialisten, die eine Weltkrise leugnen und unsere deutsche Krise aus dem Versailler Vertrag, den Reparationen u. dgl. herleiten. Diese oberflächliche Betrachtungsweise enthebt sie der peinlichen Pflicht, Vorschläge zur Beseitigung der Weltkrise zu machen. Wären tatsächlich die Reparationen schuld an unserer Krise, so ließe sich nicht einsehen, warum diese auch in Amerika herrscht, wo die meisten Reparationen hinfließen. Auch müßte doch die Einstellung der Zahlungen durch Deutschland seit einem Jahr sich als krisenmildernd ausgewirkt haben. Falsch sei auch die „monetäre Theorie": Es sei nicht genug Geld da. Ihr gegenüber verweist der Redner wieder auf Amerika, wo der niederste Zinsfuß herrsche und die Banken Einlagen unter 10 000 Dollar überhaupt nicht mehr verzinsen. Kapitalmangel ist also kein Krisensymptom.

Früher seien Krisen immer überwunden worden durch die „Automatismen" des Kapitalismus, die in ihm selbst liegenden Heilkräfte, die Redner alle mit einigen Worten streifte, um zur Feststellung zu gelangen, daß sie heute nur in beschränktem Maße wirkten. Er meinte auch, die gegenwärtige Depression könne lange dauern. Jene nach dem Krieg von 1870 habe zwanzig Jahre gewährt.

Alle die von bürgerlicher Seite empfohlenen Heilmittel gegen die Krise läßt der Redner Revue passieren, so die Rückkehr zur „freien" Wirtschaft, das Spiel mit einer Inflation durch Schaffung einer Binnenwährung, die Redner als naiv bezeichnet, ferner das System der Autarkie, worin Gumbel ein gefährliches Schlagwort sieht. Die chiliastischen Vorstellungen von dem „Ende mit Schrecken" fertigt Gumbel durch den Hinweis ab, daß die Menschheit und das Leben nicht aufhören kann. Irgendwie muß es doch weiter gehen, und Hilfe könne dem Menschen nur von ihm selbst kommen. Gegenüber der Tatsache, daß kein Mensch heute mehr den Kapitalismus zu verteidigen wage, wirke die Ohnmacht der Arbeiterschaft wie ein Paradoxon. Woher soll aber eine Aenderung kommen, wenn nicht von der Arbeiterklasse? Diese müßte den Kapitalismus so bekämpfen, daß nicht nur die Ursache dieser, sondern jeder Krise verschwänden. Uebrigens gibt Gumbel zu, daß die Arbeiterschaft heute nicht nur ihre Ketten, sondern auch sonst recht erhebliche Güter zu verlieren habe.

In der Planwirtschaft sieht Gumbel kein Mittel zur Behebung der Krise. Ihre Verwirklichung brauche Jahrzehnte. Der klassische Sozialismus habe von der Zukunft kein klares Bild gezeichnet, und so werde vielleicht der Sozialismus, wenn er kommt, ein ganz anderes Gesicht zeigen, als wir es im Kopfe tragen. Redner weist als Parallele auf den bürgerlichen Klassenkampf gegen den Feudalismus hin. Auch hier hätten die bürgerlichen Kampfideale bei ihrer Verwirklichung ganz andere Gestalt angenommen. Die russische Planwirtschaft, deren erster Zweck der rapide Aufbau einer Industrie in einem zurückgebliebenen Lande sei, bilde nur ein unvollkommenes Vorbild für Deutschland mit seiner hochentwickelten Industrie. Doch meint Gumbel, bei uns wäre eine Planwirtschaft erfolgreicher wegen der hervorragend geschulten und tüchtigen Arbeiterschaft.

Für seine von ruhiger Objektivität getragenen Ausführungen, die sich nur gelegentlich von der populären Linie entfernten und ins Akademische abwichen, wurde dem Redner ein begeisterter Beifall zuteil. M.

Heidelberger Tageblatt 14. VI. 32.

„Ein neuer Fall Gumbel."

Unter dieser Ueberschrift teilten wir am Samstag eine Notiz des „Heidelberger Studenten" mit, wonach Prof. Gumbel das Kriegerdenkmal mit einer Kohlrübe verglichen habe. Wir erhalten nun folgende Zuschrift zugeschickt:

Die Zeitschrift „Der Heidelberger Student" schreibt in Nr. 8:

„Das Kriegerdenkmal eine Kohlrübe."

Anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studenten-Bundes in ihrem Heim stellte der sattsam-bekannte Heidelberger Gumbel seinen Ausführungen folgendes Motto voran:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

In diesem einen Satz sind drei Unrichtigkeiten enthalten, die sofort richtig zu stellen ich alles Interesse habe:

1. Der von der Sozialistischen Studentengruppe am 27. Mai veranstaltete Aussprachеabend „Krieg und Arbeiterschaft" war nicht öffentlich, sondern intern und geschlossen. Nur „Gesinnungsfreunde" waren am Schwarzen Brett geladen. Wenn trotzdem Nationalsozialisten gekommen sind, so waren sie zu unrecht gekommen. Es stellt daher zunächst eine grobe Indiskretion dar, wenn das für einen geschlossenen, im Prinzip zustimmenden Kreis Bestimmte an die Oeffentlichkeit gebracht wird.

2. Dieser Vertrauensbruch wird umso schlimmer, da er mit gröblichen Entstellungen verbunden ist. Ein Motto, das vorangestellt wurde, existierte überhaupt nicht. Innerhalb eines ohne Manuskript gehaltenen Vortrages von nahezu zwei Stunden versuchte ich den Jungen von heute die prinzipielle Fragestellung, die Lage von 1914—18 und heute, zu erklären. Aus einem solch großen Gebiet werden nun zwei Zeilen konstruiert, aus dem Zusammenhang gerissen, entstellt.

3. Der zitierte Satz ist von mir in dieser Form nicht gesagt worden. Dies kann gar nicht der Fall sein, denn er ist inhaltsleer, die mir unterstellte Bezeichnung des Kriegerdenkmals als Kohlrübe ganz sinnlos. An den genauen Wortlaut der betreffenden Stelle vermag ich mich nach über 14 Tagen nicht mehr zu erinnern. Kein Diskussionsredner ist auf diesen Punkt eingegangen. Ich vermag daher heute nur anzugeben, welche Gedankengänge ich in diesem Punkte vertreten habe. Danach dürfte ich — und zwar durchaus gelegentlich — darauf hingewiesen haben, daß in jener Zeit, die ich im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht habe, der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl wurde und daß deswegen die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen als Symbol, als Denk-Mal des Krieges adäquat ist. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versucht die spätere Zeit, seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch falsch idealisierte Denkmäler, zu verklären.

Niemand von den Anwesenden hat an diesen Ausführungen irgend einen Anstoß genommen; auch keiner von denen, welche heute eine politische Propaganda damit treiben.

Da der Berichterstatter den Vorgang der geschlossenen Versammlung, das Fehlen eines Leitmottos und den ganz anderen Charakter der herausgegriffenen Sätze miterlebt hat, muß sein Bericht als grobe Entstellung bezeichnet werden.

Auf diese Weise wird versucht, die Unerfahrenheit derer, welche die materielle Situation der schrecklichen Kriegszeit nicht mehr wissen können und den bösen Willen derer, welche die Ablehnung einer Verklärung mißverstehen wollen, als politisches Kampfmittel zu verwenden.

Es scheint mir noch notwendig, auf die Gefahren hinzuweisen, die entstehen, wenn nicht einmal im geschlossenen Kreis von im Prinzip Zustimmenden eine Aussprache stattfinden darf, während die Feinde unseres Staates ihre Auffassung in aller Oeffentlichkeit propagieren. E. J. Gumbel.

* * *

Es liegt nun an der Zeitschrift „Der Heidelberger Student", ihre Behauptung zu beweisen.

X

1. VI. 32. Heidelberger Volksgemeinschaft

Es gumbelt wieder!

Sein Kriegerdenkmal eine einzig große Kohlrübe!

Nach den bekannten Vorfällen im Zusammenhang mit der Astaauflösung und der Ernennung des Juden Gumbel zum a. o. Professor durch Herrn Dr. h. c. Remmele, ist es um diese bemerkenswerte Professorengestalt merkwürdig ruhig geworden. Ansätze zur Besserung? Das gibt es in diesem Falle nicht! — Nach bald eineinhalbjährigem Schweigen konnte dieser Genosse Dr. Gumbel nicht umhin, auch wieder einmal in einem Sprechabend des marxistischen Studentenbundes Heidelberg eine Gastrolle zu geben. Vor so etwa 30 Judengenossen- und Genossinnen — auch einige arische Marxisten darunter — sprach Gumbel über „Pazifismus und Arbeiterbewegung". Man muß einmal einen solchen Sprechabend miterleben, um sich ein Bild von dem internen Leben dieser marxistischen Studenten machen zu können. Eingangs seines Referates sagte Gumbel wörtlich: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Dieser Ausspruch bedeutet für jeden anständigen deutschen Volksgenossen eine ungeheure Beschimpfung unserer Gefallenen und reiht sich jenem früheren Satz: „Die Soldaten sind auf dem Felde der Unehre gefallen", würdig an. — Die anwesenden Marxisten hatten aber nur ein beifälliges Grinsen. —

Weiterhin behauptete Gumbel, der Satz: „zum Krieg führen gehöre Geld" sei unrichtig, „zum Krieg führen gehöre nur, es zu verstehen, Menschen arbeiten und Menschen sterben zu lassen. —

Ferner verbäte er sich die Einmischung der Generale in die Politik und empfahl ihnen, bei ihren Pferden und Kanonen zu bleiben! —

Bei der lebhaften Aussprache traten sämtliche jüdischen Redner und Rednerinnen für Kriegsdienstverweigerung ein — es fiel sogar wieder einmal der Satz, daß es für sie kein Vaterland gäbe, solange der proletarische Klassenstaat nicht errichtet wäre — dagegen traten die wenigen nichtjüdischen Genossen teilweise für den Verteidigungskrieg ein. —

Wie lange noch darf diese traurige Systemblüte, geschmückt mit dem Titel eines a. o. Professors, sich in unserem Deutschland solche Unverschämtheiten erlauben? — Was die Kohlrüben anbelangt, so gibt es Leute, die bezweifeln, daß gerade Herr Gumbel während der bittersten Notzeit des Krieges sehr viele Kohlrüben gegessen hat. Aber es ist möglich, daß er das im kommenden nationalsozialistischen Staat an gewisser Stelle ausreichend nachholen kann. Kls.

Heidelberg, den 9. Juni 1932. Nr. 3. | der | Sommer-Semester 1932 (70. Halbjahr)

der heidelberger Student

HERAUSGEGEBEN VON DER DEUTSCHEN STUDENTENSCHAFT HEIDELBERG

Verantwortlicher Schriftleiter: Fritz Sturm, theol., Heidelberg. Geschäftszimmer der D.St.H., Theaterstraße 16, Fernsprecher Nr. 3224. Druck u. Anzeigenannahme: Druckerei Winter, Heidelberg, Lutherstr. 55 Fernsprecher 2966. — Postscheckkonto Nr. 116 21 Karlsruhe in Baden.

Die Abgabe an die Studierenden und Dozenten der Universität Heidelberg erfolgt unentgeltlich. Bezug für Nichtstudierende durch den Buchhandel oder Verkaufsstellen. Einzelpreis 10 Pfg.

„Das Kriegerdenkmal eine Kohlrübe"

Anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studenten-Bundes in ihrem Heim stellte der saitsam-bekannte Heidelberger Gumbel seinen Ausführungen folgendes Motto voran:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Diese Beschimpfung unserer Gefallenen reiht sich würdig an eine der bekannten Aussagen des Herrn Gumbel, von denen die wichtigste Schmähung unserer Frontsoldaten folgendermaßen lautet:

„Die deutschen Soldaten sind auf dem Felde der Unehre gefallen."

Für Kommilitonen, die erst neu hierhergekommen sind, erlauben wir uns zu bemerken, daß dieser Mann am Verfassungstag 1930 von dem damaligen Kultusminister Dr. h. c. Adam Remmele zum Professor an der Heidelberger Universität ernannt wurde.

Wir sind gespannt, wieweit auch in diesem Falle die „akademische Lehrfreiheit" Deckmantel sein wird. Wann endlich wird die Dozentenschaft einmal in der Öffentlichkeit erklären, daß sie nicht gewillt ist, diesen Mann noch länger in ihren Reihen zu dulden?

Die Schriftleitung.

Volksgemeinschaft

11/6.32

2. Jahrg. / Nr. 131 Samstag, de[illegible]

Anfrage wegen Gumbel

Der durch sein national würdeloses Benehmen bekannt gewordene Universitätsprofessor Dr. Gumbel hat in einer Versammlung des Sozialistischen Studentenbundes am 27. Mai 1932 in Heidelberg unter anderem folgendes gesagt:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Für die richtige Wiedergabe der Aeußerung bürgen drei hier vorliegende eidesstattliche Erklärungen.

Ich frage die Regierung

1. ob sie endlich bereit ist, Professor Dr. Gumbel, den Besudler deutscher Volks- und Soldatenehre mit Schimpf und Schande davon zu jagen,
2. was sie zu tun gedenkt, für den Fall, daß Gumbel nicht entlassen werden soll.

Für schriftliche Beantwortung wäre ich dankbar.

Robert Wagner,
M. d. L. und Fraktion

Heidelb. Neueste Nachr. 11/6.32

Wieder ein Fall Gumbel.

Neue schimpfliche Aeußerungen.

Die hier erscheinende Zeitschrift „Der Heidelberger Student" bringt in ihrer Ausgabe vom 9. Juni folgende Veröffentlichung: „Anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studentenbundes in seinem Heim stellte der sattsam bekannte Heidelberger Gumbel seinen Ausführungen folgendes Motto voran: „Das Kriegerdenkmal der deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe".

Diese Beschimpfung unserer Gefallenen reiht sich würdig der von Gumbel früher ausgesprochenen Schmähung unserer Frontsoldaten an, die folgendermaßen lautet: „Die deutschen Soldaten sind auf dem Felde der Unehre gefallen!" Für Kommilitonen, die erst neu hierhergekommen sind, erlauben wir uns zu bemerken, daß dieser Mann am Verfassungstag 1930 von dem damaligen Kultusminister Dr. h. c. Adam Remmele zum Professor an der Heidelberger Universität ernannt wurde. Wir sind gespannt, wie weit auch in diesem Falle die „akademische Lehrfreiheit" Deckmantel sein wird. Wann endlich wird die Dozentenschaft einmal in der Oeffentlichkeit erklären, daß sie nicht gewillt ist, diesen Mann noch länger in ihren Reihen zu dulden."

Man muß wirklich erwarten, daß mehr geschieht, um Herrn Gumbel deutlich zu sagen, wie unerwünscht sein Wirken an der Heidelberger Hochschule ist. Es gibt noch soviel andere Städte in Deutschland [illegible]

[illegible] 11/6.32

× (Ein neuer Fall Gumbel.) Die Schriftleitung des „Heidelberger Student" bringt in ihrer Nummer vom 9. [illegible]: „Anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studentenbundes [illegible] stellte Gumbel seinen Ausführungen folgendes Motto voran: „Das Kriegerdenkmal der deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Das Blatt fügt hinzu: „Wann endlich wird die Dozentenschaft einmal in der Oeffentlichkeit erklären, daß sie nicht gewillt ist, diesen Mann noch länger in ihren Reihen zu dulden?" — Wir wissen nicht, ob der Satz so gefallen ist, wie er mitgeteilt wurde. Sollte Professor Gumbel aber wirklich in dieser Form sich geäußert haben, so liegt ein ungewöhnlich großes Maß von Taktlosigkeit und Schnoddrigkeit vor, das in weitesten Kreisen verletzend wirken [illegible]

Die Welt am Montag, Berlin

13. Juni 1932

Eine Intrige gegen Gumbel

Mit dem Gelde des Steuerzahlers

Wenn in Amerika internationale wissenschaftliche Kongresse veranstaltet werden, erhalten häufig europäische Wissenschaftler die Einladung, zu solchen Kongressen zu erscheinen. So soll im Jahre 1932 ein Mathematiker-Kongreß stattfinden, zu dem man u. a. den bekannten deutschen Professor Dr. E. J. Gumbel, der Mathematiker ist, eine Einladung zugesandt hatte. An dem Kongreß sollten sich einige Vortragsreisen des Professors Gumbel anschließen.

Die Einladung des Professors Gumbel nach Amerika stellt eine wissenschaftliche Ehre für ihn selbst und gleichzeitig für die deutsche Wissenschaft dar. So sollte man jedenfalls meinen. Was geschah aber, als die Einladung Gumbels in Deutschland bekannt wurde?

Der Leiter des „Deutschen akademischen Austauschdienstes" in Berlin, ein gewisser Dr. Morsbach, sandte auf einem offiziellen Bogen des akademischen Austauschdienstes einen Brief an eine offizielle Stelle nach Amerika, in dem er vor der Einladung Gumbels warnte und riet, alles zu versuchen, um Gumbels Reise durch die Vereinigten Staaten nicht stattfinden zu lassen, weil Gumbel bei „deutschen Kreisen", auf deren Urteil Wert gelegt werden müsse", einen schlechten Ruf habe.

Die Antwort der Amerikaner an Morsbach soll ganz unzweideutig gewesen sein. Sie haben ihm anscheinend bedeutet, daß er sich nicht in Dinge einmischen solle, die ihn nichts angehen.

Der Deutsche akademische Austauschdienst Berlin dient dem internationalen Austausch von Studenten und Professoren. Er unterhält einen im Verhältnis zu seinen jetzigen Leistungen ungeheuer aufgeblähten kostspieligen Apparat, der fast ausschließlich aus öffentlichen Mitteln bezahlt wird. Es kommt dem Austauschdienst nicht im geringsten zu, sich in die Einladungen deutscher Wissenschaftler nach Amerika einzumischen. Wenn hier etwas unternommen werden soll, ist dazu das Auswärtige Amt da und die deutschen konsularischen Vertretungen im Ausland. Das Aufziehen einer wissenschaftlichen Sonderdiplomatie ist im höchsten Grade unerwünscht.

Pforzheimer Anzeiger 13/6.32

Wieder ein Fall Gumbel?

Heidelberg, 11. Juni. Das Blatt der Heidelberger Studenten, „Der Heidelberger Student", veröffentlicht in der Ausgabe vom 9. Juni eine Mitteilung, **wonach Professor Gumbel anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studentenbundes in dessen Heim erklärt habe: „Das Kriegerdenkmal der deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe".** Selbst das demokratische „Heidelberger Tageblatt" bemerkt dazu: „Sollte Professor Gumbel wirklich in dieser Form sich geäußert haben, so liegt ein ungewöhnlich grobes Maß von Taktlosigkeit und Schnoddrigkeit vor, das in weitesten Kreisen verletzend wirken muß." Die „Heidelberger Neuesten Nachrichten" bemerken: „Man muß wirklich erwarten, daß mehr geschieht, um Herrn Gumbel deutlich zu sagen, wie unerwünscht sein Wirken an der Heidelberger Hochschule ist. Es gibt noch so viel andere Städte in Deutschland und Rußland." — Es scheint uns an der Zeit, daß die Angelegenheit „Heidelberger Professor Gumbel" so rasch und eindeutig wie möglich erledigt wird. Es wird ja wohl niemand geben, der, falls er ernst genommen zu werden wünscht, der Meinung ist, man könne sich Herrn Gumbel etwa auch in fünf Jahren noch immer als deutschen Hochschullehrer vorstellen. Je eher der Mann, der das Wort vom „Felde der Unehre" erfand, verschwindet, desto leichter wird es für alle Beteiligten abgehen.

Volkszeitg. 14/6.32

Ein neuer Fall Gumbel?

Unsere lieben Nazi-Studenten können die Niederlagen, die sie in ihrem jahrelangen Kampf um die Beherrschung unserer Universität dank der festen Haltung des Unterrichtsministeriums, vor allem im Winter vorigen Jahres, einstecken mußten, nicht verwinden. Obwohl ihr Versuch, sogar auf dem Weg einer Volksabstimmung hier durchzudringen, kläglich gescheitert ist, versuchen sie, die jetzige allgemeine Situation für sich auszunutzen. Als Objekt haben sie sich wieder einmal Prof. Gumbel vorgeholt.

Die von der sogenannten Deutschen Studentenschaft, einem privaten Verein, der nur aus den Nazis und korporierten Studenten besteht, herausgegebene Zeitschrift „Der Heidelberger Student" schreibt in Nr. 3 vom 9. Juni:

„Das Kriegerdenkmal eine Kohlrübe".

Anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studentenbundes in ihrem Heim stellte der sattsam bekannte Heidelberger Gumbel seinen Ausführungen folgendes Motto voraus:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Es folgt dann die übliche Entstellung einer Aeußerung, die Gumbel früher einmal vorgeworfen wurde und die dabei wohl unvermeidliche Anzapfung unseres Genossen Remmele, weil dieser als Unterrichtsminister in durchaus ordnungsgemäßer Weise Gumbel den Professortitel verliehen hat.

Zu dieser Darstellung wird uns von einem Teilnehmer des fraglichen Sprechabends geschrieben:

Der Satz, welcher Gumbel vorgeworfen wird, ist zunächst vollkommen sinnlos. Denn ein Kriegerdenkmal ist, selbst für den ärgsten Kriegsgegner, nun einmal keine Kohlrübe. Natürlich hat auch Gumbel einen solchen Satz gar nicht gesagt. Da der Vortrag nicht wörtlich ausgearbeitet war, und seither über 14 Tage verstrichen sind, läßt sich der genaue Wortlaut nicht mehr ermitteln. Wohl aber der Gedankengang — und der ist unangreifbar:

In der Kriegszeit wurde der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl. Die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel, ist, vor allem für die Arbeiterschaft, die stärkste Erinnerung an diese Zeit und daher ein Symbol für den ganzen Krieg. Die Kriegszeit hat ihre eigene Scheußlichkeit wohl erfaßt und die Soldaten haben schließlich nur noch vom „Schwindel" gesprochen. Heute dagegen versucht man wieder, den Krieg zu verklären und durch kitschige Denkmäler, welche dieser fürchterlichen Tragik durchaus nicht entsprechen, als schön darzustellen, ja, zu verniedlichen.

Dieser Gedankengang stand durchaus nicht im Mittelpunkt von Gumbels Vortrag. Er wurde nur ganz gelegentlich gestreift. Niemand von den Anwesenden hat an diesen Ausführungen irgend einen Anstoß genommen. Keiner von denen, welche heute, nach 14 Tagen, sich plötzlich entrüsten, hat an diesem Abend seine Entrüstung geäußert. Keiner der zahlreichen Diskussionsredner ist auf diese durchaus am Rande des Referats gelegene Ausführung überhaupt eingegangen. Heute aber werden diese Betrachtungen in einem einzigen, mißtönenden Satz zusammengefaßt, den Gumbel nicht gesagt hat. Dabei wird auf die Unerfahrenheit derer gerechnet, welche die materielle Situation der schreckerfüllten Kriegszeit nicht verstehen können und auf den bösen Willen derer, die die Ablehnung einer Verklärung mißverstehen wollen.

Von seiten der Sozialistischen Studentengruppe ist uns noch folgende Erklärung zugegangen:

„Die Sozialistische Studentenschaft Heidelberg lud ihre Gesinnungsfreunde durch einen Anschlag am schwarzen Brett der Universität zu einer Veranstaltung, in deren Mittelpunkt ein Referat Professor Gumbels stand, ein. Dabei erklärte Professor Gumbel etwa: „Für mich ist das Denkmal des Krieges nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern die Schrecken und Leiden des Krieges werden viel besser durch eine Kohlrübe verkörpert."

Da die zuständigen Stellen sich mit der Angelegenheit beschäftigen, enthalten wir uns bis zu dem Abschluß jeglicher Stellungnahme. Wir kommen alsdann auf die Angelegenheit zurück.

Herr Gumbel, — Sie leugnen?

Er will es nicht gewesen sein — Ein trauriger Rückzug

Unter der Spitzmarke „Ein neuer Fall Gumbel" versucht dieser bemerkenswerte Universitätsprofessor einer Erklärung des Heidelberger Studenten entgegenzutreten und die darin aufgestellten Sätze abzustreiten. Das Heidelberger Tageblatt hatte am Samstag den Ausspruch von Gumbel gebracht und sich wider Erwarten zu der Bemerkung verstiegen: „Sollte Professor Gumbel aber wirklich in dieser Form sich geäußert haben, so liegt ein ungewöhnlich grobes Maß von Taktlosigkeit und Schnoddrigkeit vor, das in weitesten Kreisen verletzend wirken muß." Daraufhin wurde Herr Gumbel etwas nervös und sandte folgende Berichtigung:

Die Zeitschrift „Der Heidelberger Student" schreibt in Nr. 3:

„Das Kriegerdenkmal eine Kohlrübe."

Anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studenten-Bundes in ihrem Heim stellte der sattsam-bekannte Heidelberger Gumbel seinen Ausführungen folgendes Motto voran:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

In diesem einen Satz sind drei Unrichtigkeiten enthalten, die sofort richtig zu stellen ich alles Interesse habe:

1. Der von der Sozialistischen Studentengruppe am 27. Mai veranstaltete Ausspracheabend „Krieg und Arbeiterschaft" war nicht öffentlich, sondern intern und geschlossen. Nur „Gesinnungsfreunde" waren am Schwarzen Brett geladen. Wenn trotzdem Nationalsozialisten gekommen sind, so waren sie zu unrecht gekommen. Es stellt daher zunächst eine grobe Indiskretion dar, wenn das für einen geschlossenen, im Prinzip zustimmenden Kreis Bestimmte an die Oeffentlichkeit gebracht wird.

2. Dieser Vertrauensbruch wird umso schlimmer, da er mit gröblichen Entstellungen verbunden ist. Ein Motto, das vorangestellt wurde, existierte überhaupt nicht. Innerhalb eines ohne Manuskript gehaltenen Vortrages von nahezu zwei Stunden versuchte ich den Jungen von heute die prinzipielle Fragestellung, die Lage von 1914—18 und heute, zu erklären. Aus einem solch großen Gebiet werden nun zwei Zeilen konstruiert, aus dem Zusammenhang gerissen, entstellt.

3. Der zitierte Satz ist von mir in dieser Form nicht gesagt worden. Dies kann gar nicht der Fall sein, denn er ist inhaltsleer, die mir unterstellte Bezeichnung des Kriegerdenkmals als Kohlrübe ganz sinnlos. An den genauen Wortlaut der betreffenden Stelle vermag ich mich nach über 14 Tagen nicht mehr zu erinnern. Kein Diskussionsredner ist auf diesen Punkt eingegangen. Ich vermag daher heute nur anzugeben, welche Gedankengänge ich in diesem Punkte vertreten habe. Danach dürfte ich — und zwar durchaus gelegentlich — darauf hingewiesen haben, daß in jener Zeit, die ich im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht habe, der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl wurde und daß deswegen die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen als Symbol, als Denk-Mal des Krieges adäquat ist. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versucht die spätere Zeit, seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch falsch idealisierte Denkmäler, zu [illegible] wenn nicht einmal im geschlossenen Kreis von im Prinzip Zustimmenden eine Aussprache stattfinden darf, während die Feinde unseres Staates ihre Auffassung in aller Oeffentlichkeit propagieren.

E. J. Gumbel.

*

Darauf haben wir zu antworten: Es ist geradezu unerhört, wenn dieser berüchtigte Pazifist und Mann vom Felde der Unehre uns in der Wiedergabe seines Ausspruches: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." — der Unrichtigkeit in der Darstellung zeiht.

Zu 1. Zu dem Sprechabend waren Gäste eingeladen, so stand es auf dem schwarzen Brett der Sozialistischen Studenten. Wenn Nichtmitglieder einer politischen Gruppe zu einem Sprechabend Zutritt haben, auch wenn sie Sympathiesierende sind, dann ist dieser Sprechabend öffentlich und unterliegt der polizeilichen Anmeldung. Wer es nicht glaubt, soll sich die Notverordnung einmal genau ansehen oder sich bei der hiesigen Polizei, Bezirksamt, Zimmer 8 bei Herrn Waldvogel erkundigen. Oder haben Sie gegen diese Polizeivorschrift auch noch verstoßen?

Und dann Herr Gumbel, es war nicht nur ein Berichterstatter der Nationalsozialisten da, sondern sogar gleich drei. Diese drei Gäste wurden beim Eintreten von dem einen länglichen Juden mit dem Bananenabzeichen sofort als die bösen Nazis erkannt. Aufgeregt teilte man Ihnen das mit, was Sie selbst mit einer Handbewegung und den Worten abtaten, „Das macht nichts". Wir können Ihnen verraten, daß wir genau hinter Ihnen saßen, sodaß es gar kein Mißverständnis geben kann. Da hilft keine Drückebergerei.

2. Dann bleiben Sie uns doch mit dem Vorwurf des Vertrauensbruchs fort, er ist ja geradezu lächerlich. Seid wann sind Sie denn so gefühlvoll? Gröbliche Entstellungen sagen Sie, das trifft Sie selbst. Wir haben nämlich nicht nur den einen einleitenden Satz aufgeschrieben, wir haben noch mehr Material Herr Gumbel. Doch darüber demnächst.

3. Jawohl sie haben wörtlich gesagt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe". Anscheinend verfügen Sie über ein so schlechtes Gedächtnis, daß Sie das nicht mehr wissen wollen. Nicht während des Referates, nein sofort zu Beginn Ihrer hochwissenschaftlichen Ausführungen, brachten Sie diese ungeheure Verletzung für das anständige Empfinden eines jeglichen Deutschen. Es waren ja an diesem Abend fast nur Juden und Jüdinnen anwesend, so muß man sich auch das beifällige Grinsen erklären. Wir können uns an den genauen Wortlaut wohl erinnern, wir haben diesen Satz sofort mitgeschrieben und schwarz auf weiß nach Hause getragen. Es ist richtig, daß kein Diskussionsredner auf obigen Satz eingegangen ist, glauben Sie vielleicht, ein Nationalsozialist besitzt die Schamlosigkeit sich bei einem Sprechabend in einem solchen jüdischen Milieu zum Wort zu melden? Mit Ihnen diskutieren wir nicht. Es hilft alles nichts, auch wenn Sie sich mit dummen Ausflüchten noch so herausreden wollen. Sie täuschen sich, wenn Sie glauben, niemand hätte an diesen Ausführungen Anstoß genommen. Woher wollen Sie denn das wissen, man könnte bald glauben, Sie seien ein Gedankenleser. Die „Volksgemeinschaft" brachte bereits am Mittwoch, den 1. Juni, in Nr. 122 auf Seite drei, einen ausführlichen Bericht über jenen Sprechabend. Vielleicht haben Sie die Güte und lesen Sie hier einmal nach, dann fällt Ihnen sicher ein, was Sie noch alles gesagt haben. Sie suchen doch sonst so gerne unsere Geschäftsstelle auf, wagen Sie es halt wieder einmal!

Wir verraten Ihnen weiter, daß wir „lieben Nazistudenten" bereits am Sonntag, den 29. Mai, Gauleiter Wagner von der „Kohlrübe" verständigten. Am 30. Mai folgte eine dreifache eidesstattliche Erklärung. Se. Magnifizenz wurde am Dienstag, den 7. Juni davon unterrichtet. Gauleiter Wagner stellte bereits am 4. Juni an die badische Regierung eine kurze Anfrage; die Ihnen ja sicher aus der Presse bekannt geworden ist.

Sie sehen daraus, Herr Gumbel, daß wir ganz systematisch vorgegangen sind. Der Untersuchungsausschuß der akademischen Behörde wird ja Gelegenheit haben, unsere Feststellungen zu prüfen und Ihnen zu erklären, wer in diesem „neuen Fall Gumbel" entstellt hat.

Dieser Fall ist nicht nur Angelegenheit einer akademischen Untersuchungsbehörde, sondern vor allen Dingen der Staatsanwaltschaft!

Wir warten!

Kls.

Baden

„Ein neuer Fall Gumbel"

Karlsruhe, 15. Juni. Zu dieser Angelegenheit teilt die Pressestelle beim Staatsministerium mit: In verschiedenen Heidelberger Zeitungen wurde die Nachricht verbreitet, Privatdozent Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg habe in einem Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbundes in Heidelberg am 27. Mai 1932 u. a. folgendes ausgeführt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Der Minister des Kultus und Unterrichts hat hiervon sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung gemacht zwecks Einleitung des Verfahrens gegen Professor Dr. Gumbel aufgrund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 18. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatmäßigen Dozenten.

Frei[illegible]

Neue Hetze gegen Professor Gumbel

In einen geschlossenen Aussprachabend der sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg am 27. Mai hatten sich als „Gesinnungsfreunde" Nationalsozialisten eingeschlichen, um einen Vortrag des Genossen Prof. Gumbel mitanzuhören. Sie machten sich dann ein „Zitat" als Schlagzeile für den „Heidelberger Studenten" zurecht, um die endlich eingeschlafene Hetze gegen einen pazifistischen Dozenten aufs Neue zu beleben, eine alte abgeklapperte Methode. Etwas Neues fällt diesen Herren nicht ein. Daß die Wiedergabe gefälscht und sinnlos ist, entspricht dem Niveau der akademischen Nazis.

Genosse Gumbel hat natürlich nicht gesagt, daß „ein Kriegerdenkmal eine Kohlrübe sei", er hat auch nicht gesagt, daß „das Kriegerdenkmal für ihn nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine große Kohlrübe sei".

Das wäre nämlich schlechtes Deutsch. Einen solchen Unsinn konnte nur ein Nazi-Spitzel ausdenken. Daß, was Genosse Gumbel gesagt hat und was aus dieser Stammelei immerhin erkennbar ist, weiß jeder, der das Stahlbad mitgemacht hat, sofort. Der Hunger, der Jammer, das Elend des deutschen Volkes in den Jahren des Weltkrieges sei gut mit einer Kohlrübe zu symbolisieren. Die Herren Hemdenmätze aus den Kriegsjahrgängen sollen es nur weiter versuchen, ein neues Idealbild vom fröhlichen Krieg herzustellen. Wir Sozialisten werden immer und zu allen Zeiten unsere Antikriegspropaganda entfalten. Wir werden weiter den kleinen Blutjünglingen, die die deutschen Universitäten unsicher machen, entgegentreten, wenn sie Blut und Tränen, das Andenken an die Gefallenen, zu neuer Kriegshetze mißbrauchen möchten.

15/6. 32

Fort mit Gumbel!

Wenn es Herbst wird, dann erweist sich erst, ob die Früchte, die im Sommer gewachsen sind, etwas taugen, oder ob sie trotz schöner Außenseite innerlich faul und angenagt sind. Das gilt nicht nur für die Natur, sondern auch für das Leben eines Staates. Der Herbst der parlamentarischen Republik von Weimar ist herangekommen. Der Baum trug viele Früchte. Zwar sahen sie nicht prächtig aus, im Gegenteil, aber ein großer Teil des deutschen Volkes erhoffte sich wenigstens von der Menge der Früchte einen Gewinn. Je näher wir dem Herbst kamen, umso schneller wurden immer größere Teile des Volkes von diesem Irrwahn kuriert. Denn eine Frucht nach der anderen fiel ab, und eine um die andere war innerlich faul und angefressen. Der Betrug der Sklareks an der Stadt Berlin findet dieser Tage seine Sühne und der „gute Patriot" Walz entpuppte sich gestern als höchst verderbliches und verächtliches Subjekt.

Von dem Juden Gumbel hat man schon immer gewußt, wie innerlich faul und angefressen er ist, trotzdem er eine der schönsten Früchte des nachnovemberlichen Deutschlands darstellte.

Knapp zwei Jahre hat es gedauert, daß Herr Gumbel die Oeffentlichkeit nicht sonderlich beschäftigte. Das deutsche Volk hatte eingesehen, daß, solange Männer wie Emil Maier oder sein Vorgänger Adam Remmele, in Deutschland Minister sein können, einem nach deutschen Begriffen volksverderbenden Demagogen das schmutzige Handwerk nicht zu legen ist.

Scheinbar hat Gumbel den Ruhm der Genossen Dehn und Kerbers sowie des landesverräterischen Schmierfinken Ossietzki von der mauschelnden Weltbühne nicht ruhen lassen und so hat er denn erneut unter Beweis gestellt, daß er von jedem anständigen Deutschen als moralisch minderwertig anzusehen ist.

Das Wort von dem „Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten, das für ihn eine Kohlrübe sei," wird ebenso wenig vergessen, wie jene Gemeinheit vom „Felde der Unehre".

Der gemeine und zersetzende Charakter dieses Juden, der noch immer „deutscher Professor" sein kann, steht nunmehr erneut fest. Adam Remmele hat ihn zur Belohnung für seinen ersten „Fall" zum a. o. Professor gemacht. Es steht zu erwarten, daß er nun auch noch ordentlicher Professor wird. Wir fragen uns nur, ob die Heidelberger Dozentenschaft, soweit sie Anspruch darauf erhebt, deutsch zu sein, nicht endlich einmal auftritt, um gegen den Beschmutzer des Hochschullehrerstandes Protest zu erheben. Nach den bisherigen Erfahrungen kann man höchstens mit lendenlahmen „Erklärungen" rechnen, oder sollte inzwischen vielleicht die deutsche Freiheitsbewegung auch in Dozentenkreisen mehr Anhänger gewonnen haben? Warten wir ab.

Als wir vor Jahren die Entfernung Gumbels von der Universität forderten, da war das System noch stark genug, daß die Mehrzahl der Dozenten ehrfurchtsvoll vor der „ " eines Emil Maier zusammenknickte. Wir hoffen, daß das inzwischen anders geworden ist, so daß wir nicht genötigt sind, jene scharfe Kritik, die Clemenceau, der erbittertste deutsche Gegner, gegen die französischen Professoren abgab, wiederum auf die deutschen Hochschullehrer anwenden zu müssen, nämlich das Wort:

„Professoren haben keinen Mut, ehe sie die Feder nicht unzählige Male im Tintenfaß herumgedreht haben."

Die Studentenschaft legt gewiß keinen Wert darauf, erneut in erbittertste Gegnerschaft gegen ihre Lehrer zu kommen, und gerade deshalb betont sie, daß sie nicht gewillt ist, Leute wie Gumbel an einer deutschen Universität zu dulden. Nehme man sich doch endlich ein Beispiel an den beiden Senioren der Studentenschaft, Professor Lenard und Professor Endemann.

Die Herren Professoren Heidelbergs mögen bedenken, daß erneut die Ehre der im Weltkriege gefallenen Deutschen durch einen jüdischen Verleumder besudelt worden ist. Es wäre beschämend, wenn die Geschichte später einmal melden müßte:

„Die Professoren der Heidelberger Universität standen dem Kampf der deutschen Jugend um Befreiung von Volk und Staat feindselig, zum mindesten verständnislos gegenüber."

Es ist verständlich, wenn die Empörung und Erregung über die schamlosen Aeußerungen unter der noch Ehrgefühl besitzenden deutschen Studenten immer stärker wird. Jetzt ist es die Aufgabe Sr. Magnifizenz, des Herrn Rektors und des Senats unverzüglich Schritte zu unternehmen und gegen ein etwaiges längeres Verbleiben auf das heftigste zu protestieren; auch wenn, die nicht mehr dem Willen des Volkes entsprechende Karlsruher Regierung, wie es beim letzten Gumbelskandal der Fall war, diese traurige Systemblüte noch länger zu halten versuchen sollte. Die Zeiten, in denen sich die deutsche Studentenschaft Heidelbergs durch die Anwesenheit eines Kohlrübenpazifisten provozieren lassen mußte, sind heute mehr denn je endgültig vorbei!

Wir halten Ruhe und Disziplin; aber wir wollen Sühne! Seine Magnifizenz der Herr Rektor und der Senat haben zu sprechen!

Welche Erregung die empörenden Aeußerungen des „a. o. Professor" Gumbel hervorgerufen haben, zeigt noch das folgende Rundschreiben der Deutschen Studentenschaft:

Deutsche Studentenschaft Heidelberg.

Heidelberg, den 16. Juni 1932. Theaterstraße 16.

Rundschreiben an die Einzelstudentenschaften!

Die Heidelberger Studentenschaft ist von neuem von dem hiesigen, übel bekannten a. o. Professor Gumbel aufs schwerste beleidigt worden. Noch stehen wir alle unter dem Eindruck der schweren Beleidigungen, die dieser Mann unseren Frontsoldaten angetan hat, „die deutschen Soldaten sind auf dem Felde der Unehre gefallen", und schon fällt die neue schwere Schmähung gegen unsere deutschen Gefallenen:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe".

Diese ungeheure Beschimpfung unserer gefallenen Volksgenossen und ganz besonders unserer gefallenen Kommilitonen, die für die Ehre ihrer Nation und für den Schutz ihrer Heimat ihr Leben geopfert haben, gab uns Veranlassung, den Engeren Senat zu bitten, dieser planmäßigen und volkszersetzenden Hetze eines Mitgliedes der Heidelberger Dozentenschaft entgegen zu treten.

Wir wissen uns eins mit dem gesamten deutschen Volke, wenn wir verlangen, daß eine Untersuchung und ein Verfahren mit dem Zwecke der Entlassung vo der deutschen Hochschule gegen Herrn F Gumbel angestrengt wird, denn das de sche Volk hat genug Not und Unterdrükkung erdulden müssen, allein durch die vaterlandsverräterische Tätigkeit der Liga für Menschenrechte, der Herr Prof. Gumbel auch angehört. In unserem ehrlichen Kampf gegen die Schändung unserer gefallenen Brüder finden wir aber auch die Sympathie und die Unterstützung weiter Kreise der deutschen Dozentenschaft.

Kommilitonen, unterstützt die Heidelberger Studentenschaft durch Sympathiekundgebungen, damit es endlich gelingt, den Schänder deutscher Ehre und deutschen Volksempfindens für immer zu beseitigen. Weist in Eueren Zeitungen und Versammlungen auf diese ungeheuren Schmähungen hin, da diese Angelegenheit nicht allein Sache Heidelbergs, sondern des ganzen deutschen Volkes darstellt. Verbreitet unseren Aufruf in größtmöglicher Auflage.

Der Kampfausschuß der Deutschen Studentenschaft Heidelberg.

Verdunkelungsmanöver!

Die sozialistische Studentengruppe schreibt in einer Zuschrift im Heidelberger Tageblatt, daß sie nicht den genauen Wortlaut des Gumbelschen Ausspruches kenne. Warum sie ihn nicht kennt, das wissen wir. Diese Heuchler versuchen die Beleidigung gegen die deutschen Gefallenen abzuschwächen und abzubiegen. Sie haben sich aber verrechnet! Wir sind in der glücklichen Lage, den genauen Wortlaut in unsern Händen zu haben, da wir sofort mitgeschrieben haben. Und daß wir im Recht sind, zeigt ja die hilflose, jämmerliche Art mit der der „Genosse" Gumbel sich selbst verteidigt:

„Ich kann mich nicht mehr genau erinnern!"

und so weiter. Warum er sich wohl nicht mehr erinnern kann? Sein schuldbewußtes Gestammel in dem Heidelberger Tageblatt ist ein Beweis für die Wahrheit unserer Aussagen!

Die sozialistische Studentengruppe, di einen solchen gemeinen Charakter in ihre Reihen hat und ihn noch in Schutz nimm zeigt, daß es in der Studentenschaft imme noch Subjekte gibt, die ehrlos genug sind, di Lumpereien des Genossen Gumbel als aka demisch zu empfinden. Deutsches Empfinden darf man ja von einem Konsortium, das wesentlich aus Palästina stammt, ohnehin nicht erwarten. Möglich, daß die schwarzroten Systemstützen die Ausrede Gumbels wieder für voll nehmen.

Das deutsche Volk wird aber bald die Macht in Deutschland übernehmen und dann wird die „Deutsche Studentenschaft Heidelberg", so hoffen wir, als Ankläger vor dem Staatsgerichtshof auftreten. Dann möge man den Burschen Gumbel in einem vergitterten Käfig auf dem Bismarckplatz ausstellen, als „Denkmal der Schande". Als Nahrung empfehlen wir Kohlrüben!

Verantwortlich: Heinrich Mädler, Heidelberg
Druckerei Winter, Heidelberg

Volksfreund 15/6.32

Wieder ein Fall Gumbel?

Richtigstellung einer Entstellung

Aus Heidelberg wird uns geschrieben.

Das Heidelberger Nationalsozialistische Blatt Die Volksgemeinschaft behauptet in seiner Nummer vom 11. Juni Professor Gumbel-Heidelberg habe in einer Versammlung der Sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai wörtlich gesagt:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand sondern eine einzige große Kohlrübe.“

Eine Reihe Blätter druckte diese Meldung nach. Tatsächlich hat jedoch Gumbel in einer geschlossenen Versammlung und in freier Rede dem Sinn nach etwa folgendes ausgeführt: In der Kriegszeit wurde der Hunger schließlich zu dem alles überragenden Gefühl. Die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel ist vor allem für die Arbeiterschaft die stärkste Erinnerung an diese Zeit und daher ein Symbol für den ganzen Krieg. Heute aber versucht man den Krieg zu verklären und durch kitschige Denkmäler von der Art der leichtbekleideten Jungfrau mit der Siegespalme, welche dieser furchtbaren Tragik nicht entsprechen, als schön darzustellen.

Diesen Gedankengang faßt die obige, übrigens vollkommen sinnleere Formulierung in einer Weise zusammen, welche Gumbel nicht zur Last gelegt werden kann. Aber der Zweck wird erreicht. Man hat wieder Hetzstoff gegen Gumbel — auch wenn es auf entstelltem Material beruht.

Herr Gumbel meldet sich wieder!

Bad. [illegible]

Karlsruhe, 17. Juni.

Die Pressestelle des Staatsministeriums teilt mit:

In verschiedenen Heidelberger Zeitungen wurde die Nachricht verbreitet, Privatdozent Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg habe in einem Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbundes in Heidelberg am 27. Mai 1932 u. a. folgendes ausgeführt:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe.“

Der Minister des Kultus und Unterrichts hat hiervon sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung gemacht zwecks Einleitung des Verfahrens gegen Prof. Dr. Gumbel auf Grund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 18. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatmäßigen Dozenten.

*

Man wird gut tun, den neuen Fall Gumbel im Auge zu behalten.

16/6.32

Der neue Fall Gumbel.

Die Regierung greift ein.

Der Heidelberger Hochschullehrer Gumbel, dessen Ernennung zum Professor eine der letzten Handlungen des vergangenen Kultusministers Dr. h. c. Remmele war, hat durch seine schamlosen Beleidigungen des deutschen Gefühls und des deutschen Kriegsgedenkens erneut Empörung erregt. Es wurde kürzlich mitgeteilt, daß er auf einem Sprechabend des sozialdemokratischen Studentenbundes geäußert hat: „**Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe.**"

Gumbel, der bisher die Angriffe aus deutschgesinnten Kreisen zu verlachen pflegte, hält es angesichts der Veränderung der Lage jetzt doch für angebracht, sich im „Heidelberger Tagebl." mit einer „**Erklärung**" hören zu lassen, die in Wirklichkeit aber nichts ist als ein mißglückter Verschleierungsversuch, wobei er mehr verrät, als er wahrscheinlich möchte. Folgendes führt er u. a. gegen die Angriffe an: „Der von der Sozialistischen Studentengruppe am 27. Mai veranstaltete Ausspracheabend „Krieg und Arbeiterschaft" war nicht öffentlich, sondern intern und geschlossen. Nur „Gesinnungsfreunde" waren am Schwarzen Brett geladen. Wenn trotzdem Nationalsozialisten gekommen sind, so waren sie zu unrecht gekommen. Es stellt daher zunächst eine grobe Indiskretion dar, wenn das für einen geschlossenen, im Prinzip zustimmenden (!) Kreis Bestimmte an die Oeffentlichkeit gebracht wird. (!!)

Dieser Vertrauensbruch wird umso schlimmer, da er mit gröblichen Entstellungen verbunden ist. Innerhalb eines ohne Manuskript gehaltenen Vortrages von nahezu zwei Stunden versuchte ich den Jungen von heute die prinzipielle Fragestellung, die Lage von 1914—18 und heute, zu erklären. Aus einem solch großen Gebiet werden nun zwei Zeilen konstruiert, **aus dem Zusammenhang gerissen**, entstellt. (?)

Der zitierte Satz ist von mir **in dieser Form** (!) nicht gesagt worden. **An den genauen Wortlaut der betreffenden Stelle vermag ich mich nach über 14 Tagen nicht mehr zu erinnern.** Ich vermag daher heute nur anzugeben, welche Gedankengänge ich in diesem Punkte vertreten habe. Danach dürfte ich darauf hingewiesen haben, daß in jener Zeit, die ich im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht habe, **der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl wurde, und daß deswegen die Kohlrübe,** das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen **als Symbol, als Denkmal des Krieges adäquat ist.** Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versucht die spätere Zeit, seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, **auch durch falsch idealisierte Denkmäler,** zu verklären.

Da der Berichterstatter den Vorgang der geschlossenen Versammlung, das Fehlen eines Leitmottos und den ganz anderen Charakter der herausgegriffenen Sätze miterlebt hat, muß sein Bericht als grobe Entstellung bezeichnet werden.

Es scheint mir noch notwendig, auf die Gefahren hinzuweisen, die entstehen, wenn **nicht einmal im geschlossenen Kreis von im Prinzip Zustimmenden** eine Aussprache stattfinden darf, während **die Feinde unseres Staates** ihre Auffassung in aller Oeffentlichkeit propagieren. E. J. Gumbel.

*

Herr Gumbel glaubt also mit dieser „Erklärung" die Oeffentlichkeit beruhigen zu können. In welcher **Form** er seine Aeußerungen getan hat, ist jedoch sehr bedeutungslos. Aber selbst aus seinem vorsichtigen Erklärungsversuch wird wahrscheinlich, daß der Bericht des „Heidelberger Student" nur in einem kurzen Satz zusammenfaßt, was Herr Gumbel in der bei ihm gewohnten wortreich-zynischen Art seinen Hörern vorsetzte. Für Herrn Gumbel, der noch einmal behauptet, das „alles" — also auch Pflichtgefühl und Vaterlandsliebe — „überragende Gefühl im Kriege sei der Hunger gewesen", ist nach seinen eigenen Deutungsworten die **Kohlrübe das „adäquate" Denkmal des Krieges und nicht die „leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand".** Vom letzten Ausdruck erwähnt Herr Gumbel in seiner vorsichtigen Erklärung zwar nichts, der Gewährsmann des „Heidelberger Student" dürfte ihn sich vermutlich aber nicht aus den Fingern gesogen haben, denn für den, der Herrn Gumbels persönliche Art kennt, klingt er zu wahrscheinlich, als daß Gumbel ihn nicht gesagt haben sollte. Gerade auch dieser Ausdruck aber rückt die ganze Aeußerung, die Gumbel zu verschleiern sucht, ins rechte Licht. Daß Gumbel es ferner wagt, für sich selbst einen Unterschied zwischen öffentlichen und nichtöffentlichen Aeußerungen in Anspruch zu nehmen, zeigt lediglich, wie sehr er sich der Anstößigkeit seiner Aeußerungen bewußt ist. Daß sich die „Feinde unseres Staates" in ihre Schlupfwinkel zurückzuziehen beginnen — denn bei Herrn Gumbel und den „im Prinzip Zustimmenden" sind sie zu suchen, nicht auf der Gegenseite — ist ein erfreuliches Zeichen, aus dem Gumbel und seine Gesinnungsgenossen ersehen sollten, daß ihre Stunde bald geschlagen haben dürfte.

*

Untersuchung gegen Gumbel.

Karlsruhe, 15. Juni. Von der Pressestelle beim Staatsministerium wird mitgeteilt: „In verschiedenen Heidelberger Zeitungen wurde die Nachricht verbreitet, Privatdozent Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg habe in einem Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbundes in Heidelberg am 27. Mai 1932 u. a. folgendes ausgeführt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Der Minister des Kultus und Unterrichts hat hiervon sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung gemacht zwecks Einleitung des Verfahrens gegen Professor Dr. Gumbel auf Grund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 18. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatmäßigen Dozenten."

*

Dieser Hinweis bedeutet zwar noch nicht, daß tatsächlich ein Verfahren mit dem Ziel der Entziehung der Lehrberechtigung eingeleitet wird; es ist jedoch erfreulich, daß Gumbel sich jedenfalls einmal amtlich zu verantworten hat.

*

Die Schriftleitung der Zeitung „Der Heidelberger Student" teilt zu der Zuschrift von Prof. Gumbel mit, daß sich **ihr Bericht auf drei eidesstattliche Erklärungen stütze.**

[illegible]
„Scharfes Eck" Durlach
[...]hrung zu übernehmen
[...]as Resultat ergab für
[...] Punkte, für Karlsruhe
[...] einem Plus von 30,7
[...]ieses Spiel dazu bei-
[...]ersportbewegung zuzu-
[...]inem dreifachen „Frei
[...]n Sportabend.
[...]ußballspiel, findet am
[...] Turnvereins-

B. T. Abend 16. JUN 1932

Ein neuer Fall Gumbel?

(Telegramm unseres Korrespondenten.)

FRANKFURT, 16. Juni.

Wie wir hören, soll gegen den sozialistischen Privatdozenten Professor Dr. Gumbel in Heidelberg ein Untersuchungsverfahren eingeleitet worden sein mit dem Ziele der Entziehung des Lehrauftrag. Gumbel soll auf einem Diskussionsabend der sozialistischen Studenten in Heidelberg am 27. Mai gesagt haben, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige grosse Kohlrübe. Dazu bemerkt die Dr. Gumbel nahestehende „Mannheimer Volksstimme", dass es sich um eine sinnlose Beschuldigung handle.

Verfahren gegen Gumbel.

Von der Pressestelle beim Staatsministerium wird mitgeteilt:

In verschiedenen Heidelberger Zeitungen wurde die Nachricht verbreitet, Privatdozent Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg habe in einem Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbundes in Heidelberg am 27. Mai 1932 u. a. folgendes ausgeführt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe".

Der Minister des Kultus und Unterrichts hat hiervon sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung gemacht zwecks Einleitung des Verfahrens gegen Professor Dr. Gumbel auf Grund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 18. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatmäßigen Dozenten.

*

Die Sozialistische Studentenschaft sendet uns folgende Erklärung:

„Die Sozialistische Studentenschaft Heidelberg lud ihre Gesinnungsfreunde durch einen Anschlag am schwarzen Brett der Universität zu einer Veranstaltung, in deren Mittelpunkt ein Referat des Prof. Dr. Gumbel stand, ein. Dabei erklärte Professor Gumbel etwa: „Für mich ist das Denkmal des Krieges (nicht Kriegerdenkmal) nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern die Schrecken und Leiden des Krieges werden viel besser durch eine Kohlrübe verkörpert". Für die Richtigkeit dem Sinne nach (genauer Wortlaut ist nicht mehr feststellbar, da ein Protokoll nicht geführt wurde) verbürgen sich: [illegible] Personen, die im Original jederzeit [illegible] werden können."

Allg. Ztg. 16/6.32

Volksfreund 16/6.32

Wieder ein Fall Gumbel

Zu dieser Angelegenheit teilt die Pressestelle beim Staatsministerium mit:

„In verschiedenen Heidelberger Zeitungen wurde die Nachricht verbreitet, Privatdozent Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg habe in einem **Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbundes** in Heidelberg am 27. Mai 1932 u. a. folgendes ausgeführt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Der Minister des Kultus und Unterrichts hat hiervon sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen **Senat der Universität Heidelberg** Mitteilung gemacht **zwecks Einleitung des Verfahrens** gegen Professor Dr. Gumbel auf Grund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 13. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatmäßigen Dozenten."

Abweichend von obiger Darstellung wird von Heidelberg aus bekanntlich auch eine andere als jene von rechtsstehender Seite verbreitete Darstellung des Falles gegeben, wie aus der gestern in unserem Blatte veröffentlichten Zuschrift aus Heidelberg und aus einer **Darstellung der Heidelberger Volkszeitung** hervorgeht. Die Untersuchung wird ja bald ein wirkliches Bild geben.

Die **Mannheimer Volksstimme** erklärt zu dieser neuen Hetze gegen Professor Gumbel:

„In einen geschlossenen Aussprachеabend der **sozialistischen Studentengruppe** in Heidelberg am 27 Mai haben sich **als „Gesinnungsfreunde" Nationalsozialisten eingeschlichen**, um einen Vortrag des Genossen Prof. Gumbel mit anzuhören. Sie machten sich dann ein **„Zitat"** als Schlagzeile für den „Heidelberger Studenten" zurecht, um die endlich eingeschlafene Hetze gegen einen pazifistischen Dozenten aufs Neue zu beleben, eine alte abgeklapperte Methode. Etwas Neues fällt diesen Herren nicht ein. Daß die Wiedergabe **gefälscht und sinnlos ist**, entspricht dem Niveau der akademischen Nazis.

Genosse Gumbel hat natürlich nicht gesagt, daß „ein Kriegerdenkmal eine Pohlrübe sei", er hat auch nicht gesagt, daß „das Kriegerdenkmal für ihn nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine große Kohlrübe sei".

Das, was Genosse Gumbel gesagt hat und was aus dieser Stammelei immerhin erkennbar ist, weiß jeder, der das Stahlbad mitgemacht hat, sofort. Der **Hunger**, der **Jammer**, das **Elend** des deutschen Volkes in den Jahren des Weltkrieges sei gut mit einer Kohlrübe zu symbolisieren. Die Herren Hemdenmätze aus den Kriegsjahrgängen sollen es nur weiter versuchen, ein neues Idealbild vom fröhlichen Krieg herzustellen. Wir Sozialisten werden den kleinen Blutrünstlingen, die die deutschen Universitäten unsicher machen, entgegentreten, wenn sie Blut und Tränen, das Andenken an die Gefallenen, zu neuer Kriegshetze mißbrauchen möchten."

AUSSCHNITT VOM: 16. JUN 1932

Süddeutsche Zeitung, Stuttgart

Der neue Fall Gumbel

Untersuchung angeordnet

Von der Pressestelle beim badischen Staatsministerium wird mitgeteilt: In verschiedenen Heidelberger Zeitungen wurde die Nachricht verbreitet, Privatdozent Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg habe in einem Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbundes in Heidelberg am 27. Mai 1932 u. a. folgendes ausgeführt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Der Minister des Kultus und Unterrichts hat hiervon sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung gemacht zwecks Einleitung des Verfahrens gegen Professor Dr. Gumbel auf Grund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 13. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatmäßigen Dozenten.

Wir erwarten, wenn die Untersuchung den bereits von uns veröffentlichten Tatbestand ergibt, daß Professor Gumbel sofort die Lehrberechtigung für alle deutschen Hochschulen entzogen wird.

× **(Zum Fall Gumbel)** wird uns vom Rektorat der Universität mitgeteilt: In der Angelegenheit des Herrn Professors Dr. Gumbel hat auf Antrag der Philosophischen Fakultät und des Engeren Senats der Universität Heidelberg der Herr Minister des Kultus und Unterrichts in Karlsruhe gemäß § 4 der Verordnung vom 13. Januar 1921 das Untersuchungsverfahren zur Klärung des Sachverhalts angeordnet.

[illegible] Tbl. 18/6.32

AUSSCHNITT VOM: 16. JUN 1932

Berliner Volkszeitung, Berlin SW

Abendausgabe

55

Ein neuer Fall Gumbel?

Frankfurt, 16. Juni.

Wie wir hören, soll gegen den sozialistischen Privatdozenten Professor Dr. Gumbel in Heidelberg ein Untersuchungsverfahren eingeleitet worden sein mit dem Ziele der Entziehung des Lehrauftrags. Gumbel soll auf einem Diskussionsabend der sozialistischen Studenten in Heidelberg am 27. Mai gesagt haben, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sonderen eine einzige große Kohlrübe. Dazu bemerkt die Dr. Gumbel nahestehende „Mannheimer Volksstimme", daß es sich um eine sinnlose Beschuldigung handeln würde. Es sollte nicht vorkommen, daß die Hetze der nationalsozialistischen Studenten gegen Gumbel zu einem unberechtigten Schritt bezüglich dieses wissenschaftlich und menschlich integren Dozenten führen.

AUSSCHNITT VOM: 16. JUN 1932

Badischer Beobachter, Karlsruhe

Ein neuer Fall Gumbel?

55

bld **Karlsruhe**, 15. Juni.

Von der Pressestelle beim Staatsministerium wird mitgeteilt: In verschiedenen Heidelberger Zeitungen wurde die Nachricht verbreitet, Privatdozent Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg habe in einem Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbundes in Heidelberg am 27. Mai 1932 u. a. folgendes ausgeführt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Der Minister des Kultus und Unterrichts hat hiervon sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung gemacht zwecks Einleitung des Verfahrens gegen Professor Dr. Gumbel auf Grund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 13. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatmäßigen Dozenten.

Schwäbischer Merkur, Stuttgart

Bitte wenden

Ein neuer Fall Gumbel

17.6.32

55

bld. **Karlsruhe** 16. Juni. **Von der Pressestelle** beim Staatsministerium wird mitgeteilt: In verschiedenen Heidelberger Zeitungen wurde die Nachricht verbreitet, Privatdozent Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg habe in einem Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbundes in Heidelberg am 27. Mai 1932 u. a. folgendes ausgeführt:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Der Minister des Kultus und Unterrichts hat hiervon sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung gemacht zwecks Einleitung des Verfahrens gegen Prof. Dr. Gumbel auf Grund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 13. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatmäßigen Dozenten.

Pforzheimer Anzeiger, 18.6.32

Verfahren gegen Gumbel eingeleitet.

Heidelberg, 17. Juni. Zum Fall Gumbel wird vom Rektorat der Universität mitgeteilt: „In der Angelegenheit des Professors Dr. Gumbel hat auf Antrag der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg der Herr Minister des Kultus und Unterrichts in Karlsruhe gemäß § 4 der Verordnung vom 13. Januar 1921 das Untersuchungsverfahren zur Klärung des Sachverhaltes angeordnet."

Badischer Beobachter, Karlsruhe

Die Sozialistische Studentenschaft zum neuen Fall Gumbel

55 18.VI.32

Heidelberg, 17. Juni.

Im Gegensatz zu den Darstellungen der hiesigen Presse über die Aeußerung Professor Dr. Gumbels über das Kriegerdenkmal veröffentlicht die Sozialistische Studentenschaft folgende Lesart:

„Die Sozialistische Studentenschaft lud ihre Gesinnungsfreunde durch Anschlag am Schwarzen Brett zu einer Veranstaltung ein, in deren Mittelpunkt ein Referat des Professors Dr. Gumbel stand. Professor Dr. Gumbel erklärte dabei etwa: „Für mich ist das Denkmal des Krieges (nicht: Kriegerdenkmal) nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern die Schrecken des Krieges werden viel besser durch eine Kohlrübe verkörpert."

Für die Richtigkeit dem Sinn nach (genauer Wortlaut ist nicht mehr feststellbar, da ein Protokoll nicht geführt wurde) verbürgen sich zehn Teilnehmer, deren Namen jederzeit bei uns eingesehen werden können."

AUSSCHNITT VOM: 18. JUN. 1932

Berliner Börsen Zeitung
Morgenausgabe

Herr Gumbel meldet sich wieder!

55

Karlsruhe, 17. Juni.

Die Pressestelle des Staatsministeriums teilt mit: In verschiedenen Heidelberger Zeitungen wurde die Nachricht verbreitet, Privatdozent Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg habe in einem Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbundes in Heidelberg am 27. Mai 1932 u. a. folgendes ausgeführt:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Der Minister des Kultus und Unterrichts hat hiervon sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung gemacht zwecks Einleitung des Verfahrens gegen Prof. Dr. Gumbel auf Grund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 18. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatmäßigen Dozenten.

*

Man wird gut tun, den neuen Fall Gumbel im Auge zu behalten.

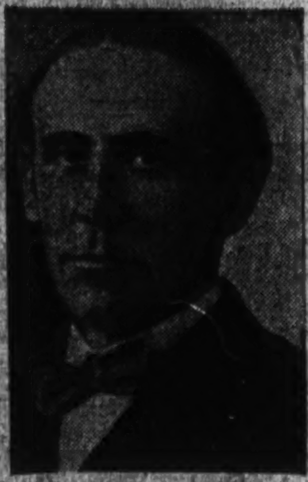
---

18. JUN 1932

Steglitzer Anzeiger

Ein neuer Fall Gumbel.

Gegen Prof. Dr. Gumbel, der an der Universität in Heidelberg liest, soll ein Untersuchungsverfahren eingeleitet worden sein, mit dem Ziele der Entziehung des Lehrauftrages.



Gumbel soll abfällige Bemerkungen gegen Kriegsteilnehmer bzw ein Denkmal, das für die Kriegsgefallenen aufgestellt worden ist, geäußert haben, die die politisch rechtsstehenden Kreise innerhalb der Studenten- und Lehrerschaft beleidigt.

Volksgemeinschaft, Heidelberg 17.6.32.

Volksgemeinschaft-Briefe

Sie fragen an, ob für Prof. Gumbel und seinen „geschlossenen Kreis im Prinzip Zustimmender" die Kohlrübe das Denkmal des Krieges deshalb sei, weil diese jüdischen Kriegsgewinnler und Großschieber gerade in den „Kohlrübenwintern" am besten ihre schmutzigen Geschäfte machen konnten; weil für sie die Kriegsnot des deutschen Volkes einen reichen Rebbach und vor allem die Möglichkeit der Zertrümmerung des deutschen Reiches und der Aufrichtung „unseres" verjudeten Bonzensystems gebracht hat. — Sehr vielen „im Prinzip Zustimmender" wurde durch diese „Kohlrübenzeit" und ihrer Folgen sogar erst ermöglicht, plötzlich als „Stern aus dem Osten" aufzutauchen, um während der 13 „Kohlrüben-Jahre" marxistischer Politik den deutschen Michel abermals zu schröpfen.

Es ist möglich, daß dies so gemeint war. Bestimmt können wir es Ihnen nicht sagen. Wenn Sie genaueres wissen wollen, müssen Sie sich an Herrn Gumbel persönlich wenden.

Disziplinarverfahren gegen den „Kohlrüben"-Gumbel?

Karlsruhe, 15. Juni. Von der Pressestelle beim Staatsministerium wird mitgeteilt:

In verschiedenen Heidelberger Zeitungen wurde die Nachricht verbreitet, Privatdozent Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg habe in einem Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbundes in Heidelberg am 27. Mai 1932 u. a. folgendes ausgeführt:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige, große Kohlrübe."

Der Minister des Kultus und Unterrichts hat hiervon sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung gemacht zwecks Einleitung des Verfahrens gegen Professor Dr. Gumbel aufgrund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom [illegible] Januar 1921 über die Entziehung de[illegible]rberechtigung der an den Landesuniver[illegible]en habilitierten nichtetatsmäßigen Do[illegible]n.

16.VI.32.
Volksgemeinschaft, Heidelberg

B.T. Morg.-Ausg.

Professor Gumbel.

18.6.32

Zu der Meldung, dass gegen Professor Gumbel in Heidelberg wegen einer Aeusserung auf einem sozialistischen Diskussionsabend ein Verfahren eingeleitet sei, wird uns von unterrichteter Seite mitgeteilt:

Das Heidelberger nationalsozialistische Blatt hatte behauptet, Gumbel habe in einer Versammlung der Sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai wörtlich gesagt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige grosse Kohlrübe." Tatsächlich hat Gumbel in einer geschlossenen Versammlung und in freier Rede dem Sinn nach etwa folgendes ausgeführt: In der Kriegszeit wurde der Hunger schliesslich zu dem alles überragenden Gefühl. Die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel, ist vor allem für die Arbeiterschaft die stärkste Erinnerung an diese Zeit und daher ein Symbol für den ganzen Krieg. Heute aber versucht man den Krieg zu verklären und durch kitschige Denkmäler im Stil der leichtbekleideten Jungfrau mit der Siegespalme, die dieser furchtbaren Tragik nicht entsprechen, als schön darzustellen. Diesen durchaus zulässigen Gedankengang fasst die Formulierung des nationalsozialistischen Blattes in einer Weise zusammen, die Gumbel nicht zur Last gelegt werden kann.

Fort mit Gumbel!

Wenn es Herbst wird, dann erweist sich erst, ob die Früchte, die im Sommer gewachsen sind, etwas taugen, oder ob sie trotz schöner Außenseite innerlich faul und angenagt sind. Das gilt nicht nur für die Natur, sondern auch für das Leben eines Staates. Der Herbst der parlamentarischen Republik von Weimar ist herangekommen. Der Baum trug viele Früchte. Zwar sahen sie nicht prächtig aus, im Gegenteil, aber ein großer Teil des deutschen Volkes erhoffte sich wenigstens von der Menge der Früchte einen Gewinn. Je näher wir dem Herbst kamen, umso schneller wurden immer größere Teile des Volkes von diesem Irrwahn kuriert. Denn eine Frucht nach der anderen fiel ab, und eine um die andere war innerlich faul und angefressen. Der Betrug der **Sklareks** an der Stadt Berlin findet dieser Tage seine Sühne und der „gute Patriot" **Walz** entpuppte sich gestern als höchst verderbliches und verächtliches Subjekt.

Von dem Juden Gumbel hat man schon immer gewußt, wie innerlich faul und angefressen er ist, trotzdem er eine der schönsten Früchte des nachnovemberlichen Deutschlands darstellte.

Knapp zwei Jahre hat es gedauert, daß Herr Gumbel die Oeffentlichkeit nicht sonderlich beschäftigte. Das deutsche Volk hatte eingesehen, daß, solange Männer wie Emil **Maier** oder sein Vorgänger Adam Remmele, in Deutschland Minister sein können, einem nach **deutschen** Begriffen volksverderbenden Demagogen das schmutzige Handwerk nicht zu legen ist.

Scheinbar hat Gumbel den Ruhm der Genossen **Dehn** und **Kerbers** sowie des landesverräterischen Schmierfinken **Ossietzki** von der mauschelnden **Weltbühne** nicht ruhen lassen und so hat er denn erneut anständigen Deutschen als moralisch minderwertig anzusehen ist.

Das Wort von dem **„Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten, das für ihn eine Kohlrübe sei,"** wird ebenso wenig vergessen, wie jene Gemeinheit vom **„Felde der Unehre"**.

Der gemeine und zersetzende Charakter dieses Juden, der noch immer **„deutscher Professor"** sein kann, steht nunmehr erneut fest. Adam Remmele hat ihn zur Belohnung für seinen ersten „Fall" zum a. o. Professor gemacht. Es steht zu erwarten, daß er nun auch noch ordentlicher Professor wird. Wir fragen uns nur, ob die Heidelberger Dozentenschaft, soweit sie Anspruch darauf erhebt, deutsch zu sein, nicht endlich einmal auftritt, um gegen den Beschmutzer des Hochschullehrerstandes Protest zu erheben. Nach den bisherigen Erfahrungen kann man höchstens mit lendenlahmen „Erklärungen" rechnen, oder sollte inzwischen vielleicht die deutsche Freiheitsbewegung auch in Dozentenkreisen mehr Anhänger gewonnen haben? Warten wir ab.

Als wir vor Jahren die Entfernung Gumbels von der Universität forderten, da war das System noch stark genug, daß die Mehrzahl der Dozenten ehrfurchtsvoll vor der „Größe" eines Emil Maier zusammenknickte. Wir hoffen, daß das inzwischen anders geworden ist, so daß wir nicht genötigt sind, jene scharfe Kritik, die **Clemenceau**, der erbittertste deutsche Gegner, gegen die französischen Professoren abgab, wiederum auf die deutschen Hochschullehrer anwenden zu müssen, nämlich das Wort:

„Professoren haben keinen Mut, ehe sie die Feder nicht unzählige Male im Tintenfaß herumgedreht haben."

Die Studentenschaft legt gewiß keinen Wert darauf, erneut in erbittertste Gegnerschaft gegen ihre Lehrer zu kommen, und gerade deshalb betont sie, daß sie nicht gewillt ist, Leute wie Gumbel an einer deutschen Universität zu dulden. Nehme man sich doch endlich ein Beispiel an den beiden [illegible] der Studentenschaft, Professor [illegible] und Professor Endemann.

Die Herren Professoren Heidelbergs mögen bedenken, daß erneut die Ehre der im Weltkriege gefallenen Deutschen durch einen jüdischen Lumpen besudelt worden ist. Es wäre beschämend, wenn die Geschichte später einmal melden müßte:

„Die Professoren der Heidelberger Universität standen dem Kampf der deutschen Jugend um Befreiung von Volk und Staat feindselig, zum mindesten verständnislos gegenüber."

Es ist verständlich, wenn die Empörung und Erregung über die schamlosen Aeußerungen unter der noch Ehrgefühl besitzenden deutschen Studenten immer stärker wird. Jetzt ist es die Aufgabe Sr. Magnifizenz, des Herrn Rektors und des Senats unverzüglich Schritte zu unternehmen und gegen ein etwaiges längeres Verbleiben auf das heftigste zu protestieren; auch wenn, die nicht mehr dem Willen des Volkes entsprechende Karlsruher Regierung, wie es beim letzten Gumbelskandal der Fall war, diese traurige Systemblüte noch länger zu halten versuchen sollte. Die Zeiten, in denen sich die deutsche Studentenschaft Heidelbergs durch die Anwesenheit eines Kohlrübenpazifisten provozieren lassen mußte, sind heute mehr denn je endgültig vorbei!

Wir halten Ruhe und Disziplin; aber wir wollen Sühne! Seine Magnifizenz der Herr Rektor und der Senat haben zu sprechen!

Welche Erregung die empörenden Aeußerungen des „a. o. Professor" Gumbel hervorgerufen haben, zeigt noch das folgende Rundschreiben der Deutschen Studentenschaft:

Deutsche Studentenschaft Heidelberg.

Heidelberg, den 16. Juni 1932.
Theaterstraße 16.

Rundschreiben an die Einzelstudentenschaften!

Die Heidelberger Studentenschaft ist von neuem von dem hiesigen, übel bekannten a. o. Professor **Gumbel** aufs schwerste beleidigt worden. Noch stehen wir alle unter dem Eindruck der schweren Beleidigungen, die dieser Mann unseren Frontsoldaten angetan hat, „die deutschen Soldaten sind auf dem Felde der Unehre gefallen", und schon fällt die neue schwere Schmähung gegen unsere deutschen Gefallenen:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe".

Diese ungeheure Beschimpfung unserer gefallenen Volksgenossen und ganz besonders unserer gefallenen Kommilitonen, die für die Ehre ihrer Nation und für den Schutz ihrer Heimat ihr Leben geopfert haben, gab uns Veranlassung, den Engeren Senat zu bitten, dieser planmäßigen und volkszersetzenden Hetze eines Mitgliedes der Heidelberger Dozentenschaft entgegen zu treten.

Wir wissen uns eins mit dem gesamten deutschen Volke, wenn wir verlangen, daß eine Untersuchung und ein Verfahren mit dem Zwecke der Entlassung von der deutschen Hochschule gegen Herrn Dr. Gumbel angestrengt wird, denn das deutsche Volk hat genug Not und Unterdrückung erdulden müssen, allein durch die vaterlandsverräterische Tätigkeit der Liga für Menschenrechte, der Herr Prof. Gumbel auch angehört. In unserem ehrlichen Kampf gegen die Schändung unserer gefallenen Brüder finden wir aber auch die Sympathie und die Unterstützung weiter Kreise der deutschen Dozentenschaft.

Kommilitonen, unterstützt die Heidelberger Studentenschaft durch Sympathiekundgebungen, damit es endlich gelingt, den Schänder deutscher Ehre und deutschen Volksempfindens für immer zu beseitigen. Weist in Eueren Zeitungen und Versammlungen auf diese ungeheuren Schmähungen hin, da diese Angelegenheit nicht allein Sache Heidelbergs, sondern des ganzen deutschen Volkes darstellt. Verbreitet unseren Aufruf in größtmöglicher Auflage.

Der Kampfausschuß der Deutschen Studentenschaft Heidelberg.

Verdunkelungsmanöver!

Die sozialistische Studentengruppe schreibt in einer Zuschrift im Heidelberger Tageblatt, daß sie nicht den genauen Wortlaut des Gumbelschen Ausspruches kenne. **Warum** sie ihn nicht kennt, das wissen wir. Diese Heuchler versuchen die Beleidigung gegen die deutschen Gefallenen abzuschwächen und abzubiegen. Sie haben sich aber verrechnet! Wir sind in der glücklichen Lage, den genauen Wortlaut in unsern Händen zu haben, da wir sofort mitgeschrieben haben. Und daß wir im Recht sind, zeigt ja die hilflose, jämmerliche Art mit der der „Genosse" Gumbel sich selbst verteidigt:

„Ich kann mich nicht mehr genau erinnern!"

und so weiter. Warum er sich wohl nicht mehr erinnern kann? Sein **schuldbewußtes** Gestammel in dem Heidelberger Tageblatt ist ein Beweis für die Wahrheit unserer Aussagen!

Die sozialistische Studentengruppe, die einen solchen gemeinen Charakter in ihren Reihen hat und ihn noch in Schutz nimmt, zeigt, daß es in der Studentenschaft immer noch Subjekte gibt, die ehrlos genug sind, die Lumpereien des Genossen Gumbel als akademisch zu empfinden. **Deutsches** Empfinden darf man ja von einem Konsortium das wesentlich aus Palästina stammt, ohnehi[n] nicht erwarten. Möglich, daß die schwar[z-]roten Systemschützen die Ausrede Gumbe[ls] wieder für voll nehmen.

Das **deutsche Volk** wird aber b[ald] die Macht in Deutschland übernehmen [und] dann wird die „Deutsche Studentensch[aft] Heidelberg", so hoffen wir, als Ankläger [vor] dem Staatsgerichtshof auftreten. Dann [wird] man den Burschen Gumbel in einem [vergit]terten Käfig auf dem Bismarckplatz [aus]stellen, als „Denkmal der Schande". [Als] Nahrung empfehlen wir Kohlrüben!

„Sie lügen, sie lügen"

Man schreibt uns:

Das Heidelberger Nationalsozialistische Blatt „Die Volksgemeinschaft" behauptet in seiner Nummer vom 11. Juni, Professor **Gumbel** habe in einer Versammlung der Sozialistischen Studentenschaften am 27. Mai **wörtlich** gesagt:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Tatsächlich hat Gumbel in einer geschlossenen Versammlung und in freier Rede dem Sinn nach etwa folgendes ausgeführt: „In der Kriegszeit wurde der Hunger schließlich zu dem alles überragenden Gefühl. Die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel ist vor allem für die Arbeiterschaft die stärkste Erinnerung an diese Zeit und daher ein Symbol für den ganzen Krieg. Heute aber versucht man den Krieg zu verklären und durch kitschige Denkmäler im Stil der leichtbekleideten Jungfrau mit der Siegespalme, welche dieser furchtbaren Tragik nicht entsprechen, als schön darzustellen."

S.

Dortmund. Gen.-Anz. 19/6.32

Ausschnitt vom: 19. JUN. 1932

Braunschweigische Landeszeitung, Braunschwe

Ziegenbock und Jüngling

In der Nacht zum heutigen Sonntag ist von einer Gruppe spleeniger Engländer auf dem Gipfel des Brockens der Versuch unternommen worden, mit Hilfe der Magie einen alten Ziegenbock in einen Jüngling zu verwandeln. Wenn man diesen schrulligen Briten im übrigen gerecht werden will, dann muß man vermerken, daß sie selbst an die Möglichkeit einer solchen Verwandlung nicht geglaubt haben. Herr Harry Price vom Londoner Institut für psychische Forschungen hat durch das Mißlingen dieses verrückten Experimentes, das mit allen Regeln der Kunst durchgeführt wurde, im Gegenteil beweisen wollen, daß Unmögliches unmöglich bleiben muß. Die Gesetze der Natur lassen sich eben durch keinen Hokuspokus vergewaltigen. Herr Price wollte also seinen vielen abergläubischen Landsleuten eine Lektion erteilen. Und es freut uns, feststellen zu dürfen, daß auch das örtliche sozialdemokratische Organ das Treiben auf der Brockenkuppe mit der gebührenden Schärfe als eine „englische Albernheit" kennzeichnet.

Um so erstaunter sind wir darüber, daß die aufgeklärten Genossen sowohl in Braunschweig, als auch im ganzen Deutschen Reich einen Aufruf des Reichsbanners Schwarz-Rot-Gold auf der ersten Seite ihrer Parteiblätter veröffentlichen und durch Schlagzeilen der besonderen Aufmerksamkeit ihrer Leser empfehlen. Denn wenn man dieses schwülstige Manifest des Redakteurs Karl Höltermann, der sich zurzeit als Bundesführer des Reichsbanners gefällt, durchliest, dann wird man unwillkürlich auf das lebhafteste an Herrn Harry Price aus London, sowie an seine Spielerei mit dem alten Ziegenbock und mit dem Jüngling erinnert. Herr Höltermann glaubt nämlich an die Möglichkeit einer Verjüngung der Sozialdemokratie.

Dieser Genosse findet in seinem Aufruf Worte von geradezu „magischem" Glanz. Sein und seiner Kameraden Ziel sei es stets gewesen, „die Autorität der Deutschen Republik nach außen und nach innen zu stärken und zu befestigen". Gegen das Wortchristentum, so sagt Herr Höltermann, setzten er und seine Mitläufer „die tätige Hilfe für die Mühseligen und Beladenen". „Gegen die Herrschsucht von Interessentenklüngeln steht unsere Bereitschaft zum Dienst am Volksganzen." Ist aber schon dieser Satz von der Volksgemeinschaft der bewußten sozialdemokratischen Klassenkämpfer eine Glanzleistung innerer Unaufrichtigkeit, so gestaltet sich die Sache hinterher noch viel schöner. Herr Höltermann schließt seinen Appell nämlich mit den Worten: „Zusammenschließen, Kameraden! Härter die Faust um den Fahnenschaft! Hoch die Fahne schwarz-rot-gold! Nichts für uns! Alles für die Deutsche Republik!". Und am herzlichsten dürfte wohl ganz Deutschland, Hunderttausende von Sozialdemokraten mit eingeschlossen, über den Höltermannschen Ausruf gelacht haben: „Gegen die Zersplitterung der Nation setzen wir die Liebe zum deutschen Volk."

Nun, es ist allgemein bekannt geworden, daß sich die deutschen Anhänger der Zweiten Internationale seit den schweren Wahlniederlagen der Sozialdemokratischen Partei nicht nur ein nationales, sondern ein nationalistisches Mäntelchen umgehängt haben. Nicht aus Liebe zur Nation und nicht aus nationaler Ueberzeugung, sondern aus Liebe zur Futterkrippe und aus Furcht, von Posten und Pöstchen vertrieben zu werden! Neuerdings setzen sich ja aus diesem Grunde dieselben sozialdemokratischen Demagogen, die noch kürzlich jenem schamlosen Heidelberger Gelehrten offen zujubelten, der von den Schlachtfeldern des Weltkrieges als von [...]dern der Unehre" gesprochen hatte, für [die] Ehre der Frontsoldaten ein. Dieselben [...]

Ausschnitt vom: 19. JUN. 1932

Badische Presse, Karlsruhe

Chronik der Woche.

+ Je herrlicher die Junisonne ihren Glanz ausbreitet, je schwellender die duftenden Rosen in des vornehmen Nachbars Garten blühen, desto eher ist man geneigt, sich zu der Ansicht zu bekennen, daß der Monat Juni nicht minder als der Mai ein Wonnemonat ... Besser gesagt: Sein könnte. Denn der Juni, der die ersten ab... fleischigen Erdbeeren, pralle Kirschen liefert, hat zwar die besten Möglichkeiten, Wonne zu spenden, aber wir kleinen Erdentrotter sind weit entfernt von der notwendigen Empfangs- und Empfindungsbereitschaft, diese Wonnen voll in uns anklingen zu lassen. Sie schlagen nicht mehr so recht an. Er liegt etwas in der Luft, etwas schwer Bestimmbares, das die bekömmliche Wirkung des Naturschönen und Naturfrohen, ehe es an unserer Laune und Stimmung zur Entfaltung kommt, totschlägt. Bei den Feinnervigen — und diese Gruppe von Menschen wird immer zahlreicher — mehr als bei den Robusten, aber es gibt in diesem Jahre wohl kaum einen Menschen, der den Zustand nicht an sich selbst irgendwie wahrnimmt.

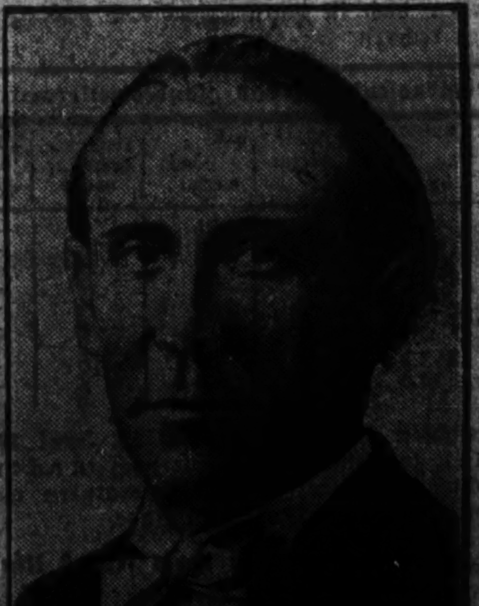
Urlaubsluft und Ferienstimmung macht sich breit, in den Amtsstuben, in den Büros. Stärker und erwartungsvoller denn je. Wer wird es übel nehmen? Aber für alle, die sich nicht klar darüber sind, daß es mit der Heilkraft der Freizeit nicht mehr so ganz stimmt, kann der Urlaub, nicht nur aus den sattsam bekannten materiellen Gründen, eine einzige Enttäuschung werden. Freizeit allein macht nicht mehr glücklich. Denken wir doch nur einmal an die sehr ernsthafte „Urlaubsfrage" der Arbeitslosen. Noch niemand hat davon gesprochen und doch ist es sicher, daß die Arbeitslosen erst recht einen Erholungsurlaub vom grauen Alltag dringend gebrauchen könnten. Worauf es bei ihnen und bei uns in der nun beginnenden Ferienzeit ankommt, das sind „Ferien vom Ich". Ferien von dem ganzen wüsten Ballast der unser Innerstes und Empfindlichstes bedrückt, Ferien von den Sorgen, von den allzuvielen unerfüllten Hoffnungen, von den grausamen Fehlschlägen unseres beruflichen und persönlichen Daseins. Um praktisch zu reden: Ein paar Tage Entspannung in einem Schwarzwaldwinkel oder gar am Bodensee, im Spiel mit Wasser und Licht sind an sich wunderschön. Aber wie fragwürdig wird dieses Losgelöstsein, wenn wir mit gleicher Post Rechnungen nachgesandt bekommen, von neuen Notverordnungen Kunde erhalten und von der Unruhe hören, die durch die Welt tobt und jetzt bei der Lausanner Konferenz nicht gestoppt werden wird. „Ferien vom Ich". Schwer zu raten, wie man sie sich erzwingt. Ein jeder wird sein eigenes Rezept finden müssen, aber ohne einen seelischen Ruck, eine Energieleistung, sich den Urlaub wirklich ballastlos zu gestalten, wird man nicht auskommen. Dann erst werden die Herrlichkeiten des Schwarzwaldes, die geruhsamen Genüsse eines Sonnenbades in voller Kraft zur Auswirkung kommen. Und der Urlaub wird schön und lohnend sein bei all der tragischen Spärlichkeit unserer Geldmittel.

Auf die Gesamtregelung, die uns endlich die Ferien vom dürftigen Ich bringen soll, warten wir von Woche zu Woche vergebens. Die wirtschaftspolitische Notverordnung der letzten Tage bringt statt dessen eine weitere Belastung des kleinen Mannes und besteuert das Salz in der Suppe. Zugleich erlebt man, hinsichtlich der politischen Notverordnung, das Schauspiel, daß von Karlsruhe und München aus gegen Berlin regiert wird und umgekehrt, weil es in diesen süddeutschen Ländern beim Uniformverbot bleibt. Uneinheitlichkeit im politischen und staatsmännischen Wollen, Unsicherheit und Verwirrung in staatsrechtlichen Grundfragen sind die Kennzeichen dieser Tage.

Kampfstimmung auf der ganzen Linie. Die „Deutsche Studentenschaft Heidelberg" unternimmt nuerdings einen Vorstoß gegen den wegen seiner pazifistischen Gesinnung und Agitation vor einigen Jahren bekanntgewordenen Professor Gumbel, der an der Universität Heidelberg das Fach der Statistik lehrt. Diesem Universitätslehrer wird zur Last gelegt, daß er unlängst vor sozialistischen Studenten

Mal, von einer Erinnerung an de[...]
nung konnte nicht vermeiden, [...]
Unterrichtsministeriums, eine Unte[...]
den zuständigen Senat durchgeführt[...]
Gumbels hat, wie uns bekannt ist, [...]
berger Lehrkörpers äußerst befrem[...]
hatte, daß Gumbel nach seiner im [...]
stände erfolgte Ernennung zum P[...]
öffentliches Amt gebotene Mäßigun[...]
würde. Man wird vor einer abschl[...]
gebnis abwarten müssen.

Eine andere Untersuchung, ebe[...]
öffentlichen Lebens, ist vor kurzem i[...]
Da hatten sich als Angeklagte v[...]
Aerzte, Medizinalrat Dr. Karl M[...]
Hauß und Dr. Julius Weber [...]
tientinnen durch Sterilisation zu [...]
erst nach einer sehr langen Vorunte[...]
Angriff genommen werden konnte u[...]



Prof. Gumbel-Heidelberg
gegen den eine Untersuchung schwebt.

Welt am Montag 20. VI 32

Jagd auf Gumbel

Es gibt wenig Leute, die von der Reaktion in Baden mehr gehaßt werden, als der Universitätsprofessor Gumbel in Heidelberg. Seit acht Jahren geht die Hetze gegen den aufrechten Pazifisten und entschiedenen Republikaner, seit jenem Friedenskongreß im Jahre 1924, dem Gumbel präsidierte und den er mit einer tiefempfundenen Ehrung der im Kriege Gefallenen schloß. Aus einer dem Zusammenhang entrissenen Redewendung wurde eine „Heldenschändung" gebraut und die Universität zu einem Disziplinarverfahren mit dem Ziel der Entziehung der Lehrerlaubnis aufgeputscht. Der untersuchende Senat führte seine Verhandlungen ganz einseitig, und trotzdem konnte er nicht zu einer Verurteilung gelangen.

War die Disziplinierung auch damals mißlungen, so wurde doch seitdem ein förmlicher Boykott gegen Gumbel verhängt. Jahrelang ist Gumbel bei der Ernennung der a. o. Professoren übergangen worden, bis ihm endlich der Kultusminister Remmele 1930 zu seinem Recht verhalf. Damit war aber ein erneuter Anlaß gegeben, gegen Gumbel vorzugehen. Der „Fall Gumbel" wurde zum Schlachtgeschrei der vereinigten Reaktion an den Hochschulen gegen die verhaßte schwarz-rot-goldene Koalition.

Jetzt soll die Stunde zum letzten Schlage gegen Gumbel gekommen sein. Bei einer Aussprache der sozialistischen Studenten in Heidelberg über „Krieg und Arbeiterschaft" nahm auch Dr. Gumbel, der selbst im Kriege war und dort seinen einzigen Bruder verloren hat, das Wort, um „die prinzipielle Fragestellung, die Lage von 1914—18 und heute" zu klären. In freier Rede führte er aus: „In der Kriegszeit wurde der Hunger schließlich zu dem alles überragenden Gefühl; die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel vor allem für die Arbeiterschaft, die stärkste Erinnerung an diese Zeit und daher ein Symbol für den ganzen Krieg. Heute aber sucht man den Krieg zu verklären durch kitschige Denkmäler im Stil der leichtbekleideten Jungfrau mit der Siegespalme, welche dieser furchtbaren Tragik nicht entsprechen, und schön darzustellen."

Der Zutritt zu diesem Abend war nur Gesinnungsfreunden gestattet. Es hatten sich aber doch auch einige Nazistudenten unter die Anwesenden gemengt, mit dem Erfolg, daß kurz danach in der badischen nationalsozialistischen Presse veröffentlicht wurde: „Es gumbelt wieder! Das Kriegerdenkmal eine Kohlrübe! Der sattsam bekannte Heidelberger Gumbel führt aus: Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige, große Kohlrübe!"

Aus der Sinnlosigkeit dieses Satzes erkennt jedermann die plumpe Fälschung. Bewußt wird hier eine Pogromhetze inszeniert, ungeachtet der Tatsache, daß sich sofort zehn Studenten für die Unrichtigkeit der Nazibehauptungen verbürgt haben. Gumbel soll diesmal unbedingt geschaßt werden. Der Universitätssenat hat bereits nach Mitteilung durch den Kultusminister ein Verfahren gegen Professor Gumbel eingeleitet, um ihm die Lehrberechtigung zu entziehen. Diese Eile ist sehr verdächtig!

Neue Montags-Zeitung 20. VI 32

Neu-Heidelberg du feine?

Die Wahrheit über den „Fall" Gumbel

Aus Heidelberg wird uns geschrieben:

Die Korporationsstudenten, also die Herren von Bier und Schmiß, und die nationalsozialistischen Studenten, die Herren vom Hakenkreuz, bilden vereint die sogenannte Deutsche Studentenschaft. In Heidelberg, der schönen, alten Universitätsstadt, geben diese Herrschaften ein Hetzblättchen, „Der Heidelberger Student", heraus. Darin wird der Krieg gegen Frankreich bis zum letzten Solinger Taschenmesser gepredigt.

Neuerdings ist diesem Blatt ein großer Wurf gelungen: in der Nummer vom 9. Juni erscheint ein Leitartikel in Fettdruck mit balkendicker Ueberschrift:

„Das Kriegerdenkmal eine Kohlrübe"

Anläßlich eines öffentlichen Sprachabends des marxistischen Studentenbundes im „Artushof" stellte der sattsam bekannte Heidelberger Gumbel seinen Ausführungen folgendes Motto voran:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau, mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Diese Beschimpfung unserer Gefallenen reiht sich würdig an eine der bekannten Aussagen des Herrn Gumbel, von denen die wichtigste Schmähung unserer Frontsoldaten folgendermaßen lautet:

„Die deutschen Soldaten sind auf dem Felde der Unehre gefallen."

Wir sind gespannt, wie weit auch in diesem Fall die „akademische Lehrfreiheit" Deckmantel sein wird. Wann endlich wird die Dozentenschaft einmal in der Oeffentlichkeit erklären, daß sie nicht gewillt ist, diesen Mann noch länger in ihren Reihen zu dulden?"

Was liegt vor? In einer geschlossenen Versammlung der Sozialistischen Studentenschaft schlichen sich drei Nazis als Spitzel ein, um einen Vortrag von Gumbel über „Krieg und Arbeiterbewegung" anzuhören und Anstoß zu nehmen. Gumbel hat in seinem Vortrag gegen die Idealisierung des Krieges gesprochen und gegen den Versuch, die Not und den Hunger der Kriegszeit durch falsche Romantik zu verdecken. Er hat darauf hingewiesen, daß der Hunger das schließlich alles überragende Gefühl wurde und daß die Kohlrübe deswegen als Erinnerung für den ganzen Krieg verwendet werden kann, daß hingegen die Denkmäler im Stil der lichtbekleideten Jungfrau den Krieg, wie er wirklich war, nicht wiedergeben. Diese Sätze werden nun zerrissen, einzelne Worte aus dem Zusammenhang genommen, neu zusammengeklebt, und aus diesen Mißtönen wird ein Zitat und eine Schlagzeile.

Sie wirken wie eine Bombe, obwohl die Falschheit der Angaben ohne weiteres erkennbar ist.

Vor nicht allzu langer Zeit haben die Nazis in Heidelberg gegen den Redakteur der sozialdemokratischen Volkszeitung ein Bombenattentat verübt, das nur wegen der mangelhaften Ausstattung der Bombe lediglich zu einem kleinen Brand führte, während der Redakteur mit dem Leben davon kam. Kein Hahn kräht danach. Aber Gumbels angeblicher Kohlrübensatz bringt die ganze Stadt in Aufruhr.

Obwohl der Aussage der drei Nazis, die in gemeinsamer Erklärung formulierte Aussage von zehn Versammlungsteilnehmern gegenübersteht, die die Richtigkeit des Zitats ausdrücklich bestreiten, beeilt sich die Universität, dem Drängen der Nazis nachzugeben. Sie leitet gegen Gumbel ein Verfahren ein, in dem nur zwei Entscheidungen existieren: Freispruch oder Verlust der Stellung.

Wieviel freie Zeit muß den Herren Professoren zur Verfügung stehen, daß sie jetzt aus einer derartigen Bagatelle ein hochnotpeinliches Verfahren machen können! Unwillkürlich drängt sich der Vergleich mit dem amerikanischen Affenprozeß auf.

---

könne ihr jedoch nicht zugestehen. [illegible]

Freiburger Tagespost 30/6.32

Wieder ein Fall Gumbel?

Aus Heidelberg wird dem „Volksfreund" (Nr. 137) geschrieben:

Das Heidelberger nationalsozialistische Blatt „Die Volksgemeinschaft" behauptet in seiner Nummer vom 11. Juni, Prof. Gumbel (Heidelberg) habe in einer Versammlung der Sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai wörtlich gesagt:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Eine Reihe Blätter druckte diese Meldung nach. Tatsächlich hat jedoch Gumbel in einer geschlossenen Versammlung und in freier Rede dem Sinn nach etwa folgendes ausgeführt: In der Kriegszeit wurde der Hunger schließlich zu dem alles überragenden Gefühl. Die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel ist vor allem für die Arbeiterschaft die stärkste Erinnerung an diese Zeit und daher ein Symbol für den ganzen Krieg. Heute aber versucht man den Krieg zu verklären und durch kitschige Denkmäler von der Art der leichtbekleideten Jungfrau mit der Siegespalme, welche dieser furchtbaren Tragik nicht entsprechen, als schön darzustellen.

Der Minister des Kultus und Unterrichts hat dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung von der Aeußerung gemacht, die Professor Gumbel anläßlich eines Diskussionsabends des Sozialistischen Studentenbundes über das Kriegerdenkmal der deutschen Soldaten gemacht haben soll, zwecks Einleitung eines Verfahrens gegen Professor Dr. Gumbel auf Grund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 13. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatmäßigen Beamten.

Westdeutsche Akademische Rundschau Jahrg. 2 Nr. 11 S. 3

Kammersitzung vom 21. Juni 1932.

In der Kammersitzung der A.M.St. vom 21. Juni wurde zunächst ein Antrag der N.S.-Fraktion einstimmig angenommen, der folgenden Wortlaut hat:

„Die Kammer der A.M.St. hat mit Entrüstung Kenntnis genommen von den unglaublichen Ausführungen Gumbels auf dem Sprechabend der Marxistischen Studentengruppe („Das Kriegerdenkmal der deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegerpalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe"). Die A.M.St. spricht der Heidelberger Studentenschaft in ihrem Kampfe ihre volle Sympathie aus und geht mit ihr einig in der Forderung auf unverzügliche Entlassung Gumbels."

AUSSCHNITT VOM: 21. JUN 1932

Braunschweigische Landeszeitung, Braunschweig

Fort mit solchen Hochschulprofessoren!

Der Kampfausschuß der Deutschen Studentenschaft Heidelberg teilt uns mit:

„Der a. o. Professor Gumbel hat erneut die Ehre unserer deutschen Gefallenen schändlich verletzt. Noch stehen wir alle unter dem Eindruck der schweren Beleidigungen gegenüber unseren gefallenen Frontsoldaten, die nach seinen Worten „auf dem Felde der Unehre gefallen sind", und schon schmäht er durch folgenden, für den ganzen Vortrag grundlegenden Ausspruch aufs neue unsere Gefallenen:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg hat beim Senat der Universität sofortige Untersuchung gegen Herrn Gumbel beantragt. Wie das Telegraphen-Büro bekannt gibt, ist bereits ein Disziplinarverfahren eingeleitet."

Frankfurter Zeitung und Handelsblatt, Frankfurt a. M.

~~Mittagsausgabe~~ Morgenausgabe 21. VI 31

Ein neuer Fall Gumbel.

✝ Karlsruhe, Mitte Juni. Die Heidelberger „Nationalen" haben nun glücklich ihren neuen Fall Gumbel. Auf einem Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbundes soll Gumbel geäußert haben: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Es wird daraufhin von neuem die endliche Entfernung Gumbels von der Universität verlangt. Auch die badische Regierung ist eingeschritten: wie die amtliche „Karlsruher Zeitung" mitteilt, hat der Kultusminister von dem angeblichen Vorfall „sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung gemacht zwecks Einleitung des Verfahrens gegen Professor Dr. Gumbel auf Grund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 13. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatmäßigen Dozenten".

Inzwischen bestreiten sozialdemokratische Blätter, daß Gumbel die Aeußerung in dieser Form gemacht habe. Tatsächlich habe er dem Sinn nach folgendes ausgeführt: „In der Kriegszeit wurde der Hunger schließlich zum dem alles überragenden Gefühl. Die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel ist vor allem für die Arbeiterschaft die stärkste [illegible]rung an diese Zeit und daher ein Symbol für den ganzen Krieg. Heute aber versucht man den Krieg zu verklären und durch kitschige Denkmäler von der Art der leichtbekleideten Jungfrau mit der Siegespalme, welche dieser furchtbaren Tragik nicht entsprechen, als schön darzustellen." Auch unter denen, die die Kriegsgegnerschaft Gumbels teilen, wird die Kontrastierung, die Gumbel hier vornimmt, nicht nach jedermanns Geschmack sein. Wenn es aber einem akademischen Lehrer erlaubt sein muß, radikaler Pazifist zu sein — kann [illegible] Mangel an gutem Geschmack ein Grund zur [illegible] des Lehramts sein?

Funke 21/6.32

Ein neuer Fall Gumbel.

Professor E. J. Gumbel, der die kriegslustigen Leute und die Organisatoren des rechtsradikalen Bürgerkrieges oft in Wut versetzt hat, weil er über ihre Tätigkeit die Wahrehit, und zwar in Zahlen, gesagt hat, scheint neulich wieder einmal ihr Mißfallen erregt zu haben. Er soll in einer Versammlung das an sich nützliche Nahrungsmittel „Kohlrübe" in profane Verbindung zu dem geheiligten Massenmord gebracht haben, den eine perverse Denk- und Empfindungsart gern als „große Zeit" bezeichnet. Die nationalsozialistische Presse in Heidelberg hatte sich natürlich den Mund schäumig geredet über den Vaterlandsverräter.

Gumbel soll, wie heute mitgeteilt wird, etwa gesagt haben, und zwar in einer geschlossenen Versammlung und in freier Rede: „In der Kriegzeit wurde der Hunger schließlich zu dem alles überragenden Gefühl. Die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel, ist vor allem für die Arbeiterschaft die stärkste Erinnerung an diese Zeit und daher ein Symbol für den ganzen Krieg. Heute aber versucht man den Krieg zu verklären und durch kitschige Denkmäler im Stil der leichtbekleideten Jungfrau mit der Siegespalme, die dieser furchtbaren Tragik nicht entsprechen, als schön darzustellen."

Wenn man an dieser Darstellung überhaupt etwas aussetzen will, dann soll man sagen, daß sie den Krieg weitgehend schönfärberisch erläutert. Denn nicht in erster Linie der Hunger, sondern die Sinnlosigkeit war das Scheußliche an dieser menschlichen Geißel, die Ungerechtigkeit in der Belastung der Einzelnen, die unterschiedliche Behandlung insbesondere der Offiziere und „Leute", die nackte Profitsucht der Rüstungslieferanten, die alles Maß von Anständigkeit und Faßbarkeit übersteigende Gemeinheit und Verlogenheit der „blutigen Internationale", deren deutsche Vertreter gerade heute die Schützer Hitlers und seiner Trabanten sind, die deshalb nicht ertragen können, daß über den Krieg die Wahrheit gesagt wird, weil das heißt: ihnen die Maske von der durch Sadismus und Habgier verzerrten Fratze zu reißen. — Tun wir dies also! Lassen wir uns nicht beirren!

*

Vor einigen Jahren (am 16. Mai 1925) hatte die philosophische Fakultät der Heidelberger Universität einen Beschluß gefaßt über ihr Mitglied Dr. Gumbel, der bei ihnen Anstoß erregt hatte mit einer Aeußerung, in der er sich gegen die Annahme gewandt hatte, der Krieg sei das Feld der Ehre.

Zu der geistigen Leistung der philosophischen Fakultät hat s. Zt. Leonard Nelson Stellung genommen. Dieses Gutachten drucken wir hier ab, weil wir glauben, daß es Dr. Gumbel und vor allem der Wahrheit nützt.

„Das Auffallendste an dem Beschluß der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg ist die darin enthaltene Unklarheit. Man sucht vergeblich nach einem greifbaren Vorwurf, der Gumbel gemacht wird. In dem zweiten der beiden Gutachten, auf die sich der Beschluß der Fakultät stützt, heißt es ausdrücklich: „Wo dieser Idealismus in Frage kommt, hat er Mut, nicht nur die Zivilcourage, zu sagen, was er denkt, sondern den Mut zum Wagnis seines Lebens." Und die Fakultät selbst kommt, indem sie das Ergebnis der Gutachten und ihre eigene Meinung zusammenfaßt, zu dem Urteil, daß Gumbel sich keines Vergehens schuldig gemacht habe, das ein Einschreiten gegen ihn rechtfertige. Aber unmittelbar danach findet sich die Behauptung: „Dr. Gumbel hat durch sein Verhalten das Vertrauen, das seine Stellung erfordert, aufs Schwerste erschüttert."

Diese Unklarheit in der Beurteilung des Gumbelschen Verhaltens wird freilich begreiflich, wenn man in dem Gutachten liest, daß „es durchaus unbestimmt ist, was der Würde und dem Niveau der Universität entspricht." [1]) Die hiermit klar eingestandene Unfähigkeit, für die Beurteilung der Angelegenheit einen Maßstab zu finden, müßte die Fakultät folgerichtig dazu nötigen, sich jedes Urteils über die Persönlichkeit des Hochschullehrers Gumbel zu enthalten. Im Grunde tut sie dies auch; denn das in mannigfachen Wendungen wiederkehrende Urteil, „daß ihr die Zugehörigkeit Dr. Gumbels zu ihr als durchaus unerfreulich erscheint", ist überhaupt kein Urteil über Gumbel, sondern stellt nur die Gefühle persönlicher Abneigung der Fakultätsmitglieder fest.

Alles, was die Fakultät über solche Aeußerungen der Abneigung hinaus gegen Gumbel vorbringt, beschränkt sich darauf, daß er einen „geradezu elementaren Mangel an Takt" aufweise, einen Mangel, der darin zu Tage getreten sei, daß Gumbel „in keiner Weise das Bedürfnis empfand, durch Zurückhaltung der gegen ihn angehäuften Mißstimmung Rechnung zu tragen", daß er nicht im stande ist, „auch nur diejenigen Gefühle zu achten, die den weitaus überwiegenden Teil der Mitglieder der akademischen Korporation beseelen," und daß „auf den Frieden der Universität Rücksicht zu nehmen, sich still zu verhalten angesichts eines verbreiteten Unwillens, Provokationen zu vermeiden, seinen Gedanken selbst als Problem fern liegt".

Das Verschulden Gumbels besteht also darin, sich nicht um die in seiner Umgebung bestehenden Machtverhältnisse gekümmert zu haben. Ihn deshalb taktlos zu nennen, sollten gerade die vermeiden, die den bloßen Machtstandpunkt auch nicht immer gutheißen, z. B. dann nicht, wenn er von den Siegern im Weltkrieg eingenommen wird. Und es ist sicher nicht im Interesse der „nationalen Würde", diesen Machtstandpunkt in den akademischen Kreisen zu begünstigen, einen Standpunkt, der auf der einen Seite zum Faustrecht, auf der anderen Seite zum Duckmäusertum und zur Kriecherei führt.

Nun ist allerdings nicht jeder, der sich gegen die bestehenden Verhältnisse wendet, allein deswegen schon als ein Vertreter des Fortschritts zu begrüßen; es gibt Menschen, die eine gewisse Freude am bloßen Krakeelen haben. Daß indessen Gumbel zu diesen Menschen gehört, dafür bietet die Denkschrift der Fakultät keinen Anhalt. Vielmehr ist anzunehmen, daß er als bloßer Krakeeler keine Ursache hätte, den „Mut zum Wagnis seines Lebens" aufzubringen. Was Gumbel leitete bei seinen Handlungen, das war offensichtlich der Wunsch, die Wahrheit zur Geltung zu bringen. Und zu Zeiten, als es noch durchaus bestimmt war, „was der Würde und dem Niveau der Universität entsprach", galt dieses Ziel, die Erforschung und Verkündung der Wahrheit, als der vornehmste Zweck der Universität.

Aber mit der Veröffentlichung seiner beiden Schriften „Vier Jahre Mord" und „Verschwörer" hat Gumbel nicht nur der Wahrheit gedient. Und es ist auch nicht der dabei bewiesene Mut allein, was ihm an dieser Tat besonders hoch anzurechnen ist. Es lag auch im Interesse der „nationalen Würde" — deren Idee zu vertreten nach dem Urteil der Fakultät eine Aufgabe der Universität ist —, und es war eine große wahrhaft patriotische Tat, den Schändern der Nation, den Aposteln des Meuchelmords und der Klassenjustiz, rücksichtslos mit der Wahrheit entgegenzutreten.

Vergleicht man unbefangen die Kundgebung der Fakultät mit den Schriften Gumbels, so wird man es keineswegs für ausgemacht halten, daß, wie im Gutachten gesagt wird, Gumbel der Universität eine Position verdankt, „die ihm eine im Vergleich zu bloß privatem Dasein erhöhte Stellung gibt". Moralisch verleiht vielmehr Gumbel der Universität eine erhöhte Position, und ich will hoffen, daß das eintritt, wovor die Fakultät sich fürchtet, daß nämlich nicht die Universität Gumbel, sondern daß Gumbel der Universität ein Relief gibt."

Willi Eichler.

---

[1]) Man möchte nicht glauben, es mit der Kundgebung einer philosophischen Fakultät zu tun zu haben, wenn man in dem auf dieses Eingeständnis unmittelbar folgenden Satz liest, daß es „doch wohl als charakteristisch für Gumbel" anzusehen sei, „daß er Interessen der Universität eigentlich für sich nicht kennt".

AUSSCHNITT VOM: 2 1. [illegible] 1932

Schmitz, Gumbel, Einstein!

Moderne Erzieher unserer akademischen Jugend

Nochmals die Amtsenthebung des Braunschweiger Hochschul-Rektors.

Der Rektor der Technischen Hochschule zu Braunschweig, Professor Dr. Schmitz, war, wie berichtet, vor einiger Zeit seines Amtes enthoben und ein Dienstverfahren gegen ihn wegen gröblicher Verletzung seiner Amtspflichten eingeleitet worden. Wie nunmehr bekannt wird, hat Professor Schmitz über das ihm bisher zum Vorwurf Gemachte hinaus zwei amtliche Schriftstücke photographieren lassen und die Abzüge davon auswärtigen linksgerichteten Zeitungen zur Verfügung gestellt, damit diese gegen einen anderen Hochschulprofessor Stellung nehmen konnten und um im Zusammenhang damit auch den braunschweigischen Innenminister Klagges in der Oeffentlichkeit herabzusetzen. Das Dienstverfahren soll nun auch auf dieses Vergehen ausgedehnt werden.

*

Ein neuer Fall Gumbel?

Auf einem Ausspracheabend des Sozialistischen Studentenbundes zu Heidelberg soll der berüchtigte Professor Gumbel geäußert haben: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Es wird daraufhin von neuem die endliche Entfernung Gumbels von der Universität verlangt. Auch die badische Regierung ist eingeschritten: wie die amtliche „Karlsruher Zeitung" mitteilt, hat der Kultusminister von dem angeblichen Vorfall „sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung gemacht zwecks Einleitung des Verfahrens gegen Professor Dr. Gumbel auf Grund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 13. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatsmäßigen Dozenten".

Inzwischen bestreiten sozialdemokratische Blätter, daß Gumbel die Aeußerung in dieser Form gemacht habe. Tatsächlich habe er dem Sinn nach folgendes ausgeführt: „In der Kriegszeit wurde der Hunger schließlich zu dem alles überragenden Gefühl. Die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel, ist vor allem für die Arbeiterschaft die stärkste Erinnerung an diese Zeit und daher ein Symbol für den ganzen Krieg. Heute aber versucht man, den Krieg zu verklären und durch kitschige Denkmäler von der Art der leichtbekleideten Jungfrau mit der Siegespalme, welche dieser furchtbaren Tragik nicht entsprechen, als schön darzustellen." Auch unter denen, die die Kriegsgegnerschaft Gumbels teilen, so schreibt selbst die „Frankfurter Zeitung", wird die Kontrastierung, die Gumbel hier vornimmt, nicht nach jedermanns Geschmack sein. Wenn es aber einem akademischen Lehrer erlaubt sein muß, radikaler Pazifist zu sein — kann dann Mangel an gutem Geschmack ein Grund zur Entziehung des Lehramts sein?

Wir stehen allerdings im Gegensatz zur Frankfurterin auf dem Standpunkt, daß bei Gumbel ganz etwas anderes als „Mangel an gutem Geschmack" vorliegt!

AUSSCHNITT VOM: 2 1. JUN. 1932

Leipziger Neueste Nachrichten

Verfahren gegen Gumbel

Von der Pressestelle beim badischen Staatsministerium wird mitgeteilt: „In verschiedenen Heidelberger Zeitungen wurde die Nachricht verbreitet, Privatdozent Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg habe in einem Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbundes in Heidelberg am 27. März 1932 u. a. folgendes ausgeführt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Der Minister des Kultus und Unterrichts hat hiervon sofort dem für ein Untersuchungsverfahren zuständigen Senat der Universität Heidelberg Mitteilung gemacht zwecks Einleitung des Verfahrens gegen Professor Dr. Gumbel auf Grund der Verordnung des Ministers des Kultus und Unterrichts vom 13. Januar 1921 über die Entziehung der Lehrberechtigung der an den Landesuniversitäten habilitierten nichtetatmäßigen Dozenten."

Dieser Hinweis bedeutet zwar noch nicht, daß tatsächlich ein Verfahren mit dem Ziel der Entziehung der Lehrberechtigung eingeleitet wird. Es ist jedoch erfreulich, daß Gumbel sich jedenfalls einmal amtlich zu verantworten hat. Die Schriftleitung der Zeitung „Der Heidelberger Student" teilt mit, daß sich ihr Bericht auf drei eidesstattliche Erklärungen stütze.

Die Sozialistische Studentenschaft veröffentlicht ihrerseits folgende Erklärung: „Die Sozialistische Studentenschaft Heidelberg lud ihre Gesinnungsfreunde durch einen Anschlag am schwarzen Brett zu einer Veranstaltung, in deren Mittelpunkt ein Referat des Prof. Dr. Gumbel stand, ein. Dabei erklärte Professor Gumbel etwa: „Für mich ist das Denkmal des Krieges (nicht Kriegerdenkmal) nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern die Schrecken und Leiden des Krieges werden viel besser durch eine Kohlrübe verkörpert."

*

Auch in dieser abgeschwächten Form ist die Aeußerung Gumbels aufs schärfste zu verurteilen, und es ist zu hoffen, daß die badische Unterrichtsverwaltung mit Herrn Gumbel nun endlich einmal Fraktur redet.

AUSSCHNITT VOM: 2 2. JUN. 1932

Weser-Zeitung, Bremen

Morgenausgabe

Ein „deutscher" Professor

Aus Heidelberg erhalten wir von dem Kampfausschuß der Deutschen Studentenschaft folgende Zuschrift:

Der a. o. Professor Gumbel hat erneut die Ehre unserer deutschen Gefallenen schändlich verletzt. Noch stehen wir alle unter dem Eindruck der schweren Beleidigungen gegenüber unsern gefallenen Frontsoldaten, die nach seinen Worten „auf dem Felde der Unehre gefallen sind", und schon schmäht er durch folgenden, für den ganzen Vortrag grundlegenden Ausspruch aufs neue unsere Gefallenen:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg hat beim Senat der Universität sofortige Untersuchung gegen Herrn Gumbel beantragt. Wie das Telegraphen-Büro bekannt gibt, ist bereits ein Disziplinarverfahren eingeleitet.

Protestkundgebung gegen Gumbel

Freitag, 24. Juni, abends 20.30 Uhr in der Stadthalle.

Es sprechen für die Studentenschaft:

cand. jur. Richard Scherberger und cand. med. Karl Doerr

Ferner:

Exzellenz von Reichenau, Kaiserl. Gesandter a. D. und
Gauleiter Robert Wagner, Karlsruhe.

Deutsche Bevölkerung Heidelbergs! Kommilitonen! Kommilitoninnen!
Kämpft mit uns für die Entfernung Gumbels von unserer Universität!

Deutsche Studentenschaft
Nat.-Soz. Deutscher Studentenbund
Hochschulgruppe Heidelberg

Volksgem. 24/6.32.

Ausschnitt vom: 23. JUN 1932

Berliner Lokalanzeiger

Morgenausgabe

„Idealistischer" Symbolist.

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Gumbel, Extraordinarius für Statistik, Mathematik und Soz. Politik an der Universität Heidelberg.

*

Herr Professor Gumbel, der seine geistige Wesensverbundenheit mit den deutschen Frontsoldaten schon einmal kundgetan hat, indem er die schönen Worte gebrauchte, sie seien „auf dem Felde der Unehre gefallen", hat es trotz der damaligen Proteste für nötig befunden, auch noch den obigen lapidaren Satz in einem Vortrag auszusprechen.

Die „Deutsche Studentenschaft Heidelberg" hat beim Senat Untersuchung, die Fakultät — wie wir von einer Seite erfahren — das Disziplinarverfahren beantragt. Diejenigen, denen zum Gedächtnis Herr Gumbel eine Kohlrübe errichten will, würden zwar gerne auf jedes Disziplinarverfahren vor dem grünen Tisch verzichten. Sie waren Soldaten und wüßten einem solchen „Kameraden" seinen Symbolismus schon durch deutliche Handschrift auszutreiben. Herr Gumbel, der u. a. ein Werk über „Politische Ideale" ins Deutsche übertragen hat (Prof. Einstein hat es eingeleitet, anscheinend also ist es „relativ"), mag ja kurzsichtig und der Meinung sein, daß irgendwo in deutschen Landen leichtbekleidete erzene Jungfrauen mit „Siegespalmen" wedeln. Leider hat der Geist, der sich der Gumbels aller kriegführenden Staaten bedient, es verhindert, daß wir Deutsche Siegesdenkmäler errichten könnten.

Die Kohlrübe aber, mit der Herr Gumbel höchstwahrscheinlich die Entbehrungen symbolisiert wissen will, denen Front und Heimat ausgesetzt waren, ist so verächtlich nicht. Denn die Kanonen, vor deren Schüssen die bewußten Gumbels nicht davonlaufen, kann man ja höchstens mit Kohlrüben laden. Erreichen die Geschosse ihr Ziel, so wird man eines nicht mehr vom andern unterscheiden können; besonders dann nicht, wenn's ins Gesicht trifft.

g. ste.

So sieht er aus!

Volksgem. 23/6.32

Dr. kohlrübis Emil J. (Jsidor?) Gumbel

bislang noch a. o. Professor an der Heidelberger Universität, wozu ihn sein Gesinnungsfreund Dr. med h. c. Adam Remmele in seiner segensreichen Tätigkeit als badischer Kultusminister gemacht hat.

Er ist ob seiner wissenschaftlichen Fähigkeiten besonders von sowjetrussischen Behörden hochgeschätzt und wird vom gesunden Teil der deutschen Nation verachtet wegen seiner gemeinen Ausfälle gegen den deutschen Wehrgeist. Er beschimpfte die Gefallenen des Weltkrieges durch sein Wort vom „Felde der Unehre" und für ihn ist „eine große Kohlrübe" das geeignete Kriegerdenkmal! So sieht er in der Badehose aus. Sein böser Blick gilt unserem SA-Mann, der ihn knipste. Sonst aber **die lebendige Verkörperung des Pazifismus!**

Ausschnitt vom: 23. JUN 1932

Der Reichsbote, Berlin

Der sattsam bekannte Herr Gumbel hat sich eine neuerliche Schmähung unserer gefallenen Heldensöhne zuschulden kommen lassen, die sich würdig an seine viel zitierte Aeußerung „Die deutschen Soldaten sind auf dem Felde der Unehre gefallen" anreiht. Herr Gumbel hat anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studenten-Bundes im „Artushof" zu Heidelberg seinen Ausführungen folgendes schamlose Motto vorangestellt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Und so etwas nennt sich Professor und kann auf deutsche Studenten losgelassen werden! Es ist an der Zeit, daß die Heidelberger Dozentenschaft endlich einmal in aller Oeffentlichkeit erklärt, daß sie nicht gewillt ist, diesen am Verfassungstag 1930 von dem damaligen Kultusminister Remmele zum Professor der Heidelberger Universität ernannten Mann noch länger in ihren Reihen zu dulden. Man erinnert sich unwillkürlich dabei, wie der Fall Dehn, der auch nicht im entferntesten an diesen Fall Gumbel heranreichen konnte und bei dem es sich im letzten Grunde um eine Kette unglückseliger Mißverständnisse handelte, mit einer bestimmt nicht maßvollen Leidenschaft in die Oeffentlichkeit gezerrt worden ist. Gerade weil der Fall Gumbel auf einer ganz anderen Ebene liegt, wäre ein sofortiges Eingreifen im Interesse der Reinlichkeit des deutschen Geisteslebens an den deutschen Universitäten eine Ehrenpflicht! Wie wir erfahren, hat die Deutsche Studentenschaft Heidelbergs beim Senat der Universität eine sofortige Untersuchung gegen Herrn Gumbel beantragt. Erfreulicherweise ist auch bereits ein Disziplinarverfahren eingeleitet worden. Eine Universität, die auf Sauberkeit sieht, hat die Pflicht, sich von derartigen Geistesgrößen zu befreien!

v. S.

Ausschnitt vom: 22. JUN 1932

Rhein.-Westf. Zeitung, Essen

1. Ausgabe

Kleine Nachrichten

Die „Deutsche Studentenschaft", Heidelberg, schreibt uns: „Der a. o. Professor Gumbel hat erneut die Ehre unserer deutschen Gefallenen schändlich verletzt. Noch stehen wir alle unter dem Eindruck der schweren Beleidigungen gegenüber unseren gefallenen Frontsoldaten, die nach seinen Worten „auf dem Felde der Unehre gefallen sind", und schon schmäht er durch folgenden, für den ganzen Vortrag grundlegenden Ausspruch aufs neue unsere Gefallenen: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg hat beim Senat der Universität sofortige Untersuchung gegen Herrn Gumbel beantragt." Wie das Telegr.-Büro bekannt gibt, ist bereits ein Disziplinarverfahren eingeleitet.

Ausschnitt vom: 24. JUN 1932

Der Mittag, Düsseldorf

„Aufbau einer einheitlichen Arbeiterfront."

Ein Aufruf der Linken.

Berlin, 24. Juni. (Drahtb.) Eine Reihe bekannter Leute der Linken will in Kürze einen Aufruf „an alle Kräfte, die sich in der Ablehnung des Faschismus einig sind", erlassen. Der Appell fordert durch die Tat zum 31. Juli, also durch die Wahlen zum Reichstag, zum „Aufbau einer einheitlichen Arbeiterfront" auf, und mahnt dringend, „zu helfen, daß ein Zusammengehen der Sozialdemokraten und der kommunistischen Partei für diesen Wahlkampf zustande kommt, am besten in der Form gemeinsamer Kandidatenlisten, mindestens jedoch in der Form von Listenverbindung, insbesondere in den großen Arbeiterorganisationen. Nicht nur in den Parteien kommt es darauf an, hierzu allen erforderlichen Einfluß aufzubieten". Unter den Unterschriften fallen folgende Namen auf: Anton Erkelenz, von Schönaich, Heinrich Mann, Erich Zeigner, Professor Einstein, Professor Gumbel.

Der Deutsche Spiegel, Berlin 24.VI.32.

Vom Dachgarten gesehen.

Republikanische Jugendbildner. Die deutsche Oeffentlichkeit hatte schon wiederholt Veranlassung, sich mit einem gewissen Gumbel zu beschäftigen, weil dieser Mann des Friedens den Gottesfrieden der vor dem Feinde gefallenen Deutschen durch die niederträchtige Behauptung störte:

„Ihr seid auf dem Felde der Unehre gestorben."

Es ist belanglos, was irgendein Gumbel über Deutschland, über Deutschlands Krieg oder über Deutschlands Helden sagt. Es ist aber nicht belanglos, was dieser Gumbel sagt, der von der Badischen Regierung, in die sich die Sozialdemokraten und das Zentrum brüderlich teilen, zum Erzieher der Jugend bestellt ist. Und es ist erst recht nicht belanglos, daß er trotz seiner widerlichen Aeußerung im Amte bestätigt wurde. Den Heidelberger Studenten, die sich von diesem Manne ohne Anstand und Takt, der niemals die Grenzen einzuhalten versteht, die ihm sein Amt zieht, nicht belehren lassen wollten, wurde der Mund verboten. Dadurch ermutigt, hat sich der würdige Herr jetzt zu einer neuen Gemeinheit hinreißen lassen. In einer sozialdemokratischen Versammlung sagte er: man suche die Erinnerung an den Krieg dadurch wach zu halten, daß man leicht bekleidete weibliche Wesen aufs Postament stelle; das einzige richtige Kriegsdenkmal sei das Abbild einer Kohlrübe in Stein oder Erz. — Allerdings, Materialisten, wie Herr Gumbel einer ist, mögen von dem Kriegsgeschehen nur in Erinnerung behalten haben, daß einmal auf ihren Tellern neben dem Braten an Stelle der Kartoffeln eine Kohlrübe gelegen hat. Den Gumbeln und Pest-Segern mag es unerträglich sein, daß auch sie sich einmal für die Allgemeinheit Entbehrungen auferlegen, ja überhaupt etwas tun mußten, was nicht die Selbstsucht von ihnen verlangte. Daß so etwas ihnen im Kriege zugemutet wurde, bringt sie noch heute in Harnisch und legt ihnen Schimpfworte in den Mund. Diese Schicht „deutscher Intellektueller", deren sozialer Dünkel und Deutschenhaß durch ihre unaufrichtige Popularitätshascherei nicht verdeckt werden kann, verliert noch jetzt, 18 Jahre nach dem Kriegsausbruch, jede Urteilsfähigkeit und Selbstbeherrschung, weil sie einmal — und nicht nur auf dem geduldigen Papier — mit dem Volke unmittelbar zusammenleben mußten. Nun können sie nicht anders: der in ihnen aufgestapelte kalte Haß ergießt sich gelegentlich immer wieder in keifenden Ansprachen über ihre Zunge. Ein Skandal bei alledem ist nur, daß derart unbeherrschte und urteilsunfähige Männer in der deutschen Republik zu Erziehern, Lehrern und Vorbildner bestellt werden. Ein Gumbel gehört nicht auf das Katheder. Er mag in die Volksversammlungen der „Eisernen Front" passen, wo der Klassenkampf und der Klassenhaß Orgien feiert. Er mag vielleicht auch noch in den Reichstag passen; die einstmals stärkste Partei Deutschlands sollte ihm einen Platz neben Seger im Reichstag einräumen. Dann könnten die beiden dort Wettkämpfe in der Verächtlichmachung der deutschen Männer veranstalten, die bereit sind, sich für ihr Vaterland selbst aufzuopfern. Das Zentrum, das Gumbel als Hochschullehrer toleriert und gegen seine Tätigkeit als Jugendbildner nichts einzuwenden hat, wird ihn auch als Mitglied der verbündeten Partei im Reichstag begrüßen.

Deutsche Zeitung, Berlin

Von Chi-yin-Chen bis Einstein

Abendausgabe 24. 6. 32.

Was die Leute doch so Sorgen haben heutzutage! Der Verf[...]gswahn „unserer Leut" nimmt nachgerade zwerchfellerschütternde Formen an. Jetzt haben die Leuchten der öffentlichen Meinung des anderen Deutschlands einen Angstaufruf vom Stapel gelassen, indem die Sozialdemokraten und die KPD. beschworen werden, im Wahlkampf den „Feind rechts" durch ihren Zusammenschluß zu zerschmettern. Alle Kräfte, die „in der Ablehnung des Faschismus einig" seien, sollen die Muskeln straffen.

Unter den starken Männern dieses neuesten Vereins zur Beruhigung gewisser Staatsbürger findet man neben der Unterschrift eines chinesischen Antifaschistenjägers Chi-yin-Chen den Namen des unvermeidlichen Herrn Einstein. In zwangsloser Reihe folgen dann u. a.: Anton Erkelenz, Kurt Großmann, E. J. Gumpel, Kurt Hiller, Otto Lehmann-Rußbüldt, Heinrich Mann, Paul Oestreich, Franz Oppenheimer, Theodor Plivier, Paul Freiherr von Schoenaich, Ernst Toller, Erich Zeigner.

Wir schlagen den Herren Einstein, Oppenheimer, Schoenaich und Konsorten vor, Herrn Chi-yin-Chen zum Fahnenträger dieses Vereins zu ernennen. Vielleicht kann er ihnen gleichzeitig preiswerte Jiu-Jitsu-Kurse vermiteln.

AUSSCHNITT VOM: 24. JUN. 1932

Deutsche Allgemeine Zeitung, Berlin SW 68

Abendausgabe

Für das Zusammengehen von SPD und KPD

Eine Reihe von Persönlichkeiten der Wissenschaft und Politik haben einen Aufruf erlassen, in dem für die bevorstehenden Reichstagswahlen ein Zusammengehen der sozialdemokratischen und kommunistischen Partei — am besten in der Form gemeinsamer Kandidatenlisten, mindestens jedoch in der Form von Listenverbindungen — gefordert wird. Der Aufruf ist unter anderem unterschrieben von: Professor Einstein, Anton Erkelenz, Kurt Großmann, E. J. Gumbel, Maria Hodann, Erich Kästner, Käthe Kollwitz, Otto Lehmann-Rußbüldt, Heinrich Mann, Paul Oestreich, Franz Oppenheimer, Paul Freiherr v. Schöneich, Helene Stöcker, Ernst Toller, Erich Zeigner.

*

Recht interessante Unterschriften — aber die Spaltung des proletarischen Marxismus in zwei Parteien, wird wohl doch noch aufrechterhalten werden, wenigstens bis zur Reichstagswahl . . .

S.A. 2 24.VI.32

Heidelberg

Professor Gumbel ist einer der ganz wenigen aktiven sozialistischen Gelehrten, die noch an deutschen Universitäten lehren. Seit Jahren wird gegen ihn gehetzt, mit dem Ziel, ihn aus dem Amt zu entfernen. Gumbel hat den Nacken nie gebeugt, aus seinem Herzen keine Mördergrube gemacht. Drei Disziplinarverfahren, zu deren Einleitung seine nationalistischen Kollegen mit seltenem Eifer hetzten, hat er im Amt überdauert. Jetzt geht von den Nazis eine neue Aktion los. Gumbel hat in einer geschlossenen Veranstaltung sozialistischer Studenten die üblichen Kriegerdenkmäler (leichtbekleidete Jungfrauen mit Palmenwedel) als unangemessen bezeichnet. Symbol des Krieges von 1914—1918 sei vielmehr die Kohlrübe . . . Darin sahen die Nazis eine Verunglimpfung ihrer Kriegertugenden, und da die unanfechtbare Wendung ihren Zwecken nicht dienen kann, so haben sie sie ein wenig umgefälscht und krebsen auf diese Art gegen den verhaßten Professor. Der Senat der Universität Heidelberg, mit dem Gumbel gestraft ist, soll sich schon veranlaßt gesehen haben, das fällige Disziplinarverfahren einzuleiten.

82. „Heidelberger Neueste Nachrichten" — „Heidelberger Anzeiger"

Der Fall Gumbel.

24. 6. 32.

Seit Jahren schon geht der Kampf gegen Dr. Gumbel. Man weiß, wie seine Aeußerung vom „Felde der Unehre" wirkte, aber man kennt auch den vergeblichen Kampf gegen sein Verbleiben an der Universität, solange die Kultusminister der Linken ihn stützten und Remmele ihn sogar zum Professor beförderte. Fast alle waren gegen ihn, Senat und Fakultät erklärten sich gegen ihn, — aber Gumbel blieb!

Jetzt kommt von neuem, obgleich Gumbel vor einiger Zeit seinen Rückzug von der Politik ankündigte, eine Aeußerung, die — wie sie im Einzelnen auch gelautet haben mag — eine weitere schlimme Entgleisung darstellt, die nicht scharf genug verurteilt werden kann. Vor allem fühlen sich wieder die Kriegsteilnehmer getroffen, die sich von einem beamteten Lehrer der studentischen Jugend nicht die Ideale verhöhnen lassen wollen, für die sie kämpften und für die Millionen fielen oder verwundet wurden. Die Untersuchung in diesem neuen Fall ist sofort eingeleitet worden, und zwar — wie in der Presse bereits mitgeteilt wurde — auf Wunsch des Senats und der philosophischen Fakultät, der Gumbel angehört, der Stellen also, die sich auch früher schon gegen ihn ausgesprochen hatten. Die Ergebnisse werden hoffentlich bald gefunden und bekanntgegeben, denn es geht hier um den Ruf der Universität. Nicht nur Baden, sondern ganz Deutschland kennt ja den Fall Gumbel längst und sieht bei jeder neuen Affäre Gumbel verwundert auf Heidelberg, wo die Regierung bisher den von so vielen für nötig gehaltenen Schritt nicht tat. Nur einer tut, als ginge ihn das Ganze nichts an: Dr. Gumbel. Er fühlte sich gestützt und gesichert durch seine Parteigenossen und lächelte wohl spöttisch zu allen Aeußerungen gegen seine Person. Ob es noch einen anderen Dozenten gibt, der geblieben wäre, nachdem sich der Senat und die Fakultät gegen sein Verbleiben ausgesprochen hatten?

Es ist zu verstehen, daß gerade auch die national empfindende Studentenschaft in Heidelberg sich gegen einen Mann wie Gumbel wehrt, daß sie immer von neuem versucht, ihn loszuwerden, und daß sie besonders jetzt wiederum energisch seinen Abgang fordert unter Berufung auf die Aeußerung, die man ihm vorwirft. Das alles ist, wie gesagt, selbstverständlich. Aber man muß auch fordern, daß dieser Kampf, den viele Tausende beobachten, unter Wahrung akademischer Formen geführt wird und daß alle Aeußerungen und Angriffe der Wahrheit entsprechen, alle Behauptungen beweisbar sind. Die Kämpfenden dürfen nicht, wie es dieser Tage in einem Flugblatt geschah, die Professoren der Universität allgemein in einer Weise angreifen und verdächtigen, die gewiß auch von vielen nationalen Studenten nicht geteilt wird, zumal es längst bekannt war, daß Senat und Fakultät sofort die Untersuchung beantragt hatten. Der Kampf gegen Gumbel darf Gumbels Verteidigern kein willkommenes Material liefern, darf vor allem nicht durch falsche Führung diejenigen im Lehrkörper und im Senat, die diesen Kampf unterstützen, in eine falsche Richtung drängen, und er muß vor allem — wie wiederholt sei — in einwandfreien Formen ausgetragen werden. Er ist übrigens auch ein Kampf, der innerhalb der Hochschule, also ihrer Angehörigen und ihrer Aufsichtsbehörde, auszutragen ist, selbst wenn die Oeffentlichkeit ausführlich von ihm Notiz nimmt und ihn unterstützt. Die Gegenpartei wartet auf Blößen, die ihr Waffen in die Hand geben, und ihr kann es nur recht sein, wenn falsche Taktik Gumbel zum Märtyrer macht.

Die „Heidelberger Neuesten Nachrichten" waren f. Zt. die erste Zeitung, die gegen die Aeußerung vom Felde der Unehre scharf Stellung nahm; sie haben immer und wieder Gumbels Abgang gefordert, sie halten ihn jetzt noch mehr als früher für unbedingt nötig und für — selbstverständlich. Man wird uns daher, wenn wir jetzt klares Vorgehen fordern, bestimmt keine Parteinahme für Gumbel vorwerfen können.

Fridericus, Berlin

Herr Gumbel

Emil Gumbel, diese jüdische Leuchte an der ehrwürdigen Universität Heidelberg, ist der Oeffentlichkeit nicht ganz unbekannt. Er bemüht sich seit Jahren, die Welt wissen zu lassen, daß das, was er als Pazifismus versteht, unbedingt in Haß gegen das eigene Vaterland ausarten muß. Deshalb schrieb er mit anderen gleichgestimmten Seelen zusammen ein Weißbuch über die Schwarze Reichswehr. Er verfaßte ein mehr durch große Phantasie als durch Wahrheit ausgezeichnetes Klagelied über Fememorde. Er nahm sich die Freiheit, in einer öffentlichen Rede zu behaupten: „Die Frontsoldaten sind auf dem Felde — ich will nicht sagen der Unehre — gefallen!"

Diese nur aus Angst vor der Verantwortung verklausulierte Beleidigung der deutschen Frontsoldaten ist Herrn Gumbel recht gut bekommen. Er wurde im August 1930 von dem damaligen badischen Kultusminister Remmele, der selbstverständlich der Sozialdemokratischen Partei angehört, zum Professor an der Heidelberger Universität ernannt. Dort wirkt er nun zur Freude seiner Genossen und redet über Menschenrechte, Weltfrieden und andere sagenhafte Dinge.

Kürzlich hielt der Universitätsprofessor Dr. Gumbel vor dem Sozialistischen Studentenbund in Heidelberg eine Rede. In dieser Rede sagte er: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine, einzige große Kohlrübe." Herr Gumbel verrät auch mit diesen Ausdrücken, daß er ein Mann von sehr schlechtem Geschmack ist. Er verrät aber noch mehr, nämlich die Tatsache, daß er ungeeignet und unwürdig ist, Lehrer deutscher akademischer Jugend zu sein. Wer die deutschen Frontsoldaten beleidigt, der beleidigt auch die deutsche akademische Jugend. Denn die deutsche akademische Jugend ist mit den Kameraden aus allen Schichten des Volkes freudig in den Krieg gezogen. Die deutsche akademische Jugend hat Blutopfer über Blutopfer gebracht. Und das Lied von Langemarck wird noch erklingen, wenn von einem Gumbel längst nicht mehr die Rede ist.

Darum hat der Führer der badischen Nationalsozialisten, Robert Wagner, durchaus recht, wenn er von der badischen Regierung fordert, daß sie Gumbel aus dem Amte entfernt.

F. C. Holtz

Volksgemeinschaft, Heidelberg

Stadt Heidelberg.

24.6.32.

Heidelberg, den 24. Juni 1932

Heute abend wird die Deutsche Studentenschaft Heidelbergs erneut zum Protest gegen den Kohlrüben-Gumbel aufrufen. Wir empfehlen, sich möglichst zeitig einen Platz in der Stadthalle zu sichern, da der Besuch der Kundgebung sehr stark werden wird.

Wir brachten in unserer gestrigen Ausgabe das wohlgetroffene Konterfei des Gumbel, auf dem er mit dem Lendenschurz bekleidet ist, wie weiland die Juden am Jordan. Gestern abend 7 Uhr wurde der Genosse Gumbel gesichtet, wie er in Begleitung einiger anderer auf der Straße stehend, mit wissendem Gesichtsausdruck sein edles Ponim betrachtete.

Wie man uns wissen läßt, beabsichtigt Genosse Gumbel unauffällig Heidelberg zu verlassen. Die Koffer sollen bereits gepackt sein. Wir haben nicht die Absicht, ihn in Heidelberg zurückzuhalten. Vielleicht wendet sich Gumbel am besten nach Rußland. Dort sollte er in einem Fabrikbetrieb als Arbeiter eintreten, damit ihm die Segnungen des Sowjet-Systems auch voll zuteil werden! Immerhin ist es bedauerlich, daß Leute wie Gumbel noch vor der verdienten Abrechnung über die Grenze gehen können.

„Reichsbanner-Führer" für Einheitsfront mit Rotmord.

24.6.32.

Ein dringender „Appell". — Heinrich Mann ist auch dabei.

Wie wir erfahren, ist von führenden Männern der Linksfront soeben ein „dringender Appell" beschlossen worden, in dem es u. a. wörtlich heißt:

„Die Vernichtung aller persönlichen und politischen Freiheit in Deutschland steht unmittelbar bevor, wenn es nicht in letzter Minute gelingt, unbeschadet von Prinzipien-Gegensätzen alle Kräfte zusammenzufassen, die in der Ablehnung des Faschismus einig sind. Die nächste Gelegenheit dazu ist der 31. Juli. Es gilt, diese Gelegenheit zu nutzen und endlich einen Schritt zu tun zum Aufbau einer einheitlichen Arbeiterfront, die nicht nur für die parlamentarische, sondern auch für die weitere Abwehr notwendig sein wird. Wir richten an Jeden, der diese Ueberzeugung mit uns teilt, den dringenden Appell, zu helfen, daß ein Zusammengehen der Sozialdemokratischen und Kommunistischen Partei für diesen Wahlkampf zustande kommt, am besten in der Form gemeinsamer Kandidatenlisten, mindestens jedoch in der Form von Listenverbindung. Insbesondere in den großen Arbeiterorganisationen, nicht nur in den Parteien kommt es darauf an, hierzu allen erforderlichen Einfluß aufzubieten. Sorgen wir dafür, daß nicht Trägheit der Natur und Feigheit des Herzens uns in die Barbarei versinken lassen!

Die Zustimmungserklärungen zu diesem Aufruf werden erbeten an: Erkelenz und Kurt Großmann."

Unterzeichnet

ist dieser „dringende Appell" u. a. von Anton Erkelenz, Mitglied des Reichsbanners, und Walter Hammer, Mitglied des Reichsausschusses des Reichsbanners, in dessen Zeitschrift „Junge Menschen" bekanntlich der Reichswehr gedroht wurde, daß ihr in einem kommenden Kriege vom Reichsbanner das „Genick gebrochen" würde. Des weiteren finden sich die Namen des Reichsbannerführers von Schönaich, Lehmann-Rußbüldt, Heinrich Mann u. a. m. Besonders bezeichnend ist, daß sich auch der berüchtigte Herr Erich Zeigner sowie der unrühmlichst bekannte Professor Gumbel unter den Aufrufenden befinden.

Antifaschistische Einheitsfront?

Badener Volkszeitung, Abendausg. 24.6.32.

Ein Aufruf für Zusammengehen von S.P.D. und K.P.D.

Eine Reihe von Persönlichkeiten der Wissenschaft und Politik haben einen Aufruf erlassen, in dem für die bevorstehenden Reichstagswahlen ein Zusammengehen der Sozialdemokratischen und Kommunistischen Partei — am besten in der Form gemeinsamer Kandidatenlisten, mindestens jedoch in der Form von Listenverbindungen — gefordert wird. Der Aufruf ist unter anderem unterschrieben von: Professor Einstein, Anton Erkelenz, Kurt Großmann, E. J. Gumbel, Maria Hodann, Erich Kästner, Käthe Kollwitz, Otto Lehmann-Rußbüldt, Heinrich Mann, Paul Oestreich, Franz Oppenheimer, Paul Freiherr von Schoeneich, Helene Stöcker, Ernst Toller, Erich Zeigner.

Stadthalle, be[...] ...eine Herren, wir br[...] ...schaft Heidelberg. Wir erinnern uns des [illegible] Flaggenmeeres, in welches die Hauptstraße aus diesem Anlaß getaucht war. Die D.St.H., in der Hauptsache gestützt von den nationalen Korporationen und dem Nationalsozialistischen Deutschen Studentenbund, ging sofort an die sachliche Arbeit. Hiervon zeugen die vielen Kundgebungen, Fackelzüge, Vorschläge an die Universität, Danzig-Ausstellung, Studentenbühnenbund und die eindrucksvolle Langemarckfeier für die gefallenen Kommilitonen. Nicht vergessen ist auch der Kampf, der anläßlich der Ernennung Herrn Gumbels zum Professor von der Studentenschaft geführt wurde, und der schließlich den Erfolg hatte, daß auch die Philosophische Fakultät und die Universität gegen die Regierung Stellung nahm. Eine Entfernung Gumbels aber von der Universität scheiterte an der schwarz-roten Mehrheit des Badischen Landtages. Die Arbeit der Deutschen Studentenschaft Heidelberg war getragen vom Geist des nationalen Wiederaufbaues und von der Verantwortung gegenüber den Frontstudenten. Ihr heiliges Erbe ist uns das große Werk der „Deutschen Studentenschaft", die Zusammenfassung aller Studentenschaften Großdeutschlands.

Niemals vergessen wir, daß uns auch mehrere Professoren [...]

Heidelberg, den 24. Juni 1932, Nr. 4. Sommer-Semester 1932 (70. ...

der heidelberger Student

HERAUSGEGEBEN VON DER DEUTSCHEN STUDENTENSCHAFT HEIDELBERG

Verantwortlicher Schriftleiter: Fritz Sturm, theol., Heidelberg. Geschäftszimmer der D.St.H., Theaterstraße 16, Fernsprecher Nr. 3224. Druck u. Anzeigenannahme: Druckerei Winter, Heidelberg, Lutherstr. 55 Fernsprecher 2965. — Postscheckkonto Nr. 115 21 Karlsruhe in Baden.
Die Abgabe an die Studierenden und Dozenten der Universität Heidelberg erfolgt unentgeltlich.
Bezug für Nichtstudierende durch den Buchhandel oder Verkaufsstellen. Einzelpreis 10 Pfg.

„In der Entwaffnungsfrage hätte die Entente schärfer vorgehen dürfen!“

In seinem Buche „Vier Jahre politischer Mord“ hat Gumbel eine derart deutschfeindliche Einstellung, daß es wert erscheint, alle Kommilitonen über seine Gedanken aufzuklären. In dem Absatz „Der Friede von Versailles“ schreibt er wörtlich:

„Eine wesentliche Ursache an diesen Zuständen ist auch die imperialistische Politik der Entente.

Dem besiegten kaiserlichen Deutschland des 5. Oktober stellte die Entente mit Recht die denkbar schärfsten Waffenstillstandsbedingungen.

Aber auch nach der Revolution hat die Entente die ursprünglichen Bedingungen aufrecht erhalten, ja sie noch verschärft. Dies war für eine mögliche deutsche Revolution ein schwerer Schlag. Denn es war die Hoffnung aller geistig Selbständigen in Deutschland, die Entente werde beim Sieg ihr Wort wahr machen, dieser Krieg gelte nicht dem deutschen Volke, er gelte nur einem innerlich zermürbten Feudalismus, der den Frieden der Welt bedrohe. Die Mehrzahl der Deutschen muß also der Opposition mißtrauen, die ihnen die Sache der Entente als gerecht darstellte.

Die Entente hat nichts getan, um die ehrlichen Kämpfer auf der anderen Seite, wie Eisner, zu unterstützen.

Dadurch hat sie die Reaktion verstärkt und selbst dazu beigetragen, daß nach der Revolution

vielfach die alten Leute an der Spitze

blieben.

Am stärksten hat der Friedensvertrag von Versailles den Nationalismus wieder geweckt.

Was man ihm vor allem vorwerfen muß, ist die Tatsache, daß er ein Diktatfrieden ist, daß er Deutschland mehr schädigt, als er der Entente nützt“.

Kommentar: Für Gumbel ist danach die Hauptsache, daß die Entente allen nur denkbaren Nutzen aus Deutschland zieht und er bedauert dabei, daß bei den überspannten Forderungen von Versailles sich viele parteilich getrennte Deutsche endlich auf ihr Deutschtum besonnen.

„Der Idee des verletzten Rechtes ist keineswegs Genüge geleistet worden, indem Elsaß-Lothringen auf Grund des angeblichen historischen Rechtes an Frankreich kam. Eine Volksabstimmung hätte den lebendigen Willen der Bevölkerung ergeben und hätte gleichzeitig den imperialistischen Schreiern in Deutschland den Mund gestopft.

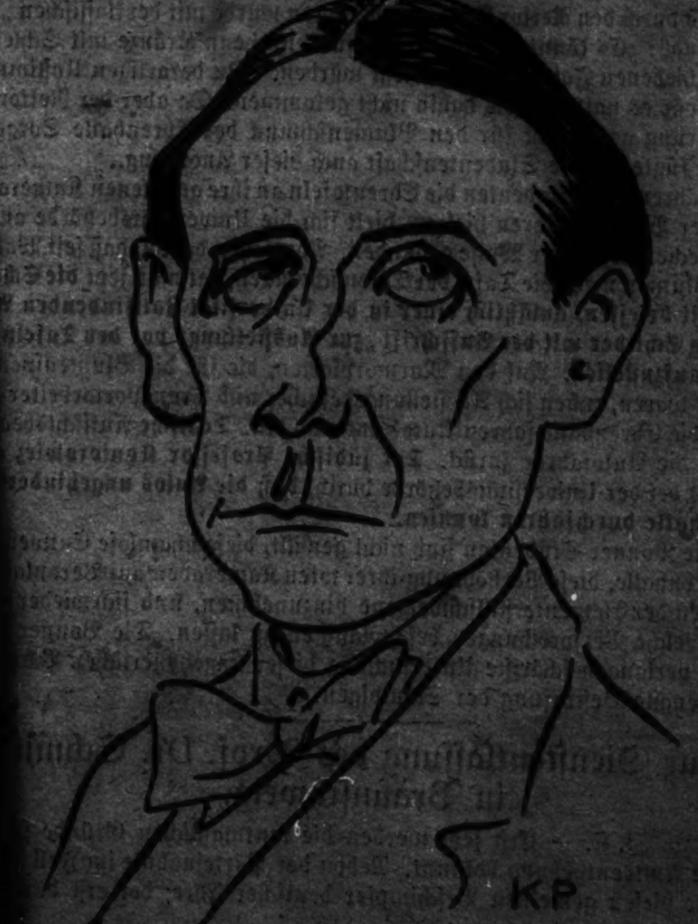
Endlich hat die Entente so ziemlich in allen Punkten nachgegeben, wo sie nicht hätte nachgeben sollen und nicht nachgegeben in allen Punkten, wo sie hätte nachgeben sollen. Als Beispiel diene die Auslieferungsfrage. Die Entente hätte diese Forderung niemals stellen sollen. Wenn sie aber schon gestellt war, so hätte sie auch durchgeführt werden müssen, da sonst alle nationalen Instinkte erweckt wurden, ohne daß dem verletzten Recht Genüge geworden ist.

Auch in der Entwaffnungsfrage hätte die Entente schärfer vorgehen dürfen.

Dagegen hätte man die riesigen Besatzungskosten weit besser zum Wiederaufbau Nordfrankreichs verwenden können. In den wirtschaftlichen Forderungen hat die Entente Deutschland sicher Unmögliches zugemutet, wie der katastrophale Sturz der Mark bewiesen hat.

Jede ungerechte oder unmögliche Belastung Deutschlands stärkt aber den Nationalismus“.

Weiterer Kommentar überflüssig!



24. VI 32

Der Kampf um Gumbel

mit Berücksichtigung des Gutachtens der philosophischen Fakultät.

H. St. — Wir lehnen es ab, die Spalten unserer Hochschulzeitung mit dem Namen und den Gedanken eines Mannes zu füllen, der es nach unserm Dafürhalten nicht wert ist, wissenschaftlich beachtet und national wie moralisch geachtet zu werden. Wenn wir uns im folgenden doch mit dem „Geist von Gumbel" unter Zuhilfenahme des entscheidenden Gutachtens der Philosophischen Fakultät befassen, so geschieht es, um den jungen Kommilitonen zu zeigen, daß es wirklich unseres ganzen Einsatzes bedarf, um die Universität von der weiteren Wirksamkeit dieses Mannes zu befreien.

Bis kurz vor dem Jahre 1929 gehörte Gumbel der Liga für Menschenrechte an, die Deutschlands Ruf in der ganzen Welt herabgesetzt hat. Er ist Mitverfasser jener „Denkschrift über Deutschlands geheime Rüstungen", stand dem Kreis Mertens sehr nahe und erzeugte mit ihm durch die bekannten Bücher über die politischen Morde der Nachkriegszeit die widerliche Femehetze. Von ihm stammt jenes Wort „von dem Felde der Unehre", das in ganz Deutschland Empörung hervorgerufen hat. Die Philosophische Fakultät urteilt in einem Beschluß vom 26. Mai 1925 folgendermaßen über diese Äußerung: Dr. G. hat in allen Kreisen der Universität starken Anstoß erregt! Durch seine bekannte Äußerung, die er als Entgleisung zu entschuldigen versucht hat, hat er die nationale Empfindung tief gekränkt, ja der Idee der nationalen Würde, die die Universität auch zu vertreten hat, ins Gesicht geschlagen!

Vor mir liegt ein Heft: Forderungen zur Hochschulreform, Mitteilungsblatt Nr. 6 des Sozialdemokratischen Intellektuellenbundes, Sept. 1930. Beiträge von Radbruch, Anna Siemsen, Grotjahn, Gumbel und Lessing. Als Heidelberger Student greife ich zu den Referaten des Herrn Professor Radbruch und des Herrn Gumbel. Beide befassen sich als Sozialdemokraten mit der Frage: Welchen Weg müssen wir einschlagen, damit die deutsche Hochschule in den sozialistischen Staat eingefügt wird? Beide beschäftigen sich dabei insbesondere mit einer Reform der Dozentenschaft sowie der Studentenschaft, insbesondere der Korporationsstudentenschaft. —

Ich teile die Auffassung des Herrn Prof. Radbruch nicht, aber in dem Streben beispielsweise, durch den Sozialismus mit Hilfe der Kulturexamina der deutschen Arbeiterjugend die Universität zu öffnen, erblickt man ein selbstgestecktes, geistiges Ziel. Auch die Frage der Mensur wird bei Radbruch von diesem und jenem Standpunkt aus beleuchtet und auch er kommt z. B. zu der Auffassung, daß die Schlägermensur im neuen Strafgesetz unbedingt straffrei zu geben sei.

Ganz anders bei Gumbel. Als Motto stellt er seinen Forderungen voran: „Zur Erfüllung der großen Aufgabe einer Republikanisierung der deutschen Universitäten müssen, abgesehen von einer geschickten Personalpolitik bei der Besetzung der freiwerdenden Ordinariate (zu deutsch: Parteibuch — die Red.) zwei Maßnahmen prinzipiellen Charakters getroffen werden: „Die Bekämpfung des Mensurunfugs und die Hebung der Nichtordinarien".

Bei der Behandlung des „Mensurunfugs" vermag er keineswegs sachlich vorzugehen (man wird bei Radbruch nie das Wort Unfug finden), sondern er polemisiert von Anfang bis zu Ende. Bei ihm wird man Korporationsstudent nur aus „Berechnung", denn aus der Kaiserzeit her sitzen die Alten Herren in den hohen Beamtenstellen. (Dabei sind in Preußen bis 1932 fast alle Oberpräsidenten, Regierungspräsidenten, Polizeipräsidenten und Oberbürgermeister wie auch Minister Sozialdemokraten gewesen — die Red.). Von einem Aktivwerden aus Idealismus, aus Jugendfreude, aus jenem eignen, unnennbaren Zauber alter Burschenherrlichkeit, wie sie sich gerade hier in Heidelberg noch offenbart, davon ahnt dieser mißvergnügte, materialistische Genosse, der von sich auf andere schließt, nichts. Stattdessen beschimpft er die Polizei, die angeblich nichts unternimmt, und ruft dabei noch Differenzen zwischen Reich und Ländern hervor. Und statt Werte gegeneinander abzuwerten, landet er im Verlauf dieser Auseinandersetzung bei der Beschnüffelung der — Kolleggeldbefreiung.

Die Hohe Philosophische Fakultät aber bewertet seine „geistreichen" politischen Schriften, Ideen und Verhetzungen wie folgt:

Der Eindruck, den die Persönlichkeit Gumbel bei den Vernehmungen gewährte und den die Lektüre seiner politischen Schriften bestätigt, ist der einer ausgesprochenen Demagogennatur . . . In seiner politischen Tätigkeit ist auch nicht der leiseste Einfluß wissenschaftlicher Qualitäten zu spüren. Vielmehr ist hier neben einem erheblichen Tiefstand des geistigen Niveaus in sachlicher und stilistischer Hinsicht ein vollkommener Mangel an Objektivität der hervorstechendste Zug. Was hier und immer wieder zum Ausdruck gelangt, ein geradezu elementarer Mangel an Takt, ist letzten Endes die Grundlage, aus der sich alle einzelnen Anstöße zwangsläufig ergeben.

Die Dozenten teilt Gumbel in Ordinarien und Nichtordinarien. Die ersten haben ausreichendes Gehalt, die andern nicht, außerdem haben die ersten hohe Nebeneinnahmen(?), die letzteren nicht. Die Ordinarien sind Beamte, natürlich meist solche, die aus der Kaiserzeit herübergenommen sind, nach vorheriger Betrachtung meist Alte Herren der Verbindungen, während die Nichtordinarien bei weitem mehr fromme Republikaner sind, die aber meist „tiefer als Pedelle" stehen. Da die Nichtordinarien nicht zur Großbourgeoisie gehören, sind sie gezwungen, sich an diese anzuschließen, vor allem in ihrer politischen Richtung anzupassen. Gumbel hat sich deutlich nicht angepaßt, denn die Großbourgeoisie urteilt neben Anerkennung seiner hohen Intelligenz und einer Reihe von statistischen Arbeiten zum Schluß folgendermaßen:

„Fasse ich zusammen, so sehe ich in Gumbels Persönlichkeit zwar nichts Gemeines, aber eine Neigung zu ungewöhnlicher Taktlosigkeit, zwar keinen intriganten Hang zur Lüge, aber unbekümmerte, unbesonnene Rücksichtslosigkeit, die in politischem Kampf und im praktischen Leben die Dinge unkritisch verschiebt. Auf Grund dieser Schilderungen und ihrer eigenen Beobachtungen sieht sich die Fakultät genötigt, auszusprechen, daß ihr die Zugehörigkeit Dr. Gumbels zu ihr als durchaus unerfreulich erscheint."

Wenn die Hohe Philosoph. Fakultät trotzdessen Herrn Dr. Gumbel venia legendi nach Einstellung des Verfahrens gegen ihn wegen Hochverrats durch den Staatsgerichtshof erteilte, so tat sie das in der für ihn günstigen Annahme, daß „bei ihm Parteimenschentum und Gelehrtennatur getrennt existieren". Sie schloß u. a.:

Dr. Gumbel hat durch sein Verhalten das Vertrauen, das seine Stellung fordert, aufs schwerste erschüttert. Aber erst dann, wenn fortgesetzte Verfehlungen von der Art vorliegen, daß die allgemeine Meinung, unabhängig von Partei, Religion und Weltanschauung eine Persönlichkeit für sittlich unwürdig hält, kann eine Entziehung in Frage kommen.

„Heldenehrung" 1932.

N. S. St. K. — In früheren Zeiten zierte den Lichthof der Bonner Universität das Standbild eines Schwertträgers. Es sollte in den Studenten die Erinnerung an die toten Kameraden des Weltkrieges wachhalten und sie an ihre eigenen Aufgaben und Pflichten ihrem Volke gegenüber erinnern, und es sollte der Ehrung der gefallenen Kommilitonen dienen. Aber Schwerter passen nicht in die Novemberrepublik! Dieser Erkenntnis zufolge wurde das Standbild gegen den energischen Protest der Studenten aus der Universität entfernt. Man beschwichtigte die Studentenschaft mit dem Hinweis auf die Ehrenhalle, die die Tafeln mit den Namen der Gefallenen trägt. Und die Studenten ließen sich beschwichtigen und sahen die Ehrenhalle als den Ort an, an dem sie ihrer Kameraden gedenken konnten, wenn sie sich auch sagten, daß eine als Ehrenhalle eingerichtete Eingangspforte nicht ganz der geeignete Ort zur Pflege des Andenkens an die 2 Millionen toter Kameraden sei. Zu jedem Gedenktag schmückte die akademische Jugend Bonns die Tafeln ihrer gefallenen Kameraden, bis auch das durch den Rektor Konen (!) verboten wurde mit der klassischen „Begründung": „Es könnte zu Unfrieden führen, wenn Kränze mit Schleifen in verschiedenen Farben niedergelegt würden." Zu derartigen Unstimmigkeiten war es natürlich bis dahin nicht gekommen. Da aber der Rektor die Zusicherung gab, selbst für den Blumenschmuck der Ehrenhalle Sorge zu tragen, fügte sich die Studentenschaft auch dieser Anordnung.

Während die Studenten die Ehrentafeln an ihre gefallenen Kameraden in jeder Weise in Ehren hielten, hielt sich die Universitätsbehörde an ihr Versprechen in keiner Weise gebunden. Abgesehen davon, daß seit Wochen keine Blumen mehr die Tafel der Toten schmücken, hat man jetzt die Schamlosigkeit besessen, anläßlich einer in der Universität stattfindenden Ausstellung Schilder mit der Aufschrift „zur Ausstellung" vor den Tafeln der Toten aufzustellen. Auf den Marmorplatten, die für die Blumenspenden gedacht waren, ruhen sich Ausstellungsbesucher und Transportarbeiter aus. Durch die Ehrenhalle fahren Autos aus und ein. Deutsche Aufsichtsbeamte wiesen die Autofahrer zurück. Der jüdische Professor Kantorowicz aber setzte es bei der Universitätsbehörde durch, daß die Autos ungehindert die Ehrenhalle durchfahren konnten.

Die Bonner Studenten sind nicht gewillt, diese schamlose Entweihung der Ehrenhalle, diese Verhöhnung ihrer toten Kameraden auf Veranlassung volksfremder Elemente stillschweigend hinzunehmen, und sich wieder durch irgendwelche Versprechungen beschwichtigen zu lassen. Die Bonner Studenten verlangen schärfste Untersuchung dieser ungeheuerlichen Vorgänge und strengste Bestrafung der Schuldigen.

Zur Dienstentlassung des Prof. Dr. Schmitz in Braunschweig.

N. S. St. K. — Erst jetzt werden die mutmaßlichen Gründe für die erfolgte Amtsenthebung bekannt. Neben der Parteinahme im Fall Stojanoff für diesen gemeinen Beschimpfer deutscher Ehre, der erst durch das

Eingreifen der Regierung bestraft werden konnte, und neben der durch Rektor Schmitz erfolgten, völlig unbegründeten Bestrafung des nationalsozialistischen Studenten Gille werden jetzt Dinge bekannt, die unbedingt zu der Erkenntnis führen müssen, daß an der braunschweigischen Technischen Hochschule ein Rektor tätig war, dessen Amtsauffassung sich in jeder Weise zu einer schweren Schädigung der Hochschule und des Ansehens deutscher Dozenten und Studenten auswirken mußte.

Her. Prof. Dr. Schmitz hielt es in seiner Eigenschaft als Rektor einer deutschen Hochschule u. a. für richtig, für die Sowjetunion neueste Kanonenmodelle zu konstruieren und sich für diese Tätigkeit von der Sowjetunion unverhältnismäßig hohe Summen auszahlen zu lassen. Außerdem soll „Sr. Magnifizenz" in außerordentlich guten Beziehungen zu fremden Regierungen gestanden haben!

Ferner steht Prof. Dr. Schmitz in Verdacht, seine Amtsverschwiegenheit in unverantwortlicher Weise dadurch gebrochen zu haben, daß er amtliche Schriftstücke der braunschweigischen Regierung durch Mittelspersonen an Zentrum und SPD. weitergegeben hat. Die Verschwiegenheit, die die braunschweigische Regierung — wie man vermutet — auf Grund einer Rücksichtnahme auf Reichsinteressen in dieser ganzen Angelegenheit bewahrt, kann diese Beschuldigung nur bestätigen.

Dienststrafverfahren gegen den Rektor der T. H. Braunschweig.

N. S. St. K. — Gegen Prof. Dr. ing. Otto Schmitz wurde auf Veranlassung des braunschweigigen Staatsministeriums das förmliche Dienststrafverfahren eröffnet. Gegen Prof. Schmitz werden schwere Vorwürfe wegen gröbster Verstöße gegen § 13 des Staatsbeamtengesetzes erhoben. § 13 verpflichtet die Beamten zur Achtung der Gesetze und zur Wahrung der Würde ihres Amtes in und außerhalb des Dienstes.

Prof. Dr. Schmitz ist bis zur rechtskräftigen Entscheidung von seinem Amt als Rektor der T. H. und Hochschulprofessor enthoben!

Herabsetzung der Studiengebühren.

D. St. — Von der Nationalsozialistischen Fraktion im Preußischen Landtag wurde folgender Urantrag eingebracht:

Der Landtag wolle beschließen:

Die ständig sich steigernde Notlage aller Volksschichten hat sich selbstverständlich auch in schärfster Form in der Studentenschaft ausgewirkt. Um so unerträglicher erscheint es, daß eine Erhöhung der Hochschulgebühren eine weitere Verschärfung gebracht hat und es einer großen Zahl Studierender damit überhaupt unmöglich machte, ihr Studium fortzusetzen. Eine derartige Auslese der Studierenden nach ihren wirtschaftlichen Möglichkeiten läuft in jeder Hinsicht den Volksinteressen zuwider.

Der Landtag wolle beschließen:

Das Staatsministerium wird ersucht, die Hochschulgebühr von RM. 100 auf den ursprünglichen Satz von RM. 85.— zurückzuführen, den erhöhten Satz für erstmalige Einschreibung von RM. 30.— auf RM. 25.— und den erhöhten Satz für zweite und nochmalige Einschreibung von RM. 30.— auf RM. 15.— herabzusetzen, ebenso sämtliche Ersatzgelder auf den Stand vor der letzten Gebührenerhöhung zurückzuführen.

Herausforderung deutscher Studenten in Erlangen.

N. S. St. K. — Gegen die Erlanger Klinikerschaft, die im letzten Semester beschloß, keine Frembstämmigen mehr in ihre Reihen aufzunehmen, haben einige ausländische Studierende und die medizinische Fakultät in Erlangen unverständlicherweise öffentlich Stellung genommen, besonders auch infolge eines von der Erlanger Klinikerschaft angesagten Vortrages von Prof. Dr. Günther. Selbstverständlich wurden die teils falschen Angaben und Angriffe in dieser Veröffentlichung sofort von der roten Presse aufgegriffen und in sinnloser Weise ausgeschlachtet. Daß sich sogenannte deusche Zeitungen (Erlanger Neueste Nachrichten) dazu hergeben, die unberechtigten Auslassungen nichtdeutscher Studierender wohlwollend aufzunehmen, ist ein bezeichnendes Beispiel deutscher Würdelosigkeit. Ganz unerträglich aber ist es, daß deutsche Professoren gegen ihre eigenen deutschen Hochschüler in dieser Angelegenheit Stellung nehmen und daß ausländische Studenten die Frechheit besitzen, sich in Vorgänge innerhalb der deutschen Studentenschaft einzumischen.

Eine direkte Herausforderung an die deutschbewußte Studentenschaft Erlangen bedeutet es, daß im weiteren Zusammenhang mit dieser Angelegenheit Se. Magnifizenz die Ehrenkarten für den erwähnten Vortrag Prof. Dr. Günther's zurücksandte, und gleichzeitig das Rektorat ein Rundschreiben an die gesamte Dozentenschaft sandte mit der verschleierten Aufforderung, den Vortrag nicht zu besuchen. Trotzdem war eine große Anzahl deutscher Dozenten bei dem Vortrag des Prof. Dr. Günther anwesend.

Die Herausforderung deutscher Studenten durch ihre eigenen Lehrer unter Beihilfe der ausländischen Hochschüler bedarf selbstverständlich der entschiedensten Klärung.

Mit Totschlägern und Schlagringen gegen NS.-Studenten!

N. S. St. K. — Ende Mai wurden in Berlin 10 nationalsozialistische Studenten in einem Lokal von zahlreichen Kommunisten, unter denen sich jüdische Studenten befanden, die mit Totschlägern und Schlagringen bewaffnet waren, überfallen. Es gelang den nationalsozialistischen Studenten den kommunistischen Banditen Denkzettel mitzugeben.

Zunahme des NSDStB. in Berlin u. Grenzmark um das 6 fache!

N. S. St. K. — Der Kreis 10 des NSDStB. (Berlin und Brandenburg, Ostmark-Ostpommern) konnte beim letzten Generalappell feststellen, daß sich die Mitgliederzahl seit dem Sommersemester 1931 versechsfacht hat! Bemerkenswert dabei ist, daß der Zuwachs von Freistudenten und Korporationsstudenten gleich stark ist.

Anerkennung der Freien Kieler Studentenschaft.

D. St. — Nach langen Verhandlungen ist es endlich gelungen, die Anerkennung als akad. Verein an der Kieler Universität wieder zu erlangen. Die Freie Kieler Studentenschaft als Organisation der Deutschen Studentenschaft an der Kieler Universität wird auch weiterhin ihren Idealen getreu den Kampf weiterführen für eine großdeutsches Reich. Sie begrüßt es, daß mit ihrer Anerkennung an der Universität der Kampf zwischen Dozentenschaft und Studentenschaft hoffentlich der Vergangenheit angehören wird. Sie erhofft von der national gesinnten Dozentenschaft in Zukunft weitgehendste Unterstützung.

Studentische Wahlen.

D. St. — Die Wahlen zum Allgemeinen Studentenausschuß der Universität Tübingen vom 11. Mai 1932 hatten folgendes Ergebnis:

Liste 1	Nationalsozialisten	1220	Stimmen	10	Sitze
„ 2	Evangelische Studenten	421	„	4	„
„ 3	Nationaler Deutscher Studentenblock	607	„	5	„
„ 4	Studentinnen	78	„	1	„
„ 5	Ring katholischer Studenten	482	„	4	„

Es wurden 2807 Stimmen abgegeben (rund 70 Proz.).

Das Ergebnis ist bezüglich der Verteilung der Sitze noch nicht endgültig; es ist möglich, daß der Sitz der Liste 4, die kein Grundmandat erreicht hat, an Liste 1 übergeht.

D. St. — Die Wahlen zur Kammer der Göttinger Deutschen Studentenschaft vom 10.—12. Mai 1932 hatten folgendes Ergebnis:

Liste 1	Nationalsozialisten . . .	1839 (1164)	Stimmen	18 (11)	Sitze
„ 2	Arbeitsgemeinschaft Göttinger Verbindungen .	878 (569)	„	8 (5)	„
„ 3	Stahlhelm und nationale Studenten	456 (408)	„	4 (4)	„

Die Wahlbeteiligung betrug 52 Prozent gegenüber 51 Prozent im Vorjahre.

D. St. — Die Wahlen zum Allgemeinen Studentenausschuß der Technischen Hochschule Breslau vom 10. Mai 1932 hatten folgendes Ergebnis:

Liste 1	Nationalsozialisten .	238	Stimmen	12 (10)	Sitze
„ 2	Korporationen .	155	„	8 (10)	„

Es wurden 388 Stimmen abgegeben.

Mitteilungen der Studentenschaft Heidelberg.

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg ließ auf dem Gefallenen-Friedhof von Langemark einen Kranz niederlegen.

Der Vorstand der Deutschen Studentenschaft Heidelberg hat für die nächste Zeit die Kommilitonen Erbe und Behnken zu Mitarbeitern ernannt.

NSD.-Studentenbund.

Im letzten Schulungsabend sprach Pg. Stadtrat Wetzel-Mannheim über die Arbeitsdienstpflicht. Er gab uns außerordentlich wertvolle Einblicke in eine der wichtigsten Fragen der Zukunft: nämlich der Erhaltung des Willens zur Wehrhaftigkeit im Volke durch die Arbeitsdienstpflicht.

Der Studenten-Bund nahm an der Veranstaltung des Kampfbundes für deutsche Kultur am Mittwoch, den 22. Juni d. J., teil. Der Schulungsabend fiel deshalb aus.

Am Freitag, den 24. Juni, findet in der Stadthalle eine Protestversammlung gegen Gumbel statt.

Am Mittwoch, den 29. Juni, spricht im Schulungsabend Pg. Vöhing über „Nationalsozialistische Wirtschaft".

Oeffentliche Protestkundgebung

gegen Gumbel

Freitag, 24. Juni, 20[30] Uhr, in der Stadthalle

Dieser Mann, vom Felde der Unehre, schmäht erneut die Ehre unserer Frontsoldaten. Gumbel durfte am 27. 5. 32 sagen:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe".

Deutsche Bevölkerung Heidelbergs, Kommilitonen, Kommilitoninnen, kämpft mit uns für die Entfernung dieses Vertreters des übelsten Kulturbolschewismus und erhebt euren Protest gegen Gumbel, den Schänder deutscher Ehre!

Es sprechen für die Studentenschaft:

cand. jur. Richard Scherberger
cand. jur. Fred Himmel
cand. med. Karl Doerr

ferner **Exz. Dr. h. c. von Reichenau**
kaiserl. Gesandter a. D. und wirkl. Geh. Rat

Robert Wagner, M. d. L., Karlsruhe

Nat. soz. Deutscher Studentenbund
Ernst Bayer, cand. phil.

Deutsche Studentenschaft Heidelberg
Gustav Adolf Scheel, cand. med.

Neues von Heinrich Mann.

Nachdem wir in der letzten Nummer einige Neuigkeiten von Vicky Baum gebracht haben, möchten wir heute Herrn Heinrich Mann einige Zeilen widmen. Dieser Deutscheste aller Dichter hat folgende Antwort auf das Verbot der proletarischen Freidenkerorganisation an den Dortmunder Generalanzeiger gesandt: Das Verbot der proletarischen Freidenkerorganisation gehört in die lange Reihe der Maßnahmen, die nicht nur unsere Gewissensfreiheit aufheben, sondern bald die letzte verfassungsmäßigen Freiheiten abgeschafft haben werden. Es erscheint reichlich spät, sich noch auf die Weimarer Verfassung zu berufen, wenn man sie all diese Jahre selbst bekämpft und ihre Verteidigung geschwächt hat. Sie war nicht zu bekämpfen, denn es war in jedem Augenblick seit Bestehen der Republik völlig klar, daß etwas bessers nicht zu erlangen war. Alle, die an den Rechten des arbeitenden und denkenden Menschen interessiert sind, mußten zusammenstehen; dann konnte sie aus der Verfassung herausholen, was diese uns an Rechten verspricht — nie erfüllte Versprechungen. Geistiger Fortschritt, Organisation des Friedens und Sozialismus, auch diese waren erreichbar, wenn man einig und entschlossen war, die Verfassung durchzuführen. Statt dessen Kampf untereinander in langen versäumten Jahren — und dafür jetzt das Hereinbrechen einer so finsteren Barbarei, wie ganze Jahrhunderte sie nicht gekannt haben.

Kommentar ist hier überflüssig. Wir hoffen nur, daß bald eine Zeit kommt, wo gegen soche Leute das Kulturministerium vorgeht.

Rolf.

Bemerkungen der Schriftleitung:

1. Alle zur Veröffentlichung im „Heidelberger Student" bestimmten Artikel werden zweckmäßigerweise an die Geschäftsstelle der D.St.H., Theaterstraße 16, geleitet. Die Manuskripte, die nur einseitig und nach Möglichkeit in Maschinenschrift abgefaßt sein sollen, müssen den vollen Namen (mit Fakultät) und Anschrift des Verfassers tragen. Rücksendung unverlangt eingesandter Manuskripte erfolgt nur gegen Einsendung des Rückportos. Honorare können nicht ausgezahlt werden.

2. Abdruckerlaubnis nur bei genauer Quellenangabe.

Sprechstunden der Schriftleitung:
Dienstag: 11—13 Uhr Mittwoch: 16—18 Uhr
Freitag: 11—13 Uhr
Hauptschriftleiter: Fritz Sturm theol.
Ständige Mitarbeiter: Erich Lauer phil., Rolf Fink rer. pol., Hans Holecek rer. pol.

Redaktionsschluß für die nächste Nummer: 30. Juni

Hotel-Restaurant
PERKEO
Hauptstraße 75 · Fernspr. 43
Inhaber: Joseph Meyer
Zentral-Heizung, fließendes kaltes und warmes Wasser in allen Fremdenzimmern. Auto-Unterstellung. Großes Altdeutsches Restaurant / Spezial-Ausschank: Münchner Löwenbräu
Warme Speisen den ganzen Tag

ODEON
Keller-Restaurant
Anerkannte Küche
Essen im Abonnement **90 Pfg.**
Offene Weine und Bier.

Weißer Schwanen
Hauptstraße 143
Altrenommiertes Studentenlokal am Platze

Und nicht zuletzt auf den
Königstuhl
Schönster u. höchster Aussichtspunkt
Café — Restaurant
Korporationen (geschlossen) genießen auf sämtliche einzelnen Speisen und Getränke 10 % Ermäßigung.

Vegetarische
schnitzelbank
(Weinhandlung Wilh. Herrmann)
Altbekanntes, originelles Weinlokal!
Offene und Flaschenweine nur erster Kreszenzen
Tel. 1949 Bauamtsgasse 7

Café Wachter
Großer Billardsaal
Besitzer: GEORG ENKERT

Café Schneider
Konditorei
Telefon 98 — Hauptstraße 88
Offene Biere, Naturreine Weine.
Kur- und Stadtgarten-Restaurant
Täglich Konzerte.
Telefon 831. W. Schneider.

Färberei Bischoff
Kettengasse 17 — Tel. 1620 u. 3940
reinigt, färbt u. plissiert schnell, gut u. billig!
Filialen: Hauptstr. 57, Brückenstraße 12, Rohrbacher Straße 16, Bergheimer Straße 35, Handschuhsheimer Landstraße 30.

KONDITOREI-KAFFEE
SCHEU
Hauptstraße 137
Nächste Nähe der Universität, Haltestelle Universitätsplatz.
Fernsprecher 3103.

Christliches Hospiz
Holländer Hof
Ruhige Lage an der alten Neckarbrücke mit freier Aussicht auf Neckar und Gebirge. / Zentralheizung. Fließendes kaltes und warmes Wasser. Fernsprecher 527
Studenten-Mittag- und Abendessen
im Abonn. 10 Kart. 7.- bis 10.- M.

Hotel-Restaurant
Augustiner-Bräu
Hauptstraße 27, Tel. 395
Georg Maier

Odeon-Café
Das behagliche Konzert-Café
Odeon-Casino
Die vornehme Tanzbar bei zeitgemäßen Preisen.

Hauptstraße 123
Bergheimerstr. 1[illegible]
Brückenstraße [illegible]
Rottmannstraße 1
Obst / Südfrüchte
Direkter Import

Doktor-Dissertationen
schreibt
druckt
vervielfältigt
in jeder Auflage schnell, gut u. billig
Mönnich, Hauptstr. 1, I. Stg.

JAKOB
MÜLLER
Kohlen
Untere Neckarstraße [illegible]
Fernruf [illegible]

Schloß [illegible]
Hauptstraße [illegible]
[illegible]

Ph. Gutermann
Fleischwaren- und Konservenfabrik
Gegründet 1866 Höchste Auszeichnungen
Hauptstr. 120, nächst d. Universität. Tel. 4 u. 5.
Weitere Verkaufsstellen:
Bergheimerstr. 11 (b. d. Kliniken), Steubenstr. 34 (gegenüb. d. Atzelhof), Hauptstr. 1 in Ziegelhausen.

Restaurant Brauerei Ziegler
Inhaber: Andreas Merz
Heidelbergs größtes gut bürgerliches Bier-, Wein- u. Speise-Restaurant. Eigene Metzgerei mit den modernsten elektr. automat. Kühl-Anlagen. Vorzüglichen Mittag- und Abendtisch in reichhaltigster Auswahl zu mäßigen Preisen.

CAFASÖ-BETRIEBE
Conditorei-Cafés / Heidelberg-Mannheim
Schloßpark-Casino Gelände des Heidelberger Schloßgartens
Vorzügliche Küche unter Leitung von H. Effelberger (Cafasö-Stübl). Mäßige Preise.
Cafasö-Stübl Fahrtgasse 22, Telefon [illegible]
Anerkannt gute Küche — Gemütlichstes Familienlokal Heidelbergs — Echt Pilsner — Fürstenberg — Naturreine Weine.

Alle Welt geht zu
Telkamp
denn
Telkamp
ist wirklich billig!

Wein!
Prima Pfälzer Weiß- u. Rotweine:
Weiß Liter von 38 Pfg. an
Rot Liter von 50 Pfg. an
direkt vom Faß
Ingrimstraße 10 (Laden)
Dreikönigstraße 19 (Laden)
Eppelheimer Straße 4.
Joh. Wülling.

Heidelberger Studentenkuß
(ges. geschützt)
Das älteste Konditorei-Kaffee am Platze
Café Ritzhaupt
Hauptstraße am Fischmarkt
Einzigartige Studentenräume. Wein, Bier, Erfrischungsgetränke aller Art. Friedle.

AUTOBUS-
Gesellschaftsfahrten
Blaue Wagen!
Auskunft und Wagenbestellungen im Büro der Heidelberger Straßen- und Bergbahn A.-G., Heidelberg, Bergheimerstr. 4, Tel. 4640 und 4641 (nach Büroschluß 1000).

Druck und Anzeigenannahme: Druckerei Winter, Heidelberg, Lutherstraße 55, Fernsprecher Nr. 2966

Oeffentliche Protestkundgebung

gegen Gumbel

Freitag, 24. Juni, 20[30] Uhr, in der Stadthalle

Dieser Mann, vom Felde der Unehre, schmäht erneut die Ehre unserer Frontsoldaten. Gumbel durfte am 27. 5. 32 sagen:
„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe".
Deutsche Bevölkerung Heidelbergs, Kommilitonen, Kommilitoninnen, kämpft mit uns für die Entfernung dieses Vertreters des übelsten Kulturbolschewismus und erhebt euren Protest gegen Gumbel, den Schänder deutscher Ehre!

Es sprechen für die Studentenschaft:

cand. jur. **Richard Scherberger**
cand. jur. **Fred Himmel**
cand. med. **Karl Doerr**

ferner **Exz. Dr. h. c. von Reichenau**
kaiserl. Gesandter a. D. und wirkl. Geh. Rat

Robert Wagner, M. d. L., Karlsruhe

Nat. soz. Deutscher Studentenbund
Ernst Bayer, cand. phil.

Deutsche Studentenschaft Heidelb[erg]
Gustav Adolf Scheel, cand. med.

Protestkundgebung gegen Gumbel

Freitag, 24. Juni, abends 20.30 Uhr in der Stadthalle.

Es sprechen für die Studentenschaft: *cand. jur. Richard Scherberger, cand. jur. Fred Himmel und cand. med. Karl Doerr*

ferner:

Exzellenz von Reichenau, Kaiserl. Gesandter a. D.,
Dr. phil. Otto Wacker, Hauptschriftleiter,
Rechtsanwalt Joh. Rupp, M. d. R., Karlsruhe

Deutsche Bevölkerung Heidelbergs! Kommilitonen! Kommilitoninnen! Kämpft mit uns für die Entfernung Gumbels von unserer Universität!

Deutsche Studentenschaft Heidelberg
Nat.-Soz. Deutscher Studentenbund
Hochschulgruppe Heidelberg

Volksgemeinschaft 24. VI. 32

Stuttgarter Neues Tagblatt 25. VI. 32

Kundgebung der Tübinger Studenten

• Tübingen, 24. Juni.

In der gestrigen Astasitzung wurde die Wahl für das neue Semester auf 15. Juli anberaumt. Neben einem Antrag der Stahlhelm-Hochschulgruppe Langemarck, bei der württembergischen Regierung die Errichtung eines kriegswissenschaftlichen Lehrstuhls in Vorschlag zu bringen, der einstimmig angenommen wurde, und der Erledigung innerer Angelegenheiten (Beschickung des Studententages in Königsberg — Versailles-Kundgebung — Langemarck-Spende) wurde ebenfalls einstimmig folgende Kundgebung zum neuen Fall Gumbel beschlossen, in der es unter anderem heißt: „Die Tübinger Studentenschaft bekennt sich einmütig zu dem Kampf, den ihre Heidelberger Kommilitonen gegen Professor Gumbel führen, der nun aufs neue die deutschen Helden in schamlosester Weise zu beschimpfen versucht. Auch hier in Tübingen hat man ja schon Gumbel kennen gelernt, als er vor mehreren Jahren die sogenannte „Lustnauer Schlacht" [illegible]. Für solche Gestalten ist kein Raum in Deutschland, [illegible] wenigsten an unseren Hohen Schulen. Wir geben unserer bestimmten Hoffnung Ausdruck, daß [illegible] Heidelberger Dozentenschaft [illegible]

Volkszeitung

Nr. 146. 2. Blatt — Samstag, 25. Juni 1932

Protestkundgebung der reaktionären Studentenschaft gegen Gumbel.

Das Disziplinarverfahren gegen Gumbel soll beeinflußt werden. Merkwürdiges Verhalten der Universitätsbehörde.

Die reaktionäre Studentenschaft einschließlich der Nazipartei hatte für gestern abend eine Protestkundgebung in die Stadthalle einberufen, um zum Fall Gumbel Stellung zu nehmen. Um die Stadthalle zu füllen, hatte die Nazipartei die nähere und weitere Umgegend mobil gemacht und ihren Mannen, hauptsächlich aber den teutschen Frauen und Jungfrauen befohlen, die Kundgebung zu besuchen. Dem Befehl gehorchend, kamen sie alle herbei, von Schwetzingen, Mannheim, Sinsheim, Zuzenhausen, Waldwimmersbach usw. Wir haben nur die entfernteren Orte angeführt, weil ja die Nazianhänger aus der näheren Umgegend zu jeder Veranstaltung befohlen werden. Es ist selbstverständlich, daß sie auch bei dieser Veranstaltung nicht fehlen durften. Die Bauernmädchen und Bauernburschen aus dem Odenwald und dem Kraichgau werden ja sehr viel von dem „Fall Gumbel" verstanden haben, wir setzen dies voraus, denn sie brüllten fleißig mit — oder geschah das Brüllen auch auf Befehl? —

Man hatte auch die reaktionären Studenten aus anderen Universitäten und Hochschulen eingeladen, sogar ein Vertreter aus Berlin war anwesend. Der Vorsitzende der teutschen Studentenschaft konnte auch eine leibhaftige Exzellenz, den Herrn von Reichenau, begrüßen, der als kaiserlicher Gesandter a. D. Pensionsbezieher der Republik ist, aber es fertig bringt, mit allen Mitteln diese Republik zu bekämpfen. Es sei nur an das Nazikaffeekränzchen auf Schloß Rothenberg erinnert, welches so unliebsam gestört wurde. — Auf die Pension verzichten wollen diese Herrschaften aber nicht, dies können sie mit ihrem „nationalen" Gewissen nicht vereinbaren. Opfer bringen für das arme Deutschland steht bei diesen Herrschaften auf einem anderen Blatt.

Neben diesem erlesenen Kranz von Gästen war auch Nazi-Rupp, M.d.R., zugegen, der den badischen Naziabgeordneten Wagner vertrat. Recht eigentümlich mutete es an, als ein Nazi-Student die Mitteilung machte, daß er von der Universität ermächtigt sei, mitzuteilen, daß der Fall Gumbel auf dem Wege des Disziplinarverfahrens untersucht werde. Sollte es sich bewahrheiten, daß die Universitätsbehörde diesen Studenten, der noch dazu Zeuge in dem Falle ist, zu seiner Auslassung die Ermächtigung gab, dann sind wir der Auffassung, daß man eine strenge Untersuchung gegen die Auftraggeber einleiten muß. Aus dieser Auslassung kann man den Schluß ziehen, als ob die Universitätsbehörde sich von dieser Seite einschüchtern ließ. Die Universitätsbehörde muß über den Parteien stehen, denn die Universität ist eine Anstalt, die von Anhängern aller Parteien besucht und vom ganzen Volke finanziert wird und nicht nur von Nazis und Stahlhelmern. Eine Aufklärung tut not im Interesse des Ansehens unserer Universität.

Die verschiedenen Vertreter der Heidelberger und auswärtigen Studentenschaften wiesen darauf hin, daß es hier in erster Linie um Deutschlands Ehre gehe. Gumbel wurde als Pazifist beleuchtet, der das Vermächtnis der Toten von Langemarck geschändet habe. — Die Bezirksführer der nationalsozialistischen Studentenbünde von Württemberg Nord und Süd, die die Technische Hochschule Stuttgart, die landwirtschaftliche Hochschule Hohenheim und die Universität Tübingen umfassen, schlossen sich dem Sinn der Kundgebung „Fort mit Gumbel" an; ebenso ein einstimmiger Entschluß des Asta-Tübingen und ein eingelaufenes Telegramm der Heidelberger Studentenschaft. Im gleichen Sinne äußerte sich der Berliner Vertreter Huber für den Hauptausschuß und den Vorstand der Deutschen Studentenschaft. Exz. von Reichenau legte als alter Akademiker Verwahrung gegen Gumbels Schmähungen ein. Deutscher Wille und deutscher Glaube müsse zu deutschen Taten erwecken. Gumbel habe durch seine zynische und frivole Verleumdung der toten Helden sich selbst aus der Akademikerschaft ausgeschlossen. Dr. Wacker erwähnte, man stehe vor einer Epoche wie seinerzeit vor der französischen Revolution. Allerdings sei der Fall Gumbel nur ein Teilstück in diesem Freiheitskampf.

Ein Vertreter der Studentenschaft verlas eine Erklärung, die in dieser Nacht noch an Reichspräsident von Hindenburg, Reichsinnenminister von Gayl und an den badischen Kultusminister abging, die die sofortige Entfernung Gumbels aus dem Lehrkörper der Heidelberger Universität verlangt. Diese Erklärung wurde von der ganzen Versammlung begeistert gutgeheißen. Rechtsanwalt Rupp betonte, daß die Angelegenheit Gumbel eine Angelegenheit der Nation sei, denn die Universität sei im Volke verwurzelt. Nur im heutigen Deutschland und gerade in Baden sei noch so etwas möglich, wo der Gumbel-Geist als ein Requisit aus der Aera Remmele noch bestehen könne. Er ermahnte die Studentenschaft zu immer regerer Mitarbeit und gab der Hoffnung Ausdruck, daß die Reichstagswahl am 31. Juli einem besseren Deutschland zum Siege verhelfe. Hoffentlich könne man am 1. August den Geist Gumbel beerdigen, um auf dessen Grab nicht etwa drei Lilien, sondern drei Kohlrüben zu pflanzen. Stürmischer Beifall folgte den Ausführungen und die Versammlung schloß mit dem begeistert gesungenen Deutschlandlied.

So ungefähr dachte man sich im voraus die Reden. Deutsche Ehre — National — Aera Remmele — Fort mit Gumbel —. Herr Rupp benutzte die Gelegenheit zu einer Nazi-Wahlpropaganda. Das Publikum war . . . . . . soll heißen begeistert und sang. Wenn die Menschen in Begeisterung sind, singen sie eben, da kann man nichts machen.

Nun wollen wir an einem Beispiel zeigen, wie die deutsche Ehre und das nationale Gefühl in diesen Kreisen, in denen man diese Wörter in Erbpacht genommen hat, beschaffen ist. Dagegen ist der „Fall Gumbel" eine Bagatelle. Die „Kölnische Volkszeitung" vom Donnerstag, den 23. Juni bringt folgende Notiz:

> Staatsrat Schäffer übergab aus der großen Zahl von feigen, anonymen Zuschriften, die ihm aus Reihen der Braunhemden zugegangen sind, eine besonders charakteristische der Bayerischen Volkspartei-Correspondenz. Wir bemerken, daß dieser Zuschrift Menschenkot beigelegen hat. Die Zuschrift, die den Geist der Hitlerbewegung dokumentieren soll, lautet: „Nanu, du oller stinkiger bayerischer Galgenstrick und Hurenlump, nur keine Bange, den Inhalt kannst du man ruhig auflecken! Mahlzeit. Es ist dein Henkersmahl, denn in wenigen Tagen rollt im Dritten Reich dein Kopf! Euch bayerisches Gesindel werden wir's jetzt mal besorgen, und man nicht zu knapp. Unser ist die Macht! Heil Hitler! Nieder mit Bayern! Deutschland erwache! Wehe dir, wenn du noch mit einem einzigen Wort in Berlin die angeblichen bayerischen „Rechte" verteidigst! Dann stirbst du noch zehnmal qualvoller als sonst! Ihr bayerisches Gesindel habt keine Rechte!"
>
> Die „K. V." bemerkt hierzu: „Das ist der Geist, auf dem das „Dritte Reich" aufgebaut sein soll. Terror, Morddrohung, unglaublich niedere Gesinnung mit Feigheit gepaart, wie schon die Anonymität beweist, und ein unauslöschlicher Haß. Das sind die Kreise, die sich über Verfolgung durch andere beklagen und die die deutsche Freiheitsbewegung darstellen wollen! Wer glaubt, daß solche Briefe eine Einzelerscheinung seien, irrt sich. Es handelt sich, wie auch die anonymen Briefe, die der „Kölnischen Volkszeitung" zugegangen sind, beweisen, um eine Mas-

Kohlrüben-Doppelquartett.

Sechs Babys der Alma mater
Ein wirklich geheimer Rat,
Sie spielten gestern Theater
Servierten Kohlrübensalat.

Sie sangen von Ehre und Liebe
Zum Vaterland, schmalzig und fett,
Besangen die Gumbel-Kohlrübe
Als Kohlrüben-Doppelquartett.

Herr Wacker*), der Urteutone,
Knackte mit logischem Schluß
Als ehemaliger Komilitone
Die Gumbel-Kohlrüben-Nuß.

Herr Rupp, der Rufer im Bunde
Und Zierde der Nazipartei,
Aus seinem treuteutschen Munde
Floß zäher Kohlrübenbrei.

Komilitone, die Rübe
Sie lebe hoch, auch der Kohl,
Solange du kohlrübst, mit Liebe,
Will Adolf, der Ojaf, dir wohl.

v. Starhemberg.

*) An Stelle Wagners sprach Wacker, Redakteur des „Führer".

Ausschnitt vom: 25. JUN. 1932

Neue Preußische Kreuzzeitung, Berlin SW 11

Feine Zeitgenossen ....

Eine Reihe von linksstehenden Persönlichkeiten veröffentlicht einen Aufruf, in dem ein Zusammengehen der sozialdemokratischen und kommunistischen Partei für diesen Wahlkampf gefordert wird. Es gelte, unbeschadet von Prinzipien-Gegensätzen, alle Kräfte zusammenzufassen, die in der Ablehnung des „Faschismus" einig seien. Der Aufruf ist u. a. unterzeichnet von Chi-yin Chen, Willi Eichler, Albert Einstein, Karl Emonts, Anton Erkelenz, Kurt Großmann, E. J. Gumbel, Walter Hammer, Theodor Hartwig, Kurt Hiller, Maria Hodann, Erich Kästner, Karl Kollwitz, Käte Kollwitz, Arthur Kronfeld, E. Lanti, Otto Lehmann-Rußbüldt, Heinrich Mann, Paul Oestreich, Franz Oppenheimer, Theodor Plivier, Paul Freiherr von Schönaich, August Siemsen, Minna Specht, Helene Stöcker, Ernst Toller, Erich Zeigner.

AUSSCHNITT VOM: 25. JUN 1932

Die Rote Fahne, Berlin

Telegraphen-Union veröffentlicht einen Aufruf, unterzeichnet u. a. von Eichler, Einstein, Erkelenz, Gumbel, Hiller, Kollwitz, Heinrich Mann, Schönaich, Helene Stoecker, Toller usw., in dem für den Wahlkampf ein Zusammengehen der Sozialdemokratischen und Kommunistischen Partei gefordert wird. Nach den vorstehenden Ausführungen erübrigt sich eine nochmalige besondere Entgegnung.

Pfälzer Bote, Heidelberg 25/6 32

…e alte nationalsozialistische Walze:

Haß und Hetze gegen Gumbel

Die Nationalsozialisten meinen, sie dürften nur pfeifen . . .

Zu Anfang dieses Berichtes über die gestrige Anti-Gumbel-Versammlung in der Stadthalle scheint uns folgende Feststellung nicht unwesentlich: In allen Phasen des haßerfüllten nationalistischen Anrennens gegen den hiesigen Universitätslehrer Dr. Emil Julius Gumbel hat der Pfälzer Bote eine ganz klare Linie eingehalten. Wir haben stets in aller Deutlichkeit zum Ausdruck gebracht, daß uns in weltanschaulicher Hinsicht eine tiefe Kluft von Professor Gumbel trennt, daß wir uns andererseits aber aus Gründen der Gerechtigkeit verpflichtet fühlen, den rechtsradikalen, heute nationalsozialistischen Rummel gegen den als Statistiker anerkannten Gelehrten nicht mitzumachen. Denn in Wirklichkeit geht es ja nicht um diese oder jene Redewendung — ist es übrigens (um weiter zurückzugreifen), christlich, einer ungeschickten Aeußerung einen vom Redner nicht gemeinten Sinn zu unterschieben und gegen einen Mann, der sein Bedauern über die von ihm gebrauchte Formulierung zum Ausdruck gebracht, unaufhörlich zu hetzen? Wenn man derart so manchen Herrn der Rechten behandeln wollte! —, in Wirklichkeit geht es um den politischen Schriftsteller Gumbel, der den Mannen auf der äußersten Rechten schon viele Sündenregister vorgehalten hat. Man denke z. B. an das Werk „Vier Jahre politischer Mord“, ein Buch, das über die Hunderte von politischen Morden berichtet, die seit dem 9. November 1918 in Deutschland vorgekommen sind, ein Buch, das den Rechtsradikalen schwer auf die Nerven fiel und dessen schwerwiegender Inhalt im großen und ganzen vom Reichsjustizministerium bestätigt werden mußte. Es geht um den politischen Schriftsteller, der zufällig Jude ist.

*

Man denke daran, daß die Nationalsozialisten ein einziges Mal ernstlich versucht haben, mit Darlegungen über ihr „kommunalpolitisches Wirken“ die Leute in der Stadthalle mit lokalen Dingen zu „begeistern“. Am Abend nach jener letzten Stadtratssitzung. Es war das erste und das letzte Mal. Denn was sollten die Nationalsozialisten auch von sachlicher Arbeit berichten können! Heikle Sache!

Aber etwas müssen die Herrschaften haben, um die „Bürgerschaft“ aufzuwühlen und in Spannung zu halten: Sie hausieren mit dem „Fall Gumbel“.

*

Was nun die letzte Phase des Kampfes gegen Gumbel anlangt, so müssen wir sagen, daß wir gar keine Veranlassung haben, den Nationalsozialisten mehr zu glauben als Professor Gumbel. Denn wir haben in den letzten Jahren, was die „Zuverlässigkeit“ nationalsozialistischer Behauptungen anlangt, das Unglaublichste erleben müssen. Wir erinnern beispielsweise an die völlig abwegigen Behauptungen unserem badischen Parteichef Dr. Föhr gegenüber, für die der Redakteur des „Führers“ in Karlsruhe, Dr. Wacker, einer der gestrigen Redner, kürzlich vom Gericht ordentlich gestaucht worden ist.

Was den Zusammenhang betrifft, in dem das Wort „Kohlrübe“ gefallen ist, schreibt Professor Gumbel — es sei nochmals wiedergegeben — u. a.: Danach dürfte ich — und zwar durchaus gelegentlich — darauf hingewiesen haben, daß in jener Zeit, die ich im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht habe, der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl wurde und daß deswegen die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen als Symbol, als Denkmal des Krieges adäquat ist. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versucht die spätere Zeit, seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch falsch idealisierte Denkmäler, zu verklären.“

Also wie gesagt, wir haben keinen Grund den Nationalsozialisten mehr zu glauben als Gumbel.

*

Und nun zur gestrigen Versammlung. Man kann sich wirklich kurz fassen. Die studentischen Redner erklärten, daß ihre Darlegungen in keiner Weise als gegen die Universität gerichtet aufzufassen seien, daß die akademischen Behörden erklärt hätten, das Untersuchungsverfahren würde möglichst rasch durchgeführt werden, und daß man im Hinblick auf das schwebende Verfahren keine näheren Angaben über den neuen Fall machen könne. Mit anderen Worten: Liebe Heidelberger, seid nicht böse, daß wir euch nichts Neues erzählen können!

Und dann bekamen die Leute in übersteigerter Weise zu hören von deutschem Geist und deutschem Wesen, von deutschem Blut und völkischem Prinzip. Uebertriebene Darlegungen, die sich mit den übelsten Beschimpfungen Professor Gumbels präsentierten. Besonders die studentischen Redner suchten einander den Rang abzulaufen. Sympathisch berührte in seiner Opposition nur — trotz allem, was man sachlich gegen ihn einwenden könnte — Herr von Reichenau auf Schloß Rotenberg bei Wiesloch. Von Redakteur Wacker und dem Reichstagsabgeordneten Rupp, beide aus Karlsruhe, wollen wir gar nicht reden. Nur das soll noch gesagt werden, daß die Ausführungen des Studenten Himmel recht überheblich waren und daß er sich anscheinend durch die glimpfliche Behandlung, die er vor einiger Zeit erfahren hat, bewogen fühlt, sich über Disziplinarverfahren lustig zu machen.

Von anderen Universitäten waren nationalsozialistische Studenten gekommen — gute Regie! — und forderten ebenfalls: Fort mit Gumbel!

Und in diesem Sinne sandte man Telegramme an den Reichspräsidenten, an den Reichsinnenminister und an den badischen Kultusminister.

*

Wie hat einer der Redner gesagt? So ungefähr: Die badische Regierung, die Gumbel so lange an der Universität wirken ließ, hat dies eben nur deshalb getan, weil sie des gleichen Geistes wie Gumbel ist. Man wollte damit zweifellos die Regierung beleidigen und verlangt nun von der gleichen Regierung, daß sie Gumbel fortweist? Wir hoffen, daß sich die Herrschaften ganz gehörig täuschen!

*

Alles in allem: Es war gestern abend ein nationalsozialistischer Rummel mit verstimmter antisemitischer Platte.

AUSSCHNITT VOM: 25. JUN 1932

Mannheimer Tageblatt

Heidelberg. Kundgebung gegen Professor Gumbel. Die Deutsche Studentenschaft, der Nationalsozialistische Studentenbund und die Stahlhelm-Hochschulgruppe hatten auf Freitag abend in die Stadthalle zu einer öffentlichen Protestkundgebung gegen den ao. Professor Dr. Gumbel eingeladen, der vor kurzem neuerdings die Ehre der im Felde Gefallenen dadurch verunglimpft haben soll, daß er ein Kriegerdenkmal mit einer Kohlrübe symbolisierte. Es wurde eine Erklärung einstimmig angenommen, die an den Reichspräsidenten, den Reichsinnenminister und den badischen Kultusminister abgesandt wurde. In ihr wird gegen die weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an der Universität Heidelberg und Erzieher der deutschen Jugend protestiert und seine sofortige Sperrung von der Universität Heidelberg gefordert.

Eine Studentenkundgebung gegen Professor Gumbel.

Pforzheimer Anzeiger

Heidelberg, 25. Juni. Die deutsche Studentenschaft, der Nationalsozialistische Studentenbund und die Stahlhelm-Hochschulgruppe veranstalteten gestern abend in der Stadthalle eine öffentliche Kundgebung gegen den a. o. Professor Dr. Gumbel, der vor kurzem neuerdings die Ehre der im Felde Gefallenen dadurch verunglimpft hat, daß er als das gegebene Kriegerdenkmal eine Kohlrübe bezeichnete. Redner waren Excellenz von Reichenau, Dr. Otto Wacker und Reichstagsabgeordneter Rupp sowie Vertreter der Studentenschaft aus Karlsruhe, Darmstadt, Gießen, Stuttgart, Tübingen und Berlin. Stud. med. Dörr erklärte namens der Heidelberger Studenten, daß gegen Professor Gumbel ein Dienststrafverfahren eingeleitet worden ist. Im übrigen war ihm, da er Ohrenzeuge der beleidigenden Ausführungen Gumbels war, eine Schweigepflicht auferlegt worden.

Der Vertreter Berlins sprach für den Hauptausschuß und den Vorstand der Deutschen Studentenschaft, die 120 000 Mitglieder zähle und die lebhaft gegen eine weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an einer deutschen Hochschule Einspruch erhoben. Es wurde eine Erklärung einstimmig angenommen, die an den Reichspräsidenten, den Reichsinnenminister und den badischen Kultusminister abgesandt wurde. In ihr wird gegen die weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an der Universität Heidelberg und Erzieher der deutschen Jugend Einspruch erhoben und seine sofortige Entfernung von der Universität Heidelberg gefordert.

AUSSCHNITT VOM: 25. JUN 1932

Elbinger Zeitung und Generalanzeiger, Elbing

Ein deutscher Professor!

In einem Vortrag gebrauchte der Extraordinarius für Statistik, Mathematik und Soz. Politik an der Universität Heidelberg, Professor Gumbel, folgenden Satz: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe.“

Herr Prof. Gumbel hat schon einmal, so bemerkt der „Berl. Lok.-Anz.“ hierzu, seine geistige Wesensverbundenheit mit den deutschen Frontsoldaten kundgetan, indem er die schönen Worte gebrauchte, sie seien „auf dem Felde der Unehre gefallen“. Die „Deutsche Studentenschaft Heidelberg“ hat beim Senat Untersuchung, die Fakultät das Disziplinarverfahren beantragt. Diejenigen, denen zum Gedächtnis Herr Gumbel eine Kohlrübe errichten will, würden zwar gern auf jedes Disziplinarverfahren vor dem grünen Tisch verzichten. Sie waren Soldaten und wüßten einem solchen „Kameraden“ seinen Symbolismus schon durch deutliche Handschrift auszutreiben. Herr Gumbel, der u. a. ein Werk über „Politische [illegible]“ ins Deutsche übertragen hat (Prof. Einstein hat es eingeleitet, anscheinend also ist es „bekannt“), mag [illegible] und der Meinung sein, daß irgendwo in deutschen [illegible] leichtbekleidete erzene Jungfrauen mit „Siegespalmen“ wedeln. Leider hat der Geist, der sich der Gumbels aller kriegführenden Staaten bedient, es verhindert, daß wir Deutsche Siegesdenkmäler errichten konnten.

Funke 25/6.32

Dringender Appell für die Einheit

Die Bestrebungen für die Bildung einer antifaschistischen Front, um deren Zustandekommen sich die Arbeiterschaft gerade in jüngster Zeit auf verschiedene Weise bemüht, werden unterstützt durch den hier folgenden Aufruf:

Dringender Appell!

Die Vernichtung aller persönlichen und politischen Freiheit in Deutschland steht unmittelbar bevor, wenn es nicht in letzter Minute gelingt, unbeschadet von Prinzipiengegensätzen alle Kräfte zusammenzufassen, die in der Ablehnung des Faschismus einig sind. Die nächste Gelegenheit dazu ist der 31. Juli.

Es gilt diese Gelegenheit zu nutzen und

endlich einen Schritt zu tun

zum Aufbau einer einheitlichen Arbeiterfront, die nicht nur für die parlamentarische, sondern auch für die weitere Abwehr notwendig sein wird.

Wir richten an jeden, der diese Ueberzeugung mit uns teilt, den dringenden Appell, zu helfen, daß ein Zusammengehen der Sozialdemokratischen und Kommunistischen Partei für diesen Wahlkampf zustande kommt, am besten in der Form gemeinsamer Kandidatenlisten, mindestens jedoch in der Form von Listenverbindung. Insbesondere in den großen Arbeiterorganisationen, nicht nur in den Parteien, kommt es darauf an, hierzu allen erdenklichen Einfluß aufzubieten.

Sorgen wir dafür, daß nicht Trägheit der Natur und Feigheit des Herzens uns in die Barbarei versinken lassen!

Chi-yin Chen, Willi Eichler, Albert Einstein, Karl Emonts, Anton Erkelenz, Kurt Großmann, E. J. Gumbel, Walter Hammer, Theodor Hartwig, Kurt Hiller, Maria Hodann, Erich Kästner, Karl Kollwitz, Käthe Kollwitz, Arthur Kronfeld, E. Lantz, Otto Lehmann-Rußbüldt, Heinrich Mann, Paul Oestreich, Franz Oppenheimer, Theodor Plivier, Paul von Schoenaich, August Siemsen, Minna Specht, Helene Stöcker, Ernst Toller, Erich Zeigner.

*

Wir begrüßen aufs wärmste diesen wahrhaft dringenden Appell, der zeigt, daß die Erkenntnis von der Notwendigkeit einer Einheitsfront und die Bereitwilligkeit, für sie zu arbeiten, alle Kreise erfaßt hat, die überhaupt an der Verhinderung einer faschistischen Herrschaft interessiert sind.

Wir hoffen, daß den hier veröffentlichten Unterschriften in kürzester Zeit viele andere folgen werden.

Zustimmungserklärungen zu dem Aufruf werden erbeten an eine der folgenden Adressen:

Anton Erkelenz, Berlin-Zehlendorf, Teichstr. 20.
Kurt Großmann, Berlin-Charlottenburg 4, Wilmersdorfer Straße 86.
Maria Hodann, Berlin N 65, Adolfstr. 19.
Karl und Käthe Kollwitz, Berlin N 58, Weißenburger Straße 25.
Otto Lehmann-Rußbüldt, Berlin NW 40, Spenerstraße 11.

Abschrift!

Oberhessische Zeitung, Marburg/Lahn, Sonnabend, den 25. Juni 1932

Kammersitzung der Marburger Studentenschaft.

In der Kammersitzung am 21. Juni fasste die Allgemeine Marburger Studentenschaft auf Antrag der nationalsozialistischen Fraktion folgende Entschliessung:

"Die Kammer der Allgemeinen Marburger Studentenschaft hat mit Entrüstung Kenntnis genommen von den unglaublichen Ausführungen Gumbels auf dem Sprechabend der marxistischen Studentengruppe ("Das Kriegerdenkmal der deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichbekleidete Jungfrau mit der Siegerpalme in der Hand, sondern eine einzige grosse Kohlrübe".) Die Allgemeine Marburger Studentenschaft spricht der Heidelberger Studentenschaft in ihrem Kampfe ihre volle Sympathie aus und geht mit ihr einig in der Forderung auf unverzügliche Entlassung Gumbels."

Samstag, den 25. Juni 1932. 2. Jahrg. / Nr. 14

Wir fordern:

Der Jude Gumbel hat nun endlich zu verschwinden!

In ganz Deutschland ist der jüdische Universitätsprofessor Gumbel unrühmlichst bekannt geworden durch seine schamlose Beschimpfung der Helden des Weltkrieges mit dem Wort von

„dem Feld der Unehre".

In seinen Büchern findet sich noch manche Stelle, die beweist, daß es sich dabei nicht um eine einmalige Entgleisung, sondern um eine ausgesprochene deutschfeindliche Gesinnung handelt. „Vier Jahre politischer Mord" heißt eines seiner „Werke", das schon im Titel den Geist eines Wehrverräters und pazifistischen Gesinnungslumpen verrät. Im Absatz: „Der Friede von Versailles" heißt es dort:

„Dem besiegten kaiserlichen Deutschland des 5. Oktober stellte die Entente mit Recht die denkbar schärfsten Waffenstillstandsbedingungen."

Im selben Absatz:

„Die Entente hat nichts getan, um die ehrlichen Kämpfer auf der anderen Seite, wie Eisner, zu unterstützen."

Und gleich darnach:

„Am stärksten hat der Friedensvertrag von Versailles den Nationalismus wieder geweckt. Was man ihm vor allem vorwerfen muß, ist die Tatsache, daß er ein Diktatfrieden ist, daß er Deutschland mehr schädigt, als er der Entente nützt."

Diesem intellektuellen Landesverräter liegt also der Nutzen und das Wohlergehen der Entente ungewöhnlich am Herzen, und die „ehrlichen Kämpfer" vom Schlage Eisner begeistern ihn auch heute noch. Noch ungeheuerlicher aber ist folgende Stelle:

„Endlich hat die Entente so ziemlich in allen Punkten nachgegeben, wo sie nicht hätte nachgeben sollen und nicht nachgegeben in allen Punkten, wo sie hätte nachgeben sollen. Als Beispiel diene die Auslieferungsfrage. Die Entente hätte diese Frage niemals stellen sollen. Wenn sie aber schon gestellt war, so hätte sie auch durchgeführt werden müssen, da sonst alle nationalen Instinkte erweckt worden, ohne daß dem verletzten Recht Genüge geworden ist.

Auch in der Entwaffnungsfrage hätte die Entente schärfer vorgehen dürfen."

Herr Gumbel hätte es also lieber gesehen, wenn der kürzlich auch von ihm gewählte Reichspräsident von Hindenburg an die französischen Kriegsgerichte ausgeliefert worden wäre; und Deutschlands Entwaffnung ist für ihn immer noch nicht weitgehend genug. Ein solcher Mann aber doziert heute noch an der Heidelberger Universität, eine Schande, deren Existenz nur aus der Tatsache einer seit der Revolution bestehenden schwarz-roten badischen Staatsführung erklärt werden kann.

Ueber den jüngsten Beweis seiner verwerflichen Gesinnung, den

„Kohlrüben-Skandal"

haben wir schon mehrfach berichtet.

Wegen diesem neuen Schlag ins Gesicht des wehrbereiten Deutschlands und dieser neuen Beschimpfung unserer Frontgeneration hat Gauleiter Wagner eine kleine Anfrage im badischen Landtag mit dem Ziel der sofortigen Dienstentlassung Gumbels eingebracht. Wider Erwarten hat sich die schwarz-rote badische Regierung sofort bemüßigt gefühlt, die disziplinarische Untersuchung des Falles anzuordnen. Gegenwärtig ist nun der Senat der Heidelberger Universität in langen Sitzungen damit beschäftigt, den neuen Fall Gumbel zu klären. Was es hier lange zu untersuchen gibt, ist uns schleierhaft, nachdem drei eidesstattliche Erklärungen über den Wortlaut des Gumbelschen Ausspruches vorliegen und Gumbel selbst seine Aeußerung garnicht ernstlich bestreiten kann, sondern „sich nur nicht mehr genau erinnern kann". Angesichts dieser echt jüdischen Verteidigungsart fordern wir:

Bitte, kein langes Gefackel!

Raus mit ihm!

Um dieser Forderung Nachdruck zu geben, fand gestern Abend in der Stadthalle eine Protestkundgebung statt, über deren Verlauf wir folgendes festhalten wollen:

Die Protestkundgebung in der Heidelberger Stadthalle

Schon lange vor Beginn war der große Saal der Heidelberger Stadthalle überfüllt. Das Bild einer wahren Volksgemeinschaft bot sich dar. Da kamen die Studenten mit Band und Mütze, dazwischen Arbeiter mit schwieligen Fäusten, Freistudenten, Bürger — kurz das ganze Volk. Lange vor Beginn mußten auch die obersten Galerien geöffnet werden, da alles überfüllt war. Schon vor der Kundgebung hatte man den Eindruck, daß das deutsche Heidelberg gewillt ist, Hern Gumbel nunmehr endgültig aus Heidelberg hinauszujagen. Immerfort hält der Zustrom an. Sogar die Orgelempore muß geöffnet werden und ist im Augenblick überfüllt. Von der Decke herab hängt eine riesige Hakenkreuzfahne und eine schwarz-weiß-rote Fahne.

Nachdem cand. med. Scheel als Vorsitzender der deutschen Studentenschaft Heidelberg und zugleich im Namen des NSDSt.B. Heidelberg die Anwesenden begrüßt hatte, und dabei betonte, daß der Kampf der Studentenschaft nicht gegen die Universität gehe, daß er auch keinen Eingriff in ein schwebendes Verfahren bedeuten solle, gab Pg. Dörr der als Zeuge in dem Verfahren gegen Gumbel auftritt und deshalb auf eine Ansprache verzichtete, im Auftrage der Universität die Erklärung ab, daß man alles tun werde, um die Entscheidung zu beschleunigen. Für die Studentenschaft gebe es ein unverrückbares Ziel:

Einen anständigen Kampf zu führen, damit dieser unanständige Mann schleunigst verschwinde.

Die Studentenvertreter:

Die Studentenvertreter cand. jur. Himmel und cand. jur. Scherberger gaben dann der Empörung der Studentenschaft über die neuerliche Beschimpfung unserer gefallenen Frontsoldaten durch den Juden Gumbel Ausdruck.

„Wenn die Dozenten den Geist, der die deutschen Studenten zu diesem Protest zwingt, nicht verstehen können, dann anerkennen wir sie nicht als unsere Führer."

Es gehe nicht um Herrn Gumbel, der am Nachmittag mit zwei Weekendkoffern und einer brilliantengeschmückten Dame in Richtung Stuttgart abreiste, sondern es müsse ein für alle mal unmöglich gemacht werden, daß derartige Leute deutsche Universitätslehrer sein dürften.

Senat und Dozentenschaft sei der Vorwurf zu machen, daß sie vor 2 Jahren dem Protest der Studentenschaft feindlich gegenüber gestanden sind.

Damals haben die Dozenten als Führer versagt, darum hat der deutsche Student einen anderen Führer gefunden.

Wegen seines Auftretens gegen den Juden Gumbel wurde der Asta durch Dr. med. h. c. Adam Remmele aufgelöst. Damals entstand die Deutsche Studentenschaft Heidelberg. Heute kämpft sie den alten Kampf gegen Gumbel, und Remmele ist inzwischen gefallen. Die deutsche Studentenschaft kämpft um den deutschen Geist, der beim Richtfest, das Heidelberger Studenten und Bauarbeiter zusammen feierten, spontan zu Tage trat, nicht aber um den „neuen Geist", der in dem neuen Universitätsbau verkörpert ist.

Wenn man manche Besucher der Universität betrachte, so könne man meinen, nicht in einer deutschen Universität, sondern an der Klagemauer Jerusalems zu stehen.

Die Studentenschaft und mit ihr die Bevölkerung Heidelbergs wird nicht eher ruhen, bis Gumbel, dieser Schandfleck einer deutschen Universität, entfernt ist und sein Kopf rollen wird (legal natürlich). Mit ihm fällt ein Kopf des Systems. Stürmischer Beifall der Versammelten wurde den studentischen Rednern zuteil.

Nachdem noch die Vertreter der Studentenschaft und des NS.D.St.B. der Universitäten Karlsruhe, Freiburg, Mannheim, Darmstadt, Gießen, Tübingen, Stuttgart und Hohenheim und ein Vertreter des Vorstandes der „Deutschen Studentenschaft" den Studenten Heidelbergs ihre Unterstützung zugesagt hatten, sprach Gesandter a. D. von Reichenau.

Pg. v. Reichenau

Er führte folgendes aus:

„Wir sind hier versammelt, um der Entrüstung und Empörung Ausdruck zu verleihen, daß der Privatdozent Gumbel es wieder gewagt hat, uns Deutschen Beleidigungen gegen unsere gefallenen Soldaten ins Gesicht zu schleudern."

Im Kampf gegen Gumbel fühle er sich als Altakademiker zu der Front der Jugend gehörig. Die deutschen Universitäten dürfen künftig nicht mehr Tummelplätze undeutschen Geistes und jüdischen Zynismus sein.

Der studentische Kampf muß von großer Ehrlichkeit und heiligem Ernst getragen sein. Das ist er, und er fragt nicht: Was nützt es, sondern ist es Recht oder Unrecht?

Nach einer glänzenden Definition des Deutschseins schloß Pg. von Reichenau:

„Nur wenn sich Dozenten- und Studentenschaft in diesem Dienst am Deutschtum auf gleicher Ebene treffen, dann kann eine gute Arbeit gedeihen. Gumbel hat sich durch sein undeutsches Verhalten selbst ausgeschlossen aus der Volksgemeinschaft und der akademischen Gemeinschaft. Sorgen Sie alle dafür, daß das deutsche Unrecht, das Gumbel heißt, durch deutsche Gerechtigkeit seine Sühne findet."

Pg. Dr. Wacker

Und wieder dröhnte der Saal vom Beifall. Schlechthin zu einer „Rede an die deutsche Nation" nahm dann Hauptschriftleiter Dr. Wacker, Karlsruhe, das Wort. Unmöglich, in kurzen Ausführungen das wiederzugeben, was Wacker über die Entstehung des Nationalsozialismus, über seine Geburt aus dem Kriegserlebnis sagte, wie er dann den Kampf der Juden in Deutschland gegen diese deutsche Idee darstellte. Von diesem Gesichtspunkt aus beleuchtete er den Fall Gumbel. Mit den Worten: „Nieder mit dem Judentum, es lebe das heilige Deutschland!" endeten seine Ausführungen, die einen nicht wiederzugebenden Beifall ernteten. (Wir werden diese glänzende Rede noch unverkürzt zum Abdruck bringen).

Pg. Rupp, M.d.R.

Schließlich nahm noch Pg. Rupp, Karlsruhe, M.d.R., das Wort.

„Die Angelegenheit Gumbel ist für uns Nationalsozialisten keine Angelegenheit der Universität, sondern lediglich eine Sache der Polizei. Wie auch Senat und Fakultät entscheiden mögen, wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Deutsche Männer wurden von der Badischen Regierung ins Gefängnis gesperrt, oder auf die Straße gesetzt, ja von der Polizei mit Gummiknüppeln bearbeitet. Gegen den Juden Gumbel geschieht nichts.

Mit Leuten wie Gumbel werden wir ein für alle mal Schluß machen. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein gelegt wird für den deutschen Staat, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am ersten oder zweiten August beerdigt werden. Auf sein Grab wird man dann nicht drei Lilien pflanzen, sondern drei Kohlrüben."

Die Protesttelegramme:

Die Versammlung sandte an den Herrn Reichspräsidenten, an den Reichsinnenminister und badischen Kultusminister ein Telegramm folgenden Inhalts:

„3500 in der Stadthalle zu Heidelberg versammelte Studenten und Bürger der Universitätsstadt Heidelberg erheben flammenden Protest dagegen, daß Gumbel noch immer deutscher Professor und Erzieher der Jugend sein kann.

Wir fordern nach einer neuerlichen Beschimpfung der im Weltkrieg gefallenen deutschen Soldaten seine sofortige Entfernung von der Universität Heidelberg."

Nach begeisterten Zustimmungserklärungen sangen 3500 deutscher Männer und Frauen das Deutschlandlied. Mit einem dreifachen Heil auf das kommende deutsche Reich schloß die denkwürdige Kundgebung. Das deutsche Heidelberg wird nicht ruhen, bis Gumbel davongejagt wird.

25. JUN. 1932

Neue Preußische Kreuzzeitung, Berlin SW 11

Von Gumbel zu Gumbel.

Die Universität Heidelberg kann sich rühmen, einen bedeutenden Vertreter der Nachkriegsdozentengeneration unter ihrer Dozentenschaft zu besitzen. Es ist noch nicht allzu lange her, daß durch die Presse Deutschlands die Mitteilung von der „Gummiknüppelschlacht" vor der alma mater heidelbergensis ging, und als tiefere Ursache dieser Affäre konnte man die Tatsache, daß Herr Gumbel außerordentlicher Professor geworden war, obwohl seinerzeit die philosophische Fakultät in einem Gutachten aus dem Jahre 1925 einigermaßen begründete Zweifel in die Eignung Gumbels zum Hochschullehrer gesetzt hatte. Dies Gutachten erging kurze Zeit, nachdem Gumbel öffentlich gesagt hatte, daß die Gefallenen des Weltkrieges gewissermaßen auf dem Felde der Unehre gefallen seien. Nicht genug damit, Anfang dieses Jahres hat Gumbel in einer republikanisch-sozialistischen Zeitschrift seiner Meinung dahingehend Ausdruck verliehen, daß man, wenn man von einem Felde der Ehre spräche, man auch von einem Etappenbordell der Ehre und dergleichen sprechen müßte. Leider ist dieser Aufsatz viel zu wenig gewürdigt worden. Vielleicht hat das dazu beigetragen, daß Herr Gumbel weiterhin glaubt, die deutschen Gefallenen und ihre Angehörigen ungestraft beleidigen zu dürfen. Wenigstens lesen wir über seine neuen Ergüsse im „Heidelberger Student" folgendes:

Anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studentenbundes im Artushof, stellte der sattsam bekannte Heidelberger Gumbel seinen Ausführungen folgendes Motto voran:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Die Empörung der Heidelberger Studentenschaft über diese erneute Beschimpfung dessen, was einem Deutschen heilig ist, ist natürlich groß. Sie soll noch in einer öffentlichen Kundgebung unterstrichen werden. Aber diese Sache darf nicht eine Lokalangelegenheit bleiben, sondern sie muß weitesten Kreisen des deutschen Volkes zur Kenntnis gebracht werden. Es ist zwar ein Disziplinarverfahren gegen Gumbel eingeleitet worden, das sicherlich ein unparteiisches und gerechtes Urteil fällen wird. Aber was ist damit gewonnen? Wir zweifeln nicht daran, daß sich Herr Gumbel wieder einmal an nichts mehr erinnern kann, wie wir das schon öfters erlebt haben. Wir sind auch überzeugt, daß Gumbels Gesinnungsgenossen einwandfrei bestätigen werden, daß Gumbel dem Sinne nach „etwas ganz anderes" gesagt hat, wir möchten aber in aller Bescheidenheit einmal grundsätzlich feststellen, daß wir Heidelberger Studenten nicht mehr länger zusehen können, daß ein Mann wie der Genannte, an unserer Hochschule unter dem Deckmantel der Lehrfreiheit mehr oder minder ungestraft Dinge mit Dreck bewirft, die uns Deutschen aller Parteien einmal heilig sind, die Herr Gumbel vielleicht wegen seiner rassischen Verschiedenheit jedoch nicht versteht. In nationalen Staaten wäre ein solcher Mann einfach unmöglich. Bei uns sollen diese Unverschämtheiten anscheinend weiter geduldet werden. Vergißt man denn, daß auf den Universitäten Jugend studiert, und vor allem Jugend als Erziehungsmaterial vorhanden ist, die einmal die Interessen der Nation vertreten soll? Wie kann ich aber eine Nation vertreten, wenn nicht einmal das Nationalgefühl an einer deutschen Universität geschützt wird? Auch hier brauchen wir bald und dringend eine Aenderung der Verhältnisse. Deswegen wenden wir uns auch an die Oeffentlichkeit, in der Hoffnung, daß unser Kampf gegen solche „Hochschullehrer" volles Verständnis und nachhaltige Unterstützung aller Deutschgesinnten findet.

Dr. Eduard Ernst Grupe.

Badische Presse, Karlsruhe

Studentenkundgebung gegen Prof. Gumbel.

)(Heidelberg, 25. Juni. Die Deutsche Studentenschaft, der Nationalsozialistische Studentenbund und die Stahlhelm-Hochschulgruppe veranstalteten am Freitag abend in der Stadthalle eine öffentliche Protestkundgebung gegen den a. o. Professor Dr. Gumbel, der bekanntlich vor kurzem neuerdings die Ehre der im Felde Gefallenen dadurch verunglimpft haben soll, daß er ein Kriegerdenkmal mit einer Kohlrübe symbolisierte. Redner waren Exzellenz v. Reichenau, Dr. Otto Wacker und Reichstagsabgeordneter Rupp, sowie Vertreter der Studentenschaft aus Karlsruhe, Darmstadt, Gießen, Stuttgart, Tübingen und Berlin.

Der Vertreter Berlins sprach für den Hauptausschuß und den Vorstand der Deutschen Studentenschaft, die 120 000 Mitglieder zähle. Er protestierte lebhaft gegen eine weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an einer deutschen Hochschule. Es wurde eine Erklärung einstimmig angenommen, die an den Reichspräsidenten, Reichsinnenminister und den badischen Kultusminister abgesandt wurde. In ihr wird gegen die weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an der Universität Heidelberg und Erzieher der deutschen Jugend protestiert und seine sofortige Sperrung von der Univer[illegible]

AUSSCHNITT VOM: 26. JUN. 1932

Süddeutsche Zeitung, Stuttgart

55

Weg mit Gumbel!

Eine Entschließung der Tübinger Studenten

:: Tübingen, 25. Juni.

In der gestrigen Astasitzung wurde die Wahl für das neue Semester auf 15. Juli anberaumt. Neben einem Antrag der Stahlhelm-Hochschulgruppe Langemarck, bei der württembergischen Regierung die Errichtung eines kriegswissenschaftlichen Lehrstuhls in Vorschlag zu bringen, der einstimmig angenommen wurde, und der Erledigung innerer Angelegenheiten (Beschickung des Studententags in Königsberg — Versailles-Kundgebung — Langemarckspende) wurde ebenfalls einstimmig folgende Kundgebung im neuen Falle Gumbel beschlossen:

„Die Tübinger Studentenschaft bekennt sich einmütig zu dem Kampf, den ihre Heidelberger Kommilitonen gegen den berüchtigten Prof. Gumbel führen, der nun aufs neue die deutschen Helden in schamlosester Weise zu beschimpfen versucht. Auch hier in Tübingen haben wir ja schon diesen Gumbel kennen gelernt, als er vor mehreren Jahren die sogenannte „Lustnauer Schlacht" provozierte. Für solche Gestalten ist kein Raum in Deutschland, am wenigsten an unseren Hohen Schulen. Wir geben unserer bestimmten Hoffnung Ausdruck, daß auch die Heidelberger Dozentenschaft wie die dortigen Studenten entschieden für Säuberung und Reinerhaltung der deutschen Hochschule eintritt. Mit dem ganzen gesunden Volke rufen wir der Heidelberger Studentenschaft zu: Ruht nicht, rastet nicht, bis solcher Pestgeist hinweggefegt und ausgerottet ist! Ihr kämpft für Deutschland!"

AUSSCHNITT VOM: 26. JUN. 1932

Generalanzeiger Dortmund Dortmund

Für ein Zusammengehen der SPD. und KPD.

Ein Aufruf geistiger Führer der Linken

Eine Reihe geistiger Führer, die der Linken nahestehen, erlassen heute folgenden dringenden Appell:

„Die Vernichtung aller persönlichen und politischen Freiheit in Deutschland steht unmittelbar bevor, wenn es nicht in letzter Stunde gelingt, unbeschadet von Prinzipien-Gegensätzen alle Kräfte zusammenzufassen, die in der Ablehnung des Faschismus einig sind. Die nächste Gelegenheit dazu ist der 31. Juli.

Es gilt, diese Gelegenheit zu nutzen und endlich einen Schritt zu tun zum Aufbau einer einheitlichen Arbeiterfront, die nicht nur für die Parlamente, sondern auch für die weitere Abwehr notwendig sein wird.

Wir richten an jeden, der diese Ueberzeugung mit uns teilt, den dringenden Appell, zu helfen, daß ein Zusammengehen der Sozialdemokratischen und Kommunistischen Partei für diesen Wahlkampf zustande kommt, am besten in der Form gemeinsamer Kandidatenlisten, mindestens jedoch in der Form von Listenverbindung, insbesondere in den großen Arbeiterorganisationen. Nicht nur in den Parteien kommt es darauf an, hierzu allen erdenklichen Einfluß aufzubieten.

Sorgen wir dafür, daß nicht Trägheit der Natur und Feigheiten des Herzens uns in die Barbarei versinken lassen!"

Dieser Appell ist unterschrieben u. a. von: Albert Einstein, Anton Erkelenz, Kurt Großmann, E. J. Gumbel, Kurt Hiller, Maria Hodann, [illegible] Kollwitz, Käthe Kollwitz, Otto Lehmann-Rußbüldt, Heinrich Mann, Franz Oppenheimer, Theodor Plivier, Paul von Schönaich, Minna Specht, Helene Stöcker, Ernst Toller.

Für Zusammengehen von Kommunisten und Sozialdemokraten. Eine Reihe linksgerichteter Persönlichkeiten hat einen Aufruf erlassen, in dem sie für die bevorstehenden Reichstagswahlen zur besseren Bekämpfung des Faschismus ein Zusammengehen der Sozialdemokraten und Kommunisten fordern. Der Aufruf ist unter anderen unterschrieben von Professor Einstein, E. Gumbel, Heinrich Mann, Ernst Toller, Erich Zeigner und Erkelenz.

Stuttgarter Neues Tagblatt 25.VI.32

„Heidelberger Neueste Nachrichten" — „Heidelberger Anzeiger" 25. 6. 32.

Protestversammlung gegen Gumbel.

[illegible] und Bürger fordern sein sofortiges Ausscheiden. – Massenversammlung mit 3500 Besuchern.

[illegible] Im überfüllten großen Saal der Stadthalle fand [illegible] eine Protestversammlung der hiesigen [illegible]schulgruppe der Deutschen Studentenschaft statt, zu der auch der Nationalsozialistische Deutsche Studentenbund und die Stahlhelm-Hochschulgruppe eingeladen hatten. Die Protestversammlung, die nach Form und Inhalt aller Reden einen durchaus sachlichen Charakter aufwies, trug den Geist einer alle Stände und Klassen überbrückenden Volksgemeinschaft und gestaltete sich zu einer imposanten vaterländischen Kundgebung.

[illegible] Vertreter der hiesigen Hochschulgruppe der Deutschen Studentenschaft und des Nationalsozialistischen Deutschen Studentenbundes G. A. Scheel leitete die Versammlung, in der u. a. Vertreter des [illegible]tausschusses des Deutschen Studentenbundes in [illegible], sowie aus Karlsruhe, Mannheim, Gießen, [illegible]mstadt, Stuttgart, Tübingen und von der Land[illegible]schaftlichen Hochschule Hoheim anwesend waren. [illegible] Freiburger Studentenschaft hatte in einem Tele[illegible] zum Ausdruck gebracht, daß sie im Kampf gegen [illegible]mbel einmütig zu Heidelberg stehe. Scheel erklärte, [illegible] Protestversammlung richte sich nicht gegen gie Universität, sie wolle auch nicht in das gegen Gumbel be[illegible] schwebende Untersuchungsverfahren eingreifen

Gumbel sei der typische Vertreter einer Geistesrichtung, für die nicht länger Platz an einer deutschen Hochschule sei.

[illegible]en Kampf gegen diese Richtung lasse sich die deutsche Studentenschaft nicht nehmen. Karl Doerr teilte [illegible], daß er zu der Erklärung ermächtigt sei, daß in dem [illegible]öffneten Untersuchungsverfahren gegen Gumbel alles getan werde, um es zu beschleunigen. Mit Rücksicht auf diese Erklärung halte er es für besser, zu der Angelegenheit nicht zu sprechen, da ihn die Schweigepflicht [illegible]inde. Die Studentenschaft wolle einen anständigen Kampf führen, auf daß ein unanständiger Mann von der Heidelberger Universität endlich verschwinde. — Fred Himmel erklärte u. a., der Kampf werde geführt um die Tradition der deutschen Hochschulen. Wenn die Dozentenschaft diesen Kampf nicht verstehen wolle, so könne sie nicht als die geistigen Führer anerkannt werden. Führer der Jugend und des Volks könne im heutigen Deutschland nur sein, wer seine ganze Kraft für die große nationale Idee einsetze, ehrlich für sie strebe und sich zu ihr bekenne. Die Akademiker müßten in die Reihen des Bürgertums und der Arbeiterschaft eintreten, um eine große Volksgemeinschaft zu bilden.

Der Kampf gehe um die akademische Freiheit, er sei Dienst am Volk und Vaterland.

[illegible]ichard Scherberger sagte u. a., daß Gumbel mit [illegible]iner neuerlichen Aeußerung die Gefallenen des Welt[illegible]iegs abermals geschmäht habe. Es sei die Gesinnung dieses Mannes und nicht seine Person, die den Kampf aller national Gesinnten herausfordere. Der Kampf gegen die Regierung und den Senat, den die Hochschulgruppe der Deutschen Studentenschaft bisher geführt habe, sei ein ehrliches Ringen um den deutschen Geist an den Hochschulen. Gumbel, der sein Volk hasse und im Dienst des Feindbundes stehe, sei unerträglich als Führer der akademischen Jugend. Er und seine Gesinnungsgenossen seien es gewesen, die den Satz propagierten, daß Vaterlandsverrat keine Schande sei. Der badische Kultusminister habe 1931 den Heidelberger Asta aufgelöst, weil [illegible] der Träger des Kampfes gegen Gumbel sei. Die deutsche Studentenschaft führe diesen Kampf bis zur end[illegible]lichen Entfernung dieses Dozenten von der Universität, denn die akademische Jugend fühle sich verpflichtet, die Stätten der Wissenschaft rein zu erhalten.

Die deutschen Universitäten müßten wieder die Träger vaterländischer Kultur- und Geistesfreiheit werden.

Gumbel habe mit seinen Beschimpfungen auch das Vaterland getroffen, das ganze nationale Deutschtum. Aus der ganzen Lehr- und Schrifttätigkeit dieses Mannes spreche der Geist, der auch in seinen Schmähreden zum Ausdruck komme. Sollte Gumbel nunmehr aber wieder nicht den Mut aufbringen, sich zu seinem neuer[illegible]lichen Ausdruck zu bekennen, so bedauere die Studentenschaft, sich mit einem derart feigen Dozenten abgegeben zu haben.

Ein Verteter der Mannheimer Hochschulgruppe erklärte, Gumbel habe sich das Unglaublichste leisten dürfen an der ältesten deutschen Universität und man frage sich, wie lange er wohl noch an der Ruperto Carola wirken dürfe. Die Mannheimer akademische Jugend stehe in diesem gerechten Kampf auf der Seite ihrer Heidelberger Kommilitonen und fordere die Entfernung dieses Lehrers. Im gleichen Sinne sprachen die Vertreter der Karlsruher, Gießener, Darmstädter, Stuttgarter und Tübinger Studentenschaft. Der Vertreter der hessischen akademischen Jugend erklärte u. a., daß auch sie in den Kampf eingetreten wären, wenn man sie an ihren Hochschulen mit einer solchen Gestalt beglückt hätte. Der Tübinger Vertreter verlas eine Erklärung des dortigen Ausschusses, wonach er sich rückhaltlos zu dem Kampf der Heidelberger Kommilitonen bekennt und der Ansicht Ausdruck gibt, daß

für Gestalten vom Schlag Gumbels überhaupt kein Platz an deutschen Hochschulen sein dürfe.

Der Vertreter des Hauptausschusses in Berlin, Huber, meinte, es werde wohl nicht mehr lange dauern, bis Gumbel nicht nur aus Heidelberg, sondern überhaupt aus Deutschland verschwinde. Der deutsche Studententag, der demnächst an der Grenzmark zusammen[illegible]tete, habe seiner Tagungsarbeit die Losung vorange[illegible]ellt: Reinigt die deutschen Hochschulen [illegible]

[illegible] Gesandter a. D. von Reichenau bekannte sich [illegible] alter Akademiker und Mitkämpfer in den Reihen der Jugend im Interesse von Reich und Volk und zum Schutz der deutschen Seele. Der Kampf um Ehre, Gesittung und Kultur müsse getragen sein vom tiefen Ethos, das nur danach frage, was recht und was unrecht sei. Dienst am Volk sei selbstverständliche Pflicht. Deutsch sein heiße, einen ehrlichen Willen und einen festen Glauben zu haben und in die Tat umzusetzen; wahr und treu zu sein.

Nur wenn Lehrende und Lernende in diesem Sinne zusammenstehen, sei eine fruchtbare Arbeitsgemeinschaft möglich.

Gumbel habe sich selbst aus der akademischen Kameradschaft ausgeschlossen und dann sich selbst das Verdammungsurteil gesprochen. Dieser Fall sei eine nationale Angelegenheit, die in der breitesten Oeffentlichkeit besprochen und beurteilt werden müsse. Jeder wahre Deutsche sei berufen zur Mitarbeit, um das Unrecht, das Gumbel heiße, wieder gutzumachen durch die Gerechtigkeit der Sühne.

Dr. Otto Wacker (Karlsruhe) behandelte in seinen Ausführungen die Ursachen der kulturellen, politischen und sozialen Gespaltenheit des Volks und betonte u. a., die Ursache, daß das deutsche Volk noch nicht zu einem Staatsvolk zusammengeschweißt wurde, trotz seiner 2000jährigen Geschichte, beruhe in der schlechten Organisierung. Von diesem Gesichtspunkt aus betrachtet, sei der Fall kein Einzelfall, denn

Gumbel sei der typische Vertreter einer Gegnerschaft alles Nationalen.

Die akademische Jugend müsse mehr als bisher Kämpfer sein für die wahre Volksgemeinschaft.

Reichstagsabgeordneter Rupp (Karlsruhe) gab seiner Ueberzeugung Ausdruck, daß der Fall Gumbel eigentlich eine Angelegenheit der Polizei sei, derselben Polizei, die ihre Energie gegen die nationale Bewegung einsetze, aber bisher gegen Gumbel nichts getan habe. Der Redner gab seiner Ueberzeugung Ausdruck, daß am Abend des 31. Juli die Hakenkreuzflagge nicht nur über Heidelberg und seinem Schloß, sondern auch über der Ruperto Carola entfaltet werde.

Der Versammlungsleiter verlas sodann eine

Erklärung

an den Reichspräsidenten, den Reichsinnenminister [illegible] an den badischen Kultusminister, die mit starkem Beifall aufgenommen wurde. Sie hat folgenden Wortlaut:

„3500 in der Stadthalle in Heidelberg versammelte Studenten und Bürger erheben [illegible] Protest dagegen, daß Dr. Gumbel immer [illegible] Professor an der Heidelberger Universität sein [illegible]. Sie fordern seine sofortige Entfernung von der Ruperto Carola!"

Mit einem Hoch auf das kommende Vaterland und dem Gesang des ersten Verses des Deutschlandliedes konnte die vorbildlich diszipliniert verlaufene Versammlung um ½11 Uhr beschlossen werden.

[illegible]wurden, standen [illegible] der Nische. Der Boden war mit schönen Steinen und Platten ausgelegt.
Im hinteren Teil der Grotte stand ein [illegible] Tisch, in dem verschiedene Wasserkünste angebra[illegible], die man alle mittelst eines Druckes spring[illegible] konnte. An der heute noch gut erhaltenen [illegible] kann man das Kunstwerk noch gut erken[illegible] nach der Art eines rauhen Sandsteines [illegible] mit einem durchsichtigen Giebel versehen, [illegible] [illegible]erfiguren befanden. Vorhanden sind [illegible] [illegible] Schwein und der Bär.
Außerhalb der Grotte sehen wir heute [illegible]

Allgemeine Zeitung, Chemnitz

Uns interessiert, 26. 6. [illegible]

daß eine „proletarische" oder „antifascistische" Einheitsfront in nächster Zeit wohl noch nicht [illegible] vorsteht, denn vorläufig beflegeln sich die beiden marxistischen Parteien noch erheblich und werfen sich gegenseitig Arbeiterverrat vor, daß aber von sogenannter intellektueller Seite her diese Einheitsfront propagiert wird. Der Exdemokrat und jetzige Sozialdemokrat Erkelens gibt einen dringenden Appell heraus, der zu einem Zusammengehen der Sozialdemokratischen und Kommunistischen Partei im Wahlkampf auffordert, und zwar in der Form gemeinsamer Kandidatenlisten, mindestens jedoch in der Form von Listenverbindung. Zu den Unterzeichnern dieses Appells gehört der neuerdings bei allen marxistischen Angelegenheiten unvermeidliche Heinrich Mann, der übelst bekannte Professor Gumbel und damit die Gesellschaft vollständig und eindeutig bestimmt sei, auch der ehemalige sächsische Ministerpräsident unrühmlichsten Angedenkens, Herr Erich Zeigner. Die deutsche Arbeiterschaft braucht sich diese Herren bloß anzusehen, um ein Grausen davor zu bekommen, sich in solche Gefolgschaft zu begeben. Deshalb begrüßen wir diesen Aufruf, weil er wie kaum eine andere Aktion geeignet ist, der marxistischen Front, [illegible] sie nun geschlossen oder nach wie vor zweiteilig aufgezogen, Abbruch zu tun.

AUSSCHNITT VOM: 26. JUN 1932

Der Stahlhelm – Berlin

Von Gumbel zu Gumbel

Die Universität Heidelberg kann sich rühmen, einen bedeutenden Vertreter der Nachkriegsdozentengeneration unter ihrer Dozentenschaft zu besitzen. Es ist noch nicht allzu lange her, daß durch die Presse Deutschlands die Mitteilung von der **Gummiknüppelschlacht vor der alma mater heidelbergensis** ging, und als tiefere Ursachen dieser Affäre buchte man die Tatsache, daß **Herr Gumbel außerordentlicher Professor geworden** war, obwohl seinerzeit die philosophische Fakultät in einem Gutachten aus dem Jahre 1925 einigermaßen begründete Zweifel in die Eignung Gumbels zum Hochschullehrer gesetzt hatte. Dies Gutachten erging **kurze Zeit nachdem Gumbel öffentlich gesagt hatte, daß die Toten des Weltkrieges auf dem Felde der Unehre gefallen seien.** Nicht genug damit. Anfang dieses Jahres hat Gumbel in einer republikanisch-sozialistischen Zeitschrift seine Meinung dahingehend erläutert, **daß man, wenn man von einem Felde der Ehre spräche, auch von einem Etappenbordell der Ehre und dergl. sprechen müßte.** Leider ist dieser Aufsatz viel zu wenig gewürdigt worden. Vielleicht hat das dazu beigetragen, daß Herr Gumbel weiterhin glaubt, die deutschen Gefallenen und ihre Angehörigen ungestraft beleidigen zu dürfen. Wenigstens lesen wir über seine neuen Ergüsse im „Heidelberger Student" folgendes:

Anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studentenbundes im Artushof stellte der sattsam bekannte Heidelberger Gumbel seinen Ausführungen folgendes Motto voran: **„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."**

Die Empörung der Heidelberger Studentenschaft über diese erneute Beschimpfung dessen, was einem Deutschen heilig ist, ist natürlich groß. Sie soll noch in einer öffentlichen Kundgebung unterstrichen werden. Aber diese Sache darf nicht eine Lokalangelegenheit bleiben, sondern sie muß weitesten Kreisen des deutschen Volkes zur Kenntnis gebracht werden. Es ist zwar ein Disziplinarverfahren gegen Gumbel eingeleitet worden, das sicherlich ein unparteiisches und gerechtes Urteil fällen wird. Aber was ist damit geschehen? **Wir zweifeln nicht daran, daß sich Herr Gumbel wieder einmal an nichts mehr erinnern kann, wie wir das schon öfters erlebt haben. Wir sind auch überzeugt, daß Gumbels Gesinnungsgenossen einwandfrei bestätigen werden, daß Gumbel dem Sinne nach etwas ganz anderes gesagt hat.** Wir möchten aber in aller Bescheidenheit einmal feststellen, daß wir Heidelberger Studenten nicht mehr länger zusehen können, daß ein Mann wie der Genannte an unserer Hochschule **unter dem Deckmantel der Lehrfreiheit mehr oder minder ungestraft Dreck gegen Dinge spritzt, die uns Deutschen aller Parteien heilig sind,** die Herr Gumbel aber vielleicht wegen seiner rassischen Verschiedenheit jedoch nicht versteht. In nationalen Staaten wäre ein solcher Mann einfach unmöglich. Bei uns sollen diese Unverschämtheiten anscheinend weiter geduldet werden. Vergißt man denn, daß auf den Universitäten Jugend studiert und vor allem Jugend als Erziehungsmaterial verhanden ist, die einmal die Interessen der Nation vertreten soll? Wie kann ich aber eine Nation vertreten, wenn nicht einmal das Nationalgefühl an einer deutschen Universität geschützt wird? Auch hier brauchen wir bald und dringend eine Aenderung der Verhältnisse. Und deswegen wenden wir uns an die Oeffentlichkeit in der Hoffnung, daß unser Kampf gegen solche „Hochschullehrer" volles Verständnis und nachhaltige Unterstützung aller Deutschen findet.

Dr. Gruve, Gauhochschulwart.

AUSSCHNITT VOM: 26. JUN 1932

Badischer Beobachter, Karlsruhe

Studentenkundgebung gegen Prof. Gumbel

Heidelberg, 25. Juni.

Die Deutsche Studentenschaft, der Nationalsozialistische Studentenbund und die Stahlhelm-Hochschulgruppe veranstalteten am Freitag abend in der Stadthalle eine öffentliche Protestkundgebung gegen den a. o. Professor Dr. Gumbel, der vor kurzem neuerdings die Ehre der im Felde Gefallenen dadurch verunglimpft haben soll, daß er ein Kriegerdenkmal mit einer Kohlrübe symbolisierte. Redner waren Exzellenz von Reichenau, Dr. Otto Wacker und Reichstagsabg. Rupp, sowie Vertreter der Studentenschaft aus Karlsruhe, Darmstadt, Gießen, Stuttgart, Tübingen und Berlin. Der Stud. med. Doerr erklärte namens der Universität Heidelberg, daß gegen Professor Gumbel ein Disziplinarverfahren eingeleitet worden ist. Im übrigen wurde ihm, da er Ohrenzeuge der beleidigenden Ausführungen Gumbels war, eine Schweigepflicht auferlegt.

Der Vertreter Berlins sprach für den Hauptausschuß und den Vorstand der Deutschen Studentenschaft, die 120 000 Mitglieder zähle, der lebhaft gegen eine weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an einer deutschen Hochschule protestierte. Es wurde eine Erklärung einstimmig angenommen, die an den Reichspräsidenten, den Reichsinnenminister und den badischen Kultusminister abgesandt wurde. In ihr wird gegen die weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an der Universität Heidelberg und Erzieher der deutschen Jugend protestiert und seine sofortige Sperrung von der Universität Heidelberg gefordert.

Freistaat Baden

Offene Morddrohung gegen Prof. Gumbel

Die Hetze der Nationalsozialisten hat ihren Höhepunkt erreicht! Offen wird — so steht es Schwarz auf Weiß geschrieben in der Nazi-Tageszeitung „Das Hakenkreuzbanner" — zum Mord an Prof. Dr. Gumbel aufgefordert. Die Nazi-Tageszeitung bringt am Samstag einen Bericht über die Hetzversammlung in Heidelberg, in der die Entfernung von Prof. Gumbel von der Universität gefordert wurde. Es heißt da in der wörtlich wiedergegebenen Rede des Karlsruher Reichstagsabgeordneten Rupp:

„Wie auch Senat und Fakultät entscheiden mögen, wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten . . . Mit Leuten wie Gumbel werden wir ein für allemal Schluß machen. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein gelegt wird für den deutschen Staat, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das,

dann kann Gumbel am ersten oder zweiten August beerdigt werden. Auf sein Grab wird man dann nicht drei Lilien pflanzen, sondern drei Kohlrüben."

Zu diesem vertierten Untermenschentum braucht man wahrlich nicht mehr hinzuzufügen, es richtet sich durch sich selbst! Es ist aber kein Zweifel, daß die Herren Nazis erst wieder durch das Verhalten der Reichsregierung zu so offener Morddrohung sich bestärkt fühlen. Die Reichsregierung trägt damit die Verantwortung für die gesteigerte Bluthetze. Den Staatsorganen erwächst damit um so mehr die Pflicht, mit allen Mitteln für den Schutz des Lebens der so Bedrohten zu sorgen, zugleich aber den Hetzern das Maul zu stopfen.

In der Versammlung wurde übrigens bekannt, daß der Denunziant, der aus der geschlossenen Versammlung der Sozialistischen Studentengruppe jene verdrehten Worte herausgebracht hat, die nun zu einer neuen Hetze gegen Gumbel Stoff bieten sollen — der Ludwigshafener Medizinstudent Karl Dörr ist, derselbe Student, der als einer der Anführer für die beschämenden Tumulte in der Heidelberger Universität am 21. Januar 1931 gilt. Dörr hatte seinerzeit eine Geldstrafe von 50 Mark wegen Nötigung erhalten, er hatte mit anderen Flegeln sozialistische Studenten angerempelt und bedroht.

Volksstimme 27.6.32.

AUSSCHNITT VOM: 27. JUN 1932

Süddeutsche Zeitung, Stuttgart

Gumbels Stunde hat geschlagen

Eine machtvolle Studentenkundgebung

Heidelberg, 26. Juni.

Die Deutsche Studentenschaft, der Nationalsozialistische Studentenbund und die Stahlhelm-Hochschulgruppe veranstalteten in der Stadthalle eine öffentliche Protestkundgebung gegen den ao. Professor Dr. Gumbel, der vor kurzem neuerdings die Ehre der im Felde Gefallenen dadurch verunglimpft haben soll, daß er ein Kriegerdenkmal mit einer Kohlrübe symbolisierte. Redner waren Exzellenz v. Reichenau, Dr. O. Wacker und Reichstagsabgeordneter Rupp, sowie Vertreter der Studentenschaft aus Karlsruhe, Darmstadt, Gießen, Stuttgart, Tübingen und Berlin. Der Stud. med. Doerr erklärte namens der Universität Heidelberg, daß gegen Prof. Gumbel ein Disziplinarverfahren eingeleitet worden ist. Im übrigen wurde ihm, da er Ohrenzeuge der beleidigenden Ausführungen Gumbels war, eine Schweigepflicht auferlegt.

Der Vertreter Berlins sprach für den Hauptausschuß und den Vorstand der Deutschen Studentenschaft, die 120 000 Mitglieder zähle, der lebhaft gegen eine weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an einer deutschen Hochschule protestierte. Es wurde eine Erklärung einstimmig angenommen, die an den Reichspräsidenten, den Reichsinnenminister und den badischen Kultusminister abgesandt wurde. In ihr wird gegen die weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an der Universität Heidelberg und Erzieher der deutschen Jugend protestiert und seine sofortige Sperrung von der Universität Heidelberg gefordert.

Heidelberger Tageblatt, 21.6.32.

Gegen Gumbel.

Die Kundgebung in der Stadthalle.

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg hatte auf gestern abend zu einer öffentlichen Protestkundgebung gegen Gumbel in die Stadthalle eingeladen und mit der Deutschen Studentenschaft auch noch die hiesige Ortsgruppe des Nationalsozialistischen Deutschen Studentenbundes, ferner — wie aus einem Flugblatt hervorging — die Stahlhelm-Hochschulgruppe. Die Veranstalter der Kundgebung legten Wert darauf, einen „anständigen" Kampf zu führen, wie cand. med. Doerr ausführte, damit so umso leichter der „unanständige" Mann beseitigt werden könne. Doerr und Scheel als Vertreter der Deutschen Studentenschaft Heidelberg und der hiesigen Ortsgruppe des Nationalsozialistischen Deutschen-Studentenbundes betonten aus besonderem Grund immer von neuem wieder, daß diese Kundgebung keinerlei Spitzen gegen die Universität enthalten solle und daß sie auch nicht eingreifen wolle in das Disziplinarverfahren gegen Gumbel. Nur dem Manne vom „Felde der Unehre", nur dem „Kohlrüben-Gumbel" gelte dieser Kampf. Das einschließlich der Galerie vollbesetzte Haus spendeten allen Rednern brausenden Beifall, besonders Exzellenz v. Reichenau. Durch zynische, frivole Verhöhnung — so legte v. Reichenau dar —, mit der Gumbel unsere Kriegstoten bedachte, als er ihren Opfertod durch eine Kohlrübe treffend charakterisiert fand, habe dieser Mann sich selbst ausgeschlossen aus der akademischen Kameradschaft. Denn nur wenn an der Hochschule Lehrende und Lernende im Grundcharakter dahin übereinstimmten, daß sie solche Frivolitäten und Cynismen ablehnten, daß sie vielmehr zu allertiefst von deutschem Wesen erfüllt seien, nur dann sei eine fruchtbare Arbeitsgemeinschaft möglich. Redner nahm Gelegenheit, eine sehr eindrucksvolle Schilderung dessen zu geben, was unter deutschem Wesen zu verstehen sei.

Hauptschriftleiter Dr. Wacker (Karlsruhe) nahm späterhin entsprechend Gelegenheit, eine Kennzeichnung des Gegnteils zu geben, des undeutschen Wesens, als dessen Vertreter er Gumbel ansah. Und hieran wieder knüpfte der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete, Rechtsanwalt Rupp, an, der auf den 31. Juli — die Reichstagswahl — hinwies. Würden am Abend des 31. Juli die Hitlerfahnen über allen Straßen und auch der Universität wehen, dann würde der Geist der Gumbels begraben sein. Freilich nicht drei Lilien würden dereinst auf diesem Grab wachsen, sondern nur eine einzige große Kohlrübe. Exzellenz v. Reichenau wie Reichstagsabg. Rupp betonten, daß der neue Fall Gumbel nicht nur eine Angelegenheit der Hochschule sei, sondern eine deutsche, nationale Angelegenheit, die deshalb auch in der breiten Oeffentlichkeit abgeurteilt werden müsse. Herren vom Schlage Gumbels müßten ausnahmslos von den deutschen Hochschulen verschwinden. Dies zu besorgen, werde allerletzten Endes eine Sache der Politik sein. In diesen Dingen dürfe kein anderer Maßstab gelten als derjenige der Nation. Es gelte, das Vermächtnis von Langemarck zu wahren und aus ihrem Geist heraus den Gumbels das Handwerk zu legen.

Aus hiesigen Studentenkreisen, insbesondere aus korporationsstudentischen Kreisen, sprachen noch cand. jur. Fred Himmel und cand. jur. Rich. Scherberger, beide bekannt aus der früheren, gegen Gumbel unternommenen Aktion der hiesigen Deutschen Studentenschaft. Warum hätten nicht damals schon Senat und Dozentenschaft der Universität den Wunsch gehabt, Gumbel zu streichen, so wie dies heute der Fall sei? Für lebendigen deutschen Geist sei damals und nun von neuem wieder der Kampf der Studentenschaft gegen Gumbel aufgelodert. Scherberger fuhr etwa fort: „Wir wünschen, daß Gumbel nach Rußland ausgewiesen wird, denn er verletzte die Ehre unserer Gefallenen, und immer bekamen wir den Namen Gumbel zu hören, wo man von Verrat am Vaterland sprach. U. a. veröffentlichte er eine Schrift mit Angaben über angebliche geheime Rüstungen der Reichswehr. Wir achten seine Tätigkeit als das größte Verbrechen, das ein Hochschuldozent am deutschen Volk begehen kann. Möge jetzt endlich seiner Tätigkeit ein Ende bereitet werden. Es gilt, die deutsche Seele zu schützen! Es gilt, die Universität rein zu halten! Wir wissen uns in diesem Kampf einig mit dem ganzen deutschen Volk. Denn der Geist des Frontsoldaten, woran sich heute das deutsche Volk klammert und aus dem heraus es sich eine neue Gemeinschaft gründen will, wird diesen Geist und also

Punkt 10 Uhr
Schloßostfront-Beleuchtung
mit Feuerwerk — anschließend TANZ
Voranzeige für kommenden Dienstag und Mittwoch
Lilly Pataky, die blonde Zigeunerin
des großen Erfolges wegen reengagiert

uns alle hat Gumbel geschmäht und mit einer Kohl-
rübe verglichen. Mit vielen Dozenten an anderen
deutschen Hochschulen wissen wir uns eins, wenn wir
fordern, daß die deutsche akademische Jugend in deut-
schem Geist und in Liebe zum deutschen Vaterland
soll erzogen werden, nicht aber im Geist, der aus
Gumbels Schriften hervorbringt und nun neuerdings
zu der bekannten Kohlrübe sich verdichtete."

Es sprachen ferner noch und brachten ihre vollste
Sympathie den hiesigen, gegen Gumbel kämpfenden
Studenten zum Ausdruck: die Vertreter der nationa-
len Studenten an der Handelshochschule
Mannheim, an der Technischen Hochschule
Karlsruhe; dazu sandte noch der Nationalsozia-
listische Deutsche Studentenbund, Ortsgruppe Frei-
burg, eine telegraphische Sympathie-Erklärung.
Ferner waren anwesend und schlossen sich der Aktion
der hiesigen Studenten an drei nationalsozialistische
studentische Bezirksführer, die für Gießen und
Darmstadt sprachen, für Stuttgart, Hohen-
heim und Tübingen. Eine vom Tübinger Asta
gegen Gumbel gefaßte Erklärung kam zur Verlesung.

Für den Vorstand der Reichsorganisation
der Deutschen Studentenschaft und für
deren Hauptausschuß sprach das Hauptausschuß-Mit-
glied Huber (Berlin). Er schloß sich der Forderung
auf Entfernung aller Gumbels von den deutschen
Hochschulen an. Eine entsprechende Forderung wür-
den auf dem bevorstehenden Deutschen Studententag
in Königsberg 120 000 deutsche Studenten erheben.

Eine Erklärung gelangte bei der gestrigen
Kundgebung zur einstimmigen Annahme, die besagt,
daß die 3500 in der Stadthalle versammelten Bür-
ger und Studenten der Universitätsstadt Heidelberg
flammenden Protest erheben dagegen, daß Gumbel
noch immer Professor an der Heidelberger Universi-
tät und Erzieher der deutschen Jugend sein kann. Sie
fordern auf seine neuerliche Beschimpfung der deut-
schen Helden hin seine sofortige Entfernung von der
Ruperto Carola.

Diese Erklärung wird dem Reichspräsiden-
ten gesandt werden, dem Reichsinnenmini-
ster und dem badischen Kultusminister.

Die Kundgebung endigte mit dem Gesang des
Deutschlandliedes und mit nationalsozialistischen Heil-
rufen. H.

+ (Von der Universität.). Die Ferienkurse für
Ausländer beginnen am Montag. Da die Vorlesun-
gen auch für die Bevölkerung der Stadt zugänglich
sind, weisen wir auf Wunsch auf die Einzelvorträge
hin. Die erste Woche bringt folgende Vorlesungen:
Prof. Salomon-Calvi spricht „zum geologi-
schen Verständnis der Heidelberger Landschaft". —
Prof. Bergsträßer über „Die deutsche Finanz-
krise und die Weltdepression". — Prof. Besseler
über „Deutsche Liedkunst in drei Jahrhunderten". —
Prof. Panzer über „mustergültiges Deutsch". Da-
mit schließt die erste Woche ab. — Wie wir erfah-
ren, ist Herr Prof. Dr. Teutschlaender, bis-
her Leiter des pathologischen Laboratoriums des In-
stituts für experimentelle Krebsforschung der Univer-
sität Heidelberg, zum hauptamtlichen Leiter des Pa-
thologischen Instituts der Städtischen Krankenanstal-
ten Mannheim ernannt worden. Herr Teutsch-
laender behält außerdem seine Eigenschaft als Do-
zent der Universität und Mitglied des Instituts für
Krebsforschung.

X (Berufung.) Der Reichspräsident hat unterm
15. Juni d. Js. Generaldirektor der J.G. Farben-
industrie AG., Prof. Dr. Karl Bosch in Heidel-
berg, auf die Dauer von 5 Jahren zum Mitglied
des Kuratoriums für die Chemisch-Technische Reichs-
anstalt berufen.

+ (Professor Dr. Hermann Mark), der seit eini-
gen Jahren im Hauptlaboratorium der J.G. Far-
benindustrie Ludwigshafen die physikalisch-chemische
Abteilung leitet, hat einen Ruf als Direktor des
1. Chemischen Instituts der Universität Wien
erhalten. Professor Mark hat gleichzeitig an der
Technischen Hochschule in Karlsruhe über neuere
Fragen der physikalischen Chemie Vorlesungen ge-
halten und war früher am Kaiser-Wilhelm-Institut
in Berlin-Dahlem tätig.

Natürlich Gumbel! 27.6.32

Einheitsfront SPD.—KPD.

Es ist bekannt, daß die Spaltungserscheinungen innerhalb der SPD., die dann zur Gründung des hoffnungslosen Splitters „SAP." führten, dem Juden Gumbel nicht unbekannt waren. Daß er sich damals nicht beteiligte, besagt nichts über seine grundsätzliche Stellung, sondern ist lediglich ein Zeichen dafür, daß der Bolschewist Gumbel seine Zeit noch nicht für gekommen hielt!

Jetzt läßt er die letzten taktischen Hemmungen fallen und unterzeichnete zusammen mit verschiedenen anderen Salon-Juden und -Bolschewisten einen Aufruf, der das Zusammengehen der SPD. und KPD. bei den kommenden Wahlen fordert.

Außer dem Kohlrüben-Gumbel stehen unter dem Aufruf noch folgende Vertreter des jüdischen „Uradels", resp. der geistig jüdisch verseuchten Schlawiner:

Chi-yin Chen (der sich besser um seine Heimatlande kümmern sollte. Wahrscheinlich hat man ihn dort hinausgeworfen), der Relativitäts-Jude Einstein, ferner Großmann, Hiller, Hodann, Kronfeld, Oppenheimer, Siemsen, dazu Heinrich Mann, Toller und — Erich Zeigner!

Letzterer ist ein besonders anziehender Typ eines „deutschen Arbeitervertreters". Während seiner „Tätigkeit" als sächsischer Ministerpräsident ließ er sich mit Pelzen, Brillantringen, Gänsen und sonstigen kleinen nutzbringenden Gütern bestechen, welche „proletarische Haltung" ihm eine kräftige Gefängnisstrafe eintrug. Zeigner war jahrelang in Sachsen unmöglich. Er wurde selbst von der korrupten SPD. nicht mehr als Abgeordneter aufgestellt. Scheinbar glaubt dieser Ehrenmann über seine dunkle Vergangenheit sei inzwischen genügend Gras gewachsen. Das Bürschchen täuscht sich. Es gibt noch genug Deutsche, die sich seiner sehr genau erinnern.

Gumbel und Zeigner die passen zusammen. Jeder auf seine Art moralisch minderwertig, wie fast die ganze SPD.-Bonzokratie. Und diese Sorte duldet ein Teil der deutschen Arbeiter noch als Führer!

AUSSCHNITT VOM: 28. JUN 1932

Berlin am Morgen, Berlin

Zur proletarischen Einheitsfront

In einem Aufruf schlagen bekannte Persönlichkeiten wie Einstein, Gumbel, Kollwitz, Heinrich Mann, Otto Lehmann-Rußbüldt, Erkelenz, Paul Oesterreich, Helene Stöcker, Ernst Toller u. a. „ein Zusammengehen der sozialdemokratischen und kommunistischen Partei für den kommenden Wahlkampf" vor, der „am besten in der Form gemeinsamer Kandidatenlisten, mindestens jedoch in der Form von Listenverbindung" vor sich gehen soll.

Das Zentralorgan der Kommunistischen Partei, die „Rote Fahne" nimmt, indem sie der Belegschaft der Automobilgesellschaft A.-G. Oberschöneweide „eine kameradschaftliche Antwort" auf ihre Resolution für „eine gemeinsame Reichsliste zur Verwertung der Reststimmen" der KPD. und SPD. erteilt, gleichzeitig auch Stellung zu dem Vorschlag der genannten Persönlichkeiten. Die „Rote Fahne" erklärt die Bereitschaft der Kommunistischen Partei „zum gemeinsamen außerparlamentarischen Kampf aller Arbeiter für gemeinsame Klassenforderungen ohne Rücksicht auf noch bestehende Differenzen".

Das kommunistische Zentralorgan weist aber darauf hin, daß die sozialdemokratische Führung bisher jeden, auch den geringsten gemeinsamen Schritt in der Durchführung außerparlamentarischer Aktionen bisher sabotiert hat und sogar den Vorschlag des Protest- und Massenstreiks gegen die Papenschen Notverordnungen als ein „blödes, kommunistisches Parteimanöver" bezeichnet hat.

Würde, so fährt die „Rote Fahne" sinngemäß fort, die Kommunistische Partei die Illusion erwecken, daß mit den sozialdemokratischen Führern ein wirklicher Kampf gegen den Faschismus möglich wäre, dann würde das nur zur Folge haben, daß die noch unter dem Einfluß dieser SPD.-Führer stehenden Arbeiter daran gehindert würden, schnell und gründlich die Konsequenzen aus der Koalitions- und Tolerierungspolitik der Sozialdemokratie zu ziehen.

Indem das kommunistische Zentralorgan so eine gemeinsame Liste mit den Severing und Grzesinski ablehnt, unterstreicht es die Bereitschaft der Kommunisten zu einer Einheitsfront mit den sozialdemokratischen Arbeitern im Kampf um jede Teilforderung, um jedes Stück Brot, gegen jeden Lohnabzug, gegen jede Entlassung, gegen die Papen-Regierung und gegen den Faschismus.

Schwäbischer Merkur ✶ Stuttgart
Aelteste und bedeutendste große Tageszeitung Südwestdeutschlands

Ausschnitt aus der Ausgabe Nr. ....
vom .... 28. JUN 193

Studentenkundgebung gegen Gumbel

bld. Heidelberg 27. Juni. Die Deutsche Studentenschaft, der Nationalsozialistische Studentenbund und die Stahlhelm-Hochschulgruppe veranstalteten in der Stadthalle eine öffentliche Protestkundgebung gegen den a.o. Prof. Dr. Gumbel, der vor kurzem neuerdings die Ehre der im Felde Gefallenen dadurch verunglimpfte, daß er ein Kriegerdenkmal mit einer Kohlrübe symbolisierte. Redner waren der ehemalige Vorsitzende des VDA., von Reichenau, Dr. Otto Wacker, Reichstagsabg. Rupp, sowie Vertreter der Studentenschaft aus Karlsruhe, Darmstadt, Gießen, Stuttgart, Tübingen und Berlin. Gegen Prof. Gumbel ist bekanntlich ein Disziplinarverfahren eingeleitet worden. Es wurde von der Versammlung eine Erklärung einstimmig angenommen, die an den Reichspräsidenten, den Reichsinnenminister und den badischen Kultminister abgesandt wurde. In ihr wird gegen die weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an der Universität Heidelberg und Erzieher der deutschen Jugend protestiert und seine sofortige Entfernung von der Universität Heidelberg gefordert.

Volksgemeinschaft

Dienstag, den 28. Juni 1932

Gumbel krank oder suspendiert?

Wie wir hören, fiel gestern die Vorlesung des Juden Gumbel aus, weil er angeblich erkrankt sei. Sollte er sich auf seiner Weekend-Reise erkältet haben, oder handelt es sich gar nicht um eine Krankheit, sondern um eine Suspendierung vom Dienst? Wir sind nicht neugierig und warten mit der Aufklärung getrost auf das zugesagte beschleunigte Verfahren der Universitätsbehörde.

*

Der Fall Gumbel. Vom Rektorat wird uns mitgeteilt: „Die gegen den a. o. Professor Dr. Gumbel schwebende Untersuchung wird mit möglichster Beschleunigung geführt. Erörterungen des Falles in der Oeffentlichkeit bleiben selbstverständlich ohne jeden Einfluß auf das Verfahren."

*

Das deutsche Heidelberg erwartet, daß die zugesagte Beschleunigung auch wirklich beobachtet wird. — Im Uebrigen glauben wir nicht, daß es überhaupt notwendig ist, durch öffentliche Erörterung das Gumbel-Verfahren zu beeinflussen. lich an der Zeit, wenn die Ufa sich endlich von die Hochschullehrer Heidelbergs haben, wenn wir ihnen nicht die Kraft zutrauten, Herrn Gumbel aus eigenem Entschluß das notwendige Urteil zu sprechen! Schließlich hat ja auch die Protestversammlung in der Stadthalle nicht den Sinn gehabt, das Gerechtigkeitsgefühl eines hohen Senats „unter Druck zu setzen".

Kleiber und Klemperer, drei rasse-echte Juden.

Pforzheimer Anzeiger

55

Eine Studentenkundgebung gegen Professor Gumbel.

27.6.32.

Heidelberg, 25. Juni. Die deutsche Studentenschaft, der Nationalsozialistische Studentenbund und die Stahlhelm-Hochschulgruppe veranstalteten gestern abend in der Stadthalle eine öffentliche Kundgebung gegen den a. o. Professor Dr. Gumbel, der vor kurzem neuerdings die Ehre der im Felde Gefallenen dadurch verunglimpft hat, daß er als das gegebene Kriegerdenkmal eine Kohlrübe bezeichnete. Redner waren Excellenz von Reichenau, Dr. Otto Wacker und Reichstagsabgeordneter Rupp sowie Vertreter der Studentenschaft aus Karlsruhe, Darmstadt, Gießen, Stuttgart, Tübingen und Berlin. Stud. med. Dörr erklärte namens der Heidelberger Studenten, daß gegen Professor Gumbel ein Dienststrafverfahren eingeleitet worden ist. Im übrigen war ihm, da er Ohrenzeuge der beleidigenden Ausführungen Gumbels war, eine Schweigepflicht auferlegt worden.

Der Vertreter Berlins sprach für den Hauptausschuß und den Vorstand der Deutschen Studentenschaft, die 120 000 Mitglieder zähle und die lebhaft gegen eine weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an einer deutschen Hochschule Einspruch erhoben. Es wurde eine Erklärung einstimmig angenommen, die an den Reichspräsidenten, den Reichsinnenminister und den badischen Kultusminister abgesandt wurde. In ihr wird gegen die weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an der Universität Heidelberg und Erzieher der deutschen Jugend Einspruch erhoben und seine sofortige Entfernung von der Universität Heidelberg gefordert.

AUSSCHNITT VOM: 28. JUN 1932

Freiburger Zeitung, Freiburg i.

Abendausgabe

Eine Studentenkundgebung gegen Prof. Gumbel

⊙ **Heidelberg**, 25. Juni. Die Deutsche Studentenschaft, der Nationalsozialistische Studentenbund und die Stahlhelm-Hochschulgruppe veranstalteten am Freitag abend in der Stadthalle eine öffentliche Protestkundgebung gegen den a.o. Prof. Dr. Gumbel, der vor kurzem neuerdings die Ehre der im Felde Gefallenen dadurch verunglimpft haben soll, daß er ein Kriegerdenkmal mit einer Kohlrübe symbolisierte. Redner waren Exzellenz von Reichenau, Dr. Otto Wacker und Reichstagsabgeordneter Rupp, sowie Vertreter der Studentenschaft aus Karlsruhe, Darmstadt, Gießen, Stuttgart, Tübingen und Berlin. Der stud. med. Doerr erklärte namens der Universität Heidelberg, daß gegen Prof. Gumbel ein Disziplinarverfahren eingeleitet worden ist. Im übrigen wurde ihm, da er Ohrenzeuge der beleidigenden Ausführungen Gumbels war, eine Schweigepflicht auferlegt. Der Vertreter Berlins sprach für den Hauptausschuß und den Vorstand der Deutschen Studentenschaft, die 120 000 Mitglieder zähle, der lebhaft gegen eine weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an einer deutschen Hochschule protestierte. Es wurde eine Erklärung einstimmig angenommen, die an den Reichspräsidenten, den Reichsinnenminister und den badischen Kultusminister abgesandt wurde. In ihr wird gegen die weitere Tätigkeit Gumbels als Professor an der Universität Heidelberg und Erzieher der deutschen Jugend protestiert und seine sofortige Sperrung von der Universität Heidelberg gefordert.

AUSSCHNITT VOM: 28. JUN 1932

Schwarzwälder Bote, Oberndorf a. N.

Die Studentenschaft gegen Professor Dr. Gumbel

Tübingen, 27. Juni. In der Astasitzung wurde die Wahl für das neue Semester auf 15. Juli anberaumt. Neben einem Antrag der Stahlhelm-Hochschulgruppe Langemarck, bei der württembergischen Regierung die Errichtung eines kriegswissenschaftlichen Lehrstuhls in Vorschlag zu bringen, der einstimmig angenommen wurde, und der Erledigung innerer Angelegenheiten (Beschickung des Studententags in Königsberg — Versailles-Kundgebung — Langemarckspende) wurde ebenfalls einstimmig folgende Kundgebung im neuen Falle Gumbel beschlossen: „Die Tübinger Studentenschaft bekennt sich einmütig zu dem Kampf, den ihre Heidelberger Kommilitonen gegen den berüchtigten Professor Gumbel führen, der nun aufs neue die deutschen Helden in schamlosester Weise zu beschimpfen versucht." Auch hier in Tübingen haben wir ja schon diesen Gumbel kennen gelernt, als er vor mehreren Jahren die sogenannte „Lustnauer Schlacht" provozierte. Für solche Gestalten ist kein Raum in Deutschland, am wenigsten an unseren Hohen Schulen. Wir geben unserer bestimmten Hoffnung Ausdruck, daß auch die Heidelberger Dozentenschaft wie die dortigen Studenten entschieden für Säuberung und Reinerhaltung der deutschen Hochschule eintritt. Mit dem ganzen gesunden Volke rufen wir der Heidelberger Studentenschaft zu: „Ruht nicht, rastet nicht, bis solcher Pestgeist hinweggefegt und ausgerottet ist! Ihr kämpft für Deutschland!"

AUSSCHNITT VOM: 28. JUN 1932

Magdeburgische Zeitung, Magdeburg

1. Ausgabe

55 Die Entwicklung der innerpolitischen Situation hat auch sehr interessanten Aufschluß über die eigentliche Einstellung der Sozialdemokraten und Kommunisten zueinander gegeben. Trotz aller Feindschaft und gegenseitigen Kämpfe zeigt sich die ideologische Verbundenheit der beiden Parteien, die nunmehr in den letzten Tagen auch durch den Versuch, im politischen Kampf eine Einheitsfront zu bilden, praktisch verwirklicht werden soll. Nachdem die Kommunistische Partei an die Sozialdemokraten mit dem Ersuchen herangetreten ist, eine Basis zu schaffen, auf der der Kampf gegen den Kapitalismus und Faschismus gemeinsam geführt werden soll, treten nun eine Reihe von Persönlichkeiten der Wissenschaft und Politik mit einem Aufruf an die Oeffentlichkeit, in dem für den bevorstehenden Reichstagswahlkampf die gleiche Forderung erhoben wird. Die Herren der Wissenschaft und Politik denken daran, gemeinsame Kandidaten aufzustellen oder mindestens eine Listenverbindung herbeizuführen. Es ist nicht uninteressant, die Namen, die sich für dieses Zusammengehen einsetzen, zu kennen. U. a. befinden sich darunter Professor Einstein, Anton Erkelenz, Kurt Großmann, Professor Gumbel, Erich Kästner, Käthe Kollwitz, Paul Oesterreich, Franz Oppenheimer, Paul Freiherr von Schönaich, Helene Stöcker und Erich Zeigner. Herr Heinrich Mann und Ernst Toller sind natürlich auch dabei. Eine wirklich nette Einheitsfront.

*

Kölnische Zeitung

Dienstag, 28. Juni 1932

Neuer Skandal um Gumbel

Universitätssenat für baldige endgültige Bereinigung

△ **Heidelberg**, 25. Juni.

An der Heidelberger Universität gibt es seit kurzem einen neuen Skandal um den außerordentlichen Professor für Statistik Dr. Gumbel. Das Ministerium ist mit der Angelegenheit befaßt, der Senat hält lange Sitzungen auf Antrag des Unterrichtsministers ab und die rechtsgerichteten Kreise der Studentenschaft fordern weiterhin die Entfernung Gumbels, da er Sozialist, Pazifist und Jude sei. Gestern abend war eine studentische Massenversammlung, in der studentische Vertreter der Handelshochschule Mannheim, der Karlsruher Technischen Hochschule, der Universitäten Gießen und Tübingen, sowie der Hochschulen Darmstadt, Stuttgart und Hohenheim ihre Sympathie mit den Heidelberger Kommilitonen zum Ausdruck brachten. Aus Berlin war ein Vorstandsmitglied der Deutschen Studentenschaft anwesend. Eine Erklärung, die Gumbel das Recht abspricht, länger noch Erzieher der deutschen Jugend zu sein, ist an den Reichspräsidenten, den Reichsminister des Innern und den badischen Unterrichtsminister abgegangen.

Gumbel, der vor Jahren schon durch sein berüchtigtes Wort vom „Felde der Unehre“ unliebsames Aufsehen gemacht hat und sich wegen einiger Veröffentlichungen, wie z. B. über Geheimrüstungen der Reichswehr, Anfeindungen zugezogen hat, ist ein Mann von fachlichen Fähigkeiten, aber in seinem politischen Auftreten ein Mann mit einer von der Gelehrtennatur übermäßig abstechenden polemischen Art, die leicht zu Taktlosigkeiten neigt. Wie er das obengenannte Wort als eine rednerische Entgleisung zu entschuldigen versucht hat, so hat er auch eine neue Äußerung nachträglich zu kommentieren sich bemüht. In einem geschlossenen Ausspracheabend der sozialistischen Studentengruppe am 27. Mai hat er nach dem Zeugnis nationalsozialistischer Studenten, die sich ungebeten eingestellt hatten, u. a. gesagt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe.“ Dieser Satz, in dem die rechtsstehende Studentenschaft eine Schmähung des Frontkriegertums und des Geistes von Langemarck erblickt, ist der Gegenstand der schwebenden Disziplinaruntersuchung. Gumbel hat auch öffentlich dem Satz, der an sich eine Geschmacklosigkeit ist, später, das heißt nach den Angriffen, die Deutung zu geben versucht, er habe lediglich von einem Denkmal des Krieges gesprochen und dabei gemeint, daß die Erinnerung an die Hungerjahre, an die Kohlrübenzeit, eben auch ein Denkmal verdiene. Da seit Ende Mai einige Zeit verstrichen ist, besteht die Schwierigkeit für die Untersuchung, den Tatbestand einwandfrei zu erkennen. Selbst aber bei Zugrundelegung des zitierten Satzes läßt sich nicht ohne weiteres aus der Äußerung das Recht zum Entzug der venia legendi herleiten. Diese Meinung ist auch in rechtsstehenden Dozentenkreisen zu hören, wobei man sich auf ein früheres Gutachten der philosophischen Fakultät über Gumbel stützt, in dem es heißt: „Dr. Gumbel hat durch sein Verhalten das Vertrauen, das seine Stellung fordert, aufs schwerste erschüttert. Aber erst dann, wenn fortgesetzte Verfehlungen von der Art vorliegen, daß die allgemeine Meinung, unabhängig von Partei, Religion und Weltanschauung, eine Persönlichkeit für sittlich unwürdig hält, kann eine Entziehung des Lehrrechts in Frage kommen.“

Weiter ist noch erschwerend für die Urteilsfindung der Umstand, daß Gumbel als Privatdozent nicht Staatsbeamter ist. Auf alle Fälle steht fest, daß Gumbel in seinem öffentlichen Auftreten wie damals so auch jetzt die akademische Haltung hat vermissen lassen und daß es für die Universität ein unerträglicher Zustand ist, von Zeit zu Zeit durch Gumbels Verschulden in innere Streitigkeiten verwickelt zu werden. Es müßte möglich sein — und das Bestreben des Senats geht darauf hinaus —, noch in diesem Sommersemester eine endgültige Bereinigung der Angelegenheit zu finden. Da die Dinge zu reif sind für ein noch so scharfes Mißbilligungsvotum des Senats, bliebe fast nur der Ausweg einer Beurlaubung Gumbels auf bestimmte Frist mit dem nachherigen Ausscheiden aus dem Lehrkörper der Universität.

Heidelberger Tageblatt 28. 6. 32.

55 (Der Fall Gumbel.) Vom Rektorat der Universität wird uns mitgeteilt: „Die gegen den a.o. Professor Dr. Gumbel schwebende Untersuchung wird mit möglichster Beschleunigung geführt. Erörterungen des Falles in der Oeffentlichkeit bleiben selbstverständlich ohne jeden Einfluß auf das Verfahren.“

Badischer Beobachter, Karlsruhe

29. 6. 32.

dz. **Heidelberg**, 28. Juni. (Der Fall Gumbel.) Vom Rektorat der Universität wird mitgeteilt: „Die gegen den a. o. Professor Dr. Gumbel schwebende Untersuchung wird mit möglichster Beschleunigung geführt. Erörterungen des Falles in der Oeffentlichkeit bleiben selbstverständlich ohne jeden Einfluß auf das Verfahren.“

Schwäbischer Merkur • Stuttgart

Aelteste und bedeutendste große Tageszeitung Südwestdeutschlands

Ausschnitt aus der Ausgabe Nr. ....

vom .... 28. JUN. 1932

Studentenschaft und Fall Gumbel

* **Tübingen** 24. Juni. In der gestrigen Astasitzung wurde die Wahl für das neue Semester auf 15. Juli anberaumt. Neben einem Antrag der Stahlhelm-Hochschulgruppe Langemarck, bei der württ. Regierung die Errichtung eines kriegswissenschaftlichen Lehrstuhls in Vorschlag zu bringen, der einstimmig angenommen wurde, und der Erledigung innerer Angelegenheiten wurde ebenfalls einstimmig folgende Kundgebung im neuen Falle Gumbel (über den wir in Nr. 139 berichtet haben. Schriftl.) beschlossen, in der es heißt: Die Tübinger Studentenschaft bekennt sich einmütig zu dem Kampf, den ihre Heidelberger Kommilitonen gegen den berüchtigten Prof. Gumbel führen, der nun aufs neue die deutschen Helden in schamlosester Weise zu beschimpfen versucht. Auch hier in Tübingen haben wir ja schon diesen Gumbel kennengelernt, als er vor mehreren Jahren die sogenannte „Lustnauer Schlacht“ provozierte. Wir geben unserer bestimmten Hoffnung Ausdruck, daß auch die Heidelberger Dozentenschaft wie die dortigen Studenten entschieden für Säuberung und Reinerhaltung der deutschen Hochschule eintritt.

AUSSCHNITT VOM 28. JUN. 1932.

Revalische Zeitung, Reval

„Antifascistische Einheitsfront“.

Aufruf für ein Zusammengehen der SPD. u. KPD.

Berlin, 25. Juni. Eine Reihe von linksstehenden Persönlichkeiten veröffentlicht einen Aufruf, in dem ein Zusammengehen der sozialdemokratischen und kommunistischen Partei für diesen Wahlkampf gefordert wird. Es gelte, unbeschadet von Prinzipien-Gegensätzen, alle Kräfte zusammenzufassen, die in der Ablehnung des Fascismus einig seien.

Der Aufruf ist u. a. unterzeichnet von: Chi-yin Chen, Willi Eichler, Albert Einstein, Karl Emonts, Anton Erkelenz, Kurt Großmann, E. J. Gumbel, Walter Hammer, Theodor Hartwig, Kurt Hiller, Maria Hodann, Erich Kästner, Karl Kollwitz, Käthe Kollwitz, Arthur Kronfeld, E. Lanti, Otto Lehmann-Rußbüldt, Heinrich Mann, Paul Oestreich, Franz Oppenheimer, Theodor Plivier, Paul Freiherr von Schönaich, August Siemsen, Minna Specht, Helene Stöcker, Ernst Toller, Erich Zeigner.

Wie erst jetzt aus Essen gemeldet wird, hat am Donnerstag abend in Newiges eine Versammlung der örtlichen Vertreter des Allgemeinen Deutschen Gewerkschaftsbundes, der SPD, der KPD, des Reichsbanners, des Antifascistischen Kampfbundes, der roten Gewerkschaftsorganisationen und des Mieterbundes stattgefunden, in der man übereinkam, sich zu einer antifascistischen Einheitsfront gegen den uniformierten nationalsozialistischen Terror zusammenzuschließen. In einem Aufruf an die Bevölkerung wird um Unterstützung in diesem Abwehrkampf gebeten und zum Boykott gegenüber nationalsozialistischen Geschäftsinhabern aufgefordert.

(Zum Streit um Gumbel) bringt die „Köln. Zeitung“ eine Betrachtung aus Heidelberg, die wir, ohne damit in das schwebende Verfahren eingreifen zu wollen, rein registrierend wiedergeben. Das angesehene Organ weist auf die Schwierigkeiten hin, jetzt nach längerer Zeit nun noch eine einwandfreie Wahrheitsfeststellung zu treffen, bemerkt aber dann: „Auf alle Fälle steht fest, daß Gumbel in seinem öffentlichen Auftreten wie damals so auch jetzt die akademische Haltung hat vermissen lassen, und daß es für die Universität ein unerträglicher Zustand ist, von Zeit zu Zeit durch Gumbels Verschulden immer wieder in innere Streitigkeiten verwickelt zu werden. Es müßte möglich sein — und das Bestreben des Senats geht darauf hinaus — noch in diesem Semester eine endgültige Bereinigung der Angelegenheit zu finden. Da die Dinge zu reif sind für ein noch so scharfes Mißbilligungsvotum des Senats, bliebe fast nur der Ausweg der Beurlaubung Gumbels auf bestimmte Frist mit dem nachherigen endgültigen Ausscheiden aus dem Lehrkörper der Universität.“

Heidelberger Tageblatt 29. 6. 32.

Rostocker Anzeiger, Rostock

24. VI 32

Protestversammlung gegen Professor Gumbel.

Aus Heidelberg wird uns geschrieben:

Im dichtbesetzten großen Saal der Stadthalle fand am Freitagabend eine öffentliche Protestversammlung von Studenten und Bürgern gegen die weitere Belassung des Professors Gumbel in seinem Lehramt an der hiesigen Hochschule statt, zu der die Deutsche Studentenschaft der Hochschule in Gemeinschaft mit dem hiesigen Nationalsozialistischen Studentenbund und der Stahlhelm-Hochschulgruppe eingeladen hatte und zu der auch ein Vertreter des Hauptausschusses der Deutschen Studentenschaft in Berlin, sowie solche von den Hochschulen Mannheim, Karlsruhe, Darmstadt, Gießen, Stuttgart, Tübingen und Hohenheim erschienen waren.

Der Protest richtet sich, wie Kand. med. Scheel einleitend erklärte, nicht gegen die Universität und hätte nicht den Zweck, in das gegen Gumbel schwebende Disziplinarverfahren einzugreifen; er richte sich vielmehr gegen „Kohlrüben-Gumbel“, der schon früher durch das Wort vom „Feld der Unehre“ und neuerdings wieder das Andenken deutscher Heldenkämpfer in der niedrigsten Weise geschmäht habe, als den typischen Vertreter einer Geistesrichtung, für die an deutschen Hochschulen kein Platz mehr sein dürfe; den Kampf gegen diese Geistesrichtung lasse sich aber die deutsche Studentenschaft nicht nehmen. Dieser Kampf werde mit anständigen Mitteln geführt werden, um auf diese Weise die Hochschule um so sicherer von dem Manne zu befreien.

Kand. jur. Himmel erklärte, es gehe hier um die Tradition der deutschen Hochschulen. Wenn die Dozentenschaft diesen Kampf nicht verstehen wolle, so hätte diese keinen Anspruch, als Führer der deutschen Jugend zu gelten.

Stud. Scherberger erinnerte daran, daß Gumbel und seine Gesinnungsgenossen einst erklärt hätten, daß Landesverrat keine Schande sei, und daß der Heidelberger Studentenausschuß 1931 vom badischen Kultusminister aufgelöst wurde, weil er der Träger des Kampfes gegen Gumbel war. Die deutsche studentische Jugend fühle sich verantwortlich für die Reinheit und deutsche Gesinnung der deutschen Universitäten, darum würde sie den Kampf durchführen bis zur Entfernung Gumbels.

Die Vertreter der anderen deutschen Hochschulen sprachen sich in gleichem Sinne aus. Mit stürmischem Beifall empfangen, bekannte sodann der frühere Vorsitzende des Vereins für das Deutschtum im Ausland, Erz. von Reichenau, daß er als Altakademiker in diesem Kampf in die Reihen der Jugend eintrete, denn dieser Kampf sei ein Kampf um die deutsche Seele. Deutsch sein heiße, einen ehrlichen Willen und einen festen Glauben haben und diesen im Dienst am Volke in die Tat umsetzen; darum müsse jeder Deutsche dazu beitragen, daß der Fall Gumbel seine Sühne finde. Es sprachen noch der nationalsozialistische Gauleiter Dr. Wacker, der Gumbel als den typischen Vertreter einer planmäßig gegen das Entstehen einer nationalen Willensbildung im deutschen Volk gerichteten Gesinnung bezeichnete, und Reichstagsabgeordneter Rupp (Karlsruhe), der die Meinung äußerte, daß der Fall Gumbel eigentlich eine Angelegenheit der Polizei sei. Nachdem sodann der Versammlungsleiter eine für den Reichspräsidenten, den Reichsinnenminister und den badischen Kultusminister bestimmte Erklärung verlesen hatte:

„3500 in der Stadthalle zu Heidelberg versammelte Studenten und Bürger erheben flammenden Protest dagegen, daß Dr. Gumbel immer noch Professor an der Heidelberger Hochschule sein kann. Sie fordern seine sofortige Entfernung von der Ruperto Carola!“,

wurde sodann die in vorbildlicher Ordnung verlaufene Versammlung geschlossen.

Der Reichsbote, Berlin

29. VI 32

Protestversammlung gegen Professor Gumbel.

Aus Heidelberg wird uns geschrieben:

Im dichtbesetzten großen Saal der Stadthalle fand am Freitag abend eine öffentliche Protestversammlung von Studenten und Bürgern gegen die weitere Belassung des Professors Gumbel in seinem Lehramt an der hiesigen Hochschule statt, zu der die Deutsche Studentenschaft der Hochschule in Gemeinschaft mit dem hiesigen Nationalsozialistischen Studentenbund und der Stahlhelm-Hochschulgruppe eingeladen hatte und zu der auch ein Vertreter des Hauptausschusses der Deutschen Studentenschaft in Berlin, sowie solche von den Hochschulen Mannheim, Karlsruhe, Darmstadt, Gießen, Stuttgart, Tübingen und Hohenheim erschienen waren. Der Protest richtet sich, wie cand. med. Scheel einleitend erklärte, nicht gegen die Universität und hätte nicht den Zweck, in das gegen Gumbel schwebende Disziplinarverfahren einzugreifen, er richte sich vielmehr gegen „Kohlrüben-Gumbel“, der schon früher durch das Wort vom „Feld der Unehre“ und neuerdings wieder das Andenken deutscher Heldenkämpfer in der niedrigsten Weise geschmäht habe, als den typischen Vertreter einer Geistesrichtung, für die an deutschen Hochschulen kein Platz mehr sein dürfe; den Kampf gegen diese Geistesrichtung lasse sich aber die deutsche Studentenschaft nicht nehmen. Dieser Kampf werde mit anständigen Mitteln geführt werden, um auf diese Weise die Hochschule um so sicherer von dem unanständigen Manne zu befreien. cand. jur. Himmel erklärte, es gehe hier um die Tradition der deutschen Hochschulen. Wenn die Dozentenschaft diesen Kampf nicht verstehen wolle, so hätte diese keinen Anspruch, als Führer der deutschen Jugend zu gelten. stud. Scherberger erinnerte daran, daß Gumbel und seine Gesinnungsgenossen einst erklärt hätten, daß Landesverrat keine Schande sei, und daß der Heidelberger Studentenausschuß 1931 vom badischen Kultusminister aufgelöst wurde, weil er der Träger des Kampfes gegen Gumbel war. Die deutsche studentische Jugend fühle sich verantwortlich für die Reinheit und deutsche Gesinnung der deutschen Universitäten, darum würde sie den Kampf durchführen bis zur Entfernung Gumbels. Die Vertreter der anderen deutschen Hochschulen sprachen sich in gleichem Sinne aus.

Mit stürmischem Beifall empfangen, bekannte sodann der frühere Vorsitzende des Vereins für das Deutschtum im Ausland, Erz. von Reichenau, daß er als Altakademiker in diesem Kampf in die Reihen der Jugend eintrete, denn dieser Kampf sei ein Kampf um die deutsche Seele. Deutsch sein heiße, einen ehrlichen Willen und einen festen Glauben haben und diesen im Dienst am Volke in die Tat umsetzen; darum müsse jeder Deutsche dazu beitragen, daß der Fall Gumbel seine Sühne finde. Es sprachen noch der nationalsozialistische Gauleiter Dr. Wacker, der Gumbel als den typischen Vertreter einer planmäßig gegen das Entstehen einer nationalen Willensbildung im deutschen Volk gerichteten Gesinnung bezeichnete, und Reichstagsabgeordneter Rupp-Karlsruhe, der die Meinung äußerte, daß der Fall Gumbel eigentlich eine Angelegenheit der Polizei sei. Nachdem sodann der Versammlungsleiter eine für den Reichspräsidenten, den Reichsinnenminister und den badischen Kultusminister bestimmte Erklärung verlesen hatte:

„3500 in der Stadthalle zu Heidelberg versammelte Studenten und Bürger erheben flammenden Protest dagegen, daß Dr. Gumbel immer noch Professor an der Heidelberger Hochschule sein kann. Sie fordern seine sofortige Entfernung von der Ruperto Carola!“, wurde sodann die in vorbildlicher Ordnung verlaufene Versammlung geschlossen.

Volksgemeinschaft 21. 6. 32

... in den

Ein Vorschlag in Güte. Aus dem Leserkreis wird uns geschrieben: In dem „Völkischen Beobachter“ und in der „Volksgemein ....“ war ein Bild zu sehen, das den Herrn Gumbel in der Badehose zeigte, natürlich fehlten gemeine, zotige Bemerkungen nicht. Was man damit zeigen wollte, ist nicht klar geworden. Man wollte doch sozusagen eine Karikatur von G. zeigen und die körperliche Inferiorität demonstrieren. Was sah man aber? Einen hochgewachsenen, gerade gebauten Menschen, der sich sogar in Badehosen sehen lassen kann! Nun gebe ich dem „V. B.“ die Anregung, man soll neben das Bild von Gumbel das von Goebbels setzen, um auch tatsächlich einen wirklichen Vergleich mit der Edelrasse anstellen zu können. n.

Badische Presse, Karlsruhe

Der Fall Gumbel.

30. VI 31

Vom Rektorat der Universität Heidelberg wird mitgeteilt: „Die gegen den a.o. Professor Dr. Gumbel schwebende Untersuchung wird mit möglichster Beschleunigung geführt. Erörterungen des Falles in der Oeffentlichkeit bleiben selbstverständlich ohne jeden Einfluß auf das Verfahren.“

...SCHNITT VOM: 30. JUN. 1932

Der Tag, Berlin SW 68

Fort mit Gumbel!

Aus Heidelberg wird uns geschrieben:

Im großen Saal der Stadthalle fand eine öffentliche Protestversammlung von 3500 Studenten und Bürgern gegen die weitere Belassung des Professors Gumbel in seinem Lehramt an der hiesigen Hochschule statt, zu der die Deutsche Studentenschaft der Hochschule eingeladen hatte und zu der auch ein Vertreter des Hauptausschusses der Deutschen Studentenschaft in Berlin sowie solche von den Hochschulen Mannheim, Karlsruhe, Darmstadt, Gießen, Stuttgart, Tübingen und Hohenheim erschienen waren. Der Protest richtet sich, wie einleitend erklärt wurde, nicht gegen die Universität und hätte nicht den Zweck, in das gegen Gumbel schwebende Disziplinarverfahren einzugreifen, sondern gegen Gumbel, der immer wieder das Andenken deutscher Frontkämpfer in der niedrigsten Weise geschmäht habe, als den typischen Vertreter einer Geistesrichtung, für die an deutschen Hochschulen kein Platz mehr sein dürfe. Ein anderer Redner erklärte, wenn die Dozentenschaft diesen Kampf nicht verstehen wolle, so hätte sie keinen Anspruch, als Führer der deutschen Jugend zu gelten. Der Heidelberger Studentenausschuß sei 1931 vom badischen Kultusminister aufgelöst worden, weil er der Träger des Kampfes gegen Gumbel gewesen sei. Die deutsche studentische Jugend fühle sich verantwortlich für die Reinheit und deutsche Gesinnung der deutschen Universitäten, darum würde sie den Kampf durchführen bis zur Entfernung Gumbels. Die Vertreter der anderen deutschen Hochschulen sprachen sich in gleichem Sinne aus. Eine entsprechende Entschließung wurde den zuständigen Stellen zugeleitet.

B. T. 29.6.32

Uebereifer am falschen Platze.

Deutsche Professoren-Vorträge im Auslande unter Zensur?

Im Berliner Schloss residiert der Deutsche Akademische Austauschdienst E. V., der unter anderm von verschiedenen Ministerien des Reichs und Preussens finanziert wird. Oeffentliche Mittel in beträchtlicher Höhe werden alljährlich bereitgestellt, hauptsächlich um Auslandsreisen deutscher Studenten zu ermöglichen und den Austausch deutscher und ausländischer Studenten und junger Akademiker zu organisieren. Durch seine Verbindungen mit entsprechenden Organisationen des Auslandes ist der Austauschdienst auch in der Lage, sich um Auslandsreisen deutscher Professoren zu bemühen.

Obwohl diese beinahe halbamtliche Stelle lediglich für die von ihr hergestellten Verbindungen mit dem Ausland verantwortlich ist, scheint ihr Leiter, Dr. Morsbach, die

persönlichen und wissenschaftlichen Beziehungen deutscher Professoren mit ausländischen Instituten der Kontrolle des Austauschdienstes unterstellen zu wollen.

In seiner Eigenschaft als Leiter des Deutschen akademischen Austauschdienstes steht er in ständiger Verbindung mit einer entsprechenden amerikanischen Organisation in New-York, dem Institute of International Education. Das Nachrichtenblatt dieses Instituts, in dem regelmässig die wissenschaftlichen Veranstaltungen in Amerika angekündigt werden, hatte vor einiger Zeit unter den Gästen, die zum 5. internationalen bevölkerungswissenschaftlichen Kongress eingeladen waren, auch den Heidelberger Professor Dr. Gumbel genannt. Die Lektüre dieses Nachrichtenblattes veranlasste offenbar Herrn Dr. Morsbach, obwohl er von keiner der amerikanischen Stellen um seine Ansicht gefragt worden war, zu folgendem Brief an Professor Stephan P. Duggan, den Leiter des Institute of International Education:

„Ich halte mich für verpflichtet, Ihnen mitzuteilen, dass Herr Gumbel in Deutschland als Persönlichkeit in den Kreisen, auf deren Urteil Wert gelegt werden muss, einen wenig guten Ruf geniesst. Die deutschen Professoren und deutschen Studenten lehnen ihn in ihrer Mehrheit wegen seiner politischen Haltung ab. Sein Name ist in der Oeffentlichkeit in den letzten Jahren wiederholt in Zusammenhängen genannt worden, die es dringend geboten erscheinen lassen, Herrn Gumbel gegenüber äusserste Zurückhaltung zu üben.

Ich darf Ihnen den freundschaftlichen Rat geben, alles zu versuchen, um eine Reise des Herrn Gumbel durch die Vereinigten Staaten zu inhibieren, damit das Ansehen des Instituts in Deutschland nicht leidet.

Ich halte mich weiter für verpflichtet, Ihnen mitzuteilen, dass der Biochemiker, der im vorigen Jahr auch durch Vermittlung des Instituts zu einer Vortragsreise nach Amerika eingeladen war, wissenschaftlich in so geringem Ansehen steht, dass seine Reise nach Amerika besser unterblieben wäre.

Ich teile Ihnen dieses mit, weil ich den grössten Wert darauf lege, dass das von Ihnen geleitete Institut in der deutschen Gelehrtenwelt seinen Ruf bewahrt und nicht Gefahr läuft, von den deutschen Gelehrten hervorragender und erster Klasse eine Absage zu erhalten, wenn eine Einladung an sie erfolgen sollte."

Die Antwort, die Dr. Morsbach aus Amerika erhielt, war für ihn und das Deutsche Institut beinahe beschämend: Die Sekretärin des Institute of International Education teilte ihm mit, dass der für die Einladung massgebende Professor der Columbia-Universität mit Professor Gumbel persönlich bekannt sei und von den politischen Konflikten Gumbels in Deutschland gewusst habe. Jener Professor sei auch orientiert, dass Professor Gumbel aus den Konflikten

völlig gerechtfertigt hervorggangen sei,

und dass ihm die Universität Heidelberg nachher den Professortitel verliehen habe.

Herr Dr. Morsbach hat also seine Stellung in einem aus öffentlichen Mitteln finanzierten Institut, das den Interessen der Allgemeinheit dienen soll, benutzt, bestehende Beziehungen zwischen deutschen Gelehrten und ausländischen Kollegen zu zerstören, da ihm die politischen Ansichten des deutschen Professors nicht gefielen. Da man für ein derartiges Vorgehen in Amerika wenig Verständnis hat, ist es ihm nicht gelungen, Professor Gumbels Amerikareise zu verhindern. Dafür ist es ihm sicherlich geglückt, durch die Form seiner Intervention das Ansehen des Akademischen Austauschdienstes und der daran interessierten deutschen Behörden in Amerika zu schädigen. Als die massgebenden Instanzen in Deutschland auf den Fall aufmerksam gemacht wurden, hatte Dr. Morsbach nur anzuführen, es habe sich um eine „persönliche und vertrauliche Mitteilung" gehandelt, die bedauerlicherweise durch einen Fehler in dem amerikanischen Büro an Dritte gelangt sei. Hoffentlich brauchen künftig solche Fehler, die man in Berlin macht, nicht mehr korrigiert zu werden.

Volksgemeinschaft. 30. VI 32

Die Schande Deutschlands

symbolisiert dieses jüdische Reklamezeichen:

Landesverrat

ist für Sozialdemokraten wie Gumbel keine Schande.

Sklarek-Korruption

ist das Musterbeispiel sozialdemokratischer Bonzenwirtschaft

Judenknechte

sind die verkalkten Vertreter der SPD., die sich für Warenhäuser und internationales Bankkapital einsetzen.

Am 31. Juli Abrechnung!

Gebt Hitler die Macht!

00099

Hannoverscher Kurier
Zeitung für Nordwestdeutschland
Gegründet 1849

Datum 30. JUN 1932

Ein neuer Fall Gumbel

Die Universität Heidelberg „erfreut" sich des Besitzes einer Lehrerpersönlichkeit, die es von Zeit zu Zeit versteht, die Aufmerksamkeit auf sich zu lenken. Es handelt sich um den Privatdozenten für Statistik Dr. Gumbel. Vor Jahren schon hat die Heidelberger Studentenschaft gegen Gumbel einen Kampf ausfechten müssen, als er durch sein berüchtigtes Wort vom „Feld der Unehre", auf [illegible] die Toten des Weltkrieges gefallen [illegible]n, seine Ungeeignetheit zum Lehrer [illegible]tscher akademischer Jugend dargetan [illegible]te. Die Heidelberger Fakultät hat damals [illegible] Gut der Lehrfreiheit so hoch eingeschätzt, [illegible] sie glaubte, für die Entfernung Gumbels [illegible] seinem Lehramt trotz schärfster Mißbilligung seines Verhaltens nicht eintreten [illegible] können. Gumbel hat aber dieser maßvollen Haltung seiner Fakultät keine Ehre gemacht. Ende Mai dieses Jahres hat er wiederum eine so niedrige Auffassung in der Frage nationaler Ehre an den Tag gelegt, daß ein neuer Streit um ihn entbrannt ist. Er hat vor einer sozialistischen Studentengruppe ein Kriegerdenkmal für deutsche Soldaten als eine Kohlrübe bezeichnet. Die Folge dieser unwürdigen Aeußerung war einmal die Einleitung eines Disziplinarverfahrens gegen ihn mit dem Ziel, ihm das Lehrrecht an der Universität zu entziehen. Es konnte aber nicht ausbleiben, daß der Studentenschaft sich eine neue Erregung bemächtigte, die ihren Ausdruck dieser Tage in einer Massenversammlung von Heidelberger Studenten und von Kommilitonen benachbarter Universitäten fand, die in einer Erklärung feststellten, daß Gumbel nicht mehr länger Erzieher der deutschen Jugend sein dürfe. Die Bestrebungen des Heidelberger Senats zielen inzwischen darauf ab, noch in diesem Sommersemester eine endgültige Bereinigung des Falles Gumbel zu erreichen. Es ist selbstverständlich, daß der neue Fall Gumbel nicht wiederum mit einer Mißbilligungserklärung der Hochschule enden darf, sondern daß er nur durch die Entlassung Gumbels aus dem Lehrkörper der Heidelberger Universität — und dann hoffentlich endgültig — abgeschlossen werden kann. Der innere Umschwung der letzten Jahre hat uns als wertvolles Geschenk eine besondere Empfindlichkeit gegenüber Verletzungen unserer völkischen Ehre gebracht. Mit juristischen Bedenken und mit der so beliebten Vorschiebung des Autoritätsrechts des Staates gegenüber der Jugend ist im Fall Gumbel nicht mehr geholfen. Hier handelt es sich um die Wahrung des Geistes, in dem allein künftig deutsche Jugend erzogen werden soll und kann.

Dr. V.

Mannheimer Studentenschaft gegen Gumbel

Mit überwältigender Mehrheit nahm die allgemeine Studentenversammlung der Handelshochschule Mannheim am 30. Juni folgenden Antrag zum „Fall Gumbel" an:

„Die Mannheimer Studentenschaft schließt sich mit großer Mehrheit der Erklärung an, die ihr erster Vorsitzender Dipl.-Kfm. Kleinau anläßlich der Protestkundgebung der Heidelberger Studentenschaft

gegen Gumbel

abgab und beauftragt ihren ersten Vorsitzenden, diese Erklärung unter Beibehaltung des gleichen Wortlautes dem Kampfausschuß der „Deutschen Studentenschaft Heidelberg" zur Unterstützung ihres Kampfes gegen Gumbel zugehen zu lassen."

Heidelberger Neueste Nachrichten
1. VII. 32

—* **Die Mannheimer Studentenschaft zum Fall Gumbel.** Die Allgemeine Studentenversammlung der Handelshochschule Mannheim hat mit großer Mehrheit eine Erklärung angenommen, mit der sie sich den Ausführungen ihres ersten Vorsitzenden bei der Protestkundgebung gegen Professor Gumbel voll inhaltlich anschließt.

Württembergische Hochschulzeitung 1. VII. 32

Das Kriegerdenkmal — eine Kohlrübe!

Bei einem Sprechabend des dortigen marxistischen Studentenbundes stellte kürzlich der sattsam bekannte Heidelberger Gumbel seinen Ausführungen folgendes Motto voran:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Dieser Beschimpfer der Ehre unserer Gefallenen, der das Wort vom „Felde der Unehre" prägte, und der am Verfassungstag 1930 von dem damaligen badischen Kultusminister Dr. h. c. Adam Remmele zum Professor an der Universität Heidelberg ernannt wurde, bekleidet noch immer dieses Lehramt!

Wird auch in diesem Falle die „akademische Lehrfreiheit" noch länger ein Deckmantel sein?

Für pazifistischen, hündischen Ungeist ist kein Platz an deutschen Hochschulen!

Tübingen

Bekanntmachungen der Studentenschaft

Versailles-Kundgebung

Am Donnerstag, 7. Juli 21 h c. t. findet im Ehrenhof der Neuen Aula eine Versailles-Gedenkfeier der Studentenschaft statt, verbunden mit Gefallenenehrung. Die Gedächtnisrede wird Se. Magnifizenz der Rektor halten. Anschließend Fackelzug durch die Stadt.

Vortrag über Aktienrecht

Die Wirtschaftswissenschaftliche Fachschaft veranstaltet in Verbindung mit der juristischen Fachschaft am Freitag, den 5. Juli, 20 h c. t. im Kaffee Bechtle

2. ordentliche Astasitzung

In der gestrigen Astasitzung wurde die Wahl für das neue Semester auf 15. Juli anberaumt; die ordentliche Vollversammlung dieses Semesters wird voraussichtlich am 25. Juli stattfinden. Der Wahlausschuß hatte einen Vorschlag unterbreitet, der die Durchführung der neuen Wahlordnung an einigen Punkten näher bestimmt, und der angenommen wurde; Reststimmen, die kein Grundmandat haben, verfallen jedoch. Neben einem Antrag der Stahlhelm-Hochschulgruppe Langemarck, bei der württembergischen Regierung die Errichtung eines kriegswissenschaftlichen Lehrstuhls in Vorschlag zu bringen, der einstimmig angenommen wurde, und der Erledigung innerer Angelegenheiten (Beschickung des Studententages in Königsberg —Versailles-Kundgebung, — Langemarckspende) wurde ebenfalls einstimmig die untenstehende Kundgebung im neuen Falle Gumbel beschlossen. Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg hat der Oeffentlichkeit eine ungeheuerliche Beschimpfung unserer Gefallenen, die sich dieser berüchtigte Professor, der das Wort vom „Felde der Unehre" prägte, in diesen Tagen wieder geleistet hat, mitgeteilt. Bei einer Veranstaltung des Republikanischen Studentenbunds" in Heidel[illegible] stellte er seinen Ausführungen folgendes Motto voran:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe".

Auch die Tübinger Studentenschaft verwahrt sich gegen eine solche Infamierung des Heldentodes unserer gefallenen Brüder, und wendet sich mit folgender Kundgebung an die Oeffentlichkeit:

Die Tübinger Studentenschaft bekennt sich einmütig zu dem Kampf, den ihre Heidelberger Kommilitonen gegen den berüchtigten Professor Gumbel führen, der nun aufs neue die deutschen Helden in schamlosester Weise zu beschimpfen versucht. Auch hier in Tübingen haben wir ja schon diesen Gumbel kennen gelernt, als er vor einigen Jahren die sogenannte „Lustnauer Schlacht" provozierte. Für solche Gestalten ist kein Raum in Deutschland, am wenigsten in unseren Hohen Schulen. Wir geben unserer bestimmten Hoffnung Ausdruck, daß auch die Heidelberger Dozentenschaft wie die dortigen Studenten entschieden für Säuberung und Reinerhaltung der deutschen Hochschulen eintritt. Mit dem ganzen gesunden Volke rufen wir der Heidelberger Studentenschaft zu: Ruht nicht, rastet nicht, bis solcher Pestgeist hinweggefegt und ausgerottet ist! Ihr kämpft für Deutschland!

Kohlrüben-Gumbel

Greizer Neueste Nachrichten 27.6.32

Eine neue Gemeinheit des republikanischen Jugenderziehers

Die deutsche Oeffentlichkeit hatte schon wiederholt Veranlassung, sich mit einem gewissen Gumbel zu beschäftigen, weil dieser Mann des Friedens den Gottesfrieden der vor dem Feinde gefallenen Deutschen durch diese niederträchtige Behauptung störte: „Ihr seid auf dem Felde der Unehre gestorben."

Es ist zwanglos, was irgendein Gumbel über Deutschland, über Deutschlands Krieg oder über Deutschlands Helden sagt. **Es ist aber nicht belanglos, was dieser Gumbel sagt, der von der badischen Regierung, in die sich die Sozialdemokraten und das Zentrum brüderlich teilen, zum Erzieher der Jugend bestellt ist. Und es ist erst recht nicht belanglos, daß er trotz seiner widerlichen Aeußerung im Amte bestätigt wurde.** Den Heidelberger Studenten, die sich von diesem Manne ohne Anstand und Tat, der niemals die Grenzen einzuhalten versteht, die ihm sein Amt zieht, nicht belehren lassen wollten, wurde der Mund verboten. Dadurch ermutigt, hat sich der würdige Herr jetzt zu einer **neuen Gemeinheit** hinreißen lassen. In einer sozialdemokratischen Versammlung sagte er: **Man suche die Erinnerung an den Krieg dadurch wach zu halten, daß man leicht bekleidete weibliche Wesen aufs Postament stelle; das einzige richtige Kriegsdenkmal sei das Abbild einer Kohlrübe in Stein oder Erz.** —

Allerdings, Materialisten, wie Herr Gumbel einer ist, mögen von dem Kriegsgeschehen nur in Erinnerung behalten haben, daß einmal auf ihrem Teller neben dem Braten an Stelle der Kartoffeln eine Kohlrübe gelegen hat. **Den Gumbeln und Pest-Segern mag es unerträglich sein, daß auch sie sich einmal für die Allgemeinheit Entbehrungen auferlegen, ja überhaupt etwas tun mußten, was nicht die Selbstsucht von ihnen verlangte.** Daß so etwas ihnen im Kriege zugemutet wurde, bringt sie noch heute in Harnisch und legt ihnen Schimpfworte in den Mund. Diese Schicht **„deutscher Intellektueller"**, deren **sozialer Dünkel und Deutschenhaß** durch ihre unaufrichtige Popularitätshascherei nicht verdeckt werden kann, verliert noch jetzt, 18 Jahre nach dem Kriegsausbruch, jede Urteilsfähigkeit und Selbstbeherrschung, weil sie einmal — und nicht auf dem geduldigen Papier — mit dem Volke unmittelbar zusammen leben mußten. Nun können sie nicht anders, der in ihnen aufgestapelte Haß ergießt sich gelegentlich immer wieder in **keifenden Ansprachen** über ihre Zunge. Ein Skandal bei alledem ist nur, daß derart unbeherrschte und urteilsunfähige Männer in der deutschen Republik zu Erziehern, Lehrern und Vorbildern bestellt werden. **Ein Gumbel gehört nicht auf das Katheder. Er mag in die Volksversammlungen der „Eisernen Front" passen, wo der Klassenkampf und der Klassenhaß Orgien feiern.** Er mag vielleicht auch noch in den Reichstag passen; die einstmals stärkste Partei Deutschlands sollte ihm einen Platz neben Seger im Reichstag einräumen. Dann könnten die beiden dort **Wettkämpfe in der Verächtlichmachung der deutschen Männer veranstalten, die bereit sind, sich für ihr Vaterland selbst aufzuopfern. Das Zentrum, das Gumbel als Hochschullehrer toleriert und gegen seine Tätigkeit als Jugendbildner nichts einzuwenden hat, wird ihn auch als Mitglied der verbündeten Partei im Reichstag begrüßen.**

---

mit den Dichtern. Seine bildungsgierige, kleinbürgerliche Intelligenz hat Brocken aus allen Wissensgebieten aufgeschnappt. Nur manchmal noch verwechselt es mir und mich, aber Blüher ist ihm nicht gänzlich fremd. Vor ein paar Jahren noch waren Rudolf Herzog und Arthur Landsberger die belletristischen Bestände, daraus es dem Interessenten mit einer Jungfrauentragödie aufwartete, heute hat es Ariane gelesen und markiert eine so überlegene Verdorbenheit, daß selbst der ausgekochteste Konfektionär im Herzen den Verdacht der Keuschheit nicht los wird. Sie scheint teurer als ihr Preis: daran entzündet sich seine Käuferphantasie.

Sport ist sein Jazz, einst Sprengpatrone in den Ritzen einer sterilen Dandykultur, jetzt ein schalgewordenes Witzwort, das bösartige Phantasielosigkeit durch die Jahrzehnte kolportiert. Sport ist seine Individualpsychologie und seine Christliche Wissenschaft, seine Mystik und seine Kameradschaftsehe. Er schmückt damit sein Heim, auf daß es herrschaftlich und gebildet sei, er staffiert damit die stilisierten Serienschicksale, die „Weltbilder", die eine smarte Salesmanship ihm von der Stange liefert. Denn alles in seiner Welt ist käuflich außer dem Brot für die Hungernden. Von Leibes- und Geistesübungen emporgetragen, gelangt er, ein unbestrittener Erster, auf die Weltrangliste der Begriffsverfälschungen.

„HELDENVEREHRUNG" IN HEIDELBERG

Die Hintergründe der neuen Gumbel-Hetze

Im Deutschland der Papen-Notverordnungen ist die kreischende Heldenverehrung wieder lebhaft im Schwange. Den Tatbestand, daß wir den Krieg verloren haben — beziehungsweise unsere trotzalledem glorreichen Generäle —, soll durch methodische chauvinistische Massenpsychose mit Gewalt wegretuschiert werden. Und just zur selben Zeit, wo man den Kriegsbeschädigten ihre kärglichen Renten erneut in maßloser Weise gekürzt hat, inszeniert der nationalistische Mob planmäßige Pogromstimmung gegen solche Deutsche, die sich den „Ruhm des Vaterlandes" anders vorstellen, als er in der wirtschaftlichen Erdrosselung der Kriegsteilnehmer zum Ausdruck kommt. Es ist das besondere Zeichen „patriotischer" Generosität, das „Andenken" der auf dem Felde der Ehre Krepierten zu „ehren", während man die lebenden Kriegsopfer in die Armee der abgerissenen Stempelgänger verweist. Der brutale Sinn jener entsetzlichen chauvinistischen Terrorwelle, die heute wieder durchs ganze Land rollt und den Bürgerkrieg heraufbeschwört (der ja bekanntlich immer zu Lasten des „roten Untermenschentums" geht, das nun schon eine stehende Schlagzeile des „Völkischen Beobachters" ist), liegt klarer denn je zutage: der Blick der hungernden

Deutsche Republik, Frankfurt 28.3.

Massen soll von der wirtschaftlichen Trostlo
den Mächten politisch mißliebige Männer ab
sich der Verzweiflungshaß der knurrenden
Das vor dem Kriege beliebte Schlagwort vo
den" feiert in Deutschland anno 1932 fröhli

Nicht anders ist die neue Hetze gegen den
professor Dr. Gumbel zu bewerten, von
zu lesen ist. Uns liegt das Material vor, m
alias Spießbürgerstadt Heidelberg die N
Hand in Hand mit der nationalsozialistisch
schaft" ihren „Kampf gegen Gumbel" als „
Volkes" aufzieht und die Gemüter zu erre
gerade vor einem Jahr an dieser Stelle m
tionen des „Heidelberger Studenten", des
dentenschaft", beschäftigt — eines Blättchens
dieser, sondern auch in anderen Zeitschr
freundlicher Duldung von Rektor und Se
mater alle 14 Tage in den Universitäts
Blättchen nun — ein Kopfblatt übrigens
sozialistischen Lokalorgans — eröffnete
Schlagzeile „Das Kriegerdenkmal eine K
Gumbel, die ja inzwischen auch amtliche

Die „Anklage" lautet dahingehend, daß G
Diskussionsabend der sozialdemokratische
soll: „Das Kriegerdenkmal des deutsche
eine leichtbekleidete Jungfrau mit der S
dern eine einzige große Kohlrübe." Die
lein, die darob großes Geschrei erhoben h
mehr der „großen" Zeit der Kohlrüben
mittel. Gleichviel: es gehört eine besti
Gumbelschen Aeußerung eine Schmähun
hören. Trotzdem hat Prof. Gumbel im
14. Juni geantwortet, daß er die ihm
schlechthin blödsinnige) Aeußerung niem
er darauf hingewiesen, „daß in jener Ze
Lobpreisern des Krieges von heute al
Hunger zu dem schließlich alles überra
deswegen die Kohlrübe, das Hauptna
sagen als Symbol, als Denk-Mal des Kr
gleichgültig, welchen Standpunkt man
die ihm nationalsozialistische Gegner im
wichtiger ist, daß das amtliche Echo
Hetze, die der „Heidelberger Student"
entfacht, nicht ausgeblieben ist. Wie b
ministerium den Senat der Heidelberg
eines Verfahrens gegen Prof. Gumbe
ziehung der Lehrberechtigu
hat den nationalsozialistischen Studen
stärkt, denn am 21. Juni erschienen si
berg und vor der Mensa mit ein
scher Roheit vielleicht beispiellosen F
dem wir nur den Schlußpassus zitiere

„Das deutsche Volk wird aber bal
nehmen und dann wird die „Deut
so hoffen wir, als Ankläger vor
Dann möge man den Burschen G

Trostlosigkeit auf den herrschen-
ner abgelenkt werden, an denen
renden Mägen festkrallen kann.
ort von den „zaristischen Metho-
fröhliche Urständ".

en den Heidelberger Universitäts-
, von der in den Tageszeitungen
vor, mit dem in der Studenten-
die Nationalsozialistische Partei
ialistischen „Deutschen Studenten-
" als „Sache des ganzen deutschen
zu erregen sucht. Wir haben uns
telle mit den „politischen" Emana-
", des Organs der „Deutschen Stu-
ittchens, das trotz dem nicht nur in
Zeitschriften erhobenen Protest mit
und Senat der Heidelberger alma
ersitätsräumen aufgelegt wird. Dies
brigens des Heidelberger national-
fnete am 9. Juni mit der dicken
eine Kohlrübe" die Attacke gegen
amtlicherseits fortgesetzt worden ist.

daß Gumbel auf einem öffentlichen
ratischen Studenten gesagt haben
deutschen Soldaten ist für mich nicht
der Siegespalme in der Hand, son-
e." Die nationalsozialistischen Knäb-
hoben haben, erinnern sich wohl nicht
lrüben und sonstiger schöner „Nähr".
e bestimmte Absicht dazu, aus der
mähung der Frontsoldaten herauszu-
bel im „Heidelberger Tageblatt" vom
e ihm in den Mund gelegte (ja auch
g niemals getan habe, wohl aber habe
ener Zeit, die ich im Gegensatz zu den
nte als Soldat mitgemacht habe, der
überragenden Gefühl wurde und daß
Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozu-
des Krieges adäquat ist." Es ist sehr
man zu dieser Aeußerung einnimmt,
gner im Munde herumgedreht haben, —
Echo auf die unverschämte Pogrom-
dent" in jeder Nummer gegen Gumbel
Wie bekannt, hat das badische Kultus-
delberger Universität mit der Einleitung
Gumbel mit dem Ziel der Ent-
htigung beauftragt. Diese Maßnahme
Studenten offenbar das Rückgrat ge-
enen sie auf der Hauptstraße von Heidel-
it einem an antisemitisch - nationalisti-
losen Flugblatt: „Fort mit Gumbel!", aus
zitieren wollen:

er bald die Macht in Deutschland über-
„Deutsche Studentenschaft Heidelberg",
er vor dem Staatsgerichtshof auftreten.
hen Gumbel in einem vergitterten Käfig

auf dem Bismarckplatz ausstellen, als „Denkmal der Schande". Als Nahrung empfehlen wir Kohlrüben!"

Da nach der neuesten Notverordnung in der Heidelberger Universität ein Anschlag erschienen ist, wonach „die Verteilung von Druckschriften irgendwelcher Art in sämtlichen Universitätsgebäuden (auch Vorplätzen und Gärten) ohne Genehmigung des Rektorats allen Personen ohne Unterschied untersagt" ist, muß der begründete Verdacht ausgesprochen werden, daß das obige, wohl unübertrefflich freche und schamlose Geschmier gegen einen amtierenden Hochschullehrer mit Genehmigung des Rektors unter die Studentenschaft verteilt worden ist. Die „liberale" Heidelberger Universität eröffnet so die Aera des Dritten Reichs in der akademischen Sphäre!

Man darf hinter den Affären, die von aufgeputschten SA.-Leuten, von nationalistisch berauschten Radaustudenten oder sonstigen verrückt gewordenen Kleinbürgern unter „Juda verrecke!", „Fort mit Gumbel!" oder sonstwie persönlich bezogenen Haßfanfaren in diesen Wochen in Szene gesetzt werden, nicht die Fuchtel des Faschismus verkennen. Dieser rohe, gemeine und niederträchtige Straßenterror der nationalsozialistischen Banden, der in kaum gehörten barbarischen Formen sich momentan austollt, gehört zur Strategie und Taktik des faschistischen Systems. Die Mobilmachung des existenzlos gewordenen Kleinbürgertums ist die gängigste „Haltet den-Dieb!"-Methode der zerbrechenden Wirtschaftsordnung. Und die Art, wie die aus dem Häuschen geratene Meute „akademisch gebildeter" Kleinbürger augenblicklich in Heidelberg auf ihre Weise Heldenverehrung und Frontgeist-Bewahrung treibt, ist nur ein Beispiel dieser Methode, von den wahren Ursachen des ökonomischen und politischen Zustands abzulenken.

Die Geschichte hat sich aber durch Terror noch nie einschüchtern lassen, und die Einpeitschung für den neuen Weltkrieg, die der Nationalsozialismus mittels Diffamierung von Kommunisten, Sozialisten und Pazifisten schüren will, wird vielleicht doch auf einige Hindernisse stoßen. Die Kriegskrüppel erinnern sich weniger gern an Kohlrüben und Schützengraben als die großmäuligen Hakenkreuz-Kommilitonen — und jene Hochschullehrer, die ihre Kollegs mit nationalsozialistischen Instruktionsstunden verwechseln.

l. a.

AUSSCHNITT VOM: 2. JUL. 1932

Magdeburgische Zeitung, Magdeburg

1. Ausgabe

Die Heidelberger Universität hat sich neuerdings wieder mit einem Skandal zu beschäftigen, der durch das Auftreten des schon seit langem berüchtigten außerordentlichen Professors Gumbel entstanden ist. Professor Gumbel, dessen sozialistische und pazifistische Gesinnung schon mehrfach Gegenstand scharfer Kritik gewesen ist und dessen Wort, die deutschen Soldaten seien „auf dem Felde der Unehre" gefallen, mehrere Male zu scharfen Kämpfen der Studentenschaft gegen ihn geführt hat, soll in einer Rede gesagt haben: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Wegen dieser Aeußerung, deren Wortlaut natürlich sofort von den Kreisen um Gumbel bestritten und in der Richtung ausgelegt wurde, er habe gesagt, auch der Kohlrübe müßte man ein Denkmal setzen, ist gegen ihn ein Disziplinarverfahren eingeleitet worden. In einer Protestversammlung der südwestdeutschen Studentenschaften wurde erneut die Beseitigung Gumbels als Dozent gefordert. Zweifellos hat der Professor durch sein Verhalten schon verschiedentlich das Ansehen der deutschen Hochschule aufs schwerste geschädigt. Wenn es auch aus formalen Gründen schwer sein wird, ihm seinen Lehrauftrag zu entziehen, da hierfür nach Anschauung des Senats fortgesetzte Verfehlungen dieser Art vorliegen müssen, so halten wir es für dringend notwendig, im Interesse der Ruhe und Ordnung und des Ansehens der deutschen Universitäten gegen Gumbel die Maßnahmen zu ergreifen, die eine weitere Ausübung seines Amtes praktisch unmöglich machen. Da von einer noch so scharfen Mißbilligung des Verhaltens Professor Gumbels durch den Senat, die dieser auch in diesem Falle sicher aussprechen wird, keine Aenderung der Sachlage zu erwarten ist, könnte der Konflikt durch eine Beurlaubung mit späterem Ausscheiden aus dem Lehrkörper der Universität aus der Welt geschafft werden. Der gute Ruf der deutschen Hochschule erfordert dringend, daß Personen wie Gumbel als Lehrer der deutschen Jugend beseitigt werden.

AUSSCHNITT VOM: 2. JUL. 1932

Chemnitzer Tageblatt, Chemnitz

Fort mit den Gumbels!

Ein Protest deutscher Studenten

Brief an das „Chemnitzer Tagebla[tt]"

Heidelberg, im Juni

Im dichtbesetzten großen Saal der Stadthalle fa[nd] eine öffentliche Protestversammlung vo[n] Studenten und Bürgern gegen die weitere Belassung des Professors Gumbel in seinem Lehramt an der hiesigen Hochschule statt, zu der die Deutsche Studentenschaft der Hochschule in Gemeinschaft mit dem hiesigen Nationalsozialistischen Studentenbund und der Stahlhelm-Hochschulgruppe eingeladen hatte und zu der auch ein Vertreter des Hauptausschusses der Deutschen Studentenschaft in Berlin, sowie solche von den Hochschulen Mannheim, Karlsruhe, Darmstadt, Gießen, Stuttgart, Tübingen und Hohenheim erschienen waren.

Der Protest richtet sich, wie cand. med. Scheel einleitend erklärte, nicht gegen die Universität und hätte nicht den Zweck, in das gegen Gumbel schwebende Disziplinarverfahren einzugreifen; er richte sich vielmehr gegen „Kohlrüben-Gumpel", der schon früher durch das Wort vom „Feld der Unehre" und neuerdings wieder das Andenken deutscher Heldenkämpfer in der niedrigsten Weise geschmäht habe, als den typischen Vertreter einer Geistesrichtung, für die an deutschen Hochschulen kein Platz mehr sein dürfe; den Kampf gegen diese Geistesrichtung lasse sich aber die deutsche Studentenschaft nicht nehmen. Dieser Kampf werde mit anständigen Mitteln geführt werden, um auf diese Weise die Hochschule umso sicherer von dem unanständigen Manne zu befreien.

cand. iur. Himmel erklärte, es gehe hier um die Tradition der deutschen Hochschulen. Wenn die Dozentenschaft diesen Kampf nicht verstehen wolle, so hätte diese keinen Anspruch, als Führer der deutschen Jugend zu gelten. stud. Scherberger erinnerte daran, daß Gumbel und seine Gesinnungsgenossen einst erklärt hätten, daß Landesverrat keine Schande sei, und daß der Heidelberger Studentenausschuß 1931 vom badischen Kultusminister aufgelöst wurde, weil er der Träger des Kampfes gegen Gumbel war. Die deutsche studentische Jugend fühle sich verantwortlich für die Reinheit und deutsche Gesinnung der deutschen Universitäten, darum würde sie den Kampf durchführen bis zur Entfernung Gumbels. Die Vertreter der anderen deutschen Hochschulen sprachen sich in gleichem Sinne aus.

Mit stürmischem Beifall empfangen, bekannte sodann der frühere Vorsitzende des Vereins für das Deutschtum im Ausland, Exz. v. Reichenau, daß er als Altakademiker in diesem Kampf in die Reihen der Jugend eintrete, denn dieser Kampf sei ein Kampf um die deutsche Seele. Deutsch sein heiße, einen ehrlichen Willen und einen festen Glauben haben und diesen im Dienst am Volke in die Tat umsetzen; darum müsse jeder Deutsche dazu beitragen, daß der Fall Gumbel seine Sühne finde. Es sprachen noch der nationalsozialistische Gauleiter Dr. Wacker, der Gumbel als den typischen Vertreter einer planmäßig gegen das Entstehen einer nationalen Willensbildung im deutschen Volk gerichteten Gesinnung bezeichnete, und Reichstagsabgeordneter Rupp-Karlsruhe, der die Meinung äußerte, daß der Fall Gumbel eigentlich eine Angelegenheit der Polizei sei.

Nachdem sodann der Versammlungsleiter eine für den Reichspräsidenten, den Reichsinnenminister und den badischen Kultusminister bestimmte Erklärung verlesen hatte: „3500 in der Stadthalle zu Heidelberg versammelte Studenten und Bürger erheben flammenden Protest dagegen, daß Dr. Gumbel immer noch Professor an der Heidelberger Hochschule sein kann. Sie fordern seine sofortige Entfernung von der Ruperto Carola!", wurde sodann die in vorbildlicher Ordnung verlaufene Versammlung geschlossen.

Es ist wahrhaftig bezeichnend genug für den Grad des Nationalgefühls bei deutschen Behörden, daß für die Entfernung eines solchen Gesellen vom Amte eines Erziehers der Jugend erst noch „Protestversammlungen" veranstaltet werden müssen. Man stelle sich vor, wie eine solche Angelegenheit in Frankreich, Italien, der Türkei, in den Balkanstaaten oder selbst in Persien erledigt werden würde. Dort würde man sich mit tiefsinnigen Betrachtungen der „Rechtslage" nicht lange aufhalten. Eine Feststellung des Tatbestandes — und der Bursche flöge im Bogen an die Luft. Uns will es scheinen, als wäre das Nationalgefühl dieser Randstaaten eine natürlichere Sache als der Tiefstand der deutschen Behörden.

2. JUL 1932

Württemberger Zeitung, Stuttgart

Republikanische Studenten zum Fall Gumbel.

Einer Zuschrift aus Stuttgarter Kreisen des Deutschen Studentenverbands entnehmen wir:

Der Kreis Südwest des Deutschen Studentenverbands, in dem sämtliche republikanischen Studentenvereinigungen zusammengeschlossen sind, hielt Ende letzter Woche in Mannheim seine ordentliche Kreistagung ab. U. a. wurde zu dem neuen „Fall Gumbel" Stellung genommen, der seit einigen Wochen wieder die Hochschulen beschäftigt. Es handelt sich dabei um eine Aeußerung des Professors Gumbel bei einem Vortrag in der sozialistischen Studentenschaft Heidelberg. Der Deutsche Studentenverband verwahrt sich entschieden gegen die Art der Deutschen Studentenschaft, in ein schwebendes Verfahren einzugreifen. Ohne sich hinter Professor Gumbel und dessen Aeußerung zu stellen, fordert er die Freiheit des Redens und Denkens, die durch die Reichsverfassung jedem Deutschen gewährleistet wird. Zur Frage der Gebührenneugestaltung nimmt der Deutsche Studentenverband ebenfalls eine andere Haltung ein als die Deutsche Studentenschaft. Während von ihr eine allgemeine Herabsetzung der Hochschulgebühren gefordert wird, verlangt der Deutsche Studentenverband eine Staffelung dieser Gebühren nach sozialen Gesichtspunkten, wobei die leistungsfähigen Studierenden viel stärker heranzuziehen sind als bisher. Desgleichen fordert der Verband eine Neuordnung des Kolleggelds um künftig das Doppelverdienertum unmöglich zu machen.

2. JUL 1932

Allgemeine Zeitung, Königsberg i. Pr.
Abendausgabe

Neuer Konflikt um Gumbel

Protest der studentischen Organisationen

* Heidelberg, 2. Juli.

Im [illegible] großen Saal der Heidelberger Stadthalle fand am Freitagabend eine öffentliche Protestversammlung von Studenten und Bürgern gegen die weitere Belassung des Professors Gumbel in seinem Lehramt statt, zu der die Deutsche Studentenschaft in Gemeinschaft mit dem Nationalsozialistischen Studentenbund und der Stahlhelm-Hochschulgruppe eingeladen hatte und zu der auch ein Vertreter des Hauptausschusses der Deutschen Studentenschaft in Berlin, sowie der Hochschulen Mannheim, Karlsruhe, Darmstadt, Gießen, Stuttgart, Tübingen und Hohenheim erschienen waren.

Der Protest richtet sich, wie cand. med. Scheel einleitend erklärte, nicht gegen die Universität und hätte nicht den Zweck, in das gegen Gumbel schwebende Disziplinarverfahren einzugreifen; er richte sich vielmehr gegen Gumbel, der schon früher durch das Wort vom „Feld der Unehre" und neuerdings wieder das Andenken deutscher Heldenkämpfer geschmäht habe. Gumbel soll in einer Rede erklärt haben: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." cand. [illegible] Himmelfarb(?) erklärte, [illegible] Hochschulen [illegible].

Stud. Scherberger erinnerte daran, daß Gumbel und seine Gesinnungsgenossen einst erklärt hätten, daß Landesverrat keine Schande sei, und daß der Heidelberger Studentenausschuß 1931 vom badischen Kultusminister aufgelöst wurde, weil er der Träger des Kampfes gegen Gumbel war. Die deutsche studentische Jugend fühle sich verantwortlich für die Reinheit und deutsche Gesinnung der deutschen Universitäten, darum würde sie den Kampf durchführen bis zur Entfernung Gumbels. Mit stürmischem Beifall empfangen, bekannte sodann der frühere Vorsitzende des Vereins für das Deutschtum im Ausland, Exz. von Reichenau, daß er als Altakademiker in diesem Kampf in die Reihen der Jugend eintrete, denn dieser Kampf sei ein Kampf um die deutsche Ehre(?).

Nachdem sodann der Versammlungsleiter eine für den Reichspräsidenten, den Reichsinnenminister und den badischen Kultusminister bestimmte Erklärung verlesen hatte: „3500 in der Stadthalle zu Heidelberg versammelte Studenten und Bürger erheben flammenden Protest dagegen, daß Dr. Gumbel immer noch Professor an der Heidelberger Hochschule sein kann. Sie fordern seine sofortige Entfernung von der Ruperto Carola", wurde sodann die Versammlung geschlossen.

AUSSCHNITT VOM: 3. JUL 1932

Chemnitzer Tageblatt, Chemnitz

Immer dieselben Namen...

Die Entwicklung der innerpolitischen Situation hat auch sehr interessanten Aufschluß über die eigentliche Einstellung der Sozialdemokraten und Kommunisten zueinander gegeben. Trotz aller Feindschaft und gegenseitigen Kämpfe zeigt sich die ideologische Verbundenheit der beiden Parteien, die nunmehr in den letzten Tagen auch durch den Versuch, im politischen Kampf eine Einheitsfront zu bilden, praktisch verwirklicht werden soll.

Nachdem die Kommunistische Partei an die Sozialdemokraten mit dem Ersuchen herangetreten ist, eine Basis zu schaffen, auf der der Kampf gegen den Kapitalismus und Faschismus gemeinsam geführt werden soll, treten nun eine Reihe von Persönlichkeiten der Wissenschaft und Politik mit einem Aufruf an die Oeffentlichkeit, in dem für den bevorstehenden Reichstagswahlkampf die gleiche Forderung erhoben wird. Die Herren der Wissenschaft und Politik denken daran, gemeinsame Kandidaten aufzustellen oder mindestens eine Listenverbindung herbeizuführen. Es ist nicht uninteressant, die Namen, die sich für dieses Zusammengehen einsetzen, zu kennen. U. a. befinden sich darunter Professor Einstein, Anton Erkelenz, Kurt Großmann, Professor Gumbel, Erich Kästner, Käthe Kollwitz, Paul Oesterreich, Franz Oppenheimer, Paul Freiherr von Schönaich, Helene Stöcker und Erich Zeigner. Herr Heinrich Mann und Ernst Toller sind natürlich auch dabei. Eine wirkliche nette Einheitsfront.

Kladderadatsch, Berlin
Ausschnitt aus der Nummer vom: 3. JUL 1932

70

Gumbel

(Herr Professor Gumbel, der seinerzeit behauptete, die Gefallenen seien „auf dem Feld der Unehre" gefallen, hat jetzt in einem Vortrag erklärt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe.")

‚Eine Kohlrübe', so sprach der große
Gumbel, ‚scheint mir als Gefallenenmal
Einzig würdig.' — Aus dem finsteren Schoße
Seines Hirns brach dieser Sonnenstrahl.

Der du auf den Namen Gumbel hörest,
Heiligstes zerrst in den Staub herab,
Der du, während du die Jugend lehrest,
Spuckst auf der Gefallenen Heldengrab,

Soll es mich im Innersten empören,
Wenn ein Hofnarr sich gebärdet frech?
Gumbelchen, es ist so süß zu hören,
Quasselst du dein wunderschönes Blech.

Und wir sehen, Kummer im Gemüte,
Wie auch du doch von Gefahr umdroht;
Ja, unsterblichholde Menschenblüte,
Einmal reißt auch dich hinweg der Tod.

Zwar gewiß wirst nie du uns entrissen
Auf der ‚Unehr Feld', das wär nicht nett;
Doch auch du fällst, wenn auch ganz bescheiden,
Auf dem ‚Feld der Ehr', in deinem Bett!

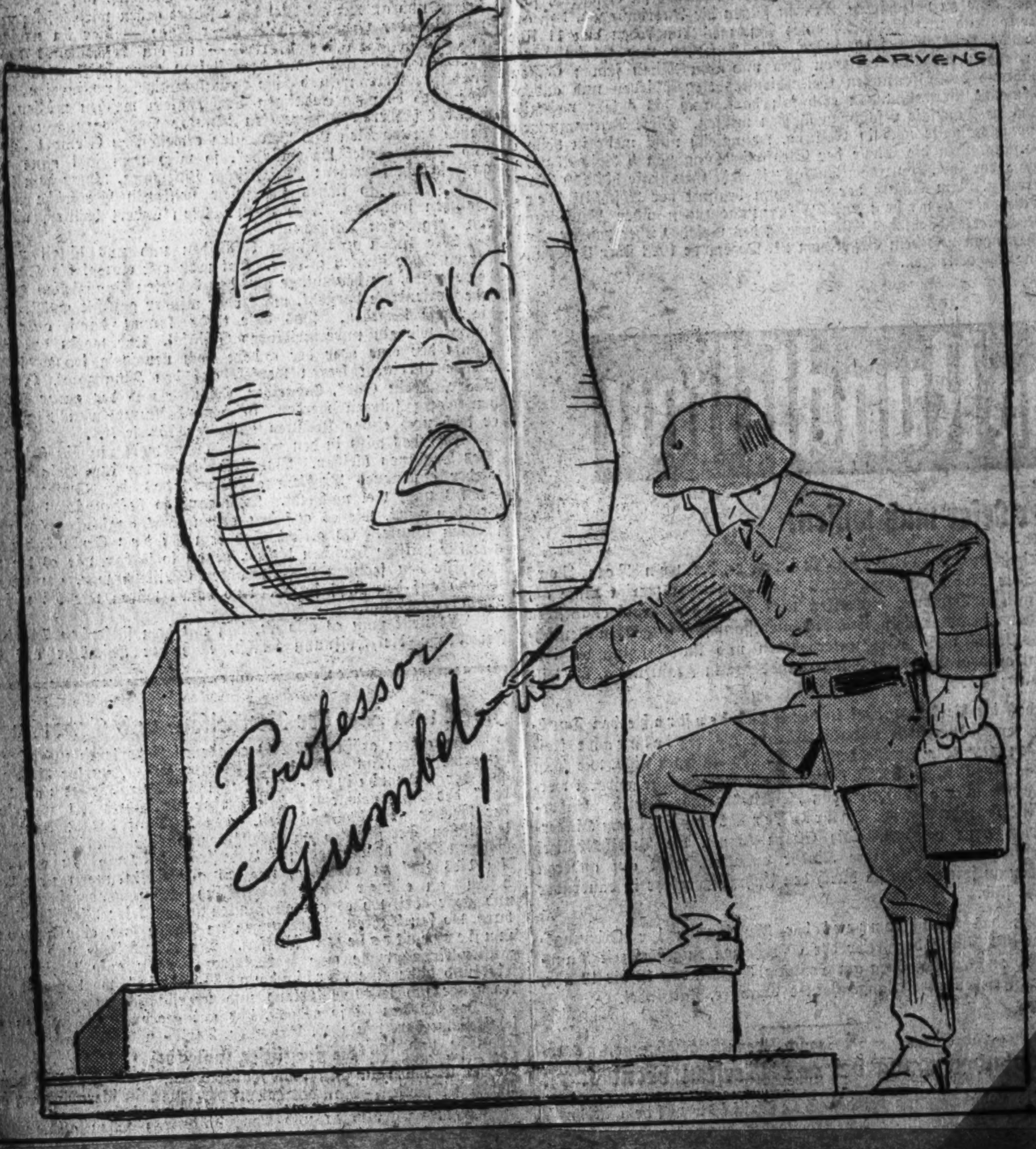
Laß von uns dir dies Versprechen sagen:
Wirst du also grausam uns geraubt,
Eine Kohlrüb soll als Mal dir ragen,
Ganz entsprechend deinem Denkerhaupt. p. w.

AUSSCHNITT VOM: 4. JUL. 1932

Hamburger Nachrichten, Hamburg
Morgenausgabe

Gumbels Kohlrüben-Denkmal.

Der Pazifist Gumbel, durch schwarz-rote Gunst leider immer noch Professor an der Universität Heidelberg, hielt kürzlich vor dem Sozialistischen Studentenbund in Heidelberg eine Rede, in der er in seiner üblen Ausdrucksweise sagte: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe.“ — Da dieser Pazifist die Würde des deutschen Frontsoldaten nicht beschmutzen kann, fällt sein Anwurf auf ihn selber zurück.



AUSSCHNITT VOM: 4. JUL. 1932

Pforzheimer Anzeiger, Pforzheim

Zum Fall Gumbel wird vom Rektorat der Universität Heidelberg mitgeteilt: „Die gegen den außerordentlichen Professor Dr. Gumbel schwebende Untersuchung wird mit möglichster Beschleunigung geführt. Erörterungen des Falles in der Oeffentlichkeit bleiben selbstverständlich ohne jeden Einfluß auf das Verfahren“.

Ausschnitt vom: 23. Juli 1932

Frankfurter Zeitung und Handelsblatt, Frankfurt a. M.
Morgenausgabe

/55

Inquisition in Heidelberg.

(Von unserem Korrespondenten.)

✝ Karlsruhe, im Juli. Seitdem der Heidelberger Asta von der badischen Regierung aufgelöst werden mußte, ist die „Deutsche Studentenschaft Heidelberg" ein Privatverein, aber ihr Organ, der „Heidelberger Student", gebärdet sich nach wie vor als das Sprachrohr der gesamten Studentenschaft Heidelbergs und nimmt damit auch die gesamte Studentenschaft für den von ihm vertretenen Radau-Nationalismus — anders kann man es nicht nennen — in Anspruch. Man hält ständig nach neuen „Fällen" Ausschau, mit denen man die Studenten aufputschen könnte, und man spielt sich dabei mehr und mehr in die Rolle eine Inquisition hinein, die über die Rechtgläubigkeit der Heidelberger Professoren zu Gericht sitzt. Aus dem Sommersemester ist dreierlei zu verzeichnen:

1. Im Mai brachte der „Heidelberger Student" die folgende deutliche Drohung gegen ein Mitglied des Lehrkörpers der Universität: „Wir bitten Herrn Prof. Dr. Bergsträßer, sich bei der Behandlung von kommunistischen Pressefragen etwas präziser und vorsichtiger zu fassen, als es in einer Vorlesungsstunde am letzten Freitag geschah, da man ihn sonst mißverstehen könnte." Die Abkanzelung, die in dieser Bemerkung liegt, wird durch den gönnerhaften Ton, in dem sie vorgebracht wird, nur noch peinlicher. Man hat nichts davon gehört, daß sie, wie es sich gehört, zurückgewiesen worden wäre.

2. Ueber den neuesten Fall Gumbel, den die nationalistischen Studenten Heidelbergs offenbar wieder groß aufzuziehen entschlossen sind, ist bereits berichtet worden. Prof. Gumbel hat ein fatales Talent zur Heraufbeschwörung von Fällen, aber die Abneigung gegen solche Talente darf natürlich bei dem jetzt eingeleiteten Verfahren gegen ihn, bei dem die grundsätzliche Frage der akademischen Lehrfreiheit im Vordergrunde steht, nicht ausschlaggebend sein. Es ist jetzt der für solche Angelegenheiten zuständige Ausschuß mit der Feststellung des Tatbestandes und der Abgabe eines Gutachtens beschäftigt. Darauf wird dann formgerecht entschieden werden, ob Gumbel seine Dozentur behält oder nicht.

3. Inzwischen haben sich die Heidelberger Nationalsozialisten — die Aktion geht diesmal formal nicht von der Studentenschaft aus — eines der bedeutendsten und angesehensten Mitglieder des Heidelberger Lehrkörpers, den Staatsrechtslehrer Anschütz vorgenommen. Anschütz hat sich bei ihnen durch ein Gutachten „über das Beamtentum und die revolutionären Parteien" mißliebig gemacht; das Heidelberger nationalsozialistische Blatt griff ihn deshalb an und machte dabei Andeutungen über Sondervorteile, die Anschütz für dieses Gutachten von der badischen Regierung erhalten habe. Nachdem Anschütz diese Kombination durch die Feststellung erledigt hatte, daß das Gutachten gar nicht von der badischen Regierung, sondern von einer Beamtenorganisation eingeholt worden war, zog sich das Blatt auf noch vagere Anspielungen zurück, die darauf hinausliefen, daß sich Anschütz durch das Gutachten bei der badischen Regierung habe angenehm machen wollen. Die Herrschaften haben offenbar noch nichts davon gehört, daß sich Konjunkturpolitiker heutzutage ganz anderswohin zu entwickeln pflegen als dahin, wo Prof. Anschütz, nicht erst seit heute, steht. Der ganze Vorstoß gegen Anschütz ist völlig gegenstandslos, aber man weiß ja aus anderen Fällen, daß dem radikalen Nationalismus bei seinen Attacken irgend welcher Respekt vor hoher wissenschaftlicher Leistung und untadeliger Gesinnung nicht die geringsten Hemmungen bereitet. Es ist erfreulich, daß die Anpöbelung des Professors Anschütz mit einem kräftigen Protest der republikanischen Heidelberger Studenten beantwortet worden ist.

Vielleicht erhält das Vorgehen gegen Anschütz eine weitere Erklärung dadurch, daß Anschütz der Vorsitzende des Ausschusses ist, dem gegenwärtig die Prüfung der Angelegenheit Gumbel obliegt. Es ist selbstverständlich, daß sich ein Mann wie Anschütz durch Einschüchterungsversuche von Studenten, denen jeder neue „Fall" nur als Stoff zu wildester Hetze dient, in seinem Urteil nicht beeinflussen lassen wird. Der Antrag, den er stellen wird, wird, wie er auch ausfallen mag, einfach der Ausdruck seiner Ueberzeugung sein.

Welt am Montag 4.7.32

Der Blutrausch

Die Leisetreter und Beruhigungskommissare auf der Linken sollten einmal sorgsam die Reden nachlesen, die in einer nationalsozialistischen Studentenversammlung in Heidelberg gegen den pazifistischen Professor Gumbel gehalten worden sind.

Welchen Anlaß die Hetze gegen Gumbel auch haben mag, ihre Formen und Früchte sind widerlich, sind eine Schande der Nation. Da sagte ein Studentenvertreter:

„Die Studentenschaft und mit ihr die Bevölkerung Heidelbergs wird nicht eher ruhen, bis Gumbel, dieser Schandfleck einer deutschen Universität, entfernt ist, und sein Kopf rollen wird."

Nachdem er mit diesem sadistischen Erzeu[illegible] stürmischen Beifall herausgekitzelt hatte, fügte der Redner in offenbarem Hohn auf die Gesetze hinzu: „Legal natürlich".

Noch blutrünstiger sprach ein Verantwortlicher des Dritten Reiches, der Reichstagsabgeordnete Rupp:

„Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein gelegt wird für den deutschen Staat, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden. Auf sein Grab wird man dann nicht drei Lilien pflanzen, sondern drei Kohlrüben."

Da gibt es harmlose Seelen, die sich sehr weise und sehr kaltblütig vorkommen mit der stereotypen Redensart: „Ach, geben Sie doch nicht soviel auf das radikale Gerede, das wird ja alles halb so schlimm!" Das sind die Leute, die, wenn ihnen ins Gesicht gespuckt wird, rufen: „Es regnet!", und die unter den Hieben des Gummiknüppels noch fragen: „Ist das Ihr Ernst?" Die andern dagegen nehmen aus den Heidelberger Reden aufs neue die Bestätigung, daß hier eine Massenbarbarei groß geworden ist, gegen die es nur eins gibt: brutale Gegenwehr. —n.

Volksgemeinschaft
Heidelberg

Pg. Dr. Müller über den „Roten Arbeiterverrat"

Ein voller Erfolg für die Heidelberger Parteigenossen, war doch die „Harmonie" geradezu überfüllt, ein deutlicher Beweis, daß im Nationalsozialismus der Arbeiter der Faust und der Arbeiter der Stirn Schulter an Schulter in geschlossenster Harmonie schicksalsverbunden marschieren. Stadtrat Pahl begrüßet die Versammelten und übergab sogleich Pg. Dr. Müller, Freiburg das Wort zu seinem Referat: „Der rote Arbeiterverrat!" Der Referent, allen älteren Nationalsozialisten Heidelbergs durch seine ehemalige kommunistische Politik in Heidelberg und Umgebung bekannt, war eine Zeitlang in Rußland Mitarbeiter am Marx-Engels-Institut in Moskau und kennt die bolschewistisch-kommunistischen Verhältnisse sehr genau. Er erkannte gerade durch sein eingehendes Studium mit diesen Dingen sehr bald den Unsinn im Marxismus und die wirklich aufbauende, befreiende und positive Kraft im Nationalsozialismus. Deshalb ist er heute aus Ueberzeugung Nationalsozialist. Er beschrieb den Marxismus als Wolf im Schafspelz in vollendeter Weise. Vor allem die Lügen eines kommunistischen Flugblattes und die Unmenge täglicher Lügenberichte in den roten Gazetten bezeichnete und zeichnete er in der rechten Weise. Es ist bei all dem nur immer wieder unerklärlich, daß die roten Genossen, die ihren Führern, wenn sie mit denen hinter verschlossenen Türen und Fenstern sitzen, offenen Verrat an den Kopf schleudern, dennoch sich nicht loslösen. Um diesen Schritt tun zu können, hat der Nationalsozialismus die Betriebszellen geschaffen. Drum herein in diese Kampforganisation des wahren deutschen Arbeiters! Dr. Müller ging nun in seinen weiteren Ausführungen auch auf die Zustände des russischen Arbeiters ein, nachdem er die Heuchelei der deutschen Sozialdemokratie gekennzeichnet hatte. Der russische Arbeiter ist nicht frei. Zu sagen hat er dort auch nichts. Das, was man ihm früher an Rechten einräumte, um ihn besser einzufangen, hat man ihm längst wieder genommen. So z. B. bei den Produktionsberatungen. Stalin war es um die Zeit zu schade, die dort völlig unproduktiv verschwätzt wurde. Auch die Bewaffnung des russischen Arbeiters ist Schwindel. Lediglich einigen Jungkommunisten ließ man aus Liebhaberei ein paar Gewehre. Aber die sind schadlos. Die meisten russischen Arbeiter in den Fabriken sind ungelernte, weshalb man mit ihnen keinen Fünf-Jahresplan durchführen kann. Die Hauptarbeit, damit es überhaupt einigermaßen klappt, mache ngelernte deutsche Arbeiter und Ingenieure. Diese lassen sich aber nichts in ihre Dinge hineinreden, weshalb ihnen Stalin gebührende Rechte einräumen mußte. Auch in der Bauernfrage klappt es nicht. Der russischie Bauer tut so gut wie nichts, denn es hat ja auch eigentlich keinen Zweck, etwas zu besitzen. Wenn er zu Wohlstand käme, würde er als Ausbeuter bezeichnet. Auch der Fleiß des eingewanderten deutschen Bauern ist zwecklos, denn wenn er eine Magd beschäftigt, ist er Ausbeuter. Ausbeuter aber erhalten kein Gewerkschaftsbuch und können keine reguläre Arbeit erhalten. Die Bolschewiken haben in Rußland nicht viel zu sagen. Es ist dort wie mit den deutschen Gewerkschaftssekretären, die längst eingewickelt sind und nicht mehr aus ihrer Haut herauskönnen. Der Jude triumphiert auch in Rußland überall und sitzt in den entscheidenden Stellen. Er macht, was er will. Auch der Heidelberger Jude Gumbel triumphierte in Rußland. Er besaß dort eine Sekretärin, die ihm eigentlich von den Gewerkschaften hätte gestellt werden müssen. Diese Vorschrift umging er aber und nahm sich eine Privatsekretärin. Die Bolschewiken, welche seit 1917 in Rußland herrschen, haben bis heute nicht die Ernährung des Volkes sichergestellt, auch nicht vermocht, im Kriegsfalle das Volk hinter sich zu bringen. Wenn es Krieg gibt, wird in Rußland der ganze Laden auseinanderfallen. Der Marxismus, welcher dem Arbeiter immer wieder seine Freiheit und andere schöne Dinge vorschätzte, hat unter diesem Deckmantel den größten Arbeiterverrat verübt. Auch ist es nicht richtig, daß die Sowjets keine Zinsen zu bezahlen brauchen. Die Judenbanken schenken auch ihnen nichts. Als eine größte Schande für den Arbeiter galt immer das Akkord-System. Das aber treibt in Rußland seine schönsten Blüten. Ein ganz großer Widerspruch im Marxismus ist auch der, daß man in Deutschland den Militarismus bis aufs Messer bekämpft, und in Rußland hat der Arbeiter für Kampfflugzeuge usw. Abgaben zu leisten. Jedenfalls steht fest, überall, wo der Marxismus regiert, herrscht die Unfähigkeit, blüht das Elend, stirbt die Freiheit, lebt der Bonze und blüht der Korruptionssumpf. Darum nieder mit dem Marxismus! Es lebe Adolf Hitler und die nationalsozialistische Bewegung, die allein wahre Freiheit und Brot dem deutschen Menschen verbürgt.

Kr.

Die mißliebige Kohlrübe

Bericht der Vossischen Zeitung

Voss. Ztg. 5.7.32. **HEIDELBERG, IM JULI**

An der Heidelberger Univer[redacted] einen „Fall Gumbel". Es wird behauptet, Professor Gumbel habe bei einem Ausspracheabend des Sozialistischen [redacted] gesagt: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Professor Gumbel erklärt dazu, daß er diesen Satz nie ausgesprochen habe. Wohl habe er darauf hingewiesen, daß während des Krieges der Hunger zu dem schließ[illegible] alles überschattenden Erlebnis wurde, und daß deswegen die [illegible]rübe das Haupt-Nahrungsmittel der Kriegszeit, als Symbol, als Denkmal des Krieges — nicht des Soldaten! — adäquat sei. Uebrigens weist der Heidelberger Universitätslehrer darauf hin, daß der Ausspracheabend als intern und geschlossen galt und die Entstellung durch einen nationalsozialistischen Spitzel an die Oeffentlichkeit gebracht wurde.

Das badische Unterrichtsministerium in Karlsruhe hat [illegible]iversitätsbehörden mit der Untersuchung beauftragt. [illegible]rgebnis liegt noch nicht vor.

[illegible]ischen hat die nationalsozialistische Studentenschaft eine [illegible]kundgebung in der Heidelberger Stadthalle abgehalten, bei [illegible] der nationalsozialistische Rechtsanwalt Rupp, M. d. R., [illegible]gende Sätze leistete: Wie auch Senat und Fakultät entscheiden [illegible]ögen, wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Mit Leuten [illegible] Gumbel werden wir ein für allemal Schluß machen. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein gelegt wird für den deutschen Staat, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden. Auf sein Grab wird man dann nicht drei Lilien pflanzen, sondern drei Kohlrüben."

Der Giftgaskrieg der Zukunft. Die Deutsche [illegible] Menschenrechte veranstaltet am Freitag, dem [illegible] ber 1927, 20 Uhr, in den Spichernsälen, Spichernstraße [illegible] (Untergrundbahnhof Nürnberger Platz) eine Versammlung, in der Generalmajor a. D. Dr. h. c. Freiherr [illegible] Schoenaich und der Professor der Chemie, [illegible] den Giftgaskrieg der Zukunft sprechen werden. Den Vorsitz [illegible] Dr. E. J. Gumbel übernommen.

SSCHNITT VOM: 8. JUL 1932

Der Deutschen-Spiegel, Berlin

Gumbel als Vertreter Deutschlands. Eine amerikanische Organisation hatte sich ausgerechnet den übel bekannten Professor Gumbel zur Teilnahme an einem wissenschaftlichen Kongreß eingeladen, jenen Gumbel, nach dessen Meinung die deutschen Soldaten im großen Kriege auf dem Felde der Unehre gefallen sind und nach dessen neuester öffentlich zutage geförderter Taktlosigkeit das eigentliche Erinnerungszeichen an die 52 Kriegsmonate die Kohlrübe ist. Man kann verstehen, daß der offiziellen Stelle, die mit dem akademischen Austauschdienst befaßt ist, bei dem Gedanken übel wurde, genannter Gumbel könne als Vertreter Deutschlands im Auslande auftreten. Nach den Proben, die dieser Herr bereits innerhalb der deutschen Grenzen abgelegt hat, ist mit Sicherheit anzunehmen, daß er sich jenseits der deutschen Grenzen erst recht in groben Taktlosigkeiten ergehen wird. Trotzdem ist es uns wenig verständlich, daß der Leiter des akademischen Austauschinstituts die amerikanische Einladung rückgängig zu machen suchte. Er mußte doch wissen, daß Gumbel ein führendes Mitglied der „Deutschen Liga für Menschenrechte" ist, die über vorzügliche internationale Beziehun-

gen verfügt, die sich auf die Gemeinsamkeit des Stammlandes gründen. Professor Dr. Gumbel ist wissenschaftlich überhaupt noch nicht hervorgetreten; er hat sich seinen Namen ausschließlich durch seine Staatsfeindschaft erworben, durch seine zügellosen Angriffe gegen die Männer, die für die Politik der deutschen Republik seit ihrem Bestehen verantwortlich sind. Wer sich einen derartigen Menschen, ganz gleichgültig unter welchem Vorwand, einlädt, der weiß ganz genau, was er will. Ihm die Einladung wieder auszureden, ihm klarzumachen, daß sie eine schwere Beleidigung Deutschlands, jeder deutschen Regierung, aller Deutschen und insbesondere auch der deutschen Gelehrten ist, ist selbstverständlich ein vergebliches Bemühen. Der Ausländer wird darauf ja auch antworten können, daß das deutsche Volk und seine Regierung sich selbst beleidigten, daß sie einen solchen Mann als Lehrer der deutschen Jugend duldeten. Solange wir einen Gumbel als deutschen Professor dulden, müssen wir es auch dulden, wenn er als solcher vom Ausland in Anspruch genommen wird. Staatsparteiliche Blätter bringen aber den traurigen Mut auf, sich sogar noch darüber zu freuen, daß Gumbel Deutschland in Amerika vertreten darf. Damit wird zur Tatsache, was uns unvorstellbar erschien und was in anderen Ländern unvorstellbar ist, daß ein solcher Schädling mit Zustimmung eines Teils der öffentlichen Meinung als Repräsentant ins Ausland gehen darf.

Ein klassisches Beispiel für den Unfug des Listenwahlsystems. Genosse E r k e l e n z, einst eine Säule der demokratischen Partei, hat stets eine [illegible] für die Betrachtung mili[illegible] gehabt. Schon frü[illegible] plich gegen d[illegible] schen Repub[illegible] len Mitteln

Sind Sie nicht auch der Meinung?

„Wir müssen aufhören, das Lied „Alt-Heidelberg, du feine" zu singen; denn Heidelberg ist unfein geworden. Noch vor zehn Jahren gaben in der Neckarstadt die liberalen Elemente den Ton an: Anschütz, Thoma, Oncken, Alfred Weber, Eberhard Gothein, Martin Dibelius; doch wer nennt alle die Namen . . . Der Wortführer des Rechtsradikalismus, der zweifelhafte Teutone Lenard, stand im Winkel. Heute ist das anders; auch an der Ruperto-Carola müssen die republikanischen Professoren Spießruten laufen. Jetzt wagt man es sogar, einen Mann wie Gerhard Anschütz, den ersten Staatsrechtslehrer und zugleich einen der vornehmsten Gelehrten Deutschlands, zu verdächtigen; man möchte seinen juristischen Gutachten unedle Motive unterschieben. Aber an diesem Mann wird jeder Angriff abprallen. Wilder und vielleicht erfolgreicher attackiert man den Statistiker Professor Gumbel. Dieser fanatische Pazifist ist nicht ein Mann nach unserem Herzen; er hat gar manches Mal gegen die Gebote des Takts verstoßen. Aber als Gelehrter hat er sich nicht das geringste zuschulden kommen lassen, und gegen die infamen Kampfmethoden, die man gegen ihn anwendet, muß ihn jeder rechtlich Denkende in Schutz nehmen. Jetzt bespitzelt man sogar vertrauliche Reden, die Gumbel im Kreise von Gesinnungsgenossen hält. Ein paar hoffnungsvolle nationalsozialistische Jünglinge behaupten, er hätte bei solch einer Gelegenheit die Kohlrübe als das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten bezeichnet. Tatsächlich hat der Professor aber die Kohlrübe nur als Symbol des Krieges, nicht etwa der gefallenen Soldaten, hingestellt. Auch so ist der Vergleich nicht schön, aber immerhin moralisch einwandfrei. Wir können uns nicht vorstellen, daß die amtliche Untersuchung, die man jetzt gegen Gumbel eingeleitet hat, ernste Folgen für den „Angeklagten" haben wird. Aber um sein Leben muß man zittern; denn in der Heidelberger Stadthalle hat eben erst der nationalsozialistische Abgeordnete Rupp erklärt, daß, wenn am 31. Juli der Grundstein für den „deutschen Staat" gelegt sei, Gumbel „am 1. oder 2. August beerdigt werden kann. Auf sein Grab wird man dann nicht drei Lilien pflanzen, sondern drei Kohlrüben". Wenn man solche Morddrohung aus dem Munde eines leider nicht einflußlosen Volksvertreters vernimmt, fragt man sich, leben wir noch in Deutschland, in Europa oder bei den Menschenfressern in Zentralafrika?

...er (12 Uhr Mittags) Bln.-Charlottenburg

Wieder ein Professorenkonflikt in Heidelberg

Nationalsozialistische Angriffe gegen Professor Anschütz

Telegramm des 12 Uhr Blattes

Heidelberg, 5. Juli.

Der berühmte Staatsrechtslehrer der Universität Heidelberg, Professor Anschütz, steht gegenwärtig im Mittelpunkt eines nationalsozialistischen Pressefeldzuges, die in mancher Beziehung an die von der gleichen politischen Seite gegen den Heidelberger Professor Gumbel gerichteten Angriffe erinnert.

Professor Anschütz hat vor kurzem ein Gutachten veröffentlicht, das sich mit dem Problem „Beamtentum und die revolutionären Parteien" befaßt. Die Heidelberger nationalsozialistische Tageszeitung behauptete daraufhin, daß Professor Anschütz für dieses Gutachten, das Nationalsozialisten und Kommunisten die Fähigkeit zur Bekleidung von Beamtenstellen in den auf dem Boden der Weimarer Verfassung verankerten Länderregierungen beziehungsweise der Reichsregierung abspricht, Sondervorteile von der badischen Landesregierung erhalten hätte. Daraufhin konnte Professor Anschütz nachweisen, daß das Gutachten gar nicht für die badische Regierung bestimmt, sondern von einer Beamtenorganisation bestellt worden sei. Die nationalsozialistische Presse hat nun ihre Behauptung dahin abgeschwächt, daß Professor Anschütz sich durch sein Gutachten bei der badischen Regierung habe Liebkind machen wollen.

Da die nationalsozialistische „Deutsche Studentenschaft" Heidelberg, die übrigens nach der Auflösung der Heidelberger Asta durch die badische Regierung nur noch eine private Vereinigung darstellt, den Angriffen gegen Professor Anschütz formell fernsteht, hat der Akademische Senat keine Möglichkeit, gegen die Angriffe einzuschreiten. Hingegen bilden die in der Zeitschrift der „Deutschen Studentenschaft", dem „Heidelberger Student", erhobenen neuerlichen Anschuldigungen gegen Professor Gumbel Gegenstand eines zweiten Disziplinarverfahrens gegen den Professor, von dessen Ausgang es abhängen wird, ob dieser seinen vielumstrittenen Dozentenstuhl weiter behalten kann oder von ihm jetzt doch wird zurücktreten müssen.

...SCHNITT VOM: – 6. JUL. 1932.

The Times, London

PACIFIST HEIDELBERG PROFESSOR

NAZI STUDENTS' ANGER AROUSED

FROM OUR OWN CORRESPONDENT

BERLIN, JULY 5

Professor Gumbel, of Heidelberg University, who enjoys particular hostility in Nationalist circles for his militant pacifism and his bitter attacks in connexion with the War, has again raised a storm. He is alleged to have told a meeting of Socialist students that "for me the War memorial of the German soldier is not a lightly clothed virgin proffering the palm of victory, but just one big turnip."

Professor Gumbel disputes having uttered these particular words while admitting that he described hunger as one of the main products of war and the turnip as its symbol. The Nazi students, nevertheless, called a mass meeting at the Town Hall at which a Nazi Reichstag Deputy said:—"See to it that on July 31 [election day] the foundation-stone of a German State is laid in which Gumbels shall be no more. Then Gumbel can be buried on August 1 or 2, and turnips, not lilies, shall be planted on his grave."

The Baden Ministry of Instruction has opened an inquiry into the matter—the latest in a long series, for there has been an "Affaire Gumbel" in Heidelberg ever since the War. Professor Gumbel's War books—"Four Years of Lies," "Two Years of Murder" and the like—and an alleged reference to the "field of dishonour" at a memorial service to the fallen have served as fuel to the fire of his critics' indignation, but, so far, he has survived all attempts to unseat him, including an abortive trial for treason in connexion with statements about the Black Reichswehr formations of earlier post-War days. In 1930 he was appointed Professor Extraordinary at the University by a Socialist Minister for Cultural Affairs in Baden, this appointment leading to the usual students' protest demonstration.

...SCHNITT VOM: – 7. JUL. 1932

...erlin am Morgen, Berlin

Der Fall Gumbel

Merkwürdige Methoden der Untersuchung

Der neueste Fall Gumbel, der nichts anderes ist als ein neuer Fall der Heidelberger Nazistudentenschaft, hat eine bezeichnende Wendung genommen. Der von der Universität eingesetzte Untersuchungsausschuß, dem nicht nur ein Antrag auf Einleitung eines Verfahrens gegen Gumbel, sondern auch der Antrag auf Einleitung eines Disziplinarverfahrens gegen drei Nazistudenten wegen Beleidigung Gumbels vorlag, hat merkwürdigerweise zunächst nur das Verfahren gegen Gumbel durchgeführt. Damit wurde erreicht, daß die drei Nazis als vollwertige Belastungszeugen gegen Prof. Gumbel auftreten konnten. Der Untersuchungsausschuß hat seine Verhandlungen streng vertraulich durchgeführt. Trotzdem ist bekannt geworden, daß die Aussagen der Nazistudenten von zahlreichen anständigen Studenten widerlegt worden sind. In Heidelberg ist es aber offenes Geheimnis, daß der Senat mit dem Gedanken spielt, Prof. Gumbel fallen zu lassen. Das letzte Wort hat allerdings das Ministerium.

Der Hauptzeuge der Nazis ist der Student Himmel, der bereits seit Jahr und Tag bei allen Krawallen eine führende Rolle spielt. Die Frechheit dieses Burschen ist so groß, daß er bei einer öffentlichen Versammlung der Deutschen Studentenschaft und der Stahlhelmhochschulgruppe behauptete, im Auftrage der Universität zu sprechen. Von einem Verfahren gegen die Nazistudenten ist in der Oeffentlichkeit bisher noch nicht das geringste bekannt geworden. [redacted] findet es scheinbar vollkommen in Ordnung, wenn Nazistudenten offen zur Ermordung eines Dozenten auffordern. Der Fall Gumbel ist ein neuer Beweis dafür, daß die Nazis der Ansicht sind, bei ihrem Terror auf keinen ernsthaften Widerstand mehr stoßen zu können.

Zwischenrufe

634. Stück
208. Blatt ZEIT - NOTIZEN Berlin, der 7. Juli

Die neuen Verleumdungen gegen Gumbel

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

Morddrohungen aus dem Kreise der Zeugen

Z.N.Berlin, 7. Juli

Der von der Universität Heidelberg gegen Professor Gumbel eingesetzte Untersuchungsausschuß hat seine Vernehmungen beendet und seinen Bericht abgeschlossen.

Er stützt sich auf die Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten, die in einer geschlossenen Versammlung, in die sie sich illegal Zutritt verschafft hatten, das geistig genaue Gegenteil dessen vernahmen, was alle anderen Teilnehmer hörten und was Gumbel gesagt hatte, nämlich das Gleichnis von den drei Lilien auf dem Soldatengrab und der Kohlrübe als Symbol des Weltkrieges.

Bericht und Gutachten des Untersuchungsausschusses werden auch dem Angeschuldigten gegenüber geheim gehalten. Sie gehen an Fakultät und Senat der Universität, die sich lediglich auf dieser Grundlage, und nicht durch Vernehmung des Angeschuldigten und der Zeugen, ihr Urteil zu bilden haben, ob der Dozent "sich durch sein Verhalten in oder außer seinem Beruf der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordert, unwürdig erweist." Absetzbar ist er nur durch den gleichlautenden Spruch von Senat und Fakultät. Immerhin steht auch in diesem Falle die letzte Entscheidung darüber, ob die jahrelange planmäßige Hetze der Nationalen gegen den pazifistischen Statistiker diesen Abschluß finden soll, beim badischen Kultusministerium.

Die neuerdings gegen ihn auftretenden Zeugen haben sich schon seit Jahren in dem Schmähfeldzuge gegen Gumbel in der sogenannten Deutschen Studentenschaft und der Stahlhelmhochschulgruppe hervorgetan. Jetzt erklären sie in ihren Versammlungen, wenn die Wahlen am 31. Juli gut ausfielen, könne man Gumbel am 2. oder 3. August beerdigen. Wie ihm, müsse es auch den anderen gehen, so z.B. Professor Anschütz, dem Heidelberger Staatsrechtslehrer, der seine wissenschaftliche Ueberzeugung nach der klingenden Bezahlung richte, eine Behauptung, für die auch nicht der Schatten eines Beweises vorliegt. Die Universitätsbehörde hat es abgelehnt, gegen diese Studenten disciplinarisch vorzugehen.

München, 7. Juli 1932

Kleine Nachrichten aus Hochschulen und Studentenschaften.

Aus der Heidelberger Studentenschaft.

Wie wir dem „Heidelberger Studenten" entnehmen und andere Verbands- und Studentenzeitschriften berichten, soll der Heidelberger Professor Gumbel den Ausspruch getan haben: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Dieser Ausspruch ist so ungeheuerlich und muß das nationale Empfinden eines jeden deutschen Studenten so tief verletzen, daß wir es noch nicht glauben können, daß ein Dozent sich zu solch einer Aeußerung auch in einer Versammlung außerhalb der Universität hinreißen lassen kann. Wir wünschen nur, daß eine baldigst eingeleitete Untersuchung in diesem Falle Klarheit schafft im Interesse der deutschen Professoren und der deutschen Studenten.

× **Gegen die Gumbelhetze.** Zahlreiche Studierende aus den verschiedensten Parteien haben sich zusammengefunden und durch ihre Unterschriften unter eine Erklärung dargetan, daß sie die nationalsozialistische Hetze gegen Professor Dr. Gumbel aufs schärfste verurteilen. Die Sammlung der Unterschriften nimmt ihren Fortgang.

Pfälzer Bote 8.7.32

Protest gegen die Gumbel-Hetze

Von einem Aktionsausschuß Heidelberger Studenten geht uns folgende Erklärung zu:

Der „Fall Gumbel" steht vor der Entscheidung! Die von den Nationalsozialisten beherrschte „Deutsche Studentenschaft" hat durch Verbreitung einer gänzlich außerhalb der Lehrtätigkeit in engerem Kreise getanen Aeußerung Professor Gumbels, die absichtlich mißverstanden, aber in der Presse bereits klargestellt wurde, die Inquisition gegen einen wissenschaftlich qualifizierten Dozenten entfacht. Sie hat durch ihre Hetze die Einleitung eines Verfahrens erreicht, in dem darüber gerichtet werden soll, ob ein akademischer Lehrer noch aussprechen kann, welche Schrecken des Kampfes und welche Nöte der Bevölkerung ein Krieg in unserer Zeit mit sich bringt.

Die Unterwerfung unter die von den Nationalsozialisten angewandten Methoden würde das Ende der Lehrfreiheit an den Hochschulen und die Unterdrückung der jedem Deutschen garantierten freien Meinungsäußerung bedeuten.

Wir fordern deshalb Einstellung des Verfahrens gegen Professor Gumbel und energische Maßnahmen der Universitätsbehörden gegen die verantwortlichen nationalsozialistischen Hetzer, die nicht einmal vor der offenen Morddrohung zurückgeschreckt sind. In diesem Sinne rufen wir auf zum gemeinsamen antifaschistischen Kampf an unserer Universität.

Nachrichten

BEST AVAILABLE COPY

Ostpreußische Zeitung, Königsberg

Studenten wehren sich gegen einen „Erzieher"

Die Studentenschaft der Pädagogischen Akademie übersendet uns folgenden Schriftwechsel, der sich gegen das unglaubliche Vorgehen eines deutschen Professors richtet:

Deutsche Studentenschaft Heidelberg. — Heidelberg, den 16. Juni 1932. Theaterstraße 16.

Rundschreiben an die Einzelstudentenschaften!

Die Heidelberger Studentenschaft ist von neuem von dem hiesigen, übel bekannten a. o. Professor Gumbel aufs schwerste beleidigt worden. Noch stehen wir alle unter dem Eindruck der schweren Beleidigungen, die dieser Mann unseren Frontsoldaten angetan hat, „die deutschen Soldaten sind auf dem Felde der Unehre gefallen", und schon fällt die neue schwere Schmähung gegen unsere deutschen Gefallenen:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Diese ungeheure Beschimpfung unserer gefallenen Volksgenossen und ganz besonders unserer gefallenen Kommilitonen, die für die Ehre ihrer Nation und für den Schutz ihrer Heimat ihr Leben geopfert haben, gab uns Veranlassung, den Rektor und den Engeren Senat zu bitten, dieser planmäßigen und volkszersetzenden Hetze eines Mitgliedes der Heidelberger Dozentenschaft entgegenzutreten.

Wir wissen uns eins mit dem gesamten deutschen Volke, wenn wir verlangen, daß eine Untersuchung und ein Verfahren mit dem Zwecke der Entlassung von der deutschen Hochschule gegen Dr. Gumbel angestrengt wird, denn das deutsche Volk hat genug Not und Unterdrückung erdulden müssen, allein durch die vaterlands-verräterische Tätigkeit der Liga für Menschenrechte, der Prof. Gumbel auch angehört. In unserem ehrlichen Kampf gegen die Schändung unserer gefallenen Brüder finden wir aber auch die Sympathie und die Unterstützung weiter Kreise der deutschen Dozentenschaft.

Kommilitonen, unterstützt die Heidelberger Studentenschaft durch Sympathiekundgebungen, damit es endlich gelingt, den Schänder deutscher Ehre und deutschen Volksempfindens für immer zu beseitigen. Weist in Euern Zeitungen und Versammlungen auf diese ungeheuren Schmähungen hin, da diese Angelegenheit nicht allein Sache Heidelbergs, sondern des ganzen deutschen Volkes darstellt.

Der Kampfausschuß der Deutschen Studentenschaft Heidelberg.

*

Studentenschaft der Pädagogischen Akademie Elbing. — Elbing, den 5. Juli 1932.

An die Deutsche Studentenschaft Heidelberg. Theaterstraße 16.

Mit äußerstem Befremden nahmen wir Kenntnis von der schweren Beleidigung, die Professor Gumbel unseren deutschen Gefallenen erneut angetan.

Kommilitonen, Ihr findet uns in Eurem Kampf um die Ehre und den unbefleckten Ruhm des deutschen Frontsoldaten, in Euerm Kampf gegen Schänder unserer gefallenen Kameraden stets an Eurer Seite. Wir werden mit Euch nie dulden, daß dem deutschen Krieger, der für sein Volk und damit für uns im ehrlichsten Kampfe sein Blut auf dem Schlachtfelde vergossen hat, solche Schmach angetan wird. Aufs schärfste verurteilen wir stets ein solches undeutsches Vorgehen.

Für die Studentenschaft:
gez.: Robert Gers, 1. Vorsitzender.

Volksfreund Karlsruhe 9.VII.32.

Die allgemeine Seite des Falls Gumbel

Von einem katholischen Juristen wird uns geschrieben:

Zum Fall Gumbel lese ich im Volksfreund vom 6. d. Mts., daß die Verordnung, nach welcher Gumbel zu bestrafen oder nicht zu bestrafen ist, nur Einstellung des Verfahrens, also laienhaft ausgedrückt — Freisprechung oder Entziehung der Lehrberechtigung, also Brotlosmachung, kenne und daß Gumbel die Lehrberechtigung entzogen werden müsse, wenn er durch seine Aeußerung sich „der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordern, unwürdig erwiesen hat."

Ich kenne die betreffende Verordnung nicht. Nach meinem Rechtsempfinden muß es aber außer Dienstentlassung noch leichtere Strafen geben entsprechend der Schwere eines Vergehens. Das bad. Beamtengesetz enthält demgemäß auch als Disziplinarstrafen: Verweis, Geldstrafe, Strafversetzung und Dienstentlassung. Die Dienstentlassung, welche den Verlust des Titels und des Anspruchs auf Diensteinkommen, Ruhe- und Versorgungsgehalt, also Brotlosmachung zur Folge hat, ist darnach die schwerste Strafe.

Ich kann mir nun nicht denken, daß Gumbel wegen der strittigen Aeußerung, wie der Fall auch liegen möge, und wenn sie nach dem Urteil seiner Richter disziplinär ahndbar ist, mit der schwersten Strafe belegt werden muß. Wenn dem so wäre, sollte die Verordnung schleunigst geändert werden, denn die Strafe der Dienstentlassung für eine verbale Entgleisung wäre nicht bloß ungerecht, sondern kulturwidrig und grausam. Gerechtigkeit und Moral verlangten die Aenderung der Verordnung um so mehr, als darüber, was eines Beamten unwürdig ist, im einzelnen Fall die Meinungen sehr weit auseinandergehen, insbesondere dann, wenn es sich, wie hier, um Aeußerungen handelt, die auf weltanschaulichem und sittlichem Gebiete liegen. Eine Aenderung der Verordnung wäre auch deshalb erforderlich, weil über den Streitfall ein Gremium von wenigen Personen zu entscheiden hat, die zufällig alle oder in der Mehrheit eine andere Weltanschauung haben können als der Beschuldigte und ihn deshalb verurteilen, obwohl weite Kreise des Volkes genau so denken wie der Beschuldigte. Man wende nicht ein, Gumbel werde ja nicht deshalb verfolgt, weil er auf Grund seiner weltanschaulichen und sittlichen Anschauungen den Krieg und das Kriegshandwerk verurteilt, sondern deshalb, weil er sein Urteil in eine Form gekleidet hat, welche Andersdenkende verletzt hat. Ein kriegsbegeisterter Richter wird über die Aeußerung Gumbels anders urteilen, als ein Richter, der über den Krieg ebenso denkt wie Gumbel. Ich erinnere mich bei dieser Gelegenheit an einen Artikel von Franz Keller, der vor einigen Jahren im Bad. Beobachter erschienen ist. Keller ist Professor der Moraltheologie in Freiburg. In dem Artikel vertritt er die Auffassung, daß nach katholischer Moral der Katholik verpflichtet sei, nicht bloß den Kriegsdienst, sondern konsequenterweise auch den Militärdienst, der die Vorbereitung auf den Kriegsdienst ist, zu verweigern. Richter mit der Einstellung Kellers werden über die Aeußerung Gumbels selbstredend anders denken und urteilen als Richter, welche im Krieg, den wir führen, ein gottgefälliges, verdienstvolles Unternehmen erblicken.

Wenn die Aeußerung Gumbels mit Dienstentlassung strafbar wäre, dann wäre es das Beste, der Staat würde durch Gesetz vorschreiben, wie seine Bürger über Krieg und Kriegshandwerk zu denken und zu reden haben. Dann wüßten wir wenigstens, woran wir sind in der „freiesten aller Republiken". Vergessen dürfte man dann aber auch nicht, in die Katechismen und Lehrbücher der Religionsgesellschaften entsprechende Lehren über den Krieg aufzunehmen.

AUSSCHNITT VOM: »9. JUL. 1932«

Vossische Zeitung, Berlin

Morgenausgabe

Studenten-Erklärung für Gumbel

An der Heidelberger Universität ist eine Unterschriftensammlung im Gange, die sich gegen die nationalsozialistische Propaganda gegen Professor Gumbel wendet. Die Erklärung, die bereits von Studierenden der verschiedensten politischen Richtungen unterschrieben ist, warnt vor einer Unterwerfung unter die Nationalsozialisten, die das Ende der Lehrfreiheit bedeuten würde.

Erklärung Heidelberger Studenten zum „Fall" Gumbel.

Der Fall „Gumbel" steht vor der Entscheidung! Die von den Nationalsozialisten beherrschte „Deutsche Studentenschaft" hat durch Verbreitung einer gänzlich außerhalb der Lehrtätigkeit in engerem Kreise getanen Aeußerung Prof. Gumbels, die absichtlich mißverstanden und deren Sinn in der Presse bereits klargestellt wurde, die Inquisition gegen einen wissenschaftlich qualifizierten Dozenten entfacht. Sie hat durch ihre Hetze die Einleitung eines Verfahrens erreicht, in dem darüber gerichtet werden soll, ob ein akademischer Lehrer noch aussprechen kann, welche Schrecken des Krieges und welche Nöte der Bevölkerung ein Krieg in unserer Zeit mit sich bringt.

Die Unterwerfung unter die von den Nationalsozialisten angewandten Methoden würde das Ende der Lehrfreiheit und die Unterdrückung der jedem Deutschen garantierten freien Meinungsäußerung bedeuten.

Wir fordern deshalb Einstellung des Verfahrens gegen Prof. Gumbel und energische Maßnahmen der Universitätsbehörden gegen die verantwortlichen nationalsozialistischen Hetzer, die nicht einmal vor der offenen Mordandrohung zurückgeschreckt sind. In diesem Sinne rufen wir auf zum gemeinsamen antifaschistischen Kampf an unserer Universität.

Folgen die Unterschriften von Heidelberger Studenten verschiedener politischer Richtungen. — Die Unterschriftensammlung ist noch im Gang.

× **Gegen die Gumbelhetze.** Zahlreiche Studierende aus den verschiedensten Parteien haben sich zusammengefunden und durch ihre Unterschriften unter eine Erklärung dargetan, daß sie die nationalsozialistische Hetze gegen Professor Dr. Gumbel aufs schärfste verurteilen. Die Sammlung der Unterschriften nimmt ihren Fortgang.

Der akademische Pöbel.

Zum Fall Gumbel.

Wir haben in Nr. 143 des „Funken“ über die neueste Aktion des nationalsozialistischen Gesindels gegen einen Hochschullehrer berichtet, der zu den anständigen Leuten gehört: gegen Professor Gumbel.

Gumbel soll, wie das einige Nationalsozialisten gehört haben wollen, gesagt haben, daß das Kriegerdenkmal für ihn eine große Kohlrübe darstelle. Wie nahezu alle andern Teilnehmer der gleichen Versammlung berichten, hat er sich aber nur gegen die blödsinnige Verherrlichung des Krieges ausgesprochen und erklärt, daß das, was für die deutsche Arbeiterschaft als wesentliche Erinnerung an die große Zeit übrig bleibe, die Kohlrübe sei. Dieser wichtige Ausspruch, den wir neulich dahin kommentierten, daß sich noch nachdrücklicher als die Erinnerung an die Kohlrübenära höchstens die schreiende Ungerechtigkeit der damaligen großen Zeit in den Herzen der Arbeiter festgesetzt haben könnte, wird heute von den Kreisen übelgenommen, die wahrscheinlich gute Beziehungen zu den Selbstversorgern während der „großen Zeit“ hatten und also ihren Speisezettel nicht auf Kohlrüben in verschiedener Form zu beschränken brauchten. Daß die nationalsozialistischen Studenten außerdem vom Krieg überhaupt keine Ahnung haben und dazu ihre Führer fast ausschließlich trotz ihrer jetzigen Kriegsbegeisterung während der „großen Zeit“ hübsch zu Hause geblieben sind (wie z. B. Herr Frick, der in Pirmasens „seinem König diente“, oder wie Herr Goebbels, den sein Klumpfuß an der Kriegsteilnahme hinderte, den aber die mangelnde Kriegserfahrung nicht daran hindert, den Mund über den Krieg gewaltig aufzureißen), sei hier nur nebenbei erwähnt als ein Beispiel dafür, wie gewissenlos diese ganze Gesellschaft ist. Ich betone hier, um Mißverständnisse zu vermeiden, ausdrücklich, daß ich den Wert eines Menschen nicht daran messe, ob er überhaupt und gegebenen Falls wie lange er Kriegsdienst getan hat, ich verlange nur, daß jemand, der vom Krieg nichts gesehen hat, über das „Fronterlebnis“ den Mund hält, oder daß jemand, der andern Leuten vom Krieg etwas vorschwärmt, nicht nach dessen Ausbruch in der Garnison bleibt, wenn er gesund ist.

Gumbel ist einer der wenigen aufrechten Universitätsprofessoren, die ihre Meinung über den Krieg unverhohlen und unbeeinflußt durch Konjunkturschwankungen zum Ausdruck bringen und die gerade wegen ihrer darin gezeigten Mannhaftigkeit bisher verhindert haben, daß gebildete Leute sich nicht zu der Forderung vereinigen, die sogenannten deutschen Hochschulen einfach zu schließen, weil das, was da getrieben wird, mit Bildung nichts zu tun habe. Denn der nationalsozialistische Pöbel, der gegen Gumbel anrennt, ist nicht etwa eine auf Heidelberg beschränkte Erscheinung; die Krawalle, die in jüngster Zeit an fast allen deutschen Hochschulen stattgefunden haben, gegen Baumgarten in Königsberg, gegen Lessing in Hannover, gegen Dehn in Halle, gegen Feiler in Königsberg, gegen Nawiasky in München, wozu noch die regelmäßigen nationalistischen Exzesse der Studenten gegen andersdenkende Studenten kommen, beweisen, daß hier planmäßig daran gearbeitet wird, aus den deutschen Hochschulen eine nationalistische Kaserne zu machen. Die deutsche Arbeiterschaft hat allen Grund, diese Entwicklung an den deutschen Hochschulen aufmerksam zu verfolgen, auch wenn sie immer mehr der Möglichkeit beraubt wird, Angehörige ihrer Klasse Universitätsbildung genießen zu lassen. Die Arbeiterschaft, und das kann man gar nicht nachdrücklich genug ihr selber und vor allen Dingen den Nutznießern der Universitäten erzählen, bezahlt nämlich diese Einrichtung beinahe vollständig aus ihren Steuergeldern. Dagegen wäre für sich gesehen, nicht viel einzuwenden, aber dann müßten auch die Nutznießer dieser Einrichtungen so anständig sein, die ihnen dort geschenkte freie Zeit zum Lernen zu benutzen und die so erworbenen Kenntnisse im Interesse der Gesamtheit und also auch der Arbeiterschaft zu nutzen. Wenn sich aber für das Geld der Arbeiterschaft an den Universitäten immer mehr jenes gelb angezogene Kroppzeug breitmacht, das sich das verbogene Kreuz auf den Aermel malt, und das man also zusammenziehenderweise am besten das Gelbkreuz des deutschen Volkes nennen kann, nach jener scheußlichen Giftmischung, — dann soll die Arbeiterschaft sich überlegen, ob sie nicht mit einem Fußtritt dieses ganze Gesindel einfach beiseite fegen will.

Es wird in zunehmendem Maße immer schwieriger, in den Universitäten Einrichtungen zu erkennen, die irgend einen Wert für die Gesellschaft haben. Und es bleibt also wirklich zu überlegen, ob der Aufwand an Kraft lohnt, die paar vernünftigen Leute, die sich da noch befinden, in den Rudel von zweibeinigen Wölfen zu erhalten. Es bleibt wirklich eine ernsthafte Frage, ob nicht die paar aufrichtigen Freunde der Arbeiterschaft an der Universität diese verlassen und den übrig bleibenden Rest sich gegenseitig anöden läßt. Wir wollen dies heute hier nicht entscheiden, stellen es aber gern zur Diskussion.

*

Jetzt zum Fall Gumbel: Die Universität Heidelberg hat ein Disziplinarverfahren gegen Gumbel eingeleitet. Das Ende des Verfahrens kann nur die Einstellung des Verfahrens sein oder die Entziehung der Lehrerlaubnis. Diese muß ihm entzogen werden, wenn er

wird.

Der Funke, Berlin 8. 7. 32

B.T.M. 9.7.32

Studenten für Gumbel.

Die terroristische Hetze der Nationalsozialisten gegen Professor Gumbel an der Heidelberger Universität hat in weiten Kreisen der Heidelberger Studentenschaft grosse Empörung hervorgerufen. Eine bedeutende Anzahl von Studenten hat deshalb eine Erklärung abgegeben, für die die Unterschriftensammlung unter den Studenten verschiedenster parteipolitischer Richtungen augenblicklich noch in vollem Gange ist.

In der Erklärung heisst es: „Die von den Nationalsozialisten beherrschte Deutsche Studentenschaft hat durch Verbreitung einer gänzlich ausserhalb der Lehrtätigkeit in engerem Kreise getanen Aeusserung Prof. Gumbels, die absichtlich missverstanden und deren Sinn in der Presse bereits klargestellt wurde, die Inquisition gegen einen wissenschaftlich qualifizierten Dozenten entfacht. Sie hat durch ihre Hetze die Einleitung eines Verfahrens erreicht, in dem darüber gerichtet werden soll, ob ein akademischer Lehrer noch aussprechen kann, welche Schrecken des Kampfes und welche Nöte der Bevölkerung ein Krieg in unserer Zeit mit sich bringt.

Die Unterwerfung unter die von den Nationalsozialisten angewandten Methoden würde das Ende der Lehrfreiheit und die Unterdrückung der jedem Deutschen garantierten freien Meinungsäusserung bedeuten.

Wir fordern deshalb Einstellung des Verfahrens gegen Professor Gumbel und energische Massnahmen der Universitätsbehörden gegen die verantwortlichen nationalsozialistischen Hetzer, die nicht einmal vor der offenen Morddrohung zurückgeschreckt sind.“

Sonntagszeitung, Stuttgart

Ausschnitt aus der Nummer vom: 10. JUL. 1932

34

Ein neuer Fall Gumbel

Das Kesseltreiben gegen Gumbel nimmt kein Ende. Nun soll er in einem Diskussionsabend des Sozialistischen Studentenbunds gesagt haben: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete, Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe.“ Dieser Satz, aus dem jeder Unbefangene mühelos herauslesen muß, daß Gumbel, falls er ihn von sich gegeben hat, ein bestimmtes Denkmal seines künstlerischen Unwerts wegen entsprechend charakterisiert habe, hat merkwürdigerweise die badische Regierung veranlaßt, den Senat der Universität Heidelberg zu einer Untersuchung gegen Gumbel zu veranlassen, zwecks Einleitung eines Verfahrens mit dem Ziel der Dienstentlassung.

Inzwischen gibt die sozialdemokratische Presse über Gumbels Äußerung eine ausführlichere Darstellung als die in jenem von Nazis kolportierten Satz enthaltene, auf die Badens Regierung so prompt reagiert hat. Gumbel hat nach dieser Darlegung dem Sinn nach folgendes ausgeführt: In der Kriegszeit wurde der Hunger schließlich zu dem alles überragenden Gefühl. Die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel, ist vor allem für die Arbeiterschaft die stärkste Erinnerung an diese Zeit und daher ein Symbol für den ganzen Krieg. Heute aber versucht man den Krieg zu verklären und durch kitschige Denkmäler von der Art der leichtbekleideten Jungfrau mit der Siegespalme, welche dieser furchtbaren Tragik nicht entsprechen, als schön darzustellen.

Da hat er natürlich hunderprozentig recht. Wieso kann man auf die Idee verfallen, ihm dieser erweislich wahren Behauptungen wegen aufs Dach zu steigen?

Aber auch wenn die erste, von Gumbel ausdrücklich abgelehnte von Nazis fabrizierte Lesart richtig gewesen wäre: wieso könnte ein scharfes Urteil über eines der vielen Kitschdenkmäler, die seit dem Krieg in deutschen Landen aus dem Boden geschossen sind, eine Behörde zum Vorgehen veranlassen?

I x

„sich durch sein Verhalten in oder außer seinem Beruf der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordert, unwürdig erweist".

Was was seine Stellung erfordert, haben in Heidelberg Leute zu entscheiden, die zulassen, daß in Heidelberg Studenten öffentlich (nach dem Bericht einer Nazi-Zeitung!) so reden dürfen:

„Die Studentenvertreter, cand. jur. Himmel und cand. jur. Scherberger gaben dann der Empörung der Studentenschaft Ausdruck . . ."

Nach unzweideutigen Drohungen gegen die Universität heißt es weiter:

„Die Studentenschaft und mit ihr die Bevölkerung Heidelbergs wird nicht eher ruhen, bis Gumbel, dieser Schandfleck einer deutschen Universität, entfernt ist und sein Kopf rollen wird (legal natürlich). Mit ihm fällt ein Kopf des Systems. Stürmischer Beifall der Versammelten wurde den studententischen Rednern zuteil."

Obwohl die Studenten sich zudem in provokatorischer Weise über die Möglichkeit eines Disziplinarverfahrens lustig machten, ist in der Oeffentlichkeit nichts von einem Verfahren gegen sie bekannt gewerden. Die Universität beschränkte sich darauf, zu erklären, daß solche Erörterungen in der Oeffentlichkeit keinen Einfluß auf das Verfahren hätten.

•

Der von der Universität eingesetzte Untersuchungsausschuß hat seine Vernehmungen beendet und hat an Fakultät und Senat zu berichten. Doch wird der Inhalt seines Gutachtens dem Angeschuldigten nicht bekannt gegeben. Falls Fakultät und Senat übereinstimmend den Entzug der Lehrberechtigung fordern, entscheidet das Ministerium; falls keine Uebereinstimmung erzielt wird, wird das Verfahren eingestellt.

Gleichzeitig mit dem Antrag auf Einleitung eines Verfahrens gegen Gumbel hatte die Fakultät ein Disziplinarverfahren gegen drei Studenten wegen Beleidigung dieses Dozenten beantragt. Doch wurde merkwürdigerweise zunächst das Verfahren gegen Gumbel durchgeführt und erst nach seinem Ergebnis soll gegen die drei Studenten, welche hier als Zeugen figurieren, eingeschritten werden.

Die äußeren Bedingungen stehen also nicht gut für Gumbel: Sympathien hat er bei den herrschenden Leuten nicht viel. Hoffentlich aber nützt ihm die Tatsache etwas, daß sein Sturz die Nazis nicht beruhigen würde, sondern nur ermuntern, das Mundwerk nach dem nächsten aufzusperren. Das weiß auch der Minister. Hoffen wir, daß er daraus auch Konsequenzen zieht. Die Sympathien aber der Arbeiterschaft und der Freunde von Frieden und Fortschritt sind bei Gumbel.

Mit besten Gruß! Gumbel

153

Sonntagszeitung, Stuttgart

Ausschnitt aus der Nummer vom: 10. JUL. 1932

Mordhetze

In einer nationalsozialistischen Studentenversammlung in Heidelberg hat ein Student gesagt: „Die Studentenschaft und mit ihr die Bevölkerung Heidelbergs wird nicht eher ruhen, bis Gumbel, dieser Schandfleck einer deutschen Universität, entfernt ist und sein Kopf rollen wird."

Wird die badische Regierung, die ja mit merkwürdigem Eifer bereit war, gegen Gumbel vorzugehen, als Nazioten eine Äußerung von ihm verdreht und verfälscht kolportierten, sich auch jetzt einen Ruck geben und diesen Studenten, diesen Ehrenfleck der heidelberger Universität, vornehmen? Wird die Staatsanwaltschaft in Heidelberg diesen Mordhetzer zur Verantwortung ziehen?

Mit der bei Nazis notorischen Verlogenheit und Feigheit hat der Jüngling, nachdem er durch die zitierten Sätze einige sadistische Gefühle abreagiert hatte — und nachdem der Beifall der offenbar seiner würdigen Kommilitonen abgeklungen war — hinzugefügt: „Legal natürlich!"

In die gleiche Kerbe hat, noch etwas zynischer und frecher, der nationalsozialistische Abgeordnete Rupp gehauen: „Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein gelegt wird für den deutschen Staat, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden. Auf sein Grab wird man dann nicht drei Lilien pflanzen, sondern drei Kohlrüben."

Der Grundstein zum Dritten Reich scheint offenbar der Grabstein für anständige Menschen werden zu sollen. Damit die Bahn frei wird für Kerle, die in so verbrecherischer Weise irregeleitete Jugend zu Mord aufreizen.

AUSSCHNITT VOM: 11. JUL. 1832

Münchener Post

Diesen Mordbanditen wird die Uniform zugestanden.

Offene Morddrohung gegen Professor Gumbel.

Die Hetze der Nationalsozialisten hat ihren Höhepunkt erreicht! Offen wird — so steht es schwarz auf weiß geschrieben in der Nazi-Tageszeitung Das Hakenkreuzbanner — zur

Ermordung des Heidelberger Universitätsprofessors Dr. Gumbel

aufgefordert. Die Nazi-Zeitung brachte dieser Tage einen Bericht über eine Hetzversammlung in Heidelberg, in der die Entfernung von Prof. Gumbel von der Universität gefordert wurde. In der wörtlich wiedergegebenen Rede des Karlsruher Reichstagsabgeordneten Rupp heißt es:

„Wie auch Senat und Fakultät entscheiden mögen, wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten ... Mit Leuten wie Gumbel werden wir ein für allemal Schluß machen. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein gelegt wird für den deutschen Staat, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das,

dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden. Auf sein Grab wird man dann nicht drei Lilien pflanzen, sondern drei Kohlrüben."

---

bld Heidelberg, 11. Juni. Wieder ein Fall Gumbel? Die hier erscheinende Zeitschrift „Der Heidelberger Student" veröffentlicht in der Ausgabe vom 9. Juni eine Mitteilung, wonach Professor Gumbel anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studentenbundes in seinem Heim erklärt habe: „Das Kriegerdenkmal der deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Das „Heidelberger Tageblatt" bemerkt dazu: „Sollte Professor Gumbel wirklich in dieser Form sich geäußert haben, so liegt ein ungewöhnlich grobes Maß von Taktlosigkeit und Schnodrigkeit vor, das in weitesten Kreisen verletzend wirken muß." Die „Heidelberger Neuesten Nachrichten" bemerken: „Man muß wirklich erwarten, daß mehr geschieht, um Herrn Gumbel deutlich zu sagen, wie unerwünscht sein Wirken an der Heidelberger Hochschule ist. Es gibt noch so viele andere Städte in Deutschland und Rußland."

Offenburger Tageblatt

Volkszeitung Heidelberg, 12. 7. 32

Einladung Gumbels zu Gastvorlesungen nach Paris. Das der naturwissenschaftlichen Fakultät der Universität Paris angegliederte mathematische Institut Henri Poincaré, benannt nach dem bekannten französischen Mathematiker, an dem die besten mathematischen Köpfe Frankreichs arbeiten, hat Professor Gumbel zu sechs Gastvorlesungen im Winter 32/33 eingeladen. Er soll dort über Probleme der mathematischen Statistik lesen, ein Fach, in dem er als Autorität gilt. Solche Einladungen nach Paris sind bisher nur an zwei deutsche Mathematiker ergangen. Als Einstein als erster Deutscher nach dem Kriege dort sprach, war dies ein großes Ereignis für die französische Wissenschaft und für die Wiederherstellung der internationalen wissenschaftlichen Beziehungen. Die Aufforderung durch die gerade in der Mathematik berühmte Universität Paris stellt eine große Anerkennung der wissenschaftlichen Arbeiten Gumbels (und damit einen etwas objektiveren Beitrag zu seiner Gesamtpersönlichkeit als die Behauptungen unserer Heidelberger Nationalsozialisten) und gleichzeitig eine Ehrung unserer Universität, zu der er ja gehört, dar.

A.Z. 14.7.32

„Der Schandfleck einer deutschen Universität"

Die Nationalsozialisten haben Professor Gumbel sein mutiges Buch über die Feme nicht vergessen. Jetzt haben drei nationalsozialistische Studenten in Heidelberg tatsächlich die Universitätsbehörde zur Durchführung eines Disziplinarverfahrens gegen Gumbel in Bewegung setzen können. Die Vernehmungen eines in diesem Zusammenhang eingesetzten Untersuchungsausschusses sind abgeschlossen, doch lassen die mittelalterlichen Disziplinarbestimmungen keine Veröffentlichung der Untersuchungsergebnisse zu. Das Verfahren kann nur durch Entziehung der Lehrberechtigung oder durch Einstellung des Verfahrens beendet werden. Die Hetze der Nationalsozialisten hat nicht nur die sogenannten sehr weiten Grenzen der akademischen Freiheit überschritten, sondern selbst für deutsche Verhältnisse außergewöhnliche Formen angenommen. In einer Nazi-Studentenversammlung durfte Gumbel ungestraft als „Schandfleck einer deutschen Universität" bezeichnet werden. Schließlich forderten die Nazis den Kopf Gumbels.

Mit Gumbel wollen die Nationalsozialisten einen Präzedenzfall gegen die wenigen antifaschistisch eingestellten Hochschullehrer in Deutschland schaffen. Die Entscheidung im Disziplinarverfahren gegen Prof. Gumbel ist durchaus nicht sicher, die liebevolle Behutsamkeit der Universitätsbehörde gegenüber öffentlichen Morddrohungen der Nazistudenten läßt alle Möglichkeiten gegen Gumbel offen. Der hinterhältige Kampf der Nationalsozialisten gegen Gumbel ist nur ein Glied in der schier endlosen Kette des braunen Terrors in Deutschland. Das antifaschistische Proletariat wird nicht dulden, daß ein mutiger, ehrlicher Mann, um seiner Anschauungen willen um seinen Beruf gebracht wird, es wird nicht dulden, daß die wenigen antifaschistischen Dozenten an ihrer Lehrtätigkeit gehindert werden!

AUSSCHNITT VOM: 14. JUL 1932

Neue Badische Landeszeitung, Mannheim

Abendausgabe

Professor Gumbel von der Universität Heidelberg ist von dem der naturwissenschaftlichen Fakultät der Universität Paris angegliederten mathematischen Institut „Henri Poincaré" eingeladen worden, im Winter 1932 sechs Gastvorlesungen über Probleme der mathematischen Statistik zu halten.

„ BZ am Mittag | „ Vossische Zeitung

Das mathematische Institut „Henri Poincaré" an der Pariser Naturwissenschaftlichen Fakultät hat Professor Gumbel in Heidelberg eingeladen, im nächsten Winter Gastvorlesungen über mathematische Statistik zu halten.

14. 7. 32 A

Form 1

AUSSCHNITT VOM: 15. JUL 1932

Badische Presse, Karlsruhe

Prof. Gumbel nach Paris eingeladen.

— Heidelberg, 14. Juli. Professor Gumbel, dem bekanntlich neuerdings wiederum wegen seiner Ausführungen anläßlich eines Sprechabends des sozialistischen Studentenbundes der Vorwurf der Beschimpfung und Schmähung der gefallenen Frontsoldaten gemacht wird, ist von dem der naturwissenschaftlichen Fakultät der Universität Paris angegliederten mathematischen Institut „Henry Poincaré" eingeladen worden, im Winter 1932 sechs Gastvorlesungen über Probleme der mathematischen Statistik zu halten.

RUNGESTR. 20

AUSSCHNITT VOM: 15. JUL. 1932

Vorwärts, Berlin SW 68

Professor Gumbel, den studentische und professorale Nazis v. der Universität Heidelberg verjagen wollen, ist von dem führenden Pariser mathematischen Universitätsinstitut zu sechs Gastvorlesungen im kommenden Wintersemester eingeladen worden.

15.7.32

Ein Musterland schwarz-roter Herrschaft

Von einem katholischen Badener

Weil in dem schönen Lande Baden immer noch Zentrum Trumpf ist, durfte Baden bei der „Aktion der süddeutschen Länder" gegen die neue Regierung am 9. Juni und den folgenden Tagen nicht fehlen. Ja, es stellte sich gewissermaßen an die Spitze, denn in Karlsruhe versammelten sich am 9. Juni die zentrümlichen Staats- und Ministerpräsidenten von Bayern, Württemberg und Baden zur Einleitung einer Aktion beim Reichspräsidenten, durch die das Ausland wieder auf die Mainlinie hingewiesen wurde. Dieser „innerpolitische" Auftakt zur Konferenz von Lausanne ließ draußen allenthalben aufhorchen, in Frankreich aber rieb man sich vergnügt die Hände und gab neuen Hoffnungen Raum.

Der Freistaat Baden hat in der Nachkriegspolitik des Deutschen Reiches eine überragende und leider mehr verhängnisvolle als glückliche Rolle gespielt. Es sei nur an einzelne seiner Vertreter in der Reichsregierung erinnert, Fehrenbach, Wirth und Köhler. Sie haben unserm Lande nicht zu besonderem Ruhme verholfen, ihre eigene Partei, das Zentrum, kann das nicht bestreiten. Wirth konnte sich in Baden nicht mehr halten und mußte sich auf die Reichsliste des Zentrums flüchten und der ehemalige Reichsfinanzminister Köhler ist jetzt endgültig abgesägt worden; das Zentrum hat ihn nicht mehr auf seine Kandidatenliste in Baden gesetzt. Um nicht als einseitig zu gelten, sei dann noch eines anderen Badeners gedacht, des langjährigen Reichsfinanzministers Dietrich, Demokrat und Staatsparteiler, dessen Verdienste vielleicht noch geringer zu bewerten sind. Und schließlich sei noch erinnert an Curtius von der Liberalen Volkspartei, dem es durch seine Tätigkeit gelungen ist, nicht nur dem Deutschen Reiche, sondern seiner eigenen Partei die schwersten Stöße zu versetzen.

Es ist bezeichnend, daß das republikanische Deutschland ausgerechnet diese „Köpfe" für die verantwortlichsten Posten der Reichsführung heranholen mußte und heranholte. Aber auch sonst ist von Baden, besonders von Zentrums- und sozialdemokratischer Seite her, die Reichspolitik der Nachkriegszeit in unheilvollster Weise beeinflußt worden. Aus dem Lande Baden kamen die stärksten Rufe nach Erfüllung, im Lande Baden standen mit die eigensinnigsten Stützen und Befürworter des engen Zusammengehens und — Zusammenbleibens von Zentrum und Sozialdemokratie. Das badische Zentrum fühlte sich wohl in der Rolle des Nutznießers der Revolution und dankt es den Sozialdemokraten auf alle Weise und bei jeder Gelegenheit. Seit 1918 hatte es zusammen mit den Sozialdemokraten die Mehrheit im Landtag und teilte die mit ihnen unter Mitbeteiligung der Demokraten in der Regierung. Lange bevor Preußen einen roten Kultusminister erhielt, hatten wir in Baden einen solchen, der seine Wahl allein dem weit stärkeren Zentrum verdankte. Zentrums- und sozialdemokratische Staatspräsidenten lösten einander jährlich nach fester Vereinbarung ab. Das Parteibuch wurde fast allgemein zum Sprungbrett in die angeblich den Tüchtigen vorbehaltene freie Bahn. Die Aemter wurden fast ausschließlich zwischen Schwarz und Rot verteilt, wobei Schwarz den Bärenanteil davontrug und die Demokraten sich im allgemeinen mit den Brosamen begnügen mußten, die von der Herren Tische fielen. Waren die nötigen Aemter nicht vorhanden, um alle restlos zu befriedigen, dann wurden sie eben geschaffen. Man hat das ohne große Bedenken und sträubt sich deshalb heute noch mit aller Macht gegen die längst geforderte und überall als notwendig erkannte Staatsvereinfachung und ebenso dringend nötige Verwaltungsreform. Selbst die Vorschläge einer zu diesem Zweck eingesetzten Sparkommission nebst ihren Spargutachten haben bis auf den heutigen Tag und trotz der trostlosen Lage unserer Staatsfinanzen daran nicht ändern können.

Nur die Demokraten, die von Jahr zu Jahr in ihrem Bestand verheerende Einbußen erlitten, sahen sich nach den letzten Landtagswahlen genötigt, die Koalition zu verlassen, weil ihr Appetit dem Zentrum im Verhältnis zu ihrer herabgesunkenen Bedeutung zu groß war. Sie fügten sich in das Unvermeidliche, zuerst mit nur schlecht verhehltem Groll, schließlich aber auf den Druck ihres Führers Dietrich und gewisser Hintermänner mit Ergebung und in der Hoffnung, durch Tolerierung und zeitweilige Unterstützung des schwarzroten Systems die Gnadensonne wieder auf sich zu lenken. Doch wurde ihnen vorzeitig das Konzept verdorben durch die Volkspartei des Herrn Curtius, die im Vorjahre, als die badischen Staatsfinanzen vor dem Zusammenbruch standen, plötzlich den inneren Drang verspürte, die Heimat durch Teilnahme an der „Verantwortung" zu retten. Ihr Fraktionsführer Mathes, Gutsbesitzer von Beruf, sprang in die Bresche und erhielt das längst ersehnte Amt eines Finanzministers, [illegible] einer Zeit, wo man bereits dringend hätte abbauen sollen. Aber gerettet wurde dadurch nur das Zentrum noch einmal, die badische liberale Volkspartei ging dafür vollen[illegible]

[illegible] in der klaren Erkenntnis der Volkspartei in [illegible] verzichten, daß da nichts mehr zu holen ist. Ähnlich liegen die Dinge bei der Wirtschaftspartei und dem Evangelischen Volksdienst, die aus eigennützigen Regungen ihrer Drahtzieher, das schwarzrote System in Baden ebenfalls bis jetzt glaubten stützen zu müssen. Die kommenden Wahlen werden klar zeigen, welch ungeheure Wandlung sich seit den letzten Landtagswahlen bei uns in der Auffassung und Haltung der Wählermassen vollzogen hat.

Aber einstweilen herrscht immer noch das „System". Staatspräsident und Justizminister ist der Zentrumsmann Dr. Schmitt, der eigentliche Beauftragte des Zentrums, für das hinter den Kulissen seit dem Tode Schofers der geistliche Abgeordnete Dr. Föhr die Zügel in der Hand hält, ähnlich wie im Reich der Prälat Kaas.

Neben ihm steht als Kultusminister der Zentrumsmann Dr. Baumgartner, der getreulich in den vorgezeichneten Geleisen der Partei und des Parteibuchs wandelt. Baumgartners Streben war schon lange ein Ministersessel, ein glücklicher Tod und die Tatsache, daß die Partei schon seit längerer Zeit den sozialdemokratischen Kultusminister in den eigenen Reihen zwischen die Beine geworfen bekam, erlaubte ihm die Erreichung des ersehnten Zieles. Baumgartner zeigte sich auch der Aufgabe gewachsen insofern, als er in der Verfolgung der einseitigsten Zentrumsinteressen eine sehr aktive Tätigkeit entwickelte. Nebenher wurde das badische Schulwesen erheblich abgebaut, doch nicht etwa auf Kosten des Zentrums bzw. seiner Parteimänner. Badischer Innenminister ist der Sozialdemokrat Emil Maier, der dem „Freistaat" Baden zu dem zweifelhaften Ruhm verhalf, das unfreieste der deutschen Länder zu sein. Unter seiner Herrschaft häuften sich die Zeitungsverbote, mehrten sich die Versammlungsverbote und Versammlungsauflösungen der nationalen Opposition in einer Weise, daß man glaubte, in die Metternichschen Zeiten zurückversetzt zu sein. Die Bespitzelung der Beamten nahm überhand und der Einsatz der Badischen Staatspolizei gegen alles, was nicht mit dem System ging, war an der Tagesordnung. Wahrlich, wir haben seitdem kennen gelernt, was sich Sozialdemokratie und Zentrum unter „Freiheit" vorstellen. Bleibt noch der vierte im Bunde, der volksparteiliche Finanzminister Dr. Mathes, der bis auf weiteres — wie lange ist noch unbestimmt — das Gnadenbrot des Zentrums ißt, der sich hütete, gegen die eingangs erwähnte Aktion der süddeutschen Länder zu protestieren, ja der jetzt im Ministerium damit einverstanden war, daß der Heidelberger Studentenschaft der Hof des Heidelberger Schlosses zu einer Kundgebung gegen den Vertrag von Versailles versagt wurde. Gerade dort wäre der richtige Platz für eine solche Kundgebung gewesen, im Angesicht der Trümmer eines stolzen deutschen Baues und eines herrlichen Landes, wo jeder Stein die Schandtaten eines Melac und seiner welschen Horden in die Welt hinausschreit. Es sollte dort, wo immer noch der Jude Gumbel tätig ist, ein deutschnationaler Privatdozent zu der Studentenschaft sprechen und das durfte der volksparteiliche Finanzminister Dr. Mathes nicht zulassen. Man sitzt in der schwarzroten Koalition und wird nun am 31. Juli, hoffentlich gründlich, mitgehangen.

Extrait de LE PETIT PARISIEN
Adresse RUE D'ENGHIEN. 18 Xe
Date 16 JUILLET 1932

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

Une réunion d'étudiants nazistes. — Explosion de racisme et d'antisémitisme

Une irrésistible vague de nationalisme soulève en ce moment toute l'Allemagne. Tout le pays est empoisonné par la presse d'Hitler, et celui-ci trouve, dans la jeunesse universitaire, ses plus chauds, ses plus ardents partisans. Les étudiants nazis sont la majorité à l'université, et leur insolence ne connaît plus de bornes. Les journaux nous ont appris comment, à Francfort, ils se comportent. Nos pauvres petites cohortes de manifestants paraissent bien inoffensives, au quartier Latin, à côté de ces bandes d'énergumènes armés que les autorités regardent avec complaisance. Ils se croient les maîtres et, dans les couloirs des facultés, assomment les étudiants de gauche.

A Heidelberg, il leur faut un peu tempérer leurs exploits, les Etats de Bavière et de Bade gardant, dans la crise actuelle, un brin de raison et de [illegible] interdisent, en effet, le port des uniformes. Alors les étudiants se contentent de mener une ardente campagne en faveur d'Hitler et lancent dans leurs journaux des campagnes d'injures contre les professeurs, socialistes ou centristes, qui ne partagent pas leurs opinions. Un professeur de l'université, entre autres, herr Gumbel, républicain de gauche notoire, membre de la Ligue des Droits de l'homme, est chaque jour en butte à des injures systématiques, et herr Anschütz, un modéré, professeur de droit administratif — souvent cité en France, et qu'on vient écouter de toute l'Allemagne — se voit aussi insulté violemment en pleine université.

On explique ce mouvement par la formation d'un prolétariat intellectuel chaque année plus nombreux, à mesure que sortent des universités ces étudiants diplômés qui vont grossir le nombre des sans-travail — et, naturellement aussi, par l'incertitude politique, l'instabilité gouvernementale et monétaire. Hitler peut soulever le peuple en lui promettant du pain, du travail, la socialisation des banques, etc. Il le soulève surtout, comme il galvanise la jeunesse, en exaltant le sentiment de la race : et c'est là ce qui distingue le nationalisme allemand des nationalismes étrangers, qui en appellent tout comme lui au patriotisme, au sentiment de l'unité, de la grandeur nationale.

La doctrine des nazis développe, grâce au foisonnement incroyable de leur littérature officielle, l'orgueil de la race allemande, la race des héros guerriers et nobles, la race des Siegfried. Elle persuade l'Allemand d'aujourd'hui que la race des Saxons blonds et forts est la race élue — et que les autres races, latine et slave entre autres, ne sont que des races décadentes et dégénérées; — comment, la France surtout, avec sa race mêlée, abâtardie de sang de couleur, (*sic*), prétend-elle tenir dans ses chaînes l'Allemagne des héros ? Et cet esprit « raciste », entraîne une incroyable haine du Juif, du Juif internationaliste par tradition, du Juif banquier, industriel, dont le luxe, dans la capitale, insulte à la misère de l'Allemand pur de race.

Tous ces sentiments ont trouvé ces jours-ci leur expression dans une manifestation inouïe, provoquée par des propos internationalistes du professeur Gumbel. Celui-ci aurait dit : « Le monument commémoratif de la Grande Guerre m'apparaît, non sous les traits d'une vierge guerrière, tenant en main la palme des vainqueurs, mais sous la forme d'une gigantesque betterave. » (allusion à l'unique nourriture dont la population dut se contenter pendant les hostilités).

Cette déclaration, publiée par les feuilles hitlériennes d'Heidelberg — pour incomplète ou fausse qu'elle fût, — a soulevé une indignation d'autant plus violente, que le professeur Gumbel est Juif. Les journaux le couvraient déjà d'injures quotidiennes ; mais, dans un meeting organisé ces jours-ci par les étudiants, au Stadhalle de la ville, l'explosion de colère éclata. Le professeur, craignant pour sa sécurité et celle de sa famille, dut quitter Heidelberg et se réfugier à Darmstadt.

J'ai assisté à cette réunion et ne suis pas encore revenu de mon ahurissement. 3.500 hitlériens s'entassaient dans le vaste hall, au milieu d'un grondement sourd et menaçant. Les corporations d'étudiants étaient là — puisque presque toutes sont nationalistes — elles jetaient dans cette houleuse mer de têtes les taches claires et gaies de leurs casquettes et bérets de couleur; un gigantesque étendard rouge à la croix gammée dominait une vaste estrade; au bureau, dix jeunes nazis. Seul, détonait au milieu d'eux un vieillard hautain et raide, portant monocle, S. Exc. von Reichenau, ancien ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale, et que les jeunes membres du bureau entouraient d'une attention déférente. Ne représentait-il pas la belle et fière Allemagne de ce temps où la Wilhelmstrasse, par le déplacement de quelque petite canonnière, dans quelque petit port africain, faisait trembler l'Europe ?

Le président, un jeune nazi de l'université, ouvrit la séance ; quelques mots pour présenter le premier orateur, qui débuta ainsi :

— Peuple allemand, femmes allemandes, citoyens et citoyennes, je vous salue tous ici présents, tous, sauf bien entendu le juif s'il en est un qui se soit glissé parmi nous ce soir !

Puis il prononça l'anathème contre le professeur Gumbel et termina sa péroraison par un : « Fort Gumbel! » claironné d'une voix vibrante, les bras tendus.

Huit orateurs étudiants défilèrent ensuite, parlant au nom des étudiants de Tubingen, de Fribourg, de Karlsrue, de Munich, de Manheim, de Marbrug et de Berlin, tous indignés de voir un juif enseigner à la jeunesse allemande, outrés de la complaisance avec laquelle on tolère, dans la plus vieille des universités germaniques, un pareil intrus :

— Sa place n'est pas ici, qu'on le chasse, nous voulons sa tête et nous l'aurons le 1er août ! Qu'il aille pleurer au Mur des Lamentations, ce sinistre Asiatique ! Il n'est pas Allemand ! Aucune autorité, aucune loi ne nous empêcheront de le chasser!... For mit Gumbel!

Je restai confondu de la violente unanimité dans la haine qui montait de cette foule exaltée... Mais je n'étais pas au bout de mes surprises.

Un autre orateur surenchérit encore :

— Ce cas Gumbel n'est pas un cas isolé; il ne s'agit pas ici de lutter seulement contre un homme, il s'agit de lutter contre la juiverie, qui s'empare de notre nation et la livre pieds et poings liés à l'étranger.

Et après avoir brossé un tableau de la guerre, de l'Allemagne faisant face au monde, seule dans le cercle de fer des alliances, défendant sa pérennité spirituelle menacée par l'Ours blanc, la Baleine et le Coq, il tint ces effarants propos :

— Allemands, Allemandes, il faut que tout cela finisse! Je serai bref, je vais vous donner une liste : retenez-la et méditez !

Après avoir flétri la constitution de Weimar, œuvre d'un Juif ; après avoir stigmatisé Rathenau, Hilferdings, Kurt Eisner, tous Juifs, il s'écria d'une voix tonnante :

— Laisserons-nous longtemps encore affirmer que les plus grands auteurs allemands sont Ludwig, Stephan Zweig, Tucholsky ? Non ! Que le plus grand acteur allemand est Moissi ? Non ! Que le plus grand régisseur allemand est Rheinardt ? Non ! Que le plus grand peintre est Liebermann ? Non ! Que le plus grand chanteur est Tauber ? Non ! Que les plus grands acteurs de cinéma sont Fritz Kortner, Rasp ? Non ! Non ! Non !

Ils sont Juifs, Juifs, tous Juifs, et nous sommes Allemands, Allemands. Ils n'appartiennent pas à notre patrie !

Son discours s'acheva sur un tonnerre d'applaudissements.

Pourtant, il n'avait pas mentionné Einstein, mais ce ne fut certainement qu'un oubli. Qu'importe aux nazis que le sol germanique ait fait éclore un cerveau d'exception ? Ce n'est qu'un Oriental ! Qu'on le chasse !...

Et parmi ces 3.500 manifestants, 80 % étaient des intellectuels ! Ils ont dû apprendre sur les bancs des universités que la science n'a pas de patrie ; que l'art, la beauté sont de tous les cieux, comme de tous les temps ; que les hommes de génie appartiennent à l'humanité et que le plus beau titre de gloire d'une nation est de servir l'humanité par les œuvres de ses élites. Mais tout cela est oublié ; les mains se lèvent, les visages se tendent, et dans une fanatique ferveur s'élève le *Deutschland über alles*... 3.500 voix dans un magnifique ensemble, font résonner les plafonds vitrés.

Le président a lu un télégramme de protestation, que l'on va sur-le-champ expédier au maréchal Hindenburg et au ministre de l'Intérieur... et la séance est levée.

Et pendant que la marée humaine s'écoule sur la place, où les nazis agitent des troncs et quêtent pour le trésor de guerre du parti, je songe à notre France, terre d'indulgence, de sagesse et de raison.

Pierre-Louis VITOUX.

Sonntagszeitung, Stuttgart

Ausschnitt aus der Nummer vom: 17. JUL. 1932

Verunglückte Intrige

Das amerikanische Institute of International Education hatte unter anderen auch Professor Gumbel zum 5. internationalen bevölkerungswissenschaftlichen Kongreß einzuladen beabsichtigt (und trotz der zu schildernden Intrige auch eingeladen).

Als diese Absicht im Nachrichtenblatt des Instituts bekanntgegeben war, fühlte sich der Leiter des Deutschen Akademischen Austauschdienstes, Dr. Morsbach in Berlin, bemüßigt, dem Institut einen Brief zu schreiben, in dem er behauptete, Gumbel genieße „in den Kreisen, auf deren Urteil Wert gelegt werden muß, einen wenig guten Ruf", die deutschen Professoren und Studenten lehnten ihn in ihrer Mehrheit wegen seiner politischen Haltung ab, man müsse ihm gegenüber „äußerste Zurückhaltung" üben. Er gab dem Institut „den freundschaftlichen Rat", Gumbels Amerikareise zu verhindern, weil sonst sein, des Instituts, Ansehen in Deutschland leide.

Die Amerikaner waren allerdings um ihr gefährdetes Ansehen weniger in Sorge als der eifrige Briefschreiber. Ihnen lag wahrscheinlich mehr daran, ihr Ansehen in den ernstzunehmenden Kreisen zu wahren, als bei der deutschen Reaktion gut angeschrieben zu sein. Darum bekam Dr. Morsbach, sicher zu seinem großen Schmerz, die Antwort, daß der für die Einladung Gumbels maßgebliche amerikanische Professor ihn persönlich kenne, von den politischen Geschichten um Gumbel wisse und darüber orientiert sei, daß Gumbel aus diesen Konflikten völlig gerechtfertigt hervorgegangen sei.

Die Intrige ist also verpufft; das einzige Ansehen, das gelitten hat, ist das des von preußischen und Reichsministerien finanziell unterstützten Deutschen Akademischen Austauschdienstes. Ix

---

ders gegen die Professoren Gumpel, Dehn und Kamiasti. Er erklärte weiter, daß alle diese Reformen versuchsweise in Rostock durchgeführt werden sollten.

Mit 155 gegen 3 Stimmen bei 24 Enthaltungen wurde ein Antrag angenommen, wonach der Studententag grundsätzlich die Abkehr vom demokratisch-parlamentarischen Ausbau zum Führerprinzip fordert.

Die Wahlen hatten folgendes Ergebnis: Vorsitzender Krüger-Berlin, Vorstandsmitglieder Schiedert-Berlin, Weidauer-Braunschweig; Grenzlandamt Jenter-Berlin, Hochschulreform Feickert-Hamburg, Arbeitsdienst Feickert-Hamburg, Fachamt Dr. Wend-Berlin, Langemarckspende Dr. Moka-Berlin, Leibesübungen Weber-Berlin, Aelteste Blahut-Wien, Krödel-Leipzig, Schade-Hannover.

AUSSCHNITT VOM: 17. JUL. 1932

Hamburger Tagebl.

Gumbel verduftet

Der berüchtigte Verleumder deutscher Wehrmacht, „Professor" Gumbel, schickt sich langsam an, seine Koffer zu packen und — für alle Fälle — den demnächst für ihn sehr ungastlichen deutschen Boden zu verlassen. Er hat — wie das Verduften von seiner Clique in Deutschland bemäntelt wird, — einen ehrenvollen (?) Ruf nach Paris an die Pariser Universität erhalten, um dort vorerst Gastvorlesungen zu halten. Damit folgt Gumbel den Spuren jenes berüchtigten „Professor" Förster, der für „deutsche" Pazifisten amtliche Subventionen aus französischen Regierungen vermittelt und sich aus naheliegenden Gründen nicht mehr nach Deutschland getraut. Frankreich weiß eben die Verdienste Gumbels um die „grande nation" zu würdigen und nimmt den Professor mit offenen Armen auf. Die Heidelberger Universität dürfte es begrüßen, wenn dieser Schandfleck endlich von ihr genommen wird.

Hannoverscher Kurier

Zeitung für Nordwestdeutschland

Gegründet 1849

Datum: 18. JUL. 1932

Studententag fordert Führerprinzip

Bekenntnis zur Arbeitsdienstpflicht

Der 15. Deutsche Studententag setzte am Sonnabend die Vollversammlung mit der Berichterstattung über die Arbeiten der verschiedenen Ausschüsse fort. Im Ausschuß für Wirtschaft und soziale studentische Arbeit bekannte man sich einmütig zu dem Gedanken des deutschen Arbeitsdienstes als Dienst der Jugend an Volk und Staat und empfahl bis zur Einführung der Arbeitsdienstpflicht den Regierungen, nur solche Abiturienten zum Studium an den Hochschulen zuzulassen, die vorher ein Jahr im Arbeitsdienst gestanden haben.

Der Vorsitzende der Deutschen Studentenschaft, Krüger-Berlin, sprach über die Hochschulpolitik im Rahmen der Gesamtpolitik. Aufgabe der Hochschulpolitik sei es, nicht nur geistig, sondern auch praktisch Vorläuferin und Wegbereiterin neuer Ideen in der großen Politik zu sein. Der Redner streifte dann die Fragen der Auslandsarbeit und der Außenpolitik. Anschließend kam er auf die neuen Aufgaben der Studenten zu sprechen. Die Universität Rostock werde mit Genehmigung des neuen mecklenburgischen Staatsministeriums zum ersten Male den Versuch machen, die von der Studentenschaft angestrebten Reformen durchzuführen. Bei Besprechung der Richtlinien für den Umbau der Deutschen Studentenschaft betonte Krüger, daß der großdeutsche Gedanke im Vordergrund stehen müsse. Vor allem müsse das Führerprinzip vertreten werden, wonach ein verantwortlicher Mann die Studentenschaft führen solle. Als Kontrollorgan würden die drei Aeltesten bestehen bleiben. Die Kreisleiter würden von dem Führer der Studentenschaft ernannt und abberufen. Die Leiter der Einzelstudentenschaften würden bei ihrem Rücktritt ihre Nachfolger ernennen, die durch den Kreisleiter bestätigt werden müßten. Die von den Führern der Einzelstudentenschaften ernannten Amtsleiter bildeten Kammern, die als beratendes Organ fungierten. Eine Vollversammlung in der Einzelstudentenschaft würde im Semester einmal berufen, einmal im Jahre trete der deutsche Studententag zusammen. An die Stelle der Hochschulautonomie solle die Selbstverwaltung der Hochschule treten. Es würde eine rein studentische Kammer an jeder Hochschule gebildet werden, an deren Sitzung zwei Vertreter des Senats beratend teilnehmen sollen. Diese Kammer habe das Recht der schwersten Strafen u. a. auch der Verweisung von der Hochschule. Die Berufungsinstanz sei eine paritätisch aus Studenten und Dozenten zusammengesetzte Kammer. Die Studentenschaft müsse auch Einfluß auf die Berufung von Professoren erhalten in der Weise, daß sie ein Veto gegen moralisch, sittlich und national nicht qualifizierte Dozenten einlegen könne. Scharfe Worte richtete Krüger beson-

---

Welt am Montag, Berlin

Ausschnitt aus der Nummer vom: 18. JUL. 1932

Heidelberger Student. Stecken Sie das Messer, das Sie für das Köpferollen nach Hitlers Sieg bereits gewetzt hatten, wieder in die Scheide. Professor Gumbel ist für den Winter nach Paris bestellt worden, um dort an dem weltberühmten Mathematischen Institut sechs Gastvorlesungen zu halten. Das hat er nun davon: Hätte er nach Ihrem Prinzip gehandelt, nur nicht zu viel zu lernen, sonst muß man später arbeiten gehn, dann wäre er der Plage, an einem Institut von internationaler Bedeutung zu lehren, bestimmt enthoben geblieben. Sie glückseliger Heilrufer haben derlei Sorgen Gott sei Dank nicht.

Ausschnitt aus der Nummer vom: 19. JUL 193[illegible]

Umbau der Deutschen Studentenschaft

Das Führerprinzip im Vordergrund / Selbstverwaltung der Hochschulen

5. [illegible]

TU. Königsberg i. Pr., 18. Juli.

Am Sonnabend fand die letzte Vollsitzung des 15. deutschen Studententages statt. Am Vormittag wurden zunächst weitere Berichte über Langemarck, die Facharbeiten, Hochschulreform, Wirtschafts- und Auslandsfragen erstattet. Der Vorsitzende der Deutschen Studentenschaft, Krüger-Berlin, sprach über die Hochschulpolitik im Rahmen der Gesamtpolitik. Aufgabe der Hochschulpolitik sei es, nicht nur geistig, sondern auch praktisch Vorläuferin und Wegbereiterin neuer Ideen in der großen Politik zu sein. Der Redner streifte dann die Fragen der Auslandsarbeit und der Außenpolitik. Anschließend kam er auf die neuen Aufgaben der Studenten zu sprechen. Bei Besprechung der Richtlinien für den Umbau der Deutschen Studentenschaft betonte Krüger, daß der großdeutsche Gedanke im Vordergrund stehen müsse. Vor allem müsse das Führerprinzip vertreten werden, wonach ein verantwortlicher Mann die Studentenschaft führen solle. Als Kontrollorgan würden die drei Aeltesten bestehen bleiben. Die Kreisleiter würden von dem Führer der Studentenschaft ernannt und abberufen. Die Leiter der Einzelstudentenschaften würden bei ihrem Rücktritt ihre Nachfolger ernennen, die durch den Kreisleiter bestätigt werden müßten. Die von den Führern der Einzelstudentenschaften ernannten Amtsleiter bildeten Kammern, die als beratendes Organ fungierten. Eine Vollversammlung in der Einzelstudentenschaft würde im Semester einmal berufen, einmal im Jahre trete der Deutsche Studententag zusammen. An die Stelle der Hochschulautonomie solle die Selbstverwaltung der Hochschule treten. Es würde eine rein studentische Kammer an jeder Hochschule gebildet werden, an deren Sitzungen zwei Vertreter des Senats beratend teilnehmen sollen. Diese Kammer habe das Recht der schwersten Strafen, u. a. auch der Verweisung von der Hochschule. Die Berufungsinstanz sei eine paritätisch aus Studenten und Dozenten zusammengesetzte Kammer. Die Studentenschaft müsse auch Einfluß auf die Berufung von Professoren erhalten in der Weise, daß sie ein Veto gegen moralisch, sittlich und national nicht qualifizierte Dozenten einlegen könne. Scharfe Worte richtete Krüger besonders gegen die Professoren Gumbel, Dehn und Nawiasky. Er erklärte weiter, daß alle diese Reformen versuchsweise in Rostock durchgeführt werden sollten.

Im Anschluß an diese Ausführungen wurde ein Antrag angenommen, wonach der Vorsitzende der Deutschen Studentenschaft die Vorarbeiten zur Ausarbeitung und Durchführung des Neuaufbaues leisten solle. Nach lebhafter Aussprache über die Frage des Führergedankens und über die Auffassung, ob ein föderalistisches oder diktatorisches System in der Studentenschaft Platz greifen solle, fanden die Wahlen des Vorstandes der Deutschen Studentenschaft statt. Krüger wurde mit 147 gegen 15 Stimmen bei 20 Enthaltungen erneut zum Vorsitzenden gewählt. Die von ihm vorgeschlagenen Kreisleiter Schickert-Berlin und Weidauer-Braunschweig wurden ebenfalls gewählt. Als Aelteste der Deutschen Studentenschaft wurden Blahut, Nöbel und Schade gewählt. Mit dem Dank an Ostpreußen und dem Lied „Es braust ein Ruf wie Donnerhall“ wurde der 15. Deutsche Studententag geschlossen.

Der Heidelberger Student 20. VII. 32.

Was macht Gumbel?

Von seiten der Universität war gleich zu Beginn der Einleitung des Disziplinarverfahrens gegen Prof. Dr. Gumbel der Studentenschaft zugesichert worden, daß das Verfahren mit größt-möglichster Eile durchgeführt werden soll. Obwohl S. Magnifizenz sofort einen Tag nach der Veröffentlichung der neuen Äußerung Dr. Gumbels im „Heidelberger Studenten“ die Untersuchung dem Herrn Dekan der philosophischen Fakultät übergab (10. Juni 1932) und der Untersuchungsausschuß in den nächsten Tagen fieberhaft arbeitete, ist jetzt nach 5½ Wochen noch kein Ergebnis heraus. Der badische Kultusminister hatte am 12. Juni ein Disziplinarverfahren mit dem Ziel der Amtsenthebung eingeleitet. Wie wir aus privater Quelle hören, hat die Hohe Philosophische Fakultät ihre Untersuchung und ihren Beschluß an das Ministerium weitergeleitet. Warum schweigt man in Karlsruhe?

Trotz des schwebenden Verfahrens hat Dr. Gumbel seine Vorlesungen weitergehalten. Die Erregung ist in der Studentenschaft ungeheuer. Wir bitten um umgehende Mitteilung, ohne damit in das Verfahren einzugreifen, wie der Fall Gumbel steht. Wir verlangen im Interesse der Ruhe und Aufrechterhaltung der Ordnung in der Universität die sofortige Beendigung des Verfahrens und den Urteilsspruch durch den Herrn Kultusminister. Wir dulden eine Verschiebung in die Semesterferien nicht!

Dr. Gumbel ist eine deutsche Sache, die mit Parteipolitik nichts zu tun hat.

Eine Rechtfertigung gegen den Vorwurf „einseitig propagandistisch“ wird mir erst möglich sein, wenn eine genaue Begründung des Vorwurfs gegen die Deutsche Studentenschaft vorliegt. In einem Brief vom 8. Juli haben wir den Herrn Rektor um genaue Unterlagen gebeten. Vorläufig aber muß ich den Vorwurf zurückweisen. Ich muß weiter betonen, daß mit diesem Auslegungsverbot die bisherige Zusammenarbeit zwischen uns und Se. Magnifizenz aufs schwerste gefährdet worden ist. Ich erlaube mir keine Kritik an der Person des Herrn Rektors, der den Beschluß des Engeren Senats unterschrieben hat, denn ich habe genau wie die andern Mitglieder des Vorstandes der DStH. eine persönliche Hochachtung für Herrn Prof. Erdmannsdörffer, wie sie sich andere Rektoren in der heutigen Zeit nur wünschen können. Ich bedaure den Beschluß des Engeren Senats überaus und muß in dem Auslegungsverbot ein Mißtrauen des Senats gegenüber der Deutschen Studentenschaft sehen. Die Deutsche Studentenschaft sieht den nächsten Tagen und Wochen mit Besorgnis entgegen und lehnt eine Verantwortung für etwaige Vorkommnisse auf dem Boden der Universität ab. Wir haben sachliche Arbeit geleistet und die Anerkennung Sr. Magnifizenz und sehr vieler Professoren geerntet. Trotz Gumbel, trotz der nicht genehmigten Versailleskundgebung im Schloßhof und trotz des Auslegungsverbotes, es war ein bißchen viel in den letzten Wochen, haben wir sachlich weitergearbeitet und dabei in steigendem Maße Sympathie und Anerkennung der Tagespresse dazugewonnen.

Die sogenannte „einseitig-propagandistische Tätigkeit“ des „Heidelberger Studenten“ muß guten Einfluß auf die Kommilitonen ausgeübt haben, denn an keiner Universitätsstadt ist es so ruhig zugegangen wie in Heidelberg. Durch das einseitige Verbot des Hochschulblattes nimmt der Engere Senat die gesamte Verantwortung auf sich, besonders, wenn er noch länger die Zeichen und Aufrufe der parteipolitischen roten Hochschulgruppen am Anschlagbrett der Neuen Universität duldet. Wir haben gewarnt! Es ist heute anders als am 10. Juni!

Einladung Gumbels zu Gastvorlesungen nach Paris

B. A. Z. 20. 7. 32

Von der Liga für Menschenrechte wird uns geschrieben:

Das der naturwissenschaftlichen Fakultät der Universität Paris angegliederte mathematische Institut, Henri Poincaré, benannt nach dem bekannten französischen Mathematiker, an dem die besten mathematischen Köpfe Frankreichs arbeiten, hat Professor Gumbel zu sechs Gastvorlesungen im Winter 1932/33 eingeladen. Er soll dort über Probleme der mathematischen Statistik lesen, ein Fach, in dem er als Autorität gilt. Solche Einladungen sind bisher nur an zwei deutsche Mathematiker ergangen. Als Einstein als erster nach dem Kriege dort sprach, war dies ein großes Ereignis für die französische Wissenschaft und für die Wiederherstellung der internationalen wissenschaftlichen Beziehungen. Diese Berufung an die gerade in der Mathematik berühmte Universität Paris stellt eine große Anerkennung der wissenschaftlichen Arbeiten Gumbels (und damit einen etwas objektiveren Beitrag zu seiner Gesamtpersönlichkeit, als die Behauptungen der Heidelberger Nationalsozialisten).

AUSSCHNITT VOM: 23. JUL 1932

Das Andere Deutschland
Berlin

Aus der Mörderpartei!

In einer Heidelberger Studentenversammlung gegen Professor Gumbel sagte der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete a. D. Rupp:

„Sorgen sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein gelegt wird für den deutschen Staat, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden.“

Welt am Abend, Berlin

Ausschnitt aus der Nummer vom 23. JUL. 1932

Wie der politische Mord nach Deutschland kam

Die reaktionären Parteien haben besonders in Deutschland seit langem immer wieder den Versuch gemacht, in schwierigen Zeiten den Gegner, das heißt die Arbeiterschaft, des politischen Mordes zu bezichtigen. So versuchte Bismarck, aus den Attentaten auf den alten Kaiser Wilhelm Kapital zu schlagen und die Schuld auf die Sozialdemokratie zu schieben. Das Sozialistengesetz brachte Bismarck damals im Reichstag nur mit der Behauptung der Blutschuld der Arbeiterschaft durch.

Und jetzt wird die Schuld an den blutigen Zwischenfällen der letzten Zeit der Arbeiterschaft aufgebürdet. Es wird die durch nichts bewiesene Behauptung aufgestellt, daß „kommunistische Terrorgruppen" Zwischenfälle hervorgerufen hätten, während von der Blutschuld der Nationalsozialisten, der braunen Truppen Adolf Hitlers, nirgends die Rede ist.

Dabei steht fest, daß der politische Mord, die putschistische Aktion dem marxistisch geschulten Arbeiter fremd sind. Er verurteilt sie aufs schärfste. Sowohl die letzte Zeit wie überhaupt alles, was sich seit 1919 in Deutschland an Terrorakten ereignet hat, ist ganz unzweifelhaft der Ausfluß einer Weltanschauung, die bei dem reaktionären Teil des deutschen Volkes zu finden ist.

In seinem Buch „Verräter verfallen der Feme" hat der Heidelberger Professor Gumbel, von dem auch das Buch „Vier Jahre politischer Mord" stammt, die zentrale Ursache der politischen Morde von rechts als das Schutzbedürfnis des Großkapitals bezeichnet, dessen Herrschaft während kurzer Zeit aussetzte und auf längere Zeit erschüttert schien.

Ueber die Zahl der politischen Morde liegt in Deutschland nur eine vollständige Statistik über die Zeit vom Jahre 1919 bis zum Jahre 1922, bis zu dem Tage vor, als Männer, die jetzt in den Reihen der braunen Mordar[illegible] stehen, im Grunewald Walther Ra[illegible]nau meuchelten. 376 politische Morde wur[illegible]den bis dahin gezählt, von denen unzw[illegible]haft 354 den Rechtsradikalen zur Last f[illegible]. Nur 22 Bluttaten kann man Anhänger[illegible] Linken zur Last legen, aber auch in [illegible] Fällen handelte es sich meist um Ab[illegible]handlungen oder Erregungstaten, wie [illegible] die Schüsse, mit denen Alois Lindner [illegible] Abgeordneten Osel und den Major [illegible] tötete, nachdem kurz zuvor der Nationalsozialist Graf Arco den Ministerpräsidenten Eisner ermordet hatte. Der politische Mord, so wie er jetzt noch von Hitlers braunen Banden betrieben wird, begann am 11. Januar 1919, als im „Vorwärts"-Gebäude acht Arbeiter erschossen wurden. Vier Tage später, und Karl Liebknecht und Rosa Luxemburg wurden gemeuchelt, am 21. Februar 1919 fiel Kurt Eisner, am 10. März 1919 Leo Jogiches, und so geht es fort über die Tötung Erzbergers hinweg bis zu dem Mord an Walther Rathenau. Fast keine dieser Taten hat eine Sühne gefunden. Nur die Mörder Rathenaus und später der Attentäter, der Maximilian Harden überfiel, wurden verurteilt. Feme-Schulz und Feme-Heines sitzen heute in den Reihen der nationalsozialistischen Fraktion.

Chronicle San Francisco Calif.
July 24, 1932

Pacifist Professor Annoys Hitlerites

BERLIN, July 23 — Professor Gumbel, of Heidelberg University, who has aroused particular hostility in Nationalist circles for his militant pacifism, has again raised a storm. He is alleged to have told a meeting of Socialist students that "for me the war memorial of the German soldier is not a lightly clothed virgin proffering the palm of victory, but just one big turnip."

Professor Gumbel disputes having uttered these words while admitting that he described hunger as one of the main products of war and the turnip as its symbol. The Nazi students, nevertheless, called a mass meeting at the Town Hall at which a Nazi Reichstag Deputy said: "See to it that on July 31 (election day) the foundation-stone of a German state is laid in which Gumbels shall be no more.

The Baden Ministry of Instruction has opened an inquiry into the matter—the latest in a long series, for there has been an "Affaire Gumbel" in Heidelberg ever since the war. Professor Gumbel's war books—"Four Years of Lies," "Two Years of Murder"—and an alleged reference to the "field of dishonor" at a memorial service to the fallen, have served as fuel to the fire of his critics' indignation, but, so far, he has survived all attempts to unseat him, including an abortive trial for treason. In 1930 he was appointed Professor Extraordinary at the university by a Socialist Minister for Cultural Affairs in Baden.

AUSSCHNITT VOM: 25. JUL. 1932

Badische Presse, Karlsruhe

Rückwirkung des Falles Gumbel

Disziplinarverfahren gegen mehrere Studenten.

Heidelberg, 24. Juli. Von der Deutschen Studentenschaft Heidelberg wird uns geschrieben:

„Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg gibt zur Kenntnis, daß die Universität Heidelberg gegen die Führer der D.St.H. cand. med. Scheel, cand. jur. Himmel, cand. theol. Sturm, cand. phil. Bayer, stud. phil. Mädler ein Disziplinarverfahren eröffnet hat, weil sie durch ihren Protest gegen Gumbel „hinreichend verdächtig sind, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben." Die D.St.H. bedauert die Maßnahme der Universitätsbehörde, da sie damit zum Ausdruck bringt, daß sie von deutschen Studenten verlangt, Gumbel gegenüber die gleiche Achtung wie jedem anderen deutschen Dozenten entgegenzubringen.

Sie bedauert, daß man dem offenen Eintreten der beschuldigten Kommilitonen gegen die Verletzung deutscher Ehre gänzliche Verständnislosigkeit entgegenbringt.

Der Vorstand der D.St.H. ist nicht mehr in der Lage, für die Folgen dieser Maßnahme innerhalb der Studentenschaft die Verantwortung zu übernehmen.

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg. gez. Lauer, gez. Erbse."

Neuer Streit um Gumbel

Gegen mehrere Führer der Heidelberger Deutschen Studentenschaft ist ein Verfahren anhängig gemacht, weil sie durch ihren Protest gegen Gumbel die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akadem. Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen hätten.

Das nimmt die Deutsche Studentenschaft zum Anlaß einer Mitteilung an die Oeffentlichkeit, in der sie darlegt, daß der Vorstand nun nicht mehr in der Lage sei, für die Folgen dieser Maßnahme die Verantwortung zu tragen. [illegible]

Ein neuer Fall vaterländischer Unwürdigkeit

Aus Heidelberg kommt die Meldung, daß der sattsam übel berüchtigte außerordentliche Professor Gumbel anläßlich eines öffentlichen Sprechabends des marxistischen Studentenbundes in Heidelberg die Redewendung gebraucht hat: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." — Diesem Herrn Professor, der als ein Unwürdiger auf dem Lehrstuhl einer Hochschule sitzt, scheint es noch gar nicht zum Bewußtsein gekommen zu sein, daß er sein armseliges Dasein denen zu danken hat, die im Schützengraben ihr Leben dem Vaterlande opferten. Denn wenn diese nicht mit ihren Leibern im Höllenfeuer der Granaten die deutschen Grenzen geschützt hätten, wäre vom deutschen Volke und Vaterlande nichts übrig geblieben. Um so größer ist die Gemeinheit und der sittliche Tiefstand dieses „Auch-Deutschen", der die Weltkriegsgefallenen und unser siegreiches Volk in Waffen zu beschmutzen wagt. Ein Mensch, der dies tut, stellt sich dadurch außerhalb der deutschen Volksgemeinschaft und verfemt sich selbst. Aber der Staat, der die Würde und das Ansehen des deutschen Volkes zu wahren hat, darf einem solchen unwürdigen Treiben nicht untätig zusehen. Der Wille des Volkes zur Wiedererstarkung des nationalen Bewußtseins verlangt es, daß er mit dem Mittel der Gesetzgebung eingreift und Männer wie Gumbel mit entehrenden Strafen belegt und aus amtlichen Stellen ausmerzt.

Da die Gesetze der Vorkriegszeit nicht ausreichen, das deutsche Volk vor solchen Verunglimpfungen zu schützen, wird es Sache der Deutschnationalen Volkspartei sein, auf den Herrn Reichspräsidenten dahin einzuwirken, daß er im Wege der Notverordnung Bestimmungen trifft, wonach Deutsche, die das Andenken an die weltkriegsgefallenen deutschen Jünglinge und Männer beschimpfend herabsetzen, mit Zuchthaus und Ehrverlust bestraft, zur Bekleidung öffentlicher Aemter dauernd für unfähig erklärt werden und daß ihnen das aktive und passive Wahlrecht dauernd entzogen wird. Nur wenn solch harte Bestimmungen getroffen werden, tritt wieder die nationale Sauberkeit in ihre Rechte ein.

Das deutsche Volk in seiner überwältigenden Mehrheit würde unserem greisen Feldmarschall von ganzem Herzen zujubeln, wenn er seine wuchtige klare Unterschrift unter eine solche Verordnung setzen würde!

Ausschnitt aus der Nummer vom 2 5. JUL. 1932

Neuer Konflikt an der Universität.

Erklärungen der D. St. H. und des Rektors.

55

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg sendet uns mit der Bitte um Veröffentlichung folgende

Erklärung:

„Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg gibt Ihnen zur Kenntnis, daß die Universität Heidelberg gegen die Führer der D. St. H., cand. med. Scheel, cand. jur. Himmel, cand. theol. Sturm, cand. phil. Bayer, stud. phil. Mädler ein Disziplinarverfahren eröffnet hat, weil sie durch ihren Protest gegen Gumbel „hinreichend verdächtig sind, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben."

Die D. St. H. „bedauert die Maßnahme der Universitätsbehörde, da sie damit zum Ausdruck bringt, daß sie von deutschen Studenten verlangt, Gumbel gegenüber die gleiche Achtung wie jedem anderen deutschen Dozenten entgegenzubringen. Sie bedauert, daß man dem offenen Eintreten der beschuldigten Kommilitonen gegen die Verletzung deutscher Ehre gänzliche Verständnislosigkeit entgegenbringt. Der Vorstand der D. St. H. ist nicht mehr in der Lage, für die Folgen dieser Maßnahme innerhalb der Studentenschaft die Verantwortung zu übernehmen.

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg:
gez. Lauer. gez. Erbse."

Das Rektorat erklärt

auf unsere Anfrage zu der Angelegenheit: „Es ist nicht richtig, daß das Disziplinarverfahren gegen die Studenten Scheel, Sturm, Bayer, Himmel und Mädler wegen des Protestes gegen Professor Gumbel eröffnet worden ist. Vielmehr sind es **die Form und der Inhalt gewisser Aeußerungen, die auf ihre Vereinbarkeit mit der Sitte und Ordnung des akademischen Lebens von dem Disziplinargericht nachgeprüft werden sollen."**

Essen 26.7.32

Der Fall Gumbel

und die Heidelberger Studentenschaft

In Nr. 818 der RWZ veröffentlichten wir eine Mitteilung der „Deutschen Studentenschaft" Heidelberg, die die Oeffentlichkeit von den skandalösen Aussprüchen des a. o. Professors Gumbel unterrichtete, mit denen dieser „deutsche" Hochschulprofessor es wagte, die Ehre und das Andenken der deutschen Soldaten zu besudeln. Zwei seiner Aussprüche seien hier wiederholt: Für ihn sind die Soldaten auf dem „Felde der Unehre" gefallen und ferner ist „Das Kriegerdenkmal des deutschen Sodaten für ihn nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegesfahne in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Diese Unmöglichkeiten muß man sich nochmal ins Gedächtnis zurückrufen, wenn wir jetzt die neueste Erklärung der „Deutschen Studentenschaft" veröffentlichen:

„Die Deutsche Studenschaft Heidelberg gibt Ihnen zur Kenntnis, daß die Universität Heidelberg gegen die Führer der D. St. H. cand. med. Scheel, cand. jur. Himmel, cand. theol. Sturm, cand. phil. Bayer, stud. phil. Mädler, ein Disziplinarverfahren eröffnet hat, weil sie durch ihren Protest gegen Gumbel „hinreichend verdächtig sind, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben".

Die D. St. H. bedauert die Maßnahme der Universitäts-Behörde, da sie damit zum Ausdruck bringt, daß sie von deutschen Studenten verlangt, Gumbel gegenüber die gleiche Achtung wie jedem anderen deutschen Dozenten entgegen zu bringen.

Sie bedauert, daß man dem offenen Eintreten der beschuldigten Kommilitonen gegen die Verletzung deutscher Ehre gänzliche Verständnislosigkeit entgegenbringt.

Der Vorstand der D. St. H. ist nicht mehr in der Lage für die Folgen dieser Maßnahme innerhalb der Studentenschaft die Verantwortung zu übernehmen."

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg:
gez. Lauer gez. Erbse

Es ist unfaßbar, wie eine Universitätsbehörde von den Studenten „Achtung" vor einem solchen Manne verlangen kann. Diese Dinge sind doch für jeden nur halbwegs deutsch denkenden Menschen ein Schlag ins Gesicht. Es wäre besser, wenn die Behörde auf demselben Wege Herrn Gumbel erst einmal die nötige „Achtung" für den gefallenen deutschen Soldaten beibringen wollte, ehe sie sich dazu entschließt, ein Disziplinarverfahren gegen die Studenten zu inszenieren.

ADRESSEN-VERLAG U. ZEITUNGSAUSSCHNITTE

AUSSCHNITT VOM: 2 5. JUL. 1932

Wormser Zeitung
Abendausgabe

Erklärung der Deutschen Studentenschaft Heidelberg

55

Heidelberg, 24. Juli. Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg teilt der Presse mit, daß die Universität Heidelberg gegen die Führer der D. St. H., cand. med. Scheel, cand. jur. Himmel, cand. theol. Sturm, cand. phil. Bayer, stud. phil. Mädler ein Disziplinarverfahren eröffnet hat, weil sie durch ihren Protest gegen Gumbel hinreichend verdächtig sind, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akadem. Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben."

Weiter teilt die D. St. Heidelberg mit: „Die D. St. H. bedauert die Maßnahme der Universitäts-Behörde, da sie damit zum Ausdruck bringe, daß sie von deutschen Studenten verlangt, Gumbel gegenüber die gleiche Achtung wie jedem anderen deutschen Dozenten entgegen zu bringen. Sie bedauert, daß man dem offenen Eintreten der beschuldigten Kommilitonen gegen die Verletzung deutscher Ehre gänzliche Verständnislosigkeit entgegenbringt. Der Vorstand der D. St. H. ist nicht mehr in der Lage, für die Folgen dieser Maßnahme innerhalb der Studentenschaft die Verantwortung zu übernehmen."

Vossische Zeitung, Berlin 26.7.32

Morgenausgabe

Heidelberger Studentenschaft droht

Die im nationalsozialistischen Fahrwasser schwimmende „Deutsche Studentenschaft Heidelberg" teilt mit, daß die Universität gegen die Führer der „Deutschen Studentenschaft", Scheel, Himmel, Sturm, Bayer und Maedler, ein Disziplinarverfahren eröffnet hat, weil sie durch ihren Protest gegen Professor Gumbel „hinreichend verdächtig" seien, „die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben."

„Die Deutsche Studentenschaft" „bedauere" die Maßnahme, da die Universitätsbehörde damit zum Ausdruck bringe, daß sie von deutschen Studenten verlange, Gumbel gegenüber die gleiche Achtung wie jedem anderen deutschen Dozenten entgegenzubringen.

„Sie bedauert, daß man dem offenen Eintreten der beschuldigten Kommilitonen gegen die verletzte deutsche Ehre keinerlei Verständnis entgegenbringt. Der Vorstand der Studentenschaft ist nicht mehr in der Lage, für die Folgen dieser Maßnahmen innerhalb der Studentenschaft die Verantwortung zu übernehmen."

Zu dieser mit einer plumpen Drohung schließenden Erklärung gibt das Rektorat der Ruperto Carola folgende Auskunft: „Es ist nicht richtig, daß das Disziplinarverfahren gegen die fünf Studenten wegen des Protestes gegen Professor Gumbel eröffnet worden ist. Vielmehr sind es die Form und der Inhalt gewisser Aeußerungen, die auf ihre Vereinbarkeit mit der Sitte und Ordnung akademischen Lebens von dem Disziplinargericht nachzuprüfen sind."

26. JUL. 1932
Deutsche Zeitung, Berlin
Abendausgabe

Neuer Skandal um Gumbel

Disziplinarverfahren wegen Einspruchs gegen seine Lehrtätigkeit!

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg gibt folgende Erklärung bekannt:

„Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg gibt zur Kenntnis, daß die Universität Heidelberg gegen die Führer der D. St. H., cand. med. Scheel, cand. jur. Himmel, cand. theol. Sturm, cand. phil. Bayer, stud. phil. Mädler ein Disziplinarverfahren eröffnet hat, weil sie durch ihren Einspruch gegen Gumbel hinreichend verdächtig sind, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben".

Die D. St. H. bedauert die Maßnahme der Universitätsbehörde, da sie damit zum Ausdruck bringt, daß sie von deutschen Studenten verlangt, Gumbel gegenüber die gleiche Achtung wie jedem anderen deutschen Dozenten entgegenzubringen. Sie bedauert, daß man dem offenen Eintreten der beschuldigten Kommilitonen gegen die Verletzung deutscher Ehre gänzliche Verständnislosigkeit entgegenbringt.

Der Vorstand der D. St. H. ist nicht mehr in der Lage, für die Folgen dieser Maßnahme innerhalb der Studentenschaft die Verantwortung zu übernehmen."

Die gänzlich unverständliche Maßnahme der Heidelberger Universität scheint uns zu beweisen, daß die für diese merkwürdigen Maßnahmen verantwortlichen Herren der Heidelberger Universität von dem Geist des Erwachens in Deutschland noch immer keinen Hauch verspüren.

AUSSCHNITT VOM: 27. JUL. 1932
Braunschweigische Landeszeitung, Braunschweig

Weltfremde Professoren

(Drahtbericht unserer Berliner Schriftleitung.)

Berlin, 26. Juli.

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg gibt folgende Erklärung bekannt:

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg nimmt zur Kenntnis, daß die Universität Heidelberg gegen die Führer der Deutschen Studentenschaft Heidelberg ein Disziplinarverfahren eröffnet hat, weil sie durch ihren Einspruch gegen Gumbel hinreichend verdächtig sind, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben. Die Deutsche Studentenschaft bedauert die Maßnahmen der Universitätsbehörden, da sie damit zum Ausdruck bringt, daß sie von deutschen Studenten verlangt, Gumbel gegenüber die gleiche Achtung wie gegen jeden anderen deutschen Dozenten entgegenzubringen. Sie bedauert, daß man dem offenen Eintreten der beschuldigten Komilitonen gegen die Verletzung deutscher Ehre gänzliche Verständnislosigkeit entgegenbringt.

H. N. N. 28.7.32

— Eine Erklärung der Deutschen Studentenschaft Heidelberg. Auf die der Oeffentlichkeit gegebene Erklärung des Rektorats der Universität Heidelberg erwidert die „Deutsche Studentenschaft", daß sie an der Fassung ihrer Darstellung hinsichtlich der Begründung der Eröffnung des Disziplinarverfahrens gegen ihre Kommilitonen Scheel, Himmel, Bayer, Sturm und Mädler, wonach diese „durch ihren Protest" gegen Gumbel dringend verdächtig seien, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben, festhält, da die Bezeichnung „durch ihren Protest" keinen Zweifel zulasse, daß damit einzig und allein der Protest, so wie er von den Anbeschuldigten durchgeführt wurde, zu verstehen sei.

— Zwangsversteigerung bei der Siedlung ... haft „Badische Pfalz". Gestern nachmittag ...

Pforzheimer Anzeiger, Pforzheim
Ausschnitt aus der Nummer vom: 26. JUL. 1932

Ein neuer Streitfall an der Heidelberger Universität.

Aus Heidelberg wird uns geschrieben: Nachdem das badische Kultusministerium der Neuerrichtung einer staatlich anerkannten Studentenschaft an der Heidelberger Hochschule grundsätzlich zugestimmt hat, wurde im Januar ds. Js. von der Heidelberger Studentenschaft dem Ministerium und Senat ein Satzungsentwurf für eine solche Vertretung vorgelegt. Das Kultusministerium hat daraufhin soeben eine Satzung herausgebracht, auf Grund deren ein neuer Heidelberger Studentenausschuß zunächst für die Dauer von zwei Jahren gebildet werden soll. Dieser Entwurf enthält einen Absatz des Inhalts, daß die Heidelberger Studentenschaft sich mit „gleichartig gebildeten" anderen Studentenschaften des deutschen Sprachgebiets zusammenschließen kann, daß jedoch ein dahingehender Beschluß sowie die Abführung von Geldmitteln für einen solchen Verband der Zustimmung des Ministeriums bedarf. Da anderen badischen Hochschulen der Anschluß an einen solchen Gesamtverband durch Stimmenmehrheit im „Asta" erlaubt ist, hat die Heidelberger Studentenschaft diesen Absatz für unannehmbar erklärt und die Satzung vorläufig abgelehnt. Im Zusammenhang mit diesen und anderen Vorgängen an der Universität ist soeben vom Engeren Senat das Auflegen des Blattes der Studentenschaft „Der Heidelberger Student" in den Räumen der Universität und ihren Instituten „mit Rücksicht auf die propagandistische Tätigkeit" dieses Blattes bis auf weiteres untersagt worden. Wie der „Heidelberger Student" zu diesem Verbot bemerkt, muß diese „propagandistische Tätigkeit" einen guten Einfluß auf die Kommilitonen ausgeübt haben, denn es sei an keiner Universität so ruhig zugegangen wie in Heidelberg.

K. S.

*

Verfahren gegen fünf Studenten.

Heidelberg, 25. Juli. Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg schreibt: „Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg gibt zur Kenntnis, daß die Universität Heidelberg gegen die Führer der D.St.H., cand. med. Scheel, cand. jur. Himmel, cand. theol. Sturm, cand. phil. Bayer, stud. phil. Mädler ein Disziplinarverfahren eröffnet hat, weil sie durch ihre Stellungnahme gegen Gumbel „hinreichend verdächtig sind, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben." Die D.St.H. bedauert die Maßnahmen der Universitätsbehörde, da diese damit zum Ausdruck bringt, daß sie von deutschen Studenten verlangt, Gumbel gegenüber die gleiche Achtung wie jedem anderen deutschen Dozenten entgegenzubringen. Sie bedauert, daß man dem offenen Eintreten der beschuldigten Kommilitonen gegen die Verletzung deutscher Ehre gänzliche Verständnislosigkeit entgegenbringt. Der Vorstand der D.St.H. ist nicht mehr in der Lage, für die Folgen dieser Maßnahme innerhalb der Studentenschaft die Verantwortung zu übernehmen."

Hierzu teilt das Rektorat der Universität mit, es sei nicht richtig, daß das Disziplinarverfahren gegen die Studenten Scheel, Sturm, Bayer, Himmel und Mädler wegen des Protestes gegen Professor Gumbel geführt worden ist. Vielmehr sind es die Form und der Inhalt gewisser Aeußerungen, die auf ihre Vereinbarung mit der Sitte und Ordnung des akademischen Lebens vor dem Disziplinargericht nachgeprüft werden sollen.

und
morgen

Diese Broschüre

„Zwischen gestern und morgen“

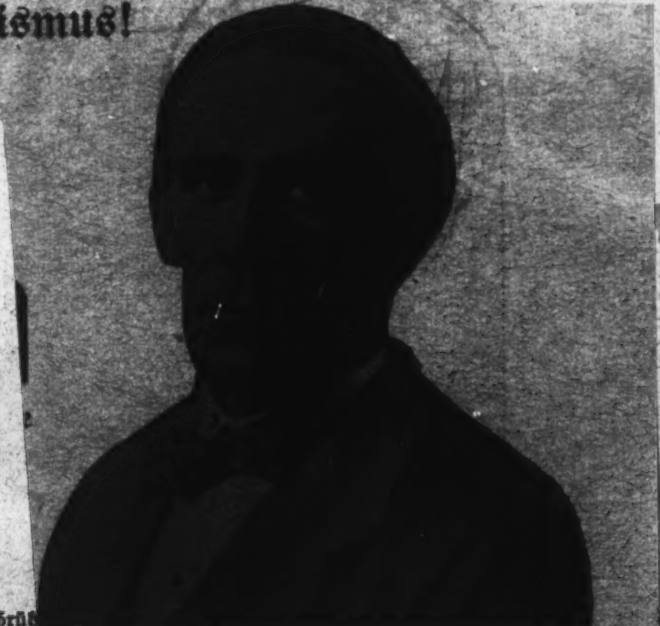
will im Bilde zeigen,

was das deutsche Volk nach dem Kriege dank der Vorherrschaft des Marxismus und des Zentrums hat erleiden müssen. Fast muten die Bilder des ersten Teils heute schon wie ein böser Traum an, und doch waren die Tatsachen bittere Wirklichkeit, die aber nicht vergessen sein soll! Ein großes Erwachen geht heute durch die deutsche Nation. Was sie fordert und durchsetzen wird, zeigt der zweite Teil dieser Bilderreihe.

„Wenn das nicht Deutschlands Erhebung ist,
wird keine mehr kommen!“

(Hitler)

Kulturbolschewismus!



Verlag August Grü ... -Druck Willy Simon, F

Professor Gumbel über die Gefallenen:
„Sie fielen auf dem Felde der Unehre“

28. JUL. 1932

Neckar Zeitung, Heilbronn

Die Tübinger Studenten gegen Prof. Gumbel.

Tübingen, 27. Juli. In der Vollversammlung der Tübinger Studentenschaft wurde eine Erklärung zum Falle Gumbel-Heidelberg beschlossen. In der Erklärung heißt es u. a.:

„Der Tübinger Studentenschaft ist es völlig unverständlich, daß akademische Behörden von der Studentenschaft einem Mann wie Gumbel gegenüber dieselbe Achtung verlangen, wie von anderen deutschen Dozenten. Sie fordert daher ihre Heidelberger Kommilitonen auf, den Kampf gegen Gumbel, den Kampf für die Säuberung deutscher Universitäten von undeutschen Elementen nicht aufzugeben."

Es folgten die Berichte der Aemter. Der Haushaltsplan für das nächste Semester fand volle Zustimmung. Zum Schluß entwickelte sich noch eine Debatte über einen Aufsatz in der letzten Nummer der Hochschulzeitung.

AUSSCHNITT VOM: 28. JUL. 1932

Süddeutsche Zeitung, Stuttgart

Tübinger Studenten gegen Gumbel

Eine Entschließung der Vollversammlung

⊙ Tübingen, 28. Juli.

In der gestrigen Vollversammlung der Tübinger Studentenschaft wurde eine Erklärung zum Falle Gumbel-Heidelberg beschlossen. In der Erklärung heißt es u. a.: „Der Tübinger Studentenschaft ist es völlig unverständlich, daß akademische Behörden von der Studentenschaft einem Mann wie Gumbel gegenüber dieselbe Achtung verlangen, wie vor anderen deutschen Dozenten. Sie fordert daher ihre Heidelberger Kommilitonen auf, den Kampf gegen Gumbel, den Kampf für die Säuberung deutscher Universitäten von undeutschen Elementen nicht aufzugeben." Es folgten die Berichte der Aemter. Der Haushaltsplan für das nächste Semester fand volle Zustimmung. Zum Schluß entwickelte sich noch eine Debatte über einen Aufsatz in der letzten Nummer der Hochschulzeitung.

AUSSCHNITT VOM: 30. JUL. 1932

Lübecker General-Anzeiger, Lübeck

Wahlversammlung der NSDAP. im Hindenburghaus.

Im überfüllten großen Saal des Hindenburghauses sprach gestern abend das Mitglied der nationalsozialistischen Bürgerschaftsfraktion Bannemann zu dem Thema: „Der Dank des Vaterlandes ist Euch gewiß!".

Er betonte einleitend, daß die gleichen Parteien, die das Wort geprägt hätten „Ich kenne kein Vaterland, das Deutschland heißt!" und die immer nur die Klasse, den internationalen Standpunkt voranstellten, nach dem 9. November 1918 die Kriegsbeschädigten, Kriegshinterbliebenen und Rentner den Armenbehörden des Systems von Weimar überlieferten. Die SPD. habe das Volk 14 Jahre lang betrogen und dann, als ihre Machtposition ins Wanken geriet, das Kabinett Brüning immer wieder toleriert, weil sie verhindern wollte, daß die NSDAP. die Macht übernähme. Sozialdemokratische Professoren hätten unsere Gefallenen schamlos beleidigt und verhöhnt. So habe Prof. Kumpel einmal gesagt: Die 2 Millionen deutschen Toten des Weltkrieges sind auf dem Felde der Unehre gefallen.

Generalanzeiger Dortmund, Dortmund

Justiz im Dritten Reich

Von

Hellmut von Gerlach

„Gerechtigkeit erhöht ein Volk", sagt die Bibel,
und Leitmotiv für die innere Politik im alten Rom
war der Satz: „Gerechtigkeit ist die Grundlage der
Staaten."

Kein moderner Staat hat sein Gerichtswesen so
vollkommen diesen Grundsätzen angepaßt wie
England. Ständig kann man die englische Presse
aller Richtungen verfolgen, nie wird man die Be-
schuldigung der Ungerechtigkeit gegen einen Richter
finden. Natürlich gibt es auch in England Justiz-
irrtümer. Richter sind auch bloß Menschen. Aber
der englische Richter, der immer als Einzelrichter
fungiert, um seine Verantwortung voll zu betonen,
und der die höchstbezahlte Beamtenkategorie dar-
stellt, ist der hervorragendste Repräsentant der
Unparteilichkeit, der in dieser unvollkommenen
Menschheit überhaupt denkbar ist. Um ihn selbst
vor dem Schein der Parteilichkeit zu bewahren, ist
der englische Richter nicht wählbar für das Par-
lament. Die Tradition verbietet ihm, sich in Partei-
kämpfe einzumischen.

Die deutschen Richter waren um die
Mitte des vorigen Jahrhunderts fast durchweg
liberal oder demokratisch eingestellt. Weil sie oft
nicht nach den Wünschen Bismarcks Recht sprachen,
hatte dieser eine wahre Wut auf den „fortschritt-
lichen Kreisrichter."

Nach 1870 wurde das ziemlich rasch anders. Wie
fast das gesamte Bürgertum unterlag auch der
Richterstand der Erfolgshypnose, die von Bismarck
ausging. Die große Mehrzahl der Richter wurde
nationalliberal oder gar konservativ, zu blinden
Bismarck-Anhängern. Unwillkürlich wurde ihre
Rechtsprechung davon beeinflußt. Namentlich der
immer stärker werdenden Arbeiterbewegung stan-
den sie verständnislos gegenüber. Bismarck konnte
an ihren Urteilen fast immer seine Freude haben.

So blieb es auch unter Wilhelm II. Ja, es
wurde noch schlimmer. Die Klagen über Klassen-
justiz verschwanden nicht von der Tagesordnung.
Die politische Justiz, z. B. in Majestätsbeleidi-
gungsverfahren, war objektiv von schreiender Un-
gerechtigkeit.

Als 1918 die Republik proklamiert
wurde, blieb das Richterpersonal un-
verändert. Die Republikaner scheuten sich, den
Grundsatz von der Unabsetzbarkeit der Richter an-
zutasten. Die sehr große Mehrheit der Richter
dachte nicht daran, sich zur neuen Staatsordnung
zu bekehren. Sie sehnte sich nach der alten Ord-
nung zurück. Das merkte man deutlich an ihrer
Rechtsprechung. Natürlich begingen sie nicht ab-
sichtlich Ungerechtigkeiten. Niemand wird behaup-
ten wollen, daß es bei uns bewußt rechtsbrecherische
Richter gebe. Aber sie konnten nicht aus ihrer
reaktionären Haut heraus. Es ging ihnen wie
Herrn von Papen mit seiner Rundfunkrede, in
der er nur von den Gewalttaten der Kommunisten
sprach, aber von den viel zahlreicheren der Natio-
nalsozialisten nichts zu wissen schien. Ihre Augen
waren getrübt. Was ihnen bei Linksleuten wie
eine rohe, mit den schärfsten Strafen zu sühnende
Untat vorkam, das wurde bei den nationalsozialisti-
schen Verbrechern vergoldet von dem romantischen
Nimbus einer, in ihren Mitteln allerdings fehl-
gehenden Vaterlandsliebe und Deutschgesinnung.

Wer authentisches Material zur Erhärtung
dieser These wünscht, braucht nur Prof. Gumbels
Buch „Acht Jahre politischer Mord" sich anzusehen.
Da wird er finden, daß von 1918 bis 1922 nicht
weniger als 354 politische Morde von rechts began-
gen worden sind. Sie wurden gesühnt mit ins-
gesamt 90 Jahren Einsperrung und einer lebens-
länglichen Haft (für den Grafen Arco, den Mörder
Kurt Eisners, der übrigens nach fünf Jahren be-
gnadigt wurde). Diesen 354 politischen Morden
von rechts standen 22 von links gegenüber, die mit
zehn Erschießungen, drei Verurteilungen zu lebens-
länglichem Zuchthaus und eine 249 Jahren Ein-
sperrung gesühnt worden sind.

Im letzten Heft des „Tagebuch" hat Professor M. J. Bonn einen Artikel über „Die intellektuelle Jugend" veröffentlicht. Das Resultat, zu dem er kommt, ist wohl unangreifbar: die intellektuelle Jugend verneint den Geist. Sie sucht die Barbarei nicht durch Bildung, sondern durch grundsätzliche Verneinung der Bildung zu überwinden. Nicht mehr ersinnt der Verstand Ziele, Zwecke und Mittel. An seine Stelle ist ein Glaube getreten, dessen Lehrsätze an die heidnische Vorstellung einer auf Blutsgemeinschaft aufgebauten Standesreligion anklingen. Dieser Feststellung ist weder etwas fortzunehmen, noch hinzuzufügen. Aber vor dieser Feststellung erhebt sich die Frage, die Bonn nicht stellt: wie ist es möglich, daß die intellektuelle Jugend den Geist verneint? Nur kurz weist Herr Professor Bonn auf „die Schicht der akademisch Gebildeten" als „Muttergehäuse" der großen Masse der Gebildeten hin. Vielleicht kommt man deshalb an das Problem der intellektuellen Jugend ziemlich dicht heran, wenn man einmal dies „Muttergehäuse" untersucht. Wenn man sich einmal die akademische Bildung ansieht. Wenn man einmal fragt, welche Schuld hat der deutsche Student, welche Schuld hat der Lehrer dieses Studenten an der Tatsache, daß die heutige intellektuelle Jugend den Geist verneint.

Eine wahre Geschichte

Es war einmal ein junger deutscher Professor. Der wurde eines Tages an eine berühmte Universität Mitteldeutschlands berufen. Sein Vorgänger hatte ihn den Studenten empfohlen, und so wurde er glänzend aufgenommen; man brachte ihm sogar vor seinem Hause eine öffentliche Huldigung dar.

Der Professor hatte immer gehört, daß die Studenten dieser Universität tadellose Burschen seien. Zunächst hatte er wenig Gelegenheit, Leben und Treiben der Stadt zu beobachten; denn er wohnte in einer abgelegenen Vorstadt und kam nur einmal, früh morgens, zum Kolleg in die Stadt. Trotz seiner Abgeschiedenheit drangen aber auch zu ihm allmählich Klagen über studentische Roheiten und Zügellosigkeiten. Er erfuhr, daß die Quelle aller dieser Krawalle drei Studenten-Orden seien.

Inzwischen hatte der Professor mit einer Reihe von Studenten Kontakt bekommen. Dank der Suggestivität seines vorbildlichen Charakters hatte er bald einige seiner Schüler von den schädlichen Einflüssen dieser Verbindungen überzeugt. Anderen, die durch moralische Argumente nicht zu gewinnen waren, teilte er mit, daß höhererseits ernsthafte Untersuchungen gegen sie geplant würden. Durch dieses oder jenes Motiv veranlaßt, erschienen eines Morgens Abgeordnete der Orden auf dem Zimmer des Professors, um ihm ihren Eid des Verzichts auf die Orden anzubieten. Der Professor wies die Studenten an die zuständigen Stellen und versprach ihnen seine Vermittlung.

Tagebuch 30.7.32

Mit dieser Vermittlung geriet er nun in ebenso komplizierte, wie alberne Kompetenzfragen. Akademischer Senat oder höhere Stelle? Prorektor oder der Geheimrat der vorgesetzten Behörde? Dieser Professor hatte bereits die schwierigsten Probleme der abstraktesten Wissenschaften aufs Genialste gelöst — die Lösung dieses Kompetenzproblems zur Zufriedenheit des Professorenklüngels glückte ihm nicht. Dankten ihm nun wenigstens seine Kollegen, daß ihm gelungen war, wozu sie weder den Mut, noch die moralische Autorität besaßen: die Zähmung der Studenten-Barbarei? Keine Spur! Sie verwickelten ihn in einen Streit über den Geschäftsgang, den innezuhalten er angeblich versäumt hatte. Das war *ihr* Beitrag zur Erziehung der Studenten. Denn was spielen auch die „harmlosen" Studentenflegeleien für eine Rolle im Verhältnis zu einem Professor, der nicht einmal die Grenzlinie zwischen der Zuständigkeit der Universität und der Zuständigkeit des übergeordneten Ministeriums einzuhalten weiß?

Endlich war die Vermittlung des Professors so weit gediehen, daß die feierliche Auflösung der Orden vor der für diese Feierlichkeit zuständigen Kommission vor sich gehen konnte. Da trat der dritte Orden von seinem Versprechen zurück. Er verbreitete: uns Studenten droht gar keine Gefahr; die ganze Geschichte ist nichts als eine Wichtigtuerei des Professors; offenbar will er sich bei seinen Vorgesetzten beliebt machen. In diesem Stile hetzte man mit Hingebung. Die anderen beiden Orden aber legten auch weiterhin die Angelegenheit vertrauensvoll in die Hände des Professors. Mit Recht; denn er war ein Mann, von dem wir den charakteristischen Ausspruch kennen: ich werde „selbst zur Erlösung des Menschengeschlechts nicht mein Wort brechen". Der dritte Orden aber entschied sich für die ultima ratio studiosorum: fünf frisch-frei-fröhliche Universitätshelden stürmten eines Nachts, um zwei Uhr, das Haus des Professors, und warfen, da sie nicht eindringen konnten, wenigstens die Fensterscheiben ein. Wie wurden diese Studenten bestraft? In der „Rechenschaft an das Publikum", die der Professor später verfaßte, aber auf Bitten hoher Persönlichkeiten nicht veröffentlichte, heißt es: „Es sind über diesen Vorfall Untersuchungen angestellt worden, aber es hat nichts ausgemittelt werden können." Dagegen hatte seine Vermittlung zwischen den beiden ersten Orden und den Behörden einen vollen, glänzenden Erfolg; die zwei Orden wurden straflos aufgelöst. „Gegen den dritten Orden wurde damals nichts unternommen."

Der Professor, der nicht im Interesse der Behörden (als ihr Büttel), sondern im Interesse der Studenten (als Erzieher der Führer des Volks) die Organisationen studentischer Barbarei bekämpft hatte, nahm seine öffentlichen Vorlesungen, große erzieherische Kollegs, zum Anlaß, noch einmal die Studenten zu belehren. Er vermied hierbei alle konkreten Details, alle gehässigen Anzüglichkeiten auf den aktuellen Vorfall — er suchte nur, mit gütig-

Tr[illegible] 10.7.32

belehrender Eindringlichkeit die Aufgabe des Studenten innerhalb der Gemeinschaft klarzustellen. Da wurde am dritten Sonntag, an dem er über das Thema sprach, seine Frau beim Verlassen seines Kollegs auf der Straße angepöbelt; sein Haus wurde attakiert. Wie verhielten sich seine Kollegen dazu? Trafen sie, als die Studenten ihre Maßnahmen gegen den Professor mit frechem Maul ankündigten, Vorsichtsmaßregeln zum Schutz des Besten unter ihnen? Sie werden in völliger Sicherheit sein — versicherte ihm der akademische Senat. Sie brauchen gar keine Vorkehrungen zu treffen — beruhigten ihn die Ungefährdeten. Als dann der Studentenpöbel kam, wartete der schutzlose Professor vergeblich. Aus seinem Bericht: „Durch die angestellte Untersuchung wurde auch nichts entdeckt."

Wie rechtfertigten die Hüter der Universität ihre Blamage? Sie machten ihrem „unerfahrenen" Kollegen wohlwollende Vorwürfe. Auf Universitäten sei es eben nicht anders. Er werde sich schon sachte an den Studententerror gewöhnen müssen. Das Klügste sei, von diesen Bagatellen nicht soviel Aufhebens zu machen. Man müsse über sie spaßen, dann unterblieben sie am ehesten. Was für ein dummer Professor war doch dieser Professor! Er regte sich darüber auf, daß die Herren Studiosi weder seine Frau noch sein Haus respektierten. Der Herr Professor hatte wirklich noch nicht viel Universitätserfahrung. Wo es doch „das ehrenvollste Zeugnis für die Rechtschaffenheit eines Professors" sei, wenn ihm die Fenster oft eingeschlagen würden.

Dieser dickköpfige Professor war leider unbelehrbar. Er bildete sich nach wie vor ein, daß er vom Staat bezahlt würde, um die Studenten zu erziehen — nicht, um vor den Studenten zu kriechen. So kündigte er denn an, daß er beim nächsten Angriff sich selbst verteidigen werde. Das wurde dem akademischen Senat dann doch zu bunt. Er fand in einem Brief an den Professor die Energie, die ihn vor den Studenten immer verließ: der Professor möchte sich alles dessen enthalten, was die Verbitterung unterhielte. Bitte um Schutz? Zuständigkeitshalber an die vorgesetzte Behörde. Und der Professor berichtet: „Es wurden übrigens über das Vorgefallene Untersuchungen angestellt, wie vorher, und nichts ausgemittelt, auch wie vorher."

Die Barbarei hatte gesiegt. Ort der Siegesfeier: vor des Professors Haus. Zeit der Siegesfeier: nachts zwei Uhr. Die Szene der Siegesfeier: große Mauersteine werden zerschlagen; man versucht das Hoftor des Professors zu erbrechen. Der Professor ruft: „Wer mir etwas zu sagen hat, komme morgen am Tage." Was die Studenten ihm zu sagen hatten, ließ sich jedoch nachts, zwei Uhr, am besten sagen. Sie suchten aus dem Bach, der durch die Straße floß, kleine Steine; zertepperten mit ihnen die Fenster; und pöbelten wie „Fischweiber". Sie riefen zum Wirt hinauf: „Laß ihn ausziehen, er muß ausziehen; solange du ihn im Hause hast, sollst du nie eine ganze Scheibe haben." Der Professor aber, der größte

und aufopferndste Erzieher, den die Geschichte der Deutschen kennt, zog dies Fazit: „Wenigstens entsteht aus diesem allem das Gute, daß ich nicht mehr mein Herz an das Projekt hänge, aus diesen rohen Menschen etwas machen zu wollen, meinen Stiefel schlecht und recht hin lehren werde."

Und die Moral von der Geschicht?

Unser Professor zog sie so: „Gott mag es denen, die durch eine lange Praxis sie diese Grundsätze gelehrt haben, vergeben; ich kann es ihnen nicht vergeben." Wir alle können es Generationen von Hochschullehrern nicht vergeben, daß sie die Studenten nicht erzogen haben. Nicht die Studenten, die Professoren sind schuldig. Nicht die (gern zitierte) allgemeine Politisierung, nicht die (noch lieber zitierte) Wirtschaftskrise, sondern die traditionelle Barbarei der Studentenschaft — von Hochschullehrern gehegt und gepflegt, im besten Falle nicht bekämpft — ist verantwortlich dafür zu machen, daß die Hochschulen heute wilde Rummelplätze sind; daß die intellektuelle Jugend heute, wie der Hochschullehrer Bonn schreibt, den Geist verneint.

Nicht der Fall Theodor Lessing, nicht der Fall Dehn, nicht der Fall Gumbel, nicht der Fall Feiler ist hier als klassische Szene von Studenten-Barbarei und kläglicher Professoren-Hilflosigkeit dargestellt worden. Sondern mit Absicht ein Fall, dessen Märtyrer kein „Kulturbolschewist" ist, ein Mann vielmehr, dessen rassische Reinheit, dessen Patriotismus, dessen Lauterkeit nicht umstritten werden kann. *Professor Fichte* war es, der in Jena 1795 den Ahnen der heutigen Stehkonventler zum Opfer fiel. Professor Fichte war es, der vor 137 Jahren erkannte, wo der Universitätshund begraben liegt. Wo denn? Bei den Studenten? Nein! „Der Studierende ist, wie jeder Jüngling, ebenso leicht zum Guten zu bringen, wie zum Bösen. Nur muß man die vergängliche Aufwallung auf der Stelle nutzen und den entgegengesetzten Einflüssen nicht Zeit lassen, sie umzustimmen." Was eine moralische Autorität bei jungen Menschen vermag, hat Fichte bewiesen; aber sein Schicksal hat auch bewiesen, wie wenig ein Einzelner vermag: inmitten einer Professorenschaft, deren Geist sich seit Fichtes Zeiten kaum verändert hat. Fichte unterlag denen, die meinten: die jungen Leute müssen sich austoben — und hinter dieser scheinliberalen Phrase ihren Mangel an einem Menschenideal, ihren Mangel an erzieherischer Potenz, ihre Feigheit vor dem Kunden Student versteckten. Die Folge: daß heute im Bereich der deutschen Universitäten nicht eine einzige moralisch-autoritative Persönlichkeit von deutschem Ruf existiert. Oder wo ist heute auch nur der Mut zur Unpopularität, der den rasenden Studenten die Wahrheit geigte? Und würde ihn selbst ein Professor aufbringen — Generationen von Studenten ist nicht ungestraft eingeimpft worden, daß sie über der Gesellschaft stehen als ihre Crême.

Gewiß, die heutige Lage der Studentenschaft hat viele Wurzeln: die entsetzliche wirtschaftliche Not der meisten Studenten; die Überfüllung der Universitäten, die aus den Kollegs Massenansammlungen macht; die politische Zerklüftung des Volks, die sich hier deutlich abspiegelt; der Siegeszug der Irrlehren von der Minderwertigkeit der Vernunft und der Hochwertigkeit des rauschhaften Spektakels — der auch vor der Hochburg wissenschaftlichen Denkens nicht Halt macht. Alle diese schwerwiegenden Tatsachen erklären aber immer noch nicht, weshalb an den Stätten der hohen Schulen genau ebenso phrasenhaft, genau ebenso hysterisch gekämpft wird, wie in den Destillen des Landes. Diese Erklärung lautet: weil Generationen von Hochschullehrern ihren Kotau gemacht haben vor Kneipen-Besoffenheit, Wirtinnen-Verse und der Arroganz derer, die vor ihren Mitmenschen das Glück hatten, auf Kosten dieser Mitmenschen die Universität besuchen zu dürfen. Die Studentenherrlichkeit war immer nur der Mangel an Verantwortlichkeit gegenüber der Gemeinschaft. Gibt es heute keinen Hochschullehrer, der einmal diese Zusammenhänge den randalierenden Studenten klarmacht, statt gefügig ihre Bedingungen entgegenzunehmen? Wer das tun würde, Herr Professor Bonn, würde sich das größte Verdienst erwerben um eine intellektuelle Jugend, die *noch* den Geist verneint. Solange noch, wie auch ihr Lehrer den Geist verneint.

29. 7. 32.

Neuere Entwicklung des Falles Gumbel

Wie lange noch Duldung studentischer Nazi-Terrors?

... Grund der Behauptung von drei national-...listischen Studenten ist bekanntlich von der ...versität Heidelberg ein Disziplinarverfahren ...en Professor Gumbel eingeleitet worden. Nach ... zu Grunde liegenden Verordnung vom 18. 1. 21 ...n sein Ende nur Einstellung des Verfahrens ...r Entziehung der Lehrberechtigung sein. Letztere ...tscheidung setzt voraus, daß der betreffende ...zent „sich durch sein Verhalten in oder außer ...nem Beruf der Achtung und des Vertrauens, ... seine Stellung erfordert, unwürdig erweist."

Der von der Universität eingesetzte Unter...chungsausschuß hat nunmehr seine Vernehmun...n beendet und hat an Fakultät und Senat zu ...richten. Doch wird der Inhalt seines Gutachtens, ...lches materiell die Entscheidung von Fakultät ...d Senat bereits präjudiziert, entsprechend der ...mlich lückenhaft und nicht den modernen Rechts...rantien entsprechend formulierten Verordnung ...n Angeschuldigten nicht bekanntgegeben. Falls ...kultät und Senat übereinstimmend den Entzug ...r Lehrberechtigung fordern, entscheidet das Mini...rium; falls keine Uebereinstimmung erzielt wird, ...rd das Verfahren eingestellt.

Gleichzeitig mit dem Antrag auf Einleitung ...nes Verfahrens gegen Gumbel hatte die Fakultät ...n Disziplinarverfahren gegen die drei Studenten ...egen Beleidigung dieses Dozenten beantragt. Doch ...urde merkwürdigerweise zunächst das Verfahren ...gen Gumbel durchgeführt und erst nach seinem ...rgebnis soll gegen die drei Studenten, welche ...r als Zeugen figurieren, eingeschritten werden. ...on dieser Geduld gegen die nationalsozialistischen ...tudenten und Ungeduld gegen Gumbel hat die ...niversität ja bereits in den letzten Jahren ...nügend Beweise gegeben.

Die Verhandlungen des Untersuchungsaus...usses haben streng vertraulich stattgefunden. ...och kann man aus der lokalen Pressepolemik mit ...bsoluter Klarheit entnehmen, daß die Aussagen ...r drei nationalsozialistischen Studenten, welche ...n inkriminierten Ausdruck wörtlich gehört haben ...ollen, in unlöslichem Widerspruch zu den Aus...gen aller anderen Zeugen von verschiedenen ...arteirichtungen stehen, welche die von den Natio...alsozialisten behauptete Form des Ausspruchs ...achdrücklich bestreiten und seinen Inhalt als ...öllig harmlos und zulässig bezeichnen.

Der Hauptzeuge der Nationalsozialisten ist ein ...tudent, der bereits bei den Unruhen im Winter...emester 1930/31 eine führende Rolle spielte, als ...umbel nach vorheriger Anhörung der Fakultät ...om Kultusminister den Professortitel erhielt. Be...eichnend für die Ueberheblichkeit dieses Fanatikers ...t die Tatsache, daß er bei einer von den national...ozialistischen Studenten, der sogenannten Deut...chen Studentenschaft und der Stahlhelm-Hochschul...ruppe veranstalteten öffentlichen Protestversamm...ung behauptete, im Auftrag" der Universität zu ...prechen. In dem Bericht des Heidelberger natio...nalsozialistischen Blattes „Die Volksgemeinschaft" vom 25. 6. 32 über diese Versammlung, — einem Bericht, der wohl als authentisch bezeichnet werden ...arf — heißt es:

„Die Studentenvertreter cand. jur. Himmel und cand. jur. Scherberger gaben dann der Empörung der Studentenschaft Ausdruck ...."

Nach unzweideutigen Drohungen gegen die Universität heißt es weiter:

„Die Studentenschaft und mit ihr die Bevölkerung Heidelbergs wird nicht eher ruhen, bis Gumbel, dieser Schandfleck einer deutschen Universität, entfernt ist und sein Kopf rollen wird (legal natürlich). Mit ihm fällt ein Kopf des Systems. Stürmischer Beifall der Versammelten wurde den studentischen Rednern zuteil."

Obwohl die Studenten sich zudem in provokatorischer Weise über die Möglichkeit eines Disziplinarverfahrens lustig machten, ist in der Oeffentlichkeit nichts von einem Verfahren gegen sie bekannt geworden. Kann man sich einen ärgeren Verstoß gegen die akademische Ordnung vorstellen, als wenn Studenten offen zur Ermordung eines Dozenten auffordern? Die Universität beschränkte sich bezeichnenderweise darauf zu erklären, daß solche Erörterungen in der Oeffentlichkeit keinen Einfluß auf das Verfahren hätten. Das sehr maßgebliche Heidelberger Zentrumsblatt, der „Pfälzer Bote", schreibt zu der gleichen Veranstaltung:

„Wie hat einer der Redner gesagt? So ungefähr: Die badische Regierung, die Gumbel solange an der Universität wirken ließ, hat dies eben nur deshalb getan, weil sie des gleichen Geistes wie Gumbel ist. Man wollte damit zweifellos die Regierung beleidigen und verlangt nun von der gleichen Regierung, daß sie Gumbel fortweist? Wir hoffen, daß sich die Herrschaften ganz gehörig täuschen!"

Mit anerkennenswerter Offenheit wurde in der Versammlung betont, daß der Kampf nicht gegen Gumbel, sondern **gegen alle Gumbels** an deutschen Universitäten gehe. Als Beweis dafür kann auch der Kampf des mit dem Heidelberger Studenten eng verbundenen nationalsozialistischen Blattes gelten, welches einem so anerkannten und unangreifbaren Gelehrten wie **Anschütz** in unverblümter Weise vorwirft, daß er seine wissenschaftliche Ueberzeugung nach der klingenden Bezahlung richtet.

Die Krawalle, die in den letzten Jahren in fast allen deutschen Hochschulen stattfinden — (wir denken an die Angriffe gegen **Baumgarten** in Kiel, **Lessing** in Hannover, **Dehn** in Halle, **Feiler** in Königsberg, **Nawiasky** in München) Gelehrte von ganz verschiedener Weltauffassung und politischer Einstellung, die Unruhen in Frankfurt und Berlin) — beweisen, daß solche Vorstöße der Nationalsozialisten nicht etwa an die Person Gumbels gebunden sind. Sie beweisen ferner, daß die Ruhe der Universität nur durch eine feste, unnachgiebige Haltung der Behörden gesichert werden kann.

Somit stehen Fakultät und Senat vor einer schwierigen Entscheidung. Keineswegs würde der Friede der Universität durch eine Entfernung Gumbels gesichert sein. Denn nachher würde sich der Vormarsch gegen den nächsten richten. Es steht also zu hoffen, daß die Universität vor dem Terror der Straße nicht zurückweichen wird. Sollte selbst dies der Fall sein, so würde der Minister eine solche Entscheidung sicher korrigieren müssen.

D.A.D. 16.7.32

Prof. **Gumbel**-Heidelberg hat eine Einladung erhalten, an der Pariser Universität im kommenden Winter 6 Gastvorlesungen zu halten.

Gerechtigkeit – auch für Gumbel

Pfälzer Bote 1. 8. 32

Einige notwendige, sachliche Feststellungen.

In der letzten Nummer des Heidelberger Studenten hält es die Deutsche Studentenschaft Heidelberg für angebracht, sehr energisch den Kultusminister darauf aufmerksam zu machen, daß der Fall Gumbel sofort erledigt werden müsse. Es heißt dort:

„Trotz des schwebenden Verfahrens hat Dr. Gumbel seine Vorlesungen weitergehalten. Die Erregung ist in der Studentenschaft ungeheuer. Wir bitten um umgehende Mitteilung, ohne damit in das Verfahren einzugreifen, wie der Fall Gumbel steht. Wir verlangen im Interesse der Ruhe und Aufrechterhaltung der Ordnung in der Universität die sofortige Beendigung des Verfahrens und den Urteilsspruch durch den Herrn Kultusminister. **Wir dulden eine Verschiebung in die Semesterferien nicht!“**

An einer anderen Stelle:

„Unser Kampf gegen Dr. Gumbel ist eine deutsche Sache, die mit Parteipolitik nichts zu tun hat.“

Trotz dieses letzten Satzes riecht die Sache eben doch stark nach Parteipolitik. Wenn man auch den Fall Gumbel mit Gewalt zu einer „Sache der Heidelberger Bürgerschaft“ machen will, er bleibt doch immer nur verständlich, wenn man die Sturheit der sogenannten „Nationalen“ und ihren Haß gegen Dr. Gumbel kennt.

Unserer Ansicht nach ist es eine unerhörte Anmaßung, wenn politisch verhetzte Studenten in einem Ton mit dem Ministerium reden, der, wie aus anderen Auslassungen hervorgeht, schon mehr einer versteckten Drohung gleicht.

Um allen Mißverständnissen vorzubeugen: **Der Fall Gumbel hat für uns mit der Person Gumbels oder seiner Meinung gar nichts zu tun.** Er ist vielmehr nur die Heidelberger Schattierung der Vorgänge, die sich gleichzeitig und in höchst abschreckender Weise an den Universitäten Leipzig, Frankfurt a. M., Berlin und Freiburg abgespielt haben. Trotzdem liegt der Anspruch der Nationalsozialisten auf Alleinherrschaft über die Universitäten zugrunde.

Auch die Studenten selbst haben in aller Oeffentlichkeit gesagt, daß es sich um die Gumbel's handle. Wer ein solcher ist, das zu bestimmen liegt vollkommen in der Willkür der Nationalsozialisten, wie die Angriffe gegen den der Bayerischen Volkspartei nahestehenden Prof. Nawiasky in München und den orthodox protestantischen Prof. Dehn in Halle gezeigt haben. Die Heidelberger Nationalsozialisten haben nicht einmal davor zurückgeschreckt, einem so allgemein anerkannten Mann wie Anschütz vorzuwerfen, daß er käuflich sei.

Wegen dieser allgemeinen Grundlage verdient der sogenannte Fall Gumbel auch vom katholischen Standpunkt aus eine besondere Betrachtung. Allgemein gilt der Satz: bei Ausschlußverfahren weiß man zwar, wann und bei wem sie anfangen, aber nicht, bei wem sie enden.

Wenn ein solcher Präzedenzfall geschaffen, wird in einem neuen „Kulturkampf“ auch die Position der Katholiken an den Universitäten bedroht sein.

Demgegenüber ist die Tatsache, daß Gumbel weder Katholik noch dem Zentrum angehört, bedeutungslos. Es wird ihm vorgeworfen, daß er Pazifist sei. Wir stehen zwar nicht auf seinem Boden, aber ein Katholik kann sehr wohl Pazifist sein. So sind P. Stratmann und Prof. Keller in Freiburg führende Männer in der deutschen Friedensbewegung. Die warnende Stimme des Papstes während des Krieges und sein Wort von der „inutiles clades“, der „sinnlosen Schlächterei“ ist in uns allen lebendig.

Hinzu kommt jedoch als entscheidender Grund in dieser Hetze daß Gumbel wie kein anderer an der Bekämpfung der politischen Morde gearbeitet hat. Seine diesbezüglichen früheren Schriften sind seinerzeit vom Reichsjustizminister bestätigt worden. Da aber der politische Mord – neben der Lüge – ein hervorragendes Kampfmittel der Nationalsozialisten ist, was wir gerade jetzt, wo wir in Wahlzeiten und in einem verkappten Bürgerkrieg stehen, alle schaudernd erleben müssen, ist der Haß der Nationalsozialisten gegen Gumbel vollkommen erklärlich. Um so größer ist die Pflicht, diesen Mann gegen den Ansturm der Nationalsozialisten, denen jedes Mittel im Kampf recht ist, gerecht zu beurteilen. Was die nationalsozialistischen Studenten gegen ihn vorbringen, ist nur als Ausfluß des Fanatismus zu werten. Zu der inkriminierten Aeußerung hier Stellung zu nehmen, ist unnötig. Das deutsche Reich hat den Kellogg-Pakt unterschrieben und damit den Krieg geächtet. Somit besteht für keinen Deutschen, auch für keinen Universitätsprofessor eine Verpflichtung, den Krieg zu verherrlichen. Man kann den Krieg verabscheuen und doch die Gefallenen ehren. Damit fallen die ganzen Vorwürfe gegen Gumbel in sich zusammen.

In seinem Fach der mathematischen Statistik ist Gumbel eine international anerkannte Persönlichkeit. Die Universität Paris hat ihn als einen der ersten Deutschen eingeladen. Es scheint uns unmöglich, daß ein Mann, der die deutsche Wissenschaft in Frankreich vertreten darf, vom Kultusminister nicht gegen die Angriffe von fanatischen, unreifen Studenten geschützt wird.

Heidelberger Tageblatt
Hauptanzeigenblatt
Nordbadischer Familienanzeiger
Ausschnitt aus der Nummer vom 1. AUG. 1932

Gericht über Studenten

Die Verhandlung vor dem Disziplinargericht. — Das Urteil

§ **Heidelberg**, 30. Juli. In Anwesenheit von ungefähr 400 Zuhörern, vornehmlich Studierenden, tagte am Samstag in der Aula des alten Universitätsgebäudes das Disziplinargericht der Universität. Den Vorsitz führte der Rektor Professor Dr. Erdmannsdörffer. Als Beisitzer fungierten: Prof. Engelhardt, Prof. Anschütz, Prof. Dibelius, Prof. Jaspers, sowie die Studierenden Weinert und Fischer.

Der 24 Jahre alte Student der Medizin Gustav Adolf Scheel, der 23 Jahre alte Philologiestudent Ernst Bayer, der 24 Jahre alte Theologiestudent Fritz Sturm, der 24 Jahre alte Stud. der Rechte Fred Himmel und der 19 Jahre alte Student der Rechte Heinrich Mädler erschienen nach der Anklage hinreichend verdächtig, Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben.

Nach der Feststellung der Personalien übergab der Vorsitzende die

Verhandlungsleitung an Prof. Engelhardt.

Den Beschuldigten Scheel und Bayer wurde vorgeworfen, daß sie als Einberufer der Protestkundgebung auf Plakaten Prof. Gumbel als „Schänder deutscher Ehre“ bezeichnet hätten, der „ungestraft“ am 27. Mai das deutsche Kriegerdenkmal habe mit einer Kohlrübe vergleichen dürfen. Scheel erklärte, daß er den Ausdruck „Schänder deutscher Ehre“ aus Ueberzeugung gebraucht habe. Das Wort „ungestraft“ habe er für zulässig gehalten, da Prof. Gumbel immer noch im Amt gewesen sei und weiter gelesen habe. Auf den Einwand von Prof. Engelhardt, daß die Suspendierung eines Dozenten nur möglich sei, wenn durch das weitere Amtieren eine ernstliche Störung der akademischen Ordnung zu befürchten sei, wandte Scheel ein, daß der Engere Senat ursprünglich die Suspendierung Prof. Gumbels beabsichtigt habe. Im übrigen habe der Rektor das Wort vom „Schänder deutscher Ehre“ nicht beanstandet.

Ueber den Fall einer eventuellen Suspendierung gibt der § 6 der ministeriellen Verfügung vom 12. Januar 1921 Aufschluß. Dort heißt es: „In dringenden Fällen kann einem Dozenten für die Dauer eines gegen ihn eingeleiteten Untersuchungsverfahrens die Ausübung der Lehrtätigkeit auf Antrag der Fakultät mit Zustimmung des (Engeren) Senats durch das Unterrichtsministerium mit sofortiger Wirkung vorläufig untersagt werden. Wie uns bekannt wird, habe die Fakultät es abgelehnt, einen diesbezüglichen Antrag zu stellen, mit der Begründung, daß die Aeußerung von der Kohlrübe nicht öffentlich, sondern in einer geschlossenen Versammlung vor Gleichgesinnten gefallen sei. Trifft dies zu, dann war der Engere Senat nicht in der Lage, seine Zustimmung zu geben. Von dem Beschuldigten Bayer wurde der Ausdruck „ungestraft“ so aufgefaßt, daß jemand nicht bestraft sei, wenn er weiter in Amt und Würde bleibe. Das Disziplinargericht stellte sich auf den Standpunkt, daß durch dieses Wort der Eindruck erweckt worden sei, als ob die Universität nichts getan habe, obwohl bekannt

gewesen sei, daß sofort eine Untersuchung eingeleitet worden sei.

Dem Angeschuldigten Sturm wurde zur Last gelegt, daß er als verantwortlicher Schriftleiter des „Heidelberger Student" in Nr. 4 dieses Blattes die Einberufungserklärung (zur Protestkundgebung) mit der Wendung „Schänder deutscher Ehre" übernommen habe. Er betonte, daß in der Studentenschaft eine ungeheure Erregung geherrscht habe. Ihm selbst sei das Wort von der „Unehre" wieder in Erinnerung und endlich sei ihm wenige Tage vorher das Buch Gumbels: „Vier Jahre Mord" zu Händen gekommen. Himmel gab zu, in seiner Rede in der Stadthalle gesagt zu haben: „Wie das Verfahren gegen Gumbel auch ausgehen mag, sein Kopf wird rollen!" Dabei habe er aber nicht an eine Gewaltanwendung gedacht. Das sei gegenwärtig ein stehender Ausdruck, bei dem sich niemand etwas Schlimmes denke. Die Wendung sei schon oft gebraucht worden, ohne daß ein Staatsanwalt dagegen eingeschritten sei. Die Protestkundgebung sei nicht verboten worden. Im Nachsatz an die beanstandete Wendung habe er übrigens ausgeführt: „Nicht, wie man vielleicht meinen könnte, sondern legal." Dieses Vorbringen wurde später von Kriminalinspektor Weyrauch bestätigt. Die Zuhörer hätten bei beiden Stellen gelacht. Der Zeuge hielt die Bemerkung für harmlos.

In einem Flugblatt „Fort mit Gumbel!" waren mehrere „schwungvolle" Stellen, die sich gegen Gumbel und auch gegen die Universität richteten. Mädler war als Verantwortlicher beschuldigt. Er machte geltend, daß er einen Artikel für die „Volksgemeinschaft" unter der gleichen Spitzmarke geschrieben habe. Auf Verlangen habe er seine Zustimmung gegeben, daß der Artikel als Flugblatt erscheinen könne. Dann habe er aber später feststellen müssen, daß es nur stellenweise sein Artikel gewesen sei. Die scharfen Wendungen seien nicht von ihm gebraucht worden. Auf die Frage des Verhandlungsleiters erklärte Mädler, daß er das Konzept nicht mehr besitze. Es wurde ihm noch vorgehalten, daß er bei seiner Vernehmung durch den Staatsanwalt und die Polizei davon nichts gesagt habe. Ein Redakteur der „Volksgemeinschaft" bezeichnete sich als der Verfasser der inkriminierten Wendungen. Das Manuskript ist nicht mehr da. In einem Satz wurde der Name Emil Maier genannt, es sollte aber Adam Remmele heißen. Der als Zeuge in dieser Sache gehörte Student der Medizin Doerr war aufgeregt und machte unklare Aussagen, die Verwarnungen brachten. Zu einem Punkt verweigerte er die Aussagen. Auf ein Frage von Rechtsanwalt Leonhard bestätigte der Rektor, daß von ihm nur der Ausdruck „ungestraft" beanstandet worden sei. Dieses Wort wurde dann auf den Plakaten überklebt und im „Student" weggelassen.

Nach einer kurzen Pause ergriff

der Erste Staatsanwalt Heinsheimer

zu seinem einstündigen Plädoyer das Wort. Er beantragte gegen Scheel, Himmel, Bayer und Sturm einen Verweis. Das Vergehen von Mädler sei erheblich schwerer. Der Inhalt des Flugblattes strotze von Beleidigungen gegen die Universität, sowie Teile der Studentenschaft. Mädler sei wegen seiner Entgleisungen von der Universität auszuschließen. Der Staatsanwalt hatte übrigens betont, daß die Beschuldigten es an der nötigen Aufrichtigkeit hätten fehlen lassen. Zuletzt sei noch erwähnt, daß der Staatsanwalt auf eine Aeußerung des Verteidigers vor dem Disziplinargericht im vorigen Jahre Bezug nahm.

Rechtsanwalt Edwin Leonhard

beantragte Freisprechung aller Angeklagten.

In seinem Schlußwort wehrte sich Scheel gegen den Vorwurf der Unwahrheit, ebenso der Beschuldigte Bayer, der erklärte, einen Kampf des Gewissens geführt zu haben. Er forderte seine Freisprechung. Die übrigen Angeschuldigten schlossen sich den Ausführungen ihres Verteidigers an.

Das Disziplinargericht zog sich dann nach über fünfstündiger Beratung zur Urteilsberatung zurück, ohne den Zeitpunkt der Urteilsverkündung bekanntzugeben.

Nach über vierstündiger Beratung

verkündete der Rektor folgendes Urteil: Scheel und Bayer werden von der Anklage wegen des Ausdrucks „Schänder deutscher Ehre", der eine Formalbeleidigung darstelle, freigesprochen, da die Universität dagegen seinen Einspruch erhoben hat. Wegen des unverantwortlichen Vorwurfs, daß die Universität nichts getan habe, mit dem Ausdruck „ungestraft", erhielten sie eine Verwarnung. Sturm wurde freigesprochen, ebenso Himmel, dessen Redewendung verschiedener Auslegung fähig sei. Seine Auslegung könne nicht als widerlegt gelten. Gegen Mädler wurde die Androhung der Ausschließung von der Universität ausgesprochen. Er habe die Verantwortung nicht bestritten und habe die Verpflichtung gehabt, sich über den Inhalt des Flugblattes zu vergewissern.

Der bestrafte Mädler wird von dem Rechtsmittel des Rekurses Gebrauch machen.

der rechten[...] gelände sel[...] ordnung er[...] ist. Badend[...] halten, ma[...]

— (Bro[...] schuhsheim) [...] Stachelbeer[...] 20—21, M[...] men 9—18[...] 4—5, Stan[...] Sauerkirsch[...] Aepfel 6—[...] lich Versteig[...]

w. Neck[...] ältesten [...] majer, fe[...] 1848, in dem[...] machte er bi[...] und hat so e[...] erlebt. Der [...] majer vom [...]

w. Neckar[...] zeit.] Ges[...] Geierbac[...] silbernen Ho[...]

× Necker[...] Der Stand [...] Teil mit F[...] trägt 23. —[...] handlungen [...] lieferungsve[...] Bammental [...] Form einer [...] drei Gemein[...] eines Vertre[...] zirksratsmit[...] ein nochmal[...] Straßenbau[...] Das Markt[...] für Läufers[...] ermäßigt.

× Sned[...]

Volksgemeinschaft. Heidelberg

5 Professoren und 1 Staatsanwalt auf der Anklagebank

Der neue Heidelberger Universitätsskandal — Ein seltsames Disziplinarverfahren

Von Bernhard Seeger-Kelbe.

Fünf Studenten hatten die Wahrheit, nichts als die reine Wahrheit über den Burschen Gumbel gesagt. Sie hatten den Mut gehabt, das in der Oeffentlichkeit festzustellen, was eigentlich Pflicht der Heidelberger Professoren gewesen wäre, zu tun. Diese „Erzieher und Führer der akademischen Jugend" aber waren zu feig, in aller Oeffentlichkeit gegen diesen unmöglichen „Professor" von Remmeles Gnaden aufzutreten. Diese deutschen Hochschullehrer empfanden offenbar nicht die Schmach, einen Gumbel als „Kollegen" zu haben.

Jahrelang mußte die Studentenschaft kämpfen, Disziplinarverfahren über Disziplinarverfahren wurden gegen deutsche Studenten geführt. Und endlich, nachdem es garnicht mehr anders ging, nachdem junge Menschen die Herren Pro-

fessoren durch ihren Bekennermut beschämten, da kamen auch die Herren Professoren und besannen sich auf ihre Pflichten gegenüber dem Volk. — Wenn der Bursche Gumbel nunmehr in Kürze endgültig als Professor erledigt sein wird, dann ist das nicht etwa ein Verdienst der Herren Professoren. Die vollzogen erst dann ein Urteil, als die Stimme des deutschen Volkes längst ihr Urteil gesprochen hatte!

Die Tatsache, daß seit nahezu einem Monat das Gutachten der Universität bei der badischen Regierung eingelaufen ist, ohne daß diese etwas von sich hat hören lassen, ist typisch für die „Autonomie" der Hochschule und für die „Freiheit" der Wissenschaft.

Pflicht deutscher Professoren wäre es gewesen, gegen die Verschleppung des Verfahrens gegen Gumbel durch die schwarzrote badische Regierung öffentlich zu protestieren.

Pflicht deutscher Professoren wäre es gewesen, die sofortige Suspendierung des Herrn Gumbel zu verlangen!

Nichts von alledem geschah! Nach dem wörtlichen Ausspruch des Herrn Anschütz hielt man den Fall Gumbel nicht für so dringlich, eine sofortige Suspendierung zu verlangen. Stattdessen aber war es „dringlich" ein Disziplinarverfahren gegen aufrecht kämpfende Studenten zu eröffnen, noch ehe der Fall Gumbel durch das Ministerium entschieden war!

Fünf deutsche Studenten hatten den Mut, sich zu Universität und Regierung unter Gefährdung ihrer akademischen Laufbahn, in Gegensatz zu stellen.

Die Professoren wagten diesen Gegensatz zur Regierung durch einen öffentlichen Protest gegen die Verschleppung dieses Verfahrens nicht. Es wäre ja auch schrecklich, wenn man deutschen Professoren zumuten sollte, ihre Stellung durch eine offene Opposition gegen die hohe Obrigkeit zu gefährden.

1813 und 1848 gab es noch opferbereite Hochschullehrer, die bereit waren, für ihre Gesinnung zu sterben oder ins Exil zu gehen.

Das Jahr 1932 kennt mit wenigen Ausnahmen nur verkalkte Greise, denen die Begriffe Opfermut, Kampf und Bekenntnisfreudigkeit Fremdwörter sind oder bestenfalls unliebsame Störungen der „**akademischen Autorität und Disziplin**" und der profressoralen Ruhe und Beschaulichkeit bedeuten!

Die Verhandlung

Es ist ein müßiges Beginnen, den juristischen Kletterübungen eines hohen akademischen Gerichtshofes zu folgen. Das ganze Verfahren ging nicht mehr um Recht und Rechtsfindung, sondern um die Verteidigung einer geradezu sträflich mißverstandenen „Autorität" und „Disziplin".

Die Verhandlungsführung des ordentlichen Professors Dr. Engelhardt wäre selbst für das Amtsgericht von Hintertupfenbach eine Unmöglichkeit gewesen. Der Staatsanwalt Heinsheimer und der Beisitzer Anschütz verdie-

nen, um das gleich hier zu erwähnen, eine „Würdigung" ihres Verhaltens in einem besonderen Kapitel.

Die juristische Lage war klar! Die Beweisaufnahme war so überzeugend, daß nach Ansicht namhafter Juristen unbedingt der Freispruch sämtlicher Angeklagten hätte erfolgen müssen. Aber hier ging es offensichtlich nicht mehr um Recht, sondern um Politik, mißverstandene Autorität und Disziplin! Zwei Angeklagte, Himmel und Sturm, wurden freigesprochen, Bayer und Scheel erhielten einen „Verweis" und Mädler, dessen Freispruch nach der Beweisaufnahme und Zeugenaussage unbedingt erwartet wurde, wurde „die Relegation angedroht"! Die Verurteilungen sind für die Betroffenen belanglos. Im Gegenteil, sie können von diesen Studenten als Auszeichnung empfunden werden! Wir wollen nicht den Vorwurf erheben, daß die akademischen Richter bewußt politisch geurteilt haben, denn wir trauen ihnen weder die Absicht noch, das muß offen gesagt werden, den Mut dazu zu.

Das sind keine akademischen Führer und Erzieher

In einer Zeit, da weit über 300 deutsche Menschen für das kommende Reich ihr Leben geopfert haben, ist es belanglos, ein solches Fehlurteil, wie es am Samstag von deutschen Professoren gefällt wurde, dulden zu müssen. Dieses Urteil läßt uns kalt. Was aber das erschütternde Ergebnis dieser akademischen Gerichtssitzung war, das ist die zwingende Erkenntnis, daß sich Menschen als „Führer" der akademischen Jugend an höchsten Stellen befinden, die ihre Ungeeignetheit, ihre Weltfremdheit, ihren Mangel an Verständnis für die seelische und geistige Revolution des deutschen Volkes, vor allem der deutschen Jugend, schlagend bewiesen haben!

Wer diese Professoren, diese „Bekenner" gesehen hat, wie sie unter der wuchtigen Anklage des Pg. Dr. Leonhard zusammenzuckten, wie sie bleich und fahl wurden, als ihnen ein Colleg über die deutsche Not gelesen wurde, als ihnen ein Spiegel vorgehalten wurde, mit der deutlichen Aufforderung, innere Einkehr zu halten, wer das miterlebt hat, der konnte sich der Erkenntnis nicht entziehen: das sind „Menschen von gestern", mit ihnen wird man für den Neuaufbau des deutschen Reiches nicht mehr rechnen können, denn sie haben verlernt, Kämpfer zu sein, oder sind es nie gewesen! In dieser Verhandlung zwang sich allen diese Erkenntnis auf. Diesen Menschen brach eine gedachte Wirklichkeit zusammen und nun finden sie sich nicht mehr zurecht. Fremd stehen sie dem heroischen Freiheitskampf des ganzen Volkes gegenüber, denn er paßt offensichtlich nicht in ihre wissenschaftliche Ueberzeugung. Bestenfalls werden sie nach 10 oder 20 Jahren einen dicken Band schreiben (versteht sich mit ebenso umfangreichem Kommentar) „**warum das alles hat so kommen müssen**". Mehr kann man von ihnen nicht erwarten.

Sie stehen nicht mitten in der Front des kämpfenden Volkes, sondern ihnen ist die „Neutralität" der bessere Teil der Tapferkeit. Wer aber im Kampf eines Volkes um sein Lebensrecht „Neutralität" übt, der ist ein schlimmeres Hindernis als der offene Reaktionär!

Herr Staatsanwalt Heinsheimer!

Wir verkennen keineswegs die peinliche Situation, in der Sie als gezwungener Ankläger von vornherein stehen mußten. Sie sind Disziplinarbeamter der Universität und wir wissen, daß Sie keine **Möglichkeit haben, die**

Uebernahme eines Verfahrens zu verweigern, was Ihnen im vorliegenden Falle zweifellos sympathischer gewesen wäre! Oder irren wir?

Sie haben es als angängig empfunden, zu Beginn Ihrer Anklagerede einen unerhörten Vorwurf gegen deutsche Menschen zu erheben, nämlich den „mangelnder Aufrichtigkeit".

Herr Heinsheimer! Sie kennen mich aus dem vergangenen Jahre und wissen, daß ich für meine Handlungen einzustehen pflege, unbeschadet aller Folgen. Sie wissen, daß dasselbe bei meinen studentischen Kameraden, mit denen ich in gemeinsamem Kampf stand und noch stehe, der Fall ist!

Sie wissen, daß ich mich mit Recht hinter das Redaktionsgeheimnis hätte zurückziehen und jede Aussage hätte verweigern können.

Wenn ich trotzdem, da ich die Wahrheit um einer guten Sache willen nicht zu scheuen habe, Ihnen sofort schriftlich mitteilte, daß die scharfen Stellen des beanstandeten Artikels von mir

stammten, nicht von Mädler, dann dürfte Ihnen das als Tatsache genügen! Ich war, wie ich Ihnen mitteilte, bereit, meine Aussagen zu beeiden. Ich bedaure, meine Nichtvereidigung als einen üblen Schachzug brandmarken zu müssen, der geradezu einer Behinderung der Rechtsfindung gleichkommt.

Ich verbitte mir von Ihnen wie von jedem anderen, die Aufrichtigkeit meiner Zeugenaussage, die ich zu beeiden bereit war, in Zweifel zu ziehen. Die unerhörte Behauptung, es wäre ein „übler Trick" angewendet, bedeutet für mich nichts anderes als den Vorwurf, ich sei bereit und willens gewesen, einen Meineid zu leisten! Ich weise diese unerhörte Bezichtigung auch für meine Kommilitonen zurück, die nicht das sagen dürfen, was sie im innersten Herzen empfinden, weil eine mißverstandene Auffassung von „Autorität und Disziplin" von deutschen Studenten heute nicht Bekennermut, sondern Duckmäuserei verlangt! Gott sei Dank hat diese „Erziehungsarbeit" wenig Erfolg!

Im übrigen kann man dem Plädoyer des Verteidigers, Pg. Dr. Leonhard, nur zustimmen, der Ihre zusammengesuchten und hoffnungslosen Anklageargumente als belanglos bezeichnete. Sie und Ihre Auftraggeber, Herr Heinsheimer, kämpfen auf verlorenem Boden.

Auf der Anklagebank saßen am Samstag in Wahrheit nicht deutsche Studenten, sondern das System und bängliche, ängstliche Professoren, die vielleicht teilweise „guten Willens", aber mangelnden Verstehens sind. Auf der Anklagebank saß aber vor allem einer, der nach der Verhandlung am Samstag das Recht verwirkt hat, vom deutschen Studenten Disziplin und Anerkennung der professoralen Autorität zu fordern.

Dieser Herr Anschütz,

den meine ich, entgleiste gegenüber dem Verteidiger, Pg. Dr. Leonhard, derart, verhielt sich so disziplinlos, so bar jeder Erkenntnis seiner Befugnisse als Beisitzer eines akademischen Gerichts, daß man über die unqualifizierbare Haltung dieses Weimarer Kronjuristen nicht aus dem Staunen herauskam.

Sie, Herr Professor Anschütz, das muß einmal festgestellt werden, haben nach dieser Verhandlung das Recht verwirkt, von Studenten Disziplin und sorgsame Ueberlegung jedes geäußerten Wortes zu verlangen, denn Sie haben selbst ein Musterbeispiel von Disziplinlosigkeit geliefert! Ihr Verhalten hat der Autorität und Disziplin mehr geschadet, als es ein scharfes Wort deutscher Studenten jemals tun könnte!

Eine vernichtende Abrechnung

Nach einigen persönlichen und sachlichen scharfen Bemerkungen über die Vorwürfe des Disziplinargerichts vor einem Jahr, Pg. Leonhardt verleite die Studenten zur Zurückhaltung der Wahrheit, griff Pg. Dr. Leonhardt eine unbedachte Bemerkung des Staatsanwaltes heraus: Diesem entschlüpfte nämlich während seiner Anklagerede der Satz:

„Der immerhin noch immer Universitätslehrer Gumbel".

Dieses **„immerhin noch immer"** allein genügte schon, der ganzen Anklage den Boden zu entziehen. Pg. Leonhardt geißelte die Unmöglichkeit, überhaupt wegen „Beleidigung eines Universitätslehrers" zu verhandeln, zu einer Zeit, wo mit Sicherheit angenommen werden muß, daß dieser Herr auch seitens der Universitätsbehörde als unwürdig angesehen worden ist, den Ehrentitel Professor zu tragen.

Eindeutig stellte Pg. Leonhardt fest, daß mit zweierlei Maß gemessen werde. Es sei „nicht dringlich" gewesen, Herrn Gumbel sofort zu suspendieren, aber es sei „dringlich" gewesen, gegen die angeklagten Studenten zu verhandeln. Mit einer affenartigen Wendigkeit suchte sich das Disziplinargericht um diese Tatsache herumzudrücken. Herrn Anschütz entschlüpfte das Bekenntnis, **„man habe die sofortige Suspendierung Gumbels nicht für dringlich gehalten."**

„Machen Sie die Universität nicht zu einem Kindergarten", so rief Pg. Leonhardt warnend den professoralen Autoritäten zu. Mit überzeugenden Worten geißelte Pg. Leonhardt die Verständnislosigkeit der anwesenden Professoren, dieser Professoren, die sich anmaßen über dies und alles zu urteilen, die Sachverständigenurteile über die Arbeit in der Schriftleitung einer Kampfzeitung ebenso unbeschwert von Sachkenntnis abgeben, wie irgendwelche andere Urteile. —

„Lauwarmes Gerede", so charakterisierte Pg. Leonhardt die Vorwürfe der Herrn Professoren. Mit scharfem Spott kennzeichnete er das „gedämpfte Saitenspiel" des Anklägers Heinsheimer.

Warnend zitierte Pg. Leonhard den Ausspruch Radbruchs über das „träge Herz" und schloß dann mit dem Antrag, alle Angeklagten freizusprechen. „Sie haben an Ihrem neuen Universitätsgebäude sehr klein die Anschrift anbringen lassen: „Dem lebendigen Geist". Ich habe während dieser Verhandlung von „lebendigem Geist" keinen Hauch verspürt."

„Es geht nicht an, daß mit der Wahrheit Schindluder und geistige Münzfälscherei getrieben wird.

Uns alle aber ergriff während dieses Verfahrens ein Gefühl der Beschämung über diese „Führer" der akademischen Jugend!

Akademischer Ton, Disziplin, Autorität

Da saßen am Richtertisch uralte Pagoden, die mit der Eintönigkeit einer Gebetsmühle immer wieder murmelten: **„Wo bleibt der akademische Ton, wo bleibt die Disziplin, wo bleibt die Anerkennung unserer „Autorität"!**

Kann Ihnen, meine Herren Professoren etwas liegen an erzwungener Autorität, die sich in äußeren Formen erschöpft, aber der inneren Bereitwilligkeit ermangelt? Autorität, meine Herren, ist keine Sache, die auf die Dauer durch akademische Gesetze geschaffen wird. Autorität kann nicht von Ihnen diktiert, sondern muß von Ihnen erkämpft werden durch die Art Ihres Handelns.

Die Verhandlung am Samstag hat mit geradezu erschreckender Deutlichkeit ergeben, daß der Begriff der Autorität von Ihnen gröblich mißverstanden und mißbraucht wurde.

Und Disziplin, Ihr hochgelehrten Herren, kann nur von denen verlangt werden, die selbst Disziplin zu halten verstehen. Wir haben am Samstag bedauerliche Beispiele Ihres Unvermögens in dieser Richtung erhalten.

Disziplin wird nur in einer Gemeinschaft selbstverständlich sein, deren Grundlagen und deren Aufbau gesund sind. Die Verhandlung aber ergab selbst für den gutwilligsten Zuhörer, daß die Grundlagen und der Aufbau der akademischen Gemeinschaft genau so zusammengebrochen sind, wie die der Weimarer Demokratie.

Und nun der „akademische Ton". Hier offenbarten Sie, meine Herren Professoren, Ihre ganze Weltfremdheit, hier zeigten sich in erschütterndem Maße die Erkenntnis, daß Sie glauben, die akademische Gemeinschaft stehe außerhalb, neben oder über der Gemeinschaft unseres Volkes, eines Volkes, das um sein nacktes Leben, um seine Wiedergeburt in jeder Richtung ringt.

Harte Zeiten verlangen harte Worte, oder, um mit meinem Pg. Leonhardt zu sprechen:

„Auf einen groben professoralen Klotz gehört ein grober studentischer Keil!"

Ihr eingebildeter akademischer Gottesfrieden hält der nüchternen Wirklichkeit nicht stand. Der Lebenskampf unseres Volkes macht vor Ihrer Studierstube, meine Herren, nicht Halt und ich bin besorgt, es werden noch viel lautere Töne in Zukunft zu Ihnen dringen, während Sie sich auf den Asphodeleswiesen wandelnd wähnen.

Ein guter Kampf fragt nicht nach akademischem Ton, der fordert Entschlußkraft und mannhaftes Einsetzen, der fragt nicht, was bringt es nur, sondern wozu ist es nutz. Ein guter Kampf fordert Männer, nicht Duckmäuser, die sich in die Ofenröhren verkriechen.

Wenn ein ganzes Volk im Sterben liegt, dann kann man nicht bedächtige, dreimal im Munde und zehnmal in den Gehirnwindungen herumgewälzte Sätze formulieren. Da heißt es zupacken und notfalls zuschlagen.

Ihre Unfähigkeit zu diesem Kampf haben Sie bewiesen. Sie werden selbst in der Stunde des Volkes, die über Tod oder Leben entscheidet, besorgt fragen: „Entspricht das auch dem üblichen akademischen Ton?"

Auf Ihre Bedenklichkeiten und Kleinlichkeiten, auf Ihre Besorgnis um den guten Ton in allen Lebenslagen, auf Ihre mißverstandene Autorität und Disziplin nimmt das Volk, nimmt auch die akademische Jugend in ihrem Freiheitskampf keine Rücksicht mehr. Bilden Sie sich nicht ein, die Mauer, die Sie bilden, könne die Sturmflut aufhalten. Der erste Anprall wird sie bersten lassen. Und das wird gut und nützlich sein für unser Volk!

Heidelberger Studenten vor dem Disziplinargericht.

Rund um den Fall Gumbel.

Wie schon berichtet, fand am Samstag vor dem akademischen Disziplinargericht der Universität die Verhandlung gegen fünf Studenten, Vorstandsmitglieder der Heidelberger Studentenschaft, statt, die beschuldigt waren, „die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben".

Die Anklage nimmt verschiedene formale Verstöße zum Anlaß, die auf Plakaten und Flugblättern der Deutschen Studentenschaft erfolgt sind, Aufrufe, die sich mit dem Fall Gumbel beschäftigten. Den Vorsitz führte Rektor Professor Erdmannsdörfer. Als Beisitzer fungierten Professor Engelhard, der die Verhandlung leitete, die Professoren Jaspers, Dibelius und Anschütz, ferner zwei Vertreter der studentischen Fachschaften. Die Anklage vertrat der akademische Disziplinarrichter Staatsanwalt Heinsheimer, die Verteidigung führte Rechtsanwalt Edwin Leonhard.

Zu Beginn der Verhandlung ersuchte Professor Engelhard die Prozeßbeteiligten, beim Thema zu bleiben, das mit dem Fall Gumbel an sich gar nichts zu tun habe, eine formalrechtliche Begründung, die das dichtbesetzte Auditorium zu lebhaften Mißfallenskundgebungen veranlaßte, worauf Se. Magnifizenz bei Fortdauer der Kundgebungen die Räumung des Saales verkündete. Dann erfolgte die Verlesung der Anklageschrift.

Die Anklageschrift.

Die Studenten Scheel und Beyer hatten sich als verantwortlich Zeichnende eines Aufrufs zu der bekannten Protestkundgebung gegen Gumbel zu rechtfertigen, der u. a. Gumbel als „Schänder deutscher Ehre" bezeichnete. Ferner war auf den Plakaten folgender Passus veröffentlicht: „Gumbel durfte am 27. Mai ungestraft sagen, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Dadurch sei der Anschein erweckt worden, als ob die Universität wegen der Professur Gumbel zur Last gelegten Aeußerungen nichts unternommen habe und keine Untersuchung einleitete, obwohl ihnen genau bekannt war, daß eine Untersuchung gegen Gumbel eingeleitet ist.

Der Schriftleiter des „Heidelberger Studenten", Sturm, hatte sich zu verantworten, denselben Aufruf veröffentlicht zu haben. Gegen stud. jur. Fred Himmel war ein Verfahren eingeleitet worden, weil er in der Protestkundgebung vom 24. Juni gesagt hatte: „Wie das Verfahren gegen Gumbel auch ausgehen mag, sein Kopf wird rollen." Stud. jur. Heinrich Mädler hatte in einem Artikel „Fort mit Gumbel", den er der „Volksgemeinschaft" übergab und der am 18. Juni veröffentlicht und auch als Flugblatt der Studentenschaft verteilt wurde, verschiedene Aeußerungen getan, die zur Anklageerhebung führten. U. a. war darin die Rede von dem „gemeinen und zersetzenden Charakter dieses Juden", ferner war Gumbel als „jüdischer Lump" bezeichnet worden. Auch Angriffe gegen die Dozentenschaft und gegen die Sozialistische Studentengruppe verliehen dem Artikel eine außerordentliche Schärfe.

Die Beweisaufnahme

gestaltete sich äußerst schwierig und offenbarte die grundverschiedenen Wertungsmaßstäbe und gedanklichen Ausgangspositionen beider Parteien. Obwohl einerseits die formaljuristische Begründung der Anklage nicht im geringsten zu erschüttern ist, geht es doch in diesem besonderen Fall kaum an, Vorfälle und Entgleisungen, die eben nur für den Fall Gumbel bezeichnend sind, von ihrem politischen und psychologischen Untergrund losgelöst zu beurteilen. Sämtliche Angeklagten machten einen vorzüglichen Eindruck und verteidigten sich mit offenem Visier. Scheel wies, was auch der Verhandlungsleiter und später der Vertreter der Anklage bestätigten, darauf hin, daß die Führer der Studentenschaft ihre Loyalität gegenüber der Universität in mehr als einem Fall bekundet hätten, und daß auf Vorhalt des Rektors der anstößige Passus „ungestraft" auf den angeschlagenen Plakaten überklebt und im „Heidelberger Student" weggelassen worden sei. Für den Ausdruck „Schänder deutscher Ehre" würden sie mit ihrer Person voll einstehen, denn er sei einem Manne wie Gumbel gegenüber durchaus am Platz. Der Angeklagte Himmel erklärte, daß seine Redewendung „Gumbels Kopf wird rollen" nur bildlich gemeint und von der Zuhörerschaft auch so verstanden worden sei.

Der Fall Mädler nahm dadurch eine unerwartete Wendung, daß Mädler erklärte, der unter seinem Namen veröffentlichte Artikel sei von andrer Seite in verschärfender Weise [illegible] worden. Der als Zeuge [illegible] Schriftleiter der „Volksgemeinschaft" bestätigte, daß alle inkriminierten Ausdrücke von ihm in den Artikel eingefügt worden seien. [illegible] fiel ins Gewicht, daß man selbst Bedenken bekam und die Austeilung nach kurzer Zeit einstellte. Der Zeuge Doerr, der durch [illegible] Aussagen wesentlich zur [illegible] der Position des Angeklagten [illegible] beitrug, erschien als derjenige, der [illegible] des Flugblatts angeregt und die Austeilung zunächst veranlaßt hatte.

Der Disziplinarrichter spricht.

Wie aus dem bisher schon Gesagten hervorgeht, beschränkte sich der Staatsanwalt darauf, seine Strafanträge rein formaljuristisch zu begründen. Er führte aus, daß alle inkriminierten Aeußerungen gröbste Formalbeleidigung gegen einen Mann enthalten, der „immerhin noch" Dozent an einer deutschen Universität sei. Die besonderen Umstände aber, unter denen sie geäußert wurden, verlangten jedoch milde Beurteilung. Er beantragte, Himmel, Scheel, Sturm und Bayer je mit einem Verweis zu bestrafen. Im Fall Mädler stellte er die Glaubwürdigkeit des Zeugen Seeger-Kelbe und Doerr, die durch ihre Aussagen den Angeklagten völlig entlasten mußten, stark in Frage, wobei er sich mit allem Nachdruck auf die unzuverlässigen und widerspruchsvollen Aussagen Doerrs berufen konnte, der unbeeidigt vernommen worden war. Den Verdacht der Mitverantwortlichkeit auch auf Mädler und Seeger-Kelbe übertragend, [illegible] Mädler von der Universität zu verweisen.

Das Plaidoyer des Verteidigers

wurde ziemlich erregt, da Rechtsanwalt Edwin Leonhard sich durch einige Unterbrechungen vonseiten der Richter provoziert fühlte. Er bezeichnete es als falsch, daß man Gumbel nicht mit sofortiger Wirkung im Interesse der Ruhe und Ordnung suspendiert habe. Es sei notwendig gewesen, das zu sagen, was gesagt wurde, und man dürfe, wie man es z. B. im Fall Himmel getan hat, aus einer ganzen Rede nicht einen einzigen Passus herausgreifen und ungeachtet aller Nebenumstände zum Gegenstand einer Anklage machen, mit dem Bemerken, daß Gumbel „immerhin noch" Dozent an einer deutschen Hochschule sei. Gumbel habe mit seinen bekannten Aussprüchen vielen Volksgenossen das Letzte genommen, indem er die Erinnerung an die Gefallenen schmähte, und man dürfe sich daher nicht wundern, wenn ihm die nationale akademische Jugend als Feind betrachtet und die ihm von Amts wegen zustehenden Ehrungen verweigert. Man dürfe nicht vergessen, daß gerade die Leute, die heute nach der Zuchtrute der Autorität schreien, es gewesen sind, die 1918 aus engstirnigem Parteiegoismus die Politisierung der Hochschule durchführten. Die Jugend habe nur Achtung vor einer Autorität, die durch geistiges Gewicht und wahrhafte innere Würde ohne weiteres überzeugt. Man könne von einer Jugend, die so vieles, was traditionell felsenfest gegründet schien, stürzen sah, nicht verlangen, daß sie bei Menschen wie Gumbel jedes Wort auf die Goldwage legt. „Wenn das Wort ‚vom lebendigen Geist', das über dem Portal der Neuen Universität geschrieben steht, einen Sinn haben soll," so schloß der Redner, „dann dürfen Sie diese jungen Menschen nicht an formaljuristischen Paragraphen aufhängen." Er beantragte für sämtliche Mandanten Freisprechung.

Das Urteil.

Nach fast vierstündiger Beratung fällte das Gericht folgendes Urteil:

Sturm, Himmel werden freigesprochen, Scheel und Bayer werden freigesprochen, soweit es sich um den Ausdruck „Schänder deutscher Ehre" handelt, für den Passus „ungestraft" erhalten sie je einen Verweis. Im Fall Mädler erkannte das Gericht auf die Strafe der Androhung der Relegation, da auf jeden Fall die Verantwortlichkeit des Angeklagten, der seinen Namen als für das Flugblatt Zeichnender hätte zurückziehen können, unter allen Umständen festgehalten werden müsse, und die inkriminierten Stellen ganz ungewöhnlich grobe Verstöße gegen die akademische Sitte und Ordnung darstellen.

Das Urteil wurde von den zahlreich anwesenden Studenten mit lebhaften Protestkundgebungen [illegible]

1-8-31

Studenten vor dem Disziplinargericht

OLD. Heidelberg, 1. Aug. Der akademische Disziplinarsenat der Universität verhandelte am Samstag gegen fünf Studenten, Vorstandsmitglieder der Heidelberger Studentenschaft, die beschuldigt waren, „die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben". Die Anklage nimmt verschiedene formale Verstöße zum Anlaß, die auf Plakaten und Flugblättern der Deutschen Studentenschaft erfolgt sind, Aufrufe, die sich mit dem Fall Gumbel beschäftigten. Den Vorsitz führte Rektor Professor Erdmannsdörfer.

Nach fast vierstündiger Beratung fällte der Disziplinarsenat folgendes Urteil: Sturm und Himmel werden freigesprochen, Scheel und Bayer werden freigesprochen, soweit es sich um den Ausdruck „Schänder deutscher Ehre" handelt, für den Passus „ungestraft" erhalten sie je einen Verweis. Im Fall Mädler erkannte das Gericht auf die Strafe der Androhung der Relegation, da auf jeden Fall die Verantwortlichkeit des Angeklagten, der seinen Namen als für das Flugblatt Zeichnender hätte zurückziehen können, unter allen Umständen festgehalten werden müsse, und die inkriminierten Stellen ganz ungewöhnlich grobe Verstöße gegen die akademische Sitte und Ordnung darstellen.

Das Urteil wurde laut „H. N. N." von den zahlreich anwesenden Studenten mit lebhaften Protestkundgebungen entgegengenommen.

1-8-31

Zwischenspiel zum Fall Gumbel

Vor dem Disziplinargericht der Universität.

Zum Schlusse des Sommer-Semesters beschäftigte sich, wie schon kurz berichtet, das Disziplinargericht der Universität mit einigen Vorkommnissen anläßlich der letzten Anti-Gumbel-Kundgebung. Angeklagt waren die Studenten Scheel, Bayer, Sturm, Himmel und Mädler. Jene Vorkommnisse waren alles andere denn welterschütternd und könnten mit zwei Worten abgetan werden, wenn die Verhandlung selbst nicht die Kampf- und anderen Methoden der jungen Herren ins volle Rampenlicht gerückt hätten. Die Verhandlung währte nahezu 10 Stunden, das Urteil fiel nach mehr als vierstündiger Beratung.

*

Das Gericht, unter dem Vorsitz des Rektors und der Verhandlungsleitung des Strafrechtslehrers Prof. Engelhard, zeigte die Abgeklärtheit des Alters gegenüber überradikaler „deutscher" Jugend, wobei des Wortes „deutsch" Bedeutung besonders eindeutig dargelegt wurde, als ein Zeuge namens Seegerkelbe meinte, sein Stil und der ganze Ton des Blättchens „Volksgemeinschaft" sei deutsch. Man hörte noch mehr: Herr Himmel gab eine Interpretation des Begriffes „Köpfe rollen". Offenbar hatte er die Großen seiner Partei nachäffen wollen und diesen Ausdruck mit Bezug auf Prof. Gumbel gebraucht. Es wird die Furchtsamen sehr beruhigen, aus dem Munde des Herrn Himmel gehört zu haben, daß „Köpfe rollen" nichts anderes zu besagen hat, als etwa „den Kopf kosten", „das Genick brechen" und gar nichts Blutrünstiges zu bedeuten hat. Herr Himmel ist Mitglied der NSDAP. Es geschieht in dieser Partei nichts gegen den Willen des Führers. Wir sind deshalb sehr beruhigt, umso mehr, als auch das Gericht ihm das geglaubt hat.

*

Der Disziplinarbeamte der Universität, Erster Staatsanwalt Heinsheimer seinerseits, konnte es sich nicht verkneifen, seiner schroff entgegengesetzten Meinung Ausdruck zu geben. Er geißelte nicht ohne Schärfe, aber mit Recht die Unwahrhaftigkeit der Inculpaten, und bedauerte herzlich, daß ein grausamer Zufall es den Angeklagten unmöglich gemacht habe, die Beweisstücke, die zu ihrer Entlastung hätten dienen können, nicht mehr vorhanden seien. Um Mißverständnissen vorzubeugen, sei gesagt, daß der Vertreter der Anklage heftige Zweifel in seiner Brust hegte. An die Tragik der Situation wollte er durchaus nicht glauben.

*

Eine pathetische Rede hielt der Verteidiger der Angeklagten, Rechtsanwalt Edwin Leonhard. Dafür erhielt er zwischendrein mehreremale Belehrungen. Auch über den technischen Betrieb bei der Presse sprach er andeutungsweise. Seine Rede war sehr lang und nicht ohne innere Widersprüche, so daß der Staatsanwalt das Gericht schließl. bitten mußte, nicht alle Argumente des Verteidigers zu ungunsten der Angeklagten auszulegen. Und auf die Frage, ob die Aelteren überhaupt über die Jugend richten dürfen und auf Grund von was, wußte der Staatsanwalt sehr einleuchtend zu erwidern, daß die Kinder seit Jahrtausenden immer wieder nach den Eltern geboren werden!

*

Das Gericht fällte nach sehr langer Beratung von über 4 Stunden das schon gemeldete Urteil: Himmel und Sturm wurden freigesprochen, d. h. ihre „Köpfe rollen" nicht, Mädler wurde mit Androhung der Ausschließung bestraft, Scheel und Bayer erhielten Verweise. Das Ur-

teil wurde von der nur aus radikalen Studenten und nationalsozialistischen Parteiprominenzen bestehenden Zuhörerschaft mit Mißfallen aufgenommen. Die Richter haben sich ihre Sache nicht leicht gemacht, sie haben lange beraten, viel, viel länger als in einem großen Mordprozeß des vergangenen Jahres, wo ein neunfaches Todesurteil in dreiviertel Stunden fertig war.

*

„Das will eine deutsche Universität und das wollen deutsche Professoren sein," bemerkte beim Verlassen der Verhandlungsstätte ein als Zeuge vernommener nationalsozialistischer Prominenter, den der Vorsitzende euphemistisch „ein Mann, wie" genannt hatte. Es ist anzunehmen, daß sich die Mitglieder des Gerichts nach der Interpretation des Wortes „Deutsch" eben aus dem Munde dieser Größe nicht beleidigt fühlen werden. Wir neigen stark zur Annahme des Gegenteils. Denn da, wo Deutschtum und Rüpelhaftigkeit auf einen gemeinsamen Nenner gebracht werden, möchte der weitaus größte Teil der deutschen („Deutsch" in der Bedeutung von früher, d. h. vor dem 30. Juli 1932) Studenten seine akademischen Lehrer nicht fehen.

fch.

Ausschnitt vom: –2 AUG. 1932

Die Weltbühne....
Berlin-Charlottenburg

Wochenschau des Fortschritts

— Der Belagerungszustand in Berlin-Brandenburg wurde nach sechstägiger Dauer wieder aufgehoben.

— Die Universität Heidelberg hat gegen einige Führer der Deutschen Studentenschaft ein Disziplinarverfahren eröffnet, weil sie durch ihr Vorgehen gegen Gumbel hinreichend verdächtig seien, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört zu haben.

— Der hessische Minister des Innern hat acht nationalsozialistische Zeitungen und ihre Kopfblätter verboten.

Ausschnitt vom: — 2. Aug. 1932

Badische Presse, Karlsr[uhe]

Heidelberger Studenten vor dem Disziplinargericht.

Nachwirkungen des Protestes gegen Gumbel.

Heidelberg, 31. Juli. Das Disziplinargericht der Universität beschäftigte sich am Samstag vormittag mit Vorgängen vor und während einer Kundgebung der „Deutschen Studentenschaft" gegen Prof. Gumbel. Die Studenten Gustav Scheel, Ernst Bayer, Sturm, Fred Himmel und Hch. Mädler waren verdächtig, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben.

Scheel und Bayer hatten die Kundgebung einberufen. Auf Plakaten hatten sie von Prof. Gumbel als „Schänder deutscher Ehre" gesprochen, der „ungestraft" habe sagen dürfen: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eine einzige Kohlrübe". Sturm wurde zur Last gelegt, daß er als verantwortlicher Herausgeber des „Heidelberger Studenten" in Nr. 4 die Einberufungserklärung mit dem Ausdruck „Schänder deutscher Ehre" übernommen habe. Himmel wurde vorgeworfen, daß er in seiner Rede in der Stadthalle die Wendung: „Wie das Verfahren gegen Gumbel auch ausgehen mag, sein Kopf wird rollen", gebraucht habe. In einem Artikel und in einem Flugblatt habe endlich Mädler scharfe Wendungen getan.

Die Beschuldigten Scheel, Bayer und Sturm erklärten, daß der Rektor bei der Vorlage der Plakate nur die Wendung „ungestraft" beanstandet habe. Himmel stand zu seiner Wendung, erklärte aber, daß er dabei nicht an eine Gewaltanwendung gedacht habe. Mädler trug vor, daß er den Artikel, von dem weder das Konzept noch das Originalmanuskript vorhanden ist, ohne scharfe Wendungen geschrieben habe.

Der Staatsanwalt hielt sämtliche Beschuldigte im Sinne der Anklage überführt und beantragte gegen Mädler Ausschluß von der Universität, gegen die übrigen einen Verweis. Der Verteidiger, RA. Edwin Leonhardt, bedauerte, daß immer noch keine Entscheidung im Fall Gumbel getroffen worden sei. Die Studentenschaft sei auf das Tiefste empört gewesen. Sämtliche Beschuldigte seien freizusprechen.

Nach über vierstündiger Beratung erhielten Scheel und Bayer wegen der Wendung „ungestraft" einen Verweis, während bei ihnen wie auch bei Sturm wegen des Ausdrucks „Schänder deutscher Ehre" Freisprechung erfolgte. Der letztere Ausdruck stelle zwar eine Formalbeleidigung dar, von der Universität sei aber dagegen kein Einspruch erhoben worden. Die Himmel zur Last gelegte Aeußerung sei verschiedener Auslegung fähig, doch habe seine Auslegung nicht widerlegt werden können. Mädler wurde die Ausschließung von der Universität angedroht, da er sich über den Inhalt des Flugblattes nicht pflichtgemäß vergewissert habe.

Der Fall hat damit noch nicht seinen Abschluß gefunden, da Mädler Rekurs gegen das Urteil erheben will.

Ausschnitt vom: — 2. Aug. 1932

Neue Badische Landeszeitung, Mannheim
Morgenausgabe

Studenten vor dem Disziplinargericht

Der akademische Disziplinarsenat der Universität Heidelberg verhandelte am Samstag gegen fünf Studenten, Vorstandsmitglieder der Heidelberger Studentenschaft, die beschuldigt waren, „die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben." Die Anklage nahm verschiedene formale Verstöße zum Anlaß, die auf Plakaten und Flugblättern der Deutschen Studentenschaft erfolgt sind, Aufrufe, die sich mit dem Fall Gumbel beschäftigten. Den Vorsitz führte Rektor Professor Erdmannsdörfer.

Nach fast vierstündiger Beratung fällte der Disziplinarsenat folgendes Urteil:

Sturm und Himmel werden freigesprochen. Soweit es sich um den Ausdruck „Schänder deutscher Ehre" handelt, für den Passus „ungestraft" erhalten sie je einen Verweis. Im Fall Mädler erkannte das Gericht auf die Strafe der Androhung der Relegation, da auf jeden Fall die Verantwortlichkeit des Angeklagten, der seinen Namen als für das Flugblatt Zeichnender hätte zurückziehen können, unter allen Umständen festgehalten werden müsse, und die inkriminierten Stellen ganz ungewöhnlich grobe Verstöße gegen die akademische Sitte und Ordnung darstellen.

Das Urteil wurde von den zahlreich anwesenden Studenten mit lebhaften Protestkundgebungen entgegen genommen.

Ausschnitt vom: — 3. Aug. 1932

Süddeutsche Zeitung, Stuttgart

Nachspiel zum Fall Gumbel

// Heidelberg, 3. August.

Das Disziplinargericht der Universität beschäftigte sich in seiner letzten Sitzung mit Vorgängen vor und während der Kundgebung der Deutschen Studentenschaft gegen Professor Gumbel. Fünf Studenten waren angeschuldigt, „die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen" zu haben. Auf Plakaten war Professor Gumbel als „Schänder deutscher Ehre" bezeichnet worden. Einer der angeklagten Studenten soll in seiner Rede in der Stadthalle die Wendung gebraucht haben: „Wie das Verfahren gegen Gumbel auch ausgehen mag, sein Kopf wird rollen." Der Staatsanwalt beantragte gegen den Studenten Heinrich Mädler Ausschluß von der Universität und gegen die übrigen einen Verweis. Nach über vierstündiger Beratung erhielten die Studenten Scheel und Bayer einen Verweis, Mädler wurde die Ausschließung von der Universität angedroht. Zwei wurden freigesprochen. Die Angelegenheit hat damit ihren Abschluß noch nicht gefunden, da Mädler gegen das Urteil Einspruch erheben will.

Pforzheimer Anzeiger, Pforzheim

Ausschnitt aus der Nummer vom: — 3. Aug. 1932

Der Fall Gumbel vor dem Universitätsgericht.

Heidelberg, 2. August. Das Disziplinargericht der Universität beschäftigte sich in seiner letzten Sitzung mit Vorgängen vor und während der Kundgebung der Deutschen Studentenschaft gegen Professor Gumbel. Fünf Studenten waren angeschuldigt, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und die den akademischen Behörden und Lehrern schuldige Achtung verletzt zu haben. Auf Werbeschildern war Professor Gumbel als „Schänder deutscher Ehre" bezeichnet worden. Einer der angeklagten Studenten soll in seiner Rede in der Stadthalle die Wendung gebraucht haben: „Wie das Verfahren gegen Gumbel auch ausgehen mag, sein Kopf wird rollen." Der Staatsanwalt beantragte gegen den Studenten Heinrich Mädler Ausschluß von der Universität und gegen die übrigen einen Verweis. Nach über vierstündiger Beratung erhielten die Studenten Scheel und Bayer einen Verweis, Mädler wurde der Ausschluß von der Universität angedroht. Zwei wurden freigesprochen. Die Angelegenheit hat damit ihren Abschluß noch nicht gefunden, da Mädler gegen das Urteil Einspruch erheben will.

Ausschnitt vom: — 3. Aug. 1932

Freiburger Tagespost.

Die Gumbel-Protestkundgeb[illegible] vor dem Disziplinargericht.

M Heidelberg, 2. Aug. Das Disziplinargericht der Universität beschäftigte sich in [illegible] letzten Sitzung mit Vorgängen vor und während der K[illegible]gebung der Deutschen Studentenschaft gegen Professor G[illegible]bel. Fünf Studenten waren angeschuldigt, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verle[illegible] der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen [illegible]ung begangen zu haben. Auf Plakaten war Professor Gu[illegible] als „Schänder deutscher Ehre" bezeichnet worden. Einer [illegible]angeklagten Studenten soll in seiner Rede in der Stadth[illegible]ie Wendung gebraucht haben: „Wie das Verfahren ge[illegible]Gumbel auch ausgehen mag, sein Kopf wird rollen." D[illegible]taatsanwalt beantragte gegen den Studenten Heinrich M[illegible] Ausschluß von der Universität und gegen die übrigen e[illegible]Verweis. Nach über vierstündiger Beratung erhielten [illegible]tudenten Scheel und Bayer einen Verweis, Mäd[illegible]wurde die Ausschließung von der Universität angedro[illegible]. Zwei wurden freigesprochen. Die Angelegenheit hat damit [illegible] Abschluß noch nicht gefunden, da Mädler gegen das [illegible] Einspruch erheben will.

- 3. AUG. 1932

Der Angriff, Berlin-Charlottenburg

Wie lange noch Gumbel?

Disziplinarverfahren gegen Heidelberger Studenten

55

Vor dem akademischen Disziplinargericht der Universität Heidelberg hatten sich am 30. Juli die Heidelberger Studenten **Sturm**, **Himmel**, **Scheel**, **Bayer** und **Mädler** wegen Aeußerungen zum „Fall Gumbel“ zu verantworten. **Gumbel**, der berüchtigte rote Schänder deutscher Ehre, der **heute noch** (!) Professor ist, hatte am 27. Mai 1932 ein zweites Mal die deutschen Helden beleidigt und gesagt:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe!“

Diese erneute Infamie des Pazifisten Gumbel hatte selbstverständlich die Entrüstung der Heidelberger Studenten hervorgerufen. In machtvollen Versammlungen, an der die Heidelberger Bevölkerung regsten Anteil nahm, wurde die sofortige Abberufung **Gumbels** gefordert.

Die zu diesem Protest hergestellten Flugblätter usw. hatten nun das Mißfallen des Universitäts-Senats hervorgerufen und zum obigen Gerichtsverfahren geführt.

Als zu Beginn der Verhandlung der Beisitzer Prof. **Engelhard** erklärte, die Prozeßbeteiligten mögen Ruhe (!) bewahren, da der vorliegende Fall mit Gumbel nichts zu tun (!!) habe, äußerte das dichtbesetzte Auditorium sein lebhaftes Mißfallen, worauf der Rektor mit der Räumung des Saales drohte!

Die Anklage wirft nun den Studenten **Scheel** und **Bayer** vor, sie hätten als verantwortlich Zeichnende den Ausdruck „**Schänder deutscher Ehre**“ gebraucht und des weiteren den Anschein erweckt, die Universität unternehme nichts gegen Gumbel. **Sturm** sei als Schriftleiter des „Heidelberger Studenten“ für die Veröffentlichung des Aufrufes verantwortlich.

Dem Studenten Fred **Himmel** wird vorgeworfen, in der Protestkundgebung am 24. Juni gesagt zu haben: „**Wie das Verfahren gegen Gumbel auch ausgehen mag, sein Kopf wird rollen!**“, und dem Studenten **Mädler** wirft man vor, in dem Artikel „Fort mit Gumbel“ u. a. von dem „gemeinen und zersetzenden Charakter des Juden“ und vom „jüdischen Lumpen“ gesprochen zu haben. Zuletzt wird auch die Dozentenschaft und die **Sozialistische Studentengruppe** (!) in Schutz genommen.

Alle fünf Angeklagten verteidigten sich vorzüglich. Sie kämpften offen und ehrlich mit den Waffen des Geistes und machten auf alle Anwesenden einen vorzüglichen Eindruck. Insbesondere wiesen die Angeschuldigten darauf hin, daß die Heidelberger Studentenschaft ihre Loyalität der Universität gegenüber schon des öfteren bewiesen habe, was auch anerkannt wurde.

Der Disziplinarrichter begründete seine Strafanträge rein formaljuristisch und sagte u. a., die besonderen Umstände verlangen eine milde Beurteilung. Er beantragte, Himmel, Scheel, Sturm und Bayer je einen Verweis zu erteilen, den Studenten Mädler aber von der Universität zu verweisen.

Nach einem ausgezeichneten Plädoyer des Heidelberger Rechtsanwaltes Edwin Leonhard, der darauf hinwies, daß man einzelne Sätze nicht aus dem Gesamtinhalt herausreißen könne, und daß gerade diejenigen, die heute nach der Autorität schreien, es gewesen sind, die aus Parteiegoismus die Politisierung der Hochschulen durchführten, fällte das Gericht nach vierstündiger Beratung folgendes **Urteil**:

„Die Studenten Sturm und Himmel werden freigesprochen, die Studenten Scheel und Beyer erhalten je einen Verweis, dem Studenten Mädler wird die Relegation angedroht.“

*

Damit war der tragikomische Teil des Falles Gumbel beendet. Ob diese ganze Zeremonie der Heidelberger Universität zur Ehre gereicht, das zu beurteilen überlassen wir unseren Lesern. Die sofortige Entfernung Gumbels zu fordern, halten wir indes für unsere Pflicht. Hierin fühlen wir uns mit der Heidelberger Studentenschaft eins: **Männer wie Gumbel haben kein Anrecht auf einen deutschen Lehrstuhl!**

Freiburger Zeitung, ... i. Br.

Abendausgabe 3.8.32

Gerichtshalle

Die Gumbel-Protestkundgebung

Heidelberg, 31. Juli. Das Disziplinargericht der Universität beschäftigte sich mit Vorgängen vor und während der Kundgebung der Deutschen Studentenschaft gegen Prof. **Gumbel**. Die Studenten Gustav Scheel, Ernst Bayer, Sturm, Fred Himmel und Sch. Mädler waren verdächtig, daß sie die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben.

Scheel und Bayer hatten die Kundgebung einberufen. Auf Plakaten hatten sie von Prof. Gumbel als „Schänder deutscher Ehre“ gesprochen, der „ungestraft“ habe sagen dürfen: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eine einzige Kohlrübe.“ Sturm wurde zur Last gelegt, daß er als verantwortlicher Herausgeber des „Heidelberger Studenten“ in Nr. 4 die Einberufungserklärung mit dem Ausdruck „Schänder deutscher Ehre“ übernommen habe. Himmel wurde vorgeworfen, daß er in seiner Rede in der Stadthalle die Wendung: „Wie das Verfahren gegen Gumbel auch ausgehen mag, sein Kopf wird rollen“, gebraucht habe. In einem Artikel und in einem Flugblatt habe endlich Mädler scharfe Wendungen getan.

Die Beschuldigten Scheel, Bayer und Sturm erklärten, daß der Rektor bei der Vorlage der Plakate nur die Wendung „ungestraft“ beanstandet habe. Himmel stand zu seiner Wendung, erklärte aber, daß er dabei nicht an eine Gewaltanwendung gedacht habe. Mädler trug vor, daß er den Artikel von dem weder das Konzept noch das Originalmanuskript vorhanden ist, ohne scharfe Wendungen geschrieben habe.

Der Staatsanwalt hielt sämtliche Beschuldigte im Sinne der Anklage **überführt** und beantragte gegen Mädler Ausschluß von der Universität, gegen die übrigen einen Verweis. Der Verteidiger, Edwin **Leonhardt**, bedauerte, daß immer noch keine Entscheidung im Fall Gumbel getroffen worden sei. Die Studentenschaft sei auf das Tiefste **empört** gewesen. Sämtliche Beschuldigte seien freizusprechen.

Nach über vierstündiger Beratung erhielten Scheel und Bayer wegen der Wendung „ungestraft“ einen Verweis, während bei ihnen wie auch bei Sturm wegen des Ausdrucks „Schänder deutscher Ehre“ Freisprechung erfolgte. Der letztere Ausdruck stelle zwar eine Formalbeleidigung dar, von der Universität sei aber dagegen kein Einspruch erhoben worden. Die Himmel zur Last gelegte Aeußerung sei verschiedener Auslegung fähig, doch habe seine Auslegung nicht widerlegt werden können. Mädler wurde die **Ausschließung** von der Universität angedroht, da er sich über den Inhalt des Flugblattes nicht pflichtgemäß vergewissert habe.

Der Fall hat damit noch nicht seinen Abschluß gefunden, da Mädler **Rekurs** gegen das Urteil erheben will.

Heidelberger Tageblatt

Ausschnitt aus der Nummer vom 4. 8. 32

(Entscheidung im Falle Gumbel noch im August?) Wie unser Karlsruher Mitarbeiter erfährt, ist damit zu rechnen, daß die Entscheidung des Unterrichtsministers auf den Antrag des Senats der Universität alsbald nach dessen Rückkehr, also wohl noch im August, gefällt werden wird. Diese Entscheidung wird dann dem Rektor mitgeteilt werden. Auch wenn die Entscheidung einen sogenannten Rekurs an das Staatsministerium hervorrufen sollte, würde diese Schlußentscheidung des Staatsministeriums, gegen das es dann kein Rechtsmittel mehr gibt, noch im Laufe der nächsten Wochen zu erwarten sein, so daß man damit rechnen dürfte, daß der Fall Gumbel dann noch während der Ferien seine endgültige Bereinigung erfährt.

ADRESSEN-VERLAG U. ZEITUNGSAUSSCHNITTE | BERLIN S.O. 16 RUNGESTR. 20

AUSSCHNITT VOM: 4. AUG. 1932

Kölnische Zeitung, Köln

1. Ausgabe

Disziplinarverfahren gegen Studenten

4 Heidelberg, 31. Juli.

Das Disziplinargericht der Universität hatte am Samstag, nachdem in der Öffentlichkeit allerlei Erklärungen der Beteiligten vorausgegangen waren, gegen fünf nationalsozialistische Studenten zu verhandeln. Sie waren beschuldigt, Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und akademischen Lehrern und Behörden nicht die schuldige Achtung entgegengebracht zu haben. Es handelt sich dabei um eine Auswirkung der Angelegenheit Gumbel, die noch immer in der Schwebe ist und die die rechtspolitische Studentenschaft zu schärfsten Ausdrücken wie Schänder deutscher Ehre usw. veranlaßt hat. Der Staatsanwalt plädierte auf Verweis als genügende Ahndung in einzelnen Fällen, in einem Falle auf Ausschluß von der Universität. Nach etwa vierstündiger Beratung verkündete der Rektor das Urteil. Es umfaßt zwei Freisprüche, zwei Verweise und eine Ausschlußandrohung.

AUSSCHNITT VOM: 5. AUG. 1932

Mannheimer Tageblatt

Heidelberg. Entscheidung im Falle Gumbel noch im August? Wie das „Heidelberger Tageblatt" aus Karlsruhe erfährt, ist damit zu rechnen, daß die Entscheidung des Unterrichtsministers auf den Antrag des Senats der Universität alsbald nach dessen Rückkehr, also wohl noch im August, gefällt werden wird.

AUSSCHNITT VOM: 5. AUG. 1932

General-Anzeiger

Ludwigshafen a/Rh.

Heidelberg

Entscheidung im Falle Gumbel noch im August? Wie man aus Karlsruhe erfährt, ist damit zu rechnen, daß die Entscheidung des Unterrichtsministers auf den Antrag des Senats der Universität alsbald nach dessen Rückkehr, also wohl noch im August, gefällt werden wird.

AUSSCHNITT VOM: 6. AUG. 1932

Fridericus, Berlin

Am besten und am längsten schläft man in Heidelberg. Und zwar in der Leitung der Heidelberger Universität. Dort hat man ganz übersehen, daß deutsche Studenten sich einen Lehrer wie den Herrn Gumbel deshalb nicht mehr gefallen lassen, weil dieser Mann sich darin gefällt, das herunterzureißen, was jungen Deutschen wertvoll erscheint. Infolgedessen hat man nicht etwa Herrn Gumbel, der in der Beleidigung [illegible] Frontsoldaten Spezialist ist, aus der deutschen Universität Heidelberg hinausgetan, sondern man hat gegen die Studenten, die führend in der Abwehr gegen Gumbel tätig waren, ein Disziplinarverfahren eröffnet. Sie sollen die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und sich der Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern gebührenden Achtung schuldig gemacht haben.

Die Heidelberger Universitätsbehörde wolle sich merken: Vor dem Herrn Gumbel haben viele im Volke das Gegenteil von Achtung. Achtung läßt sich nicht einbläuen. Sie will erworben sein. Das sollte die Behörde Herrn Gumbel klarmachen. Deutsche Studenten sind keine Lausbuben, die kuschen, wenn jemand mit dem Stocke kommt. Sondern sie sind ein sehr wertvoller und sehr lebendiger Teil des deutschen Volkes, das sich freuen würde, wenn sich auch in der Universitätsbehörde der Stadt, die dem Auslande als ein nationales Kleinod gilt, ein Hauch jenes Geistes zeigen würde, der jede — auch eine im Unglück befindliche — Nation groß macht.

Holtz-Ende

AUSSCHNITT VOM: [illegible] AUG. 1932

Prager Tageblatt, Prag

Fall Dehn, nicht der Fall Gumbel, nicht der Fall Feiler ist hier als klassische Szene von Studenten-Barbarei und kläglicher Professoren-Hilflosigkeit dargestellt worden. Sondern mit Absicht ein Fall, dessen Märtyrer kein „Kulturbolschewist" ist, ein Mann vielmehr, dessen rassische Reinheit, dessen Patriotismus, dessen Lauterkeit nicht umstritten werden kann. Professor Fichte war es, der in Jena 1795 den Ahnen der heutigen Stehkonventler zum Opfer fiel. Professor Fichte war es, der vor 137 Jahren erkannte, wo der Universitätshund begraben liegt. Wo denn? Bei den Studenten? Nein! „Der Studierende ist, wie jeder Jüngling, ebenso leicht zum Guten zu bringen, wie zum Bösen. Nur muß man die vergängliche Aufwallung auf der Stelle nutzen und den entgegengesetzten Einflüssen nicht Zeit lassen, sie umzustimmen." Was eine moralische Autorität bei jungen Menschen vermag, hat Fichte bewiesen; aber sein Schicksal hat auch bewiesen, wie wenig ein Einzelner vermag inmitten einer Professorenschaft, deren Geist sich seit Fichtes Zeiten kaum verändert hat. Fichte unterlag denen, die meinten: die jungen Leute müssen sich austoben — und hinter dieser scheinliberalen Phrase ihren Mangel an einem Menschenideal, ihren Mangel an erzieherischer Potenz, ihre Feigheit vor dem Kunden Student versteckten. Die Folge: daß heute im Bereich der deutschen Universitäten nicht eine einzige moralisch-autoritative Persönlichkeit von deutschem Ruf existiert. Oder wo ist heute auch nur der Mut zur Unpopularität, der den rasenden Studenten die Wahrheit geigte?

Studenten-Herrlich[illegible]

Eine [illegible] Geschichte.

Es war einmal ein [illegible] deutscher Professor. Der wurde eines Tages an eine [illegible] Universität Mitteldeutschlands berufen. Sein Vorgänger hatte ihn den Studenten empfohlen, und so wurde er glänzend aufgenommen; man brachte ihm sogar vor seinem Hause eine öffentliche Huldigung dar.

Der Professor hatte immer gehört, daß die Studenten dieser Universität tadellose Burschen seien. Zunächst hatte er wenig Gelegenheit, Leben und Treiben der Stadt zu beobachten; denn er wohnte in einer abgelegenen Vorstadt und kam nur einmal, früh morgens, zum Kolleg in die Stadt. Trotz seiner Abgeschiedenheit drangen aber auch zu ihm allmählich Klagen über studentische Roheiten und Zügellosigkeiten. Er erfuhr, daß die Quelle aller dieser Krawalle drei Studenten-Orden seien.

Inzwischen hatte der Professor mit einer Reihe von Studenten Kontakt bekommen. Dank der Suggestivität seines vorbildlichen Charakters, hatte er bald einige seiner Schüler von den schädlichen Einflüssen dieser Verbindungen überzeugt. Andern, die durch moralische Argumente nicht zu gewinnen waren, teilte er mit, daß höhererseits ernsthafte Untersuchungen gegen sie geplant würden. Durch dieses oder jenes Motiv veranlaßt, erschienen eines Morgens Abgeordnete der Orden auf dem Zimmer des Professors, um ihm ihren Eid des Verzichtes auf die Orden anzubieten. Der Professor wies die Studenten an die zuständigen Stellen und versprach ihnen seine Vermittlung.

Mit dieser Vermittlung geriet er nun in ebenso komplizierte, wie alberne Kompetenzfragen. Akademischer Senat oder höhere Stelle? Prorektor oder der Geheimrat der vorgesetzten Behörde? Dieser Professor hatte bereits die schwierigsten Probleme der abstraktesten Wissenschaften aufs Genialste gelöst — die Lösung dieses Kompetenzproblems zur Zufriedenheit des Professorenkränzchens glückte ihm nicht. Dankten ihm nun wenigstens seine Kollegen, daß ihm gelungen war, wozu sie weder den Mut noch die moralische Autorität besaßen: die Zähmung der Studenten-Barbarei? Keine Spur! Sie verwickelten ihn in einen Streit über den Geschäftsgang, den innezuhalten er angeblich versäumt hatte. Das war ihr Beitrag zur Erziehung der Studenten. Denn was spielen auch die „harmlosen" Studentenflegeleien für eine Rolle im Verhältnis zu einem Professor, der nicht einmal die Grenzlinie zwischen der Zuständigkeit der Universität und der Zuständigkeit des übergeordneten Ministeriums einzuhalten weiß?

Endlich war die Vermittlung des Professors so weit gediehen, daß die feierliche Auflösung der Orden vor der für diese Feierlichkeit zuständigen Kommission vor sich gehen konnte. Da trat der dritte Orden von seinem Versprechen zurück. Er verbreitete: uns Studenten droht gar keine Gefahr; die ganze Geschichte ist nichts als eine Wichtigtuerei des Professors; offenbar will er sich bei seinen Vorgesetzten beliebt machen. In diesem Stile hetzte man mit Hingebung. Die anderen beiden Orden aber legten auch weiterhin die Angelegenheit vertrauensvoll in die Hände des Professors. Mit Recht; denn er war ein Mann, von dem wir den charakteristischen Ausspruch kennen; ich werde „selbst zur Erlösung des Menschengeschlechts nicht mein Wort brechen." Der dritte Orden aber entschied sich für die ultima ratio studiosorum: fünf frisch-frei-fröhliche Universitätshelden stürmten eines Nachts, um zwei Uhr, das Haus des Professor, und warfen, da sie nicht eindringen konnten, wenigstens die Fensterscheiben ein. Wie wurden diese Studenten bestraft? In der „Rechenschaft an das Publikum", die der Professor später verfaßte, aber auf Bitten hoher Persönlichkeiten nicht veröffentlichte, heißt es: „Es sind über diesen Vorfall Untersuchungen angestellt worden, aber es hat nichts ausgemittelt werden können." Dagegen hatte seine Vermittlung zwischen den beiden ersten Orden und den Behörden einen vollen, glänzenden Erfolg: die zwei Orden wurden straflos aufgelöst. „Gegen den dritten Orden wurde damals nichts unternommen."

Der Professor, der nicht im Interesse der Behörden (als ihr Büttel), sondern im Interesse der Studenten (als Erzieher der Führer des Volks) die Organisationen studentischer Barbarei bekämpft hatte, nahm seine öffentlichen Vorlesungen, große erzieherische Kollegs, zum Anlaß, noch [illegible] die Studenten zu belehren. [illegible]

[illegible] Beispiel [illegible] konkreten [illegible] Möglichkeiten auf den [illegible] suchte nur, mit gütig belehrender Eindringlichkeit die Aufgabe des Studenten innerhalb der Gemeinschaft darzustellen. Da wurde am dritten Sonntag, an dem er über das Thema sprach, seine Frau beim Verlassen seines Kollegs auf der Straße angepöbelt; sein Haus wurde attackiert. Wie verhielten sich seine Kollegen dazu? Trafen sie, als die Studenten ihre Maßnahmen gegen den Professor mit frechem Maul voranküdigten, Vorsichtsmaßregeln zum Schutz des Besten unter ihnen? Sie werden in völliger Sicherheit sein — versicherte ihm der akademische Senat. Sie brauchen gar keine Vorkehrungen zu treffen — beruhigten ihn die Ungefährdeten. Als dann der Studentenpöbel kam, wartete der schutzlose Pro[illegible]or vergeblich. Aus seinem Bericht: „Durch [illegible] angestellte Untersuchung wurde auch nichts entdeckt."

Wie rechtfertigten die Hüter der Universität ihre Blamage? Sie machten ihrem „unerfahrenen" Kollegen wohlwollende Vorwürfe. Auf Universitäten sei es eben nicht anders. Er werde sich schon sachte an den Studententerror gewöhnen müssen. Das Klügste sei, von diesen Bagatellen nicht soviel Aufhebens zu machen. Man müsse über sie spaßen, dann unterblieben sie am ehesten. Was für ein dummer Professor war doch dieser Professor! Er regte sich darüber auf, daß die Herren Studiosi weder seine Frau noch sein Haus respektierten. Der Herr Professor hatte wirklich noch nicht viel Universitätserfahrung. Wo es doch „das ehrenvollste Zeugnis für die Rechtschaffenheit eines Professors" sei, wenn ihm die Fenster oft eingeschlagen würden.

Dieser [illegible] Professor war leider unbelehrbar. Er bildete sich [illegible] ein, daß er vom Staat bezahlt würde, um die Studenten zu erziehen — nicht, um vor den Studenten zu kriechen. So kündigte er denn an, daß er beim nächsten Angriff sich selbst verteidigen werde. Das wurde dem akademischen Senat dann doch zu bunt. Er fand in einem Brief an den Professor die Energie, die ihn vor den Studenten immer verließ: der Professor möchte sich alles dessen enthalten, was die Verbitterung unterhielte. Bitte um Schutz? Zuständigkeitshalber an die vorgesetzte Behörde. Und der Professor berichtet: „Es wurden übrigens über das Vorgefallene Untersuchungen angestellt, wie vorher, und nichts ausgemittelt, auch wie vorher."

Die Barbarei hatte gesiegt. Ort der Siegesfeier: vor des Professors Haus. Zeit der Siegesfeier: nachts zwei Uhr. Die Szene der Siegesfeier: große Mauersteine werden zerschlagen; man versucht das Hoftor des Professors zu erbrechen. Der Professor ruft: „Wer mir etwas zu sagen hat, komme morgen am Tage." Was die Studenten ihm zu sagen hatten, ließ sich jedoch nachts, zwei Uhr, am besten sagen. Sie suchten aus dem Bach, der durch die Straße floß, kleine Steine; zerteppten mit ihnen die Fenster; und pöbelten wie „Fischweiber". Sie riefen zum Wirt hinauf: „Laß ihn ausziehen, er muß ausziehen; solange du ihn im Hause hast, sollst du nie eine ganze Scheibe haben." Der Professor aber, der größte und aufopferndste Erzieher, den die Geschichte der Deutschen kennt, zog dies Fazit: „Wenigstens entsteht aus diesem allem das Gute, daß ich nicht mehr mein Herz an das Projekt hänge, aus diesen rohen Menschen etwas machen zu wollen, meinen Stiefel schlecht und recht hin lehren werde."

Und die Moral von der Geschicht?

Unser Professor zog sie so: „Gott mag es denen, die durch eine lange Praxis sie diese Grundsätze gelehrt haben, vergeben; ich kann es ihnen nicht vergeben." Wir alle können [illegible] Generationen von Hochschullehrern nicht vergeben, daß sie die Studenten nicht erzogen haben. Nicht die Studenten, die Professoren sind schuldig. Nicht die (gern zitierte) allgemeine Politisierung, nicht die (noch lieber zitierte) Wirtschaftskrise, sondern die traditionelle Barbarei der Studentenschaft — von Hochschullehrern gehegt und gepflegt, im besten Falle [illegible] — [illegible] verantwortlich dafür zu machen, [illegible] heute wilde [illegible] sind, [illegible] die intellektuelle Jugend heute, [illegible] Hochschullehrer [illegible] den Geist verneint.

[illegible]

Türmer, Berlin Aug. 32

Und so was nennt sich deutsch.

„Das Kriegerdenkmal des deut[illegible] [illegible] ist für mich nicht eine lichtbekl[illegible] Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe."

Gumbel, Extraordinarius für Statistik, Mathematik und Soz. Politik an der Universität Heidelberg.

*

Herr Professor Gumbel, der seine geistige Wesensverbundenheit mit den deutschen Frontsoldaten schon einmal kundgetan hat, indem er die schönen Worte gebrauchte, sie seien „auf dem Felde der Unehre gefallen", hat es, so schreibt der Berliner Lokal-Anzeiger, trotz der damaligen Proteste für nötig befunden, auch noch den obigen lapidaren Satz in einem Vortrag auszusprechen.

Die „Deutsche Studentenschaft Heidelberg" hat beim Senat Untersuchung, die Fakultät — wie wir von einer Seite erfahren — das Disziplinarverfahren beantragt. Diejenigen, denen zum Gedächtnis Herr Gumbel eine Kohlrübe errichten will, würden zwar gerne auf jedes Disziplinarverfahren vor dem grünen Tisch verzichten. Sie waren Soldaten und wüßten einem solchen „Kameraden" seinen Symbolismus schon durch deutliche Handschrift auszutreiben. Herr Gumbel, der u. a. ein Werk über „Politische Ideale" ins Deutsche übertragen hat (Prof. Einstein hat es eingeleitet, anscheinend also ist es „relativ"), mag ja kurzsichtig und der Meinung sein, daß irgendwo in deutschen Landen leichtbekleidete erzene Jungfrauen mit „Siegespalmen" wedeln. Leider hat der Geist, der sich der Gumbels aller kriegführenden Staaten bedient, es verhindert, daß wir Deutsche Siegesdenkmäler errichten könnten.

Die Kohlrübe aber, mit der Herr Gumbel höchstwahrscheinlich die Entbehrungen symbolisiert wissen will, denen Front und Heimat ausgesetzt waren, ist so verächtlich nicht. Denn die Kanonen, vor deren Schüssen die bewußten Gumbels nicht davonlaufen, kann man ja höchstens mit Kohlrüben laden. Erreichen die Geschosse ihr Ziel, so wird man eines nicht mehr vom andern unterscheiden können; besonders dann nicht, wenn's ins Gesicht trifft.

[illegible]

Kladderadatsch, Berlin

Ausschnitt aus der Nummer vom: 14. AUG. 1932

„Hinreichend ver[illegible]

Gegen die fünf F[illegible] der [illegible]ischen Studentenschaft in Heidelberg ist ein Disziplinarverfahren eröffnet, weil sie in öffentlicher Versammlung die Entfernung des Professors Gumbel, des Edelpazifisten, gefordert haben. Sie sind, heißt es, „dadurch hinreichend verdächtig, die Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben."

Das möchten wir bezweifeln! Im Gegenteil scheinen uns die jungen Leute durch ihr auf Entfernung eines Gumbel gerichtetes Verlangen dargetan zu haben, daß sie Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gewahrt wissen wollen. Sie haben auch nicht die den akademischen Behörden und Lehrern schuldige Achtung verletzt, sondern vielmehr bewiesen, daß sie von dieser Achtung eine wesentlich höhere Auffassung haben als Herr Gumbel. ha

Deutsche Zeitung, Berlin
Morgen-Ausgabe
Ausschnitt aus der Nummer vom: 16. AUG. 1932

Wann fällt die Entscheidung über Gumbel?

Durch die Mitteilungen der Deutschen Studentenschaft Heidelberg sind die Aeußerungen bekannt, die der a. o. Professor Gumbel vor einiger Zeit über die Gefallenendenkmäler getan hat. Bereits die Ernennung Gumbels zum a. o. Professor hatten den lauten Widerspruch der Heidelberger Studentenschaft geweckt, der daraufhin die staatliche Anerkennung entzogen (!) wurde. Der neue Vorfall hatte indessen doch die Einleitung eines Disziplinarverfahrens zur Folge.

Wie uns mitgeteilt wird, liegt das Votum der Fakultät bereits seit dem 10. Juli dem Ministerium vor, das aber seine Entscheidung bis heute hinausgezögert hat. Die Deutsche Studentenschaft wartet mit Spannung auf diesen Entscheid, der nach Lage der Dinge gar nichts anderes als die Aberkennung der Lehrbefähigung Gumbels bringen kann. Jedenfalls scheint sich das Votum der Fakultät dafür auszusprechen, da in einem Disziplinarverfahren gegen 5 Führer der örtlichen Studentenschaft 2 von ihnen wegen des Ausdrucks, Gumbel sei ein „Schänder der deutschen Ehre" mit der Begründung freigesprochen werden, die Universität hätte gegen diesen Ausdruck keinen Einspruch erhoben. Mithin dürften die Professoren Herrn Gumbel genau so beurteilen wie die Studenten.

[illegible]
Antrag des Ausschusses gegen [illegible]
zugestimmt.

Der Fall G[illegible]el. 10.9.32

Eine Erklä[illegible]ren.

[illegible]

Professor Gumbels Rekurs.

Professor Gumbel (Heidelberg) hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministers vom 5. August, in der ihm die Lehrberechtigung entzogen worden ist, Rekurs eingelegt. Er fordert die Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, die eidliche Vernehmung der Zeugen, die Nachprüfung der Glaubwürdigkeit des Hauptbelastungszeugen und die Wiederherstellung seiner Rechte.

In der Begründung des Rekurses betont Gumbel besonders, dass seine in der fraglichen Versammlung gefallene Aeusserung in der Interpretation, die ihr von den nationalsozialistischen Studenten (als Zeugen) gegeben und dem Gutachten des Untersuchungsausschusses zugrunde gelegt worden sei, entstellt widergegeben werde. Er wehrt sich dagegen, dass aus einer früher (1924) von ihm gemachten Aeusserung und dem neuen „Fall" jetzt ein „Gesamtverhalten" konstruiert worden sei. Ebenso wird die Heranziehung der Tatsache, dass Gumbel sich an der Unterschriftensammlung für Ossietzky beteiligt hat, zurückgewiesen. Zum Schluss weist Gumbel auf die grosse politische Bedeutung seines „Falles" hin, der von nationalsozialistischer Seite als Präzedenzfall aufgefasst und ausgebe[illegible] werde.

Kladderadatsch, Berlin
Ausschnitt aus der Nummer vom: 14. AUG. 1932

Tage der Trübsal

Ach, wo sind die schönen Tage heute
Löbes, Brauns und Severings geblieben?
Schlechte Zeiten sind es, auch für Leute,
Die kein Vaterland zu haben lieben.
Rote Leuchten tät man ohne Gnade,
Wie den Herrn von Harnack, roh entfernen,
Und zu Marburg fühlt sogar Herr Rade
Sich vielleicht bemüßigt, umzulernen!

Denn auch unser Grimme ist gegangen
Auf die etwas unbeliebte Reise,
Und mit Grundeis geht und bleichen Wangen
Kawerau umher, der Oberweise.
Gumbel selbst fühlt seelisch sich bemeistert,
Wie er zeitentsprechend sich erwiese,
Und dem Bilde Hindenburgs begeistert
Huldigt Askevold, der Geistesriese.

Scharen sitzen an der Klagemauer,
Die sich einst gebläht auf hohem Pferde;
Josef Wirthen überläuft ein Schauer —
Ach, ein Jammertal ist diese Erde!
Oft in gramdurchglühten Traumesnächten
Sieht er schon sein Schwarzrotgold versinken
Und die wüsten Kerle auf der Rechten
Mit dem schwarzweißroten Greuel winken.

Aber nein! Im weiten deutschen Lande
Ehern steht die starre Front von Eisen,
Ob sie auch zurzeit im Ruhestande
Auf dem Dach hockt als ein Heer von Greisen.
Was? Ein Sieg von rechts? Nicht in die Tüte!
Wie? Ein Sieg der Papen, Bracht und Schleicher?
Hah! Verderben sinnend im Gemüte
Stehn beiseite die ‚Gewaltenweicher.‘

Fragst du noch, wie es am Elften werde,
Wenn kein Löbe redet salbungsölig?
Wäre ohne das auf dieser Erde
Noch ein fühlend Herz, das wahrhaft fröhlich?
Ach, was hilfts? Wir alle werden wissen
In Ergebung dennoch uns zu fassen;
Ist auch mancher weniger hingerissen,
Soll man jedem sein Vergnügen lassen!

Kladderadatsch.
P. W.

AUSSCHNITT VOM: 19. AUG. 1932

Hamburger Nachrichten, Hamburg
Abendausgabe

Von den Hochschulen.

Wann fällt die Entscheidung über Gumbel?

Durch die Mitteilungen der Deutschen Studentenschaft Heidelberg sind die Äußerungen bekannt, die der außerordentliche Professor Gumbel vor einiger Zeit über die Gefallenendenkmäler getan hat. Bereits die Ernennung Gumbels zum außerordentlichen Professor hatte den lauten Widerspruch der Heidelberger Studentenschaft geweckt, der daraufhin die staatliche Anerkennung entzogen wurde. Der neue Vorfall hatte indessen doch die Einleitung eines Disziplinarverfahrens zur Folge. Wie uns aus zuverlässiger Quelle mitgeteilt wird, liegt das Votum der Fakultät bereits seit dem 10. Juli dem Ministerium vor, das aber seine Entscheidung bis heute hinausgezögert hat. Die Deutsche Studentenschaft wartet mit Spannung auf diesen Entscheid, der nach Lage der Dinge gar nichts anderes als die Aberkennung der Lehrbefähigung Gumbels bringen kann. Jedenfalls scheint sich das Votum der Fakultät dafür auszusprechen, da in einem Disziplinarverfahren gegen fünf Führer der örtlichen Studentenschaft zwei von ihnen wegen des Ausdrucks, Gumbel sei ein „Schänder der deutschen Ehre“ mit der Begründung freigesprochen wurden, die Universität hätte gegen diesen Ausdruck keinen Einspruch erhoben. Mithin werden die Professoren Herrn Gumbel genau so beurteilen wie die Studenten.

N° de Débit
LE PETIT PARISIEN
RUE D'ENGHIEN, 18, Xe
Extrait de
16 AOUT 1932
Date :
Signature :
Exposition :

A travers l'Allemagne d'aujourd'hui

L'UNIVERSITÉ ET LES NATIONAUX-SOCIALISTES

En Allemagne, la situation politique intérieure est loin de s'éclaircir : elle s'aggrave même tous les jours, et les nationaux-socialistes redoublent d'activité et d'efforts. Pour leur propagande, ils prodiguent sans compter le temps et l'argent. Les trois quarts des étudiants sont des adhérents au parti d'Hitler, et comme, dans la fougue de leur jeunesse, ce sont des militants convaincus, ils consacrent à la politique plus de temps qu'aux études.

Le touriste qui, pour la première fois, s'aventure dans le long et sonore hall de l'université d'Heidelberg, ne peut manquer d'être frappé par des tableaux vitrés, de dimensions toutes égales, qui se détachent sur ses murs blancs : au-dessus de ces tableaux se lisent, en belles lettres blanches, les mentions suivantes : Etudiants nationaux-socialistes, Etudiants communistes, Section des étudiants républicains, etc. Ainsi, les autorités admettent, régularisent, avec un sens tout germanique de la réglementation, l'activité politique des étudiants, en un lieu d'où, en tout autre pays, on s'efforce de la bannir.

Il y a quelques jours encore, dans ce hall rempli d'une foule bruyante, les étudiants arboraient tous à la boutonnière les insignes de leur parti et, dans l'intervalle des cours, se groupaient pour reprendre leurs interminables discussions politiques. Tous les jours, à 10 heures, on pouvait contempler le même spectacle : à une extrémité de la salle des pas-perdus, s'assemblaient en cercle compact les étudiants nazistes; le cercle s'ouvrait pour laisser pénétrer le président du groupe; quelques paroles vibrantes et, en conclusion, une clameur de « Heil Hitler ! », des bras levés dans un salut fasciste. Et cela se passait à la porte même des amphithéâtres, sous le regard patient et bienveillant des professeurs !

Les autorités universitaires tolèrent ces sortes de manifestations ; elles tolèrent même bien autre chose de la part des nationaux-socialistes : ceux-ci, depuis près d'un an, se sentant chaque jour plus forts, donnent libre cours à leur arrogance, à leur intransigeance. C'est une capitulation des autorités, moins préoccupées de maintenir l'ordre et de faire régner la paix que de se concilier les étudiants et le parti de demain.

Les journaux de France ont relaté les incidents dont les universités de Berlin et de Francfort ont été récemment le théâtre. A Francfort, le mois dernier, les étudiants nazistes assiégèrent dans une salle d'études les étudiants socialistes et entreprirent de les assommer tous de sang-froid : il fallut faire intervenir la police ! A Berlin, ils poussèrent l'outrecuidance, ou plutôt l'inconscience, jusqu'à adresser aux autorités une pétition dans laquelle, déclarant ne plus vouloir s'asseoir sur les mêmes bancs que les étudiants juifs, ils demandaient leur expulsion. (Bien entendu, dans les deux cas, aucune sanction ne fut prise.)

Mais les étudiants hitlériens ne se contentent pas de combattre, matraque en mains, leurs condisciples ; forts de l'incurie ou de la complaisance des autorités, ils s'attaquent aux professeurs qui ne sont pas nazistes. Si l'un d'eux est officiellement affilié à un parti du centre, qu'il surveille ses paroles ! S'il est social-démocrate, qu'il ne s'en vante pas, sinon sa vie a toutes les chances de devenir difficile ; s'il [illegible], elle sera absolument intenable, car il ne trouvera d'appui dans [illegible]

L'an dernier, un professeur de théologie de l'université de Halle, le professeur Dehn, avait, au cours d'une conférence, déclaré qu'il appartenait aux autorités civiles, et non aux autorités ecclésiastiques, d'honorer les soldats tués à la guerre, et qu'en conséquence le nom des morts ne devait pas être inscrit dans les églises. Il n'en fallut pas davantage pour déchaîner la colère des hitlériens. Le professeur Dehn devait venir de Halle à Heidelberg, convié par les autorités universitaires à faire des conférences. Les étudiants firent pression sur celles-ci, et le professeur Dehn se vit retirer son invitation ; on demanda même sa révocation.

Autre cas : au début de l'année, un professeur de droit constitutionnel de l'université de Munich, le professeur von Nanasky, convaincu d'avoir comparé le traité de Versailles au traité de Brest-Litovsk, fut l'objet d'une violente campagne, et ses cours l'objet d'un sabotage en règle. S'il put, comme le professeur Dehn, conserver son poste, il dut s'en estimer heureux, les hitlériens ayant tout fait pour le faire congédier. En Allemagne, ce sont maintenant les élèves qui font la loi aux professeurs, les disciples qui s'érigent en censeurs des maîtres.

J'ai cité les cas Dehn et Nanasky, je pourrais en citer d'autres, hélas ! celui du professeur Baumgarten, à Kiel, du professeur Lessing, à Hanovre, du professeur Geiler, à Kœnigsberg, mais ces cas appartiennent déjà au passé ; en ce moment, c'est le cas Gumbel qui occupe toute l'actualité.

J'ai relaté, il y a peu de temps, ici, une manifestation monstre, organisée par les étudiants nazistes de Heidelberg contre leur professeur, spécialiste apprécié des questions statistiques. J'ai décrit le honteux déchaînement d'antisémitisme dont la réunion avait été le prétexte. La fureur hitlérienne envers le professeur Gumbel, loin de se calmer, semble croître de jour en jour. Qu'importe que cet homme ait été engagé volontaire en 1914 ? Qu'importe qu'il soit un de ceux que l'Allemagne compte parmi son élite, un de ceux qui s'honorent de l'amitié d'Einstein, un de ceux dont les facultés étrangères reconnaissent la valeur. Les universités de Columbia et de Cornill l'ont en effet invité à venir faire des cours en Amérique ; la faculté de Paris, elle-même, s'apprête à le recevoir en novembre prochain à la Sorbonne, honneur qu'elle confère pour la troisième fois à un Allemand, et dont Einstein fut le premier l'objet. Qu'importe tout cela ! Le professeur Gumbel est social-démocrate, et juif par surcroît !

Chaque jour le professeur Gumbel s'attend à recevoir sa lettre de révocation.

En attendant le résultat de l'enquête pendante à Karlsruhe, il peut lire chaque jour dans le journal naziste, comme dans celui des étudiants, de continuelles insultes et de continuelles menaces.

J'assistais, il y a quelques jours, à une réunion politique des hitlériens. Le principal orateur était un ancien sous-officier de la Reichswehr, nommé Sch[illegible]. Ce Sch[illegible], actuellement député à la Diète de Bavière, avait été condamné à mort en 192[illegible] pour avoir fait assassiner [illegible] personnes, à la suite des jugements secrets d'une Sainte-Vehme nationaliste. Gracié par une amnistie générale, après une commutation de peine, entré au service d'Hitler depuis peu, il vint attaquer Gumbel à son tour, avec une violence inouïe, car Gumbel, — autre grief des nazis, — est l'auteur d'un livre : *Les crimes politiques en Allemagne* (traduit en français) dont les révélations ne sont pas à leur honneur. Au cours de cette réunion enflammée, les partisans nazistes en uniforme, parcouraient les rangs pressés des auditeurs, en vendant, en même temps que la photo du « Messie », une carte postale représentant le professeur Gumbel, pris à son insu, en maillot de bain, sur les bords du Neckar, photo qui s'accompagnait d'une injurieuse légende. On riait dans la salle, on se passait la photo de main en main, et tous l'achetaient, conscients de faire œuvre pie, en donnant 10 pfennigs pour le trésor du parti.

Si je cite ces détails, en eux-mêmes peu importants, c'est qu'ils sont significatifs. Ils montrent jusqu'à quel point peuvent sombrer la décence, la raison, la moralité, quand la passion politique est en jeu ! Ovationner un homme convaincu d'assassinats, traîner dans la boue un intellectuel, coupable, tout au plus, de quelques paroles imprudentes : voilà où en est la majorité de la jeunesse allemande !

Sans doute, il ne s'agit là que d'une affaire locale, mais elle dépasse singulièrement le cadre de l'université : c'est ici toute la liberté de pensée et la liberté de parole, qui sont en péril. Et cette explosion de haine dirigée aujourd'hui contre l'ennemi politique ne se dirigera-t-elle pas demain contre l'ennemi héréditaire d'occident ?

Comment n'avoir pas d'appréhension quand on voit cet empoisonnement systématique de la jeunesse par la presse d'Hitler, quand on lit dans un numéro récent du *Heidelberg Student* ce que j'y viens de découvrir ? Le *Heidelberg Student* est un journal hebdomadaire, distribué gratuitement aux 4.000 étudiants de l'université ; il reflète à coup sûr l'opinion indiscutable d'une majorité. Je cite les phrases finales d'un article intercalé au milieu de nouvelles diverses, d'ordre corporatif : « ...A bas cette culture française, opium pour la jeunesse allemande ! Hélas ! nous n'avons plus d'armes ! Mais que rentrent chez nous de nouveau ces pillards et ces étrangleurs, il nous restera encore ces bons couteaux de Solingen que nous pourrons planter dans le dos des voleurs de la Silésie et de la Sarre ! »

Tout l'article contient d'ailleurs de semblables aménités à notre égard : il y est dit que la France est la nation moralement la plus basse; on y insulte, naturellement, notre légion étrangère. Voilà où nous en sommes ici. Une jeunesse irréfléchie, abusée par une presse inconcevable, se laisse entraîner dans une aventure dont elle ne cherche pas à discerner l'issue : que tout cela est amer et triste !

Pour nous, forts de nos droits, de l'équité de notre politique, restons calmes devant ces excès : à la lumière d'une claire raison, la violence de nos voisins nous apparaît désarmée, et, pour le moment du moins, leur volonté de nuire demeure impuissante.

Pierre-Louis Vitroux

Tag: 0. 1. / 1 2. 3. / 2 4. 5. / 3 6. 7. / 8. 9. — Zehner / Einer
Monat: Jan Feb / Mz Ap / Mai Jun / Jul Aug / Sep Okt / Nov Dez
Jahr: 1932 / 1933 / 1934
Ausgabe: Morgen / Abend

BERLIN: Acht Uhr Abendblatt / „ Berliner Börsen Kurier / „ Berliner Börsen Zeitung / „ Berliner Tageblatt / „ B.Z. am Mittag
BERLIN: Der Angriff / „ Deutsche Zeitung / „ Neue Zeit / „ Teltower Kreisblatt / „ Vossische Zeitung

Die Angaben links neben der Lochung sind zu lochen

Jüdische Giftspritzer gegen den Geist von Langemarck

Eine geradezu unglaubliche Provokation des deutschen Volkes und eine bewußte Verhöhnung des heroischen Opfersterbens unserer Heldenjugend von Langemarck leistete sich kürzlich, anläßlich der offiziellen Einweihungsfeier des Soldatenfriedhofes von Langemarck durch die Deutsche Studentenschaft, der Brüsseler Vertreter des Hauses Mosse, ein gewisser Neumayer.

Unnötig zu erwähnen, daß dieser saubere Bursche selbstverständlich auch ein „deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens" ist.

In dem deutschsprachigen Brüsseler Organ „Deutsch-Belgische Rundschau" legte obengenannter Mossejüngling folgende Auslassungen dar:

„Für große Teile des Deutschen Volkes ist Langemarck das Symbol des deutschen Heldentums, das um so größer ist, als es zwecklos war. Andere wieder sahen darin das Grabmal einer Ideologie, die die deutsche Vorkriegspädagogik erfüllte."

Zunächst: es hat nach wie vor keinen Zweck, mit einem Juden über den Sinn des Opfertodes und der Heldenehrung zu rechten. Mit diesen Gaunertypen werden wir auf alle Fälle noch einmal Fraktur reden. Wieso aber erfrecht sich dieser jüdische Mossevertreter ausgerechnet im deutschfeindlichen Auslande „für große Teile des Deutschen Volkes" das Wort zu führen?!

An das Auswärtige Amt aber richten wir das energische Ersuchen, endlich einmal den jüdischen Schreiberlingen der Berliner Asphaltpresse auf die schmutzigen Pfoten zu sehen. Eine Reichsregierung, die solche Meinungsergüsse angeblich deutscher Volksangehöriger, noch dazu in deutschsprachigen Auslandsblättern nicht zu unterbinden weiß, richtet sich in ihrem Ansehen vor aller Welt selbst.

—ck.

Karlsruher Zeitung
Karlsruhe i. B.
Ausschnitt aus der Nummer vom: 23. AUG. 1932

Kurze Nachrichten aus Baden

Entziehung des Lehrauftrages für Professor Gumbel

CNB. Heidelberg, 23. Aug. Wie bekannt, schwebte gegen den Mathematikprofessor an der Universität Heidelberg, Dr. Gumbel, ein Verfahren wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, wonach das Kriegerdenkmal dem deutschen Soldaten „nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein müßte". Wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, haben sich sowohl die philosophische Fakultät wie der engere Senat der Universität einstimmig dahin entschieden, vom Unterrichtsministerium die Entziehung der Lehrberechtigung für Professor Gumbel zu fordern. Das badische Unterrichtsministerium hat nunmehr diesem Antrag stattgegeben.

Damit scheidet Professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus.

gelesenste Zeitung
Heidelberger Tageblatt
24.8.32

Gumbel vom Lehramt ausgeschlossen

Nachdem die philosophische Fakultät und der Engere Senat der Universität Heidelberg nach Abschluß des Untersuchungsverfahrens einstimmig den Antrag gestellt hatten, dem Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen, hat das Unterrichtsministerium mit Entscheidung vom 5. August 1932 diesem Antrag stattgegeben.

Gegen dieses Urteil kann von Gumbel Rekurs beim Staatsministerium eingelegt werden, das in seiner Gesamtheit entscheidet. Es ist aber kaum anzunehmen, daß das badische Staatsministerium eine andere Entscheidung fällen wird, als das Unterrichtsministerium.

Damit hat ein jahrelanger höchst unerfreulicher Streit sein Ende gefunden, der die Atmosphäre an der Universität Heidelberg immer mehr zu vergiften drohte. Der erste Streit um Gumbel war wegen einer Aeußerung entstanden, die er vor einigen Jahren in einer Versammlung der Kriegsbeschädigten getan hat. Er hatte erklärt, die Opfer des Krieges seien auf dem „Felde der Unehre" gefallen. Später interpretierte er diesen Satz damit, daß er mit dem Felde der Unehre nicht den Gefallenen, die er bedauere, einen Schimpf habe antun wollen, sondern er habe diejenigen gemeint, die hinter den Kulissen der Diplomatie die Verursacher des großen Völkermordens gewesen seien. In politischen Kreisen wurde trotz dieser Erklärung der Satz Anlaß zu einer Bewegung mit dem Ziele, Gumbel von der Hochschule zu verdrängen. Der Streit um Gumbel fand erneute Nahrung, als der Privatdozent turnusgemäß zum außerordentlichen Professor ernannt wurde. Die schweren Krawalle der Studentenschaft im Frühjahr 1931 waren im Fall Gumbel begründet. Vor einigen Monaten hatte Gumbel, obwohl er durch den ersten Fall genug gewitzigt hätte sein müssen, in einer Versammlung der sozialistischen Studentenschaft, an der auch einige nationalsozialistische Studenten teilnahmen, die deutschen Kriegerdenkmäler mit Kohlrüben verglichen. Das führte erneut zu großer Erregung in der rechtsgerichteten Studentenschaft und stürmischen nationalsozialistischen Versammlungsprotesten. Mit aller Entschiedenheit wurde Gumbels Entfernung verlangt. Auch diesmal interpretierte Gumbel die anstößige Aeußerung damit, daß er anderes gemeint habe als man ihm unterschiebe. Für ihn sei das Sinnbild des Krieges nicht der Friedensengel auf den Kriegerdenkmälern sondern die Kohlrübe, unter der das deutsche Volk jahrelang gehungert habe. Es wurde erneut gegen Gumbel ein Untersuchungsverfahren eingeleitet, das nun durch den Antrag der philosophischen Fakultät und des Engeren Senats und die Entscheidung des Unterrichtsministeriums zur Entziehung des Lehramts geführt hat. Man darf erwarten und hoffen, daß [illegible] aber Ruhe und Friede an unserer Universität wieder einkehre.

Gumbel endlich entlassen

Dem Heidelberger internationalen Pazifisten wird die Lehrberechtigung entzogen.

Heidelberg, 23. August. Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. **Gumbel**, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein **Untersuchungsverfahren wegen seiner Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte.** Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, **der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Prof. Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.**

*

Seit fast zehn Jahren kämpft die nationale Studentenschaft der Universität Heidelberg gegen Gumbel, ohne daß sie bisher bei den Behörden durchgedrungen wäre. Jetzt hat man sich in Karlsruhe unter dem Druck der nationalen Volksbewegung endlich entschlossen, Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Schon im Jahre 1924 eröffnete das Reichsgericht gegen Gumbel wegen dessen Schrift „Verschwörer" ein Ermittlungsverfahren, das jedoch aus unbekannten Gründen niedergeschlagen wurde. Im gleichen Jahre gebrauchte Gumbel in einer pazifistischen Versammlung in Heidelberg, als er von den im Weltkrieg Gefallenen sprach, die Wendung: **„Die, ich will nicht gerade sagen auf dem Feld der Unehre gefallen sind."** Dieser Ausdruck erregte **einen Sturm der Entrüstung.** Die akademischen Behörden leiteten eine disziplinarische Untersuchung ein, stellten sie jedoch auf einen Beschluß der Fakultät hin wieder ein, und zwar mit der Begründung, **daß die Durchführung des Verfahrens die Lehrfreiheit gefährden könne.** Dies geschah, obwohl in der Begründung des Beschlusses stand, daß **Gumbel „eine anfechtbare Gesinnung habe und ein unerfreuliche Persönlichkeit sei."** Nun bemühte sich die staatliche Aufsichtsbehörde unter Minister Leers, Gumbel goldene Brücken zu bauen, damit er Heidelberg freiwillig verlasse. U. a. bemühte man sich, eine Anstellung im Statistischen Reichsamt zu finden. Doch ohne Erfolg. Wegen eines Briefes, in dem Gumbel den Versailler Frieden in eine Linie mit dem Frankfurter Frieden von 1871 gestellt hatte, kam es dann bald darauf doch zum Antrag der Fakultät auf Entziehung des Lehrauftrages. Die Angelegenheit verzögerte sich, **weil Gumbel inzwischen sich an dem Marx-Engels-Institut in Moskau aufhielt.** Inzwischen wurde auch vom Oberreichsanwalt wegen einer Hetzschrift Gumbels über „schwarze Reichswehr" ein Landesverratsverfahren anhängig gemacht. Dieses Verfahren aber wurde am 19. Oktober 1927 eingestellt. Auch die Fakultät in Heidelberg wurde abschlägig beschieden, indem Gumbel einen nunmehr unbeschränkten Lehrauftrag für Statistik erhielt.

Ohne Befragen der Fakultät wurde Gumbel im Sommer 1930 von dem damaligen Kultusminister Remmele zum außerordentlichen Professor ernannt. Die nationale Studentenschaft, unterstützt durch den größeren Teil der Lehrer der Universität, beantwortete diese Ernennung mit heller Empörung gegen das Ministerium. Die Reibereien zwischen Ministerium und Studentenschaft nahmen kein Ende, auch nicht, als Remmele aus dem Amt geschieden war. Im Mai dieses Jahres sagte Gumbel in einer Ansprache vor der sozialistischen Studentengruppe seine Meinung über ein deutsches Kriegerehrenmal mit folgenden Worten: **„Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg** nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit Siegespalme in der Hand, sondern **eine riesengroße Kohlrübe.**" Die Vorgänge, die dieser widerwärtigen Beleidigung folgten, verschafften endlich den Stimmen derjenigen Gehör, die schon seit langem in den fortgesetzten Herausforderungen Gumbels eine unerträgliche Schmähung des nationalen Deutschland erblickten.

Professor Gumbel abgesetzt

67

23-8 *Eigener Drahtbericht*

Heidelberg, 23. August

Die Universität Heidelberg teilt mit: Nachdem die philosophische Fakultät und der engere Senat nach Abschluß des Untersuchungsverfahrens einstimmig den Antrag gestellt hatten, dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen, hat das Unterrichtsministerium in Karlsruhe mit Entschließung vom 9. August diesem Antrage stattgegeben.

Die Person Gumbels ist seit Jahren stark umkämpft. Er hat es nicht immer verstanden, für sein pazifistisches Bekenntnis eine Formel zu finden, die auch die Gefühle anderer schonte. U. a. hat er vor einiger Zeit in einer Versammlung der Kriegsbeschädigten davon gesprochen, daß „die Opfer des Krieges auf dem Felde der Unehre gefallen" wären. Zuletzt sind es die Nationalsozialisten gewesen, die Gumbels Pazifismus nicht immer fair bekämpfen. Der Kampf setzte erneut ein, als er im Frühjahr vorigen Jahres zum außerordentlichen Professor ernannt wurde. Damals kam es zu schweren Krawallen an der Universität Heidelberg, die zum disziplinarischen Einschreiten gegen eine ganze Anzahl von Studenten führten.

[illegible] Z. am Mittag"

[illegible] Mannheimer Zeitung, Mannheim

Abendausgabe 23.8.32

Gumbel ist die Lehrberechtigung entzogen

Auf einstimmigen Antrag des Engeren Senats der Universität Heidelberg

(Eigener Drahtbericht)

z. Karlsruhe, 23. Aug.

Auf einstimmigen Antrag der philosophischen Fakultät und des Engeren Senats der Universität Heidelberg hat der badische Minister für Kultus und Unterricht, Dr. Baumgartner dem außerordentlichen Professor an der Universität Heidelberg Dr. Gumbel durch Verfügung vom 9. August mit sofortiger Wirkung die Lehrberechtigung entzogen.

Damit findet eine Summe höchst übler Vorgänge ihr Ende, die seit fast zehn Jahren die nationalen Kreise Badens zeitweise auf das höchste erregten. Schon im Jahre 1924 eröffnete das Reichsgericht gegen Gumbel wegen dessen Broschüre „Verschwörer" ein Ermittlungsverfahren, das jedoch aus unbekannten Gründen niedergeschlagen wurde. Im gleichen Jahre gebrauchte Gumbel in einer pazifistischen Versammlung in Heidelberg, als er von den im Weltkrieg Gefallenen sprach, die Wendung: „Die, ich will nicht gerade sagen auf dem Feld der Unehre gefallen sind." Dieser Ausdruck erregte

einen Sturm der Entrüstung.

Die akademischen Behörden leiteten eine disziplinarische Untersuchung ein, stellten sie jedoch auf einen Beschluß der Fakultät hin wieder ein, und zwar mit der Begründung, daß die Durchführung des Verfahrens die Lehrfreiheit gefährden könne. Die Begründung des Beschlusses bezeugte aber Herrn Gumbel, der inzwischen auf einer Vortragsreise in Frankreich ebenfalls allerlei Taktloses über Deutschland geäußert hatte, „eine anfechtbare Gesinnung und eine unerfreuliche Persönlichkeit". Nun bemühte sich die staatliche Aufsichtsbehörde unter Minister Leers, Herrn Gumbel goldene Brücken zu bauen, damit er Heidelberg verlasse. U. a. bemühte man sich, eine Anstellung im Statistischen Reichsamt zu finden. Doch ohne Erfolg. Infolge eines Mißverständnisses zwischen dem damaligen [illegible] der philosophischen Fakultät, dem [illegible] Professor Gundolf und dem Hochschulreferenten Dr. Thoma im Kultusministerium wurde Gumbel im Jahre 1930 von Minister Remmele zum außerordentlichen Professor ernannt.

Die nationale Studentenschaft, unterstützt durch den größeren Teil der Dozenten der Universität, beantwortete diese Ernennung mit heller Empörung gegen das Ministerium.

Es kam zu allerlei unerfreulichen Zwischenfällen; u. a. teilte die Fakultät mit, daß sie die Ernennung nicht gewünscht habe. Die Reibereien zwischen Ministerium und Studentenschaft nahmen kein Ende, auch nicht als Remmele aus dem Amt geschieden war. Wiederum ernsthaft gefährdet erschien der Lehrbetrieb im Mai dieses Jahres, als Gumbel in einer Ansprache vor der sozialistischen Studentengruppe seine Meinung über ein deutsches Kriegerehrenmal folgendermaßen formulierte: Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe".

Die Vorgänge, die dieser widerwärtigen Entgleisung folgten, verschafften endlich den Stimmen derjenigen Gehör, die schon seit langem in den [illegible] eine schwere Schädigung des Ansehens der Universität sahen.

Zwar fand Gumbel auch jetzt noch in der ihm geistesverwandten Presse Verteidiger und die gleichen Kreise, die sich für die Begnadigung des wegen Landesverrats verurteilten Redakteurs der „Weltbühne" Ossietzky bemüht hatten — auch Gumbel hatte das Gesuch unterschrieben — setzten sich nunmehr für Gumbel ein. Doch war von Anfang an nicht anzunehmen, daß Dr. Baumgartner solchem Druck nachgeben könnte. Das Gesetz, auf Grund dessen die Maßregelung erfolgte, wurde übrigens 1921 geschaffen. Es wurde unseres Wissens ein einziges mal angewendet, und zwar gegen den damaligen Privatdozenten der Universität Heidelberg, den Rechtsphilosophen Arnold Ruge.

2 3. AUG. 1932

Vossische Zeitung, Berlin

Abendausgabe

Gumbel abgesetzt

Der jahrelange Streit um Professor Gumbel ist entschieden. Aus Heidelberg kommt die Nachricht, daß Senat und Fakultät sich einstimmig für die Entziehung der Lehrberechtigung ausgesprochen haben. Das Kultusministerium in Karlsruhe hat diesem Antrage bereits stattgegeben.

Die Fakultät, die jetzt so geschlossen das Verdikt gegen Gumbel erläßt, hat sich in ihrer personellen Zusammensetzung nicht wesentlich geändert seit der Zeit, in der sie den angegriffenen Dozenten gegen eine fanatisierte Minderheit der Studentenschaft in Schutz nahm. Das Badische Kultusministerium, das zum Verfassungstag 1931 Gumbel in Anerkennung seiner wissenschaftlichen Leistungen zum außerordentlichen Professor ernannt hat, steht noch auf dem gleichen politischen Boden. Es läßt sich nicht mit Bestimmtheit sagen, welche Motive für den jähen Wechsel in der Beurteilung Gumbels maßgebend gewesen sind. Das wird sich erst aus der Begründung des Urteils ergeben, die noch nicht bekanntgegeben wurde. Aber die Vermutung liegt nahe, daß es sich weniger um einen rechtlich abgegrenzten Tatbestand als um Gründe allgemeiner Art handelt.

Gumbel hat vor einiger Zeit in einer geschlossenen Mitgliederversammlung des Sozialistischen Studentenbundes die Aeußerung getan, für ihn sei das Sinnbild des Krieges nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern viel eher eine große Kohlrübe. Die Frage nach dem Taktgefühl bleibe dahingestellt. Schwerlich wird man aber behaupten können, daß dieses Wort übler auszulegen sei als jene andere Aeußerung Gumbels, mit der er sich die ersten Angriffe zuzog, das Wort von den Gefallenen, „die, ich will nicht sagen auf dem Felde der Unehre, gestorben sind". Damals kennzeichnete die Fakultät in ihrem Gutachten Gumbel als einen politischen Fanatiker, ohne ihm damit die Eignung zum akademischen Lehrberuf abzusprechen. Heute gibt eine nach unserem Empfinden harmlosere Bemerkung, die zudem im geschlossenen Kreise fiel, die Rechtsgrundlage für das denkbar schärfste Vorgehen.

Geändert hat sich inzwischen — die Zeit. Auch außerhalb der Hörsäle weht heute eine andere Luft. Vielleicht ist es die Fakultät müde geworden, von neuem den Kampf gegen die radikalen Elemente der Studentenschaft aufzunehmen, für die der Sturz Gumbels längst zu einer Prestigefrage geworden ist, die jetzt wohl noch mit ganz anderen Mitteln durchgefochten würde. Der Einsatz, die Ruhe an der Universität, die akademische Ordnung, erscheint allmählich zu hoch. Man glaubt, von dem Problem der Lehrfreiheit, das bisher für die Haltung der akademischen Behörden maßgebend war, absehen zu können. Der Fall ist vom Forum der Universität aus gesehen plötzlich nicht mehr von grundsätzlicher Bedeutung, sondern rein persönlich bedingt.

Gumbel selbst hatte bisher noch nicht die Möglichkeit, sich zu dem Urteil zu äußern, weil er sich zur Zeit bei einem wissenschaftlichen Kongreß in Amerika befindet. Die materielle Grundlage für seine wissenschaftliche Arbeit, deren Bedeutung unbestritten ist, ist ihm verloren gegangen. Angesichts der allgemeinen Stimmung in Heidelberg mußte er sich auf diesen Ausgang seiner akademischen Karriere gefaßt machen. Daß er sich dennoch in seiner politischen Aktivität dadurch nicht hemmen ließ, ist ein Beweis für seine Starrköpfigkeit, aber auch für seinen Mut, dem der Gegner die Achtung nicht versagen dürfte. Für die Universität Heidelberg aber bleibt die Frage, ob das Urteil gegen Gumbel, das vielleicht noch ein Gewissensopfer war, die politischen Spannungen wirklich gelöst hat.

B.T.A 23.8.32

Prof. Gumbel abgesetzt.

(Telegramm unseres Korrespondenten.)

G. KARLSRUHE, 23. August.

Das badische Kultusministerium hat auf Antrag des Senats der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg dem ausserordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Das Verfahren gegen Gumbel war eingeleitet auf Grund eines Vortrags, den er vor einiger Zeit vor sozialistischen Studenten über den Krieg gehalten hatte. Er wurde beschuldigt, darin gesagt zu haben, eine Kohlrübe sei als Denkmal für den Krieg besser angebracht, als Denkmäler mit leichtbekleideten Jungfrauen. Tatsächlich hat sich Gumbel in seinem Referat nach übereinstimmenden Zeugenaussagen der Mehrheit der Versammlung gegen die Verherrlichung des Krieges gewandt, wie sie in einer Reihe von Kriegerdenkmälern geübt sind. In diesem Zusammenhang hat er gesagt, eine Kohlrübe könne als Symbol der Not der Zeit von 1914 bis 1918 betrachtet werden. Gegen Gumbel sind als Hauptbelastungszeugen drei nationalsozialistische Studenten aufgetreten, darunter eine gewisser Dörr, der bei den Krawallen gegen Gumbel im Jahre 1931 eine führende Rolle spielte.

Man darf wohl erwarten, dass das badische Unterrichtsministerium alsbald eine amtliche, verantwortliche Darstellung des ganzen Falles und seiner Entscheidungsgründe veröffentlicht. Bisher standen sich die Angaben über das, was Gumbel in dem inkriminierten Vortrag gesagt haben soll, diametral gegenüber. Das Ministerium müsste, um seine überraschende Entscheidung gegen Gumbel rechtfertigen zu können, über sehr schwerwiegendes Material verfügen. Da man aber von diesem Material nichts weiss, ist die Entscheidung zunächst gar nicht verständlich. Die Enthebung eines Universitätsdozenten aus politischen Gründen ist ein so ungewöhnlicher Schritt, dass die Oeffentlichkeit volle objektive Unterrichtung verlangen darf. Irgendwelche Rechtsmittel gegen die Entscheidung des Ministeriums ständen Dr. Gumbel nicht zur Verfügung. Eine Korrektur könnte wohl nur durch Beschluss des Gesamtministeriums oder des Landtags herbeigeführt werden.

Professor Gumbel befindet sich zurzeit auf Einladung eines wissenschaftlichen Instituts in Amerika, um dort Vorträge zu halten. Nach der Absolvierung seiner amerikanischen Reise folgt er einer Einladung der Sorbonne in Paris, um dort Gastvorträge zu halten.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Deutsche Zeitung, Berlin SW 11

Abendausgabe

Gumbel endlich die Lehrberechtigung entzogen

Heidelberg, 23. August.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte, wie berichtet, ein Untersuchungsverfahren wegen der unglaublichen Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

Gumbels Entfernung von der Heidelberger Universität hätte schon damals erfolgen müssen, als er das Wort von dem Felde der Unehre sprach, auf dem die deutschen Soldaten im Weltkriege gefallen seien. Die neuen Herausforderungen Gumbels an das gesamte nationale Deutschland haben nun endlich zu der seit langem fälligen Maßregelung geführt.

2 3. AUG. 1932

Deutsche Allgemeine Zeitung, Berlin SW 68

Abendausgabe

Gumbel darf nicht mehr lehren!

Ein unwürdiges Kapitel der deutschen Hochschulgeschichte endlich abgeschlossen

zd. Karlsruhe, 23. 8. (Eigenbericht)

Auf Antrag des Untersuchungsausschusses und des engeren Senats der Universität Heidelberg wurde dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel der Lehrauftrag an der Ruperta Carola mit sofortiger Wirkung entzogen.

Die Vorgeschichte dieser Amtsenthebung begann vor etwa zehn Jahren und erweist sowohl bei den akademischen wie bei den staatlichen Aufsichtsbehörden ein Maß von Duldsamkeit, das eines edleren Gegenstandes wert gewesen wäre. Schon im Jahre 1924 eröffnete das Reichsgericht auf Grund einer Broschüre Gumbels — sie trug den Titel: „Verschwörer" — gegen den damaligen Privatdozenten ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats, das aber aus unbekannten Gründen niedergeschlagen wurde. Zu gleicher Zeit schwebte gegen Gumbel ein Disziplinarverfahren, weil er in einer Versammlung vom „Felde der Unehre" gesprochen hatte, auf dem die deutschen Krieger des Weltkrieges gefallen seien. Auch diese Untersuchung wurde durch einen Beschluß der Fakultät eingestellt. Zwar bezeugt die Begründung dieses Beschlusses Herrn Gumbel „anfechtbare Gesinnung und eine unerfreuliche Persönlichkeit", gab aber der Befürchtung Ausdruck, daß die Durchführung des Verfahrens die Lehrfreiheit gefährden könne. Im Jahre 1930 erregte die Ernennung Gumbels zum außerordentlichen Professor die Oeffentlichkeit weit über Baden hinaus aufs äußerste. Die Heidelberger nationale Studentenschaft, unterstützt vom größeren Teil der Dozenten und der Bevölkerung der Stadt, wehrte sich lebhaft gegen diese Auszeichnung, und die Fakultät ließ mitteilen, daß sie der Ernennung fernstehe.

In diesem Falle wie in früheren Jahren endete die Angelegenheit mit der Maßregelung von Studenten, was die allgemeine Erbitterung noch verstärkte und die Reibereien zwischen Studenten und staatlicher Aufsichtsbehörde bis zum Ausscheiden des damaligen Ministers Remmele aus der Regierung nicht mehr abreißen ließ.

Im vergangenen Mai nun gebrauchte Gumbel in einem Vortrag vor sozialistischen Studenten die Wendung: „Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe."

Diese grenzenlose Unverschämtheit rief innerhalb der Studentenschaft handgreifliche Auseinandersetzungen hervor, während deren sich die Bürgerschaft der Stadt auf die Seite der nationalen Studenten stellte. Ein Vorgang, der denn auch endlich denjenigen im Unterrichtsministerium, die in dem weiteren Verbleiben Gumbels in Heidelberg schon lange eine kaum mehr gutzumachende Schädigung des akademischen Lehrbetriebes sahen, die Möglichkeit gab, dieser Meinung Gehör zu verschaffen.

Bemerkenswert ist übrigens, daß die venia legendi auf Grund eines Gesetzes entzogen wurde, das im Jahre 1921 geschaffen wurde, allerdings damals nicht für Leute wie den jetzt Gemaßregelten, sondern für deren gesinnungsmäßige Gegner. Es wurde bisher nur gegen den damaligen Privatdozenten Arnold Ruge angewandt.

AUSSCHNITT VOM: 2 3. AUG. 1932

Berliner Börsen Kurier

Abend-Ausgabe

Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

Heidelberg, 23. August.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte.

Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 2 3. AUG. 1932

Berliner Jllustrierte Nachtausgabe, Berlin SW 68

Der Skandal an der Heidelberger Universität.

Professor Gumbel endlich kaltgestellt.

Drahtbericht unseres Korrespondenten.

p. **Heidelberg**, 23. August. Der jahrelange Skandal um den sattsam bekannten Heidelberger Universitätsprofessor Gumbel hat endlich vorläufig einen Abschluß gefunden: entsprechend dem einstimmigen Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität hat das badische Unterrichtsministerium dem Professor Gumbel **mit sofortiger Wirkung die Lehrberechtigung an der Universität Heidelberg entzogen.** Gumbel hatte wiederholt Anlaß zu großer Erregung unter der deutschdenkenden Studentenschaft und unter der Heidelberger Bevölkerung gegeben. Aus seinem Munde stammt die berüchtigte Aeußerung von dem „Felde der Unehre", auf dem die Gefallenen des Weltkrieges gefallen seien. Im Mai d. J. hatte er sich ein neues Stück in der Beschimpfung dessen, was jedem Deutschen heilig ist, geleistet, indem er erklärte, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten sei für ihn „eine einzige große Kohlrübe"

---

23. AUG. 1932

Steglitzer Anzeiger

Professor Gumbel amtsentsetzt.

Heidelberg, 23. August (Tel.).

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine „einzige große Kohlrübe" sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Prof. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrage stattgegeben. Prof. Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 2 3. AUG. 1932

Deutsche Tageszeitung, Berlin

Abend-Ausgabe

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

23. AUG. 19[illegible]

Berliner Börsen Zeitung
Abend-Ausgabe

Ein wirklich ungeeigneter Universitätslehrer.

Prof. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

TU Heidelberg, 23. August.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen.

Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

Wir hatten uns bereits mehrmals mit der Persönlichkeit und verschiedentlichen bezeichnenden Auffassungen dieses „Pazifisten" beschäftigt; es ist erfreulich, daß man in Baden endlich die schon seit langem notwendige Konsequenz gezogen hat.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Lichterfelder Lokalanzeiger. Berlin-Lichterfelde

Professor Gumbel abgesetzt.

Heidelberg, 23. 8. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Universität Heidelberg aus.

Gegen Gumbel hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein," ein Verfahren geschwebt, das jetzt zu seiner Maßregelung geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Potsdamer Tageszeitung

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Acht Uhr Abendblatt, Berlin

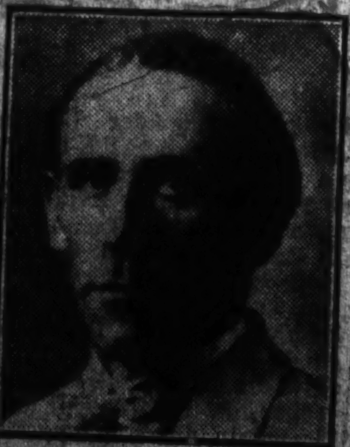
Zur Strecke gebracht!

Professor Gumbel wurde die Lehrberechtigung entzogen.

Das badische Kultusministerium hat auf Antrag des Senats der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Mit dieser Entscheidung ist ein Mann zur Strecke gebracht, gegen den sich der Haß der Reaktion seit 15 Jahren zusammengeballt hat. Begründet wird dieser Entschluß mit einer angeblichen Aeußerung, die Gumbel in einem Referat vor sozialistischen Studenten in Heidelberg getan haben soll. Gumbel hat über den Krieg gesprochen und soll nach Angabe seiner Belastungszeugen ein Kriegerdenkmal mit einer Kohlrübe für angebrachter gehalten haben als die Denkmäler mit Jungfrauen usw. Tatsächlich hat Gumbel nach übereinstimmender Zeugenaussage der Mehrheit der Versammlung ausgeführt, daß der Krieg die Zeit der Not, des furchtbarsten Uebels für Deutschland und die Welt bedeutet hat, in der die Kohlrübe dominierte, und daß man sich dagegen wenden müsse, daß man diese Zeit durch kitschige Denkmäler noch zu verherrlichen suche.

Alle Schritte, welche eine große Anzahl deutscher Professoren bei dem badischen Kultusministerium



Aus dem Amt entfernt:
Der Heidelberger Statistiker Professor Gumbel.

und dem darin regierenden Zentrumsmann Baumgarten unternommen hatten, haben, wie die Entscheidung zeigt, leider keinen Erfolg gehabt. Dem badischen Staatsministerium bleibt es überlassen, nunmehr im Gnadenwege diese unverständliche Entscheidung abzuändern. Wir würden das lebhaft begrüßen, so wenig wir uns im einzelnen mit Gumbels Anschauungen und Formulierungen identifizieren.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932.

Altonaer Nachrichten, Altona

Die Lehrberechtigung entzogen

△ Karlsruhe, 23. August

Das badische Unterrichtsministerium hat dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel in Heidelberg die Lehrberechtigung entzogen. Diese Entschließung des badischen Unterrichtsministeriums wurde gefaßt, nachdem die philosophische Fakultät und der Senat der Universität Heidelberg nach Abschluß eines Untersuchungsverfahrens gegen Professor Gumbel einstimmig den Antrag auf Entziehung der Lehrberechtigung gefaßt hatten. Professor Gumbel war wegen seiner radikalpazifistischen Gesinnung dauernden Angriffen ausgesetzt. Die philosophische Fakultät hatte schon einmal ein Disziplinarverfahren gegen ihn durchgeführt und schon einmal den Antrag gestellt, ihm den Lehrauftrag zu entziehen.

[illegible] VERLAG U. ZEITUNGSAUSSCHNITTE [illegible] BERLIN [illegible]

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 19[illegible]

Bitterfelder Tageblatt

Verdiente Maßregelung

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

Heidelberg, 23. Aug. (Eig. Funkm.)

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte!! Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Prof. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Prof. Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

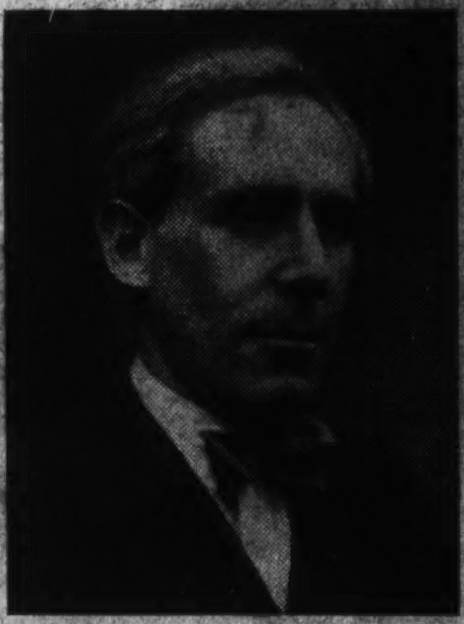
Tempo, Berlin SW 68
Morgenausgabe

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

Auf Beschluß des badischen Unterrichtsministeriums

Heidelberg, 23. August. (Tempo-Fernspruch)
Die Universität Heidelberg teilt mit: Nachdem die philosophische Fakultät und der engere Senat nach Abschluß des Untersuchungsverfahrens einstimmig den Antrag gestellt hatten, dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen, hat das Unterrichtsministerium in Karlsruhe mit Entschließung vom 9. August diesem Antrage stattgegeben.

Der jahrelange Streit um Professor Gumbel hat durch die Entziehung der Lehrberechtigung jetzt seinen Abschluß gefunden. Dr. Gumbel ist zweimal rednerisch schwer entgleist. Der erste Fall liegt um Jahre zurück. Gumbel, der einen radikalen Pazifismus vertritt, hatte einmal in einer Kriegsbeschädigtenversammlung die Redewendung vom „Feld der Unehre" gebraucht, auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien. Er wollte das so verstanden wissen, daß er nicht den Gefallenen den Vorwurf der Unehrenhaftigkeit gemacht habe, sondern den Krieg als solchen, für den Drahtzieher hinter den Kulissen verantwortlich seien.



Prof. Dr. Gumbel

Der Kampf um Gumbel entbrannte, nachdem über jenen Fall Gras gewachsen war, im Frühjahr 1931 von neuem, als ihn das badische Kultusministerium zum außerordentlichen Professor ernannte. Die rechtsradikale Studentenschaft lief Sturm gegen die badische Regierung, gegen die Universitätsbehörden und es kam zu schweren Krawallen in der Heidelberger Universität, die eine Reihe von Disziplinarverfahren gegen die Führer der Heidelberger Studentenschaft im Gefolge hatten.

In ein neues Stadium trat der Fall Gumbel, als vor wenigen Wochen die Nationalsozialisten der Oeffentlichkeit mitteilten, er habe bei einem Ausspracheabend des sozialistischen Studentenbundes behauptet, die Kohlrübe und nicht die Viktoria mit der Siegespalme sei das adäquate Denkmal des deutschen Soldaten. Auch diesmal berichtigte Gumbel seine Ausführungen dahin, daß er nicht von einem Kriegerdenkmal sondern von der Kohlrübe als Symbol des Krieges gesprochen habe.

Große Aufregung bei den Nationalsozialisten, die hier einen neuen Vorwand dafür fanden, gegen den verhaßten Pazifisten Sturm zu laufen. In einer Protestkundgebung hatte kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rechtsanwalt **Rupp** ausgeführt: Wie auch Rektor und Fakultät entscheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden.

Der Entscheidung des badischen Kultusministeriums ist eine Begründung nicht beigegeben worden. Man wird sie abzuwarten haben, ehe man ein abschließendes Urteil fällt. Soviel steht aber heute schon fest, daß Gumbel seinen rechtsradikalen Gegnern den Kampf gegen ihn als Pazifisten dadurch erleichtert hat, daß er es bei seinen Formulierungen oft genug an der Diszipliniertheit und dem Takt hat fehlen lassen, die er seinem Lehramt schuldig war.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Berliner Volkszeitung, Berlin SW 19
Abendausgabe

Professor Gumbel abgesetzt

537

Ein unverständlicher Beschluss

Karlsruhe, 23. August.
Das badische Kultusministerium hat auf Antrag des Senats der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Das Verfahren gegen Gumbel war eingeleitet auf Grund eines Vortrags, den er vor einiger Zeit vor sozialistischen Studenten über den Krieg gehalten hat. Er wurde beschuldigt, darin gesagt zu haben, eine Kohlrübe sei ein angebrachteres Denkmal für den Krieg als Denkmäler mit leichtbekleideten Jungfrauen. Tatsächlich hat sich Gumbel in seinem Referat nach übereinstimmenden Zeugenaussagen der Mehrheit der Versammlung gegen die Verherrlichung des Krieges gewandt, wie sie durch die kitschigen Kriegerdenkmäler zum Ausdruck kommt. In diesem Zusammenhang hat er gesagt, daß eine Kohlrübe als Symbol der Not der Zeit von 1914—1918 betrachtet werden kann. Gegen Gumbel sind als Hauptbelastungszeugen drei nationalsozialistische Studenten, darunter ein gewisser Dörr, welcher bei den Krawallen gegen Gumbel im Jahre 1931 eine führende Rolle spielte, aufgetreten.

Professor Gumbel befindet sich zurzeit auf Einladung des amerikanischen Instituts für Wissenschaft in Amerika, um dort Vorträge zu halten. Nach der Absolvierung seines amerikanischen Gastspiels folgt er einer Einladung der Sorbonne in Paris, um dort Gastvorträge zu halten. Gegen diesen unverständlichen Beschluß des badischen Kultusministers ist nur noch möglich, gnadenhalber an das badische Staatsministerium zu appellieren.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Crossener Tageblatt

Einem Heidelberger Professor die Lehrberechtigung entzogen. Heidelberg, 23. August. Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. G u m b e l, Dozent an der Universität Heidelberg über Statistik usw., schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, das das K r i e g e r d e n k m a l gewissermaßen e i n e e i n z i g e g r o ß e K o h l r ü b e sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät e i n s t i m m i g beantragt, Professor Gumbel d i e L e h r b e r e c h t i g u n g z u e n t z i e h e n. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

Berliner Lokal-Anzeiger
Abend-Ausgabe
Ausschnitt aus der Nummer vom: 23. AUG. 1932

Gumbel nicht mehr Dozent.

Endlich die längst fällige Entscheidung.

Drahtbericht unseres Korrespondenten.

p. Heidelberg, 23. August. Nach Abschluß der neuen Untersuchung gegen den Professor der Statistik, Dr. Gumbel, an der Universität Heidelberg wegen seiner abfälligen Aeußerungen über Kriegerdenkmäler haben die philosophische Fakultät der Universität und der engere Senat einstimmig den Antrag gestellt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, diesem Wunsche entsprochen. Gumbel ist mit sofortiger Wirkung nicht mehr Dozent an der Universität Heidelberg und wird nicht mehr lesen.

*

Reichlich spät haben die amtlichen Stellen den Spruch bestätigt, den die akademische deutsche Jugend und mit ihr das ganze nationale Deutschland längst über Herrn Gumbel gefällt hatten. Wie notwendig und unumgänglich seine Abberufung vom Lehramte war, das kann man wie an einer Skala daran ablesen, daß die aus Linksmännern zusammengesetzte badische Regierung ihn hat gehen heißen, die gleiche Regierung, die es vor einigen Wochen immer noch fertigbrachte, den Heidelberger Schloßhof für eine akademische Kundgebung gegen Versailles zu verweigern, angeblich, weil sie einen parteipolitischen Mißbrauch fürchtete ... All das wird natürlich die asphaltdemokratische Presse nicht hindern, die neueste Wendung des Falles Gumbel als eine Bedrohung der Geistesfreiheit hinzustellen. Ungerührt wird man diese Tiraden verhallen lassen. Gumbel hat seit Jahren durch Aeußerungen, die das deutsche Nationalgefühl aufs schwerste verletzten, Unruhe und Erregung in die Studentenschaft der Heidelberger Universität getragen. Man erinnert sich, daß er einmal vom „Felde der Unehre" gesprochen hat, auf dem die Krieger gefallen seien. Anstatt daß er schon damals den wohlverdienten Abschied bekommen hätte, wurde der Privatdozent Gumbel zum Professor ernannt. Dann fiel — natürlich im internen Kreise — im Zusammenhang mit einer Aeußerung über Kriegerdenkmäler das Wort Gumbels von der Kohlrübe als Symbol, und es rundet das Charakterbild Gumbels nur ab, daß er, wenn seine Aeußerungen dann bekannt wurden, diese immer ganz harmlos gemeint haben wollte. Nach wochenlanger Untersuchung auch dieses Falles haben die Universitätsbehörden nun endlich den selbstverständlichen Schlußstrich unter die unerfreuliche Episode des Universitätsdozenten Gumbel gezogen.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Düsseldorfer Nachrichten
Abendausgabe

Professor Gumbel (Heidelberg) abgesetzt

Heidelberg, 23. August. (Drahtb.) Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse „nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein" ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Dresdner Nachrichten, Dresden
Abendausgabe

Professor Gumbel endlich entlassen

Heidelberg, 23. August. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Rhein.-Westf. Zeitung, Essen
3. Ausgabe

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. Aug. (Drahtb.) Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Universität Heidelberg aus. Gegen Gumbel hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Generalanzeiger der Stadt Frankfurt, Frankfurt a. M.

= Prof. Gumbel die Lehrtätigkeit entzogen. Die Universität Heidelberg teilt mit: Nachdem die philosophische Fakultät und der engere Senat nach Abschluß des Untersuchungsverfahrens einstimmig den Antrag gestellt hatten, dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrtätigkeit zu entziehen, hat das Unterrichtsministerium in Karlsruhe mit Entschließung vom 9. August diesem Antrag stattgegeben.

Frankfurter Oder Zeitung, Frankfurt a. O.
Ausschnitt aus der Nummer vom: 23. AUG. 1932

Professor Gumbel abgesetzt

CNB. Heidelberg, 23. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet Professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung von Prof. Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Harburger
Anzeiger und Nachrichten

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

Heidelberg, 23. August. (Eigener Funkdienst.) Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Äußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Prof. Gumbel scheidet also sofort aus dem [illegible] der Universität aus.

Ausschnitt vom: 23. Aug. 1932

Stadtanzeiger für Köln und Umgegend, Köln

Abendausgabe

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. Aug. (Telegr.)

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engern Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel, die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein" ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung des Professors Gumbel geführt hat.

Der badische Unterrichtsminister hat, einem Antrag der philosophischen Fakultät und des engern Senats der Universität Heidelberg entsprechend, dem außerordentlichen Professor für Mathematik Dr. Gumbel **die Lehrberechtigung mit sofortiger Wirkung entzogen.** Die Maßregelung erfolgte auf Grund eines Gesetzes vom Jahr 1921, das die Regierung ermächtigt, unter bestimmten Voraussetzungen in dieser Weise gegen Dozenten an badischen Hochschulen vorzugehen. Damit findet eine Angelegenheit ihr Ende, die seit 1924 mehrfach in unliebsamster Weise die Öffentlichkeit beschäftigt hat. Daß es schließlich so gekommen ist, hat sich Dr. Gumbel in mehr als einer Hinsicht selbst zuzuschreiben, und wenn das Charakterbild zutrifft, das einer der Beisitzer in dem 1925 von der philosophischen Fakultät eingesetzten Untersuchungsausschuß von Gumbel entwarf, den er als „fanatischen Idealisten" bezeichnete, der an seine Sache, den Pazifismus, und an seine Mission darin glaube und dafür eintrete „bis zum Wagnis seines Lebens" — wenn dieses Charakterbild der Wirklichkeit entspricht, dann wird der Betroffene nunmehr auch für seine Haltung und seine Taten einstehen wollen. Aber nicht den Friedensfreund als solchen trifft die vom badischen Unterrichtsministerium verhängte Strafe, wenn der Kampf der Studentenschaft sich in Verkennung der Dinge auch in erster Linie gegen den Pazifisten, Sozialisten und Juden Gumbel gerichtet hat. Weder das jüdische Religionsbekenntnis noch die sozialistische Weltanschauung, noch auch die Überzeugung, daß der Völkerfriede als Vorbedingung allgemeiner menschlicher Wohlfahrt ein erstrebenswertes Ziel sei, würde die Entziehung der venia legendi rechtfertigen. Das auszusprechen, ist in einem Augenblick durchaus nicht überflüssig, wo die akademische Lehrfreiheit von mehr als einer Seite bedroht wird. Aber akademische Lehrfreiheit bedeutet noch nicht Schimpffreiheit; bedeutet noch nicht, daß ein Friedensfreund sich als akademischer Lehrer zu Äußerungen hinreißen lassen darf, durch die das deutsche Volk sich beleidigt fühlen muß. Das aber hat Dr. Gumbel wiederholt und entgegen allen Warnungen getan, angefangen mit seinem berüchtigten Wort vom „Felde der Unehre" bis zu der kürzlich von ihm berichteten Äußerung, daß das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten für ihn (Gumbel) eine einzige große Kohlrübe sein müsse — ganz zu schweigen von andern Dingen wie etwa seiner mehr als seltsamen Anklagerede gegen den „deutschen Korporal" auf einer Veranstaltung der französischen Liga für Menschenrechte in Dijon im Jahr 1924. Nun ist Gumbel also die venia legendi entzogen worden. Mit seiner Entfernung aus dem Lehramt wird die Ursache eines jahrelangen Unfriedens an der Heidelberger Universität beseitigt.

Ausschnitt vom: 23. Aug. 1932

Hamburger Nachrichten, Hamburg

Abendausgabe

Pazifist Gumbel endlich abgesetzt.

Heidelberg, den 23. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müßte nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Hamburger Anzeiger, Hamburg

Ausschnitt aus der Nummer vom: 23. AUG. 1932

Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Die Universität Heidelberg teilt mit: Nachdem die philosophische Fakultät und der engere Senat nach Abschluß des Untersuchungsverfahrens einstimmig Antrag gestellt hatten, dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen, hat das Unterrichtsministerium in Karlsruhe mit Entschließung vom 9. August diesem Antrag stattgegeben.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932 — RUNGESTR. 20

Hamburger Echo, Hamburg

Professor Gumbel abgesetzt

CNB. Heidelberg, 23. August. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müßte nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 193[illegible]

Leipziger Volkszeitung, Leipzig

Professor Dr. Gumbel gemaßregelt

Das Conti-Nachrichtenbüro meldet: Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrag der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitäts-Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematik-Professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen Gumbel hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932 — RUNGESTR. 20

Halberstädter Ztg.

Professor Gumbel abgesetzt.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, den außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

8 Uhr Blatt, Nürnberg

Ausschnitt aus der Nummer vom: 23. AUG. 1932

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. Aug. Das hessische Unterrichtsministerium [hat,] wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen [Fakul]tät und des engeren Senats der Universität Heidelberg [statt]gegeben, dem außerordentlichen Univ.-Professor Dr. Gumbel [die] Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathe[matik]professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten [der] Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der [in e]iner sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeuße[rung,] das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht [eine] „Jungfrau mit der Siegespalme", sondern eher eine große [Kohl]rübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Süddeutsche Zeitung, Stuttgart

Gumbel kaltgestellt

Lehrberechtigung an der Heidelberger Universität entzogen

TU Heidelberg, 23. August. (Drahtb.)

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

RUNGESTR. 20

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Münsterischer Anzeiger, Münster

Abend-Ausgabe

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

tu Heidelberg, 23. Aug. Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrüber sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

RUNGESTR. 20

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Münchener Telegramm-Zeitung, München

Prof. Gumbel entlassen

Lehrberechtigung mit sofortiger Wirkung entzogen

TU. Heidelberg, 23. August. Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß ein Reichskriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die Philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel [illegible] aus dem Lehrkörper [illegible]

AUSSCHNITT VOM: 23. AUG. 1932

Lübecksche Anzeigen u. Lübecker Zeitung

Lübeck

Prof. Gumbels Absetzung.

(Funkmeldung.)

mb. Heidelberg, 23. Aug.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern „eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Nazi Students Oust Heidelberg Professor

Sun. N. Y. 22.8.32

HEIDELBERG, Germany, Aug. 23 (A. P.).—National Socialist students in the university here have won their campaign to oust Emil Gumbel, noted professor of political science. The Baden Ministry of Education voted his dismissal today, ending a long classroom feud over his pacifistic views.

The chief point of the controversy was whether he said in a lecture that "a turnip is better than a war monument, than a statue adorned by scantily clad ladies."

The Ministry did not give the reasons for his dismissal. Prof. Gumbel is to lecture in the United States and thereafter may go to the Sorbonne in Paris.

HEIDELBERG NAZIS OUST PROFESSOR

22.8.32

HEIDELBERG, Germany, Aug. 23 (AP).—National Socialist students in the university here have won their campaign to oust Emil Gumbel, noted professor of political science. The Baden Ministry of Education voted his dismissal today, ending a long classroom feud over his pacifistic views.

The chief point of the controversy was whether or not he said in a lecture that "a turnip is better as a war monument than a statue adorned by scantily clad ladies." N. Y. [illegible] Post

MARINES' PLANE

Professor Is Ousted For Pacifist Views

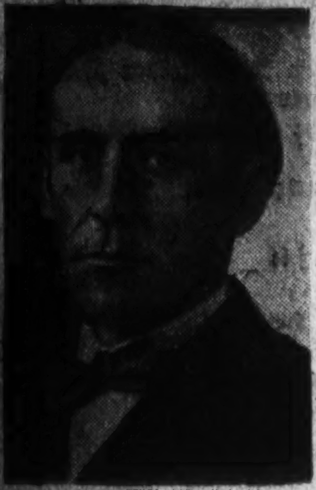
23.8.32

Heidelberg, Germany—(AP)—National Socialist students in the University here have won their campaign to oust Emil Gumbel, noted professor of political science. The Baden ministry of education voted his dismissal today, ending a long classroom feud over his pacifistic views.

The ministry did not give the reasons for his dismissal. Professor Gumbel is to lecture in the United States and thereafter may go to the Sorbonne in Paris.

M. Volkszeitung 24. 8. 32

Gegen das Unrecht an Prof. Gumbel!



Wie wir bereits gestern mitgeteilt haben, hat das badische Kultusministerium dem Gen. Prof. Gumbel, dem Lehrer der Statistik an der Universität Heidelberg, den Lehrauftrag entzogen.

Gumbel ist nunmehr zum Opfer jenes gehässigen Feldzugs geworden, der gegen ihn von der Rechten seit dem Jahre 1924 beinahe ununterbrochen geführt und in der letzten Zeit zu einer offenen Mordhetze gesteigert wurde. Dieser Feldzug galt nicht dem akademischen Lehrer, sondern in erster Linie dem Politiker Gumbel. Unser Freund Gumbel ist kein beruflicher Politiker; er ist zum Politiker unter dem Druck der deutschen politischen Krise im Kriege und in der Nachkriegszeit geworden. Seit den ersten Nachkriegsjahren führte er unbeugsam den Kampf um das Recht. Er ist zum Anwalt des Gewissens gegen die deutsche Gegenrevolution geworden — deshalb wurde er verhaßt. Seine Werke: „Vier Jahre politischer Mord", „Verschwörer", „Verräter verfallen der Feme" haben die blutige Fratze der deutschen Reaktion, ihre Umtriebe und Bluttaten schonungslos enthüllt. Der große Statistiker Gumbel hat sich der furchtbaren Blutstatistik der politischen Morde in Deutschland zugewandt. Er hat objektiv die Tatsachen und die Zusammenhänge geschildert — von den ersten Morden des Januars 1919 bis zu den SA-Morden der letzten Zeit. Die Reaktion hat ein paar entstellte Sätze ausgenützt, um ihren mutigen Gegner mit gesellschaftlichem Boykott, akademischer Achtung und ungeheurer Hetze zu verfolgen.

In Gumbel verliert die Universität Heidelberg vielleicht den bedeutendsten deutschen Fachmann auf dem Gebiete der mathematischen Statistik. Auf dem internationalen Mathematiker-Kongreß in Bologna war Prof. Gumbel Vizepräsident der Sektion für mathematische Statistik. Die Nazi-Studenten haben indessen diesen großen Gelehrten nicht für würdig gehalten, den Titel des außerordentlichen Professors zu tragen.

Die philosophische Fakultät der Universität Heidelberg hat vor Jahren den Idealismus, den Opfermut, die innere Ueberzeugung des Menschen Gumbel anerkannt. Jetzt muß dieser große Gelehrte und mutige Kämpfer die Universität verlassen, weil die Reaktion es will. Der Kampf um Gumbels Lehrstuhl wird fortgesetzt!

Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen!

Der Sozialdemokratische Pressedienst schreibt unter diesem Titel zum Fall Gumbel:

Das badische Kultusministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Verschiedene Aeußerungen politischer Natur, in ihrer Formulierung nicht immer glücklich gewählt, gruben ihm das Grab, an dem die Reaktion schon lange schaufelte. Sagte doch erst in einer Kundgebung kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rechtsanwalt Rupp: „Wie auch Rektor und Fakultät entscheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden." Die Nazis konnten nicht die Diktatur, die sie sich erträumten, erreichen — Gumbel soll trotzdem „beerdigt" werden, falls nicht noch die Entscheidung durch das Badische Staatsministerium abgeändert wird.

Professor Gumbel gilt als erste Kraft auf dem Gebiet der mathematischen Statistik. Vor kurzem erst erhielt er eine Einladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs Gastvorlesungen an der Pariser Sorbonne halten. Auch der Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg erkennt an: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt."

Aber Gumbel hat sich politisch mißliebig gemacht. Er soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen nicht mehr im Wortlaut feststellbare Gegenüberstellung von „leichtbekleideter Jungfrau" und „Kohlrübe" bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur so viel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung nicht beachtet zu haben; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Aeußerung sofort nachdem sie gefallen war, notiert hätten. Gumbel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges, die er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht hat, sei der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl geworden und deswegen wäre die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das Symbol und Denkmal des Krieges.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auch auf die angebliche Aeußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 vom „Feld der Unehre", auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien. Der radikale Pazifist Gumbel sprach damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung. Von denen, an die die Worte gerichtet waren, dürfte keiner ihren Sinn mißverstanden haben: Gumbel wollte den Krieg an sich als etwas Unehrenhaftes diffamieren, weil nicht die Völker, sondern die Drahtzieher hinter den Kulissen für ihn verantwortlich seien. Jene chauvinistische Böswilligkeit freilich, die heute in den Nazis ihren vollkommensten Ausdruck findet, bemühte sich, Gumbels Formulierung gründlich mißzuverstehen.

Gumbel ist den Finsterlingen aber vor allem auch als Kämpfer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „Zwei Jahre Mord", „Vier Jahre Mord" und „Verräter verfallen der Feme" enthüllten schonungslos vor aller Oeffentlichkeit jene schauerliche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland machte. Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der Blutmord von Potempa enthüllte: als eine Organisation, die sich schützend vor Meuchelmörder stellt — deshalb galt ihr der abgrundtiefe Haß der Nazis.

Daß das badische Kultusministerium sich dem Antrag der Professorenschaft und der nationalsozialistischen Meute beugte, ist nur ein Zeichen mehr dafür, wie stark das Bürgertum bereits in seinen eigenen Ansichten durch die nationalsozialistische Agitation sich hat erschüttern lassen.

Das „Berliner Tageblatt" widmet der Entschließung des badischen Kultusministeriums folgende Zeilen:

Das Verfahren gegen Gumbel war eingeleitet auf Grund eines Vortrags, den er vor einiger Zeit vor sozialistischen Studenten über den Krieg gehalten hatte. Er wurde beschuldigt, darin gesagt zu haben, eine Kohlrübe sei als Denkmal für den Krieg besser angebracht, als Denkmäler mit leichtbekleideten Jungfrauen. Tatsächlich hat sich Gumbel in seinem Referat nach übereinstimmenden Zeugenaussagen der Mehrheit der Versammlung gegen die Verherrlichung des Krieges gewandt, wie sie in einer Reihe von Kriegerdenkmälern geübt sind. In diesem Zusammenhang hat er gesagt, eine Kohlrübe könne als Symbol der Not der Zeit von 1914 bis 1918 betrachtet werden. Gegen Gumbel sind als Hauptbelastungszeugen drei nationalsozialistische Studenten aufgetreten, darunter ein gewisser Dörr, der bei den Krawallen gegen Gumbel im Jahre 1931 eine führende Rolle spielte.

Man darf wohl erwarten, daß das badische Unterrichtsministerium alsbald eine amtliche, verantwortliche Darstellung des ganzen Falles und seiner Entscheidungsgründe veröffentlicht. Bisher standen sich die Angaben über das, was Gumbel in dem inkriminierten Vortrag gesagt haben soll, diametral gegenüber. Das Ministerium müßte, um seine überraschende Entscheidung gegen Gumbel rechtfertigen zu können, über sehr schwerwiegendes Material verfügen. Da man aber von diesem Material nichts weiß, ist die Entscheidung zunächst gar nicht verständlich. Die Enthebung eines Universitätsdozenten aus politischen Gründen ist ein so ungewöhnlicher Schritt, daß die Oeffentlichkeit volle objektive Unterrichtung verlangen darf. Irgendwelche Rechtsmittel gegen die Entscheidung des Ministeriums ständen Dr. Gumbel nicht zur Verfügung.

Die „Volksstimme Zeitung“ äußert sich zur Absetzung von Prof. Gumbel:

Die Fakultät, die jetzt so geschlossen das Verdikt gegen Gumbel erläßt, hat sich in ihrer personellen Zusammensetzung nicht wesentlich geändert seit der Zeit, in der sie den angegriffenen Dozenten gegen eine fanatisierte Minderheit der Studentenschaft in Schutz nahm. Das Badische Kultusministerium, das zum Verfassungstag 1931 Gumbel in Anerkennung seiner wissenschaftlichen Leistungen zum außerordentlichen Professor ernannt hat, steht noch auf dem gleichen politischen Boden. Es läßt sich nicht mit Bestimmtheit sagen, welche Motive für den jähen Wechsel in der Beurteilung Gumbels maßgebend gewesen sind. Das wird sich erst aus der Begründung des Urteils ergeben, die noch nicht bekanntgegeben wurde. Aber die Vermutung liegt nahe, daß es sich weniger um einen rechtlich abgegrenzten Tatbestand als um Gründe allgemeiner Art handelt.

Heute gibt eine nach unserem Empfinden harmlosere Bemerkung als 1924, die zudem im geschlossenen Kreise fiel, die Rechtsgrundlage für das denkbar schärfste Vorgehen.

Geändert hat sich inzwischen — die Zeit. Auch außerhalb der Hörsäle weht heute eine andere Luft. Vielleicht ist es die Fakultät müde geworden, von neuem den Kampf gegen die radikalen Elemente der Studentenschaft aufzunehmen, für die der Sturz Gumbels längst zu einer Prestigefrage geworden ist, die jetzt wohl noch mit ganz anderen Mitteln durchgefochten würde. Der Einsatz, die Ruhe an der Universität, die akademische Ordnung, erscheint allmählich zu hoch. Man glaubt, von dem Problem der Lehrfreiheit, das bisher für die Haltung der akademischen Behörden maßgebend war, absehen zu können. Der Fall ist vom Forum der Universität aus gesehen plötzlich nicht mehr von grundsätzlicher Bedeutung, sondern rein persönlich bedingt.

H. Volkszeitung 24. 8. 32.

Heidelberger Tageblatt
24. AUG. 1932
Ausschnitt aus der Nummer vom

Bitte wenden!

Gumbel erhebt Einspruch.

Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Instituts of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim Gesamtministerium erhoben. Gleichzeitig mit diesem Rekurs will Professor Gumbel Gutachten über seine wissenschaftliche Qualität und persönliche Lauterkeit vorlegen, die von 24 Universitätsprofessoren erstattet sind. Ueber den Einspruch entscheidet das Gesamtministerium. Man darf freilich annehmen, daß das Unterrichtsministerium seine Entscheidung, die etwas lange gedauert hat, nicht ohne vorherige Fühlungnahme mit den anderen Ministern getroffen hat.

Volksgemeinschaft Hdbg

2. Jahrg. / Nr. 194 — Mittwoch, den 24. August 1932.

Gumbel fliegt endlich von der Universität

Der Engere Senat der Universität Heidelberg teilt mit:

„Nachdem die Philosophische Fakultät und der Engere Senat der Universität Heidelberg nach Abschluß des Untersuchungsverfahrens einstimmig den Antrag gestellt hatten, dem Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen, hat das Unterrichtsministerium mit Entscheidung vom 5. August 1932 diesem Antrag stattgegeben.

Mit diesem Urteil, das, wenn auch reichlich spät, so doch nicht zu spät, erfolgte, wird die Universität Heidelberg künftig von der Schande befreit sein, einen Gumbel als Professor zu besitzen.

Die Studentenschaft hat in ihrem Kampf, den sie jahrelang mit erbitterter Energie für die Säuberung der Hochschule führte, einen vollen Sieg errungen.

Wir haben s. Zt. dem Herrn Adam Remmele, der als Minister den Herrn Gumbel stützte, ja sogar noch beförderte, zugerufen:

„Und für jeden von uns, der in diesem Kampfe fällt, werden 10 andere in die Bresche springen und einmal kommt doch der Tag, an dem Gumbel von der Universität gejagt wird!“

Damals lächelten die Herren Professoren überlegen. Sie verstanden die Studentenschaft nicht in ihrem Kampf. „Ihr werdet ja doch keinen Erfolg haben“, „wozu das alles?“, so sagten damals die Herren.

Die Deutsche Studentenschaft Heidelberg hat nun allen Duckmäusern gezeigt, was der feste Wille deutscher Menschen vermag.

Jahrelang tobte der Kampf. Protestversammlung folgte auf Protestversammlung. In einer Front mit der Studentenschaft stand die nationalsozialistische Bewegung. Die Bürgerschaft Heidelbergs wurde zum Kampf aufgerufen. Das Ministerium antwortete mit immer schärferen Maßnahmen. Der Asta wurde aufgelöst. Disziplinargericht und öffentliches Gericht wurden gegen uns in Bewegung gesetzt. Die Polizei wurde mit dem Gummiknüppel gegen die deutsche Studentenschaft eingesetzt. Es hat alles nichts geholfen. Zuletzt noch fand ein ungeheuerliches Disziplinarverfahren statt, das Studenten verurteilte, die nichts getan hatten, als sich mit allen Mitteln gegen Gumbel zur Wehr zu setzen. Die Urteile dieses Gerichts waren nicht mehr vom Recht diktiert. Noch heute harren sie der Revision.

Inzwischen hat Gumbel endlich sein verdientes Schicksal erreicht. Wie die Studentenschaft, wie das ganze nationale Deutschland es seit Jahren forderte, hat man Gumbel nunmehr die Lehrberechtigung entzogen.

Trotz dieser endlichen Entscheidung bleibt die ungeheuerliche Schuld der Universitätsbehörde und des Staates, durch die Stützung des Herrn Gumbel jahrelang das Leben der Universität Heidelberg vergiftet zu haben.

Aus parteipolitischen Gründen hat man jahrelang einen Menschen als Universitätslehrer gehalten, der für das ganze deutsche Volk eine Schande war.

Die Geschichte wird einst verzeichnen, daß jahrelang die berufenen Stellen nicht fähig waren, die Ehre des deutschen Volkes zu schützen. Für die Universität Heidelberg war der ganze Fall Gumbel kein „Ruhmesblatt“. Wir wünschen unserer Universität und dem deutschen Volke keine Wiederholung eines solchen Skandals. —

Erfreulich ist nebenbei noch, daß [illegible] die Tatsache, daß sich die „Volkszeitung“ (SPD) und der zentrümliche „Pfälzer Bote“ für den Burschen Gumbel einsetzte, nichts geholfen hat. Aber ihre Gesinnung haben diese Gazetten damit für alle Zeiten enthüllt!

Ausschnitt vom: 24. AUG. 1932

Volksstimme, Frankfurt a. M.

Gumbel zur Strecke gebracht!

Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen

Das badische Kultusministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Verschiedene Äußerungen politischer Natur, in ihrer Formulierung nicht immer glücklich gewählt, gruben Gumbel das Grab, an dem die Reaktion schon lange schaufelte. Sagte doch erst in einer Kundgebung kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rechtsanwalt Rupp: „Wie auch Rektor und Fakultät entscheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden." Die Nazis konnten nicht die Diktatur, die sie sich erträumten, errichten — Gumbel soll trotzdem „beerdigt" werden, falls nicht noch die Entscheidung durch das Badische Staatsministerium abgeändert wird.

Professor Gumbel gilt als erste Kraft auf dem Gebiet der mathematischen Statistik. Vor kurzem erst erhielt er eine Einladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs Gastvorlesungen an der Pariser Sorbonne halten.

Auch der Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg erkennt an: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt." Aber

Gumbel hat sich politisch mißliebig gemacht.

Er soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen nicht mehr im Wortlaut feststellbare Gegenüberstellung von „leichtbekleideter Jungfrau" und „Kohlrübe" bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur so viel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Äußerung nicht beachtet zu haben; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Äußerung, sofort nachdem sie gefallen war, notiert hätten. Gumbel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges, die er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht hat, sei der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl geworden und deswegen wäre die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das Symbol und Denkmal des Krieges. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versuche die spätere Zeit seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch Denkmäler, zu verklären.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auch auf die angebliche Äußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 vom „Feld der Unehre", auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien.

Der radikale Pazifist Gumbel

sprach damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung. Von denen, an die die Worte gerichtet waren, dürfte keiner ihren Sinn mißverstanden haben: Gumbel wollte den Krieg an sich als etwas Unehrenhaftes diffamieren, weil nicht die Völker, sondern die Drahtzieher hinter den Kulissen für ihn verantwortlich seien. Jene chauvinistische Böswilligkeit freilich, die heute in den Nazis ihren vollkommensten Ausdruck findet, bemühte sich, Gumbels Formulierung gründlich mißzuverstehen.

Gumbel ist den Finsterlingen aber vor allem auch als Kämpfer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „Zwei Jahre Mord", „Vier Jahre Mord" und „Verräter verfallen der Feme" enthüllten schonungslos vor aller Öffentlichkeit jene schauerliche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland machte.

Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der Blutmord von Potempa enthüllte: als eine Organisation, die sich schützend vor Meuchelmörder stellt — deshalb galt ihm der abgrundtiefe Haß der Nazis.

Daß das badische Kultusministerium sich dem Antrag der Professorenschaft und der nationalsozialistischen Meute beugte, ist nur ein Zeichen mehr dafür, wie stark das Bürgertum bereits in seinen eigenen Ansichten durch die nationalsozialistische Agitation sich hat erschüttern lassen.

Gumbel erhebt Einspruch

Berlin, 24. August.

Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institute of Education in New York eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Voss. Ztg." meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Ausschnitt vom: 24. AUG. 1932

Frankfurter Nachrichten,
Frankfurt

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Heidelberg, 23. 8. (TU.) Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das deutsche Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die Philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Prof. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben.

„Frankfurter Zeitung

Entziehung der Lehrberechtigung für Prof. Gumbel. 24. 8. 32.

✝ Karlsruhe, 23. Aug. Auf einstimmigen Antrag des Untersuchungsausschusses und des engeren Senats der Universität Heidelberg ist dem a. o. Professor Gumbel, der an der Universität über Statistik las, die venia legendi vom Unterrichtsministerium entzogen worden. Gumbel scheidet damit aus dem Lehrkörper der Universität aus. Prof. Gumbel hatte wiederholt mit radikalpazifistischen Aeußerungen, die in der Form als verletzend und gehässig empfunden wurden, Aufsehen erregt. Der nationalsozialistischen Agitation waren diese Aeußerungen willkommener Anlaß zu antipazifistischer Hetze gewesen. Ueber die letzte Rede Gumbels, wegen deren eine Untersuchung gegen ihn eröffnet wurde, ist in der „Frankfurter Zeitung" berichtet worden. Es ist der Oeffentlichkeit nicht zuverlässig bekannt, wie die Worte Gumbels genau gelautet haben, und dadurch ist ein Urteil über die amtliche Entsetzung Gumbels erschwert. Die Tatsache aber, daß der Antrag des Ausschusses einstimmig gefaßt wurde und daß an der Spitze des Ausschusses der Staatsrechtslehrer Anschütz stand, gibt eine Gewähr dafür, daß dem Antrag des Ausschusses ein ernster Tatbestand zugrunde gelegen hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Freiburger Tagespost.

Dr. Gumbel zu Fall gebracht.

Heidelberg, 23. August.

Wie bekannt, schwebt gegen den a. o. Professor der Mathematik an der Universität Heidelberg, Dr. Gumbel, ein Verfahren wegen der in einer sozialdemokratischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, wonach das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten „nicht eine Jungfrau mit Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein müsse". Wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, haben sich sowohl die philosophische Fakultät wie der engere Senat der Universität einstimmig dahin entschieden, beim Unterrichtsministerium die Entziehung der Lehrberechtigung für Professor Gumbel zu fordern. Das badische Unterrichtsministerium hat nunmehr diesem Antrag stattgegeben. Damit scheidet Professor Gumbel endgültig aus den Reihen der Dozenten der Heidelberger Universität aus.

ZEITUNGSAUSSCHNITTE | BERLIN S.O.16 RUNGESTR. 20

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Karlsruher Tageblatt

Professor Gumbel die Venia Legendi entzogen.

Heidelberg, 23. Aug. Wie der „Bad. Landespressedienst" von zuständiger Stelle erfährt, wurde Professor Gumbel auf einstimmigen Antrag des Untersuchungsausschusses und des engeren Senats der Universität Heidelberg die Venia Legendi (Erlaubnis zum Lesen) entzogen.

Gegen den außerordentlichen Professor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung gegen ein Kriegerdenkmal. Nach Abschluß der Untersuchung wurde auf den einstimmigen Antrag hin Prof. Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag bereits am 5. August stattgegeben. Prof. Gumbel scheidet also aus dem Lehrkörper der Universität Heidelberg aus.

Der 1891 in München geborene Emil Gumbel habilitierte sich als Privatdozent für Statistik in den letzten Kriegsjahren in Heidelberg. Seine Bücher haben weniger Aufsehen erregt als sein Ausspruch von dem „Feld der Unehre". Ein hierwegen eingeleitetes Disziplinarverfahren im Jahre 1924 führte wider Erwarten nicht zur Entziehung des Lehrauftrages. Wegen eines Briefes, in dem Gumbel den Versailler Frieden in eine Linie mit dem Frankfurter Frieden von 1871 gestellt hatte, kam es dann bald darauf doch zum Antrag der Fakultät auf Entziehung des Lehrauftrages. Die Angelegenheit verzögerte sich, weil Gumbel inzwischen sich an dem Marx-Engels-Institut in Moskau aufhielt. Inzwischen wurde auch vom Oberreichsanwalt wegen Aeußerungen Gumbels über „schwarze Reichswehr" ein Landesverratsverfahren anhängig gemacht. Dieses Verfahren aber wurde am 19. Oktober 1927 eingestellt. Auch die Fakultät in Heidelberg wurde abschlägig beschieden, indem Gumbel einen nunmehr unbeschränkten Lehrauftrag für Statistik erhielt. Im Sommer 1925 drückte der damalige Unterrichtsminister Remmele die Ernennung Gumbels zum a. o. Professor durch, indem er die Abwesenheit mehrerer Fakultätsangehöriger zur Erledigung der Angelegenheit im rein [illegible] Sinn ausnützte. Das in jedem Betracht üble Kapitel hat nun endlich seinen verdienten Abschluß gefunden.

---

24. AUG. 1932

Freiburger Zeitung, Freiburg i. Br.

Abendausgabe

Gumbel erhebt Einspruch

Berlin, 24. Aug. (Eig. Meldung.)

Professor Gumbel, der z. Z. auf Einladung des Institute of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Badischer Beobachter, Karlsruhe

Baden

Professor Gumbel die Venia Legendi entzogen

Wie der „Badische Landespressedienst von zuständiger Stelle erfährt, wurde Professor Gumbel auf einstimmigen Antrag des Untersuchungsausschusses und des engeren Senats der Universität Heidelberg die Venia Legendi (Erlaubnis zum Lesen) entzogen.

Gegen Gumbel schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung gegen ein Kriegerdenkmal, das er mit einer großen Kohlrübe verglich. Nach Abschluß der Untersuchung wurde auf den einstimmigen Antrag hin Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag bereits am 5. August stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also aus dem Lehrkörper der Universität Heidelberg aus.

ADRESSEN-VERLAG u. ZEITUNGSAUSSCHNITTE ... RUNGESTR.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

General-Anzeiger

Ludwigshafen a/Rh.

Gumbel abgesetzt

Einspruch erhoben

Heidelberg, 23. Aug. Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet Mathematik-Professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Ablehnung Prof. Gumbels führte, der schon früher Anlaß zu Beschwerden gab.

Berlin, 23. Aug. Prof. Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institut of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Voss. Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim Gesamtministerium erhoben.

24. AUG. 1932

Neue Mannheimer Zeitung, Mannheim

Mittagausgabe

Gumbel erhebt Einspruch

Meldung des Wolffbüros

— Berlin, 24. Aug.

Professor Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Instituts of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Voss. Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Neue Badische Landeszeitung, Mannheim

Morgenausgabe

Gumbel wehrt sich

Berlin, 23. August.

Professor Dr. Gumbel, der augenblicklich in New York Vorträge hält, hat gegen das Urteil des badischen Kultusministeriums, durch das ihm die Erlaubnis zu Vorlesungen entzogen worden ist, Rekurs beim badischen Gesamtministerium eingereicht. Gleichzeitig mit diesem Rekurs will Professor Gumbel Gutachten über seine wissenschaftliche Qualität und persönliche Lauterkeit vorlegen, die von 24 Universitätsprofessoren erstattet sind.

*

Der Anlaß zu der Maßregelung Professor Gumbels ist seine Äußerung auf einer sozialistischen Studententagung geworden, das Kriegerdenkmal für den deutschen Soldaten dürfe nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein; aber die Entfernung Gumbels von der Ruperto-Carola stellt nur den letzten Akt in der Kampagne der Rechtskreise gegen Gumbel dar und sie schafft einen sehr bedenklichen Präzedenzfall.

24. AUG. 1932

Neue Badische Landeszeitung, Mannheim

Abendausgabe

Causa Gumbel

Ueber den Fall Gumbel scheinen nach Ansicht des Senats der Heidelberger Universität und des badischen Unterrichtsministeriums die Akten geschlossen zu sein; aber es wäre nicht ohne Nutzen, wenn die Akten der „causa Gumbel" nicht völlig sekret blieben. Man kann dem „Verurteilten", den man aus der akademischen Welt ausgestoßen hat, nicht ganz Unrecht geben, wenn er in einer Unterredung in New York erklärte, nicht glauben zu können, daß das badische Unterrichtsministerium ein Verfahren von solcher Tragweite abschließe, ohne eine Begründung der Aktion und des Urteils zu geben. Bekanntlich standen sich die Aussagen der drei, der NSDAP. zugehörigen Hauptbelastungszeugen und des Angeschuldigten über den inkriminierten Satz unvereinbar gegenüber. Professor Gumbel bestreitet nicht, sich gegen die Verherrlichung des Krieges durch Kriegerdenkmäler gewandt und gesagt zu haben, eine Kohlrübe erscheine ihm als geeignetes Sinnbild der Entbehrungen und der Not der Kriegszeit; seine Ankläger aus der Studentenschaft, die nun die Hauptbelastungszeugen geworden sind, sind der Ansicht, er habe gesagt, eine Kohlrübe sei ein besseres Sujet für Kriegerdenkmäler als eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme, sofern sie nicht behaupten, wie auch geschehen ist, Gumbel habe Kriegerdenkmäler mit Kohlrüben verglichen.

Professor Gumbel behauptet nun, 18 Zeugen hätten für die Richtigkeit seiner Angaben sich ausgesprochen, nur die drei Nationalsozialisten hätten ihre Version aufrechterhalten und das Unterrichtsministerium habe trotzdem den dreien mehr Glauben geschenkt als den dreizehn.

Dies ist sehr schwer glaubhaft und es ist nicht anzunehmen, daß die Mitglieder der Universitätsgremien und der badische Unterrichtsminister nicht sorgsam das Für und Wider geprüft haben; aber gerade darum wäre eine Darstellung von amtlicher Seite über die Gründe der Entscheidung erwünscht und da das badische Staatsministerium sich wohl der Ansicht des Unterrichtsministers anschließen und den Rekurs Gumbels verwerfen wird, ist die Gelegenheit zur Publikation der Urteilsgründe zu diesem Zeitpunkt gegeben. Es geht hier nicht um den Einzelfall Gumbel, sondern um den prinzipiellen Fall der Entfernung eines akademischen Lehrers von der Universität, dessen Gründe die Oeffentlichkeit interessieren.

Pforzheimer Anzeiger, Pforzheim

Ausschnitt aus der Nummer vom: 24. AUG. 1932

Gumbel endlich entlassen.

Dem Heidelberger internationalen Pazifisten wird die Lehrberechtigung entzogen.

Heidelberg, 23. August. Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen seiner Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Prof. Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

*

Seit fast zehn Jahren kämpft die nationale Studentenschaft der Universität Heidelberg gegen Gumbel, ohne daß sie bisher bei den Behörden durchgedrungen wäre. Jetzt hat man sich in Karlsruhe unter dem Druck der nationalen Volksbewegung endlich entschlossen, Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Schon im Jahre 1924 eröffnete das Reichsgericht gegen Gumbel wegen dessen Schrift „Verschwörer" ein Ermittlungsverfahren, das jedoch aus unbekannten Gründen niedergeschlagen wurde. Im gleichen Jahre gebrauchte Gumbel in einer pazifistischen Versammlung in Heidelberg, als er von den im Weltkrieg Gefallenen sprach, die Wendung: „Die, ich will nicht gerade sagen auf dem Feld der Unehre gefallen sind." Dieser Ausdruck erregte einen Sturm der Entrüstung. Die akademischen Behörden leiteten eine disziplinarische Untersuchung ein, stellten sie jedoch auf einen Beschluß der Fakultät hin wieder ein, und zwar mit der Begründung, daß die Durchführung des Verfahrens die Lehrfreiheit gefährden könne. Dies geschah, obwohl in der Begründung des Beschlusses stand, daß Gumbel „eine anfechtbare Gesinnung habe und ein unerfreuliche Persönlichkeit sei." Nun bemühte sich die staatliche Aufsichtsbehörde unter Minister Leers, Gumbel goldene Brücken zu bauen, damit er Heidelberg freiwillig verlasse. U. a. bemühte man sich, eine Anstellung im Statistischen Reichsamt zu finden. Doch ohne Erfolg. Wegen eines Briefes, in dem Gumbel den Versailler Frieden in eine Linie mit dem Frankfurter Frieden von 1871 gestellt hatte, kam es dann bald darauf doch zum Antrag der Fakultät auf Entziehung des Lehrauftrages. Die Angelegenheit verzögerte sich, weil Gumbel inzwischen sich an dem Marx-Engels-Institut in Moskau aufhielt. Inzwischen wurde auch vom Oberreichsanwalt wegen einer Hetzschrift Gumbels über „schwarze Reichswehr" ein Landesverratsverfahren anhängig gemacht. Dieses Verfahren aber wurde am 19. Oktober 1927 eingestellt. Auch die Fakultät in Heidelberg wurde abschlägig beschieden, indem Gumbel einen nunmehr unbeschränkten Lehrauftrag für Statistik erhielt.

Ohne Befragen der Fakultät wurde Gumbel im Sommer 1930 von dem damaligen Kultusminister Remmele zum außerordentlichen Professor ernannt. Die nationale Studentenschaft, unterstützt durch den größeren Teil der Lehrer der Universität, beantwortete diese Ernennung mit heller Empörung gegen das Ministerium. Die Reibereien zwischen Ministerium und Studentenschaft nahmen kein Ende, auch nicht, als Remmele aus dem Amt geschieden war. Im Mai dieses Jahres sagte Gumbel in einer Ansprache vor der sozialistischen Studentengruppe seine Meinung über ein deutsches Kriegerehrenmal mit folgenden Worten: „Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe." Die Vorgänge, die dieser widerwärtigen Beleidigung folgten, verschafften endlich den Stimmen derjenigen Gehör, die schon seit langem in den fortgesetzten Herausforderungen Gumbels eine unerträgliche Schmähung des nationalen Deutschland erblickten.

Hamburger Fremdenblatt	Mannheimer Tageblatt
Hamburger Nachrichten	München Münch. Augsb. Abendztg.

24.8.32.

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg. Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematik-Professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Professor Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Instituts of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim Gesamtministerium erhoben.

Gumbel erhebt Einspruch.

Heidelberg, 24. August. Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Instituts of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim Gesamtministerium erhoben. Gleichzeitig mit diesem Einspruch will Professor Gumbel Gutachten über seine wissenschaftlichen Fähigkeiten und persönliche Lauterkeit vorlegen, die von 24 Universitätsprofessoren erstattet sind. Ueber den Einspruch entscheidet das Gesamtministerium.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Vorwärts, Berlin SW 68

Gumbel amtsenthebt.

Erfolg eines nationalistischen Rachefeldzuges.

Gegen den als Pazifisten bekannten außerordentlichen Honorarprofessor Dr. **Gumbel**, der an der Universität **Heidelberg** über **Statistik** las, wird seit Jahren ein ununterbrochener Kleinkrieg der Nationalisten aller Grade geführt. Nachdem frühere Disziplinarverfahren negativ verlaufen waren, haben die Nazistudenten neuerdings einen wüsten Rummel gegen Gumbel veranstaltet, weil Gumbel in Anknüpfung an die **Kohlrübenzeit des Weltkriegs** geäußert haben soll, ein **Denkmal des Kriegs müßte die Kohlrübe** als Symbol des Hungers und der Not darstellen.

Die planmäßigen Kundgebungen gegen den Statistiker Gumbel haben nun den Senat der Universität und die philosophische Fakultät so stark beeindruckt, daß sie beim badischen Ministerium beantragt haben, Gumbel die Lehrbefähigung zu entziehen. Und — das ist das tollste! — das badische Ministerium hat diesem Antrag stattgegeben! Gumbel scheidet also aus dem Lehrkörper aus.

Warum Gumbel entlassen wurde.

Zu der Amtsenthebung des Heidelberger Professors Gumbel durch den badischen Unterrichtsminister werden jetzt Einzelheiten aus der Begründung des Urteils des Untersuchungsausschusses bekannt, dem die Prüfung der Angelegenheit übertragen worden war. Das Urteil geht von der tatsächlichen Feststellung aus, daß Gumbel in einem Vortrage geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe. Gumbel selbst hat bestritten, die Aeußerung in dieser Form getan zu haben; demgegenüber standen aber die eidlichen Aussagen zweier Belastungszeugen, die der Ausschuß und das Unterrichtsministerium als beweiskräftig ansah. Nach der Auffassung des Ausschusses war diese Bemerkung geeignet, die gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden aufs tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei die Tatsache ins Gewicht, daß die jetzige Aeußerung sich in derselben Richtung bewege wie die im Jahre 1924 gemachte Bemerkung von den Soldaten, die „auf dem Felde der Unehre" gefallen seien. Auch wenn es nicht in der Absicht des Redners gelegen habe, die Gefallenen herabzusetzen, so sei die Aussage doch ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen. Die Aeußerung von 1932 entspringe ebenso wie die von 1924 der verhängnisvollen Neigung, kämpferisch zugespitzte Wortfassungen in spöttischer Tonart vorzutragen, ohne der von ihm abgelehnten Gesinnung mit wirklichem Ernst gegenüberzutreten. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Eigenschaften sei festzustellen, daß Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstzucht besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität als unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Vossische Zeitung, Berlin

Morgenausgabe

Gumbel erhebt Einspruch

Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institute of education in New York eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

24. AUG. 1932

Berliner Morgenzeitung, Berlin

Professor Gumbel abgesetzt

Ein unverständlicher Beschluss

Karlsruhe, 23. August.

Das badische Kultusministerium hat auf Antrag des Senats der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Das Verfahren gegen Gumbel war eingeleitet auf Grund eines Vortrags, den er vor einiger Zeit vor sozialistischen Studenten über den Krieg gehalten hat. Er wurde beschuldigt, darin gesagt zu haben, eine Kohlrübe sei ein angebrachteres Denkmal für den Krieg als Denkmäler mit leichtbekleideten Jungfrauen. Tatsächlich hat sich Gumbel in einem Referat nach übereinstimmenden Zeugenaussagen der Mehrheit der Versammlung gegen die Verherrlichung des Krieges gewandt, wie sie durch die kitschigen Kriegerdenkmäler zum Ausdruck kommt. In diesem Zusammenhang hat er gesagt, daß eine Kohlrübe als Symbol der Not der Zeit von 1914—1918 betrachtet werden kann. Gegen Gumbel sind als Hauptbelastungszeugen drei nationalsozialistische Studenten, darunter ein gewisser Dörr, welcher bei den Krawallen gegen Gumbel im Jahre 1931 eine führende Rolle spielte, aufgetreten.

Professor Gumbel befindet sich zurzeit auf Einladung des amerikanischen Instituts für Wissenschaft in Amerika, um dort Vorträge zu halten. Nach der Absolvierung seines amerikanischen Gastspiels folgt er einer Einladung der Sorbonne in Paris, um dort Gastvorträge zu halten. Gegen diesen unverständlichen Beschluß des badischen Kultusministers ist nur noch möglich, gnadenhalber an das badische Staatsministerium zu appellieren.

ADRESSEN-VERLAG U. ZEITUNGSAUSSCHNITTE

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Berliner Morgenpost

Die Universität Heidelberg hat Professor Gumbel durch einstimmigen Beschluß die Lehrberechtigung entzogen und das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Gumbel ist als radikaler Pazifist eine seit Jahren stark umkämpfte Persönlichkeit. Während die Universität bisher Gumbels Person und Vorlesungen gegen Angriffe der Rechtsradikalen schützte, hat sie jetzt aus neuen Aeußerungen Gumbels die erwähnten Konsequenzen gezogen.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Berliner Volkszeitung, Berlin SW16

Morgenausgabe

Zur Strecke gebracht

Rache an Gumbel

Das badische Kultusministerium hat dem außerordentlichen Professor an der Universität Heidelberg, Dr. E. J. Gumbel, auf Antrag des Senats und der philosophischen Fakultät die Lehrberechtigung entzogen.

Professor Gumbel lehrte an der Universität Heidelberg mathematische Wissenschaft. In dem Gutachten des Untersuchungsausschusses der philosophischen Fakultät in Heidelberg wird über seine wissenschaftliche Qualität folgendes gesagt: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt."

Gumbel soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der Sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine nicht mehr, auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen, feststellbare Gegenüberstellung von „leichtbekleideter Jungfrau" und „Kohlrübe" bezüglich des Kriegerdenkmals gemacht haben. So sehr auch der Untersuchungsausschuß sich bemüht hat, einen genauen Wortlaut dieser Aeußerung zu erhalten, sind keine zureichenden Anhaltspunkte für den Wortlaut feststellbar gewesen. Nur soviel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung nicht beachtet, die Nationalsozialisten behaupten, diese Aeußerung, sofort, nachdem sie gefallen war, sich notiert zu haben. Gumbel selbst erklärt, und dieser Erklärung schließt sich die große Mehrheit der Versammlungsbesucher an, daß in der Zeit des Krieges, die er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht hat, der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl wurde und daß deswegen die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen als Symbol, als Denkmal des Krieges adäquat ist. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannt, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versucht die spätere Zeit seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch Denkmäler, zu verklären.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auf die angebliche Aeußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 von dem Felde der Unehre. Immer wieder wird in dem Gutachten auf dieser Aeußerung herumgeritten. Daß man Gumbel mit der Entziehung der Lehrberechtigung sozusagen seine wirtschaftliche Existenz entzogen hat, sei nur nebenbei erwähnt. Die Herren Professoren haben sich scheinbar darüber den Kopf nicht zerbrochen. Aber was sind eigentlich die wahren Gründe? Mit Gumbel wollte man den Sozialdemokraten, den Pazifisten und insbesondere den unerschrockenen Kämpfer gegen die Fememörder treffen. Gumbel war es, der sich einen Namen machte durch seine bekannten Bücher „Zwei Jahre" und „Vier Jahre Mord", der gegen die Fememörder durch sein Buch „Verräter verfallen der Feme" bekannt wurde. Diesem Mann, der die nationalsozialistische Bewegung schon im Jahre 1920, als sie in geheimen Bünden sich zu organisieren begann, als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie das Beuthener Oberlandesgericht hingestellt hat, eine Organisation, die Meuchelmörder beherbergt und die Meuchelmörder schützt, galt der Haß, galt die Verfolgungswut. Nun noch, daß Gumbel sich zum Sozialismus und Pazifismus bekennt, das schlug dem Faß den Boden aus.

Daß das badische Kultusministerium sich dem Antrage der reaktionären Professorenschaft und der hinter dieser Professorenschaft stehenden nationalsozialistischen Meute beugte, ist ein Eingeständnis einer Schwäche, die wir vor kurzem noch nicht für möglich gehalten haben. Der Fall Gumbel ist trotz des notwendigen entschiedenen Protestes nur reparabel, wenn die augenblicklich herrschenden Zustände durch das Volk beseitigt werden.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Der Reichsbote, Berlin

Endlich!

Prof. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Gegen den außerordentlichen Honorarprof. Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

Ueber die Maßnahme der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg und den zustimmenden Entscheid des badischen Unterrichtsministeriums in der Angelegenheit Gumbel wird im gesamten nationalen Deutschland einmütige Genugtuung herrschen. Hier ist ein Mann aus dem akademischen Lehrbetrieb ausgemerzt, der es sich zur Aufgabe gemacht hatte, die Empfindungen der nationalen Studentenschaft immer wieder mit Füßen zu treten. Von Gumbel stammt bekanntlich jenes verräterische Wort von den „Deutschen Menschen", die „auf dem Felde der Unehre gefallen" seien. Die nationale Studentenschaft mußte gegen diesen Schädling einen langen und erbitterten Kampf kämpfen, der nun endlich dem Rechte zum Siege verholfen hat.

Wenn wir uns dessen auch vollauf freuen, dann darf doch nicht übersehen werden, daß es außerordentlich lange gedauert hat, bis dieser notwendige Schritt getan worden ist. Möge er allen denen, die der geistigen Verfassung eines Herrn Gumbel im akademischen Lehr- und Lernbetrieb nahestehen, zeigen, daß man gewillt ist, wieder Würde und Sauberkeit auf deutschen Hochschulen zu ihrem vollen Recht gelangen zu lassen.

---

24. AUG. 1932

Tägliche Rundschau, Berlin W 57

Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der als Pazifist öfter von sich reden machte, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Äußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

24. AUG. 1932

Berlin am Morgen, Berlin

Professor Gumbel zur Strecke gebracht

Großer „Sieg“ der Nazis — Ende einer jahrelangen Hetze

Heidelberg, 23. August.

(Von unserem Korrespondenten)

Nach einer Mitteilung der Universität hat das Badische Kultusministerium soeben auf Antrag des Senats dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Der Beschluß stützt sich auf den Ausgang eines Disziplinarverfahrens, das auf Betreiben der Nazis gegen den verhaßten Pazifisten in Gang gekommen war.

Prof. Gumbel befindet sich augenblicklich übrigens nicht in Heidelberg, da er auf Einladung eines wissenschaftlichen Instituts in Amerika Vorträge hält. Von Amerika aus wird Prof. Gumbel nach Paris fahren, um auf Einladung der dortigen Universität Gastvorträge zu halten. Die Auslandsreisen des Gelehrten fielen mit einem Zeitpunkt zusammen, in dem er in Heidelberg nicht mehr seines Lebens sicher war. Demonstrationen vor seiner Wohnung, bei denen wüste Drohungen ausgestoßen wurden, und das Einwerfen seiner Fensterscheiben wurden bereits zur Alltäglichkeit. Und als kurz vor der Reichstagswahl der Nazi-Abgeordnete, Rechtsanwalt Rupp, auf einer Versammlung erklärte, daß Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden könne, wenn die Wahl mit dem Siege des „neuen deutschen Staates“ ende, war jedem Menschen klar, daß die Nazis Gumbel als Freiwild betrachtet wissen wollten. Jetzt haben sie, nach Versagen der Stimmzettelschlacht, Gumbel „auf trockenem Wege“ zur Strecke gebracht.

Damit hat eine Hetze ihr Ende gefunden, die seit vielen Jahren von den Rechtskreisen durchgeführt wurde. Der Haß loderte zum erstenmal sichtbar auf, als Gumbel eine Schrift „Zwei Jahre Mord“ veröffentlichte, in der er die furchtbaren Mordtaten der Feme-Zeit brandmarkte. Diese Statistik des Grauens wurde von Gumbel später noch bedeutend erweitert. Der erste Versuch, Gumbel zu erledigen, wurde unternommen, als Gumbel vor vielen Jahren in einer Versammlung vom „Felde der Unehre“ sprach, auf dem deutsche Soldaten im Weltkrieg gefallen seien. Damit meinte Gumbel, daß der Krieg als solcher kein Ehrenfeld hervorbringen könne. Die Gegner allerdings tobten und behaupteten, Gumbel habe die Toten des Weltkrieges beschimpft. Die Hetze entbrannte erneut, als Gumbel im Frühjahr vorigen Jahres zum außerordentlichen Professor ernannt wurde. In der Universität Heidelberg kam es zu wüsten Nazi-Tumulten, durch die damals aber nichts anderes als eine Maßregelung der größten Schreier erreicht wurde.

Neu aufgerollt wurde der „Fall Gumbel“ dann erst wieder vor einigen Wochen. Gumbel hatte auf einem Aussprache-Abend des Sozialistischen Studentenbundes erklärt, daß die Kohlrübe als Symbol für den Weltkrieg anzusehen sei, und nicht die Viktoria mit der Siegespalme. Auch diese Aeußerung, die sich in keiner Weise gegen die deutschen Soldaten richtete, wurde von den Nazis entstellt und zum Beginn eines neuen Trommelfeuers gegen Gumbel benutzt.

Unter dem Druck der Nazis wurde gegen Gumbel ein Disziplinarverfahren eingeleitet, bei dem drei Nazistudenten als Hauptbelastungszeugen gegen den Dozenten auftraten.

Das von ihnen vorgebrachte „Material“ hat dem Senat offenbar vollständig genügt, um gemeinsam mit der philosophischen Fakultät beim Ministerium den Antrag zu stellen, Prof. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Die Entscheidungsgründe des Ministeriums liegen der Oeffentlichkeit bisher noch nicht vor. Man kann gespannt darauf sein, wie man in Karlsruhe diese politische Maßregelung begründen wird, die allerdings so gut wie nichts anderes in die heutige Zeit hineinpaßt. Die Nazis werden auf jeden Fall nicht versäumen, ihren „großen Sieg“ über einen ehrlichen anständigen Menschen mit lautem Gebrüll zu feiern.

Welt am Abend, Berlin

Ausschnitt aus der Nummer vom: 24. [illegible]

Blick von links

Universitätsprofessor Gumbel abgesetzt

Die langjährige, unaufhörliche Hetze der Nationalisten, besonders natürlich der Nazis, gegen Professor Gumbel, der bekanntlich an der Universität in Heidelberg einen Lehrstuhl innehat, hat nun zum erwünschten Resultat geführt. Die badische Regierung hat unter dem Druck, der beständig auf sie ausgeübt wurde, gestern verfügt, daß Gumbel die Lehrberechtigung entzogen werde.

Damit ist das Prinzip der Lehrfreiheit durchbrochen worden, es sind Gumbels eigene Kollegen gewesen, die den letzten Anstoß zur Entfernung Gumbels von seinem Lehrstuhl gegeben haben. Man hatte gegen Gumbel in der letzten Zeit eine Attacke geführt, weil er ein Kriegerdenkmal kritisiert und erklärt hatte, die Siegespalme in der Hand einer Jungfrau müsse vielmehr eine Kohlrübe sein. Gumbel hatte an die furchtbaren Kriegswinter gedacht, in denen die Kohlrübe zum Hauptnahrungsmittel geworden war und besonders Frauen und Kinder so bittere Not zu leiden hatten.

Aber natürlich ist diese Aeußerung Gumbels nicht der Grund zu der Entlassung gewesen, obwohl die Enthebung von seinem Amt mit dieser Aeußerung Gumbels begründet wird. Die Hetze gegen Gumbel ging seit jener Zeit, da er die politischen Mordtaten der Nationalisten und Nazis enthüllte, eine Reihe von Aufsätzen und Büchern veröffentlichte, in denen er nachwies, wer für die Mordtaten gegen linksgerichtete Politiker, besonders gegen Arbeiter, verantwortlich war. Um die Aufklärung der Fememorde hatte sich Gumbel mit Erfolg bemüht. Er hatte sich gegen imperialistische Kriege gewandt und dann auch Bücher über die Sowjetunion veröffentlicht, dabei ist Gumbel nie Kommunist gewesen. Aus allen diesen Gründen wurde eine Hetze gegen den mutigen Mann geführt. Man stellte ihm nach, bedrohte ihn mit dem Tode, beschimpfte diesen anständigen, lauteren Charakter in schamlosester Weise und ließ nicht ab, ihn zu denunzieren.

Seit Jahren wurde auf die badische Regierung ein Druck ausgeübt, Gumbel abzusetzen. Jetzt hat man es erreicht.

Und nun erlebt man, wie liberale Blätter, z. B. das Abendblatt der Ullsteins, dem verfolgten anständigen Gumbel noch Steine nachwerfen und ihm sogar noch die Schuld aufbürden. Das ist wohl eines der stärksten Stücke, die sich eine charakterlose Presse geleistet hat. Ueberrascht wird niemand sein, aber die [illegible] dieser [illegible]losigkeit ist immer wieder nötig. [illegible]

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Berlin am Morgen, Berlin

Professor Dr. Gumbel

wurde vom badischen Kultusministerium auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg die Lehrberechtigung entzogen. (Näheres siehe im Innern des Blattes.)

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Neue Preußische Kreuzzeitung, Berlin SW 11

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Heidelberg, 23. August.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß „das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte“. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität [illegible]

Der Tag, Berlin SW 68

Pazifist Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

Drahtbericht unseres Korrespondenten.

p. **Heidelberg**, 23. August. In der bekannten neuen Untersuchung gegen den Professor der Statistik, Dr. Gumbel, an der Universität Heidelberg wegen seiner Aeußerungen über Kriegerdenkmäler, wobei er die Kohlrübe als Symbol bezeichnet hatte, haben die philosophische Fakultät der Universität und der engere Senat nach Abschluß der Untersuchung einstimmig den Antrag gestellt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das Badische Unterrichtsministerium hat, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, diesem Wunsche entsprochen.

Gumbel ist mit sofortiger Wirkung nicht mehr Dozent an der Universität Heidelberg und wird nicht mehr lesen.

Ein peinlicher Gegenstand der Beunruhigung, der seit Jahren wie ein Sprengkörper auf die deutsch denkende Studentenschaft und Dozentenschaft wirkte, ist damit erfreulicherweise endlich und endgültig beseitigt.

Viel zu spät

Mit diesem Gumbel mußte sich die Oeffentlichkeit bekanntlich wiederholt befassen. Man hatte es hier mit einem Dozenten zu tun, der sich nicht etwa nur gelegentliche Entgleisungen leistete, sondern der nach seinem ganzen Auftreten verriet, wie **bewußt** er im Gegensatz zu der selbstverständlichen Grundhaltung stand, die jedes Volk von seinen Hochschullehrern fordern muß — unbeschadet ihrer sonstigen Auffassungen und der Lehrfreiheit. Sollten sich Verteidiger des Gumbel finden — und sie werden sich finden, obwohl die Entscheidung über diesen besonderen Liebling der Linken von einer Länderregierung mit besonders starker Schlagseite nach links gefällt wurde — so könnte ihr Eintreten für diesen Mann nur beweisen, daß auch sie gar kein Organ dafür haben, weshalb Menschen dieses Schlages einfach **unerträglich** für die Nation sind.

Gumbel sprach einmal vom „Felde der Unehre". Ueber dem Weltkrieg stand für ihn als Sinnbild die — Kohlrübe. Für den groben Materialisten hatte demnach der Schicksalskampf eines großen Volkes keine andere Bedeutung, als daß man damals jahrelang nicht immer essen konnte, was man wollte. Und aus dieser Untermenschen-Schau heraus übte der Doktor Gumbel seinen schalen Witz an deutschen Kriegerdenkmälern.

Viel zu spät hat man Gumbel beseitigt. Ja, man hat ihn sogar vor gar nicht allzu langer Zeit noch zum Professor ernannt, wofür ein mit Zentrumshilfe amtierender roter Kultusminister verantwortlich zeichnete. Und man tat so, als ob es nun eine Sache der — Staatsautorität sei, diesen Dozenten entgegen dem unbestechlichen Reinlichkeitsbedürfnis der deutschen akademischen Jugend auf seinem Posten zu erhalten, einen Mann, der sich, in liberalem Ich-Wahn befangen, seiner Verpflichtung gegenüber Volk und Amt gar nicht bewußt war und sich einbildete, der große Mantel der Lehrfreiheit decke alle persönlichen Haßausbrüche, alle zersetzenden Urteile über elementare Grundgesetze der Volksgemeinschaft. Gumbel hat sich aus dieser Volksgemeinschaft selbst ausgeschlossen. Seine Entfernung vom Amt bestätigt also nur einen schon länge herrschenden Zustand. Es ist ein wahres Glück für die **wirkliche** Lehrfreiheit, daß sie endlich einmal gegen einen jener Dozenten geschützt wird, die auf deutschen Lehrstuhl einfach nichts zu suchen haben.

Germania, Berlin
Morgen-Ausgabe
Ausschnitt aus der Nummer vom: 24. AUG. 1932

Prof. Gumbel gemaßregelt

Heidelberg, 23. August.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. **Gumbel**, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Der Jungdeutsche, Berlin SW 68

Endlich!

Prof. Gumbel abgesetzt

Das Badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem Außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. **Gumbel** die **Lehrberechtigung zu entziehen**. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus.

Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Prof. Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Neue Zeit, Berlin

Prof. Gumbel abgesetzt

Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg, dem a.o. Universitätsprofessor Dr. **Gumbel** die Lehrberechtigung zu entziehen, stattgegeben. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Prof. Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Acht Uhr Abendblatt, Berlin

Maulwurfs-Treiben.

Ob Dessau oder Heidelberg,
Die Maulwurfsscharen sind am Werk.
Sie stört das Lichtgefunkel.
Was nicht den gleichen Kehrreim gröhlt
Wird angenagt und unterhöhlt.
Hinab, hinab ins Dunkel.

Stahlmöbel oder freies Wort:
Was hell und blank, muß schleunigst fort.
Wie schnell sie Gruben scharrten!
Viel Krallen wären hilfsbereit.
Und außerdem ist's höchste Zeit:
Die eig'nen Nager warten!

Das schnüffelt, wälzt sich, wühlt und kratzt,
Frißt Wurzeln an, zerrupft und schmatzt.
Und immer unter Tage.
Wühlt unter Bauhaus und Kolleg.
Erdhügel zeigen uns den Weg
Der argen Maulwurfsplage.

Wer ackert, steht bestürzt, empört
Wie sinnlos das die Saat zerstört.
Doch, ward auch viel zunichte:
Was da behend' aus Furchen drang
Zerstört wohl gern, doch nicht sehr lang.
Das hält sich nicht am Lichte!

Heinz.

24. AUG. 1932

Deutsche Tageszeitung, Berlin
Abend-Ausgabe

Wir bemerken:

Die Entziehung der Lehrberechtigung für den berüchtigten Professor Dr. Gumbel in Heidelberg, über die wir gestern berichteten, wäre seit Jahren fällig gewesen, und es ist nichts bezeichnender für die sozialistische Kulturdiktatur, der wir seit anderthalb Jahrzehnten ausgeliefert waren, als die Tatsache, daß ein solcher Mann, den entrüsteten Protesten zum Trotz, immer noch auf einer deutschen Hochschule lehren durfte. In welch einem Lande der Welt hätte einer Lehrer der Jugend bleiben dürfen, der sein Volk in so hämischer Weise verhöhnte und die allen heiligen Empfindungen begeiferte?

Schon sein erstes 1919 erschienenes Buch, das unter dem Titel „Vier Jahre Lüge" maßlose Angriffe gegen die alte Regierung schleuderte, zeigte, wes Geistes Kind dieser Heidelberger Privatdozent der Statistik war. Aber das war nur der bescheidene Anfang; es folgten Bücher, Broschüren, Reden mit so skandalösen Taktlosigkeiten und Verzerrungen, daß ein Sturm der Entrüstung durch die Heidelberger Studentenschaft und die ganze deutsche Oeffentlichkeit ging und selbst seinen Freunden etwas peinlich wurde. Besonders als er bei einer Gefallenenfeier den Ausdruck vom „Feld der Unehre" gebrauchte und ein andermal den Versailler Vertrag in eine Reihe mit dem Frankfurter Frieden von 1871 stellte! Ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrat und ein Disziplinarverfahren der Fakultät wurden niedergeschlagen, obwohl man Herrn Gumbel „seine anfechtbare Gesinnung und unerfreuliche Persönlichkeit" ausdrücklich bescheinigte.

Und dann kam das Unglaublichste: Ohne Befragen der Fakultät wurde Gumbel 1930 von dem sozialdemokratischen badischen Kultusminister zum außerordentlichen Professor ernannt, der Massenprotest der Studentenschaft aber durch Maßregelungen beantwortet!

In das letzte Stadium traten diese tiefbeschämenden Vorgänge, als Gumbel sich im Frühjahr dieses Jahres eine neue Frechheit erlaubte und in einem Vortrag vor sozialistischen Studenten erklärte, daß für ihn nicht die Viktoria mit der Siegespalme, sondern „eine riesengroße Kohlrübe" das bezeichnendste Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkriege sei. Dem einstimmigen Antrag der philosophischen Fakultät und des Senats der Universität Heidelberg, diesem Manne endlich die Lehrberechtigung zu entziehen, wurde nunmehr vom badischen Kultusministerium stattgegeben. Daß aber so lange Jahre zu einem so selbstverständlichen Reinigungsakt notwendig waren, bleibt ein Blatt der Schande in der deutschen Universitätsgeschichte unter der Diktatur sozialistischer „Kultur"-Machthaber!

24. AUG. 1932

Acht Uhr Abendblatt, Berlin

Mit Bedauern haben wir hier gestern die Nachricht verzeichnet, daß das badische Kultusministerium dem außerordentlichen Professor für mathematische Statistik an der Universität Heidelberg, Dr. E. J. Gumbel, die Lehrberechtigung entzogen hat. Wir beklagen diese Maßregelung nicht etwa deshalb, weil die Aeußerungen, die Gumbel getan haben soll (ob er sie wirklich getan hat, ist bisher nicht einwandfrei ermittelt worden), von irgend jemandem als geschmackvoll angesehen werden könnten. Wir gehen sogar noch weiter und behaupten, Professor Gumbel hätte im eigensten Interesse klüger daran getan, wenn er sich nach den vielen Konflikten der letzten Jahre nun etwas mehr zurückgehalten hätte; man muß ja nicht alles sagen, was man denkt, man muß es vor allen Dingen nicht in einer Form sagen, die so leicht Anstoß erregen kann. Selbst den Gesichtspunkt könnte man anführen, daß die Universität Heidelberg durch Gumbels Ausscheiden wissenschaftlich einen nicht unersetzlichen Verlust erleidet. Was uns betrübt, ist etwas ganz anderes, nämlich die Tatsache, daß sich in Baden eine Linksregierung dem Druck nationalsozialistischer Studenten und Parteiorganisationen gebeugt hat und daß auch die Professoren der einst als liberal geltenden Heidelberger Hochschule nicht genug Rückgrat gegen unbillige Zumutungen gezeigt haben. Das eröffnet böse Aussichten für die nächsten Jahre. Wie rasch sind all die schönen Worte von Geistesfreiheit vergessen, die man in den Hallen der Ruperto-Carola hören konnte! Was wir hier am Freitag befürchteten, ist nun schon Wahrheit geworden: auch die deutsche Republik hat einen Fall Arons!

24. AUG. 1932

Steglitzer Anzeiger

Die Amtsentsetzung des außerordentlichen Professors Dr. Gumbel, die das badische Kultusministerium auf Antrag der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg verfügt hat, ist in der deutschen Studentenschaft, soweit sie nicht den Linksparteien verpfändet ist, lebhaft begrüßt worden. Schon vor Jahren schwebte gegen Gumbel nicht nur ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats, sondern auch ein Disziplinarverfahren, das merkwürdigerweise im Sande verlief.

Aber die Heidelberger nationale Studentenschaft, der bekanntlich noch in diesem Jahre eine Kundgebung gegen den Schandvertrag von Versailles untersagt worden war, ließ nicht nach in ihren Protesten gegen einen Hochschullehrer, der sich in einer Versammlung zu der nationalen Würdelosigkeit versteigen konnte, daß die deutschen Helden auf dem „Felde der Unehre" gefallen seien. Als er sich dann erneut zu dem Bekenntnis erkühnte, daß für ihn das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkriege nur „eine große Kohlrübe" sei, da brach der Sturm aufs neue los und hatte den Erfolg, daß diesem akademischen Schädling der deutschen Ehre endlich das Handwerk gelegt wurde.

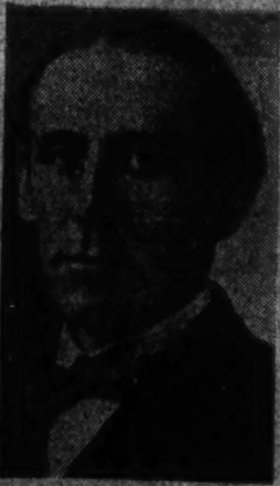
In allen national empfindenden Volkskreisen wird der längst schon fällige Entschluß des badischen Kultusministeriums, das sich sonst so gern als demokratische Trutzburg feiern ließ, lebhafte Zustimmung gefunden haben. Die Wegbereiter der Asphaltkultur freilich wittern schon wieder finsterste Reaktion und murmeln von bedrohter Lehrfreiheit. Man wird über diese internationalistischen, volksfremden Jeremiaden getrost hinweggehen können, denn jede deutsche Regierung hat die Pflicht, dafür zu sorgen, daß das Ehrenkleid der Nation von pazifistischen Nationalverächtern nicht besudelt wird.

24. 8. 32.

Steglitzer Anzeiger

Gumbels Entlassung

Dem Professor an der Heidelberger Universität Gumbel ist, wie gestern bereits mitgeteilt,



vom badischen Unterrichtsministerium die Lehrberechtigung an der Universität entzogen worden.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Neuköllner Tageblatt, Berlin-Neukölln

Endlich!

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

Heidelberg, 23. August. Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Volksfreund, Aachen

Kunst u. Wissenschaft

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. August. Das Badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung in Heidelberg gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbel's geführt hat.

Berlin, 24. August. Prof. Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Institute of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Ztg." meldet, gegen die Entscheidung des Badischen Kultusministeriums Einspruch beim Badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Allensteiner Zeitung, Allenstein

Endlich Einschreiten gegen Gumbel.

Der Heidelberger Dozent Dr. Gumbel, der schon seit vielen Jahren in gewissen Abständen immer wieder Anlaß zu schwerer Beunruhigung der Studentenschaft bot, ist endlich auch der badischen Regierung, die diesem Treiben bisher untätig zusah, auf die Nerven gefallen. Gumbel hatte geäußert, daß das Kriegerdenkmal eigentlich eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Wegen dieser Aeußerung haben die zuständigen Stellen der Heidelberger Universität einstimmig beschlossen, die Entziehung der Lehrbefugnis gegen Professor Gumbel zu beantragen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben, sodaß Herr Gumbel endlich aus dem Lehrkörper der Heidelberger Universität ausscheidet.

Dieses Eingreifen hätte schon vor Jahren erfolgen müssen, als durch Gumbels Verhalten schwere Studentenunruhen hervorgerufen wurden.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Altonaer Nachrichten, Altona

Bestrafter Pazifismus

Professor Gumbel aus dem Amt entfernt

Das badische Kultusministerium hat auf Antrag des Senats der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Begründet wird dieser Entschluß mit einer angeblichen Aeußerung, die Gumbel in einem Referat vor sozialistischen Studenten in Heidelberg getan haben soll. Gumbel hat über den Krieg gesprochen und soll nach Angabe seiner Belastungszeugen ein Kriegerdenkmal mit einer Kohlrübe für angebrachter gehalten haben als die Denkmäler mit Jungfrauen usw. Tatsächlich hat Gumbel nach übereinstimmender Zeugenaussage der Mehrheit der Versammlung ausgeführt, daß der Krieg die Zeit der Not, des furchtbarsten Uebels für Deutschland und die Welt bedeutet hat, in der die Kohlrübe dominierte, und daß man sich dagegen wenden müsse, daß man diese Zeit durch kitschige Denkmäler noch zu verherrlichen suche.

Alle Schritte, welche eine große Anzahl deutscher Professoren bei dem badischen Kultusministerium und dem darin regierenden Zentrumsmann Baumgarten unternommen hatten, haben, wie die Entscheidung zeigt, keinen Erfolg gehabt.

Professor Gumbel, der z. Zt. auf Einladung des Instituts of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Augsburger Postzeitung, Augsburg

Gumbel und die Kohlrübe

55

Heidelberg, 23. August.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren, wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Bamberger Tageblatt, Bamberg

Der Heidelberger Professor Gumbel abgesetzt. [illegible] badische Unterrichtsministerium hat dem außerord[illegible]lichen Heidelberger Universitätsprofessor für Mathem[illegible] Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Gegen [illegible] hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversam[illegible]lung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal [illegible] deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit [illegible] Siegespalme, „sondern eine große Kohlrübe sein", [illegible] Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung geführt [illegible]

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Niederbarnimer Kreisblatt. Bernau

Gumbel darf nicht mehr lehren

Er scheidet sofort aus.

TU Heidelberg, 23. August.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die Philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Prof. Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Generalanzeiger für Bonn und Umgegend, Bonn

Professor Gumbel abgesetzt.

CNB Heidelberg, 23. Aug. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein" ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professors Gumbel geführt hat.

24. AUG. 1932

Volkswacht, Bielefeld

Gumbel zur Strecke gebracht!

Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen.

Das Badische Kultusministerium hat auf Antrag
der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Uni-
versität Heidelberg dem außerordentlichen Prof. Gumbel die
Lehrberechtigung entzogen. Verschiedene Aeußerungen poli-
tischer Natur, in ihrer Formulierung nicht immer glücklich ge-
wählt, gruben ihm das Grab, an dem die Reaktion schon lange
schaufelte. Sagte doch erst in einer Kundgebung kurz vor den
Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeord-
nete Rechtsanwalt Rupp: „Wie auch Rektor und Fakultät ent-
scheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas ver-
säumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grund-
stein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel
und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann
Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden." Die Nazis
konnten nicht die Diktatur, die sie sich erträumten, errichten —
Gumbel soll trotzdem „beerdigt" werden, falls nicht noch die
Entscheidung durch das badische Staatsministerium abgeändert
wird.

Prof. Gumbel gilt als erste Kraft auf dem Gebiet der
mathematischen Statistik. Vor kurzem erst erhielt er eine Ein-
ladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs
Gastvorlesungen an der Pariser Sorbonne halten. Auch der
Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Uni-
versität Heidelberg erkennt an: „Zweifellos hat Prof. Gumbel
wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der
Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt
und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise be-
zweifelt."

Aber Gumbel hat sich politisch mißliebig
gemacht. Er soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer
Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozia-
listischen Studentenschaft am 27. Mai eine auch nach dem Er-
gebnis der Untersuchungen nicht mehr im Wortlaut feststellbare
Gegenüberstellung von „Leichtbekleideter Jungfrau" und „Kohl-
rübe" bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur so
viel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind.
Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die
Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung nicht beachtet zu
haben; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Aeu-
ßerung, sofort nachdem sie gefallen waren, notiert hätten. Gum-
bel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges,
die er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute
als Soldat mitgemacht hat, sei der Hunger zu dem schließlich
alles überragenden Gefühl geworden und deswegen wäre die
Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das
Symbol und Denk-Mal des Krieges. Während die damalige
Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit er-
kannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durch-
aus despektierlicher Weise sprachen, versuche die spätere Zeit
seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch
Denkmäler, zu verklären.

Gumbel ist den Finsterlingen aber vor allem auch als Kämp-
fer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „Zwei Jahre
Mord", „Vier Jahre Mord" und „Verräter verfallen der Feme"
enthüllten schonungslos vor aller Oeffentlichkeit jene schauer-
liche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland
machte. Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und
ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und
brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der
Blutmord von Potempa enthüllte: als eine Organisation, die
sich schützend vor Meuchelmörder stellt — deshalb galt ihr der
abgrundtiefe Haß der Nazis.

Daß das badische Kultusministerium sich dem Antrag der
Professorenschaft und der nationalsozialistischen Meute beugte,
ist nur ein Zeichen mehr dafür, wie stark das Bürgertum
bereits in seinen eigenen Ansichten durch die nationalsozia-
listische Agitation sich hat erschüttern lassen.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Generalanzeiger für Bonn und Umgegend, Bonn

Einspruch Prof. Gumbels.

CNB. Berlin, 24. Aug. Prof. Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Institute of Education in New York eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die Voss. Ztg. meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Braunschweiger Allgemeiner Anzeiger

Ausschnitt aus der Nummer vom: 24. AUG. 1932

Prof. Dr. Gumbel endlich abgesetzt

Heidelberg. Dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel ist vom badischen Unterrichtsministerium die Lehrberechtigung entzogen worden.

RUNGESTR. 20

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Bremer Nachrichten, Bremen

Prof. Gumbel endlich abgesägt

55

cnb. Heidelberg, 23. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Braunschweigische Landeszeitung, Braunschweig

Professor Gumbel endlich abgesetzt

55

Heidelberg, 28. August. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat bekanntlich wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen ungeheuerlichen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine „große Kohlrübe" sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung geführt hat. — Endlich! kann man sagen!

AUSSCHNITT VOM: 2 4. AUG. 1932

Breslauer Neueste Nachrichten, Breslau

Professor Gumbel abgesetzt

Telegraphische Meldung

Heidelberg, 24. August

Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal für deutsche Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

---

2 4. AUG.

Schlesische Volkszeitung, Breslau

Morgenausgabe

Hochschulwesen.

Professor Gumbel abgesetzt.

+ Heidelberg, 23. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal für deutsche Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 2 4. AUG. 1932

Schlesische Volkszeitung, Breslau

Abendausgabe

Professor Gumbel abgesetzt.

+ Heidelberg, 23. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal für deutsche Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

+ Berlin, 24. August.

Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institutes of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium

---

AUSSCHNITT VOM: 2 4. AUG. 1932

Schlesische Zeitung, Breslau

Abendausgabe

Professor Gumbel abgesetzt.

Heidelberg, 24. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat jetzt endlich, wie heute bekannt wird, dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat u. a. wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, „das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur von allen nationalen Kreisen wegen ähnlicher unerhörter Vorfälle längst geforderten Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institutes of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 2 4. AUG. 1932

Casseler Tageblatt

Professor Gumbel abgesetzt

C. Heidelberg, 23. August. (Priv.-Tel.) Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Chemnitzer Neueste Nachrichten, Chemnitz

Ausschnitt aus der Nummer vom: 2 4. AUG. 1932

Professor Gumbel abgesetzt.

Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematik-Professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus.

Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Prof. Gumbels geführt hat. In einer Versammlung der Kriegsbeschädigten hat er vor einiger Zeit davon gesprochen, daß „die Opfer des Krieges auf dem Felde der Unehre gefallen" wären.

Professor Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Instituts of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Ausschnitt vom: 24. AUG. 1932

Die Volksstimme, Chemnitz

Gumbel zur Strecke gebracht!

Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen

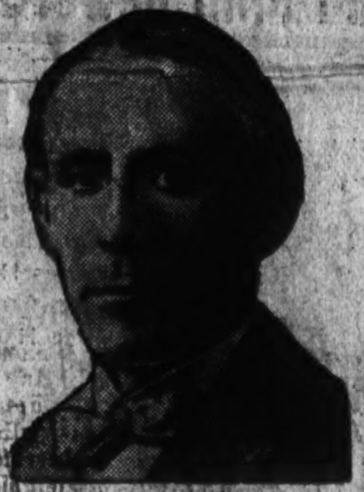
SPD. Das badische Kultusministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Verschiedene Aeußerungen politischer Natur gruben ihm das Grab, an dem die Reaktion schon lange schaufelte. Sagte doch erst in einer Kundgebung kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rechtsanwalt Rupp:

„Wie auch Rektor und Fakultät entscheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden."

Professor Gumbel gilt als erste Kraft auf dem Gebiet der mathematischen Statistik. Vor kurzem erst erhielt er eine Einladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs Gastvorlesungen an der Pariser Sorbonne halten. Auch der Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg erkennt an: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt."

Aber Gumbel hat sich politisch mißliebig gemacht. Er soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen nicht mehr im Wortlaut feststellbare Gegenüberstellung von „leichtbekleideter Jungfrau" und „Kohlrübe" bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur so viel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung nicht beachtet zu haben; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Aeußerung, sofort nachdem sie gefallen war, notiert hätten. Gumbel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges, die er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht hat, sei der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl geworden und deswegen wäre die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das Symbol und Denkmal des Krieges. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versuchte die spätere Zeit, seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch Denkmäler, zu verklären.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auch auf die angebliche Aeußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 vom „Feld der Unehre", auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien. Der radikale Kämpfer für den Weltfrieden, Gumbel, sprach damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung. Von denen, an die die Worte gerichtet waren, dürfte keiner ihren Sinn mißverstanden haben: Gumbel wollte den Krieg an sich als etwas Unehrenhaftes diffamieren, weil nicht die Völker, sondern die Drahtzieher hinter den Kulissen für ihn verantwortlich



Professor Dr. Gumbel

seien. Jene chauvinistische Böswilligkeit freilich, die heute in den Nazis ihren vollkommensten Ausdruck findet, bemühte sich, Gumbels Formulierung mißzuverstehen.

Gumbel ist den Finsterlingen aber vor allem auch als Kämpfer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „Zwei Jahre Mord", „Vier Jahre Mord" und „Verräter verfallen der Feme" enthüllten schonungslos vor aller Oeffentlichkeit jene schauerliche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland machte. Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der Blutmord von Potempa enthüllte: als eine Organisation, die sich schützend vor Meuchelmörder stellt — deshalb galt ihr der abgrundtiefe Haß der Nazis.

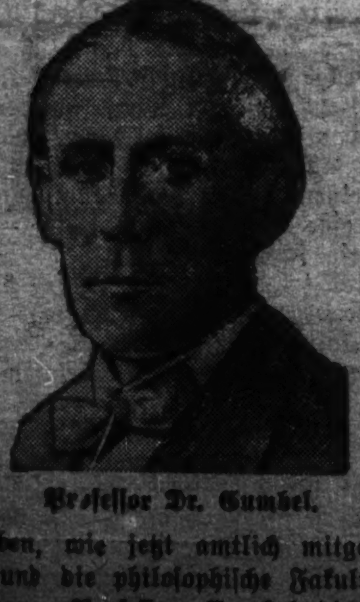
Daß das badische Kultusministerium sich dem Antrag der Professorenschaft und der nationalsozialistischen Meute beugte, ist nur ein Zeichen mehr dafür, wie stark das Bürgertum bereits in seinen eigenen Ansichten durch die nationalsozialistische Agitation sich hat erschüttern lassen.

Ausschnitt vom: 24. AUG. 1932

Coburger Tageblatt, Coburg

Kunst und Wissenschaft

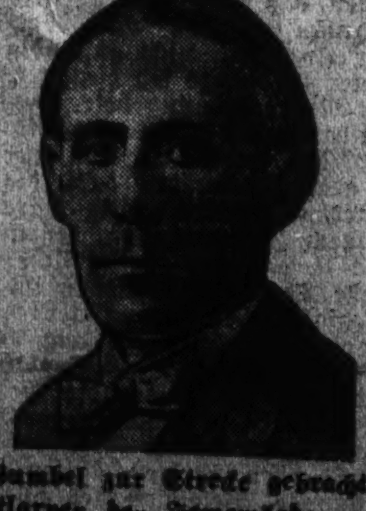
— Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal eine einzige Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.



Professor Dr. Gumbel.

Ausschnitt vom: 24. AUG. 1932

Märkische Volksstimme, Cottbus



Gumbel zur Strecke gebracht!
Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen!

Das badische Kultusministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Verschiedene Aeußerungen politischer Natur, in ihrer Formulierung nicht immer glücklich gewählt, gruben ihm das Grab, an dem die Reaktion schon lange schaufelte.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Darmstädter Tageblatt, Darmstadt

Entziehung der Lehrberechtigung des Universitätsprofessors Dr. Gumbel-Heidelberg.

Gegen den Mathematikprofessor an der Heidelberger Universität Dr. Gumbel schwebte ein Verfahren wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, wonach das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten „nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein müsse". Wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, haben sich sowohl die philosophische Fakultät wie auch der engere Senat der Universität einstimmig dahin entschieden, vom badischen Unterrichtsministerium die Entziehung der Lehrberechtigung für Professor Dr. Gumbel zu fordern. Das badische Unterrichtsministerium hat nunmehr diesem Antrage stattgegeben. Damit scheidet Professor Dr. Gumbel jetzt endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Lippische Landeszeitung, Detmold

Professor Gumbel abgesetzt

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie jetzt bekannt wird, dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe" sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Professor Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Instituts of Education in New York eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Tremonia, Dortmund

Ausschnitt aus der Nummer vom: 24. AUG. 1932

Professor Gumbel abgesetzt.

)(Heidelberg, 23. August.

Das badische Ministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematik-Professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Generalanzeiger Dortmund
Dortmund

Professor Gumbel abgesetzt

GNB. Heidelberg, 23. August. Das Badische Ministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen.

*

Eigener Nachrichtendienst.

Berlin, 23. August.

Professor Gumbel, der augenblicklich in Newyork Vorträge hält, hat gegen das Urteil des badischen Kultusministeriums, durch das ihm die Erlaubnis zu Vorlesungen entzogen worden war, Rekurs beim badischen Gesamtministerium eingereicht. Gleichzeitig mit dem Rekurs wird Professor Gumbel Gutachten über seine wissenschaftlichen Qualitäten und seine persönliche Lauterkeit vorlegen, die von 24 Universitätsprofessoren erstattet sind.

Uebrigens hat der Untersuchungsausschuß der Universität Heidelberg, auf Grund dessen Ergebnis das Kultusministerium geurteilt hat, über die wissenschaftliche Tätigkeit Gumbels folgendes erklärt: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliche Interessen. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt. Es ist auch zuzugeben, daß er seit 1927 eine gewisse Zurückhaltung auferlegt hat, doch haben ihn die Erfahrungen, die er gemacht hat, nicht veranlaßt, auf eine politische Wirksamkeit zugunsten seiner akademischen Tätigkeit zu verzichten."

*

Wir kommen auf die merkwürdige Entscheidung der Universität Heidelberg zurück.

Die Redaktion.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Dresdner Anzeiger, Dresden

Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

cnb Heidelberg, 23. August

Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten dieser Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Prof. Gumbels geführt hat.

Gumbel hat schon in früheren Fällen bewiesen, daß ihm jedes nationale Ehrgefühl fehlt und daß er damit zum Lehrer einer deutschen Hochschule völlig ungeeignet ist. Es war höchste Zeit, daß daraus endlich die Konsequenzen gezogen wurden.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Dresdner Neueste Nachrichten, Dresden

*

Professor Gumbel abgesetzt

× Heidelberg, 23. August. (Durch Funkspruch)

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Dresdner Volkszeitung, Dresden

Ausschnitt aus der Nummer vom: 24. AUG. 1932

Gumbel zur Strecke gebracht

Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen

Das badische Kultusministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Verschiedene Aeußerungen politischer Natur, in ihrer Formulierung nicht immer glücklich gewählt, gruben dem großen Gelehrten das Grab, an dem die Reaktion schon lange schaufelte. Sagte doch erst in einer Kundgebung kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rechtsanwalt Rupp:

„Wie auch Rektor und Fakultät entscheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden."

Die Nazis konnten nicht die Diktatur, die sie sich erträumten, errichten — Gumbel soll trotzdem „beerdigt" werden, falls nicht noch die Entscheidung durch das badische Staatsministerium abgeändert wird.

Professor Gumbel gilt als erste Kraft auf dem Gebiet der mathematischen Statistik. Vor kurzem erst erhielt er eine Einladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs Gastvorlesungen an der Pariser Sorbonne halten. Auch der Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg erkennt an:

„Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt."

Aber Gumbel hat sich politisch mißliebig gemacht. Er soll, nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten, in einer geschlossenen Versammlung der Sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai einen auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen nicht mehr im Wortlaut feststellbaren Vergleich zwischen einer „leichtbekleideten Jungfrau" und einer „Kohlrübe" bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur so viel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung nicht beachtet zu haben; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Aeußerung, sofort nachdem sie gefallen war, notiert hätten. Gumbel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges, die er, im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute, als Soldat mitgemacht hat, sei der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl geworden, und deswegen wäre die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das Symbol und Denk-Mal des Krieges. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versuche die spätere Zeit seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch Denkmäler, zu verklären.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auch auf die angebliche Aeußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 vom „Feld der Unehre", auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien. Der radikale Pazifist Gumbel sprach damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung. Von denen, an die die Worte gerichtet waren, dürfte keiner ihren Sinn mißverstanden haben: Gumbel wollte den Krieg an sich als etwas Unehrenhaftes diffamieren, weil nicht die Völker, sondern die Drahtzieher hinter den Kulissen für ihn verantwortlich seien. Jene chauvinistische Böswilligkeit freilich, die heute in den Nazis ihren vollkommensten Ausdruck findet, bemühte sich, Gumbels Formulierung gründlich mißzuverstehen.

Gumbel ist den Finsterlingen aber vor allem auch als Kämpfer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „Zwei Jahre Mord", „Vier Jahre Mord" und „Verräter

verfallen der Feme" enthüllten schonungslos vor aller Oeffentlichkeit jene schauerliche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland machte. Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der Blutmord von Potempa enthüllte: als eine Organisation, die sich schützend vor Meuchelmörder stellt — deshalb galt ihm der abgrundtiefe Haß der Nazis.

Daß das badische Kultusministerium sich dem Antrag der Professorenschaft und der nationalsozialistischen Meute beugte, ist nur ein Zeichen mehr dafür, wie stark das Bürgertum bereits in seinen eigenen Ansichten durch die nationalsozialistische Agitation sich hat erschüttern lassen.

Düsseldorfer Tageblatt

Ausschnitt aus der Nummer vom 24. AUG. 1932

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. August. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein" ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

RUNGESTR. 20

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Düsseldorfer Stadtanzeiger, Düsseldorf

Professor Gumbel abgesetzt.

Heidelberg, 23. August. (Drahtb.) Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Der Mittag, Düsseldorf

*

Die Amtsenthebung des Heidelberger Professors Gumbel — er hat übrigens von Amerika aus, wo er zu Studienzwecken weilt, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministers Einspruch beim Gesamtministerium eingelegt — hat in dem weitaus größten Teil der deutschen Presse das erwartete zustimmende Echo gefunden. Wenn ein Teil der Asphaltpresse, wie auch nicht anders zu erwarten war, nun „den endlich zur Strecke Gebrachten“ bedauert und sich ausdrücklich mit Gumbels Taten und Worten identifiziert, so mag diese Presse auf sich auch das beziehen, was über Gumbel zu sagen ist. Das Verbleiben Gumbels auf dem Heidelberger Lehrstuhl störte nicht nur empfindlich den Lehrbetrieb an einer deutschen Universität, die den allerbesten Ruf im Auslande genießt und deren Studentenschaft in berechtigtem Stolze die Opfer der deutschen Soldaten im Weltkriege ehrte, sondern es war darüber hinaus ein empfindlicher Schandfleck am Ehrenschilde des ganzen deutschen Volkes, daß ein Kultusminister einen Mann als Lehrer der zur Volksführung berufenen akademischen Jugend duldete, der von unseren toten Helden sagte, sie seien auf dem Felde der Unehre gefallen und die Steckrübe als das beste Symbol auf den Kriegerdenkmälern für die Opfer ansah. Wenn jene patent-pazifistische Presse nun die Lehrfreiheit beschwört und dabei ins Feld führt, daß jene Worte nur dem Uebereifer des leidenschaftlichen Friedensfreundes zuzuschreiben seien, so mag ihr gesagt sein, daß ein Mann, der so wenig die Freiheit des Geistes und des Wortes zu handhaben weiß, daß er sich zu Aeußerungen hinreißen läßt, die das Andenken an unsere Besten und die Erinnerung aller ihrer Angehörigen und Volksgenossen auf das schimpflichste beleidigt, seine mangelnde Eignung zum Gebrauch der Lehrfreiheit erwiesen hat. Im Gedenken unserer Toten des großen Krieges begrüßen wir den Fall dieses nichtswürdigen Verleumders, der weder durch seine Person noch durch sein Amt noch durch seinen Sturz Anspruch und Schonung verdient.

Thüringer Allgemeine Zeitung, Erfurt

Ausschnitt aus der Nummer vom: 24. AUG. 1932

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. August. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, den außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Dr. Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Essener Volkszeitung, Essen

Professor Gumbel abgesetzt.

Heidelberg, 23. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Universität Heidelberg aus. Gegen Gumbel hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein“, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Eisleber Tageblatt, Eisleben

Gumbel endlich unschädlich gemacht

TU. Heidelberg, 23. Aug.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die Philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das Badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Rhein.-Westf. Zeitung, Essen

3. Ausgabe

Gumbel protestiert

* Berlin, 24. Aug. (Drahtb.) Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institute of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung“ meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Gelsenkirchner Zeitung, Gelsenkirchen

Professor Gumbel abgesetzt

☐ Heidelberg, 23. Aug. Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen Gumbel hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein“, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Geraer Zeitung

Gumbel endlich erledigt

(Eigener Dienst.)

Lange genug hat es gedauert, bis das badische Kultusministerium sich endlich entschlossen hat, auf Antrag der Universität Heidelberg dem sattsam bekannten Professor Gumbel seinen Lehrauftrag zu entziehen. Gumbel hat in der Tat allerhand auf dem Kerbholz. Schon im Jahre 1924 schwebte gegen ihn beim Reichsgericht wegen einer Broschüre ein Verfahren wegen Landesverrates, das aber dann niedergeschlagen wurde. Auch hatte die Fakultät gegen Gumbel damals ein Disziplinarverfahren eingeleitet, weil dieser verbohrte Pazifist in einer Versammlung davon gesprochen hatte, daß die deutschen Soldaten im Weltkrieg „auf dem Felde der Unehre“ gefallen seien. Der einzige Erfolg aller dieser Unverschämtheiten war, daß nicht Gumbel, sondern Heidelberger Studenten gemaßregelt wurden, die sich aus berechtigter nationaler Empörung dagegen zur Wehr gesetzt hatten. Jetzt hat aber diese „Zierde der deutschen Wissenschaft“ endlich sein wohlverdientes Schicksal erreicht. Das berüchtigte Wort von der „riesengroßen Kohlrübe“, die für ihn das Symbol des Krieges und des deutschen Soldatentums sei, hat ihm endlich das Genick gebrochen. Ein Ruhmesblatt für die badische Regierung ist die Langmut, mit der sie den Fall Gumbel behandelt hat, wahrlich [illegible]

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

Gießener Anzeiger, Gießen

Prof. Gumbel-Heidelberg abgesetzt.

Heidelberg, 23. Aug. (WSN.) Gegen den Mathematikprofessor an der Heidelberger Universität Dr. Gumbel schwebte ein Verfahren wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, wonach das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten „nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein müsse". Wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, haben sich sowohl die philosophische Fakultät, wie auch der engere Senat der Universität einstimmig dahin entschieden, vom badischen Unterrichtsministerium die Entziehung der Lehrberechtigung für Professor Dr. Gumbel zu fordern. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrage stattgegeben. Damit scheidet Professor Dr. Gumbel jetzt endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus.

•

Professor Gumbel ist wiederholt durch seine politischen Extratouren unangenehm aufgefallen. Er gehört dem extremen Pazifismus an und hat sich nur unter dem Schutz der Linken an der Universität Heidelberg halten können. Wiederholt ist der Versuch gemacht worden, ihn aus seiner Stellung zu entfernen. Aber alle Bemühungen scheiterten, weil die badische Regierung ihn nicht gehen lassen wollte. Sie hat sich jetzt doch gezwungen gesehen, auf seine weitere Tätigkeit an der Heidelberger Universität zu verzichten. Gumbel ist in letzter Zeit wieder durch abfällige Aeußerungen über Kriegerdenkmäler aufgefallen. Er hat sich wiederholt Entgleisungen geleistet, die so unerhörter Natur waren, daß man es einfach nicht verstand, warum man ihm nicht schon längst den Stuhl vor die Tür setzte. Man erinnert sich an seinen Ausspruch vom „Felde der Unehre", auf dem die deutschen Soldaten nach Ansicht Gumbels gefallen sind. Gumbel ist auch derjenige, der in einer sozialistischen Versammlung feststellte, daß für ihn das Sinnbild des Krieges nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern viel eher eine große Kohlrübe sei. Allmählich fing man aber auch auf der gemäßigten Linken an, von Gumbel abzurücken. Wir begrüßen es, daß die Karlsruher Regierung nun endlich die Entschlußkraft aufgebracht hat, diesen Mann seines Amtes zu entheben.

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

Goslarsche Zeitung, Goslar

Endlich Schluß mit Gumbel!

Es hat lange gedauert, bis — wie bereits gestern gemeldet — dem außerordentlichen Professor an der Heidelberger Universität, Gumbel, der Lehrauftrag entzogen wurde. Fast ein Jahrzehnt hindurch hat Gumbel immer erneut Unfrieden gestiftet. Es schwebte schon einmal ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats gegen ihn, das freilich aus Gründen, die der Oeffentlichkeit nicht bekanntgegeben wurden, im Sande verlief. Gumbel war es, der dann in einer Versammlung von dem „Felde der Unehre" sprach, auf dem die Krieger gefallen seien. Es wurde damals ein Disziplinarverfahren gegen ihn eingeleitet, das zu dem Urteil kam, daß Herrn Gumbels Persönlichkeit unerfreulich sei, aber mit Rücksicht auf eine angebliche Gefährdung der Lehrfreiheit (!) wurde Gumbel nicht bestraft. Die badische Regierung hielt ihre Hand schützend über ihn, ja, sie brachte es fertig, im Jahre 1930 den Privatdozenten Gumbel zum außerordentlichen Professor zu ernennen. Erst die im Mai dieses Jahres gebrauchte Aeußerung, für ihn sei das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nur eine riesengroße Kohlrübe, schlug endlich dem Faß den Boden aus. Auf Antrag der zuständigen Stellen der Universität entschloß sich das badische Innenministerium, die Folgerungen zu ziehen, die es schon längst hätte ziehen müssen. Aber auch das geschah erst, nachdem Gumbels Aeußerung öffentliche Unruhe und lebhafte Auseinandersetzungen mit der Studentenschaft hervorgerufen hatte.

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

Gladbach-Rheydter Tagebl.

Prof. Gumbel abgesetzt

× Heidelberg, 23. Aug. Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse „nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein" ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

Oberschlesische Volksstimme, Gleiwitz

Professor Gumben abgesetzt

:: Heidelberg, 23. August. (Eig. Meldg.) Das Badische Unterrichtsministerium hat dem Antrag der philosophischen Universität und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumben die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Prof. Gumben endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe", sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbens geführt hat.

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

Göttinger Zeitung, Göttingen

Professor Gumbel abgesetzt.

cnb. Heidelberg, 23. Aug. (Eig. Meld.) Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Prof. Gumbels geführt hat.

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

Nachrichten für Grimma

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen Gumbel hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

Greifswalder Zeitung, Greifswald

Endlich
Absetzung Gumbels

Heidelberg, 24. August. Der Heidelberger Professor Dr. Gumbel, der schon seit vielen Jahren in gewissen Abständen immer wieder Anlaß zu schwerer Beunruhigung der Studentenschaft bot, ist endlich auch der badischen Regierung, die diesem Treiben bisher untätig zusah, auf die Nerven gefallen. Gumbel hatte geäußert, daß das Kriegerdenkmal eigentlich eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Wegen dieser Aeußerung haben die zuständigen Stellen der Heidelberger Universität einstimmig beschlossen, die Entziehung der Lehrbefugnis gegen Professor Gumbel zu beantragen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben, so daß Herr Gumbel endlich aus dem Lehrkörper der Heidelberger Universität ausscheidet. Dieses Eingreifen hätte schon vor Jahren erfolgen müssen, als durch Gumbels Verhalten schwere Studentenunruhen hervorgerufen wurden.

24. AUG. 1932
Halberstädter Ztg.

Gumbel zur Strecke gebracht

Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen!

Das badische Kultusministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor **Gumbel** die **Lehrberechtigung entzogen**. Verschiedene Aeußerungen politischer Natur in ihrer Formulierung nicht immer glücklich gewählt, gruben ihm das Grab, an dem die Reaktion schon lange schaufelte. Sagte doch erst in einer Kundgebung kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rechtsanwalt **Rupp**: „Wie auch Rektor und Fakultät entscheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden." Die Nazis konnten nicht die Diktatur, die sie sich erträumten, errichten — Gumbel soll trotzdem „beerdigt" werden, falls nicht noch die Entscheidung durch das Badische Staatsministerium abgeändert wird.

Professor **Gumbel** gilt als **erste Kraft** auf dem Gebiet der **mathematischen Statistik**. Vor kurzem erst erhielt er eine Einladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs Gastvorlesungen an der Pariser Sorbonne halten. Auch der Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg erkennt an: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt."

Aber Gumbel hat sich politisch mißliebig gemacht. Er soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen nicht mehr im Wortlaut feststellbare Gegenüberstellung von „leichtbekleideter Jungfrau" und „Kohlrübe" bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur so viel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung nicht beachtet zu haben; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Aeußerung, sofort nachdem sie gefallen war, notiert hätten. Gumbel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges, die er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht hat, sei der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl geworden und deswegen wäre die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das Symbol und Denk-Mal des Krieges. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versuche die spätere Zeit seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn auch durch Denkmäler, zu verklären.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auch auf die angebliche Aeußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 vom „Feld der Unehre", auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien. Der radikale Pazifist Gumbel sprach damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung. Von denen, an die die Worte gerichtet waren, dürfte keiner ihren Sinn mißverstanden haben: Gumbel wollte den Krieg an sich als etwas Unehrenhaftes diffamieren, weil nicht die Völker, sondern die **Drahtzieher hinter den Kulissen** für ihn verantwortlich seien. Jene chauvinistische Böswilligkeit freilich, die heute in der Nazis ihren vollkommensten Eindruck findet, bemühte sich, Gumbels Formulierung gründlich mißzuverstehen.

Gumbel ist den Finsterlingen aber vor allem auch als Kämpfer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „**Zwei Jahre Mord**", „**Vier Jahre Mord**" und „**Verräter verfallen der Feme**", enthüllten schonungslos vor aller Oeffentlichkeit jene schauerliche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland machte. Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der Blutmord von Potempa enthüllte: als eine Organisation, die sich schützend vor Meuchelmord stellt — deshalb galt ihm der abgrundtiefe Haß der Nazis.

Daß das badische Kultusministerium sich dem Antrag der Professorenschaft und der nationalsozialistischen Meute beugte ist nur ein Zeichen mehr dafür, wie stark das Bürgertum bereits in seinen eigenen Ansichten durch die nationalsozialistische Agitation sich hat erschüttern lassen.

Allg. Zeitung für Mitteldeutschland, Halle
Ausschnitt aus der Nummer vom: 24. AUG. 1932

Ein dunkles Kapitel deutscher Universitätsgeschichte beendet.

Gumbel darf nicht mehr lehren.

Auf Antrag des Untersuchungsausschusses und des engeren Senats der Universität Heidelberg wurde dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel der Lehrauftrag an der Ruperta Carola mit sofortiger Wirkung entzogen.

Die Vorgeschichte dieser Amtsenthebung begann vor etwa zehn Jahren und erweist sowohl bei den akademischen wie bei den staatlichen Aufsichtsbehörden ein Maß von Duldsamkeit, das eines edleren Gegenstandes wert gewesen wäre. Schon im Jahre 1924 eröffnete das Reichsgericht auf Grund einer Broschüre Gumbels — sie trug den Titel: „Verschwörer" — gegen den damaligen Privatdozenten ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats, das aber aus unbekannten Gründen niedergeschlagen wurde. Zu gleicher Zeit schwebte gegen Gumbel ein Disziplinarverfahren, weil er in einer Versammlung vom „**Felde der Unehre**" gesprochen hatte, auf dem die deutschen Krieger des Weltkrieges gefallen seien. Auch diese Untersuchung wurde durch einen Beschluß der Fakultät eingestellt. Zwar bezeugt die Begründung dieses Beschlusses Herrn Gumbel „anfechtbare Gesinnung und eine unerfreuliche Persönlichkeit", gab aber der Befürchtung Ausdruck, daß die Durchführung des Verfahrens die Lehrfreiheit gefährden könne. Im Jahre 1930 erregte die Ernennung Gumbels zum außerordentlichen Professor die Oeffentlichkeit weit über Baden hinaus aufs äußerste. Die Heidelberger nationale Studentenschaft, unterstützt vom größeren Teil der Dozenten und der Bevölkerung der Stadt, wehrte sich lebhaft gegen diese Auszeichnung, und die Fakultät ließ mitteilen, daß sie der Ernennung fernstehe.

In diesem Falle wie in früheren Jahren endete die Angelegenheit mit der Maßregelung von Studenten, was die allgemeine Erbitterung noch verstärkte und die Reibereien zwischen Studenten und staatlicher Aufsichtsbehörde bis zum Ausscheiden des damaligen Ministers Remmele aus der Regierung nicht mehr abreißen ließ.

Im vergangenen Mai nun gebrauchte Gumbel in einem Vortrag vor sozialistischen Studenten die Wendung: „**Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe.**"

Diese grenzenlose Unverschämtheit rief innerhalb der Studentenschaft handgreifliche Auseinandersetzungen hervor, während deren sich die Bürgerschaft der Stadt auf die Seite der nationalen Studenten stellte. Ein Vorgang, der denn auch endlich denjenigen im Unterrichtsministerium, die in dem weiteren Verbleiben Gumbels in Heidelberg schon lange eine kaum mehr gutzumachende Schädigung des akademischen Lehrbetriebes sahen, die Möglichkeit gab, dieser Meinung Gehör zu verschaffen.

Bemerkenswert ist übrigens, daß die venia legendi auf Grund eines Gesetzes entzogen wurde, das im Jahre 1921 geschaffen wurde, allerdings damals nicht für Leute wie den jetzt Gemaßregelten, sondern für deren gesinnungsmäßige Gegner.

24. AUG. 1932

Hamburger Neueste Nachrichten, Hamburg

Es war höchste Zeit

Heidelberg, 23. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müßte nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein“, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Prof. Gumbels geführt hat.

Hamburger Anzeiger, Hamburg

Ausschnitt aus der Nummer vom: 24. AUG. 1932

— **Gumbel erhebt Einspruch.** (Eigene Meldung.) Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institute of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums, das ihn seines Lehramtes enthob, Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Hannoverscher Kurier

Zeitung für Nordwestdeutschland

Gegründet 1849

Datum 24. AUG. 1932

Gumbel abgesetzt

Auf Antrag der Universität Heidelberg

Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senates der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, daß Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe“ sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

*

Schon vor Jahren hatte sich Gumbel eines Hochschullehrers als unwürdig erwiesen, als er in einer öffentlichen Rede das Andenken der Kriegsgefallenen schmähte. Damals hat die philosophische Fakultät der Universität Heidelberg das Gut der Lehrfreiheit so hoch eingeschätzt, daß sie einen Mann wie Gumbel trotz schärfster Mißbilligung seines Verhaltens in ihren Reihen dulden zu müssen glaubte. Weit entfernt davon, sich nun würdiger aufzuführen, hat Gumbel, der sogar zum a. o. Professor ernannt wurde, das Kriegserlebnis und das Andenken an die Toten des Weltkrieges vor einiger Zeit aufs Neue geschändet. Wieder war es die Studentenschaft, die sich einen Lehrer verbat, der jedem Deutschen heilige Dinge so gröblich mißachtet. Aber das badische Unterrichtsministerium hat sich lange drängen lassen müssen, ehe es den Schritt zwischen der Universität Heidelberg und Gumbel vollzog. Jetzt hatte sich auch in den Kreisen der Hochschullehrer die Ansicht durchgesetzt, daß die Universität einen Mann nicht länger tragen könne, der sich bewußt außerhalb der Schicksalsgemeinschaft seines Volkes gestellt hat. Die Erziehungsaufgabe der Universität beschränkt sich ja nicht auf die wissenschaftliche Bildung; gerade an den Hochschulen ist unter Bildung immer auch Charakterbildung verstanden worden. An deutschen Hochschulen kann für Leute von der Art Gumbels künftig kein Raum mehr sein. Nachdem Gumbel von der Universität Heidelberg beseitigt ist, wird dort auch wieder Ruhe einkehren, die bisher immer gefährdet wurde, gefährdet nicht etwa durch „unruhige Elemente“, sondern durch die Duldung eines Lehrers von Seiten der Behörde, der einer deutschen Universität unwürdig ist. Der endliche Ausgang des Falles Gumbel kann daher nur aufrichtig begrüßt werden.

Dr. V.

Hannoversches Tageblatt, Hannover

Ausschnitt aus der Nummer vom 24. AUG. 1932

Lehrberechtigung entzogen.

Professor Gumbel-Heidelberg abgesetzt.

cnb Heidelberg, 23. August. Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, den außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus.

Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe“ sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels führte.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Hamburger Correspondent, Hamburg

Morgenausgabe

Es war höchste Zeit

Heidelberg, 23. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müßte nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein“, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Prof. Gumbels geführt hat.

24. AUG. 1932

Neckar-Zeitung, Heilbronn

Prof. Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem a.o. Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein“, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Gumbels geführt hat.

Berlin, 24. Aug. Professor Gumbel, der z. Zt. auf Einladung des Instituts of education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die Vossische Zeitung meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Bote aus dem Riesengebirge, Hirschberg

Professor Gumbel abgesetzt.

□ Heidelberg, 23. August. (Drahtm.)

Das badische Unterrichtsministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Kieler Zeitung und Handelsblatt, Kiel

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. Aug. (Drahtmeldung.) Das badische Unterrichtsministerium hat endlich dem einstimmigen Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig mit sofortiger Wirkung aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus.

Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Von Gumbel stammt auch der Ausspruch, die deutschen Soldaten seien nicht auf dem Felde der Ehre, sondern der Unehre gefallen.

In allen national gesinnten Kreisen wird man diesen Beschluß des badischen Unterrichtsministeriums mit lebhafter Genugtuung begrüßen. Wie man einen Hochschullehrer, der jeder nationalen Würde bar ist, so lange auf seinem Posten belassen konnte, bleibt allerdings nach wie vor unverständlich.

Hoffentlich setzt in Preußen auch bald eine Säuberungsaktion ein!

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Koblenzer General-Anzeiger, Koblenz

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

▲ Heidelberg, 23. Aug. Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Prof. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Prof. Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Rheinische Zeitung, Köln

Professor Gumbel abgesetzt

Die anstößige Kohlrübe

WTB Heidelberg, 23. August. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrag der Bildungs-Fakultät und des engern Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Pfälzische Volkszeitung, Kaiserslautern

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat — wie heute bekannt wird — dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematik-Professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Prof. Gumbels geführt hat.

ADRESSEN-VERLAG U. ZEITUNGSAUSSCHNITTE | BERLIN S.O. 16 RUNGESTR. 20

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Kieler Neueste Nachrichten, Kiel

Letzte Drahtnachrichten

Prof. Gumbel ist die Lehrberechtigung entzogen.

Heidelberg, 23. Aug. (Funkspruch.) Gegen den a. o. Prof. Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Prof. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität Heidelberg aus.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Kolberger Tageblatt

Gumbel endlich erledigt.

DJ. Berlin, 23. August.

Lange genug hat es gedauert, bis das Badische Kulturministerium sich endlich entschlossen hat, auf Antrag der Universität Heidelberg dem sattsam bekannten Professor Gumbel seinen Lehrauftrag zu entziehen. Gumbel hat in der Tat allerhand auf dem Kerbholz. Schon im Jahre 1924 schwebte gegen ihn beim Reichsgericht wegen einer Broschüre ein Verfahren wegen Landesverrates, das aber dann niedergeschlagen wurde. Auch hatte die Fakultät gegen Gumbel damals ein Disziplinarverfahren eingeleitet, weil dieser verbohrte Pazifist in einer Volksversammlung davon gesprochen hatte, daß die deutschen Soldaten im Weltkrieg „auf dem Felde der Unehre" gefallen seien. Der einzige Erfolg aller dieser Unverschämtheiten war, daß nicht Gumbel, sondern Heidelberger Studenten gemaßregelt wurden, die sich aus berechtigter nationaler Empörung dagegen zur Wehr gesetzt hatten. Jetzt hat aber diese Zierde der deutschen Wissenschaft endlich sein wohlverdientes Schicksal erreicht. Das berüchtigte Wort von der „riesengroßen Kohlrübe", die für ihn das Symbol des Krieges und des deutschen Soldatentums sei, hat ihm endlich das Genick gebrochen. Ein Ruhmesblatt für die badische Regierung ist die Langmut, mit der sie den Fall Gumbel behandelt hat, wahrlich nicht

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Rheinische Zeitung, Köln

Mathematik und Pazifismus

Finsternis über Deutschland

Professor Gumbel zur Strecke gebracht – Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen

Das badische Kultusministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engern Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Professor Gumbel gilt als erste Kraft auf dem Gebiet der mathematischen Statistik. Vor kurzem erst erhielt er eine Einladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs Gastvorlesungen an der Pariser Sorbonne halten. Auch der Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg erkennt an: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt."

Aber Gumbel hat sich politisch mißliebig gemacht. Er soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen nicht mehr im Wortlaut feststellbare Gegenüberstellung von „Leichtbekleideter Jungfrau" und „Kohlrübe" bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur so viel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung nicht beachtet zu haben; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Aeußerung, sofort nachdem sie gefallen war, notiert hätten. Gumbel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges, die er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht hat, sei der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl geworden, und deswegen wäre die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das Symbol und Denkmal des Krieges. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versuche die spätere Zeit seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch Denkmäler, zu verklären.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auch auf die angebliche Aeußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 vom „Feld der Unehre", auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien. Der radikale Pazifist Gumbel sprach damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung. Von denen, an die die Worte gerichtet waren, dürfte keiner ihren Sinn mißverstanden haben: Gumbel wollte den Krieg an sich als etwas Unehrenhaftes diffamieren, weil nicht die Völker, sondern die Drahtzieher hinter den Kulissen für ihn verantwortlich seien. Jene chauvinistische Böswilligkeit freilich, die heute in den Nazis ihren vollkommensten Ausdruck findet, bemühte sich, Gumbels Formulierung gründlich mißzuverstehen.

Gumbel ist den Finsterlingen aber vor allem auch als Kämpfer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „Zwei Jahre Mord", „Vier Jahre Mord" und „Verräter verfallen der Feme" enthüllten schonungslos vor aller Oeffentlichkeit jene schauerliche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland machte. Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der Blutmord von Potempa enthüllte: als eine Organisation, die sich schützend vor Meuchelmörder stellt — deshalb galt ihm der abgrundtiefe Haß der Nazis.

Professor Gumbel der zurzeit auf Einladung des Institute of Education in New York eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Kölnische Zeitung, Köln

1. Ausgabe

Der badische Unterrichtsminister hat, einem Antrag der philosophischen Fakultät und des engern Senats der Universität Heidelberg entsprechend, dem außerordentlichen Professor für Mathematik Dr. **Gumbel die Lehrberechtigung mit sofortiger Wirkung entzogen.** Die Maßreglung erfolgte auf Grund eines Gesetzes vom Jahr 1921, das die Regierung ermächtigt, unter bestimmten Voraussetzungen in dieser Weise gegen Dozenten an badischen Hochschulen vorzugehen. Damit findet eine Angelegenheit ihr Ende, die seit 1924 mehrfach in unliebsamster Weise die Öffentlichkeit beschäftigt hat. Daß es schließlich so gekommen ist, hat sich Dr. Gumbel in mehr als einer Hinsicht selbst zuzuschreiben, und wenn das Charakterbild zutrifft, das einer der Beisitzer in dem 1925 von der philosophischen Fakultät eingesetzten Untersuchungsausschuß von Gumbel entwarf, der ihn als „fanatischen Idealisten" bezeichnete, der an seine Sache, den Pazifismus, und an seine Mission darin glaube und dafür eintrete „bis zum Wagnis seines Lebens" — wenn dieses Charakterbild der Wirklichkeit entspricht, dann wird der Betroffene nunmehr auch für seine Haltung und seine Taten einstehen wollen. Aber nicht den Friedensfreund als solchen trifft die vom badischen Unterrichtsministerium verhängte Strafe, wenn der Kampf der Studentenschaft sich in Verkennung der Dinge auch in erster Linie gegen den Pazifisten, Sozialisten und Juden Gumbel gerichtet hat. Weder das jüdische Religionsbekenntnis noch die sozialistische Weltanschauung, noch auch die Überzeugung, daß der Völkerfriede als Vorbedingung allgemeiner menschlicher Wohlfahrt ein erstrebenswertes Ziel sei, würde die Entziehung der venia legendi rechtfertigen. Das auszusprechen, ist in einem Augenblick durchaus nicht überflüssig, wo die akademische Lehrfreiheit von mehr als einer Seite bedroht wird. Aber akademische Lehrfreiheit bedeutet noch nicht Schimpffreiheit; bedeutet noch nicht, daß ein Friedensfreund sich als akademischer Lehrer zu Äußerungen hinreißen lassen darf, durch die das deutsche Volk sich beleidigt fühlen muß. Das aber hat Dr. Gumbel wiederholt und entgegen allen Warnungen getan, angefangen mit seinem berüchtigten Wort vom „Felde der Unehre" bis zu der kürzlich von ihm berichteten Äußerung, daß das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten für ihn (Gumbel) eine einzige große Kohlrübe sein müsse — ganz zu schweigen von andern Dingen wie etwa seiner mehr als seltsamen Anklagerede gegen den „deutschen Korporal" auf einer Veranstaltung der französischen Liga für Menschenrechte in Dijon im Jahr 1924. Nun ist Gumbel also die venia legendi entzogen worden. Mit seiner Entfernung aus dem Lehramt wird die Ursache eines jahrelangen Unfriedens an der Heidelberger Universität beseitigt.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Rheinische Zeitung, Köln

Professor Gumbel

Der wegen seiner radikalpazifistischen Betätigung abgesetzte Mathematikprofessor Gumbel in Heidelberg.

AUSSCHNITT VOM:

Küstriner Zeitung, Oderblatt, Küstrin

155

„Auf dem Felde der Unehre gefallen . .“

Professor Gumbel ist die Lehrberechtigung entzogen worden

194

Das badische Kultusministerium hat, wie schon gestern kurz berichtet, dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel in Heidelberg endlich die Lehrberechtigung an der Universität entzogen. Professor Gumbel ist mit sofortiger Wirkung nicht mehr Dozent der Universität.

Professor Gumbel hat seit Jahren durch seine Aeußerungen das deutsche Nationalgefühl insbesondere der Studentenschaft aufs äußerste verletzt. Er hat es bekanntlich fertig gebracht, davon zu sprechen, die deutschen Krieger seien im Weltkriege „auf dem Felde der Unehre“ gefallen. Er hatte sich ferner zu der Aeußerung verstiegen „für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe“. Er hat diese und ähnliche Aeußerungen nicht etwa im privaten Kreise, sondern in öffentlichen Versammlungen getan und damit selbstverständlich eine grenzenlose Empörung nicht nur in Kreisen der Studentenschaft, sondern in ganz Deutschland hervorgerufen.

Die Vorgeschichte des „Falles Gumbel“ begann bereits vor etwa zehn Jahren. Im Jahre 1924 hatte Gumbel eine Broschüre unter dem Titel „Verschwörer“ veröffentlicht, die ihm ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats eintrug. Gleichzeitig schwebte gegen ihn ein Disziplinarverfahren, das die akademischen Behörden wegen der Aeußerung vom „Felde der Unehre“ angestrengt hatten. Während das Reichsgericht das Verfahren wegen Landesverrats aus unbekannten Gründen einstellte, wurde das Disziplinarverfahren auf Grund eines Beschlusses der philosophischen Fakultät gleichfalls niedergeschlagen. Allerdings bescheinigte die Fakultät zugleich diesem Hochschullehrer eine „anfechtbare Gesinnung“. Trotzdem konnte aber Gumbel seine Tätigkeit in Heidelberg unangefochten fortsetzen, wobei er 1930 sogar zum außerordentlichen Professor befördert wurde. Die Studentenschaft erhob lebhafte Proteste gegen diese Auszeichnung Gumbels, die fraglos auf den sozialdemokratischen badischen Kultusminister zurückzuführen war. Es geschah jedoch nichts, bis auf Maßregelungen derjenigen Studenten, die sich öffentlich gegen das unwürdige Benehmen des Professors ausgesprochen hatten. Das Wort von der „Kohlrübe“ endlich führte dazu, daß weitere Kreise der Oeffentlichkeit sich mit der Persönlichkeit dieses Hochschullehrers an einer deutschen Universität zu beschäftigen begannen. Nach wochenlanger Untersuchung dieses Falles haben die Universitätsbehörden endlich energisch eingegriffen und Gumbels Absetzung verlangt. Man kann wohl behaupten, daß diese Stellungnahme sehr sehr spät erfolgt ist, so daß der Eindruck entsteht, als ob die akademischen Behörden gewissermaßen nur dem veränderten „politischen Winde“ Rechnung getragen hätten.

Dieser Hochschulskandal um Professor Gumbel beleuchtet im übrigen blitzartig verschiedene äußerst bedauerliche Tatsachen. Nicht nur, daß Gumbel etwa 10 Jahre Hochschulprofessor sein konnte, sondern daß er auch heute noch, wie die Presse zu berichten weiß, als deutscher Professor in Amerika Vorträge hält und die Absicht haben soll, an der Pariser Sorbonne gleichfalls Gastvorlesungen zu halten. Zugleich nimmt die gesamte Linkspresse auch heute noch Stellung für diesen Schützling sozialdemokratischer Minister, der in seiner Eigenschaft als Hochschuldozent übelste parteipolitische Agitation getrieben hat und dabei das Andenken der im Weltkriege Gefallenen herabzusetzen suchte. Es wäre an der Zeit, heute nicht nur in den Innenministerien Säuberungsaktionen vorzunehmen, sondern auch an die Kultusminister die ernste Mahnung zu richten, an den Universitäten keine Dozenten mehr zu dulden, denen das Nationalgefühl abgeht und die sich nicht schämen, öffentlich Dinge zu sagen, die im gesamten nationalen Deutschland größte Empörung erregen.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Kölnische Zeitung, Köln

1. Ausgabe

Professor Gumbel abgesetzt

CNB Heidelberg, 23. August. (Telegr.)

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engern Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel engültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein“, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Königsberger Hartungsche Zeitung, Königsberg i. Pr.

Abendausgabe

Professor Gumbel, der augenblicklich in Newyork Vorträge hält, hat gegen das Urteil des badischen Ministeriums, durch das ihm die Erlaubnis zu Vorlesungen entzogen worden war, Einspruch beim badischen Gesamtministerium eingereicht.

---

24. AUG. 1932

Kölnische Volkszeitung, Köln

1. Morgenausgabe

155

Professor Gumbel abgesetzt

CNB Heidelberg, 23. Aug. 1932. – (Drahtb.) Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor für Mathematik, Statistik und innere Politik Dr. Emil Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet Professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein“, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung des Professors Gumbel geführt hat.

Neue Leipziger Zeitung, Leipzig

Ausschnitt aus der Nummer vom: 24. AUG. 1932

55

Professor Gumbel abgesetzt

Aus Heidelberg wird gemeldet: Nachdem die philosophische Fakultät und der engere Senat nach Abschluß des Untersuchungsverfahrens einstimmig den Antrag gestellt hatten, dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen, hat das Unterrichtsministerium in Karlsruhe mit Entschließung vom 9. August diesem Antrage stattgegeben.

Professor Gumbel wird seit Jahren wegen seines konsequenten Pazifismus angefeindet.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Leipziger Volkszeitung, Leipzig

Gumbel zur Strecke gebracht

SPD Das badische Kultusministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Verschiedene Aeußerungen politischer Natur, in ihrer Formulierung nicht immer glücklich gewählt, gruben ihm das Grab, an dem die Reaktion schon lange schaufelte. Sagte doch erst in einer Kundgebung kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rechtsanwalt Kupp: „Wie auch Rektor und Fakultät entscheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden." Die Nazis konnten nicht die Diktatur, die sie sich erträumten, errichten — Gumbel soll trotzdem „beerdigt" werden, falls nicht noch die Entscheidung durch das badische Staatsministerium abgeändert wird.

Professor Gumbel gilt als erste Kraft auf dem Gebiete der mathematischen Statistik. Vor kurzem erst erhielt er eine Einladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs Gastvorlesungen an der Pariser Sorbonne halten. Auch der Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Universität

Heidelberg erkennt an: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt."

Aber Gumbel hat sich politisch mißliebig gemacht. Er soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen nicht mehr im Wortlaut feststellbare Gegenüberstellung von „leichtbekleideter Jungfrau" und „Kohlrübe" bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur soviel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung nicht beachtet zu haben; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Aeußerung, sofort nachdem sie gefallen war, notiert hätten. Gumbel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges, die er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht hat, sei der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl geworden, und deswegen wäre die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das Symbol und Denkmal des Krieges. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versuche die spätere Zeit seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch Denkmäler, zu verklären.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auch auf die angebliche Aeußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 vom „Feld der Unehre", auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien. Der radikale Pazifist Gumbel sprach damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung. Von denen, an die die Worte gerichtet waren, dürfte keiner ihren Sinn mißverstanden haben: Gumbel wollte den Krieg an sich als etwas Unehrenhaftes diffamieren, weil nicht die Völker, sondern die Drahtzieher hinter den Kulissen für ihn verantwortlich seien. Jene chauvinistische Böswilligkeit freilich, die heute in den Nazis ihren vollkommensten Ausdruck findet, bemühte sich, Gumbels Formulierung gründlich mißzuverstehen.

Gumbel ist den Finsterlingen aber vor allem auch als Kämpfer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „Zwei Jahre Mord", „Vier Jahre Mord" und „Verräter verfallen der Feme" enthüllten schonungslos vor aller Oeffentlichkeit jene schauerliche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland machte. Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der Mordfall von Potempa enthüllte: als eine Organisation, die sich schützend vor Meuchelmörder stellt — deshalb galt ihr der abgrundtiefe Haß der Nazis.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Leipziger Neueste Nachrichten

Amtsenthebung Professor Dr. Gumbels

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen Gumbel hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

*

Daß diesem Heidelberger Universitätsprofessor nun endlich das Handwerk gelegt wurde, wird in allen deutsch denkenden Kreisen Zustimmung hervorrufen.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Liegnitzer Tageblatt, Liegnitz

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. August. (Durch Funk) Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematik-Professor Gumbel aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine „Jungfrau mit der Siegespalme", sondern eher „eine große Kohlrübe" sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Lübecker General-Anzeiger, Lübeck

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallene Aeußerung, daß Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müßte nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Prof. Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Lübeckische Anzeigen u. Lübecker Zeitung
Lübeck

Gumbel erhebt Einspruch.

tu. Berlin, 24. Aug. Professor Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Institute o. Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

[...]enscheider General-Anz.

Professor Gumbel abgesetzt

cnb. Heidelberg, 23. August. Das Badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern „eher eine große Kohlrübe" sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Professor Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Instituts of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

Münchener Zeitung, München

Professor Gumbel abgesetzt.

Heidelberg, 23. August.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe" sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat. Aus seinem Munde ist übrigens auch früher schon eine ähnliche Aeußerung gefallen, nämlich die vom „Felde der Unehre", auf dem die Gefallenen des Weltkrieges ihr Leben ließen. Gumbel war im Jahr 1930 gegen den Protest der Heidelberger Studentenschaft und der Dozenten zum außerordentlichen Professor ernannt worden. Zurzeit weilt er auf einer Vortragsreise in Amerika.

Lüneburgsche Anzeigen

24. 8. 32.

Endlich!

Professor Gumbel abgesetzt.

Das badische Unterrichtsministerium hat, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des Senats der Universität Heidelberg, stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müßte nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung geführt hat. Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Instituts of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entscheidung Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

Magdeburger Tageszeitung

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

Heidelberg, 23. August.

Gegen den berüchtigten außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die Philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

Magdeburgische Zeitung, Magdeburg

1. Ausgabe

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. August. (CNB.) Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

Mainzer Anzeiger, Mainz

Professor Gumbel abgesetzt.

Heidelberg, 23. Aug. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, einem Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institute of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

---

24. Aug. 1932

Meininger Tageblatt

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Heidelberg, 23. August. Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die Philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

Ausschnitt vom: 24. Aug. 1932

Meininger Tageblatt

Heidelberg. Professor Gumbel an der Universität Heidelberg wurde die Lehrberechtigung entzogen.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Bayerische Staatszeitung, München

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Gegen den
außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Uni-
versität Heidelberg über mathematische Statistik las, schwebte ein
Untersuchungsverfahren wegen seiner in einer sozialistischen Stu-
dentenversammlung gefallenen, schamlosen Aeußerung, das Krie-
gerdenkmal des Deutschen Soldaten müßte gewissermaßen eine ein-
zige große Kohlrübe sein. Nach Abschluß der Untersuchung haben,
wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die
Philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel
die Lehrberechtigung zu entziehen. Das Badische Unterrichtsmini-
sterium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel hat
sofort aus dem Lehrkörper der Universität auszuscheiden.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Landeszeitung für beide Mecklenburg, Neustrelitz

Professor Gumbel abgesetzt.

55

Heidelberg, 23. August. (Durch Funkspruch.) Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel aus dem Kreise der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

8 Uhr Blatt, Nürnberg

Ausschnitt aus der Nummer vom: 24. AUG. 1932

Prof. Gumbel abgesetzt

55

Nachdem die philosophische Fakultät und der engere Senat der Universität Heidelberg nach Abschluß des Untersuchungsverfahrens einstimmig den Antrag gestellt hatten, dem außerordentlichen Prof. Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen, hat das Unterrichtsministerium in Karlsruhe diesem Antrage stattgegeben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Pirmasenser Zeitung, Pirmasens

Gumbel erhebt Einspruch.

Berlin, 23. Aug. Prof. Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Instituts of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Voss. Ztg." meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 4. AUG. 1932

Offenbacher Zeitung, Offenbach

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Heidelberg, 24. August.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die Philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

Gumbel erhebt Einspruch.

Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institute of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Voss. Ztg." meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Westfälisches Volksblatt, Paderborn

Professor Gumbel abgesetzt

55

Heidelberg, 23. Aug.

Das Badische Ministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematik-Professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das zur Absetzung Prof. Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Recklinghäuser Ztg.

Professor Gumbel abgesetzt

55

cnb Heidelberg, 23. Aug. (Eigene Meldung.)

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen Professor Gumbel hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

[redacted]

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Heidelberg, 23. August.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

Schleswiger Nachrichten

Ausschnitt aus der Nummer vom 24. AUG. 1932

Gumbel endlich a. D.!

Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müßte nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Es ist erstaunlich und bedauerlich, daß man einem Manne wie Gumbel solange Bewegungsfreiheit an einer deutschen Universität gewährt hat. Schon seine Aeußerung über das „Feld der Unehre", auf dem die deutschen Gefallenen ihr Leben opferten, kennzeichnete den Mann zur Genüge. Die deutsche Studentenschaft hat leider wiederholt Veranlassung gehabt, sich gegen Dozenten zu wenden, die ihr nationales Gefühl verletzten. Gegen niemanden aber hat sich die Empörung mit größerem Rechte gewandt als gegen Gumbel, der mit der national denkenden deutschen Jugend in einem ständigen Konflikt lebte. Hätte man seinem akademischen Wirken früher ein Ziel gesetzt, so wäre der Universität Heidelberg mancher peinliche Zwischenfall erspart geblieben. Und die Wissenschaft hätte dabei sicher auch nichts verloren. Ihr mag Herr Gumbel im Stillen weiter dienen. Wenn die Pariser Universität ihn zu Gastvorträgen eingeladen hat, so werden sich bei dieser Gelegenheit ja wohl gleichgestimmte Seelen zusammenfinden.

MUENCHEN Münch. Neuste Nachr.		STETTIN General Anzeiger	
„ Münchener Zeitung		STUTTGART Stuttg. Neues Tageblatt	
NUERNBERG Fränkischer Kurier		WIEN Neue Freie Presse	
„ Nürnberger Zeitung		WUPPERT.-ELBERFELD Generalanzeiger	
ROSTOCK Rostocker Anzeiger		ZUERICH Neue Züricher Nachr.	

RDO - Stapellochung
achdruck verboten.

27. 8. 32.

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

Heidelberg, 28. August

Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe" sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat, der schon früher durch radikal-pazifistische Aeußerungen den lebhaftesten Unwillen in weiten Kreisen hervorgerufen hatte.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

General-Anzeiger, Stettin

Professor Gumbel abgesetzt.

Heidelberg, 28. August. Das Badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematik-Professor endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Außerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Pommersche Tagespost, Stettin

Professor Gumbel abgesetzt

Das Badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematik-Professor endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Schwäbischer Merkur * Stuttgart
Aelteste und bedeutendste
große Tageszeitung Südwestdeutschlands

Ausschnitt aus der Ausgabe Nr. ....
vom .... 24. AUG. 1932

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg 23. Aug. (Eig. Tel.) Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, den außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

24. AUG. 1932

Stuttgarter Neues Tageblatt, Stuttgart

Morgenausgabe

Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

* Heidelberg, 23. August. (Drahtb. TU.)

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Württemberger Zeitung, Stuttgart

Professor Gumbel abgesetzt.

Das badische Unterrichtsministerium hat, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgebend, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt; auch schon früher hat Gumbel durch das Wort vom „Felde der Unehre" unliebsam von sich reden gemacht.

Professor Gumbel, der zur Zeit in Neuyork Vorträge hält, hat gegen die Entscheidung des Kultministeriums Einspruch erhoben.

AUSSCHNITT VOM: [illegible] AUG. 1932

Stettiner Abendpost, Stettin

Ein unmöglicher Hochschullehrer

Prof. Gumbel-Heidelberg die Lehrberechtigung entzogen

Heidelberg, 24. August. Das badische Kultusministerium hat nach Abschluß einer neuen Untersuchung gegen den außerordentlichen Professor Dr. Gumbel, der in Heidelberg Statistik las, endlich beschlossen, diesem Hochschullehrer, dessen vielfache Aeußerungen einmütige Proteste des nationalen Deutschland hervorgerufen hatten, die Lehrberechtigung an der Universität zu entziehen. Dieser Beschluß erfolgte auf Grund eines einstimmigen Antrages der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Ruperta Carola. Professor Gumbel ist mit sofortiger Wirkung nicht mehr Dozent der Universität und wird jedenfalls seine Vorlesungen nicht wieder aufnehmen.

Professor Gumbel hat seit Jahren durch seine Aeußerungen das deutsche Nationalgefühl insbesondere der Studentenschaft aufs äußerste verletzt. Er hat es bekanntlich fertiggebracht, davon zu sprechen, die deutschen Krieger seien im Weltkriege „auf dem Felde der Unehre" gefallen.

Er hatte sich ferner zu der Aeußerung verstiegen, „für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe". Er hat diese und ähnliche Aeußerungen nicht etwa im privaten Kreise, sondern in öffentlichen Versammlungen getan und damit selbstverständlich eine grenzenlose Empörung nicht nur in Kreisen der Studentenschaft, sondern in ganz Deutschland hervorgerufen. Man kann nur die Feststellung treffen, daß das badische Kultusministerium reichlich spät eingegriffen hat, besonders, da die Aeußerungen Professor Gumbels bereits einige Jahre zurückliegen.

Die Vorgeschichte des „Falles Gumbel" begann bereits vor etwa zehn Jahren und beweist zugleich eine Langmut der akademischen Universitätsbehörden, die einer besseren Sache würdig gewesen wäre.

Im Jahre 1924 hatte Gumbel eine Broschüre unter dem Titel „Verschwörer" veröffentlicht, die ihm ein Ermittelungsverfahren wegen Landesverrats eintrug.

Gleichzeitig schwebte gegen ihn ein Disziplinarverfahren, das die akademischen Behörden wegen der Aeußerung vom „Felde der Unehre" angestrengt hatten. Während das Reichsgericht das Verfahren wegen Landesverrats aus unbekannten Gründen einstellte, wurde das Disziplinarverfahren auf Grund eines Beschlusses der philosophischen Fakultät gleichfalls niedergeschlagen. Allerdings bescheinigte die Fakultät zugleich diesem Hochschullehrer eine „anfechtbare Gesinnung". Trotzdem konnte aber Gumbel seine Tätigkeit in Heidelberg unangefochten fortsetzen, wobei er 1930 sogar zum außerordentlichen Professor befördert wurde. Die Studentenschaft erhob lebhafte Proteste gegen diese Auszeichnung Gumbels, die fraglos auf den sozialdemokratischen badischen Kultusminister zurückzuführen war. Es geschah jedoch nichts, bis auf Maßregelungen derjenigen Studenten, die sich öffentlich gegen das unwürdige Benehmen des Professors ausgesprochen hatten.

Das Wort von der „Kohlrübe" endlich führte dazu, daß weitere Kreise der Oeffentlichkeit sich mit der Persönlichkeit dieses Hochschullehrers an einer deutschen Universität zu beschäftigen begannen.

Nach wochenlanger Untersuchung dieses Falles haben die Universitätsbehörden endlich energisch eingegriffen und Gumbels Absetzung verlangt. Man kann wohl behaupten, daß diese Stellungnahme sehr sehr spät erfolgt ist, so daß der Eindruck entsteht, als ob die akademischen Behörden gewissermaßen nur dem veränderten „politischen Winde" Rechnung getragen hätten.

Dieser Hochschulskandal um Professor Gumbel beleuchtet im übrigen blitzartig verschiedene äußerst bedauerliche Tatsachen. Nicht nur, daß Gumbel etwa 10 Jahre Hochschulprofessor sein konnte, sondern, daß er auch heute noch, wie die Presse zu berichten weiß, als deutscher Professor in Amerika Vorträge hält und die Absicht haben soll, an der Pariser Sorbonne gleichfalls Gastvorlesungen zu halten. Es wäre an der Zeit, an die Kultusminister die ernste Mahnung zu richten, an den Universitäten keine Dozenten mehr zu dulden, denen das Nationalgefühl abgeht und die sich nicht schämen, öffentlich Dinge zu sagen, die im gesamten nationalen Deutschland größte Empörung erregen.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Tilsiter Allgemeine Zeitung, Tilsit

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 23. Aug.

Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematik-Professor Gumbel endgültig aus den Reihen der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hatte wegen seiner in einer Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein" (als Symbol für die Kohlrübenkriegsernährung), ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Berlin, 24. Aug.

Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institute of Education in New-York eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Allgem. Thür. Landeszeitung „Deutschland"
Weimar

Absetzung des Professors Gumbel. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie jetzt bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem a. o. Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, „das Kriegerdenkmal des Deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zu seiner Absetzung geführt hat. — Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Instituts of Education in New York eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie gemeldet wird, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Wiesbadener Zeitung, Wiesbaden

Prof. Gumbel-Heidelberg abgesetzt.

Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus.

Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Professor Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Institute of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

N.S.Kurier, Stuttgart

Gumbel endlich ausgeschifft

TU. Heidelberg, 23. Aug.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeßerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

Die Ang[illegible]

„ Berliner Tageblatt		„ Teltower Kreisblatt		
„ BZ am Mittag		„ Vossische Zeitung		

ORDO - S[illegible] Nachdruck

24. 8. 32.

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

---

24. AUG. 1932

Wormser Zeitung

Gumbel erhebt Einspruch

(!) **Berlin, 24. Aug.** Prof. Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Instituts of Education in New York eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Voss. Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

General Anzeiger
Würzburg

Kunst und Wissenschaft.

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über mathematische Statistik las, schwebte ein Untersuchungsverfahren wegen seiner in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des Deutschen Soldaten müßte gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die Philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das Badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel hat sofort aus dem Lehrkörper der Universität auszuscheiden. Professor Gumbel hat gegen die Entscheidung des Badischen Kultusministeriums Einspruch beim Badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Anzeiger für das Wuppertal Wuppertal

Professor Gum[...] abgesetzt

Aus Heidelberg wird [...]meldet: Das badische
Unterrichtsministerium, wie jetzt bekannt
wird, dem Antrage de[r] [Ph]ilosophischen Fakultät
und des engeren Sen[ats] der Universität Heidel-
berg stattgegeben, d[em] außerordentlichen Uni-
versitätsprofessor D[r. G]umbel die Lehrberechti-
gung zu entziehen. [D]amit scheint der Mathe-
matikprofessor Gum[bel] endgültig aus der Reihe
der Dozenten der [Hei]delberger Universität aus.
Gegen Gumbel ha[...]egen der in einer soziali-
stischen Studente[nver]sammlung gefallenen Aeu-
ßerung, das Kri[eger]denkmal des deutschen Sol-
daten müsse ni[cht] eine Jungfrau mit der Sie-
gespalme, „so[nde]rn eher eine große Kohlrübe
sein“, ein [Verf]ahren geschwebt, das jetzt zur
Absetzung [Pro]fessor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Pfälzischer Merkur
Zweibrücken.

Letzte Nachrichten

Entziehung des Lehrauftrags für Professor Gumbel

Heidelberg, 23. Aug. Wie bekannt, schwebt gegen den Mathematik-Professor an der Universität Heidelberg, Dr. Gumbel, ein Verfahren wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, wonach das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten „nicht eine Jungfrau mit Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein müßte“. Wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, haben sich sowohl die Philosophische Fakultät wie der Engere Senat der Universität Heidelberg einstimmig dahin entschieden, vom Unterrichtsministerium die Entziehung der Lehrberechtigung für Prof. Gumbel zu fordern. Das badische Unterrichtsministerium hat nunmehr diesem Antrag stattgegeben. Damit scheidet Prof. Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus.

Extrait de : **L'ALSACE**
BELFORT
Adresse :
Date : **24 AOUT 1932**
Signature :
Exposition :

Un professeur allemand « intelligent »

Berlin, 23 août. — M. Gumbel, professeur d'économie politique à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner.

En effet le ministère de l'instruction publique des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes.

M. Gumbel aurait déclaré que le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre.

Nº DE DÉBIT 28

DÉPÊCHE DE
CONSTANTINE

24 AOUT 1932

Le fameux professeur Gumbel est suspendu

Berlin, 23 août. — Gumbel, professeur d'Economie Poli[illegible] l'Université d'Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner.

En effet, le Ministre de l'Instruction Publique du pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes. M. Gumbel aurait déclaré que le monument au soldat allemand mort pour la Patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre.

JOURNAL D'AMIENS
AMIENS

24 AOUT 1932

Le soldat allemand... et la betterave !

Berlin, 23 août.

M. Gumbel, professeur d'Economie Politique à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu ne pourra plus enseigner. En effet le Ministre de l'Instruction des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes. M. Gumbel aurait déclaré que le Monument du Soldat allemand mort pour la Patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre.

Extrait de : **ÉCLAIR DE L'EST**
NANCY
Adresse :
Date : **24 AOUT 1932**
Signature :
Exposition :

Un professeur pacifiste ne pourra plus enseigner

Berlin, 23 août. — M. Gumbel, professeur d'économie politique à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'instruction publique des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes.

M. Gumbel aurait déclaré que le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave symbole des privations subies par le peuple allemand, pendant la guerre.

Extrait de : **PETIT NIÇOIS**
NICE
Adresse :
Date : **24 AOUT 1932**
Signature :
Exposition :

La victime est un repris de justice qui a été condamné pour la dernière fois, le 31 juillet [illegible], à deux mois de pri[son].

LE PROFESSEUR EUT TORT DE PARLER DE BETTERAVE...

Gumbel

[illegible] profes[seur] d'économie politique [illegible] de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'Instruction Publique des Pays de Bade lui a retiré ses droits, à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants. M. Gumbel aurait déclaré que le monument du soldat Allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant, en main, la palme de la victoire, mais par une betterave, en signe des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre.

Santiago du Chili

Extrait de : **L'EXPRESS DE MULHOUSE**

Adresse :

Date : **24 AOUT 1932**

Signature :

Exposition :

Une proclamation officielle qui ne manque pas d'énergie

Berlin, 23 août. — A la suite des attaques passionnées, dirigées contre le gouvernement du Reich par le parti national-socialiste à l'occasion du procès de Beuthen, le gouvernement du Reich publie la proclamation suivante, qu'en vertu de la loi sur la presse tous les journaux seront obligés de reproduire:

Sur la proposition du gouvernement d'empire, le président du Reich a été contraint, à la suite des actes de violence qui ont été commis au cours des luttes politiques intérieures et qui ont mis sérieusement en péril le prestige du Reich, de décider l'application des peines les plus graves contre le terrorisme politique. A partir du moment où cette ordonnance est entrée en vigueur, elle doit être appliquée également contre quiconque viole le droit et la loi, sans considération de parti ou de personne. S'il le faut, le gouvernement du Reich mettra en action toute la puissance de l'Etat pour assurer une application impartiale des dispositions légales. Il ne tolérera pas qu'un parti quelconque se révolte contre ses décisions. De même le gouvernement prussien ne se laissera pas influencer par des pressions politiques dans l'examen consciencieux auquel il se livrera, s'il doit exercer le droit de grâce dans le cas des sentences de mort arrêtées à Beuthen.

Les reproches passionnés formulés par l'opinion contre ces jugements devraient bien plutôt être dirigés contre les fauteurs de troubles sanglants et non pas contre l'Etat qui, dans l'intérêt de la collectivité, s'est trouvé contraint de prendre des mesures d'une gravité exceptionnelle. Le gouvernement du Reich saura parer à toute tentative qui viserait à fausser les principes d'un Etat basé sur le droit, et à exciter les passions politiques de manière à provoquer de nouveaux troubles.

Les excès racistes continuent...

Berner Tagblatt 24.8.32

Professor Gumbel ausgeschlossen

ag. Heidelberg, 23. Aug. (CNB.) Seit einiger Zeit schwebte gegen den außerordentlichen Professor der Mathematik an der Universität Heidelberg Dr. Gumbel ein Verfahren wegen der in einer sozialdemokratischen Versammlung gemachten Aeußerung, wonach das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten nicht eine Jungfrau mit Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe (wegen des Hungerwinters 1916/17, des „Kohlrübenwinters"?) sein müßte. — Wie nunmehr amtlich mitgeteilt wird, haben sich sowohl die philosophische Fakultät wie der engere Senat der Universität einstimmig dahin entschieden, vom Unterrichtsministerium die Entziehung der Lehrberechtigung für Prof. Gumbel zu fordern. Das badische Unterrichtsministerium hat nunmehr diesem Antrag stattgegeben. Damit scheidet Prof. Gumbel endgültig aus den Reihen der Dozenten der Heidelberger Universität aus.

L'Express de Mulhouse 24.8.32

La betterave symbolique coûte la place au professeur Gumbel.

Berlin, 23 août. — M. Gumbel, professeur d'économie politique [illegible]université de Heidelberg et pacifiste bien connu ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'instruction publique des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes. M. Gumbel aurait déclaré que le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre.

Extrait de : **LE POPULAIRE NANTES**

Adresse :

Date : **24 AOUT 1932**

Signature :

En Allemagne, après le verdict de Beuthen

Une proclamation du Gouvernement que tous les journaux devront insérer

Berlin, 23 août. — A la suite des attaques passionnées dirigées contre le Gouvernement du Reich par le Parti national-socialiste, à l'occasion du procès de Beuthen, le Gouvernement publie ce soir la proclamation suivante, que, en vertu de la loi sur la presse, tous les journaux seront contraints de reproduire :

Sur la proposition du Gouvernement d'Empire, le Président du Reich a été contrain, à la suite des actes de violence qui ont été commis au cours des luttes politiques intérieures et qui ont mis sérieusement en péril le prestige du Reich, de décider l'application des peines les plus graves contre le terrorisme politique.

A partir du moment où cette ordonnance est entrée en vigueur, elle doit être appliquée également contre quiconque viole le droit et la loi, sans considération de parti ou de personne.

S'il le faut, le Gouvernement du Reich mettra en action toute la puissance de l'Etat pour assurer une application impartiale des dispositions légales. Il ne tolérera pas qu'un parti quelconque se révolte contre ses décisions. De même, le Gouvernement prussien ne se laissera pas influencer par des pressions politiques dans l'examen consciencieux auquel il se livrera, s'il doit exercer le droit de grâce dans le cas des sentences de mort arrêtées à Beuthen.

Les attaques passionnées formulées par l'opinion contre ces jugements devraient bien plutôt être dirigées contre les fauteurs des troubles sanglants et non pas contre l'Etat qui, dans l'intérêt de la collectivité, s'est trouvé contraint de prendre des mesures d'une gravité exceptionnelle.

Le Gouvernement du Reich saura parer à toute tentative qui viserait à fausser les principes d'un Etat basé sur le droit et à exciter les passions politiques de manière à provoquer de nouveaux troubles.

Un professeur allemand suspendu pour une réflexion

Berlin, 23 août. — M. Gumbel, professeur d'économie politique [illegible]Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'Instruction publique du pays de Bade lui a retiré ses droits, à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes.

M. Gumbel aurait déclaré que le monument du Soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre.

Extrait de : **JOURNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE STRASBOURG**

Adresse :

Date : **24 AOUT 1932**

Signature :

Exposition :

Un professeur badois destitué

Berlin, 23 août. — M. Gumbel, professeur d'économie politique à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'instruction publique du pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes.

M. Gumbel aurait déclaré que le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre.

Extrait de : **DÉPÊCHE de TOULOUSE**

Adresse :

Date : **24 AOUT 1932**

Signature :

Exposition :

Un professeur Allemand est suspendu

Pour une plaisante déclaration

Berlin, 23 août. — M. Gumbel, professeur d'économie politique [illegible]Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministre de l'instruction publique des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes.

M. Gumbel aurait déclaré que « le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une Vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre ».

Extrait de : **ÉCHO W.SSEMBOURG**

Adresse :

Date : **24 AOUT 1932**

Signature :

Exposition :

Amtsenthebung eines deutschen Pazifisten

f. HEIDELBERG, 23. Aug. — Die badische Regierung hat den Heidelberger Universitätsprofessor Gumpel seines Amtes enthoben und ihm seine Lehrberechtigung entzogen.

Wie erinnerlich, waren die Heidelberger Vorlesungen von Prof. Gumpel ständig von nationalsozialistischen Studenten lärmend unterbrochen worden, weil der Professor den Hitler-Kreisen zu pazifistisch gesinnt ist.

Die badische Regeirung hat jetzt dem Geschrei der Nazis nachgegeben und hat dem «berüchtigten Pazifisten» den Lehrstuhl entzogen.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Neue Freie Presse, Wien

Morgenausgabe

Maßregelung eines Heidelberger Professors.

Telegramm unseres Korrespondenten.

Heidelberg, 24. August. Das badische Unterrichtsministerium hat dem außerordentlichen Professor an der Universität Heidelberg, Dr. Gumbel, entsprechend eines einstimmig gestellten Antrages des Senats der Universität, die Lehrberechtigung entzogen. Die Person Gumbels ist seit Jahren stark umkämpft. Gumbel hat seine pazifistische Ueberzeugung vielfach mit einem Radikalismus vertreten, was zur Folge hatte, daß gegen ihn seit Jahren ein Kesseltreiben im Gange war. Allerdings hat Gumbel zuletzt die Kampagne seinen Gegnern dadurch erleichtert, daß verschiedentlich abträgliche Aeußerungen von ihm über die Teilnehmer des Krieges im allgemeinen kolportiert wurden.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Neues Wiener Journal, Wien

(Disziplinierung des Heidelberger Universitätsprofessors Dr. Gumbel.) Aus Heidelberg wird gemeldet: Das badische Unterrichtsministerium hat, wie gestern bekannt wurde, dem Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität stattgegeben und dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Vorlesungsberechtigung entzogen. Damit scheidet Professor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 24. AUG. 1932

Pester Lloyd, Budapest

Morgenausgabe

Maßregelung des Professors Gumbel in Heidelberg. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der *Universität Heidelberg* stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. *Gumbel* die *Lehrberechtigung zu entziehen*. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des Deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegerpalme, „sondern eher eine *große Kohlrübe sein*", ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur *Absetzung Professor Gumbels* geführt hat.

N.Y. STAATS ZEITUNG

24 AUG 1932

Gelehrter den Hitlerleuten geopfert

Professor Gumbel in Heidelberg als Pazifist seines Amtes entsetzt. — Kommt nach Amerika.

Heidelberg, 23. August (A.P.). Die nationalsozialistisch eingestellten Studenten dieser Universität haben ihren Kampf gegen Professor Emil Gumbel, den namhaften Lehrer der politischen Wissenschaften, gewonnen. Der Professor ist vom badischen Unterrichtsministerium seines Amtes entsetzt worden. Er war bei den Studenten als Pazifist verschrien.

Besonders wurde ihm zur Last gelegt, er habe sich in einer Vorlesung wie folgt geäußert: „Eine Rübe ist mehr wert als ein Kriegerdenkmal, mehr wert als ein Denkmal, das von halbnackten Frauengestalten umgeben ist." Die Gründe der Entlassung des Professors wurden nicht bekannt gegeben.

Wie verlautet, wird Professor Gumbel demnächst eine Vortragstour durch die Ver. Staaten antreten, um dann später eine Professur an der Sorbonne in Paris zu übernehmen.

NEW YORK HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, AUGUST 24, 1932

Pacifist Leader Ousted by Dons At Heidelberg

Dr. Gumbel, Lecturing in U. S., Dismissed for His Utterances Upon Politics

Outspoken Against War

Urged Turnip as Symbol of Conflict of 1914 to 1918

By John Elliott

From the Herald Tribune Bureau
Copyright, 1932, New York Tribune Inc.

BERLIN, Aug. 23.—Dr. Emil J. Gumbel, prominent pacifist, was expelled today from his post as professor of political economy at the University of Heidelberg for airing too freely his views against war and nationalism. Dr. Gumbel, who is lecturing in America, was dismissed by the Ministry of Education of the state of Baden at the request of the Senate and Philosophical Faculty of Heidelberg, following an investigation by that body into his political utterances.

Nationalist students have been gunning for Dr. Gumbel because of his outspoken anti-war speeches for the last fifteen years, but the climax came last May when the professor, in a speech before Socialist students, declared: "For me, the war memorial of the German soldier is not a lightly clothed virgin proffering the palm of victory, but just one big turnip." He urged that the turnip should be taken in Germany as the symbol of the World War, because, during the blockade of Germany by the Allies, that vegetable was virtually the only food the German people had to eat.

Nazi Fought Gumbel

Long before that speech, however, Dr. Gumbel had excited the ire of the Nationalist students by his war books—"Four Years of Lies" (1919), "Two Years of Murder" (1920) and "Four Years of Political Murder" (1926). He had offended Heidelberg, likewise, by a speech at a memorial service to the fallen in 1924 by referring to "the field of dishonor."

His appointment as professor extraordinary at Heidelberg—center of German student romanticism, not to say sentimentalism—by the Socialist Ministry in Baden, in 1930, led to frequent student protest meetings. The culmination was a stormy gathering of National Socialist (Fascist) students at the Heidelberg Town Hall this summer, at which a Nazi Reichstag Deputy exclaimed: "Let us see to it that on July 31 (the day of the Reichstag election) the foundation stone of a German state is laid in which Gumbels shall be no more. The Gumbel can be buried, and not lilies, but turnips, shall be planted on his grave."

Einstein Defended Gumbel

Dr. Gumbel's post-war books are largely compilations of data showing how German Nationalists abused and murdered their political opponents, the Republicans, and escaped punishment. He declared there were no records of any one having been executed for political crime in Germany. He also exposed the semi-secret military organizations of the Nationalists. Since 1924 frequent attempts have been made to oust him from Heidelberg, but without success.

Last year Professor Albert Einstein, famous physicist, came to the defense of Dr. Gumbel, criticizing German academic youth for failing to live up to "ideals of tolerance, justice and truth" in assailing Dr. Gumbel, and praising the latter for his war against political crime. Dr. Gumbel is forty-one years old and a native of Munich.

six months in the islands."

Post Standard Syracuse

SOCIALISTS OUST GUMBEL, PACIFIST

HEIDELBERG, Germany, Aug. 23. (AP)—National Socialist students in the university here have won their campaign to oust Emil Gumbel, noted professor of political science. The Baden ministry of education voted his dismissal today, ending a long classroom feud over his Pacifistic views.

The chief point of the controversy was whether he said in a lecture that "a turnip is better than a war monument, than a statue adorned by scantily-clad ladies."

The ministry did not give the reasons for his dismissal. Professor Gumbel is to lecture in the United States and thereafter may go to the Sorbonne in Paris.

Deutsche Zeitung für Chile, Santiago
Ausschnitt aus der Nummer vom 24. AUG. 1932

Gemassregelter Pazifist.

Heildelberg, 23. August. — Nauen drahtlos.

Gegen den ausserordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Heidelberger Universitaet ueber Statistik las, schwebte ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeusserung, dass „ein Kriegerdenkmal gewissermassen eine einzige grosse Kohlruebe sein muesste".

Nach Abschluss dr Untersuchung beantragte der engere Senat fuer die philosophische Fakultaet einstimmig, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium gab dem Antrag statt, sodass Gumbel sofort aus dem Lehrkoerper der Universitaet ausscheidet. Die pazifistischen Ansichten des Professors hatten in der letzten Zeit vielfach zu Zusammenstoessen unter den Studenten gefuehrt.

24. AUG. 1932
Stralsunder Zeitung, Stralsund

Endlich!

Gumbel muß gehen

Nachdem dem Professor an der Heidelberger Universität, Dr. Gumbel, die Lehrberechtigung entzogen worden ist, dürfte eines der traurigsten und beschämendsten Kapitel deutscher Hochschulgeschichte hoffentlich ein für allemal geschlossen sein. Es war diesmal dem Staatsministerium wohl kein anderer Weg übrig geblieben, nachdem der engere Senat der Universität Heidelberg selbst dafür plädiert hat, diesem Professor — man sträubt sich dagegen, dieser Kreatur auf dem Dozentenstuhl einer Universität überhaupt den Titel Professor zuzuerkennen — die Lehrberechtigung zu entziehen. Gumbel hatte sich die grenzenlose Unverschämtheit geleistet, auf einem Vortrag vor sozialistischen Studenten folgende Wendung zu gebrauchen: „Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe".

Das ist aber nicht die einzige Schändung deutscher Ehre, die sich Gumbel hat zuschulden kommen lassen. Bereits im Jahre 1924, also vor nunmehr acht Jahren, mußte das Reichsgericht gegen ihn ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats eröffnen, das aber niedergeschlagen wurde. Zu fast genau der gleichen Zeit schwebte gegen diesen Erzieher deutscher Jugend ein Disziplinarverfahren, weil er mit Bezug auf die deutschen Krieger von dem „Felde der Unehre" gesprochen hatte. Diese beiden Tatsachen schienen noch nicht zu genügen, um diesem Mann die Lehrberechtigung zu entziehen. Er mußte sich erst diese letzte Taktlosigkeit leisten, um endlich vom Lehramt zu verschwinden. Die Universität Heidelberg hat es sogar noch für richtig befunden, ihn im Jahre 1930 zum a. o. Professor zu ernennen, eine Provokation, die die nationale Studentenschaft nicht ohne weiteres hinnehmen konnte. Der Erfolg war, daß dauernde Reibereien zwischen Professoren und Studentenschaft entstanden, die — mit der Maßregelung schuldloser Studenten endeten, die nichts weiter getan hatten, als sich gegen einen Dozenten aufzulehnen, der bereits vor acht Jahren von der Bildfläche hätte verschwinden müssen. Diese Maßregelung unschuldiger Studenten trifft niemand anders als das Staatsministerium, das es duldete, daß ein Professor im Amt blieb, der statt auf die Lehrkanzel wegen Landesverrats und Verächtlichmachung deutscher Ehre ins Gefängnis gehörte.

Interessant und bemerkenswert an der Art, wie man Gumbel nunmehr in die Wüste schickte, ist der Umstand, daß ihm auf Grund eines Gesetzes vom Jahre 1921 die Lehrberechtigung entzogen werden konnte, das damals geschaffen wurde, um einen national eingestellten Dozenten zu maßregeln. Jetzt hat man von demselben Gesetz — allerdings viel zu spät — Gebrauch gemacht, um einen Mann von den deutschen Hochschulen zu entfernen, der sich nicht, wie man es so gern darzustellen beliebt, rednerische Entgleisungen geleistet hat, sondern der bewußt und mit Absicht deutsche Ideale in den Schmutz getreten hat.

Sixth International Congress of Genetics

Cornell University, Ithaca, New York

August 24-31, 1932

Preliminary Program

Ithaca, New York
July 1932

RUNGESTR. 20

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Badische Presse, Karlsruhe

Gumbel erhebt Einspruch.

Professor Gumbel, der augenblicklich in Newyork weilt, hat, wie ein Berliner Blatt meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums, durch die ihm die venia legendi entzogen wurde, beim Gesamtministerium Einspruch erhoben. Er hat erklärt, daß er nicht annehmen könne, daß das badische Unterrichtsministerium ein Verfahren von solcher Tragweite abschließe, ohne eine Begründung des Urteils zu geben. Die Absetzung des Heidelberger Professors hat übrigens in der gesamten deutschen Presse ein lebhaftes Echo gefunden. Da über den Wortlaut des Gumbel zur Last gelegten Satzes innerhalb der Zeugenaussagen verschiedene Versionen bestehen, wird in der republikanischen Presse die Forderung nach einer amtlichen Darstellung über die Gründe der Entscheidung gefordert. Das „Berliner Tageblatt" beispielsweise meint, die Enthebung eines Universitätsdozenten aus politischen Gründen sei ein so ungewöhnlicher Schritt, daß die Oeffentlichkeit volle objektive Unterrichtung verlangen dürfe. Daß der Antrag des Untersuchungsausschusses auf Entziehung der Lehrberechtigung einstimmig gefaßt wurde und daß an der Spitze des Ausschusses der republikanische Staatsrechtslehrer Anschütz stand, gibt nach Ansicht der „Frankfurter Zeitung" allerdings eine Gewähr dafür, daß der Entscheidung ein ernster Tatbestand zugrunde gelegen hat. Eine nähere Darstellung dieses Tatbestandes interessiert selbstverständlich auch diejenigen Kreise, die die Entscheidung als Erledigung eines unerquicklichen Falles begrüßen.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Frankfurter Nachrichten,
Frankfurt

Gumbel erhebt Einspruch.

Berlin, 24. 8. (TNB.) Professor Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Institute of Education in New York eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entziehung des Lehrauftrages Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Freiburger Tagespost.

Gumbel erhebt Einspruch.

Berlin, 24. Aug. (Eig. Meldg.)

Professor Gumbel, der z. Zt. auf Einladung des Institute of Education in New-York eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die Voss. Ztg. meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Animal Genetics I—H. C. McPhee, J. L. Lush, P. W. Gregory, H. Nachtsheim, H. L. Ibsen, Helen Dean King, J. M. Murray, Leonell C. Strong, A. M. Cloudman, H. R. Hunt, H. W. Feldman

Human Genetics—H. H. Newman, O. von Verschuer, Günther Just, P. J. Waardenburg, S. J. Holmes, H. L. Shapiro, Madge Macklin, G. P. Frets, Hans Grüneberg, J. A. Mjoen, B. Rosinski, J. Sanders

Methods and Technique—F. R. Immer, E. J. Gumbel, A. H. Hersh, J. W. Gregor, Edgar Anderson, J. Clausen, C. G. Bowers, Thelma R. Wood and A. M. Banta, H D. Goodale

Genetics and Phytopathology—E. C. Stakman, W. H. Fuchs, J. H. Parker, F. Schreiber, M. M. Hoover and R. J. Garber, E. F. Gaines, F. N. Briggs, G. M. Reed, T. Roemer, H. K. Hayes, E. S. McFadden

4:00 p. m.- 6:00 p. m. — INSPECTION OF EXHIBITS

Antirrhinum, Capsella, Crepis, Delphinium, Impatiens, Primula, Quercus, Effect of x-rays on ferns, Fruits, Pure culture methods

Daphnia, Epilachna, Hymenoptera, Mollusca, Fishes, Foxes, Pigeons, Sheep, Garden vegetables, Wild species, Evolution, Phylogeny, Radiation, Teaching

8:00 — International language.

SUNDAY, AUGUST 28

7:45 a. m.-10:30 p. m. — EXCURSION TO NIAGARA FALLS

3:30 p. m. — ORGAN RECITAL

MONDAY, AUGUST 29

9:00 a. m.-12:00 a. m. — GENERAL PROGRAM

Genetics of species hybrids: A. F. Blakeslee, Harry Federley, G. D. Karpetchenko

Contributions of genetics to the theory of organic evolution: R. Goldschmidt

1:30 p. m.- 4:00 p. m. — SECTIONAL MEETINGS

Cytology II—R. R. Gates, J. A. Leliveld, B. M. Davis, R. E. Cleland, R. E. Clausen, C. E. Allen, E. B. Babcock, E. W. Lindstrom and E. W. Humphrey, J. L. Collins, Alexander Gershoy

Animal genetics II—Alan Deakin, Carlo Jucci, H. B. Goodrich and Rowena Nichols, A. M. Banta and Thelma R. Wood, Helen Berenice Smith, F. A. E. Crew, L. W. Taylor, D. C. Warren, N. F. Waters, Frank A. Hays

Plant genetics I—Ottavio Munerati, G. H. Shull, W. T. Swingle, H. B. Frost, V. F. Savitzky, E. J. Kharecho-Savitzkaya, E. W. Sinnott, O. E. White, Roy Magruder and C. H. Myers, Lloyd Austin, Gordon Morrison, T. M. Currence

Chromosome structure and crossing-over—M. V. Tschernoyarov, C. L. Huskins, J. W. Gowen, B. P. Kaufmann, T. S. Painter and H. J. Muller, A. W. Weinstein, Lilian V. Morgan, S. H. Emerson and G. W. Beadle, G. W. Beadle and S. H. Emerson, C. A. Offermann and H. J. Muller

Genetics of species hybrids—A. A. Sapehin, R. K. Nabours, C. V. Green, L. J. Cole, M. R. Irwin, Alessandro Ghigi, C. Diver, Carl L. Hubbs and Laura C. Hubbs, P. C. Mangelsdorf and R. G. Reeves, Irene Sveshnikova, S. L. Emsweller, A. P. Saunders and G. L. Stebbins, T. R. Robinson

4:00 p. m.- 6:00 p. m. — INSPECTION OF EXHIBITS

Garden exhibits: Allium, Antirrhinum, Asparagus, Aster, Brassica, Disease resistance, Floriculture, Healianthus, Impatiens, Lactuca, Linum, Lycopersicum, Melandrium, Nicotiana, Oenothera, Papaver,

---

RUNGESTR. 20

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Badische Presse, Karlsruhe

Gumbel erhebt Einspruch.

Professor Gumbel, der augenblicklich in Newyork weilt, hat, wie ein Berliner Blatt meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums, durch die ihm die venia legendi entzogen wurde, beim Gesamtministerium Einspruch erhoben. Er hat erklärt, daß er nicht annehmen könne, daß das badische Unterrichtsministerium ein Verfahren von solcher Tragweite abschließe, ohne eine Begründung des Urteils zu geben. Die Absetzung des Heidelberger Professors hat übrigens in der gesamten deutschen Presse ein lebhaftes Echo gefunden. Da über den Wortlaut des Gumbel zur Last gelegten Satzes innerhalb der Zeugenaussagen verschiedene Versionen bestehen, wird in der republikanischen Presse die Forderung nach einer amtlichen Darstellung über die Gründe der Entscheidung gefordert. Das „Berliner Tageblatt" beispielsweise meint, die Enthebung eines Universitätsdozenten aus politischen Gründen sei ein so ungewöhnlicher Schritt, daß die Oeffentlichkeit volle objektive Unterrichtung verlangen dürfe. Daß der Antrag des Untersuchungsausschusses auf Entziehung der Lehrberechtigung einstimmig gefaßt wurde und daß an der Spitze des Ausschusses der republikanische Staatsrechtslehrer Anschütz stand, gibt, nach Ansicht der „Frankfurter Zeitung" allerdings eine Gewähr dafür, daß der Entscheidung ein ernster Tatbestand zugrunde gelegen hat. Eine nähere Darstellung dieses Tatbestandes interessiert selbstverständlich auch diejenigen Kreise, die die Entscheidung als Erledigung eines unerquicklichen Falles begrüßen.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Frankfurter Nachrichten, Frankfurt

Gumbel erhebt Einspruch.

Berlin, 24. 8. (TNB.) Professor Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Institute of Education in New York eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entziehung des Lehrauftrages Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Freiburger Tagespost.

Gumbel erhebt Einspruch.

Berlin, 24. Aug. (Eig. Meld.)

Professor Gumbel, der z. Zt. auf Einladung des Institute of Education in New-York eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die Voss. Ztg. meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Schwarzwälder Bote, Oberndorf a. N.

55

Professor Gumbel abgesetzt

Heidelberg, 24. Aug. Das badische Unterrichtsministerium hat dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Konkubine sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

Pforzheimer Anzeiger, Pforzheim

Ausschnitt aus der Nummer vom: 25. AUG. 1932

Gumbel erhebt Einspruch.

Heidelberg, 24. August. Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Instituts of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim Gesamtministerium erhoben. Gleichzeitig mit diesem Einspruch will Professor Gumbel Gutachten über seine wissenschaftlichen Fähigkeiten und persönliche Lauterkeit vorlegen, die von 24 Universitätsprofessoren erstattet sind. Ueber den Einspruch entscheidet das Gesamtministerium.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Die Rote Fahne, Berlin

55

SPD.-Koalitionsregierung jagt Gumbel weg

Die badische Koalitionsregierung, an der die Sozialdemokraten maßgebend beteiligt sind, hat auf Antrag des Senats der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Als Grund für diese Maßnahme wird der angebliche Ausspruch Gumbels angeführt, kein Kriegerdenkmal, sondern eine Kohlrübe sei das wirkliche Symbol der Notzeit von 1914 bis 1918. Ein andermal hat er von dem „Feld der Unehre" gesprochen, auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien.

Gumbel ist Pazifist, der seine Oppositionsstellung gegen die Reaktion, losgetrennt von der revolutionären Arbeiterschaft, bezogen hat. Die Begründung, mit der man ihn jetzt von der Universität jagt, ist nur vorgeschoben. Was ihm die Reaktion nie vergessen hat und worin man die wahre Ursache seiner Absetzung suchen muß, ist die Energie, mit der er im ersten Jahrzehnt der Weimarer Republik die Arbeitermorde und Arbeitermörder und nicht zuletzt die Schwarze Reichswehr-Feme in zahlreichen Broschüren ans Tageslicht zerrte. [Das] hat die ununterbrochene Hetzkampagne, an deren Spitze sich [die] Nazis setzten, zum Erfolg geführt.

[M]it Gumbel verschwindet eine der letzten fortschrittlichen [Kr]äfte von den Universitäten, in denen das Nazigelichter [...] ist. Und die Ullstein-Presse bringt diesem Willkürakt [V]erständnis entgegen. . .

Die Angaben: „ Berliner Tageblatt | „ Teltower Kreisblatt | „ BZ am Mittag | „ Vossische Zeitung

Ulk

Form 1

ORDO 5

Saisonbeginn

25. 8. 32.

Die „Ulk"-Redaktion richtete an eine Reihe von bekannten Persönlichkeiten die Rundfrage: „Welcher Theaterpremiere der kommenden Saison sehen Sie mit dem grössten Interesse entgegen?"

Es nannten:

Reichstagspräsident Löbe:
„Die versunkene Glocke."

Professor Gumbel:
„Frühling in Heidelberg."

Reichsbankpräsident Luther:
„Man braucht kein Geld."

Reichskanzler von Papen:
„Schicksal nach Wunsch."

Klops.

Berliner Tageblatt, Morgenausgabe, v. 25.8.1932
- -
Abschrift lt. Original.

Die Weisen von Heidelberg.

Die philosophische Fakultät der Universität Heidelberg hat im Falle Gumbel das Gutachten abgegeben, dass jemand, der den Segen des Krieges nicht zu ermessen wisse, nicht befähigt sein könnte, der akademischen Jugend die Lehren der mathematischen Wissenschaft zu vermitteln. Wären diese Philosophen selbst Mathematiker, dann könnten sie ausrechnen, wie bald für das Lehrfach der Philosphie und Erkenntnistheorie nur noch Frontoffiziere befähigt sein werden.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Casseler Tageblatt

Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institutes of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Chemnitzer Tageblatt, Chemnitz
Ausschnitt aus der Nummer vom: 25. AUG. 1932

Gumbel darf nicht mehr lehren!

Ein unwürdiges Kapitel der deutschen Hochschulgeschichte endlich abgeschlossen

Auf Antrag des Untersuchungsausschusses und des engeren Senats der Universität Heidelberg wurde dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel der Lehrauftrag an der Ruperta Carola mit sofortiger Wirkung entzogen.

Die Vorgeschichte dieser Amtsenthebung begann vor etwa zehn Jahren und erweist sowohl bei den akademischen wie bei den staatlichen Aufsichtsbehörden ein Maß von Duldsamkeit, das eines edleren Gegenstandes wert gewesen wäre. Schon im Jahre 1924 eröffnete das Reichsgericht auf Grund einer Broschüre Gumbels — sie trug den Titel: „Verschwörer" — gegen den damaligen Privatdozenten ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats, das aber aus unbekannten Gründen niedergeschlagen wurde. Zu gleicher Zeit schwebte gegen Gumbel ein Disziplinarverfahren, weil er in einer Versammlung vom „Felde der Unehre" gesprochen hatte, auf dem die deutschen Krieger des Weltkrieges gefallen seien. Auch diese Untersuchung wurde durch einen Beschluß der Fakultät eingestellt. Zwar bezeugt die Begründung dieses Beschlusses Herrn Gumbel „anfechtbare Gesinnung" und eine unerfreuliche Persönlichkeit", gab aber der Befürchtung Ausdruck, daß die Durchführung des Verfahrens die Lehrfreiheit gefährden könne. Im Jahre 1930 erregte die Ernennung Gumbels zum außerordentlichen Professor die Oeffentlichkeit weit über Baden hinaus aufs äußerste. Die Heidelberger nationale Studentenschaft, unterstützt vom größeren Teil der Dozenten und der Bevölkerung der Stadt, wehrte sich lebhaft gegen diese Auszeichnung, und die Fakultät ließ mitteilen, daß sie der Ernennung fernstehe.

In diesem Falle wie in früheren Jahren endete die Angelegenheit mit der Maßregelung von Studenten, was die allgemeine Erbitterung noch verstärkte und die Reibereien zwischen Studenten und staatlicher Aufsichtsbehörde bis zum Ausscheiden des damaligen Ministers Remmele aus der Regierung nicht mehr abreißen ließ.

Im vergangenen Mai nun gebrauchte Gumbel in einem Vortrag vor sozialistischen Studenten die Wendung: „Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe."

Diese grenzenlose Unverschämtheit rief innerhalb der Studentenschaft handgreifliche Auseinandersetzungen hervor, während deren sich die Bürgerschaft der Stadt auf die Seite der nationalen Studenten stellte. Ein Vorgang, der denn auch endlich denjenigen im Unterrichtsministerium, die in dem weiteren Verbleiben Gumbels in Heidelberg schon lange eine kaum mehr gutzumachende Schädigung des akademischen Lehrbetriebes sahen, die Möglichkeit gab, dieser Meinung Gehör zu verschaffen.

---

25. AUG. 1932
Danziger Allgemeine Zeitung, Danzig

Gumbel.

Es hat lange gedauert, bis dem außerordentlichen Professor an der Heidelberger Universität, Gumbel, jetzt der Lehrauftrag entzogen wurde. Fast ein Jahrzehnt hindurch hat Gumbel immer erneut Unfrieden gestiftet. Es schwebte schon einmal ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats gegen ihn, das freilich aus Gründen, die der Oeffentlichkeit nicht bekanntgegeben wurden, im Sande verlief. Gumbel war es, der dann in einer Versammlung von dem „Felde der Unehre" sprach, auf dem die Krieger gefallen seien. Es wurde damals ein Disziplinarverfahren gegen ihn eingeleitet, das zu dem Urteil kam, daß Herrn Gumbels Persönlichkeit unerfreulich sei, aber mit Rücksicht auf eine angebliche Gefährdung der Lehrfreiheit wurde Gumbel nicht bestraft. Die badische Regierung hielt ihre Hand schützend über ihn, ja, sie brachte es fertig, im Jahre 1930 den Privatdozenten Gumbel zum außerordentlichen Professor zu ernennen.

Erst die im Mai dieses Jahres gebrauchte Aeußerung, für ihn sei das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nur eine riesengroße Kohlrübe, schlug endlich dem Faß den Boden aus. Auf Antrag der zuständigen Stellen der Universität entschloß sich das badische Innenministerium, die Folgerungen zu ziehen, die es schon längst hätte ziehen müssen. Aber auch das geschah erst, nachdem Gumbels Aeußerung öffentliche Unruhe und lebhafte Auseinandersetzungen mit der Studentenschaft hervorgerufen hatte, in denen sich die Bürger Heidelbergs entschieden auf die Seite der Studenten gestellt hatten.

Mitteldeutsche Zeitung, Erfurt
Ausschnitt aus der Nummer vom: 25. AUG. 1932

Ein Schandfleck der deutschen Hochschule beseitigt

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

55

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung,

daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte.

Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die Philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das Badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

*

Es hat lange gedauert, bis Herrn Gumbel der Lehrauftrag entzogen wurde. Fast ein Jahrzehnt hindurch hat Gumbel immer erneut Unfrieden gestiftet. Es schwebte schon einmal ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats gegen ihn, das freilich aus Gründen, die der Oeffentlichkeit nicht bekanntgegeben wurden, im Sande verlief. Gumbel war es, der dann in einer Versammlung von dem „Felde der Unehre" sprach, auf dem die Krieger gefallen seien. Es wurde damals ein Disziplinarfahren gegen ihn eingeleitet, das zu dem Urteil kam, daß Herrn Gumbels Persönlichkeit unerfreulich sei, aber mit Rücksicht auf eine angebliche Gefährdung der Lehrfreiheit wurde Gumbel nicht bestraft.

Die badische Regierung hielt ihre Hand schützend über ihn, ja, sie brachte es fertig, im Jahre 1930 den Privatdozenten Gumbel zum außerordentlichen Professor zu ernennen.

Erst die im Mai dieses Jahres gebrauchte Aeußerung, für ihn sei das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nur eine riesengroße Kohlrübe, schlug endlich dem Faß den Boden aus. Auf Antrag der zuständigen Stellen der Universität entschloß sich das badische Innenministerium, die Folgerungen zu ziehen, die es schon längst hätte ziehen müssen. Aber auch das geschah erst, nachdem Gumbels Aeußerung öffentliche Unruhe und lebhafte Auseinandersetzungen mit der Studentenschaft hervorgerufen hatte, in denen sich die Bürger Heidelbergs entschieden auf die Seite der Studenten gestellt hatten.

Dieser Hochschulskandal um Professor Gumbel beleuchtet im übrigen blitzartig verschiedene äußerst bedauerliche Tatsachen. Nicht nur, daß Gumbel etwa 10 Jahre Hochschulprofessor sein konnte, sondern daß er auch heute noch, wie die Presse zu berichten weiß, als deutscher Professor in Amerika Vorträge hält und die Absicht haben soll, an der Pariser Sorbonne gleichfalls Gastvorstellungen zu halten. Zugleich nimmt die gesamte Linkspresse auch heute noch Stellung für diesen Schützling sozialdemokratischer Minister, der in seiner Eigenschaft als Hochschuldozent übelste parteipolitische Agitation getrieben hat und dabei das Andenken der im Weltkriege Gefallenen herabzusetzen suchte. Es wäre an der Zeit, heute nicht nur in den Innenministerien Säuberungsaktionen vorzunehmen, sondern auch an die Kultusminister die ernste Mahnung zu richten, an den Universitäten keine Dozenten mehr zu dulden, denen das Nationalgefühl abgeht und die sich nicht schämen, öffentlich Dinge zu sagen, die im gesamten nationalen Deutschland größte Empörung erregen.

Dresdner Neueste Nachr. — „Frankfurter Zeitung“

25. 8. 32.

Dem a. o. Professor an der Universität Heidelberg, Dr. Gumbel, ist die Lehrberechtigung entzogen worden. Damit hat das badische Unterrichtsministerium einer seit langem erhobenen Forderung der Studenten und weiter Kreise der Bevölkerung Heidelbergs endlich Rechnung getragen. Die Geschichte dieses Herrn ist keine glanzvolle in der deutschen Universitätsgeschichte überhaupt, und für die Ruperto Carola besonders. Schon 10 Jahre geht der Streit hin und her und was dabei zutagegekommen ist, hätte längst genügen sollen, um Herrn Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Im Jahre 1924 gab der damalige Privatdozent Gumbel eine Broschüre, betitelt „Verschwörer“, heraus. Auf Grund dieser Broschüre wurde ein Verfahren wegen Landesverrats gegen ihn eingeleitet, das jedoch aus unbekannten Gründen — wer will da schlechtes vermuten — niedergeschlagen wurde. Das schien Herrn Gumbel Mut gemacht zu haben, denn er gebrauchte später das Wort „Vom Felde der Unehre“. An solche Worte sind wir ja in der Nachkriegszeit gewöhnt, aber daß sie von einem Lehrstuhle an Studenten gerichtet werden, gehört doch noch zu den Seltenheiten. Das Disziplinarverfahren, das gegen ihn wegen der letzten Aeußerung eingeleitet war, wurde auf Grund eines Beschlusses der Fakultät eingestellt. Man befürchtete, daß das Verfahren die Lehrfreiheit gefährden würde, obwohl Herr Gumbel eine „anfechtbare Gesinnung“ habe. Ist es nicht unverständlich, daß die Universität einen solchen Mann noch ehrte, dadurch, daß sie ihn im Jahre 1930 zum außerordentlichen Professor ernannte? Die empörten Studenten wurden gemaßregelt. Herr Gumbel nutzte bald seine neue Würde aus, um vor sozialistischen Studenten im Mai 1932 zu sagen: „Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkriege nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe.“ Diese Beleidigung der Gefallenen und der deutschen Nation, die mit Recht einen Entrüstungssturm auslöste, hat jetzt zur Absetzung Gumbels geführt. Ein trübes Kapitel hat damit viel zu spät seinen Abschluß gefunden.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Gladbach-Rheydter Tagebl.

Gumbel protestiert

× Berlin, 24. Aug. Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Instituts of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung“ meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Neuer Görlitzer Anzeiger, Görlitz

Professor Gumbel (Heidelberg) abgesetzt

TNB. Heidelberg, 23. August. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Äußerung, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe“ sein, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zu seiner Entfernung aus dem Lehramt geführt hat.

Hagener Zeitung, Hagen/Westf.

25. 8. 32.

Gumbel erhebt Einspruch. Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Instituts of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung“ meldet, gegen seine Amtsentlassung durch das badische Kultusministerium Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Volkswille, Hannover

25. 8. 32.

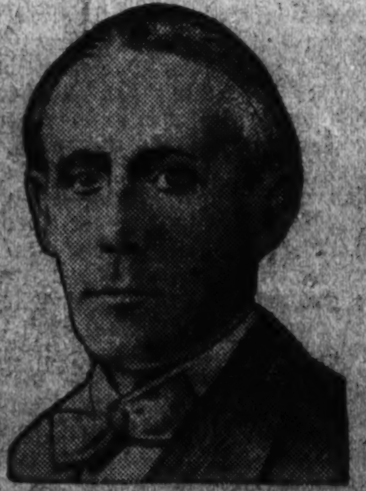
Gumbel zur Strecke gebracht.

Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen.

Das badische Kultusministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Verschiedene Äußerungen politischer Natur, in ihrer Formulierung nicht immer glücklich gewählt, gruben ihm das Grab, an dem die Reaktion schon lange schaufelte. Sagte doch erst in einer Kundgebung kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rechtsanwalt Rupp: „Wie auch Rektor und Fakultät entscheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden.“ Die Nazis konnten nicht die Diktatur, die sie sich erträumten, errichten — Gumbel soll trotzdem „beendigt“ werden, falls nicht noch die Entscheidung durch das Badische Staatsministerium abgeändert wird.

Professor Gumbel gilt als erste Kraft auf dem Gebiet der mathematischen Statistik. Vor kurzem erst erhielt er eine Einladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs Gastvorlesungen an der Pariser Sorbonne halten. Auch der Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg erkennt an: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt.“

Aber Gumbel hat sich politisch mißliebig gemacht. Er soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen nicht mehr im Wortlaut feststellbare Gegenüberstellung von „leichtbekleideter Jungfrau“ und „Kohlrübe“ bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur so viel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Äußerung nicht beachtet zu haben; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Äußerung, sofort nachdem sie gefallen war, notiert hätten. Gumbel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges, die er im Gegensatz zu den Kriegshetzern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht habe, sei der Hunger schließlich zu dem alles übertragenden Gefühl geworden und deswegen wäre die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das Symbol und Denkmal des Krieges. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versuche die spätere Zeit seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch Denkmäler, zu verklären.



Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auch auf die angebliche Äußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 vom „Feld der Unehre“, auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien. Der radikale Pazifist Gumbel sprach damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung. Von denen, an die die Worte gerichtet waren, dürfte keiner ihren Sinn mißverstanden haben: Gumbel wollte den Krieg an sich als etwas Unehrenhaftes diffamieren, weil nicht die Völker, sondern die Drahtzieher hinter den Kulissen für ihn verantwortlich seien. Jene chauvinistische Böswilligkeit freilich, die heute in den Nazis ihren vollkommensten Ausdruck findet, bemühte sich, Gumbels Formulierung gründlich mißzuverstehen.

Gumbel ist den Finsterlingen aber vor allem auch als Kämpfer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „Zwei Jahre Mord“, „Vier Jahre Mord“ und „Verräter verfallen der Feme“ enthüllten schonungslos vor aller Öffentlichkeit jene schauerliche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland machte. Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der Blutmord von Potempa enthüllte: als eine Organisation, die sich schützend vor Meuchelmörder stellt — deshalb galt ihm der abgrundtiefe Haß der Nazis.

Daß das Badische Kultusministerium sich dem Antrag der Professorenschaft und der nationalsozialistischen Meute beugte, ist nur ein Zeichen mehr dafür, wie stark sich das Bürgertum bereits in seinen eigenen Ansichten durch die nationalsozialistische Agitation hat erschüttern lassen.

Ausschnitt vom: 25. AUG. 1932

Preußisch-Litauische Zeitung, Gumbinnen

Gumbel

Es hat lange gedauert, bis dem außerordentlichen Professor an der Heidelberger Universität, Gumbel, der Lehrauftrag entzogen wurde. Fast ein Jahrzehnt hindurch hat Gumbel immer erneut Unfrieden gestiftet. Es schwebte schon einmal ein Ermittelungsverfahren wegen Landesverrats gegen ihn, das freilich aus Gründen, die der Oeffentlichkeit nicht bekanntgegeben wurden, im Sande verlief. Gumbel war es, der dann in einer Versammlung von dem „Felde der Unehre“ sprach, auf dem die Krieger gefallen seien. Es wurde damals ein Disziplinarverfahren gegen ihn eingeleitet, das zu dem Urteil kam, daß Herrn Gumbels Persönlichkeit unerfreulich sei, aber mit Rücksicht auf eine angebliche Gefährdung der Lehrfreiheit wurde Gumbel nicht bestraft. Die badische Regierung hielt ihre Hand schützend über ihn, ja, sie brachte es fertig, im Jahre 1930 den Privatdozenten Gumbel zum außerordentlichen Professor zu ernennen. Erst die im Mai dieses Jahres gebrauchte Aeußerung, für ihn sei das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nur eine riesengroße Kohlrübe, schlug endlich dem Faß den Boden aus. Auf Antrag der zuständigen Stellen der Universität entschloß sich das badische Innenministerium, die Folgerungen zu ziehen, die es schon längst hätte ziehen müssen. Aber auch das geschah erst, nachdem Gumbels Aeußerung öffentliche Unruhe und lebhafte Auseinandersetzungen mit der Studentenschaft hervorgerufen hatte, in denen sich die Bürger Heidelbergs entschieden auf die Seite der Studenten gestellt hatten.

26. AUG. 1932

Kieler Neueste Nachrichten, Kiel

Gumbel erhebt Einspruch.

Prof. Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institute of Education in Neuyork Vorträge hält, hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums, durch die ihm die Lehrberechtigung entzogen worden ist, Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Gumbel erhebt Einspruch

Professor Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Instituts of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die Vossische Zeitung meldet, gegen die Entziehung der venia legendi durch das badische Kultusministerium Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Tagesrundschau.

Dr. Gumbel-Heidelberg ohne Lehrberechtigung. In der neuen Untersuchung gegen den Professor der Statistik, Dr. Gumbel, an der Universität Heidelberg, wegen seiner Aeußerungen über Kriegerdenkmäler, wobei er die Kohlrübe als Symbol bezeichnet hatte, haben die philosophische Fakultät der Universität und der engere Senat einstimmig den Antrag gestellt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das Badische Unterrichtsministerium hat diesem Wunsche entsprochen. Gumbel ist mit sofortiger Wirkung nicht mehr Dozent an der Universität Heidelberg und wird nicht mehr lesen.

Hamburger Echo 25.8.32

Geistesfreiheit vom Dritten Reich

Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen

Das badische Kultusministerium hat, wie schon kurz berichtet, auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Verschiedene Aeußerungen politischer Natur, in ihrer Formulierung nicht immer glücklich gewählt, gruben ihm das Grab, an dem die Reaktion schon lange schaufelte. Sagte doch erst in einer Kundgebung kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rechtsanwalt Rupp: „Wie auch Rektor und Fakultät entscheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden.“ Die Nazis konnten nicht die Diktatur, die sie sich erträumten, errichten — Gumbel soll trotzdem „beerdigt“ werden, falls nicht noch die Entscheidung durch das Badische Staatsministerium abgeändert wird.

Professor Gumbel gilt als erste Kraft auf dem Gebiet der mathematischen Statistik. Vor kurzem erst erhielt er eine Einladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs Gastvorlesungen an der Pariser Sorbonne halten. Auch der Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg erkennt an: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt.“

Aber Gumbel hat sich politisch mißliebig gemacht. Er soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine nach dem Ergebnis der Untersuchung nicht mehr im Wortlaut feststellbaren Gegenüberstellung von „leichtbekleideter Jungfrau“ und „Kohlrübe“ bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur so viel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung sei nicht beachtet worden; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Aeußerung, sofort nachdem sie gefallen war, notiert hätten. Gumbel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges, die er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht hat, sei der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl geworden und deswegen wäre die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das Symbol und Denk-Mal des Krieges. Während die damilige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versuche die spätere Zeit seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn auch durch Denkmäler, zu verklären.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auch auf die angebliche Aeußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 vom „Feld der Unehre“, auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien. Der radikale Pazifist Gumbel sprach damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung. Von denen, an die die Worte gerichtet waren, dürfte keiner ihren Sinn mißverstanden haben: Gumbel wollte den Krieg an sich als etwas Unehrenhaftes diffamieren, weil nicht die Völker, sondern die Drahtzieher hinter den Kulissen für ihn verantwortlich seien. Jene chauvinistische Böswilligkeit freilich, die heute in den Nazis ihren vollkommensten Ausdruck findet, bemühte sich, Gumbels Formulierung gründlich mißzuverstehen.

Gumbel ist den Finsterlingen aber vor allem auch als Kämpfer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „Zwei Jahre Mord“, „Vier Jahre Mord“ und „Verräter verfallen der Feme“ enthüllten schonungslos vor aller Oeffentlichkeit jene schauerliche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland machte. Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der Blutmord von Potempa enthüllte: als eine Organisation, die sich schützend vor Meuchelmörder stellt — deshalb galt ihm der abgrundtiefe Haß der Nazis.

Daß das badische Kultusministerium sich dem Antrag der Professorenschaft und der nationalsozialistischen Meute beugte, ist nur ein Zeichen mehr dafür, wie stark das Bürgertum bereits in seinen eigenen Ansichten durch die nationalsozialistische Agitation sich hat erschüttern lassen.

Kieler Neueste Nachrichten, Kiel

25. 8. 32.

Hochschulnachrichten.

Professor Gumbel, Heidelberg, die Lehrberechtigung entzogen.

Der Abschluß einer unwürdigen Angelegenheit.

Das badische Kultusministerium hat, wie wir gestern schon kurz gemeldet haben, nach Abschluß einer neuer Untersuchung gegen den außerordentlichen Professor Dr. Gumbel, der in Heidelberg Statistik las, endlich beschlossen, diesem Hochschullehrer, dessen vielfache Aeußerungen einmütige Proteste des nationalen Deutschland hervorgerufen hatten, die Lehrberechtigung an der Universität zu entziehen. Dieser Beschluß erfolgte auf Grund eines einstimmigen Antrages der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Ruperta Carola. Gumbel ist mit sofortiger Wirkung nicht mehr Dozent der Universität und wird jedenfalls seine Vorlesungen nicht wieder aufnehmen.

Gumbel hat seit Jahren durch seine Aeußerungen das deutsche Nationalgefühl insbesondere der Studentenschaft aufs äußerste verletzt. Er hat es bekanntlich fertiggebracht, davon zu sprechen, die deutschen Krieger seien im Weltkriege „auf dem Felde der Unehre“ gefallen. Er hatte sich ferner zu der Aeußerung verstiegen „für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe“. Er hat diese und ähnliche Aeußerungen nicht etwa im privaten Kreise, sondern in öffentlichen Versammlungen getan und damit selbstverständlich eine grenzenlose Empörung nicht nur in Kreisen der Studentenschaft, sondern in ganz Deutschland hervorgerufen. Man kann nur die Feststellung treffen, daß das badische Kultusministerium reichlich spät eingegriffen hat, besonders, da die Aeußerungen Professor Gumbels bereits einige Jahre zurückliegen.

Die Vorgeschichte des „Falles Gumbel“ begann bereits vor etwa zehn Jahren und beweist zugleich eine Langmut der akademischen Universitätsbehörden, die einer besseren Sache würdig gewesen wäre. Im Jahre 1924 hatte Gumbel eine Broschüre unter dem Titel „Verschwörer“ veröffentlicht, die ihm ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats eintrug. Gleichzeitig schwebte gegen ihn ein Disziplinarverfahren, das die akademischen Behörden wegen der Aeußerung vom „Felde der Unehre“ [illegible]

25. AUG. 1932

Kieler Zeitung und Handelsblatt, Kiel

532

Endlich!

Zu Gumbels Hinauswurf

Nachdem dem Professor an der Heidelberger Universität, Dr. Gumbel, die Lehrberechtigung entzogen worden ist, dürfte eines der traurigsten und beschämendsten Kapitel deutscher Hochschulgeschichte hoffentlich ein für allemal geschlossen sein. Es war diesmal dem badischen Unterrichtsministerium wohl kein anderer Weg übrig geblieben, nachdem der engere Senat der Universität Heidelberg selbst dafür plädiert hat, diesem Professor — man sträubt sich dagegen, dieser Kreatur auf dem Dozentenstuhl einer Universität überhaupt den Titel Professor zuzuerkennen — die Lehrberechtigung zu entziehen. Gumbel hatte sich die grenzenlose Unverschämtheit geleistet, auf einem Vortrag vor sozialistischen Studenten folgende Wendung zu brauchen: „Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe".

Das ist aber nicht die einzige Schändung deutscher Ehre, die sich Gumbel hat zuschulden kommen lassen. Bereits im Jahre 1924, also vor nunmehr 8 Jahren, mußte das Reichsgericht gegen ihn ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats eröffnen, das aber niedergeschlagen wurde. Zu fast genau der gleichen Zeit schwebte gegen diesen Erzieher deutscher Jugend ein Disziplinarverfahren, weil er mit Bezug auf die deutschen Krieger von dem „Felde der Unehre" gesprochen hatte. Diese beiden Tatsachen schienen noch nicht zu genügen, um diesem Mann die Lehrberechtigung zu entziehen. Er mußte sich erst diese letzte Taktlosigkeit leisten, um endlich vom Lehramt zu verschwinden. Die Universität Heidelberg hat es sogar noch für richtig befunden, ihn im Jahre 1930 zum a. o. Professor zu ernennen, eine Provokation, die die nationale Studentenschaft nicht ohne weiteres hinnehmen konnte. Der Erfolg war, daß dauernde Reibereien zwischen Professoren und Studentenschaft entstanden, die — mit der Maßregelung schuldloser Studenten endeten, die nichts weiter getan hatten, als sich gegen einen Dozenten aufzulehnen, der bereits vor 8 Jahren von der Bildfläche hätte verschwinden müssen. Diese Maßregelung unschuldiger Studenten trifft niemand anders als das Staatsministerium, das es duldete, daß ein Professor im Amt blieb, der statt auf die Lehrkanzel wegen Landesverrats und Verächtlichmachung deutscher Ehre ins Gefängnis gehörte.

Interessant und bemerkenswert an der Art, wie man Gumbel nunmehr in die Wüste schickte, ist der Umstand, daß ihm auf Grund eines Gesetzes vom Jahre 1921 die Lehrberechtigung entzogen werden konnte, das damals geschaffen wurde, um einen national eingestellten Dozenten zu maßregeln. Jetzt hat man von demselben Gesetz — allerdings viel zu spät — Gebrauch gemacht, um einen Mann von den deutschen Hochschulen zu entfernen, der sich nicht, wie man es so gern darzustellen beliebt, rednerische Entgleisungen geleistet hat, sondern der bewußt und mit Absicht deutsche Ideale in den Schmutz getreten hat.

Anstatt nun ganz still und geräuschlos von der Bildfläche zu verschwinden, hat Gumbel das Maß seiner Takt- und Geschmacklosigkeit voll gemacht und, wie ein Berliner Blatt meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

---

hatten. Während das Reichsgericht das Verfahren wegen Landesverrats aus unbekannten Gründen einstellte, wurde das Disziplinarverfahren auf Grund eines Beschlusses der philosophischen Fakultät gleichfalls niedergeschlagen. Allerdings bescheinigte die Fakultät zugleich diesem Hochschullehrer eine „anfechtbare Gesinnung". Trotzdem konnte aber Gumbel seine Tätigkeit in Heidelberg unangefochten fortsetzen, wobei er 1930 sogar zum außerordentlichen Professor befördert wurde.

Die Studentenschaft erhob lebhafte Proteste gegen diese Auszeichnung Gumbels, die fraglos auf den sozialdemokratischen badischen Kultusminister zurückzuführen war. Es geschah jedoch nichts, bis auf Maßregelung derjenigen Studenten, die sich öffentlich gegen das unwürdige Benehmen des Professors ausgesprochen hatten.

Das Wort von der „Kohlrübe" endlich führte dazu, daß weitere Kreise der Oeffentlichkeit sich mit der Persönlichkeit dieses Hochschullehrers an einer deutschen Universität zu beschäftigen begannen. Nach wochenlanger Untersuchung dieses Falles haben die Universitätsbehörden endlich energisch eingegriffen und Gumbels Absetzung verlangt. Man kann wohl behaupten, daß diese Stellungnahme sehr spät erfolgt ist, so daß der Eindruck entsteht, als ob die akademischen Behörden gewissermaßen nur

---

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Konstanzer Zeitung

Der Fall Gumbel.

Gumbel erhebt Einspruch.

e **Berlin**, 24. Aug. Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Instituts of Education in Neuyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Voss. Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Zu der Maßregelung schreibt die „Neue Mannheimer Zeitung":

„Damit findet eine Summe höchst übler Vorgänge ihr Ende, die seit fast zehn Jahren die nationalen Kreise Badens zeitweise auf das höchste erregten. Schon im Jahre 1924 eröffnete das Reichsgericht gegen Gumbel wegen dessen Broschüre „Verschwörer" ein Ermittlungsverfahren, das jedoch aus unbekannten Gründen niedergeschlagen wurde. Im gleichen Jahre gebrauchte Gumbel in einer pazifistischen Versammlung in Heidelberg, als er von den im Weltkrieg Gefallenen sprach, die Wendung: „Die, ich will nicht gerade sagen, auf dem Feld der Unehre gefallen sind." Dieser Ausdruck erregte einen Sturm der Entrüstung. Die akademischen Behörden leiteten eine disziplinarische Untersuchung ein, stellten sie jedoch auf einen Beschluß der Fakultät hin wieder ein, und zwar mit der Begründung, daß die Durchführung des Verfahrens die Lehrfreiheit gefährden könne. Die Begründung des Beschlusses bezeugte aber Herrn Gumbel, der inzwischen auf einer Vortragsreise in Frankreich ebenfalls allerlei Taktloses über Deutschland geäußert hatte, „eine anfechtbare Gesinnung und eine unerfreuliche Persönlichkeit". Nun bemühte sich die staatliche Aufsichtsbehörde Herrn Gumbel goldene Brücken zu bauen, damit er Heidelberg verlasse. U. a. bemühte man sich, eine Anstellung im Statistischen Reichsamt zu finden. Doch ohne Erfolg. Infolge eines Mißverständnisses zwischen dem damaligen Dekan der philosophischen Fakultät, dem verstorbenen Professor Gundolf und dem Hochschulreferenten Dr. Thoma im Kultusministerium wurde Gumbel im Jahre 1930 von Minister Remmele zum außerordentlichen Professor ernannt.

Die nationale Studentenschaft, unterstützt durch den größeren Teil der Dozenten der Universität, beantwortete diese Ernennung mit heller Empörung gegen das Ministerium.

Es kam zu allerlei unerfreulichen Zwischenfällen; u. a. teilte die Fakultät mit, daß sie die Ernennung nicht gewünscht habe. Die Reibereien zwischen Ministerium und Studentenschaft nahmen kein Ende, auch nicht als Remmele aus dem Amt geschieden war. Wiederum ernsthaft gefährdet erschien der Lehrbetrieb im Mai dieses Jahres, als Gumbel in einer Ansprache vor der sozialistischen Studentengruppe seine Meinung über ein deutsches Kriegerehrenmal folgendermaßen formulierte: Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe".

Die Vorgänge, die dieser widerwärtigen Entgleisung folgten, verschafften endlich den Stimmen derjenigen Gehör, die schon seit langem in den fortgesetzten Her[illegible]sforderungen der Bevölkerung durch Herrn Gumbel eine schwere Schädigung des Ansehens der Universität sahen.

Zwar fand Gumbel auch jetzt noch in der ihm geistesverwandten Presse Verteidiger und die gleichen Kreise, die sich für die Begnadigung des wegen Landesverrats verurteilten Redakteurs der „Weltbühne" Ossietzky bemüht hatten — auch Gumbel hatte das Gesuch unterschrieben — setzen sich nunmehr für Gumbel ein. Doch war von Anfang an nicht anzunehmen, daß Dr. Baumgartner solchem Druck nachgeben könnte. Das Gesetz, auf Grund dessen die Maßregelung erfolgte, wurde übrigens 1921 geschaffen. Es wurde unseres Wissens ein einziges Mal angewendet, und zwar gegen den damaligen Privatdozenten der Universität Heidelberg, den Deutschvölkischen Arnold Ruge."

---

dem veränderten „politischen Winde" Rechnung getragen hätten.

Dieser Hochschulskandal um Professor Gumbel beleuchtet im übrigen blitzartig verschiedene äußerst bedauerliche Tatsachen. Nicht nur, daß Gumbel etwa 10 Jahre Hochschulprofessor sein konnte, sondern daß er auch heute noch, wie die Presse zu berichten weiß, als deutscher Professor in Amerika Vorträge hält und die Absicht haben soll, an der Pariser Sorbonne gleichfalls Gastvorlesungen zu halten. Zugleich nimmt die gesamte Linkspresse auch heute noch Stellung für diesen Schützling sozialdemokratischer Minister, der in seiner Eigenschaft als Hochschuldozent übelste parteipolitische Agitation getrieben hat und dabei das Andenken der im Weltkriege Gefallenen herabzusetzen suchte. Es wäre an der Zeit, an den Universitäten keine Dozenten mehr zu dulden, denen das Nationalgefühl abgeht und die sich nicht schämen, öffentlich Dinge zu sagen, die im gesamten nationalen Deutschland größte Empörung erregen.

2 5. AUG. 1932

Königsberger Hartungsche Zeitung, Königsberg i. Pr.

Morgenausgabe

Der Fall Gumbel

Professor Dr. Gumbel, dem, wie gemeldet, die Lehrberechtigung an der Heidelberger Universität entzogen wurde, ist zweimal rednerisch schwer entgleist. Der erste Fall liegt um Jahre zurück. Gumbel, der einen radikalen Pazifismus vertritt, hatte damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung die Redewendung vom „Feld der Unehre“ gebraucht, auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien. Er wollte das so verstanden wissen, daß er nicht den Gefallenen den Vorwurf der Unehrenhaftigkeit gemacht habe, sondern den Krieg als solchen, für den Drahtzieher hinter den Kulissen verantwortlich seien. Der Kampf um Gumbel entbrannte, nachdem über jenen Fall Gras gewachsen war, im Frühjahr 1931 von neuem, als ihn das badische Kultusministerium zum außerordentlichen Professor ernannte.

Die rechtsradikale Studentenschaft lief Sturm gegen die badische Regierung, gegen die Universitätsbehörden, und es kam zu schweren Krawallen an der Heidelberger Universität, die eine Reihe von Disziplinarverfahren gegen die Führer der Heidelberger Studentenschaft im Gefolge hatten. In ein neues Stadium trat der Fall Gumbel, als vor wenigen Wochen die Nationalsozialisten der Oeffentlichkeit mitteilten, er habe bei einem Ausspracheabend des sozialistischen Studentenbundes behauptet, die Kohlrübe und nicht die Victoria mit der Siegespalme sei das passende Denkmal des deutschen Soldaten. Auch diesmal berichtigte Gumbel seine Ausführungen dahin, daß er nicht von einem Kriegerdenkmal, sondern von der Kohlrübe als Symbol des Krieges gesprochen habe.

Die entstellenden Ausführungen waren übrigens durch einen Spitzel, der sich in die interne Veranstaltung eingeschlichen hatte, verbreitet worden. Große Aufregung bei den Nationalsozialisten, die hier einen neuen Vorwand dafür fanden, gegen den verhaßten Pazifisten Sturm zu laufen. In einer Protestversammlung hatte kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete, Rechtsanwalt Rupp, ausgeführt: „Wie auch Rektoren und Fakultät entscheiden mögen, wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden.“ Der Entscheidung des badischen Kultusministeriums ist eine Begründung nicht beigegeben. Man wird sie abzuwarten haben, ehe man ein abschließendes Urteil fällt. Soviel aber steht heute schon fest, daß Gumbel seinen rechtsradikalen Gegnern den Kampf gegen ihn als Pazifist dadurch erleichtert hat, daß er es bei seinen Formulierungen oft genug an der Diszipliniertheit und dem Takte hat fehlen lassen, die er seinem Lehramte schuldig war.

Neue Leipziger Zeitung, Leipzig

Ausschnitt aus der Nummer vom: 2 5. AUG. 1932

Professor Gumbel protestiert

Professor Gumbel, der aus der amerikanischen Presse die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums erfuhr, drückte unserem Korrespondenten seine Verwunderung aus, wie das Ministerium drei völlig unglaubwürdigen nationalsozialistischen Zeugen folgen und die Aussagen von 13 anderen Hörern ignorieren könne, insbesondere wo in dem neuen Disziplinarverfahren die Unglaubwürdigkeit seiner Ankläger sich eklatant herausstellte. Gumbel erklärte, er könne es nicht glauben, daß das Ministerium ein juristisches Verfahren von solcher Tragweite abschließt, ohne eine Begründung der Aktion zu geben. Dies würde das Ende jeder akademischen Freiheit bedeuten.

Anm. der Red.: Man muß fordern, daß im Falle Gumbel festgestellt werde, ob er die ihm zur Last gelegten Aeußerungen über die deutschen Kriegsteilnehmer wirklich getan hat. Nach der Auslegung seiner Gegner soll Gumbel allerdings in seinem — an sich berechtigten — Kampf gegen den Krieg verletzende Formulierungen ausgesprochen haben.

AUSSCHNITT VOM: 2 5. AUG. 1932

Münsterischer Anzeiger, Münster

Abend-Ausgabe

Kurze Nachrichten

Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Instituts of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die Vossische Zeitung meldet, gegen die Entscheidung des Badischen Kultusministeriums Einspruch beim Badischen Gesamtministerium erhoben.

Völkischer Beobachter, München

15. 8. 32. Reichsausgabe.

Das Ende eines Frontbeschimpfers

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

Heidelberg, 23. August.

Wegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Äußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

Damit verschwindet endlich eine der übelsten Erscheinungen, die die Novemberrevolte an die Oberfläche gespült hatte, von der deutschen Hochschule. Von Gumbel stammt das niederträchtige Wort vom „Feld der Unehr“ und zahlreiche andere Frontbeschimpfungen. Deswegen wurde er von dem ganzen nationalen Deutschland und besonders von der Studentenschaft seit Jahren heftig bekämpft, so wie er andererseits von der schwarz-roten Regierung in Baden zäh gehalten wurde. Sein letztes schamloses Wort: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe“ hat ihm nun endlich das Genick gebrochen. Daß es soweit kam, ist aber in erster Linie dem im ausgesetzten Kampf der nationalsozialistischen Studenten zu verdanken.

---

2 5. AUG. 1932

Bayerische Staatszeitung, München

Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institut of Education in New-York Vorträge hält, hat gegen die Entscheidung des Badischen Kultusministeriums, die ihn von der Universität Heidelberg verwies, Einspruch beim Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 2 6. AUG. 1932

Osnabrücker Tageblatt, Osnabrück

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Äußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Prof. Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

Lübecker Volksbote, Lübeck 25. 8. 32.

Opfer des neuen Systems

Gumbel zur Strecke gebracht

Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen!

Das badische Kultusministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Verschiedene Aeußerungen politischer Natur, in ihrer Formulierung nicht immer glücklich gewählt, gruben ihm das Grab, an dem die Reaktion schon lange schaufelte. Sagte doch erst in einer Kundgebung kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rechtsanwalt Rupp: „Wie auch Rektor und Fakultät entscheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden.“ Die Nazis konnten nicht die Diktatur, die sie sich erträumten, errichten — Gumbel soll trotzdem „beerdigt“ werden, falls nicht noch die Entscheidung durch das Badische Staatsministerium abgeändert wird.

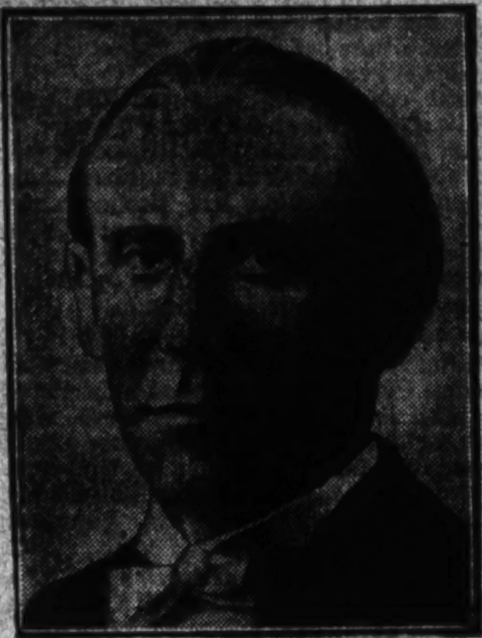
Professor Gumbel gilt als erste Kraft auf dem Gebiet der mathematischen Statistik. Vor kurzem erst erhielt er eine Einladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs Gastvorstellungen an der Pariser Sorbonne halten.

Auch der Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg erkennt an: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt.“

Aber Gumbel hat sich politisch mißliebig gemacht. Er soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen nicht mehr im Wortlaut feststellbare Gegenüberstellung von „leichtbekleideter Jungfrau“ und „Kohlrübe“ bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur so viel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung nicht beachtet zu haben; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Aeußerung, sofort nachdem sie gefallen war, notiert hätten. Gumbel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges, die er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht hat, sei der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl geworden und deswegen wäre die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das Symbol und Denk-Mal des Krieges. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versuche die spätere Zeit seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch Denkmäler, zu verklären.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auch auf die angebliche Aeußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 vom „Feld der Unehre“, auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien.

Der radikale Pazifist Gumbel sprach damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung. Von denen, an die die Worte gerichtet waren, dürfte keiner ihren Sinn mißverstanden haben: Gumbel wollte den Krieg an sich als etwas Unehrenhaftes diffamieren, weil nicht die Völker, sondern die Drahtzieher hinter den Kulissen für ihn verantwortlich seien. Jene chauvinistische Böswilligkeit freilich, die heute in den Nazis ihren vollkommensten Ausdruck findet, bemühte sich, Gumbels Formulierung gründlich mißzuverstehen.



Professor Gumbel

Gumbel ist den Finsterlingen aber vor allem auch als Kämpfer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „Zwei Jahre Mord“, „Vier Jahre Mord“ und „Verräter verfallen der Feme“ enthüllten schonungslos vor aller Oeffentlichkeit jene schauerliche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland machte. Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der Blutmord von Potempa enthüllte: als eine Organisiation, die sich schützend vor Meuchelmörder stellt — deshalb galt ihr der abgrundtiefe Haß der Nazis.

Daß das badische Kultusministerium sich dem Antrag der Professorenschaft und der nationalsozialistischen Meute beugte, ist nur ein Zeichen mehr dafür, wie stark das Bürgertum bereits in seinen eigenen Ansichten durch die nationalsozialistische Agitation sich hat erschüttern lassen.

Neißer Zeitung, Neiße 25. 8. 32.

Professor Gumbel abgesetzt.

CNB. Heidelberg, 23. August. Das badische Unterrichtsministerium hat, wie heute bekannt wird, dem Antrage der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität Heidelberg stattgegeben, dem außerordentlichen Universitätsprofessor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Damit scheidet der Mathematikprofessor Gumbel endgültig aus der Reihe der Dozenten der Heidelberger Universität aus. Gegen ihn hat wegen der in einer sozialistischen Studentenversammlung gefallenen Aeußerung, das Kriegerdenkmal für deutsche Soldaten müsse nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, „sondern eher eine große Kohlrübe sein“, ein Verfahren geschwebt, das jetzt zur Absetzung Professor Gumbels geführt hat.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Westfälisches Volksblatt, Paderborn

Gumbel erhebt Einspruch

Berlin, 24. Aug.

Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Instituts Of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die Vossische Zeitung meldet, gegen die Entscheidung des Badischen Kultusministeriums Einspruch beim Badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Rathenower Zeitung, Rathenow

Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die Philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das Badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Rostocker Anzeiger, Rostock

Der Abschluß einer unwürdigen Angelegenheit.

Zu der Abhalfterung Professor Gumbels.

Heidelberg, 24. Aug. (Eigenbericht.)

Das badische Kultusministerium hat, wie gestern bereits gemeldet, nach Abschluß einer neuen Untersuchung gegen den außerordentlichen Professor Dr. Gumbel, der in Heidelberg Statistik las, endlich beschlossen, diesem Hochschullehrer, dessen vielfache Aeußerungen einmütige Proteste des nationalen Deutschlands hervorgerufen hatten, die Lehrberechtigung an der Universität zu entziehen. Dieser Beschluß erfolgte auf Grund eines einstimmigen Antrages der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Ruperta Carola. Professor Gumbel ist mit sofortiger Wirkung nicht mehr Dozent der Universität und wird jedenfalls seine Vorlesungen nicht wieder aufnehmen.

Professor Gumbel hat seit Jahren durch seine Aeußerungen das deutsche Nationalgefühl insbesondere der Studentenschaft aufs äußerste verletzt.

Er hat es bekanntlich fertiggebracht, davon zu sprechen, die deutschen Krieger seien im Weltkriege

„auf dem Felde der Unehre"

gefallen. Er hat sich ferner zu der Aeußerung verstiegen, „für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe". Er hat diese und ähnliche Aeußerungen nicht etwa im privaten Kreise, sondern in öffentlichen Versammlungen getan und damit selbstverständlich eine grenzenlose Empörung nicht nur in Kreisen der Studentenschaft, sondern in ganz Deutschland hervorgerufen. Man kann nur die Feststellung treffen, daß das badische Kultusministerium reichlich spät eingegriffen hat, besonders, da die Aeußerungen Professor Gumbels bereits einige Jahre zurückliegen.

Dieser Hochschulskandal um Professor Gumbel beleuchtet im übrigen blitzartig verschiedene äußerst bedauerliche Tatsachen. Nicht nur, daß Gumbel etwa 10 Jahre Hochschulprofessor sein konnte, sondern daß er auch heute noch, wie die Presse zu berichten weiß, als deutscher Professor in Amerika Vorträge hält und die Absicht haben soll, an der Pariser Sorbonne gleichfalls Gastvorlesungen zu halten. Zugleich nimmt die gesamte Linkspresse auch heute noch Stellung für diesen Schützling sozialdemokratischer Minister, der

in seiner Eigenschaft als Hochschuldozent übelste parteipolitische Agitation getrieben

hat und dabei das Andenken der im Weltkriege Gefallenen herabzusetzen suchte. Es wäre an der Zeit, heute nicht nur in den Innenministerien Säuberungsaktionen vorzunehmen, sondern auch an die Kultusminister die ernste Mahnung zu richten, an den Universitäten keine Dozenten mehr zu dulden, denen das Nationalgefühl abgeht und die sich nicht schämen, öffentlich Dinge zu sagen, die im gesamten nationalen Deutschland größte Empörung erregen.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Trierische Landeszeitung, Trier

Professor Gumbel abgesetzt

* **Heidelberg, 23. Aug.** Dem a. o. Universitätsprofessor Dr. Gumbel ist vom badischen Unterrichtsministerium die Lehrberechtigung entz[illegible]n worden.

Die Absetzung Dr. Gumbels dürfte mit einer unqualifizierten Aeußerung dieses Herrn im Zusammenhang stehen, die er seinerzeit in einer sozialistischen Studentenversammlung fallen ließ. Dr. Gumbel leistete sich den „Witz", zu sagen: Als Kriegerdenkmal für deutsche Soldaten passe nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe. Leute, die so wenig Verständnis für das Heldentum unserer Soldaten und für das nationale Gefühl unseres Volkes zeigen, sind zweifellos völlig unfähig und ungeeignet, das Amt eines deutschen akademischen Lehrers zu versehen. Der Schritt der badischen Regierung ist darum nur zu billigen. (Die Redaktion.)

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Bergisch-Märkische Zeitung, Wuppertal-Elberfeld

Persönlichkeiten von denen man spricht

Professor a. D. Gumbel

Soll man überhaupt von ihm sprechen, von dem jetzt glücklich und endlich abgesägten Heidelberger Professor Gumbel? Man soll es, um zu zeigen, was in deutschen Landen nach dem 9. November 1918 an Unmöglichem möglich war — um zu verhindern, daß künftighin ähnliche Unmöglichkeiten jemals wieder möglich werden.

So fing es an: ein verhältnismäßig junger Privatdozent für Statistik, der sich im Laufe des Krieges in Heidelberg niedergelassen hatte, hielt bei einer Gedächtnisfeier für die Toten des Weltkrieges eine Rede, in der auch die Wendung fiel: „Die Toten des

Weltkrieges seien nicht auf dem Felde der Ehre, sondern — so sage man besser — auf dem Felde der Unehre gefallen." Man war über diese Aeußerung eines Jugendbildners allgemein empört. Doch nein, nicht allgemein; nicht empört war z. B. die schwarz-rote badische Regierung, die Herrn Dr. Gumbel ruhig weiter amtieren ließ, trotz der lebhaften Proteste, die an sie gerichtet wurden. Herr Gumbel dozierte weiter, er redete weiter und schrieb auch weiter. Wie so mancher deutsche Pazifist versuchte er sich in „Kriegsgeschichte". Ein Landesverratsverfahren gegen den damals immer noch amtierenden Privatdozenten wegen Aeußerungen über die „schwarze Reichswehr" wurde niedergeschlagen. Ohne Befragen der Fakultät, die schon früher Gumbels Zugehörigkeit als unerfreulich bezeichnet hatte, wurde er, offenbar als besonders leuchtendes Vorbild für die Jugend, im November 1930 von dem badischen sozialdemokratischen Kultusminister zum a. o. Professor ernannt. Herr Gumbel amtierte und redete weiter, redete in Studentenversammlungen und äußerte dabei als würdige Parallele zu seinem „Felde der Unehre": „ein Kriegerdenkmal deutscher Soldaten dürfe nicht durch eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher durch eine große Kohlrübe dargestellt werden." Diese Feststellung sollte eine der letzten „amtlichen Aeußerungen" des badischen Professors sein. Er wurde vom badischen Kultusministerium in diesen Tagen seines Amtes enthoben und wird nun hoffentlich Zeit genug haben — ohne daß die Oeffentlichkeit sich weiter mit ihm zu beschäftigen braucht — darüber nachzudenken, daß für Leute seiner Denkungsart im Deutschen Reich kein Platz ist — wenigstens nicht in amtlichen Stellen.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Schwäbische Tagwacht, Stuttgart

Gumbel zur Strecke gebracht!

Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen!

Das Badische Kultusministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des Engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Verschiedene Aeußerungen politischer Natur, in ihrer Formulierung nicht immer glücklich gewählt, gruben ihm das Grab, an dem die Reaktion schon lange schaufelte. Sagte doch erst in einer Kundgebung kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rechtsanwalt Rupp: „Wie auch Rektor und Fakultät entscheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden." Die Nazis konnten nicht die Diktatur, die sie sich erträumten, errichten — Gumbel soll trotzdem „beerdigt" werden, falls nicht noch die Entscheidung durch das Badische Staatsministerium abgeändert wird.

Professor Gumbel gilt als erste Kraft auf dem Gebiet der mathematischen Statistik. Vor kurzem erst erhielt er eine Einladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs Gastvorlesungen an der Pariser Sorbonne halten. Auch der Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg erkennt an:

> „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt."

Aber Gumbel hat sich politisch mißliebig gemacht.

Er soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen nicht mehr im Wortlaut feststellbare Gegenüberstellung von „leichtbekleideter Jungfrau" und „Kohlrübe" bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur so viel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung nicht beachtet zu haben; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Aeußerung, sofort nachdem sie gefallen war, notiert hätten. Gumbel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges, die er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht hat, sei der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl geworden und deswegen wäre die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das Symbol und Denkmal des Krieges.

> Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versuche die spätere Zeit seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch Denkmäler, zu verklären.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auch auf die angebliche Aeußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 vom „Feld der Unehre", auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien. Der radikale Pazifist Gumbel sprach damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung. Von denen, an die die Worte gerichtet waren, dürfte keiner ihren Sinn mißverstanden haben:

> Gumbel wollte den Krieg an sich als etwas Unehrenhaftes diffamieren, weil nicht die Völker, sondern die Drahtzieher hinter den Kulissen für ihn verantwortlich seien.

Jene chauvinistische Böswilligkeit freilich, die heute in den Nazis ihren vollkommensten Ausdruck findet, bemühte sich, Gumbels Formulierung gründlich mißzuverstehen.

Gumbel ist den Finsterlingen, aber vor allem auch als Kämpfer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „Zwei Jahre Mord", „Vier Jahre Mord" und „Verräter verfallen der Feme" enthüllten schonungslos vor aller Oeffentlichkeit jene schauerliche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland machte. Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der Blutmord von Potempa enthüllte: als eine Organisation, die sich schützend vor Meuchelmörder stellt — deshalb galt ihm der abgrundtiefe Haß der Nazis.

Daß das Badische Kultusministerium sich dem Antrag der Professorenschaft und der nationalsozialistischen Meute beugte, ist nur ein Zeichen mehr dafür, wie stark das Bürgertum bereits in seinen eigenen Ansichten durch die nationalsozialistische Agitation sich hat erschüttern lassen.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Anzeiger für das Wuppertal, Wuppertal

Prof. Gumbel erhebt Einspruch

Professor Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Institute of Eduction in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Trierische Landeszeitung, Trier

Professor Gumbel erhebt Einspruch

cnb Berlin, 24. Aug. (Eig. Meld.) Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institute of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

GRÜNGESTR. 20

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Bergisch-Märkische Zeitung, Wuppertal-Elberfeld

Berlin, 24. Aug. (Drahtb.) Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institute of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

Ausschnitt vom: 25. AUG. 1932

Rostocker Anzeiger, Rostock

Der Abschluß einer unwürdigen Angelegenheit.

Zu der Abhalfterung Professor Gumbels.

Heidelberg, 24. Aug. (Eigenbericht.)

Das badische Kultusministerium hat, wie gestern bereits gemeldet, nach Abschluß einer neuen Untersuchung gegen den außerordentlichen Professor Dr. Gumbel, der in Heidelberg Statistik las, endlich beschlossen, diesem Hochschullehrer, dessen vielfache Aeußerungen einmütige Proteste des nationalen Deutschlands hervorgerufen hatten, die Lehrberechtigung an der Universität zu entziehen. Dieser Beschluß erfolgte auf Grund eines einstimmigen Antrages der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Ruperta Carola. Professor Gumbel ist mit sofortiger Wirkung nicht mehr Dozent der Universität und wird jedenfalls seine Vorlesungen nicht wieder aufnehmen.

Professor Gumbel hat seit Jahren durch seine Aeußerungen das deutsche Nationalgefühl insbesondere der Studentenschaft aufs äußerste verletzt.

Er hat es bekanntlich fertiggebracht, davon zu sprechen, die deutschen Krieger seien im Weltkriege

„auf dem Felde der Unehre"

gefallen. Er hat sich ferner zu der Aeußerung verstiegen, „für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe". Er hat diese und ähnliche Aeußerungen nicht etwa im privaten Kreise, sondern in öffentlichen Versammlungen getan und damit selbstverständlich eine grenzenlose Empörung nicht nur in Kreisen der Studentenschaft, sondern in ganz Deutschland hervorgerufen. Man kann nur die Feststellung treffen, daß das badische Kultusministerium reichlich spät eingegriffen hat, besonders, da die Aeußerungen Professor Gumbels bereits einige Jahre zurückliegen.

Dieser Hochschulskandal um Professor Gumbel beleuchtet im übrigen blitzartig verschiedene äußerst bedauerliche Tatsachen. Nicht nur, daß Gumbel etwa 10 Jahre Hochschulprofessor sein konnte, sondern daß er auch heute noch, wie die Presse zu berichten weiß, als deutscher Professor in Amerika Vorträge hält und die Absicht haben soll, an der Pariser Sorbonne gleichfalls Gastvorlesungen zu halten. Zugleich nimmt die gesamte Linkspresse auch heute noch Stellung für diesen Schützling sozialdemokratischer Minister, der

in seiner Eigenschaft als Hochschuldozent übelste parteipolitische Agitation getrieben

hat und dabei das Andenken der im Weltkriege Gefallenen herabzusetzen suchte. Es wäre an der Zeit, heute nicht nur in den Innenministerien Säuberungsaktionen vorzunehmen, sondern auch an die Kultusminister die ernste Mahnung zu richten, an den Universitäten keine Dozenten mehr zu dulden, denen das Nationalgefühl abgeht und die sich nicht schämen, öffentlich Dinge zu sagen, die im gesamten nationalen Deutschland größte Empörung erregen.

Ausschnitt vom: 25. AUG. 1932

Trierische Landeszeitung, Trier

Professor Gumbel abgesetzt

*** Heidelberg, 23. Aug. Dem a. o. Universitätsprofessor Dr. Gumbel ist vom badischen Unterrichtsministerium die Lehrberechtigung entz[illegible]n worden.**

Die Absetzung Dr. Gumbels dürfte mit einer unqualifizierten Aeußerung dieses Herrn im Zusammenhang stehen, die er seinerzeit in einer sozialistischen Studentenversammlung fallen ließ. Dr. Gumbel leistete sich den „Witz", zu sagen: Als Kriegerdenkmal für deutsche Soldaten passe nicht eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher eine große Kohlrübe. Leute, die so wenig Verständnis für das Heldentum unserer Soldaten und für das nationale Gefühl unseres Volkes zeigen, sind zweifellos völlig unfähig und ungeeignet, das Amt eines deutschen akademischen Lehrers zu versehen. Der Schritt der badischen Regierung ist darum nur zu billigen. (Die Redaktion.)

Ausschnitt vom: 25. AUG. 1932

Bergisch-Märkische Zeitung, Wuppertal-Elberfeld

Persönlichkeiten von denen man spricht

Professor a. D. Gumbel

Soll man überhaupt von ihm sprechen, von dem jetzt glücklich und endlich abgesägten Heidelberger Professor Gumbel? Man soll es, um zu zeigen, was in deutschen Landen nach dem 9. November 1918 an Unmöglichem möglich war — um zu verhindern, daß künftighin ähnliche Unmöglichkeiten jemals wieder möglich werden.

So fing es an: ein verhältnismäßig junger Privatdozent für Statistik, der sich im Laufe des Krieges in Heidelberg niedergelassen hatte, hielt bei einer Gedächtnisfeier für die Toten des Weltkrieges eine Rede, in der auch die Wendung fiel: „Die Toten des

Weltkrieges seien nicht auf dem Felde der Ehre, sondern — so sage man besser — auf dem Felde der Unehre gefallen." Man war über diese Aeußerung eines Jugendbildners allgemein empört. Doch nein, nicht allgemein; nicht empört war z. B. die schwarz-rote badische Regierung, die Herrn Dr. Gumbel ruhig weiter amtieren ließ, trotz der lebhaften Proteste, die an sie gerichtet wurden. Herr Gumbel dozierte weiter, er redete weiter und schrieb auch weiter. Wie so mancher deutsche Pazifist versuchte er sich in „Kriegsgeschichte". Ein Landesverratsverfahren gegen den damals immer noch amtierenden Privatdozenten wegen Aeußerungen über die „schwarze Reichswehr" wurde niedergeschlagen. Ohne Befragen der Fakultät, die schon früher Gumbels Zugehörigkeit als unerfreulich bezeichnet hatte, wurde er, offenbar als besonders leuchtendes Vorbild für die Jugend, im November 1930 von dem badischen sozialdemokratischen Kultusminister zum a. o. Professor ernannt. Herr Gumbel amtierte und redete weiter, redete in Studentenversammlungen und äußerte dabei als würdige Parallele zu seinem „Felde der Unehre": „ein Kriegerdenkmal deutscher Soldaten dürfe nicht durch eine Jungfrau mit der Siegespalme, sondern eher durch eine große Kohlrübe dargestellt werden." Diese Feststellung sollte eine der letzten „amtlichen Aeußerungen" des badischen Professors sein. Er wurde vom badischen Kultusministerium in diesen Tagen seines Amtes enthoben und wird nun hoffentlich Zeit genug haben — ohne daß die Oeffentlichkeit sich weiter mit ihm zu beschäftigen braucht — darüber nachzudenken, daß für Leute seiner Denkungsart im Deutschen Reich kein Platz ist — wenigstens nicht in amtlichen Stellen.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Schwäbische Tagwacht, Stuttgart

Gumbel zur Strecke gebracht!

Dem Entlarver der Fememörder wurde die Lehrberechtigung entzogen!

Das Badische Kultusministerium hat auf Antrag der philosophischen Fakultät und des Engeren Senats der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Verschiedene Aeußerungen politischer Natur, in ihrer Formulierung nicht immer glücklich gewählt, gruben ihm das Grab, an dem die Reaktion schon lange schaufelte. Sagte doch erst in einer Kundgebung kurz vor den Reichstagswahlen der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rechtsanwalt Kupp: „Wie auch Rektor und Fakultät entscheiden mögen — wir werden nachholen, falls sie etwas versäumen sollten. Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein für den deutschen Staat gelegt wird, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden." Die Nazis konnten nicht die Diktatur, die sie sich erträumten, errichten — Gumbel soll trotzdem „beerdigt" werden, falls nicht noch die Entscheidung durch das Badische Staatsministerium abgeändert wird.

Professor Gumbel gilt als erste Kraft auf dem Gebiet der mathematischen Statistik. Vor kurzem erst erhielt er eine Einladung zu Vorträgen nach Amerika; anschließend wird er sechs Gastvorlesungen an der Pariser Sorbonne halten. Auch der Untersuchungsausschuß der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg erkennt an:

„Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt."

Aber Gumbel hat sich politisch mißliebig gemacht.

Er soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen nicht mehr im Wortlaut feststellbare Gegenüberstellung von „leichtbekleideter Jungfrau" und „Kohlrübe" bezüglich eines Kriegerdenkmals gemacht haben. Nur so viel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung nicht beachtet zu haben; die Nationalsozialisten behaupten, daß sie diese Aeußerung, sofort nachdem sie gefallen war, notiert hätten. Gumbel selbst erklärt, daß er gemeint habe, in der Zeit des Krieges, die er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht hat, sei der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl geworden und deswegen wäre die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen das Symbol und Denkmal des Krieges.

Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versuche die spätere Zeit seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch Denkmäler, zu verklären.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auch auf die angebliche Aeußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 vom „Feld der Unehre", auf dem die Opfer des Weltkrieges gefallen seien. Der radikale Pazifist Gumbel sprach damals in einer Kriegsbeschädigtenversammlung. Von denen, an die die Worte gerichtet waren, dürfte keiner ihren Sinn mißverstanden haben:

Gumbel wollte den Krieg an sich als etwas Unehrenhaftes diffamieren, weil nicht die Völker, sondern die Drahtzieher hinter den Kulissen für ihn verantwortlich seien.

Jene chauvinistische Böswilligkeit freilich, die heute in den Nazis ihren vollkommensten Ausdruck findet, bemühte sich, Gumbels Formulierung gründlich mißzuverstehen.

Gumbel ist den Finsterlingen, aber vor allem auch als Kämpfer gegen die Fememörder verhaßt. Seine Bücher „Zwei Jahre Mord", „Vier Jahre Mord" und „Verräter verfallen der Feme" enthüllten schonungslos vor aller Oeffentlichkeit jene schauerliche blutige Wahrheit, die aus Deutschland ein Mordland machte. Weil Gumbel die nationalsozialistische Bewegung und ihre Vorläufer schon im Jahre 1920 als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie jetzt erst wieder der Blutmord von Potempa enthüllte: als eine Organisation, die sich schützend vor Meuchelmörder stellt — deshalb galt ihm der abgrundtiefe Haß der Nazis.

Daß das Badische Kultusministerium sich dem Antrag der Professorenschaft und der nationalsozialistischen Meute beugte, ist nur ein Zeichen mehr dafür, wie stark das Bürgertum bereits in seinen eigenen Ansichten durch die nationalsozialistische Agitation sich hat erschüttern lassen.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Anzeiger für das Wuppertal, Wuppertal

Prof. Gumbel erhebt Einspruch

Professor Gumbel, der zurzeit auf Einladung des Institute of Eduction in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Trierische Landeszeitung, Trier

Professor Gumbel erhebt Einspruch

cnb Berlin, 24. Aug. (Eig. Meld.) Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institute of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

...RÜHGESTR. 20

AUSSCHNITT VOM: 25. AUG. 1932

Bergisch-Märkische Zeitung, Wuppertal-Elberfeld

Berlin, 24. Aug. (Drahtb.) Professor Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des Institute of Education in Newyork eine Reihe von Vorträgen hält, hat, wie die „Vossische Zeitung" meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums Einspruch beim badischen Gesamtministerium erhoben.

25. AUG. 1932

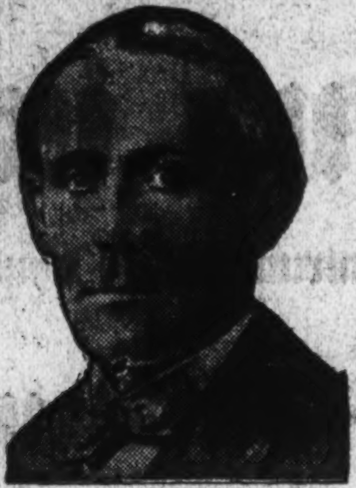
Wormser Zeitung

Die Maßregelung des Professors Gumbel

Auf einstimmigen Antrag der philosophischen Fakultät und des Engeren Senats der Universität Heidelberg hat der badische Minister für Kultus und Unterricht, Dr. Baumgartner,

dem außerordentlichen Professor an der Universität Heidelberg Dr. Gumbel durch Verfügung vom 9. August mit sofortiger Wirkung die Lehrberechtigung entzogen.

Damit findet eine Summe höchst übler Vorgänge ihr Ende, die seit fast zehn Jahren die nationalen Kreise Badens zeitweise auf das höchste erregten. Schon im Jahre 1924 eröffnete das Reichsgericht gegen Gumbel wegen dessen Broschüre „Verschwörer" ein Ermittlungsverfahren, das jedoch aus unbekannten Gründen niedergeschlagen wurde. Im gleichen Jahre gebrauchte Gumbel in einer pazifistischen Versammlung in Heidelberg, als er von den im Weltkrieg Gefallenen sprach, die Wendung: „Die, ich will nicht gerade sagen auf dem Feld der Unehre gefallen sind." Dieser Ausdruck erregte



Professor Dr. Gumbel

einen Sturm der Entrüstung.

Die akademischen Behörden leiteten eine disziplinarische Untersuchung ein, stellten sie jedoch auf einen Beschluß der Fakultät hin wieder ein, und zwar mit der Begründung, daß die Durchführung des Verfahrens die Lehrfreiheit gefährden könne. Die Begründung des Beschlusses bezeugte aber Herrn Gumbel, der inzwischen auf einer Vortragsreise in Frankreich ebenfalls allerlei Taktloses über Deutschland geäußert hatte, „eine anfechtbare Gesinnung und eine unerfreuliche Persönlichkeit". Nun bemühte sich die staatliche Aufsichtsbehörde unter Minister Leers, Herrn Gumbel goldene Brücken zu bauen, damit er Heidelberg verlasse. U. a. bemühte man sich, eine Anstellung im Statistischen Reichsamt zu finden. Doch ohne Erfolg. Infolge eines Mißverständnisses zwischen dem damaligen Dekan der philosophischen Fakultät, dem verstorbenen Professor Gundolf und dem Hochschulreferenten Dr. Thoma im Kultusministerium, wurde Gumbel im Jahre 1930 von Minister Remmele zum außerordentlichen Professor ernannt.

Die nationale Studentenschaft, unterstützt durch den größeren Teil der Dozenten der Universität, beantwortete diese Ernennung mit heller Empörung gegen das Ministerium.

Es kam zu allerlei unerfreulichen Zwischenfällen: u. a. teilte die Fakultät mit, daß sie die Ernennung nicht gewünscht habe. Die Reibereien zwischen Ministerium und Studentenschaft nahmen kein Ende, auch nicht als Remmele aus dem Amt geschieden war. Wiederum ernsthaft gefährdet erschien der Lehrbetrieb im Mai dieses Jahres, als Gumbel in einer Ansprache vor der sozialistischen Studentengruppe seine Meinung über ein deutsches Kriegerehrenmal folgendermaßen formulierte: Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe.

Die Vorgänge, die dieser widerwärtigen Entgleisung folgten, verschafften endlich den Stimmen derjenigen Gehör, die schon seit langem in den fortgesetzten Herausforderungen der Bevölkerung durch Herrn Gumbel eine schwere Schädigung des Ansehens der Universität sahen.

Zwar fand Gumbel auch jetzt noch in der ihm geistesverwandten Presse Verteidiger und die gleichen Kreise, die sich für die Begnadigung des wegen Landesverrats verurteilten Redakteurs der „Weltbühne" Ossietzky bemüht hatten — auch Gumbel hatte das Gesuch unterschrieben — setzten sich nunmehr für Gumbel ein. Doch war von Anfang an nicht anzunehmen, daß Dr. Baumgartner solchem Druck nachgeben könnte. Das Gesetz, auf Grund dessen die Maßregelung erfolgte, wurde übrigens 1921 geschaffen. Es wurde ein einzigesmal angewendet, und zwar gegen den damaligen Privatdozenten der Universität Heidelberg, den Deutschvölkischen Arnold Ruge.

Extrait de : LE JOURNAL DES DÉBATS

Adresse : Rue des Prêtres St Germain l'Auxerrois 17, 1er

Date : 25 AOUT 1932

Signature :

Exposition :

...forment le Reich.

Sanctions
Contre un professeur pacifiste

M. Gumbel, professeur d'économie politique à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'instruction publique des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes. M. Gumbel aurait déclaré que « le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre.

Extrait de CHRONIQUE PICARDE

AMIENS

Adresse :

Date : 25 AOUT 1932

Signature :

Exposition :

Le soldat allemand... et la betterave !

M. Gumbel, professeur d'Economie Politique à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu ne pourra plus enseigner. En effet le Ministre de l'Instruction des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes. M. Gumbel aurait déclaré que le Monument du Soldat allemand mort pour la Patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre.

Extrait de : **LA CROIX**
Adresse : COURS ALBERT 1er 5, VIII
Date : **25 AOUT 1932**
Signature :
Exposition :

La politique allemande

L'affaire des cinq hitlériens condamnés à mort — Attaques racistes contre M. von Papen — Riposte du gouvernement

Sanction contre un professeur pacifiste

M. Gumbel, professeur d'économie politique à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner.

En effet, le ministère de l'Instruction publique des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes. M. Gumbel aurait déclaré que « le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre ».

Extrait de : **PETIT MÉRIDIONAL**
MONTPELLIER
Adresse :
Date : **25 AOUT 1932**
Signature :
Exposition :

LA CRISE POLITIQUE DU REICH

Plusieurs milliers de soldats de l'armée hitlérienne sont groupés autour de la prison de Benthen et demandent la liberté des condamnés

Le professeur Gumbel, pacifiste notoire ne pourra plus exercer

M. Gumbel, professeur d'économie politique à l'Université d'Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet le Ministre de l'Instruction Publique des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes. M. Gumbel aurait déclaré que le monument [redacted] allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre.

Extrait de : **LE TEMPS**
Adresse : RUE DES ITALIENS, 5, IXe
Date : **25 AOUT 1932**
Signature :

Révocation d'un professeur pacifiste

Notre correspondant particulier de Berlin téléphone mercredi matin :

Le ministre de l'instruction publique badois a destitué M. Gumbell, professeur à l'université d'Heidelberg. [redacted] un des militants les plus connus du pacifisme en Allemagne. Il fut souvent en butte à de nombreuses attaques de la part des étudiants et des professeurs. Ceux-ci lui avaient rendu la vie impossible et l'on parlait depuis longtemps de sa retraite.

M. Gumbell, dans sa propagande contre la guerre, ne répugnait pas toujours aux expressions les plus choquantes pour ses adversaires. C'est ainsi qu'il déclara dernièrement que le monument aux morts devrait être une betterave, symbole de la faim et de la misère dont souffrit le peuple allemand. Après ces paroles, prononcées devant des étudiants socialistes, les professeurs de l'université se prononcèrent à l'unanimité pour sa révocation.

Le gouvernement badois, un des rares gouvernements de « pays » qui ne soit pas encore national-socialiste, a cru devoir donner suite à cette demande.

M. Gumbell a l'intention de faire une série de conférences à Paris et en Amérique.

Extrait de : **TRIBUNE DE L'OISE**
BEAUVAIS
Adresse :
Date : **25 AOUT 1932**
Signature :
Exposition :

Toute vérité n'est pas bonne à dire. Un professeur socialiste allemand, M. Gumbel ayant déclaré que le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre a été relevé de ses fonctions. Si on en faisait autant chez nous, mince de bruit !

Extrait de : **RÉPUBLIQUE DE L'ISER**
GRENOBLE
Adresse :
Date : **25 AOUT 1932**
Signature :
Exposition :

La betterave symbole allemand

CETTE IMAGE VAUT AU PACIFISTE GUMBEL QUELQUES ENNUIS

Berlin, 24 août.

M. Gumbel, professeur d'économie po- [redacted] Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'Instruction publique du pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite de l'enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes.

M. Gumbel aurait déclaré que « le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre ».

Extrait de : **FRANCE DU CENTRE**
ORLÉANS
Adresse :
Date : **25 AOUT 1932**
Signature :
Exposition :

La guerre, est-ce une palme ou une betterave ?

Berlin, 23 Août. — M. Gumbel, professeur d'économie politi[redacted] à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'Instruction publique des pays de Bade lui a retiré ses droits, à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes. M. Gumbel aurait déclaré que « le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre ».

Extrait de : **LA HAUTE-LOI**
LE PUY
Adresse :
Date : **25 AOUT 1932**
Signature :
Exposition :

La betterave symbole de la guerre allemande !

M. Gumbel, professeur d'économie politique à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'Instruction publique des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite de l'enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes.

M. Gumbel aurait déclaré que « le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre ».

Straßburg

25-8-32

Werden Köpfe rollen...?

Herr von Schleicher vor schweren Entscheidungen.

«Es werden Köpfe rollen!» Durch diese
Worte hatte Herr Hitler im Verlaufe eines
berühmten Prozesses die Regierungsmetho-
den gekennzeichnet, welche die National-
sozialisten nach der auf legalem Wege er-
folgten Regierungsübernahme einführen
würden. Seitdem ist diese Drohung in den in
Deutschland wütenden politischen Kämpfen
und besonders im Verlaufe der letzten Wahl-
schlacht unzählige Male wiederholt worden.

Hitler hat die Macht allerdings nicht über-
nommen, sondern sich damit begnügt, sie zu
verlangen; er hat ausserdem den Wunsch
ausgedrückt, dass die Reichswehr die Füh-
rer seiner Sturmtruppen grüssen solle, aber
er ist nicht auf Berlin marschiert. An Stelle
des von dem Naziführer versprochenen
Triumphmarsches haben die nationalsozia-
listischen Truppen eine ganze Reihe terro-
ristischer Attentate ausgeführt. Sie haben
sich nicht damit begnügt, wie in Königsberg
kommunistische Führer bestialisch zu er-
morden, sondern sie haben sogar ganz un-
bedeutende Mitglieder der extremen Links-
partei niedergeschossen.

In der Art dieses Vorgehens finden wir
eine Methode der ersten Nachkriegsjahre
wieder. Schon damals versuchte die deutsche
Reaktion, alle ihr lästigen Persönlichkeiten
zu beseitigen. Es handelt sich hier um keine
leere Behauptung, denn der Professor Gum-
bel, der auf Verlangen der Nazis seines Lehr-
amtes an der Heidelberger Universität ent-
hoben worden ist, hat ein in Frankreich lei-
der nicht genügend bekanntes Buch ver-
öffentlicht, in welchem er eine planmässige
Aufstellung der politischen Verbrechen vor-
nimmt und zu gleicher Zeit feststellt, dass
die grosse Mehrheit dieser Morde unbestraft
geblieben ist. Dieses Buch, welches den Titel
«Verräter verfallen der Feme» trägt und
dessen französische Uebersetzung 1929 unter
dem Titel «Les crimes politiques de 1919 à
1929» erschien, ist nicht nur eine aufsehen-
erregende Enthüllung, sondern gleichzeitig
eine furchtbare Anklage gegen die dunklen
Methoden, die im republikanischen Deutsch-
land möglich waren, und durch welche bis
zum Tode Rathenaus 367 politische Morde
begangen werden konnten, ohne dass die
Schuldigen jemals ernsthaft beunruhigt wor-
den wären.

Zu einer Zeit, in welcher Herr Gumbel das Opfer der Intrigen seiner Todfeinde geworden ist und im Ausland Schutz suchen muss, ist sein Buch eine der schwersten Anklagen seit dem «vorläufigen» Sturz des Kaiserreiches.

Jetzt sind auf Grund der von den Herren von Schleicher und von Papen erlassenen drakonischen Verordnungen fünf Nazis zum Tode verurteilt worden. Man kennt den Text des von Herrn Hitler persönlich eingelegten Protestes. Eine heftige Aufregung herrscht in allen seinen Sturmtruppen, aufruhrartige Vorgänge haben sich in Beuthen ereignet und in der nationalsozialistischen Presse erscheinen pathetische Aufrufe zu Gunsten der zum Tod Verurteilten, deren an einem «Pollacken» begangenen Mord in den Augen der Völkischen ein Beweis patriotischer Gesinnung darstellt.

Die deutsche Linkspresse ist der Ansicht, dass die Beuthener Mörder trotz der unerhörten Grausamkeit und Feigheit ihres Verbrechens begnadigt werden sollten. Diese Auseinandersetzungen beweisen die unglaubliche Verrohung, sowie den Tiefstand des politischen Lebens in Deutschland. Es handelt sich hier nicht mehr um den Kampf der Meinungen und Ueberzeugungen, sondern nur um Blut. Beim Lesen der Berichte über diese sich täglich wiederholenden Mordszenen glaubt man, in den Anfang des Mittelalters zurückversetzt zu sein oder sich einer Horde Wilder gegenüber zu befinden.

Welchen Entschluss wird die preussische Regierung fassen? Wird sie dem Druck der Nazis nachgeben und die Verurteilten begnadigen? Jeder stellt sich diese Frage, deren Antwort für die weitere Entwicklung des Reiches ausschlaggebend ist. Wenn die Regierang nachgibt, ist ihre Autorität endgültig vernichtet. Es handelt sich nicht mehr um ein juristisches oder moralisches Problem, sondern nur um eine Kraftprobe.

Der Gedanke, dass vielleicht «fünf Köpfe rollen werden», ist allerdings für Leute mit schwachen Nerven nicht angenehm. Vielleicht wird jetzt die Stunde schlagen, in welcher diejenigen, die Wind gesät haben, Sturm ernten werden.

General von Schleicher schlägt die entscheidende Schlacht. Wird er sie gewinnen?

Jean Knittel.

Straßburg Neueste Nachrichten

25.8.32.

55. Jahrg. - Zweites Blatt - Nr. 235

Der Fall Gumbel.

Der Professor für Statistik und höhere Mathematik an der Universität Heidelberg, Dr. E. J. Gumbel, den jetzt die Reaktion zur Strecke gebracht hat, nachdem vier gleichartige Versuche, den tapferen Mann aus seinem Lehramt zu bringen, gescheitert waren, gehört seit länger als einem Jahrzehnt zu den bestgehassten Männern in Deutschland. Gumbel hat zuerst im Jahre 1920 die Statistik der in Deutschland verübten politischen Morde veröffentlicht und er hat seine Arbeit im Jahre 1922, bis auf den neuesten Stand ergänzt, unter dem Titel «Vier Jahre Mord» neu herausgegeben. Er hat damals 360 einwandfreie Morde registriert und jedem einzelnen Fall die unanfechtbare Tatbestands-Schilderung an die Seite gestellt. Gumbel hat sich in keinem Falle auf vielleicht oberflächliche oder irreführende Berichte verlassen, sondern hat, häufig unter ernster Gefahr für Leib und Leben, den Tatumständen bis ins letzte Motiv nachgespürt. Im Jahre 1922 musste der Reichsjustizminister Radbruch in einer umfangreichen Denkschrift, der amtliche Berichte, die von den Staatsanwaltschaften eingeholt waren, zugrundelagen, zugeben, dass Gumbels Darstellung der politischen Mordtaten in Deutschland bis ins letzte zuverlässig war.

Gumbel hat auch das sehr ausgebildete System der Strafloshaltung der Mörder eingehend beleuchtet. Dafür haben ihm die Schuldigen und ihre Helfer mit einem Hass ohnegleichen gedankt. Seit Jahren schon wurde gegen den Gelehrten eine Hetze betrieben, die ihn brotlos machen sollte. Morddohungen gegen Gumbel konnten öffentlich ausgesprochen werden, ohne dass eine Behörde gegen die frechen Verbrecher einschritt. Selten genug ist es überhaupt zu einem Ermittlungsverfahren gekommen.

Gumbel liess sich durch nichts in der Erfüllung seiner auf die Erhaltung des Friedens und damit auf die Denunziation der heimlichen Rüstungen und der heimlichen Rüster und Mörder gerichteten Bestrebungen hindern. Auch sein dokumentarisch vollkommen fundiertes, letztes Buch («Verräter verfallen der Feme» von E. J. Gumbel, B. Jacob und E. Falck; Malik-Verlag, Berlin, 1929), in dem er die Geschichte der schwarzen Reichswehr und ihrer Fememorde darstellte, machte ihm neue, erbitterte Feinde. Die Fememörder, die nun wieder längst in Freiheit waren und von der Nazipartei parlamentarische Mandate erhalten hatten, hetzten öffentlich gegen den Mann, der sich nicht gescheut hatte, einen Mord — Mord zu nennen.

Die Universität Heidelberg und ihr Senat haben jetzt öffentlich erklärt, dass für einen solchen Mann kein Platz mehr auf dem Katheder einer deutschen Hochschule ist. Der eingeschüchterte Zentrumsminister von Baden hat vor den Nazikrawallen kapituliert.

Aber Gumbel wird dadurch nicht von seiner Lehrtätigkeit losgerissen werden können. Das Institut Henri Poincaré an der Sorbonne hat den deutschen Gelehrten eingeladen, im Wintersemester in Paris Vorlesungen zu halten.

Und Gumbel wird sicherlich auch eines Tages in Deutschland wieder den Platz einnehmen dürfen, der seiner wissenschaftlichen und politischen Bedeutung gebührt.

Fränkischer Kurier | Neue Freie Presse
Nürnberger Zeitung | WUPPERTAL-ELBERFELD Generalanzeiger
ROSTOCK Rostocker Anzeiger | ZÜRICH Neue Züricher Nachr.

Gumbel

25.8.32

Es hat lange gedauert, bis dem außerordentlichen Professor an der Heidelberger Universität, Gumbel, der Lehrauftrag entzogen wurde. Fast ein Jahrzehnt hindurch hat Gumbel immer erneut Unfrieden gestiftet. Es schwebte schon einmal ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats gegen ihn, das freilich aus Gründen, die der Oeffentlichkeit nicht bekanntgegeben wurden, im Sand verlief. Gumbel war es, der dann in einer Versammlung von dem „Felde der Unehre“ sprach, auf dem die Krieger gefallen seien. Es wurde damals ein Disziplinarverfahren gegen ihn eingeleitet, das zu dem Urteil kam, daß Herrn Gumbels Persönlichkeit unerfreulich sei, aber mit Rücksicht auf eine angebliche Gefährdung der Lehrfreiheit wurde Gumbel nicht bestraft. Die badische Regierung hielt ihre Hand schützend über ihn, ja, sie brachte es fertig, im Jahre 1930 den Privatdozenten Gumbel zum außerordentlichen Professor zu ernennen.

Erst die im Mai dieses Jahres gebrauchte Aeußerung, für ihn sei das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nur eine riesengroße Kohlrübe, schlug endlich dem Faß den Boden aus. Auf Antrag der zuständigen Stellen der Universität entschloß sich das badische Innenministerium, die Folgerungen zu ziehen, die es schon längst hätte ziehen müssen. Aber auch das geschah erst, nachdem Gumbels Aeußerung öffentliche Unruhe und lebhafte Auseinandersetzungen mit der Studentenschaft hervorgerufen hatte, in denen sich die Bürger Heidelbergs entschieden auf die Seite der Studenten gestellt hatten.

NEW YORK TIMES
25 AUG 1932

OUSTED EDUCATOR BLAMES NAZI TRICK

Gumbel Says Students Slipped Into Closed Meeting and Falsely Reported Speech.

SEES REPUBLIC IN DANGER

Former Heidelberg Professor Fears Accession of Hitler to Power Would Mean "Slaughter."

Special to THE NEW YORK TIMES.

ITHACA, N. Y., Aug. 24.—Enmity aroused among the Hitlerites by Professor Emil Gumbel's anti-Fascist writings was the explanation advanced here today by the German educator for his dismissal from the faculty of the University of Heidelberg.

He branded as "absolutely false" the pretext on which he was ousted yesterday from the teaching position he had held for nearly ten years. He was accused of having offended patriotic sentiment with a statement before a student political meeting that "a turnip is better than a war monument, than a statue adorned by scantily clad ladies." He denied saying this.

He said three Nazi students came unbidden to a closed political meeting of students which he was addressing on May 27 and subsequently started the move to have him dismissed with false testimony.

Professor Gumbel, who is attending the Sixth International Congress of Genetics at Cornell University, dates the antagonism back to books which he published to prove that "Fascists are murderers." In those books he cited 300 killings and submitted evidence to support his contention that they were committed by Fascists to rid themselves of enemies. "The government," he said, "later gave an official report, stating that my facts were nearly all true."

"One doesn't become popular by saying that a popular policy will lead a country to catastrophe," he commented, "especially if events have shown it to be true."

Professor Gumbel denied that he was a Bolshevik. "There is no question that I am a pacifist," he said. "The war made me that. And I am decidedly an anti-Fascist. I am in favor of the republic and peace and the welfare of the working class. I consider the republic is in danger from fascism. If Hitler ever comes into power, there will be a terrible slaughter."

[Auss]CHNITT VOM: 25. AUG. 1932
The Times, London

A PACIFIST PROFESSOR

DISMISSAL FROM HEIDELBERG POST

FROM OUR OWN CORRESPONDENT

BERLIN, AUG. 23

The political axe which has been so freely wielded of late has now reached Dr. Gumbel, of Heidelberg University, a resolute and unrepentant pacifist who has fought a lonely fight for his convictions for 14 years or more and has now fallen victim to the unremitting hostility of the Right, and has been dismissed. The Professor, who is now on a lecture tour in America, has announced his intention of combating the Baden State Government's decision.

There has been a permanent *Affaire Gumbel* at Heidelberg since 1919, but although investigations, inquiries, and complaints followed hot on one another and the Faculty credited Dr. Gumbel with "questionable views and an unpleasant personality," he always emerged victor, and in 1930 was even nominated Professor Extraordinary at the University.

Apart from his books and writings, an unfortunate reference to "the field of dishonour" made Dr. Gumbel his most implacable enemies. Quite recently he was credited with having said that for him the symbol of war "was not a lightly clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip," and this remark, which in other surroundings might have been passed over with a tolerant smile, led to disturbances at Heidelberg, where most of the students are under Nazi influence.

25.8.32
ITHACA JOURNAL-NEWS, THU[RSDAY]

Teacher Ousted by Heidelberg Blames Enmity of Hitlerites; Is Attending Genetics Congress

Enmity of the Hitler faction in Germany toward him was blamed here today for his dismissal from a professorship in the University of Heidelberg, by Prof. Emil Gumbel, who is attending the International Congress of Genetics at Cornell.

Professor Gumbel absolutely denied that he ever made the statement attributed to him, which was used as a pretext for discharging him, namely that "a turnip is better than a war monument; than a statue adorned by scantily clad ladies."

The German fascists have hated him for a long time, Professor Gumbel believes, and Heidelberg students in sympathy with the Nazi movement have long been plotting to have him ousted. The antagonism began, he asserted, when some years ago he published books to prove that "fascists are murderers."

The Baden ministry of education voted dismissal of Professor Gumbel, who has been a teacher of statistics at Heidelberg for nearly 10 years, on Tuesday. He said that Nazi students testified to the alleged statement, which was considered an affront to patriotic sentiment. The professor heard of the action after his arrival in Ithaca, although he had anticipated it before leaving Germany.

Will Go to Sorbonne

He will lecture in the United States, and plans to spend the winter at the Sorbonne in Paris.

Professor Gumbel was reading news dispatches of the latest developments in the German political situation, when an interviewer found him in the reading-room of Willard Straight Hall. He is a man of middle age, dark, with high intellectual forehead surmounted by a mass of iron gray hair. In manner and appearance, he reminds one a little of Dr. John Erskine.

"There is no question I am a pacifist," he began. "But the statement made against me is absolutely false. I was speaking at a closed political assembly of students on May 27 when three Nazi students entered the room. We should have asked them to leave then. They went out and reported that I made the remark on which I was dismissed."

The university administration at Heidelberg is "afraid of the students," he charged, and does not dare oppose a popular move. Adolph Hitler has a large following among students, he said, as he does among the unemployed working classes. "One doesn't become popular by saying that a popular policy will lead a country to catastrophe, especially if events have shown it to be true."

Hitler "Terrorism"

The Hitlerites marked Professor Gumbel as an enemy, he said, when several years ago he wrote books listing some 300 murders, with evidence to prove that they were committed by fascists to rid themselves of political enemies. "Of course, they have murdered many more since then," he observed. The government later issued a report to the effect that nearly all of Professor Gumbel's statements were true, he claims.

The ousted educator maintains that Hitler's influence is based on terrorism, and likened the German fascists to the American gangsters, with the difference that "the fascists do not kill each other—they kill only their political enemies." If Hitler should come into power, which Mr. Gumbel doubts, "there will be a great slaughter," he said.

he said, "because it has no deputies. There is no such thing as parliamentary government in Germany." He said the Junkers—the wealthy land-owning class of Prussia—are determined to keep the upper hand over the working classes.

His dismissal from the University of Heidelberg is no reflection against his teaching, Professor Gumbel maintained. "Even my greatest opponents have never accused my teaching, or said that I used the classroom to spread my pacifistic doctrines."

Although, primarily a statistician with particular emphasis on mathematical statistics, Professor Gumbel classifies also as a geneticist, for his statistical interest in biological science. He is on the program of the congress at Cornell for a paper on "Biological Life Tables."

"I am against terrorism," he said. "I am in favor of the republic, and peace, and the welfare of the working classes. I am distinctly not a bolshevist. I am against war. The World War made me a pacifist. All thinking people ought to be against war."

The professor believes the Hitler movement has gone as far as it can. "He won't win the Catholics, or the workers, or the Social Communists, or the conservatives of the German Nationalist party," Professor Gumbel contended. "I believe the Junkers will keep control. They want to use Hitler's faction, but they don't want Hitler to be in power."

A "Savior," Not a Politician

With regard to Adolph Hitler himself, Professor Gumbel said: "He is not a man of high intellect. He has no practical political capacities. But he is a good organizer and has a large army behind him financed by big industry and the Junkers. To his followers, he is not a political leader but a savior. Their loyalty to him is a religion with them.

"Hitler can never become another Mussolini. That is proved by the fact that, when President Hindenburg offered him the chancellorship recently, he declined and asked instead for a dictatorship. A Mussolini does not ask; he takes."

Professor Gumbel believes that "the Kaiser's Germany is reappearing." He said: "The forces that made the World War are at work all over again. But I don't think the danger of another war is imminent." The German republic is in real danger from fascism, however, he thinks.

As for the five Nazis who have recently been sentenced to death, the professor said there is no doubt of their guilt. "They entered the bed-chamber of a Communist and murdered him in his bed. If the government does not carry out the sentence, it will be admitting the power of Hitler. I doubt if the men are ever executed."

Economic Recovery, Best Hope

The best hope for Germany in its present disturbed condition, he declared, is economic recovery. He thinks a large share of Hitler's support would melt away if they were put back to work. "Some political measures could be taken now to alleviate the situation, but a government composed of former imperialistic forces is not likely to take them."

"The present government [illegible] never be defeated by an ele[illegible]

Jewish Daily Bulletin

Thursday, Aug. 25, 1932.

Nazis Succeed in Compelling Ouster of Professor Gumbel, Noted Jewish Pacifist

Nazis Had Long Trained Battle Against Gumbel for Exposure of Nazi Terrorism and Militarism

(Jewish Telegraphic Agency)

HEIDELBERG, Aug. 24 — Adolph Hitler's National Socialists brought to a successful close yesterday a long battle against Professor Emil J. Gumbel, prominent pacifist, against whom its anger was directed because he is a Jew.

Professor Gumbel, an authority on political economy, was named professor extraordinary at the University of Heidelberg by the Socialist Ministry of Baden in 1930. Through the period of his affiliation with the university he has been the target of attack by the Nazis and Nazi student demonstrations were frequent against him.

Professor Gumbel, in a number of books written after the war, compiled extensive data to show how the National Socialists abused and even murdered their political opponents, notably the republicans, and escaped punishment.

The order of ouster was issued by the Minister of Education of Baden, complying with the request of the Senate and Philosophical Faculty of Heidelberg, which conducted an investigation into his political utterances.

Professor Gumbel is also responsible for the exposing of the organizing of semi-secret National military organizations.

A Nazi deputy speaking at a meeting of the Nazi students at the Heidelberg Town Hall as recently as this summer, just before the July 31st Reichstag elections, exclaimed: "Let us see to it that on July 31, the foundation stone of a German state is laid in which Gumbel shall be no more. The Gumbel can be buried and not lilies but turnips shall be planted on his grave."

Professor Gumbel's views against war have a warm adherent in Professor Albert Einstein.

From Telegram Bridgeport Conn

AUG 26 1932

OUSTED PROFESSOR BLAMES HITLERITES

ITHACA, N. Y., Aug. 25.—(By Associated Press) Prof. Emil Gumbel, dismissed from his Heidelberg University professorship since he came here to attend the International Congress of Genetics, today blamed the Hitlerites for his ouster.

Prof. Gumbel denied he had ever made a statement attributed to him which was made the reason for discharging him. He was accused of saying "a turnip is better than a war monument."

The professor said the German Fascists had long hated him because he had published a book some years ago to prove that "Fascists are murderers."

He plans to lecture in the United States, and to spend the winter at the Sorbonne in Paris.

„ Dresdner Neuste Nachr. | „ Frankfurter Zeitung

Gumbel erhebt Einspruch. 26.8.32.

Professor Gumbel, der augenblicklich in New York weilt, hat, wie ein Berliner Blatt meldet, gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums, durch die ihm die venia legendi entzogen wurde, beim Gesamtministerium Einspruch erhoben.

Rhein-Mainische Volkszeitung

Frankfurt a. M.

Ausschnitt aus der Nummer vom: 26. AUG. 1932

* **Der Fall Gumbel.** Das badische Unterrichtsministerium hat auf einstimmigen Antrag des engeren Senates und des Untersuchungsausschusses der Universität Heidelberg dem außerordentlichen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Professor Gumbel vertrat einen radikalen Pazifismus, und setzte sich dadurch schwersten Angriffen, insbesondere von nationalsozialistischer Seite, aus. Gumbel, der sich zur Zeit auf Einladung des „Institute of Education" in Neuyork aufhält, hat von dort aus bei dem badischen Gesamtministerium Einspruch gegen die Entscheidung des Kultusministeriums erhoben.

AUSSCHNITT VOM: 26. AUG. 1932

Der Jungdeutsche, Berlin SW 68

Gumbel und die Hochschulreform

Die Enthebung des außerordentlichen Professors der Universität Heidelberg, Dr. Gumbel, von seinem Lehramt, die durch den Senat der Universität erfolgte, hat **grundsätzliche Bedeutung.** Gumbel eregte mehrfach peinliches Aufsehen dadurch, daß er seine pazifistische Ueberzeugung in Worte kleidete, die **eine Beleidigung des deutschen Volkes und eine Würdelosigkeit ohnegleichen** darstellten. Schon im Jahre 1924 mußte sich das Reichsgericht mit einer Broschüre Gumbels beschäftigen, die den Titel „Verschwörer" trug. Es fand damals ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats statt, das aber niedergeschlagen wurde. Zu gleicher Zeit schwebte ein Disziplinarverfahren ggen Gumbel, weil er in einer Versammlung vom **„Felde der Unehre"** gesprochen hatte, auf dem die deutschen Frontsoldaten gefallen seien. Auch diese Untersuchung wurde eingestellt, weil die Fakultät der Universität der Auffassung war, daß die **Lehrfreiheit nicht gefährdet werden dürfe.** Nun hat im Mai dieses Jahres dieser eigenartige Professor vor sozialistischen Studenten die Wendung gebraucht: „Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkriege nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe." Gumbel hat zwar versucht, diesen Ausdruck abzuschwächen, aber die Entziehung des Lehrauftrages zeigt, daß die Universität Heidelberg ihn denn doch für ungeeignet hält, sein Amt weiterzuführen. **Die grundsätzliche Entscheidung, die in dieser Stellungnahme der Universität liegt, steht in enger Verbindung mit der notwendigen Hochschulreform überhaupt.** Die Freiheit der Forschung ist eine selbstverständliche Voraussetzung der Wissenschaft überhaupt. Diese Forschungsfreiheit ist allerdings heute eingeengt durch die Festlegung von Methoden, die als wissenschaftlich bezeichnet werden und die anderen Arbeitsmethoden gegenübergestellt werden, die man als unwissenschaftlich ansieht. **Die Professoren unserer Universitäten leiden darunter, daß sie zwei Aufgaben gleichzeitig zu erfüllen versuchen.** Ueberwiegend sind unsere Hochschulprofessoren forschende Wissenschaftler. Das Lehramt selbst tritt in den Hintergrund. **Zum Lehramt gehört Charakter und Haltung, zur wissenschaftlichen Forschung nicht.** Die Berufung an eine Universität geht heute noch zu oft von dem Gesichtspunkt aus, welche wissenschaftliche Leistung der zu Berufende vollbracht hat. Die Charakterprüfung sollte aber entscheidend sein. Es versteht sich dabei am Rande, daß der, zu berufende Professor in seinem Fachgebiet beschlagen sein muß. **Ein Hochschullehrer hat schließlich nicht nur die Aufgabe, den Studierenden die Ergebnisse der Forschung eines Fachgebietes zu vermitteln, und ihnen die Forschungsmethoden nahezubringen, sondern auch die, der menschliche charakterliche Führer seiner Hörer zu sein.** Gegen diese Pflicht ist leider vielfach verstoßen worden, zum mindesten wurde sie oft vernachlässigt. **Eine Hochschulreform müßte, was den Lehrkörper der Universitäten angeht, eine Zweiteilung zwischen den eigentlichen forschenden Wissenschaftlern und den Lehrenden vornehmen.** Gewiß verbindet sich eins mit dem anderen, aber der einzelne Professor muß selbst entscheiden, ob er sich mehr der Forschung oder mehr dem Lehramt zuwenden will. Dementsprechend muß auch die Auswahl durch die Fakultäten und die Universitätsbehörden erfolgen. Ein Hochschullehrer, der seine Würde so weit verliert wie Gumbel, und der so wenig wie dieser Mann geeignet ist, seinen Studenten als Mensch ein Vorbild zu sein, muß vom Lehramt entfernt werden können, auch ohne daß solche bestimmten Anlässe vorliegen, wie sie im Fall Gumbel gegeben sind. **Die deutsche Hochschule hat in erster Linie die Aufgabe, geeignete Menschen zu Führern des deutschen Volkes zu erziehen,** und erst in zweiter Linie fällt ihr die Pflicht zu, wissenschaftlich besonders geeignete junge Menschen in den Methoden und Ergebnissen der wissenschaftlichen Forschung so zu schulen, daß die Weiterentwicklung der Wissenschaft gewährleistet wird. **Mit der sogenannten Lehrfreiheit ist von den Universitäten selbst oft ein ungerechtfertigter Kult getrieben worden.** Lehrfreiheit ist leider nicht selten in Charakterlosigkeit herübergeglitten. Jede Lehre setzt voraus, daß sie ernsthaft betrieben und nachhaltig begründet wird. **Lehrfreiheit ist nur dann möglich, wenn die Ueberzeugung anderer geachtet wird.** Gumbel hat dagegen verstoßen und sich gescheut, die tiefer begründete ernsthafte Ueberzeugung anderer herabzusetzen. Es ist zu wünschen, daß die Stellungnahme des Senats der Universität Heidelberg im Falle Gumbel dazu führt, daß die Fragen der Hochschulreform nach neuen Gesichtspunkten erörtert und ihrer Lösung entgegengeführt werden.

The

Nr. 199 Freitag, den 26. August 1932

Karlsruher Zeit[ung]

Badischer Staatsanzeig[er]

Der Fall Gumbel

(Mitteilung der badischen Unterrichtsverwaltung)

Über die Gründe, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung des Professors Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg führten, wird von der Unterrichtsverwaltung mitgeteilt:

Der bestimmungsgemäß an der Universität Heidelberg über den bekannten Vorfall eingesetzte Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Professor Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Heim der sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag über „Krieg und Arbeiterbewegung", nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges sich dahin geäußert habe, „daß angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe."

Nach Auffassung des Untersuchungsausschusses war diese Äußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden aufs tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei die Tatsache ins Gewicht, daß die jetzige Äußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe, wie die allgemein bekannte, von Professor Dr. Gumbel selbst zugegebene Äußerung von 1924 (Feld der Unehre).

Mit der getanen Äußerung habe Professor Dr. Gumbel aufs neue bewiesen, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung von heilig zu haltenden Empfindungen zu vermeiden. Auch wenn es nicht in der Absicht des Redners gelegen gewesen sei, die Gefallenen herabzusetzen, so sei die Aussage als solche doch ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen. Die Äußerung Gumbels bekomme ein besonderes Gewicht dadurch, daß es sich um eine Wiederholung des Falles von 1924 handle. Auch damals habe Professor Dr. Gumbel aufs schwerste die nationalen Empfindungen verletzt. Der verhängnisvollen Neigung, polemisch zugespitzte Formulierungen in ironisierender Tonart vorzutragen, ohne der von ihm abgelehnten Gesinnung mit wirklichem Ernst gegenüberzutreten, entspringe auch die Äußerung von 1932. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Professor Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete, und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Äußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend wirken und die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern.

Die Philosophische Fakultät habe sich im Jahre 1925 aus besonderen Gründen zur Einstellung des Verfahrens veranlaßt gesehen, trotzdem ihr Urteil über die Persönlichkeit des Angeschuldigten schon damals eigentlich alle Voraussetzungen für eine Entziehung der venia legendi enthalten habe. Nachdem sich im vorliegenden Falle die damalige Haltung Gumbels in ähnlicher Form wiederholt habe, seien die Gründe, welche die Philosophische Fakultät damals zur Einstellung des Verfahrens veranlaßt hätten, hinfällig geworden. Nicht die politische Überzeugung, sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen. Nicht eine einmalige Entgleisung liege vor, sondern es habe sich gezeigt, daß die Vorfälle der vergangenen Jahre so tief in der nicht mehr wandelbaren Anlage der Persönlichkeit Gumbels begründet seien, daß auch die ernste und nachdrückliche Warnung, die ihm seinerzeit zu Teil geworden sei, eine Wiederholung nicht zu verhindern vermocht habe. Auf Grund dessen hat der Untersuchungsausschuß erklärt, daß die Voraussetzungen der Entziehung der Lehrberechtigung vorliegen.

Dieser Stellungnahme des Untersuchungsausschusses ist auch die Philosophische Fakultät der Universität Heidelberg und der Engere Senat der Universität beigetreten.

An der Richtigkeit der tatsächlichen Feststellungen des Untersuchungsausschusses in den wesentlichen Punkten hatte die Unterrichtsverwaltung, nachdem zwei der Hauptbelastungszeugen ihren Aussagen unter Eid erhärtet hatten, keinen Zweifel. Sie hat sich in der Wertung des Tatbestandes der Beurteilung des Untersuchungsausschusses angeschlossen unter der besonderen Hervorhebung des Umstandes, daß Anlaß zum Einschreiten nicht der Inhalt, sondern die Form der Äußerung gegeben hat. Es sei kein Zweifel, daß die sarkastische Gegenüberstellung, wie sie die Äußerung enthalte, tief verletzend auf alle diejenigen wirken müsse, die in ihrer Vorstellungs- und Gefühlswelt das Gedenken an den Krieg nicht loslösen können und wollen von dem Gedenken an die heldenhaften Leistungen der deutschen Wehrmacht und an die zahlreichen Kämpfer, die ihre Treue gegenüber dem Vaterland mit dem Tod besiegelt haben. Heldentum und Opfertod im Kriege bilden für das vaterländische Empfinden einen geheiligten Bezirk, dem sich niemand und vor allem nicht derjenige, der an verantwortungsvoller Stelle zur deutschen Jugend spreche, ohne ehrfurchtsvollen Ernst nähern solle. Daß Gumbel es hieran habe fehlen lassen, bilde die Verfehlung des Angeschuldigten.

Das Unterrichtsministerium hat ferner, wie der Untersuchungsausschuß darauf abgehoben, daß die verletzende Wirkung der beanstandeten Äußerung und die Erregung, die sie ausgelöst hatte, nur verständlich sei auf Grund der im Jahre 1924 gefallenen Bemerkung vom „Feld der Unehre" und daß diese frühere Entgleisung bei der Beurteilung des Falles nicht unberücksichtigt bleiben könne. Die Entscheidung hat andererseits die wissenschaftliche Qualifikation des Professors Gumbel hervorgehoben und seine Überzeugungstreue. Diese für Professor Gumbel sprechenden Momente konnten aber die ihn belastenden Umstände nicht aufwiegen. Der Unterrichtsminister kam daher zu der Entscheidung, daß Professor Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordern, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei.

Ausschnitt vom: 26. AUG. 1932

Die Menschenrechte, Berl.

Zum neuen Fall Gumbel

Erklärung von Professor Gumbel.

Innerhalb eines Vortrags von nahezu zwei Stunden versuchte ich den Jungen von heute die prinzipielle Fragestellung, die Lage von 1914—18 und heute zu erklären. Aus einem solch großen Gebiet werden nun zwei Zeilen konstruiert, aus dem Zusammenhang gerissen, entstellt, und es wird dabei auf die Unerfahrenheit derer gerechnet, welche die materielle Situation der schreckerfüllten Kriegszeit nicht verstehen können, und auf den bösen Willen derer, die die Ablehnung einer Verklärung mißverstehen wollen.

Der konstruierte Satz ist von mir überhaupt in dieser Form nicht gesagt worden. Dies kann gar nicht der Fall sein, denn er ist inhaltsleer, die mir unterstellte Bezeichnung des Kriegerdenkmals als Kohlrübe ganz sinnlos. An den genauen Wortlaut der betreffenden Stelle vermag ich mich nach über 14 Tagen nicht mehr zu erinnern. Ein Manuskript existiert nicht. Meine Notizen enthielten keinen solchen Hinweis. Kein Diskussionsredner ist auf diesen Punkt eingegangen. Ich vermag daher heute nur darauf hinzuweisen, welche Gedankengänge ich in diesem Punkte vertreten habe. Danach dürfte ich — und zwar durchaus gelegentlich — darauf hingewiesen haben, daß in jener Zeit, die ich im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht habe, der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl wurde und daß deswegen die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen als Symbol, als Denk-Mal des Krieges adaequat ist. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannte, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versucht die spätere Zeit, seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern, auch durch Denkmäler, zu verklären.

Niemand von den Anwesenden hat an diesen Ausführungen irgend einen Anstoß genommen. Trotzdem hat man Gumbel die Lehrberechtigung entzogen!

Einladung Gumbels zu Gastvorlesungen nach Paris

Das der naturwissenschaftlichen Fakultät der Universität Paris angegliederte mathematische Institut, Henri Poincaré, hat Professor Gumbel zu sechs Gastvorlesungen im Winter 1932/33 eingeladen. Er soll dort über Probleme der mathematischen Statistik lesen, ein Fach, in dem er als Autorität gilt. Solche Einladungen sind bisher nur an zwei deutsche Mathematiker ergangen. Als Einstein als erster Deutscher nach dem Kriege dort sprach, war dies ein großes Ereignis für die französische Wissenschaft und für die Wiederherstellung der internationalen wissenschaftlichen Beziehungen. Diese Berufung an die gerade in der Mathematik berühmte Universität Paris stellt eine große Anerkennung der wissenschaftlichen Arbeiten Gumbels (und damit einen etwas objektiveren Beitrag zu seiner Gesamtpersönlichkeit als die Behauptungen der Heidelberger Nationalsozialisten) und gleichzeitig eine Ehrung der Universität Heidelberg, zu der er gehört, dar.

Außerdem hat Professor Gumbel eine Einladung nach Amerika für mehrere Monate erhalten. Er weilt zur Zeit in den Vereinigten Staaten von Amerika, um dort Vorträge zu halten.

Mainzer Anzeiger, Mainz

26.8.32.

Der Abschluß einer unwürdigen Angelegenheit.

Heidelberg, 24. Aug. (Eigenbericht des „M. A.")

Das badische Kultusministerium hat nach Abschluß einer neuen Untersuchung gegen den außerordentlichen Professor Dr. Gumbel, der in Heidelberg Statistik las, endlich beschlossen, diesem Hochschullehrer, dessen vielfache Aeußerungen einmütige Proteste des nationalen Deutschland hervorgerufen hatten, die Lehrberechtigung an der Universität zu entziehen. Dieser Beschluß erfolgte auf Grund eines einstimmigen Antrages der Philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Ruperta Carola. Professor Gumbel ist mit sofortiger Wirkung nicht mehr Dozent der Universität und wird jedenfalls seine Vorlesungen nicht wieder aufnehmen.

Professor Gumbel hat seit Jahren durch seine Aeußerungen das deutsche Nationalgefühl insbesondere der Studentenschaft aufs äußerste verletzt. Er hat es bekanntlich fertiggebracht, davon zu sprechen, die deutschen Krieger seien im Weltkriege „auf dem Felde der Unehre" gefallen. Er hatte sich ferner zu der Aeußerung verstiegen: „Für mich ist das Denkmal des deutschen Soldaten im Weltkrieg nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine riesengroße Kohlrübe". Er hat diese und ähnliche Aeußerungen nicht etwa im privaten Kreise, sondern in öffentlichen Versammlungen getan und damit selbstverständlich eine grenzenlose Empörung nicht nur in Kreisen der Studentenschaft, sondern in ganz Deutschland hervorgerufen.

Die Vorgeschichte des „Falles Gumbel" begann bereits vor etwa zehn Jahren. Im Jahre 1924 hatte Gumbel eine Broschüre unter dem Titel „Verschwörer" veröffentlicht, die ihm ein Ermittlungsverfahren wegen Landesverrats eintrug. Gleichzeitig schwebte gegen ihn ein Disziplinarverfahren, das die akademischen Behörden wegen der Aeußerung vom „Felde der Unehre" angestrengt hatten. Während das Reichsgericht das Verfahren wegen Landesverrats aus unbekannten Gründen einstellte, wurde das Disziplinarverfahren auf Grund eines Beschlusses der philosophischen Fakultät gleichfalls niedergeschlagen. Allerdings bescheinigte die Fakultät zugleich diesem Hochschullehrer eine „anfechtbare Gesinnung". Trotzdem konnte aber Gumbel seine Tätigkeit in Heidelberg unangefochten fortsetzen, wobei er 1930 sogar zum außerordentlichen Professor befördert wurde. Die Studentenschaft erhob lebhafte Proteste gegen diese Auszeichnung Gumbels. Es geschah jedoch nichts, bis auf Maßregelungen der-

jenigen Studenten, die sich öffentlich gegen das unwürdige Benehmen des Professors ausgesprochen hatten.

Das Wort von der „Kohlrübe“ endlich führte dazu, daß weitere Kreise der Oeffentlichkeit sich mit der Persönlichkeit dieses Hochschullehrers an einer deutschen Universität zu beschäftigen begannen. Nach wochenlanger Untersuchung dieses Falles haben die Universitätsbehörden endlich energisch eingegriffen und Gumbels Absetzung verlangt.

Dieser Hochschulskandal um Professor Gumbel beleuchtet im übrigen blitzartig verschiedene äußerst bedauerliche Tatsachen. Nicht nur, daß Gumbel etwa zehn Jahre Hochschulprofessor sein konnte, sondern daß er auch heute noch, wie die Presse zu berichten weiß, als deutscher Professor in Amerika Vorträge hält und die Absicht haben soll, an der Pariser Sorbonne gleichfalls Gastvorlesungen zu halten. Zugleich aber nehmen gewisse Kreise auch heute noch Stellung für Gumbel, der in seiner Eigenschaft als Hochschuldozent übelste parteipolitische Agitation getrieben hat und dabei das Andenken der im Weltkriege Gefallenen herabzusetzen suchte.

Es wäre an der Zeit, heute nicht nur in den Innenministerien Säuberungsaktionen vorzunehmen, sondern auch an die Kultusminister die ernste Mahnung zu richten, an den Universitäten keine Dozenten mehr zu dulden, denen das Nationalgefühl abgeht und die sich nicht schämen, öffentlich Dinge zu sagen, die im gesamten Deutschland größte Empörung erregen.

AUSSCHNITT VOM: 26. AUG. 1932

Kieler Neueste Nachrichten, Kiel

Gumbel erhebt Einspruch.

Prof. Gumbel, der zur Zeit auf Einladung des [In]stitute of Education in Neuyork Vorträge hält, [hat] gegen die Entscheidung des badischen Kultus[min]isteriums, durch die ihm die Lehrberechtigung [entz]ogen worden ist, Einspruch beim badischen Ge[samt]ministerium erhoben.

Welcomed
[Cong]ress in Ithaca

GUMBEL BLAMES HITLERITES FOR LOSS OF PLACE

Heidelberg Professor Disputes Statement Charged to Him

ITHACA, Aug. 25. (AP)—Prof. Emil Gumbel, dismissed from his Heidelberg university professorship since he came here to attend the international congress of genetics, today blamed the Hitlerites for his ouster.

Prof. Gumbel denied he had ever made a statement attributed to him which was made the reason for discharging him. He was accused of saying "a turnip is better than a war monument."

The professor said the German Fascists had long hated him because he had published a book some years ago to prove that "Fascists are murderers."

He plans to lecture in the United States, and to spend the winter at the Sorbonne in Paris.

AUSSCHNITT VOM: 26. AUG. 1932

Freiheitskampf, Dresden

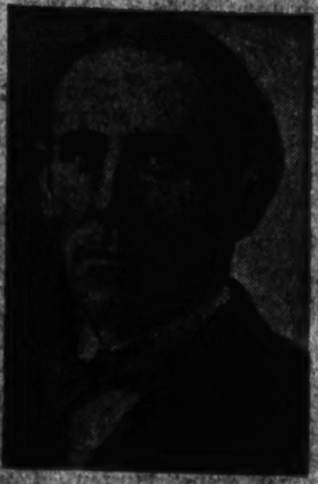
Jude Gumbel gemaßregelt

Ein Erfolg des nationalsozialistischen Studentenbundes

Seit mehreren Jahren kämpft die Heidelberger Studentenschaft gegen den Juden Gumbel, der im Jahre 1930 vom badischen Ministerium zum außerordentlichen Professor ernannt wurde. Das Ministerium berief ihn, trotzdem von ihm der ungeheuerliche Ausspruch bekannt war, jener Satz, in dem er unsere gefallenen Helden des Weltkrieges schamlos beschimpft indem er das Schlachtfeld, auf dem sie für ihr Vaterland fielen, als das Feld der Unehre bezeichnet. Kein Wunder, daß alle deutschbewußten Studenten unter

zielbewußter Führung des Nationalsozialistischen Studentenbundes

in jeder Form gegen die Berufung dieses Beschimpfers ihrer toten Kameraden vorgingen. Trotzdem die Vertreter des heutigen Systems kein Verständnis für dies Handeln



deutscher Studenten zeigten, sondern den Juden wider besseres Wissen in Amt und Titel beließen, ging der zähe Kampf der deutschen Studenten weiter. Der Heidelberger Asta wurde wegen seiner scharfen Stellungnahme gegen Gumbel aufgelöst. Der Kampf ging weiter, und wie berechtigt er war, beweist der Ausspruch Gumbels, den er im Sommer d. J. in einer marxistischen Versammlung tat, in der er seine zersetzende Tätigkeit mit folgendem Satz, der wirklich den Gipfelpunkt jüdischer Unverschämtheit darstellt, krönte:

„Das Kriegerdenkmal [für] deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe.“

Eine riesige Protestkundgebung der deutschen Studenten Heidelbergs war die Antwort auf diese nicht mehr zu überbietende Beschimpfung. Eine deutsche Universitätsbehörde konnte es mit ihrer Ehre vereinbaren, deutsche Studenten, die dort in [der] Oeffentlichkeit ihre Entrüstung über [die] unglaubliche Beschimpfung zum Ausdruck brachten, disziplinarisch zu bestrafen, ja sogar ihre Relegation zu erwägen. Doch das Op[fer] und die Mühen, die dieser jahrelange Kampf gegen den Juden Gumbel erforderte, ist nicht vergebens gewesen. Die Arbeit der badischen Studenten an der Beseitigung dieses unwürdigen Dozenten wurde in diesen Tagen vo[n] Erfolg gekrönt. Das badische Ministerium, das seinerzeit den Juden Gumbel berief und ihm Titel verlieh, hat ihn jetzt unter dem Druck deutscher Studenten, die wußten, we[il] sie ihren gefallenen Kameraden schuldig waren, schimpflich weglagen müssen. Es ist das große Verdienst des Kreisleiters VI des NSDStB., Pg. Dr. [Oskar] Stäbel, der der Träger des Widerstandes gegen einen derartigen Hochschullehrer war, daß mit diesem üblen Element, das selbst den Vertretern des heutigen Systems etwas zu unverschämt war, kurzer Prozeß gemacht wurde.

Wir stellen mit Genugtuung fest, die Arbeit des Studentenbundes der unbeirrt durch Verfolgung und Verbote seinen Weg ging, hat einen glänzenden Erfolg zu verzeichnen. Der Kopf des so klugen Mathematikprofessors Gumbel ist ganz legal, fast möchte man sagen, „gerollt“, wie gesagt, ganz legal von der Universität Heidelberg entfernt. Damit ist der Passus aus dem Beschluß der zuständigen Fakultät glänzend gerechtfertigt, der bereits 1925 feststellte, daß bei der Arbeit des Herrn Gumbel nicht der leiseste Einfluß wissenschaftlicher Qualitäten zu verspüren sei. Damit wäre also Herr Gumbel zur Strecke gebracht und die von diesem „Lehrer“ befreite Studentenschaft ist durchaus nicht abgeneigt, dieser politischen Leiche ein Denkmal in Gestalt der von ihm zitierten Kohlrübe zu setzen.

Der Sturz Gumbels mag noch einigen Herren, die seit Jahren geglaubt haben, auf Grund ihrer „wissenschaftlichen Qualitäten“ die Ehre des deutschen Frontsoldaten und damit das ganze deutsche Volk beschimpfen zu können, ihr Schicksal ankündigen. Fiat justitia! Wenn auch die „Wissenschaft“ darunter leidet.

Extrait de L'ERE NOUVELLE

Adresse : RUE DE ROME, 53, VIII[e]

Date : 26 AOUT 1932

Signature :

Exposition :

[I]mprudent propos d'un professeur allemand

Gumbel

Le ministre badois de l'Instruction Publique, sur la demande du doyen de la Faculté de Philosophie et du Conseil de l'Université, a interdit le cours du docteur Gumbel et a rayé ce dernier du personnel enseignant de l'Université de Heidelberg.

Au cours d'une réunion socialiste, le docteur Gumbel avait déclaré que le monument du soldat allemand ne devait pas être une victoire porteuse de palmes, mais plutôt une [illegible] que rave.

Extrait de:

Adresse: National Bruxellois, Bruxelles

Date: 26 AOUT 1932

BULLETIN DE L'EXTÉRIEUR

ALLEMAGNE

UN PROFESSEUR D'UNIVERSITE DESTITUE A CAUSE DE SON PACIFISME.

Le ministre de l'Instruction publique badois a destitué M. Gumbell, professeur à l'Université d'Heidelberg. C'était un des militants les plus connus du pacifisme en Allemagne. Il fut souvent en butte à de nombreuses attaques de la part des étudiants et des professeurs. Ceux-ci lui avaient rendu la vie impossible et l'on parlait depuis longtemps de sa retraite.

M. Gumbell, dans sa propagande contre la guerre, ne répugnait pas toujours aux expressions les plus choquantes pour ses adversaires. C'est ainsi qu'il déclara dernièrement que le monument aux morts devrait être une betterave, symbole de la faim et de la misère dont souffrit le peuple allemand. Après ces paroles, prononcées devant des étudiants socialistes, les professeurs de l'Université se prononcèrent à l'unanimité pour sa révocation.

Le gouvernement badois, un des rares gouvernements de « pays » qui ne soit pas encore national-socialiste, a cru devoir donner suite à cette demande.

M. Gumbell a l'intention de faire une série de conférences à Paris et en Amérique.

Jewish Daily Bulletin 26. 8. 32

3

Professor Gumbel Here; Says Revelation of Fascist Killings Caused Ouster

Jewish Political Economist Denies Allegations Regarding Patriotism; Affirms He Is Pacifist

Professor Emil Gumbel, noted German Jewish political economist and pacifist, who was ousted from the Faculty of the University of Heidelberg after ten years of service, owing to the pressure of the Nazis, is now in the United States and is attending the sessions of the Sixth International Congress of Genetics at Cornell University.

The pretext for this dismissal was that he offended patriotic sentiment when, in an address delivered before a student meeting, he allegedly declared: "a turnip is better than a war monument, than a statue adorned by scantily clad ladies."

In an interview which appears in the New York Times, Professor Gumbel brands as false this allegation and asserts that he aroused the ire of the Nazis through his books which he said proves that "Fascists are murderers."

The German government, he stated, issued an official report stating "that my facts were nearly all true." In his volumes he cited 300 killings and submitted evidence to support his contention that they were committed by Fascists in order to rid themselves of their enemies.

"One does not become popular," he said, "by saying that a popular policy will lead a country to catastrophe, especially if events have shown it to be true.

"There is no question that I am a pacifist. The war made me that. And I am decidedly an anti-Fascist. I am in favor of the republic and peace and the welfare of the working class. I consider the republic is in danger from Fascism. If Hitler ever comes into power, there will be a terrible slaughter," Professor Gumbel predicted.

Der Fall Gumbel

Ile Echo 27 8 32

Baden kein „Musterländle" der Freiheit

Wie die Unterrichtsverwaltung ihren Beschluß zu rechtfertigen sucht

SPD. Karlsruhe, 26. August.

Die badische Unterrichtsverwaltung teilt heute die Gründe mit, die zur Entziehung der Lehrerberechtigung des Professor Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg führten. Die Unterichtsverwaltung erklärt unter anderm:

„Der bestimmungsgemäß an der Universität Heidelberg über den bekannten Vorfall eingesetzte Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Professor Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Heim der Sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag, nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken eines Krieges sich dahin geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe". Nach Auffassung des Untersuchungsausschusses war diese Aeußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden auf das tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei ins Gewicht, daß die gemachte Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe, wie die allgemein bekannte, von Professor Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 über das Feld der Unehre. Mit der gemachten Aeußerung habe Professor Dr. Gumbel aufs neue bewiesen, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung heiligsten Empfindungen zu vermeiden. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaflichen Interesses sei festzustellen, daß Professor Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend und die die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedarf, erschüttern. Dieser Stellungnahme des Untersuchungsausschusses ist auch die philosophische Fakultät der Universität Heidelberg und der engere Senat der Universität beigetreten."

*

Wenn alle nationalistischen Hochschullehrer mit dem Maße gemessen würden, das hier an Gumbels Aeußerungen gelegt wurde, dann wären viele Lehrstühle schon seit langem verwaist oder unbesetzt worden. Denn was Nationalisten sich in bezug leisten auf „rücksichtslose und demagogische" Vertretung ihrer Ansichten über Republik und Republikaner, das ist hinreichend bekannt und mit den gelegentlichen gewiß nicht geschmackvollen Bemerkungen des Pazifisten Gumbels überhaupt nicht zu vergleichen. Besonders bedauerlich bleibt, daß die Maßregelung des Pazifisten gerade in Baden erfolgt, das einst den Ruf genoß, ein „Musterländle" der Freiheit zu sein!

139

Ausschnitt aus der Nummer vom 27. AUG. 1932

Die Begründung zu Gumbels Entlassung

Eine Erklärung des badischen Unterrichtsministeriums

Ueber die Gründe, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung des Prof. Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg führten, wird von der Unterrichtsverwaltung mitgeteilt:

Der an der Universität Heidelberg eingesetzte Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Professor Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Heim der sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag über „Krieg und Arbeiterbewegung", nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges sich dahin geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe".

Nach Auffassung des Untersuchungsausschusses war diese Aeußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden aufs tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei die Tatsache ins Gewicht, daß die jetzige Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe, wie die allgemein bekannte, von Professor Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 (Feld der Unehre).

Mit der getanen Aeußerung habe Professor Dr. Gumbel aufs neue bewiesen, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung von heilig zu haltenden Empfindungen zu vermeiden. Auch wenn es nicht in der Absicht des Redners gelegen gewesen sei, die Gefallenen herabzusetzen, so sei die Aussage als solche doch ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen. Die Aeußerung Gumbels bekomme ein besonderes Gewicht dadurch, daß es sich um eine Wiederholung des Falles von 1924 handle. Auch damals habe Prof. Dr. Gumbel aufs schwerste die nationalen Empfindungen verletzt. Der verhängnisvollen Neigung, polemisch zugespitzte Formulierungen in ironisierender Tonart vorzutragen, ohne der von ihm abgelehnten Gesinnung mit wirklichem Ernste gegenüberzutreten, entspringe auch die Aeußerung von 1932. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Prof. Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete, und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend wirken und die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern.

Die Philosophische Fakultät habe sich im Jahre 1925 aus besonderen Gründen zur Einstellung des Verfahrens veranlaßt gesehen, trotzdem ihr Urteil über die Persönlichkeit des Angeschuldigten schon damals eigentlich alle Voraussetzungen für eine Entziehung der venia legendi enthalten habe. Nachdem sich im vorliegenden Falle die damalige Haltung Gumbels in ähnlicher Form wiederholt habe, seien die Gründe, welche die Philosophische Fakultät damals zur Einstellung des Verfahrens veranlaßt hätten, hinfällig geworden. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen. Nicht eine einmalige Entgleisung liege vor, sondern es habe sich gezeigt, daß die Vorfälle der vergangenen Jahre so tief in der nicht mehr wandelbaren Anlage der Persönlichkeit Gumbels begründet seien, daß auch die ernste und nachdrückliche Warnung, die ihm seinerzeit zu Teil geworden sei, eine Wiederholung nicht zu verhindern vermocht habe. Auf Grund dessen hat der Untersuchungsausschuß erklärt, daß die Voraussetzungen der Entziehung der Lehrberechtigung vorliegen.

Dieser Stellungnahme des Untersuchungsausschusses ist auch die Philosophische Fakultät der Universität Heidelberg und der Engere Senat der Universität beigetreten.

An der Richtigkeit der tatsächlichen Feststellungen des Untersuchungsausschusses in den wesentlichsten Punkten hatte die Unterrichtsverwaltung, nachdem zwei der Hauptbelastungszeugen ihre Aussagen unter Eid erhärtet hatten, keinen Zweifel. Sie hat sich in der Wertung des Tatbestandes der Auffassung des Untersuchungsausschusses angeschlossen unter der besonderen Hervorhebung des Umstandes, daß Anlaß zum Einschreiten nicht der Inhalt, sondern die Form der Aeußerung gegeben hat. Es sei kein Zweifel, daß die sarkastische Gegenüberstellung, wie sie die Aeußerung enthalte, tief verletzend auf alle diejenigen wirken müsse, die in ihrer Vorstellungs- und Gefühlswelt das Gedenken an den Krieg nicht loslösen können und wollen von dem Gedenken an die heldenhaften Leistungen der deutschen Wehrmacht und an die zahlreichen Kämpfer, die ihre Treue gegenüber dem Vaterland mit dem Tod besiegelt haben. Heldentum und Opfertod im Kriege bildeten für das vaterländische Empfinden einen geheiligten Bezirk, dem sich niemand und vor allem nicht derjenige, der an verantwortungsvoller Stelle zur deutschen Jugend spreche, ohne ehrfurchtsvollen Ernst nähern solle. Daß Gumbel es hieran habe fehlen lassen, bilde die Verfehlung des Angeschuldigten.

Das Unterrichtsministerium hat ferner, wie der Untersuchungsausschuß darauf abgehoben, daß die verletzende Wirkung der beanstandeten Aeußerung und die Erregung, die sie ausgelöst hatte, nur verständlich sei auf Grund der im Jahre 1924 gefallenen Bemerkung vom „Feld der Unehre", und daß diese frühere Entgleisung bei der Beurteilung des Falles nicht unberücksichtigt bleiben könne. Die Entscheidung hat andererseits die wissenschaftliche Qualifikation des Professors Gumbel hervorgehoben und seine Ueberzeugungstreue. Diese für Prof. Gumbel sprechenden Momente konnten aber die ihn belastenden Umstände nicht aufwiegen. Der Unterrichtsminister kam daher zu der Entscheidung, daß Professor Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordere, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei.

AUSSCHNITT VOM: 27. AUG. 1932

Badischer Beobachter, Karlsruhe

Zum Fall Gumbel

Die amtliche „Karlsruher Zeitung" veröffentlicht eine Auslassung der badischen Unterrichtsverwaltung über die Gründe, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung des Professors Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg geführt haben. In den Ausführungen heißt es u. a.:

Der Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Prof. Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Heim der sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag über „Krieg und Arbeiterbewegung", nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges sich dahin geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe." Die Aeußerung Gumbels bekomme ein besonderes Gewicht dadurch, daß es sich um eine Wiederholung des Falles von 1924 handle. Auch damals habe Prof. Dr. Gumbel durch die Aeußerung „Feld der Unehre" die nationalen Empfindungen aufs schwerste verletzt. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen.

Dieser Stellungnahme des Untersuchungsausschusses sind auch die Philosophische Fakultät der Universität Heidelberg und der Engere Senat der Universität beigetreten.

An der Richtigkeit der tatsächlichen Feststellungen des Untersuchungsausschusses in den wesentlichen Punkten hatte die Unterrichtsverwaltung, nachdem zwei der Hauptbelastungszeugen ihre Aussagen unter Eid erhärtet hatten, keinen Zweifel. Den Anlaß zum Einschreiten habe nicht der Inhalt, sondern die Form der Aeußerung gegeben. Die Entscheidung hat andererseits die wissenschaftliche Qualifikation des Professors Gumbel hervorgehoben und seine Ueberzeugungstreue. Diese für Professor Gumbel sprechenden Momente konnten aber die ihn belastenden Umstände nicht aufwiegen. Der Unterrichtsminister kam daher zu der Entscheidung, daß Professor Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordere, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei.

AUSSCHNITT VOM: 27. AUG. 1932

Badische Presse, Karlsruhe

Professor Gumbels Entlassung.

Eine Mitteilung der Unterrichtsverwaltung über die Entlassungsgründe.

Ueber die Gründe, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung des Professors Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg führten, wird von der Unterrichtsverwaltung nunmehr, nachdem von einem großen Teil der Presse eine amtliche Aufklärung gefordert wurde, folgendes mitgeteilt:

„Der bestimmungsgemäß an der Universität Heidelberg über den bekannten Vorfall eingesetzte Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Professor Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Heim der sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag über „Krieg und Arbeiterbewegung", nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges sich dahin geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe."

Nach Auffassung des Untersuchungsausschuß war diese Aeußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden aufs tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei die Tatsache ins Gewicht, daß die jetzige Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe, wie die allgemein bekannte, von Professor Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 (Feld der Unehre).

Mit der getanen Aeußerung habe Professor Dr. Gumbel aufs neue bewiesen, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung von heilig zu haltenden Empfindungen zu vermeiden. Auch wenn es nicht in der Absicht des Redners gelegen gewesen sei, die Gefallenen herabzusetzen, so sei die Aussage als solche doch ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens, auf die Verordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen. Die Aeußerung Gumbels bekomme ein besonderes Gewicht dadurch, daß es sich um eine Wiederholung des Falles von 1924 handle. Auch damals habe Professor Dr. Gumbel aufs schwerste die nationalen Empfindungen verletzt. Der verhängnisvollen Neigung, polemisch zugespitzte Formulierungen in ironisierender Tonart vorzutragen, ohne der von ihm abgelehnten Gesinnung mit wirklichem Ernst gegenüberzutreten, entspringe auch die Aeußerung von 1932. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Professor Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend wirken und die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern.

Die Philosophische Fakultät habe sich im Jahre 1925 aus besonderen Gründen zur Einstellung des Verfahrens veranlaßt gesehen, trotzdem ihr Urteil über die Persönlichkeit des Angeschuldigten schon damals eigentlich alle Voraussetzungen für eine Entziehung der venia legendi enthalten habe. Nachdem sich im vorliegenden Falle die damalige Haltung Gumbels in ähnlicher Form wiederholt habe, seien die Gründe, welche die Philosophische Fakultät damals zur Einstellung des Verfahrens veranlaßt hätten, hinfällig geworden. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen. Nicht eine einmalige Entgleisung liege vor, sondern es habe sich gezeigt, daß die Vorfälle der vergangenen Jahre so tief in der nicht mehr wandelbaren Anlage der Persönlichkeit Gumbels begründet seien, daß auch die ernste und nachdrückliche Warnung, die ihm seinerzeit zu Teil geworden sei, eine Wiederholung nicht zu verhindern vermocht habe. Auf Grund dessen hat der Untersuchungsausschuß erklärt, daß die Voraussetzungen der Entziehung der Lehrberechtigung vorliegen.

Dieser Stellungnahme des Untersuchungsausschusses ist auch die Philosophische Fakultät der Universität Heidelberg und der Engere Senat der Universität beigetreten.

An der Richtigkeit der tatsächlichen Feststellungen des Untersuchungsausschusses in den wesentlichen Punkten hatte die Unterrichtsverwaltung, nachdem zwei der Hauptbelastungszeugen ihren Aussagen unter Eid erhärtet hatten, keinen Zweifel. Sie hat sich in der Wertung des Tatbestandes der Beurteilung des Untersuchungsausschusses angeschlossen unter der besonderen Hervorhebung des Umstandes, daß Anlaß zum Einschreiten nicht der Inhalt, sondern die Form der Aeußerung gegeben hat. Es sei kein Zweifel, daß die sarkastische Gegenüberstellung, wie sie die Aeußerung enthalte, tief verletzend auf alle diejenigen wirken müsse, die in ihrer Vorstellungs- und Gefühlswelt das Gedenken an den Krieg nicht loslösen können und wollen von dem Gedenken an die heldenhaften Leistungen der deutschen Wehrmacht und an die zahlreichen Kämpfer, die ihre Treue gegenüber dem Vaterland mit dem Tod besiegelt haben. Heldentum und Opfertod im Kriege bildeten für das vaterländische Empfinden einen geheiligten Bezirk, dem sich niemand und vor allem nicht derjenige, der an verantwortungsvoller Stelle zur deutschen Jugend spreche, ohne ehrfurchtsvollen Ernst nähern solle. Daß Gumbel es hieran habe fehlen lassen, bilde die Verfehlung des Angeschuldigten.

Das Unterrichtsministerium hat ferner wie der Untersuchungsausschuß darauf abgehoben, daß die verletzende Wirkung der beanstandeten Aeußerung und die Erregung, die sie ausgelöst hatte, nur verständlich sei auf Grund der im Jahre 1924 gefallenen Bemerkung vom „Feld der Unehre" und daß diese frühere Entgleisung bei der Beurteilung des Falles nicht unberücksichtigt bleiben könne. Die Entscheidung hat andererseits die wissenschaftliche Qualifikation des Professors Gumbel hervorgehoben und seine Ueberzeugungstreue. Diese für Professor Gumbel sprechenden Momente konnten aber die ihn belastenden Umstände nicht aufwiegen. Der Unterrichtsminister kam daher zu der Entscheidung, daß Professor Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordere, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei."

*

Soweit die amtliche Darstellung der Entlassungsgründe, der man auch in denjenigen Kreisen, die für Gumbel plädiert haben, nicht absprechen können wird, daß sie über den inkriminierten Satz hinaus in sorgfältiger und ernsthafter Weise auf die psychologische Gesamtpersönlichkeit des Dozenten abhebt. Gumbel ist nicht wegen seiner politischen Ueberzeugung, sondern wegen der verletzenden und das akademische Ansehen störenden Art, in der er diese Ueberzeugung zum Ausdruck brachte, gefallen. Wer Gumbel nicht nur aus der Zeitungspolemik, sondern persönlich kennt, weiß, daß das hier über ihn entworfene Bild das Richtige trifft. Aus seiner letzten Aeußerung allein, die übrigens nach der ersten Version einen anderen Wortlaut als den hier mitgeteilten gehabt haben sollte, ist dieses Bild nicht zu gewinnen. Diese Aeußerung ist wirklich nur verständlich im Zusammenhang mit derjenigen von 1924, die deshalb in der jetzt gefallenen Entscheidung keine unwesentliche Rolle gespielt haben mag. Daß Gumbels Einspruch an der Entscheidung noch etwas ändern wird, glaubt niemand. Damit dürfte über diesen Fall, der seit Jahren die Atmosphäre an der Heidelberger Universität in unerquicklicher Weise beeinflußte, endlich Gras wachsen.

Das Urteil über Gumbel

Eigene Meldung der Vossischen Zeitung

KARLSRUHE, 27. AUGUST

Ueber die Gründe, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung Professor **Gumbels** an der Universität Heidelberg führten, wird von der badischen Unterrichtsverwaltung nunmehr amtlich eine Mitteilung herausgegeben, in der es u. a. heißt:

Der bestimmungsgemäß an der Universität Heidelberg über den bekannten Vorfall eingesetzte Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Prof. Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Hause der sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg gehaltener Vortrag über „Krieg und Arbeiterbewegung", nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges sich dahin geäußert habe: „Das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein **Stein mit einer Kohlrübe**." Nach Auffassung des Untersuchungsausschusses war diese Aeußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die **gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen** und das nationale Empfinden aufs tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend fiel hierbei die Tatsache ins Gewicht, daß die jetzige Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe wie die allgemein bekannte, von Prof. Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 (Feld der Unehre).

Mit der getanen Aeußerung, so heißt es in der Mitteilung der badischen Unterrichtsverwaltung, habe Prof. Dr. Gumbel aufs neue bewiesen, daß er **nicht** imstande sei, eine **Verletzung von heilig zu haltenden Empfindungen zu vermeiden.**

Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Prof. Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit der Pflicht seiner akademischen Stellung nicht verträglichen rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete, und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend wirken und die Achtung des Vertrauens, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen.

*

In der Verteidigungsschrift, die Gumbel an das Badische Kultusministerium gerichtet hat, stellt er entschieden in Abrede, daß er das Wort „Kriegerdenkmal" gebraucht habe. Er habe vielmehr vom „**Kriegsdenkmal**" gesprochen, also nicht von den Denkmälern für die Gefallenen, sondern von der Symbolisierung des Krieges. So sei sein Ausspruch auch von den sozialistischen Zeugen verstanden worden. Lediglich die Nationalsozialisten hätten ihm den anderen Wortlaut unterschoben und den Ausspruch damit auch in seiner Tendenz völlig verfälscht. Gumbel erklärte dann wörtlich:

Nicht **meine** wirkliche Aeußerung, sondern eine, nachweislich nicht von mir gebrauchte, in einem ganz bestimmten Sinn von den Zeugen **böswillig entstellte**, in objektiv unrichtiger Form wiedergegebene Aeußerung, die durch Verbreitung in der Presse, durch Flugblätter, Plakatanschläge, Postkarten und öffentliche Zitierung in Reden dem Bewußtsein weiter Kreise eingehämmert wurde, war dazu angetan, Empörung hervorzurufen.

Die Wirkung des von den Nationalsozialisten verbreiteten Satzes kann also nicht mir zur Last gelegt werden. Ich habe keine heilig zu haltenden Gefühle verletzt. Ich habe zu ehren, die gemeinsame Scholle, die Würde der Arbeit, die Not der Mütter, das Leiden der Armen und das Andenken der Toten. Gegen keine dieser Pflichten habe ich verstoßen. **Der Krieg ist kein wesentliches Gut der Nation, sondern ein Unglück.**

Karlsruher Tageblatt

27.8.32.

141

Amtl. Bericht über den Fall Gumbel.

Ueber die Gründe, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung des Professors Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg führten, wird von der Unterrichtsverwaltung u. a. mitgeteilt:

Der Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Professor Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Heim der sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag über „Krieg und Arbeiterbewegung", nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges sich dahin geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe."

Nach Auffassung des Untersuchungsausschusses war diese Aeußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden aufs tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei die Tatsache ins Gewicht, daß die jetzige Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe, wie die allgemein bekannte, von Professor Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 (Feld der Unehre).

Mit der Aeußerung habe Prof. Dr. Gumbel aufs neue bewiesen, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung von heilig zu haltenden Empfindungen zu vermeiden. Auch wenn es nicht in der Absicht des Redners gelegen gewesen sei, die Gefallenen herabzusetzen, so sei die Aussage als solche doch ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen. Die Aeußerung Gumbels bekomme ein besonderes Gewicht dadurch, daß es sich um eine Wiederholung des Falles von 1924 handle. Auch damals habe Prof. Dr. Gumbel aufs schwerste die nationalen Empfindungen verletzt. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Prof. Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete, und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend wirken und die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern.

Die Philosophische Fakultät habe sich im Jahre 1925 aus besonderen Gründen zur Einstellung des Verfahrens veranlaßt gesehen. Nachdem sich im vorliegenden Falle die damalige Haltung Gumbels in ähnlicher Form wiederholt habe, seien die Gründe, welche die Philosophische Fakultät damals zur Einstellung des Verfahrens veranlaßt hätten, hinfällig geworden. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen.

Dieser Stellungnahme des Untersuchungsausschusses ist auch die Philosophische Fakultät der Universität Heidelberg und der Engere Senat der Universität beigetreten.

Die Unterrichtsverwaltung hat sich in der Wertung des Tatbestandes der Beurteilung des Untersuchungsausschusses angeschlossen unter der besonderen Hervorhebung des Umstandes, daß Anlaß zum Einschreiten nicht der Inhalt, sondern die Form der Aeußerung gegeben hat. Es sei kein Zweifel, daß die sarkastische Gegenüberstellung, wie sie die Aeußerung enthalte, tief verletzend auf alle diejenigen wirken müsse, die in ihrer Vorstellungs- und Gefühlswelt das Gedenken an den Krieg nicht loslösen können und wollen von dem Gedenken an die heldenhaften Leistungen der deutschen Wehrmacht und an die zahlreichen Kämpfer, die ihre Treue gegenüber dem Vaterland mit dem Tod besiegelt haben. Heldentum und Opfertod im Kriege bildeten für das vaterländische Empfinden einen geheiligten Bezirk, dem sich niemand und vor allem nicht derjenige, der an verantwortungsvoller Stelle zur deutschen Jugend spreche, ohne ehrfurchtsvollen Ernst nähern solle. Daß Gumbel es hieran habe fehlen lassen, bilde die Verfehlungen des Angeschuldigten.

Unterrichtsministerium und Untersuchungsausschuß haben darauf abgehoben, daß die verletzende Wirkung der beanstandeten Aeußerung und die Erregung, die sie ausgelöst hatte, nur verständlich sei auf Grund der im Jahre 1924 gefallenen Bemerkung vom „Feld der Unehre" und daß diese frühere Entgleisung bei der Beurteilung des Falles nicht unberücksichtigt bleiben könne. Die Entscheidung hat andererseits die wissenschaftliche Qualifikation des Professors Gumbel hervorgehoben u. seine Ueberzeugungstreue. Diese für Prof. Gumbel sprechenden Momente konnten aber die ihn belastenden Umstände nicht aufwiegen. Der Unterrichtsminister kam daher zu der Entscheidung, daß Professor Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordere, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei.

AUSSCHNITT VOM: 27. AUG. 1932

Neue Mannheimer Zeitung. Mannheim

Mittagausgabe

Die Maßregelung Gumbels

(Eigener Bericht)

s. Karlsruhe, 27. August.

Wie schon mitgeteilt wurde, hat Dr. Gumbel gegen die Verfügung des Unterrichtsministers Dr. Baumgartner, die ihm den Lehrauftrag an der Universität Heidelberg entzieht, Beschwerde beim Staatsministerium eingelegt. Dies veranlaßt die Unterrichtsverwaltung, ihren Standpunkt und die Gesichtspunkte, die sie zu der Maßregelung veranlaßten, in längeren Darlegungen der Oeffentlichkeit mitzuteilen. Die Auslassung Gumbels über das Kriegerehrenmal und das Wort vom „Felde der Unehre" haben, so erklärt das Ministerium, bewiesen, daß Gumbel nicht imstande sei, eine Verletzung heilig zu haltender Empfindungen zu vermeiden. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten sei festzustellen, daß Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Kontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend wirken und die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern

die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit lasse sein Verbleiben im Lehrkörper als unvereinbar erscheinen mit der Würde und dem Ansehen der Universität.

Es liege nicht eine einmalige Entgleisung vor, sondern es habe sich gezeigt, daß die Vorfälle der vergangenen Jahre so tief in der nicht mehr wandelbaren Anlage der Persönlichkeit Gumbels begründet seien, daß auch ernste und nachdrückliche Warnung eine Wiederholung nicht zu verhindern vermochte.

Deshalb habe der Untersuchungsausschuß sich für die Entziehung des Lehrauftrages ausgesprochen. Die philosophische Fakultät und der engere Senat der Universität Heidelberg teilten diese Auffassung.

Heldentum und Opfertod im Krieg bildeten für das vaterländische Empfinden einen geheiligten Bezirk, dem sich niemand, und vor allem nicht derjenige, der an verantwortungsvoller Stelle zur deutschen Jugend spreche, ohne ehrfurchtsvollen Ernst nahen solle. Die für Gumbel sprechenden Momente wägen die belastenden Umstände nicht auf. Der Unterrichtsminister habe daher entschieden, daß Dr. Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordern, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei.

27. 8. 32. Abendausgabe

Die Urteilsgründe im Fall Gumbel

✕ Karlsruhe, 27. August.

Ueber die Gründe, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung Prof. Gumbels an der Universität Heidelberg führten, wird von der badischen Unterrichtsverwaltung nunmehr amtlich eine Mitteilung herausgegeben, in der es u. a. heißt: „Der an der Universität Heidelberg über den bekannten Vorfall eingesetzte Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Prof. Dr. Gumbel in einem im Hause der sozialistischen Studentengruppe gehaltenen Vortrag, nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges sich dahin geäußert habe: „Das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe.“ Nach Auffassung des Untersuchungsausschusses war diese Aeußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkriegs zu verletzen und das nationale Empfinden aufs tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend fiel hierbei die Tatsache ins Gewicht, daß die jetzige Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe wie die allgemein bekannte, von Prof. Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 (Feld der Unehre).

Mit der getanen Aeußerung habe Prof. Dr. Gumbel aufs neue bewiesen, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung von heilig zu haltenden Empfindungen zu vermeiden. Auch wenn es nicht in der Absicht des Redners gewesen sei, die Gefallenen herabzusetzen, so sei die Aussage als solche doch ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen. Die Aeußerung Gumbels bekomme ein besonderes Gewicht dadurch, daß es sich um eine Wiederholung des Falles von 1924 handele. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Prof. Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit der Pflicht seiner akademischen Stellung nicht verträglichen rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend wirken und die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen. Nicht eine einmalige Entgleisung liege vor, sondern es habe sich gezeigt, daß die Vorfälle der vergangenen Jahre so tief in der nicht mehr wandelbaren Anlage der Persönlichkeit Gumbels begründet seien, daß auch die ernste und nachdrückliche Warnung, die ihm zuteil geworden sei, eine Wiederholung nicht zu verhindern vermocht habe. Auf Grund dessen hat der Untersuchunsausschuß erklärt, daß die Voraussetzung der Entziehung der Lehrberechtigung vorliege.

An der Richtigkeit der tatsächlichen Feststellung des Untersuchungsausschusses in den wesentlichen Punkten hatte die Unterrichtsverwaltung, nachdem zwei der Hauptbelastungszeugen ihre Aussagen unter Eid erhärtet hatten, keinen Zweifel. Sie hat sich in der Wertung des Tatbestandes der Beurteilung dem Untersuchungsausschuß angeschlossen unter der besonderen Hervorhebung des Umstandes, daß Anlaß zum Einschreiten nicht der Inhalt, sondern die Form der Aeußerung gegeben habe. Die Entscheidung hat andererseits die wissenschaftliche Qualifikation des Prof. Gumbel hervorgehoben und seine Ueberzeugungstreue. Diese für Prof. Gumbel sprechenden Momente konnten aber die ihn belastenden Umstände nicht aufwiegen. Der Unterrichtsminister kam daher zu der Entscheidung, daß Prof. Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordern, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei.

Warum Gumbel abgesetzt wurde.

(!) Karlsruhe. Die amtliche „Karlsruher Zeitung“ (Badischer Staatsanzeiger) veröffentlicht eine Auslassung der badischen Unterrichtsverwaltung über die Gründe, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung des Professors Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg geführt haben. In den Ausführungen heißt es u. a.: Der Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Professor Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Heim der sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag über „Krieg und Arbeiterbewegung“, nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges sich dahin geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe“. Die Aeußerung Gumbels bekomme ein besonderes Gewicht dadurch, daß es sich um eine Wiederholung des Falles von 1924 handle. Auch damals habe Professor Dr. Gumbel durch die Aeußerung „Feld der Unehre“ die nationalen Empfindungen aufs Schwerste verletzt. An der Richtigkeit der tatsächlichen Feststellungen des Untersuchungsausschusses in den wesentlichen Punkten hatte die Unterrichtsverwaltung, nachdem zwei der Hauptbelastungszeugen ihre Aussagen unter Eid erhärtet hatten, keinen Zweifel. Den Anlaß zum Einschreiten habe nicht der Inhalt, sondern die Form der Aeußerung gegeben. Die für Professor Gumbel sprechenden Momente konnten aber die ihn belastenden Umstände nicht aufwiegen. Der Unterrichtsminister kam daher zu der Entscheidung, daß Professor Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordere, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei.

Frankfurter Zeitung

27. 8. 32.

Die Begründung des Urteils gegen Gumbel.

(Drahtmeldung unseres Korrespondenten.)

✝ Karlsruhe, 26. Aug. Auf die kurze amtliche Mitteilung über die Amtsentsetzung des Professors Gumbel in Heidelberg ist von vielen Seiten die Frage nach der näheren Begründung für diese Maßregelung gestellt worden. Hierüber kann folgendes mitgeteilt werden:

Das Urteil des Untersuchungsausschusses, dem die Prüfung der Angelegenheit übertragen worden war, geht von der tatsächlichen Feststellung aus, daß Gumbel in seinem Vortrage vom 27. Mai im Zusammenhang mit einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe.“ Gumbel selbst hat bekanntlich bestritten, die Aeußerung in dieser Form getan zu haben; demgegenüber standen aber die eidlichen Aussagen zweier Belastungszeugen, die der Ausschuß — und, ihm folgend, das Unterrichtsministerium — als beweiskräftig ansah. Nach der Auffassung des Ausschusses war diese Bemerkung geeignet, die gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden aufs tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei die Tatsache ins Gewicht, daß die jetzige Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe wie die im Jahre 1924 gemachte Bemerkung von den Soldaten, die „auf dem Felde der Unehre“ gefallen seien. Auch wenn es nicht in der Absicht des Redners gelegen habe, die Gefallenen herabzusetzen, so sei die Aussage doch ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen. Die Aeußerung von 1932 entspringe ebenso wie die von 1924 der verhängnisvollen Neigung, polemisch zugespitzte Formulierungen in ironisierender Tonart vorzutragen, ohne der von ihm abgelehnten Gesinnung mit wirklichem Ernst gegenüberzutreten. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten sei festzustellen, daß Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität als unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen.

Dieser Stellungnahme des Untersuchungsausschusses sind die Philosophische Fakultät und der engere Senat der Universität beigetreten. Auch die Unterrichtsverwaltung hat sich in der Wertung des Tatbestandes der Beurteilung des Ausschusses angeschlossen unter besonderer Hervorhebung des Umstandes, daß Anlaß zum Einschreiten nicht der Inhalt, sondern die Form der Aeußerung gegeben habe und daß die Entscheidung des Ausschusses die wissenschaftliche Qualifikation Gumbels und seine Ueberzeugungstreue hervorhebe. Es sei kein Zweifel, daß die sarkastische Gegenüberstellung, wie sie die Aeußerung enthalte, tief verletzend auf alle diejenigen wirken müsse, die in ihrer Vorstellungs- und Gefühlswelt das Gedenken an den Krieg nicht loslösen können und wollen von dem Gedenken an die heldenhaften Leistungen der deutschen Wehrmacht. Heldentum und Opfertod im Kriege bildeten für das vaterländische Empfinden einen geheiligten Bezirk, dem sich niemand und vor allem nicht der, der an verantwortungsvoller Stelle zur deutschen Jugend spreche, ohne ehrfurchtsvollen Ernst nähern solle. Daß Gumbel es hieran habe fehlen lassen, bilde seine Verfehlung.

Gumbel selbst, der zur Zeit in Amerika ist, hat von dort nach Blättermeldungen mitgeteilt, daß er die Entscheidung des Kultusministeriumms beim Staatsministerium anfechten werde.

Deutsche Allgemeine Zeitung, Berlin SW 68

27. 8. 32. Abendausgabe
Morgenausgabe

„Mangelnde Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation“

Warum Gumbel der Lehrauftrag entzogen wurde — Er beschwert sich sogar noch

zd. Karlsruhe, 26. 8. (Eigenbericht)

Nach Pressemitteilungen hat Dr. Gumbel gegen die Verfügung des badischen Unterrichtsministeriums, die ihm den Lehrauftrag entzieht, Beschwerde beim Badischen Staatsministerium eingelegt. Das veranlaßt die badische Aufsichtsbehörde, die Gesichtspunkte, die für das Urteil gegen Gumbel maßgebend waren, der Oeffentlichkeit mitzuteilen.

In den sehr ausführlichen Darlegungen heißt es u. a., daß Gumbel mit den verschiedenen beanstandeten Aeußerungen bewiesen habe, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung heilig zu haltender Empfindungen zu vermeiden; auch wenn es nicht seine Absicht gewesen sei, die im Weltkriege Gefallenen herabzusetzen, so seien seine Aeußerungen als solche doch ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend wirken und die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern.

Der Untersuchungsausschuß sei der Auffassung gewesen, daß nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur der Gesamtpersönlichkeit Gumbels das Verbleiben im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen. Dieser Stellungnahme des Ausschusses seien die philosophische Fakultät und der Engere Senat der Universität beigetreten. Es sei kein Zweifel, daß diese Aeußerungen tief verletzend auf alle diejenigen wirken müßten, die in ihrer Vorstellungs- und Gefühlswelt das Gedenken an den Krieg nicht loslösen können von dem Gedenken an die heldenhaften Leistungen der deutschen Wehrmacht und an die zahlreichen Kämpfer, die ihre Treue gegen das Vaterland mit dem Tode besiegelten.

Heldentum und Opfertod im Kriege bildeten für das vaterländische Empfinden einen geheiligten Bezirk, dem sie niemand und vor allem nicht derjenige, der an verantwortungsvoller Stelle zur deutschen Jugend spreche, ohne ehrfurchtsvollen Ernst nähern solle.

Hieran habe es bei Gumbel gefehlt. Der Unterrichtsminister habe daher entschieden, daß Dr. Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordert, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei.

27. AUG. 1932

Vorwärts, Berlin SW 68

Gumbels Maßregelung.

Skandalöse Begründung des Unterrichtsministeriums.

Karlsruhe, 26. August. (Eigenbericht.)

Die badische Unterrichtsverwaltung teilt heute die Gründe mit, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung des Professors Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg führten. Die Unterrichtsverwaltung erklärt u. a.:

„Der bestimmungsgemäß an der Universität Heidelberg über den bekannten Vorfall eingesetzte Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Professor Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Heim der sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag, nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken eines Krieges sich dahin geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe“

Nach Auffassung des Untersuchungsausschusses war diese Aeußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzten und das nationale Empfinden auf das tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei ins Gewicht, daß die gemachte Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe, wie die allgemein bekannte, von Professor Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 über das Feld der Unehre. Mit der gemachten Aeußerung habe Professor Dr. Gumbel aufs neue bewiesen, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung von heiligsten Empfindungen zu vermeiden. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Professor Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend und die die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedarf, erschüttern. Dieser Stellungnahme des Untersuchungsausschusses ist auch die philosophische Fakultät der Universität Heidelberg und der engere Senat der Universität beigetreten“.

Wenn alle nationalistischen Hochschullehrer mit dem Maße gemessen würden, das hier an Gumbels Aeußerungen gelegt wurde, dann wären viele Lehrstühle schon seit langem verwaist oder unbesetzt worden. Denn was Nationalisten sich inbezug auf „rücksichtslose und demagogische“ Vertretung ihrer Ansichten über Republik und Republikaner leisten, das ist hinreichend bekannt und mit den gelegentlichen Bemerkungen des Pazifisten Gumbels überhaupt nicht zu vergleichen. Besonders bedauerlich bleibt, daß die Maßregelung des Pazifisten gerade in Baden erfolgt, das stets den Ruf genoß, ein „Musterländle“ der Freiheit zu sein!

Fuldaer Zeitung

Ausschnitt aus der Nummer

vom: 27. AUG. 1932

Von den Hochschulen.

= **Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.** Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel, der an der Universität Heidelberg über Statistik las, schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben, wie jetzt amtlich mitgeteilt wird, der engere Senat und die Philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Professor Gumbel scheidet also sofort aus dem Lehrkörper der Universität aus.

AUSSCHNITT VOM: 27. AUG. 1932

Das andere Deutschland,

Hagen in Westf.

Prof. Gumbel, der bekannte Pazifist, ist zufolge einem Antrage des Senats und der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg seines Amtes enthoben worden, und zwar durch den Unterrichtsminister Baumgartner (Zentrum).

27. AUG. 1932

Die Volksstimme, Chemnitz

Warum Gumbel gehen mußte

Eine Erklärung des badischen Unterrichts-Ministeriums / Nationalsozialisten gegenüber ist man nicht so empfindlich

Karlsruhe, 26. August. (Eig. Drahtb.)

Die badische Unterrichtsverwaltung teilt heute die Gründe mit, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung des Professors Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg führten.

Die Unterrichtsverwaltung erklärt u. a.: „Der bestimmungsgemäß an der Universität Heidelberg über den bekannten Vorfall eingesetzte Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Professor Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Heim der Sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag, nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken eines Krieges sich dahin geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe". Nach Auffassung des Untersuchungsausschusses war diese Aeußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden auf das tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei ins Gewicht, daß die gemachte Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe, wie die allgemein bekannte, von Professor Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 über das Feld der Unehre. Mit der gemachten Aeußerung habe Professor Dr. Gumbel aufs neue bewiesen, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung von heiligsten Empfindungen zu vermeiden. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Professor Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend und die die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedarf, erschüttern. Dieser Stellungnahme des Untersuchungsausschusses ist auch die philosophische Fakultät der Universität Heidelberg und der engere Senat der Universitä[illegible] getreten."

***

Wenn alle nationalistischen Hochschullehrer mit dem Maße gemessen würden, das hier an Gumbels Aeußerungen gelegt wurde, dann wären viele Lehrstühle schon seit langem verwaist oder umbesetzt worden. Denn was Nationalisten sich in bezug auf „rücksichtslose und demagogische" Vertretung ihrer Ansichten über Republik und Republikaner leisten, das ist hinreichend bekannt und mit den gelegentlichen Bemerkungen des Pazifisten Gumbel überhaupt nicht zu vergleichen. Besonders bedauerlich bleibt, daß die Maßregelung der Pazifisten gerade in Baden erfolgt, das einst den Ruf genoß, ein „Musterländle" der Freiheit zu sein!

AUSSCHNITT VOM: 27. AUG. 1932

Hamburger Echo, Hamburg

Der Fall Gumbel

Baden kein „Musterländle" der Freiheit

Wie die Unterrichtsverwaltung ihren Beschluß zu rechtfertigen sucht

SPD. Karlsruhe, 26. August.

Die badische Unterrichtsverwaltung teilt heute die Gründe mit, die zur Entziehung der Lehrerberechtigung des Professor Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg führten. Die Unterichtsverwaltung erklärt unter anderm:

„Der bestimmungsgemäß an der Universität Heidelberg über den bekannten Vorfall eingesetzte Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Professor Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Heim der Sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag, nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken eines Krieges sich dahin geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe". Nach Auffassung des Untersuchungsausschusses war diese Aeußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden auf das tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei ins Gewicht, daß die gemachte Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe, wie die allgemein bekannte, von Professor Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 über das Feld der Unehre. Mit der gemachten Aeußerung habe Professor Dr. Gumbel aufs neue bewiesen, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung heiligsten Empfindungen zu vermeiden. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaflichen Interesses sei festzustellen, daß Professor Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend und die die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedarf, erschüttern. Dieser Stellungnahme des Untersuchungsausschusses ist auch die philosophische Fakultät der Universität Heidelberg und der engere Senat der Universität beigetreten."

*

Wenn alle nationalistischen Hochschullehrer mit dem Maße gemessen würden, das hier an Gumbels Aeußerungen gelegt wurde, dann wären viele Lehrstühle schon seit langem verwaist oder unbesetzt worden. Denn was Nationalisten sich in bezug leisten auf „rücksichtslose und demagogische" Vertretung ihrer Ansichten über Republik und Republikaner, das ist hinreichend bekannt und mit den gelegentlichen gewiß nicht geschmackvollen Bemerkungen des Pazifisten Gumbels überhaupt nicht zu vergleichen. Besonders bedauerlich bleibt, daß die Maßregelung der Pazifisten gerade in Baden erfolgt, das einst den Ruf genoß, ein „Musterländle" der Freiheit zu sein!

Ausschnitt vom: 27. Aug. 1932

Märkische Abendpost
Königswusterhausen.

Der Fall Gumbel

Die badische Unterrichtsverwaltung teilt mit, daß dem Professor Gumbel die Lehrberechtigung an der Heidelberger Universität deswegen entzogen worden sei, weil Gumbel in einem Vortrag vor der Sozialistischen Studentengruppe erklärt habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe". Ton und Wortlaut dieser Aeußerung seien geeignet, die Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden aufs tiefste zu kränken. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten der akademischen Stellung nicht verträglichen rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigen und verletzen und die die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedarf, erschüttern.

Wenn alle nationalistischen Hochschullehrer mit dem Maße gemessen würden, das hier an Gumbels Aeußerungen gelegt wurde, dann wären viele Lehrstühle schon seit langem verwaist oder umbesetzt worden. Denn was Nationalisten sich in bezug leisten auf „rücksichtslose und demagogische" Vertretung ihrer Ansichten über Republik und Republikaner, das ist hinreichend bekannt und mit den gelegentlichen Bemerkungen des Pazifisten Gumbel überhaupt nicht zu vergleichen. Besonders bedauerlich bleibt, daß die Maßregelung der Pazifisten gerade in Baden erfolgt, das einst den Ruf genoß, ein „Musterländle" der Freiheit zu sein!

Kieler Zeitung und Handelsblatt, Kiel — 27. Aug. 1932

55

Was wird mit Gumbel? 27.8.32

Die neue Reichsregierung hat sich erfreulicherweise auf den Standpunkt gestellt, daß ein Wiederaufbau Deutschlands nur bei Wiederherstellung der kulturellen Grundlagen möglich ist, auf denen Deutschland einst seine Größe hat erringen können. Der Erlaß des Reichsinnenministers über die künftige Schulausbildung enthält dabei auch einen Passus, nach dem Lehrer, die gegen die nationalen und ethischen Grundanschauungen des Volkes verstoßen, im Lehrerstand keinen Platz mehr haben. Dasselbe muß natürlich auch für die deutschen Hochschulen gelten, in stärkerem Maße sogar, denn hier soll ja die geistige Führerschicht des Volkes herangebildet werden.

Im Gegensatz zu dieser Reinigungskur, die die Reichsregierung im Schulwesen durchführen will, steht aber die Tatsache, daß ein Mann wie Gumbel noch an deutschen Hochschulen wirken kann, obwohl er vor einiger Zeit erst wieder recht eigenartige Aeußerungen über die Gefallenendenkmäler getan hat. Allerdings hatte dieser neue Vorfall die Einleitung eines Disziplinarverfahrens zur Folge.

Wie man aus zuverlässiger Quelle erfährt, liegt das Votum der Fakultät bereits länger denn einen Monat dem Ministerium vor, das aber seine Entscheidung noch bis heute hinausgezögert hat. Der einzig mögliche Entscheid, der nach Lage der Dinge erfolgen kann, ist dabei die Aberkennung der Lehrbefähigung Gumbels.

Man muß auch annehmen, daß sich das Votum der Fakultät dafür ausgesprochen hat, da in einem Disziplinarverfahren gegen fünf Führer der Heidelberger Studentenschaft zwei von ihnen wegen des Ausdrucks, Gumbel sei ein „Schänder der deutschen Ehre", mit der Begründung freigesprochen wurde, die Universität hätte gegen diesen Ausdruck keinen Einspruch zu erheben. Mithin dürfte die Beurteilung der Persönlichkeit Gumbels von seiten der Professoren und der Studenten die gleiche sein.

Ausschnitt vom: 27. Aug. 1932

Leipziger Volkszeitung, Leipzig

Nochmals der Fall Gumbel

[illegible] Verteidigung der Verantwortlichen

SPD Karlsruhe, 26. August.

Die badische Unterrichtsverwaltung teilt heute die Gründe mit, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung des Professors Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg führten. Die Unterrichtsverwaltung erklärt u. a.: „Der bestimmungsgemäße an der Universität Heidelberg über den bekannten Vorfall eingesetzte Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Professor Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Heim der Sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag, nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken eines Krieges sich dahin geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe". Nach Auffassung des Untersuchungsausschusses war diese Aeußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden auf das tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei ins Gewicht, daß die gemachte Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe, wie die allgemein bekannte, von Professor Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 über das Feld der Unehre. Mit der gemachten Aeußerung habe Professor Dr. Gumbel aufs neue bewiesen, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung von heiligsten Empfindungen zu vermeiden. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Professor Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend und die die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedarf, erschüttern. Dieser Stellungnahme des Untersuchungsausschusses ist auch die philosophische Fakultät der Universität Heidelberg und der engere Senat der Universität beigetreten."

Wenn alle nationalistischen Hochschullehrer mit dem Maße gemessen würden, das hier an Gumbels Aeußerungen gelegt wurde, dann wären viele Lehrstühle schon seit langem verwaist oder umbesetzt worden. Denn was Nationalisten sich leisten in bezug auf „rücksichtslose und demagogische" Vertretung ihrer Ansichten über Republik und Republikaner, das ist hinreichend bekannt und mit den gelegentlichen Bemerkungen des Pazifisten Gumbel überhaupt nicht zu vergleichen. Besonders bedauerlich bleibt, daß die Maßregelung der Pazifisten gerade in Baden erfolgt, das einst den Ruf genoß, ein „Musterländle" der Freiheit zu sein!

Ausschnitt vom: 27. Aug. 1932

Senftenberger Anzeiger

Gegen den außerordentlichen Honorarprofessor Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg schwebte bekanntlich ein Untersuchungsverfahren wegen einer Aeußerung, daß das Kriegerdenkmal gewissermaßen eine einzige große Kohlrübe sein müßte. Nach Abschluß der Untersuchung haben der engere Senat und die philosophische Fakultät einstimmig beantragt, Professor Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das badische Unterrichtsministerium [illegible]

Extrait de : JOURNAL

LE CREUSOT

Adresse :

Date : 27 AOUT 1932

Signature :

Exposition :

. . .

La betterave

Symbole de la guerre allemande

M. Gumbel, professeur d'économie politique à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'Instruction publique des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite de l'enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes.

M. Gumbel aurait déclaré que « le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre ».

Extrait de : AVENIR MONTBÉLIARDAIS
MONTBÉLIARD
Adresse :
Date : 27 AOUT 1932
Signature :
Exposition :

A L'ETRANGER

Un professeur allemand révoqué. — Le professeur Gumbel, de l'Université d'Heidelberg, a été révoqué à cause de ses sentiments socialistes et pacifistes. M. Gumbel aurait déclaré que le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en mains la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre.

Extrait de : MESSAGER DES VOSGES
SAINTE-MARIE-AUX-MINES
Adresse :
Date : 27 AOUT 1932
Signature :
Exposition :

kronprinz et ses frères.

BERLIN, 25 août. — **Un professeur badois destitué.** — M. Gumbel, professeur d'économie politique à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'instruction publique du pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes.

M. Gumbel aurait déclaré que le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre.

BEUTHEN, 26 août. — **Nouvelles manifestations à Beuthen.** — Diverses manifestations se sont produites ...

Extrait de : MELLOIS
MELLE
Adresse :
Date : 27 AOUT 1932
Signature :
Exposition :

Sanctions contre un professeur pacifiste

M. Gumbel, professeur d'économie politique à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'Instruction publique des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes. M. Gumbel aurait déclaré que « le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre. »

From
Post
JAMESTOWN, N. Y.
8/27/32

Professor Lays Ousting to Hitler Influences

ITHACA, Aug. 26.—(AP)—Professor Emil Gumbel, dismissed from his Heidelberg University professorship since he came here to attend the International Congress of Genetics, today blamed the Hitlerites for his ouster.

Professor Gumbel denied he had ever made a statement attributed to him which was made the reason for discharging him. He was accused of saying "a turnip is better than a war monument."

Stahlhelm 26.8.32

Endlich!

Endlich hat sich das Badische Kultusministerium entschlossen, dem nun schon viele Jahre dauernden Gumbel-Skandal ein Ende zu machen. Dieser Heidelberger Universitätslehrer hat aus seiner radikalen pazifistischen Einstellung heraus bei den verschiedensten Gelegenheiten die Ehre des deutschen Soldatentums angetastet. Er hat es gewagt, davon zu sprechen, daß die deutschen Toten des Weltkrieges „auf dem Felde der Unehre" gefallen seien. In der letzten Zeit hat er das berüchtigte Wort gesprochen, daß für ihn die „riesengroße Kohlrübe" das Symbol des Kriegserlebnisses sei. Bisher haben die vorgesetzten Behörden sich stets geweigert, gegen diesen völlig ungeeigneten Universitätslehrer vorzugehen und sich statt dessen darauf beschränkt, Studenten zu maßregeln, die in verständlicher Empörung gegen Gumbel nachdrücklich demonstriert haben. Wir stellen mit Genugtuung fest, daß selbst die badische Regierung sich schließlich dazu veranlaßt gesehen hat, Herrn Gumbel den Stuhl vor die Tür zu setzen. Selbstverständlich nimmt die „deutsche" Linkspresse in allen möglichen Abschattierungen für Gumbel Partei. Das haben wir nie anders erwartet, aber wir sind heute glücklicherweise so weit, daß kritische Aeußerungen des „Vorwärts" oder des „Berliner Tageblattes" in den Amtsstuben nicht mehr bleiches Entsetzen hervorrufen, sondern lächelnd beiseite gelegt werden. Nichts aber ist kennzeichnender für die nationalpolitische Unfähigkeit des jetzt zu Grabe getragenen Systems, als die Tatsache, daß ein Mann wie Gumbel trotz der skandalösen Vorkommnisse fast 10 Jahre lang an einer deutschen Universität seine verhetzende und zersetzende Tätigkeit ausüben konnte.

Sonntagszeitung, Stuttgart

Ausschnitt aus der Nummer vom: 28. AUG. 1932

Gumbel geflogen

Der badische Kultusminister hat dem Professor Gumbel auf Antrag des heidelberger Senats die Lehrberechtigung entzogen, weil er ein kitschiges Kriegerdenkmal abfällig beurteilt hat. Man darf in Deutschland, über dessen Gefild das aufsteigende Hakenkreuz seine traurig-trüben Strahlen träufelt, keinen klaren Kopf behalten gegenüber Symbolen, deren Anblick jeden gutgewachsenen Spießbürger in Ekstasen überkompensierter Minderwertigkeitskomplexe versetzt. Daß die Herren Kollegen Gumbels den lächerlichen Anlaß benutzt haben, um den auch ihnen so verhaßten Mann von hinten in die Kniekehlen zu treten, nimmt den nicht wunder, der weiß, auf welchem Niveau so Universitätsprofessoren außerhalb ihres Fachgebiets zu leben gewohnt sind. Über das badische Ministerium wollen wir schweigen unter Hinweis auf brüningsche Notverordnungen.

Es ist wieder mal eine Schlacht geschlagen: der Spießbürger hat einen herrlichen Sieg davongetragen. Die heidelberger Universität hat den Tag, an dem Gumbel geflogen ist, auf ewige Zeiten zu ihrem Nationalfeiertag erklärt, raunt man sich zu.

Professor Gumbel hat von New York aus, wo er auf Einladung eines wissenschaftlichen Instituts eine Reihe von Vorträgen hält, beim badischen Gesamtministerium Einspruch gegen die Entscheidung des Kultusministers erhoben.

B.T. 27.8.32

Gumbels Absetzung.

Das badische Unterrichtsministerium hat jetzt die Begründung für die Amtsentsetzung Professor Gumbels mitgeteilt. Der von der Universität eingesetzte Untersuchungsausschuss habe, so heisst es darin, festgestellt, dass Professor Gumbel in seinem Vortrag bei der sozialistischen Studentengruppe im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges gesagt habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe". Diese Aeusserung sei geeignet gewesen, die Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden auf das tiefste zu kränken. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten sei festzustellen, dass Professor Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, Aeusserungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend seien.

Professor Gumbel hat gegen seine Amtsentsetzung beim badischen Staatsministerium Rekurs angemeldet. In seiner Verteidigungsschrift macht er erneut klar, dass es sich bei der inkriminierten Aeusserung auf der einen Seite um die Charakterisierung des Kriegerdenkmals mit der leicht bekleideten Jungfrau, auf der anderen Seite um ein Symbol für den Hunger und die Schrecken des Krieges in Gestalt einer Kohlrübe als „Denkmal des Krieges" gehandelt habe. Alle Zeugen, mit Ausnahme der drei nationalsozialistischen Studenten, die in der Versammlung waren, hätten den Satz so verstanden, von einem Kriegerdenkmal sei im Zusammenhang mit der Kohlrübe usw. nicht gesprochen worden.

Generalanzeiger Dortmund
[illegible] 8.32. Dortmund

Deutsche Hochschullehrer als Freiwild

Nach Gumbel – Abderhalden-Halle?

Am Verfassungstage 1930 wurde der bekannte Gelehrte und Pazifist E. J. Gumbel von dem badischen Kultusminister zum Professor der Universität Heidelberg ernannt, und im August 1932 haben sich Senat und Fakultät der Universität einstimmig für die Entziehung der Lehrberechtigung Gumbels ausgesprochen. Das badische Kultusministerium hat diesem Antrage entsprochen, und Professor Gumbel hat damit als abgesetzt zu gelten. Die Vorgänge, die zu dieser Maßregelung geführt haben, sind bekannt. Eine Aeußerung, die Professor Gumbel im geschlossenen Kreise ganz außerhalb seiner Lehrtätigkeit gemacht hat, wurde aus dem Zusammenhang gerissen und, wie zahlreiche glaubwürdige Zuhörer versichern, plump verfälscht; drei nationalsozialistische Studenten traten als Schwurzeugen auf, und das Scherbengericht war fertig. Mag die eigentliche Urteilsbegründung aussehen wie sie will: fest steht, daß die Absetzung Gumbels den Wünschen entspricht, die der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rupp kurz vor den Wahlen in einer Heidelberger Studentenversammlung unter dem Beifallsgeheul des akademischen Pöbels in die Worte kleidete: „Sorgen Sie dafür, daß am 31. Juli der Grundstein gelegt wird für den deutschen Staat, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden."

Der Verlauf des 31. Juli hat den Grundstein für das Dritte Reich immer noch nicht gelegt, aber die Totengräber deutscher akademischer Lehrfreiheit sind, wie man sieht, weiter am Werke, der Unabhängigkeit der Wissenschaft das Grab zu schaufeln und sie unter das Joch der parteipolitischen Gasse zu zwingen. Die wissenschaftlichen Qualitäten und der Wert der wissenschaftlichen Leistungen Gumbels werden sogar von dem Untersuchungsausschuß der Heidelberger Universität anerkannt, dessen Gutachten für das schwerwiegende Verdikt der Amtsentsetzung entscheidend gewesen sein dürfte, und es ist beschämend für jeden, der noch ein wenig Gefühl für die Würde und das Ansehen deutscher Wissenschaftler hat, daß man im Deutschland von heute einem Mann von der Weltbedeutung Gumbels um einer politischen Bagatelle willen den Prozeß macht. Man hat scheinbar bei uns in gewissen Kreisen jedes Gefühl dafür verloren, wie sehr man das deutsche Ansehen im Auslande schädigt, wenn man einen Mann, der auf seinem Spezialgebiet der mathematischen Statistik der ganzen Welt als Autorität gilt, davon Mitteilung machen muß, daß er einer parteipolitischen Hetze zum Opfer gefallen ist, während er sich auf einer Vortragsreise in Amerika befindet.

Doch der Fall Gumbel ist erledigt, er reiht sich einer Reihe anderer und ähnlich beschämender Fälle würdig ein: der Hetze gegen Lessing in Hannover, gegen Dehn in Halle, Nawiasky in München u. a. m. Gegen Professor Gumbel bläst man zum Halali und hält dabei gleichzeitig Ausschau nach neuen Opfern, um nach dem oben erwähnten Wort des Abgeordneten Rupp „die Gumbel und Konsorten" auf deutschen Universitäten unmöglich zu machen. Zu den „Konsorten" scheint der Leiter des physiologischen Instituts der Universität Halle, der auch als Schriftsteller und Philantrop bekannte Geheimrat Dr. Abderhalden gehören zu sollen, gegen den zur Zeit in Halle von den dortigen hakenkreuzbesessenen Studenten und Professoren eine wüste Hetze inszeniert wird. In der nationalsozialistischen Zeitung „Der Kampf" (Nr. 186/32) nennt ein Mitglied des „Nationalsozialistischen Aerztebundes Gau Halle-Merseburg" das Institut des verdienten Gelehrten „ein Eldorado von Juden und Ausländern", und die Hallenser Hakenkreuzler machen kein Hehl daraus, daß Geheimrat Abderhalden bei Ausbruch des Dritten Reiches zu verschwinden habe. Sachlich richtig ist an dem „Vorwurf" übrigens lediglich, daß an besagtem Institut ein einziger Jude beschäftigt ist. Aber Professor Abderhalden ist Republikaner und hat aus dieser seiner Ueberzeugung als aufrechter Mann niemals ein Hehl gemacht, und außerdem gibt er mit der von ihm geleiteten Zeitschrift „Ethik" ein Organ heraus, das sich mit der Sexual- und Gesellschaftsethik unserer Zeit befaßt und sich dabei einer überaus wohltuenden Ueberparteilichkeit befleißigt. Daß sich der Herausgeber von dieser Linie auch durch den Rassen- und Blutwahn des deutschen Faschismus nicht abbringen läßt, ist wohl sein allergrößtes Verbrechen. In dem bereits angeführten Artikel des nationalsozialistischen Blattes faßt der Artikelschreiber seine ganz und gar unsubstanzierten Vorwürfe gegen Abderhalden in dem höhnischen Schlußsatz zusammen: „Vielleicht hängt das mit der überparteilichen Ethik zusammen, die die Hallen dieses Instituts durchweht."

Man wird sich danach für die nächste Zeit aus der in dieser Hinsicht bereits unrühmlichst bekannten Universität Halle auf eine neue Hetze gefaßt machen dürfen, und man hat den Wunsch an den letzten Satz der Kundgebung der Reichsregierung vom 23. August zu erinnern: „Die Reichsregierung wird jedem Versuch, die Grundsätze des Rechtsstaates zu verfälschen und die politischen Leidenschaften zu erneuten Ausschreitungen aufzustacheln, zu begegnen wissen." Auf Grund dieses Satzes sollte man sich auch des akademischen Studenten-Pöbels und seiner Drahtzieher annehmen.

. . . nn.

Zur Strecke gebracht

Der Fall Gumbel

Das Badische Kultusministerium hat dem außerordentlichen Professor an der Universität Heidelberg, Dr. E. J. Gumbel auf Antrag des Senats und der Philosophischen Fakultät die Lehrberechtigung entzogen.

Professor Gumbel lehrte an der Universität Heidelberg mathematische Wissenschaft. In dem Gutachten des Untersuchungsausschusses der Philosophischen Fakultät in Heidelberg wird über seine wissenschaftliche Qualität folgendes gesagt: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliches Interesse. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt."

Ein Ausdruck dieser Anerkennung ist, daß Professor Gumbel zur Zeit in Amerika eingeladen ist, Vorträge zu halten, nach dieser amerikanischen Verpflichtung an die Sorbonne in Paris geht, um dort 6 Gastvorträge über mathematische Statistik zu halten. Diesem selben Professor Gumbel, dessen hohe wissenschaftlichen Fähigkeiten also unbestritten sind, wird die Lehrberechtigung entzogen. Warum?

Gumbel soll nach Aussage dreier nationalsozialistischer Studenten in einer geschlossenen Versammlung der sozialistischen Studentenschaft am 27. Mai eine nicht mehr, auch nach dem Ergebnis der Untersuchungen, feststellbare Gegenüberstellung von „Leichtbekleideter Jungfrau" und „Kohlrübe" bezüglich des Kriegerdenkmals gemacht haben. So sehr auch der Untersuchungsausschuß sich bemüht hat, einen genauen Wortlaut dieser Aeußerung zu erhalten, sind keine zureichenden Anhaltspunkte für den Wortlaut feststellbar gewesen. Nur soviel wurde festgestellt, daß die Worte als solche gefallen sind. Die Verbindung konnte nicht mehr rekonstruiert werden. Die Sozialisten haben bekundet, diese Aeußerung nicht beachtet zu haben, die Nationalsozialisten behaupten, diese Aeußerung, sofort nachdem sie gefallen war, sich notiert zu haben. Gumbel selbst erklärt, und dieser Erklärung schließt sich die große Mehrheit der Versammlungsbesucher an, daß in der Zeit des Krieges, der er im Gegensatz zu den Lobpreisern des Krieges von heute als Soldat mitgemacht hat, der Hunger zu dem schließlich alles überragenden Gefühl wurde, und daß dagegen die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit, sozusagen als Symbol, als Denk-Mal des Krieges adaequat ist. Während die damalige Zeit den Krieg in seiner Schauderhaftigkeit erkannt, während namentlich die Soldaten von ihm in durchaus despektierlicher Weise sprachen, versucht die spätere Zeit seinen fürchterlichen Ernst zu vermindern und ihn, auch durch Denkmäler, zu verklären.

Bei dem Antrag des Untersuchungsausschusses, dem sich der Senat anschloß, stützte man sich auf die angebliche Aeußerung Gumbels aus dem Jahre 1924 von dem Felde der Unehre. Immer wieder wird in dem Gutachten auf dieser Aeußerung herumgeritten. Daß man Gumbel mit der Entziehung der Lehrberechtigung sozusagen seine wirtschaftliche Existenz entzogen hat, sei nur nebenbei erwähnt. Die Herren Professoren haben sich scheinbar darüber den Kopf nicht zerbrochen. Aber was sind eigentlich die wahren Gründe? Mit Gumbel wollte man den Sozialdemokraten, den Pazifisten und insbesondere den unerschrockenen Kämpfer gegen die Fememörder treffen. [illegible] Namen machte durch seine bekannten Bücher „Zwei Jahre" und „Vier Jahre Mord", der gegen die Fememörder durch sein Buch „Verräter verfallen der Feme" bekannt wurde. Diesem Mann, der die nationalsozialistische Bewegung schon im Jahre 1920, als sie in geheimen Bünden sich zu organisieren begann, als das erkannte und brandmarkte, was sie ist und als was sie das Beuthener Oberlandesgericht hingestellt hat, eine Organisation, die Meuchelmörder beherbergt und die Meuchelmörder schützt, galt der Haß, galt die Verfolgungswut. Nun noch, daß Gumbel sich zum Sozialismus und Pazifismus bekennt, das schlug dem Faß den Boden aus.

In diesen Tagen haben wir erlebt, daß so viele Vorkämpfer freiheitlicher, sozialistischer und pazifistischer Ideen in die Wüste geschickt werden. Aber in keinem Fall ist so eklatant der Nachweis zu führen, daß es den Leuten darauf ankam, einen Mann zur Strecke zu bringen wie im Fall Gumbel. Daß das Badische Kultusministerium sich dem Antrage der reaktionären Professorenschaft und der hinter dieser Professorenschaft stehenden nationalsozialistischen Meute beugte, ist ein Eingeständnis einer Schwäche, die wir vor kurzem noch nicht für möglich gehalten haben. Der Fall Gumbel ist trotz des notwendigen entschiedenen Protestes unreparabel, wenn die augenblicklich herrschenden Zustände durch das Volk beseitigt werden. K. G.

28. 8. 32. Morgenausgabe

Das Urteil gegen Gumbel

„Keine hinreichende Selbstkontrolle" / Ein amtlicher Bericht

t. Karlsruhe, 26. August. (Eigener Bericht.) Ueber die Gründe, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung Prof. Gumbels an der Universität Heidelberg führten, wird von der badischen Unterrichtsverwaltung nunmehr amtlich eine Mitteilung herausgegeben, in der es u. a. heißt: Der bestimmungsgemäß an der Universität Heidelberg über den bekannten Vorfall eingesetzte Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Prof. Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Hause der sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg gehaltenen Vortrag über „Krieg und Arbeiterbewegung", nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges sich dahin geäußert habe: „Das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe". Nach Auffassung des Untersuchungsausschusses war diese Aeußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden aufs Tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend fiel hierbei die Tatsache ins Gewicht, daß die jetzige Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe wie die allgemein bekannte, von Prof. Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 („Feld der Unehre").

Mit der getanen Aeußerung, so heißt es in der Mitteilung der badischen Unterrichtsverwaltung, habe Prof. Dr. Gumbel aufs Neue bewiesen, daß er

nicht imstande sei, eine Verletzung von heilig zu haltenden Empfindungen zu vermeiden.

Auch wenn es nicht in der Absicht des Redners gewesen sei, die Gefallenen herabzusetzen, so sei die Aussage als solche doch ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen. Die Aeußerung Gumbels bekomme ein besonderes Gewicht dadurch, daß es sich um eine Wiederholung des Falles von 1924 handele. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Prof. Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit der Pflicht seiner akademischen Stellung nicht verträglichen rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend wirken und die Achtung des Vertrauens, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern.

Nicht die politische Ueberzeugung sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen.

Nicht eine einmalige Entgleisung liege vor, sondern es habe sich gezeigt, daß die Vorfälle der vergangenen Jahre so tief in der nicht mehr wandelbaren Anlage der Persönlichkeit Gumbels begründet seien, daß auch die ernste und nachdrückliche Warnung, die ihm zuteil geworden sei, eine Wiederholung nicht zu verhindern vermocht habe.

Auf Grund dessen hat der Untersuchungsausschuß erklärt, daß die Voraussetzung [der] Entziehung der Lehrberechtigung vorliege. An der Richtigkeit der tatsächlichen Feststellung des Untersuchungsausschusses in den wesentlichen Punkten hatte die Unterrichtsverwaltung, nachdem zwei der Hauptbelastungszeugen ihre Aussagen unter Eid erhärtet hatten, keinen Zweifel. Sie hat sich in der Wertung des Tatbestandes der Beurteilung dem Untersuchungsausschuß angeschlossen unter der besonderen Hervorhebung des Umstandes, daß

Anlaß zum Einschreiten nicht der Inhalt, sondern die Form der Aeußerung

gegeben hat. Die Entscheidung hat andererseits die wissenschaftliche Qualifikation des Prof. Gumbel hervorgehoben und seine Ueberzeugungstreue. Diese für Prof. Gumbel sprechenden Momente könnten aber die ihn belastenden Umstände nicht aufwiegen. Der Unterrichtsminister kam daher zu der Entscheidung, daß Prof. Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordern, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei.

*

Professor Gumbel ist ein Fanatiker der Friedensidee. Wie manche andre Fanatiker hat er in der Leidenschaft seiner Ueberzeugung die feinen Grenzen des Taktes nicht immer eingehalten. Es wäre erfreulich, wenn die Vornehmheit des akademischen Tones künftighin wieder strenger gewahrt würde, nicht nur bei den Professoren! Es wäre dann aber zu empfehlen, auch den Fanatikern vom Stamme Hitler die guten alten oder bessere neue Sitten beizubringen. Inwieweit die Entziehung der Lehrberechtigung in allen diesen Fällen am Platze ist, ist eine weniger einfache Frage.

Prager Tageblatt, Prag

28. 8. 32.

Die Begründung des Urteils gegen Gumbel.

Die „Frankf. Ztg." berichtet über die Amtsentsetzung des Professors Gumbel in Heidelberg.

Das Urteil des Untersuchungausschusses geht von der Feststellung aus, das Gumbel in seinem Vortrag vom 27. Mai im Zusammenhang mit einer Darstellung der Not und der Schrecken des Kriegs geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe." Gumbel hat bestritten, die Aeußerung in dieser Form getan zu haben; demgegenüber standen die eidlichen Aussagen zweier Belastungszeugen, die der Ausschuß — und, ihm folgend, das Unterrichtsministerium — als beweiskräftig ansah. Nach Auffassung des Ausschusses war diese Bemerkung geeignet, die Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden zu kränken. Entscheidend falle ins Gewicht, daß die Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe wie die im Jahre 1924 gemachte Bemerkung von den Soldaten, die „auf dem Felde der Unehre" gefallen seien. Auch wenn es nicht in der Absicht des Redners gelegen habe, die Gefallenen herabzusetzen, so sei die Aussage ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen. Die Aeußerung von 1932 entspringe ebenso wie die von 1924 der Neigung, polemisch zugespitzte Formulierungen in ironisierender Tonart vorzutragen, ohne der von ihm abgelehnten Gesinnung mit wirklichem Ernst gegenüberzutreten. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten sei festzustellen, daß Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten einer Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität als unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen.

Gumbel, der zurzeit in Amerika ist, hat von dort nach Blättermeldungen mitgeteilt, daß er die Entscheidung des Kultusministeriums beim Staatsministerium anfechten werde.

Extrait de : **JOURNAL MONTLUÇON**

Adresse :

Date : 28 AOUT 193 1932

Signature :

Exposition :

Des mesures discipl naires sont prises contre un professeur trop pacifiste

Berlin, 23 août. — M. Gumbel, professeur d'économie politique à l'université de Heidelberg et pacifiste bien connu, ne pourra plus enseigner. En effet, le ministère de l'Instruction publique du pays de Bade lui a retiré ses droits, à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel.

Dans une réunion d'étudiants socialistes M. Gumbel aurait déclaré que « le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre. »

N° DE DÉBIT

Extrait de : **OBSERVER LONDRES**

Adresse :

Date : 28 AOUT 1932

Signature :

Exposition :

Sayings of the Week.

One is tempted to dream that in Utopia it will be a criminal offence to play games after one is twenty-five.—*Mr. Geoffrey Weald.*

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.—*Professor Gumbel.*

I can foresee a time when families will buy a new suite of cars just as they now buy a new suite of furniture.—*Sir William Morris.*

Most of the film posters on the hoardings appear to have been born in hell.—*The Rev. William Younger.*

The newspaper of the future will be edited by groups of editors and produced by groups of engineers.—*Mr. R. D. Blumenfeld.*

Though we may proclaim our desires from the housetops, our passions are reserved for the confessional.—*Mr. Derek Verschoyle.*

I have no respect for or understanding of the clan feeling, which is entirely outside my experience.—*Mr. J. B. Priestley.*

Hedges, like farms, exist for reasons unconnected with the aesthetic requirements of fair weather motorists.—*Mr. H. T. Hewett.*

AUSSCHNITT VOM 29. AUG. 1932

Neue Badische Landeszeitung, Mannheim

Abendausgabe

Der Fall Gumbel

65

Privattelegramm

New York, 29. August.

Professor Gumbel hat die amtliche Entscheidung des badischen Unterrichtsministers erhalten. Die mitgeteilte Dienstentlassung ist aber noch nicht rechtskräftig, weil Gumbel noch der Rekurs an das Staatsministerium zusteht, von dem er auch Gebrauch machen wird. Da aus der Entscheidung des Unterrichtsministeriums hervorgeht, daß man nur zwei nationalsozialistische Studenten vereidigt hat, wird Gumbel Beschwerde einlegen, daß ausgerechnet zwei Belastungszeugen eidlich vernommen wurden, dagegen die große Zahl entlastender Zeugen nicht zu einer eidlichen Aussage zugelassen wurde.

Neu ist der Vorwurf, Gumbel habe in einer politischen Versammlung außerhalb der Hochschule eine Petition an den Reichspräsidenten zugunsten des vom Reichsgericht verurteilten Herausgebers der „Weltbühne", Ossietzky, zirkulieren lassen. Gumbel erklärt dazu, daß bereits vor ihm mehrere Heidelberger Professoren die Petition unterzeichnet hatten.

Der Fall Gumbel erregt in der amerikanischen Oeffentlichkeit nicht unbedeutendes Aufsehen. Von führenden Tageszeitungen wurde der Gemaßregelte interviewt. Die amerikanische Presse kennzeichnet die Entscheidung als einen Sieg der faschistischen Studentenschaft."

Professor Gumbel verteidigt sich

B.Z.

Funkspruch 29.8.32

New York, 29. August

Professor Gumbel hat inzwischen die amtliche Entscheidung des badischen Unterrichtsministers erhalten. Die darin ausgedrückte Dienstentlassung ist noch nicht rechtskräftig, weil Gumbel ein Rekurs an das Staatsministerium zusteht, wovon er natürlich Gebrauch machen wird. Die Entscheidung des Ministers ist außerordentlich umfangreich. Sie besteht hauptsächlich aus einer Wiederholung der gegen Gumbel vorgebrachten Anschuldigungen. Mit keinem Wort geht sie auf die wesentlichen Punkte von Gumbels Abwehrschrift ein.

Zwei Punkte sind neu. Der erste ist, daß das Ministerium nur zwei nationalsozialistische Studenten vereidigte. Gumbel wird Beschwerde einlegen, daß ausgerechnet die zwei Studenten, die ihn belasteten, eidlich vernommen, jedoch andere Studenten in großer Zahl zu eidlicher Aussage nicht zugelassen wurden. Gumbel verlangt, daß die Akten des Disziplinarverfahrens hinzugezogen werden, die die Glaubwürdigkeit der vereidigten Studenten aufs schwerste erschüttern. Neu ist zweitens der Vorwurf, Gumbel habe in einer politischen Versammlung außerhalb der Hochschule eine Petition für den Herausgeber der „Weltbühne", Ossietzky, an den Reichspräsidenten zirkulieren lassen. Gumbel erklärte hierzu, daß bereits mehrere Heidelberger Professoren die Petition unterzeichnet hatten.

Der Fall Gumbel erregt nicht unbedeutendes Aufsehen in der amerikanischen Oeffentlichkeit. Führende Tageszeitungen haben den gemaßregelten Dozenten interviewt und kennzeichnen die Entscheidung als einen Sieg der faschistischen Studentenschaft.

Die Welt am Montag 29.8.32.

Der Fall Gumbel

Richter in eigener Sache

Ein Opfer der Kriegshetzer

Professor Dr. Gumbel, der viel gehaßte Chronist der politischen Morde in Deutschland, erhielt in der vergangenen Woche die venia legendi (Lehrgenehmigung) durch die badische Unterrichtsverwaltung entzogen. In der Begründung dieses nicht zu qualifizierenden Beschlusses behauptet die maßgebende Stelle, Herr Gumbel habe sich in einer Versammlung der sozialistischen Studentengruppe geäußert: „Das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe."

Ueber die Berechtigung dieses Satzes könnte gestritten werden, wenn er gefallen wäre. Er wird aber sowohl von Professor Gumbel wie von fast allen anwesenden Studenten bestritten. Belastungszeugen sind allein drei Nationalsozialisten unter Führung des aus den vorjährigen Studentenunruhen bekannten Nationalsozialisten Dörr, dem führenden Kopf der Heidelberger nationalsozialistischen Studenten. Professor Gumbel hat in seiner Rede, wie alle Ohrenzeugen bestätigten, die Gefallenen in keiner Weise verächtlich gemacht, sondern als Pazifist gegen die Verherrlichung des Krieges durch Kriegerdenkmäler Stellung genommen.

Es ist bezeichnend, daß der Untersuchungsausschuß der Universität den Aussagen der Nationalsozialisten glaubt und alle anderen Aussagen beiseiteschiebt. Er macht damit die klagende Partei zum Richter in eigener Sache. Das Urteil ist nur aus der Haßatmosphäre der Heidelberger Universität verständlich, die, seit Jahren planmäßig durch Flugblätter, Plakatanschlag, Vorträge erzeugt, endlich ihr Opfer gefunden hat. Selbst vor der Todesdrohung gegen Gumbel ist man nicht zurückgeschreckt. Jetzt hat sich die Fakultät zum Handlanger Hitlers gemacht. Man hat Gumbel nicht körperlich getötet, sondern als Wissenschaftler hinzurichten versucht. Wer die Universitätsprofessoren kennt, braucht sich nicht zu wundern. Zum größten Teil nazifreundlich, haben einige unter ihnen seit Jahren die schlimmste Pogromhetze gegen die Juden und den Haß gegen die Republik in ihren Kollegs gepflegt. Daß aber die badische Unterrichtsverwaltung auf diese Spitzelarbeit hereingefallen ist, ist ein politischer Skandal. Oder will das „Musterländle" den Vorsprung Braunschweigs und Thüringens beschleunigt nachholen?

Die Zeiten der „Lex Arons" sind wiedergekommen, nur daß heute kein Gesetz nötig ist. Die Rückenmarkserweichung der Professoren genügt zur Erreichung des Zieles: Fernhaltung jedes pazifistischen, sozialistischen, republikanischen Einflusses von den Universitäten.

AUSSCHNITT VOM: 29. AUG. 1932

Coburger Tageblatt, Coburg

Die Begründung des Urteils gegen Gumbel

Der kurzen Mitteilung, daß Prof. Gumbel-Heidelberg seines Amtes entsetzt worden ist, folgt jetzt die nähere Begründung.

Auf die kurze amtliche Mitteilung über die Amtsentsetzung des Professors Gumbel in Heidelberg ist von vielen Seiten die Frage nach der näheren Begründung für diese Maßregelung gestellt worden. Hierüber kann folgendes mitgeteilt werden:

Das Urteil des Untersuchungsausschusses, dem die Prüfung der Angelegenheit übertragen worden war, geht von der tatsächlichen Feststellung aus, daß Gumbel in seinem Vortrage vom 27. Mai im Zusammenhang mit einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe." Gumbel selbst hat bekanntlich bestritten, die Aeußerung in dieser Form getan zu haben; demgegenüber standen aber die eidlichen Aussagen zweier Belastungszeugen, die der Ausschuß — und, ihm folgend, das Unterrichtsministerium — als beweiskräftig ansah. Nach der Auffassung des Ausschusses war diese Bemerkung geeignet, die gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden aufs tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei die Tatsache ins Gewicht, daß die jetzige Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe wie die im Jahre 1924 gemachte Bemerkung von den Soldaten, die „auf dem Felde der Unehre" gefallen seien. Auch wenn es nicht in der Absicht des Redners gelegen habe, die Gefallenen herabzusetzen, so sei die Aussage doch ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen. Die Aeußerung von 1932 entspringe ebenso wie die von 1924 der verhängnisvollen Neigung, polemisch zugespitzte Formulierungen in ironisierender Tonart vorzutragen, ohne der von ihm abgelehnten Gesinnung mit wirklichem Ernst gegenüberzutreten. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten sei festzustellen, daß Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität als unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen.

Dieser Stellungnahme des Untersuchungsauschusses sind die Philosophische Fakultät und der engere Senat der Universität beigetreten. Auch die Unterrichtsverwaltung hat sich in der Wertung des Tatbestandes der Beurteilung des Ausschusses angeschlossen unter besonderer Hervorhebung des Umstandes, daß Anlaß zum Einschreiten nicht der Inhalt, sondern die Form der Aeußerung gegeben habe und daß die Entscheidung des Ausschusses die wissenschaftliche Qualifikation Gumbels und seine Ueberzeugungstreue hervorhebe. Es sei kein Zweifel, daß die sarkastische Gegenüberstellung, wie sie die Aeußerung enthalte, tief verletzend auf alle diejenigen wirken müsse, die in ihrer Vorstellungs- und Gefühlswelt das Gedenken an den Krieg nicht loslösen können und wollen von dem Gedenken an die heldenhaften Leistungen der deutschen Wehrmacht. Heldentum und Opfertod im Kriege bildeten für das vaterländische Empfinden einen geheiligten Bezirk, dem sich niemand und vor allem nicht der, der an verantwortungsvoller Stelle zur deutschen Jugend spreche, ohne ehrfurchtsvollen Ernst nähern solle. Daß Gumbel es hieran habe fehlen lassen, bilde seine Verfehlung.

Volkswacht für Schlesien, Breslau

29. 8. 32.

Gumbels Maßregelung

Skandalöse Begründung des Unterrichtsministeriums

Karlsruhe, 26. August. (Eigenbericht).

Die badische Unterrichtsverwaltung teilt nun die Gründe mit, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung des Professors Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg führten. Die Unterrichtsverwaltung erklärt u. a.:

„Der bestimmungsgemäß an der Universität Heidelberg über den bekannten Vorfall eingesetzte Untersuchungsausschuß hat festgestellt, daß Professor Dr. Gumbel in einem am 27. Mai 1932 im Heim der sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag, nachdem ihm bekannt war, daß politische Gegner anwesend waren, im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken eines Krieges sich dahin geäußert habe, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe."

Nach Auffassung des Untersuchungsausschusses war diese Aeußerung ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet, die Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges zu verletzen und das nationale Empfinden auf das tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei ins Gewicht, daß die gemachte Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe, wie die allgemein bekannte, von Professor Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 über das Feld der Unehre. Mit der gemachten Aeußerung habe Professor Dr. Gumbel aufs neue bewiesen, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung von heiligsten Empfindungen zu vermeiden. Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses sei festzustellen, daß Professor Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend und die die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedarf, erschüttern. Dieser Stellungnahme des Untersuchungsausschusses ist auch die philosophische Fakultät der Universität Heidelberg und der engere Senat der Universität beigetreten".

Wenn alle nationalistischen Hochschullehrer mit dem Maße gemessen würden, das hier an Gumbels Aeußerungen gelegt wurde, dann wären viele Lehrstühle schon seit langem verwaist oder umbesetzt worden. Denn was Nationalisten sich inbezug auf „rücksichtslose und demagogische" Vertretung ihrer Ansichten über Republik und Republikaner leisten, das ist hinreichend bekannt und mit den gelegentlichen Bemerkungen des Pazifisten Gumbels überhaupt nicht zu vergleichen. Besonders bedauerlich bleibt, daß die Maßregelung des Pazifisten gerade in Baden erfolgt, das einst den Ruf genoß, ein „Musterländle" der Freiheit zu sein!

Neueste Nachrichten au

„NEUER RHEIN-U

Rhein- u. Kinzigbote

Kehl 29. 8. 32

Kehl und Hanauerland

Kehl, 29. August. Es vergeht kein Tag, an welchem nicht die „Neuesten Nachrichten" in Straßburg ihre öden, geistlosdummen Anrempelungen gegen alles Deutsche aus ihrem Kropf schütteln. Wenn sich keine Gelegenheit dazu bietet, so wird sie eben künstlich geschaffen. Die angebliche Belästigung eines Elsässers durch einen Deutschen in Kehl wegen des Eigentumsrechts am Rhein (!) ist ein zu plumper Sauregurken- und Hundstagsschwindel, als daß man überhaupt darüber ein Wort verlieren sollte. Jedermann weiß, daß in Kehl durch eine jahrhundertelange Verbundenheit mit Straßburg ein Haß gegen das Elsaß und die Elsässer nicht Raum findet, umsoweniger als man auf der deutschen Seite sich aufrichtiger und ehrlicher als es die „Neuesten Nachrichten" einzugestehen den Mut haben, der Tatsache bewußt ist, daß wir im Grunde eines nämlichen Stammes sind, eine und dieselbe natürliche Volkssprache sprechen, und wenn nicht widerliche Hetzer dazwischen stänkern, uns immer und zwanglos mit unsern Nachbarn links des Rheins vertragen haben. Gelegentliche kleine Ausnahmen beweisen nichts gegen diese Tatsache, die sind mehr familiärer Natur. Es gehört aber zur Berufspflicht der „Neuesten", diese Harmonie zu stören. Für solche gewohnheitsmäßige Störenfriede hat der Straßburger den Unterschied zwischen Elsässer und Wackes. Welche Bezeichnung für die „Neuesten" paßt, darüber sollte das Blatt einmal den Mut haben, eine Abstimmung zu veranstalten, man würde für das öde Zeitungspapier schon den richtigen Titel herausfinden. — Die gehässigen Glossen über die unerwarteten Mißerfolge der deutschen Olympiakämpfer in Los Angeles, die sich die „Neuesten" erwartungsgemäß leisteten, bestätigen das sattsam bekannte Niveau des unter der Redaktion des Herrn Knittel stehenden Hetzblattes. Das Unterernährung, psychische langjährige Bedrückung, wirtschaftliche unerhörte Sorgen auch auf den Sportgeist übergreifen, das weiß der Schreiber der „Neuesten" ganz genau, aber weil es sich um Deutsche handelt, so darf darüber mit Roheit und Hohn hinweggegangen werden. — Der „Fall" Gumpel in Heidelberg wird von dem edlen Blatt gedeutet als eine Kapitulation vor den Nationalsozialisten, als eine Schwäche der Regierung. Dabei weiß man auch auf der Redaktion der „Neuesten", daß man in Deutschland unterscheidet zwischen Pazifisten und Pazifisten. Wenn ein Universitätsdozent ein Kriegerdenkmal höhnisch hinstellt als eine Art Runkelrübe, so hört da die anständige Kritik auf, hier beginnt eine beleidigende Geschmacklosigkeit, die auch von den aufrichtigsten Pazifisten abgelehnt wird. Uns wundert zweierlei: Einmal, daß ausgesprochen ein Charakter wie Herr Knittel der französischen Propaganda gut genug ist, die für beide Teile notwendigen Beziehungen grundsätzlich zu vergiften, auf der anderen Seite aber wundert es uns unemein, daß das hetzerische Papier in Kehl von Deutschen noch gehalten wird, die sich sonst auf ihre Gesinnung etwas zugute tun.

Kehl. Hauerts eines Rheinlahues. Der Kehl

NEW - YORK - HERALD
Av. de l'Opéra, 49, II

29 AOUT 1932

Heidelberg Expels Professor Who Urged Turnip as War Symbol

(From The Herald and Herald Tribune Bureau)

BERLIN, Sunday. — Professor Gumbel, prominent pacifist, has been expelled from his post as professor of political economy at the University of Heidelberg for airing too freely his views against war and nationalism.

Gumbel, who is at present lecturing in America, was dismissed by the ministry of education of the state of Baden at the request of the Senate and the philosophical faculty at Heidelberg, following an investigation by that body into his political utterances.

The nationalist students had been gunning for Gumbel because of his outspoken anti-war speeches for the last 15 years, but the climax came last May, when the professor, in a speech before Socialist students, declared:—

"For me the war memorial to the German soldier is a lightly clothed virgin proffering not the palm of victory but just one big turnip."

Gumbel urged that a turnip should be taken in Germany as the symbol of the World war because during the blockade by the allies that vegetable was practically the only food the German people had to eat.

Gumbel's appointment as professor at Heidelberg—the centre of German student romanticism—by a Socialist minister in 1930 led to frequent protest meetings by students. This summer there was a stormy gathering of Nazi students at Heidelberg town hall at which a Nazi Reichstag deputy exclaimed:—

"See to it that on July 31—the date of the Reichstag election—the foundation stone of the German state is laid where the Gumbels shall be no more. Gumbel can be buried, and not lilies, but turnips shall be planted on his grave."

FROM Chronicle Augusta

AUG 29 1932 Ga.

The Nineteenth Century Revived

Days of the nineteenth century, when students and college professors went about with banners waving in the cause of liberal government, live again amid the disillusionment of a post-war world. Time was, especially in Germany and France, when there was nothing the professors liked better than to deliver a tirade against the existing government which was thinly disguised as an echo of the views of Tacitus on the Caesars; the student who assassinated Kotzbue, a henchman of King Frederick William of Prussia, because he thought that he was responsible for Frederick William's unwillingness to join the liberals of 1848, gained a reputation as a martyr to liberty after the execution.

But now it is a different sentiment. The students and the professors are divided. A liberal professor at the University of Heidelberg has been dismissed by the Minister of Education of the State of Brunswick as a result of the clamor raised against him by itlerite students. The professor said to have declared before a student political meeting that "a turnip is better than a war monument, than a statue adorned by scantily clad ladies." These were hard words and in opposition to the young men who worship the swastika and other Hitlerites apparatus.

Professor Emil Gumbel, now in the United States to attend the Sixth International Congress of Genetics at Cornell University, denies even that he made such a statement. Professor Gumbel, however, certainly opposes Hitlerism, and Fascism as well. He has written a book charging the Mussolini government with 300 killings, and he definitely belongs to the old guard of liberals who have faith in democracy. He is also against all war, another way in which he shows that times are different from the mid-nineteenth century. In those days liberals believed that the world could be set to rights by force of arms. Now nobady believes in a war to end wars.

"One doesn't become popular by saying that a popular policy will lead a country to castastrophe," Professor Gumbel, known as one of the foremost authorities on genetics in the world, told a reporter at Ithaca. "Especially if events have shown it to be true." He denied the charge of Hitlerites that he is a Bolshevist, but added: "There is no question that I am a pacifist. The war made me that. And I am decidedly an anti-Fascist. I am in favor of the German Republic and peace and the welfare of the working class. I consider the republic is in danger-from fascism. If Hitler ever comes into power, there will be a terrible slaughter."

Heidelberger Tageblatt
Hauptanzeigenblatt
Nordbadischer Familienanzeiger

Ausschnitt aus der Nummer vom 30. AUG. 1932.

Bitte wenden!

55

Ueber den Fall Gumbel

wird aus Neuyork berichtet, wo Gumbel sich gegenwärtig aufhält: Gumbel hat die amtliche Entscheidung des badischen Unterrichtsministers erhalten. Die mitgeteilte Dienstentlassung ist aber noch nicht rechtskräftig, weil Gumbel noch der Rekurs an das Staatsministerium zusteht, von dem er auch Gebrauch machen wird. Da aus der Entscheidung des Unterrichtsministeriums hervorgeht, daß man nur zwei nationalsozialistische Studenten vereidigt hat, wird Gumbel Beschwerde einlegen, daß ausgerechnet zwei Belastungszeugen eidlich vernommen wurden, dagegen die große Zahl entlastender Zeugen nicht zu einer eidlichen Aussage zugelassen wurde. Neu ist der Vorwurf, Gumbel habe in einer politischen Versammlung außerhalb der Hochschule eine Petition an den Reichspräsidenten zugunsten des vom Reichsgericht verurteilten Herausgebers der „Weltbühne", Ossietzki, zirkulieren lassen. Gumbel erklärt dazu, daß bereits vor ihm mehrere Heidelberger Professoren die Petition unterzeichnet hatten. Der Fall Gumbel erregt in der amerikanischen Oeffentlichkeit nicht unbedeutendes Aufsehen. Von führenden Tageszeitungen wurde der Gemaßregelte ausgefragt. Die amerikanische Presse kennzeichnet die Entscheidung als einen Sieg der faschistischen Studentenschaft. (Zur Kennzeichnung all dieser Meldungen ist freilich zu berücksichtigen, daß die amerikanische Presse den Fall zunächst im wesentlichen aus der Darstellung Gumbels und nicht die amtliche Begründung kennt.)

Aus Gumbels Verteidigungsschrift.

In der Verteidigungsschrift, die Gumbel an das Badische Kultusministerium gerichtet hat, stellt er entschieden in Abrede, daß er das Wort „Kriegerdenkmal" gebraucht habe. Er habe vielmehr vom „Kriegsdenkmal" gesprochen, also nicht von den Denkmälern für die Gefallenen, sondern von der Symbolisierung des Krieges. So sei sein Ausspruch auch von den sozialistischen Zeugen verstanden worden. Lediglich die Nationalsozialisten hätten ihm den anderen Wortlaut unterschoben und den Ausspruch damit auch in seiner Tendenz völlig verfälscht. Gumbel erklärte dann wörtlich:

Nicht meine wirkliche Aeußerung, sondern eine, nachweislich nicht von mir gebrauchte, in einem ganz bestimmten Sinn von den Zeugen böswillig entstellte, in objektiv unrichtiger Form wiedergegebene Aeußerung, die durch Verbreitung in der Presse, durch Flugblätter, Plakatanschläge, Postkarten und öffentliche Zitierung in Reden dem Bewußtsein weiter Kreise eingehämmert wurde, war dazu angetan, Empörung hervorzurufen.

Die Wirkung des von den Nationalsozialisten verbreiteten Satzes kann also nicht mir zur Last gelegt werden. Ich habe keine heilig zu haltenden Gefühle verletzt. Ich habe zu ehren die gemeinsame Scholle, die Würde der Arbeit, die Not der Mütter, das Leiden der Armen und das Andenken der Toten. Gegen keine dieser Pflichten habe ich verstoßen. Der Krieg ist kein wesentliches Gut der Nation, sondern ein Unglück.

Schwarzwälder Bote, Oberndorf a. N.

30. 8. 32.

Das badische Unterrichtsministerium und der Fall Gumbel

Karlsruhe, 29. Aug. Ueber die Gründe, welche zur Entziehung der Lehrberechtigung des Professors Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg führten, wird von der badischen Unterrichtsverwaltung u. a. mitgeteilt, daß unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses festzustellen sei, daß Professor Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend wirken, und die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse, mit deren Würde und Ansehen. Das Unterrichtsministerium hat ferner, wie der Untersuchungsausschuß, darauf abgehoben, daß die verletzende Wirkung der beanstandeten Aeußerung und die Erregung, die sie ausgelöst hätte, nur verständlich sei auf Grund der im Jahre 1924 gefallenen Bemerkung vom „Felde der Unehre" und daß diese frühere Entgleisung bei der Beurteilung des letzten Falles nicht unberücksichtigt bleiben könne. Die Entscheidung habe anderseits die wissenschaftliche Qualifikation des Professors Gumbel hervorgehoben und seine Ueberzeugungstreue. Diese für Professor Gumbel sprechenden Momente könnten aber die ihn belastenden Umstände nicht aufwiegen. Der Unterrichtsminister kam daher zu der Entscheidung, daß Professor Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordere, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei.

Gumbel wehrt sich

Professor Gumbel wird, wie es ihm rechtlich zusteht, gegen seine Dienstentlassung an das Badische Staatsministerium appellieren. Dabei wird er sich vor allem gegen die Tatsache wenden, daß das Kultusministerium bei der Untersuchung des Falls nur zwei nationalsozialistische Zeugen vereidigt hat, während alle Entlastungszeugen unvereidigt blieben. Gumbel wird verlangen, daß zur Charakterisierung der vereidigten Studenten die Akten des Disziplinarverfahrens herangezogen werden, das vor einiger Zeit gegen sie geführt wurde. Ihre Glaubwürdigkeit wird durch das Ergebnis der damaligen Verhandlung offenbar schwer erschüttert.

Kennzeichnend für den Geist, in dem die Anklage gegen Gumbel erhoben wurde, ist die Tatsache, daß das Kultusministerium es ihm zum Vorwurf macht, daß er in einer politischen Versammlung außerhalb der Universität eine Petition für Ossietzki an den Reichspräsidenten zirkulieren ließ. Soll vielleicht nun auch etwas gegen die Professoren unternommen werden, die dieser Petition ihre Unterschrift gegeben haben?

Voz. 30-8-32 A.

„Mangelnde Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation."

Nachwort zum Fall Gumbel.

(Von unserem Korrespondenten.)

✝ Karlsruhe, 26. August.

Es läßt sich nicht leugnen, daß die Entfernung des Professors Gumbel aus dem Lehrkörper der Heidelberger Universität in Heidelberg selbst auch in Kreisen, die der demagogischen und organisierten Hetze gegen den Mann fernstanden und denen die akademische Lehrfreiheit ein hohes und zu verteidigendes Gut ist, mit einem gewissen Gefühl der Erleichterung aufgenommen worden ist und daß selbst Menschen, die die Entscheidung gegen Gumbel sachlich nicht zu billigen vermögen, in irgendeinem Winkel ihres Herzens etwas von solcher Erleichterung verspüren. Das Gefühl war ziemlich weit verbreitet, daß man eines einzelnen Mannes wegen, der sich solche Blößen gegeben hat wie Gumbel und von dem man sich jeden Augenblick eines weiteren „Falles" versehen muß, nicht dauernd eine ganze Universität im Fieberzustand halten dürfe, mag das Fieber auch keineswegs spontan entstanden, sondern mit Kunst und Tücke herbeigeführt worden sein.

Der Heidelberger Untersuchungsausschuß, der die Angelegenheit Gumbel zu prüfen hatte, hat eine solche opportunistische Begründung seines Beschlusses nicht akzeptiert, und das badische Kultusministerium ist ihm hierin gefolgt. Beide Instanzen haben vielmehr ihrer Entscheidung eine Auffassung von den Rechten und Pflichten des akademischen Lehrers zugrunde gelegt, die den Grundsatz der wissenschaftlichen Meinungsfreiheit durchaus zu wahren sucht und die auch nicht den bloßen Mangel an „Takt" als hinreichenden Grund für die Entziehung der venia legendi gelten läßt, sondern die an der Form der Gumbelschen Aeußerung lediglich deshalb Anstoß nimmt, weil sie in ihr Kundgebungen eines menschlichen und wissenschaftlichen Mankos sieht, das mit dem akademischen Amt unverträglich sei. Es mangele hier, so heißt es in der Begründung des Gutachtens, die Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation sowie die Fähigkeit, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen; es zeige sich die verhängnisvolle Neigung, polemisch zugespitzte Formulierungen in ironisierender Tonart vorzutragen, ohne der von ihm abgelehnten Gesinnung mit wirklichem Ernst gegenüberzutreten.

Nun gut, — nur wird man sich unter ernsthaften Menschen ja wohl darüber klar sein, daß der Fall Gumbel immerhin noch eine andere Seite hat, daß jener gefühlsmäßigen Erleichterung, die angesichts der Maßregelung Gumbels manche vielleicht wider Willen ergriff, ein ebenso intensives Gefühl des Unbehagens gegenübersteht, des Unbehagens deshalb, weil in dem Gutachten des Ausschusses naturgemäß nicht alles für den Fall Gumbel Wesentliche gesagt werden konnte. In seinem ganzen Verlauf ist der Fall Gumbel zweifellos symptomatisch für den gegenwärtigen Zustand der Universität, für den schweren Druck, unter dem die Universität von der extremen Rechten her steht, und für die gefährliche Bedrohung, die dem radikal aufgefaßten Gedanken der akademischen Lehrfreiheit — und dieser Gedanke muß, wenigstens im Sinne der alten Universität, radikal aufgefaßt werden — von dort erwächst. Man kann ja die akademische Lehrfreiheit für einen so unbedingten Wert halten, daß man auch über Mängel, wie sie das Gutachten des Ausschusses in der Persönlichkeit Gumbels findet, hinwegzusehen sich verpflichtet fühlt, um nur die uneingeschränkte Freiheit der Aeußerung jeder Meinung in jeder Form für den Mann der Wissenschaft sicherzustellen. Für solche Haltung haben die politischen Kräfte, die heute die Universitäten zu terrorisieren bemüht sind, nur Hohn und Verachtung. Sie haben auch nichts von dem Geist des Untersuchungsausschusses in sich, der in Gumbel nur die „Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit", nur die Hemmungslosigkeit seiner Ressentiments, nicht aber den Vertreter bestimmter Meinungen, einer bestimmten politischen Richtung treffen wollte. Ihnen ist die Absetzung Gumbels nichts anderes als ein Sieg ihrer eigenen Hemmungslosigkeit über den Gegner, der sich als der literarische Beschreiber der Fememorde weit mehr als durch irgendwelche formalen Entgleisungen verhaßt gemacht hat. Wenn es notwendig war, Gumbel fallen zu lassen, so wird die Ueberwindung des Ungeistes derer, die sich heute als seine Besieger fühlen, zehnmal notwendiger sein.

ADRESSEN-VERLAG U.ZEITUNGSAUSSCHNITTE
AUSSCHNITT VOM: 30. AUG. 1932

Die Weltbühne
Berlin-Charlottenburg

Wochenschau des Rückschritts

— Sechsundsiebzig republikanische preußische Landräte sind von Reichskommissar Bracht ihres Amtes enthoben worden.

— Die Regierungen von Anhalt und Mecklenburg haben die Beflaggung der Amtsgebäude in den Reichsfarben untersagt. Die Reichsregierung weigert sich einzugreifen, da es ein besonderes Flaggenrecht nicht gebe. Auf dem schweriner Landtag weht die Hakenkreuzflagge.

— Die holländische Regierung verweigerte den Sowjetdelegierten, unter denen sich Maxim Gorki, Lunatscharski und Karl Radek befinden, die Einreiseerlaubnis zum Antikriegskongreß.

— Das badische Kultusministerium hat Professor Gumbel auf Grund eines Antrages des engern Senats und der philosophischen Fakultät die Lehrerlaubnis entzogen. Denunziationen von drei nationalsozialistischen Studenten hatten den Antragstellern das Material gegen Gumbel geliefert.

— Gegen den abgesetzten Polizeivizepräsidenten Weiß und ge- [illegible] der Schutzpolizei Heimannsberg ist

AUSSCHNITT VOM: 30. AUG. 1932

Die Weltbühne
Berlin-Charlottenburg

Schücking an Gumbel

Hochgeehrter Herr Professor!

Zu der unglaublichen Entscheidung des badischen Ministeriums spreche ich Ihnen namens der Ortsgruppe Dortmund der Deutschen Friedensgesellschaft, deren Vorsitzender seit der Gründung zu sein ich die Ehre habe, die Entrüstung der Friedensgesellschaft aus. Wir kommen nicht weiter, wenn wir nicht den Krieg ächten. Ihre geistreiche Bemerkung über die Kohlrübe als Kriegerdenkmal war in diesem Sinne aufzufassen. Wie vernünftige Leute den Krieg ächten, beweist der Kelloggpakt, wohin wir sonst kommen, beweist die Hitlerbewegung mit ihrer stürmischen Forderung der Freiheit für jede Art von Mordtaten. Ein verrücktes Verbrechertum ist folgerichtig das Ergebnis der Kriegsverherrlichung seit achtzehn Jahren. Sie sind das edle Opfer einer Idee, die sicher siegreich sein wird, da die Menschheit nicht ewig unvernünftig bleiben kann, und ich hoffe, daß man Männern wie Ihnen in längstens dreißig Jahren ein Denkmal setzen wird, ebenso wie dem wackern Ossietzky.

In ausgezeichneter Hochachtung und Verehrung Ihr ergebener

Lothar Engelbert Schücking

Ausschnitt vom: 30. AUG. 1932

Augsburger Postzeitung, Augsburg

[Daß] Herr Dr. Gumbel ist Professor für Statistik an der Universität Heidelberg und ist nicht in seinem wissenschaftlichen Tun, sondern in seinem politischen öffentlichen Wirken unangenehm aufgefallen. Das erstemal im Jahre 1924, als er die verwerfliche Bemerkung von Soldaten machte, die auf dem „Felde der Unehre" gefallen seien. Das zweitemal am 27. Mai dieses Jahres, wo er meinte, das angemessene Kriegerdenkmal sei ein „Stein mit einer Kohlrübe".

Diese Bemerkungen waren selbstverständlich deplaciert, unangebracht und geeignet, das nationale Empfinden zu beleidigen. Die Angelegenheit ist deshalb untersucht worden. Das Ergebnis des Untersuchungsausschusses liegt vor. Die Tatsache, daß diese letzte Aeußerung gemacht worden ist, bestätigt der Untersuchungsausschuß. Er stellt fest, daß Gumbel seine politische Anschauung in einer mit den Pflichten seiner Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertreten habe. Seine Gesamtpersönlichkeit lasse das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität als unvereinbar erscheinen mit deren Würde und Ansehen. Dieser Stellungnahme traten die philosophische Fakultät und der engere Senat der Universität Heidelbergs bei. Auch die badische Unterrichtsverwaltung hat sich dem angeschlossen. Gumbel habe es an ehrfurchtsvollem Ernst gegenüber dem deutschen Heldentum und Opfertum im Kriege fehlen lassen. Das sei seine Verfehlung.

Die Amtsentsetzung von Herrn Prof. Gumbel ist inzwischen schon erfolgt, der Betreffende hat zwar Anfechtungsklage eingelegt; es ist aber zu wünschen und zu hoffen, daß dieser „Fall Gumbel" ein für allemal erledigt wird.

Neue Leipziger Zeitung, Leipzig

Ausschnitt aus der Nummer vom 30. AUG. 1932

Gumbel wehrt sich

Aus New York wird gemeldet: Professor Gumbel hat inzwischen die amtliche Entscheidung des badischen Unterrichtsministers erhalten. Die mitgeteilte Dienstentlassung ist aber noch nicht rechtskräftig, weil Gumbel noch der Rekurs an das Staatsministerium zusteht, wovon er auch Gebrauch machen wird. Die Entscheidung des Ministers, die außerordentlich umfangreich ist, besteht in der Hauptsache in der Wiederholung der gegen Gumbel vorgebrachten Anschuldigungen, ohne mit einem Wort auf die Hauptpunkte der Gumbelschen Verteidigungsschrift einzugehen. Aus der Unterscheidung des Unterrichtsministeriums erfährt man dagegen, daß nur zwei nationalsozialistische Studenten vereidigt wurden. Gumbel wird Beschwerde dagegen einlegen, daß ausgerechnet zwei Belastungszeugen eidlich vernommen wurden, dagegen die große Zahl entlastender Zeugen nicht zu einer eidlichen Aussage zugelassen wurden. Gumbel verlangt auch, daß die Akten des Disziplinarverfahrens herangezogen werden.

Ausschnitt vom: 30. AUG. 1932

Greifswalder Zeitung, Greifswald

Warum Gumbel gehen mußte

Das badische Staatsministerium hat auf eine Beschwerde des Heidelberger Professors Gumbel die Gründe, die es zur Entlassung Gumbels veranlaßten, bekanntgegeben. Es heißt darin — wie die DAZ. berichten kann — u. a.: Gumbel sei nicht imstande, „eine Verletzung heilig zu haltender Empfindungen zu vermeiden". Ungeachtet seiner wissenschaftlichen Leistungen und ungeachtet dessen, daß er wohl nicht eine Herabsetzung der im Weltkriege Gefallenen beabsichtigt habe, seien seine Aeußerungen doch ein Zeichen „mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation". Er besitzt keine hinreichende Selbstkontrolle", um Aeußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend auf andere wirken.

„Der Untersuchungsausschuß sei der Auffassung gewesen, daß nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur der Gesamtpersönlichkeit Gumbels das Verbleiben im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen. Dieser Stellungnahme des Ausschusses seien die philosophische Fakultät und der Engere Senat der Universität beigetreten. Es sei kein Zweifel, daß diese Aeußerungen tief verletzend auf alle diejenigen wirken müßten, die in ihrer Vorstellungs- und Gefühlswelt das Gedenken an den Krieg nicht loslösen können von dem Gedenken an die heldenhaften Leistungen der deutschen Wehrmacht und an die zahlreichen Kämpfer, die ihre Treue gegen das Vaterland mit dem Tode besiegelten.

Heldentum und Opfertod im Kriege bilden für das vaterländische Empfinden einen geheiligten Bezirk, dem sie niemand und vor allem nicht derjenige, der an verantwortungsvoller Stelle zur deutschen Jugend spreche, ohne ehrfurchtsvollen Ernst nähern sollte.

Hieran habe es bei Gumbel gefehlt. Der Unterrichtsminister habe daher entschieden, daß Dr. Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordert, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei."

LIGUE INTERNATIONALE

Le Docteur Gumbel vient d'être destitué

Nous apprenons par une dépêche de Berlin que notre collègue, M. Gumbel, le grand pacifiste allemand et l'un des fondateurs de la Ligue allemande des Droits de l'Homme, vient d'être destitué par le sénat de l'Université de Heidelberg.

Nos lecteurs n'ont pas oublié les articles qu'il a publiés ici-même, notamment sur « *L'Allemagne et la démocratie* » (*Cahiers* 1921, p. 459), et sur « *Les Sociétés secrètes en Allemagne* » (*Cahiers* 1924, p. 11).

En 1924, au cours de la campagne organisée par les deux Ligues en faveur du rapprochement franco-allemand, le docteur Gumbel avait pris la parole en de nombreux meetings. Dijon, Orléans, Nantes, Cognac, La Rochelle, Le Mans, Rennes, Le Havre lui firent un accueil chaleureux et fraternel.

Depuis plusieurs années déjà, notre collègue était l'objet d'attaques violentes de la part des nationalistes d'outre-Rhin.

Tous les ligueurs s'associeront au Comité Central pour envoyer à notre courageux collègue, frappé pour ses opinions pacifistes, l'expression de leur sympathie et de leur admiration.

Cahiers des droits de l'homme

30.8.32

Badische Presse

Mittwoch, den 31. August 1932

In Sachen Gumbel.

Wie wir erfahren, hat in der Affäre Gumbel die Republikanische Beschwerdestelle Berlin sich mit einem dringenden Appell an das Badische Staatsministerium gewandt. Die Beschwerdestelle hat ausgeführt, daß der Fall Gumbel nicht als Einzelfall zu betrachten sei, sondern „angesichts des Terrors an vielen deutschen Hochschulen nur als das Ergebnis des allgemeinen Ansturms der NSDAP. auf Beherrschung der Universitäten überhaupt." Würde der Fall Gumbel nicht revidiert, so bedeute er den Beginn einer allgemeinen Säuberung der Hochschulen von entschiedenen Republikanern.

Jewish Daily Bulletin

Wednesday, Aug. 31, 1932. N. Y.

Ousted Jewish Professor At Heidelberg Says Nazi Machinations Responsible

Professor Emil J. Gumbel Says Heidelberg Authorities Do Not Oppose the Nazis As They Ought To

(Jewish Daily Bulletin)

ITHACA, Aug. 30—The machinations of the Nazis brought about his dismissal from the University of Heidelberg with which he has been associated since 1923, Professor Emil J. Gumbel, German Jewish professor, informed the correspondent of the Jewish Telegraphic Agency yesterday.

Professor Gumbel is now in the United States attending the world Genetic congress at Cornell University.

"I was ousted from the University of Heidelberg through the machinations of the Nazis," Professor Gumbel stated. "The Nazi students meant to be the dictators of the Universities in Germany. They have strongly opposed me for years because I have shown how they have murdered innocent people. I have enumerated in several of my works all the Fascist murders. I have given detailed facts and the German Minister of Justice in 1924 gave an official answer which confirmed all my statements. So the battle has been a very long one, and they have tried since the beginning to get rid of me.

"They hate me because I am a pacifist," he continued. "The important fact is that the Professors at Heidelberg and the other Universities do not oppose the Nazis as they ought to do in order to save the Republic. They think that they ought not to oppose the crowd. I have attacked them at all times and have shown how in one town they kill people in their beds; in another town, they murder them in the street. That is the reason why I was ousted.

"The majority of the students at the Universities are not fully Nazis but the Nazis play a most prominent role because they are well organized and they make promises which can never be fulfilled. Of course, my dismissal has created great rejoicing in the Nazi press because it is rightly considered a great victory against pacifists, socialists and Jews. They will now threaten other professors who are affiliated with socialists, pacifists, etc. and my case is a general case of this movement.

"I do not think that the Nazis will attain complete supremacy in my Fatherland. But I do think that the government will compromise with them and tolerate some of their ideas and fulfil them. You know that the Nazis are simply the old forces which formed the Kaiser's regime. There is nothing new in their ideas. They promise everything to everybody and state that when they attain power, the will make "heads roll". They will continue to assassinate people — especially the Jews, because anti-Semitism is popular in Germany.

"The anti-Semitic plank in their program is the only one they can fully ful-

(Continued on Page 4)

Ousted Jewish Professor At Heidelberg Says Nazi Machinations Responsible

(Continued from Page 3)

fil — the rest is impossible. The Nazis tell the workers that if elected, they will see that bread will be cheaper. On the other hand, they inform the peasants that bread will be dearer. They tell the landlords that rents will be higher and they say to the tenants that rents will be lower. They say 'we will smash the Treaty of Versailles' and yet they privately state 'we will go to war and join France against Russia', — of course," stated Professor Gumbel, "France does not wish this, — it is a vain hope, in fact the Nazis have no practical program except what they term the 'race program'.

"For instance, they proposed in Parliament that any woman who marries a Jew should be sentenced to ten years imprisonment". The professor further stated "the present German government does not really want to fight the Nazis because they want the Nazis to be as strong as possible as friends. You see they really need the Nazis in order to keep the working people down. But, I can assure you that the government has no aim to divide its power with the Nazis. I have never heard of a general who was keen on dividing his power with a sergeant".

Professor Emil J. Gumbel was born in Munich in 1891 and had a brilliant scholastic career. In 1913 he was assistant lecturer at the university of Munich in statistics. In 1923 he became lecturer at the University of Heidelberg in Mathematical statistics and believers of probabilities. Since 1930 he has been professor of statistics. Professor Gumbel expects to deliver several lectures in this country. During the coming winter, he will lecture at the University of Paris on "Theory of Life Tables and Natality Statistics". During the World Genetic Congress at Cornell University, he delivered a masterly address on "Biological Life Tables".

States Charges of Anti-Jewish Discrimination at Leipzig Fair Invented

(Continued from Page 1)

on employment blanks as to the religion of applicants, Mr. Haber stated that this question was introduced because several of the firms exhibiting their merchandise at the Fair require Jews or non-Jews specifically. The Fair management itself is officially uninvolved in this connection, Herr Haber stated.

The alleged discrimination against Jews has been the subject of complaint by the Central Union of German Citizens of the Jewish Faith.

When informed by the Jewish Telegraphic Agency of the statement of Herr Haber, the Central Union stated that its complaint is not affected by it. A new statement will be issued by the latter organization at some time in the near future, it was indicated.

Extrait de : Cahiers des Droits de l'Homme

Adresse : 27 rue Jean Dolent

Date : 30 Aout 1932

Signature :

Exposition :

LIGUE INTERNATIONALE

Le Docteur Gumbel vient d'être destitué

Nous apprenons par une dépêche de Berlin que notre collègue, M. Gumbel, le grand pacifiste allemand et l'un des fondateurs de la Ligue allemande des Droits de l'Homme, vient d'être destitué par le sénat de l'Université de Heidelberg.

Nos lecteurs n'ont pas oublié les articles qu'il a publiés ici-même, notamment sur « *L'Allemagne et la démocratie* » (*Cahiers* 1921, p. 459), et sur « *Les Sociétés secrètes en Allemagne* » (*Cahiers* 1924, p. 11).

En 1924, au cours de la campagne organisée par les deux Ligues en faveur du rapprochement franco-allemand, le docteur Gumbel avait pris la parole en de nombreux meetings. Dijon, Orléans, Nantes, Cognac, La Rochelle, Le Mans, Rennes, Le Havre lui firent un accueil chaleureux et fraternel.

Depuis plusieurs années déjà, notre collègue était l'objet d'attaques violentes de la part des nationalistes d'outre-Rhin.

Tous les ligueurs s'associeront au Comité Central pour envoyer à notre courageux collègue, frappé pour ses opinions pacifistes, l'expression de leur sympathie et de leur admiration.

Extrait de : PETIT MATIN TUNIS

Adresse :

Date : 30 AOUT 1932

Signature :

On retire le droit d'enseigner à un professeur allemand trop pacifiste

Berlin, 29 août.

M. Gumbel, professeur d'économie politique à l'Université de Heidelberg et pacifiste bien connu ne pourra plus enseigner.

En effet, le ministre de l'Instruction publique des pays de Bade lui a retiré ses droits à la suite d'une enquête ouverte au sujet de l'attitude observée par M. Gumbel dans une réunion d'étudiants socialistes, où il aurait déclaré que « le monument du soldat allemand mort pour la patrie ne devait pas être représenté par une vierge tenant en main la palme de la victoire, mais par une betterave, symbole des privations subies par le peuple allemand pendant la guerre ».

Ausschnitt vom: 1. SEP. 1932

Neue Preußische Kreuzzeitung, Berlin SW 11

Scheinwerfer.

Von
Theodor Albanus.

55 g

Langemarck

In der Fülle der Erinnerungsnamen des großen Krieges hat keiner so wehen, so wunderbaren und so heldischen Klang wie der Name Langemarck. Langemarck ist der Begriff geworden für eine Jugend, die singend in den Opfertod stürmt. Der Begriff Langemarck steht schon heute unzerstörbar neben dem mythisch gewordenen Engpaß der Thermopylen, jener Heldenstätte der altgriechischen Jugend, die unter Leonidas fiel, neben der Schlacht im Teutoburger Walde und dem Todesritt von Gravelotte. — Die Schlüssel zum Friedhof von Langemarck sind unlängst dem Vorsitzenden der Deutschen Studentenschaft feierlich übergeben worden. In dieser Stunde ist an allen deutschen Hochschulen die Gedenkrede gesprochen worden, die Josef Magnus Wehner in seiner herrlichen Sprache verfaßt hat. Wehner ist der Dichter des Kriegsbuches „Sieben vor Verdun", das vor einigen Jahren als eins der der ersten großen und erschütternden dichterischen Zeugnisse des Krieges in der trüben Flut der unwürdigen Nachkriegsliteratur aufstand. Wehners Langemarck-Gedenkrede ist jetzt, zusammen mit einer ergreifenden Auswahl aus den „Kriegsbriefen gefallener Studenten" für einen Groschenpreis als Büchlein des Georg-Müller-Albert-Langen-Verlages zu kaufen. Jeder Deutsche sollte dieses Bändchen besitzen.

Stoßtruppoffizier als Arbeiterphilosoph.

In den nächsten Wochen erscheint ein Buch, das die meisten von uns überraschen wird, weil der Titel nicht zum Verfasser zu passen scheint. Ernst Jünger, der Stoßtruppführer und Pour le mérite-Offizier, dessen Kriegsbücher „Aus Stahlgewittern", „Wäldchen 129" und andere zu den besten und meistgelesenen gehören, hat ein neues Werk geschrieben, das den Titel „Der Arbeiter, Herrschaft und Gestalt" trägt. Die Tatsache, daß ein Offizier, daß ein bis ins Innerste militärischer Mensch an eine groß angelegte Philosophie des Arbeitermenschen herangeht, wird noch manchen Staub aufwirbeln. Man muß, ohne der Buchbesprechung vorzugreifen, heute schon sagen: Ist es nicht etwas wie eine Rechtfertigung gegenüber allen den törichten Verleumdungen des preußischen Feldoffiziers, wenn ein Mann wie Jünger die Linie aus der Arbeit des Grabens in die Arbeit der Fabrik zu ziehen sucht und gerade aus seinem militärischen Leben zu einem Buch über das Wesen des Arbeiterjahrhunderts gedrängt wird?

Die Beschwerde des abgesetzten Professors.

Wir hatten vor einigen Tagen über den a. o. Professor in Heidelberg, Dr. Gumbel, berichtet, der nach einem fast 10jährigen Disziplinar- und Beschwerdedrama endlich seines Amtes enthoben wurde. Es hätte nahe gelegen, daß Dr. Gumbel, der sich wahrhaftig in ausreichender Weise öffentlich unmöglich gemacht hat, möglichst stille an den Schreibtisch zurückgegangen wäre, den er besser nie mit dem Rednerpult vertauscht hätte. Indessen, Dr. Gumbel versteht die Nation nicht, die sich in zwölfter Stunde selbst Hochschullehrern gegenüber auf ihre Würde besinnt. Im Gegenteil. Er mozt auf und beschwert sich auch noch beim Badischen Staatsministerium. Der Erfolg ist nur der, daß die badische Aufsichtsbehörde die Gesichtspunkte für ihr Urteil gegen Gumbel der Oeffentlichkeit mitteilt. Die Darlegungen sind zu ausführlich, um sie hier im Wortlaut abzudrucken. Jedenfalls ist es nun Herrn Gumbel auch öffentlich bescheinigt worden, daß seine Aeußerungen ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation seien; daß Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze. Heldentum und Opfertod im Kriege bilden, so sagt der Schriftsatz der Aufsichtsbehörde, für das vaterländische Empfinden einen geheiligten Bezirk, dem sich niemand, vor allem nicht derjenige, der an verantwortungsvoller Stelle zur deutschen Jugend spreche, ohne ehrfurchtsvollen Ernst nähern soll. — Solche Kollegs muß die Behörde einem Professor halten, dem zu Liebe eine ganze Studentenschaft gemaßregelt wurde.

Der Deutschen-Spiegel, Berlin

2. 9. 32.

Angst vor Anstand. Die Badische Staatsregierung hat den berüchtigten Professor Gumbel endlich seines Amtes enthoben. In Baden regieren keine Anhänger Hitlers; dort regiert eine Koalition aus Sozialdemokratie und Zentrum. Bisher hielten es diese Parteien für zweckmäßig und als für die Republik besonders zuträglich, daß Herr Gumbel den Lehrkörper der Heidelberger Universität zierte. Gumbel ist Anhänger der kommunistischen Heilslehre. Doch nicht deswegen hat er den Lehrstuhl räumen müssen, sondern weil er immer von neuem das deutsche Heer und die deutschen Krieger schmähte. Jahrelang durfte ungestraft dieser Jugenderzieher behaupten, die deutschen Soldaten seien auf dem Felde der Unehre gefallen. Das entschuldigte man in Baden: Gumbel sei eben ein politischer Fanatiker, aber deshalb (also auch trotz seiner Redewendung, die das Schlachtfeld dem Schindanger gleichsetzte) doch noch nicht ungeeignet, deutschen Jünglingen zum Vorbild zu dienen. An diesem Beispiel sieht man die ungeheure Macht, die der die Staatsautorität bewußt zersetzende berufsmäßige Pazifismus lange Jahre in Deutschland ausübte. Die deutschen Linksparteien, die jetzt in die Ecke gedrückt sind, können sich bei dieser Art Bundesgenossen dafür bedanken, daß sie so viele Anhänger verloren haben. Vor kurzer Zeit wagte die badische Regierung aus Furcht vor dem Terror der „Liga für Menschenrechte", zu deren führenden Mitgliedern Gumbel gehört, noch nicht, ihn anzutasten. Das machte den Professor sicher, er ließ nicht locker und provozierte weiter. Hämisch äußerte er ganz im Sinne seiner früheren Beschimpfungen der deutschen Ehre: Das Sinnbild des deutschen Krieges sei für ihn keine leicht bekleidete Jungfrau sondern eine große Kohlrübe. Das schlug endlich dem Faß den Boden aus. Gumbel wurde entlassen. Nun zeigt sich, daß die deutschen „Republikaner" immer noch nichts gelernt haben: sie jammern um Gumbels Fall und tadeln ihre eigenen Parteifreunde, daß sie diesen Schimpfsbold von seinem repräsentativen Platz entfernt haben. Ja, sie behaupten sogar, die Lehrfreiheit sei dadurch angegriffen worden!! Gumbel war angestellt, um Mathematik zu lehren und nicht, um die deutschen Waffen zu beschimpfen. Es ist weit mehr als grober Unfug, wenn sich große Berliner Zeitungen mit diesem nicht wegen seiner politischen Haltung sondern wegen seines Mangels an sittlichem Ernst und Takt gestäupten Stänker solidarisieren. Sie tun es nur aus der puren Angst heraus, daß ihnen gewisse Kreise eine anständigere Haltung übelnehmen könnten. Dann dürfen sich diese Republikaner aber auch nicht wundern, wenn sich immer mehr Deutsche von ihnen abwenden.

---

1. Sept. 32. D. Akad. Rundschau D. Hochschulbeilg Berlin

Der Student Folge 15

Werkjahr in Form einer privaten praktischen Arbeit des Einzelnen für eine verfehlte Maßnahme, da damit der eigentliche Wert des Dienstjahres verloren geht."

Gumbel ist fort

Die Philosophische Fakultät der Universität Heidelberg und der engere Senat hatten beim Badischen Unterrichtsministerium einstimmig den Antrag gestellt, Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen. Das Badische Unterrichtsministerium hat diesem Antrag stattgegeben. Damit ist eine der übelsten Professorentypen der Nachkriegszeit in den wohlverdienten Ruhestand gesetzt und dem Verlangen der deutschen akademischen Jugend nach Sauberkeit auf der Hochschule wenigstens in einem Falle Rechnung getragen worden. Man soll aber nicht glauben, daß die Reinigungsaktion nun schon beendet sei, daß sich die Studentenschaft mit diesem einen Exempel zufrieden gäbe. Es wird nicht eher Ruhe auf Deutschlands Hohen Schulen gegeben werden, bis der letzte Funken undeutschen Geistes in ihnen zertreten ist.

-2. SEP. 1932

Saarbrücker Zeitung
Saarbrücken.

Brief aus Baden.

Der „Fall Gumbel“ hat nun seine Erledigung dahin gefunden, daß Professor Gumbel seines Amtes als akademischer Lehrer in Heidelberg auf Beschluß des Senats der Universität und des Unterrichtsministeriums entsetzt worden ist. Gegen Gumbel hatte sich jahrelang der nationalsozialistische Studentensturm gerichtet. Man verübelte es ihm, daß er aus seiner extrem-pazifistischen Einstellung heraus von einem „Feld der Unehre“ sprach, auf dem die deutschen Soldaten gefallen seien. Dem Faß den Boden ausgeschlagen hat seine Aeußerung, „eine Kohlrübe sei ein besseres Sujet für Kriegsdenkmäler als eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme“. Gumbels Gegner behaupten, er habe Kriegerdenkmäler mit Kohlrüben verglichen. Er selber gibt zu, sich gegen die Verherrlichung des Krieges durch Kriegerdenkmäler gewendet und gesagt zu haben, eine Kohlrübe erscheine ihm als ein geeignetes Sinnbild der Entbehrungen und Not der Kriegszeit.

Sei dem, wie ihm wolle, so muß doch gesagt werden, daß Gumbel seine recht einseitige Auffassung nicht hätte in Worte kleiden dürfen, die die Mehrheit des deutschen Volkes verletzen müssen. Von jenen, die auf der hohen Warte des akademischen Lehramts stehen, darf das Volk mindestens etwas mehr Takt erwarten, als Gumbel bewiesen hat. „Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei“ an den Universitäten: gewiß; aber die „akademische Freiheit“ kann unmöglich zur Entschuldigung solcher Entgleisungen dienen, wie sie sich Professor Gumbel geleistet hat. Zudem kann der Begriff der akademischen Lehrfreiheit gar nicht auf die private Sphäre des Dozenten ausgedehnt werden. Als Dozent für Mathematik und Statistik kann Gumbel Lehrfreiheit für sich reklamieren. Aber sie findet ihre Grenze dort, wo sein Lehrfach aufhört. Und kein Dozent hat das Recht, für die Verbreitung seiner privaten Meinungen auf Gebieten, in denen er selbst dilettiert, akademische Lehrfreiheit in Anspruch zu nehmen.

Man kann — um zur Sache zu sprechen — über den Krieg denken wie man will, aber auf einem „Feld der Unehre“ sind jene nicht gefallen, die ihr Leben dem Vaterland zum Opfer brachten. Und die Bedeutung des letzten Weltkriegs ist mit dem Hinweis auf die Entbehrungen der „Kohlrübenwinter“ nicht erschöpft.

So liegen die Dinge. Auch ein Universitätsprofessor muß in Fühlung bleiben mit der Mehrheit des Volkes, in dem Lande, in dem er öffentlich wirkt; selbst dann, oder gerade dann, wenn er gewohnt ist, nur „mathematisch“ und „statistisch“ zu denken wie der Professor der statistischen Mathematik Gumbel. Ungeachtet des Ausgangs des Krieges und seiner Schattenseiten dürfen die „Imponderabilien“ des nationalen Ehrgefühls nicht verletzt werden durch absolut unpassende Ausdrücke, die einen Hochschullehrer moralisch und intellektuell disqualifizieren. Es ist zweifellos, daß die nationale Seite in der Seele des deutschen Volkes wieder empfindlicher geworden ist. Wer im öffentlichen Leben steht, wird daraus die Konsequenzen ziehen müssen.

J. St.

Essener [illegible] Morgenausgabe 3. 9. 32.

Prof. Gumbel abgesetzt

Nachdem die philosophische Fakultät und der engere Senat der Universität Heidelberg nach Abschluß des Untersuchungsverfahrens einstimmig den Antrag gestellt hatten, dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen, hat das Unterrichtsministerium in Karlsruhe diesem Antrag stattgegeben.

-2. SEP. 1932 257

Württemberger Zeitung, Stuttgart

Der Fall Gumbel.

Aus Baden wird uns geschrieben:

Durch den Beschluß des Senats der Heidelberger Universität, bestätigt durch das badische Unterrichtsministerium, ist Professor Gumbel, Lehrer der Mathematischen Statistik, seines akademischen Lehramts für verlustig erklärt worden. Gegen Gumbel hat sich der Ansturm der nationalsozialistischen Studenten gerichtet seit seiner Aeußerung im Jahr 1924 über „die auf dem Felde der Unehre Gefallenen“. Neuerdings hatte Professor Gumbel gegen die „Verherrlichung des Kriegs durch Kriegerdenkmäler“ sich geäußert: „Das angemessenste Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe.“ Diese Aeußerung wurde von zwei Hauptbelastungszeugen beeidet. Gumbel will gesagt haben, eine Kohlrübe erscheine ihm als geeignetes Sinnbild der Entbehrungen und Not der Kriegszeit. Aber dem Mathematiker und Statistiker gehen offenbar die Empfindungen für „Imponderabilien“ ab, sonst hätte er wissen und sich sagen müssen, daß seine Aeußerungen die nationalen Empfindungen die Mehrheit des Volks verletzen müssen.

Zunächst ist es ja nicht so, daß die Kriegerdenkmäler der „Verherrlichung des Kriegs“ gelten, sondern dem Andenken an die für das Vaterland im Kriege Gefallenen. Wir sind freilich der Ansicht, daß dieses Andenken wirksamer geehrt würde durch Gedenktafeln in Verbindung mit Stiftungen für die hinterbliebenen Opfer des Kriegs: die Kriegsbeschädigten und Kriegshinterbliebenen. Die Gefallenen sind in den Tod gegangen für die Sicherung des Vaterlands, für die politische und wirtschaftliche Existenzberechtigung Deutschlands; von einem „Feld der Unehre“ kann um so weniger die Rede sein, als Deutschland ganz bestimmt nicht der Urheber des Kriegs war. Die Schuld Deutschlands bestand in der Unfähigkeit der diplomatisch-politischen Führung seit Bismarcks Entlassung. Die Erinnerungen im Herzen des Volks an den Krieg erschöpfen sich nicht leicht mit dem Hinweis auf die namenlosen Entbehrungen und die „Kohlrübenwinter“. Das alles hätte Prof. Gumbel berücksichtigen sollen. Auch ein Pazifist hat die moralische und intellektuelle Verpflichtung, nicht einseitig und ungerecht zu urteilen und sich nicht zu unpassenden und verletzenden Ausdrücken zu versteigen. Es ist zweifellos, daß die nationale Seite im Volke wieder empfindlicher, das nationale Ehrgefühl wieder schärfer geworden ist, als es im Unglücksjahr 1918 war, und daß sich das Volk manches nicht mehr gefallen läßt, was es in der ersten Nachkriegszeit geduldet hat. Jeder, der im öffentlichen Leben steht, wird daraus seine Lehre ziehen müssen. Wer es nicht kann, macht sich für das wichtige Amt eines Hochschullehrers ungeeignet. „Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei.“ Gewiß. Aber die Lehrer sollen sich nicht aus der Volksgemeinschaft herausstellen und in den luftleeren Raum hinausbauen.

Das badische Unterrichtsministerium stellte sich nach einer amtlichen Mitteilung auf die Seite des akademischen Untersuchungsausschusses, nach dessen Auffassung die Aeußerungen Gumbels ihrem Ton und Wortlaut nach geeignet waren, die gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkriegs zu verletzen und das nationale Empfinden aufs tiefste zu kränken. Gumbel mangle das Vermögen, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen, er vertrete vielmehr seine politische Anschauung in einer mit der Pflicht seiner akademischen Stellung unverträglichen rücksichtslosen und demagogischen Weise und besitze keine hinreichende Selbstkontrolle und Selbstzucht, um verletzende und beleidigende Aeußerungen zu vermeiden, die die Achtung und das Vertrauen, deren ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttere. Nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Gesamtpersönlichkeit Gumbels sei es, die sein Verbleiben im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen. Es handle sich nicht um einmalige „Entgleisungen“, sondern um nicht mehr wandelbare persönliche Anlagen Gumbels. Der Unterrichtsminister kam zu der Entscheidung, daß Prof. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen sei, weil er durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordere, unwürdig erwiesen habe.

AUSSCHNITT VOM: -3. SEP. 1932

Deutsches Volksrecht – Berlin

Dem Professor der Statistik an der Universität Heidelberg, Dr. Gumbel, hat das badische Unterrichtsministerium die Lehrberechtigung entzogen, nachdem die philosophische Fakultät und der engere Senat der Universität selbst einstimmig dies beantragt hatten. Dr. Gumbel hat die Vorlesungen eingestellt. Er war der Dozent, der seinerzeit von dem „Felde der Unehre“ sprach, auf dem die deutschen Krieger gefallen seien, und der das Kriegerdenkmal als „eine große Kohlrübe“ charakterisierte. Endlich scheint man auch in Karlsruhe von dieser Art Jugendausbildung genug gehabt zu haben.

3. SEP. 1932

Die Wahrheit, Berlin

Stilistische Kapriolen und Exzesse

Heinrich Manns „demokratischer“ Stil — Hans Reimann und „die“ Backfische — Professor Gumbel erledigt

57 Gumbel

Manches wirft eine gewisse Literatenclique heute großspurig auf den Markt oder auf die Bühnenbretter, was wirklich überflüssig ist, und was besser in einem geräumigen, aber verschwiegenen Schreibtischschub bis zum Ende der Tage lagern bliebe.

War es zum Beispiel denn so absolut wirklich notwendig, daß Herr Heinrich Mann jetzt die Federversuche seiner letzten sieben Jahre noch einmal gesammelt auf uns arme Mitteleuropäer losläßt?! Das Bedürfnis war wohl gar nicht so übermäßig groß! Ein Teil dieser Reportagen war doch schon in einem Berliner Ullsteinblatt erschienen, also denen, die sich für solche Tintenspritzer interessieren sollten, schon zur Genüge bekannt. Außerdem liest man da auch einige Gedenkreden, die dieser hochwohllöbliche Vorsitzende unserer Dichterakademie zu halten sich veranlaßt gesehen hatte: Auf Stresemann, Arthur Schnitzler, Heinrich Heine und noch andere — natürlich auch erotische — Objekte seiner literarischen Betätigung. Wie schön, wie niedlich ist es nun aber dann, wenn man über dieses Buch jetzt in jenem Weltblatt den fulminanten Satz lesen kann: „Wenn es einen geistig-demokratischen Stil gibt — hier ist er!“ — Was sich der Panegyriker der „Voß“ freilich unter so einer Stilart vorstellt, das müßte wohl erst noch näher erklärt werden. Bisher schrieb einer bloß einen guten oder einen schlechten Stil, aber der Unterschied: hie reaktionärer, hie demokratischer Stil, stand bisher noch nicht in unserem Vokabular.

*

Mit dem „Stil“ ist das überhaupt so 'ne Sache! So erzählt von jungen Mädchen der sächsische Berufsclown Hans Reimann über die „Backfische“. Da Hans Reimann nun auch „Sprachforschung“ eigener Art treibt, gibt er zuerst langweilige Deutungen des Wortes „Backfisch“. Dann aber geht's richtig los, was er so alles über Backfische zu sagen hat: Das seien „bedauernswerte Geschöpfe“, weil eine gar zu strenge Aufsicht sie plage. Höchstens eine Stunde lang dürften sie „bummeln“ gehen. Viel zu wenig, und doch zittern die Eltern daheim! Die Hauptbeschäftigung sei das „Albern, Kichern und Kälbern“. Denn „der Backfisch ist noch gar kein Fisch, sondern eine richtige Ziege“! Nun „kälbern“ zwar Ziegen nicht, aber diese Ziegen kälbern doch. Ein Backfisch leide zudem noch an innerer Dumpfheit und Unfreiheit. Da wäre nach Schema Hans Reimann wohl Herr Dr. Hodann bestens am Platze?! Daher auch das Hohelied auf die heutige „aufgeklärte“ Backfischgeneration: „Heute sind die jungen Mädchen kein Zwischending mehr, sondern etwas ganz und gar Klares“. Dazu kann man aber wohl nur „leider!“ sagen ... Und solche Backfischliteratur ist wirklich, wirklich unerfreulich und taktlos.

*

Aehnliches kann man auch nur von den bisherigen „stilistischen“ Tätigkeiten des jetzt hoffentlich endgültig abgesägten Prof. Gumbel aus Heidelberg sagen. Diesem absonderlichen „Schmuckstück“ einer deutschen Universität wurde jetzt durch die badische Unterrichtsverwaltung die venia legendi entzogen. Zeit war's damit aber auch wirklich.

Dieser niedliche Pazifistenhäuptling vom Neckar hatte sich nach seiner berüchtigten „Mord“-Broschüre noch unlängst ein neues Heldenstück geleistet. Er hatte nämlich vor sozialistischen Studenten erklärt: „Das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegesfahne, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe.“ Die jetzige Entziehung der Lehrgenehmigung wird deshalb solcher Taktlosigkeit gegenüber allseits begrüßt. Nur einer, nämlich Herr Gumbel höchsteigenhändig, der zurzeit das New-Yorker Straßenpflaster abnutzt, will noch immer nicht einsehen, daß er für deutsche Universitäten ein reichlich überflüssiges Möbel geworden ist. Er protestiert aus U.S.A. noch ein bißchen herüber, aber sein Wunschtraum, Deutschlands prononziertester „Mord“-Pazifist zu sein, dürfte nun wohl doch für immer ausgeträumt sein. „Le style c'est l'homme“ — und Gumbels „stilistische“ Exzesse sind heute unerträglicher als je.

ast.

Das Tagebuch, Berlin SW 48

3.9.32.

DER FALL GUMBEL

In allen Winkeln Deutschlands wird systematisch „gesäubert“, wird en gros entlassen und pensioniert. Wollte man jeden einzelnen der tausend Fälle nach Gebühr würdigen, so müßte man allwöchentlich ein Sonderheft erscheinen lassen. Aber auch dabei käme nicht viel anderes heraus als die Feststellung, die gar keines Nachweises mehr bedarf: nämlich daß es sich eben um einen organisierten Feldzug gegen alles, was man „links“ nennt, handelt, und daß das Hinausfeuern von linken Leuten nach wie vor der Inbegriff dessen ist, was man auf neudeutsch als „Unparteiischkeit“ bezeichnet.

Wenn trotzdem dem Falle *Gumbel* ein besonderes Wort gewidmet werden soll, so nicht etwa deshalb, weil er sich wesentlich von tausend anderen unterschiede oder weil die tausend anderen Hinausgefeuerten weniger wichtig als der pazifistische Heidelberger Professor wären. Der Fall Gumbel ist nur deshalb besonders erwähnenswert, weil die Amtsenthebung hier nicht einfach dekretiert werden konnte, sondern weil man gezwungen war, sie zu begründen.

Welchen Grund aber hat der akademische Untersuchungsausschuß der Heidelberger Universität, — dem sich die Philosophische Fakultät, der Senat und das Badische Kultusministerium dann anschlossen, — dafür angeführt, daß Gumbel nicht mehr „die Achtung und das Vertrauen“ beanspruchen könne, „deren ein Hochschullehrer bedarf“? Nun, es war seine rednerische Floskel, das „angemessene Kriegsdenkmal“ dürfe als Symbol eigentlich keine allegorische Mädchengestalt, sondern müsse die viel symbolischere *Kohlrübe* zeigen. Diese Wendung ging aufs Klarste *gegen den Krieg, nicht gegen die Krieger*. Ganz eindeutig besagte sie: es ist eine Fälschung, den Krieg, wie es durch derlei Denkmäler geschieht, zu verlieblichen oder zu romantisieren; der wahre Charakter des Kriegs, den man der Menschheit immerfort vor Augen halten sollte, ist im Gegenteil Not und Elend und Entwürdigung, populär zu versinnbildlichen durch das Viehfutter Kohlrübe, von dem während des letzten Kriegs auch die Menschen hauptsächlich leben mußten. Die Feder sträubt sich fast, solch selbstverständliche Auslegung noch weitläufig niederzuschreiben.

Aber es muß geschehen, weil der Spruch des Untersuchungsausschusses das X kunstvoll in ein U verwandelt. Er leistet sich die Verdrehung, aus einer Anti-Kriegsbemerkung eine Anti-Kriegerbemerkung zu machen, — „ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor öffentlichen Gütern der Nation“, vor dem „Heldentum und Opfertod im Kriege“. Denn viele Deutsche seien weder imstande noch willens, „das Gedenken an den *Krieg* von dem Gedenken an die heldenhaften Leistungen der deutschen *Wehrmacht* loszulösen“, — und angesichts dieser nicht vorhandenen Fähigkeit oder dieses nicht vorhandenen Willens „Vieler“, zwischen Krieg und Soldaten zu unterscheiden, verletzte die Äußerung eben „die gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkrieges“.

Es fällt schwer, es ist unmöglich, zu glauben, daß die Vertreter der Wissenschaft, die das niederschrieben, es ernstlich für erlaubt und statthaft halten könnten, zwei so völlig verschiedene Kategorien wie den völkerrechtlichen Zustand *Krieg* und die zu Zwecken des Kriegs *mobilisierten Individuen* miteinander gleichzusetzen. Die oberste Aufgabe der Wissenschaft schien uns bisher gerade in der scharfen Begriffsscheidung zu liegen, und wenn die Herren es als berechtigt bezeichnen, Krieg und Wehrmacht miteinander zu identifizieren, so dürften sie künftighin keinen Kandidaten mehr durchfallen lassen, der Elektrizität und Glühlampe einander gleichsetzt.

Noch undenkbarer ist die Zumutung von Professoren an einen Mit-Professor, sich den „Vielen“, die zwei gänzlich inkongruente Tatsachenkategorien nicht voneinander „loslösen *können* und *wollen*“, unterzuordnen! Bisher galt es als Aufgabe des akademischen Lehrers, die Hörer zu seinen schärferen Distinktionen hinaufzuerziehen, nicht sich selbst zu den verworrenen Distinktionen seiner Hörer herunterzuerziehen. Es ist die Kapitulation vor der niedrigeren Denkstufe, die mit diesen Worten verlangt wird, vorausgesetzt nur, daß „Viele“ auf dieser niedrigeren Denkstufe stehen; und die Herren werden uns nie überreden, sie für so un- und antiwissenschaftlich zu halten, daß wir ihnen zutrauten, sich zu diesem Prinzip auch bei anderen Gelegenheiten als bei diesem leidigen Thema Krieg zu bekennen.

Nein, was hier als Prinzip verkündet wurde, — nämlich daß der akademische Lehrer sich den Irrtümern zu beugen habe, die „Viele“ nicht einsehen „wollen und können“, — das ist aufs Klarste ein ad hoc-Prinzip, das nur für das Spezialthema Krieg erfunden wurde, das aber, auf jedes andere Problem angewandt, von demselben Gremium mit derselben Entschiedenheit als unwissenschaftlich und der akademischen Würde widersprechend schroff verworfen werden würde. Das Ganze läuft darauf hinaus, daß die obersten Behörden einer deutschen Universität dekretieren: über den Krieg darf nur noch Lobendes gesagt werden; über den Krieg etwas Tadelndes zu sagen, ist mit Rücksicht auf diejenigen, die das für eine Herabsetzung der Kriegsgefallenen *halten* und halten *wollen*, einem Hochschullehrer künftighin verboten und wird mit seiner Enthebung von der Professur beantwortet. Der Krieg ist somit prinzipiell aus der Sphäre entfernt, in der es statthaft ist, selbständig zu denken; von den akademischen Lehrern wird verlangt, daß sie den heroisch-lieblich-romantischen Vorstellungen derjenigen, die zur Erkenntnis der Wahrheit nicht fähig oder nicht willens sind, sich ein für allemal unterwerfen.

Und damit scheint uns nun wieder einmal eine neue Phase in der Entwicklung sowohl der sogenannten „freien akademischen Lehre“ wie der intellektuellen und sentimentalen Vorbereitung des künftigen Menschheitsvernichtungskrieges erreicht. Und das wird gebilligt von einer Regierung, die noch immer eine Regierung der „Weimarer Koalition“ ist!

Ausschnitt vom: 3. SEP. 1932

Küstriner Zeitung, Oderblatt Küstrin

Da gehört er hin

Exprofessor Gumbel liest an der Sorbonne.

Daß Leute wie Anker, Gerlach, Ossietzky, Kaweran und ihre Anhänger in Frankreich beliebt sind, ist selbstverständlich. So berichtet auch das Organ der Liga für Menschenrechte, jener übelduftenden pazifistischen Organisation, daß die mathematische Disziplin der philosophisch-naturwissenschaftlichen Fakultät an der Universität zu Paris zum zweiten Male eine Einladung an einen deutschen Mathematiker zu Lehrzwecken hat ergehen lassen. Nach dem Organ der Liga für Menschenrechte soll dies eine wegen ihrer Seltenheit und wegen der Bedeutung der mathematischen Abteilung an der Sorbonne doppelt wichtige Auszeichnung sein. Der erste Ausgezeichnete, der in der Sorbonne lesen durfte, war Professor Einstein. Im kommenden Wintersemester aber wird nun ein ganz Großer die Herren Franzosen in sechs Vorlesungen über mathematische Statistik belehren, der Exprofessor Gumbel! Das ist doch mal objektive Wissenschaft! Wir gönnen den Seine-Athenern diesen Genuß und hoffen nur, daß sich Gumbel für die Dauer in Paris niederlassen wird, nachdem ihm in Deutschland bescheinigt worden ist, daß er Fähigkeiten zur Bekleidung eines Lehramtes nicht besitzt.

Für Professor Gumbel!

Nachdem das Badische Kultusministerium dem Spruch der Universitätsbehörden der Universität Heidelberg beigetreten ist und damit dem republikanischen und pazifistischen Professor Gumbel die Lehrberechtigung entzogen hat, liegt nunmehr die letzte Entscheidung bei dem Badischen Gesamtstaatsministerium.

Deshalb hat sich die Republikanische Beschwerdestelle Berlin im Namen ihrer zahlreichen Mitarbeiter in Stadt und Land mit einem dringenden Appell an das Badische Staatsministerium als eine der wenigen noch vorhandenen republikanischen Regierungen gewandt. Die Beschwerdestelle hat ausgeführt, daß der Fall Gumbel nicht als Einzelfall zu betrachten ist, sondern „angesichts des Terrors an vielen deutschen Hochschulen nur das Ergebnis des allgemeinen Ansturms der NSDAP auf Beherrschung der Universitäten überhaupt. Wird der Fall Gumbel nicht revidiert, so bedeutet er den Beginn einer allgemeinen Säuberung der Hochschulen von entschiedenen Republikanern".

*

Alle wirklichen Republikaner stehen hinter Gumbel und der Sache, die er verkörpert. Erfreulicherweise hat auch die sozialdemokratische Presse, soweit wir sehen, mit Kritik an der Schwächlichkeit des Badischen Ministeriums nicht hinterm Berge gehalten. Wo aber stehen folgende Sätze:

„Es läßt sich nicht leugnen, daß die Entfernung des Professors Gumbel aus dem Lehrkörper der Heidelberger Universität in Heidelberg selbst auch in Kreisen, die der demagogischen und organisierten Hetze gegen den Mann fernstanden und denen die akademische Lehrfreiheit ein hohes und zu verteidigendes Gut ist, mit einem gewissen Gefühl der Erleichterung aufgenommen worden ist und daß selbst Menschen, die die Entscheidung gegen Gumbel sachlich nicht zu billigen vermögen, in irgendeinem Winkel ihres Herzens etwas von solcher Erleichterung verspüren. Das Gefühl war ziemlich weit verbreitet, daß man eines einzelnen Mannes wegen, der sich solche Blößen gegeben hat wie Gumbel, und von dem man sich jeden Augenblick eines weiteren „Falles" versehen muß, nicht dauernd eine ganze Universität im Fieberzustand halten dürfe, mag das Fieber auch keineswegs spontan entstanden, sondern mit Kunst und Tücke herbeigeführt worden sein."

Sie stehen in der „Frankfurter Zeitung", jenem so viel gerühmten journalistischen Bollwerk der Weimarer Demokratie! Der Artikel geht dann in unerträglichen „Einerseits — andererseits" weiter und schließt mit dem Geständnis, daß es „zwar" notwendig war, Gumbel abzusägen, daß aber die Ueberwindung derer, die „seine Besieger" sind, „zehnmal notwendiger" ist. Wir begnügen uns, diese jammervollen Geistesverrenkungen eines Blattes zu verzeichnen, das den besten Namen zu verlieren hatte!

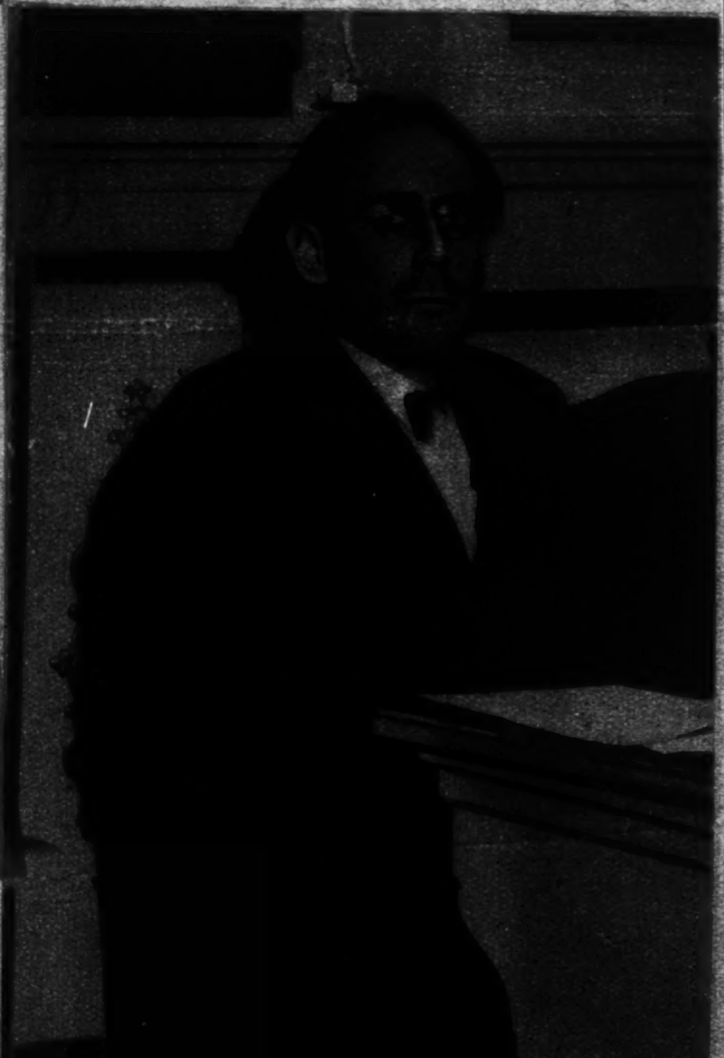
Gumbels „Blöße"? Er hatte in einer sozialistischen Studentenversammlung die Kohlrübe als das passendste Kriegsdenkmal bezeichnet. Worin wir ihm von ganzem Herzen zustimmen. Diese Blöße ist tausendmal ehrenwerter als der schäbige Tugendmantel des Frankfurter Blattes.

D. a. d. Deutschlar
3.9.32

Ausschnitt vom: 3. SEP. 1932

Düsseldorfer Nachrichten

Morgenausgabe



Prof. Gumbel abgesetzt

Nachdem die philosophische Fakultät und der engere Senat der Universität Heidelberg nach Abschluß des Untersuchungsverfahrens einstimmig den Antrag gestellt hatten, dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung zu entziehen, hat das Unterrichtsministerium in Karlsruhe diesem Antrag stattgegeben

Aufn. Keystone View Co.

Ausschnitt vom: 3. SEP. 1932

Rastenburger Zeitung, Rastenburg

Da gehört er hin

Exprofessor Gumbel liest an der Sorbonne.

Daß Leute wie Anker, Gerlach, Ossietzky, Kaweran und ihre Anhänger in Frankreich beliebt sind, ist selbstverständlich. So berichtet auch das Organ der Liga für Menschenrechte, jener übelduftenden pazifistischen Organisation, daß die mathematische Disziplin der philosophisch-naturwissenschaftlichen Fakultät an der Universität zu Paris zum zweiten Mal eine Einladung an einen deutschen Mathematiker zu Lehrzwecken hat ergehen lassen. Nach dem Organ der Liga für Menschenrechte soll dies eine wegen ihrer Seltenheit und wegen der Bedeutung der mathematischen Abteilung an der Sorbonne doppelt wichtige Auszeichnung sein. Der erste Ausgezeichnete, der an der Sorbonne lesen durfte, war Prof. Einstein. Im kommenden Wintersemester aber wird nun ein ganz Großer die Herren Franzosen in sechs Vorlesungen über mathematische Statistik belehren, der Exprofessor Gumbel! Das ist doch mal objektive Wissenschaft! Wir gönnen den Seine-Athenern diesen Genuß und hoffen nur, daß sich Gumbel für die Dauer in Paris niederlassen wird, nachdem ihm in Deutschland bescheinigt worden ist, daß er Fähigkeiten zur Bekleidung eines Lehramtes nicht besitzt.

Volkszeitung, Innsbruck

Maßregelung eines pazifistischen Hochschullehrers

Kürzlich wurde dem Professor Dr. Gumbel an der Universität Heidelberg, weil er in einem pazifistischen Vortrag die Dinge beim richtigen Namen nannte, von der badischen Unterrichtsverwaltung die Lehrberechtigung entzogen. Da diese unerhörte Maßregelung eines verdienten Hochschullehrers in weiten Kreisen der deutschen Oeffentlichkeit begreiflicherweise berechtigte Entrüstung auslöste, gab die Unterrichtsverwaltung eine lendenlahme Erklärung ab, in der sie ihr Vorgehen zu rechtfertigen versuchte.

Gumbel habe in einem am 27. Mai im Heim der Sozialistischen Studentengruppe in Heidelberg abgehaltenen Vortrag im Zusammenhang einer Darstellung der Not und der Schrecken des Krieges sich dahin geäußert, „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe". „Entscheidend und erschwerend falle hiebei ins Gewicht, daß die gemachte Aeußerung sich in derselben Richtung bewege und den gleichen Charakter habe, wie die allgemein bekannte, von Professor Dr. Gumbel selbst zugegebene Aeußerung von 1924 über das „Feld der Unehre". Mit der gemachten Aeußerung habe Professor Doktor Gumbel aufs neue bewiesen, daß er nicht imstande sei, eine Verletzung von heiligsten Empfindungen zu vermeiden . . ."

Gumbel, ein wahrer Friedensfreund und mutiger Vorkämpfer der Wahrheit, hat die nationalsozialistischen Kreise vor allem dadurch erbittert, daß er die Dokumente über die Fememorde sammelte und herausgab. Das Buch heißt: „Verräter verfallen der Feme" und ist es wert, gelesen zu werden. Die haarsträubende Bestialität, mit der die Fememorde begangen wurden, die Skrupellosigkeit, mit der ohne Prüfung von Tatbeständen Todesurteile „vollstreckt" wurden, machen es normalen Menschen unmöglich, zu verstehen, daß in Nazikreisen der Titel „Fememörder" als Auszeichnung empfunden und zu Reklamezwecken ausgenützt wird. Die fünf Männer, die in Beuthen zum Tode verurteilt wurden, haben diese Anschauung geteilt. Sie werden nicht verstehen, daß man an ihnen straft, was man an anderen geehrt hat.

Man sollte glauben, daß Universitätslehrer, die doch dazu berufen sind — so hörte man es wenigstens in früheren Tagen — den Geist und das Geistige zu pflegen und zu erhalten, der Gewalt und ihren viehischen Methoden abgeneigt sein müßten. Weit gefehlt! Die Rauschebärte, statt die Lehrer ihrer Schüler zu sein, sind in ihrer Angst, für so alt zu gelten, als sie sind, die Sklaven der Anschauungen ihrer Schüler geworden. Das ist ihnen allerdings ebensowenig schwer gefallen, wie es ihnen schwer gefallen ist, während des Krieges in die Durchhaltetrompete zu blasen und allen, die es nicht wissen wollten, zu versichern, daß nichts gesünder sei als Ersatznahrung, madiges Dörrgemüse und Schuhe aus Papier. Ihr schlechtes Gewissen macht sie zu Verrätern am Geist, dem sie zu dienen hätten; ihr schlechtes Gewissen und der Haß des Verräters lassen sie gegen jeden toben, der wahr und geistig geblieben ist.

Je Suis Partout, Paris

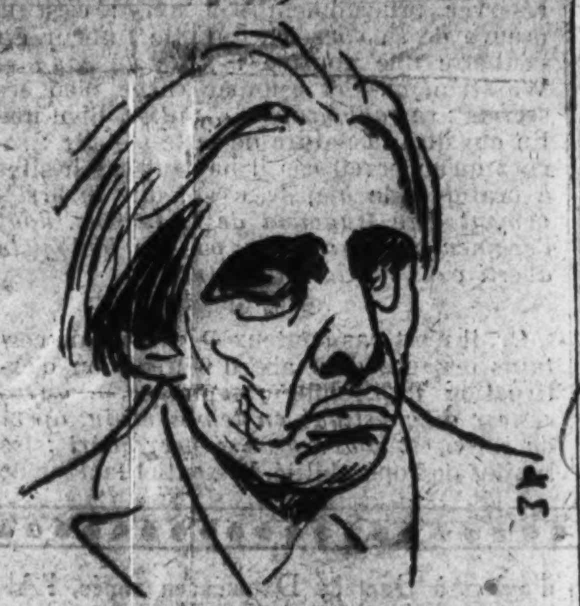
LE MAL QUI RÉPAND LA TERREUR...

Dans les écoles et dans les postes de police

Von Schleicher propose le réarmement comme contre-poison

Le mal fait des ravages considérables. Il gagne en étendue et en profondeur. Pourquoi ne sévirait-il pas bientôt dans les crèches et dans les pouponnières ?

Aussi a-t-on à peine prêté attention à la retraite forcée du professeur Gumbell. Ne s'agit-il pas en l'espèce d'un maître d'Université ? C'était avec la *jeunesse acédémique*, c'est-à-dire avec les « grands », avec les étudiants qu'il était en lutte ; or, chacun a pris aujourd'hui son parti de voir les Universités transformées en champ clos et même en terrain privilégié pour la lutte des groupes politiques. La seule présence du professeur Gumbell à sa chaire déchaînait depuis deux ans maintes bagarres et soulevait les étudiants nationalistes. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de droite était son arrêt de mort ; Gumbell a été congédié pour ses discours pacifistes ou antipatriotiques. Les petits écoliers, s'ils persévèrent, feront mieux encore. Ils auront raison, eux, de leurs instituteurs, à l'âge où l'on porte son cartable et son plumier à l'école du village...



Le Professeur GUMBELL

AUSSCHNITT VOM: Aug.-Sept.-1932

Burschenschaftliche Blätter

Eisenach

Gumbel erledigt.

Der nationale Kampf gegen den unmöglichen Heidelberger Professor Gumbel, mit dem wir uns mehrfach zu beschäftigen hatten, ist endlich erfolgreich gewesen. Auf Grund der neuerlichen Schmähungen, die sich Gumbel gegenüber dem Kriege geleistet hatte, — wir berichteten darüber im vorigen Heft — hat sich das Badische Staatsministerium zu einer Untersuchung veranlaßt gesehen, die mit der Dienstentlassung Gumbels geendet hat. Dieser Entscheid ist umso bemerkeswerter, als er von einem von der politischen Linken beherrschten Ministerium gefällt wurde.

Gumbel wird, wie Linksblätter melden, gegen das Disziplinarurteil Einspruch erheben. Er führt vor allem an, daß bei der Untersuchung des Falles nur zwei nationalsozialistische Zeugen vereidigt wurden, während alle Entlastungszeugen unvereidigt blieben. Wir glauben, daß der Vorgang so klar ist, daß ke ne Aussicht mehr besteht, Herrn Gumbel wieder der deutschen akademischen Jugend als Lehrer vorzusetzen. Seine gottlob nur kurze Laufbahn als Professor war ja überhaupt nur möglich gewesen, weil die politische Gesinnung des Herrn Gumbel der Regierung als Empfehlung gegolten hatte.

Heidelberger Tageblatt

Hauptanzeigenblatt

Nordbadischer Familienanzeiger

Ausschnitt aus der Nummer vom 4. SEP. 1932

Bitte wend

— (Zum Fall Gumbel.) Zu der Erklärung einer größeren Anzahl linksgerichteter Universitätsprofessoren an das badische Unterrichtsministerium bemerkt der „Bad. Beobachter", das Landesorgan der Zentrumspartei: „Das badische Unterrichtsministerium wird von Herrn Dr. Baumgartner verwaltet, der vor wenigen Monaten in einer großzügigen Rede zum badischen Schul- und Kultusetat vor dem Forum des Landtages in der eindeutigsten Weise sich für die energische Wahrung der Staatsautorität und der Lehrfreiheit gegen alle Störenfriede und Gewaltakte auf den Universitäten, mögen sie herkommen, wo sie wollen, ausgesprochen hat. Wir haben Grund anzunehmen, daß die entschiedene Haltung des badischen Unterrichtsministers nachhaltigen Eindruck gemacht hat. Die in der Entschließung geäußerten Befürchtungen wegen einer „allgemeinen Säuberung von allen entschiedenen Republikanern an den badischen Hochschulen", sind vollkommen grundlos, da sowohl die Persönlichkeit des Unterrichtsministers wie die die badische Regierung tragenden Parteien solche von vornherein schon als ganz abwegig erscheinen lassen."

BILDER DER WOCHE

Viertausend Breslauer Arbeiter — Kommunisten, Sozialdemokraten, SAP, Reichsbanner und Antifaschisten — trugen den von Nazis erschossenen Jungarbeiter Günther zu Grabe. Beim Abmarsch wurden die Arbeiter aus Nazi-Häusern mit Steinen beworfen. Die Polizei konnte die empörten Massen nur mit Mühe zurückhalten, diese Häuser zu stürmen. Trotz alledem stand dieser Tag im Zeichen der Antifaschistischen Aktion, die kein Terror zu brechen vermag.

Am Grabe des ermordeten Dortmunder Antifaschisten Reumer fordert ein Reichsbannerkamerad die Kameraden der Eisernen Front auf, zusammen mit der Antifaschistischen Aktion zu kämpfen, damit die Nationalsozialisten nicht länger mehr Arbeiterblut vergießen können.

←Professor Gumbel, einem aufrechten Pazifisten, der den Reaktionären aller Schattierungen verhaßt ist, weil er seit Jahren unermüdlich die von der Rechten organisierten Morde enthüllte und die neuen Kriegsvorbereitungen anprangerte, wurde die Lehrberechtigung entzogen. In Deutschland sind nur solche Lehrer erwünscht, die das Sauf- und Mensurstudententum entsprechend den Weisungen des Braunen Hauses „ertüchtigen".

4. SEP. 1932

Rote Post, Berlin

Der Fall Gumbel

Die randalierenden Bürgersöhne, die an den deutschen Universitäten auf „Herrenmenschentum" dressiert werden, können sich eines Sieges rühmen: Das badische Kultusministerium hat vor einigen Tagen dem Mathematikprofessor Dr. Gumbel auf Antrag des Heidelberger Senats die Lehrberechtigung entzogen. Dieser Beschluß ist das schmachvolle Ende einer „Disziplinarverfahren" genannten Komödie, die auf Betreiben der Nazis gegen Gumbel wegen seiner pazifistischen Gesinnung inszeniert worden war.

Gumbel hat vor Jahren eine Broschüre namens „Zwei Jahre Mord" und etwas später eine größere Denkschrift über den politischen Mordterror in Deutschland veröffentlicht. Seit dieser Zeit hassen ihn, was ja verständlich ist, jene „nationalen Kreise", deren grauenvolle Taten durch die von Gumbel zusammengetragenen Dokumente klar und eindeutig bewiesen wurden. Als man Gumbel nach Heidelberg berief, waren wüste Nazitumulte, Drohungen und zerschlagene Fensterscheiben an der Tagesordnung, bis eine Rede, die der mutig für seine Ueberzeugung eintretende Professor vor Mitgliedern des Sozialistischen Studentenbundes hielt, den „legalen" Anlaß gab, seine Absetzung zu erreichen. Gumbel soll nämlich gesagt haben: „Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe." Diese Aeußerung, mit der Gumbel der Verherrlichung des imperialistischen Krieges entgegentreten wollte, wurde als eine „Beschimpfung der Toten des Weltkrieges" hingestellt, und der Kopf des verhaßten „Juden" konnte nun endlich „rollen". Der „Völkische Beobachter" triumphiert: „Der Kopf des so klugen Mathematikprofessors Gumbel ist ganz legal, fast möchte man sagen, ‚gerollt', wie gesagt, ganz legal von der Universität Heidelberg entfernt."

Zur Zeit befindet sich Gumbel, dem die Nazis auch jede wissenschaftliche Befähigung absprechen, in Amerika, wo er auf Einladung eines großen Instituts Vorträge hält. Anschließend wird er der Gast der Pariser Universität sein. In Deutschland steht nicht einmal mehr das sogenannte „fortschrittlich-liberale" Bürgertum hinter diesem Manne, den es einst, als die Konjunktur für Pazifismus noch günstiger war, zu seinen „Vorkämpfern" rechnete. Die „B. Z. am Mittag" vom 23. August schreibt z. B.: „Er (Gumbel) hat es nicht verstanden, für sein pazifistisches Bekenntnis eine Formel zu finden, die auch die Gefühle anderer schonte."

Kein Wunder, denn in einer Zeit, in der sich alle jene „Demokraten" für die „Rüstungsgleichheit" begeistern und sich den Kopf über die Begnadigung der Beuthener Mörder zerbrechen, sind ehrliche und anständige Menschen, die gegen den Krieg und gegen den weißen Terror kämpfen, ein Stein des Anstoßes auf dem Wege der Reaktion.

4. SEP. 1932

Die Berliner Warte

Die Universität Heidelberg gereinigt!

Der Mann, der unsere Gefallenen beschimpfte.

Der jahrelange Skandal um den sattsam bekannten sozialdemokratischen Heidelberger Universitätsprofessor Gumbel hat also endlich seinen Abschluß gefunden: entsprechend dem einstimmigen Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität hat das badische Unterrichtsministerium dem Professor Gumbel mit sofortiger Wirkung die Lehrberechtigung an der Universität Heidelberg entzogen. Mit diesem Kerl mußte sich die Öffentlichkeit bekanntlich wiederholt befassen. Man hatte es hier mit einem Dozenten zu tun, der sich nicht etwa nur gelegentliche Entgleisungen leistete, sondern der nach seinem ganzen Auftreten verriet, wie bewußt er im Gegensatz zu der selbstverständlichen Grundhaltung stand, die jedes Volk von seinen Hochschullehrern fordern muß — unbeschadet ihrer sonstigen Auffassungen und der Lehrfreiheit. Sollten sich Verteidiger des Gumbel finden — und sie werden sich finden, obwohl die Entscheidung über diesen besonderen Liebling der Linken von einer Länderregierung mit besonders starker Schlagseite nach links gefällt wurde — so könnte ihr Eintreten für diesen Mann nur beweisen, daß auch sie gar kein Organ dafür haben, weshalb Menschen dieses Schlages einfach unerträglich für die Nation sind.

Aus Gumbels Munde stammt die berüchtigte Äußerung von dem „Felde der Unehre", auf dem die Soldaten des Weltkrieges gefallen seien. Im Mai d. J. hatte er sich ein neues Stück in der Beschimpfung dessen, was jedem Deutschen heilig ist, geleistet, indem er erklärte, Kriegerdenkmäler für deutsche Soldaten seien für ihn „eine einzige große Kohlrübe".

Viel zu spät hat man diesen Kerl beseitigt. Ja, man hat ihn sogar vor gar nicht allzu langer Zeit noch zum Professor ernannt, wofür ein mit Zentrumshilfe amtierender roter Kultusminister verantwortlich zeichnete! Und man tat so, als ob es nun eine Sache der Staatsautorität sei, diesen Dozenten entgegen dem unbestechlichen Reinlichkeitsbedürfnis der deutschen akademischen Jugend auf seinem Posten zu erhalten, einen Mann, der sich, in liberalem Ich-Wahn befangen, seiner Verpflichtung gegenüber Volk und Amt gar nicht bewußt war und sich einbildete, der große Mantel der Lehrfreiheit decke alle persönlichen Haßausbrüche, alle zersetzenden Urteile über elementare Grundgesetze der Volksgemeinschaft. Gumbel hat sich aus dieser Volksgemeinschaft selbst ausgeschlossen. Seine Entfernung vom Amt bestätigt also nur einen schon lange herrschenden Zustand. Es ist ein wahres Glück für die wirkliche Lehrfreiheit, daß sie endlich einmal gegen einen jener Dozenten geschützt wird, die auf einem deutschen Lehrstuhl einfach nichts zu suchen haben!

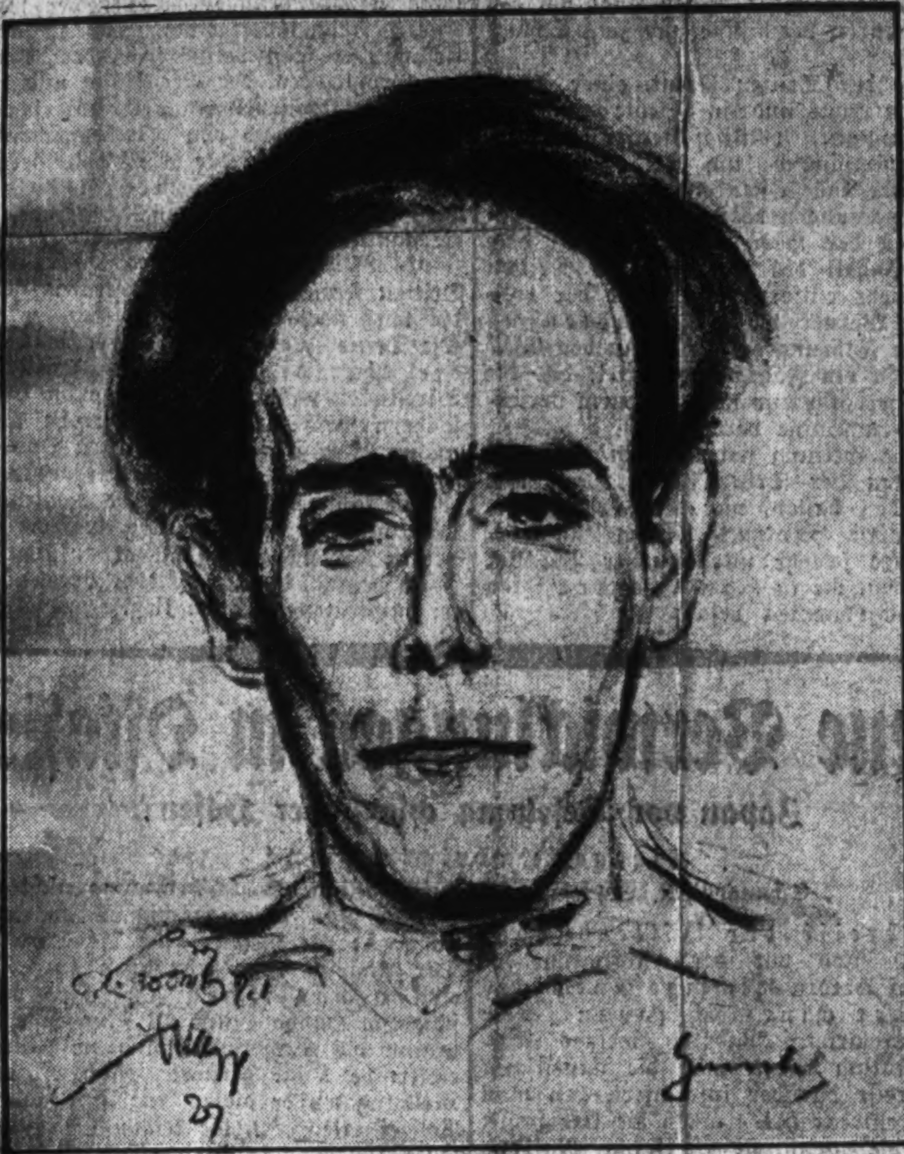
Deutscher Vorwärts, Berlin

Ausschnitt aus der Nummer vom 4. SEP. 1932

Em. W., Bonn. Das soll ein Wort sein! Wahrhaftig, der „Offene Brief" Dr. Falkenfelds an die philosophische Fakultät der Universität zu Heidelberg ist ein Skandal. Nach Falkenfelds Ansicht hat nämlich diese Fakultät durch die Entfernung des Dr. Gumbel von seinem Lehrstuhl die „Würde der Philosophie" verletzt, deren Aufgabe es nach Falkenfeld sein soll, „den Krieg als etwas Unvernünftiges, der Würde der Menschheit ins Gesicht Schlagendes zu bekämpfen". Wenn Gumbel das tue, so spreche er für viele Frontsoldaten. „Die Sache der Vernunft hat er mit einem Eifer vertreten, den wir bewundern müssen! — Herr Falkenfeld tut also so, als ob es hier um ethische Werturteile über den Krieg ginge. Es geht aber ganz einfach darum, daß der Krieg einstweilen immer noch eine sehr handgreifliche Realität ist, bei der es um Sein oder Nichtsein der Nation geht. Wer diese Tatsache wegzudisputieren sucht den Willen zur Selbstbehauptung des Staates unterminiert und zu diesem Zweck vor keiner Verunglimpfung des kriegerischen Opfergeistes zurückscheut, stellt sich selbst abseits der Nation. Er gehört am wenigsten in dieser Zeit auf einen deutschen Lehrstuhl. In Heidelberg hat man nach dieser einfachen Wahrheit entschieden. Und keine Dialektik wird an dieser nüchternen Erkenntnis [illegible] ändern!

Ausschnitt vom: -4. SEP. 1932
Generalanzeiger Dortmund
Dortmund

Kopf der Woche



Original-Lithographie von E. Stumpp.

Die philosophische Fakultät der einst weltberühmten Heidelberger Universität hat ihr Mitglied, den Professor Gumbel, nun endlich zur Strecke gebracht. Gumbel, dessen Lehrbefähigung und wissenschaftliche Qualität von niemand bestritten wird, hat das Pech, in einer Zeit finsterster Reaktion, die nun auch das einst so helle Licht Heidelbergs verdunkelt, Pazifist zu sein, und darüber hinaus ein Buch geschrieben zu haben, das dieser Reaktion schwer im Magen liegt:

„Vier Jahre politischer Mord".

Der Charakterkopf Gumbels ist vorläufig gefallen, geblieben ist dafür dem badischen Musterländle und der Heidelberger Universität Herr Hellpach. Und der trägt ja schon das „hell" in seinem Namen.

Deutscher Vorwärts, Berlin
Ausschnitt aus der Nummer vom: -4. SEP. 1932

Die Universität Heidelberg gereinigt!

Der Mann, der unsere Gefallenen beschimpfte.

Der jahrelange Skandal um den sattsam bekannten sozialdemokratischen Heidelberger Universitätsprofessor Gumbel hat also endlich seinen Abschluß gefunden: entsprechend dem einstimmigen Antrag der philosophischen Fakultät und des engeren Senats der Universität hat das badische Unterrichtsministerium dem Professor Gumbel mit sofortiger Wirkung die Lehrberechtigung an der Universität Heidelberg entzogen. Mit diesem Kerl mußte sich die Öffentlichkeit bekanntlich wiederholt befassen. Man hatte es hier mit einem Dozenten zu tun, der sich nicht etwa nur gelegentliche Entgleisungen leistete, sondern der nach seinem ganzen Auftreten verriet, wie bewußt er im Gegensatz zu der selbstverständlichen Grundhaltung stand, die jedes Volk von seinen Hochschullehrern fordern muß — unbeschadet ihrer sonstigen Auffassungen und der Lehrfreiheit. Sollten sich Verteidiger des Gumbel finden — und sie werden sich finden, obwohl die Entscheidung über diesen besonderen Liebling der Linken von einer Länderregierung mit besonders starker Schlagseite nach links gefällt wurde — so könnte ihr Eintreten für diesen Mann nur beweisen, daß auch sie gar kein Organ dafür haben, weshalb Menschen dieses Schlages einfach unerträglich für die Nation sind.

Aus Gumbels Munde stammt die berüchtigte Äußerung von dem „Felde der Unehre", auf dem die Soldaten des Weltkrieges gefallen seien. Im Mai d. J. hatte er sich ein neues Stück in der Beschimpfung dessen, was jedem Deutschen heilig ist, geleistet, indem er erklärte, Kriegerdenkmäler für deutsche Soldaten seien für ihn „eine einzige große Kohlrübe".

Viel zu spät hat man diesen Kerl beseitigt. Ja, man hat ihn sogar vor gar nicht allzu langer Zeit noch zum Professor ernannt, wofür ein mit Zentrumshilfe amtierender roter Kultusminister verantwortlich zeichnete! Und man tat so, als ob es nun eine Sache der Staatsautorität sei, diesen Dozenten entgegen dem unbestechlichen Reinlichkeitsbedürfnis der deutschen akademischen Jugend auf seinem Posten zu erhalten, einen Mann, der sich, in liberalem Ich-Wahn befangen, seiner Verpflichtung gegenüber Volk und Amt gar nicht bewußt war und sich einbildete, der große Mantel der Lehrfreiheit decke alle persönlichen Haßausbrüche, alle zersetzenden Urteile über elementare Grundgesetze der Volksgemeinschaft. Gumbel hat sich aus dieser Volksgemeinschaft selbst ausgeschlossen. Seine Entfernung vom Amt bestätigt also nur einen schon lange herrschenden Zustand. Es ist ein wahres Glück für die wirkliche Lehrfreiheit, daß sie endlich einmal gegen einen jener Dozenten geschützt wird, die auf einem deutschen Lehrstuhl einfach nichts zu suchen haben!

Chemnitzer Tageblatt, Chemnitz
Ausschnitt aus der Nummer vom: 4. SEP. 1932

Gumbel beschwert sich

Wir hatten über den a. o. Professor in Heidelberg, Dr. Gumbel, berichtet, der nach einem fast 10jährigen Disziplinar- und Beschwerdedrama endlich seines Amtes enthoben wurde.

Es hätte nahe gelegen, daß Dr. Gumbel, der sich wahrhaftig in ausreichender Weise öffentlich unmöglich gemacht hat, möglichst stille an den Schreibtisch zurückgegangen wäre, den er besser nie mit dem Rednerpult vertauscht hätte. Indessen, Dr. Gumbel versteht die Nation nicht, die sich in zwölfter Stunde selbst Hochschullehrern gegenüber auf ihre Würde besinnt. Im Gegenteil. Er mozt auf und beschwert sich auch noch beim badischen Staatsministerium. Der Erfolg ist nur der, daß die badische Aufsichtsbehörde die Gesichtspunkte für ihr Urteil gegen Gumbel der Oeffentlichkeit mitteilt. Die Darlegungen sind zu ausführlich, um sie hier im Wortlaut abzudrucken. Jedenfalls ist es nun Herrn Gumbel öffentlich bescheinigt worden, daß seine Aeußerungien ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation seien: daß Dr. Gumbel seine politische Anschauung in einer rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze. „Heldentum und Opfertod im Kriege bilden, so sagt der Schriftsatz der Aufsichtsbehörde, für das vaterländische Empfinden einen geheiligten Bezirk, dem sich niemand, vor allem nicht derjenige, der an verantwortungsvoller Stelle zur deutschen Jugend spreche, ohne ehrfurchtsvollen Ernst nähern soll."

Solche Kollegs muß die Behörde einem Professor halten, dem zu Liebe eine ganze Studentenschaft gemaßregelt wurde.

Schwäbischer Merkur ★ Stuttgart
Aelteste und bedeutendste große Tageszeitung Südwestdeutschlands
Ausschnitt aus der Ausgabe Nr. ....
vom .... -4. SEP. 1932

Bitte wenden

Jugenderzieher und Patriotismus

H. Mit der kürzlich erfolgten Entscheidung des badischen Unterrichts-Ministeriums, daß auf Antrag der philosophischen Fakultät und des Senats der Universität Heidelberg dem a.o. Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung versagt wird, ist unter eine Angelegenheit ein Strich gezogen, die seit nahezu einem Jahrzehnt in Deutschland viel Staub aufgewirbelt und große Beunruhigung geschaffen hat. Die Erledigung dieser Sache ist daher zu begrüßen in nationaler und pädagogischer Hinsicht.

Wir setzen das, was man Prof. Dr. Gumbel vorwirft, als bekannt voraus, insbesondere seine Aeußerungen wie die vom „Felde der Unehre" und vom Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten, das eine große Kohlrübe sein müsse, statt einer Jungfrau mit der Siegespalme. Auch im Schwäb. Merkur ist ja schon vor Jahren der Fall Gumbel von Oberstudienrat Dr. Egelhaaf in verdienstlicher Weise behandelt worden. Ferner soll Gumbel schon 1924 vor der französischen (!) „Liga der Menschenrechte" eine Rede gegen den „deutschen Korporal" gehalten haben.

Wenn man sich vergegenwärtigt, daß all dies seit 1924 spielt, so muß man sagen: in Deutschland hat man viel, sehr viel Geduld.

Man stelle sich vor, daß in Frankreich ein Universitätsprofessor, also ein an öffentlicher Stelle stehender, für die Erziehung der heranwachsenden Jugend sich anbietender und berufener Mann, solche Aeußerungen gegen französische Krieger täte; die Folgen sind nicht auszudenken! —

Und was sollen Eltern sagen, deren Sohn 1914/18 gefallen ist, oder ein Sohn, dessen Vater während des Weltkriegs blieb, wenn sie nun hören müssen, daß Sohn oder Vater auf dem „Felde der Unehre" umkam? Gibt es einen Gedanken, der namentlich auf jugendliche Seelen und Gemüter verwüstender wirken kann als dieser? Offenbar gilt Prof. Gumbel das durch alle Zeitalter und Generationen hochstehende Werk des Horaz: dulce et decorum est pro patria mori und der darin liegende tiefe Sinn des Opfers nichts.

Sonntagszeitung, Stuttgart

Ausschnitt aus der Nummer vom: 4. SEP. 1932

Die Kohlrübe

Von einem alten Frontsoldaten wird uns geschrieben:

Der Heidelberger Professor Gumbel ist, wie man weiß, geflogen. Inzwischen ist die Begründung des Urteils, durch das ihm der Untersuchungsausschuß der Professoren die Lehrberechtigung entzogen hat, bekannt geworden. Ihre wohlgesetzten Worte sind lesenswert.

Ausgehend von der als bewiesen angenommenen Äußerung Gumbels „das angemessene Kriegerdenkmal sei nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme, sondern ein Stein mit einer Kohlrübe", wird dargelegt, diese Bemerkung sei geeignet gewesen, „die gebotene Ehrfurcht vor den Gefallenen des Weltkriegs zu verletzen und das nationale Empfinden aufs Tiefste zu kränken. Entscheidend und erschwerend falle hierbei ins Gewicht, daß die jetzige Äußerung den gleichen Charakter habe, wie die 1924 gemachte Bemerkung von den Soldaten, die „auf dem Feld der Unehre" gefallen seien. Auch wenn es nicht in der Absicht des Redners gelegen habe, die Gefallenen herabzusetzen, so sei die Aussage doch ein Zeichen mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens, auf die W e r t o r d n u n g i m D e n k e n u n d F ü h l e n a n d e r e r Rücksicht zu nehmen."

Schön und gut. Wo aber ist an hohen Schulen Deutschlands Rücksicht auf die Wertordnungen anderer zu finden, wenn diese anderen vor anderen „wesentlichen Gütern der Nation Ehrfurcht empfinden" als die Durchschnittsprofessoren? Wenn denen z. B. das Rechts- und Anstandsgefühl schutzwürdig erscheint, durch das ein Volk von einer auftrumpfenden waffenklirrenden, in Krieg (und Katastrofe) führenden Politik ferngehalten wird; wenn deren Wertordnung den — von Goethe so warm empfohlenen — Respekt vor der Eigenart eines fremden Landes an oberer Stelle enthält; oder wenn ihnen gar die Achtung vor den Menschen wichtig und wertvoll erscheint, die für die Befreiung der Menschheit von ihren Ausbeutern gekämpft haben, kämpfen und kämpfen werden? Werden sie nicht alle sehr einfach — mit der Gumbel ebenfalls vorgeworfenen „verhängnisvollen Neigung zu polemisch zugespitzten Formulierungen" und in einer durchaus „rücksichtslosen und demagogischen Weise" — zu vogelfreien Untermenschen gestempelt?

Im übrigen erlaube ich mir als einer, der jahrelang in den vordersten Kampflinien dicht neben zahllosen nachher Gefallenen den Krieg erlebt hat, die sehr wohl begründete Überzeugung auszusprechen, daß von ihnen, wenn sie die Bemerkungen Gumbels noch hören könnten, nur eine sehr kleine, in besondere Ideologien verstrickte Minderheit sich „verletzt" fühlen würde. Die weit überwiegende Mehrzahl, — das muß den Pathetikern, Romantikern und sonstigen Verfälschern des Kriegserlebnisses immer wieder gesagt werden — war sehr nüchtern, sie hat die von Gumbel gezeigte „andere Seite" (der Unehre und der Kohlrübe) mit unverblümter Deutlichkeit gesehen und beim rechten Namen genannt. Sie wäre nicht im geringsten gekränkt, wenn sie erführe, daß ein Universitätsprofessor diese Tatbestände ebenfalls sehr deutlich zu formulieren gewagt hat.

S o unehrfürchtig deutlich wie sie selbst hat er's ja doch nicht fertig gebracht. Denn, wenn man im Feld Schallplatten aufgenommen hätte, so wäre es doch glatt statistisch zu beweisen: das häufigste Wort, das man im Schützengraben hörte, war: „Hört denn der S c h w i n d e l immer noch nicht auf?" W. W.

Professor Gumbel ist nicht (wie in der S.-Z. Nr. 35 angegeben) die Lehrberechtigung entzogen worden, „weil er ein kitschiges Kriegerdenkmal abfällig beurteilt hat". Er hat vielmehr in einem Vortrag darauf hingewiesen, daß im Krieg immer mehr der Hunger zum überragenden Gefühl geworden sei, und daß deswegen die Kohlrübe, das Hauptnahrungsmittel jener Zeit, sozusagen als Symbol, als „Denk-Mal" des Krieges gelten könne.

In der Begründung für die Amtsentsetzung Gumbels sagt das badische Unterrichtsministerium, Gumbel habe in seinem Vortrag einem Stein mit einer Kohlrübe als „das angemessene Kriegerdenkmal" bezeichnet.

Zwischen Kriegsdenkmal und Kriegerdenkmal ist ein Unterschied, den freilich nicht alle Leute merken werden.

Ausschnitt vom: 6. SEP. 1932

Kolberger Tageblatt

Da gehört er hin.

Exprofessor Gumbel liest an der Sorbonne.

Daß Leute wie Anker, Gerlach, Ossietzky, Kawerau und ihre Anhänger in Frankreich beliebt sind, ist selbstverständlich. So berichtet auch das Organ der Liga für Menschenrechte, jener übelbeleumdeten pazifistischen Organisation, daß die mathematische Disziplin der philosophisch-naturwissenschaftlichen Fakultät an der Universität zu Paris zum zweiten Mal eine Einladung an einen deutschen Mathematiker zu Lehrzwecken hat ergehen lassen. Nach dem Organ der Liga für Menschenrechte soll dies eine wegen ihrer Seltenheit und wegen der Bedeutung der mathematischen Abteilung an der Sorbonne doppelt wichtige Auszeichnung sein. Der erste Ausgezeichnete, der an der Sorbonne lesen durfte, war Prof. Einstein. Im kommenden Wintersemester aber wird nun ein ganz Großer die Herren Franzosen in sechs Vorlesungen über mathematische Statistik belehren, der Exprofessor Gumbel! Das ist doch mal objektive Wissenschaft! Wir gönnen den Seine-Athenern diesen Genuß und hoffen nur, daß sich Gumbel für die Dauer in Paris niederlassen wird, nachdem ihm in Deutschland bescheinigt worden ist, daß er Fähigkeiten zur Bekleidung eines Lehramtes nicht besitzt.

Nation

[FOUN]DED 1865

[WEDNES]DAY, SEPTEMBER 7, 1932

THE NATIONALISTS OF GERMANY have tried for fifteen years to silence Professor Eric Gumbel, one of the most courageous liberals and pacifists of that country. At last they have succeeded in having him removed from the chair of political economy at Heidelberg. But if they believe that that will silence him, they will surely be disappointed. Professor Gumbel was one of the few Germans who had the courage to denounce and oppose the war. In 1919 he dared write a book, which he audaciously titled "Four Years of Lies," charging the rulers of his country with having resorted to trickery and deceit to keep the war spirit alive. The following year he published "Two Years of Murder," in which he depicted the senseless slaughter with which both the revolutionary and reactionary elements prosecuted the civil war that followed the armistice. In one of his most recent books he cited three hundred political killings to prove his charge that "fascists are murderers." Obviously he made enemies of the National Socialists. They tried in every way to persuade the Ministry of Education in the state of Baden, which still has a republican government, to dismiss this outspoken educator. That they succeeded shows all too clearly the tremendous influence the rise of fascism has had on even the moderate and liberal public men of Germany. Pacifism, liberalism, and honest criticism are having to give way before the mad, jingoistic nationalism of the Hitlerites. This is taking place even though the fascists have not yet come into power. What a menace to world peace Germany will be, if and when they take over the government.

---

5. 9. 32. TIME N. J.

Another consternating item of last week's news was the summary discharge of Emil Gumbel, statistician visiting the Genetics Congress, from his professorship in the University of Heidelberg. The reported reason: he had offended Heidelberg's patriotic sentiment by declaring that "a turnip is better than a war monument, than a statue adorned by scantily clad ladies." Professor Gumbel denied saying this.

FOREIGN NEWS

GERMANY

Brown Trout & Bitterness

Up & down Germany the question flashed last week: Had Adolf Hitler at last gone crazy? Had his nerves given way? Was he really in a straitjacket, jittering in a Bavarian asylum? He was not. Handsome Adolf was actually high in the Bavarian Alps with a few intimate friends, slowly flailing the chalky waters of mountain streams for speckled brown trout which his quiet sister boiled till blue and served on lettuce leaves for the Hitler supper. Even so the lunacy legend kept the chief Nazi pressagent, a former Manhattan print dealer named Ernst Franz Hanfstaengl, busy for two days issuing angry denials. The story was inspired apparently by two bad-tempered and most inopportune messages which the bristle-lipped leader issued immediately after five Nazis were sentenced to death at Beuthen, Silesia fortnight ago for beating a Communist to death (TIME, Aug. 29). First message was to the murderers themselves to whose defense he had already sent his own lawyer:

"My comrades: In view of the monstrous and gory sentence that has been passed upon you, I feel that I am linked to you in unbounded loyalty. From this moment . . . a struggle against the Government under which this has come to pass is our duty."

The average German, whatever his other opinions of the von Schleicher-Papen régime, was behind them 100% in their determination to put an end to political assassination. By linking himself definitely with the condemned, Handsome Adolf lost enormous influence in the Reich. His second message was no more tactful:

"Herr von Papen, your bloody objectivity does not exist for me. I am not suited to become the executioner of patriotic fighters for freedom. . . . Heaven may send us torture upon torture but our movement will be able to finish this guillotine government."

Beside starting a rumor all over the country that he had lost his mind, these two blasts had the following definite results:

International

EMIL J. GUMBEL

Hitler ousted him from Heidelberg.

At his country home in Neudeck old Paul von Hindenburg let his associates know once and for all that he was through with Hitler.

War Minister von Schleicher, who had been trying to pacify Nazis by incorporating their storm troops with the regular army in some manner, admitted that he no longer dared attempt it.

Gumbel. The Nazis had one victory for the week. After weeks of angry protest, Fascist students at Heidelberg succeeded in having tall, stoop-shouldered Professor Emil J. Gumbel dropped from the faculty. His crime according to the Nazis was that he had announced in a lecture: "A turnip is better than a war memorial, than a statue adorned by scantily clad ladies." Professor Gumbel heard the news at Cornell last week where he was attending the International Congress of Genetics (see p. 21). He was not surprised.

"One doesn't become popular," said he, "by saying that a popular policy will lead a country to catastrophe, especially if events have shown it to be true. There is no question that I am a pacifist. The War made me that. And I am an anti-Fascist. I am in favor of the republic and peace and the welfare of the working class."

Emil Gumbel's real dynamite was in three books that he published between 1919 and 1922, *Four years of War Lies*, *Two Years of Political Murders*, *Four Years of Political Murders*. In these the Professor listed proof of over 400 political assassinations. In 1924 the Minister of Justice admitted the truth of most of them but they did not endear him to the Nazis.

Keystone

PAUL JOSEPH GOEBBELS

"Bayonets may be good for lots of things but one cannot sit on them forever."

Goebbels. Offsetting the ousting of Gumbel, the Hitlerites had their quickest wit, their loudest mouth closed up for a week. By government order *Der Angriff*, Nazi organ, was suppressed for "inciting to disobedience and resistance against the State." Editor of *Der Angriff* is Dr. Paul

Fo

Joseph Goebbels, a gnomelike little man with a tart tongue and a club foot, who appeared from nowhere about two years ago, rapidly rose to be Fascist deputy, editor of the party organ and one of the right-hand men of Adolf Hitler. Herr Hitler attended Dr. Goebbels' wedding last winter. Fortnight ago when the Nazis were venting their rage at the von Papen Cabinet, tart-tongued Goebbels coined the bon mot of the week at the expense of General von Schleicher: "Bayonets may be good for lots of things, but one cannot sit on them forever." The quotation that caused his muzzling last week was angrier and not so funny. Writing of the Beuthen death sentences he said:

"Never forget it, comrades, and repeat it a hundred times so you will say it in your dreams—THE JEWS ARE TO BLAME! They will never escape the tribunals they deserve."

Professor Gumbel gemaßregelt

Das **Mitglied des Präsidiums der Internationalen Hilfs-Vereinigung, Professor E. J. Gumbel**, ist vom Badischen Kultusminister auf Antrag der philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg **gemaßregelt** worden. Ihm wurde die Lehrberechtigung als außerordentlicher Professor entzogen.

Die Maßregelung Gumbels ist **das Resultat einer langen und systematischen nationalsozialistischen Hetze.** Gumbel hat sich den Haß der Reaktion zugezogen, weil er in seinen Schriften „Vier Jahre Mord", „Feme" usw., ihre **blutigen Schandtaten unermüdlich anprangerte.** Seine Anklagen waren um so treffsicherer, als sie mit gründlichem und unwiderleglichem Material, mit einwandfreien Dokumenten und Tatsachen belegt werden konnten.

Als Vorwand seiner jetzigen Maßregelung wurde eine Rede benutzt, in der Gumbel erklärte, **daß der Krieg die Zeit der Not, des furchtbarsten Uebels für Deutschland und die Welt bedeutet hat, in der die Kohlrübe dominierte** und daß man sich dagegen wenden müsse, wenn versucht werde, diese Zeit durch kitschige Denkmäler zu verherrlichen. Die nationalistischen Belastungszeugen fälschten diese Aeußerungen dahin um, daß Gumbel erklärt habe, daß er Kriegerdenkmäler mit einer Kohlrübe für angebrachter halte als die Denkmäler mit Jungfrauen usw. — womit er übrigens völlig recht gehabt hätte, wenn er es gesagt hätte. Trotzdem **die übereinstimmenden Aussagen der Mehrheit der Versammlung das Gegenteil bekundeten,** trotzdem eine große Anzahl Professoren beim badischen Kultusministerium gegen die geplante Maßregelung Einspruch erhoben, wurde dem Druck der Faschisten nachgegeben.

Dieser Fall zeigt, daß im gegenwärtigen Deutschland die sogenannte Freiheit der Wissenschaft nur noch eine Sage ist, und daß Wissenschaft und Kultur geringer im Kurs stehen als der Völkermord, als die Handgranate derer, die ihre Arbeitsbrüder jenseits der Grenze und ihre Klassengenossen im Lande morden zu Nutz und Frommen des Kapitals.

Solidarität Sept 3 32. II, 9

poison.

Another consternating item of last week's news was the summary discharge of Emil Gumbel, statistician visiting the Genetics Congress, from his professorship in the University of Heidelberg. The reported reason: he had offended Heidelberg's patriotic sentiment by declaring that "a turnip is better than a war monument, than a statue adorned by scantily clad ladies." Professor Gumbel denied saying this.

Exciting in themselves were the events

- 6. SEP. 1932

Völkischer Beobachter
München

„Das Ende der Tragödie Gumbel"

Von cand. med. Karl Georg Doerr, Heidelberg.

55

Heidelberg, die älteste reichsdeutsche Universitätsstadt, barg seit Jahren eine der peinlichsten Gestalten des Kulturbolschewismus, den Juden Gumbel, in seinen Mauern. Heidelberg hatte mit diesem jüdischen Besitz unter den deutschen Universitäten traurigen Ruhm errungen. Will man die ganze Tragik des Kampfes der Studenten gegen den Juden Gumbel empfinden, so muß man selbst noch Student sein. Gumbel, der sich bereits im Jahre 1925 durch seinen ersten ungeheuerlichen Ausspruch: „Der deutsche Soldat ist auf dem Felde der Unehre gefallen", vor den Augen jedes anständig empfindenden Deutschen unmöglich gemacht hatte, durfte mit Genehmigung und Einverständnis der Universität und Ministerium weiterhin als Privatdozent seine an und für sich unbedeutenden Vorlesungen halten.

Die Heidelberger Studenten führten jahrelang einen erbitterten Kampf, Protestversammlungen und Anfragen bei Ministerium und Senat, alles war fruchtlos und umsonst. — Dem bemerkenswerten Eckstein roten badischen Bonzentums, dem sozialdemokratischen Minister a. D. Dr. h. c. Adam Remmele blieb es vorbehalten, den Juden Gumbel, ohne Befragen der zuständigen Fakultät und gegen den Willen des Senats gewissermaßen als Antwort auf die in ihrer Ehre aufs tiefste verletzte Studentenschaft anläßlich des Verfassungstages, zum a. o. Professor zu ernennen. Diese Avancierung eines Menschen, der sich das Recht verwirkt hatte, deutsche Jugend zu erziehen, stellte den Gipfel der Provokation und Nichtachtung der heiligsten Güter deutscher Jugend dar.

Als sich die Heidelberger Studentenschaft erneut mit für jeden Deutschen verständlichem Protest erhob, löste man einfach den Asta der Studentenschaft auf. Es entstand ein neuer Skandal, Polizei ging gegen deutsche Studenten rücksichtslos vor und drang in das Universitätsgebäude ein. Nun folgten unruhige Monate mit gerichtlichem Nachspiel und disziplinarer Verfolgung. Zunächst hatte es den Anschein, als sollten die Studenten unterliegen,

aber ihr zäher Kampf und die gerechte Sache ließ sie als Sieger aus dem Verfahren hervorgehen.

Trotzdem schien es, daß die jüdische Mentalität und der wehrzersetzende Pazifismus des Juden Gumbel siegen sollten. Es war eine tiefe Schmach für jeden richtigen Heidelberger Studenten, daß dieser jüdische Besudler deutscher Ehre sich ungestört als „deutscher" Hochschulprofessor weiter betätigen durfte.

Ein Jahr verging, man hörte wenig mehr von Gumbel, nur hie und da sah man seine „revolutionäre" Gestalt hocherhobenen Hauptes und seines „Wertes" voll bewußt durch die Straßen Heidelbergs schreiten. Wie wenig dieser fremdrassige Mensch von der Empfindung, die seine erste Äußerung bei jedem volksbewußten Deutschen ausgelöst hatten, verstehen konnte, beweist die am 27. Mai dieses Jahres ausgesprochene, neuerliche niederträchtige Beschimpfung:

„Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtgekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzig große Kohlrübe."

Diese Äußerung, die von drei der sozialdemokratischen Versammlung beiwohnenden nationalsozialistischen Studenten mitangehört wurde, war das

Fanal zum Endkampf,

der nur mit einer Entfernung dieses Fremdlings endigen durfte. Der Kampf hat uns nach zähem Ringen und einem neuen Disziplinarverfahren gegen 5 Führer der Heidelberger Studenten doch den Sieg gebracht:

„Gumbel, den jeder Deutsche als eine Vernichtung unserer Ehre empfand, ist aus dem Lehrkörper verjagt worden.

Seine Gesinnungsgenossen werden ihren „Heros" Gumbel zweifellos zum Märtyrer seiner Überzeugung stempeln wollen. — Inzwischen hat er seine Reise nach Amerika und von dort nach Paris angetreten. Mag er dort einen Wirkungskreis artgleicher Zuhörer finden, je mehr, desto besser. Wir werden aber darnach trachten, daß unsere Hochschulen in Zukunft von ähnlichen vaterlandslosen Elementen frei bleiben müssen. Hier hat die Studentenschaft ihren ersten Sieg in eigener Sache errungen. Es soll dies der Anfang sein, daß unsere hohen Schulen wieder von jenem Geiste [illegible], befreit und durchdrungen werden, der unserer großen Vergangenheit entspricht.

Nation v. 7. 9. 32
d. unterm 4. 9. 32.

AUSSCHNITT VOM: - 7. SEP. 1932

Völkischer Beobachter
München

Der Jude Gumbel und das badische Kultusministerium

55

Die schwarz-rote badische Regierung stellt sich selbst ein vernichtendes Urteil aus

Karlsruhe, 31. August 1932.

Zu dem unterm Druck der Studentenschaft und der Öffentlichkeit endlich erfolgten Hinauswurf des üblen Pazifisten und Juden Gumbel, bisher Privatdozent an der Heidelberger Universität, der das Wort vom „Felde der Unehre" prägte und der eine Kohlrübe als geeignetes Symbol für ein Kriegerdenkmal ansah, erläßt nachträglich das von dem Zentrumsmann Baumgartner verwaltete badische Kultusministerium eine Erklärung, die für die badische Regierung mindestens ebenso vernichtend ist, wie für den Juden Gumbel.

In dieser Erklärung heißt es u. a.:

„Es ist festzustellen, daß Gumbel seine politische (marxistische! Schriftl.) Anschauung in einer mit den Pflichten seiner akademischen Stellung nicht verträglichen, rücksichtslosen und demagogischen Weise vertrete und keine hinreichende Selbstkontrolle besitze, um Äußerungen zu vermeiden, die beleidigend und verletzend wirken und die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschullehrer bedürfe, erschüttern. Nicht die politische Überzeugung, sondern

die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit

sei es, was das Verbleiben Gumbels im Lehrkörper der Universität unvereinbar erscheinen lasse mit deren Würde und Ansehen . . . Der Unterrichtsminister kam daher zu der Entscheidung, daß Professor Gumbel durch sein Verhalten sich der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordere, unwürdig erwiesen habe und daß ihm daher die Lehrberechtigung zu entziehen sei."

Diese Erklärung, welche die peinliche Gestalt des Juden Gumbel so charakterisiert, wie es seit Jahren schon von nationalsozialistischer Seite getan wurde, enthält gleichzeitig aber auch ein vernichtendes Urteil für die schwarz-rote badische Regierung. Denn das Kultusministerium betont ausdrücklich, daß es sich bei der Entlassung Gumbels nicht auf eine spezielle Entgleisung aus jüngster Zeit stützt, sondern daß die „Struktur der Gumbel'schen Gesamtpersönlichkeit" maßgebend gewesen sei für die Entscheidung des Ministers.

Diese „Gesamtpersönlichkeit" aber ist es, welche jahrelang in unbegreiflichem Trotz und Starrsinn, der einer besseren Sache wert gewesen wäre, gegen die flammenden Proteste der Studentenschaft und gegen die Empörung der nationalen Bevölkerung mit Gewalt gehalten wurde, wobei sogar mehr als einmal der Gummiknüppel der republikanischen Polizei in Aktion gesetzt wurde!

Jahrelang wurde ja dieser pazifistische Jude der Universität und dem badischen Volke aufgezwungen mit allen Mitteln der Staatsgewalt — heute nun auf einmal gibt man zu, daß die Forderung der badischen Nationalsozialisten auf Entfernung dieses Herrn berechtigt war, endlich wirft man ihn hinaus und — glaubt nun vielleicht, daß damit alles erledigt und vergessen sei?

Mit dieser Erklärung des Kultusministeriums hat die badische Regierung zugestanden, auf wessen Seite sie all die Jahre her gestanden ist!

Diese Seite des „Falles Gumbel" wird in Baden nicht so schnell in Vergessenheit geraten, dafür wird die nationalsozialistische Bewegung sorgen!

Tornar.

Doerr

[illegible]nzelnummer in Berlin 15 Pfg., auswärts 20 Pfg.
in Oesterreich 40 g

[illegible]ageblatt

B. T.

61. Jahrgang
Mittwoch, 7. September 1932

[illegible] zwangloser Folge: „Moden-Spiegel“, „Techn. Rundschau“, Sonntags „Die [illegible] –,95, monatl. 4.00 RM (davon 50 ₰ f. die Zustellung) im voraus zahlbar d. [illegible] slowakei, Ungarn, der Schweiz, Belgien, Frankreich, Italien, Luxemburg, [illegible] höherer Gewalt oder Streiks haben unsere Bezieher [illegible] sämtl. Filialen (Fernspr. Stadtverkehr: Sammel-Nr. [illegible] die 12gespaltene Zeile 1.30 RM (Familien-Anzeigen [illegible] u. l. bestimmte Ausgaben wird nicht gewährleistet.

DRUCK [illegible] LAG: RUDOLF MOSSE IN BERLIN

Neue Wertordnung.

Von

RUDOLF OLDEN.

Eine Nachricht ging vor ein paar Tagen durch die Presse, die Fromme und Unfromme in Preussen-Deutschland nicht sonderlich interessiert hat, obwohl sie es wert wäre: der Schlosskaplan von Glatz, Faulhaber mit Namen, soll seliggesprochen werden. Einhundertfünfundsiebzig Jahre ist es her, dass er starb. Trotzdem, die traurige Geschichte seines Todes ist wie aus unserer Zeit.

Während des siebenjährigen Kriegs desertierten einmal zwei Soldaten aus der Festung Glatz und wurden wieder eingefangen. Einer von ihnen berief sich darauf, der Schlosskaplan habe ihm in der Beichte die Desertion als eine lässliche Sünde dargestellt. Er entging damit der Todesstrafe. Dafür aber wurde der Kaplan in Haft gesetzt. Vermutlich hatte er dem Soldaten gesagt, dass Gott auch die Sünde des Desertierens verzeihen könne. Authentisches hat man nie darüber erfahren, der Geistliche verweigerte die Aussage, weil der Vorgang unter das Beichtgeheimnis fiel. Er schwieg beharrlich, wurde zum Tode verurteilt, und auf Befehl des Königs wurden ihm die Sterbesakramente verweigert, als er gehängt wurde.

Friedrich der Grosse folgte dem Beispiel seines Vaters, des Soldatenkönigs Friedrich Wilhelm I. Ihm hatten Uebelwollende gesagt, der Determinismus, den der Hallenser Professor Christian Wolf lehrte, laufe darauf hinaus, dass man schliesslich sogar Deserteure nicht bestrafen könne. Darauf wies er den berühmten Philosophen innerhalb von drei Tagen aus den preussischen Ländern.

Das Desertieren hat im grossen Krieg bis kurz vor der endgültigen Erschöpfung der Nation kaum eine Rolle gespielt, und es ist auch nicht zu erwarten, dass es im nächsten Krieg anders sein wird. Aber obwohl auch Kriegsdienstverweigerung zu den Seltenheiten gehörte, und obwohl viele prinzipielle Friedensfreunde ihre Soldatenpflicht vorbildlich erfüllten, ja besser, als mancher Uebermilitarist, der den Heimatdienst vorzog, so erinnert die Verfolgung, der [illegible] ausgesetzt sind, an die Tradition der beiden Könige. Im Juni 1932 hat z. B. in einer Heidelberger Kundgebung gegen den Professor Gumbel der nationalsozialistische Reichstagsabgeordnete Rupp gesagt: „Sorgen Sie dafür, dass am 31. Juli der Grundstein gelegt wird, für den deutschen Staat, in dem Gumbel und Konsorten unmöglich sind. Geschieht das, dann kann Gumbel am 1. oder 2. August beerdigt werden.“ Mit welchem Recht sollen solche Worte nicht ernst genommen werden? Was ist von dem Sieg einer Bewegung zu erwarten, deren Führer die Beuthener Mörder seine Kameraden nennt und ihnen nicht die Begnadigung, sondern die Freiheit verspricht; derselbe Führer, der früher einmal beteuerte, alle Gewalttäter aus seiner Partei ausschliessen zu wollen. Die Heidelberger Professoren sind anderer Meinung. Ihr Disziplinargericht hat einen Studenten, der Gumbel mit dem Köpferollen drohte, freigesprochen, da „diese Redewendung verschiedener Auslegung fähig sei“. Und andere Studenten, die den Professor „Schänder deutscher Ehre“, „Schandfleck der Universität“, „jüdischen Lumpen“ und anderes mehr nannten, kamen gleichfalls glimpflich weg. Beschuldigt, „Sitte und Ordnung des akademischen Lebens gestört und eine Verletzung der den akademischen Behörden und Lehrern schuldigen Achtung begangen zu haben“, wurden sie sämtlich wert befunden, weiter die Hörsäle der Heidelberger hohen Schule zu besuchen. Den akademischen Lehrer Gumbel aber hat man von der Universität vertrieben.

Obwohl Männer, deren Namen hoher Achtung würdig sind, den Ausgang der Affäre mitbestimmt haben, muss ausgesprochen werden, dass dieser Ausgang sehr übel zu sein scheint. Gumbel hatte vor sozialistischen Studenten eine Aeusserung getan, deren Wortlaut schwerlich genau festzustellen ist, die aber ungefähr besagt haben muss, dass als Erinnerung an den Krieg ihm nicht „eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme“, sondern eher eine Kohlrübe als geeignet erscheine. Ein paar nationalsozialistische Studenten waren zum Aufpassen in die fremde Versammlung gekommen, berichteten die Aeusserung, noch dazu in sinnlos entstellter Form, weiter, und nun erhob sich, zum dritten Male, ein wohlorganisierter Skandal

---

New Yorker Volkszeitung, Donnerstag, 8. Sept. 1932

— Professor Dr. Gumbel, dessen pazifistischer Bekennermut der deutschen Reaktion bekanntlich Veranlassung gegeben hat, ihn höchst unzeremoniell von seinem Heidelberger Lehrstuhle zu entfernen, befindet sich gegenwärtig in New York. Wie er uns mitteilt, hat er gegen die Entscheidung des badischen Kultusministeriums, die ihn der Lehrberechtigung für verlustig erklärt, Rekurs beim Staatsministerium erhoben. Das Staatsministerium wird also nicht umhin können, sein Sprüchlein aufzusagen, dessen Quintessenz man sich schon heute angesichts der Hetzkampagne, die nationalsozialistisch verseuchte Studenten, nationale Bierbankreden schwingende Professoren und spiessbürgerliche Beamtenseelen seit Jahren systematisch gegen Gumbel betrieben haben, recht gut vorstellen kann. Aber noch bezeichnender als diese blindwütige Verfolgungssucht gegen einen missliebigen Mann ist die Tatsache, dass in der Verhandlung gegen Gumbel kein einziger Entlastungszeuge gehört, wohl aber die Aussagen zweier Belastungszeugen zu Protokoll genommen wurden. Das ist die Art und Weise, in der in deutschen Landen heutzutage unter jubelndem Beifall der vaterländischen Erwecker Recht gesprochen wird . . .

AUSSCHNITT VOM: - 8. SEP. 1932

Neue Badische Landeszeitung, Mannheim
Abendausgabe

Gumbels Revisionsantrag

□ New York, 8. September.

Professor Gumbel hat Revision gegen die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums eingelegt. Er beantragt Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, Vereidigung sämtlicher Zeugen und Heranziehung der Akten aus dem Disziplinarverfahren gegen die Studenten. Gumbel wird gegen die Belastungszeugen Meineidsklage erheben und beantragt bis zu deren Entscheidung Aussetzung des Verfahrens.

Tempo, Berlin SW 68
Abendausgabe
Morgenausgabe

Prof. Gumbel erhebt Einspruch

New York, 8. September

Professor Gumbel legte Rekurs gegen die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums ein. Er beantragt Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, Vereidigung sämtlicher Zeugen und Heranziehung der Akten aus dem Disziplinarverfahren gegen die Studenten. Gumbel wird gegen die Hauptbelastungszeugen Meineidsklage erheben und beantragt bis zu deren Entscheidung Aussetzung des Verfahrens.

Heidelberger Tageblatt

Hauptanzeigenblatt

Nordbadischer Familienanzeiger

Ausschnitt aus der Nummer vom 9. SEP. 1932

Bitte wenden!

— (Gumbels Revisionsantrag.) Wie aus Neuyork berichtet wird, beantragt Professor Gumbel in seiner Revision gegen die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, Vereidigung sämtlicher Zeugen und Heranziehung der Akten aus dem Disziplinarverfahren gegen die Studenten. Gumbel wird gegen die Belastungszeugen Meineidsklage erheben und beantragt bis zu deren Entscheidung Aussetzung des Verfahrens.

Pforzheimer Anzeiger, Pforzheim

Ausschnitt aus der Nummer vom 9. SEP. 1932

55 ** Heidelberg, 8. Sept. Nach einer Neuyorker Meldung der „Neuen Bad. Landeszeitung" in Mannheim hat Professor Gumbel Revision gegen die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums eingelegt. Er beantragte Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, Vereidigung sämtlicher Zeugen und Heranziehung der Akten aus dem Untersuchungsverfahren gegen die Studenten. Außerdem will er gegen die Belastungszeugen Meineidsklage erheben und beantragt, bis zu deren Entscheidung das Verfahren auszusetzen.

Neue Leipziger Zeitung, Leipz

Ausschnitt aus der Nummer vom 9. SEP. 1932

Gumbels Aktion

55

Er wehrt sich gegen die Angriffe

Aus New York wird gemeldet: Professor Gumbel legte Rekurs gegen die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums ein. Er beantragt Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, Vereidigung sämtlicher Zeugen und Heranziehung der Akten aus dem Disziplinarverfahren gegen die Studenten. Gumbel wird gegen die Hauptbelastungszeugen Meineidsklage erheben und beantragt bis zu deren Entscheidung Aussetzung des Verfahrens.

10.9.32 Volksstimme, Frankfurt a. M.

Für den gemaßregelten Universitätsprofessor

Eine Reihe deutscher Universitätsprofessoren und Gelehrten [illegible] dem badischen Staatsministerium eine Erklärung zum Fall Gumbel, den sie als Fall der Republik empfinden, weil sie in ihm in erster Linie ein Opfer der Nationalsozialisten und ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen sehen, übermittelt. Die protestierenden Professoren geben der Befürchtung Ausdruck, daß die Entfernung Gumbels „nur den Anfang" einer allgemeinen Säuberung der Hochschulen von allen Republikanern darstellen würde.

10.9.32 Badische Presse, Karlsruhe

In Sachen Gumbel.

Zur Entlassung des Heidelberger Professors Gumbel ist dem Badischen Staatsministerium eine von Professoren unterzeichnete Erklärung zugegangen, in der das Staatsministerium dringend gebeten wird, Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen. Die Unterzeichneten fürchten, daß die Entfernung Gumbels „nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde."

Diese Erklärung ist von folgenden Professoren unterzeichnet: E. V. Aster (Gießen); Fritz Frank (Berlin); Max Goldschmidt (Leipzig); Goetze (Marburg); Carl Grünberg (Frankfurt); J. Hermann (Stuttgart); Jastrow (Berlin); Franz Keller (Freiburg i. B.); Theodor Lessing (Hannover); Fr. Mohmle (Stuttgart); Franz Oppenheimer (Berlin); Arthur Rosenheim (Berlin); Paul Oestreich (Berlin); Arthur Rosenberg (Berlin); Salinger (Berlin); Levin Schücking (Leipzig); Anna Siemsen (Jena) und Ferdinand Tönnies (Kiel).

Badische Presse, Karlsruhe

Gumbel will Meineidsklage erheben.

55

Nach einer Newyorker Meldung hat Professor Gumbel Revision gegen die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums eingelegt. Er beantragte Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, Vereidigung sämtlicher Zeugen und Heranziehung der Akten aus dem Disziplinarverfahren gegen die Studenten. Außerdem will er gegen die Belastungszeugen Meineidsklage erheben und beantragt, bis zu deren Entscheidung Aussetzung des Verfahrens.

AUSSCHNITT VOM 9. SEP. 1932

Mannheimer Tageblatt

Heidelberg. Gumbel will gegen die Belastungszeugen Meineidsklage erheben. Nach einer Neuyorker Meldung der „NBL." hat Prof. Gumbel Revision gegen die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums eingelegt. Er beantragte Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, Vereidigung sämtlicher Zeugen und Heranziehung der Akten aus dem Disziplinarverfahren gegen die Studenten. Außerdem will er gegen die Belastungszeugen Meineidsklage erheben und beantragt, bis zu deren Entscheidung Aussetzung des Verfahrens.

AUSSCHNITT VOM 9. SEP. 1932

Königsberg. Hartungsche Zeitung, Königsberg i. Pr.

Abendausgabe

Professor Gumbels Gegenoffensive

55

I. Newyork, 9. September. (Eigenmeldung.) Professor Gumbel legte Rekurs gegen die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums ein. Er beantragt Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, Vereidigung sämtlicher Zeugen und Heranziehung der Akten aus dem Disziplinarverfahren gegen die Studenten. Gumbel wird gegen die Hauptbelastungszeugen Meineidsklage erheben und beantragt bis zu deren Entscheidung Aussetzung des Verfahrens.

Heidelberger Tageblatt

Hauptanzeigenblatt

Nordbadischer Familienanzeiger

Ausschnitt aus der Nummer vom 10. SEP. 1932

Bitte wenden!

Zum Fall Gumbel.

55

Eine Erklärung von Professoren.

Nachstehende Erklärung ist dem Badischen Staatsministerium zum Fall Gumbel übergeben worden:

„Das badische Kultusministerium hat entsprechend dem Antrag der Universität Heidelberg auf dem Disziplinarweg dem bisherigen, nicht beamteten außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Damit ist er nach beinahe zehnjähriger Tätigkeit an der Universität der materiellen Grundlage seiner fruchtbaren und von der Universität mehrfach anerkannten wissenschaftlichen Tätigkeit beraubt. Die Unterzeichneten vermögen zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen, zu den juristischen Grundlagen des Verfahrens und zu der Frage, wie die Aussagen der drei nationalsozialistischen Belastungszeugen im Gegensatz zu den Aussagen aller anderen Zeugen zu bewerten sind, keine Stellung zu nehmen. Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruches auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen."

Diese Erklärung ist von folgenden Professoren unterzeichnet: E. V. Aster (Gießen), Fritz Frank (Berlin), Max Goldschmidt (Leipzig), Goetze (Marburg), Carl Grünberg (Frankfurt), J. Hermann (Stuttgart), Jastrow (Berlin), Franz Keller (Freiburg i. Br.), Theodor Lessing (Hannover), Fr. Mohmle (Stuttgart), Franz Oppenheimer (Berlin), Arthur Rosenheim (Berlin), Paul Oestreich (Berlin), Arthur Rosenberg (Berlin), Salinger (Berlin), Levin Schücking (Leipzig), Anna Siemsen (Jena) und Ferdinand Tönnies (Kiel).

Karlsruher Zeitung, Karlsruhe i. B.

Ausschnitt aus der Nummer vom: 10. SEP. 1932

Der Fall Gumbel. Dem badischen Staatsministerium ist in der Angelegenheit der Entlassung des Professors Gumbel aus dem Lehrkörper der Universität Heidelberg eine von Professoren des ganzen Reiches unterzeichnete Erklärung zugegangen, in der dringend gebeten wird, Professor Gumbel in seinem Amte zu belassen. In der Erklärung wird der Befürchtung Ausdruck gegeben, daß die Amtsenthebung Gumbels nur den „ersten Anfang einer allgemeinen Säuberung der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde".

10. SEP. 1932

Badischer Beobachter, Karlsruhe

Professor Gumbel beantragt Revision

wtb. Heidelberg, 9. Sept. Wie wir erfahren, wird sich Professor Gumbel, der sich augenblicklich auf einer Vortragsreise in Nordamerika aufhält, mit der Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums nicht zufrieden geben, vielmehr beabsichtigt er, gegen die Entscheidung Revision einzulegen und die Vereidigung sämtlicher Zeugen zu verlangen. Er wird außerdem die Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift und die Heranziehung der Akten aus dem Disziplinarverfahren gegen die Studenten sowie die Aussetzung des Verfahrens bis zu der Entscheidung einer von ihm gegen die Belastungszeugen zu erhebenden Meineidsklage beantragen.

Neue Mannheimer Zeitung, Mannheim

Mittagausgabe 10. 9. 32.

Professoren-Erklärung zum Fall Gumbel

Telegraphische Meldung

+ Berlin, 10. Sept.

Eine Reihe von Professoren, darunter Aster-Gießen, Goldschmidt-Leipzig, Hermann-Stuttgart, Jastrow-Berlin, Lessing-Hannover, Oppenheimer-Berlin, Salinger-Berlin, Schücking-Leipzig und Tönnies-Kiel haben dem badischen Staatsministerium eine Erklärung zum Fall Gumbel übergeben. Sie betonen darin, ohne zu den Vorwürfen gegen Gumbel Stellung zu nehmen, daß sie in dem Fall Gumbel nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf die Beherrschung der Hochschulen sehen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur der Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde, und bitten aus diesem Grunde, Gumbel in seinem Amt zu belassen.

Berliner Tageblatt 10. 9. 32. Morgenausgabe

Eingabe für Professor Gumbel.

Eine Reihe von Universitätsprofessoren hat dem Badischen Staatsministerium zum Fall Gumbel eine Erklärung übergeben, in der es heisst:

„Die Unterzeichneten vermögen zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen, zu den juristischen Grundlagen des Verfahrens und zu der Frage, wie die Aussagen der drei nationalsozialistischen Belastungszeugen im Gegensatz zu den Aussagen aller anderen Zeugen zu werten sind, keine Stellung zu nehmen. Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, dass die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen."

Die Erklärung ist von folgenden Professoren unterzeichnet: Dr. E. von Aster (Giessen), Dr. Fritz Frank (Berlin), Dr. Max Goldschmidt (Leipzig), Dr. A. Götze (Marburg a. Lahn), Dr. Karl Grünberg (Frankfurt a. Main), J. Herrmann (Stuttgart), Dr. Jastrow (Berlin), Dr. Franz Keller (Freiburg i. B.), Theodor Lessing (Hannover), Dr. techn. h. c. Dr.-Ing. R. Mohmke (Stuttgart-Degerloch), Dr. Franz Oppenheimer (Berlin), Paul Oestreich (Berlin), Arthur Rosenberg (Berlin), Dr. Arthur Rosenheim (Berlin), Salinger (Berlin), Dr. Levin L. Schücking (Leipzig), Anna Siemsen (Jena), Ferdinand Tönnies (Kiel)). Weitere Zustimmungserklärungen von Privatdozenten und Professoren werden an die Deutsche Liga für Menschenrechte, Berlin N. ?, Monbijouplatz 10, Eingang IV/III, erbeten.

Professoren für Gumbel

Nachstehende Erklärung ist dem badischen Staatsministerium zum Fall Gumbel übergeben worden:

„Das badische Kultusministerium hat entsprechend dem Antrag der Universität Heidelberg auf dem Disziplinarweg dem bisherigen, nicht beamteten außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Damit ist er nach beinahe zehnjähriger Tätigkeit an der Universität der materiellen Grundlage seiner fruchtbaren und von der Universität mehrfach anerkannten wissenschaftlichen Tätigkeit beraubt. Die Unterzeichneten vermögen zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen, zu den juristischen Grundlagen des Verfahrens und zu der Frage, wie die Aussagen der drei nationalsozialistischen Belastungszeugen im Gegensatz zu den Aussagen aller anderen Zeugen zu verwerten sind, keine Stellung zu nehmen. Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturmes der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruches auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen."

Diese Erklärung ist von folgenden Professoren unterzeichnet: E. v. Aster (Gießen), Fritz Frank (Berlin), Max Goldschmidt (Leipzig), Goetze (Marburg), Carl Grünberg (Frankfurt), J. Hermann (Stuttgart), Jastrow (Berlin), Franz Keller (Freiburg i. B.), Theodor Lessing (Hannover), Fr. Mohmke (Stuttgart), Franz Oppenheimer (Berlin), Arthur Rosenheim (Berlin), Paul Oestreich (Berlin), Arthur Rosenberg (Berlin), Salinger (Berlin), Levin Schücking (Leipzig), Anna Siemsen (Jena) und Ferdinand Tönnies (Kiel).

Der Fall Gumbel.

Eine Erklärung von Professoren.

✱ Berlin, 9. Sept. Nachstehende Erklärung ist dem Badischen Staatsministerium zum Fall Gumbel übergeben worden:

„Das badische Kultusministerium hat entsprechend dem Antrag der Universität Heidelberg auf dem Disziplinarweg dem bisherigen, nicht beamteten außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Damit ist er nach beinahe zehnjähriger Tätigkeit an der Universität der materiellen Grundlage seiner fruchtbaren und von der Universität mehrfach anerkannten wissenschaftlichen Tätigkeit beraubt. Die Unterzeichneten vermögen zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen, zu den juristischen Grundlagen des Verfahrens und zu der Frage, wie die Aussagen der drei nationalsozialistischen Belastungszeugen im Gegensatz zu den Aussagen aller anderen Zeugen zu verwerten sind, keine Stellung zu nehmen. Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruches auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen."

Diese Erklärung ist von folgenden Professoren unterzeichnet: E. V. Aster (Gießen), Fritz Frank (Berlin), Max Goldschmidt (Leipzig), Goetze (Marburg), Carl Grünberg (Frankfurt), J. Hermann (Stuttgart), Jastrow (Berlin), Franz Keller Freiburg i. B.), Theodor Lessing (Hannover), Fr. Mohmke (Stuttgart), Franz Oppenheimer (Berlin), Arthur Rosenheim (Berlin), Paul Oestreich (Berlin), Arthur Rosenberg (Berlin), Salinger (Berlin), Levin Schücking (Leipzig), Anna Siemsen (Jena) und Ferdinand Tönnies (Kiel).

Frankfurter Ztg 10-9-32 / R
Nr 676-7

Vossische Zeitung, Berlin

Morgenausgabe 10. 9. 32.

Gumbel legt Rekurs ein

Professor Gumbel hat aus Amerika, wo er einem wissenschaftlichen Kongreß teilnimmt, Rekurs gegen die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums eingelegt, die ihn vom Amt enthebt. Er beantragt Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, Vereidigung sämtlicher Zeugen und Heranziehung der Akten aus dem Disziplinarverfahren gegen die Studenten. Gumbel wird gegen die Hauptbelastungszeugen Meineidsklage erheben und beantragt bis zu deren Entscheidung Aussetzung des Verfahrens.

577

schließen und damit die Grundlage zu schaffen für eine deutsche Friedensorganisation, die das verkörpert, was ein solcher Zusammenschluß sein soll und deren Führung und Leitung er all den Hunderttausenden, die heute — aufs tiefste angewidert von den Praktiken des Vorstandes der DFG. — nicht organisiert sind, ermöglicht, durch ihren Beitritt den deutschen Friedensgedanken endlich wieder zu stärken und zu fördern.

Wir stellen die Angelegenheit zur Diskussion und bitten um Einsendungen und Vorschläge.

Chronik der Menschheit 10.9.32
Schwichert

Der Fall Gumbel. / Von Ernst Falk.

> „Die zentrale Ursache der politischen Morde von Rechts war das Schutzbedürfnis des Großkapitals, dessen Herrschaft während kurzer Zeit aussetzte und auf längere Zeit erschüttert schien. Die physischen Voraussetzungen für die Anwendung dieser politischen Waffe lieferten Krieg und Inflation; die Garantie dafür, daß die Methode gefahrlos angewandt werden konnte, bot die deutsche Justiz."
>
> E. J. Gumbel „Verräter verfallen der Feme"

Dieser Fall ist, das sei zunächst betont, weniger eine Sache des pazifistischen Professors der mathematischen Statistik als ein solcher des badischen Unterrichtsministers. Dr. Baumgartner ist Zentrumsmann, in allgemein-politischen Fragen zweifellos demokratisch und republikanisch, in pazifistischen Fragen genug Katholik, um der Ueberzeugung zu sein, daß der Krieg religiös und moralisch zu verwerfen ist. Der leitende Mann der Hochschulabteilung, Dr. Thoma, ist Sozialdemokrat. Dahinter stehen die Herren Kollegen der Heidelberger Universität. Auch hier Namen wie Radbruch und Anschütz und andere, die in republikanischen Kreisen einen Ruf zu verlieren haben.

Trotzdem das unbegreifliche Urteil.

Was ist der Tatbestand? Gumbel hatte, in einem kleinen Kreis sozialistischer Studenten, also nicht etwa in seiner amtlichen Eigenschaft, sondern als Staatsbürger, über politische Fragen gesprochen. In dieser Zusammenkunft waren, offenbar als Horchspitzel, einige Nazistudenten anwesend.

Im Laufe seiner Ausführungen sagte Gumbel: wenn man dem Kriege (und nicht den gefallenen Kriegern) ein Denkmal errichten wolle, so würde man besser nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern als Symbol dessen, was der Krieg in Wahrheit für das deutsche Volk bedeutete, eine Kohlrübe aufbauen.

Es ist anzunehmen, daß Minister und Professoren sich noch an jene Zeit des Hungers und der Not erinnern: sie werden die sachliche Richtigkeit eines solchen Symbols nicht bestreiten können.

AUSSCHNITT VOM: 10. SEP. 1932

Prager Tageblatt, Prag

Gumbel wehrt sich. New York ... Gumbel legte Rekurs gegen die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums ein. Er beantragt Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, Vereidigung sämtlicher Zeugen und Heranziehung der Akten aus dem Disziplinarverfahren gegen die Studenten. Gumbel wird gegen die Hauptbelastungszeugen Meineidsklage erheben und beantragt bis zu deren Entscheidung Aussetzung des Verfahrens.

In der Versammlung war niemand, der an diesen (beiläufigen) Worten Anstoß nahm. Nur die Nazistudenten, begierig einen Denunziationshappen zu erwischen, notierten die Kohlrübe und machten ein Kriegerdenkmal daraus. Und liefen, vaterländisch sittlich entrüstet zum Universitätskadi.

Flugs ward ein Untersuchungsausschuß eingesetzt. Dieser Ausschuß nahm das nationale vorgeschriebene Aergernis an Ton und Wortlaut und fühlte sich im Namen der Gefallenen und an Hunger gestorbenen Opfer des Krieges verletzt.

Besonders verletzt, weil Gumbel nun schon zum zweitenmal (nicht in amtlicher Eigenschaft, sondern als Staatsbürger, der nach Artikel 118 der Reichsverfassung das Recht hat, seine Meinung frei zu äußern) gezeigt habe, daß er „heiligste Empfindungen" (schreibt das Ministerium) nicht zu achten wisse. Was sich auf die Redewendung vom „Feld der Unehre" bezieht: eine Aeußerung, die in jener Versammlung von Kriegshinterbliebenen niemand mißverstand; der nationalistischen Presse und ihren professoralen Anhängern blieb es allein vorbehalten, den Sinn dieser Rede nicht zu verstehen. Die Universität ist bekanntlich die höchste Stufe geistiger Erkenntnis.

Gumbel aber, nicht etwa die anderen Professoren, die nicht die sarkastische Wahrheit der Kohlrübe und den tiefen sittlichen Kulturprotest im „Feld der Unehre" erkennen können, hat „die Achtung und das Vertrauen, dessen ein Hochschulprofessor bedarf", erschüttert.

Quod erat demonstrandum. Der Jude, der Sozialist, der Pazifist wird verbrannt.

Die wirklichen Anklagepunkte sind, wie so oft in der Geschichte politischer Prozesse, nicht erwähnt. Nicht wegen der Kohlrübe oder wegen der Unehre des Massenmordes soll Gumbel unmöglich gemacht werden: sondern weil er in seinen Büchern (die er als Staatsbürger schrieb — wenngleich sie besser Lehrbücher der neuesten Geschichte sein sollten!) die blutige Nationale enthüllte: sachlich, dokumentarisch, statistisch, unangreifbar. Hier sind die Wurzeln der Hetze, die nun schon seit Jahren gegen Gumbel geht: in der Universität, in den Wandelgängen, an den Biertischen, wo man siegreich die Pazifisten schlägt, in den Beratungszimmern der Philosophen, im Landtag und in den Zimmern der ministeriellen Ratgeber.

Es ist ja so bezeichnend, was die Verlautbarung des Unterrichtsministers besagt. „Dr. Baumgartner ist ein zu kluger Mensch, als daß er nicht selbst spürte, wie unhaltbar die sachliche Seite der ganzen Angelegenheit ist: und so wird eine Begründung gegeben, die mehr wie verlegen ist. Man höre: „Unbeschadet seiner wissenschaftlichen Qualitäten und seines wissenschaftlichen Interesses . . . sei es nicht die politische Ueberzeugung, sondern die Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit, was das Verbleiben Gumbels unvereinbar erscheinen lasse mit Würde und Ansehen der Universität. Auch die Unterrichtsverwaltung hat sich in der Wertung des Tatbestandes der Be-

Werbt Mitglieder unseres Lesezirkels!

urteilung des Ausschusses angeschlossen unter besonderer Hervorhebung des Umstandes, daß Anlaß zum Einschreiten nicht der Inhalt, sondern die Form der Aeußerung gegeben habe und daß die Entscheidung des Ausschusses die wissenschaftliche Qualifikation Gumbels und seine Ueberzeugungstreue hervorhebe."

Die „Struktur der Gesamtpersönlichkeit" ist also das entscheidende Kriterium, ob jemand etwas von mathematischer Statistik versteht. Denn Gumbel wird ja nicht als Politiker abgesetzt (das soll man nicht übersehen) sondern als Lehrer eines reichlich unpolitischen Faches. Und die „Form" politischer Aeußerungen entscheidet über wissenschaftliche Qualifikation.

Man wird sich das merken müssen.

Gewiß ist (sachlich) der Krieg und das mit Millionen Toten bedeckte Schlachtfeld keine Ehre für die Kulturmenschheit, niemand wird das bestreiten: nur wenn man sagt, das sei ein Feld der Unehre, dann ist man unfähig die venia docendi zu behalten.

Gewiß haben wir 1916/17 uns fast nur mit Kohlrüben ernährt, von den anderen Leckerbissen wie Stacheldrahtgemüse ganz zu schweigen; gewiß hat die Hungerblockade (Gott strafe England!) Hungergrippe verursacht, und niemand in Deutschland wird Krieg und Hunger trennen können: aber wehe, wenn man sagt, die Kohlrübe sei dafür ein Symbol. Da hört dann die höhere mathematische Statistik auf.

Wann aber, frage ich, hört die Geduld der Republikaner auf?

*

Zu diesem skandalösen und mit Recht nicht scharf genug zu kritisierenden Fall wird uns noch von anderer Seite geschrieben:

Nach jahrelanger Hetze von nationalistischer Seite ist Professor Gumbel vom Zentrum den Nationalsozialisten als Versöhnungsopfer dargebracht worden. Die Absetzung dieses verhaßten Pazifisten ist das erste Symptom der sich zwischen Zentrum und Nationalsozialisten anbahnenden Verständigung. Es ist durchaus nicht überraschend, daß sich diese Anzeichen zuerst auf dem Gebiete der Kulturpolitik bemerkbar machen. Hier — auf dem Felde der Kulturreaktion — liegen doch die meisten Berührungspunkte der beiden jetzt vor einer Koalition stehenden Gruppen.

Es mutet jedoch wie ein Treppenwitz der Kulturgeschichte an, daß die Aktion gegen den Pazifisten Gumbel von einem badischen Politiker sanktioniert und abgeschlossen worden ist, der sich vor vier Jahren selbst zu der Idee des Pazifismus bekannte.

Am 11. März 1928 fand zu Ehren der beiden Friedens-Nobelpreisträger Ferdinand **Buisson** und Ludwig **Quidde** im Freiburger Stadttheater eine festliche Kundgebung statt, die vom badischen Landesverband der Deutschen Friedensgesellschaft veranstaltet worden war. Einer der dort auftretenden Festredner war Herr Dr. **Baumgartner**, der in seiner damaligen Eigenschaft als badischer Landtagspräsident ausführte:

> „Ich bin überzeugt, im Namen der großen Mehrheit des badischen Landtags zu sprechen, wenn ich meiner Freude über die heutige Kundgebung Ausdruck gebe. Stehen doch die Mehrheitsparteien des badischen Landtages mit ganzer Seele hinter der Idee einer wahren und echten Völkerversöhnung,

Man kann dasselbe sagen von der Gesinnung und Haltung der deutschen Zentrumspartei. Sie, deren Politik sich auf den Ideen des Christentums aufbaut, muß mit aller Kraft die Idee der Völkerversöhnung und des wahren Völkerfriedens unterstützen und für diese Idee arbeiten. Ich darf in diesem Zusammenhang nur daran erinnern, daß einer der Wegbereiter des Völkerbundsgedankens der mitten aus seiner Tätigkeit herausgerissene Matthias Erzberger gewesen ist. (Lebhafter Beifall.) Wenn von Völkerversöhnung und Völkerbund im Kreise der Völker gesprochen wird, dann darf auch sein Name mit vollem Recht genannt werden. (Stürmischer Beifall.) Meine Freunde haben in längeren Darlegungen die Idee des Rechts und des Friedens ausgebreitet, und ich darf versichern, daß auch wir auf das schmerzlichste die Tatsache der Fortdauer der Besatzung am Rhein empfinden. Wir wünschen aus Liebe zu unserem Vaterlande und aus Liebe zu einer wahren Versöhnung der Völker, daß diese Besatzung möglichst bald ihr Ende finden möge und daß in der Gesinnnung und in dem Gedächtnis der Völker endlich das Märchen von der Alleinschuld Deutschlands am Kriege (!) schwindet. Um dem wahren Frieden der Völker und der Versöhnung zu dienen, fordern wir, daß man endlich in der Welt einsieht, aus welchen wirtschaftlichen und politischen Zusammenhängen heraus es zu dieser Katastrophe des Weltkrieges gekommen ist.

Der damalige pazifistische Festredner ist identisch mit dem Unterrichtsminister Baumgartner, der die Amtsenthebung Dr. Gumbels, eines Vorkämpfers für den Weltfrieden, verfügt hat! Vor 4 Jahren war die Terminologie pazifistisch, — die heutige Praxis kann leider nicht so bezeichnet werden. m.

An den Herrn stellvertret. Reichskommissar von Preußen, Herrn Dr. Bracht,

Berlin, Preußisches Ministerium des Innern

Hochverehrter Herr stellvertretend. Reichskommissar!

Derjenige, der mit wachsender Sorge die politische Entwicklung in unserm Volke verfolgt, derjenige, der mit steter Liebe und Begeisterung sich für die Bedrückten und Bedrängten unseres Volkes einsetzt, derjenige, der mit tiefer Leidenschaft mit daran arbeitet, daß die gegenwärtige Not des deutschen Volkes behoben werden müsse, derjenige, der also in wahrem Sinne des Wortes national gehandelt hat, als solcher glaube auch ich, in dieser von mannigfachen Bestimmungen die freie Meinungsäußerung einengenden Zeit mir das Recht auf die Freiheit des Wortes nehmen zu können, damit die Herrschenden auch die Stimme des anderen Volksteiles vernehmen, jenes Volksteiles, der glaubt, daß die nationale Wiedergeburt nur auf dem Boden der Demokratie möglich und gangbar ist.

Ein so sich Bekennender hat mit Interesse Ihren Erlaß gegen die Schönheitskonkurrenzen und Nacktdarstellungen gelesen. Zu dem ersten Teil desselben braucht in keiner Weise Stellung genommen

Ausschnitt aus der Nummer vom: 10. SEP. 1932

Hochschullehrer für Gumbel

Eine Reihe hervorragender deutscher Universitätsprofessoren und Gelehrten hat dem badischen Staatsministerium eine Erklärung zum Fall Gumbel zugehen lassen, den sie als „Fall der Republik“ empfinden, weil sie in ihm in erster Linie ein Opfer der Nationalsozialisten und ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen sehen. Die protestierenden Professoren geben der Befürchtung Ausdruck, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung“ der Hochschulen von allen Republikanern darstellen würde.

Bezeichnend ist, daß sich unter den Protestierenden ein Dresdner Hochschulprofessor nicht befindet. Wohl aber ist die Universität Leipzig mit zwei Namen vertreten.

10. SEP. 1932 Bitte wenden!

Kasseler Volksblatt

Für Gumbel!

Eine Reihe hervorragender deutscher Universitätsprofessoren und Gelehrten hat dem badischen Staatsministerium eine Erklärung zum Fall Gumbel, den sie als Fall der Republik empfinden, weil sie in ihm in erster Linie ein Opfer der Nationalsozialisten und ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen sehen. Die protestierenden Professoren geben der Befürchtung Ausdruck, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen Säuberung der Hochschulen von allen Republikanern darstellen würde.

Hamburger Echo, Hamburg

Für Gumbel!

Eine Reihe hervorragender deutscher Universitätsprofessoren und Gelehrten hat dem badischen Staatsministerium eine Erklärung zum Fall Gumbel, den sie als Fall der Republik empfinden, weil sie in ihm in erster Linie ein Opfer der Nationalsozialisten und ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen sehen. Die protestierenden Professoren geben der Befürchtung Ausdruck, daß die Entfernung Gumbels „nur der Anfang einer allgemeinen Säuberung der Hochschulen von allen Republikanern“ darstellen würde.

AUSSCHNITT VOM: 10. SEP. 1932

Lübecker Volksbote, Lübeck

Für Gumbel!

Eine Reihe hervorragender deutscher Universitätsprofessoren und Gelehrten hat dem badischen Staatsministerium eine Erklärung zum Fall Gumbel, den sie als Opfer der Republik empfinden, weil sie in ihm in erster Linie ein Opfer der Nationalsozialisten und ihres Ausspruchs auf Beherrschung der Hochschule sehen. Die protestierenden Professoren geben der Befürchtung Ausdruck, daß die Entfernung Gumbels „nur der Anfang einer allgemeinen Säuberung der Hochschulen von allen Republikanern darstellen würde“.

1. SEP. 1932

Badischer Beobachter, Karlsruhe

Zum Fall Gumbel

Eine größere Anzahl linksgerichteter Universitätsprofessoren hat an das badische Unterrichtsministerium zum Fall Gumbel folgende Erklärung gerichtet:

„Das badische Kultusministerium hat entsprechend dem Antrag der Universität Heidelberg auf dem Disziplinarweg dem bisherigen, nicht beamteten außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Damit ist er nach beinahe zehnjähriger Tätigkeit an der Universität der materiellen Grundlage seiner fruchtbaren und von der Universität mehrfach anerkannten wissenschaftlichen Tätigkeit beraubt. Die Unterzeichneten vermögen zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen, zu den juristischen Grundlagen des Verfahrens und zu der Frage, wie die Aussagen der drei nationalsozialistischen Belastungszeugen im Gegensatz zu den Aussagen aller andren Zeugen zu verwerten sind, keine Stellung zu nehmen. Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruches auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen."

Das badische Unterrichtsministerium wird von Herrn Dr. Baumgartner verwaltet, der vor wenigen Monaten in einer großzügigen Rede zum badischen Schul- und Kultusetat vor dem Forum des Landtags in der eindeutigsten Weise sich für die energische Wahrung der Staatsautorität und der Lehrfreiheit gegen alle Störenfriede und Gewaltakte auf den Universitäten, mögen sie herkommen, wo sie wollen, ausgesprochen hat. Wir haben Grund anzunehmen, daß die entschiedene Haltung des badischen Unterrichtsministers nachhaltigen Eindruck gemacht hat. Die in der obigen Entschließung geäußerten Befürchtungen wegen einer „allgemeinen Säuberung von allen entschiedenen Republikanern an den badischen Hochschulen", sind vollkommen grundlos, da sowohl die Persönlichkeit des Unterrichtsministers wie die die badische Regierung tragenden Parteien solche von vornherein schon als ganz [illegible] erscheinen lassen.

---

1. SEP. 1932

Ausschnitt aus der Nummer vom:

Zu Gumbels Entlassung in Heidelberg

„Herr Gumbel, so fällt man auf dem Felde der Unehre!"

---

* Die Eingabe für Professor Gumbel, die an das badische Unterrichtsministerium gerichtet wurde, ist noch von folgenden Professoren unterzeichnet worden: Dr. Altaner (Breslau), Albert Einstein (Berlin), Siegfried Marck (Breslau) und D. Otto Piper (Münster).

---

11. 9. 32.

Zur Kulturschande in Heidelberg.

Ein erfreulicher Versuch.

Nachstehende Erklärung ist dem Badischen Staatsministerium zum Fall Gumbel übergeben worden:

„Das Badische Kultusministerium hat entsprechend dem Antrag der Universität Heidelberg auf dem Disziplinarweg dem bisherigen, nichtbeamteten außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Damit ist er nach beinahe zehnjähriger Zugehörigkeit zur Universität der materiellen Grundlage seiner fruchtbaren und von der Universität mehrfach anerkannten wissenschaftlichen Tätigkeit beraubt.

Die Unterzeichneten vermögen zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen, zu den juristischen Grundlagen des Verfahrens und zu der Frage, wie die Aussagen der drei nationalsozialistischen Belastungszeugen im Gegensatz zu den Aussagen aller anderen Zeugen zu werten sind, keine Stellung zu nehmen.

Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen

Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten

und insbesondere ihres Anspruches auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das Badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amte zu belassen."

Diese Erklärung ist bisher unterzeichnet worden von:

Prof. Dr. E. v. Aster, Gießen; Prof. Dr. Albert Einstein, Berlin; Prof. Dr. Fritz Frank, Berlin; Prof. Dr. Max Goldschmidt, Leipzig; Prof. Dr. A. Götze, Marburg a. d. Lahn; Prof. Dr. Carl Grünberg, Frankfurt am Main; Prof. J. Herrmann, Stuttgart; Prof. Dr. Jastrow, Berlin; Prof. Dr. Franz Keller, Freiburg i. B.; Prof. Dr. Artur Kronfeld, Berlin; Prof. Dr. Theodor Lessing, Hannover; Prof. Dr. techn. h. c. Dr.-Ing. R. Mehmke, Stuttgart-Degerloh; Prof. Dr. Franz Oppenheimer, Berlin; Prof. Paul Oestreich, Berlin; Prof. Lic. Otto Piper, Münster; Universitätsprof. Arthur Rosenberg, Berlin; Prof. Dr. Arthur Rosenheim, Berlin; Prof. Salinger, Berlin; Prof. Dr. Levin L. Schücking, Leipzig; Prof. Anna Siemsen, Jena; Prof. Ferdinand Tönnies, Kiel.

Weitere Zustimmungserklärungen von

Privatdozenten und Professoren

werden an die Deutsche Liga für Menschenrechte, Berlin N 24, Monbijouplatz 10, Eingang IV/III, erbeten.

Freiburger Zeitung, Freiburg i. Br.

11. 9. 32. Morgenausgabe

Professor Gumbel beantragt Revision.

Heidelberg, 9. Sept. (WTB.) Wie wir erfahren, wird sich Professor Gumbel, der sich augenblicklich auf einer Vortragsreise in Nordamerika aufhält, mit der Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums nicht zufrieden geben. Vielmehr beabsichtigt er, gegen die Entscheidung Revision einzulegen und die Vereidigung sämtlicher Zeugen zu verlangen. Er wird außerdem die Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift und die Heranziehung der Akten aus dem Disziplinarverfahren gegen die Studenten, sowie die Aussetzung des Verfahrens bis zu der Entscheidung einer von ihm gegen die Belastungszeugen zu erhebenden Meineidsklage beantragen.

Königsberger Hartungsche Zeitung, Königsberg i. Pr.

Morgenausgabe 11. 9. 32.

Gegen die Disziplinierung Gumbels

Auf Veranlassung der Deutschen Liga für Menschenrechte hat eine Anzahl von Hochschullehrern beim badischen Staatsministerium gegen die Entziehung der Lehrberechtigung für Professor Dr. Gumbel Einspruch erhoben, weil sie darin — ohne zu den juristischen Grundlagen des Verfahrens Stellung zu nehmen — „angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturmes der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen erblicken" und befürchten, daß Gumbels Entfernung nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen könnte. Wir finden bei den Unterzeichnern u. a. die Namen von Aster-Gießen, Grünberg-Frankfurt a. Main, Jastrow-Berlin, Keller-Freiburg i. Br., Franz Oppenheimer-Berlin, Schücking-Leipzig, Anna Siemsen-Jena, Ferdinand Tönnies-Kiel.

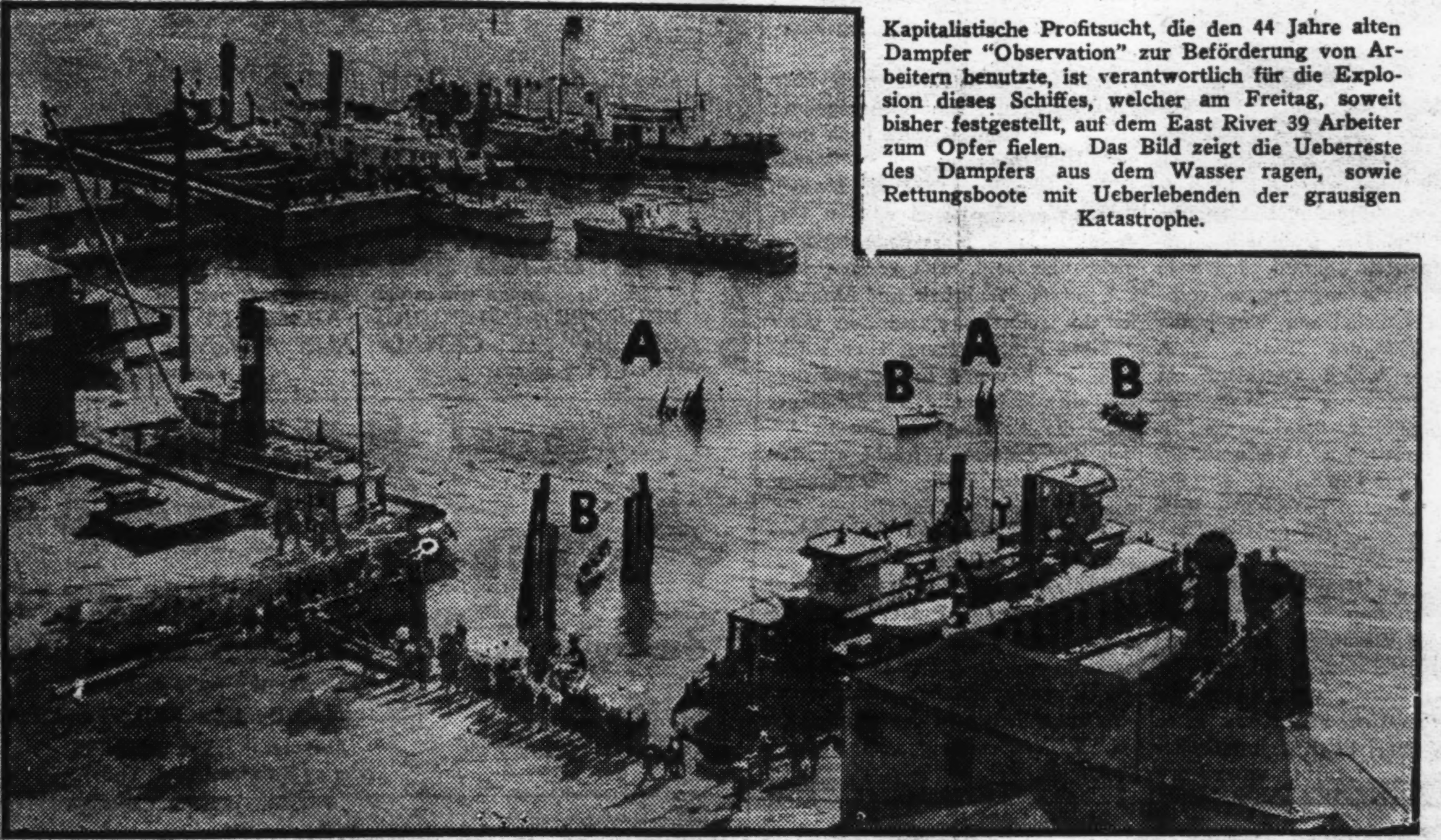
Volkswille, Hannover

11. 9. 32

Für Gumbel!

Eine Reihe hervorragender deutscher Universitätsprofessoren und Gelehrten hat dem badischen Staatsministerium eine Erklärung zum Fall Gumbel übermittelt, den sie als Fall der Republik empfinden, weil sie in ihm in erster Linie ein Opfer der Nationalsozialisten und ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen sehen. Die protestierenden Professoren geben der Befürchtung Ausdruck, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen Säuberung der Hochschulen von allen Republikanern darstellen würde.

001774



Kapitalistische Profitsucht, die den 44 Jahre alten Dampfer "Observation" zur Beförderung von Arbeitern benutzte, ist verantwortlich für die Explosion dieses Schiffes, welcher am Freitag, soweit bisher festgestellt, auf dem East River 39 Arbeiter zum Opfer fielen. Das Bild zeigt die Ueberreste des Dampfers aus dem Wasser ragen, sowie Rettungsboote mit Ueberlebenden der grausigen Katastrophe.

Der Fall Gumbel.

* * *

Wie die New Yorker Volkszeitung bereits gemeldet hat, ist dem Professor Dr. Gumbel unter dem Druck der Nationalsozialisten die Lehrberechtigung an der Universität Heidelberg entzogen worden. Da ein solcher Vorgang in Deutschland ausserordentlich selten ist, ja kaum alle zehn Jahre einmal vorkommt, hat er grosses Aufsehen erregt. Es lohnt daher, auf die Ursachen näher einzugehen.

Wer ist Gumbel, was wirft man … und was sind die wirklichen Gründe für seine Entlassung?

Gumbels wissenschaftliches Fach ist die Wahrscheinlichkeitstheorie und ihre Anwendung, die mathematische Statistik. Auf dem Gebiet der Versicherungsmathematik hat er eine Reihe bemerkenswerter Arbeiten geschrieben. Erst neuerdings erschien von ihm ein Buch, betitelt: "Das Zufallsgesetz des Sterbens". Das Institut Henri Poincare an der Pariser Universität, eines der vornehmsten mathematischen Institute Europas, hat ihn zu Gastvorlesungen für diesen Winter eingeladen. Die Universität Heidelberg anerkennt sogar in dem Schreiben, in dem sie seine Entlassung fordert, seine wissenschaftlichen Qualitäten. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird in keiner Weise bezweifelt. Auch seine pädagogischen Leistungen auf dem ihm anvertrauten Lehrgebiet sind vom Ministerium anerkannt worden.

Es sind politische Gründe, die zu seiner Entlassung geführt haben. Gründe, die die heutige Situation in Deutschland aufs grellste beleuchten. Denn Gumbel ist einer der ersten gewesen, die schon vor einem Jahrzehnt die Gefahren, die heute jeder kennt, erkannt und zu ihrer Bekämpfung aufgefordert hat. Er ist der Historiker der Deutschen Reaktion.

Es ist heute zehn Jahre her, dass eine kleine Broschüre von ihm erschien. Er zeigte darin, wie die deutschen Nationalisten in systematischer Weise dazu übergingen, die Führer der Revolution umzubringen und wie die Gerichte in der Verfolgung dieser Taten versagten, ja die Mörder beschützten. Die Broschüre erlebte mehrere Auflagen, bis sie im Jahre 1922 als Buch unter dem Titel "Vier Jahre politischer Mord" herauskam. Unter dem Eindruck der Ermordung des Aussenministers Rathenau machte das Buch grosses Aufsehen. Der preussische Landtag setzte eine Kommission zu seiner Behandlung ein. Der Reichsjustizminister sah sich genötigt, eine eigene Denkschrift auszuarbeiten, welche die Angaben Gumbels in vollem Umfang bestätigte.

Aber die Regierung fühlte sich nicht stark genug, gegen die militärischen illegalen Organisationen, aus denen die Mörder hervorgegangen waren, wirklich und effektiv durchzugreifen. Gegen diese Schwarze Reichswehr, die Vorläufer der heutigen nationalsozialistischen Sturmtrupps schrieb Gumbel zwei weitere Bücher mit dem einzigen Erfolg, dass versucht wurde, gegen ihn wegen Landesverrats vorzugehen. Denn das Reichsgericht will diese illegalen Organisationen, die ihre Waffen von der Reichswehr erhielten, schützen. Ja, selbst eine Kritik am Etat der Reichswehr, wie sie der Herausgeber der "Weltbühne", Carl von Ossietzky, veröffentlicht hat, wird vom Reichsgericht als Landesverrat bestraft. Immerhin wurden die Verfahren gegen Gumbel eingestellt.

Auch mehrere langjährige Versuche, ihn auf disziplinarem Wege, aus der Universität zu entfernen, scheiterten damals. Aber es versteht sich, dass die Nationalsozialisten einen solchen Mann, gerade um seiner allgemein angesehenen Stellung willen mit wütendem Hass verfolgten. Dies steigerte sich, als er in seinem letzten Buch "Verräter verfallen der Fehme" die Hintergründe der gescheiterten nationalsozialistischen Revolution von 1923 darstellte und zeigte, dass mehrere hervorragende nationalistische Abgeordnete von heute, die zur engsten Umgebung Hitlers gehören, aktiv an der Ermordung völlig unschuldiger junger Menschen teilgenommen hatten.

Eine solche Leistung schrie nach Rache. Ein Vorwand hierfür liess sich leicht konstruieren.

Im Mai dieses Jahres hielt Gumbel in einer Versammlung sozialdemokratischer Studenten in Heidelberg einen Vortrag über "Krieg und Arbeiterschaft". Die Diskussion verlief ruhig, obwohl 3 nationalsozial. Studenten sich als ungebetene Gäste eingestellt hatten. Man duldete sie, weil sie sich ruhig verhielten. Diese Liebenswürdigkeit sollte sich bitter rächen. 14 Tage darauf schlugen die Nazis Krach, indem sie in dem von ihnen geleiteten Studentenblatt erklärten, Gumbel habe wörtlich gesagt: "Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige grosse Kohlrübe. Deswegen müsse gegen Gumbel ein Disziplinarverfahren eingeleitet werden."

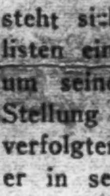
Die Universität beeilte sich dieser Forderung nachzukommen. Die andern Teilnehmer dieser Versammlung bestritten die Behauptung der Nazis auf das Entschiedenste. Eine solche Aeusserung hätte ihnen auffallen müssen, ihnen sei aber überhaupt nichts aufgefallen. Gumbel habe von den Schrekken und Leiden des Krieges gesprochen und gesagt, sie würden durch die Kohlrübe verkörpert. Denn sie war das Hauptnahrungsmittel dieser Zeit. Die betreffende Aeusserung sei unmissverständlich gewesen. Gumbel erklärte, er habe gegen den Krieg gesprochen. Dem Krieg schulde er keine Hochachtung. Denn Deutschland habe den Kellogg - Pakt unterzeichnet und damit den Krieg geächtet.

Zudem verpflichte die Reichsverfassung jeden Lehrer auf den Geist der Völkerversöhnung. Das Andenken der Gefallenen werde durch eine Aeusserung gegen den Krieg überhaupt nicht berührt.

Es versteht sich, dass diese Argumentation auf die Nationalsozialisten keinen Eindruck machte. Sie terrorisierten durch riesige Versammlungen und Umzüge die ganze Stadt und übten so einen starken Druck auf die Professoren aus... In einer öffentlichen Studentenversammlung erklärten sie "wie auch das Verfahren ausgehen wird, Gumbels Kopf wird rollen". Dies ist eine Anspielung auf Hitlers Aeusserung vor dem Reichsgericht, dass er die Verfassung achten werde, solange sie existiere, dass er aber nach der Machtergreifung eine neue Verfassung machen werde und dann werde er Köpfe rollen lassen, was seine Anhänger, wie Gumbel gezeigt hat, allerdings heute bereits tun. In einem besonderen Disziplinarverfahren wurden die Studenten auf grund dieser Drohungen freigesprochen, weil sie nur bildlich gemeint gewesen sei.

Das Verfahren gegen Gumbel verlief anders. Die Mehrheit der Studenten an den Deutschen Universitäten ist heute nationalsozialistisch. Denn sie weiss, dass sie nach Beendigung der Studien vor dem Problem der Arbeitslosigkeit steht. Da die Nazis jedem alles versprechen, glauben die Studenten, dass dieses Problem für … im

STENECK'S
GROSSE GESELLSCHAFTSREISE
auf dem beliebten Dampfer
BREMEN
des Norddeutschen Lloyd. Abfahrt am 20. Oktober 1932. Wegen Platzbelegung wende man sich an
STENECK TRAVEL BUREAU
127 East 86. Str., N. Y.
(Offen täglich bis abds. 6 Uhr — Montags 8 Uhr)
oder
77 River Str., Hoboken, N. J.
NORTH GERMAN LLOYD


Kaufe mit Martha und spare

VIELE haben grossen Vorteil durch die hochwertige zahnärztliche Arbeit zu stark reduzierten "Depression"-Preisen und leichten Abzahlungen bei Dr. B. HAINES, Surgeon-Dentist Inc. Ausserdem: X-Strahlen FREI bei Brücken- und Plattenarbeit, ebenfalls FREIE Untersuchung! Stunden: Täglich 9—9; Sonntags 10—1 im Atelier, 144 Columbus Ave. (66. Str.), New York City. — 10 Prozent Rabatt, wenn Sie "Martha" erwähnen. (Anzeige)

Das Beste Buch
für
Gesunde und Kranke
Umsonst!
Von
Pfarrer L. Heumann

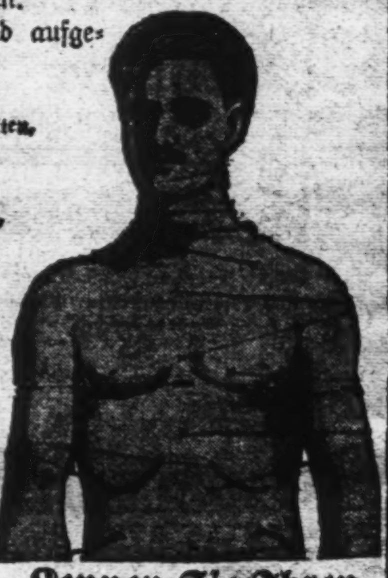
Das Pfarrer Heumann Buch beschreibt mit seinen 256 Seiten und 150 Bildern den Bau und die Funktionen der verschiedenen Organe Ihres Körpers.

Es zeigt Ihnen in leichtverständlicher Sprache den Weg, wie Sie Ihre Gesundheit erhalten und sich von hartnäckigsten Krankheiten mit den einfachsten Mitteln befreien können.

Es kommen besonders nachstehend aufgeführte Krankheiten in Betracht:

Magen- und Darmleiden, Asthma,
Nervenleiden, Atembeschwerden,
Nervosität, Erkältungskrankheiten,
Verstopfung, Influenza,
Systemreinigung, Heiserkeit,
Blasen- und Nierenleiden, Bronchialkatarrh,
Gall- und Leberleiden, Grippe,
Gicht und Rheumatismus, Arterienverkalkung,
Hämorrhoiden, Altersbeschwerden,
Offene Füße, Wassersucht,
Krampfadern, Blutarmut,
Flechten, Bleichsucht,
Ausschläge, Krätze, Brüche (Unterleibs).

Auch Sie sollen dieses Buch besitzen. Wir schenken es Ihnen! Schicken Sie noch heute untenstehenden Kupon an uns ein und wir senden Ihnen postwendend „Pfarrer Heumann's Buch für Gesunde und Kranke", vollständig umsonst und portofrei.


Kennen Sie Ihren eigenen Körper?

L. Heumann & Co. Inc.
34 East 12. Str., New York City.

150 Abbildungen
256 Seiten
Umsonst!!!

KUPON No. 73 GMb
An L. Heumann & Co., Inc.,
34 East 12. Str., New York, N. Y.
Senden Sie mir „Pfarrer Heumann's Buch für Gesunde und Kranke" umsonst und ohne spätere Verpflichtung.
....
....
....

"Dritten Reich" nicht mehr existieren würde und dass sie dann wieder den ihnen zukommenden Platz erhalten würden. Die Professoren dagegen sind keineswegs alle ausgesprochene Nazis. Aber sie glauben, dass man als Führer der Jugend ihr folgen müsse dass man sich einer populären Bewegung nicht entgegenstellen dürfe. In Heidelberg kam dazu, dass mehrere der massgeblichen Professoren von den Nazistudenten angegriffen worden waren... Sie glaubten ihre Objektivität dadurch beweisen zu müssen, dass sie dies nicht beachteten. Massgeblich für sie war dabei die Hoffnnug sich vor Fortsetzung dieser Angriffe zu sichern, indem sie Gumbel entfernten. Ihr Bedürfnis nach Ruhe war entscheidend. Nicht der Mörder, sondern der Entdecker der Morde ist an der Unruhe schuld. So ging die Universität auf alle Forderungen der Nazis ein, machte sich zu ihrem Werkzeug, schob die unbequemen Zeugenaussagen beiseite und legte einfach die Anschuldigungen der drei Nazistudenten zugrunde.

In einer eingehenden Verteidigungsschrift, die an den Unterrichtsminister ging, zeigte Gumbel, dass ein solches Verfahren juristisch unhaltbar war und forderte Gegenüberstellung und Vereidigung aller Zeugen. Der Unterrichtsminister antwortete darauf, indem er nur die Belastungszeugen vereidigte, da Gumbel nur wegen der Form, nicht des Inhalts seiner Aeusserung willen angeklagt sei. Als neue Belastung wurde die Tatsache angeführt, dass Gumbel in dieser politischen Versammlung Unterschriften zu einer an den Reichspräsidenten gerichteten Bitte um Begnadigung für Carl von Ossietzky gesammelt habe. Die Entscheidung des Ministers lautete auf Dienstentlassung und Tragung der Kosten des Verfahrens. Die Schärfe seiner Entscheidung ist nur dadurch erklärlich, dass etwas unmögliches bewiesen werden sollte, nämlich, dass die aus juristischen Gründen und nicht unter dem Druck der Nazis zustandegekommen war . . .

Professor Einstein schrieb über das Verfahren: "Eine Massregelung von Herrn Gumbel wäre nach meiner Ueberzeugung ein Missgriff schlimmster Sorte. Soll ein Mensch verfolgt werden, weil er den verderblichsten Massensuggestionen nicht unterliegt, weil er den Mut hat, für die Wahrheit und Menschlichekit selbstlos einzutreten unter völliger Hintansetzung aller Rücksicht auf äusseren Erfolg und persönlicher Sicherheit? Auf die Dauer kann die Achtung vor den Behörden nur dadurch aufrecht erhalten werden, dass diese unbekümmert um das Geschrei des Pöbels Gerechtigkeit übt und die wenigen wertvollen Individuen schützt."

Professor Gumbel hat gegenüber der vorliegenden Entscheidung Revision beim Badischen Gesamtministerium eingelegt. Das Original dieser Eingabe Gumbels wird in den nächsten Tagen in den Spalten der N. Y. Volkszeitung zum Abdruck gelangen.

EXPRESS EXCHANGE
ALLEN VORAUS
201 EAST 86TH STREET, NEW YORK
Bei uns können Sie
Kabinen auf allen Dampfern
genau wie in den Hauptbüros belegen.
PROMPTE BEDIENUNG! AUSKUNFT KOSTENLOS!
ACHTEN SIE GENAU AUF UNSERE ADRESSE!
Offen bis 9 Uhr abends. Tel.: SAcramento 2-8233 — 2-8669

Jetzt Nur! $90. $148. RUNDFAHRT DRITTE KLASSE
NORD DEUTSCHER LLOYD
BREMEN EUROPA nach DEUTSCHLAND
aber Schnelligkeit, Komfort, zuvorkommende Bedienung—wie bisher.
Auf anderen Schiffen $80.50 aufwärts
Auskunft in jedem Reisebüro oder 57 Broadway, New York City

Nach Deutschland
mit den beliebten Hapag-Dampfern
Moderner Komfort • Unübertroffene Verpflegung
Wöchentlicher Schnelldienst von New York
Vorzügliche Bahnverbindungen ab Hamburg
Mässige Preise in allen Klassen
Auskunft bei Ihrem Lokal-Agenten oder
HAMBURG-AMERIKA LINIE
39 BROADWAY, NEW YORK
HAPAG

Die Sklaverei ist abgeschafft . . .
Es lebe die Sklaverei!

Ja, Sklaverei existiert immer noch, trotz Bürgerkrieg, trotz aller Staatsgesetze, trotz des Freiheitssinns der freiheitliebenden freien Amerikaner.

Nicht der Form nach — aber dem Tatbestand nach. Sie ist wie eine liebe, alte Gewohnheit unausrottbar und in vielen Fällen nicht nur über dieses ganze Land, sondern über die ganze Welt verbreitet. Aber wir sprechen hier von Amerika, und zwar von einem ganz bestimmten Fall in Nordamerika.

Von New Orleans bis Memphis findet man den Mississippi entlang kleine Zeltlager, die sogenannten "flood control camps", die Deiche und Dämme setzen und das ganze Sicherungswerk, das die reissenden Fluten des Flusses nötig machen, besorgen. Diese Camps sind von Privatunternehmern errichtet, die laut Kontrakt mit der Bundesregierung mit der Arbeit betraut wurden.

Die Zustände der Negerarbeiter sind, wie ein aufsehenerregendes Expose der "National Association for the Advancement of Colored People" enthüllt, entsetzlich und über alle Vorstellungen hinaus menschenunwürdig. Zustände regelrechter Sklaverei herrschen, verbunden mit körperlichen Züchtigungen und schändlichen Misshandlungen. Auspeitschungen sind die tägliche Regel; die Unternehmer selbst fordern in einigen Lagern die Vorarbeiter zum Gebrauch brutalster Gewalt auf. In einem Lager wurden zwei Neger in schlimmster Weise geschlagen, weil sie sich nach einem ganzen Tag härtester Arbeit weigerten, auch noch Nachtarbeit zu tun.

Die Lagerkantinen, die die einzige Möglichkeit bieten, irgend etwas zu kaufen, rechnen 100 bis 500 Prozent höhere Preise als reguläre Kaufhäuser. In den meisten Fällen kennen die Arbeiter die Preise nicht einmal und bekommen auf diesbezügliche Fragen keine Antwort. Sie haben nicht die geringste Ahnung, wieviel sie am Zahltag von ihrem ohnedies erbärmlichen Lohn zu erwarten haben, weil sie nie wissen, wie gross ihre Schulden in der Kantine jeweils sein mögen. Ein Neger erzählte, dass er für fünf Wochen härtester Arbeit nur $1.50 ausgezahlt erhielt, trotzdem er genau wusste, dass das, was er in der Kantine erstanden hatte, in jedem Geschäft noch keine $6 ausgemacht hätte.

Die farbigen Arbeiter erhalten zehn Cents die Stunde, arbeiten 12 Stunden am Tag und 7 Tage in der Woche. Sie haben keinen Ruhetag und keine Freizeit mit Ausnahme der 20 Minuten, die man ihnen jeden Tag für ihre Mahlzeit erlaubt.

Im Forrest Jones Camp, in der Nähe von Delta, La., bezahlt der Unternehmer einen Lohn von $1.25 für einen 12stündigen Arbeitstag, aber er gab selbst auf Befragen zu, dass die Leute gewöhnlich 14 Stunden arbeiten.

Im Neal Camp in derselben Gegend wird 13 Stunden am Tag und 11 Stunden in der Nacht gearbeitet. Die Negerarbeiter bekommen dort $1.00 am Tag, und am Ende der Woche werden ihnen ausser dem Geld für die Kantinenkost noch 50 Cents für Trinkwasser und Zeltrente abgezogen. Dabei sind die Zelte und anderen Wohnstätten in denkbar schmutzigstem Zustand, die primitivsten hygienischen und sanitären Anlagen fehlen, und die Räume starren von Ungeziefer.

Der Unternehmer in Camp Tale, Tate Lawrence, bezahlt einen Lohn von $1.50 bis $2.00 pro Tag. Er hielt das, wie der Reporter der Natl. Ass. mitteilt, für einen sehr hohen Lohn und machte ihn wett dadurch, dass er seine Leute sehr hart und ungewöhnlich lange arbeiten liess. Die Männer arbeiten in zwei Schichten von 6 bis 6 Uhr. Die Lohntage sind auch hier, wie in vielen dieser Camps, sehr unregelmässig, und zur Zeit des Besuches der Kommission der Association war der Lohn fünf Wochen lang nicht bezahlt worden.

Ein Neger in Camp Meyersville, Miss., gab zu Protokoll, dass er für die Arbeit von zwei Monaten $12.35 erhalten habe: 12 Stunden am Tag, 7 Tage die Woche und keine einzige Arbeitsstunde gefehlt!

In allen Camps wurden Klagen laut über die lange Arbeitszeit, dabei ist die Arbeit sogar von 6 Wochen bis zu 6 Monaten weiter, als ursprünglich vorgesehen und verlangt war. Die 12stündigen Doppelschichten sind daher vollkommen unnötig.

Ein Camp, das die Regierung selbst verwaltet, hatte auch den 12stündigen Arbeitstag, aber die Lohntage waren regelmässig, und es wurde den Männern der volle Lohn von $60 im Monat mit Verpflegung und $90 ohne Verpflegung ausgezahlt.

Die Neger befinden sich in einem Zustand vollständiger Resignation. Widerstand gegen diese Löhne, gegen die Behandlung und gegen diese unwürdigen Zustände erscheint ihnen vollkommen zwecklos. Als ein Mitglied der Kommission eine Gruppe von Arbeitern und Arbeiterinnen in einem Louisiana Camp fragte, was sie verdienten, begannen die Leute zu kichern, und endlich frug einer vorsichtig: "You mean what us gets paid or what us works for?"

Das, meinen wir, spricht Bände und sollte die Regierung dazu bringen, alles zu tun, um diesen Zuständen ein Ende zu machen. Es sollte, aber . . . L. F.

Die Scheintote.

In verschiedenen Gegenden ist es heute noch Brauch, dass die Toten im offenen Sarge vom Trauerhause bis zum Friedhof getragen werden. So geschah es auch, als die Filserin vor einigen Jahren gestorben war. In sein rotes Schnupftuch weinend, wankte Filser hinter dem Sarge her. Er seufzte und schluchzte, dass die silbernen Westenknöpfe nur so hopsten auf seinem Bäuchlein. Da gingen die Sargträger unter einer tiefästigen Eiche durch, und ein weit herabhängender Ast streifte die Leiche der Filserin unsanft an der Nase, und diese fing zu bluten an. Es wurde bemerkt und in der Erkenntnis, dass die Filserin nur scheintot sei, stellte man den Sarg nieder. Wirklich, die Filserin entstieg wieder lebendig demselben.

Vor kurzem starb die Filserin wieder. Und wieder derselbe Leichezug, und schon ging es wieder der bekannten Eiche zu; da schrie aber Filser mit hochrotem Gesicht schon auf zwanzig Meter Entfernung: "Rechts vorbei, rechts vorbei, sonst wacht's nomal auf."

"Gut Essen und Trinken

hält Leib und Seele zusammen", sagt ein altes Sprichwort. Beides erhält man, von schöner Hand serviert, in **Louis Musser's Eagle Restaurant**, 1677 2. Ave., zwischen 86. und 87. Str. Z. B.: Eine volle Mittagsmahlzeit von 11 bis 2 Uhr, einschliesslich Kaffee, für 35 Cents. **Trommer's** beliebtes **Malz - Bräu** frisch am Zapf.

Trommers Bräu, von importiertem Malz und Hopfen, trinkt man aus bis auf den letzten Tropfen.

(Publ.)

HOTELS

BROADWAY CENTRAL
BROADWAY an DRITTER STRASSE
400 ZIMMER, anschliess. an Bad! Volle Hotel-Bedienung. Floor für Damen! Räuml. für Vers. und Logen.
Einzel-Zimmer $8.00 per Woche
GERARD F. THOMAS, Manager.
Sun. 10,1

SCHIFFS-AGENTUREN

SCHIFFS - KARTEN
nach und von Europa
GELDSENDUNGEN
nach Europa in Dollars, sowie in fremder Währung
Einzug von Erbschaften sowie Guthaben jeder Art
Ausstellung von Vollmachten
...he Gesellschaft
...tadt New York
147 — 4. Ave., Ecke 14. Str.
NEW YORK

Schiffskarten
ALLER LINIEN
zu
Hauptbüro - Preisen
Alle notarischen Schriften.
GELD-SENDUNGEN
nach allen Ländern der Welt.
Frank WAGNER
AGENTUR
2394 ZWEITE AVE.
nahe 123. Strasse. HArlem 7-5466

SCHIFFSKARTEN
aller Linien zu Hauptoffice-Raten
Affidavits und "Return Permits" FREI
GELDSENDUNGEN

CHARLES W. SCHREIBER
2429 MYRTLE AVENUE
Ridgewood, Brooklyn
Telephon: EVergreen 3151
144-16 JAMAICA AVENUE
Jamaica - New York
Telephon: JAmaica 6-8251

REISEBUERO
SCHIFFSKARTEN
GELDSENDUNGEN
WILLIAM BECKER,
145 VIERTE AVENUE
NEW YORK CITY
Tel.: ALgonquin 4-1800 — 4-1801 — 4-1802

ETABLIERT 1878.
GELDSENDUNGEN
zu billigsten Tageskursen,
SCHIFFSKARTEN
für alle Linien.
Sichere HYPOTHEKEN
garantiert.
ERBSCHAFTEN
prompt einkassiert und VOLLMACHTEN ausgestellt.
LEHRENKRAUSS
359 Fulton Str., B'klyn. Triangle 5-7000
149-15 Jamaica Ave. Republic 9-5400.
46 W. 40. Str., N. Y. C. Longacre 5-1900
910 Flatbush Ave., Flatbush. 2-6700.

Greiner & Papsdorf, Inc.
1432 Myrtle Ave., Ecke Bleecker Str., BROOKLYN, N. Y.
Schiffs - Karten
ALLER LINIEN
GUTE KABINEN
STETS AN HAND
Geldüberweisungen
Deutsches Notariat

Sehr vorteilhafte Angebote im Spezial-Verkauf von
Herren-Artikeln, wie Oberhemden Grössen 13½ bis 20
Krawatten Strümpfe
Unterwäsche Pyjamas
Bademäntel Gürtel
Hosenträger Seidene Halstücher
Sweaters Handschuhe usw.
Preise ungewöhnlich herabgesetzt, jedoch dieselben bekannten guten Qualitäten.
Sehr reichhaltige Auswahl in allen Artikeln und alles konkurrenzlos billig. Eine Besichtigung ist sehr lohnend in dem im allerbesten Ruf stehenden Geschäft von
Wm. Moebus
1632 Zweite Ave., zw. 84. und 85. Str.
Unser guter Ruf ist Ihre Garantie.

Simplicissimus, Münc[hen]

Nu hamse Gumpeln in Heidelberch doch rausjeschmissen, weil a jesaacht hat, eene Kohlribe wäre een besseret Symbol for'n Weltkriech als een halbnackichtet Mächen mit een Palmwedel. Jotte ja, wenn icke so an'n Kriech zurickdenke, kommt mir ja ooch die Kohlribe eha in'n Sinn als eene Jungfrau, die jejen die neie Badeordnung vastößt, aba wat ein deutscha Professa is, darf sowat nich so kraß saren, weil det die Jugend die Ideale raubt. Und wat ham denn die Jungs von heite schon noch, wenn se nich mal ne ideale Vorstellung von'n Kriech haben dirfen?

Hamburger Fremdenblatt		MANNHEIM Mannheimer Tageblatt		ORDO
Hamburger Nachrichten		MUENCHEN Münch. Augsb. Abendztg.		

13.9.32.

Heidelberg. Professoren erklären sich für Gumbel. In einer von 18 Professoren deutscher Universitäten unterschriebenen Erklärung, die dem badischen Staatsministerium zugeleitet wurde, heißt es u. a.: „Die Unterzeichneten sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruches auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur der Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen."

Der Freiheitskampf, Dresden
13.9.32.

Immer noch Gumbel. Wir haben berichtet, daß Gumbel eine Einladung an die Sorbonne erhalten hat. Diese vermochte aber die Freunde Gumbels keineswegs zu beruhigen, denn immer noch gibt es deutsche Professoren, die sich darüber aufregen, daß man endlich diesen zweifellos für die Erziehung deutscher Studenten ungeeigneten Professor aus dem Amte entfernt hat.

Wenn man schon von der Liga für Menschenrechte hört, so jedenfalls immer in Verbindung mit unangenehmen oder deutschfeindlichen Fragen. Sie ist es natürlich auch, die sich für Gumbel soeben einsetzt und die dem badischen Unterrichtsministerium eine Liste mit Unterschriften zahlreicher Gelehrter überreicht hat. Es ist immerhin beachtenswert, was für Herren da unterschrieben haben: Zunächst der Gießener Professor Dr. E. v. Aster, die Professoren Max Goldschmidt (!), (Leipzig), Götze (Marburg), Carl Grünberg (Frankfurt), Jastrow (Berlin). Natürlich darf ein Theodor Lessing (Hannover) ebenso wenig fehlen, wie der Berliner Hochschullehrer Franz Oppenheimer. Weiterhin verzeichnet die Liste die Professoren Paul Oestreich (Berlin), Arthur Rosenheim und Sallinger (Berlin), die Leipziger Professoren Levin und Schücking, die sattsam bekannte Anna Siemsen (Jena), Professor Ferdinand Tönnies (Kiel) und andere. Auffallend ist immerhin, daß unter den Unterzeichneten nicht ein einziger Hochschullehrer der Universität Heidelberg ist. Das dürfte denn doch zu denken geben. Sie kennen wohl ihren bisherigen Kollegen Gumbel, der ihnen vom schwarzroten Baden zwangsweise oktroyiert wurde, zur Genüge. Jedenfalls hat diese Unterschriftensammlung der Erklärung für Ligaer Menschenrechte wiederum dem deutschen Volke gezeigt, daß es an deutschen Hochschulen und Universitäten leider noch mehr Gumbels gibt, und daß es höchste Zeit wird, alle diese Herren dahin zu schicken, wohin sie in Wirklichkeit gehören, weg von deutschen Lehrstühlen.

Dortmunder Generalanzeiger
11.9.32.

Für Professor Gumbel

Nachstehende Erklärung ist dem Badischen Staatsministerium zum Fall Gumbel übergeben worden:

„Das Badische Kultusministerium hat entsprechend dem Antrag der Universität Heidelberg auf dem Disziplinarweg dem bisherigen, nichtbeamteten außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Damit ist er nach beinahe zehnjähriger Zugehörigkeit zur Universität der materiellen Grundlage seiner fruchtbaren und von der Universität mehrfach anerkannten wissenschaftlichen Tätigkeit beraubt.

Die Unterzeichneten vermögen zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen, zu den juristischen Grundlagen des Verfahrens und zu der Frage, wie die Aussagen der drei nationalsozialistischen Belastungszeugen im Gegensatz zu den Aussagen aller anderen Zeugen zu werten sind, keine Stellung zu nehmen.

Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruches auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das Badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen."

Diese Erklärung ist von folgenden Professoren unterzeichnet:

Professor Dr. E. v. Aster, Gießen; Professor Dr. Fritz Frank, Berlin; Professor Dr. Max Goldschmidt, Leipzig; Professor Dr. A. Götze, Marburg a. d. Lahn; Professor Dr. Carl Grünberg, Frankfurt a. M.; Professor J. Herrmann, Stuttgart; Professor Dr. Jastrow, Berlin; Professor Dr. Franz Keller, Freiburg i. B.; Professor Theodor Lessing, Hannover; Professor Dr. techn. h. c. Dr. Ing. R. Mehmke, Stuttgart-Degerloh; Professor Dr. Franz Oppenheimer, Berlin; Professor Paul Oestreich, Berlin; Universitätsprofessor Arthur Rosenberg, Berlin; Professor Dr. Arthur Rosenheim, Berlin; Professor Salinger, Berlin; Professor Dr. Levin L. Schücking, Leipzig; Professor Anna Siemsen, Jena; Professor Ferdinand Tönnies, Kiel.

Weitere Zustimmungserklärungen von Privatdozenten und Professoren werden an die Deutsche Liga für Menschenrechte, Berlin N 24, Monbijouplatz 10, Eingang IV/III, erbeten.

13.9.32.

NEW YORK TIMES, TUESDAY, SEPTEMBER 1[3]

HOLDS HOHENZOLLERNS AGAIN CONTROL REICH

Ousted Heidelberg Professor, on Visit Here, Calls Von Papen 'Hitler's Prisoner.'

The spirit and substance of the German Republic are dead, and what remains is a mere shell of the republican régime, according to Professor Emil J. Gumbel, German scholar and pacifist leader, who is visiting New York.

Professor Gumbel arrived here two weeks ago, to learn by cablegram that he had been expelled from the University of Heidelberg for his pacifist and alleged anti-nationalist activity on the demand of a group of Hitlerite students. The expulsion was ordered by the Baden Minister of Education, against whose decision Professor Gumbel plans to file an appear upon his return.

"The old Hohenzollern crowd is back in power in Germany, but without a monarch," Professor Gumbel said. "The government of Chancellor von Papen has destroyed the republic in spirit and in substance. Only a shell of the republican régime remains."

Professor Gumbel has been a storm centre in Germany for many years. He is a mathematician, a World War veteran and an active figure in the pacifist movement. He first drew the fire of the militarists by his book "Four Years of Murder," published in 1924, in which he presented a mass of evidence against groups of nationalist and militarist conspirators responsible for the murder of 400 republican leaders.

"Those responsible for these murders are now in the ranks of Adolph Hitler," Professor Gumbel said yesterday, laying his expulsion to them.

Professor Gumbel is of the opinion that although Chancellor von Papen appears to be fighting Hitler, he is to all intents and purposes "Hitler's prisoner."

"Nearly everything that the Von Papen Government has done since coming into power has been in response to Hitler's demands," Professor Gumbel said.

"The Hitlerites are merely the auxiliary troops of the present Nationalist Government. It is not likely that they will assume supreme power, although it is possible that they may yet do so. When they do, there will be wholesale murder in Germany."

AUSSCHNITT VOM: 13. SEP. 1932

Augsburger Postzeitung, Augsburg

Der Fall Professor Gumbel

Karlsruhe, 10. September.

Wie an dieser Stelle bereits gemeldet wurde, hat das badische Kultusministerium dem Antrag der Universität Heidelberg entsprechend dem außerordentlichen Professor Dr. Gumbel auf dem Disziplinarweg die Lehrberechtigung entzogen. Professor Gumbel, der sich augenblicklich auf einer Vortragsreise in Nordamerika befindet, wird sich mit dieser Entscheidung des badischen Unterrichtsministerums nicht zufrieden geben, sondern Revision einlegen und die Vereidigung sämtlicher Zeugen verlangen.

Zu dem Fall Gumbel ist dem Badischen Staatsministerium eine Erklärung übergeben worden, in der ausgeführt wird, daß der Fall Gumbel einen „Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen" darstelle. Es wird die Befürchtung ausgesprochen, „daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern" sein würde. Das Staatsministerium wird aus diesen Gründen dringend gebeten, Professor Gumbel in seinem Amte zu belassen. Diese Erklärung ist von 17 Universitätsprofessoren unterzeichnet, darunter von E. v. Aster (Gießen), Fritz Frank (Berlin), Max Goldschmidt (Leipzig), Goetze (Marburg), Carl Grünberg (Frankfurt), Jastrow (Berlin), Franz Keller (Freiburg i. B.), Theodor Lessing (Hannover), Franz Oppenheimer (Berlin), Paul Oestreich (Berlin), Levin Schücking (Leipzig), Ferdinand Tönnies (Kiel).

Die Weltbühne, Berlin SO
13. 9. 32

Akademiker zum Fall Gumbel von Kurt Großmann

Der Angelpunkt des Falles Gumbel ist in der Presse überhaupt noch nicht hervorgehoben worden. Der Kampf gegen Professor Gumbel war nicht ein Kampf aus sachlichen Motiven sondern wurde, wie der cand. med. Karl Georg Dörr, Heidelberg, im ‚Völkischen Beobachter' vom 6. Juli darlegt, geführt gegen den Juden Gumbel, gegen den Pazifisten, gegen den Mann, der das unvergängliche Verdienst hat, Deutschlands schwärzeste Zeit, die der Morde und Fememorde, unerbittlich entlarvt zu haben. Dörr, der Hauptzeuge in dem Verfahren gegen Gumbel, sagt selbst:

Trotzdem schien es, daß die jüdische Mentalität und der wehrzersetzende Pazifismus des Juden Gumbel siegen sollten.

Gumbels Äußerung, die den badischen Kultusminister unbegreiflicherweise bewogen hat, ihn der nationalsozialistischen Meute zu opfern, nennt Herr Dörr in jenem Artikel eine „neue, niederträchtige Beschimpfung". Er sagt wohlweislich nicht, wie das der Untersuchungsausschuß versucht hat, eine Beschimpfung der Gefallenen. Denn der Akademiker Dörr weiß sehr genau, daß Gumbel alles gegen den Krieg und nichts gegen die Krieger gesagt hat.

Als am 11. August 1930 Gumbel zum Professor ernannt wurde, war das für die nationalistische Studentenschaft ein Fanal, gegen diesen Juden, Pazifisten und Mordbekämpfer zu Felde zu ziehen. Und damals schon waren seine Kollegen nicht gesonnen, um der Meinungsfreiheit willen den anmaßenden Forderungen der Studentenschaft — ihr voran der Hauptzeuge Dörr — entgegenzutreten. In einem Schreiben vom Vorstand des Verbandes der deutschen Hochschulen wurde den protestierenden Studenten mitgeteilt:

Der Vorstand begrüßt selbstverständlich jede Äußerung auf das wärmste, in der die deutsche Studentenschaft ihre vaterländische Gesinnung bekundet; er versteht aus dieser Gesinnung heraus auch, daß die Ernennung des Privatdozenten Dr. Gumbel zum nichtetatsmäßigen außerordentlichen Professor bei zahlreichen Studenten eine starke Erregung veranlaßt hat.

Zur Sache selbst stellte der Vorstand des Verbandes, gezeichnet „Tillmann", fest, daß die philosophische Fakultät der Universität Heidelberg Gumbels Zugehörigkeit zu ihr als durchaus unerfreulich bezeichnet habe und daß man die Ernennung Gumbels zum außerordentlichen Professor durch den badischen Kultusminister durchaus mißbillige.

Gegen diese Äußerungen haben seinerzeit jedoch eine Reihe von Kollegen Gumbels in würdiger Weise protestiert. Eine Erklärung von sechsundachtzig Professoren kam neben vielen Einzeläußerungen zustande, in der gesagt wurde, daß in der Antwort des Hochschulverbandes die gebührende Zurückweisung des studentischen Versuchs vermißt werde, mit der aus politischen Gründen geforderten Entfernung Gumbels aus seiner Lehrtätigkeit in Heidelberg die akademische Lehr- und Gesinnungsfreiheit zu vernichten.

Insbesondere fühlen sich die Unterzeichner des Protestes verpflichtet, darauf hinzuweisen, daß das Schreiben des Hochschulverbandes nicht die gesamten geistigen Interessen der gesamten akademischen Lehrerschaft vertritt sondern sich zum Sprachrohr für politisch intolerante, vom kulturellen Standpunkt sehr unzeitgemäße Anschauungen einer einzelnen Gruppe macht.

Diese Erklärung wurde in den Blättern des Hochschulverbandes veröffentlicht, und der Protest bewirkte, daß auch in Heidelberg Ruhe eintrat.

Aber Herr Dörr lag auf der Lauer, und so kam es denn zu dem Ende des Falles Gumbel, das von den Nationalsozialisten mit Recht als ein Sieg gefeiert wird. Hätte die Entfernung Gumbels nicht für die gesamte Kollegenschaft ohne Unterschied der Partei ein Signal sein müssen, sich für die durch diese Maßnahme bedrohte akademische Freiheit einzusetzen? Denn Gumbel wird nicht allein bleiben. Schon suchen sich die Nationalsozialisten weitere Opfer. Jener Doktor Mönius, der in München die ‚Allgemeine Rundschau', eine katholische, pazifistische Zeitschrift herausgibt, Abderhalden und andre mehr stehen auf der Liste derer, die sich die Nationalsozialisten als nächste Opfer erkoren haben.

Radbruch hat sich Gumbel als Verteidiger zur Verfügung gestellt, weil er empfand, daß Gumbel mit seiner inkriminierten Äußerung nur den Krieg hatte treffen wollen, nie und nimmer die gefallenen Soldaten. Aber die Eingabe, die einige Universitätslehrer an das badische Staatsministerium gerichtet haben, trägt bisher nur wenig Unterschriften. Viele glauben offenbar, sich nachgerade genug für die akademische Freiheit eingesetzt zu haben oder sehen ihre eigne Position bereits so gefährdet, daß sie meinen, im Interesse ihrer eignen Existenz diesen Weg nicht weiter verfolgen zu dürfen.

Darum ein doppeltes Lob denen, die wie der bekannte marburger Professor Goetze aus eigner Entschließung Vorstellungen schon vor der Entscheidung bei dem badischen Kultusminister erhoben, ohne zu fragen, welche Kollegen mitgehen würden, einfach weil ihm Gumbel bedroht schien.

Ein frankfurter Dozent sagte über die neue Hetze gegen Gumbel,

daß sie jedem deutschen Hochschullehrer klar zeigen müsse, daß von nationalistischer Seite eine ständige Hetze gegen politisch Mißliebige, besonders gegen pazifistische Professoren in Szene gesetzt wird, die die persönliche und geistige Freiheit jedes Einzelnen von uns auf das schwerste bedroht und zu einer unerträglichen Gesinnungsschnüffelei führen muß. Jeder Kollege muß sich sagen, daß diese Hetze sich auch jeden Tag gegen ihn selber richten kann; das sollten sich besonders diejenigen gesagt sein lassen, die mit den Hetzern offen oder geheim sympathisieren.

Professor Anna Siemsen sieht in dem Fall Gumbel die Terrorisierung Andersdenkender, die von den Hochschulen vertrieben werden sollen:

Alle diese Aktionen sind deswegen auch nicht zu werten als Ausdruck einer verletzten Überzeugung oder eines gekränkten Gefühls, möge diese Überzeugung noch so töricht, das Gefühl noch so überreizt sein; sondern als der Kampf einer terroristisch gerichteten Machtgruppe, um eine Gesinnungsdiktatur auf den deutschen Hochschulen aufzurichten, welche durch Gewalt und Einschüchterung wirkend das Ende der wissenschaftlichen Freiheit, damit wenigstens für eine Zeitspanne auch das Ende der deutschen Wissenschaftlichkeit bedeuten würde.

Der Professor der Psychologie und Pädagogik zu Gießen, Doktor August Messer, erinnert in seinem Gutachten an den Ausspruch von Lagarde:

Alles Parteiwesen ist giftig, weil es die Freiheit, wahr und gewissenhaft zu sein, ertötet.

Professor Walter Berendsohn, Hamburg, sieht in dem Vorgehen gegen Gumbel

die wachsende Bedrohung der akademischen Freiheit in Deutschland.... Es geht — das ist meine Auffassung im Falle Gumbel — wie in zahlreichen Fällen um viel mehr als um Personen. Es geht um die geistige Freiheit schlechthin, die preiszugeben in der Zeit der Gedenkfeiern für Lessing und Goethe ein Verrat am köstlichsten deutschen Erbe und damit an der nationalen Idee im tieferen Sinne bedeutet.

Und Professor J. Herrmann, der frühere württembergische Kriegsminister, weist dem Senat in Heidelberg und dem badischen Kultusministerium die Aufgabe zu, die akademischen Lehrer gegen derartige Angriffe zu schützen und eine solche grundlose Hetze von den Hochschulen fernzuhalten,

denn der klare Sinn seiner (Gumbels) Äußerungen war nicht, wie jene falschen Zeugen glauben machen wollen, eine Verächtlichmachung des Andenkens an unsere Feldgrauen sondern die Abscheu vor einem Kriege.

Professor Ferdinand Tönnies, Kiel, hält es für eine Tatsache, daß im Laufe der letzten Jahre mehr und mehr von der sogenannten nationalsozialistischen Arbeiterpartei aus eine Denkungsart auch in der studierenden Jugend Wurzel geschlagen hat, die er für moralisch verwerflich und politisch gefährlich hält „wegen einer Unduldsamkeit und Verfolgungssucht, die nur als jugendlicher Fanatismus sich verstehen läßt".

Professor Franz Oppenheimer schrieb:

Die Entwicklung der deutschen Hochschulen muß einen alten akademischen Lehrer wie mich mit schwerer Sorge erfüllen. Ihr wertvollstes Gut, die Lehrfreiheit, ist in ernster Gefahr. Wo sie nicht von innen her, von den Fakultäten selbst, genügend verteidigt wird, weil diese bereits dem Zeitgeist allzu sehr verfallen sind, da erscheint es mir als die heilige Pflicht der vorgesetzten Staatsbehörde, diesen Schutz zu vollziehen.

In diesem Sinne äußern sich noch viele Gelehrte. Immer wieder die Auffassung, wie sie auch Professor Doktor Karl Brandt klarlegt, es bedürfe keines Hinweises, daß der Kampf gar nicht gegen die einzelnen Professoren sondern gegen das System ginge. Eine Reihe der besten Namen haben beim badischen Kultusministerium ihre Stimme erhoben. Aber trotz dem völlig ungeklärten Tatbestand und obwohl in der Anklageschrift stand: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliche Interessen. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt", — dennoch Entziehung der venia legendi, dennoch Brotlosmachung eines Mannes, der mutig wie keiner gekämpft hat. Dieser Mut ist am besten beweisbar aus Gumbels Verteidigungsschrift gegen das Gutachten des Untersuchungsausschusses. Da schreibt er:

Die Wirkung des von den Nationalsozialisten verbreiteten Satzes („Das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leicht bekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand sondern eine einzige, große Kohlrübe") kann also nicht mir zur Last gelegt werden. Ich habe keine heilig zu haltenden Gefühle verletzt. Ich habe zu ehren die gemeinsame Scholle, die Würde der Arbeit, die Not der Mütter, das Leiden der Armen und das Andenken der Toten. Gegen keine dieser Pflichten habe ich verstoßen. Der Krieg ist kein wesentliches Gut der Nation sondern ein Unglück. Es gibt daher keine Pflicht, ihn heilig zu halten. Wohl aber hielt und halte ich mich für verpflichtet, die Leiden, die er über die Menschheit und damit auch über unser Volk bringt, zu betrauern, die Lebenden vor ihm zu warnen und den Frieden als Kulturgut zu verteidigen.

Mit dieser Auffassung weiß ich mich mit der Mehrzahl derjenigen einig, die ins Feld gezogen und deren Namen auf den Kriegsdenkmälern stehen. Ich weiß mich zudem einig mit allen denen, die noch heute die Republik verteidigen. In einem Lande, das entsprechend dem Kellogg-Pakt den Krieg geächtet hat, besteht für niemand und gewiß nicht für einen Lehrer, dessen Unterricht nach der Reichsverfassung im Geiste der Völkerversöhnung zu geschehen hat, eine Verpflichtung, dem Krieg anders als mit Grauen gegenüberzustehen.

Zu diesen Worten steht Gumbel heute wie damals. Keine Macht wird ihn zu einer andern Auffassung bringen. Das badische Staatsministerium aber sollte, wenn es nicht von allen guten Geistern verlassen ist, die einzig mögliche Konsequenz ziehen und den unverständlichen Beschluß des Kultusministeriums revidieren.

New Yorker Volkszeitung, Dienstag, den 13. Sept. 1932

Mein Brief an das badische Staatsministerium.

Von Prof. Dr. E. S. GUMBEL.

Die Entscheidung des Herrn Unterrichtsministers geht davon aus, dass ich die inkriminierte Aeusserung getan habe. Hierfür gibt es nur einen Beweis, nämlich die Aussage der drei nationalsozialistischen Studenten, insbesondere D----s. Diese widerspricht der Aussage aller andern Zeugen in allen entscheidenden Punkten und zwar derartig, dass sogar Geheimrat Anschütz in seiner Vorlesung öffentlich hierauf zu sprechen gekommen ist.

Wenn einem nationalsozialistischen Studenten in einer Zeit, in der seine Parteifreunde beinahe täglich politische Morde begehen, in der mir die Fensterscheiben eingeschlagen werden, in der mein Plan umgerissen wird, in der ich auf der Strasse täglich angepöbelt werde, nach dem Eindruck in einer überwiegend nationalsozialistischen Versammlung geglaubt werden kann, dass sein Satz "Wie das Verfahren auch ausgehen mag, Gumbels Kopf wird rollen "nur bildlich gemeint war, so darf auch den sehr viel weniger kühnen Aussagen aller nicht nationalsozialistischen Teilnehmer meiner Versammlung Glauben geschenkt werden.

In meiner Verteidigungsschrift habe ich an Hand dieser Zeugenaussagen die Unglaubwürdigkeit der von den drei Nationalsozialisten gegen mich vorgebrachten Anschuldigungen nachgewiesen. Ich lege daher meinen Rekurs die Tatsache zugrunde, dass der Herr Unterrichtsminister auf diese Schrift (bis auf eine weniger wichtige Eventualbemerkung) überhaupt nicht eingegangen ist und bitte um deren Berücksichtigung.

Was den Zeugen D----r betrifft, so ist seine Glaubwürdigkeit durch die Art seiner Aussagen in dem Disziplinverfahren gegen die Studenten neuerdings in aller Oeffentlichkeit erschüttert.

Die vom Herrn Unterrichtsminister veranlasste eidliche Vernehmung entsprach meinem Eventualantrag, ihn und L., als typische Vertreter der beiden sich in diesem Disziplinarverfahren unversöhnlich gegenübersthenden Aussagen wie Weltauffassungen noch einmal, nach Abschluss der Universitätsuntersuchung eidlich zu vernehmen. Aber nur der Hälfte dieses in sich geschlossenen, nicht halbierbaren Antrages. Der Herr Unterrichtsminister ist, indem er zwei Nationalsozialistische Belastungszeugen, D. und R. und ausgerechnet nur sie vereidigt hat, an der wichtigsten Erkenntnisquelle vorbeigegangen "Audiatur et altera pars", nämlich diejenigen, welche in der Aeusserung überhaupt nichts auffäliges gehört haben, eben weil sie weder die Form noch den Inhalt hatte, welche die Nationalsozialististen behaupten. Daher ist es notwendig, dass das Staatsministerium nunmehr auch alle andern Ohrenzeugen, insbesondere den Arbeiter L. und diejenigen, welche die in der Heidelberger Volkszeitung veröffentlichte Erklärung unterschrieben haben, welche der Ausage der Nationalsozialisten in aller Entschiedenheit widerspricht, eidlich vernimmt, soweit sie zur Zeit in Heidelberg erreichbar sind.

Das Ergebnis wird erneut die bisherigen Aussagen aller anderen Zeugen bekräftigen und feststellen, dass das, was ich wirklich gesagt habe, nichts mit der Interpretation zu tun hat, welche die Nationalsozialisten meiner Aeusserung gegeben haben und welche das Gutachten des Untersuchungsausschusses zugrunde legt.

Hier liegt der zentrale Unterschied vom Fall des Jahres 1924, indem ich wirklich eine Aeusserung getan habe, welche Anstoss erregt hat und die zu bedauern ich Grund hatte. Es besteht überhaupt kein Zusammenhang mit diesem nunmehr acht Jahre zurückliegenden ersten und einzigen Vorfall, über dessen Behandlung die Fakultät nach dem von ihr damals veröffentlichten Gutachten bekanntlich keineswegs einverstanden war und der, soweit er mir zum Vorwurf gereicht, nach den gesetzlichen Auffassungen als verjährt gelten darf. Aus dem Fall von 1924 und der von den Nationalsozialisten entstellten Aeusserung von 1932 kann somit kein Gesamtverhalten konstruiert werden. Damit fallen alle Konsequenzen, welche hieraus gezogen werden. Von meiner ganzen Verteidigungsschrift hat der Herr Unterrichtsminister nur die Eventualbemerkung, dass Kriegerdenkmäler auch als Denkmale des Krieges aufgefasst werden können, berücksichtigt und hieraus Schlüsse auf meine "Verständnislosigkeit" gegenüber andersgearteten Anschauungen" gezogen, während diese Bemerkung tatsächlich nur eine Selbstverständlichkeit wiedergibt.

Den gleichen Schluss glaubt der Herr Minister aus dem Umstand ziehen zu können, dass ich Unterschriften zu einer an den Herrn Reichspräsidenten gerichteten Bitte um Begnadigung für Carl von Ossietzky gesammelt habe, in der dieser als ein Mann von untadeliger Gesinnung bezeichnet wurde. Was zunächst diese Charakterisierung betrifft, so ist es die Eigentümlichkeit eines politischen Verbrechens, dass es aus untadeliger, ehrenhafter Gesinnung heraus begangen werden kann. Es genügt unter anderem, auf die Tatsache hinzuweisen, dass die namhaftesten Führer der Nationalsozialisten sogar wegen schlimmerer, "die Grundlagen der staatlichen Ordnung gefährdenden Verbrechen" wie Mord und Hochverrat vorbestraft sind und trotzdem von mancher Seite als ehrenhaft bezeichnet werden. Ich habe das bei der Sammlung verwendete Formular zu den Akten gegeben, weil ich nichts zu verschweigen habe. Ich vermag es überhaupt nicht als Belastung zu empfinden, dass ich in einer politischen Versammlung Unterschriften zu einer Erklärung gesammelt habe, die von über 42,000 Deutschen, darunter vielen hervorragenden Politikern und in der Oeffentlichkeit angesehenen Personen, auch von Professor Radbruch unterschrieben worden ist.

Zum Schluss dieses Briefes gestatte ich mir eine politische Bemerkung: Der Ausgangspunkt dieses Verfahrens ist, wie der Herr Unterrichtsminister schreibt, die Form einer politischen Aeusserung. Aber die Ursache dieses Verfahrens ist nicht diese Form, sondern entgegengesetzt der Behauptung des Untersuchungsausschusses der Gesamtinhalt meiner politischen Ueberzeugung. Wer bisher nicht dieser Meinung war, den muss die Tatsache, dass die Angriffe gegen mich von den Nationalsozialisten ausgegangen sind, und das Jubelgeschrei der nationalsozialistischen Presse über meine Entlassung überzeugen.

3

Die Nationalsozialisten haben mich verfolgt und mussten mich verfolgen, weil ich ihre politischen Morde aufgedeckt habe. Zu diesen meinen Arbeiten stehe ich. Die Denkschrift des Reichsjustizministers und die Morde der letzten Zeit haben meine Behauptungen bestätigt. Während acht Jahren haben die Herren Staatspräsidenten und Unterrichtsminister aus verschiedenen politischen Parteien mich gehalten. Ich weiss jedem einzelnen für jeden solchen Schritt tiefen Dank und habe auf ihre Intensionen immer Rücksicht genommen.

Der jetzige Herr Unerrichtsminister dagegen hält meine Entfernung für eine politische Notwendigkeit, wohl, wenn ich seinen Schritt interpretieren darf, um den Nationalsozialisten weniger Angriffsflächen zu bieten und hierdurch die Republik zu schützen. Wenn ich diesen Gedankengang als richtig annehmen könnte, hätte ich längst die Konsequenz gezogen und wäre freiwillig zurückgetreten. Denn ich bin mir bewusst, dass die Anhänger der Republik verpflichtet sind, ihr auch Opfer zu bringen. Aber dieses Argument ist falsch. Durch meine Entfernung wird die Republik nicht gestützt, wohl aber wird hierdurch die Stellung aller Republikaner an den Deutschen Hochschulen gefährdet. Ich kann beweisen, dass diese Ueberzeugung weit verbreitet ist. Die von den Nationalsozialisten provozierten Skandale an sovielen Deutschen Hochschulen und ihre weitgehenden Drohungen in der "Heidelberger Volksgemeinschaft" vom 2. August beweisen, dass durch meine Entfernung die Ruhe nicht gesichert ist.

Es handelt sich bei diesem Kampf nicht um Gumbel, sondern um die von den Nationalsozialisten als "Gumbel" Qualifizierten. Ich werde nicht der einzige Nachfolger der langen Reihe politischer Märtyrer aus Deutschen Universitäten sein, die zum Teil ins Exil gehen mussten, der Reihe die von Fichte und den Freiheitskämpfern von 1813, den Gebrüder Grimm von den Göttinger Sieben, den Kämpfern von 1848 bis zu Dühring und Arons reicht. Es ist noch in der Macht des Ministeriums, dies zu verhindern. Zu verhindern, dass das schreckliche Wort Fichtes sich bewahrheite, "dass in einigen Jahren in Deutschland kein Mensch mehr, von dem bekannt ist, in seinem Leben einen freien Gedanken gedacht zu haben, eine Ruhestätte finden wird."

Heidelberger Tageblatt
Hauptanzeigenblatt
Nordbadischer Familienanzeiger

Ausschnitt aus der Nummer vom 14. SEP. 1932

Bitte wenden

= (Zum Fall Gumbel.) Zu der Erklärung einer größeren Anzahl linksgerichteter Universitätsprofessoren an das badische Unterrichtsministerium bemerkt der „Bad. Beobachter“, das Landesorgan der Zentrumspartei: „Das badische Unterrichtsministerium wird von Herrn Dr. Baumgartner verwaltet, der vor wenigen Monaten in einer großzügigen Rede zum badischen Schul- und Kultusetat vor dem Forum des Landtages in der eindeutigsten Weise sich für die energische Wahrung der Staatsautorität und der Lehrfreiheit gegen alle Störenfriede und Gewaltakte auf den Universitäten, mögen sie herkommen, wo sie wollen, ausgesprochen hat. Wir haben Grund anzunehmen, daß die entschiedene Haltung des badischen Unterrichtsministers nachhaltigen Eindruck gemacht hat. Die in der Entschließung geäußerten Befürchtungen wegen einer „allgemeinen Säuberung von allen entschiedenen Republikanern an den badischen Hochschulen“, sind vollkommen grundlos, da sowohl die Persönlichkeit des Unterrichtsministers wie die die badische Regierung tragenden Parteien solche von vornherein schon als ganz abwegig erscheinen lassen.“

17. 9. 32.

New Yorker V[olkszeitung]

Eine ganz aussergewöhnliche Gelegenheit für deutschsprechende Arbeiter den auf Betreiben der faschistischen Reaktion vom badischen Ministerium seines Amtes an der Universität Heidelberg enthobenen

Prof. E. J. GUMBEL

SELBST zu hören.

Prof. GUMBEL ist der Verfasser bekannter Broschüren, welche die National-Sozialisten und die Fehmemörder blossstellen.

Das Zentral Propaganda-Komite der Volkszeitung, Einberufer dieser Versammlung, erwartet von der deutschsprachigen Arbeiterschaft, dass sie sich diese aussergewöhnliche Gelegenheit nicht entgehen lässt.

Ausschnitt vom: 15. SEP. 1932

Der Tag, Berlin SW 68

Tagessplitter

Der deutsche Wehrsabateur und Pazifist Professor Gumbel, der sich zur Zeit auf einer Vortragsreise in Amerika befindet, äußerte sich in einem Presseinterview zur Lage in Deutschland: „Die deutsche Republik ist dem Geist und Inhalt nach tot.“ Die Hohenzollern hätten die Macht in Deutschland. Reichskanzler v. Papen sei der Gefangene Hitlers.

Und das ist nun einer von der Blüte der deutschen Republikaner; wie muß es erst in den anderen rosigen [illegible] aussehen!

15. 9. 32 Angr[iff], Berlin

Die Juden für Gumbel

Der „Fall Gumbel“ will immer noch nicht zur Ruhe kommen. Dem Beispiel der Republ. Beschwerdestelle folgend, haben jetzt auch jüdische und judenfreundliche Dozenten deutscher Hochschulen an den badischen Kultusminister eine Eingabe gesandt, in der auch sie darauf hinweisen, daß der Fall Gumbels der erste Schritt zur Säuberung der deutschen Hochschulen von entschiedenen Republikanern sei. Unterzeichnet ist diese Eingabe u. [illegible] E. V. Aster (Gießen), Max Goldschmidt (Leipzig), Carl Grünberg (Frankfurt a. M.), Theodor Lessing (Hannover), Franz Oppenheimer (Berlin), Artur Rosenheim (Berlin), Paul Oestreich (Berlin), Salinger (Berlin), Levin Schücking (Leipzig), Anna Siemsen (Jena) und Ferdinand Tönnies (Kiel).

Diese Herrschaften „verlangen“ ferner die Wiedereinsetzung Gumbels in sein Amt. Da Gumbel bekanntlich bereits im kommenden Semester Vorlesungen an der Pariser Hochschule abhält, ist es unerklärlich, weshalb die Juden und ihre Freunde Gumbels Wiedereinsetzung an der Heidelberger Universität betreiben.

Gumbel selbst hat von Amerika aus, wo er zur Zeit weilt, erneut gegen seine Absetzung protestiert und ein Verfahren wegen Meineides (!) gegen die nat.-soz. Zeugen gefordert! Man darf gespannt sein, wie sich das badische Staatsministerium zu diesem neuesten Erguß Gumbels verhält. In Heidelberg ist man jedenfalls froh, daß Gumbel endlich entfernt worden ist.

Gumbeleien!

Der vor einiger Zeit auf Betreiben der nationalen Studentenschaft von der Universität Heidelberg „entfernte“ sozialdemokratische Professor Gumbel hat an das badische Kultusministerium eine Verteidigungsschrift gesandt, in der es u. a. heißt, er hätte niemals von einem „Kriegerdenkmal“, sondern stets nur von einem „Kriegsdenkmal“ als einem Symbol des Krieges gesprochen! So sei seine Rede auch von den sozialdemokratischen Zeugen verstanden (?) worden, nur die Nationalsozialisten hätten ihm einen anderen Wortlaut(!) unterschoben!

Unterstützt wird Gumbel von der republikanischen Beschwerdestelle Berlin, die an das badische Staatsministerium „als eine der letzten republikanischen Regierungen (!)“ ein Schreiben gesandt hat, in dem es heißt, daß der Fall Gumbel kein Einzelfall ist, sondern

„angesichts des Terrors an vielen deutschen Hochschulen nur das Ergebnis des allgemeinen Ansturms der NSDAP. auf Beherschung der Universitäten überhaupt. Wird der Fall Gumbel nicht revidiert, so bedeutet er den Beginn einer allgemeinen Säuberung der Hochschulen von entschiedenen Republikanern.“

Wie ferner bekannt geworden ist, hat der pazifistische „Professor“ Gumbel schon vor der Entscheidung des badischen Kultusministeriums einen Lehrauftrag in Paris (!!) angenommen, wo er bereits im kommenden Semester Vorlesungen halten wird.

Vielleicht hatte Gumbel schon eine „Ahnung“, daß er geschaßt wird und sich daher beizeiten dahin gewandt, wo „deutsche“ Pazifisten immer gern gesehen sind: nach Frankreich! Daß Gumbel jetzt aber versucht, mit Wortklaubereien seine Rede abzuschwächen, ist doch ein starkes Stück: ob er nun „Kriegerdenkmal“ oder „Kriegsdenkmal“ gesagt hat, bleibt sich doch letzten Endes gleich: der Sinn seiner Rede bleibt derselbe. Daran kann auch eine republikanische „Beschwerdestelle“ nichts ändern. Gumbel hat den verdienten Lohn für seine Beschimpfung der Helden des Weltkrieges erhalten, er wird niemals wiederkehren. Und was die anderen „entschiedenen Republikaner“ anbetrifft, so wollen wir hoffen, daß ihre „Beschwerdestelle“ recht behält und daß der „Fall Gumbel“ wirklich eine allgemeine Säuberung der Hochschulen einleitet. Dann hat Gumbels Lehrtätigkeit wenigstens [illegible]

[illegible] am Morgen, Berlin

16.9.32.

Im Dienst des Faschismus

Der Hauptvorstand des SdS. löst Berliner Ortsgruppe auf

Der Hauptvorstand des Schutzverbandes Deutscher Schriftsteller hat seine Drohung wahrgemacht und in seiner Sitzung am Mittwoch, die einen unglaublichen Verlauf nahm, den Beschluß gefaßt, die Ortsgruppe Berlin, die größte, älteste und die Interessen der Schriftsteller wirklich wahrnehmende Ortsgruppe, kurzerhand aufzulösen.

Es war ein Kabinettstück gewerkschaftlicher Spaltungstechnik. Der Auflösungsantrag ging von dem Vorsitzenden des Schutzverbandes selbst aus, dem ehemaligen staatsparteilichen Landtagsabgeordneten, Mitglied des Ueberwachungsausschusses im Rundfunk, und jetzigen Oberschulrat Dr. Bohner. Bohner hatte vorher unter der Hand erklärt, falls sein Antrag nicht durchgehe, werde er zurücktreten. Außerdem betonte er offiziell, daß, falls die Berliner Ortsgruppe nicht aufgelöst werde, der Schutzverband von anderer Seite aus dem Vereinsregister gelöscht werde. Diese andere Seite sind gewisse Schriftstellerschichten aus dem Lager der Nazis, Deutschnationalen und Volksparteiler, die eine Einigung des SDS. in ihrem Sinne wünschen, d. h. also ein zu Kreuzekriechen der Schriftstellergewerkschaft vor den faschistischen, kulturreaktionären Methoden des jetzt herrschenden Systems.

Der Hauptvorstand mit Bohner und dem SPD.-Bonzen Breuer an der Spitze haben sich beeilt, den Wünschen des herrschenden Regimes nachzukommen. Und wer, wie die Berliner Ortsgruppe, gegen die Verhaftung und standrechtliche Erschießung von Schriftstellern innerhalb und außerhalb Deutschlands eintritt, wer etwa, wie die Berliner Ortsgruppe, den Hauptvorstand auffordert, im Falle Gumbel Schritte zu unternehmen, der ist ein Bolschewist oder zumindest ein „liberales zersetzendes Element", das entgegen den Satzungen Politik betreibt und deshalb nicht in den Schutzverband gehört.

In der Hauptvorstandssitzung, die die Auflösung beschloß, wurden alle Versuche der Vertreter der Berliner Ortsgruppe, die Verhandlung zu vertagen, um sich mindestens über die „Anklagepunkte" zu informieren, hohnlächelnd abgelehnt. Das Ganze war ein abgekartetes Spiel: Man hatte der Berliner Ortsgruppe weder die Begründung der Auflösung vorher zur Kenntnis gegeben, noch den Namen des Antragstellers.

Der Rechtsvertreter der Berliner Ortsgruppe, Dr. Rudolf Olden, erklärte, es sei unter diesen brutalen Verhandlungsmethoden, unter dieser Mißachtung des primitivsten Rechtsgefühls unmöglich, an der Verhandlung weiter teilzunehmen. Mit ihm verließen alle übrigen Mitglieder des Vorstandes der Berliner Ortsgruppe das Zimmer des Hauptvorstandes, der nun unter sich war und den schon längst gefaßten Beschluß der Auflösung formell erklärte.

Selbstverständlich ist, wie der Rechtsbeistand der Berliner Ortsgruppe erklärt, die Auflösung statutenwidrig, der Beschluß des Hauptvorstandes also null und nichtig und nicht rechtskräftig. Die Berliner Ortsgruppe ist also nicht aufgelöst, da sie gar nicht aufgelöst werden kann, und sie wird jetzt mit erhöhtem Nachdruck und mit Unterstützung weitester Kreise der deutschen Schriftstellerschaft den Kampf gegen den reaktionären Hauptvorstand weiterführen; ebenso ihr großzügiges Arbeitsprogramm für den Herbst und Winter.

World Telegram

16.9.32.

VISIONS CASTES AT HEIDELBERG IF NAZIS RULE

Non-Members Will Have to Use Rear Door, Ousted Professor Predicts.

CITES HIS OWN DISMISSAL

Tells of Misinterpreted Remark on True Definition of War Glory.

By EARL SPARLING,
World-Telegram Staff Writer.

Old Heidelberg, famous in song and story, will become a strange university if Adolf Hitler's Nazi party succeeds to power in Germany, Emil Gumbel, ousted Heidelberg professor, said today.

With Nazis in control, he said, the world can expect to see such queer things as the following:—

Nazi students marching to classes in uniform by the front entrance, with other students compelled to use the rear entrance.

A Nazi guard patrolling the university grounds night and day.

All foreign professors, and especially Jewish ones, using only the rear entrance.

Students voting on whether they shall elect to be instructed by the professors named by the university.

"All of those things have already been demanded by Nazi students at various German universities," revealed the Jewish professor [illegible] mathematical statistics who r[illegible] word of his dismissal fr[illegible] Heidelberg faculty while attending the Sixth International Congress on Genetics at Cornell University.

Want to Wear Uniform.

"Nazi students demanded the right to wear uniforms to classes at Frankfurt and in Berlin, and tried to force Jewish professors to use the rear entrance. They were refused. They have not gone that far at Heidelberg, but they have demanded there the right to elect the professors. Heidelberg refused, but in Mecklenburg that right has already been given them. In other words, the embryo demands the right to choose its mother."

Professor Gumbel was dismissed from Heidelberg on the alleged ground that he had offended German patriotism by asserting in a Socialist student meeting that "the monument to the fallen German soldiers is not a statue adorned with scantily clad ladies, but the turnip." He had been on the Heidelberg faculty more than ten years. The complaint against him was made by three Nazi students who slipped into the political meeting.

"Determined on Revenge."

"That is the pretext upon which I was dismissed," he said today at the International House, 500 Riverside Dr., "It is only a pretext. Moreover, it is absolutely false. I said nothing such as alleged

"I have fought against what is now the Nazi party ever since the formation of the Republic. I have called them murderers. The Nazi party today is the same party, under a different name and with different goals, that murdered Finance Minister Erzberger in 1921 and Foreign Affairs Minister Rathenau in 1922. Also, Liebknecht, the Socialist leader, in 1919. I wrote my book, 'Four Years of Political Murder' in 1923. I followed that with "The Black Army" in 1925, which is the same army, once secret, which now follows Hitler. In 1928 I published 'The Murders Within the Black Army.' Naturally, the Nazis have wished me no good.

'Essence of War Is Hunger."

"What I said at the meeting of Socialist students was this:—That war is a disaster and not as represented on the monuments. I said that the real essence of war is hunger. A million persons died of starvation in Germany during the World War. I reminded them that a turnip was all that most people had to eat during those dark days.

"I said nothing about our fallen German soldiers. I was speaking of war as war. I am a pacifist, of course. I hate war. Nor do I feel I am unpatriotic when I oppose war. Germany signed the Kellogg peace pact. If I speak against war I am only doing my duty to my country. In all my ten years at Heidelberg there has been no question of my doing anything wrong in my classrooms. In my classrooms I teach science. Political beliefs have no place there. I have expressed myself politically only in books and in political meetings."

Professor Gumbel is a mild looking man with a shock of graying hair. He discussed what happened to him with a philosophical smile. He said that, fortunately, he had a place at the University of Paris this winter.

He laughed ironically at the recent spectacle of the Nazis defending the Reichstag against Cha[illegible] lor von Papen's order to disso[illegible]

"It means nothing," he said [illegible] is an attempt by the Nazis to [illegible] people believe that their aims [illegible] different from the aims of the [illegible] ker government. The Nazis are [illegible] posed to a parliamentary gov[illegible] ment, just as the Junkers are.

A Kingdom Without a King.

"Junker strategy is to use [illegible] Nazis, but never to let them [illegible] the upper hand. I do not belie[illegible] either party really wants a ki[illegible] The old Junker idea was to let [illegible] king be absolute so they could r[illegible] him. They want the king to be a[illegible] solute now, without bothering re[illegible] to have a king. They will pres[illegible] the forms of Republican governm[illegible] but will destroy their meanings."

Discussing the anti-Semitism [illegible] the Nazis, he observed, "I am [illegible] Jewish descent, but I am more German, I feel, than many of them. I can trace my ancestry in Germany back to the 17th century. You have seen photographs of Hitler and the others. Look at me. Do I not look the more Nordic? It is a joke, a[illegible] evil one."

Deutsche Republik
Frankfurt
17. 9. 32.

DIE FASCHISTISCHE CHLOROFORMIERUNG

VON GRACIAN WEHR

Bis zum Sturze Brünings am 31. Mai 1932 sah man den drohenden Faschismus unmittelbar im Nationalsozialismus verkörpert, die von ihm angestrebte Eroberung der Macht sollte nach dem Wunsche dieser Bewegung wie in der Befürchtung der Gegner ein gewaltsames oder zumindest von heute auf morgen einzuführendes diktatorisches Regiment gegen Arbeiterschaft und bürgerliche Demokratie sein. Am Tage nach Brünings Sturz war offenkundig, daß außer der NSDAP, die erst auf dem Wege zur Macht war, noch eine andere reaktionäre volksfeindliche Gruppe aktiv im Kampf gegen die Republik stand, die Kolonne Schleicher, die aber bereits im Besitz der entscheidenden Waffe, der Reichswehr, und — nach wenigen Tagen — des Staatsapparats war. Die faschistische Hydra hatte über Nacht zwei Köpfe bekommen, neben dem Medusenhaupt Hitlers triumphierte das Janusgesicht Kurt von Schleichers. Zwischen beiden brauchte gar kein Wettlauf um die Macht einzusetzen, denn Schleicher hatte sie bereits. Als Hitler den berühmten Pakt mit Schleicher abschloß, war er bereits der Unteroffizier, der vom General kommandiert wurde. Vor den Toren der Macht stand nun der beutehungrige Faschismus der Straße, in der Reichskanzlei aber hatte sich bereits der Faschismus des Herrenklubs, die feudal-militärische Reaktion, häuslich

niedergelassen. Als Hitler am 13. August aus dem Reichspräsidentenpalais flog, waren es die gewichsten Juchten des neuen, des gouvernementalen Faschismus, die ihn die Treppen hinunterbeförderten, weil er nicht hatte parieren wollen.

Der gouvernementale Faschismus der Papen-Schleicher hat zwei Eigentümlichkeiten aufzuweisen, die ihn vom Idealtyp des gewalttätigen, revolutionären italienischen Faschismus und vom Nationalsozialismus unterscheiden: den Scheinkonstitutionalismus als Herrschaftsform und die Methode der kleinsten Schritte. Mit Hilfe des ersten legalisiert er, was er mit Hilfe der zweiten durchführt. Jener wendet das Gesicht dem antifaschistischen Volksteil zu, diese verwirklicht sukzessive den faschistischen Inhalt, den ursprünglich die Nationalsozialisten verwirklichen wollten. Der Scheinkonstitutionalismus wäre auch von Hitler als vorübergehendes Mittel zur Beseitigung der Demokratie benutzt worden, wenn er durch die objektiven Machtverhältnisse in Deutschland dazu gezwungen worden wäre. Seine bisherige Legalitätstaktik deutet darauf hin, daß er sich aufs Handwerk verstanden hätte. Aber dem Wesen der Sache nach kann er sich diese Spezialität faschistischer Tarnung nicht lange und nicht gründlich genug leisten, das beweist u. a. das — von einem realpolitischen nüchternen Standpunkt völlig unsinnige — „Entweder Mussolini oder gar nichts", mit dem er sich am 13. August die Niederlage bei Hindenburg einbrockte. Papen-Schleicher haben dagegen nicht nur mehr Zeit, sondern auch bessere Nerven als Hitler. Deswegen können sie sich den Luxus der kalten Faschisierung, den Faschismus auf Stottern, leisten, und ihn gar im Zeichen von Weimar etablieren. Denn das Charakteristische des gouvernementalen Faschismus ist, daß er es fertig bringt, im trüben Nebel einer anhaltenden Staatskrise das neue System autoritär-reaktionärer Staatsführung ebenso unmerklich und allmählich, wie systematisch und konsequent unter Dach und Fach zu bringen. Diese den gutgläubigen Deutschen angepaßte Methode dem antifaschistischen Volksteil ständig vor Augen zu führen, muß ein wesentlicher Bestandteil unseres ideologischen Kampfes gegen den Faschismus sein.

Die Faschisierung des deutschen Volkes wird ermöglicht durch eine fatale Kombination objektiver Faktoren und propagandistischer Mittel. Diese allein würden nicht genügen. Jene wäre unmöglich ohne den die Urteilskraft des gesunden Durchschnittsdeutschen lähmenden Druck auswegloser Not und Verzweiflung, unmöglich ohne den abgründigen Haß gegen die — in Wirklichkeit unerkannten — Urheber des Elends und der Arbeitslosigkeit, ohne den eingefleischten

Untertanenrespekt vor den Herrn von Schlot und Halm, vor Bürokratentum und Militär. In dieser Atmosphäre von falschem Bewußtsein, phantastischem Köhlerglauben und politischem Analphabetentum hat der Faschismus leichtes Spiel.

Vor den blinden Augen eines durch den imperialistischen Krieg und die kapitalistische Wirtschaftskrise bis zum Weißbluten gepeinigten Volkes können sich Lämmer in Wölfe verwandeln, ohne daß den guten Deutschen klar wird, was sich ereignet. Die Ausschaltung des logischen Denkens, die maßlose Brutalisierung der Gemüter, die Suggestion des rettenden Wundermannes bilden den „geistigen" Boden, auf dem das giftige Unkraut des Faschismus in die Höhe schießt. Die ideologische Ernte, die der Faschismus heute bereits einbringen kann, hat erschütternde Ausmaße aufzuweisen. Eine entscheidende Teilaufgabe der Faschisierung Deutschlands scheint endgültig gelöst: die Sanktionierung der „autoritären" Rechtsprechung und die auch von Staats wegen proklamierte Unterwertigkeit des nichtfaschistischen Volksteils. Die Lösung der Aufgabe ist für das gegenwärtige Regime nicht ohne Schwierigkeiten vor sich gegangen. Im Fall Potempa mußte Herr v. Papen die Idee der „Gerechtigkeit" in Schutz nehmen. Die faschistische Raubrittermoral konnte in ihrer plebejisch-zynischen Form von der christlich-konservativen Obrigkeit nicht akzeptiert werden. Aber was der nationalsozialistische Staatsanwalt Steinäcker theoretisch zu beweisen suchte, nämlich daß Mensch (Proletarier) durchaus nicht gleich Mensch (Faschist) sei, daß es also *zweierlei Recht* geben müsse, das hat man praktisch bereits angewandt, als man z. B. die Kommunisten als Staatsbürger zweiter Ordnung von der Benutzung des Rundfunks auszuschließen wagte. Wenn es sogenannte Liberale gibt, die es nur recht und billig finden, daß etwa die schlimmen Kommunisten weder kommunale Aemter bekleiden dürfen, noch der „Ehre" teilhaftig werden können, in die Reichswehr einzutreten (was Mitgliedern der NSDAP. erlaubt ist), so dürfte ihnen endlich einleuchten, daß sich im faschistischen Deutschland von heute und morgen kein treuer Staatsuntertan darüber aufregen wird, wenn das *Gleiche für Sozialdemokraten* und andere ähnliche „staatsgefährliche" Elemente dekretiert wird. Was kalte Faschisierung heißt, haben in diesen Tagen die ungeheuerlichen *Zeitungsverbote* bewiesen, mit denen auf längere Dauer — vorläufig nur — die kommunistische und linkssozialistische Presse bedacht worden ist. Wenn die „Sozialistische Arbeiterzeitung" (Organ der SAP.), bis zum 31. Oktober 1932, wenn die periodischen Druckschriften „Jugendinternationale" und „Roter Block" und „Antifaschistische Aktion" gar bis 8. *März*

1933 (!) mit einem Schlag verboten werden, wenn die „Rote Fahne" mit Unterbrechungen von ein paar Tagen seit Wochen und bis Mitte Oktober 1932 verboten wird, wenn die Organe der Rechts- und Linksopposition der KPD. dasselbe Schicksal erleiden — — so bringt man in der Tat das Kunststück fertig, ohne formelles Dekret eine unliebsame Presse mundtot zu machen. Was man auf direktem Weg zu diktieren scheut, das geschieht auf „legalem" Wege unter Einhaltung der kleinsten Bestimmung durch die Maßnahmen der ununterbrochenen Verbote. Notverordnungen, Terror der Straße und der Kanzleien, Ausschluß des Antifaschismus von Rundfunk, Theater und Kino, bilden die dem faschistischen Scheinkonstitutionalismus adäquate Form der Diktatur.

Da es mit der negativen Ausschaltung des antifaschistischen Protestes und der antifaschistischen Kritik nicht getan ist, muß vorläufig ab und zu, in Bälde dagegen, wenn sich die unliebsamen Stimmen häufen, durch Statuierung von massenhaften Exempeln die Autorität gesichert werden. Die Hochschulen sind nach der reichen geschichtlichen Erfahrung von Metternich bis Papen der geeignetste Ansatzpunkt. Denn die Geistigsten sind die Gefährlichsten, mit den deutschen Schweiks im Volke wird man schon fertig werden. Darum haben wir einen Fall Gumbel, d. h. einen Skandal, dessen sich künftige Generationen nicht weniger schämen werden als z. B. der Einkerkerung Schubarts auf dem Hohenasperg und der Malträtierung Friedrich Schillers in der Karlsschule zu Ludwigsburg. Vor rund hundert Jahren gab es im Deutschland der 39 Souveräne einen Fall, der, so verschieden auch Inhalt, Motive, Umstände gewesen sein mögen, nur der Fall Gumbel mit umgekehrtem Vorzeichen ist: es ist der Fall Kotzebue.

August v. Kotzebue, Dichter und Politiker, Staatsrat in russischen Diensten, kein Spion, wie die offizielle Legende erzählt, sondern ein von allen deutschen „Regierungen" anerkannter und geachteter russischer Beamter, wurde am 23. März 1819 vom Studenten Sand, einem für die Freiheit schwärmenden Jenaer Burschenschafter, erdolcht. Wofür? Ganz im Geiste der Anklage des akademischen Lehrkörpers gegen den revolutionären Pazifisten E. J. Gumbel schreibt darüber ein auf der gleichen zivilisatorischen Höhe wie die Professores Heidelbergenses stehender verschollener Historiker: „Der russische Staatsrath August von Kotzebue . . . hatte sich, nachdem er bereits durch seine frivolen, (1932: „leichtbekleidete Jungfrau"), das Sittlichkeitsgefühl tief verletzenden (1932: „Verräter verfallen der Feme") dramatischen Dichtungen und andere, das Ehrwürdigste (1932: den Krieg als Mordspiel)

mit Hohn überschüttenden Schriften den Unwillen (1932: Prügel-Krawall) aller edleren Gemüter (1932: Philosophische Fakultät und Engerer Senat zu Heidelberg, Kultusministerium in Karlsruhe) erregt, den besonderen Haß der (1932: nationalsozialistischen) Burschenschaften durch regelmäßige Berichte an den Kaiser Alexander (1932: an die zivilisierte Welt) zugezogen, in welchen er jede patriotische und freisinnige (1932: stockreaktionäre, faschistische) Regung verdächtigte (1932: anprangerte) und namentlich das Treiben (1932: jawohl, Treiben) auf den deutschen Universitäten (1932: ???) durch boshaften Spott (1932: „Kohlrübe als Kriegsdenkmal") lächerlich zu machen suchte."

Was erschien den freisinnigen Burschenschaftlern als eine „verdienstvolle Heldentat?" Antwort unseres Historikers: „An diesem ‚Verräter am Vaterland' ein Gottesgericht zu vollziehen."

Das Gottesgericht, das die Professoren der Universität Heidelberg auf Diktat der nationalsozialistischen Straße an ihrem — von ihnen selbst als wissenschaftlich hervorragend bezeichneten — Kollegen vollzogen haben, wird durch keinerlei „Karlsbader Beschlüsse" (1932: durch keine in Respekt vor der geistigen Freiheit handelnde Regierung) geahndet, die Hetzer werden nicht wegen Meineids bestraft, die Vergötterer des Kriegsmordes nicht in die Schranken gewiesen werden. Umgekehrt. Das antifaschistische Deutschland erlebt en miniature am Fall Gumbel sein eigenes Schicksal von morgen. Wenn sich gegen den Skandal der Absetzung Gumbels anderthalb Dutzend anständiger Professoren erheben, so zählt das nicht. Das Volk der Dichter und Denker ist bereits bis zur moralischen Bewußtlosigkeit durch den Faschismus chloroformiert. Kein Ankläger steht auf, um das Gottesgericht über die Untaten des Faschismus zu verkünden. Im Zeitalter der Revolutionen wird aber das Gottesgericht am Faschismus das Volksgericht sein.

HELLSEHEREI

VON PETER SCHWARZER

I.

Ich ahnte sofort nichts Gutes, als ich seinen unmodischen Schlapphut und die vielen alten Wälzer unter seinem Arm auftauchen sah. Und wirklich, obschon es noch genug leere Tische gab, er steuerte mit der Präzision des auf jeden wichtigen Vorgang im Braunen Hause folgenden Dementis auf unseren

17.9.32

GUMBEL

VON LOT ANKER

Laut Beschluß des badischen Unterrichtsministeriums vom 23. August ist Professor Emil I. Gumbel **nicht mehr Dozent** an der Universität Heidelberg. Formell ist damit von Amts wegen dem Antrag der Philosophischen Fakultät und des Engeren Senats der Heidelberger Universität stattgegeben worden, die nach den bekannten Vorfällen, über die hier des öfteren berichtet worden ist, die Entziehung der Lehrberechtigung für Gumbel gefordert hatten. Nach dem Fall Ossietzky ist dies der zweite unerhörte Schlag, der von behördlicher Seite einem dem herrschenden Regime politisch mißliebigen Intellektuellen beigebracht wird, zweifellos soll der Spruch, mit dem man Gumbel von seinem Lehrstuhl vertrieben hat, mindestens so den Publizisten von „Vier Jahre politischer Mord" und „Verräter verfallen der Feme" treffen wie den Dozenten. Die von nationalistischen Kreisen seit Jahren betriebene, in ihren Formen vollendet skrupellose Hetze gegen Gumbel galt natürlich diesem Gegner des Nationalismus, der sich in Gumbels Büchern so peinlich entlarvt sah, galt dem Pazifisten und Sozialisten Gumbel, der als akademischer Lehrer niemals davor zurückgeschreckt war, in öffentlicher Rede seine politische Ueberzeugung zu bekennen.

Inzwischen sind in der Oeffentlichkeit **zwei Kundgebungen** zum Fall Gumbel bekannt geworden, die über den engeren Rahmen hinaus von prinzipieller Bedeutung für die Wahrung der Geistesfreiheit sind. Die eine Kundgebung darf man in dem Urteil des aus den Professoren der Heidelberger Universität bestehenden **Disziplinargerichts** erblicken, das Anfang August einige wegen Störung der akademischen Sitte und Ordnung angeklagte nationalsozialistische Studenten mit einer milden **Verwarnung** bedacht hat. Man erinnere sich des Flugblatts gegen Gumbel, von dem wir in Heft 40 der „Deutschen Republik" unsern Lesern Kenntnis gaben und für das diese Nazi-Kommilitonen verantwortlich sind: hier wurde Gumbel als innerlich faul und angefressen, als volksverderbender Demagoge bezeichnet, dem das schmutzige Handwerk gelegt werden müsse, wurde in bezug auf Gumbel von dem gemeinen und zersetzenden Charakter dieses Juden, von dem Beschmutzer des Hochschullehrerstandes, von der traurigen Systemblüte, von dem Heuchler und den Lumpereien des Genossen Gumbel gesprochen. Die Heidelberger Professoren sehen keine Veranlassung, solchen Studenten den Besuch der Universität zu verwehren, — im Gegenteil: in der gleichen Urteilsbegründung, die die nationalsozialistischen Radaumacher von irgendwelch ernsten Verstößen gegen das akademische Leben und die „den akademischen Lehrern schuldige Achtung" faktisch freispricht, erhält der dergestalt angepöbelte und verleumdete Kollege Gumbel noch einen Rüffel, der ihm „mangelnde Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und ein mangelndes Vermögen, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen" zum Vorwurf macht. Aus dem geschwollenen Ton ins Deutsche übersetzt heißt das, daß die Heidelberger Professoren den nationalsozialistischen Verleumdern mehr Glauben geschenkt haben als dem Professor Gumbel, der die ihm zur Last gelegte „Kohlrüben"-Aeußerung in der beanstandeten Form nie getan hat. Wenn wir seinerzeit erklärt haben, daß die „liberale" Heidelberger Universität mit diesem beschämenden „Fall Gumbel" die **Aera des Dritten Reichs in der akademischen Sphäre eröffnet** habe, so können wir das nach allem inzwischen Vorgefallenen nur unterstreichen; denn be. so manch einem gerade der Heidelberger Dozenten hätte man annehmen können, daß er diese widerwärtige Verschwörung abgefeim-

1625

Hamburger Tageblatt

Für Gumbels Ehre!

Die fällige Ehrenerklärung für den Pazifisten Gumbel ist prompt eingetroffen. Auf ihr glänzen folgende Blüten der deutschen (?) Wissenschaft: Goldschmidt, Grünberg, Jastrow, Lessing, Oppenheimer, Rosenheim, Salinger, Levin u. a. m. Hier fehlt nur der Kollege

Dehn aus Halle, über dessen Tätigkeit offenbar der Mantel der Nächstenliebe gedeckt werden soll.

Hamburger Volkszeitung

Ausschnitt aus der Nummer vom: 18 SEP. 1932

Universitätsprofessoren für Gumbel

Professor Gumbel ist einer der wenigen, charaktervollen und aufrechten Männer unter den bürgerlichen Pazifisten Deutschlands. Er hat bereits vor vielen Jahren **gegen die kriegslüsterne und arbeitermordende Reaktion einen mutigen Kampf geführt.** In seinem Buch „4 Jahre politischer Mord" hat er die ganzen viehischen Meuchelmorde und Fememorde der Faschisten aller Schattierungen aufgedeckt. Das haben die Faschisten ihm nicht vergessen. In den letzten Jahren und Monaten haben sie ein wahres Kesseltreiben gegen Professor Gumbel organisiert, bis tatsächlich das badische Kultusministerium dem Antrag der Universität Heidelberg nachkam und dem Professor Gumbel **die Lehrberechtigung an der Heidelberger Universität entzog.**

Eine Anzahl namhafter deutscher Professoren hat an das badische Staatsministerium eine Erklärung geschickt, in der es heißt, daß sie in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel sahen, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, **daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde.** Aus diesem Grunde bitten sie das Badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel **in seinem Amt zu belassen."**

Diese Erklärung ist von folgenden Professoren unterzeichnet:

Professor Dr. E. v. Aster, Gießen; Professor Dr. Fritz Frank, Berlin; Professor Dr. Max Goldschmidt, Leipzig; Professor Dr. A. Götze, Marburg a. d. Lahn; Professor Dr. Carl Grünberg, Frankfurt a. M.; Professor J. Herrmann, Stuttgart; Professor Dr. Jastrow, Berlin; Professor D. Franz Keller, Freiburg i. B.; Professor Theodor Lessing, Hannover; Professor Dr. techn. h. c. Dr. Ing. R. Mehmke, Stuttgart-Degerloch; Professor Paul Oestreich, Berlin; Universitätsprofessor Arthur Rosenberg, Berlin; Professor Salinger, Berlin; Professor Dr. Levin, L. Schücking, Leipzig; Professor Anna Siemsen, Jena; Professor Ferdinand Tönnies, Kiel; Professor Dr. Franz Oppenheimer, Berlin.

4 Volkszeitung 17.9.32 New Yorker

Sozialismus u. Nationalsozialismu

Prof. E. J. GUMBEL

Verfasser bekannter Broschüren, in denen die Nationalsozialisten und die Fehmemörder blossgestellt werden und der auf Betreiben der faschistischen Reaktion vom badischen Ministerium seines Amtes an der Universit. Heidelberg enthoben wurde

SPRICHT

am DONNERSTAG, 22. Sept., 8 Uhr abends, im N. Y. LABOR TEMPLE, 243 Ost 84. Str.

KEIN ARBEITER FEHLE!

16 N. Y. Volkszeitung 18.9.32 Sonntagsbl

Sozialismus u. Nationalsozialismus

Prof. E. J. GUMBEL

Verfasser bekannter Broschüren, in denen die Nationalsozialisten und die Fehmemörder blossgestellt werden und der auf Betreiben der faschistischen Reaktion vom badischen Ministerium seines Amtes an der Universität Heidelberg enthoben wurde

SPRICHT

am DONNERSTAG, 22. Sept., 8 Uhr abends, im N. Y. LABOR TEMPLE, 243 Ost 84. Str.

KEIN ARBEITER FEHLE!

tester Reaktionäre nicht mitmachen würde! Es gibt Unterlassungssünden, die schwerer wiegen als offene Brutalitäten.

Wir freuen uns, daß wir gleichzeitig auch von solchen Professoren berichten können, die — unbeschadet ihrer politischen Einstellung — mutig genug sind, die Gumbel-Affäre beim rechten Namen zu nennen. In einer Eingabe an das Badische Staatsministerium haben zunächst neunzehn deutsche Hochschullehrer sich zu Gumbel bekannt, erklärend, daß sie im „Fall Gumbel" überhaupt keinen Fall, sondern „nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten" sehen und für die Belassung Gumbels im Amte eintreten. Unter den Unterzeichnern dieser kouragierten Kundgebung befinden sich u. a. die Berliner Professoren Jastrow, Oppenheimer, Oestreich, Rosenberg, ferner Prof. Grünberg aus Frankfurt, Prof. Tönnies aus Kiel, Prof. Lessing aus Hannover, Prof. Anna Siemsen-Jena. (Wollten wir die nennen, die wir vermissen, wären wir um Namen nicht verlegen . . . Ja, Bekennermut ist angesichts des faschistischen Windes selten geworden.) Die Solidarität dieser Hochschullehrer, die Gumbels radikaler Ueberzeugung zum Teil durchaus fern stehen, ist um so anerkennenswerter als die sogenannte „liberale" Presse sich hier durchaus schofel benommen und in einer haarsträubend schnuppigen Weise Gumbel die kalte Schulter gezeigt hat.

Wir haben keine Hoffnung, daß Professor Gumbels Einspruch gegen die Entscheidung des Ministeriums oder die Kundgebung seiner Kollegen mehr erreichen wird als — ja, sprechen wir doch wieder mal davon: das Gnadengesuch an den Reichspräsidenten in Sachen Ossietzky. Uns bleibt nur die Hoffnung, daß die der faschistischen Barbarei feindlichen Intellektuellen nicht weniger Rückgrat und Mut besitzen mögen als die vom gleichen Schicksal betroffenen Proletarier, die für ihre von einer Klassenjustiz „gerichteten" Brüder den Tageskampf führen.

MARGINALIEN VON ALOIS ALAUN

Deutsches Ansehen im Ausland.

Der deutsche Sender in der Schweiz, Beromünster: Nachrichtendienst: „In Waldenburg wurde vom Sondergericht ein Nationalsozialist, der einen Reichsbannermann getötet hatte, bloß zu sechs Monaten Gefängnis verurteilt, wegen Waffenmißbrauchs." Dem Schweizer Ansager lag es sicher fern, einen tendenziösen Bericht durchzugeben. Es ist für einen ausländischen Betrachter deutscher Ereignisse eben ganz selbstverständlich, daß nationalsozialistische Mörder bloß zu geringen Gefängnisstrafen wegen Waffenmißbrauchs verurteilt werden. Für die Betrachtung der deutschen Rechtsprechung aber ist dieses Wörtchen bloß aus dem Munde eines neutralen Ausländers ein sehr schwerwiegendes Wörtchen. Die Herren Deutschlands sind doch augenblicklich so kolossal bedacht auf das „Deutsche Ansehen im Ausland". Wie es darum in Wirklichkeit bestellt ist, mag dieses bescheidene Adverb illustrieren.

Legenden vom Erbfeind.

Da wir gerade vom Rundfunk reden . . sendet doch Königsberg neulich ein Hörspiel, in welchem ein teutscher Mann mit etwas fetter Stimme einem Erbfeind aus Paris sein „schlichtes deutsches Heim" vorführt. Was muß darauf der Erbfeind antworten? „Bei uns in Paris leben die Männer im Kaffeehaus, die Kinder werden in Heimen erzogen, und die Frauen . . von denen wollen wir lieber ganz schweigen . ." Fazit: Der deutsche Rundfunk hat die Aufgabe, seinen Hörern beizubringen, daß

Hamburger Tageblatt

Für Gumbels Ehre!

Die fällige Ehrenerklärung für den Pazifisten Gumbel ist prompt eingetroffen. Auf ihr glänzen folgende Blüten der deutschen (?) Wissenschaft: Goldschmidt, Grünberg, Jastrow, Lessing, Oppenheimer, Rosenheim, Salinger, Levin u. a. m. Hier fehlt nur der Kollege Dehn aus Halle, über dessen Tätigkeit offenbar der Mantel der Nächstenliebe gedeckt werden soll.

Hamburger Volkszeitung

Ausschnitt aus der Nummer vom: 18 SEP. 1932

Universitätsprofessoren für Gumbel

Professor Gumbel ist einer der wenigen, charaktervollen und aufrechten Männer unter den bürgerlichen Pazifisten Deutschlands. Er hat bereits vor vielen Jahren gegen die kriegslüsterne und arbeitermordende Reaktion einen mutigen Kampf geführt. In seinem Buch „4 Jahre politischer Mord" hat er die ganzen viehischen Meuchelmorde und Fememorde der Faschisten aller Schattierungen aufgedeckt. Das haben die Faschisten ihm nicht vergessen. In den letzten Jahren und Monaten haben sie ein wahres Kesseltreiben gegen Professor Gumbel organisiert, bis tatsächlich das badische Kultusministerium dem Antrag der Universität Heidelberg nachkam und dem Professor Gumbel die Lehrberechtigung an der Heidelberger Universität entzog.

Eine Anzahl namhafter deutscher Professoren hat an das badische Staatsministerium eine Erklärung geschickt, in der es heißt, daß sie in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel sahen, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das Badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen."

Diese Erklärung ist von folgenden Professoren unterzeichnet:

Professor Dr. E. v. Aster, Gießen; Professor Dr. Fritz Frank, Berlin; Professor Dr. Max Goldschmidt, Leipzig; Professor Dr. A. Götze, Marburg a. d. Lahn; Professor Dr. Carl Grünberg, Frankfurt a. M.; Professor J. Herrmann, Stuttgart; Professor Dr. Jastrow, Berlin; Professor D. Franz Keller, Freiburg i. B.; Professor Theodor Lessing, Hannover; Professor Dr. techn. h. c. Dr. Ing. R. Mehmke, Stuttgart-Degerloch; Professor Paul Oestreich, Berlin; Universitätsprofessor Arthur Rosenberg, Berlin; Professor Salinger, Berlin; Professor Dr. Levin, L. Schücking, Leipzig; Professor Anna Siemsen, Jena; Professor Ferdinand Tönnies, Kiel; Professor Dr. Franz Oppenheimer, Berlin.

Sozialismus u. Nationalsozialismu

Prof. E. J. GUMBEL

Verfasser bekannter Broschüren, in denen die Nationalsozialisten und die Fehmemörder blossgestellt werden und der auf Betreiben der faschistischen Reaktion vom badischen Ministerium seines Amtes an der Universit. Heidelberg enthoben wurde

SPRICHT

am DONNERSTAG, 22. Sept., 8 Uhr abends,
im N. Y. LABOR TEMPLE, 243 Ost 84. Str.

KEIN ARBEITER FEHLE!

Sozialismus u. Nationalsozialismus

Prof. E. J. GUMBEL

Verfasser bekannter Broschüren, in denen die Nationalsozialisten und die Fehmemörder blossgestellt werden und der auf Betreiben der faschistischen Reaktion vom badischen Ministerium seines Amtes an der Universität Heidelberg enthoben wurde

SPRICHT

am DONNERSTAG, 22. Sept., 8 Uhr abends,
im N. Y. LABOR TEMPLE, 243 Ost 84. Str.

KEIN ARBEITER FEHLE!

SAN FRANCISCO, CAL.
CHRONICLE

SEP 18 1932

The "Affaire Gumbel" no longer exists at Heidelberg University. Dr. Gumbel, the unregenerate pacifist who fought a lone fight for his beliefs, for fourteen years, has been dismissed. Dr. Gumbel once referred in a public speech to the field of war as "the field of dishonor," thereby making many enemies, and now, in these days of revived militarism in Germany, the political ax has at last fallen. The dismissal has caused much indignant comment in the independent press of Germany and throughout Europe. Even in the United States there have been disapproving comments; yet it is very doubtful whether this radical, impenitent enemy of war of every sort would have fared any better, if as well, in the universities of our "progressive" country than he fared at conservative Heidelberg.

* * * *

...Berliner Illustrierte Nachtausgabe, Berlin S...

19.9.32.

Herr Gumbel!

Gumbel, der Heidelberger Extraordinarius für Statistik, Mathematik und Sozialpolitik, reist, nachdem man ihm einen Lehrstuhl vor die Türe gesetzt hat, in Amerika herum und geifert gegen Deutschland: Die Hohenzollern hätten gegenwärtig die Macht bei uns, Reichskanzler v. Papen sei der Gefangene Hitlers, der, wenn er an die Macht käme (was er, Gumbel, allerdings nicht glaube), Deutschland zum Schauplatz eines großen Massenmordens machen werde.

Herr Gumbel redet also Quatsch. Aber die trüben Erfahrungen, die man mit dem Menschengeschlecht bisher gemacht hat, lehren eindeutig, daß Quatsch besonders gern geglaubt wird. Um so mehr, wenn sich sein Autor auf einen deutschen akademischen Titel berufen kann. Wie sollte man in Amerika auch darauf kommen, daß Gumbel, wäre er amerikanischer Staatsbürger, schon längst hinter Schloß und Riegel sitzen würde. Man kann sich dort drüben sicher keine Vorstellung davon machen, wie objektiv wir hierzulande mit unseren Gumbels verfahren. Das kommt nämlich daher: Wir leben bekanntlich in einem Rechtsstaat, ein Umstand, der uns von Zeit zu Zeit rühmend in Erinnerung gebracht wird. Aber unser Recht wird in verdünnter Luft zubereitet und eisgekühlt verabreicht. Denn es ist ein liberales Recht, es schützt gerade bei Verbrechen gegen die Volksgemeinschaft das künstlich überwertete Individuum gegen den Staat. Der abgefeimteste Hoch- und Landesverrat wird hierzulande mit allen Zeichen des Respektes quittiert, sobald man ihn nur in oberflächlich akademischen Formen vorbringt. So verlangt es die Objektivität.

Und trat man bisher der verfilzten Sippe der Landesverräter einmal etwas unsanft näher, so heulte der ganze, wohleinstudierte Chorus der Linkspresse sofort über die Behinderung der Lehrfreiheit, und Minister kamen wie die Stehaufmännchen hoch und bibberten vorschriftsmäßig vor amtlicher Entrüstung. „Nach objektiver Prüfung des Tatbestandes ..." hieß es dann. Diese Objektivität aber war eine Waffe gegen den nationalen Willen des Volkes. Also Grund genug für einen nationalen Staat, jetzt nach anderen Prinzipien zu handeln.

Gumbel schrieb einst: wenn man Verfahren gegen die deutschen Kriegsverbrecher einleitete, so müsse man sie auch durchführen. Gumbel war einer der Väter der Femehetze. Gumbel prägte das Wort vom „Felde der Unehre". Und dieser Geselle hat jetzt mit seiner Aeußerungen in Amerika, die in jedem Worte erlogen sind, sein sogenanntes Vaterland ganz bewußt geschädigt.

Eine Frage: Wird ihn nun, falls er es wagen sollte, nach Deutschland zurückzukehren, endlich ein Staatsanwalt in Empfang nehmen? Oder sind wir immer noch so objektiv, wie in den Zeiten des seligen Braun? Einem bisher unwidersprochenen Gerücht zufolge sollen diese Zeiten sich ja geändert haben.

K.

...Welt am Montag, Berlin

Ausschnitt aus der Nummer vom: 19. SEP. 1932

Zum Fall Gumbel

Um die Geistesfreiheit

Die jahrelang systematisch betriebene Hetze gegen den Heidelberger Professor Dr. Gumbel hat mit der gegen ihn ausgesprochenen Entziehung der Lehrberechtigung durch den Senat der Universität Heidelberg zu dem Erfolge geführt, den nationalistische Krawallmacher und ungeistige Reaktion seit langem erstrebt haben. Wahrscheinlich auch im Zeichen des Gewaltgeistes einer uns nunmehr bescherten grundsätzlich neuen Staatsführung hat man den anerkannten Gelehrten und zugleich mutigen Sozialisten Gumbel von der Hochschule gejagt.

Aeußerungen, außerhalb der Hochschule gemacht, nach Sinn und Wortlaut bestritten und lediglich von parteiisch interessierten Nationalsozialisten behauptet, waren einer akademischen Behörde Vorwand genug, der vielgepriesenen akademischen Freiheit ein Opfer zu bringen und Professor Gumbel wegen „mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation" aus dem Lehrkörper auszuscheiden; wer nach innen gegen politischen Terror und Mord und nach außen für Frieden und Verständigung kämpft, der wird verfemt, sogar wenn er außerhalb seiner Lehrtätigkeit einmal ein Wort seiner persönlichen Ueberzeugung ausspricht!

Die Spuren der berüchtigten „Lex Arons" tauchen auf und es gilt den Protest und den Widerstand aller Kämpfer für Freiheit in Forschung und Lehre wachzurufen. Es geht dabei nicht um die Person Gumbels allein, sondern um die Sache, um die Bedrohung der Freiheit der Menschenwürde überhaupt. Noch am 20. Juli hat eine andere akademische Behörde, der Rektor und Senat der Goethe-Universität Frankfurt a. M. in einer öffentlichen Kundgebung erklärt: „Duldung Andersdenkender ist ein Wesensteil unserer Forschungs-, Lehr- und Lernfreiheit. Wer sie verleugnet, der verrät, daß ihm die Reife akademischer Gesinnung abgeht. Achtung der Andersdenkenden ist ein Grundstein unserer Staatlichkeit. Wo diese Achtung verpönt wird, hört humanistischer Geist auf und beginnt ungeistiges Zünftlertum und eine Selbstgerechtigkeit armseliger Art..."

Solche Worte hätte man auch in Heidelberg, das nicht weit von Frankfurt entfernt liegt, beobachten sollen, bevor man über einen Wissenschaftler Gericht hielt, nur weil sich dieser als Privatmann auf eine seiner persönlichen Ueberzeugung entsprechende Art zur Sache des Friedens bekannte. Die sozialistischen Studenten bekennen sich unter warnendem Protest und ohne Furcht vor zeitweiliger geistiger und politischer Reaktion zu der Forderung Schillers: „Geben Sie Gedankenfreiheit!"

Heinz Krüger, cand. jur.

Der „Fall Gumbel" ist noch nicht erledigt.

N.Y. Herald, 19.9.32

Badisches Gesamtministerium wird Entscheidung der Unterrichtsbehörde, die ihn relegierte, nachprüfen.

Bei einem Besuch in unserer Redaktion, die vorgestern Dr. E. J. Gumbel, der hervorragende Mathematiker, den der Senat der Heidelberger Universität wegen seines „Pazifismus" relegierte, abstattete, legte der Gelehrte die Motive für diesen Schritt unreifen nationalsozialistischen Propagandisten zur Last, denen sich der akademische Untersuchungsausschuß der Ruperto Carola gebeugt habe. „Der Untersuchungsausschuß und nach ihm der Senat der Universität und schließlich das badische Unterrichtsministerium beugten sich," so erklärte uns Dr. Gumbel, „der politischen Hetze unreifer Elemente. Für die akademischen Behörden und den Kultusminister genügten die Aussagen dreier nationalsozialistischer Studenten und Versammlungsspitzel, die mir das Wort in den Mund legten, als Erinnerungszeichen des Krieges scheine mir nicht eine leichtbekleidete Jungfrau, sondern eine Kohlrübe am geeignetsten, mir die Eignung zum akademischen Lehrer abzusprechen."

Dr. Gumbel beruft sich demgegenüber auf das Zeugnis hunderter anderer, freilich niemals als Zeugen vernommener Versammlungsteilnehmer dafür, daß die drei Nazis sich einer tendenziösen Fälschung seiner Worte schuldig gemacht hätten. Wahr ei, daß er den Massenhunger als ein wesentliches Charakteristikum des modernen Krieges erklärt und daran erinnert habe, daß Kohlrüben ungefähr alles waren, was man zuletzt hinter der Front zu essen bekommen habe.

Von den Gefallenen des Weltkrieges, deren Gedenken Dr. Gumbel verletzt haben sollte — der Professor selber kämpfte an der Front des Weltkrieges! — habe er dabei überhaupt nicht gesprochen. Dr. Gumbel fuhr fort: „Meine von gehässigen politischen Gegnern (die das Disziplinargericht als klassische Zeugen betrachtete), gröblich entstellte Aeußerung fiel im Zusammenhang einer Betrachtung über ein „Kriegsdenkmal", nicht über ein „Kriegerdenkmal". Die badische Unterrichtsverwaltung spricht in ihrem Entscheid, der übrigens noch Gegenstand einer Nachprüfung durch das badische Gesamtministerium ist, von einer „Verletzung heilig zu haltender Empfindungen" und erklärt mein Verbleiben im Lehrkörper als „unvereinbar mit Würde und Ansehen der Universität". Dies geschah, nachdem Nazi-Studenten mich als einen „Schänder deutscher Ehre", einen „Schandflecken für die Universität", einen „jüdischen Lumpen" beschimpft hatten."

N.Y. Herald
6 20.9.32

Prof. Gumbel spricht im „Reichsbanner".

Die Kameraden des Reichsbanners werden aufgefordert, zu der am Donnerstag, den 22. Sept., im Labor Temple stattfindenden Versammlung zu erscheinen. Professor Gumbel, welcher seinen Lehrstuhl an der Heidelberger Universität durch die Hetze der Nationalsozialisten einbüßte, spricht über das Thema „Nationalsozialismus und Sozialismus". Freunde und Interessenten sind herzlich eingeladen.

N. Y. Staats-Zeitung 19.9.32

Der Fall Gumbel von Gumbel erzählt.

Der gemaßregelte Heidelberger Prof. besucht unser Sanktum.

Die Hauptperson eines lehrreichen Zeitdramas auf der akademischen Bühne spricht. Drei klassische Zeugen.

Interessanten Besuch hatte die Redaktion der „Staats-Zeitung" gestern in der Person des vor wenigen Tagen in Ithaca, wo er dem sechsten Weltkongreß für Genetik beiwohnte, von dem „blauen Brief" seiner vorgesetzten Behörde ereilten Heidelberger Professors Dr. E. J. Gumbel. Der Professor nahm die Gelegenheit wahr, uns mit seiner Seite der Kontroverse bekannt zu machen, die ein so grelles Licht auf die Zustände an den deutschen Universitäten unter der Herrschaft des parteipolitischen Gesinnungsterrors wirft.

Dr. Gumbel, ein Mathematiker, von dem der akademische Untersuchungsausschuß in Heidelberg feststellte, seine wissenschaftlichen Qualitäten ständen außer Frage und der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen würden „weithin anerkannt" und auch von dem Ausschuß in keiner Weise bezweifelt, hatte es als konsequenter Kriegsgegner mit den Nationalsozialisten verschüttet. „Der Untersuchungsausschuß und nach ihm der Senat der Universität und schließlich das badische Unterrichtsministerium beugten sich," so erklärte uns Dr. Gumbel, „der politischen Hetze unreifer Elemente. Für die akademischen Behörden und den Kultusminister genügten die Aussagen dreier nationalsozialistischer Studenten und Versammlungsspitzel, die mir das Wort in den Mund legten, als Erinnerungszeichne des Krieges scheine mir nicht eine leichtbekleidete Jungfrau, sondern eine Kohlrübe am geeignetsten, mir die Eignung zum akademischen Lehrer abzusprechen."

Dr. Gumbels Lesart der „Kohlrüben"-Geschichte.

Dr. Gumbel beruft sich demgegenüber auf das Zeugnis hunderter anderer, freilich niemals als Zeugen vernommener Versammlungsteilnehmer dafür, daß die drei Nazis sich einer tendenziösen Fälschung seiner Worte schuldig gemacht hätten. Wahr sei, daß er den Massenhunger als ein wesentliches Charakteristikum des modernen Krieges erklärt und daran erinnert habe, daß Kohlrüben ungefähr alles waren, was man zuletzt hinter der Front zu essen bekommen habe.

Von den Gefallenen des Weltkrieges, deren Gedenken Dr. Gumbel verletzt haben sollte — der Professor selber kämpfte an der Front des Weltkrieges! — habe er dabei überhaupt nicht gesprochen. Dr. Gumbel fuhr fort: „Meine von gehässigen politischen Gegnern (die das Disziplinargericht als klassische Zeugen betrachtete), gröblich entstellte Aeußerung fiel im Zusammenhang einer Betrachtung über ein „Kriegsdenkmal", nicht über ein „Kriegerdenkmal". Die badische Unterrichtsverwaltung spricht in ihrem Entscheid, der übrigens noch Gegenstand einer Nachprüfung durch das badische Gesamtministerium ist, von einer „Verletzung heilig zu haltender Empfindungen" und erklärt mein Verbleiben im Lehrkörper als „unvereinbar mit Würde und Ansehen der Universität". Dies geschah, nachdem Nazi-Studenten, die mich als einen „Schänder deutscher Ehre", einen „Schandflecken für die Universität", einen „jüdischen Lumpen" beschimpft hatten — meine Vorfahren sind seit drei Jahrhunderten Deutsche, und sagen Sie selber: sehe ich nicht „nordischer" aus, als Adolf Hitler? — von dem akademischen Disziplinargericht als würdig erklärt worden waren, weiter die Hörsäle der hohen Schule zu besuchen."

Der Krieg keins der „heiligsten Güter".

Unser Besucher, dessen durchgeistigte Züge bei der Schilderung dieser Vorkommnisse, die für ihn mit der Vernichtung der wirtschaftlichen Existenz verbunden waren, nur hin und wieder von einem ironischen Lächeln — als stärkster Affektäußerung — belebt wurden, bezog sich zum Schluß auf einen Passus seiner Verteidigungsschrift, in der er sich gegen die moralische Verdonnerung seiner pazifistischen Gesinnung in der Aera des (auch von Deutschland unterzeichneten) Kriegsächtungs-Paktes wendet und u. a. sagt:

„Nicht meine wirkliche Aeußerung, sondern eine nachweislich nicht von mir gebrauchte, in einem ganz bestimmten Sinne von den Zeugen böswillig entstellte, in objektiv unrichtiger Form wiedergegebene Aeußerung, die durch Verbreitung in der Presse, durch Flugblätter, Plakatanschläge, Postkarten und öffentliche Zitierung in Reden dem Bewußtsein weiter Kreise eingehämmert wurde, war dazu angetan, Empörung hervorzurufen. Die Wirkung des von den Nationalsozialisten verbreiteten Satzes kann also nicht mir zur Last gelegt werden. Ich habe keine heilig zu haltenden Gefühle verletzt. Ich habe zu ehren die gemeinsame Scholle, die Würde der Arbeit, die Not der Mütter, das Leiden der Armen und das Andenken der Toten. Gegen keine dieser Pflichten habe ich verstoßen. Der Krieg ist kein wesentliches Gut der Nation, sondern ein Unglück."

N. Y. Volkszeitung 20.9.32

Eine Erklärung zum Fall Gumbel.

Wir erhalten eine von 18 führenden deutschen Wissenschaftlern unterzeichnete Erklärung zum Falle Gumbel, die wir nachfolgend zum Abdruck bringen. Unter den Unterzeichnern befinden sich die bekannten Universitätsprofessoren J. Jastrow, Berlin; Fr. Keller, Freiburg; von Aster, Giessen; J. Hermann, Stuttgart; R. Mehnke, Stuttgart; F. Oppenheimer, Berlin; L. L. Schücking, Leipzig, und A. Siemsen, Jena. Professor Gumbel wird bekanntlich unter den Auspizien der "New Yorker Volkszeitung" am kommenden Donnerstag über "Sozialismus und Nationalsozialismus" im Labor Temple, 84. Str., sprechen.

"Das Badische Kultusministerium hat entsprechend dem Antrag der Universität Heidelberg auf dem Disziplinarweg dem bisherigen, nichtbeamteten ausserordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Damit ist er nach beinahe zehnjähriger Zugehörigkeit zur Universität der materiellen Grundlage seiner fruchtbaren und von der Universität mehrfach anerkannten wissenschaftlichen Tätigkeit beraubt.

Die Unterzeichneten vermögen zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen, zu den juristischen Grundlagen des Verfahrens und zu der Frage wie die Aussagen der drei nationalsozialistischen Belastungszeugen im Gegensatz zu den Aussagen aller anderen Zeugen zu werten sind, keine Stellung zu nehmen.

Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, dass die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen "Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde.

Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen."

[...]HNITT VOM: 20. SEP. 1932

Die Weltbühne
Berlin-Charlottenburg

Gumbel und Ossietzky

Aus dem Beschluß des badischen Kultusministers gegen Gumbel:

Dieselbe Eigenart kommt auch darin zum Ausdruck, daß Professor Dr. Gumbel vor Beginn seines Vortrags eine Einzeichnungsliste für den wegen Landesverrats rechtskräftig verurteilten C. v. Ossietzky in Umlauf setzen ließ. In der von den Studierenden zu unterzeichnenden Erklärung war der Verurteilte als „ein Mann von untadeliger Gesinnung" bezeichnet. Der Angeschuldigte hat die Belege zu diesem Schritt selbst zu den Akten gegeben. Offensichtlich hat sich ihm nicht die Frage aufgedrängt, ob nicht ein derartiges Eintreten für einen wegen Landesverrats Verurteilten die Studierenden zu der Auffassung verleiten könnte, daß ein akademischer Lehrer das Delikt des Landesverrats als solches nicht als ehrenrührige, die Grundlagen der staatlichen Ordnung gefährdende Verfehlung betrachte.

Einstein Protests Removal of Gumbel

BERLIN, Sept. 20 (Jewish Telegraph Agency).—Prof. Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Professor Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Prof. Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

Herald Tribune

---

20. 9. 32.

New Yorker Volkszeitung,

5-495[...]

Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold.

Zu der am Donnerstag von der "Volkszeitung" veranstalteten Versammlung, auf welcher Professor Gumbel von der Heieldberger Universität spricht, ist das "Reichsbanner" als Saalschutz angefordert. Dieser Aufgabe entledigen sich die Kameraden des Reichsbanners am besten dadurch, dass sie zahlreich und pünktlich erscheinen.

Kameraden! Seid euch eurer Pflicht bewusst, indem ihr vollzählig erscheint und damit zeigt, dass ihr bereit seid, die so notwendige Arbeitsgemeinschaft, welche eines Tages die Arbeiterorganisationen zusammenschliessen muss, zu unterstützen. Zeigt, dass ihr als Frontkämpfer zu jeder Zeit bereit seid, die Arbeiterbewegung nach Kräften zu unterstützen. Es gibt nur eine Kriegsteilnehmer - Organisation, welche gewillt ist, für Frieden, Freiheit und Völkerverständigung zu arbeiten und nicht eine zweite Rheinlandbesetzung herbeiwünscht, um wieder Krieg spielen zu können.

Alle republikanischen Kriegsteilnehmer werden daher aufgefordert, sich dem Reichsbanner anzuschliessen. Auch ist das Reichsbanner die einzige Kriegsteilnehmer - Organisation, welche sich ihrer Pflicht bewusst war und noch nicht gespalten war, wie es in New York so gang und gäbe ist.

איינשטיין און אנדערע געלערנטע פראטעסטירן געגען ענטזאגען דייטש-אידישן פראפעסאר

Sat? Vorwarts

בערלין, סעפט. 20 (איטא). — פראָ־
פעסאר איינשטיין און א גרויסע צאל
אנדערע פראמינענטע דייטשע פראפע־
סארען און געלעהרטע, זיינען איצט דא
ארויסגעקומען מיט א שארפען פראטעסט
געגען דער באזייטיגונג פון אידישען
פראפעסאר עמיל גומבעל פון היידעל־
בערגער אוניווערזיטעט. א פעטיציע,
וואס איז אונטערגעשריבען געווארען פון
17 פראפעסארען, איז צוגעשיקט געווא־
רען צו דער רעגירונג פון דער פראווינץ
באדען, פאדערענדיג אפצושאפען די
פארארדנונג פון באדישען בילדונגס־
מיניסטער, לויט וועלכער פראפעסאר
גומבעל איז באזייטיגט געווארען פון זיין
אמט. די דאזיגע פארארדנונג איז
ארויסגעגעבען געווארען אלס רעזולטאט
פון דעם שטארקען איינפלוס און אינ־
טריגעס פון די היטלעריסטען, וועלכע
האבען שוין זינט יאהרען אנגעפירט א
ביטערע העצע געגען דעם אידישען פרא־
פעסאר, וועלכער איז א פראמינענטער
סאציאליסט און באוואוסטער פאציפיסט.

אין זיין פראטעסט געגען דער פאר־
ארדנונג אויסצושליסען פראפעסאר גומ־
בעל פון אוניווערזיטעט, האט פראפע־
סאר איינשטיין געזאגט:

„דאס באזייטיגען פראפעסאר גומ־
בעל'ן פון אוניווערזיטעט וואלט, לויט
מיין מיינונג, געווען א פארברעכען פון
ערנסטען סארט. צי דארף א מענש פאר־
פאלגט ווערען דערפאר, ווייל ער אונ־
טערווארפט זיך ניט אונטער דעם שער־
ליכען מאסען־איינפלוס? און ווייל ער
האט דעם מוט צו קעמפען פאר דעם אמת
און מענשליכקייט, ניט נעמענדיג אפילו
אין באטראכט זיין פערזענליכע זיכער־
קייט און די אויסזיכטען פאר ערפאלג?
„דער רעספעקט פאר דער רעגירונג
קען נאר דאן אנגעהאלטען ווערען, ווען
זי האט נאר אין זין די גערעכטיגקייט
און באשיצט די קליינע צאל פארדינסט־
פולע פערזענליכקייטען, ניט צוהערענדיג
זיך צו דעם געשריי פון דעם ווילדען
המון".

אין דער פעטיציע, וואס די 17 פראָ־
פעסארען האבען צוגעשיקט צו דער בא־
דישער רעגירונג, ווערט אנגעוויזען אויף
די גרויסע פארדינסטען פון פראפעסאר
גומבעל פאר דער וויסענשאפט, און עס
ווערט געפאדערט מבטל צו מאכען דעם
אויסשלוס, וואס איז דורכגעפיהרט גע־
ווארען דורך דעם איינפלוס פון די „נאַ־
צים".

אויך פראפעסאר גומבעל, וועלכער גע־
פינט זיך איצט אין אמעריקא, וואו ער
האט זיך באטייליגט אין א קאנגרעס אין
קארנעל אוניווערזיטעט, האט אפעלירט
צו דער באדישער רעגירונג געגען זיין
אויסשלוס פון אוניווערזיטעט.

אין די וויסענשאפטליכע קרייזען פון
דייטשלאנד, און אויך אין דער ליבערא־
לער פרעסע האט דער סקאנדאל מיט
דעם אידישען פראפעסאר ארויסגערופען
א גרויסען רושם.

SPRINGFIELD, MASS.
REPUBLICAN
SEP 21 1932

PROTEST DISMISSAL OF JEWISH PROFESSOR

Berlin, Sept. 20—(Jewish Telegraphic Agency)—Prof Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Prof Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Prof Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

A petition signed by 17 famous professors was submitted to the government of Baden, asking the state to rescind the dismissal order, which was issued by the Baden minister of education.

In his protest, Prof. Einstein said: "Should a man be persecuted because he does not surrender to the worse mass suggestions, or because he has the courage to fight selflessly for the truth and humanity, without taking into consideration superficial success and personal safety? Respect for the authorities can be maintained only when they adhere to justice and protect the small number of worthy individuals, without regard of the cries of the mob."

Prof. Gumbel now is in the United States, where he attended the world genetic congress at Cornell university.

BOSTON, MASS.
HERALD
SEP 21 1932

PROF. EINSTEIN JOINS IN PROTEST

Scientists Want Gumbel Back To Heidelberg

BERLIN, Sept. 20 (Jewish Telegraph Agency)—Prof. Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Prof. Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Prof. Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

A petition signed by 17 famous professors was submitted to the government of Baden, asking the state to rescind the dismissal order, which was issued by the Baden minister of education.

In his protest, Prof. Einstein said: "Should a man be persecuted because he does not surrender to the worst mass suggestions, or because he has the courage to fight selflessly for the truth and humanity, without taking into consideration superficial success and personal safety? Respect for the authorities can be maintained only when they adhere to justice and protect the small number of worthy individuals, without regard of the cries of the mob."

MILWAUKEE, WIS.
JOURNAL
SEP 21 1932

Protest Ouster of Jew

Berlin, Germany—(Jewish Telegraphic Agency)—Prof. Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Prof. Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Prof. Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

New York American
SEP 21 1932

Einstein Protests Removal of Gumbel

BERLIN, Sept. 20 (Jewish Telegraph Agency).—Prof. Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Professor Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Prof. Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

PROTEST GUMBEL'S OUSTING

Einstein and 16 Others Ask Baden to Reinstate Heidelberg Teacher.

BERLIN, Sept. 20 (Jewish Telegraphic Agency).—Professor Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Professor Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg faculty. Professor Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

A petition signed by seventeen noted professors was submitted to the government of Baden, asking the State to rescind the dismissal order, which was issued by the Baden Minister of Education.

Professor Gumbel now is in the United States, where he attended the World Genetic Congress at Cornell University. 9.21.32 N.Y. American

---

THIS CLIPPING FROM
WASHINGTON, D. C.
STAR
SEP 21 1932

EINSTEIN PROTESTS PROFESSOR'S OUSTING

Dismissal of Jew From Faculty at Heidelberg University at Behest of Nazis Attacked.

BERLIN, September 21 (Jewish Telegraphic Agency).—Prof. Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Prof. Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Prof. Gumbel, a Jew, was ousted as a result of the Nazi agitation.

A petition signed by 17 famous professors was submitted to the government of Baden, asking the state to rescind the dismissal order, which was issued by the Baden minister of education.

In his protest, Prof. Einstein said: "Should a man be persecuted because he does not surreder to the worst mass suggestions, or because he has the courage to fight selfishlessly for the truth and humanity, without taking into consideration superficial success and personal safety? Respect for the authorities can be maintained only when they adhere to justice and protect the small number of worthy individuals, without regard of the cries of the mob."

Prof. Gumbel now is in the United States, where he attended the World Genetic Congress at Cornell University.

BOSTON,
POST
SEP 21 1932

PROTEST DISMISSAL OF PROF. GUMBEL

BERLIN, Sept. 20 (Jewish Telegraphic Agency)—Professor Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Professor Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Professor Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

A petition signed by 17 famous professors was submitted to the government of Baden, asking the state to rescind the dismissal order, which was issued by the Baden minister of education.

Chronicle
SAN FRANCISCO, CAL.
9-21-32

Savants Protest Nazi Ouster of Professor

BERLIN, Sept. [illegible] (Jewish Telegraph Agency)—Professor Albert Einstein and other German scientists have issued a protest against the dismissal of Professor Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Professor Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

N. Y. TIMES
SEP 21 1932

PROTEST GUMBEL'S OUSTING

Einstein and 16 Others Ask Baden to Reinstate Heidelberg Teacher.

BERLIN, Sept. 20 (Jewish Telegraphic Agency).—Professor Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Professor Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg faculty. Professor Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

A petition signed by seventeen noted professors was submitted to the government of Baden, asking the State to rescind the dismissal order, which was issued by the Baden Minister of Education.

Professor Gumbel now is in the United States, where he attended the World Genetic Congress at Cornell University.

WASHINGTON STAR
WASHINGTON, D. C.
SEP 21 1932

EINSTEIN PROTESTS PROFESSOR'S OUSTING

Dismissal of Jew From Faculty at Heidelberg University at Behest of Nazis Attacked.

BERLIN, September 21 (Jewish Telegraphic Agency).—Prof. Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Prof. Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Prof. Gumbel, a Jew, was ousted as a result of the Nazi agitation.

A petition signed by 17 famous professors was submitted to the government of Baden, asking the state to rescind the dismissal order, which was issued by the Baden minister of education.

In his protest, Prof. Einstein said: "Should a man be persecuted because he does not surreder to the worst mass suggestions, or because he has the courage to fight selfishlessly for the truth and humanity, without taking into consideration superficial success and personal safety? Respect for the authorities can be maintained only when they adhere to justice and protect the small number of worthy individuals, without regard of the cries of the mob."

Prof. Gumbel now is in the United States, where he attended the World Genetic Congress at Cornell University.

The Day

דער טאָג

"THE NATIONAL JEWISH DAILY"

NEW YORK FRIDAY, SEPTEMBER 23, 1932 פרייטאג, כ"ב אלול, תרצ"ב. פרייטאג, 23טער סעפטעמבער, 1932

ניו יארקער היטלעריסטען פרובירען צו שטערען פארזאמלונג, ביי וועלכע[ר] אנטזאגטער אידישער פראפעסאר פון דייטשען אוניווערזיטעט פארדאמט דעם אנטיסעמיטיזם פון די „נאצים"

פראפעסאר גומבעל, וועלכער איז באזייטיגט געווארען פון היידעלבערגער אוניווערזיטעט, קלערט־אויף בלבול, וואס „נאצי"־סטודענטען האב[ען] אויף איהם געמאכט.—פירער פון ניו יארקער היטלעריסטען [illegible]פט ארויס טומעל אויף מיטינג דורך אפטע צווישענרופען

טומעלדיגע סצענעס האבען זיך נעכטען אווענט אפגעשפילט אויף דער פארזאמלונג אין היגען דייטשען „לייבאר טעמפל", וואו דער באוואוסטער דייטש־אידישער פראפעסאר עמיל גומבעל, וועלכער איז באזייטיגט געווארען, דורך היטלעריסטישע אינטריגעס, פון היידעלבערגער אוניווערזיטעט, איז ארויסגעטראטען מיט א רעדע, אין וועלכער ער האט אויף א מוסטערהאפטען אופן אנגעוויזען אויף דער געפאר פון דעם היטלעריזם פאר דער דייטשער רעפובליק בכלל און פאר די אידען בפרט. דער טומעל האט אויסגעבראכען, ווען אייניגע היטלעריסטען, וועלכע האבען זיך געפונען צווישען דעם גרויסען עולם, האבען געמאכט צווישענרופען און געשטערט די רעדע פון פראפעסאר גומבעל.

דער באריהמטער דייטש־אידישער געלערנטער, וועלכער געפינט זיך איצט אויף א באזוך אין אמעריקא, האט, אין זיין רעדע, צוגלידערט דעם פראגראם פון די היטלעריסטען, און האט אנגעוויזען אויף דער לעכערליכקייט פון זייערע לאזונגען און ציעלען, ספעציעל בנוגע זייער שטעלונג צו דער אידען־פראגע.

„אויב די היטלעריסטען וועלען אין דייטשלאנד קומען צו דער מאכט, דאן וועט די לאגע פון די ארבייטער־פארטייען, און באזונדערס פון די אידען, נים זיין וואס מקנא צו זיין", האט פראפעסאר גומבעל געזאגט, אנווייזענדיג, אז די דייטשע ארבייטער־פארטייען דארפען זיך פאראייניגען צום קאמף געגען דעם היטלעריזם.

דער רעדנער האט ערקלערט, אז די איצטיגע פאפען־רעגירונג גיט־נאך אלע פאדערונגען פון די היטלעריסטען, און אז עס איז דאריבער ניט אויסגעשלאסען, אז עס זאל איננוכען קומען צו א פארשטענדיגונג צווישען דער איצטיגער יונקער־רעגירונג מיט די „נאצים".

פראפעסאר גומבעל האט דאן אויפ־[ק]לערט דעם בלבול, וואס די היטלע־[רי]סטען האבען געגען איהם געמאכט, און [ווא]ס האט געדינט אלס א פארמעלער [illegible]ט איהם צו באזייטיגען פון דער היי־[דעל]בערגער אוניווערזיטעט.

„די היטלעריסטען האבען אויסגע־[טר]אכט א מעשה, אז איך האב אויף א [illegible]לאסענער פארזאמלונג פון סאציא־[ליס]טישע סטודענטען באליידיגט דעם [illegible]ר פון דייטשען מלחמה־סאלדאט [illegible]ר דעם, וואס איך זאל האבען גע־[illegible]ט, „אז אויף דעם ארט פון דער יונג־פרוי מיט דער פאלמע אין דער האנט וואס שטעלט מיט זיך פאר דעם דייטשען קריגער־דענקמאהל, דארף אויסגעשטעלט ווערען א גרויסער קילע־בען". דאס איז נאטירליך א ליגען. א[יך] האב פאקטיש געזאגט, אז ווען מען דערמאנט זיך וועגען די צייטען פון דער מלחמה, דאן בלייבט דער אנדענק פון קילע־ריבען, דער מאכל, מיט וועלכען די דייטשען האבען זיך געשפייזט אין די הונגער־יאהרען פון דער מלחמה", האט ערקלערט דער אידישער געלערנטער.

אבער די אונטערזוכונגס־קאמיסיע, וואס האט אויסגעפארשט די היטלעריסטישע באשולדיגונג געגען גומבעל'ן, האט בעסער געגלויבט די ערקלערונג פון דריי היטלעריסטישע סטודענטען, און ניט פון אלע אנדערע סטודענטען, וועלכע האבען באשטעטיגט פראפעסאר גומבעל'ס רייד.

נעגען דעם אויסשלוס פון פראפעסאר גומבעל פון היידעלבערגער אוניווערזיטעט, האבען איצט אויפגעהויבען א פראטעסט א גרויסע צאל פראמינענטע דייטשע פראפעסארען און געלערנטע מיט פראפעסאר איינשטיין אן דער שפיץ.

פראפעסאר גומבעל וועט קומענדען מיטוואך רעדען אין באסטאן וועגען דער לאגע פון די אידען אין דייטשלאנד. דער מיטינג ווערט איינגעארדענט דורך דעם דארטיגען „בני־ברית"־ארדען.

BOSTON, MASS.
SEP 21 1932
Globe

EINSTEIN JOINS PLEA FOR OUSTED EDUCATOR

BERLIN, Sept 20 (Jewish Telegraphic Agency)—Prof Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Prof Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Prof Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

A petition signed by 17 famous professors was submitted to the Government of Baden, asking the State to rescind the dismissal order, which was issued by the Baden Minister of Education.

In his protest, Prof Einstein said: Should a man be persecuted because he does not surrender to the worse mass suggestions, or because he has the courage to fight selflessly for the truth and humanity, without taking into consideration superficial success and personal safety? Respect for the authorities can be maintained only when they adhere to justice and protect the small number of worthy individuals, without regard of the cries of the mob."

Prof Gumbel now is in the United States, where he attended the World Genetic Congress at Cornell University.

LOS ANGELES, CAL.
TIMES
SEP 21 1932

Einstein Fights Ousting of Jew

BERLIN, Sept. 20. (Jewish Telegraphic Agency)—Prof. Albert Einstein and other German scientists have issued a protest against the dismissal of Prof. Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Prof. Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Hitlerite agitation.

A petition signed by seventeen famous professors was submitted to the government of Baden asking the state to rescind the dismissal order.

WATERBURY, CONN.
REPUBLICAN
SEP 21 1932

EINSTEIN PROTESTS

Berlin, Sept. 20—(Jewish Telegraphic Agency)—Prof. Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Prof. Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Prof. Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

CLEVELAND, OHIO
PLAIN DEALER
SEP 21 1932

HIT PROFESSOR'S OUSTER

Einstein and Others Protest Dismissal of Gumbel.

BERLIN, Sept. 20.—(Jewish Telegraphic Agency)—Prof. Albert Einstein and a number of others issued a protest against the dismissal of Prof. Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Prof. Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

A petition signed by seventeen famous professors was submitted to the government of Baden, asking the state to rescind the dismissal order, which was issued by the Baden minister of education.

Prof. Gumbel now is in the United States, where he attended the World Genetic Congress at Cornell University.

JEWISH DAILY BULLETIN
Wednesday, Sept. 21, 1932. Entered as

Einstein Heads Group of 17 German Professors Asking Re-instatement of Prof. Gumbel

Protest Dismissal of Jewish Professor for Political Views at Instance of Nazis

(Jewish Telegraphic Agency)

BERLIN, Sept. 20—Prof. Albert Einstein and a number of other German scientists and professors have joined in a protest against the dismissal of Professor Emil J. Gumbel, Jewish professor, from University of Heidelburg. Prof. Gumbel was ousted owing to the pressure of the Nazis who objected to him because he is a Jew and who abhorred his Socialist and particularly his pacifistic views.

This is the first time since the establishment of the German Republic that a professor has been ousted from a German university because of his political convictions.

A petition signed by seventeen prominent German professors has been submitted to the Government of the State of Baden asking that the dismissal order issued by the Baden Minister of Education be rescinded.

In his protest against Prof. Gumbel's dismissal, Prof. Einstein said: "The ousting of Prof. Gumbel would be, I am convinced, an outrage of the gravest kind. Should a man be persecuted because he does not surrender to the worst mass suggestions, or because he has the courage to fight selflessly for the truth and humanity without taking into consideration the superficial success and personal safety? The respect for the authorities can be maintained only then when they adhere to justice and protect the small number of worthy individuals without regard of the cries of the mob."

Prof. Gumbel, who is now on a visit to the United Statss, where he attended the world Genetic Congress at Cornell University, has appealed to the State Government of Baden against his expulsion. The ousting of the Jewish professor caused something of a furore in German scientific circles as well as in the Republican press.

BRIDGEPORT, CONN.
TELEGRAM
SEP 21 1932

EINSTEIN JOINS PROTEST OF GUMBEL'S DISMISSAL

BERLIN, Sept. 20.—(Jewish Telegraphic Agency) Prof. Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Prof. Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Professor Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation.

A petition signed by 17 famous professors was submitted to the government of Baden, asking the state to rescind the dismissal order, which was issued by the Baden minister of education.

In his protest, Professor Einstein said: "Should a man be persecuted because he does not surrender to the worse mass suggestions, or because he has the courage to fight selflessly for the truth and humanity, without taking into consideration superficial success and personal safety? Respect for the authorities can be maintained only when they adhere to justice and protect the small number of worthy individuals, without regard to the cries of the mob."

Professor Gumbel now is in the United States, where he attended the world genetic congress at Cornell university.

Vortrags-Abend

PROF. E. J. GUMBEL

der auf Betreiben der faschistischen Reaktion vom badischen Minist... seines Amtes an der Universität Heidelberg enthoben wurde, spricht am

DONNERSTAG, 22. SEPTEMBER 1932
Abends 8 Uhr
im N. Y. LABOR TEMPLE, 243 Ost 84. Strasse, New York

Thema: Sozialismus und Nationalsozialismus

EINTRITT 15 CENTS

22. SEP. 1932
Vossische Zeitung, Berlin
Abendausgabe

28 Professoren für Gumbel

Zur Maßregelung des Heidelberger Professors E. J. Gumbel haben 28 Professoren eine Erklärung herausgegeben, in der es heißt: Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen.

HEUTE spricht Professor Gumbel im Labor Temple, 243 Ost 84 St.,

Sozialismus und Nationalsozialismus!

Niemand, der sich zum Kampfe gegen den Faschismus bekennt, darf fehlen!

N. Y. Volkszeitung 22.9.32

AUSSCHNITT VOM: 23 SEP. 1932
Halberstädter Tagebl.

28 Professoren für Gumbel.

Zur Maßregelung des Heidelberger Professors E. J. Gumbel haben 28 Professoren eine Erklärung herausgegeben, in der es heißt: Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen.

Professor Gumbel hielt interessanten Vortrag.

Professor Gumbel, der von der deutschen Reaktion seines Lehramtes entsetzte mutige und unerschrockene Bekämpfer des deutschen Faschismus, sprach gestern abend im Labor Temple zu seinen in Scharen erschienenen Zuhörern über "Sozialismus und Nationalsozialismus".

Er besprach, Punkt für Punkt das Programm der Faschisten und erwähnte auch die komunistische Bewegung.

Wegen der vorgerückten Stunde — bei Schluss der Redaktion war die Diskussion des Vortrages noch in vollem Gange — können wir einen ausführlichen Versammlungsbericht erst morgen bringen.

N. Y. Volkszeitung 23.9.32

23 SEP. 1932

Königsberger Hartungsche Zeitung, Königsberg i. Pr.

Morgenausgabe

28 Professoren treten für Gumbel ein

Zur Maßregelung des Heidelberger Professors E. J. Gumbel haben 28 Professoren eine Erklärung ausgegeben, in der es heißt: Sie sehen in diesem Falle überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruches auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letzte entscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amte zu belassen.

N. S. Kurier, Stuttgart, 23. 9. 32.

Der Jude Gumbel beschwert sich — das professorale Judentum sekundiert ihm

Aus Newyork (!) läßt sich die „Neue Badische Landeszeitung" melden, daß der Jude Gumbel gegen seine Entfernung von der Heidelberger Universität durch das badische Unterrichtsministerium Beschwerde eingelegt habe. Außerdem will er gegen die Belastungszeugen — Meineidsanzeige erheben. (!)

Das hat noch gefehlt! Statt daß dieser schamlose Besudler der deutschen Volks- und Soldatenehre heilfroh ist, so billigen Kaufes davongekommen zu sein — eine nationalsozialistische Regierung wäre mit dem Burschen anders verfahren —, treibt er die jüdische Frechheit so weit, gegen seinen Hinauswurf auch noch zu meckern! Es steht zu hoffen, daß ihm die zuständigen Stellen auf diese Unverschämtheit die richtige Antwort nicht schuldig bleiben!

Die jüdischen Dozenten auf den deutschen Hochschulen treten natürlich warm für „ihren" Gumbel ein. Achtzehn „Professoren" haben sich gefunden, die eine Entschließung an das badische Staatsministerium unterzeichneten, in dem sie der „Befürchtung" Ausdruck verliehen, daß die Entfernung des Juden Gumbel nur den

„Anfang einer Säuberung der Hochschulen von allen entschiedenen Republikaner"

darstelle, und aus diesem Grunde bäten sie das badische Staatsministerium, den Juden Gumbel in seinem Amte zu belassen.

Wir sehen von der Arroganz des Judentums, wir wissen jetzt wenigstens, was man unter einem „entschiedenen Republikaner" versteht! Also so ein trauriger Tropf, wie der Jude Gumbel muß man sein, um in den maßgebenden Kreisen der Judokratie als „entschiedener Republikaner" angesprochen zu werden!

Das ist ja hochinteressant!

Nicht minder interessant ist die Liste der bemerkenswerten Herren, denen angesichts der Gumbelschen Erledigung das saubere Gewissen schlägt, in der Angst, ihre einträglichen Pöstchen zu verlieren. Es handelt sich um folgende Herren:

E. V. Aster (Gießen; Fritz Frank (Berlin); Max Goldschmidt (Leipzig); Goetze (Marburg); Carl Grünberg (Frankfurt); J. Hermann (Stuttgart); Jastrow (Berlin); Franz Keller (Freiburg i. Br.); Theodor Lessing (Hannover); Fr. Mohmke (Stuttgart; Franz Oppenheimer (Berlin); Arthur Rosenheim (Berlin); Paul Oestrich (Berlin); Arthur Rosenberg (Berlin); Salinger (Berlin); Le[illegible] Schücking (Leipzig); Anna Siemsen (Jena) und Ferdina[illegible] Tönnies (Kiel).

Es wäre sicher eine interessante Aufgabe für ei[illegible] Rasse- und Familienforscher, unter dieser erlauchten, bi[illegible]lischen Gesellschaft den — Reklamegoi herauszusuchen! — „Entschiedene Republikaner — —!"

BALTIMORE, MD.
SUN

SEP 23 1932

GERMANY'S PATRIOTIC EMOTIONS FREE AGAIN

Bouton Discusses Amazing Change That Has Come About In National Sentiment With Von Papen Cabinet—Only Nazis Hold Critically Aloof

By S. MILES BOUTON
[*Special Correspondence of The Sun*]

BERLIN, Sept. 4.

NOT ONLY the events of the last few weeks in Germany, but also their echo abroad, show how far the world has progressed since 1918.

It could fairly have been expected that what has happened here would stand the world on its head. The formal notice that Germany intends to persist in her demand for equality of armaments, coupled with the unmistakable inference that she will not be bound by treaty provisions if that demand be refused, would have brought a flood of incendiary language in the capitals of formerly Allied powers even two years ago.

Today only some particularly cantakerous press organs have become excited. The tone in general seems almost objective.

—o—

THERE HAS EVEN BEEN little reference in Paris to "the sacredness of treaties," a phrase formerly used on every occasion. Perhaps the officials and the press there have been reminded that in 1848 France's diplomatic representatives in all countries were instructed by Foreign Minister Lamartine to present to the governments to which they were accredited the following statement:

> The treaties of 1815 no longer have any existence in the eyes of the French Republic. . . . That the French Republic now declares loudly and openly that it is her right and her mission to reach an alteration along regular and peaceful lines testifies to the sound sense, the moderation, the conscientiousness and the wisdom of the French Republic, and all this is for Europe a better and more genuine guaranty than the letter of these treaties, which have often been violated or changed by Europe.

Possibly, too, it is being recalled that Article 8 of the statutes of the League of Nations provides for a revision at least every ten years of the clauses regarding security and armaments and that the present situation has existed unchanged for more than thirteen years.

—o—

IT IS LIKELY that America still has only an incomplete idea of the astounding *bouleversement* that has come about in Germany [illegible]

that organization's existence of almost fourteen years, the governments of both the Reich and Prussia have taken part officially, and the Crown Prince, in his general's uniform, has been received with fervent enthusiasm everywhere he has appeared.

—o—

BUT IT IS A MISTAKE to suppose that all this means that anyone wants war. Last night the Stahlhelm put on at the Kroll Opera war drama which played in the trenches in all three acts, the time being the last days of the war. The play could have been presented on the Socialists' *Volksbühne* without exciting a word of protest from the audience. It showed war in all its horror, filth and suffering. It was the most effective piece of anti-war propaganda I have ever seen.

The German pacifists, in their efforts to make anti-war propaganda, defeat their own ends by vilifying the soldiers instead of the war. Typical is the case of Professor Gumbel, who was dismissed a few days ago from the faculty of the University of Heidelberg. A year or two ago he referred to soldiers "dying on the field of dishonor." More recently, apostrophizing a soldiers' monument representing a German maiden mourning for the dead, he declared: "For me this is no German maiden, but a gigantic turnip." German pacifists even refuse to do honor to the soldier dead, and they thus revolt normal men and women who like war no better than they do.

The actors in this Stahlhelm play dealt no more gently with war than do the pacifists. They used language about it—language containing some words which I would not dare indicate even indirectly for American readers. But they went over the top when the whistle sounded, few of them came back, and one coward, who had sneaked back into the trench and pretended to be wounded, listened to a blistering denunciation from the survivors and then went over alone, "conquering the *Schweinhund* that is in every man," as his dying lieutenant said. Such are the men who are still typical of German—not the Gumbels, the Prof. Albert Einsteins and that ilk.

New Yorker Volkszeitung, Samstag, den 24. Sept. 1932

Professor Gumbel als Redner.

Der vom Zentral-Propaganda-Komitee der N. Y. Volkszeitung im Labor Temple veranstaltete öffentliche Vortrag von Professor Gumbel wurde vom Genossen Winter als dem Vorsitzenden der Versammlung mit einigen Begrüssungsworten eingeleitet. Danach ergriff Professor Gumbel, von den den grossen Saal des Labor Temple vollauf füllenden, dichtgedrängten Zuschauern mit begeistertem Applaus begrüsst, das Wort.

Sofort, ohne langatmige Einleitungen, ohne weitere Umschweife, nahm er sich seine alten Erbfeinde, die Nazis und ihre Abarten — die Sozialrevolutionäre und die "Schwarze Front", alles Töchter der gleichen Mutter — aufs Korn und führte, die 25 "endgültigen" Punkte der N. S. D. A. P. im einzelnen durchgehend und zitierend, das so viel gepriesene, gelobte und fanatisch verfochtene Programm Hitlers ad absurdum. Immer auf die Originalquellen zurückkehrend, zeigte er, wie unlogisch, alles und nichts versprechend und in seiner Naivität und Unverfrorenheit oft komisch das "heilige" Vermächtnis des "Führers" ist, wie aber auch gerade in seiner Elastizität, Unbestimmtheit und seinen Widersprüchen die Anziehungskraft für den in politischen Dingen unerfahrenen Menschen liegt.

Mit Sozialismus hat der Nationalismus nichts gemein als den Namen; seine "Brechung der Zinsknechtschaft" und seine "Bodenreform", um nur zwei der sozialistisch anmutenden Programmpunkte herauszugreifen, sind leere Phrasen, da sie mit der prinzipiellen Anerkennung des Privateigentums, die Hitler in einem besonderen Vorwort dem Programm vorausschickt, Hand in Hand gehen.

Voller Widersprüche und unklar ist nicht nur das Programm, das endgültige Ziel, sondern auch der Weg, die Politik der Nazis. "Kampf dem Kapitalismus", "Kampf der Regierung" ist die Parole, tatsächlich aber spielt die Politik der Nazis, ihr Zusammengehen mit den Kapitalisten und Grossindustriellen, ihr Zusammengehen mit der Junkerregierung von Papens, den Arbeiter dem Kapitalisten in die Hände. Sie unterstützen die Regierung nach einem Kuhhandel, bei dem für sie die Aufhebung des Uniformverbots und ein paar andere Konzessionen heraussprangen, in ihrem Kampf gegen die Gewerkschaften, die Bollwerke der Arbeiterbewegung, und in ihrem Kampf gegen die Tarifverträge, den Schutz der Arbeiter gegen Unternehmerwillkür und Ausbeutung.

Trotz dieser arbeiterfeindlichen Politik, die sich nicht nur in von ihnen unterstützten arbeiterfeindlichen Gesetzen und Regierungsmassnahmen zeigt, sondern auch bewiesen wird durch die tätlichen Angriffe auf Arbeiter und Gewerkschaftshäuser und die Morde, die auf Konto der Nazis zu schreiben sind.

Die Tatsache, dass in den Reihen der Nationalsozialisten auch Arbeiter stehen, ist der vielleicht zu achtlosen Politik der sozialistischen Parteien zuzuschreiben, die die Gefahr des Faschismus in Deutschland zu lange unterschätzt und nicht früh genug erkannt haben. Aber jetzt noch, in zwölfter Stunde, kann die Gefahr gebannt werden, dem vereinigten Proletariat kann keine Macht der Welt widerstehen. "Einigkeit ist die Losung der Stunde! Einigung der Bruderparteien, das Vergessen der kleinlichen Differenzen, Bildung der Einheitsfront des Proletariats im Kampf gegen den Faschismus ist die Forderung!"

Eine lebhafte, sehr angeregte und interessante, manchmal auch stürmische Diskussion war bei der Zusammensetzung des Publikums aus Sozialisten, Kommunisten, Nationalsozialisten und Bürgerlichen aller Färbung eien Selbstverständlichkeit. Schlagfertig, oft witzig, gewandt und immer den Fragenden gerecht werdend, gab Prof. Gumbel in seinem Schlusswort zusammenfassend Antwort.

Der starke Widerhall, den der Vortrag, wie der Vorsitzende, Gen. Winter, mit Recht hervorhob, bei den Versammelten fand, bewies — ebenso wie der starke Besuch —, dass das politische Interesse in der deutschsprechenden amerikanischen Arbeiterschaft überaus gross ist, und dass die New Yorker Volkszeitung in ihrer Aufgabe, im sozialistischen Sinne aufklärend zu wirken, die nötige Anerkennung findet.

L. F.

Ansicht eines deutschamerikanischen Nazis.

Erstens einmal herzlichsten Dank für die Wiedergabe der Meinungen verschiedener Deutschamerikaner über die deutschfeindliche Politik der deutschen sozialdemokratischen Partei. Daß diese Zuschriften von Deutschamerikanern kamen, ist umso erfreulicher, da von gewissen Seiten die Berechtigung des Begriffs „Deutschamerikaner" abgelehnt wird als ein Zwitterding, das weder mehr deutsch ist, noch schon amerikanisch sein kann. Aber kein Deutscher hätte die marxistische Politik der deutschen Sozialdemokraten besser verurteilen können.

Zweitens ein Wort zu den Auslassungen des hervorragenden Mathematikers Dr. Gumbel von Heidelberg im Herold. Eine Frage an Herrn Dr. Gumbel: Welcher menschenfreundliche Dozent aus Heidelberg hat bei einer Feier des New Yorker Reichsbanners im August 1927 in der Kreutzer-Halle während der Festrede folgendes gesagt: „Es ist besser, daß die Franzosen im Rheinland stehen, als daß das Rheinland von deutschen Fürsten regiert wird." Der Unterzeichnete, der bei jener Feier als damaliger Angehöriger des New Yorker Wehrwolf mit elf anderen Kameraden anwesend war, hat diese Worte eines hier zu Besuch weilenden Heidelberger Dozenten bis heute nicht vergessen. Diese Worte sind kennzeichnend für die deutschen Marxisten.

Nun noch ein Wort zu der bevorstehenden Wahl hier in U. S. Als ehemaliger Angehöriger des Freikorps Märker (Totenkopfbataillon), Berliner Wehrwolf, New Yorker Nazi und jetziger „Deutschamerikaner" wählt der Unterzeichnete Norman Thomas, weil Thomas die amerikanische Partei vertritt, die Hitlers nationalsozialistischen Programmpunkten von allen amerikanischen Parteien am nächsten kommt. Die beiden kapitalistischen Parteien, Republikaner und Demokraten, kommen nicht in Frage. Es besteht ein gewaltiger Unterschied zwischen den hiesigen und den deutschen Sozialisten. Während die deutschen Sozialdemokraten fast durchweg rote Fahnen zeigen, führen die hiesigen Sozialisten nur amerikanische Fahnen, sind also national, erst Amerikaner und dann Sozialisten, während die deutschen Sozialisten nur international sind, aber keine Deutschen.

Ein neuer „Deutsch-Amerikaner."

New Yorker Herold 23.9.32

Herald 24.9.32

Prof. Gumbel vor Sozialisten.

Mit Rücksicht auf die Bedeutung der Person des Vortragenden, Prof. Dr. E. J. Gumbel, hat dessen Referat über „Sozialismus und Nationalsozialismus" vor dem deutschen Zweig der Sozialistischen Partei im Labor Tempel eine überfüllte Versammlung, die sich aus allen Parteirichtungen zusammensetzte, gebracht. Auch eine geschlossene Gruppe der Nationalsozialisten und der Kommunisten war anwesend.

Nachdem Prof. Gumbel alle Punkte des nationalsozialistischen Programms an Hand der einschlägigen, authentischen Druckschriften in wissenschaftlicher Weise behandelt hatte, beantwortete er die Fragen der anwesenden Kommunisten und Nazis in durchaus sachlicher, vornehmer Form, sodaß die Versammlung und die Behandlung eines so heiklen Themas ein versöhnliches Ende fand.

Vor der nächsten Versammlung des Reichsbanners wird Prof. Gumbel über den „Kampf um die Republik" sprechen und zwar am Samstag, den 1. Oktober, 9 Uhr abends in der Austrian Hall, 245 Ost 82. Str. Jedermann ist eingeladen.

Hessischer Volksfestverein, N. Y.

Prof. Gumbel vor Sozialisten.

Mit Rücksicht auf die Bedeutung der Person des Vortragenden, Prof. Dr. E. J. Gumbel, hat dessen Referat über „Sozialismus und Nationalsozialismus" vor dem deutschen Zweig der Sozialistischen Partei im Labor Tempel eine überfüllte Versammlung, die sich aus allen Parteirichtungen zusammensetzte, gebracht. Auch eine geschlossene Gruppe der Nationalsozialisten und der Kommunisten war anwesend.

Nachdem Prof. Gumbel alle Punkte des nationalsozialistischen Programms an Hand der einschlägigen, authentischen Druckschriften in wissenschaftlicher Weise behandelt hatte, beantwortete er die Fragen der anwesenden Kommunisten und Nazis in durchaus sachlicher, vornehmer Form, sodaß die Versammlung und die Behandlung eines so heiklen Themas ein versöhnliches Ende fand.

Vor der nächsten Versammlung des Reichsbanners wird Prof. Gumbel über den „Kampf um die Republik" sprechen und zwar am Samstag, den 1. Oktober, 9 Uhr abends in der Austrian Hall, 245 Ost 82. Str. Jedermann ist eingeladen.

Forward

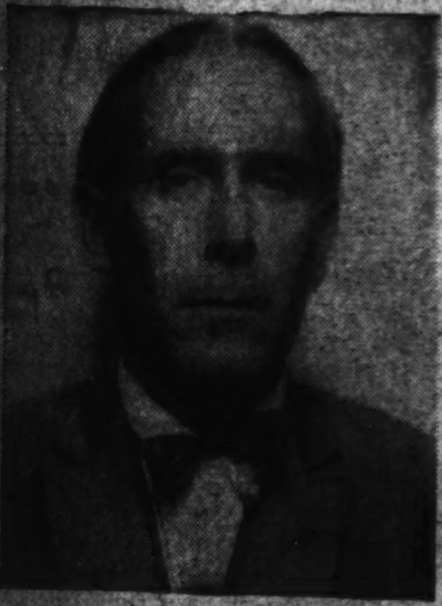
פאָרווערטס

Vol. XXXVI. No. 12,723—Daily New York, Friday, September 23, 1932

[illegible]

ניו יאָרקער היטלעריסטען מאַכען סקאַנדאַל ביי מיטינג פון ענטזאָגטען אידיש-דייטשען פּראָפעסאָר

היטלעריסטען מאַכען טומעל, ווען ער רעדט אין ניו יאָרק.



פּראָפעסאָר גומבעל

פּראָפעסאָר גומבעל אַפּט אונטערבראָכען, ווען ער רעדט וועגען היטלעריסטישען בלבול

ערקלערט אויף א מיטינג אין ניו יאָרק, ווי אזוי היטלעריסטישע סטודענטען האָבען געזאָגט ליגענס וועגען איהם, אום ער זאָל אָפּגעזאָגט ווערען פון היידעלבערגער אוני-ווערסיטעט. — סאָציאַליסטען האָבען איהם באַשטימט אויף זיין שטעלע.

(ספּעציעלער באַריכט פון דער „איטא")

טומעלדיגע [illegible] האָבען זיך נעכטען אווענט [illegible]

סאָר גומבעל פון היידעלבערגער אוני-ווערזיטעט האָבען איצט אויפגעהויבען א פּראָטעסט א גרויסע צאָהל פּראָמי-נענטע דייטשע פּראָפעסאָרען און גע-

[illegible]

BULLETIN

the week

holidays

JEWISH DAILY BULLETIN CO.

Executive and Editorial Office

125 East 46th Street, New York, N. Y.

Jacob Landau ....President

Samuel Bienstock ....Treasurer

Sylvain Birnbaum ....Secretary

Vol. IX. Sunday, Sept. 25, 1932. No. 2363.

Nazis Attempt to Break Up Gumbel Meeting

National Socialists attempted to break up a meeting held at the German Labor Temple on Thursday night during an address delivered by the prominent German Jewish professor, Dr. Emil Gumbel, who last month was ousted from the faculty of the University of Heidelberg, owing to Nazi pressure.

A small group of Nazis attended the lecture and made several attempts to shout down Professor Gumbel.

Professor Gumbel, who came to this country in connection with the Eugenics congress, is spending a short time here.

In the course of his address, he stated that the position of the Jews and the labor classes will not be enviable should the Nazis succeed in attaining power.

He accused the government of Chancellor Franz von Papen of tolerating every act of the Nazis and stated his belief that a working agreement between the Nazis and the junker government is not excluded, particularly in the light of recent developments.

MILWAUKEE, WIS.
LEADER

SEP 26 1932

Einstein Defends Jewish Professor

BERLIN — Prof. Albert Einstein and a number of other German scientists have issued a protest against the dismissal of Prof. Emil J. Gumbel from the University of Heidelberg. Prof. Gumbel, a Jew, was ousted as a result of Nazi agitation. He now is in the United States where he attended the world genetic congress at Cornell university.

A petition signed by 17 famous professors was submitted to the government of Baden, asking the state to rescind the dismissal order, which, was issued by the Baden minister of education.

"Respect for the authorities can [illegible] maintained only when they ad[illegible]re to justice and protect the [illegible]all number of worthy individ[illegible], without regard of the cries of [illegible] mob," Einstein said.

Die Weltbühne
Berlin-Charlottenburg

Professor Gumbel. Die Erklärung, die eine Anzahl von Professoren gegen Ihre Maßregelung erlassen haben, hat inzwischen neue Unterschriften gefunden. Wir finden unter den Unterzeichnern: Ernst v. Aster, Albert Einstein, Max Goldschmidt, Carl Grünberg, J. Jastrow, Franz Keller, Theodor Lessing, Franz Oppenheimer, Paul Oestreich, Arthur Rosenberg, Levin L. Schücking, Anna Siemsen, Oskar Stillich, Ferdinand Tönnies, R. Wilbrandt und andre.

AUSSCHNITT VOM: 27 SEP. 1932

Nordhäuser Zeitung u. Generalanzeiger, Nordhausen

28 Professoren für Gumbel. Zur Maßregelung des Heidelberger Professors E. J. Gumbel haben 28 Professoren eine Erklärung herausgegeben, in der es heißt: Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen.

[AUS]SCHNITT VOM: 27 SEP. 1932

Kieler Zeitung und Handelsblatt, Kiel

Der hat gerade noch gefehlt

Der „Liga für Menschenrechte" ist es tatsächlich gelungen, für ihre Erklärung an das Badische Kultusministerium, worin sie sich für den von der Universität Heidelberg entfernten Prof. Gumbel einsetzt, außer den bisherigen Unterschriften einiger Gelehrter noch zehn weitere Universitätslehrer dazu zu bewegen, ihre Unterschrift für diesen „guten" Zweck herzugeben; zwar befindet sich unter den „Neuen" wieder kein einziger Lehrer der Heidelberger Universität, aber dafür kann die Liga diesmal mit einem ganz Prominenten aufwarten: Albert Einstein.

Der hätte dabei allerdings wirklich gerade noch gefehlt.

New-Yorker Herald 28. 9. 32.

Prof. Gumbel kann es nicht gewesen sein.

In Ihrer Nummer vom 23. fragt ein „Deutschamerikanischer Nazi", der (Vorsicht ist die Mutter der Weisheit) seinen Namen nicht nennt, mich: „Welcher menschenfreundliche Dozent aus Heidelberg hat im August 27 in der Kreutzer-Halle im Reichsbanner gesagt: „Es ist besser, daß die Franzosen im Rheinland stehen, als daß das Rheinland von deutschen Fürsten regiert wird."

Da dieser Redner als Marxist bezeichnet wird, will der Fragende wohl den Eindruck erwecken, daß ich dies gesagt habe.

Da ich im August 1932 zum erstenmal nach New York gekommen bin, ist diese Anfrage als Beitrag zur politischen Legendenbildung sehr interessant. Ich kann sie nicht beantworten.

E. J. Gumbel.

CALLS HITLER MESSIAH OF A MYSTICAL CULT

Heidelberg Professor Ousted for Attacks on Nazis Talks at Synagogue Here.

N. Y. Times 28. 9. 32

Hitlerism in Germany is not a political movement but a mystical cult, similar to many others in history which sprang up in times of great stress and suffering, declared Professor Emil Gumbel of the University of Heidelberg in an address on "Mysticism and Reality in the 'Nazi' Movement," delivered at the Jewish Academy of the German Jewish Congregation, Central Synagogue, Lexington Avenue and Fifty-fifth Street. The visitor spoke in German.

Professor Gumbel, who for ten years had occupied the chair of mathematical statistics at Heidelberg, was recently dismissed from the faculty after the publication of his book "Four Years of Murder," in which he presented evidence that the Nazis were responsible for 400 political murders, as well as charges that the men who participated in the plot which resulted several years ago in the assassination of Chancellor Walter Ratenau are now members of the Hitler party.

Dr. Gumbel read from Hitlerite documents, distributed among the German masses, which attempt to prove by symbols that the world war was the nefarious plan of the Jews, the Jesuits and the freemasons, and that the Jews "stabbed Germany behind the front," after the German Army had already won the war.

In times of suffering, Professor Gumbel added, the people look for miracles and messiahs to bring them [illegible] millennium, and Hitler is not in [illegible]lity a political leader, but a false [illegible]siah, in whom both the starving [illegible] and the defeated junkers [illegible] their faith.

COSHOCTON, OHIO
TRIBUNE

SEP 29 1932

HITLER AND THE UNIVERSITIES

WHAT will happen in Germany's world-renowned institutions of higher learning if Hitler gains power? A clew to the answer is given by Prof. Emil Gumbel, professor of mathematical statistics at Heidelberg for 10 years, who received word, while attending a scientific congress in this country, that he had been ousted by Nazi influence. The Hitlerite demands, already granted at some universities, include the following, the professor says: Nazi students, in uniform, will use the front entrances to buildings, and others will use rear entrances; foreign professors, particularly Jewish ones, will use rear entrances; students will vote on whether the professors are acceptable to them.

The caliber of Hitler's aims is indicated in this one phase of his program for Germany. Bigotry, childishness, incentives to discord, interference with sound institutions—all dominate his political as well as his educational program.

DETROIT, MICH.
TIMES

SEP 28 1932

Hitler Is Called "False Messiah"

International News Service Wire

NEW YORK, Sept. 28.—Hitlerism in Germany is a mystical cult and not a political movement, in the opinion of Emil Gumbel, professor at the University of Heidelberg. In times of suffering, he said in an address here last night, the people look for miracles and Messiahs to save them. Hitler is not in reality a political leader but a "false Messiah" in whom the starving masses have placed their faith, he said.

DANVILLE, VA.
BEE

SEP 30 1932

Calls Hitler Messiah of a Mystical Cult

NEW YORK, Sept. 30.—Hitlerism in Germany is not a poitical movement but a mystical cult, similar to many others in history which sprang up in times of great stress and suffering, declared Professor Emil Gumbel of the Universit yof Heidelberg, in an address on "Mysticism and Reality in the 'Nazi' Movement," delivered at the Jewish Academy of the German Jewish Congregation, Central Synagogue, Lexington Avenue and Fifty-fifth street. The visitor spoke in German.

Professor Gumbel, who for ten years had occupied the chair of mathematical statistics at Heidelberg, was recently dismissed from the faculty after the publication of his book "Four Years of Murder," in which he presents devidence that the Nazis were responsible for 400 political murders, as well as charges that the men who participated in the plot which resulted several years ago in the assassination of Chancellor Walter Ratenau are now members of the Hitler party.

Dr. Gumbel read from Hitlerite documents, distributed among the German masses, which attempt to prove by symbols that the World war was the nefarious plan of the Jews, the Jesuits and the Freemasons, and that the Jews "stabbed Germany behind the front," after the German army had already won the war.

In times of suffering, Professor Gumbel added, the people look for miracles and messiahs to bring them the millennium, and Hitler is not in reality a political leader, but a false messiah, in whom both the starving masses and the defeated junkers place their faith.

WARSAW, IND.
TIMES

SEP 29 1932

Called "False Messiah."

New York, Sept. 29.—Hitlerism [illegible] Germany is a mystical cult and [illegible] poltical movement, in the opinion [illegible] Emil Gumbel, professor at the University of Heidelberg.

Here is the Announcement you have been waiting for:

The Speaker for the B'nai Brith Meeting

to be held

WEDNESDAY EVENING, SEPTEMBER 28TH, 1932

is none other than

PROFESSOR EMIL T. GUMBEL

of the University of Heidelberg, Germany

PROFESSOR EMIL T. GUMBEL, German scholar and pacifist leader, arrived in this country about three weeks ago. Shortly after his arrival, he was advised that he had been dismissed from the University of Heidelberg, the ouster being brought about by the Nazis, who objected to him because he was a Jew and particularly because of his pacifist views. Professor of Science and Philosophy, Professor Gumbel has been a storm center in Germany for many years and is regarded as one of the leading professors of the University of Heidelberg.

His book, *Four Years of Murder,* (published in 1924) in which he presented evidence of the murder of four hundred republican leaders created a great furor.

A few days ago, Professor Albert Einstein and seventeen other German professors joined in a protest against Gumbel's dismissal. Professor Gumbel proposes to return to Germany shortly to agitate against the legality of his dismissal and to demand that the order be rescinded.

Professor Emil Gumbel is an orator of note and a very famous linguist, speaking English most beautifully. His knowledge of conditions in Germany is that of a first hand observer and one who has taken an active personal part in fighting for right and liberty.

His visit to Boston has been arranged by Amos Lodge B'nai Brith and will be his only visit to this part of the country.

INVITE YOUR PROSPECTIVE NEW MEMBERS TO ATTEND THIS MEETING

AUXILIARY AND LODGE BUSINESS MEETING 8 to 9	SPEAKING AND ENTERTAINENT Promptly at 9 P. M.	COFFEE AND CAKE Afterwards

30. 9. 32.

Gumbel-Gimpel. Eine Reihe von Hochschullehrern hat ein Gesuch an die badische Landesregierung gerichtet, sie möge ihre Anordnung, die den wegen seiner taktlosen Schmähungen gegen die deutschen Soldaten bekannten Professor Gumbel von der Universität Heidelberg wies, revidieren. Die Begründung dieses Gesuches ist höchst eigenartig. Die gelehrten Herren schreiben, sie könnten nicht beurteilen, was Herrn Gumbel vorgeworfen werde, da ihnen das Material zur Urteilsbildung fehle. Trotzdem nähmen sie gegen den Spruch der Universität und des Ministeriums Stellung, weil die Ankläger Gumbels Nationalsozialisten seien und man fürchten müsse, daß diese — gelänge ihnen der Streich gegen Gumbel — weiter gegen die Lehrfreiheit auf den Universitäten Sturm laufen würden. Das badische Ministerium ist — parteipolitisch gesehen — sozialistisch-klerikal. Die beiden Parteien, die in ihnen herrschen, sind sicher nicht verdächtig, nationalsozialistischen Bestrebungen Vorschub zu leisten. Uns scheint im Gegensatz zu den sich beschwerenden und die badischen Minister beschwörenden Kollegen Gumbels das allein Entscheidende zu sein, was Gumbel getan hat. Hat er etwas getan, was ihn unwürdig macht, Hochschullehrer zu sein, so war der in Karlsruhe gefällte Spruch rechtens — und wenn es zehnmal Nationalsozialisten waren, die auf seine Vergehen aufmerksam gemacht haben. Nicht darauf kommt es an, wer klagt, sondern darauf, ob die Anklage berechtigt ist. Gewiß wird das Kollegium, das Gumbel vom Katheder wies, die Berechtigung der Anklage besonders gründlich geprüft haben, und auch das badische Ministerium, das politisch dem Beklagten näher steht als den Klägern, wird alles, was möglich war, zur Entlastung des keifenden Professors herangezogen haben. Der Wunsch seiner Freunde, ihn nun nachträglich noch von jeder Verfehlung freizusprechen, ist geradezu ungeheuerlich. Wer Gumbel rechtfertigen will, muß beweisen, daß er unschuldig ist. Da seine Tat feststeht, könnte der Beweis nur so geführt werden, daß man erklärt, nicht straffällig sei, was er beging. Das wagen die Männer, die ihm beispringen wollen, denn doch nicht. Ihre Eingabe ist deswegen albern — obwohl hochgelehrte Herren sie unterzeichnet haben.

[illegible] Vorwärts, Berlin

Ausschnitt aus der Nummer vom: 2 OKT. 1932

Die Juden für Gumbel!

Der Mann, der unsere Gefallenen beschimpfte!

Die Pazifisten, Sozialdemokraten und Juden wollen anscheinend den „Fall Gumbel" noch immer nicht für erledigt betrachten. Ihre unrühmlich bekannte „Republikanische Beschwerdestelle", die immer noch ihr unappetitliches Gewerbe betreibt, hat sogar eine „Beschwerdeschrift" an das badische Staatsministerium geschickt, das den Professor Gumbel seinerzeit aus seinem Lehramt an der Universität Heidelberg entfernt hatte. Die „Beschwerdestelle" bezeichnet darin die badische Regierung als „eine der letzten republikanischen Regierungen" und meint, daß der Fall Gumbel keinen Einzelfall darstelle, sondern „den Beginn einer allgemeinen Säuberung der Hochschulen von entschiedenen Republikanern".

Das ist der Beschwerdestelle natürlich unangenehm. Deshalb möchte sie gern, daß Gumbel wieder in sein Amt zurückgerufen werde. Geschähe dies, dann könnten wir aber ihr und dem badischen Staatsministerium nur versichern, daß dann allerlei passieren würde, wofür wir nicht geradestehen wollen! Gumbel ist von der gesamten Studentenschaft in Heidelberg und von der deutsch denkenden Öffentlichkeit mit einer Entschiedenheit abgelehnt worden, daß seine etwaige Wiederkehr Vorkommnisse heraufbeschwören müßte, die besser vermieden bleiben! Aber man kann sich links beruhigen: Gumbel ist, soviel wir wissen, gar nicht mehr „greifbar". Gumbel hat nämlich in Paris, wohin sich alle Pazifisten seines Kalibers begeben sollten, einen Lehrauftrag angenommen, darf also wohl als „besetzt" gelten. Interessant ist freilich, daß Gumbel den französischen Lehrauftrag bereits akzeptierte, ehe das badische Ministerium seine Entscheidung getroffen hatte. Gumbel wußte also wohl schon, was ihm bevorstand, und zog aus der Unhaltbarkeit seiner Lage in Heidelberg seine Konsequenzen.

Um so merkwürdiger ist es, daß sich Gumbel nun auch seinerseits beschwerdeführend an das badische Ministerium gewendet und eine Verteidigungsschrift eingereicht hat. Wir verstehen den Genossen Gumbel nicht. Ein Mann, aus dessen Wort die berüchtigte Äußerung von dem „Felde der Unehre" stammt, auf dem die Soldaten des Weltkrieges gefallen seien, ein Mann, der die deutschen Gefallenendenkmäler, die dem deutschen Volke heilig sind, beschimpfen und mit Dreck bewerfen konnte, indem er sagte, für ihn seien die Kriegerdenkmäler „eine einzige große Kohlrübe", — hat sich aus der deutschen Volksgemeinschaft selber ausgeschlossen. Gumbel hat, solange er im Lehramt in Heidelberg saß, sich nicht nur etwa „gelegentliche Entgleisungen" zuschulden kommen lassen, sondern nach seinem ganzen Auftreten verraten, wie bewußt er im Gegensatz zu jener Grundhaltung stand, die das deutsche Volk von seinen Hochschullehrern erwarten muß.

Anscheinend gibt es aber eine ganze Reihe von Hochschullehrern, die von den Erwartungen, die das deutsche Volk an ihre Lehrämter knüpft, offenbar keine Ahnung haben. Sonst könnte es nicht vorkommen, daß sich eine Gruppe jüdischer und judenfreundlicher Hochschuldozenten gefunden hat, die die Eingaben der Beschwerdestelle und des Genossen Gumbel auch noch ihrerseits durch eine dritte Eingabe unterstützen zu müssen geglaubt hat. Es handelt sich um Kaster (Gießen), Max Goldschmidt (Leipzig), Theodor Lessing (Hannover), Carl Grünsberg (Frankfurt a. M.), Franz Oppenheimer (Berlin), Paul Östreich (Berlin), Artur Rosenheim (Berlin), Salinger (Berlin), Levin Schücking (Leipzig), Anna Siemsen (Jena) und F. Tönnies (Kiel). Die Herrschaften „verlangen" die Wiedereinsetzung Gumbels in sein Amt. Sie zeigen damit, daß die Reinigung der deutschen Hochschulen doch wohl eine sehr dringende Aufgabe der nächsten Zukunft sein muß, denn Verteidiger Gumbels können durch ihr Eintreten für diesen Patron nur eines beweisen: daß auch sie nämlich gar kein Organ dafür haben, weshalb Menschen Gumbelschen Schlages uns Deutschen einfach unerträglich sind!

Uns dünkt, daß man viel zu spät an die Beseitigung Gumbels herangegangen ist. Ja, man hatte ihn ja vor noch gar nicht so langer Zeit noch zum Professor ernannt, wofür ein mit Zentrumshilfe amtierender roter Kultusminister verantwortlich zeichnete! Und man hat so getan, als ob es nun eine „Sache der Staatsautorität" wäre, Grumbel gegen das Reinlichkeitsbedürfnis der deutschen akademischen Jugend auf seinem Lehramt zu halten, — einen Mann, der sich seinen Pflichten gegenüber der deutschen Nation überhaupt nicht bewußt gewesen ist und sich anscheinend mit der Einbildung trug, daß der Mantel der „Lehrfreiheit" seine Haßausbrüche und zersetzenden Schandurteile decke! Nach dem, was Gumbel sich geleistet hat, betrachten wir ihn nicht mehr als zum deutschen Volk gehörig, und es ist ein Dienst an der akademischen Lehrfreiheit, daß man sie durch Gumbels Entfernung vor Mißbrauch geschützt hat!

Wie wenig Gumbel übrigens darauf gibt, als Deutscher zu gelten, bewies seine Vortragsreise durch Amerika. Er hat dort in seinen Vorträgen haßerfüllt gegeifert, die Hohenzollern hätten in Deutschland alle Macht, der Reichskanzler sei ein Gefangener Hitlers, und wenn Hitler zur Macht komme, werde dieser Deutschland zum Schauplatz eines großen Massenmordens machen.

Gumbels niederträchtige Hetzereien in Amerika sind dem deutschen Volke von Schaden. Gumbel ist als Hochschullehrer klug genug, um das zu wissen. Also hat er uns bewußt geschädigt. Das ist um so schlimmer, als man ja aus bisherigen Erfahrungen weiß, daß auch solcher Quatsch, wie ihn Gumbel verzapfte, besonders gern geglaubt wird, wenn sich sein Autor auf einen deutschen akademischen Titel berufen kann. Die Amerikaner werden nämlich sicher nicht auf den Gedanken kommen, daß, hätte sich Gumbel z. B. als amerikanischer Staatsbürger gegen Amerika so aufgeführt, wie gegen uns, Gumbel längst hinter schwedischen Gardinen sitzen würde! Daß das bei uns noch immer nicht passiert ist, beweist nur, daß unsere verdammte Objektivität mitunter sehr überflüssig ist. Das kommt nämlich daher: Wir Deutsche leben bekanntlich in einem sogenannten Rechtsstaat, der mit seinem liberalen Recht gerade bei Verbrechen an der Volksgemeinschaft das künstlich überwertete Individuum gegen den Staat schützt. Der abgefeimteste Hoch- und Landesverrat wird hierzulande mit allen Zeichen des Respekts quittiert, sobald man ihn nur in oberflächlich akademischen Formen vorbringt.

Und trat man Landesverrätern einmal etwas unsanft näher, so heulte der ganze, wohleinstudierte Chorus der Linkspresse sofort über die „Behinderung der Lehrfreiheit", und Minister kamen wie die Stehaufmännchen hoch und bibberten vorschriftsmäßig vor amtlicher Entrüstung. „Nach objektiver Prüfung des Tatbestandes . ." hieß es dann. Diese Objektivität aber war eine Waffe gegen den nationalen Willen des Volkes. Also Grund genug für einen nationalen Staat, jetzt nach anderen Prinzipien zu handeln.

Gumbel schrieb einst: wenn man Verfahren gegen die deutschen Kriegsverbrecher einleitete, so müsse man sie auch durchführen. Gumbel war einer der Väter der Femehetze. Gumbel prägte das Wort vom „Felde der Unehre". Und dieser Geselle hat jetzt mit seinen Äußerungen in Amerika, die in jedem Worte erlogen sind, sein sogenanntes Vaterland ganz bewußt geschädigt.

Nach alledem dürfen wir der Republikanischen Beschwerdestelle, den Herren jüdischen und judenfreundlichen Dozenten, die sich für Gumbel einsetzten, und dem Monsieur Gumbel versichern, daß das deutsche Volk sehr großes Verständnis für einen Staatsanwalt haben würde, der, sollte Gumbel auch nur ein einziges Mal noch Deutschlands Grenzen übertreten, diesen am Schlafittchen packen und hinter Schloß und Riegel setzen würde!

Das wäre das einzigste, was wir anläßlich des Falles Gumbel noch wünschen. Bis zum akuten Eintritt dieses Falles ist für uns der Fall Gumbel erledigt und — wie wir hoffen — wohl auch für das badische Staatsministerium, auch wenn dieses „als eine der letzten republikanischen Regierungen" mit starker Schlagseite nach links die Beschwerden zum Fall Gumbel wirklich gelesen haben sollte!

Sonntagszeitung, Stuttgart

Ausschnitt aus der Nummer vom: 2 OKT. 1932

Immerhin 28

Zur Absägung des Heidelbergers Professors Gumbel haben nun immerhin 28 Professoren eine Erklärung abgegeben, wonach sie in diesem Fall nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hoschulen sehen. Es sei zu fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen Säuberung der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstelle. Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Gumbel in seinem Amt zu lassen.

Diese Abwehr der Wenigen ist aller Anerkennung wert. Ob sie sonst viel Wert hat? Die Behörden sind ängstlich. Denn gleichzeitig müssen sie sich auf irgend eine Weise mit dem neuen „Ansturm der Nationalsozialisten" auf Papens „Studentisches Werkjahr" auseinandersetzen, dessen Arbeitslager- und Wehrsport-Organisation (samt „Schulungskursen") die nach Auszug der Korporationen rein hitlerische „Deutsche Studentenschaft" ganz in die Hand bekommen will.

Mecklenburgische Blätter (Rostock)
No 19. 4. Jhrg. Okt. 32.

Georg Sinn
Dortmund
v. d. Goltzstr. 9 p.

Aura academica

Von Georg Sinn, Dortmund

Als wir Älteren uns dereinst „studierenshalber" auf Deutschlands hohen Schulen aufhielten, war es die „aura academia", die Luft akademischer Freiheit, die wir in vollen Zügen einatmeten. Sie erfüllte die winkligen Gassen Marburgs, die Romantik Alt-Heidelbergs und die altertümlichen Straßen der See- und Handelsstadt Rostock. Aber sie war uns nicht nur eine äußere Freiheit, die uns zu den „Herren der Erde" des alten Burschenliedes machte, sie hatte auch Platz in den Hörsälen, in denen uns Professoren und Dozenten aus dem reinen Quell unverfälschter Wissenschaft labten. Niemals wäre einer von uns auf den Gedanken gekommen, die Hochschullehrer — gar die von ihnen vorgetragenen wissenschaftlichen Erkenntnisse — danach zu bewerten, ob sie Juden oder Christen, ob sie national oder antinational waren, ob sie parteipolitisch rechts oder links standen. Geschah es hier und da trotzdem, wie immer Ausnahmen die Regel bestätigen, so fand solch Urteil keinen Boden im Freiheits-Staat der akademischen Bürger, und unter der Regierung des letzten Hohenzollern minderte sich der Ruf der Berliner Universität in der Studentenschaft erheblich dadurch, daß man dort bei der Berufung von Professoren deren Hoffähigkeit und „nationale Zuverlässigkeit" berücksichtigte.

Heute ist es just umgekehrt. Mit einer Leidenschaft und einem Fanatismus sondergleichen ist das Gros der deutschen Studentenschaft bemüht, der akademischen Freiheit das Grab zu graben und das ganze akademische Leben mit Professoren und allem, was sonst dazu gehört, in die Abhängigkeit von Tagesmeinungen zu zwingen, denen heute das Hosianna der urteilslosen Massen gilt, die morgen überholt und übermorgen belächelt sein werden. Was gilt noch die akademische Freiheit gegenüber dem Zwang der Partei, der Leib und Geist uniformiert, was noch das Burschenband gegenüber dem Kinnriemen unter dem Stahlhelm? Und wenn noch in einzelnen — ach allzu vereinzelten — Hörsälen ein anderer Geist weht, als ihn die politische Gasse für richtig hält, wenn dieser oder jener Dozent auch nur außerhalb seiner Lehrtätigkeit andere, einsamere Wege geht und die breiten Straßen meidet, auf denen die von irgendeinem nationalistischen oder völkischen Wahn besessenen Massen dahintoben, dann werden die Scheiterhaufen geschichtet. Es ist zum Hauptverhüllen kläglich!

So brachte man einen Mann wie Theodor Lessing-Hannover zur Strecke, so hetzte man Feiler in Königsberg und Nawiasky in München, so macht man Jagd auf Dehn und neuerdings auf Abderhalden in Halle und so hat man unlängst den „Juden und Pazifisten" Gumbel-Heidelberg „erledigt". Was tut es, daß Theodor Lessing zu den tiefsten Denkern unserer Zeit gehört, daß von ihm der reinblütige Arier Hans Driesch-Leipzig gesagt hat, von Lessing werde man noch rühmend sprechen, wenn unser aller Namen längst verschollen wären. Was tut es, daß Gumbel ein Gelehrter von Weltruf ist, der auf seinem Spezialgebiet der mathematischen Statistik der ganzen Welt als Autorität gilt? Der eine wie der andere ist Jude, ist „verruchter Pazifist"; wissenschaftliche Fähigkeiten hin, Weltbedeutung her: „Macht nichts, der Jude wird verbrannt!" Beide haben freilich — und das darf nicht ungesagt bleiben — moralischen Mut und Wahrheitswillen bewiesen in einer Zeit, in der diese Eigenschaften auch auf den Lehrstühlen der Universitäten außerordentlich selten geworden sind, und besonders Gumbel hat mit seinen Veröffentlichungen über das Grauen der Femmorde wahrhaft dem gedient, was wir Deutschen nationale Würde nennen müßten.

Man könnte die Akten darüber schließen, daß sich unsere akademische Jugend zu solch beschämender Totengräberarbeit, durch die nichts anderes eingesargt wird als die Freiheit der Wissenschaft, hergibt, daß sie deutsche Hochschullehrer mit der Meute parteipolitischen Demagogentums jagt, wenn nicht noch von einer anderen Seite ein sehr ernstes Wort zu der ganzen Sache zu sagen wäre.

Der Fall Gumbel läßt nicht nur einen erschreckenden Einblick in den anarchistischen Geisteszustand der deutschen Studentenschaft tun, er ist auch ein leider weithin leuchtendes Fanal für die Auffassung, die heute der weitaus größte Teil der deutschen Universitätslehrer von der Freiheit der Wissenschaft hat. Schon bei der Ernennung Gumbels zum ordentlichen Professor im Jahre 1930 machte der Vorstand des Verbandes deutscher Hochschulen

seinen Kotau vor dem „akademischen" Terror, indem er feststellte, daß die philosophische Fakultät der Universität Heidelberg Gumbels Zugehörigkeit als durchaus unerfreulich bezeichnete, und in diesem Sommer wurde das Urteil gegen Gumbel gefällt, obwohl sogar die Anklageschrift sagt: „Zweifellos hat Professor Gumbel wissenschaftliche Qualitäten und wissenschaftliche Interessen. Der Wert seiner wissenschaftlichen Leistungen ist weithin anerkannt und wird auch seitens des Ausschusses in keiner Weise bezweifelt". Trotzdem wurde Professor Gumbel auf Grund eines Gutachtens des akademischen Untersuchungsausschusses der Heidelberger Universität, dem sich die Philosophische Fakultät, der Senat und das Badische Kultusministerium anschlossen, die venia legendi entzogen — warum? Weil er sich in einer privaten geschlossenen Versammlung dahin geäußert haben *soll*, das „angemessene Kriegerdenkmal" dürfe als Symbol eigentlich keine allegorische Mädchengestalt, sondern müsse die viel symbolischere Kohlrübe zeigen. Mit dieser übrigens noch sehr umstrittenen Auslassung, bei der Aussage gegen Aussage steht, hat Gumbel allenfalls Stellung gegen den Krieg, niemals aber gegen die Krieger selbst genommen, und sie ist trotzdem der Grund dafür geworden, daß ihm akademische Lehrer und Kollegen die „Achtung und das Vertrauen" absprachen, „deren ein Hochschullehrer bedarf".

Damit ist das Urteil gesprochen nicht über Gumbel, sondern über eine Dozentenschaft, die ihr wertvollstes Gut, die Lehrfreiheit, nicht mehr zu schützen wagt, sondern es selbst der wüsten Hetze parteipolitischen Demagogentums vor die Füße wirft, und an diesem Urteil wird auch nichts dadurch geändert, daß sich ein kleiner — ach so kleiner — Kreis von Universitätslehrern mutig hinter Gumbel und damit vor die Freiheit der Wissenschaft gestellt hat.

Professor *Walter Berendson*-Hamburg hat unter Bezug auf den Fall Gumbel und die anderen auch hier namhaft gemachten Fälle von der wachsenden Bedrohung der akademischen Freiheit in Deutschland gesprochen und gesagt: „Es geht um die geistige Freiheit schlechthin, die preiszugeben in der Zeit der Gedenkfeiern für Lessing und Goethe ein Verrat am köstlichsten Erbe und damit an der nationalen Idee im tieferen Sinne bedeutet." Das sind gute Worte, doch sie werden ungehört verhallen in einer Zeit, in der die „aura academica" durchseucht ist von den Bazillen der geistigen Unfreiheit und der parteipolitischen Hadersucht.

Was wird aus der Kirche?

Von D. Otto Piper, Professor der Theologie an der Universität Münster

Dieser Aufsatz, den wir mit ausdrücklicher Genehmigung des Verfassers zum Abdruck bringen, hat, wie Professor D. Piper uns mitteilt, seine Wirkung getan. Der preußische Oberkirchenrat hat eine entsprechende Verfügung erlassen. Da die Verhältnisse in Mecklenburg dem benachbarten Preußen zum mindesten ähneln, bleibt abzuwarten, ob auch bei uns laut gesprochen wird.

Was werden die Wahlen bringen, die in der evangelischen Kirche der preußischen Union bevorstehen? Vielfach sind die Nationalsozialisten dabei, eigene Listen aufzustellen. Schon wird aus Schlesien ein kirchenpolitisches Programm bekannt, in dem von der Verkündung der evangelischen Kirchen alles weggestrichen wird, was nicht zum nationalsozialistischen Parteiprogramm paßt, und die angeblichen Lücken werden dann mit Parteidogmatik angefüllt. Man kann sich die weitere Entwicklung ausmalen; die Sozialdemokratie, so uninteressiert sie sonst im allgemeinen der evangelischen Kirche gegenübersteht, wird dann den Kampf um die Macht gleichfalls aufnehmen. Beide Parteien mit ihren Massenorganisationen und ihrer Massendisziplin werden mit Leichtigkeit eine große Anzahl Wähler an die Urne bringen, während ja bekanntlich im übrigen die Beteiligung an den Kirchenwahlen nicht so sehr groß zu sein pflegt. Wir können dann also damit rechnen, daß wir in den nächsten Synoden nicht mehr die Vertreter der kirchenpolitischen Richtungen sehen, sondern *politische Parteien*, die ihren politischen Streit bis in die Kirche hinein fortsetzen. *Aber wo bleibt dann noch die Kirche als Kirche?*

פראָפעסאָר גומבעל, קרבן פון היטלער „פּרעס־אַפּ", רעדט 8:45 אויף סטיישאָן WEVD

דר. עמיל גומבעל, דער בארימטער אידי־שער פראָפעסאָר פון דייטשלאַנד, וועלכער איז אויסגעשלאָסען געוואָרען פון היידעלבערגער אוניווערזיטעט דורך א בלבול, וואָס היטלעריסטען האָבען געמאַכט אויף איהם, וועט היינט [illegible] סטיישאָן WEVD. דער אינטערוויו וועט פאָרקומען אין דער סטודיע פון דעם סאָציאַליסטישען סטיישאָן און וועט געבראָדקאַסטעט ווערען הײנט 8:45 אין אָוונט.

פּראָפ. עמיל גומבעל

דער אינטערוויו וועט זיין וועגען פּראָפעסאָר גומבעל'ס בארימט־געוואָרענער קעיס און פאַרשפּרעכט צו זיין פון זעהר גרויסען אינטערעס. דער פּראָפעסאָר, וועלכער איז א גאַסט אין אמעריקא, איז א סאָציאַליסט און א פּראָמינענטער קעמפער געגען היטלעריזם און מיליטאַריזם.

Vorwärts N.Y. 4ten Oktober 1932

Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold

Am kommenden Samstag, den 8. Oktober, findet die regelmässige Monatsversammlung des Reichsbanners Schwarz - Rot - Gold und der Friends of the German Republic statt. Als Gäste werden Prof. Gumbel und der frühere Vorsitzende des Reichsbanners in Chicago anwesend sein. Letzterer kehrt am Freitag mit der Hamburg von einer Deutschlandsreise zurück. Kamerad Bremer wird über seine Besprechungen mit dem Bundesvorstand des Reichsbanners in Deutschland berichten und es sollte deshalb kein Kamerad die Versammlung versäumen. Prof. Gumbel fährt in den nächsten Tagen zurück, deshalb sollten die Kameraden sich verpflichtet fühlen, zu seinem Abschied zahlreich zu erscheinen.

Ebenfalls sind Vorbereitungen für eine Gedächnisfeier für den verunglückten Kameraden Pincus zu treffen. N.Y. Volkszeitung 1932

N.Y. Staatsherold 7.10.32

Reichbanner Schwarz-Rot-Gold.

Morgen, Samstag, den 8. Oktober, findet die regelmäßige Monatsversammlung des Reichsbanners Schwarz-Rot-Gold und der Friends of the German Republic statt. Als Gäste werden Professor Gumbel und der frühere Vorsitzende des Reichsbanners in Chicago anwesend sein. Letzterer kehrt heute mit der Hamburg von einer Deutschlandreise zurück. Kamerad Bremer wird über seine Besprechungen mit dem Bundesvorstand des Reichsbanners in Deutschland berichten und sollte deshalb kein Kamerad die Versammlung versäumen. Professor Gumbel fährt in den nächsten Tagen zurück nach Paris, deshalb sollten sich die Kameraden verpflichtet fühlen, zu seinem Abschied zahlreich zu erscheinen.

„מיט וועלכע עס קאכט גאַנץ דייטשלאַנד

...ווען די היטלעריס... ען פון זיין שטעלע אין ...ערזיטעט. — ער איז ...ע.—מיט וואס ער האט ... דער פראָטעסט פון ...שטיין און אַנדערע.

...אַרסקי

עס ווייזט אויס, האָט די קאָמיסיע און דער בילדונגס־מיניסטער גיכער געגלויבט די דריי היטלעריסטען, און די ענטשיידונג איז געווען, אַז פראָפעסאָר גומבעל מוז צוליב דעם פאַרלאָזען זיין אַמט אין אוניווערזיטעט.

די אונטערזוכונגס פאַרהאַנדלונגען זיינען אָנגעגאַנגען אונטער דעם דרוק און טעראָר פון די „נאַצי" סטודענטען, וועלכע באַהערשען איצט פּראַקטיש כמעט אַלע אוניווערזיטעטען אין דייטשלאַנד. בעת אַ פאַרזאַמלונג פון די „נאַצי" סטודענטען, וואָס איז אָפּגעהאַלטען געוואָרען איידער דער אורטייל איז ארויסגעגעבען געוואָרען, האָט אַ היטלעריסטישער דעפּוטאַט געזאָגט: „ווי עס זאָל ניט אויספאַלען די ענטשיידונג, מיר וועלען שוין זעהן, אַז גומבעל זאָל באַזייטיגט ווערען". אויף אַ צווייטער „נאַצי" פאַרזאַמלונג אין היידעלבערג האָט אַ רעדנער געזאָגט: „די סטודענטען און אויך די היידעלבערגער באַפעלקערונג וועט ניט רוהען ביז גומבעל, דער שאַנדפלעק פון דער דייטשער אוניווערזיטעט, וועט ניט באַזייטיגט ווערען און זיין קאָפּ וועט זיך ניט וואַלגערן אין זאַמד".

גאַנץ אָפען האָבען די היטלעריסטען אויפגעפאָדערט צום מאָרד געגען פראָפעסאָר גומבעל. און פונקט אַזוי אָפען האָבען זיי ביי זייערע פאַרזאַמלונגען געזאָגט, אַז עס האַנדעלט זיך ניט בלויז וועגען גומבעל'ן, נאָר וועגען דעם „יודעיזם", דאָס הייסט, געגען אַלע וואָס טרעטען ארויס געגען די היטלעריסטען.

נאַטירליך, איז די געשיכטע מיט גומבעל'ס רעדע, אין וועלכער ער זאָל האָבען באַליידיגט דעם כבוד פון דייטשען קריגס־סאָלדאַט, נאָר אַ לעכערליכער אויסרייד, כדי צו האָבען אַ לעגאַלע [illegible] איהם צו באַזייטיגען. פּראַקטיש באַמיהען זיך שוין די „נאַציס" די לעצטע צעהן יאָהר צו באַזייטיגען פראָפעסאָר גומבעל פון אוניווערזיטעט. דאָס איז זייער ערשטער שריט כדי אינגאַנצען צו באַזייטיגען זייערע בלוטיגע שונאים, וועמען זיי קענען ניט מוחל זיין

די אויפטרעטונגען געגען היטלערס פאָליטישע מערדער.

וואָס פאַר אַ שטאַרקען קאַמף די היטלעריסטען פיהרען אַז געגען פראָפעסאָר גומבעל, באַווייזט דעם פאַקט, וואָס פאַר דער ענטשיידונג פון דער אונטערזוכונגס־קאָמיסיע זיינען קיין היידעלבערג אנגעקומען די צוויי היטלעריסטישע דעפּוטאַטען, ערמונגר היינעס און פּאָול שולץ, וועלכע האָבען אנגעפיהרט אַ ביטערע העצע געגען דעם אידישען פראָפעסאָר.

ווער זיינען דאָס די דאָזיגע צוויי „פאָלקס־פאַרטרעטער" און פאַרוואָס זיינען גראַד זיי געקומען קיין היידעלבערג צו באַקעמפען גומבעל'ן?

אַן ענטפער אויף די דאָזיגע פראַגען גיט גומבעל'ס בוך „פאַרדעמט ווערען אומגעבראַכט". אין דעם דאָזיגען בוך ווערט אויפגעדעקט, אַז די דאָזיגע צוויי אַדיוטאַנטען פון היטלער'ן זיינען שוין געווען פאַר'משפט צום טויט פאַר מאָרד. היינעס האָט אין 1920 אויף אַ ברוטאַלען אופן ערמאָרדעט אַ צוואַנציג־יעהריגען לאַנד־ארבייטער. דער טויט־שטראָף איז פאַרביטען געוואָרען אויף 15 יאָהר געפענגניש. ביי אַ שפּעטערען פּראָצעס איז די שטראָף פאַרקלענערט געוואָרען אויף פינף יאָהר, אָבער נאָכדעם ווי ער איז אָפּגעזעסען צוויי חדשים אין טורמע האָט מען איהם באַפרייט „אויף בעיל". דאָס איז, איבריגענס, דערזעלבער הער היינעס, וועלכער האָט אנגעפיהרט מיט דער היטלעריסטישער „שטורם־בריגאַדע", וועלכע האָט ניט לאַנג צוריק אויף אַ בעסטיאַלישען אופן ערמאָרדעט אַ קאָמוניסטישען ארבייטער אין בויטען און פאַר וואָס פינף היטלעריסטען זיינען פאַר'משפט געוואָרען צום טויט, איז שפּעטער באַגנאַדיגט געוואָרען דורך דער פאַפּען־רעגירונג.

אויך דער צווייטער היטלעריסטישער דעפּוטאַט, פּאָול שולץ, איז שוין געווען פאַר'משפט צום טויט פאַר מאָרד. ער איז געווען דער אנפיהרער פון אַ ריהע מאָרד־טאַטען געגען פאָליטישע געגנער, אין יאָהר 1923. ער איז פאַר'משפט געוואָרען צום טויט און אפילו דאָס דייטשע רייכסגעריכט האָט שוין געהאַט באַשטעטיגט דעם טויט־אורטייל. ער האָט געזאָלט הינגעריכטעט ווערען דעם 15טען דעצעמבער 1927, אָבער ניט נאָר איז ער ניט הינגעריכטעט געוואָרען, נאָר שוין מיט אַ יאָהר שפּעטער איז ער אינגאַנצען באַפרייט געוואָרען „צוליב זיין שוואַכען געזונט־צושטאַנד".

אַט דאָס אַלעס האָט גומבעל אויפגערעקט אין זיין בוך וועגען די פאָליטישע מאָרדען. איז דעריבער ניט קיין וואונדער, וואָס גראַד די דאָזיגע צוויי „העלדען" זיינען געקומען קיין היידעלבערג, כדי צו זעהן, אַז גומבעל זאָל באַזייטיגט ווערען פון אוניווערזיטעט.

שוין אין 1924 האָבען די „נאַצי"־סטודענטען אין היידעלבערג אנגעפאַנגען אַ קאַמף געגען דעם אידישען פראָפעסאָר. דעמאָלט האָבען זיי זיך געשטעפט צוליב זייגעם אַן אויסדרוק אין אַ רעדע, אַז די מלחמה איז געווען „אַ פעלד פון אונעהרע", און ניט, ווי די פאַטריאָטען באַצייכענען עס, אלס „אַ פעלד פון עהרע". אבער דער היטלעריסטישער איינפלוס איז דעמאָלט נאָך ניט געווען גענוג שטאַרק, כדי צו קענען ווירקען אויף דער אוניווערזיטעט־לייטונג, צו באַזייטיגען גומבעל'ן.

אין יאָהר 1930, ווען די מאַכט פון די „נאַציס" איז געוואַקסען, האָבען די היטלעריסטישע סטודענטען אין היידעלבערג געמאַכט דעמאָנסטראַציעס און ראַיאָטען געגען דעם אידישען געלערנטען אלס פּראָטעסט געגען דעם, וואָס ער האָט דעמאָלט געקראָגען דעם טיטעל פראָפעסאָר. ביז דעמאָלט איז ער בלויז געווען „פריוואַט דאָצענט".

און אַזוי יאָהר־איין, יאָהר־אויס, האָבען די היטלעריסטען געהעצט געגען איהם און איהם פאַרפאָלגט. דאָס לעבען אין היידעלבערג איז פאַר איהם געוואָרען אַ גיהנום. אין די פענסטער פון זיין הויז ווערען געוואָרפען שטיינער, די צוים ארום זיין גאָרטען ווערט אָפּגעריסען, און די פראָפעסאָרען פון אוניווערזיטעט מיידען איהם אויס און באַגריסען איהם ניט.

נאַטירליך, איז ער נישט געשטאַנען אַליין אין זיין קאַמף געגען די „נאַציס". די ליבעראַלע וויסענשאַפטסלייט און געלעהרטע פון דייטשלאַנד האָבען זיך ביי יעדער געלעגענהייט פאַר איהם אָנגענומען. ווען די העצע געגען פראָפעסאָר גומבעל האָט זיך באַזונדערס פאַרשאַרפט מיט אַ יאָהר צוריק, האָט די „דייטשע ליגע פאַר מענשען־רעכט" אונטערגענומען אַ גרויסע פּראָטעסט־באַוועגונג. אויך פראָפ. איינשטיין איז דאַן ארויסגעטראָטען צוגונסטען גומבעל'ן. ער האָט דאַן פאַרעפענטליכט אַן ערקלערונג לטובת גומבעל'ן, אין וועלכער ער האָט געזאָגט:

„איך שעץ זעהר הויך די פערזענליכקייט פון פראָפעסאָר גומבעל. זיין פאָליטישע טעטיגקייט און זיינע ביכער זיינען דורכגעדרונגען מיט אַ טיפען אידעאַל. דאָס אויפטרעטען פון דער אקאַדעמישער יוגענד געגען איהם, איז אַ טרויעריגער צייכען פון דער צייט, וואָס שאַצט ניט אָפּ דעם אידעאַל פון גערעכטיגקייט, טאָלעראַנץ און אמת. וואָס זאָל ווערען פון אַ פאָלק, וואָס פאַרפאָלגט אַזעלכע מענשען, און זייערע פיהרער שטעלען זיך ניט געגען זייערע געמיינע האַנדלונגען?

„איך האָב געלעזען גומבעל'ס בוך „פאַרדעמט ווערען אומגעבראַכט", און איך האָב נאָכמאָל באַוואונדערט דעם ראַזיגען מאַן, זיין אידעאַליזם און זיין ענערגיע. עס איז שרעקליך, ווי מען נוצט דאָ אויס די אונערפאַהרענע יונגע פאַר אייגענע צוועקען. ווען עס וועט אַזוי ווייטער אָנהאַלטען, דאַן וועט דאָס פיהרען צו אַ פאַשיסטישען געוואַלט־טעראָר און דאַן צו אַ רויטען טעראָר.

„גומבעל האָט זיך ערוואָרבען זעהר גרויסע פאַרדינסטען פאַר זיינע מוטיגען קאַמף פאַר רעכט און פאַר פאָליטישער אויפקלערונג. די מאַכטען, וואָס ווערען געגען איהם געמאַכט, קענען זיין בלויז אַ כבוד פאַר איהם, אבער ניט פאַר זיינע אַנגרייפער"

אבער אפילו די פראָפעסאָרען פון היידעלבערגער אוניווערזיטעט, וועלכע האָבען זיך איצט אונטערוואָרפען אונטער דעם דרוק פון די „נאַצי"־סטודענטען און האָבען געהאָלפען באַזייטיגען גומבעל'ן פון אוניווערזיטעט, האָבען גערעדט מיט דער גרעסטער אכטונג און ליב פאַר דעם גרויסען אידעאַליסט, גומבעל. אבער דאָס איז געווען אין יאָהר 1925, ווען די היטלעריסטישע סטודענטען האָבען נאָך ניט באַהערשט די דייטשע אוניווערזיטעטען. אויך דעמאָלט האָבען די רעאַקציאָנערע עלעמענטען געפאָדערט צו באַזייטיגען גומבעל'ן פון אוניווערזיטעט. אלס גרונד דערצו האָבען זיי אָנגעגעבען גומבעל'ס אַ רעדע, אין וועלכער ער האָט געזאָגט, אַז „דער מלחמה־פּלאַץ איז אַ פעלד פון אונעהרע און ניט פון עהרע", ווי די מיליטע־ דייטשע פאַטריאָטען באַצייכענען איהם.

דעמאָלט, אין 1925, האָבען די היידעלבערגער פראָפעסאָרען נאָך געהאַט דעם מוט אָפּצואוואַרפען מיט שפּאָט די חוצפּה'דיגע פאָדערונג פון די רעאַקציאָנערע סטודענטען, און אנשטאָט צו באַזייטיגען גומבעל'ן פון אוניווערזיטעט, האָבען זיי פאַרעפענטליכט אַן ערקלערונג, אין וועלכער זיי האָבען געזאָגט:

„גומבעל איז אַ פאַנאַטישער אידעאַליסט. ער גלויבט אין זיין אידעאַל, דעם פּאַציפיזם און אין זיין מיסיע. מיט האַס און שנאה באַקעמפט ער אַלעס, וואָס איז געוואַלד, נאַציאָנאַליזם און וואָס פיהרט צו צוקונפטיגע מלחמות. ער האָט מוט צו קעמפען פאַר זיין אידעאַל. ניט נאָר האָט ער דעם מוט צו זאָגען דאָס, וואָס ער טראַכט, נאָר ער האָט אויך דעם מוט איינצושטעלען זיין לעבען".

אַזוי האָבען גערעדט די פראָפעסאָרען פון היידעלבערגער אוניווערזיטעט. דאָס איז אבער געווען אין יאָהר 1925. איצט אבער האָבען זיי ניט ארויסגעוויזען דעם מוט, וועלכען עס האָט פראָפעסאָר גומבעל, נאָר זיי האָבען זיך געבויגען פאַר

(שלוס אויף זייט 2)

Jüd. Vorwärts 2. 10. 32.

Jüd

Hetze gegen Pressefreiheit

Wandlungen eines ehemaligen „Linksdemokraten"

Der Leiter des Instituts für Zeitungswesen an der Universität Heidelberg, Professor von Eckardt, hat in dem wohlriechenden Organ des Unternehmertums, dem „Arbeitgeber, einen Aufsatz über die Pressefreiheit veröffentlicht. Es ist ein Aufsatz gegen die Pressefreiheit. [illegible] gen und verlangt wird nicht weniger als [illegible] des Berufs- Staat, d. h. der Diktaturstaat [illegible]tionelle Presse totschlägt und Beamtentums, die auf das Niveau der Generalanzeiger-Presse [illegible]ungsweise herabsetzt. So behauptet der Herr Professor:

„Ohne jeden Zweifel wirken hier die großen Beispiele mit, die unsere Zeit hervorgebracht hat,' nämlich Rußland und Italien. Wie dort so hier wollte die Regierung gar nicht wissen, ob man ihrem Verhalten zustimme oder nicht, sie wolle regieren und nicht gestört sein. Die Presse, die bisher durch ihre Kritik Meinungen gebildet habe, soll nun einheitlich werden. Könne sie das, ohne an Bedeutung und Sinn zu verlieren? Ich glaube, daß sie dies tatsächlich kann. Die Presse soll für eine Weile nicht mehr meinungsbildend wirken wollen, wenn ihr das vom Staat aus untersagt ist. Und damit entfällt das so überaus heikle und schwierige Problem der Pressefreiheit."

Dieser famose autoritäre Staat entpuppt sich als ein Kerker für den Geist und die Meinungsfreiheit. Er findet aber heute begeisterte Anhänger — die er verdient. Der wissenschaftliche Wert der Werke von Professor von Eckardt ist ebenso zweifelhaft wie seine politische Wendigkeit unzweifelhaft ist. Seine Antrittsvorlesung an der Universität Heidelberg über „Staat und Wirtschaft" vor fünf Jahren war eine schwer zu überstehende Blamage. In jenen idyllischen Zeiten, als noch ein anderer Kurs im Staate maßgebend war, empfahl sich Prof. Eckardt als „Linksdemokrat mit ganz starker sozialer Note". Jene Zeiten sind nun vorbei, und jene Gesinnung mit ihnen. Die „Frankfurter Zeitung" hat Professor von Eckardt auf Grund dieses seines Aufsatzes als „Professor gegen Zeitungswesen" bezeichnet.

Der Heidelberger Universität, die den berühmten Gelehrten und den großen Idealisten Prof. Gumbel fallen [illegible] hat, können wir zu einem Star vom intellektuellen Wert [illegible] der Gesinnungstreue von Prof. von Eckardt herzlich [illegible].

...ער סקאנדאל מיט'ן אידישען פראפעסאר

פראפעסאר גומבעל, ... טען האבען פארטריב... היידעלבערגער אוני... געקומען קיין אמעריק... זיך „פארזינדיגט". — פראפעסאר איינש...

פון י. פ...

אין די דייטשע קולטור-קרייזען האלט אין טומעלט זיך איצט צוליב דעם סקאנדאליעזען פאל מיט דעם אידישען פראפעסאר עמיל גומבעל, פון היידעל-בערגער אוניווערסיטעט. דער בעסטער טייל פון ציוויליזירטען דייטשלאנד, מיט פראפעסאר איינשטיין אין דער שפיץ, האט איצט אויפגעהויבען א שטארקען פראטעסט געגען דעם, וואס, אונטער דעם דרוק פון די היטלעריסטישע סטו-דענטען, איז דער באריהמטער אידישער געלעהרטער באזייטיגט געווארען פון זיין לעהר-שטעלע אין היידעלבערגער אוניווערסיטעט, מיט וועלכער ער איז געווען פארבונדען די לעצטע צעהן יאהר.

די גאנצע היטלעריסטישע פרעסע יובעלט מיט איהר זיג. זייער הויפט-ארגאן, „דער פעלקישער בעאבאכטער". איז ארויסגעקומען מיט דער ידיעה אונ-טער א גרויסען קעפל: „א ערפאלג פון די היטלעריסטישע סטודענטען: דער איד גומבעל איז פארשוואונדען". און באריכטענדיג וועגען דער באזייטיגונג פון פראפעסאר גומבעל פון היידעלבער-גער אוניווערסיטעט, רופט די צייטונג אויס מיט א טריאומף: „ענדליך איז עס די היטלעריסטישע סטודענטען געלונגען ארויסצוקריגען גומבעל'ן!"

ווער איז דאס פראפעסאר גומבעל? פארוואס הערשט אזא גרויסע שמחה צווישען די היטלעריסטען מיט דעם, וואס עס איז זיי ענדליך געלונגען פטור צו ווערען פון דעם באריהמטען דייטש-אידישען געלעהרטען? פארוואס האט גומבעל'ס באזייטיגונג פון היידעלבער-גער אוניווערסיטעט ארויסגערופען אזא שטורעם פון פראטעסטען מצד דעם בעסטען טייל פון דער דייטשער קולטור-וועלט? און וואס איז געווען דער פאר-האלטער אויסרייד, אויף וועלכען דער ביל-דונגס-מיניסטער האט באגרינדעט זיין פארארדנונג אויסצושליסען פראפעסאר גומבעל'ן?

פראפעסאר גומבעל איז דער אמ-ביסטען געהאסטער מענש ביי די רע-אקציאנערען אין דייטשלאנד. שוין מעהר ווי צעהן יאהר, ווי די פינסטערע עלעמענטען פון געוויסע דייטשען יונקערטום פיהרען אן געגען איהם א ביטערען קאמף.

פראפעסאר גומבעל האט געצויגען אויף די שנאה פון דער דייטשער רעאק-ציע, ווייל ער איז א פייערדיגער אנהע-נגער פון דער דייטשער רעפובליק, און דער מוטיגסטער קעמפער געגען דער נא-ציאנאליסטישער רעאקציע. ער איז א סאציאליסט און א הייסער פאציפיסט. אבער אלס זיין לעבענס-אויפגאבע האט ער זיך געמאכט אויפצודעקען די פינ-סטערע מעשים פון דער דייטשער נאצי-אנאליסטישער רעאקציע, וועלכע גראבט אונטער די דייטשע רעפובליק זינט דער רעוואלוציע אין יאהר 1918.

זיינע ווערק וועגען די פאליטישע מארדען אין דייטשלאנד האבען געמאכט א רושם אין גאנץ אייראפא. מיט דער גענויאיגקייט פון א פראפעסאר פון מא-טעמאטישער סטאטיסטיק (אין וואס גומבעל ווערט באטראכט אלס דער גרעס-טער אויטאריטעט אין דייטשלאנד). האט ער אין זיינע ביכער אויפגעדעקט די גרויסע צאהל פאליטישע מארדען, וואס די דייטשע רעאקציע איז באגאנגען אויף די אנהענגער פון דער רעפובליק, און אויף די פארטרעטער פון זייערע אוי-גענע רייהען. זיין בוך „פיר יאהר פאלי-טישער מארד", וואס איז ערשינען אין 1922, האט אנגעמאכט אזא רושם, אז דאס דייטשע יוסטיץ-מיניסטעריום האט געמוזט ארויסגעבען א „דענקשריפט". אין וועלכען יעדעס ווארט פון גומבעל'ס ריזיגען מאטעריאל איז באשטעטיגט גע-ווארען.

שפעטער זיינען ערשינען נאך א רייע ביכער פון פראפעסאר גומבעל, אין וועל-כע די בלוטיגע מעשים פון די דייטשע פאשיסטען זיינען ארויסגעבראכט געווא-רען אין העלען ליכט. אין 1924 איז ער-שינען זיין בוך „פארשווערער"; אין 1929 — „פאררעטער ווערען אומגע-בראכט", און אין 1931 — „לאזען די קעפ זיך וואלגערען" (פאשיסטישע מאר-דען). אין די דאזיגע ווערק ווערען אנ-געגעבען אלע שוידערליכע איינצעלהיי-טען פון די גוואלד-טאטען און מארדען, וואס די פארשיידענע רעאקציאנערע דייטשע שטורם-בריגאדעס (וועלכע זיי-נען איצט אלע פאראייניגט אונטער דער היטלעריסטישער פאהן) זיינען באגאנ-גען געגען די היטער פון דער דייטשער רעפובליק און אויך וועגען מיטגלידער פון זייערע אייגענע רייהען, אויף וועמען עס איז געפאלען א פארדאכט, אז זיי ווייסען צופיל.

זינט דעם טאג ווען עס איז ערשינען גומבעל'ס ערשטער בוך, איז ער געווא-רען דער צענטער פון דער ביטערסטער העצע מצד די דייטשע יונקערס און רע-אקציאנערען. שוין צעהן יאהר ווי די דייטשע רעאקציע פארפאלגט און פאר-לוימדעט דעם אידישען פראפעסאר, און זיי שטעלען זיך אפילו נים אפ פון פירען געגען איהם א מארד-העצע.

פיל מאל אין פארלויף פון די דאזיגע צעהן יאהר האט די דייטשע רעאקציע זיך באמיהט צו באזייטיגען גומבעל'ן פון היידעלבערגער אוניווערזיטעט. זיי האבען זיך באנוצט מיט פארשיידענע טריקס און אינטריגעס געגען איהם. זיי האבען אויסגעטראכט געגען איהם פאר-שיידענע בלבולים און פארלוימדונגען, כדי איהם צו שטעלען פאר א דיסציפ-לינאר-געריכט. אבער יעדעס מאל איז פראפעסאר גומבעל ריינגעוואשען גע-ווארען, און די רעאקציאנערע כחות הא-בען זיך ארויסגעוויזען צו שוואך, כדי צו קענען באזייטיגען דעם אידישען גע-לעהרטען פון היידעלבערגער אוניווער-זיטעט.

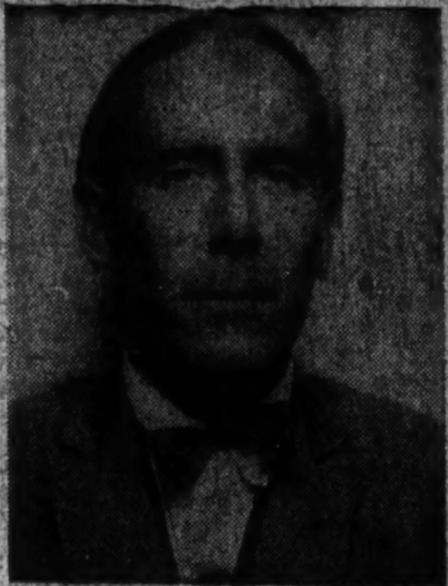
אבער די היטלעריסטישע באוועגונג אין דייטשלאנד, וואס פאראייניגט אין זיך אלע פינסטערע רעאקציאנערע עלע-מענטען, האט געהאלטען אין איין וואק-סען. דער איינפלוס פון די „נאצי" סטו-דענטען אין די דייטשע אוניווערזיטעטען איז געווארען אזוי גרויס, אז די פראפע-סארען און די לייטונג ווארפען זיך אונ-טער אונטער זייער ווילען. און אזוי איז עס זיי ענדליך איצט געלונגען צו פועל'ן, אז דער בילדונגס מיניסטער פון דער דייטשער פראווינץ באדען (וואו היידעל-בערג געפינט זיך) זאל ארויסגעבען א פארארדנונג צו באזייטיגען פראפעסאר גומבעל'ן פון זיין אמט.

אבער מערקווירדיג און כאראקטעריס-טיש זיינען די בלבולים, וואס זיינען בא-נוצט געווארען פון די היטלעריסטען, כדי צו באזייטיגען א פראפעסאר פון דער עלטסטער אוניווערזיטעט פון דער דייטשער רעפובליק, דערפאר ווייל ער איז אזא הייסער קעמפער פאר דער רע-פובליק.

דעם 27טען מאי, 1932, האט פראפע-סאר גומבעל געהאלטען א פארטראג פאר א געשלאסענער גרופע פון סאציא-ליסטישע סטודענטען. אין דער פארזאמ-לונג האבען זיך אבער אויך אריינגע-שמוגעלט דריי „נאצי" סטודענטען. גומ-בעל האט גערעדט וועגען „קריג און ער-ביטערשאפט". דער פארטראג איז ער-בער רוהיג, און די דריי אנוועזענדע „נא-צי"-סטודענטען, וועלכע זיינען ניט בא-וויזינט געווארען, האבען זיך פארהאל-טען רוהיג. אבער ערשט מיט צוויי וואכען שפעטער איז אין די צייטונג פון די היטלעריסטישע סטודענטען ארויסגעקי-מען מיט א געוואלד, אז פראפעסאר גומ-בעל האט ביי יענער פארזאמלונג בא-ליידיגט דעם כבוד פון דייטשען קריגס-סאלדאט. דער ארגאן פון די „נאצי"-סטודענטען האט געשריבען, אז גומבעל זאל דארט האבען געזאגט די פאלגענדע ווערטער: „דער קריגער-דענקמאל פון דעם דייטשען סאלדאט איז פאר מיר ניט א לייכט-באקליידעטע יונגפרוי מיט א זיגער-פאלמע אין דער האנט, נאר אן איינציגער גרויסער קילע ריבען".

עס האנדעלט זיך וועגען א סארט רי-בען, מיט וועלכע מען האט געשפייזט די דייטשע מאסען אין צייט פון דער וועלט-מלחמה. [illegible] א באריהמטער מאנומענט פון קריג אין דייטשלאנד שטעלט פאר א יונגע פרוי מיט דער „פאלמע פון זיג" אין האנט.

דאס האט נאטירליך ארויסגערופען א שטורם צווישען די היטלעריסטישע סטודענטען. עס האט ניט געהאלפען די אפלייקענונג פון פראפעסאר גומבעל, און אויך פון אלע אנדערע אנוועזענדע סטו-דענטען, אז גומבעל האט די דאזיגע ווערטער ניט געזאגט. פאקטיש האט גומ-בעל געזאגט, אז „דאס דענקמאל פון קריג (ניט פון „קריגער", דעם סאלדאט) איז א קילע ריבען", ווייל דאס סימבאלי-זירט די צייט, ווען דאס דייטשע פאלק



פראפעסאר גומבעל

האט געמוזט עסען הויפטזעכליך די דא-זיגע ריבען.

די „נאצי"-סטודענטען האבען אנגע-האלטען שטורמישע פראטעסט פארזאמ-לונגען געגען גומבעל'ן. זיי האבען גע-מאכט דעמאנסטראציעס און טעראַרי-זירט די פראפעסארען, אויפצואדערנדיג זיי צו באזייטיגען פראפעסאר גומבעל'ן פון אוניווערזיטעט. אונטער דעם דרוק פון די היטלעריסטען האט דאס בילדונגס מיניסטעריום פון באדען באשטימט אן אונטערזוכונגס קאמיסיע, וואס זאל דעם ענין אויספארשען.

ביי דעם פארהער האבען אלע סטו-דענטען וואס זיינען געווען ביי גומבעל'ס פארטראג, געלייקענט די באהויפטונג פון די בנים „נאצי" סטודענטען, אבער, ווי

Vorwarts 2te October 1932 פראפ...

[illegible] — האט
נעזאגט [illegible] זיכעל.

— צי [illegible] איהר, אז רע[illegible]
פון די היטלעריסטען אין [illegible]
געגען אידן, ווייל איהר זענט א איד?

— א, ניין, — האט ער זיך איהר־
ניש צולאכט. — די „גוטע" ציטען,
ווען מען האט אין די דייטשע אוני־
ווערסיטעטען פארפאלגט בלויז אידען,
זיינען פאראיבער. היינט נעהם דער
קאמף געגען אלע רעפובליקאנער.

— כאטש די היטלעריסטישע סטו־
דענטען זיינען ניט אין דער מעהרהייט
אין די דייטשע אוניווערסיטעטען, —
האט פראפ. גומבעל פארטגעזעצט, —
פיהלען זיי זיך דארט ווי גאנצע באלע־
באטים און פיהרען פאקטיש אן א דיק־
טאטור. די ניט־היטלעריסטישע סטו־
דענטען זיינען צושפאלטען אין פיל פאר־
טיי־גרופען, וואס באקעמפען זיך געגענ־
זייטיג. די איינציגע גוט־ארגאניזירטע
סטודענטען־גרופע איז די היטלעריסטי־
שע, און זיי נוצען אויס די דאזיגע מאכט
צו טעראריזירען אלעמען, וועלכע זיינען
געגען זיי.

— די היטלעריסטישע סטודענטען־
ארגאניזאציעס, — האט פראפ. גומבעל
דערצעהלט, — שטעלען איצט אפען
ארויס די פאדערונג, אז קיין איין פרא־
פעסאר זאל ניט אנגעשטעלט ווערען אין
אוניווערסיטעט אהן זייער צושטימונג.
אין אוניווערסיטעט פון ראסטאק איז
דאס שוין דורכגעפיהרט. די היטלעריס־
טען ווילען, נאטירליך, דורכזעצען זייע־
רע פאדערונגען אויך אין אלע אנדערע
דייטשע אוניווערסיטעטען, — האט דער
אידישער געלעהרטער פאראויסגעזאגט.

— מיינט אבער ניט, — האט פראפ.
גומבעל ווייטער געזאגט, — אז דער
גרעסטער טייל פון די דייטשע פראפע־
סארען זיינען היטלעריסטען. א, ניין.
אבער זיי האבען ניט דעם מוט און די
ענערגיע ארויסצוטרעטען געגען דעם
טעראר פון המון. עס איז ניטא מעהר
די דיסציפלין און דער דרך־ארץ פאר
דער אקאדעמישער לעהרשאפט, וואס די
דייטשע סטודענטען פלעגען אמאל הא־
בען. היינט־צו־טאג בויגט זיך דער או־
ניווערסיטעט־פראפעסאר פאר דער דיק־
טאטור פון דער גאס. און אין דער דא־
זיגער גאס וועהען איצט היטלעריסטישע
ווינטען. נו, קענט איהר שוין פאר־
שטעהן, פארוואס די פראפעסארען פון
היידעלבערגער אוניווערסיטעט האבען
איצט צוגעשטימט צו דער פאדערונג פון
די היטלעריסטען, אז איך זאל באזייר
טיגט ווערען פון אמט.

— וואס רעכענט איהר צו טאן נע־
גען דער פאראָרדנונג פון [illegible]לדונגס־
מיניסטער?

— איך האב, נאטירליך, צוגעשיקט
[illegible] פראטעסט, — האט פראפ. [illegible] גומבעל
געענטפערט. — איך הא[illegible]ט צו
[illegible]ער באדישער רע[illegible] איז,
[illegible]יט דעם געזעץ, די [illegible]זאנץ,
[illegible] זי זאל מבטל מא[illegible] שלום
[illegible] מיניסטער. איך
[illegible]יף דער לעבערליכקייט
[illegible]ערונכונג", וואס איז
[illegible]יהרט געווארען. [illegible]
[illegible]אבען נעגלויבט דא[illegible]
[illegible] דריי „נאצי"־סטו[illegible]
[illegible]אבען זיך ניט צוג[illegible]
[illegible]ערונגען פון אלע א[illegible]
[illegible], וואס זיינען געוו[illegible]
[illegible]אנ און וועלכע האבען
[illegible]החויפטונג פון די ד[illegible]
[illegible]ר זאל האבען „באל[illegible]עם כבוד
[illegible] דייטשען קריגס־סא[illegible]

— אבער, — האט פ[illegible]ראפעסאר גומ־
[illegible]ל זיך א כאפ געטאן און זיך אוים־
[illegible]שטעלט, — צו וואס איצט דא רייד
[illegible]ן וועגען פאליטיק? איך וועל דער־
[illegible] נעבונג האבען אין דייטשלאנד. ניט
[illegible]קוק: דרויסען איז אזוי שעהן, עס
[illegible]נט די זון; קומט, לאמיר שפאצירען
[illegible]בער די בולווארען פון ריווערסאיד
[illegible]איוו.

און מיר זיינען אוועק אויף א שפא־

דער [illegible] פון די היטלעריסטען
און האבען באוויזען [illegible] ארויסצו[illegible]
[illegible], וועלכע זיי האבען אזוי גע־
ליבט מיט איינינע יאהר צוריק.

אבער בעת די היידעלבערגער פראפע־
סארען האבען, אונטער דעם דרוק פון
היטלעריזם, געענדערט זייער שטעלונג
צו פראפעסאר גומבעל, איז פראפעסאר
איינשטיין געבליבען געטריי צו זיין איי־
בערציינונג און האט זיך געשטעלט
אויף דער זייט פון דעם פארפאלגטען
אידישען פראפעסאר. פונקט אזוי ווי
פריהער, האט זיך איינשטיין איצט גע־
שטעלט אן דער שפיץ פון א גרויסער
פראטעסט־באוועגונג געגען דער אויס־
שליסונג פון פראפעסאר גומבעל פון
אוניווערסיטעט. צוזאמען מיט א גרוי־
סער צאהל אנדערע פראמינענטע ליבע־
ראלע פראפעסארען און געלעהרטע,
האט ער צוגעשיקט א פעטיציע צו דער
רעגירונג פון דער פראווינץ באדען,
פאדערענדיג אפצושאפען די פאראָרד־
נונג פון באדישען בילדונגס־מיניסטער,
לויט וועלכער גומבעל איז אויסגעשלא־
סען געווארען פון אוניווערסיטעט.

אויסערדעם האט איינשטיין איצט
פארעפענטליכט א פראטעסט געגען דער
שענדליכער טאט געגען דעם אידישען
געלעהרטען. איינשטיין זאגט דארט:

„דאס באוויזען פראפעסאר גומ־
בעל'ן פון אוניווערסיטעט איז, לויט
מיין מיינונג, א פארברעכען פון ערנ־
סטען סארט. צי דארף א מענש פאר־
פאלגט ווערען דערפאר, ווייל ער
אונטערווארפט זיך ניט אונטער דעם
שעדליכען מאסען־איינפלוס, און ווייל
ער האט דעם מוט צו קעמפען פאר
דעם אמת און מענשליכקייט, ניט
נעמענדיג אפילו אין באטראכט זיין
פערזענליכע זיכערקייט און די אויס־
זיכטען פאר ערפאלג?

„דער רעספעקט פון דער רעגירונג

ווען זי האט נאר אין זינען די גע־
[illegible] און [illegible] די [illegible]
צאהל [illegible]
טען, ניט צוהערענדיג זיך צו דעם
געשריי פון דעם ווילדען המון."

און בעת אין די [illegible]לאנד [illegible] זיך
איצט מיט דעם [illegible]ל גומבעל [illegible] פון
איין זייט די פר[illegible]סטען פון די פרא־
מינענטסטע גייסטער, און פון דער אנ־
דער זייט די יובעל־געשרייען פון דער
פינסטערער רעאקציע, — געפינט זיך
פראפעסאר גומבעל אליין איצט דא אין
אמעריקא און איז פארטאן אין וויסענ־
שאפטליכער ארבייט. ער האט זיך באַ־
טייליגט אין דעם וועלט־„דזשענעטיקס"־
קאנגרעס, וואס איז נאר וואס אפגעהאל־
טען געווארען אין קארנעל אוניווערסי־
טעט.

איך בין געזעסען מיט פראפעסאר
גומבעל אין זיין קליינעם צימער אויפ'ן
צעהנטען שטאק פון „אינטערנעשאנעל
הויז", וואס געפינט זיך אויף ריווער־
סאיד דרייוו. ער איז א הויכער, א
שלאנקער און פון זיינע שטריכען אין
פנים איז בשום אופן ניט צו דערקענען,
אז ער איז א איד. זיין געדיכטער קאפ
האר איז שוין אין גאנצען גרוי, כאטש
ער איז ניט מעהר ווי 41 יאהר אלט.
זיין שארפער געזיכטס־אויסדרוק באַ־
ווייזט, אז ער האט הינטער זיך יאה־
רען פון שווערען און ענערגישען פאלי־
טישען קאמף.

גומבעל זיצט ביים פענסטער, רוי־
[illegible]
[illegible] דייטשלאנד באטראכט [illegible] די
[illegible]עהנקיים פון דער נאציאנ[illegible]

„ווי שעהן עס איז דא אויפ'ן האר־
[illegible]טאן, אין דער מדינה, ווען די זון געהט
אויף!" פאר'חלום'ט זיך דער מאן, ווע־
[illegible]ען וועלכען עס געהט איצט אן אין
דייטשלאנד אזא ביטערער פאליטישער
קאמף.

ענדליך געהען מיר איבער צו דעם
„פאל גומבעל". ער ווייזט מיר א מאסע
ציימונגען, וואס זיינען איהם צוגע־
שיקט געווארען פון דייטשלאנד, און
וועלכע באריכטען וועגען דעם קאמף,
וואס געהט דארט אן, וועגען דער פאר־

Volkswacht für Schlesien, Breslau
Ausschnitt aus der Nummer vom — 6 OKT. 1932

Der Fall Gumbel

Die Welle der Reaktion, die über Deutschland braust, wirkt sich auf allen Gebieten aus. Mit der Erstarkung der sozialen und politischen Reaktion geht die kulturpolitische Reaktion Hand in Hand. Das äußert sich nicht nur in den Brachtschen Sittlichkeitserlassen, in den Attentaten auf weltliche Schulen, sondern auch in Angriffen auf die Lehrfreiheit an den Universitäten. Das Kennzeichen der Reaktion auf dem Gebiete des wissenschaftlichen Betriebes ist immer die Intoleranz und die Verfolgung von Gelehrten wegen ihrer politischen Gesinnung.

Der schlimmste Fall, in dem Universitätsbehörden und Landesregierung jetzt einer politischen Hetze der nationalsozialistisch-faschistischen Studentenschaft nachgegeben haben, ist die Entziehung der Lehrberechtigung des außerordentlichen Professors an der Universität Heidelberg, Dr. Gumbel, die das badische Kultusministerium verfügt hat.

Gumbel ist ein Statistiker, dessen fachliche Qualitäten unbestritten sind und im In- und Auslande vielfache Anerkennung gefunden haben. Gumbel ist gleichzeitig Sozialdemokrat und radikaler Pazifist, der seit Jahren in vorderster Front den Kampf gegen den Mordterror in radikalen nationalsozialistischen Organisationen geführt hat. Dadurch ist er seit langem für die nationalsozialistische Studentenschaft Gegenstand einer wilden Hetze geworden. Wiederholt haben die Professoren der Universität Heidelberg ohne Rücksicht darauf, wie fern sie der Gesinnung Gumbels standen und ob sie die Formen seiner politischen Betätigung billigten, dem von nationalsozialistischen Studenten geforderten Gesinnungsterror Widerstand geleistet. Mit der Veränderung des politischen Klimas in Deutschland ist leider dieser Widerstand verschwunden. Der Senat der Universität Heidelberg hat anläßlich einer neuen Hetze gegen Gumbel ihn fallen gelassen und mit einer unmöglichen Begründung der weiteren Ausübung der Lehrtätigkeit für unwürdig erklärt. Das badische Kultusministerium hat, obwohl in Baden formal noch eine Regierung der Weimarer Koalition am Ruder ist, gestützt auf das Gutachten des Senats der Universität Heidelberg Gumbel die Lehrberechtigung entzogen.

Was war der Anlaß? Gumbel hatte anläßlich einer Aussprache in der Heidelberger Sozialistischen Studentengruppe sich gegen die nationalsozialistische Kriegsverherrlichung gewandt; er soll in diesem Zusammenhang eine Wendung gebraucht haben, daß ihm eine Kohlrübe zutreffender und geeigneter als Erinnerung an den Krieg erscheine, als eine „leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme". Nazistudenten, die diese Veranstaltung bespitzelten, haben die Aeußerung Gumbels in entstellter Form weitergetragen und zum Anlaß einer neuen Hetze gemacht, die schon im Reichstagswahlkampf vor dem 31. Juli mit allen erdenklichen Drohungen gegen Gumbel arbeitete. Wenn Führer der nationalsozialistischen Studentenschaft dabei mit wilden Beschimpfungen arbeiteten und bis zur Drohung des „Köpferollens" sich verstiegen, so blieben sie dank der Anpassung der Universitätsbehörden an die Zeitströmung unangefochten; dagegen bezeichnete der Senat der Universität auf ein Votum eines eingesetzten Untersuchungsausschusses hin, vor dem Gumbel durch den Genossen Radbruch verteidigt wurde, die in einem internen Kreise gefallene Aeußerung Gumbels als ein Zeichen „mangelnder Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation und eines mangelnden Vermögens, auf die Wertordnungen im Denken und Fühlen anderer Rücksicht zu nehmen." Mit dieser ungerechten und scheinheiligen Begründung wurde die Entfernung Gumbels von der Universität beschlossen.

Es steht hier nicht zur Diskussion, ob die in einem geschlossenen Kreise gefallene Aeußerung Gumbels geschmackvoll war oder nicht. Es ist überhaupt in diesem Augenblick gleichgültig, inwieweit man den Formen des radikalen Pazifismus vom Gumbel Beifall zu spenden oder Widerspruch entgegenzusetzen geneigt ist. Daß es solchen Widerspruch auch innerhalb der Sozialdemokratie gibt, darf als bekannt vorausgesetzt werden. In diesem Augenblick kommt es aber auf all dies gar nicht an, sondern nur darauf, ob es mit persönlicher Meinungsfreiheit, Gesinnungsfreiheit und akademischer Lehrfreiheit auch nur im geringsten vereinbar sein kann, einem Manne die Berechtigung zur Ausübung seines Lehrberufes zu entziehen, weil er nicht in der Ausübung seiner Lehrtätigkeit sondern in einem Kreise von politischen Gesinnungsgenossen Aeußerungen getan hat, die nicht dem Fühlen einer nationalistisch verhetzten Gruppe der Jugend entsprechen. Man muß die Frage aufwerfen, ob die Heidelberger Professoren nicht wissen, in welchen Formen länger als ein Jahrzehnt die Republik, die Demokratie und die sozialistische Arbeiterbewegung von Professoren innerhalb und außerhalb ihrer Lehrtätigkeit beschimpft worden sind und in welchem Maße dabei das Denken und Fühlen all derer verletzt worden ist, die sich mit Freiheit, Demokratie und Sozialismus innerlich verbunden fühlen. Niemals hat ein akademischer Senat, auch nicht die Universität Heidelberg — wir erinnern an den Fall Lenard, jenes Physik-Professors, der selbst am Tage des Rathenaumordes von seinen Provokationen nicht abließ, — aus diesen Vorgängen eine ähnliche Folgerung gezogen, wie man sie jetzt in Anpassung an die Reaktionswelle gegenüber dem Sozialdemokraten und Pazifisten Gumbel zieht.

Der Fall Gumbel ist keine persönliche Angelegenheit, keine Frage geschmacklicher Wertungen, sondern er ist zum Gegenstand eines grundsätzlichen Kampfes für die Freiheit der politischen Betätigung auch auf der linken Seite und gegen einen unerträglichen Gesinnungsterror nationalistisch verhetzter Studenten und Professoren geworden. Leider muß man feststellen, daß die Kampflust für die höchsten Güter geistiger Freiheit in den Kreisen der akademischen Lehrer nicht allzuweit verbreitet zu sein scheint. Eine Reihe von Professoren haben eine Erklärung an das badische Staatsministerium abgegeben, in der sie die Aufhebung der Verfügung des Kultusministers fordern und gegen diesen ersten Anfang einer allgemeinen „Säuberung der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern" Einspruch erheben. Wir finden unter den Unterzeichnern dieses Aufrufes Sozialisten wie Professor v. Aster (Gießen), Tönnies (Kiel), Arthur Rosenberg (Berlin), Karl Grünberg (Frankfurt), J. Herrmann (Stuttgart), Franz Oppenheimer (Berlin), Paul Oesterreich (Berlin), Anna Siemsen (Jena), Th. Lessing (Hannover) und aufrechte Liberale, wie Professor Jastrow (Berlin), L. Schücking (Leipzig) u. a. Für sozialdemokratische Professoren sollte es nach unserer Meinung, gleichviel wie sie im einzelnen persönlich zu Gumbel und seiner Form der politischen Betätigung stehen, eine Ehrenpflicht sein, sich dieser Protesterklärung anzuschließen. Albert Einstein und Genosse Marck (Breslau) haben es inzwischen bereits getan.

Innerhalb der Sozialdemokratie wissen viele Genossen, daß Gumbel in seiner Kampfart recht undiszipliniert sein kann, und es gibt manche Genossen, die mit den Formen, in denen sich die Kriegsgegnerschaft bei ihm äußert, nicht einverstanden sind. Aber das sind Dinge, die in der internen Auseinandersetzung eine Rolle spielen mögen, aber nicht die geringste Bedeutung haben für den einhelligen Protest, den die Sozialdemokratie gegen die Amtsenthebung Gumbels erheben muß, weil diese Maßregelung ein Akt der Verfolgung wegen einer irgendwelchen politischen Kreisen oder akademischen Behörden nicht genehmen Gesinnung ist. Unser Kampf gegen Gesinnungsterror im Interesse der Lehr- und Meinungsfreiheit ist unbedingt und kein von Fall zu Fall wandelbares Lippenbekenntnis. Wir protestieren darum im Einklang mit der oben erwähnten Professoren-Erklärung gegen die Attacke auf Gumbel. Wir fordern seine Belassung im Amt und verlangen von den akademischen und staatlichen Behörden, daß sie der Hetze nationalsozialistischer Studenten keinerlei Konzessionen machen, auch wenn das Nachgeben und Zurückweichen auf diesem Gebiet so gut in die allgemeine reaktionäre Konjunkturwelle hineinzupassen scheint, wie es in diesem Augenblick der Fall ist.

N.Y. Volkszeitung 7-10-32

Prof. Gumbel bekennt sich für Frieden trotz aller Verfolgungen.

Angesichts des zweiten Vortrags von Professor Gumbel, heute, den 7. Oktober, im 14. Str.-Labor Temple, dürfte es von grösstem Interesse für die Leser der "Volkszeitung" sein, zu hören, wie sich fortschrittliche Gelehrte in Deutschland zum "Fall Gumbel" stellen. Professor Anna Siemsen sieht in dem Fall Gumbel die Terrorisierung Andersdenkender, die von den Hochschulen vertrieben werden sollen.

Aehnlich sprechen sich eine ganze Reihe Wissenschaftler über die niederträchtigen Verfolgungen aus, denen Gumbel von seiten der Faschisten und ihrer Förderer ausgesetzt wurde. Unter denen, die sich eindeutig gegen den Terror erklärten, finden wir Professor Goetze von Marburg, Prof. August Messer, Giessen; Prof. Walter Berendsohn, Hamburg; Prof. Toennies, Kiel; Prof. Franz Oppenheimer und viele andere mehr. Bezeichnend ist die Erklärung von Prof. J. Herrmann, früherer württembergischer Kriegsminister. Er verlangt vom Senat in Heidelberg und vom badischen Kultusministerium, dass sie die akademischen Lehrer gegen derartige Angriffe schützen.

Ueber seine eigne Position in der Sache befragt, gab Professor Gumbel folgende Erklärung ab: "Die Wirkung des von den Nationalsozialisten verbreiteten Satzes (dass das Kriegerdenkmal eine einzige grosse Kohlrübe sein sollte) kann nicht mir zur Last gelegt werden. Ich habe keine heilig zu haltenden Gefühle verletzt . . . Der Krieg ist kein wesentliches Gut der Nationen, sondern ein Unglück. Es gibt daher keine Pflicht, ihn heilig zu halten. Wohl aber hielt und halte ich mich für verpflichtet, die Leiden, die er über die Menschheit und damit auch über unser Volk bringt, zu bedauern, die Lebenden vor ihm zu warnen und den Frieden als Kulturgut zu verteidigen."

Für die deutschsprachigen Arbeiter New Yorks bietet sich an diesem Freitag abend die letzte Möglichkeit, den mutigen Mann der Wissenschaft selbst zu hören und von ihm zu erfahren, wie er die Zukunft der deutschen Arbeiterklasse und den Abwehrkampf gegen den Faschismus wertet.

In der Versammlung am heutigen Freitag im Labor Temple, 14. Str. und 2. Ave., wird auch Prof. Reinhold Niebuhr über faschistische Tendenzen in den Ver. Staaten sprechen. Den Vorsitz führt A. J. Muste.

Generalanzeiger Dortmund Dortmund

Prof. Walter Schücking für Gumbel

Zu den dreißig Professoren, die gegen die Lehrentziehung Professors Gumbels protestierten und vom Badischen Staatsministerium die Wiedereinstellung Professor Gumbels verlangten, ist auch noch die Unterschrift des berühmten Staatsrechtslehrers Professors Walter Schücking, Kiel und Haag, und die des Dresdener Hochschullehrers Wilbrandt hinzugekommen.

Hamburger ... Hamburg

8.10.32.

Professor Walter Schücking für Gumbel. Zu den drei[ßig] Professoren, die gegen die Lehrentziehung Professor Gumb[els] protestierten und vom Badischen Staatsministerium die Wiedereinstellung Professor Gumbels verlangten, sind auch noch die Unterschrift des berühmten Staatsrechtslehrers Professor Walter Schücking, Kiel und Haag, und die des Dresdener Hochschullehrers Wilbrandt hinzugekommen.

Interessanter Vortrag ... von Professor Gumbel

Im Labor Temple, an 14. Str. sprach gestern abend Professor Gumbel in einer sehr gut besuch[-]ten Versammlung über die Zukunft der deutschen Arbeiterklasse und über den Abwehrkampf gegen den Faschismus. Seine hochinteressan[-]ten Ausführungen über die heutige Situation in Deutschland, über den Ursprung des Faschismus und über die Hintermänner desselben in den "hohen und höchsten Krei[-]sen" fanden den ungeteilten Beifall der Zuhörer.

Dr. V. Volksz...

Chemnitzer Tageblatt, Chemnitz

Ausschnitt aus der Nummer vom: 9 OKT. 1932

*

Gumbel in Amerika

Der „Deutsche Vorwärts", ein ausgezeichnetes, unparteiisches Blatt der nationalen Arbeiterschaft, macht über den weiland Heidelberger Professor Gumbel, den man wegen seiner Aeußerung, die deutschen Soldaten seien „auf dem Felde der Unehre" gefallen, endlich an die frische Luft gesetzt hat, neue Feststellungen, die wiederum beweisen, wie systematisch diese Gumbels Landesverrat betreiben:

Uns dünkt, daß man viel zu spät an die Beseitigung Gumbels herangegangen ist. Ja, man hatte ihn ja vor noch gar nicht so langer Zeit noch zum Professor ernannt, wofür ein mit Zentrumshilfe amtierender roter Kultusminister verantwortlich zeichnete! Und man hat so getan, als ob es nun eine „Sache der Staatsautorität" wäre, Gumbel gegen das Reinlichkeitsbedürfnis der deutschen akademischen Jugend auf seinem Lehramt zu halten, — einen Mann, der sich seinen Pflichten gegenüber der deutschen Nation überhaupt nicht bewußt gewesen ist und sich anscheinend mit der Einbildung trug, daß der Mantel der „Lehrfreiheit" seine Haßausbrüche und zersetzenden Schandurteile decke! Nach dem, was Gumbel sich geleistet hat, betrachten wir ihn nicht mehr als zum deutschen Volk gehörig, und es ist ein Dienst an der akademischen Lehrfreiheit, daß man sie durch Gumbels Entfernung vor Mißbrauch geschützt hat!

Wie wenig Gumbel übrigens darauf gibt, als Deutscher zu gelten, bewies seine Vortragsreise durch Amerika. Er hat dort in seinen Vorträgen haßerfüllt geleifert, die Hohenzollern hätten in Deutschland alle Macht, der Reichskanzler sei ein Gefangener Hitlers, und wenn Hitler zur Macht komme, werde dieser Deutschland zum Schauplatz eines großen Massenmordens machen.

Gumbels niederträchtige Hetzereien in Amerika sind dem deutschen Volke von Schaden. Gumbel ist als Hochschullehrer klug genug, um das zu wissen. Also hat er uns bewußt geschädigt. Das ist um so schlimmer, als man ja aus bisherigen Erfahrungen weiß, daß auch solcher Quatsch, wie ihn Gumbel verzapfte, besonders gern geglaubt wird, wenn sich sein Autor auf einen deutschen akademischen Titel berufen kann. Die Amerikaner werden nämlich sicher nicht auf den Gedanken kommen, daß, hätte sich Gumbel z. B. als amerikanischer Staatsbürger gegen Amerika so aufgeführt, wie gegen uns, Gumbel „längst hinter schwedischen Gardinen sitzen würde!"

Der Fall Gumbel. Dem badischen Staatsministerium ist in der Angelegenheit der Entlassung des Professors Gumbel aus dem Lehrkörper der Universität Heidelberg eine von Professoren des ganzen Reiches unterzeichnete Erklärung zugegangen, in der dringend gebeten wird, Professor Gumbel in seinem Amte zu belassen. In der Erklärung wird der Befürchtung Ausdruck gegeben, daß die Amtsenthebung Gumbels nur den „ersten Anfang einer allgemeinen Säuberung der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde".

Karlsruher Zeitung 4/10.-9.32

Dresdner Volkszeitung, Dresden

10. OKT. 1932

Ausschnitt aus der Nummer vom:

Für Professor Gumbel. Zu den Namen der dreißig Professoren, die gegen die Absetzung Professor Gumbels protestierten und vom badischen Staatsministerium seine Wiedereinstellung verlangten, ist noch die Unterschrift des berühmten Staatsrechtslehrers Professor Walter Schücking, Kiel und Haag, und die des Dresdner Hochschullehrers Wilbrandt hinzugekommen.

Welt am Montag, Berlin

10.10.32.

Professor Wagemann

Forscher in politischer Konjunktur

Professor Wagemann, Präsident des Stati[sti-]schen Reichsamts und Direktor des In[-]stituts für Konjunkturforschung, das im wesentlichen vom Reich und von den Ge[-]werkschaften finanziert wird, hat sich nicht nur als guter Prophet in wirtschaftlichen Fragen, sondern auch als guter Hellseher in politischen Konjunkturen bewährt. Vor mehr als drei Jahren galt es für einen hohen Staatsbeamten noch als risikolos, sich mit einem politisch abgestempelten Mann der Linken zu zeigen. Damals verpflichtete sich der Herr Präsident durch Vertrag, eine mathematisch-ökonomische Arbeit des Herrn Professor Gumbel in den Schriften des Konjunkturinstituts zu veröffentlichen. Gumbel sollte ein festgelegtes Autorenhonorar bekommen. Das Institut sollte die Drucklegung besorgen und die notwendigen Zeichnungen und Berechnungen ausführen.

Doch schon bald nach Abschluß des Vertrages wurden Professor Gumbel vom Institut Schwierigkeiten gemacht, so daß er die Durchführung des Vertrages mit der Unterstützung des Schutzverbandes Deutscher Schriftsteller erzwingen mußte. Das gelang allerdings nur zum Teil: Gumbel bekam zwar schließlich sein Honorar für die mit Hilfe des Instituts fertiggestellte Arbeit. Die Arbeit selbst aber wurde erst nach endlosem Hin und Her in einem fremden Verlag, bei Teubner in Leipzig, veröffentlicht („Das Zufallsgesetz des Sterbens", Heft 12 der Ergänzungshefte zum Deutschen Statistischen Zentralblatt).

Gegen die wissenschaftliche Qualität der Arbeit Gumbels hatte der Herr Präsident nichts einzuwenden, er befürchtete aber unter den veränderten Zeitverhältnissen eine politische Kompromittierung seiner Person.

Obwohl das Institut des Herrn Präsidenten Wagemann für die Fertigstellung der Arbeit und sicherlich auch für die Drucklegung erhebliche Summen beigesteuert hat, ist jeder Hinweis auf die Mitwirkung des sonst nicht so bescheidenen Instituts unterblieben. Der Herr Präsident hat es offenbar vorgezogen, sich nicht in so unbequemer Gesellschaft sehen zu lassen.

Ob allerdings die Geldgeber des Instituts mit dieser Verwendung von Mitteln einverstanden sind, hat er anscheinend nicht erwogen. Eine stärkere Kontrolle der für das Institut zur Verfügung gestellten öffentlichen Gelder wäre vermutlich schon seit Jahren am Platze gewesen. Aehnliche Wünsche sollen bereits im Rechnungs-Unterausschuß des Reichstages geäußert worden sein.

Berliner Tageblatt

11. OKT. 1932

Professor Gumbels Rekurs.

Professor Gumbel (Heidelberg) hat gegen die Entscheidung des badischen Kultusministers vom 5. August, in der ihm die Lehrberechtigung entzogen worden ist, Rekurs eingelegt. Er fordert die Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, die eidliche Vernehmung der Zeugen, die Nachprüfung der Glaubwürdigkeit des Hauptbelastungszeugen und die Wiederherstellung seiner Rechte.

In der Begründung des Rekurses betont Gumbel besonders, dass seine in der fraglichen Versammlung gefallene Aeusserung in der Interpretation, die ihr von den nationalsozialistischen Studenten (als Zeugen) gegeben und dem Gutachten des Untersuchungsausschusses zugrunde gelegt worden sei, entstellt wiedergegeben werde. Er wehrt sich dagegen, dass aus einer früher (1924) von ihm gemachten Aeusserung und dem neuen „Fall" jetzt ein „Gesamtverhalten" konstruiert worden sei. Ebenso wird die Heranziehung der Tatsache, dass Gumbel sich an der Unterschriftensammlung für Ossietzky beteiligt hat, zurückgewiesen. Zum Schluss weist Gumbel auf die grosse politische Bedeutung seines „Falles" hin, der von nationalsozialistischer Seite als Präzedenzfall aufgefasst und ausgebeutet werde.

Weltbühne 11.10.32.

Deutscher Vorwärts. In einem wüsten Schimpfartikel gegen Professor Gumbel und die Republikanische Beschwerdestelle schreibst du: „Deshalb möchte sie (die Republikanische Beschwerdestelle) gern, daß Gumbel wieder in sein Amt zurückgerufen werde. Geschähe dies, dann könnten wir aber ihr und dem badischen Staatsministerium nur versichern, daß dann allerlei passieren würde, wofür wir nicht gradestehen wollen!" Wir sind ein bißchen neugierig und möchten gern wissen, was passieren würde, wenn Gumbels Rekurs Erfolg hat. Wem soll es dann an den Kragen gehen, Gumbel oder dem badischen Staatsministerium? Ihr als „teutsche" Männer habt doch sicher Zivilcourage? Also bitte, etwas deutlicher!

Deutsche Liga für Menschenrechte. Sie teilen mit, daß sich Professor Walther Schücking der Protestaktion der dreißig Professoren gegen Gumbels Entlassung angeschlossen hat.

Zeit des Kapp-Putsches, so würden die Familienstreitigkeiten in den einzelnen Gruppierungen der Reaktion sehr schnell verschwinden; sie würde mit geeinten Kräften gegen die Arbeiterklasse vorgehen. Die Schwäche der Arbeiterschaft, ihre Uneinigkeit und Zerrissenheit ist es, die der feudalen Reaktion, dem Monopolkapitalismus und den Junkern gestattet, scheinbar schärfer gegen die Nazis vorzugehen. Sie tut dies, indem sie gleichzeitig die Arbeiterorganisationen zwar nicht zerschlägt aber immer stärker funktionslos macht, immer mehr von innen heraus aushöhlt. Die neue Ausführungsverordnung des Reichsarbeitsministers gegen die Streiks bei dem augenblicklichen Lohnabbau ist nur ein Symptom für viele.

Noch einmal also: die Arbeiterklasse soll die innern Zwistigkeiten im Lager der Reaktion nicht überschätzen. Sie gewinnt dadurch nur das eine: sie gewinnt etwas Zeit. Papens Chance, durch den Ausgang der Reichstagswahlen die eigne Regierung zu stärken, würde für die Arbeiterklasse einen Zeitgewinn bei der immer größern Verschärfung der politischen Gegensätze bringen. Nützt sie den Zeitgewinn, um vor allem gegen den neuen Lohnraub zur einheitlichen Aktion der gesamten Klasse zu kommen, so kann Papens Chance auch leicht in gewissem Umfang zu einer Chance der Arbeiterklasse werden.

Weltbühne 11.10.32

Rekurs an das Staatsministerium

von E. J. Gumbel

Gemäß der Verordnung vom 13. Januar 1921 lege ich hiermit gegen die von mir am 24. August erhaltene Entscheidung des Herrn Unterrichtsministers, wonach mir die Lehrerechtigung entzogen und ich die Kosten des Verfahrens zu tragen habe, Rekurs ein. In dem beiliegenden Brief an den Herrn Unterrichtsminister habe ich diesen gebeten, meine Verteidigungsschrift vom 25. Juli an das Staatsministerium weiterzugeben.

Ich beantrage:

Gegenüber dem Gutachten des Untersuchungsausschusses Berücksichtigung meiner Verteidigungsschrift;

Eidliche Vernehmung sämtlicher im Verfahren bisher vernommenen Ohrenzeugen, sowie der Unterzeichner der in der ‚Heidelberger Volkszeitung' veröffentlichten Erklärung, soweit sie zur Zeit in Heidelberg erreichbar sind; besonderes Gewicht lege ich auf die eidliche Vernehmung des Arbeiters;

Heranziehung der Akten des Disziplinarverfahrens gegen die Studenten insbesondere der die Glaubwürdigkeit des Hauptzeugen betreffenden Begründung der Anträge des Staatsanwalts;

Wiederherstellung aller meiner Rechte, die ich auf Grund der Habilitation genoß, bis zum Zeitpunkt der Entscheidung des Staatsministeriums.

Was die endgültige Entscheidung betrifft, so bitte ich um Einstellung des Verfahrens, Belassung aller Rechte und um einen einjährigen Urlaub. Ich verbleibe mit vorzüglicher Hochachtung

ergebenst

gez. Unterschrift

Ausschnitt vom: 12. OKT. 1932

Allensteiner Zeitung, Allenstein

Gumbel erhebt Einspruch.

Unsere Berliner Schriftleitung meldet uns:

Professor Gumbel hat gegen die Entscheidung des Badischen Kultusministers vom 5. August, in der ihm die Lehrberechtigung entzogen worden ist, Einspruch erhoben und die Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift verlangt, die er abgefaßt hat. Er erklärt, die von ihm gefallene Aeußerung in der fraglichen Versammlung, die der Anlaß zu seiner Amtsentsetzung war, sei entstellt wiedergegeben worden, und wehrt sich dagegen, daß man aus einer früheren Aeußerung und der letzteren einen Zusammenhang herstellte.

Natürlich verfehlt Herr Gumbel nicht, schließlich die „große politische Bedeutung" seines „Falles" hervorzuheben. Professor Gumbel vergißt aber dabei, daß die Entfernung vom Lehramt nicht allein aus der ihm zur Last gelegten Aeußerung in einer Versammlung erfolgte, sondern daß dies nur der Schlußstein einer Reihe von Dingen war, die Gumbel für einen Erzieher und Lehrer deutscher Jugend als ungeeignet erscheinen ließ.

Königsberger Hartungsche Zeitung

12. 10. 32.

Abendausgabe

Gumbels Beschwerde

Wie das B. D. mitteilt, hat Professor Gumbel (Heidelberg) gegen die Entscheidung des badischen Kultusministers vom 5. August in der ihm die Lehrberechtigung entzogen worden ist, Beschwerde eingelegt. Er fordert die Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, die eidliche Vernehmung der Zeugen, die Nachprüfung der Glaubwürdigkeit des Hauptbelastungszeugen und die Wiederherstellung seiner Rechte.

In der Begründung der Beschwerde betont Gumbel besonders, daß seine in der fraglichen Versammlung gefallene Aeußerung in der Auslegung, die ihr von den nationalsozialistischen Studenten (als Zeugen) gegeben und dem Gutachten des Untersuchungsausschusses zugrunde gelegt worden sei, entstellt wiedergegeben werde. Er wehrt sich dagegen, daß aus einer früher (1924) von ihm gemachten Aeußerung und dem neuen „Fall" jetzt ein „Gesamtverhalten" konstruiert worden sei. Ebenso wird die Heranziehung der Tatsache, daß Gumbel sich an der Unterschriftensammlung für Ossietzky beteiligt hat, zurückgewiesen.

*

Zu den 30 Professoren, die gegen die Lehrentziehung für den Heidelberger Professor Gumbel protestierten und vom badischen Staatsministerium die Wiedereinstellung Professor Gumbels verlangten, ist auch noch die Unterschrift des berühmten Staatsrechtslehrers Prof. Walter Schücking, Kiel-Haag, und die des Dresdener Hochschullehrers Wilbrandt hinzugekommen.

Weltbühne 11.10.32

Begründung

Die Entscheidung des Herrn Unterrichtsministers geht davon aus, daß ich die inkriminierte Äußerung getan habe. Hierfür gibt es nur einen Beweis, nämlich die Aussage der drei nationalsozialistischen Studenten, insbesondere Dörrs. Diese widerspricht der Aussage aller andern Zeugen in allen entscheidenden Punkten, und zwar derartig, daß sogar Geheimrat Anschütz in seiner Vorlesung öffentlich hierauf zu sprechen gekommen ist.

Wenn einem nationalsozialistischen Studenten in einer Zeit, in der seine Parteifreunde beinahe täglich politische Morde begehen, in der mir die Fensterscheiben eingeschlagen werden, in der mein Zaun umgerissen wird, in der ich auf der Straße täglich angepöbelt werde, nach dem Eindruck in einer vorwiegend nationalsozialistischen Versammlung geglaubt werden kann, daß sein Satz „Wie das Verfahren auch ausgehen mag, Gumbels Kopf wird rollen" nur bildlich gemeint war, so darf auch den sehr viel weniger kühnen Aussagen aller nicht nationalsozialistischen Teilnehmer meiner Versammlung Glauben geschenkt werden.

In meiner Verteidigungsschrift habe ich an Hand dieser Zeugenaussagen die Unglaubwürdigkeit der von den drei Nationalsozialisten gegen mich vorgebrachten Anschuldigung nachgewiesen. Ich lege daher meinem Rekurs die Tatsache zugrunde, daß der Herr Unterrichtsminister auf diese Schrift (bis auf eine weniger wichtige Eventualbemerkung) überhaupt nicht eingegangen ist, und bitte um deren Berücksichtigung.

Was den Zeugen D. betrifft, so ist die Glaubwürdigkeit dieses Zeugen durch die Art seiner Aussagen in dem Disziplinarverfahren gegen die Studenten neuerdings in aller Öffentlichkeit erschüttert.

Die vom Herrn Unterrichtsminister veranlaßte eidliche Vernehmung entsprach meinem Eventualantrag, ihn und L., als typische Vertreter der beiden sich in diesem Disziplinarverfahren unversöhnlich gegenüberstehenden Aussagen wie Weltauffassungen, noch einmal nach Abschluß der Universitätsuntersuchung eidlich zu vernehmen. Aber nur der Hälfte dieses in sich geschlossenen, nicht halbierbaren Antrags. Der Herr Unterrichtsminister ist, indem er zwei nationalsozialistische Belastungszeugen und ausgerechnet nur sie vereidigt hat, an der wichtigsten Erkenntnisquelle vorbeigegangen: „Audiatur et altera pars", nämlich diejenigen, welche in der Äußerung überhaupt nichts Auffälliges gehört haben, eben weil sie weder die Form noch den Inhalt hatte, welche die Nationalsozialisten behaupten. Daher ist es notwendig, daß das Staatsministerium nunmehr auch alle andern Ohrenzeugen, insbesondere den Arbeiter L. und diejenigen, welche die in der ‚Heidelberger Volkszeitung' veröffentlichte Erklärung unterschrieben haben, welche der Aussage der Nationalsozialisten in aller Entschiedenheit widerspricht, eidlich vernimmt, soweit sie zur Zeit in Heidelberg erreichbar sind.

Das Ergebnis der Vernehmung wird erneut die bisherigen Aussagen aller andern Zeugen bekräftigen und feststellen, daß das, was ich wirklich gesagt habe, nichts mit der Interpretation zu tun hat, welche die Nationalsozialisten meiner Äußerung gegeben haben und welche das Gutachten des Untersuchungsausschusses zugrundelegt.

Hier liegt der zentrale Unterschied zum Fall des Jahres 1924, in dem ich wirklich eine Äußerung getan habe, welche Anstoß erregt hat und die zu bedauern ich Grund hatte. Es besteht überhaupt kein Zusammenhang mit diesem nunmehr acht Jahre zurückliegenden ersten und einzigen Vorfall, über dessen Behandlung die Fakultät nach dem von ihr damals veröffentlichten Gutachten bekanntlich keineswegs einig war und der, soweit er mir zum Vorwurf gereicht, nach den gesetzlichen Auffassungen als verjährt gelten darf. Aus dem Fall von 24 und der von den Nationalsozialisten entstellten Äußerung von

...schnitt vom: 12 OKT. 1932

Allensteiner Zeitung, Allenstein

Gumbel erhebt Einspruch.

Unsere Berliner Schriftleitung meldet uns:

Professor Gumbel hat gegen die Entscheidung des Badischen Kultusministers vom 5. August, in der ihm die Lehrberechtigung entzogen worden ist, Einspruch erhoben und die Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift verlangt, die er abgefaßt hat. Er erklärt, die von ihm gefallene Aeußerung in der fraglichen Versammlung, die der Anlaß zu seiner Amtsentsetzung war, sei entstellt wiedergegeben worden, und wehrt sich dagegen, daß man aus einer früheren Aeußerung und der letzteren einen Zusammenhang herstellte.

Natürlich verfehlt Herr Gumbel nicht, schließlich die „große politische Bedeutung" seines „Falles" hervorzuheben. Professor Gumbel vergißt aber dabei, daß die Entfernung vom Lehramt nicht allein aus der ihm zur Last gelegten Aeußerung in einer Versammlung erfolgte, sondern daß dies nur der Schlußstein einer Reihe von Dingen war, die Gumbel für einen Erzieher und Lehrer deutscher Jugend als ungeeignet erscheinen ließ.

Königsberger Hartungsche Zeitung

12. 10. 32.

Abendausgabe

Gumbels Beschwerde

Wie das B. D. mitteilt, hat Professor Gumbel (Heidelberg) gegen die Entscheidung des badischen Kultusministers vom 5. August in der ihm die Lehrberechtigung entzogen worden ist, Beschwerde eingelegt. Er fordert die Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, die eidliche Vernehmung der Zeugen, die Nachprüfung der Glaubwürdigkeit des Hauptbelastungszeugen und die Wiederherstellung seiner Rechte.

In der Begründung der Beschwerde betont Gumbel besonders, daß seine in der fraglichen Versammlung gefallene Aeußerung in der Auslegung, die ihr von den nationalsozialistischen Studenten (als Zeugen) gegeben und dem Gutachten des Untersuchungsausschusses zugrunde gelegt worden sei, entstellt wiedergegeben werde. Er wehrt sich dagegen, daß aus einer früher (1924) von ihm gemachten Aeußerung und dem neuen „Fall" jetzt ein „Gesamtverhalten" konstruiert worden sei. Ebenso wird die Heranziehung der Tatsache, daß Gumbel sich an der Unterschriftensammlung für Ossietzky beteiligt hat, zurückgewiesen.

*

Zu den 80 Professoren, die gegen die Lehrentziehung für den Heidelberger Professor Gumbel protestierten und vom badischen Staatsministerium die Wiedereinstellung Professor Gumbels verlangten, ist auch noch die Unterschrift des berühmten Staatsrechtslehrers Prof. Walter Schücking, Kiel-Haag, und die des Dresdener Hochschullehrers Wilbrandt hinzugekommen.

32 kann somit kein Gesamtverhalten konstruiert werden. Damit fallen alle Konsequenzen, welche hieraus gezogen werden. Von meiner ganzen Verteidigungsschrift hat der Herr Unterrichtsminister nur die Eventualbemerkung, daß Kriegerdenkmäler auch als Denkmale des Krieges aufgefaßt werden können, berücksichtigt und hieraus Schlüsse auf meine „Verständnislosigkeit gegenüber andersgearteten Anschauungen" gezogen, während diese Bemerkung tatsächlich nur eine Selbstverständlichkeit wiedergibt.

Den gleichen Schluß glaubt der Herr Minister aus dem Umstand ziehen zu können, daß ich Unterschriften zu einer an den Herrn Reichspräsidenten gerichteten Bitte um Begnadigung für Carl von Ossietzky gesammelt habe, in der dieser als Mann von untadeliger Gesinnung bezeichnet wurde. Was zunächst diese Charakterisierung betrifft, so ist es die Eigentümlichkeit eines politischen Verbrechens, daß es aus untadeliger, ehrenhafter Gesinnung heraus begangen werden kann. Es genügt, unter anderm auf die Tatsache hinzuweisen, daß die namhaftesten Führer der Nationalsozialisten sogar wegen schlimmerer „die Grundlagen der staatlichen Ordnung gefährdenden Verbrechen" wie Mord und Hochverrat vorbestraft sind und trotzdem von mancher Seite als ehrenhaft bezeichnet werden. Ich habe das bei der Sammlung verwendete Formular zu den Akten gegeben, weil ich nichts zu verschweigen habe. Ich vermag es überhaupt nicht als Belastung zu empfinden, daß ich in einer politischen Versammlung Unterschriften zu einer Erklärung gesammelt habe, die von über 42 000 Deutschen, darunter vielen hervorragenden Politikern und in der Öffentlichkeit angesehenen Personen, auch von Professor Radbruch, unterschrieben worden ist.

Zum Schluß dieses Briefes gestatte ich mir eine politische Bemerkung: Der Ausgangspunkt dieses Verfahrens ist, wie der Herr Unterrichtsminister schreibt, die Form einer politischen Äußerung. Aber die Ursache dieses Verfahrens ist nicht diese Form sondern entgegengesetzt der Behauptung des Untersuchungsausschusses der Gesamtinhalt meiner politischen Überzeugung. Wer bisher nicht dieser Meinung war, den muß die Tatsache, daß die Angriffe gegen mich von den Nationalsozialisten ausgegangen sind, und das Jubelgeschrei der nationalsozialistischen Presse über meine Entlassung überzeugen. Die Nationalsozialisten haben mich verfolgt und mußten mich verfolgen, weil ich ihre politischen Morde aufgedeckt habe. Zu diesen meinen Arbeiten stehe ich. Die Denkschrift des Reichsjustizministers und die Morde der letzten Zeit haben meine Behauptungen bestätigt. Während acht Jahren haben die Herren Staatspräsidenten und Unterrichtsminister aus verschiedenen politischen Parteien mich gehalten. Ich weiß jedem einzelnen für jeden solchen Schritt tiefen Dank und habe auf ihre Intentionen immer Rücksicht genommen.

Der jetzige Herr Unterrichtsminister hält meine Entfernung für eine politische Notwendigkeit: wohl, wenn ich seinen Schritt interpretieren darf, um den Nationalsozialisten weniger Angriffsflächen zu bieten und hierdurch die Republik zu schützen. Wenn ich diesen Gedankengang als richtig annehmen könnte, hätte ich längst die Konsequenz gezogen und wäre freiwillig zurückgetreten. Denn ich bin mir bewußt, daß die Anhänger der Republik verpflichtet sind, ihr auch Opfer zu bringen. Aber dieses Argument ist falsch. Durch meine Entfernung wird die Republik nicht gestützt, wohl aber wird hierdurch die Stellung aller Republikaner an den deutschen Hochschulen gefährdet. Ich kann beweisen, daß diese Überzeugung weit verbreitet ist. Die von den Nationalsozialisten provozierten Skandale an so vielen deutschen Hochschulen und ihre weitgehenden Drohungen in der ‚Heidelberger Volksgemeinschaft' vom 2. August beweisen, daß durch meine Entfernung die Ruhe nicht gesichert ist.

Es handelt sich bei diesem Kampf nicht um Gumbel sondern um die von den Nationalsozialisten als „Gumbels" Qualifizierten. Ich

werde nicht der einzige Nachfolger der langen Reihe politischer Märtyrer aus deutschen Universitäten sein, die zum Teil ins Exil gehen mußten, der Reihe, die von Fichte und den Freiheitskämpfern von 1813, den Gebrüdern Grimm, von den Göttinger Sieben, den Kämpfern von 1848 bis zu Dühring und Aron reicht. Es ist noch in der Macht des Ministeriums, dies zu verhindern, daß das schreckliche Wort Fichtes sich bewahrheite, „daß in einigen Jahren in Deutschland kein Mensch mehr, der dafür bekannt ist, in seinem Leben einen freien Gedanken gedacht zu haben, eine Ruhestätte finden wird".

Freigesprochen von Gabriele Tergit

Der Prozeß begann damit, daß der ‚Angriff' die Köpfe der Angeklagten forderte, und er endete mit dem Freispruch aller Angeklagten.

Dazwischen liegt zweiundeinhalbe Woche eines der aufregendsten Prozesse, die je in Moabit stattfanden. Noch nie war die These der Nationalsozialisten von zweierlei Recht, einem für Nationalsozialisten als Staatsbejaher, einem andern für Kommunisten als Staatsverneiner, so tief bis in die Taten und Protokolle der Polizei und der Staatsanwaltschaft zu spüren gewesen, und dabei handelte es sich um Todesurteile gegen fünf junge Menschen. Es handelte sich in der Verhandlung nicht um das Urteil, nicht um Differenzierungen über die Beurteilung von Tat und Täter sondern plump und grob wie in einem schlechten Kriminalroman um die Frage: Wer schoß? Die Justiz wurde degradiert zur Detektei. Alle Ermittlungen, sonst von der Polizei begonnen, von der Staatsanwaltschaft fortgesetzt, von dem Untersuchungsrichter geprüft, sind beim Sondergericht nur noch auf Polizei und Staatsanwaltschaft konzentriert. Polizei und Staatsanwaltschaft tippen auf die Falschen. Ein Untersuchungsrichter zur Verhinderung von Irrtümern fehlt. Anklage gegen neun Arbeiter wird erhoben. Der Prozeß beginnt. Nun greift die Verteidigung ein, und bei Rechtsanwalt Litten geht es zu, als ob er das berühmte rote Plakat der Mordkommission affichiert hätte — tausend Mark Belohnung. Bei ihm melden sich Zeugen und aber Zeugen, alles, was Aufgabe der Behörden in einem gesunden Rechtsverfahren ist, geschieht nun durch die Verteidigung. Zugunsten nicht nur der Angeklagten sondern zugunsten des Rechtes, zur Verhinderung eines vielfachen Justizmordes, der ein rotbrennendes, ein entzündendes Fanal geworden wäre, auch in einem Deutschland, das in Dingen der Gerechtigkeit stumpf und schwerhörig geworden ist.

Kurz der Tatbestand: Calm, Angestellter einer Treuhandgesellschaft und Funktionär der KPD hatte eine Sitzung von Kommunisten zur Gründung einer Hausschutzstaffel für die Röntgenstraße in ein neutrales Lokal berufen, zu der auch eine schon bestehende Hausschutzstaffel kam. Im ganzen etwa fünfundzwanzig Leute. Beim Heimweg gingen sie geschlossen auf der rechten Seite der Röntgenstraße. Drei Nationalsozialisten, die von einer Sturmversammlung kamen, gingen auf der gleichen Seite der Straße, kamen in einen Wortwechsel mit den Kommunisten, lösten sich von der rechten Seite, um auf die linke Seite, wo das Verkehrslokal des Sturms 33 ist, hinüberzugehen. In diesem Moment fallen zehn bis fünfzehn Schüsse. Der Nationalsozialist Gatschke ist tot, die zwei andern sind verwundet. Die Kommunisten fliehen zurück. Die Polizei kommt zufällig sofort, fährt bis an das Sturmlokal, untersucht die etwa vierzig Anwesenden vergeblich auf Waffen. Nur auf dem Hof liegen zwei Revolver. Soweit das Geschehnis.

Sofort danach geht in der Gegend die Rede, die Nazis hätten ihre eignen Leute erschossen. Aber unbeirrt, gebannt den Ver-

Ausschnitt vom: 12. OKT. 1932

Allensteiner Zeitung, Allenstein

Gumbel erhebt Einspruch.

Unsere Berliner Schriftleitung meldet uns: Professor Gumbel hat gegen die Entscheidung des Badischen Kultusministers vom 5. August, in der ihm die Lehrberechtigung entzogen worden ist, Einspruch erhoben und die Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift verlangt, die er abgefaßt hat. Er erklärt, die von ihm gefallene Aeußerung in der fraglichen Versammlung, die der Anlaß zu seiner Amtsentsetzung war, sei entstellt wiedergegeben worden, und wehrt sich dagegen, daß man aus einer früheren Aeußerung und der letzteren einen Zusammenhang herstellte.

Natürlich verfehlt Herr Gumbel nicht, schließlich die „große politische Bedeutung" seines „Falles" hervorzuheben. Professor Gumbel vergißt aber dabei, daß die Entfernung vom Lehramt nicht allein aus der ihm zur Last gelegten Aeußerung in einer Versammlung erfolgte, sondern daß dies nur der Schlußstein einer Reihe von Dingen war, die Gumbel für einen Erzieher und Lehrer deutscher Jugend als ungeeignet erscheinen ließ.

Königsberger Hartungsche Zeitung

12. 10. 32.

Abendausgabe

Gumbels Beschwerde

Wie das B. D. mitteilt, hat Professor Gumbel (Heidelberg) gegen die Entscheidung des badischen Kultusministers vom 5. August in der ihm die Lehrberechtigung entzogen worden ist, Beschwerde eingelegt. Er fordert die Berücksichtigung seiner Verteidigungsschrift, die eidliche Vernehmung der Zeugen, die Nachprüfung der Glaubwürdigkeit des Hauptbelastungszeugen und die Wiederherstellung seiner Rechte.

In der Begründung der Beschwerde betont Gumbel besonders, daß seine in der fraglichen Versammlung gefallene Aeußerung in der Auslegung, die ihr von den nationalsozialistischen Studenten (als Zeugen) gegeben und dem Gutachten des Untersuchungsausschusses zugrunde gelegt worden sei, entstellt wiedergegeben werde. Er wehrt sich dagegen, daß aus einer früher (1924) von ihm gemachten Aeußerung und dem neuen „Fall" jetzt ein „Gesamtverhalten" konstruiert worden sei. Ebenso wird die Heranziehung der Tatsache, daß Gumbel sich an der Unterschriftensammlung für Ossietzky beteiligt hat, zurückgewiesen.

*

Zu den 30 Professoren, die gegen die Lehrentziehung für den Heidelberger Professor Gumbel protestierten und vom badischen Staatsministerium die Wiedereinstellung Professor Gumbels verlangten, ist auch noch die Unterschrift des berühmten Staatsrechtslehrers Prof. Walter Schücking, Kiel-Haag, und die des Dresdener Hochschullehrers Wilbrandt hinzugekommen.

Heidelberger Tageblatt

14. 10. 32.

55

Gumbel legt Rekurs ein.

Wie die Deutsche Liga für Menschenrechte mitteilt, hat Prof. Gumbel folgenden Rekurs gegen die Entscheidung des Unterrichtsministers auf die Entziehung der Venia legendi von Neuyork aus eingereicht:

„Gemäß der Verordnung vom 18. 1. 21 lege ich hiermit gegen die von mir am 24. August erhaltene Entscheidung des Herrn Unterrichtsministers, wonach mir die Lehrberechtigung entzogen und ich die Kosten des Verfahrens zu tragen habe, Rekurs ein. Ich beantrage: 1. Gegenüber dem Gutachten des Untersuchungsausschusses Berücksichtigung meiner Verteidigungsschrift. 2. Eidliche Vernehmung sämtlicher im Verfahren bisher vernommenen Ohrenzeugen, sowie der Unterzeichner der in der Heidelberger „Volkszeitung" veröffentlichten Erklärung, soweit sie zurzeit in Heidelberg erreichbar sind. Besonderes Gewicht lege ich auf die eidliche Vernehmung des Arbeiters. 3. Heranziehung der Akten des Disziplinarverfahrens gegen die Studenten, insbesondere der die Glaubwürdigkeit des Hauptzeugen betreffenden Begründung der Anträge des Staatsanwalts. 4. Wiederherstellung aller meiner Rechte, die ich auf Grund der Habilitation genoß, bis zum Zeitpunkt der Entscheidung des Staatsministeriums.

Was die endgültige Entscheidung betrifft, so bitte ich um Einstellung des Verfahrens, Belassung aller Rechte und um einen einjährigen Urlaub. Ich verbleibe mit vorzüglicher Hochachtung ergebenst gez. E. J. Gumbel."

Eine ausführliche Begründung ist dem Schreiben beigefügt. Darin wird u. a. gesagt:

Das Ergebnis der Vernehmung wird erneut die bisherigen Aussagen aller anderen Zeugen bekräftigen und feststellen, daß das, was ich wirklich gesagt habe, nichts mit der Interpretation zu tun hat, welche die Nationalsozialisten meiner Aeußerung gegeben haben und welche das Gutachten des Untersuchungsausschusses zugrundelegt. Hier liegt der zentrale Unterschied vom Fall des Jahres 1924, indem ich da wirklich eine Aeußerung getan habe, welche Anstoß erregt hat und die zu bedauern ich Grund hatte. Es besteht überhaupt kein Zusammenhang mit diesem nunmehr acht Jahre zurückliegenden ersten und einzigen Vorfall, über dessen Behandlung die Fakultät nach dem von ihr damals veröffentlichten Gutachten bekanntlich keineswegs einig war und der, soweit er mir zum Vorwurf gereicht, nach den gesetzlichen Auffassungen als verjährt gelten darf.

Ausschnitt vom: 13. Okt. 1932

Mannheimer Tageblatt

Heidelberg. Gumbel legt Rekurs ein. Wie die Deutsche Liga für Menschenrechte mitteilt, hat Prof. Gumbel gegen die Entscheidung des Unterrichtsministers auf die Entziehung der Venia legendi von Neuyork aus Rekurs eingereicht.

Ausschnitt vom: 14. Okt. 1932

Neue Preußische Kreuzzeitung, Berlin SW 11

Gumbelei und kein Ende.

Die Affäre des entlassenen Hochschullehrers Gumbel in Heidelberg droht zu einem Skandal ohne Ende zu werden. Dr. Gumbel hat gegen die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums einen Rekurs beim Staatsministerium eingeleitet. Er bittet um Einstellung des Verfahrens, Belassung aller seiner Rechte und einjährigen Urlaub. In langen Ausführungen bestreitet er die Glaubwürdigkeit seiner Belastungszeugen. Er findet gar nichts dabei, daß er als Universitätsprofessor in einer politischen Versammlung Unterschriften für ein Begnadigungsgesuch zugunsten des wegen Landesverrats verurteilten Karl v. Ossietzky gesammelt hat, und behauptet, man habe ihn nur entlassen, um den Nationalsozialisten weniger Angriffsflächen zu bieten. Mit dreister Agitation sagt er, daß es sich überhaupt nicht um Gumbel handle, sondern „um die von den Nationalsozialisten als Gumbels Qualifizierten". — Hier irrt sich Herr Gumbel ganz gründlich. Nicht nur die Nationalsozialisten, sondern die geschlossene Front aller nationalen Studenten wehrt sich seit acht Jahren dagegen, daß ein Mann vor ihnen als Universitätslehrer auftritt, der vor den wichtigsten Gütern der Nation nicht den mindesten Respekt hat. Am Schluß der „Begründung", die Gumbel seinem Antrag an das Ministerium beifügt, stehen folgende Ungeheuerlichkeiten: „Ich werde nicht der einzige Nachfolger in der langen Reihe der Märtyrer aus deutschen Universitäten sein, die zum Teil ins Exil gehen mußten, der Reihe, die von Fichte und den Freiheitskämpfern von 1813, den Gebrüdern Grimm . . ., bis zu Dühring . . . reicht." Das ist ein Kabinettstückchen der Frechheit! Gumbel als Märtyrer neben Fichte und den Gebrüdern Grimm! Sollte da nicht doch noch ein kleiner Unterschied sein?

Der Reichsbote, Berlin

12. 10. 32.

Nationale Hochschullehrer tagen.

Am Dienstag vormittag versammelten sich im Reichstag die rechtsstehenden Hochschullehrer, um über die gegenwärtige Lage der Hochschulen und die notwendigen Reformen zu beraten. Prof. Lent-Erlangen hielt ein ausführliches Referat, in dem er mit großem [illegible], daß die nationale Presse, soweit sie ausgesprochene Parteipresse ist, die Interessen der Hochschulen sehr unzureichend vertritt und die Fragen nicht von der hohen Warte aus behandelt, die dafür erforderlich sei.

Man könne nur durch Ueberlegenheit auf geistigem Gebiet die Rechte der nationalen Akademiker wirksam vertreten. Bei der geplanten Reichsreform mußte auch die Hochschulreform in Angriff genommen werden, wobei größtes Gewicht auf die Selbstverwaltung zu legen sei. Es gehe nicht an, daß an den Vorlesungsverzeichnissen und -bestimmungen Männer der Ministerien mitarbeiten, die von den Verhältnissen der Universität keine Ahnung haben, wie es in den letzten Jahren häufig der Fall war. Die Lehrfreiheit müsse gewahrt werden. Allerdings seien hier Unterschiede zu machen. Wenn ein Dozent, wie der frühere Professor Gumbel-Heidelberg, die nationalen Belange des Staates schmähe und taktlose Bemerkungen mache, die mit seinem Lehrfach nichts zu tun haben, dann gehöre er nicht auf ein Katheder. Anders sei es in den Fällen, wo das Lehrfach betroffen werde wie im Falle: Professor D. Dehn-Halle. Allerdings müsse hier auch gesagt werden, daß Dehn wohl für die Kirche, nicht aber für den Staat haltbar sei, wenn er das Recht des Staates leugne, von seinen Bürgern den Einsatz des Lebens zu verlangen.

Im Gegensatz zur nationalsozialistischen Auffassung müsse die Freiheit auch für Sozialisten gewahrt werden, soweit das Gebiet der Nationalökonomie betroffen werde. Der Marxismus sei eine Bewegung, die nur geistig überwunden werden kann. Man müsse ihm aber das geschichtliche Recht zustehen, auf der Hochschule seine Meinung zu verfechten. —

Die nationalen Hochschullehrer seien gewillt, auf akademischem Gebiet am Aufbau des Vaterlandes mitzuarbeiten getreu ihrer großen Tradition.

Badischer Beobachter, Karlsruhe

13. 10. 32.

55

Gumbel legt Rekurs ein

dz Heidelberg, 12. Okt. Wie die Deutsche Liga für Menschenrechte mitteilt, hat Professor Gumbel Rekurs gegen die Entscheidung des Unterrichtsministers auf die Entziehung der Venia Legendi von Newyork aus eingereicht. In der angeschlossenen ausführlichen Begründung heißt es u. a.: Das Ergebnis der Vernehmung wird erneut die bisherigen Aussagen aller anderen Zeugen bekräftigen und feststellen, daß das, was ich wirklich gesagt habe, nichts mit der Interpretation zu tun hat, welche die Nationalsozialisten meiner Aeußerung gegeben haben und welche das Gutachten des Untersuchungsausschusses zugrunde legt. Hier liegt der zentrale Unterschied vom Fall des Jahres 1924, indem ich da wirklich eine Aeußerung getan habe, welche Anstoß erregt hat und die zu bedauern ich Grund hatte. Es besteht überhaupt kein Zusammenhang mit diesem nunmehr acht Jahre zurückliegenden ersten und einzigen Vorfall, über dessen Behandlung die Fakultät nach dem von ihr damals veröffentlichten Gutachten bekanntlich keineswegs einig war und der, soweit mir zum Vorwurf gereicht, nach den gesetzlichen Auffassungen als verjährt gelten darf.

Freiburger Tagespost

14. Okt. 32.

Aus dem Unterland.

Gumbel legt Rekurs ein.

:: Heidelberg, 12. Okt. Wie die Deutsche Liga für Menschenrechte mitteilt, hat Professor Gumbel Rekurs gegen die Entscheidung des Unterrichtsministers auf die Entziehung der Venia Legendi von Neuyork aus eingereicht.

Neue Badische Landeszeitung, Mannheim

Abendausgabe

14. 10. 32.

Wie die Deutsche Liga für Menschenrechte mitteilt, hat Professor Gumbel Rekurs gegen die Entscheidung des Unterrichtsministers auf die Entziehung der Venia legendi [illegible] eingereicht.

Ausschnitt vom 22. Okt. 1932
Reichsausgabe.
Frankfurter Zeitung und Handelsblatt, Frankfurt a. M.

15

Nochmals: Der Fall Gumbel.

(Von unserem Korrespondenten.)

✝ Karlsruhe, Mitte Okt. Die Deutsche Liga für Menschenrechte gibt den Wortlaut des Einspruchs bekannt, den Prof. Gumbel gegen seine Entlassung aus dem Lehrkörper der Heidelberger Universität an das badische Staatsministerium gerichtet hat. Gumbel bleibt in seiner Erklärung dabei, daß er die ihm zugeschriebene Aeußerung in dieser Form nicht getan habe; er wendet sich insbesondere dagegen, daß in dem Verfahren gegen ihn lediglich zwei nationalsozialistische Belastungszeugen vereidigt worden sind, während alle Entlastungszeugen unvereidigt blieben. Es ist klar, daß hierin objektiv eine Einseitigkeit liegt, doch ist zu berücksichtigen, daß für den Minister, der die Vereidigung veranlaßt hat, die Beschränkung auf diese beiden Zeugen insofern sachlich motiviert war, als dies die einzigen Zeugen waren, deren Aussage den Anspruch erhob, eine wortgetreue Wiedergabe der Aeußerung Gumbels zu sein. Maßgebend waren für den Minister wie für alle anderen Instanzen im übrigen die Feststellungen des Untersuchungsausschusses, der überhaupt keinen der Zeugen vereidigt und sich auf keinen genauen Wortlaut der Aeußerung festgelegt, sondern sich lediglich eine Meinung über den wesentlichen Inhalt der Aeußerung gebildet hat.

Der Einspruch Gumbels beschäftigt sich dann mit einer Stelle des ministeriellen Bescheides, die ihm einen Vorwurf daraus macht, daß er vor Beginn seines Vortrages eine Einzeichnungsliste für den wegen Landesverrats verurteilten Herausgeber der „Weltbühne“, Ossietzki, in Umlauf setzen ließ. In der Erklärung, die die Liste enthielt, war Herr von Ossietzki als „Mann von untadeliger Gesinnung“ bezeichnet. Dazu bemerkt der ministerielle Bescheid: „Offensichtlich ist sich Gumbel nicht die Frage aufgedrängt, ob nicht ein derartiges Eintreten für einen wegen Landesverrats Verurteilten die Studierenden zu der Auffassung verleiten könnte, daß ein akademischer Lehrer das Delikt des Landesverrats als solches nicht als ehrenrührige, die Grundlagen der staatlichen Ordnung gefährdende Verfehlung betrachte.“ Gegen diesen Teil des Urteils wehrt sich Gumbel mit vollem Recht. Gewiß handelt es sich hier um eine mehr nebensächliche Bemerkung, die für die Entscheidung selbst nicht wesentlich war; aber das ändert nichts daran, daß die Einbeziehung dieses Vorgangs in die Urteilsbegründung eine arge Entgleisung darstellt. Die Verurteilung Ossietzkis hat seiner Zeit in weiten Kreisen stärksten Widerspruch hervorgerufen, und die Erklärung für ihn ist von zahlreichen angesehenen Persönlichkeiten — Gumbel nennt den Heidelberger Strafrechtslehrer Radbruch — unterzeichnet worden. Die Studenten sind nicht mehr solche Kinder, daß man sie nicht mit dieser Angelegenheit hätte befassen dürfen.

*

Die entscheidende Frage im Fall Gumbel ist natürlich die, ob das Urteil als eine Maßregelung bestimmter politischer Ueberzeugungen zu verwerfen ist oder nicht. Die abwägende Stellungnahme der „Frankfurter Zeitung“ zu dieser Frage ist von den unbedingten Gegnern des Urteils übel aufgenommen worden; wir unsererseits können nur mit der Aufforderung antworten, zunächst einmal lesen zu lernen. Daß uns der Ausgang der Angelegenheit, soweit er als ein Erfolg der terroristischen Hetze des Nationalsozialismus erscheint, mit größtem Unbehagen erfüllt, haben wir deutlich ausgesprochen; aber es gibt nun einmal Fälle, zu denen man, wenn man der Vielfalt des Lebens gerecht werden will, nicht einfach Ja oder Nein sagen kann, die vielmehr eine zwiespältige Beurteilung herausfordern, und zu diesen Fällen scheint uns der des Professors Gumbel zu gehören. Die hundertprozentigen Gegner der Maßregelung, die sich in ihrer Grundsatzfestigkeit sehr großartig vorkommen, haben offenbar keine Ahnung, wie tief die Reserve gegenüber Gumbel bis in die Reihen der Anhänger der eigenen politischen Richtung geht.

Freiheit der Forschung und Lehre ist ein Jahrhundert lang das theoretisch unangefochtene Prinzip der deutschen Universität gewesen, die Luft, ohne die die Universität nicht leben zu können überzeugt war. Radikal in seine Konsequenzen verfolgt, führt dieses Prinzip dazu, den Hochschulprofessor in seinem Amt unangreifbar zu machen, so lange er nicht sozusagen silberne Löffel stiehlt; denn jede Maßregelung aus weniger handgreiflicher Ursache würde dem Verdacht Raum lassen, daß in Wahrheit der Inhalt der Lehre des Gemaßregelten der Grund und alles andere nur Vorwand sei. Ganz besonders wäre es danach unzulässig, den Hochschullehrer wegen der Form seiner Aeußerungen oder wegen Mangels an Takt zur Rechenschaft zu ziehen. Wem die Freiheit der Lehre ein Wert erster Ordnung ist, der muß Exzesse der Form in Kauf nehmen; gerade sehr bedeutende Köpfe sind nicht selten im Sinne der bürgerlichen Konvention durchaus taktlos. Will man diese radikale Konsequenz nicht ziehen, so ergibt sich die Frage, welche objektiven Schranken dem Universitätslehrer gesetzt werden können, ohne daß dabei die Idee der Lehrfreiheit zu Schaden käme. Der Untersuchungsausschuß im Falle Gumbel hat eine solche Schranke errichtet, indem er für die Eignung zum Amt des Hochschullehrers neben den wissenschaftlichen auch erzieherische Qualitäten als Voraussetzung fordert, mit der Begründung, daß ja die Universität auch erzieherische Aufgaben habe. Gumbel, so argumentiert der Ausschuß, ermangle der Eigenschaften eines Erziehers der studentischen Jugend, weil ihm die Ehrfurcht vor wesentlichen Gütern der Nation, der wirkliche Ernst in der Auseinandersetzung mit gegnerischen Gesinnungen fehle. Man kann das — und wir sind durchaus dieser Meinung — für gefährliche Formulierungen halten, die der subjektiven Auffassung des Richters bedenklich großen Spielraum geben und die vollends von minder gewissenhaften Richtern höchst mißbräuchlich angewandt werden können, aber man kann nicht bestreiten, daß es den Heidelberger Richtern über Gumbel mit der Verteidigung der Lehrfreiheit und mit den in dem Gutachten des Ausschusses dargelegten Unterscheidungen ernst war, daß sie den Professor Gumbel in der Tat nicht wegen irgendeiner Meinung, also speziell nicht wegen seines radikalen Pazifismus, verurteilen wollten. Es muß doch Eindruck machen, daß sowohl der Untersuchungsausschuß, dessen Vorsitzender Anschütz war, wie die philosophische Fakultät, der — um nur zwei Namen verschiedener politischer Richtung zu nennen — Männer wie Alfred Weber und Karl Jaspers angehören, wie auch der Engere Senat der Universität die Entziehung der venia legendi einstimmig empfohlen haben. Es muß also an der Universität doch die Auffassung festgewurzelt gewesen sein, daß Gumbel, nicht wegen seines Pazifismus, sondern wegen der „Struktur seiner Gesamtpersönlichkeit“ in die Universität nicht hineinpasse, von ihr nicht länger getragen werden könne.

Wenn man das feststellt, so wird es gut sein, gleichzeitig hervorzuheben, daß der Ausschuß — und, ihm folgend, auch das Ministerium — keineswegs eine allgemeine Anzweifelung der menschlichen Eigenschaften Gumbels oder seiner beruflichen Qualitäten ausgesprochen haben. In dem Gutachten des Ausschusses wird im Gegenteil ausdrücklich gesagt, daß der Wert der wissenschaftlichen Leistungen Gumbels weithin anerkannt sei; es wird ihm ferner die ethische Grundlage seiner Weltanschauung bezeugt. Auch das Ministerium hat der wissenschaftlichen Qualifikation Gumbels und seiner Ueberzeugungstreue Gerechtigkeit widerfahren lassen. Die Eignung Gumbels ist also ausschließlich für die Tätigkeit des Hochschullehrers, nicht aber im Hinblick auf irgendein sonstiges Amt, verneint worden.

Karlsruher Zeitung, Karlsruhe 18.10.32

Gumbel legt Rekurs ein. Wie die Deutsche Liga für Menschenrechte mitteilt, hat Professor Gumbel Rekurs gegen die Entscheidung des Unterrichtsministers auf die Entziehung der Venia Legendi von New York aus eingereicht. In der angeschlossenen ausführlichen Begründung heißt es u. a.: „Das Ergebnis der Vernehmung wird erneut die bisherigen Aussagen aller anderen Zeugen bekräftigen und feststellen, daß das, was ich wirklich gesagt habe, nichts mit der Interpretation zu tun hat, welche die Nationalsozialisten meiner Außerung gegeben haben und welche das Gutachten des Untersuchungsausschusses zugrundelegt. Hier liegt der zentrale Unterschied vom Fall des Jahres 1924, indem ich da wirklich eine Außerung getan habe, welche Anstoß erregt hat und die zu bedauern ich Grund hatte. Es besteht überhaupt kein Zusammenhang mit diesem nunmehr acht Jahre zurückliegenden ersten und einzigen Vorfall, über dessen Behandlung die Fakultät nach dem von ihr damals veröffentlichten Gutachten bekanntlich keineswegs einig war und der, soweit mir zum Vorwurf gereicht, nach den gesetzlichen Auffassungen als verjährt gelten darf.“

Der Angriff, Berlin
18.10.32

„Aerzte im Kampf“

Gibt es ein Tuberkulose-[...]

Die Friedmann-Reklame und ihre [...]

Der Kampf um die staatliche Einführung des angeblichen Allheil-Tuberkulose-Mittels des Prof. Dr. Friedmann ist neuerdings wieder auf der ganzen Linie entbrannt. Wir haben daher Gelegenheit genommen, einen genauen Sachkenner um seine Stellungnahme zu bitten. Wir geben sie nachstehend wieder.

Mit einem Theaterstück „Aerzte im Kampf“ wird neuerdings für das Tuberkuloseheilmittel des Universitätsprofessors Dr. F. F. Friedmann geworben. Ich will hier nicht von dem Mißbrauch der Bühne für geschäftliche Zwecke sprechen, auch nicht über den Geschmack diskutieren, mit dem verstorbene Aerzte, die sich nicht mehr wehren können, in dem Stück verunglimpft werden. Wir wollen lediglich die Sache zum Anlaß nehmen, folgende Frage vorurteilslos zu untersuchen:

Wie steht es mit der Friedmann-Frage als solcher?

[...] Verleumdung muß auf das schärfste gebrand[markt] werden.

Der Geschäftsmann Friedmann hat kei[n] Recht, anderen Leuten Geschäftsgeist [zu] unterstellen. Seine Anhänger möchten ihn al[s] Märtyrer des Idealismus hinstellen. Sie grün[deten] zu diesem Zweck eine eigene „Internationale Liga“ für ihre Propagand[a], die den erwähnten „Durchbruch“ herausgib[t]. Namen wie: Herbert Eulenberg, Alfre[d] Kerr, Arnold Zweig, Heinrich und Thomas Mann, Dr. Julius Moses, Loeb[...], Emil Ludwig (Cohn), Piscator, Prof. E. [J.] Gumbel, Prof. Georg Bernhard, Leopol[d] Schwarzschild, Ernst Toller, Stefan Zwei[g], Freiherr von Schönaich, Justizrat Wert[...]hauer und zahlreiche andere ähnlicher Qua[...]lität waren lange Zeit bezeichnend für diese[n] Klub.

Nr. 249 / 1. Jahrgang. **Der Funke**

22. 11. 32.

Kriegsvorbereitung und Hochschule.

Dokumente zum Fall Gumbel.

Der Kampf der Nationalisten und Kriegstreiber gegen Professor Gumbel hatte im August dazu geführt, daß der Badische Kultusminister Baumgartner (Zentrum) Gumbel, während dieser in Amerika war, die Lehrberechtigung entzogen hat. Jetzt liegen die wichtigsten Dokumente zu diesem Fall von Sonderjustiz vor: der Wortlaut des Beschlusses des Badischen Kultusministers und eine Schrift Gumbels, die er von New York aus an das badische *Staats*ministerium gerichtet hat, um gegen die Entscheidung des *Kultus*ministers Berufung einzulegen. Die beiden Dokumente sind für die beiden Parteien in diesem Konflikt so charakteristisch, daß wir ihre wichtigsten Teile im folgenden wörtlich wiedergeben. Sie sprechen für sich, und genügen wohl zur Begründung des Urteils „Sonderjustiz"; denn die Art, in der hier gegen Gumbel verfahren wird, gleicht der Praxis der meisten Sondergerichte gegen Arbeiter.

Aus der Schrift des Kultusministers.

„Die Feststellung des Tatbestandes . . . bot im vorliegenden Falle gewisse Schwierigkeiten.

Der Untersuchungsausschuß hat eine Reihe von Zeugen vernommen, jedoch nicht mit Sicherheit anzunehmen vermocht, daß die den Gegenstand der Untersuchung bildende Aeußerung des Angeschuldigten durch eine der Zeugenaussagen vollinhaltlich richtig wiedergegeben werde. . . . Wenn er gleichwohl die Ueberzeugung gewonnen hat, daß eine weitgehende Rekonstruktion des Sachverhalts . . . möglich sei, so ergab sich dieses Urteil auf Grund sorgfältiger Abwägung der Aussagen der Be- und Entlastungszeugen. . . . das Unterrichtsministerium . . . die Beeidigung derjenigen Zeugen angeordnet hat, deren Aussage den Anspruch erhebt, eine wortgetreue Wiedergabe der zur Untersuchung stehenden Aeußerung zu enthalten. Die Beeidigung ist . . . vorgenommen worden mit dem Ergebnis, daß die zwei Zeugen — die Studierenden Doerr und Rösiger — eine Aeußerung folgenden Wortlauts aus Professor Gumbels Mund gehört zu haben eidlich versicherten:

‚Um es gleich vorwegzunehmen, das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten ist für mich nicht eine leichtbekleidete Jungfrau mit der Siegespalme in der Hand, sondern eine einzige große Kohlrübe.' . . .

Was zum Einschreiten Anlaß geboten hat, ist nicht der Inhalt, sondern die Form der Aeußerung. . . . Heldentum und Opfertod im Kriege bilden

für das vaterländische Empfinden einen geheiligten Bezirk,

dem sich niemand und vor allem nicht derjenige, der an verantwortungsvoller Stelle zur deutschen Jugend spricht, ohne ehrfurchtsvollen Ernst nähern soll.

Daß Gumbel es hieran hat fehlen lassen, bildet die Verfehlung des Angeschuldigten.

. . . eine in der Persönlichkeit des Angeschuldigten wurzelnde weitreichende Verständnislosigkeit gegenüber andersgearteten Anschauungen und Interessen. Dieselbe Eigenart kommt auch darin zum Ausdruck, daß Professor

Dr. Gumbel vor Beginn seines Vortrags eine Einzeichnungsliste für den wegen Landesverrats rechtskräftig verurteilten C. v. Ossietzky in Umlauf setzen ließ.

In der von den Studierenden zu unterzeichnenden Erklärung war der Verurteilte als ein Mann von untadeliger Gesinnung bezeichnet. . . . Offensichtlich hat sich ihm nicht die Frage aufgedrängt, ob nicht ein derartiges Eintreten für einen wegen Landesverrats Verurteilten die Studierenden zu der Auffassung verleiten könnte, daß ein akademischer Lehrer das Delikt des Landesverrats als solches nicht als ehrenrührige, die Grundlagen der staatlichen Ordnung gefährdende Verfehlung betrachte.

Die verletzende Wirkung der beanstandeten Aeußerung . . . ist nur (von uns gesperrt. Red.) verständlich auf dem Hintergrund der im Jahre 1924 gefallenen Bemerkung vom ‚Feld der Unehre'.

. . . Es ist selbstverständlich, daß . . . auch alle für den Angeschuldigten günstigen Möglichkeiten mitherangezogen werden müssen, namentlich die . . . wissenschaftliche Qualifikation und seine Leistungen auf dem anvertrauten Lehrgebiet. Daneben mag auch die Ueberzeugungstreue und

das die Gefahr nicht scheuende Eintreten des Angeschuldigten für das für recht Erkannte

sympathisch berühren. . . . ndes . . . ist das Unterrichtsministerium . . . der Auffassung, daß Professor Dr. Gumbel sich . . . durch sein Verhalten

der Achtung und des Vertrauens, die seine Stellung erfordert, unwürdig erwiesen hat."

Aus Gumbels Antwort.

„Die Entscheidung des Herrn Unterrichtsministers geht davon aus, daß ich die inkriminierte Aeußerung getan habe. Hierfür

gibt es nur einen Beweis, nämlich die Aussage der drei nationalsozialistischen Studenten,

insbesondere Doerrs. Diese widerspricht der Aussage aller anderen Zeugen in allen entscheidenden Punkten, und zwar derartig, daß sogar Geheimrat Anschütz in seiner Vorlesung öffentlich hierauf zu sprechen gekommen ist.

Wenn einem nationalsozialistischen Studenten in einer Zeit, in der seine Parteifreunde beinahe täglich politische Morde begehen, in der mir die Fensterscheiben eingeschlagen werden, in der mein Zaun umgerissen wird, in der ich auf der Straße täglich angepöbelt werde, nach dem Eindruck in einer vorwiegend nationalsozialistischen Versammlung geglaubt werden kann, daß sein Satz

‚Wie das Verfahren auch ausgehen mag, Gumbels Kopf wird rollen'

nur bildlich gemeint war, so darf auch den sehr viel weniger kühnen Aussagen aller nicht nationalsozialistischen Teilnehmer meiner Versammlung Glauben geschenkt werden. . . .

Der Herr Unterrichtsminister ist, in dem er

zwei nationalsozialistische Belastungszeugen und ausgerechnet nur sie vereidigt

hat, an der wichtigsten Erkenntnisquelle vorbeigegangen ‚Audiatur et alterna pars' (Auch die andere Seite soll gehört werden. Red.), nämlich diejenigen, welche in der Aeußerung überhaupt nichts Auffälliges gehört haben, eben weil sie weder die Form noch den Inhalt hatte, welche die Nationalsozialisten behaupten. . . ., das, was ich wirklich gesagt habe, nichts mit der Interpretation zu tun hat, welche die Nationalsozialisten meiner Aeußerung gegeben haben und welche das Gutachten des Untersuchungsausschusses zugrundelegt.

Hier liegt der zentrale Unterschied vom Fall des Jahres 1924, in dem ich wirklich eine Aeußerung getan habe, welche Anstoß erregt hat und die zu bedauern ich Grund hatte.

. . . ich Unterschriften zu einer an den Herrn Reichspräsidenten gerichteten Bitte um Begnadigung für

Carl von Ossietzky

gesammelt habe, in der dieser als Mann von untadeliger Gesinnung bezeichnet wurde. Was zunächst diese Charakterisierung betrifft, so ist es

die Eigentümlichkeit eines politischen Verbrechens, daß es aus untadeliger, ehrenhafter Gesinnung heraus begangen werden kann.

. . . Ich vermag es überhaupt nicht als Belastung zu empfinden, daß ich in einer politischen Versammlung Unterschriften zu einer Erklärung gesammelt habe, die von über 42 000 Deutschen, darunter vielen hervorragenden Politikern und in der Oeffentlichkeit angesehenen Personen, auch von Professor Radbruch, unterschrieben worden ist.

Der Funke

Sonnabend den 22 Oktober 1932

Zum Schluß dieses Briefes gestatte ich mir eine politische Bemerkung:

Der Ausgangspunkt dieses Verfahrens ist, wie der Herr Unterrichtsminister schreibt, die Form einer politischen Aeußerung. Aber

die Ursache dieses Verfahrens ist nicht diese Form, sondern entgegengesetzt der Behauptung des Untersuchungsausschusses der Gesamtinhalt meiner politischen Ueberzeugung.

Wer bisher nicht dieser Meinung war, den muß die Tatsache, daß die Angriffe gegen mich von den Nationalsozialisten ausgegangen sind, und das Jubelgeschrei der nationalsozialistischen Presse über meine Entlassung überzeugen.

Die Nationalsozialisten haben mich verfolgt und mußten mich verfolgen, weil ich ihre politischen Morde aufgedeckt habe.

Zu diesen meinen Arbeiten stehe ich. Die Denkschrift des Reichsjustizministers und die Morde der letzten Zeit haben meine Behauptungen bestätigt. . . .

Der jetzige Herr Unterrichtsminister hält meine Entfernung für eine politische Notwendigkeit:

wohl, wenn ich seinen Schritt interpretieren darf, um den Nationalsozialisten weniger Angriffsflächen zu bieten und hierdurch die Republik zu schützen. Wenn ich diesen Gedankengang als richtig annehmen könnte, hätte ich längst die Konsequenz gezogen und wäre freiwillig zurückgetreten. Denn ich bin mir bewußt, daß die Anhänger der Republik verpflichtet sind, ihr auch Opfer zu bringen. Aber dieses Argument ist falsch.

Durch meine Entfernung wird die Republik nicht gestützt,

wohl aber wird hierdurch die Stellung aller Republikaner an den Deutschen Hochschulen gefährdet. . . .

Es handelt sich bei diesem Kampf nicht um Gumbel, sondern um die von den Nationalsozialisten als „Gumbels" Qualifizierten. Ich werde nicht der einzige Nachfolger der langen Reihe politischer Märtyrer aus Deutschen Universitäten sein,

die zum Teil ins Exil gehen mußten, der Reihe, die von Fichte und den Freiheitskämpfern von 1813, den Gebrüdern Grimm, von den Göttinger Sieben, den Kämpfern von 1848 bis zu Dühring und Aron reicht. Es ist noch in der Macht des Ministeriums, dies zu verhindern, daß das schreckliche Wort Fichtes sich bewahrheite, „daß

in einigen Jahren in Deutschland kein Mensch mehr, der dafür bekannt ist, in seinem Leben einen freien Gedanken gedacht zu haben, eine Ruhestätte finden wird"."

Ausschnitt vom 25. Okt. 1932

Karlsruher Zeitung, Karlsruhe

Der Rekurs des Herrn Gumbel

* In Nummer 244 der „Karlsruher Zeitung" vom 18. Oktober 1932 haben wir unterm Strich im Feuilleton die kurze Notiz gebracht, daß Professor Gumbel gegen die Entziehung der venia legendi Rekurs eingelegt habe, und aus seiner Begründung einen Teil in Gänsefüßchen abgedruckt. Wir haben die vom D.Z.-Dienst des Wolffschen Büros verbreitete Notiz, die ja dann auch in allen anderen Zeitungen zu lesen war, gebracht, um unserer Chronistenpflicht zu genügen, und um auch dem Angeklagten, für dessen Person wir gewiß keine Sympathie empfinden, gerecht zu werden. Leider ist durch den Abdruck insofern eine fatale Situation entstanden, als nun in der Öffentlichkeit der Angeklagte das Wort ergreifen durfte, während der andere Teil, die Universität Heidelberg, weiterhin zum Schweigen verpflichtet bleibt. Die Universität könnte ja ihrerseits aus dem ihr zur Verfügung stehenden Material gleichfalls Schriftstücke und Äußerungen veröffentlichen. Sie tut das aber nicht, weil sie korrekt verfahren will und nicht die Absicht hat, durch irgendeine Publikation der geschilderten Art in ein schwebendes Verfahren einzugreifen. Unseren Lesern möchten wir demgemäß empfehlen, den Abschluß dieses Verfahrens abzuwarten. Wir selbst werden inzwischen v[illegible] e[illegible]n, neuen Äußerungen des Herrn Gumbel keine Notiz mehr nehmen. Es wäre besser gewesen, wenn der D.Z.-Dienst des Wolff-Büros es von vornherein unterlassen hätte, Stücke aus der „Begründung" des Herrn Gumbel zu verbreiten.

Funktionärsblatt der sozialist. Studentenschaft Berlin Okt. 32. No 9

Zum Fall Gumbel

Die akademische Freiheit ist durch das Anwachsen der politischen Reaktion ernstlich bedroht. Selbst da, wo die wissenschaftliche Befähigung eines Hochschullehrers unbestritten ist, kennen die „nationalen" Hochschulkreise keine Achtung vor der persönlichen Überzeugung und vor der politischen Gesinnung.

Der Hauptangriff der Hochschulreaktion richtete sich in der letzten Zeit gegen den Heidelberger Mathematiker Prof. Gumbel, dessen Entlassung die Folge einer maßlosen, ungeistigen Hetze war. Schon kündigt die sogen. Deutsche Studentenschaft an, daß „nicht eher Ruhe auf Deutschlands hohen Schulen gegeben werde, bis der letzte Funke undeutschen Geistes in ihnen zertreten ist".

Dieser offenen Bedrohung wissenschaftlicher Forschung, die den Hochschullehrern die Möglichkeit eines freien geistigen Bekenntnisses raubt, den Studenten die Möglichkeit eines vorurteilsfreien Studiums nimmt und das Ansehen der deutschen Hochschule vor der ganzen Welt herabsetzt, werden die sozialistischen Studenten mit allen Mitteln zu begegnen wissen. In diesem Kampf für die Freiheit des Geistes erwartet die Sozialistische Studentenschaft die Zustimmung und aktive Unterstützung weitester Kreise der deutschen Studentenschaft, der Professoren und der gesamten am deutschen Hochschulleben interessierten Öffentlichkeit.

Pfälzer Bote. 27. Okt. 32

Nr. 250

Epilog zum Fall Gumbel

Der nationalsozialistische Sturm hat in Heidelberg gerast und das Opfer, das er haben wollte, ist ihm gebracht worden: Prof. E. J. Gumbel. Seitdem das Badische Kultusministerium die Ernennung des Privatdozenten Gumbel zum außerordentlichen Professor ausgesprochen hatte, setzte eine wüste Hetze ein, die sich gegen einen anerkannten Gelehrten richtete, der in den Jahren nach dem Kriege einmal das Wort vom „Felde der Unehre" ausgesprochen hatte. Angeblich nationale Kreise Heidelbergs scheuten vor nichts zurück, um Gumbel zur Strecke zu bringen, und auch Straßenkrawalle wurden dem Heidelberger Publikum beschert. Aber Gumbel blieb in Heidelberg, denn das Disziplinargericht hatte ja 1925 bereits sein Urteil gesprochen, und der Fall an und für sich war erledigt. Einer Hetze nachzugeben kam nicht in Frage und wäre juristisch auch nicht möglich gewesen.

Es mußte deshalb ein anderer Weg gefunden werden, zumal das Interesse der Oeffentlichkeit an dem Fall Gumbel einzuschlummern drohte. Dieser Weg fand sich denn auch recht bald. Im Sommersemester 1932 sprach Prof. Gumbel in einer geschlossenen Versammlung der Sozialistischen Studentengruppe über „Krieg und Arbeiterbewegung". In diese Versammlung begaben sich drei nationalsozialistische Studenten. Während der Gumbelschen Rede sollen dann die Worte von der Kohlrübe gefallen sein, deren genaue Formulierung nicht mehr zu eruieren war. Gumbel sprach frei und hatte keinerlei Notizen gemacht; das war sein besonderes Mißgeschick. Einer der drei nationalsozialistischen Studenten aber zog sein Notizbuch hervor und schrieb den Satz nach. Dabei muß er seiner Sache so sicher gewesen sein, daß er sich nach der Versammlung mit seinen beiden Begleitern in ein Café zurückzog, wo dieses Kollegium die Aeußerung Gumbels „fixierte". Und die Sicherheit ging so weit, daß diese Herren nicht gleich zu ihrem Parteiblatt liefen, sondern mit der Veröffentlichung ihres neuen Skandalfalles einige Wochen zuwarteten. Diese Unfairneß wird indessen niemand wundern, der die Gepflogenheiten der Nationalsozialisten kennt, und angesichts dieses Verhaltens erscheint es gänzlich überflüssig auch noch zu sagen, daß der eigentliche Weg der über die Universität gewesen wäre. Heute prangt denn auch noch an den schwarzen Brettern der Universität ein Aufruf des Rektors, der auf diesen Weg hinweist und sich als kräftige Ohrfeige für jene Denunzianten ausnimmt. Es gab nach der Veröffentlichung in der Presse abermals Kundgebungen. Daraufhin ordnete das Bad. Unterrichtsministerium eine Untersuchung gegen Gumbel an, die schließlich mit dem Entzug der venia legendi endete. Gegen diese Entschließung hat nun Prof. Gumbel Rekurs eingelegt. Sein Schreiben an das Staatsministerium lautet:

„Gemäß der Verordnung vom 13. 1. 21 lege ich hiermit gegen die von mir am 24. August erhaltene Entscheidung des Herrn Unterrichtsministers, wonach mir die Lehrberechtigung entzogen und ich die Kosten des Verfahrens zu tragen habe, Rekurs ein. In dem beiliegenden Brief an den Herrn Unterrichtsminister habe ich diesen gebeten, meine Verteidigungsschrift vom 25. 7. an das Staatsministerium weiterzugeben.

Ich beantrage:

1. Gegenüber dem Gutachten des Untersuchungsausschusses Berücksichtigung meiner Verteidigungsschrift.
2. Eidliche Vernehmung sämtlicher im Verfahren bisher vernommenen Ohrenzeugen, sowie der Unterzeichner der in der Heidelberger „Volkszeitung" veröffentlichten Erklärung, soweit sie zur Zeit in Heidelberg erreichbar sind. Besonderes Gewicht lege ich auf die eidliche Vernehmung des Arbeiters.
3. Heranziehung der Akten des Disziplinarverfahrens gegen die Studenten insbesondere der die Glaubwürdigkeit des Hauptzeugen betreffenden Begründung der Anträge des Staatsanwalts.
4. Wiederherstellung aller meiner Rechte, die ich auf Grund der Habilitation genoß, bis zum Zeitpunkt der Entscheidung des Staatsministeriums.

Was die endgültige Entscheidung betrifft, so bitte ich um Einstellung des Verfahrens, Belassung aller Rechte und um einen einjährigen Urlaub. Ich verbleibe mit vorzüglicher Hochachtung

ergebenst

gez. E. J. Gumbel"

Die Entscheidung des Kultusministeriums hat, weil ihre Begründung nicht restlos durchsichtig, schon als sie ausgegeben wurde ...

---

dem Volke heraus gestützt und gefördert werden. Das kann zunächst dadurch geschehen, daß das allgemeine Verständnis für die Notwendigkeit eines zivilen Luftschutzes und der Abwehrwille geweckt werden.

Die amtliche Tätigkeit muß also durch eine weitausgreifende private Tätigkeit unterstützt werden, wie das auch bei den anderen Staaten der Fall ist. Jede sachliche Anregung wird hierbei willkommen sein.

Wie wertvoll der zivile Luftschutz sein kann, das beweisen die Zahlen des Weltkrieges: Im Jahre 1914 wurden bei dem damaligen Stande der Luftabwehr von jeder im Grenzgebiet abgeworfenen Fliegerbombe 1,6 Menschen getötet, 1918 nur noch 0,16 Personen.

Das Ziel, diese Arbeit der Behörden wirkungsvoll zu unterstützen, hat sich auch der über ganz Deutschland verbreitete Deutsche Luftschutzverband gesteckt, der auf völlig uneigennütziger und überparteilicher Basis nur eines erstrebt: Den Luftschutzwillen zu wecken, ihn in alle Kreise des deutschen Volkes zu tragen, ihn wachzuhalten und die Zivilbevölkerung seelisch und materiell zu befähigen, einem Luftangriff mit Festigkeit und Sachkunde widerstehen zu können, in der Erkenntnis, daß Luftschutz Selbstschutz und Volksschutz ist.

So gehen also alle Bestrebungen dahin, die nationale Sicherheit gegen Angriffe aus der Luft durch Ausbau wenigstens des passiven Luftschutzdienstes nach Möglichkeit zu gewährleisten. Es kommt deshalb darauf an, daß sich nun baldigst in Stadt und Land der Luftschutzgedanke durchsetzt. Dazu gehört zunächst Aufklärung mit Wort und Schrift, der dann die Tat, praktische Uebungen unter Teilnahme der ganzen Bevölkerung, folgen müssen.

Es ist nötig, daß diese gemeinsame Arbeit möglichst bald sachlich und unvoreingenommen aufgenommen wird, sie wird ihre Sammelkraft am besten bestätigen, wenn sie von allen ergriffen und geleistet wird in dem Gedanken, dem allein sie dienen soll, dem

Schutz der Heimat.

Hieb- und Stichfestigkeit solcher Urteile Wert zu legen gewohnt sind. In dem Verfahren gegen Gumbel sind nur die nationalsozialistischen Studenten vereidigt worden, nicht aber der Hauptbelastungszeuge, dessen Glaubwürdigkeit stark kompromittiert ist und dessen Wahrheitsliebe von einem Leumundszeugen stark verneint wurde. Liegt hier schon ein Mangel, so ist nicht recht ersichtlich, warum die Entscheidung des Ministeriums so großen Wert auf die Feststellung legt, Gumbel habe die Bitte an den Reichspräsidenten für Carl von Ossietzky mitunterschrieben, eine Bitte, der sich über 40 000 der angesehensten Persönlichkeiten aus allen Lagern in Deutschland angeschlossen haben. Ossietzky wird als Mann „von

...ie wunderbaren ... Stick-Kurs gratis!
...odelle! Günstige Zahlungsweise!
...n Decker Hauptstraße 52
Telefon 1877

nehmen, ohne auf unsere Grundsätze zu verzichten. Die wenigen gesetzlichen Bestimmungen gegen kulturschädliche Bestrebungen müssen öfter zur Anwendung gebracht werden. ...

Pfälzerbote. 27. Okt. 32

Nr. 250

Epilog zum Fall Gumbel

Der nationalsozialistische Sturm hat in Heidelberg gerast und das Opfer, das er haben wollte, ist ihm gebracht worden: Prof. E. J. Gumbel. Seitdem das Badische Kultusministerium die Ernennung des Privatdozenten Gumbel zum außerordentlichen Professor ausgesprochen hatte, setzte eine wüste Hetze ein, die sich gegen einen anerkannten Gelehrten richtete, der in den Jahren nach dem Kriege einmal das Wort vom „Felde der Unehre" ausgesprochen hatte. Angeblich nationale Kreise Heidelbergs scheuten vor nichts zurück, um Gumbel zur Strecke zu bringen, und auch Straßenkrawalle wurden dem Heidelberger Publikum beschert. Aber Gumbel blieb in Heidelberg, denn das Disziplinargericht hatte ja 1925 bereits sein Urteil gesprochen, und der Fall an und für sich war erledigt. Einer Hetze nachzugeben kam nicht in Frage und wäre juristisch auch nicht möglich gewesen.

Es mußte deshalb ein anderer Weg gefunden werden, zumal das Interesse der Oeffentlichkeit an dem Fall Gumbel einzuschlummern drohte. Dieser Weg fand sich denn auch recht bald. Im Sommersemester 1932 sprach Prof. Gumbel in einer geschlossenen Versammlung der Sozialistischen Studentengruppe über „Krieg und Arbeiterbewegung". In diese Versammlung begaben sich drei nationalsozialistische Studenten. Während der Gumbelschen Rede sollen dann die Worte von der Kohlrübe gefallen sein, deren genaue Formulierung nicht mehr zu eruieren war. Gumbel sprach frei und hatte keinerlei Notizen gemacht; das war sein besonderes Mißgeschick. Einer der drei nationalsozialistischen Studenten aber zog sein Notizbuch hervor und schrieb den Satz nach. Dabei muß er seiner Sache so sicher gewesen sein, daß er sich nach der Versammlung mit seinen beiden Begleitern in ein Café zurückzog, wo dieses Kollegium die Aeußerung Gumbels „fixierte". Und die Sicherheit ging so weit, daß diese Herren nicht gleich zu ihrem Parteiblatt liefen, sondern mit der Veröffentlichung ihres neuen Skandalfalles einige Wochen zuwarteten. Diese Unfairneß wird indessen niemand wundern, der die Gepflogenheiten der Nationalsozialisten kennt, und angesichts dieses Verhaltens erscheint es gänzlich überflüssig auch noch zu sagen, daß der eigentliche Weg der über die Universität gewesen wäre. Heute prangt denn auch noch an den schwarzen Brettern der Universität ein Aufruf des Rektors, der auf diesen Weg hinweist und sich als kräftige Ohrfeige für jene Denunzianten ausnimmt. Es gab nach der Veröffentlichung in der Presse abermals Kundgebungen. Daraufhin ordnete das Bad. Unterrichtsministerium eine Untersuchung gegen Gumbel an, die schließlich mit dem Entzug der venia legendi endete. Gegen diese Entschließung hat nun Prof. Gumbel Rekurs eingelegt. Sein Schreiben an das Staatsministerium lautet:

„Gemäß der Verordnung vom 13. 1. 21 lege ich hiermit gegen die von mir am 24. August erhaltene Entscheidung des Herrn Unterrichtsministers, wonach mir die Lehrberechtigung entzogen und ich die Kosten des Verfahrens zu tragen habe, Rekurs ein. In dem beiliegenden Brief an den Herrn Unterrichtsminister habe ich diesen gebeten, meine Verteidigungsschrift vom 26. 7. an das Staatsministerium weiterzugeben.

Ich beantrage:

1. Gegenüber dem Gutachten des Untersuchungsausschusses Berücksichtigung meiner Verteidigungsschrift.
2. Eidliche Vernehmung sämtlicher im Verfahren bisher vernommenen Ohrenzeugen sowie der Unterzeichner der in der Heidelberger „Volkszeitung" veröffentlichten Erklärung, soweit sie zur Zeit in Heidelberg erreichbar sind. Besonderes Gewicht lege ich auf die eidliche Vernehmung des Arbeiters.
3. Heranziehung der Akten des Disziplinarverfahrens gegen die Studenten insbesondere der die Glaubwürdigkeit des Hauptzeugen betreffenden Begründung der Anträge des Staatsanwalts.
4. Wiederherstellung aller meiner Rechte, die ich auf Grund der Habilitation genoß, bis zum Zeitpunkt der Entscheidung des Staatsministeriums.

Was die endgültige Entscheidung betrifft, so bitte ich um Einstellung des Verfahrens, Belassung aller Rechte und um einen einjährigen Urlaub. Ich verbleibe mit vorzüglicher Hochachtung

ergebenst

gez. E. J. Gumbel."

Die Entscheidung des Kultusministeriums hat, weil ihre Begründung nicht restlos durchschlagend, schon als sie auszugsweise bekannt wurde, Kopfschütteln bei denen erregt, die auf [illegible]

[illegible] unabhängiger Gesinnung" bezeichnet, eine Charakterisierung, die sehr wohl zutreffen kann und die bei den Nationalsozialisten — man denke an den weitaus schlimmeren Fall der Fememorde — keineswegs abgelehnt wird. Die Unsicherheit des ministeriellen Urteils erhellt auch wohl aus der Tatsache, daß es auf der anderen Seite ausspricht, daß der Gesamteindruck, den Gumbel hinterlasse, gut und er ein Gelehrter von hoher Qualifikation sei. Hervorgehoben wird auch der Mut Gumbels, der keine Scheu kenne und rücksichtslos für seine Sache eintrete. Man mag zum Fall Gumbel stehen wie man will, man wird nicht daran vorbeikommen, das Verhalten Gumbels als zum mindesten recht ungeschickt zu finden. Gumbel mußte aus seinem ersten Falle gelernt haben und im zweiten Falle hätte er besonders vorsichtig sein müssen, da man ihm gesagt hatte, es seien nationalsozialistische Studenten in der Versammlung. Gumbel selbst kannte doch die Kampfmethoden der Rechtsradikalen, die ihm die Fenster einschlugen und ihn auf der Straße fast täglich anpöbelten! Und er mußte sich weiter klar darüber sein, daß man zum einen gar nicht den Professor Gumbel treffen wollte, sondern den Verfasser einer Denkschrift über die politischen Morde der Rechten, die dieser eine zeitlang sehr zu schaffen machte und zudem voll und ganz vom Reichsjustizministerium bestätigt worden ist, zum anderen mußte er aber wissen, daß die Nationalsozialisten ihren Kampf gegen alle republikanischen Lehrer führen, von denen die Hochschulen „gesäubert" werden sollen. In der letzten Protestversammlung in der Stadthalle ließ man die Katze aus dem Sack, als man erklärte, „den Gumbels müsse das Handwerk gelegt werden". Wer also wird nach Gumbel fällig sein? Wir enthalten uns, hier Namen zu nennen, wir können uns vorstellen, daß eine stattliche Anzahl hochangesehener Gelehrter dabei wäre. Daß das Werk munter fortfließen würde, wird niemand bezweifeln können, der weiß, daß die rechtsradikale Presse zu allen Schandtaten bereit ist und dies auch voller Stolz selbst zugibt. Deshalb sollte all denen, die auf Geistesfreiheit schauen, der Aufruf der deutschen Hochschullehrer, unter denen sich der bekannte katholische Moraltheologe Professor Franz Keller befindet, zu denken geben. (Interessant ist übrigens, daß die nationalsozialistische Presse den letztgenannten unter dem Aufruf weggelassen hat!) Einen Fall Gumbel, darüber sollte man sich klar sein, hat es nie gegeben. Der Name Gumbel ist lediglich als Mittel zum Zweck benutzt worden; in Heidelberg haben die rechtsradikalen Studenten ihr erstes Opfer bekommen, in Halle haben sie kapitulieren müssen, freilich, die Verhältnisse liegen etwas anders. In München hatten sie mit Prof. Nawiasky auch kein Glück, als sie ihm Worte anhängen wollten, die er gar nicht gesprochen hatte. Vielleicht hat bei Heidelberg die Erwägung mitgespielt, endlich Frieden zu schaffen. Vielleicht behält man damit auch Recht. Zunächst sind starke Zweifel sehr berechtigt.

Es verdient schließlich festgehalten und der Nachwelt überliefert zu werden, daß Professor Gumbel, der überzeugte Pazifist, den Weltkrieg als Freiwilliger mitmachte. Daß wir das hier anfügen, soll nicht etwa den Vorwurf bedeuten, Gumbel habe eine frühere Ueberzeugung preisgegeben, sie soll vielmehr zeigen, daß er, wenn er heute gegen den Krieg in Wort und Tat ankämpft, dafür Gründe haben muß. Gumbel hat diese Tatsache immer verschwiegen; auch das war nicht besonders klug. Denn so lernen ihn viele erst [illegible] zu spät auch von dieser Seite her kennen und — verstehen.

sch.

Ich schieß den Hirsch ... Manchmal auch einen Bock!

Des Wahlkampfs heitere Seite!

Verlag von O. Werdermann, Berlin-Britz

Preis 20 Pfg.

Das letzte Disziplinargericht in Sachen Gumbel.

Kurz vor der Entscheidung über das Schicksal von Herrn Gumbel als Universitätsprofessor, hat die Universität fünf Führer der Studentenschaft (Scheel, Himmel, Sturm, Beyer, Mädler) vor dem Disziplinargericht angeklagt. Die „Anklage" hatte den Eindruck, der in der Öffentlichkeit schon vorgeherrscht hatte, noch verstärkt, daß der Grund des Verfahrens lediglich eine Autoritätsfrage für die Universität war.

Unsere Führer haben in der Verantwortung ihrer sittlichen Aufgaben gegenüber dem deutschen Volk ehrenvoll gehandelt, Herr Gumbel hat dieses Volk verraten und seine Ehre beschmutzt.

Die Heidelberger Universität ist endlich von diesem „Schänder deutscher Ehre" befreit, wir ziehen einen Schlußstrich unter dieses traurige Kapitel der Heidelberger Universitätsgeschichte.

E. R.

Der Heidelberger Student

I W.S. 16. 11. 32.

Am 6. November nur Liste 5

Druck von Edmund Gaillard G. m. b. H., Berlin SW 68.

Inhaltsverzeichnis

	Seite
Gumbel	5
Dietrich	7
Die Breslauer Ortskrankenkasse	9
Das Gewitter	10
Wahlfond-Lied	11
Brünings Grenadiere	13
Die Alterspräsidentin	15
Die Musik kommt	17
Der wilde Jäger	19

Das letzte Disziplinargericht in Sachen Gumbel.

Kurz vor der Entscheidung über das Schicksal von Herrn Gumbel als Universitätsprofessor, hat die Universität fünf Führer der Studentenschaft (Scheel, Himmel, Sturm, Beyer, Mädler) vor dem Disziplinargericht angeklagt. Die „Anklage" hatte den Eindruck, der in der Öffentlichkeit schon vorgeherrscht hatte, noch verstärkt, daß der Grund des Verfahrens lediglich eine Autoritätsfrage für die Universität war.

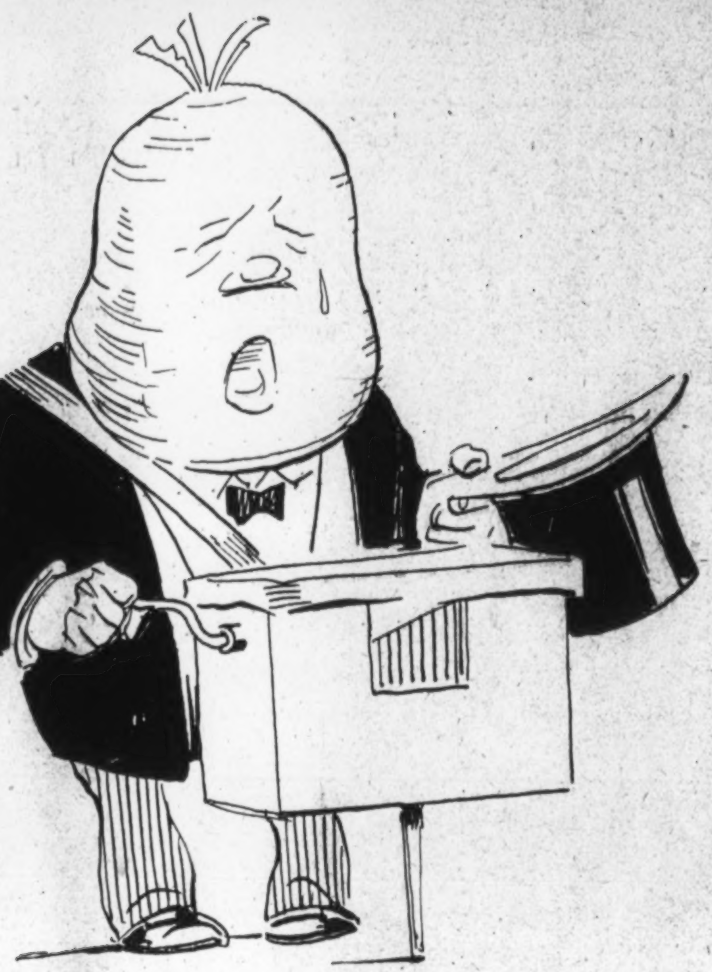
Unsere Führer haben in der Verantwortung ihrer sittlichen Aufgaben gegenüber dem deutschen Volk ehrenvoll gehandelt, Herr Gumbel hat dieses Volk verraten und seine Ehre beschmutzt.

Die Heidelberger Universität ist endlich von diesem „Schänder deutscher Ehre" befreit, wir ziehen einen Schlußstrich unter dieses traurige Kapitel der Heidelberger Universitätsgeschichte.

E. R.

Die Heidelberger Studenten

I.W.S. 16. 11. 32.



Gumbel.

Gumbel.

Nach bekannter Melodie.

em Pazifisten Professor Gumbel in Heidelberg, der von dem „Feld der
ehre" sprach und die Kohlrübe als das Symbol des Weltkrieges bezeichnete,
ist jetzt endlich der Lehrauftrag entzogen worden.

Der große Pazifiste Herr Gumbel manches Jahr
In Heidelberg Dozente und gar Professor war.
Man ließ ihn lange schmähen, was andern heilig ist,
Doch jetzo ward, doch jetzo ward verjagt der Pazifist.

Er hat sein Amt in Heidelberg verloren,
Man nahm ihm seinen Lehrauftrag,
Den er so dreist bisher und unverfroren
Hat ausgeübt, daß man's kaum glauben mag.
Der Pazifist hat eine Schlacht verloren
Und auf dem Feld der Unehr' fiel er jetzt,
Man nahm den Herrn Professor bei den Ohren
Und hat ihn kaltgestellt und abgesetzt.

Nun kann zum Glück Herr Gumbel nicht länger mehr die Kohl-
Kohlrübe vom Katheder bezeichnen als Symbol.
Kohl war, doch ohne Rübe, was selber er gelehrt,
Doch jetzo ward, doch jetzo ward er endlich ausgekehrt.

Er hat sein Amt in Heidelberg verloren;
Daß man's ihm gab, war eine Schand',
Die wir verdankten roten Matadoren,
Die mit dem Zentrum herrschen dort zu Land.
Man ließ ihn lange Jahre ungeschoren,
Doch selbst in Baden scheint's zu dämmern jetzt.
Man nahm den einst'gen Liebling bei den Ohren
Und hat ihm einen Eselstritt versetzt.

Und wieder ist geworden, seit Gumbel es verließ,
Alt-Heidelberg, das Feine, ein deutsches Paradies.
Und nimmer kehrt Herr Gumbel, das ist ein wahres Glück,
Nach Heidelberg, nach Heidelberg, nach Heidelberg zurück.

Er hat sein Amt in Heidelberg verloren,
Am besten zög' er nach der Schweiz,
Wohin so manche Pazifikatoren
Vor ihm zum Glück entschwunden sind bereits.
Dort mag er fühlen sich wie neugeboren,
Sitzt er bei Emil Ludwig und Remarque.
An Gumbel hätten auch wir nichts verloren,
Im Austausch nähmen gern wir ein Pfund Quark.

Das letzte Disziplinar-gericht in Sachen Gumbel.

Kurz vor der Entscheidung über das Schicksal von Herrn Gumbel als Universitätsprofessor, hat die Universität fünf Führer der Studentenschaft (Scheel, Himmel, Sturm, Beyer, Mädler) vor dem Disziplinargericht angeklagt. Die „Anklage" hatte den Eindruck, der in der Öffentlichkeit schon vorgeherrscht hatte, noch verstärkt, daß der Grund des Verfahrens lediglich eine Autoritätsfrage für die Universität war.

Unsere Führer haben in der Verantwortung ihrer sittlichen Aufgaben gegenüber dem deutschen Volk ehrenvoll gehandelt. Herr Gumbel hat dieses Volk verraten und seine Ehre beschmutzt.

Die Heidelberger Universität ist endlich von diesem „Schänder deutscher Ehre" befreit, wir ziehen einen Schlußstrich unter dieses traurige Kapitel der Heidelberger Universitätsgeschichte.

E. R.

Der Heidelberger Student

I. W. S.

16. 11. 32.

Gumbel.

Nach bekannter Melodie.

n Pazifisten Professor Gumbel in Heidelberg, der von dem „Feld der
hre" sprach und die Kohlrübe als das Symbol des Weltkrieges bezeichnete,
ist jetzt endlich der Lehrauftrag entzogen worden.

Der große Pazifiste Herr Gumbel manches Jahr
In Heidelberg Dozente und gar Professor war.
Man ließ ihn lange schmähen, was andern heilig ist,
Doch jetzo ward, doch jetzo ward verjagt der Pazifist.

Er hat sein Amt in Heidelberg verloren,
Man nahm ihm seinen Lehrauftrag,
Den er so dreist bisher und unverfroren
Hat ausgeübt, daß man's kaum glauben mag.
Der Pazifist hat eine Schlacht verloren
Und auf dem Feld der Unehr' fiel er jetzt,
Man nahm den Herrn Professor bei den Ohren
Und hat ihn kaltgestellt und abgesetzt.

Nun kann zum Glück Herr Gumbel nicht länger mehr die Kohl-
Kohlrübe vom Katheder bezeichnen als Symbol.
Kohl war, doch ohne Rübe, was selber er gelehrt,
Doch jetzo ward, doch jetzo ward er endlich ausgekehrt.

Er hat sein Amt in Heidelberg verloren;
Daß man's ihm gab, war eine Schand',
Die wir verdankten roten Matadoren,
Die mit dem Zentrum herrschen dort zu Land.
Man ließ ihn lange Jahre ungeschoren,
Doch selbst in Baden scheint's zu dämmern jetzt.
Man nahm den einst'gen Liebling bei den Ohren
Und hat ihm einen Eselstritt versetzt.

Und wieder ist geworden, seit Gumbel es verließ,
Alt-Heidelberg, das Feine, ein deutsches Paradies.
Und nimmer kehrt Herr Gumbel, das ist ein wahres Glück,
Nach Heidelberg, nach Heidelberg, nach Heidelberg zurück.

Er hat sein Amt in Heidelberg verloren,
Am besten zög' er nach der Schweiz,
Wohin so manche Pazifikatoren
Vor ihm zum Glück entschwunden sind bereits.
Dort mag er fühlen sich wie neugeboren,
Sitzt er bei Emil Ludwig und Remarque.
An Gumbel hätten auch wir nichts verloren,
Im Austausch nähmen gern wir ein Pfund Quark.

Das letzte Disziplinargericht in Sachen Gumbel.

Kurz vor der Entscheidung über das Schicksal von Herrn Gumbel als Universitätsprofessor, hat die Universität fünf Führer der Studentenschaft (Scheel, Himmel, Sturm, Beyer, Mädler) vor dem Disziplinargericht angeklagt. Die „Anklage" hatte den Eindruck, der in der Öffentlichkeit schon vorgeherrscht hatte, noch verstärkt, daß der Grund des Verfahrens lediglich eine Autoritätsfrage für die Universität war.

Unsere Führer haben in der Verantwortung ihrer sittlichen Aufgaben gegenüber dem deutschen Volk ehrenvoll gehandelt, Herr Gumbel hat dieses Volk verraten und seine Ehre beschmutzt.

Die Heidelberger Universität ist endlich von diesem „Schänder deutscher Ehre" befreit, wir ziehen einen Schlußstrich unter dieses traurige Kapitel der Heidelberger Universitätsgeschichte.

E. R.

Der Heidelberger Student

I. W. S. 16. 11. 32.

Kulturschande unter dem Mantel der Wissenschaft

Der Jude Gumbel wurde bekanntlich nach langem zähen Kampf der nationalsozialistischen Studentenschaft von der Heidelberger Universität entfernt. Sein frecher Ausspruch, daß die deutschen Soldaten auf dem Felde der Unehre gefallen seien, hatte das Badische Staatsministerium nicht gehindert, Gumbel eine außerordentliche Professur zu geben. Erst seine erneute jüdische Gemeinheit von der Kohlrübe, die das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten sei, brachte ihn zu Fall, aber auch erst nach heftigstem Kampf. Gumbel nahm einen Ruf nach Paris an. Dort in der Hauptstadt des friedlichsten Landes der Welt kann er also weiter „wirken", so wie es bisher alle Verräter und Verleumder getan haben von Heine und Marx bis auf die Förster und Quidde. Während der Ferien hält er in Amerika Vorträge — im Interesse des Deutschtums selbstverständlich.

Bei uns aber hat eine Reihe von „Wissenschaftlern" den Mut, eine Eingabe für Professor Gumbel zu machen. Das Badische Staatsministerium wird gebeten, diesen frechen Juden im Amt eines Lehrers der deutschen Jugend zu lassen. In echt jüdischer Verdrehung wird aus einem gemeinen Verleumder und Beschimpfer der deutschen Frontsoldaten ein Märtyrer gemacht. Schuld sind natürlich die Nationalsozialisten, die — natürlich ohne Grund — einen „allgemeinen Ansturm" auf die Hochschulen machen. Die Aussage der Studenten, die als Belastungszeugen auftraten, wird in Zweifel gezogen. Schlau versteckt — unser römisch-orientalisches Recht liegt ja diesen Herren aus dem Orient besonders gut — wirft man ihnen also einen Meineid vor. Wir kennen diese jungen Deutschen, wir wissen, daß es aufrechte grade Kameraden sind. Und wir kennen diese „Professoren" — und wir wissen, daß es keine Deutschen sind. Auf den ersten Blick finden war unter den Unterschriften die Juden Frank, Goldschmidt, Grünberg, Lessing (!), Oppenheimer, Rosenberg, Rosenheim, Salinger, Levin, L. Schücking . . . Das sind mehr als die Hälfte Juden. Und die letzte Betätigung für die Richtung, aus der dieser Wind weht, gibt uns die deutsche Liga für Menschenrechte, an die weitere Zustimmungserklärungen zu richten sind. Also bitte, Cohn und Friedmann, Breslauer und Warschauer . . .!

„Für diese Herren scheint es uns allerdings richtig, wenn „sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde." Wir werden den Kampf gegen diese „Republikaner" noch weiterführen — allein wie bisher, und damit auch am stärksten. Von dem neuen Kurs der Herren von Papen werden wir nicht viel Unterstützung zu erwarten haben.

16. 11. 32.

I W-L 32/23

Prof. Gumbel amtsentsetzt!

Am 11. August d. J. entzog der badische Herr Minister für Kultus und Unterricht dem Statistiker Dr. Gumbel auf Grund der genügend bekannten Vorgänge die venia legendi. Damit ist der mit zäher Energie geführte Kampf der Heidelberger Studentenschaft gegen einen Mann, der nicht würdig ist, einen deutschen Lehrstuhl inne zu haben, endlich mit Erfolg zu Ende geführt worden. Wir bekämpften Dr. Gumbel nicht nur wegen seines in der Stadthalle gefallenen Ausdrucks vom „Felde der Unehre", sondern wegen aller seiner politischen Schriften, die, sei es „Verschwörer" oder „Vier Jahre politischer Mord" schwere Schmähungen und Verleumdungen gegen das darniederliegende und langsam erwachende deutsche Volk enthalten, und wegen seiner Gesinnung, die mit Karl Merten, der Weltbühne und Ossietzky in einer Ebene liegen. Trotz der genannten Schriften und seiner ganzen undeutschen Denkweise wurde Herr Dr. Gumbel, wenn auch das Urteil der philosophischen Fakultät von Anfang an vernichtend gegen ihn sprach, an der Heidelberger Universität aber Professor, bis endlich ein über das Kriegerdenkmal des deutschen Volkes von ihm gesagter Vergleich dem Faß den Boden ausschlug und sich Studentenschaft und Universität erneut entschieden für seine Entlassung einsetzten. Obwohl 28 Hochschulprofessoren (außerhalb Heidelbergs) sich für Gumbel einsetzten, blieb der Herr Minister fest mit der Universität und den deutschen Studenten in einer Front gemeinsam kämpfend. Niemals aber wäre das Ergebnis erzielt worden, hätte nicht die deutsche Studentenschaft Heidelberg ihr letztes getan, um die Tätigkeit und Einstellung und insbesondere die letzte Äußerung von der Kohlrübe in das rechte Licht zu stellen. Neben den üblichen Angriffen der Gegenseite hat der Vorstand der D.St.H. sehr viel Kränkungen und Verdächtigungen hinnehmen müssen, aber unbeirrt sind die Vorstandsmitglieder ihren Weg gegangen, um dazu beizutragen, daß deutsche Studenten nur deutsche Professoren haben dürfen. Die Entscheidung des Herrn Kultusministers gibt dem Kampf um die Auffassung der Heidelberger Studentenschaft recht, die ihre höchste Mission im Ringen um ein besseres, soziales und nationales Deutschland sieht, damit es einst, endlich von Zufallserscheinungen befreit, besungen werden kann wie vor dem Krieg:

O Deutschland hoch in Ehren,
Du heil'ges Land der Treu.

F. St.

[illegible] NOVEMBRE 1932

Vie de Paris

[illegible] Exemple [illegible]

[illegible] se plaint de ce qu'il appelle notre « pessimisme ». A l'en croire, le peuple allemand n'est pas, dans son ensemble, aussi belliqueux que nous le pensons. A l'appui de cette opinion, il cite le cas de M. Gumpel, pacifiste allemand, qui se mit en campagne, en Allemagne et en France, en faveur du rapprochement franco-allemand.

Nous ne contestons pas les bonnes dispositions du professeur Gumpel à notre égard, mais son cas est-il autre chose qu'un cas isolé ? Le fait qu'on le cite si souvent et qu'on ne puisse guère citer que lui en paraît une assez bonne preuve.

Au surplus, notre correspondant semble ignorer que le professeur Gumpel a été destitué en août dernier par l'université de Heidelberg à cause de ses opinions pacifistes.

Ce fait est assurément bien ennuyeux pour le professeur francophile et pour les apôtres du rapprochement franco-allemand. Voilà pourtant qui établit avec une certaine éloquence que leur rêve est loin de la réalité.

Tägliche Rundschau, Berlin W 57

ADOLF WILHELM MACHOLZ: 10. 11. 32.

„Politisiert“ die Universitäten!

1.

Man sticht in ein Wespennest, wenn man heute von der „Politisierung“ der deutschen Universitäten spricht; denn Hochschulpolitisierung steht in fataler Nähe einer Reihe von „Fällen“; man denkt an die Fälle Gumbel, Cohn, an die Aera Becker—Grimme, an Studentenkrawalle und Schutzpolizei in Hörsälen, kurz, an den ganzen traurigen Bezirk verbonzter Kulturpolitik neudeutschen Systems. Also ein Gestern, das man je eher je besser zum Vorgestern machen möchte. Man wird um so nervöser bei diesem Wort, als man noch nicht recht sieht, wie denn das Neue, das zweifellos erstrebt werden muß, zu gestalten sei. Die Front ist klar, unentschieden nur die Richtung des Marsches. Und doch drängt die Zeit, zu handeln: aus 50 000 arbeitslosen Jungakademikern werden im nächsten Semester 60 000 geworden sein — und so fort ins Uferlose, wenn nicht schnell, planvoll und gründlich gehandelt wird.

Dabei ist die Front derer, deren Bemühung einer Reform des Hochschulwesens gilt, nicht einheitlich. Zwei getrennte Lager stehen nebeneinander; hie Lehre, hie Forschung. Zwar ist diese Trennung keine freiwillige; denn die Vereinigung von Lehre und Forschung in der universitas literarum gehört zu der hohen Tradition deutscher Universitätsart, die sich eben dadurch von dem französischen und dem englischen Universitätstyp grundlegend unterscheidet. Aber solche Verbindung von Lehre und Forschung ist nur möglich, wenn die Universität nur eine kleine Auslese befähigter Köpfe umfaßt; sie muß notgedrungen aufgegeben werden, wenn das Schwergewicht der Arbeit von der Forschungsarbeit weg hin zum Lehrbetrieb verlagert wird. Diese Gefahr ist freilich nicht erst von gestern; sie ist so alt wie die ersten Anfänge des vielberufenen Berechtigungswesens. Aber als sich der Zustrom der Universitäten noch in normalem Maße vollzog, konnte man ihr begegnen. Die Einrichtung von Seminaren, in denen die Arbeit der Kollegs ergänzt und vertieft wurden, nahm in neuzeitlicher Form den alten guten Gedanken der Disputationen auf. Wer freilich heute einmal an einem Seminar selbst einer kleinen Universität teilgenommen hat, in nicht weniger drangvoller Enge als in den Vorlesungen denselben Vorgang wie dort in nur veränderter Form erlebte: eine in die Oeffentlichkeit verlegte Studierstube und keine in die Studierstube gezwungene Oeffentlichkeit, — der weiß, daß auf diesem Wege jedenfalls kein Ausweg zu finden sein wird.

Man könnte nun fragen, ob es nicht das einfachste sei, die Zahl der Dozenten der Anzahl der Studenten entsprechend zu erhöhen. Auch diese Hilfslösung ist nicht neu, sie ist bis zum Baccalaureat der Anfangszeit der Universität zurückzuverfolgen. Die Zahl der Assistenten ist heute Legion. Ohne daß damit mehr erreicht wurde als die Schaffung eines Edelproletariats neben dem übrigen akademischen Proletariat. Nun ist es zwar von jeher so gewesen, daß der akademische Anfänger nicht gerade auf Rosen gebettet war; ein Privatdozent ohne finanziellen Rückhalt mußte sich zur Professur durchhungern. Aber er tat es als Wissenschaftler der Wissenschaft wegen. Gegenwärtig ist aber der sogenannte „wissenschaftliche Hilfsarbeiter“ weithin nichts anderes als der „Junge Mann“ des Professors, der den laufenden Betrieb zu erledigen hat. Notwendigerweise sinkt so wie das Niveau bei den Studierenden so auch das des akademischen Nachwuchses. Durch die Ueberbeanspruchung der Hochschule in ihrer Lehrarbeit gerät die Forschungsarbeit ins Hintertreffen. Das deutlichste Zeichen für diesen Tatbestand ist die Entwertung der Promotion.

Also doch Trennung von Forschung und Lehre? Nicht der Lehre, sondern der Forschung wegen? — Damit wäre für die deutsche Universität der Primat der Forschung behauptet. In der Tat liegt einem Großteil der gegenwärtigen Bemühungen um eine Studienreform eine derartige Anschauung zugrunde. Die Meinung ist dann die, daß es die Aufgabe der „klassischen Bildungsstätte“ deutscher Jugend sei, dem jungen Akademiker einen Anteil an der ernsten Arbeit reiner Wissenschaftlichkeit, oder wenn nicht das, so doch einen Begriff davon zu geben. Akademische Arbeit heißt also reines Streben nach der Wahrheit um der Wahrheit willen, akademische Freiheit bedeutet so Freiheit für jedes ernste Wahrheitsstreben, sofern es nur ernst ist. Deshalb ist es die kühle und klare Atmosphäre der Sachlichkeit im besten Sinne, was wir „akademische Luft“ zu nennen gewohnt sind.

2.

Es ist nur konsequent, wenn man von dieser Voraussetzung aus grundsätzlich nur zwei Wege kennt, auf denen man zu der nötigen Universitätsreform gelangen könnte: entweder radikal verschärfte Auslese der Studierenden, oder, wenn das nicht zu erreichen ist, scharfe Trennung von Forschung und Berufsausbildung. Den letzten Weg hat das preußische Kultusministerium nach dem Kriege eingeschlagen, zum Teil in der Weiterbildung bestehender Ansätze. Man unterstützte die Forschungsinstitute innerhalb und außerhalb der Universitäten (z. B. Kaiser-Wilhelm-Institut) und baute sie aus. Daneben verschulte man den Lehrbetrieb (z. B. Hineinnahme des Repetitoriumswesens in die Universitäten); man erweiterte und gründete Forschungs-„Akademien“ und schuf einen reinen Typ von Lehr-„Akademien“ (Volksschullehrerbildung!).

Das Interessante bei diesem Experiment ist nun das, daß ein gesteigertes Bemühen, die Lehrakademien zu politisieren, mit ihm Hand in Hand ging. Ist die Hochschule zur Lehr- und Erziehungsanstalt für die „Praxis“ geworden, warum soll sie nicht auch Erziehungsanstalt für die politische Praxis werden? Also mache man sie zur Pflegestätte der sogenannten „Staatsbürgergesinnung“! Hat sie nicht das vorkriegsdeutsche Berufsbeamtentum vorgebildet? Also mache man sie zur Bildungsstätte republikanischen Beamtentums!

Es ist nicht einfach, hier den Gedankenkurzschluß zu erkennen. Denn es ist ja nicht zu leugnen, daß es in der Tat die hervorragende Aufgabe der deutschen Universität war, dem Staate Bürger vorzubilden. Aber das nun freilich nicht in der Weise, in der neudeutsche Kulturpolitik es zu können vorgibt. Hier fingiert man die Möglichkeit, aus der rudiken Masse des Staatsvolkes den Staats-Bürger „bilden“ zu können, und hält das wesentlich für Sache der Gesinnung. Diese Fiktion liegt in der Konsequenz liberaler Staatstheorie, die im sogenannten Bürger das grundsätzlich freie und souveräne Individuum sehen muß, das sich für oder gegen eine Staats-Form entscheidet. Es kann hier dem Staate grundsätzlich nicht mehr als (der freilich nicht geringe!) Wert der Form eignen; und diese Form ist Sache der Mehrheit. Der Staat als Exponent dieser Mehrheit und nur als ihr Exponent hat die Aufgabe der Erziehung. Kulturpolitik ist Mehrheitspolitik und also Parteipolitik. Wer diese Theorie in die Praxis umgesetzt vor Augen bekommen will, der denke an die Aera Grimme! In diesem Bezirk muß Politisierung Parteipolitisierung werden.

Schneller als im übrigen Raum der liberalen Politik erwies sich nun an der Nachkriegs-Kulturpolitik das Zersetzende solcher Theorie. Auch hier wurde sie „legal“ ad absurdum geführt. In diesem Unternehmen kommt entscheidende Bedeutung der Deutschen Studentenschaft zu. Und auch hier ließ sich wieder das tragikomische Schauspiel der inneren Inkonsequenz des demokratischen Systems beobachten. Von ihm war der Anstoß zur Politisierung der Universitäten gegeben worden, in dem Augenblick aber, in dem sich die ersten — „Erfolge“ zeigten, nämlich das Erwachen und Erstarken einer nationalen Studentenschaft, war das liberale Prinzip der Toleranz vergessen. Als die kulturpolitische Position unsicher zu werden begann, griff man zu Gewaltmaßnahmen. Noch konnte man ja dafür auch den Schein des Rechts in Anspruch nehmen: es hieß nunmehr, letzte „reaktionäre Inseln“ zu erobern. Hatte man die Mehrheit nicht innerhalb der Hochschulen selbst, so ließ sich immerhin noch die Volksmehrheit gegen die bourgeoise akademische Mehrheit ausspielen. Als auch das nicht mehr verfing, begann das Zetermordiogeschrei über die Politisierung der Universitäten. (Fortsetzung folgt.)

Deutscher Vorwärts. Berlin

Die „Weltbühne“ ärgert sich über uns.

13. 11. 32.

Kürzlich haben wir uns gründlich und ausführlich mit dem Skandal um den Professor Gumbel beschäftigt und haben jenen Mann unter die Lupe genommen, für den die Soldaten auf dem „Felde der Unehre“ fielen und für den alle deutschen Krieger- und Gefallenendenkmäler „eine einzige große Kohlrübe“ darstellen.

Gumbel ist bekanntlich aus dem Lehramte herausgeflogen und hat sich, wohin es ja bekanntlich alle Pazifisten hinzieht, nach dem Auslande begeben. Gleichzeitig bemüht er sich aber, seinen Hinauswurf irgendwie rückgängig zu machen. So hat er eine Revision jenes Verfahrens anstrengen wollen, dessen Endresultat seine Entlassung geworden war; er hat ferner jüdische Professoren in Deutschland auf die Beine gebracht, die in Aufrufen und Schreiben an die zuständigen Stellen für die berüchtigte „Republikanische Beschwerdestelle“ mobil gemacht, jenes Denunziantenbüro, das sich durch seine unappetitliche Beschäftigung einen üblen Namen gemacht hat; die Beschwerdestelle hat sich selbstverständlich auch für Gumbel eingesetzt, weil sie fürchtet, daß dem Hinauswurf Gumbels auch der Hinauswurf weiterer Juden und Vaterlandsbeschimpfer aus den deutschen Hochschulen folgen könnte.

In unserem seinerzeitigen Artikel hierüber schrieben wir, daß eine Rückkehr Gumbels in sein Lehramt nicht in Frage komme, „sonst könnten wir der Beschwerdestelle und dem badischen Staatsministerium versichern, daß dann allerlei passieren würde, wofür wir nicht geradestehen wollen!“

Das hat nun in der „Weltbühne“ eingeschlagen, in jener radikal-sozialistischen Sammelstätte allen pazifistischen und vaterlandslosen „Geistes“tums. Die „Weltbühne“ meint zu unserer Stellungnahme gegen die Rückkehr Gumbels, sie wäre neugierig, zu wissen, „was passieren würde, wenn Gumbels Rekurs Erfolg“ hätte. „Wem soll es dann an den Kragen gehen, Gumbel oder dem badischen Staatsministerium?“ Schließlich fordert man von uns und unserer „Zivilkurage“, wir sollten doch „etwas deutlicher“ werden!

Wir sehen keine Veranlassung dazu, die pazifistischen Herren — aus ihrer Angst zu befreien!

14. [illegible] 193[illegible]

Berliner Montagspost, Berlin

Wer ist schuld?

Von Lundi

Es geht schon wieder los. Noch brennt am Körper der Universitäten die Erinnerung an die Skandale um Gumbel, Lessing, Feiler, Dehn. Da kommt neuer Alarm! Aus Wien, Innsbruck, Breslau. Professoren werden beschimpft, am Unterricht gehindert, tätlich beleidigt . . . Die nationalsozialistische „Kulturoffensive“, zentral geleitet, geht planmäßig vor. Und warum sollte auch nicht, wer auf der Straße mit Bomben den Gegner überzeugt, im Hörsaal mit dem Knüppel seine Weltanschauung demonstrieren?!

Die Universitäten sind das letzte Bollwerk des geistigen Lebens in Deutschland. Werden auch sie widerstandslos gestürmt werden? Die Antwort wäre die Feststellung, wo Deutschlands akademische Jugend steht: auf der Seite des Radaus oder auf der Seite der Ideen?

Gewiß, sie hat es schwer wie nur irgendeine andere Jugend auch. Werkstudentenjahre sind harte Jahre. Die Bahn ist dem Tüchtigen weniger frei denn je. Wieder ist die Klassenlage des Vaters die Kassenfrage des Studenten.

Aber Jugend schlechthin ist niemals an sich geistfreundlich oder geistfeindlich. Sie ist so, wie man sie erzieht. Wenn der Staat und seine Beauftragten, die Professoren, ihre Verpflichtungen erfüllen würden, die sie gegenüber der Wissenschaft und ihren Schülern haben und die in dem Satz der Verfassung gipfeln, daß die Wissenschaft und ihre Lehre frei (frei, frei!) sei, so kann und wird es keine Universitätsskandale geben.

Die jungen Menschen von heute, frühzeitig durch leibliche und seelische Not geschwächt, sind nämlich schließlich nicht Subjekt der Universitäten, sondern ihr Objekt. An ihren Söhnen soll man die Alma mater erkennen!

Es gibt nur ein einziges Mittel, die Universitäten, für die alle Kreise des Volkes mit ihren Steuern bluten, frei zu halten von der Zügellosigkeit parteipolitischer Hetze, die dem Geist der Wissenschaft den Ungeist des Schlagworts aufdrängen will: die Solidarität der Professoren! Eine Solidarität, die, von aller privaten Einstellung abgesehen, die Meinung des Kollegen und seine Ueberzeugung gegenüber jedem äußeren Einfluß für unantastbar erachtet und sich bei jedem Angriff selbst getroffen fühlt. Diese Solidarität — die Not gebietet's, und die Klugheit fordert's — wäre ein erzieherisches Vorbild ohnegleichen. Und eine Waffe, die nie stumpf werden könnte!

Universitätsskandale hat es immer gegeben? Jawohl! Erinnern wir uns ruhig nur an diesen einen:

Da war ein Professor in einer kleinen Stadt mit Teilen der Studentenschaft in einen Konflikt geraten. Man warf ihm die Fenster ein, bedrohte seinen Hauswirt, damit er ihn hinauswürfe, und griff schließlich seine Frau auf der Straße an. Der akademische Senat beruhigt ihn, aber er schützt ihn nicht energisch. Ermittlungen laufen. Meistens ergebnislos. Die Studenten sind schließlich stärker als der mißliebige Professor. Vergeblich versucht dieser seine Schüler, an denen sein Herz hängt, ohne Haß und voll innerer Glut in den Kollegs zu belehren. Der Senat rät ihm zur Nachsicht. Die jungen Leute müßten sich austoben, es sei ja Jugend. Und so toben sie und besiegen den Professor.

Der aber zieht die Konsequenz und schreibt in sein Privatheft: „Wenigstens entsteht aus diesem allen das Gute, daß ich nicht mehr mein Herz an mein Projekt hänge, aus diesen rohen Menschen etwas machen zu wollen und meinen Stiefel schlecht und recht hin lehren werde.“ Und er besinnt sich, wie das alles gekommen sein mag und notiert das Resultat: „Der Studierende ist wie jeder Jüngling ebenso gut zum Guten zu bringen wie zum Bösen, nur muß man die verfängliche Aufwallung auf der Stelle nutzen und den entgegengesetzten Einflüssen nicht Zeit lassen, sie umzustimmen. Heute ist es das ehrenvollste Zeugnis für die Rechtschaffenheit eines Professors, wenn ihm oft die Fenster eingeschlagen werden. Aber Gott mag es denen vergeben, die durch eine lange Praxis die Studenten diese Grundsätze gelehrt haben; ich kann es ihnen nicht vergeben.“

Die Professoren sind schuld, nicht die Studenten — also resumierte 1795 Professor Fichte, ein Mann, der in der Ideologie des Nationalsozialismus heute schließlich keine geringe Rolle spielt.

Professor Gumbel am Institut Henri Poincaré

19.11.32.

Ich habe Professor Gumbel von der Heidelberger Universität in seinem in einer stillen Seitenstrasse des linken Ufers gelegenen Hotel aufgesucht und das bisher nur vom Hörensagen und Lesen über seinen «Fall» Erfahrene aus seinem eigenem Munde vernehmen wollen. Professor Gumbel bestätigte mir zunächst, dass sein Hiersein keineswegs mit dem Entlassungsentscheid des badischen Kultusministeriums zusammentreffe. Sein Urlaub zu Gastvorlesungen sei ihm schon früher von der gleichen Behörde bewilligt worden, die ihn zu seiner Einladung an die Sorbonne sogar beglückwünscht habe.

«Sie sind also definitiv Ihres Amtes enthoben?» — «Das nicht; das Ganze ist noch in Schwebe, da die zweite Instanz, das Staatsministerium, noch nicht entschieden hat. Ich persönlich unterscheide in meiner Angelegenheit strikt zwischen Ursache und Vorwand des gegen mich eingesetzten Verfahrens. Der eigentliche Grund sind meine Bücher, in denen ich die politischen Morde in Deutschland gebrandmarkt, und da heute die meisten der Täter im Lager der Nazis stehen, so ist es nur logisch, dass diese und mit ihnen die nationalsozialistische Studentenschaft mich seit Jahren bekämpfen. Diese Gegnerschaft ist zwangsläufig und kann mich nur ehren.

Der Vorwand zum Disziplinarverfahren der Heidelberger Universität ist an den Haaren herbeigezogen und man schreckte vor offensichtlichen Lügen nicht zurück». — «Ich möchte gerne von Ihnen selbst hören, welches der eigentliche Sachverhalt war!» — «Es war so: ich sprach in einer geschlossenen Versammlung vor sozialdemokratischen Studenten über den Krieg, dessen Erinnerung mit Not, Elend und vor allem mit dem Hunger identisch sei. Wer daran denke, entsinne sich unwillkürlich der Kohlrübe. Die Denkmale der Kriegsverherrlichung wiesen darauf freilich nicht hin. Drei Nazis, die in der Versammlung anwesend waren und sich ruhig den ganzen Vortrag angehört hatten, haben dann drei Wochen später im Studentenblatt die bewusste Variation vom «Kohlrübendenkmal» daraus gemacht.» — «Und die Zeugenaussagen bei der Verhandlung?» — «Sämtliche vernommenen Zeugen erklärten, es sei während des Vortrags eine ähnliche Aeusserung nicht gefallen und eine diesbezügliche Bemerkung überhaupt nicht gemacht worden. Da nur die drei Nazis vereidigt wurden, galt natürlich ihre Aussage. Merkwürdig ist ja, dass die Drei im Vortragssaale nicht den leisesten Protest gegen den bewussten Ausspruch erhoben, was doch nur zu verständlich gewesen wäre. Ein auf deutschnationaler Seite stehender Zeuge, der sich in offenem Gegensatz zu meinen Anschauungen bekannte, hatte sich gegenteilig zu den Nazisaussagen ausgedrückt. Meine Aeusserungen haben jedenfalls nichts mit der Interpellation der Nazis zu tun und einzig ihr übrigens begründeter und berechtigter Hass erklärt ihr Verhalten. Ich bedauere nur, dass die Universität sich von politischen Krakehlern unterkriegen lässt und bestehe auf der These: das Ganze hat nichts mit meiner Person zu tun, sondern geht auf eine allgemeine Forderung der Nazis zur Beherrschung der Universität hinaus, in der sie nur ihnen genehme Leute haben wollen.» —

«Wie lange halten Sie Ihre Vorlesungen in Paris?» — «Voraussichtlich auf einige Monate. Es freut mich ganz besonders, in jenem Institut tätig sein zu können, das den Namen Henri Poincarés, des letzten Universalmathematikers trägt.» — «Und welches ist das gegenwärtige Thema Ihrer Vorlesungen?» — «Statistische Mathematik, — nicht mit Politik zu verwechseln!», lacht Professor Gumbel.

H. Hl.

Mathematik — Naturwissenschaften — Technik

Bertrand Russell, Einführung in die mathematische Philosophie. Ins Deutsche übertragen v. E. J. Gumbel u. W. Gordon. Mit einem Vorwort v. David Hilbert. 2. durchges. Aufl. München, Drei Masken Verl., 1930. VII u. 212 S. 8⁰.

Das Erscheinen der zweiten Auflage der deutschen Übersetzung von Russells Einführung in die mathematische Philosophie bietet willkommenen Anlaß zu erneutem Hinweis auf das ausgezeichnete kleine Werk.

R. hat sich um die Klärung der Grundlagen von Logik und Mathematik hervorragende Verdienste erworben; die Ergebnisse seiner Untersuchungen sind endgültig niedergelegt in dem Standardwerk der neueren mathematischen Logik, den »Principia Mathematica«, die R. zusammen mit A. N. Whitehead geschaffen hat. Die Lektüre dieses umfangreichen Werkes setzt indessen eine gründliche Beschäftigung mit dem wichtigen formalen Hilfsmittel der modernen Grundlagenforschung, dem Logikkalkül, voraus — ein Umstand, der vielen Interessierten das Eindringen in das R.sche System erheblich erschwerte. R. hat daher den Versuch unternommen, in der vorliegenden Einführung die Hauptzüge seines logischen Aufbaus unter Verzicht auf die Hilfsmittel des Kalküls darzustellen. Dieser Versuch kann als durchaus gelungen bezeichnet werden. Freilich stellt der Vf. an die intensive Mitarbeit des Lesers nicht ganz geringe Anforderungen: er gibt nicht einfach eine »populäre Darstellung«, sondern eine tiefdringende Einführung in die wichtigsten Teile seines Systems der Logik und Mathematik.

Dies System pflegt man als die »logizistische« Theorie der Mathematik zu bezeichnen; neben der Hilbertschen »formalistischen« und der von Brouwer vertretenen »intuitionistischen« Theorie stellt diese einen der drei großen Ansätze dar, die zur Überwindung der seit etwa 30 Jahren akuten »Grundlagenkrise der Mathematik« entwickelt worden sind. Die Fundamentalthese des Logizismus besagt: Die Mathematik ist ein Zweig der Logik; oder präziser: Sämtliche Begriffe der Mathematik lassen sich definitorisch auf Begriffe der reinen Logik zurückführen, und sämtliche Sätze der Mathematik lassen sich aus den Grundsätzen der Logik rein logisch deduzieren.

Die Begründung dieser These bildet den Leitgedanken des Buches. Die Darstellung beginnt mit einer logischen Analyse der Grundbegriffe der Arithmetik: insbesondere wird der Begriff der natürlichen Zahl auf den der Menge (und später auf den rein logischen der Satzfunktion) zurückgeführt: jede natürliche Zahl erscheint als Menge von äquivalenten Mengen. Dann werden die Grundgesetze der Arithmetik der natürlichen Zahlen auf logische Prinzipien zurückgeführt. Es folgt die Reduktion der Theorie der positiven und negativen,

V

der rationalen und irrationalen und schließlich der komplexen Zahlen auf die der natürlichen Zahlen und damit auf die logische Theorie des Mengenbegriffes; und endlich werden auch die Grundbegriffe der Analysis und der Theorie des aktual Unendlichen einer logizistischen Analyse unterzogen. Dabei zeigt es sich freilich, daß der Beweis der üblichen mathematischen Sätze in manchen Fällen nur dann gelingt, wenn man noch gewisse Axiome voraussetzt, die nicht als rein logisch (analytisch) angesehen werden können, und die als das Multiplikations-(Auswahl-)axiom und als das Axiom der Unendlichkeit bezeichnet werden. Soll also das Prinzip des Logizismus aufrechterhalten werden, demzufolge sich jeder Satz der Mathematik als ein Satz der reinen Logik darstellt, so müssen diejenigen mathematischen Sätze, in deren Beweis jene Axiome als Voraussetzungen eingehen, in hypothetischer Form ausgesprochen werden; sie enthalten dann jene Axiome als Vordersätze und sind nun in hypothetischer Form in der Tat analytische Sätze. Schließlich bedarf R. an bestimmten Stellen seines Aufbaus der Mathematik aus der Logik noch eines dritten, äußerst problematischen Axioms, das er als »Reduzibilitätsaxiom« bezeichnet. Dies Axiom, dessen Inhalt nicht in Kürze angegeben werden kann, ist von verschiedenen Seiten heftiger Kritik unterzogen worden, und R. selbst hat es inzwischen — in der 2. Aufl. der »Principia Mathematica« — verworfen, ohne indessen einen Ausweg aus dem dadurch geschaffenen Dilemma zeigen zu können. An dieser Stelle liegt die wesentliche Schwierigkeit der logizistischen Theorie überhaupt; sie kann gegenwärtig noch nicht als gelöst bezeichnet werden. Die vorgeschlagenen Lösungsversuche streben die Beseitigung der gesamten sogenannten »verzweigten Typentheorie« an, durch deren Einführung erst jenes Axiom erforderlich gemacht wird. Ein Vorschlag zur Durchführung des Gedankens der Beschränkung auf die Hilfsmittel der unverzweigten Typentheorie ist neuerdings von Carnap (»Erkenntnis« Bd. 2, 91 ff.) angedeutet worden. (Es sei hier noch ausdrücklich bemerkt, daß die oben erwähnten anderen beiden Ansätze zur Lösung des Grundlagenproblems von Logik und Mathematik gegenwärtig ebensowenig als befriedigend gelten können, und daß der Logizismus angesichts der erwähnten Schwierigkeiten nicht etwa »aus der Konkurrenz ausscheiden« muß.)

Neben der Einführung in die Prinzipien des Logizismus leistet das R.sche Buch noch ein weiteres: Es bietet, organisch mit der logizistischen Theorie der Mathematik verwoben, eine klare und eingehende Erörterung der tiefdringenden logischen Analysen, auf die sich die »mathematische Logik« stützt, dies mächtige Hilfsmittel der wissenschaftlichen Philosophie. (Einen streng systematischen Aufbau dieser wichtigen Disziplin mit den formalen Hilfsmitteln der »Logistik« [des oben erwähnten »Logikkalküls«], von denen R. in seiner »Einführung« keinen Gebrauch machen will, findet der interessierte Leser in den »Principia Mathematica«.) Diese vorbereitenden Analysen der neuen Logik haben ihre Bedeutung ganz unabhängig von der Frage der endgültigen Durchführbarkeit der logizistischen Theorie der Mathematik, und sie dürften besonderes Interesse besitzen für die Vertreter der Auffassung, daß die mathematische Logik nichts anderes biete als einen — vielleicht manchmal praktischen — formalen Apparat, der aber in seinem Aufbau keine neuen Ideen aufweise: Schon der Umstand, daß, wie im vorliegenden Buche, eine kalkülfreie Darstellung und Begründung der Grundgedanken der mathematischen Logik gegeben werden kann, beweist das Irrige dieser Auffassung. Und gerade R. zeigt dem Leser auf Schritt und Tritt, daß die mathematische Logik in ihrer modernen Form keineswegs eine Formalisierung der Resultate der klassischen Logik darstellt, sondern daß sie erst durch wesentliche sachliche Verbesserungen und Erweiterungen dieser Disziplin ermöglicht wurde. Tatsächlich hat auch rein praktisch gesehen die mathematische Logik ihre Existenzberechtigung längst bewiesen: Sie hat die Methode einer exakten logischen Analyse wissenschaftlicher Begriffe und Sätze ermöglicht, die inzwischen mit großem Erfolge auch auf außermathematische Wissenschaften angewandt worden ist, und sie hat, besonders auf dem Gebiete der axiomatischen Untersuchung der Mathematik, zu Resultaten geführt, die mit den nicht streng formalen Mitteln der klassischen Logik nicht hätten gefunden werden können.

Seit der Niederschrift des Buches sind gewisse Korrekturen am System der mathematischen Logik angebracht worden, die sich aber auf recht subtile Spezialfragen beziehen und die Prinzipien der neuen Logik ganz unangetastet lassen. So hat man vor allem eine reinlichere Scheidung zwischen Formeln und Ableitungsregeln durchgeführt; auch hinsichtlich der Extensionalitätsthese hat man inzwischen weitere Klärung geschaffen, und die von R. (S. 188 ff.) gegebenen Beispiele für vermeintlich intensionale Funktionen können jetzt wohl endgültig als nicht stichhaltig bezeichnet werden. (Wittgenstein, Carnap.) Dem Wert des

R.schen Buches tut dies indessen keinerlei Abbruch.

Die Lektüre der »Einführung« stellt schließlich auch eine gute Vorbereitung dar für die Beschäftigung mit den eingehenderen Darstellungen des Gebietes, die nun zur präzisen Formulierung und Begründung ihrer Sätze systematisch vom Logikkalkül Gebrauch machen, also vor allem mit den »Principia Mathematica« selbst (die wichtigen einleitenden Kapitel dieses Werkes sind jetzt in der Übersetzung von H. Mokre unter dem Titel »Einführung in die mathematische Logik« beim Drei Masken Verlag erschienen), oder etwa mit den vorzüglichen kürzeren Darstellungen von Carnap oder von Hilbert-Ackermann.

So bleibt nur ein Mißstand mehr äußerlicher Art zu bedauern: Es sind nämlich in der zweiten, »durchgesehenen« Auflage des Buches noch zahlreiche Druck- und Übersetzungsfehler stehengeblieben, darunter einige direkt sinnentstellende. (Ein Verzeichnis steht dem Verlag gern zur Verfügung.) Hoffentlich erlebt das Buch bald weitere Auflagen, in denen dann aber diese Mängel behoben sind!

Berlin-Buch. C. G. Hempel.

MITTEILUNGEN

Berichte über die Sitzungen der deutschen Wissenschafts-Akademien — Personalveränderungen innerhalb der deutschen Gelehrtenschaft — Sachnotizen aus dem Umkreis der internationalen Forschungsarbeit — Neuerschienene Bücher

Akademieberichte

Berlin. Gesamtsitzung. 20. Okt. Hr. Hübner sprach über den Ackermann aus Böhmen. (Ersch. später.) Er zeigte, daß der Dichter in den lyrischen Partien von der zeitgenössischen deutschen Liebesdichtung, besonders dem städtischen Gesellschaftsliede abhängig ist, daß er aber die von daher übernommenen Ausdrucksmittel im Sinne seines Stilideals eigenartig ausformt. Dies Stilideal verglich der Vortragende mit dem geblümten Stil, wie er zumal von den großen Meistersängern von Frauenlob bis Heinrich von Mügeln gepflegt worden ist. Er wies auch auf innerlichere Zusammenhänge der Ackermanndichtung mit dem Meistergesang hin. — Hr. Haberlandt überreichte eine Arbeit »Zur Physiol. u. Pathol. der Spaltöffnungen«. (Ersch. später.) In dieser 1. Mitteilung wird das Verhalten der Spaltöffnungsapparate verschiedener krautiger Pflanzen besprochen, die den milden Winter 1931/32 im Freien überdauert haben. An das Absterben und Obliterieren zahlreicher Schließzellen sowie an die häufige Wellung ihrer Rückenwände, die eine Annäherung an den Bau gewöhnlicher Epidermiszellen bewirkt, werden allgemeine Folgerungen geknüpft. — Hr. Kehr übersandte seinen Bericht über die Herausgabe der Monumenta German. hist. 1931. (Ersch. später.) — Hr. Brackmann legte eine Arbeit des wissenschaftl. Beamten u. Prof. bei der Akademie Hrn. Dr. Ed. Sthamer über den »Mönch Azzo von Montecassino« vor. Der Mönch Azzo, der nachmals Propst von Sant'Angelo in Formis bei Capua und schließlich Bischof von Caserta wurde, stammte aus Parma. Er schrieb eine jetzt verlorene Geschichte der Bischöfe von Caserta. Erhalten sind aber von ihm eine Reihe von Glossen zu der altfranzös. Übersetzung der Chronik des Amatus von Montecassino und anderer Chroniken, und es ist nicht ausgeschlossen, daß er selbst diese Übersetzungen besorgt hat. — Hr. Wagner legte eine Arbeit der HH. V. Kühl u. Dr. E. Meyer in Berlin »Untersuchungen über die Winkel- und Frequenzabhängigkeit der Schallschluckung von porösen Stoffen« vor. (Ersch. später.) — Hr. v. Ficker legte eine Abhandlung von Hrn. Dr. H. Ertel in Berlin vor: »Allgemeine Theorie der Turbulenzreibung und des Austausches«. (Ersch. später.)

Berlin. Sitzung der *phil.-hist. Kl.* 27. Okt. Hr. Schuchhardt sprach über »Westeuropa in seinem Verhältnis zu Kelten und Germanen«. (Abh.) Der frohe Jenseitsglaube des alten Westens hat auf die Kelten und Germanen nicht eingewirkt. Die Druiden in Gallien führten ihn zwar fort, behandelten ihn aber als Geheimlehre. Die Germanen hatten keine Druiden; ihre düstere Unterwelt spiegelt sich bei Homer, dessen Zeitalter durch die von der »dorischen Wanderung« aus Mitteleuropa gebrachte Kultur beherrscht wird. Sein Grab des Hektor am Schluß der Ilias zeigt das deutlich. Vom 7. u. 6. Jh. v. Chr. an treten in Nordostdeutschland Anklänge an das alte Westeuropa auf: Steinkreise, z. T. mit Menhiren. Sie sind ebenso wie die mit ihnen gleichzeitigen Haus- und Gesichtsurnen durch die damalige Hochblüte des italischen Handels hervorgerufen, der Bernstein holen wollte und unermeßliches schönes Bronzegerät nebst ansprechenden Kulturgedanken dafür zurückließ. — Hr. Bolte legte seine Arbeit über »eine weitere Handschrift des Spiegelbuches« vor. Die illustrierte Trierer Hschr. T^2, welche von Hoffmann v. Fallersleben 1832 erwähnt und später verschollen war, ist wieder aufgetaucht und kann daher mit der übrigen Textüberlieferung verglichen werden. — Hr. Wiegand legte den »IV. vorläufigen Bericht über die Ausgrabungen in Uruk« von Nöldeke, Heinrich, Lenzen u. von Haller vor. (Abh.) Der Bericht behandelt die archaischen Schichten und ihre Bauten: die ersten Wohnschichten mit entwickelter neolith. Kultur in der 18. archaischen Schicht der Tiefgrabung, die bei —2 m auf sterile Schlickablagerungen herabreicht; ferner die Uruk-Schichten VII und VI und Reste von Kalksteinsockeln der Schicht V, die in Sägegraben freigelegt wurden; das Mosaikstift- und Pfeilergebäude der Schicht IV (an der jetzt drei getrennte Perioden zu unterscheiden sind) und die wiederaufgefundene Loftus-Fassade des gleichen Gebäudes, das labyrinthartige Gebäude der Djemdet-Nasr Schicht II/III. Ferner werden behandelt: die Gräber und Kleinfunde (Terrakotten, Siegel und Siegelab

SOCIÉTÉ MATHÉMATIQUE DE FRANCE

Institut Henri Poincaré, 11, rue Pierre Curie, Paris (Ve)

SÉANCE DU 23 NOVEMBRE 1932

Amphithéâtre Darboux : 20 h. 45

Cette séance sera consacrée en premier lieu à deux conférences sur le **Calcul des probabilités et ses applications,** données par

M. GUMBEL : **Sur l'âge limite.**

M. RISSER : **De la dispersion afférente à la somme de *n* erreurs dans le cas où chacune des erreurs composantes est régie par une loi simple.**

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 1932

Cette séance sera commune avec le séminaire de M. HADAMARD. Elle aura lieu comme toujours à l'amphithéâtre Darboux, mais exceptionnellement à 20 h. 30.

Conférence de

M. JULIA : **Sur l'itération des fractions rationnelles et les fonctions quasi analytiques.**

Les Secrétaires,
MICHEL et VALIRON.

IMP. CHAIX (SUCC. B). — 3638-32.

NIAGARA FALLS, N. Y.
GAZETTE
NOV 25 1932

"For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip."
—Professor Gumbel of England.

THIS CLIPPING FROM
DUNKIRK, N. Y.
OBSERVER
NOV 25 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip. —Professor Gumbel of England.

LOUISVILLE, KY.
HERALD-POST
NOV 25 1932

What People Are Saying

PROFESSOR GUMBEL of England: For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.

FITCHBURG, MASS.
SENTINEL
NOV 25 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.—Professor Gumbel of England.

SALISBURY, N. C.
POST
NOV 26 1932

... from football injuries.

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.—Professor Gumbel of England.

ROCK ISLAND, ILL.
ARGUS
NOV 26 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.—Professor Gumbel of England.

Extrait de REVUE SCIENTIFIQUE
Adresse : 286, Bd St-Germain, 286
Date : 26 NOVEMBRE 1932
Signature :
Exposition :

Vie scientifique et universitaire

Université de Paris. — *Faculté des Sciences.* — M. Marcel Brillouin, Membre de l'Institut, fera quatre Conférences sur le sujet suivant : « *Examen des quelques problèmes naturels à connexion multiple, dans le plan, sur la sphère,* etc. *Fonctions multipolaires sur la sphère* ».

Ces Conférences auront lieu à l'Institut Henri-Poincaré, 11, rue Pierre-Curie, Amphithéâtre Darboux, aux dates suivantes : mardi 22 novembre, à 10 heures; vendredi 25 novembre, à 14 heures; mardi 29 novembre, à 10 heures; vendredi 2 décembre, à 14 heures.

— M. E.-J. Gumbel, ancien Professeur à l'Université de Heidelberg, fera six Conférences sur : « *Les Fonctions appelées biométriques* ». Ces Conférences auront lieu à l'Institut Poincaré (Amphithéâtre Darboux), les 1er, 8 et 15 décembre 1932, 5, 12 et 19 janvier 1933, à 14 heures.

Extrait de : INFORMATION UNIVERSITAIRE
Adresse : RUE DE L'ARRIVÉE, 8 BIS XVe
Date : 26 NOVEMBRE 1932

Cours et Conférences

FACULTE DES LETTRES DE L'UNIVERSITE DE PARIS
Cours publics 1932-1933

Institut Henri-Poincaré de l'Université de Paris. — Jeudi 1er décembre à 14 h. (amph. Darboux) : « Les fonctions appelées biométriques » par M. E.-J. Gumbel, ancien professeur de l'Université [redacted] Heidelberg. — Mardi 29 novembre à 10 h. et vendredi 2 décembre à 14 h. (amph. Darboux) : « Examen de quelques problèmes naturels à connexion multiple dans le plan, sur la sphère, etc... Fonctions multipolaires sur la sphère » par M. Marcel Brillouin.

THIS CLIPPING FROM
HOUGHTON, MICH.
MINING GAZETE

NOV 27 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.
—Professor Gumbel of England.

THIS CLIPPING FROM
WILMINGTON, N. C.
NEWS

NOV 28 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.
—Professor Gumbel of England.

THIS CLIPPING FROM
FREDERICK, MD.
NEWS

NOV 28 1932

* * *

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.
—Professor Gumbel of England.

THIS CLIPPING FROM
CANTON, OHIO
REPOSITORY-NEWS

NOV 28 1932

* * *

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.—Professor Gumbel of England.

Paragraphic Barbs

ORANGE, N. J.
COURIER

NOV 28 1932

* * *

Professor Gumbel of England:—For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.

* * *

THIS CLIPPING FROM
WATERBURY, CONN.
DEMOCRAT

NOV 29 1932

* * *

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip. — Professor Gumbel of England.

THIS CLIPPING FROM
NEW BERN, N. C.
SUN-JOURNAL

NOV 29 1932

How did the game come out?
—John Koprowski, Cleveland high school boy, upon regaining consciousness in hospital from football injuries.

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victroy, but one big turnip.
—Professor Gumbel of England.

CAHIERS DES DROITS DE L'HOMME
Rue Jean Dolent, 27, XIVe

30 NOVEMBRE 1932

CONTRE LA RÉVOCATION DE M. GUMBEL

La Fédération des Sections de la Ligue des Droits de l'Homme du Loiret, s'associe à la protestation universelle des hommes libres de tous les pays, douloureusement émus et indignés de la révocation de notre collègue et ami Gumbel, professeur de philosophie à l'Université de Heidelberg et membre de la Ligue des Droits de l'Homme allemande, victime de sa propagande courageuse pour la Paix et la République en Allemagne.

La Fédération du Loiret qui n'oublie pas la conférence admirable qu'il fit à Orléans, adresse au professeur Gumbel l'assurance de son attachement profond et de sa reconnaissante sympathie avec l'expression de son espoir qu'un jour prochain son pays saura reconnaître en lui la haute valeur d'un homme capable de se sacrifier pour l'avènement de la Paix mondiale, et qui fait la gloire de la Nation à laquelle il appartient.

Die Weltbühne
Berlin-Charlottenburg

29. 11. 32.

‚Deutscher Vorwärts.' Du hattest geschrieben, wenn Gumbel ins Amt zurückkehrte, werde „allerlei passieren". Wir hatten dich ersucht, etwas deutlicher zu werden und zu sagen, wem was passieren würde. Deine Antwort konnten wir uns vorher denken: du kneifst! Indem du schreibst, du habest keine Veranlassung, „die pazifistischen Herren aus ihrer Angst zu befreien". Armer Narr! Die „pazifistischen Herren" haben keine Angst, weil sie genau wissen, daß Leute deines Schlages keine Helden sondern nur Maulhelden sind. Wer Angst hat, das bist nur du, teutscher Vorwärts. Du hast sie vor den Gerichten. Darum wagst du nicht, deine unbestimmten Drohungen zu präzisieren.

Extrait de : CAHIERS DES DROITS DE L'HOMME
Adresse : Rue Jean Dolent, 27, XIVe
Date : 30 NOVEMBRE 1932

M. Gumbel à Paris. — *M. Emile Kahn* a reçu la visite de M. Gumbel, membre éminent de la Ligue allemande.

M. Gumbel, qui était professeur à l'Université de Heidelberg, a été révoqué par le ministre de l'Instruction publique de Bade pour un motif dérisoire et d'ailleurs inexact, mais en réalité sous la pression des nationalistes allemands. Il est actuellement en France, chargé de conférences temporaires à l'Institut Henri-Poincaré.

Le Bureau décide de se réunir dans quelques jours pour recevoir M. Gumbel et s'entretenir avec lui de la situation politique en Allemagne.

THIS CLIPPING FROM
BURLINGTON, VT.
NEWS

NOV 29 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.—Professor Gumbel of England.

Nr. 13 - Blatt 46 /UNABHAENGIGER ZEITUNGS-DIENST (UZD) / 29 -11 -1932

Professor Gumbel liest an der Sorbonne

(UZD) Professor E.J. GUMBEL, der bekannte Statistiker der politischen Morde in Deutschland, dem die Universitätsbehörden von Heidelberg und das Badische Kultusministerium unter der erlogenen und leichtfertig-geglaubten Behauptung, Gumbel hätte den deutschen Soldaten beleidigt, die Professur genommen haben, beginnt mit dem 6. November in der Faculté Des Sciences der Universität Paris, Institut HENRI [illegible]CARE, seine Vorlesungen über "Les Fonctions Appelées Biométriques [illegible].

Gumbel weist übrigens daraufhin, daß er [illegible]als gesagt hat, wie das die als Spitzel in seine geschlossene Versammlung entsendeten nationalsozialistischen Studenten später erklärten, daß "das Kriegerdenkmal des deutschen Soldaten" mit einer Kohlrübe verglichen werden müsse.

RÉPUBLIQUE

UNIVERSITÉ

FACULTÉ DE

INSTITUT HEN

Année scolaire

M. E. J. GUMBEL, ancien profes
SIX conférences sur le sujet suivant :

LES FONCTIONS APPE

Ces conférences auront lieu à l'Institu
Amphithéâtre Darboux, aux dates suivan

Jeudi 1er Décembre, à 14 h.; Jeudi 8 Décembre, à 14 h
Jeudi 12 Janvier, à 14 h.

Vu et approuvé :
Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,
S. CHARLETY.

D. H. B. — Paris, Imp. administra

E FRANÇAISE

É DE PARIS

ES SCIENCES

NRI POINCARÉ

ire 1931-1932

esseur à l'Université de Heidelberg, fera

PELÉES BIOMÉTRIQUES

itut Henri Poincaré, 11, rue Pierre-Curie,
vantes :

h; Jeudi 15 Décembre, à 14 h.; Jeudi 5 Janvier, à 14 h.;
h.; Jeudi 19 Janvier, à 14 h.

Le Doyen de la Faculté des Sciences,
CH. MAURAIN.

istrative Centrale, 8, rue de Furstenberg (6e)

ASHEVILLE, N. C.
TIMES

DEC 2 - 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big triumph.
—Professor Gumbel of England.

BRADFORD, PA.
STAR RECORD

DEC 2 - 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.
—Professor Gumbel of England.

MOUNT VERNON, ILL.
REGISTER NEWS

DEC 3 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.—Professor Gumbel of England.

NEW HAVEN, CONN.
JOURNAL-COURIER

DEC 3 - 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.—Professor Gumbel of England.

THIS CLIPPING FROM
NORRISTOWN, PA.
TIMES-HERALD

DEC 3 - 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.—Professor Gumbel of England.

JACKSON, MISS.
NEWS

DEC 5 - 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.
—Professor Gumbel of England.

INDIANA, PA.
Indiana Eve. Gazette

DEC 6 - 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.
—Professor Gumbel of England.

KALAMAZOO, MICH.
GAZETTE

DEC 8 1932

For me the symbol of war is not a lightly-clothed maiden presenting the palm of victory, but one big turnip.—Professor Gumbel of England.

Deutscher Vorwärts, Berlin
2 4. DEZ 1932
Ausschnitt aus der Nummer vom:

Sie können sich nicht beruhigen!

Die verärgerte „Weltbühne".

Bekanntlich hat es in jüdisch-pazifistischen Kreisen einen großen Schrecken gegeben, als Genosse Professor Gumbel, der unsere deutschen Gefallenen beschimpfte, sie wären auf dem „Felde der Unehre gefallen", und der unsere deutschen Gefallenendenkmäler mit der Erklärung zu besudeln suchte, sie wären für ihn „eine einzige große Kohlrübe", aus seinem Lehrstuhl an der Heidelberger Universität herausflog. Der Schrecken war so groß, daß alsogleich alles, was jüdisch und pazifistisch ist, auf den krummen Beinen war und Zeter und Mordio schrie. Ein Haufe jüdischer Professoren lärmte, Gumbel müsse in sein Amt zurückkehren, und Gumbel selber, der sich bereits um ein Lehramt im Auslande bemüht hatte (dort gehört er hin!), forderte auf einmal eine Revision seiner Entlassung; schließlich ließ auch noch die berüchtigte Denunziantenküche, die „Republikanische Beschwerdestelle" einen langen Salm los, die badische Regierung, die „letzte republikanische Länderregierung", möchte doch bloß den geliebten Gumbel zurückholen.

Wir schrieben darauf, wenn Gumbel zurückkehren sollte, würde allerlei passieren, wofür wir keine Verantwortung übernehmen möchten! Das hat nun in den Kreisen der „Weltbühne" eine erhebliche Angst verursacht. Flugs fragte man bei uns an, was denn „passieren" würde und drohte mit Gesetzen. Wir antworteten, daß wir keinerlei Veranlassung hätten, die republikanischen Herren aus ihrer Angst zu befreien.

Die „Weltbühne" vermag sich indes auch dabei nicht zu beruhigen. Aufgepeitscht von dem Vorwurf, sie hätte Angst vor dem, was bei Gumbels etwaiger Wiederkehr passieren könnte, zetert die „Weltbühne" kreischend los:

„Wer Angst hat, das bist nur du, teutscher Vorwärts; du hast sie vor den Gerichten; darum wagst du nicht, deine unbestimmten Drohungen zu präzisieren".

Die jüdischen Kulturbolschewisten der „Weltbühne" irren: Wie Spitzbuben vor der Strafe Angst haben, so haben die Juden- und Pazifistengenossen Angst, es könne etwas setzen, wenn Gumbel zurückkäme. Diese Angst und der daraus geborene Drang, schon jetzt die Strafe zu wissen, hat mit unserer liebevollen Zurückhaltung, die Strafe noch nicht zu nennen, ehe sie notwendig ist, genau so wenig gemein, wie der Jude Gumbel mit dem deutschen Volk!

Begriffen?

*

Den Genossen Falk von der „Republikanischen Denunziantenstelle" möchten wir bei dieser Gelegenheit noch ersuchen, seine albernen Briefe an unsere Schriftleitung ungeschrieben zu lassen; erstens machen sie auf uns nicht den geringsten Eindruck und zweitens veröffentlichen wir sie doch nicht. Falks Reklamebriefe werden bei uns nur zu gewissen Zwecken gebraucht. Wir haben aber gegen zukünftige Briefe von ihm nichts einzuwenden, wenn er verspricht, gleich Krepp-Papier zu benutzen!

Exil des Peuples 18.12.32

Irrévérence...

M. Gumbel, professeur à l'Université de Heidelberg, ayant déclaré qu'un monument commémoratif de la guerre ne devrait pas montrer comme symbole une figure de jeune fille, mais plutôt un chou-rave (aliment principal de la population allemande pendant la guerre), la Commission d'enquête de l'Université feignit de voir dans cette remarque contre la guerre, sa détresse, sa misère et sa honte, « un manque de respect vis-à-vis de l'héroïsme et du sacrifice qu'on fait de sa vie à la guerre », et décréta que M. Gumbel ne pouvait plus revendiquer « le respect et la confiance dont a besoin un professeur d'Université ».

Berliner Warte
14.12.32

Nachdem sich die Weltbühne ärgerte:

Die Republikanische Beschwerdestelle ist gekränkt!

Das seinem unappetitlichen Gewerbe der Denunzierung unliebsamer politischer Gegner nachgehende Büro der berüchtigten Republikanischen Beschwerdestelle hat sich über unseren Artikel gegen den Heidelberger Professor Gumbel nicht beruhigen können. Gumbel, der sich bekannt machte als ein Beschimpfer nationaler deutscher Empfindungen, der vom „Felde der Unehre" zu sprechen sich erdreistete und von deutschen Kriegerdenkmälern erklärte, sie seien für ihn „eine einzige große Kohlrübe", ist bekanntlich aus der Heidelberger Universität hinausgeflogen. Nun möchte er gerne wieder in seinen Lehrstuhl zurück. Darum hat er Juden und Judengenossen, die „Weltbühne", die „Republikanische Beschwerdestelle" und andere Institute pazifistisch-jüdisch-linksradikalistischer Prägung mobilgemacht, die seither für den rausgeflogenen Juden Gumbel mächtigen Lärm schlugen und seine Rückkehr in den Heidelberger Lehrstuhl vom badischen Staatsministerium forderten. Wir erklärten dazu, daß man das nicht wagen werde, weil sonst Dinge passieren könnten, für die wir keine Verantwortung übernehmen wollen!

Das hat nun zuerst die „Weltbühne" in Rage gebracht. Sie rieb sich in einer spitzfindigen Notiz an unserem Artikel. Wir antworteten darauf mit der gebotenen Deutlichkeit und erwähnten dabei nochmals die Beschwerdestelle. Nun hat die sich wieder über uns geärgert und uns folgenden albernen Brief geschrieben:

Republikanische Beschwerdestelle e. V.

Berlin, den 19. November 1932.

An die Schriftleitung
des „Deutschen Vorwärts"
Berlin.

In der Nummer vom 15. November 1932 haben Sie sich nochmals mit unserer Aktion für Herrn Professor Dr. Gumbel beschäftigen zu müssen geglaubt. Sie schreiben wörtlich folgendes:

„Die Beschwerdestelle hat sich selbstverständlich auch für Gumbel eingesetzt, weil sie fürchtet, daß dem Hinauswurf Gumbels auch der Hinauswurf weiterer Juden und Vaterlandsbeschimpfer aus den deutschen Hochschulen folgen könnte."

Wenn es auch wenig Wert hat, sich mit Ihnen auseinanderzusetzen, so möchten wir doch wegen der grundsätzlichen Bedeutung Ihre Ausführungen nicht unwidersprochen hinnehmen. Die Beweggründe, welche Sie als die Triebfeder unserer Aktion für Herrn Professor Dr. Gumbel unterstellen, entsprechen zwar Ihrer weltanschaulichen und politischen Einstellung, sind aber für uns keineswegs allein ausschlaggebend gewesen. Um jedes Mißverständnis auszuschalten, erklären wir ausdrücklich, daß selbstverständlich nach unserer Auffassung entsprechend dem Wortlaut der republikanischen Reichsverfassung die deutschen Staatsbürger jüdischen Glaubens genau dieselben Rechte haben wie alle anderen Staatsbürger. Uns aber kommt es in erster Linie darauf an, für unsere [illegible]publikanischen und pazifistischen [illegible] einzutreten, und zwar in all [illegible] Fällen, wo uns ein Eingreifen [illegible] zu sein erscheint. Da Herr Professor Dr. Gumbel ein ganz ausgezeichneter Republikaner und Pazifist ist, haben wir es uns zur Ehre angerechnet, für ihn eintreten zu dürfen. Das sind unsere wahren Beweggründe.

Wir überlassen es Ihnen, jeden Ihnen gutscheinenden Gebrauch von diesem Schreiben zu machen.

Hochachtungsvoll
gez. Falk."

Soweit Genosse Falk. Man sieht, die Beschwerdestelle liebt die Juden. Wir wollen der „Stelle" nur sagen, daß sich die Juden anständig betragen müssen, wenn sie in Deutschland geduldet werden wollen. Solche Kerle, wie Gumbel einer ist, der das Gastvolk, bei dem er lebte, derart infam und schmutzig beschimpft, wird rausgeschmissen! Und das mag sich die Beschwerdestelle hinter die Ohren schreiben: Passiert etwas ähnliches bei anderen Juden auf anderen Lehrstühlen, fliegen sie genau so wie Gumbel!

Ausschnitt vom: 2 - DEZ 1932

Der Türmer - Berlin

Gumbel in Paris.

Herr Gumbel, dem die badische Regierung endlich den Laufpaß gegeben hat, damit er die Universität Heidelberg nicht länger verunziere, legt Wert auf die Feststellung, daß er bereits vor der Entscheidung des badischen Kultusministeriums einen Lehrauftrag nach Paris erhalten und angenommen habe. Demnach befindet sich dieser „Deutsche" nunmehr da, wohin er gehört, nämlich in dem Lande, in dem „deutsche" Pazifisten von jeher mit offenen Armen aufgenommen wurden, und das Wiedehopfe à la Gumbel nach Verdienst zu belohnen weiß. Nach den Proben, die Gumbel bisher von sich gegeben hat, ist anzunehmen, daß er die „wissenschaftliche" Stufenleiter in Frankreich ziemlich hoch emporklimmen wird. Wir weinen ihm — im Gegensatz zur „Republikanischen Beschwerdestelle" — keine Träne nach.

à monsieur Gumbel de la part de Guebutal

DECEMBRE 1932. DEUXIÈME ANNÉE N° 5.

Les Droits de l'Homme

Bulletin trimestriel de la Fédération du Loiret des Sections de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen

Président : GUEBUTAL, 110, faubourg Saint-Jean, ORLÉANS

Trésorier : MOREAU, 92, rue Saint-Marceau, ORLÉANS, C. C. Postaux Orléans 20-83

Secrétaire : RENAUDIE, 45, faubourg Bannier, ORLÉANS

**CE BULLETIN N'EST POINT DESTINÉ A LA POCHE JALOUSE DE CELUI QUI LE REÇOIT ! !
MAIS IL DOIT ÊTRE COMMUNIQUÉ ET LU
A TOUS LES LIGUEURS A LA PROCHAINE RÉUNION DE LA SECTION**

LA LIGUE !

En marge de l'action...

A notre ami, M. Gumbel, en témoignage d'admiration et de respectueuse et profonde affection.

La Ligue ! c'est toute une philosophie de solidarité humaine, de fraternelle égalité, de fière liberté et d'harmonie sociale dans la Justice.

Combien on comprend que la Ligue puisse attirer à elle, dans chaque génération et dans chaque pays, une élite d'hommes qui rêvent d'un monde meilleur et qui veulent créer ce monde à l'image de leur rêve...

Le vrai Ligueur est celui qui, avec une inlassable énergie et une sereine confiance, veut imprimer dans la vie sociale, si souvent brutale, égoïste et laide, sa volonté de Justice et d'Humanité supérieure.

***

Et la Ligue c'est aussi la simple et belle philosophie du brave homme à la main largement ouverte et vibrante de toute l'ardeur d'un cœur généreux et d'une conscience droite.

***

La Ligue ! dit un adversaire, c'est un moyen pour ses militants de réaliser habilement un projet intéressé, de résoudre avantageusement un calcul d'intérêt personnel, de satisfaire une ambition politique... Que sais-je encore ?

Ah ! oui, vous ne comprenez pas le secret de notre ardeur ? Nous le regrettons pour vous, nous vous plaignons et nous passons.

Pourtant ! N'avez-vous jamais éprouvé l'angoisse de l'Injustice torturante qui vous étreignait et vous révoltait, jamais connu la douleur de vous débattre contre la bêtise méchante, contre la calomnie fielleuse et lâche qui vous indignait et vous étouffait ?

N'avez-vous jamais, ne serait-ce qu'un jour, un instant de votre vie, cherché et appelé à votre secours un ami qui, lui du moins, s'indignerait avec vous de l'injustice et de l'hypocrisie dont vous étiez la victime ?

Le Ligueur, c'est cet ami que l'on n'appelle jamais en vain au secours d'un juste cause.

***

Le secret de l'ardeur et du succès des militants de la Ligue ?

Nous vous le livrons, le voici !

S'efforcer de redresser un tort, de lutter, sans crainte et sans ménagement contre une injustice quelle qu'elle soit et quels qu'en soient les auteurs, réconforter la victime de cette injustice et dissiper l'erreur et la souffrance morale en rétablissant le droit, et puis, ensuite, sentir dans notre main une main émue qui nous remercie de notre effort pour la secourir... c'est un triomphe pour nous, c'est une revanche, c'est une victoire, c'est notre joie et notre fierté !

Voilà notre but et notre récompense !

***

Au dernier jour du Congrès de Vichy, les Ligueurs réunis au sommet du Puy-de-Dôme, aperçurent, dans la brume bleue de la vallée un avion qui venait à eux.

Décrivant de larges courbes, lentes et sûres, il s'efforçait d'atteindre le sommet. Il s'élevait, descendait parfois, pour s'élever plus haut, avec la volonté de dominer la cime... Enfin, les ailes frémissantes au vent de la montagne et luisantes d'un soleil doré, à midi, dans la plénitude du jour, l'avion survola l'Observatoire, le Temple de Mercure, et la Pierre de Pascal...

Tout un symbole magnifique ! le symbole de la Ligue !

Prof. Cohn fallen gelassen

Unerhörte Feigheit der Breslauer Professoren

CNB. Breslau, 24. Dez. (Eig. Meld.) Die Universitäts-Pressestelle übermittelt folgende Erklärung von Rektor und Senat der Universität Breslau:

Rektor und Senat halten es für ihre wichtigste Pflicht, die akademische Lehrfreiheit unbedingt zu schützen. Deshalb sind sie mit aller Entschiedenheit für die unbehinderte Lehrtätigkeit des Herrn Professors Cohn eingetreten. Es wäre eine selbstverständliche Pflicht des Herrn Professors Cohn gewesen, unter den besonderen Verhältnissen unserer Universität alles zu vermeiden, was zu einer weiteren Verschärfung der Lage führen könnte. Leider hat Herr Prof. Cohn neuestens dieses pflichtmäßige Zurückhalten durch unnötiges Hervortreten in einer umstrittenen politischen Frage vermissen lassen. Deshalb halten Rektor und Senat eine weitere Lehrtätigkeit des Herrn Prof. Cohn an unserer schlesischen Universität im Interesse der Aufrechterhaltung der Ordnung und eines ungestörten Lehrbetriebes für nicht tragbar.

*

Nun hat auch Breslau seinen Fall Gumbel. Jene [illegible]kratischen liberalen Professoren, die in Heidelberg an der [illegible]seitigung des tapferen Sozialisten Gumbel tüchtig mitgewi[illegible] haben, können nunmehr ersehen, wohin dieser Weg der [illegible]schränkung der akademischen Lehrfreiheit führt. Prof. Coh[illegible] Breslau ist kein Sozialist, kein Pazifist und nicht einmal [illegible] Demokrat. Er ist so etwas wie ein bescheidener Nationalliberaler. Dies und seine jüdische Herkunft haben genüg[illegible] damit man ihn in Breslau fallen läßt. Die Breslauer Profes[illegible]soren sind einen Schritt weiter gegangen als die Heidelb[illegible] und haben eben auch einen Nationalliberalen abgesägt. Die[illegible] Gesinnungsterror der reaktionären Cliquen an den deutsch[illegible] Universitäten wird in Jahrzehnten als ein Beispiel der Kultur[illegible]schande erhalten bleiben. Wer wird nun der nächste sein?

« Plus haut ! toujours plus haut ! » semblait chanter pour les Ligueurs, en décrivant ses orbes musicales et audacieuses, le petit avion triomphant.

Et, aujourd'hui, à la veille de nos Assises nationales, tous les vrais Ligueurs ne formulent qu'un vœu.

C'est que sur le Congrès de Paris, le Congrès du Désarmement, plane ce même symbole, et, qu'inspiré par l'Idéal magnifique de la Ligue, ce Congrès soit une ascension nouvelle et audacieuse, et marque, aux yeux du Monde angoissé, un progrès certain de la conscience humaine vers le triomphe de la Paix !

Pierre Gueutal,

Président de la Fédération du Loiret,
Membre non-résident du Comité
Central de la Ligue.

Le Bureau Fédéral aux Bureaux des Sections

— 1° —

Le Trésorier de la Fédération rappelle que la cotisation fédérale a été fixée à UN FRANC par ligueur. (Décision du Congrès fédéral de mars 1932).

Il prie les Trésoriers des Sections qui ne l'ont pas encore fait, de bien vouloir s'acquitter envers la Fédération, les ressources de celle-ci étant limitées aux seules cotisations des Sections.

D. MOREAU, 92, rue Saint-Marceau
Compte chèque, 2083 Orléans.

— 2° —

De lettres reçues par le Bureau fédéral, il ressort que des Présidents de Section négligent d'assurer la distribution des bulletins fédéraux qui leur sont adressés en surnombre ou que même les intéressés, ayant reçu le bulletin fédéral, ne le lisent que distraitement ou ne le lisent pas du tout.

Il en résulte des dépenses inutiles et un alourdissement du travail administratif de la Fédération par suite d'envoi de lettres explicatives ou de lettres de rappel.

Le Bureau fédéral a bon espoir qu'il aura suffi de signaler ces négligences pour que chacun ait à cœur d'en éviter le renouvellement.

— 3° —

La provision d'affiches passe-partout est en dépôt chez le trésorier D. MOREAU. C'est à lui qu'il faut adresser directement les demandes si l'on veut éviter tout retard dans les envois.

PROTESTATION

contre la révocation de M. Gumbel

Adresse de sympathie

La Fédération des Sections de la Ligue des Droits de l'Homme du Loiret, s'associe à la protestation universelle des hommes libres de tous les pays, douloureusement émus et indignés de la révocation de notre collègue et ami Gumbel, professeur de philosophie à l'Université de Heidelberg et membre de la Ligue des Droits de l'Homme allemande, victime de sa propagande courageuse pour la Paix et la République en Allemagne.

La Fédération du Loiret qui n'oublie pas la conférence admirable qu'il fit à Orléans, adresse au professeur Gumbel l'assurance de son attachement profond et de sa reconnaissante sympathie avec l'expression de son espoir qu'un jour prochain son pays saura reconnaître en lui la haute valeur d'un homme capable de se sacrifier pour l'avènement de la Paix mondiale, et qui fait la gloire de la Nation à laquelle il appartient.

La Fédération du Loiret.

Aux Membres des Bureaux de Sections

Avis important

Pour des raisons d'ordre matériel, le Bulletin trimestriel de la Fédération vous parvient dans la seconde quinzaine de novembre.

Au travail ! Il n'est pas trop tard puisque les résolutions du Comité central relatives aux questions inscrites à l'ordre du jour du Congrès de Paris ne sont pas encore parvenues dans les Sections. Peu importe d'ailleurs. Lisez les articles des « Cahiers » relatifs à toutes ces graves questions; portez-les à la connaissance des Ligueurs réunis dans chaque Section avant le 18 décembre, date du Congrès fédéral d'Orléans. Consultez les Ligueurs; recueillez leurs avis, discutez entre vous, et que chaque Section s'efforce d'envoyer au Congrès du 18 un ou plusieurs délégués chargés de faire connaître l'avis de la Section sur chacun des paragraphes de l'ordre du jour du Congrès de Paris. Au travail [illegible] ...use et sans re[illegible]

Le Burea[illegible]

i-
e-
é-
ns
ne
m-
»
la
ec-
éral
vis,
orce
gués
sur
grès

plaign[illegible] ...ettons
...ns.

Mannheimer Volksstimme 24. 12. 32.

Prof. Cohn fallen gelassen

Unerhörte Feigheit der Breslauer Professoren

CNB. Breslau, 24. Dez. (Eig. Meld.) Die Universitätspressestelle übermittelt folgende Erklärung von Rektor und Senat der Universität Breslau:

Rektor und Senat halten es für ihre wichtigste Pflicht, die akademische Lehrfreiheit unbedingt zu schützen. Deshalb sind sie mit aller Entschiedenheit für die unbehinderte Lehrtätigkeit des Herrn Professors Cohn eingetreten. Es wäre eine selbstverständliche Pflicht des Herrn Professors Cohn gewesen, unter den besonderen Verhältnissen unserer Universität alles zu vermeiden, was zu einer weiteren Verschärfung der Lage führen könnte. Leider hat Herr Prof. Cohn neuestens dieses pflichtmäßige Zurückhalten durch unnötiges Hervortreten in einer umstrittenen politischen Frage vermissen lassen. Deshalb halten Rektor und Senat eine weitere Lehrtätigkeit des Herrn Prof. Cohn an unserer schlesischen Universität im Interesse der Aufrechterhaltung der Ordnung und eines ungestörten Lehrbetriebes für nicht tragbar.

Mannheimer Volksstimme 24. 12. 32.

Nun hat auch Breslau seinen Fall Gumbel. Jene demo[illegible] kratischen liberalen Professoren, die in Heidelberg an der [illegible] seitigung des tapferen Sozialisten Gumbel tüchtig mitgewi[illegible] haben, können nunmehr ersehen, wohin dieser Weg der [illegible] schränkung der akademischen Lehrfreiheit führt. Prof. Coh[illegible] Breslau ist kein Sozialist, kein Pazifist und nicht einmal [illegible] Demokrat. Er ist so etwas wie ein bescheidener National[illegible] liberaler. Dies und seine jüdische Herkunft haben genüg[illegible] damit man ihn in Breslau fallen läßt. Die Breslauer Profes[illegible] soren sind einen Schritt weiter gegangen als die Heidelbe[illegible] und haben eben auch einen Nationalliberalen abgesägt. Di[illegible] Gesinnungsterror der reaktionären Cliquen an den deutsch[illegible] Universitäten wird in Jahrzehnten als ein Beispiel der Kultur[illegible] schande erhalten bleiben. Wer wird nun der nächste sein?

LE POPULAIRE
NANTES
26 DÉCEMBRE 1932

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME

Le Congrès de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme s'est tenu à Paris le 24 décembre, sous la présidence de M. Victor Basch, président de la Ligue Française.

Quatorze ligues nationales sur dix-neuf que compte la Fédération, étaient effectivement représentées: Allemagne, Autriche, Bulgarie, Espagne, France, Géorgie, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Russie, Suisse et Tchécoslovaquie.

Au cours de la séance du matin le Congrès a examiné les problèmes du droit d'asile : rapporteur M. Rubinstein (Russie) et de l'heimatlosat : rapporteur, M. Loowit-Ladner (Autriche). Après des discussions substantielles, deux motions ont été votées énonçant les mesures indispensables à la protection de réfugiés politiques et à celle des sans-patrie.

Au cours de la séance de l'après-midi, le Congrès a étudié la révision de la Déclaration des Droits de l'Homme. Les rapporteurs, MM. Mandelstann (Russie), Mirkine-Guetzévitch (Russie), Campolonghi (Italie), Gumbel (Allemagne) et Victor Basch (France) ont successivement traité les différents aspects de la question : protection internationale des Droits de l'Homme, les nouvelles tendances de la déclaration des Droits, le droit au travail.

Le Congrès s'est terminé par un exposé du problème du rattachement économique du Luxembourg à la France et par le vote d'une résolution protestant contre les massacres de Genève.

Les délégués des Ligues nationales assisteront au Congrès de la Ligue Française, qui se tiendra les 26, 27 et 28 décembre.

FRANCE DU CENTRE
ORLÉANS
26 DÉCEMBRE 1932

La Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme

Le Congrès de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme s'est tenu hier, à Paris, sous la présidence de M. Victor Basch, président de la Ligue Française. Quatorze Ligues nationales, sur dix-neuf que compte la Fédération, étaient effectivement représentées : Allemagne, Autriche, Bulgarie, Espagne, France, Géorgie, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Russie, Suisse, Tchécoslovaquie.

Le Congrès a examiné les problèmes du droit d'asile et de l'heimatlosat et voté deux motions énonçant les mesures indispensables à la protection des réfugiés politiques et à celle des sans-patrie.

Ensuite, le Congrès a étudié la revision de la Déclaration des Droits de l'Homme. Les rapporteurs, M. Mandelstann, Mirkine-Guetzévitch, Campolonghi, Gumbel et Victor Basch ont traité les différents aspects de la question.

Le Congrès s'est terminé par un exposé du problème du rattachement et par le vote d'une résolution protestant contre les massacres de Genève.

LA TRIBUNE
SAINT-ÉTIENNE
26 DÉCEMBRE 1932

Le Congrès de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme s'est tenu à Paris

Paris, 25 décembre.

Le Congrès de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme s'est tenu à Paris le 24 décembre sous la présidence de M. Victor Basch, président de la Ligue française.

Quatorze ligues nationales sur dix-neuf que compte la Fédération étaient effectivement représentées : Allemagne, Autriche, Bulgarie, Espagne, France, Georgie, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Russie, Suisse et Tchécoslovaquie.

Au cours de la séance du matin, le Congrès a examiné les problèmes du droit d'asile : rapporteur, M. Rubinstein (Russie) et de l'heimatlos : rapporteur, M. Loowit Ladner (Autriche).

Après des discussions substantielles, deux motions ont été votées, énonçant les mesures indispensables à la protection des réfugiés politiques et à celle des sans patrie.

Au cours de la séance de l'après-midi, le Congrès a étudié la révision de la Déclaration des Droits de l'Homme.

Les rapporteurs, MM. Mandelstann (Russie), Mirkine Guetzevitch (Russie), Campolonghi (Italie), Gumbel (Allemagne) et Victor Basch (France) ont successivement traité les différents aspects de la question : protection internationale des droits de l'homme, les nouvelles tendances de la déclaration des droits, le droit au travail.

Le Congrès s'est terminé par un exposé du problème du rattachement économique du Luxembourg à la France et par le vote d'une résolution protestant contre les massacres de Genève.

Les délégués des ligues nationales assisteront au Congrès de la Ligue française qui se tiendra les 26, 27 et 28 décembre.

Volksstimme Mannheim 27. 12. 32.

Prof. Cohn und Leo Trotzki

Die Rache der akademischen Reaktion

Nazi-Studenten als Sieger

CNB. Breslau, 27. Dez. (Eig. Meld.) Der Beschluß von Rektor und Senat der Universität Breslau, durch den dem vielgenannten Professor Cohn Verletzungen der pflichtgemäßen Zurückhaltung in einer umstrittenen Frage vorgeworfen und demzufolge seine Lehrtätigkeit für nicht tragbar erklärt wird, bezieht sich, wie wir erfahren, auf eine Antwort, die Professor Cohn unter einer Reihe anderer Befragter (darunter Severing, Kapitän Erhardt usw.) dem „Montag-Morgen“ auf die Anfrage nach der Zweckmäßigkeit eines Asylrechtes für Trotzki in Deutschland erteilt hat. Seine unter dem 19. Dezember veröffentlichte Erklärung lautet: „Die Frage gehört zu den sehr zahlreichen Fragen, die kein sachlich Denkender ohne sorgfältigste Prüfung einer Reihe von Umständen zu beantworten vermag. Insbesondere dürfte es von Wichtigkeit erscheinen, zu wissen, welche Erfahrungen die Länder, in denen Trotzki sich bisher aufhielt, mit ihm und seiner Tätigkeit gemacht haben. Ein geistiger Arbeiter wird stets schutzwürdig erscheinen, denn an Agitatoren und Nurpolitikern haben wir wahrhaftig keinen Mangel.

*

Nun wissen wir, worin das „Verbrechen“ von Prof. Cohn bestand: er hat es gewagt, zum Fall Trotzki, zur Frage des Asylrechts für den großen Revolutionär Stellung zu nehmen. Und hat es ferner gewagt, sogar die Möglichkeit einer Gewährung der Amnestie in Erwägung zu bringen, für den Fall wenn — Trotzkis Benehmen erwiesenermaßen bescheiden und zurückhaltend seien. Für diese Meinungsäußerung ist er aus der Universität hinausgeschmissen worden, seine wissenschaftliche Karriere ist zerschlagen, man hat einen verdienten Gelehrten berufslos gemacht. Dieser

unerhörte Gewaltakt eines reaktionären Professoren-Klüngels,

der feige und nachgiebig gegenüber den randalierenden studentischen Nazi-Terroristen, brutal und rachesüchtig gegenüber einem von dem faschistischen Gesindel angegriffenen Gelehrten ist, stellt wohl eine Höchstleistung der Perfidie dar. Wenn also die nationalsozialistischen Messerhelden an den Universitäten einen Feldzug gegen einen Professor eröffnen, dann wird diesem Professor dadurch automatisch ein Maulkorb aufgehängt. Für ihn wird eine

politische Quarantäne

errichtet. Er muß aus dem öffentlichen Leben verschwinden, um, Gott bewahre, die Empfindlichkeit der faschistischen Banditen nicht zu verletzen. Der Breslauer Fall zeigt, wohin der Weg der akademischen Reaktion führt: zur Diktatur der Nazi-Jünglinge auf den Universitäten und zur Entehrung der deutschen Wissenschaft. Baden, das seinen Fall Gumbel erlebt hat, hat allen Grund, den Fall Cohn genau zu verfolgen.

BT 27.12.32

worden.

× Der 31. Kongress der Liga für Menschenrechte hat in Paris am 26. Dezember unter dem Vorsitz von Professor Basch seine Beratungen begonnen. Die deutsche Liga ist durch Professor Gumbel vertreten, der für die ausländischen Verbände die Begrüssungsansprache hielt.

Generalanz. f. Dortmund	„ Düsseldorf. Nachrichten
Tremonia	„ Düsseldorf. Stadtanzeig.
Duisburg Duisb. Generalanzeiger	„ Düsseldorfer Tageblatt
Rhein- u. Ruhrzeitung	„ Mittag

Prof. Gumbel vor der französischen Liga für Menschenrechte

27.12.32.

Der 31. Kongreß eröffnet — Ein Artikel Breitscheids über die Haltung der SPD.

In Paris begann heute der 31. Kongreß der Liga für Menschenrechte. Dem Kongreß liegt eine Resolution vor, die für Anpassung der Verträge eintritt und die Abschaffung des Artikels 231 des Versailler Vertrages fordert. In der heutigen Sitzung berichtete Prof. Gumbel über die Arbeiten der deutschen Liga für Menschenrechte. Zur allgemeinen politischen Lage in Deutschland erklärte Gumbel, daß Hitler zwar seine Chancen verloren habe, daß aber deshalb die Situation der Friedensfreunde und Anhänger der Demokratie sich nicht bessere. An der Macht seien die Junker. Im „Populaire“ erläutert heute Rudolf Breitscheid die augenblickliche Haltung der SPD. Die Sozialdemokratie denke nicht daran, Schleicher zu unterstützen. Sie nehme ihm gegenüber eine Haltung ausgesprochener Opposition ein. Das Zuvorkommen, das der Kanzler in einzelnen Fragen zeige, könne die SPD. nicht zu einer Aenderung ihrer Stellungnahme bewegen. Die Beibehaltung der Präsidialregierung — denn darum handle es sich — sei einzig und allein dank der Kommunisten und Nationalsozialisten möglich.

L'AVENIR
RUE DU 4 SEPTEMBRE, 19, IIe

27 DECEMBRE 1932

Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme a commencé ses travaux

Le 31e Congrès national de la Ligue pour la défense des droits de l'homme s'est ouvert hier matin au Palais des Congrès, au parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Gumbel (Allemagne).

Après un discours de M. Gumbel, M. Victor Basch, président de la Ligue, a présenté son rapport moral, et a évoqué les morts de la Ligue :

L'ERE NOUVELLE
RUE DE ROME, 53, VIIIe

27 DECEMBRE 1932

Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert hier

Le 31e Congrès national de la Ligue des Droits de l'Homme a tenu ses deux premières séances hier dans le palais des Congrès, au parc des Expositions.

Des représentants des ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Gumbel (Allemagne) assistaient à la réunion.

Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'université de Heidelberg et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des ligues étrangères, en apportant le salut de ses mandants allemands.

L'HOMME LIBRE
13, RUE MARIVAUX, IIe

27 DECEMBRE 1932

La Ligue des droits de l'homme a tenu hier son congrès

Le 31e congrès national de la ligue pour la défense des droits de l'homme, qui doit consacrer une partie de ses travaux à une controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances, hier, dans le palais des Congrès, au parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Gumbel (Allemagne).

Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'université de Heidelberg, et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des ligues étrangères, en apportant le salut de ses mandants allemands « qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix ».

M. Gumbel a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la ligue allemande : amnistie de pacifistes, revision du procès Bullerjahn par la cour de Leipzig, procès qu'il a rapproché de l'affaire Dreyfus, d'où naquit la ligue française.

M. Gumbel a ajouté que la décomposition des nazis commence :

« Hitler, a-t-il dit, est certainement un homme faible. Il a toujours manqué son heure et, comme dit le poète allemand : « Ce que vous n'avez pas fait dans une minute précise, aucune éternité ne vous rendra la chance de l'accomplir. » Hitler a perdu sa chance, mais la situation des Allemands amis de la paix et de la démocratie ne va pas forcément s'améliorer : nos hobereaux sont au gouvernement et sont même au pouvoir, car être au gouvernement ne signifie pas nécessairement être au pouvoir. C'est ce que malheureusement nous savons maintenant.

Comptez sur notre volonté de combattre, même si nous ne devons pas espérer un succès prochain. »

27.12.32.

LE 31e CONGRÈS NATIONAL de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert au Parc des Expositions

Populaire, Paris

Une pluie fine et pénétrante rend maussade ce coin des fortifications où s'est édifié le Palais des Expositions, à la porte de Versailles. C'est là que se tient le 31e Congrès de la Ligue des droits de l'Homme.

Une grande salle rectangulaire de style moderne. Un fond de tentures rouges, des colonnes carrées soutenant des poutrelles de couleur ocre mêlées au gris du ciment armé, des fresques représentant des usines, des ateliers et des scènes de travail un large podium et une tribune pour les osateurs. C'est dans ce cadre sévère que prennent place les représentants des 180.000 ligueurs français qui vont tenir leurs assises annuelles. Ces représentants sont au nombre de près de deux milliers.

La séance d'ouverture

A 10 heures précises, le citoyen Caillaud, (Seine), qui présidera la première séance avec les citoyens Cudenet (Seine-et-Oise) et Noël (Seine-et-Marne), comme assesseurs, ouvre les travaux du Congrès. Le citoyen Caillaud salue les congressistes et leur souhaite la plus cordiale bienvenue. Il rappelle la mémoire des disparus et fait l'éloge du secrétaire général, Emile Kahn, qui a succédé à Henri Guernut au secrétariat. Le citoyen Caillaud a terminé son allocution en souhaitant la plus grande somme de fraternité entre tous les ligueurs, entre ceux de Paris et ceux de la province.

Emile Kahn donne ensuite des indications pratiques au Congrès et aux congressistes et fait approuver l'ordre suivant lequel les questions seront étudiées. Quatre commissions seront désignées à cet effet.

Le délégué allemand

La parole est donnée au citoyen Gumbel, professeur à l'Université d'Heidelberg, révoqué pour propagande pacifiste, représentant de la Ligue allemande des Droits de l'Homme. Gumbel est l'objet d'une longue acclamation dès qu'il paraît à la tribune.

Après avoir salué les ligueurs français, il résume la situation de l'Allemagne.

« Crise économique profonde qui est la cause du désarroi politique. Ce désarroi atteint aujourd'hui le parti hitlérien qui marche vers sa décomposition, mais nous avons a combattre les forces mauvaises représentées par les hobereaux et le capitalisme. Nos efforts portent sur la défense de la démocratie et le maintien de la paix. Pour cela nous avons la volonté de combat. »

LE PETIT PARISIEN
RUE D'ENGHIEN, 18, Xe

27 DECEMBRE 1932

Le congrès national de la Ligue des droits de l'homme

Hier, à 10 heures, s'est ouvert, au Parc des expositions, à la porte de Versailles, le congrès annuel de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen. Ce congrès se déroulera jusqu'à demain mercredi.

M. Caillaud, président de la Fédération de la ligue pour le département de la Seine, présidait la séance d'ouverture, entouré de M. Victor Basch, président général, des présidents de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne et des délégués étrangers.

Après le discours de bienvenue de M. Caillaud et celui du délégué allemand au nom des ligueurs étrangers, M. Victor Basch a lu le rapport moral de l'année 1932. Ce rapport moral, qui a trait à des questions importantes de politique internationale ou intérieure et qui soulève de grands problèmes sociaux, a été discuté dans l'après-midi.

LE MATIN
BOULD. POISSONNIÈRE, 4, IXe

27 DECEMBRE 1932

Le congrès de la Ligue des droits de l'homme s'est ouvert hier

Reçus par M. Caillaud, président de la fédération de la Seine, assisté de MM. Cudenet, président de la fédération de Seine-et-Oise, et Noël, président de la fédération de Seine-et-Marne, environ 1.200 délégués des fédérations de province et de l'étranger ont assisté, hier matin, au Parc des expositions, à l'ouverture du congrès de la Ligue des droits de l'homme.

La première séance de ce congrès, qui occupe les journées de lundi, mardi et mercredi, a été consacrée à la composition du bureau et des commissions.

Après le discours de bienvenue prononcé par M. Caillaud, président de séance, M. Gumbel, au nom de la ligue allemande, vint affirmer au congrès la volonté inébranlable des 180.000 membres de son pays de travailler pour le progrès social et la consolidation de la paix.

L'ŒUVRE
RUE LOUIS LE GRAND, 9, I[illegible]

27 DECEMBRE 1932

Au Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Controverses sur Amsterdam et sur les lois d'exception en Alsace et Lorraine

Douze cents délégués ont assisté hier, à la porte de Versailles, à l'ouverture du 31ᵉ Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme. On se montrait sur l'estrade, autour de M. Victor Basch, président ; M. Paul Langevin, le docteur Sicard de Plauzoles, M. A.-Ferdinand Hérold, vice-présidents et M. Emile Kahn, secrétaire général.

Des étrangers aussi : MM. Campolonghi et Angelotti, de la Ligue italienne ; Auxentieff, de la Ligue russe ; et Gumbel, de la Ligue allemande.

Il appartient à M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, de souhaiter la bienvenue aux congressistes accourus des quatre coins de France. Puis la parole passe à M. Emile Kahn qui fait rapidement approuver le règlement des travaux. A la tribune, voici maintenant M. Gumbel, qui apporte le salut fraternel de ses compatriotes aux 180.000 ligueurs et ligueuses de France.

— Nous aussi, dit-il, nous luttons pour le progrès social et pour la paix.

Il se penche alors sur le problème du Reich s'attachant à démontrer qu'en dépit des apparences, quelques signes « intéressants » se manifestent outre-Rhin. Par exemple, la décomposition du parti national-socialiste.

— Hitler, ce faux Messie, est un homme faible qui a toujours manqué sa chance, manqué son heure. Le parti nazi est perdu, mais la situation des démocrates n'est pas meilleure. Les hobereaux sont au gouvernement — et au pouvoir. Comptez, cependant, sur notre volonté de combat... Vive l'union pacifiste de la France et de l'Allemagne ! Vive l'union des gens de bonne volonté de tous les pays !

M. Victor Basch

Le président de la Ligue se lève à son tour, accueilli par de chaleureux applaudissements.

(Voir la suite en 4ᵉ pa[ge])

Le 31ᵉ Congrè[s] des Droits

Et ses premières paroles seront pour M. Gumbel, professeur de mathématiques à l'Université de Heidelberg, « démissionné » et poursuivi pour avoir dénoncé les crimes de la Sainte-Vehme. M. Victor Basch propose l'envoi d'un télégramme de félicitations à l'héroïque petite ligue allemande.

LA RÉPUBLIQUE
RUE BLANCHE, 42, IXᵉ

27 DECEMBRE 1932

Le Congrès de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme

Le congrès de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme s'est tenu à Paris le 24 décembre, sous la présidence de M. Victor Basch, président de la Ligue française.

Quatorze ligues nationales sur dix-neuf que compte la Fédération étaient effectivement représentées : Allemagne, Autriche, Bulgarie, Espagne, France, Georgie, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Russie et Tchécoslovaquie.

Au cours de la séance du matin, le congrès a examiné les problèmes du droit d'asile : rapporteur, M. Rubinstein (Russie) et de l'heimatlosat : rapporteur, M. Loowit-Ladner (Autriche). Après des discussions substantielles, deux motions ont été votées énonçant les mesures indispensables à la protection des réfugiés politiques et à celle des sans-patrie.

Au cours de la séance de l'après-midi, le congrès a étudié la révision de la Déclaration des Droits de l'Homme. Les rapporteurs, MM. Mandelstann (Russie), Mirkine-Guetzévitch (Russie), Campolonghi (Italie), Gumbel (Allemagne) et Victor Basch (France) ont successivement traité les différents aspects de la question : protection internationale des Droits de l'Homme, les nouvelles tendances de la déclaration des Droits, le droit au travail.

Le congrès s'est terminé par un exposé du problème du rattachement économique du Luxembourg à la France et par le vote d'une résolution protestant contre les massacres de Genève.

Les délégués des Ligues nationales assisteront au congrès de la Ligue française qui se tiendra les 26, 27 et 28 décembre.

LE QUOTIDIEN
AVENUE KLÉBER, 25, XVIᵉ

27 DECEMBRE 1932

LE CONGRES DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Le 31ᵉ congrès national de la ligue pour la défense des droits de l'homme, qui doit consacrer une partie de ses travaux à une controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances hier, dans le palais des Congrès, au parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Grumbel (Allémagne).

M. Gr[redacted]près avoir pris la parole au nom des ligues étrangères, en apportant le salut de ses mandants allemands « qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix », a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la ligue allemande : amnistie de pacifistes, revision du procès Bullerjahn par la cour de Leipzig, procès qu'il a rapproché de l'affaire Dreyfus, d'où naquit la ligue française, et terminé son discours en insistant sur la décomposition des forces nazis.

Le trente et unième congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert hier matin, à 10 heures, au Palais des Expositions.

Plus de mille délégués, venant de toutes les sections de France et des colonies étaient présents.

Autour du président de la Ligue, M. Victor Basch, s'étaient groupés les vice-présidents, MM. Paul Langevin, le docteur Sicard de Plauzolle, Ferdinand Hérold, le secrétaire général E. Kahn et les membres du comité central, MM. Corcos, Georges Bourdon, Félicien Challaye, Rucart, César Chabrun et Mlle Collette. Etaient aussi présents les représentants des Ligues étrangères : MM. Campolongi, Angelotti, pour l'Italie, Avxentieff, pour la Russie, et Gumbel, pour l'Allemagne.

C'est M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui ouvre le congrès en souhaitant la bienvenue aux délégués de province.

Puis le congrès forme son premier bureau, présidé par le secrétaire général de la Seine, assisté de MM. Cudenet et Noël, présidents des Fédérations de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne.

Prenant la parole au nom des ligues sœurs, M. Gumbel apporte au congrès le salut [redacted] la Ligue allemande.

M. Gumbel rappelle les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande : amnistie des pacifistes, revision du procès Bullerjahn par la cour de Leipzig, et il souligne l'analogie entre ce procès de haute trahison et l'affaire Dreyfus, d'où naquit la Ligue française.

Le rapport moral est présenté par M. Victor Basch, président de la Ligue. Après avoir rendu hommage au magnifique courage de M. Gumbel, condamné pour pacifisme, le président rappelle ce que fut la vie de la Ligue depuis le dernier congrès.

Tout d'abord il adresse quelques paroles émues à ceux qui ont disparu au cours de l'année, à Ferdinand Buisson, d'abord, le grand laïque, dont le nom et l'action resteront indissolublement attachés à la Ligue elle-même, Charles Gide, figure si attachante, le maître de l'économie politique en France, le père de l'idée de coopération, vice-président de la Ligue.

Le Temps, Paris 27.12.32,

Le congrès de la Ligue des droits de l'homme

Le 31ᵉ congrès national de la ligue pour la défense des droits de l'homme, qui doit consacrer une partie de ses travaux à une controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances aujourd'hui dans le palais des Congrès, au parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Gumbel (Allemagne).

Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'université de Heidelberg, et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des ligues étrangères, en apportant le salut de ses mandants allemands « qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix ».

M. Gumbel a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la ligue allemande : amnistie de pacifistes, revision du procès Bullerjahn par la cour de Leipzig, procès qu'il a rapproché de l'affaire Dreyfus, d'où naquit la ligue française.

M. Gumbel a ajouté que la décomposition des nazis commence :

Hitler, a-t-il dit, est certainement un homme faible. Il a toujours manqué son heure et, comme dit le poète allemand : « Ce que vous n'avez pas fait dans une minute précise, aucune éternité ne vous rendra la chance de l'accomplir. » Hitler a perdu sa chance, mais la situation des Allemands amis de la paix et de la démocratie ne va pas forcément s'améliorer : nos hobereaux sont au gouvernement et sont même au pouvoir, car être au gouvernement ne signifie pas nécessairement être au pouvoir. C'est ce que malheureusement nous savons maintenant.

Comptez sur notre volonté de combattre, même [si] nous ne devons pas espérer un succès prochain.

PROGRÈS DE LA SOMME
AMIENS

27 DECEMBRE 1932

CONGRÈS

A la Ligue des Droits de l'Homme

M. Victor Basch se prononce très nettement en faveur du paiement de l'échéance de décembre à l'Amérique

Paris, 26 décembre.

Le 31e congrès national de la Ligue des Droits de l'Homme, qui doit consacrer une partie de ses travaux à une controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances aujourd'hui dans le palais des Congrès, au parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la fédération de la Seine, qui présidait, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des Colonies, ainsi qu'aux représentants des ligues étrangères : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Gumbel (Allemagne).

Le salut des ligueurs allemands

Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'université de Heidelgerg, et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des ligues étrangères, en apportant le salut de ses mandants allemands « qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix ».

M. Gumbel a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la ligue allemande.

M. Gumbel a ajouté que la décomposition des nazis commence.

« Comptez sur votre volonté de combattre, a-t-il terminé, même si nous ne devons pas espérer un succès prochain.

NEPTUNE
ANVERS

27 DECEMBRE 1932

Le Congrès de la Ligue des droits de l'Homme

Paris, 26 décembre. — Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'homme s'est ouvert aujourd'hui au Palais des expositions, en présence de nombreuses délégations étrangères.

Parlant au nom des Ligues étrangères, M. Gombel a apporté au Congrès le salut de la ligue allemande.

L'orateur a rappelé la récente campagne et le premier succès de la Ligue allemande et a assuré le Congrès de la volonté inébranlable de la Ligue allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

LA METROPOLE
ANVERS

27 DECEMBRE 1932

Le 31me Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Paris, 26. — Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'homme s'est ouvert aujourd'hui au Palais des expositions, en présence de nombreuses délégations étrangères.

Parlant au nom des Ligues étrangères, M. Gombel, a apporté au Congrès le salut [redacted]gue allemande.

L'orateur a rappelé la récente campagne et le premier succès de la Ligue allemande et a assuré le Congrès de la volonté inébranlable de la Ligue allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

BOURGUIGNON
AUXERRE

27 DECEMBRE 1932

Les assises de la Ligue des Droits de l'Homme

Le 31e congrès de la Ligue des droits de l'homme s'est ouvert à Paris, en présence de 1.200 délégués français et de quelques délégués étrangers.

M. Gumbel, professeur à l'université [redacted]elberg, révoqué pour propagande pacifiste, apporte le salut des ligueurs allemands.

LE PETIT BASTIAIS
BASTIA

27 DECEMBRE 1932

Au Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Paris, 26 décembre. — Le trentième Congrès national de la Ligue pour la défense des droit de l'Homme, qui doit consacrer une partie de ses travaux à la controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances aujourd'hui, dans le Palais des Congrès au Parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noel, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des Ligues étrangères pour la défense des Droits de l'Homme MM. Campolonghi et Angelotti (Italie) Awxenties (Russie) et Gumbel (Allemagne).

PROGRÈS DE LA COTE D'OR
DIJON

27 DECEMBRE 1932

LE CONGRÈS DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Paris, 26 décembre.

Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est tenu aujourd'hui au Palais des Expositions.

La première séance a été ouverte par M. Caillaux, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués présents. Il a été ensuite procédé au renouvellement du bureau et des différentes commissions statutaires.

Parlant au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au Congrès le salut des[redacted]es allemandes. Il a rappelé les récents travaux et les premiers succès de ces ligues et a affirmé leur volonté de travailler pour la démocratie et pour la paix.

M. Victor Basch, président, a présenté le rapport moral et a rappelé ce qu'a été, depuis le dernier congrès, la vie de la Ligue.

LA MONTAGNE
CLERMONT-FERRAND

27 DECEMBRE 1932

Le trente-et-unième Congrès de la ligue des Droits de l'homme — s'est ouvert à Paris —

Paris, 26 décembre. — Le 31e congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert aujourd'hui au Palais des Expositions.

Parmi les personnalités présentes on remarquait MM. Victor Basch, président de la Ligue, Paul Langevin, le Docteur Sicard, de Plauzoles et M. Ferdinand Hérold, vice-présidents, Emile Kahn, secrétaire général, Fernand Corcos, Georges Bourdon, Félicien Challaye, Mlle Colette, M. Marc Rucart, député des Vosges, César Chabrun, ancien député, Grumbach, Albert Bayet, Jacques Kayser et Baylet, député, membres, M. Campolongi, de la Ligue italienne, Angelotti, de la Ligue italienne, Avxentieff, de la Ligue russe, Gumbel, professeur à l'Université d'Heidelberg, révoqué pour pacifisme.

La première séance a été ouverte par M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués.

Le congrès a ensuite procédé à la nomination de son bureau et des différentes commissions statutaires.

Parlant au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au congrès le salut de la Ligue allemande.

L'orateur a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande et a assuré le congrès de la volonté inébranlable de la Ligue allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

MONITEUR DU PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND

27 DECEMBRE 1932

Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Paris, 26 décembre. — Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert aujourd'hui au Palais des Expositions.

La première séance a été ouverte par M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués.

Le Congrès a ensuite procédé à la nomination de son bureau et des différentes commissions statutaires. Parlant au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au Congrès le salut [redacted] Ligue allemande.

M. Victor Basch, président de la Ligue, a ensuite présenté le rapport moral et a rappelé ce qu'a été, depuis le dernier Congrès, la vie de la Ligue.

MESSAGER DE COLMAR

27 DECEMBRE 1932

Ein deutscher «Menschenrechtler» spricht in Paris.

h. PARIS, 26. Dez. — Im Palais des Expositions begann heute morgen der 31. Kongress der Liga für Menschenrechte unter dem Vorsitz von Professor Victor Basch und in Gegenwart zahlreicher französischer und ausländischer Delegierten. Seitens der deutschen Liga sprach H. Gumbel, welcher den unerschütterlichen Willen seiner Kameraden betonte, für den «Triumph der Demokratie und des Friedens» zu arbeiten.

Professor Gumbel war seinerzeit wegen eines pazifistischen Artikels seines Lehrstuhles an der Universität Heidelberg verlustig gegangen. Er führte aus:

Der Zusammenbruch der Nationalsozialisten, habe begonnen. Hitler sei ein Schwächling, der seine Stunde definitiv versäumt habe. Aber die Lage der republikanischen und demokratischen Deutschen habe sich dadurch nicht gebessert, und die Junker seien an der Regierung und an der Macht. Die deutschen Pazifisten würden jedoch nicht verzagen, sondern fortfahren, zu kämpfen.

DEPÊCHE DAUPHINOISE
GRENOBLE

27 DECEMBRE 1932

Signature :

Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert à Paris

Paris, 26 décembre. — Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert aujourd'hui, au Palais des Expositions.

Parmi les personnalités présentes, on remarquait MM. Victor Basch, président de la Ligue, Paul Langevin, le Dr Sicard de Plauzoles et M. Ferdinand Hérold, vice-présidents, Emile Kahn, secrétaire général, Fernand Corcos, Georges Bourdon, Félicien Chalaye, Mlle Collette, M. Marc Rucart, député des Vosges, Grumbach, Albert Bayet, Jacques Kayser et Baylet, député, membres, MM. Campolonghi et Angelotti, de la Ligue italienne, Axentieff, de la Ligue russe, Gumbel, professeur à l'Université d'[illegible]delberg, révoqué pour pacifisme.

La première séance a été ouverte par M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués.

Le Congrès a ensuite procédé à la nomination de son bureau et des différentes commissions statutaires.

Parlant au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au Congrès le salut de la Ligue allemande.

L'orateur a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande et assure le Congrès de la volonté inébranlable de la Ligue allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

GUEBWILLER

27 DECEMBRE 1932

Der 31. Kongress der Liga für Menschenrechte

Die Eröffnungssitzung. — Prof. Gumbel spricht über die Lage in Deutschland.

PARIS, 26. Dez. — Der 31. nationale Kongreß der Liga für Menschenrechte hat heute begonnen und hat vormittags und nachmittags seine ersten Sitzungen abgehalten.

Delegierte der italienischen, russischen und deutschen Liga für Menschenrechte wohnen dem Kongreß bei.

Als Vertreter der deutschen Liga ist Professor Gumbel erschienen, dem, wie erinnerlich, wegen eines pazifistischen Artikels sein Lehrstuhl an der Universität Heidelberg entzogen worden ist.

Professor Gumbel hielt vor dem Kongresse eine Rede über die Lage in Deutschland. Der Zusammenbruch der Nationalsozialisten, so führte er aus, hat begonnen. Hitler sei ein Schwächling, der seine Stunde definitiv versäumt habe. Aber die Lage der republikanischen und demokratischen Deutschen habe sich dadurch nicht gebessert, und die Junker seien heute an der Regierung und an der Macht. Die deutschen Pazifisten würden jedoch nicht verzagen und fortfahren zu kämpfen.

LYON-RÉPUBLICAIN
LYON

27 DECEMBRE 1932

Le 31e congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Paris, 26 décembre. — Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert aujourd'hui au Palais des Expositions.

Parmi les personnalités présentes, on remarquait MM. Victor Basch, président de la Ligue, Paul Langevin, le docteur Sicard de Plauzolles et M. Ferdinand Hérold, vice-présidents ; Emile Kahn, secrétaire général ; Fernand Corcos, Georges Borudon, Félicien Challaye, Mlle Collette, MM. Marc Rucart, député des Vosges ; César Chabrun, Grumbach, Albert Bayet, Jacques Kayser et Baylet, membres ; M. Campolonghi et Angelotti, de la Ligue italienne ; Avxentieff, de la Ligue russe ; Gumbel, professeur à l'Université d'Heidelberg, révoqué pour pacifisme.

La première séance a été ouverte par M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués.

Au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au Congrès le salut de la Ligue allemande et a assuré le Congrès de la volonté inébranlable de la ligue de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

LE POPULAIRE
NANTES

27 DECEMBRE 1932

Signature :

Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de Homme s'est ouvert hier

Paris, 26 décembre. — Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert lundi au Palais des Expositions. Parmi les personnalités présentes, on remarquait MM. Victor Basch, président de la Ligue ; Paul Langevin, le docteur Sicard, de Plauzolles et Fernand Hérold, vice-présidents ; Emile Kahn, secrétaire général ; Fernand Corcos, Georges Bourdon, Félicien Challaye ; Mlle Colette ; MM. Marc Rucart, député des Vosges ; César Chabrun, ancien député ; Grumbach, Albert Bayet, Jacques Kayser et Baylet, député, membres ; M. Campolonghi, de la Ligue italienne ; Angelotti, de la Ligue italienne ; Auxentieff, de la Ligue russe ; Gumbel, professeur à l'Université d'Heidelberg, révoqué pour pacifisme.

La première séance a été ouverte par M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués. Le Congrès a ensuite procédé à la nomination de son bureau et des différentes commissions statutaires.

Parlant au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au Congrès le salut de la Ligue allemande. L'orateur a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande et assure le Congrès de la volonté inébranlable de la ligue allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

L'Assurance moderne 15.12.32

Faculté des Sciences

M. E.-J. Gumbel, ancien professeur à l'Université de Heidelberg, fera six conférences sur le sujet suivant : « Les fonctions appelées biométriques ».

Ces conférences auront lieu à l'Institut Henri Poincaré, 11, rue Pierre-Curie, amphithéâtre Darboux, aux dates suivantes :

Jeudi 1er décembre, à 14 heures ; jeudi 8 décembre, à 14 heures ; jeudi 15 décembre, à 14 heures ; jeudi 5 janvier, à 14 heures ; jeudi 12 janvier, à 14 heures ; jeudi 19 janvier, à 14 heures.

PETIT PROVENÇAL
MARSEILLE

27 DECEMBRE 1932

Le XXXIe Congrès de la Ligue des droits de l'Homme

Paris, 26 Décembre.

Le 31e Congrès de la Ligue des droits de l'Homme, s'est ouvert aujourd'hui, au Palais des Expositions. Parmi les personnalités, on remarquait MM. Victor Basch, président de la Ligue ; Paul Langevin, le docteur Sicard de Plauzoles et A. Ferdinand, vice-présidents ; Emile Kahn, secrétaire général ; Fernand Corcos, Georges Bourdon, Félicien Challaye, Mlle Colette, M. Marc Rucart, député des Vosges ; César Chabrun, ancien député ; Grumbach, Albert Bayet, Jacques Kayser et Baylet, député, membres ; MM. Campolonghi, de la Ligue italienne ; Angelotti, de la Ligue italienne ; Avxentieff, de la Ligue russe ; Gumbel, professeur à l'Université d'Heidelberg, révoqué pour pacifisme.

La première séance a été ouverte par M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués. Le Congrès a ensuite procédé à la nomination de son bureau et des différentes Commissions statutaires. Parlant au nom des délégués étrangers M. Grumbel a apporté au Congrès le salut de la Ligue allemande. L'orateur a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande, et assuré le Congrès de la volonté inébranlable de la Ligue allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

M. Victor Basch, président de la Ligue, a ensuite présenté le rapport moral, et rappelé ce qu'a été, depuis le dernier congrès, la vie de la Ligue.

MULHOUSER BOTE
MULHOUSE

27 DECEMBRE 1932

„deutscher «Menschenrechtler» spricht in Paris.

h. Paris, 26. Dez. — Im Palais des Expositions begann heute morgen der 31. Kongress der Liga für Menschenrechte unter dem Vorsitz von Professor Victor Basch und in Gegenwart zahlreicher französischer und ausländischer Delegierten. Seitens der deutschen Liga sprach H. Gumbel, welcher den «unerschütterlichen Willen seiner Kameraden» betonte, für den «Triumph der Demokratie und des Friedens zu arbeiten.

Professor Gumbel war seinerzeit wegen eines pazifistischen Artikels seines Lehrstuhles an der Universität Heidelberg verlustig gegangen. Er führte aus:

Der Zusammenbruch der Nationalsozialisten, habe begonnen. Hitler sei ein Schwächling, der seine Stunde definitiv versäumt habe. Aber die Lage der republikanischen und demokratischen Deutschen habe sich dadurch nicht gebessert, und die Junker seien an der Regierung und an der Macht. Die deutschen Pazifisten würden jedoch nicht verzagen, sondern fortfahren, zu kämpfen.

LE PROGRÈS DE LYON

27 DECEMBRE 1932

Paris, 26 décembre.

Le congrès annuel de la Ligue des Droits de l'homme qui s'est ouvert ce matin au palais des expositions de la Porte de Versailles constitue toujours une manifestation politique importante. Il tire pourtant cette année-ci un intérêt exceptionnel de la question qui, de l'avis unanime, domine son ordre du jour : la controverse sur les traités.

Faut-il annuler, modifier ou maintenir les traités ? Tel est le grave sujet sur lequel le congrès aura à se prononcer. Et la hardiesse des solutions envisagées par de nombreux délégués laisse prévoir que ses décisions seront appelées à un certain retentissement. Aussi est-ce devant une assemblée fort nombreuse où l'on remarque notamment Mme Colette, MM. Marc Rucart, Baylet, Guernut, Ramadier et Moutet ; M. Georges Buisson, de la C. G. T. ; MM. Chabrun et Gamard, anciens députés, que M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des Ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Gumbel (Allemagne).

M. Gumbel

Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'Université de Heidelberg et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des ligues étrangères en apportant le salut de ses mandants allemands, « qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix ».

M. Gumbel a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande : amnistie de pacifistes, révision du procès Bullerjahn par la cour de Leipzig, procès qu'il a rapproché de l'affaire Dreyfus, d'où naquit la Ligue française. M. Gumbel a ajouté que la décomposition des nazis commence :

« Hitler, a-t-il dit, est certainement un homme faible. Il a toujours manqué son heure et, comme dit le poète allemand : « Ce que vous n'avez pas fait dans une minute précise, aucune éternité ne vous rendra la chance de l'accomplir ». Hitler a perdu sa chance, mais la situation des Allemands amis de la paix et de la démocratie ne va pas forcément s'améliorer ; nos hobereaux sont au gouvernement et sont même au pouvoir, car être au gouvernement ne signifie pas nécessairement être au pouvoir. C'est ce que malheureusement nous savons maintenant. Comptez sur notre volonté de combattre, même si nous ne devons pas espérer un succès prochain. »

PETIT NIÇOIS
NICE

27 DECEMBRE 1932

Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Paris, 26 décembre. — Le XXXIme Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert au Palais des Expositions. On remarquait : M. Victor Basch, président ; M. Paul Langevin, le docteur Sicard de Plauzoles et M. A. Ferdinand, vice-président ; MM. Emile Kahn, secrétaire général ; Fernand Corcos, Georges Bourdon, Félicien Challaye, Mlle Colette, MM. Marc Rucart, député des Vosges ; César Chabrun, ancien député ; Grumbach, Albert Bayet, Jacques Kayser et Baylet, député, membres ; MM. Campolonghi, de la Ligue italienne ; Angelotti, de la Ligue italienne, Avxentieff, de la Ligue russe ; Gumbel, professeur à l'Université d'Heidelberg, révoqué pour pacifisme.

La première séance a été ouverte par M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués. Le Congrès a ensuite procédé à la nomination de son bureau et des différentes commissions statutaires.

Parlant au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au Congrès le salut de la Ligue allemande.

L'ECHO
ORAN

27 DECEMBRE 1932

A la ligue des droits de l'Homme

LE 31e CONGRES S'EST OUVERT HIER

PARIS. — Le 31e Congrès de la Ligue des droits de l'homme s'est ouvert aujourd'hui, au Palais des Expositions. Parmi les personnalités présentes on remarquait MM. Victor Basch, président de la Ligue ; Paul Langevin, le docteur Sicard, de Plauzoles et Ferdinand Hérold, vice-présents ; Emile Kahn, secrétaire général ; Fernand Corcos, Georges Bourdon ; Félicien Challaye, Mlle Collette ; MM. Marc Rucart, député des Vosges ; César Chabrun, ancien député ; Grumbach, Albert Bayer, Jacques Kayser et Bailet, députés ; Ompolonghi, Angelotti, de la Ligue italienne ; Avxentieff, de la Ligue russe ; Gumbel, professeur de l'Université d'Heidelberg, révoqué pour pacifisme.

Extrait de : ECLAIREUR DE L'EST
Adresse : REIMS
Date : 27 DECEMBRE 1932
Signature :
Position :

LE CONGRES DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Paris, 26 décembre. — Le 31e congrès national de la ligue pour la défense des droits de l'homme, qui doit consacrer une partie de ses travaux à une controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances aujourd'hui dans le palais des Congrès, au parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Gumbel (Allemagne).

Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'université de Heidelberg, et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des ligues étrangères, en apportant le salut de ses mandants allemands « qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix ».

M. Gumbel a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la ligue allemande : amnistie de pacifistes, revision du procès Bullerjahn par la cour de Leipzig, procès qu'il a rapproché de l'affaire Dreyfus, d'où naquit la ligue française.

M. Gumbel a ajouté que la décomposition des nazis commence :

« Hitler, a-t-il dit, est certainement un homme faible. Il a toujours manqué son heure et, comme dit le poète allemand : « Ce que vous n'avez pas fait dans une minute précise, aucune éternité ne vous rendra la chance de l'accomplir. » Hitler a perdu sa chance, mais la situation des Allemands amis de la paix et de la démocratie ne va pas forcément s'améliorer : nos hobereaux sont au gouvernement et sont même au pouvoir, car être au gouvernement ne signifie pas nécessairement être au pouvoir. C'est ce que malheureusement nous savons maintenant.

« Comptez sur notre volonté de combattre, même si nous ne devons pas espérer un succès prochain. »

LA TRIBUNE
SAINT-ETIENNE

27 DECEMBRE 1932

Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Paris, 26 décembre.

Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert aujourd'hui au Palais des Expositions.

Parmi les personnalités présentes on remarquait M. Victor Basch, président de la Ligue ; Paul Langevin, le docteur Sicard de Plauzoles et M. Ferdinand Hérold, vice-présidents ; Emile Kahn, secrétaire général ; Fernand Corcos, Georges Bourdon, Félicien Challaye, Mlle Collette, M. Marc Rucart, député des Vosges ; César Chabrun, ancien député ; Grumbach, Albert Bayet, Jacques Kayser et Baylet, députés membres ; M. Campolonghi, de la Ligue italienne ; Angelotti, de la Ligue italienne ; Avxentieff de la Ligue russe ; Gumbel, professeur à l'Université d'Heidelberg, révoqué pour pacifisme.

La première séance a été ouverte par M. Caillaud, secrétaire de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués. Le Congrès a ensuite procédé à la nomination de son bureau et des différentes commissions statutaires.

Parlant au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au Congrès le salut de la Ligue allemande. L'orateur a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande et assuré le Congrès de la volonté inébranlable de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

M. Victor Basch, président de la Ligue, a ensuite présenté le rapport moral et a rappelé ce qu'a été depuis le dernier Congrès la vie de la Ligue.

Extrait de : INDÉPENDANT
Adresse : PERPIGNAN
Date : 27 DECEMBRE 1932

POUR LA PAIX

Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert à Paris

Paris, 26 décembre.

Le 31e congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert au Palais des Expositions.

Parmi les personnalités présentes, on remarquait : MM. Victor Basch, président de la Ligue ; Paul Langevin, le docteur Sicard de Plauzoles et Ferdinand Hérold, vice-présidents ; Emile Kahn, secrétaire général ; Fernand Corcos, Georges Bourdon, Félicien Challaye, Marc Rucart, député des Vosges, César Chabrun, ancien député, membres.

Le congrès a procédé à la nomination de son bureau et des différentes commissions statutaires.

Parlant au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au congrès le salut de la Ligue allemande. L'orateur a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de celle-ci, et assuré le congrès de la volonté inébranlable de la Ligue allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

M. Victor Basch, président de la Ligue, a ensuite présenté le rapport moral et rappelé ce qu'a été, depuis le dernier congrès, la vie de la Ligue.

AVENIR DE L'YONNE
SENS

27 DECEMBRE 1932

LES ASSISES de la Ligue des Droits de l'Homme

Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert à Paris, en présence de 1.200 délégués français et de quelques délégués étrangers.

M. Gumbel, professeur à l'Université de Heidelberg, révoqué pour propagande pacifiste, apporte le salut des ligueurs allemands.

STRASBOURG

27 DECEMBRE 1932

Der 31. Kongress der Liga für Menschenrechte.

Die Eröffnungssitzung. — Prof. Gumbel spricht über die Lage in Deutschland.

PARIS, 26. Dezember. Der 31. nationale Kongress der Liga für Menschenrechte hat heute begonnen und hat vormittags und nachmittags seine ersten Sitzungen abgehalten.

Delegierte der italienischen, russischen und deutschen Liga für Menschenrechte wohnen dem Kongresse bei.

Als Vertreter der deutschen Liga ist Professor Gumbel erschienen, dem, wie erinnerlich, [redacted] eines pazifistischen Artikels sein Lehrstuhl an der Universität Heidelberg entzogen worden ist.

Professor Gumbel hielt vor dem Kongresse eine Rede über die Lage in Deutschland. Der Zusammenbruch der Nationalsozialisten, so führte er aus, hat begonnen. Hitler sei ein Schwächling, der seine Stunde definitiv versäumt habe. Aber die Lage der republikanischen und demokratischen Deutschen habe sich dadurch nicht gebessert, und die Junker seien heute an der Regierung und an der Macht. Die deutschen Pazifisten würden jedoch nicht verzagen und fortfahren zu kämpfen.

JOURNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE
STRASBOURG

27 DECEMBRE 1932

Le congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert hier à Paris

Paris, 26 déc. — Le congrès national de la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme, qui doit consacrer une partie de ses travaux à une controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances aujourd'hui dans le Palais des Congrès au Parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme.

M. Gumbel, qui était professeur de mathématiques [redacted]niversité de Heidelberg et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des ligues étrangères en apportant le salut de ses mandants allemands qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix.

M. Gumbel a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la ligue allemande: amnistie pour les pacifistes, revision du procès Bullerjahn par la Cour de Leipzig, procès qu'il a rapproché de l'affaire Dreyfus d'où naquit la ligue française.

M. Gumbel a ajouté que la décomposition des Nazis commence. Hitler, a-t-il dit, est certainement un homme faible. Il a toujours manqué son heure et, comme dit le poète allemand: « Ce que vous n'avez pas fait dans une minute précise, aucune éternité ne vous rendra la chance de l'accomplir. »

Hitler a perdu sa chance. Mais la situation des Allemands républicains et de la paix et de la démocratie ne va pas forcément s'améliorer. Nos hobereaux sont au gouvernement et sont même au pouvoir, car être au gouve[redacted]ment ne signifie pas nécessairement être au pouvoir. C'est ce que malheureusement nous savons maintenant.

DÉPÊCHE DE TOULOUSE

27 DECEMBRE 1932

Le congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert à Paris

Paris, 26 décembre. — Le 31e congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert aujourd'hui au Palais des Expositions.

Parmi les personnalités présentes, on remarquait : MM. Victor Basch, président de la Ligue; Paul Langevin, le docteur Sicard de Plauzoles et Ferdinand Hérold, vice-présidents; Emile Kahn, secrétaire général; Fernand Corcos, Georges Bourdon, Félicien Challaye, Mme Collette, MM. Marc Rucart, député des Vosges; César Chabrun, ancien député, membres; Campolonghi, de la Ligue italienne; Angelotti, de la Ligue italienne; Avxentieff, de la Ligue russe; Gumbel professeur à l'Université d'H[redacted], révoqué pour pacifisme.

La première séance a été ouverte par M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués.

Le congrès a ensuite procédé à la nomination de son bureau et des différentes commissions statutaires.

Parlant au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au congrès le salut de la Ligue allemande. L'orateur a rappelé les écentes campagnes et les premiers succès de celle-ci, et assuré le congrès de la volonté inébranlable de la Ligue allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

TRIBUNE DE L'AUBE
TROYES

27 DECEMBRE 1932

Le Congrès de la Ligue des droits de l'homme

PARIS, 26 décembre. — Le 31e congrès national de la ligue pour la défense des droits de l'homme, qui doit consacrer une partie de ses travaux à une controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances aujourd'hui dans le palais des Congrès, au parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants les ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Gumbel (Allemagne).

Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'université de Heidelberg, et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des ligues étrangères, en apportant le salut de ses mandants allemands « qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix ».

M. [redacted]bel a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la ligue allemande : amnistie de pacifistes, revision du procès Bullerjahn par la cour de Leipzig, procès qu'il a rapproché de l'affaire Dreyfus, d'ou naquit la ligue française.

M. Gumbel a ajouté que la décomposition des nazis commençait.

DÉPÊCHE ALGÉRIENNE
ALGER

27 DECEMBRE 1932

Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme a commencé ses travaux

Paris, 26 décembre. — Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert, aujourd'hui, au Palais de l'Exposition.

La première séance a été ouverte par M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués. Le Congrès a ensuite procédé à la nomination du bureau et des différentes commissions statutaires.

Parlant au nom des délégués étrangers, M. [redacted] a apporté au Congrès le salut [redacted] Ligue allemande. L'orateur a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande et a assuré le Congrès de la volonté inébranlable de la Ligue allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

M. Victor Basch, président de la Ligue, a ensuite présenté le rapport moral et a rappelé ce qu'a été, depuis le dernier Congrès, la vie de la Ligue.

DÉPÊCHE DE CONSTANTINE

27 DECEMBRE 1932

Le 31e congrès de la Ligue des droits de l'Homme

Paris, 26 décembre. — Le 31e Congrès de la ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert aujourd'hui au palais des expositions.

Parmi les personnalités présentes on remarquait : MM. Victor Basch, président de la ligue, Paul Langevin, le Dr Sicard, De Plauzoles et Ferdinand Hérold, vice présidents, Emile Kahn, secrétaire général, Fernand Corcos, Georges Bourbon, Félicien Challaye, Mlle Collette, Marc Rucart, député des Vosges, César Chabrun, ancien député, Grumbach, Albert Bayet, Jacques Keyser et Baylet, les députés membres ; Ompolonghi de la ligue italienne, Angelotti de la ligue italienne, Avxentieff de la ligue russe, [redacted]bel, professeur de l'université d'Heidelberg révoqué pour pacifisme.

La première séance a été ouverte par M. Caillaud, secrétaire général de la fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués du congrès. On a ensuite procédé à la nomination du bureau et des différentes commissions statutaires. Parlant au nom des délégués étrangers M. Gumbel a apporté au congrès le salut de la ligue allemande. L'orateur a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la ligue allemande et a assuré le congrès de la volonté inébranlable de la ligue allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

L'INDÉPENDANT
SALONIQUE

27 DECEMBRE 1932

Le congrès de la Ligue des Droits de l'Homme à Paris

1.200 délégués des principaux pays examinent la situation mondiale et déclarent vouloir continuer à travailler au succès des idées de paix et de justice

Paris 27 (Télégramme « Indépendant ») — Près de 1.200 délégués ont assisté, hier, à Paris, à l'ouverture du 31ème congrès de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Sur l'estrade présidentielle ont pris place, MM. Victor Basch, président, le professeur Langevin, le Dr Sicard, Ferdinand Herold et Emile Kahn, secrétaire général, plusieurs délégués étrangers des Ligues italiennes, allemandes, russes, autrichiennes.

Après les souhaits de bienvenueadressés aux congressistes par M. Kahn, le délégué allemand Gumbel apporte le salut fraternel des ligueurs allemands aux ligueurs français. Il fait un tour d'horizon des problèmes qui préoccupent le Reich et constate que le parti naziste est en pleine décomposition. Le délégué allemand conclut que Hitler, faux messie et homme faible qui manqua toujours sa chance à son heure, a perdu toute son influence.

La situation de la démocratie, dit il, n'est pas bonne en Allemagne, mais il faut compter sur la bonne volonté de cette démocratie. Gumbel termina son discours par les cris de «Vive l'Union pacifiste de la France et de l'Allemagne ! », «Vive l'union des gens de bonne volonté de tous les pays. !»

Le congrès ovationna longuement le délégué allemand à sa descente de la tribune.

Extrait de TUNISIE FRANÇAISE
TUNIS
Adresse :
27 DECEMBRE 1932

LA JOURNEE D'HIER

CONGRES DE LA LIGUE DES LROITS DE L'HOMME

—o—

Il a lieu à Paris. Il doit consacrer ses travaux à une controverse sur les traités. L'Allemagne est représentée par M. Gumbel, ancien professeur de mathématiques à l'Université de Heidelberg, révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste.

Il a affirmé que ses mandants luttaient pour le progrès social et pour la paix, en Allemagne.

Il s'est félicité des premiers succès de la ligue allemande qui a obtenu l'amnistie des pacifistes, la révision des procès de Bullerjahn par la cour de Leipzig. Enfin il a annoncé la décomposition du parti des nazis. Il ne dit pas au profit de qui ce parti se décompose...

Communications sont diminués, dans une faible mesure.

DÉPÊCHE TUNISIENNE
TUNIS

27 DECEMBRE 1932

LES CONGRES

Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme au Palais des Expositions

Paris, 26 décembre.

Le trente et unième congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert aujourd'hui au Palais des Expositions.

Parmi les personnalités présentes, on remarquait MM. Victor Basck, président de la Ligue; Paul Langevin, le docteur Sicard, de Plauzolles et Ferdinand Hérold, vice-présidents; Emile Kahn, secrétaire général; Fernand Corcos, Georges Sourdon, Félicien Challaye, Mlle Collette, Marc Rucart, député des Vosges; César Chabrun, ancien député; Grumbach, Albert Bayet, Jacques Kayser et Baylet, députés; Campolonghi et Angelotti, de la Ligue Italienne; Axentieff, de la Ligue Russe; Gumbel, professeur à l'Université d'Heidelberg, révoqué pour pacifisme.

La première séance fut ouverte par M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui souhaita la bienvenue aux délégués. Le congrès procéda ensuite à la nomination de son bureau et des différentes commissions statutaires.

Parlant au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au congrès le salut de la Ligue Allemande. L'orateur a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue Allemande, et a assuré le congrès de la volonté inébranlable de la Ligue Allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

PETIT MATIN
TUNIS

27 DECEMBRE 1932

Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Paris, 26 décembre.

Le 31e Congrès National de la Ligue pour la défense des Droits de l'Homme, qui doit consacrer une partie de ses travaux à une controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances aujourd'hui dans le Palais des Congrès du Parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des ligues étrangères pour la défense des Droits de l'Homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Ialie), Awxentiess (Russie) et Gumbel (Allemagne). Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'Université de Heidelberg et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des ligues étrangères en apportant le salut de ses mandats allemands « qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix. »

« M. Gumbel a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la ligue allemande : l'amnistie des pacifistes, la révision du procès de Bullerjahn par la cour de Leipzig, procès qu'il a rapproché de l'affaire Dreyfus d'où naquit la Ligue française. M. Gumbel a ajouté que la décomposition des nazis commence.

Extrait de Dernière Heure, Bruxelles
Adresse :
Date : 27 DEC. 1932

CONGRÈS DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

(De notre correspondant)

Paris, 26 décembre. — (Par fil spécial.) — Le congrès national de la Ligue pour la défense des droits de l'homme s'est tenu, lundi, à Paris. Plusieurs délégués étrangers y assistaient, notamment MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Gumbel (Allemagne).

Le délégué allemand, pacifiste notoire, a pris la parole au nom des ligues étrangères. Il a rappelé les récents succès de la ligue allemande : amnistie des condamnés pacifistes, revision du procès Bullerjahn, qui n'est pas sans analogie avec l'affaire Dreyfus, d'où naquit naguère la Ligue française; puis, M. Gumbel a annoncé la décomposition du parti nazi, ce qui ne signifie pas, selon lui, que la situation de la démocratie allemande va immédiatement s'améliorer. En effet, les hobereaux sont au pouvoir à Berlin; mais les ligueurs allemands ont la volonté de les combattre, même s'ils ne doivent pas espérer un succès prochain.

Berliner Woche 28.12.32

Sie können sich nicht beruhigen!

Die verärgerte „Weltbühne".

Bekanntlich hat es in jüdisch-pazifistischen Kreisen einen großen Schrecken gegeben, als Genosse Professor Gumbel, der unsere deutschen Gefallenen beschimpfte, sie wären auf dem „Felde der Unehre gefallen", und der unsere deutschen Gefallenendenkmäler mit der Erklärung zu besudeln suchte, sie wären für ihn „eine einzige große Kohlrübe", aus seinem Lehrstuhl an der Heidelberger Universität herausflog. Der Schrecken war so groß, daß alsogleich alles, was jüdisch und pazifistisch ist, auf den krummen Beinen war und Zeter und Mordio schrie. Ein Haufe jüdischer Professoren lärmte, Gumbel müsse in sein Amt zurückkehren, und Gumbel selber, der sich bereits um ein Lehramt im Auslande bemüht hatte (dort gehört er hin!), forderte auf einmal eine Revision seiner Entlassung; schließlich ließ auch noch die berüchtigte Denunziantenküche, die „Republikanische Beschwerdestelle" einen langen Salm los, die badische Regierung, die „letzte republikanische Länderregierung", möchte doch bloß den geliebten Gumbel zurückholen.

Wir schrieben darauf, wenn Gumbel zurückkehren sollte, würde allerlei passieren, wofür wir keine Verantwortung übernehmen möchten! Das hat nun in den Kreisen der „Weltbühne" eine erhebliche Angst verursacht. Flugs fragte man bei uns an, was denn „passieren" würde und drohte mit Gesetzen. Wir antworteten, daß wir keinerlei Veranlassung hätten, die republikanischen Herren aus ihrer Angst zu befreien.

Die „Weltbühne" vermag sich indes auch dabei nicht zu beruhigen. Aufgepeitscht von dem Vorwurf, sie hätte Angst vor dem, was bei Gumbels etwaiger Wiederkehr passieren könnte, zetert die „Weltbühne" kreischend los:

„Wer Angst hat, das bist nur du, teutscher Vorwärts; du hast sie vor den Gerichten; darum wagst du nicht, deine unbestimmten Drohungen zu präzisieren".

Die jüdischen Kulturbolschewisten der „Weltbühne" irren: Wie Spitzbuben vor der Strafe Angst haben, so haben die Juden- und Pazifistengenossen Angst, es könne etwas setzen, wenn Gumbel zurückkäme. Diese Angst und der daraus geborene Drang, schon jetzt die Strafe zu wissen, hat mit unserer liebevollen Zurückhaltung, die Strafe noch nicht zu nennen, ehe sie notwendig ist, genau so wenig gemein, wie der Jude Gumbel mit dem deutschen Volk!

Begriffen?

*

Den Genossen Falk von der „Republikanischen Denunziantenstelle" möchten wir bei dieser Gelegenheit noch ersuchen, seine albernen Briefe an unsere Schriftleitung ungeschrieben zu lassen; erstens machen sie auf uns nicht den geringsten Eindruck und zweitens veröffentlichen wir sie doch nicht. Falks Reklamebriefe werden bei uns nur zu gewissen Zwecken gebraucht. Wir haben aber gegen zukünftige Briefe von ihm nichts einzuwenden, wenn er verspricht, gleich Krepp-Papier zu benutzen!

BRAUNSCHWEIG			
Braunschw. Allg. Anz.		„ Chemn. Tageblatt	
Braunschw. Neuest. Nachr.		„ Volksstimme	

28.12.32.

55

„Gruß an Ossietzky"

Den Schänder des Frontheeres

Von den Vergünstigungen der neuen Reichsamnestie wird auch der zur Zeit einzige Strafgefangene betroffen, der wegen ideellen Landesverrats eine Gefängnisstrafe abzubüßen hatte, der pazifistische Schriftsteller Carl v. Ossietzky. Schon wiederholt hatte er wegen Beschimpfung des alten deutschen Heeres wie überhaupt der militärischen Tradition Deutschlands gegen die Strafgesetze verstoßen, aber erst verhältnismäßig spät war es gelungen, ihn der verdienten Strafe zuzuführen.

Nun ist er frei, und die Linke begrüßt diesen Schänder des Frontheeres mit Reim und Prosa, mit Bild und Märtyrerkrone. Zum Beispiel durch einen Hymnus wie den folgenden, den ein Mann namens Schnog im Berliner 8-Uhr-Abendblatt losläßt.

Da wärst du wieder, guter Kamerad.
Dein Fernsein schien uns tausend lange Wochen.
Du hieltest dich in Kerkermauern grad,
Hier draußen wurde manches Kreuz gebrochen.

Wir wissen, daß du keine großen Hymnen magst,
Und wollen unsren Freudenausbruch dämpfen.
Weil du ja auch nicht jubelst, schmust und klagst,
Drückst uns die Hand und hilfst uns weiter kämpfen.

Wir wollen nicht mit Blumensträußen nah'n
(Nur unsern Arm um deine Schulter ranken),
Du hast doch etwas mehr als wir getan,
Und darum laß dich grüßen, laß dir danken.

Der Ekel steigt hoch. Aber dieser „gute Kamerad", wie er in diesem schaurigen Wortsalat genannt wird, hatte Herrn Schnog und seine Pazifistensippe stets aus der Seele gesprochen. So z. B. im Sommer 1931, als er verantwortlicher Schriftleiter der roten „Weltbühne" einen Artikel mit der Ueberschrift „Der bewachte Kriegsschauplatz" veröffentlichte, in dem sich die folgenden unglaublichen Sätze fanden:

„Da gab es vier Jahre lang ganze Quadratmeilen Landes, auf denen war der Mord obligatorisch, während er eine halbe Stunde davon entfernt ebenso streng verboten war. Sagte ich Mord? Natürlich Mord. Soldaten sind Mörder!"

An einer anderen Stelle des Aufsatzes hieß es: „Die Hetze gegen den Professor Gumbel fußt darauf, daß er einmal die Abdeckerei des Krieges das „Feld der Unehre" genannt hat."

Und am Schluß standen die Worte: „Die Gendarmen aller Länder hätten und haben Deserteure niedergeschossen. Sie mordeten also, weil einer sich weigerte, weiterhin zu morden."

„Wir wollen nicht mit Blumensträußen nah'n" — nein, aber kräftig ausspucken.

...ait de : Union Républicaine de la Marne
CHALONS-SUR-MARNE

28 DECEMBRE 1932

...ure :

...ition :

Le congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Le 31e congrès national de la ligue pour la défense des droits de l'homme, qui doit consacrer une partie de ses travaux à une controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances hier, dans le palais des Congrès, au parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Grumbel (Allemagne).

M. Grumbel, après avoir pris la parole au nom des ligues étrangères, en apportant le salut de ses mandants allemands « qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix », a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la ligue allemande : amnistie de pacifistes, revision du procès Bullerjahn par la cour de Leipzig, procès qu'il a rapproché de l'affaire Dreyfus, d'où naquit la ligue française, et terminé son discours en insistant sur la décomposition des forces nazis.

...ait de : LE SOIR
BRUXELLES

27 DECEMBRE 1932

LA REUNION DE LA LIGUE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME

Paris, 26 décembre.

Le 31e Congrès national de la Ligue pour la défense des droits de l'homme, qui doit consacrer une partie de ses travaux à une controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances aujourd'hui dans le Palais des Congrès du Parc des Expositions.

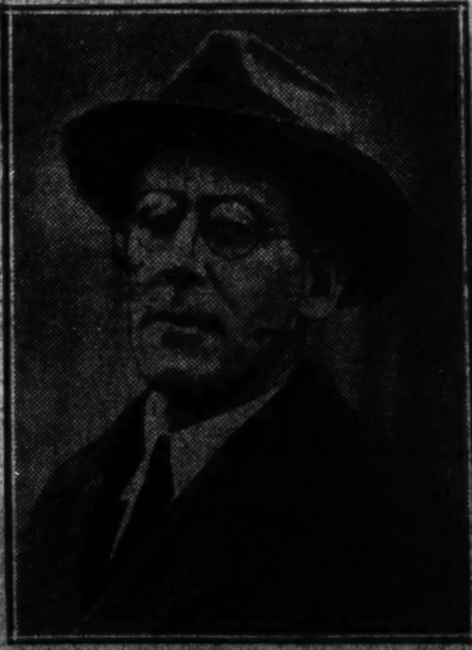
M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Dudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des Colonies, ainsi qu'aux représentants des ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme, MM. Campolonghi et Angelotti, d'Italie; Awxentriess, de Russie, et Gumbel, d'Allemagne. Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'Université de Heidelberg et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des ligues étrangères. En apportant le salut de ses mandants allemands qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix, M. Gumbel a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande : amnistie de pacifistes, revision du procès Bullerjahn par la Cour de Leipzig, procès qu'il a rapproché de l'affaire Dreyfus, d'où naquit la Ligue française. M. Gumbel a ajouté que la décomposition des nazis commence. « Hitler, a-t-il dit, est certainement un homme faible. Il a toujours manqué son heure et, comme dit le poète, « ce que vous n'avez pas fait » dans une minute précise, aucune éter» nité ne vous rendra la chance de l'ac» complir. » Hitler a perdu sa chance; mais la situation des Allemands, amis de la paix et de la démocratie, ne va pas forcément s'améliorer. Nos hobereaux sont au gouvernement et sont même au pouvoir, car être au gouvernement ne signifie pas nécessairement être au pouvoir; c'est ce que, malheureusement, nous savons maintenant. Comptez sur notre volonté de combattre, même si nous ne devons pas espérer un succès prochain. »

...ait de : L'ŒUVRE
RUE LOUIS LE GRAND, 9, ...

28 DECEMBRE 1932

...ature :

...osition :



(Photo Œuvre)

M. GUMBEL, délégué allemand au Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

LA PETITE CHARENTE
ANGOULÊME

28 DECEMBRE 1932

LE 31 CONGRÈS DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

IL S'EST OUVERT LUNDI MATIN A PARIS

Lundi, le 31e Congrès national de la Ligue des droits de l'homme a tenu ses deux premières séances dans la grande salle du Palais des Congrès, au parc des expositions de la porte de Versailles.

L'intérêt de ce Congrès réside de cette année dans la partie de ses travaux consacrée à l'ajustement des traités qui doit soulever d'importantes controverses.

Les personnalités

Parmi les personnalités présentes, on remarquait : MM. Victor Basch, président de la Ligue ; Paul Langevin ;le docteur Sicard, de Plauzoles et M. Ferdinand Hérold, vice-présidents ; Emile Kahn, secrétaire général ; Fernand Corcos, Georges Bourdon, Félicien Chalaye ; Mlle Colette, M. Marc Rucart, député des Vosges ; César Chabrun, ancien député ; Grumbach ; Albert Bayet ; Jacques Kayser et Baylet, député, membres.

Séance de lundi matin

M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des Ligues étrangères, pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie) ; Awxentiess (Russie), et Gumbel (Allemagne). Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'Université de Heidelberg et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des Ligues étrangères en apportant le salut de ses mandants allemands, qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix.

Déclarations du délégué allemand

M. Gumbel a rappelé les récentes campa[redacted] et les premiers succès de la Ligue allemande, notamment l'amnistie dont ont bénéficié des pacifistes militants.

M. Gumbel a ajouté que la décomposition des nazis commence.

« Hitler, a-t-il dit, est certainement un homme faible. Il a toujours manqué son heure et comme dit le poète allemand : « Ce que vous n'a- » vez pas fait dans une minute pré- » cise, aucune éternité ne vous ren- » dra la chance de l'accomplir. » Hitler a perdu sa chance, mais la situation des Allemands, amis de la paix et de la démocratie, ne va pas forcément s'améliorer. Nos hobereaux sont au gouvernement et sont même au pouvoir, car être au gouvernement ne signifie pas nécessairement être au pouvoir, c'est ce que malheureusement nous savons maintenant. Comptez sur notre volonté de combattre, même si nous ne devons pas espérer un succès prochain. »

ARRAS

28 DECEMBRE 1932

Le congrès de la Ligue des droits de l'homme

Nous empruntons à notre confrère *Le Temps*, ce compte rendu de la Ligue des Droits de l'homme, qui s'occupe de bien des questions hors de sa compétence:

Le 31e Congrès national de la Ligue pour la défense des droits de l'homme, qui doit consacrer une partie de ses travaux à une controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances aujourd'hui dans le palais des Congrès, au Parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme: MM. Campolonghi et Angelotti (Italie); Awxentiess (Russie) et Gumbel (Allemagne).

Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'Université de Heidelberg et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des ligues étrangères, en apportant le salut de ses mandants allemands « qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix. »

M. Gumbel a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la ligue allemande: amnistie de pacifistes, revision du procès Bullerjahn par la Cour de Liepzig, procès qu'il a rapproché de l'affaire Dreyfus, d'où naquit la ligue française.

M. Gumbel a ajouté que la décomposition des nazis commence:

« Hitler, a-t-il dit, est certainement un homme faible. Il a toujours manqué son heure et, comme dit le poète allemand: « Ce que vous n'avez pas fait dans une minute précise, aucune éternité ne vous rendra la chance de l'accomplir. » Hitler a perdu sa chance, mais la situation des Allemands amis de la paix et de la démocratie ne va pas forcément s'améliorer; nos hobereaux sont au gouvernement et sont même au pouvoir, car être au gouvernement ne signifie pas nécessairement être au pouvoir. C'est ce que malheureusement nous savons maintenant.

« Comptes sur notre volonté de combattre, même si nous ne devons pas espérer un succès prochain. »

Extrait de DEPÊCHE DU BERRY
BOURGES

Adresse :

Date 28 DECEMBRE 1932

La Ligue des Droits de l'Homme tient son Congrès annuel

Paris, 26 décembre. — Le 31e Congrès annuel de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert aujourd'hui, au Palais des Expositions, sous la présidence de M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine.

Parmi les personnalités présentes, on remarquait: MM. Victor Basch, président de la Ligue; Paul Langevin, le Dr Sicard de Plauzoles et A. Ferdinand Hérold, vice-présidents; Emile Kahn, secrétaire général; Fernand Corcos, Georges Bourdon, Félicien Challaye, Mlle Collette; MM. Marc Rucart, député des Vosges; César Chabrun, ancien député; Grumbach, Albert Bayet, Jacques Kayser; Baylet, députés, membres, et les représentants des Ligues italienne, russe et allemande.

Parlant au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au Congrès le salut de la [redacted]lemande. L'orateur a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande, et assuré le Congrès de la volonté inébranlable de la Ligue allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

LA FRANCE
BORDEAUX

28 DECEMBRE 1932

LE 31e CONGRÈS de la Ligue des droits de l'homm[e]

Il s'est ouvert lundi mati[n] à Paris

Paris, 26 décembre. — Lundi, [le] 31e Congrès national de la Ligue de[s] droits de l'homme a tenu ses deux pre[-] mières séances dans la grande salle d[u] Palais des Congrès, au parc des expo[-] sitions de la porte de Versailles.

L'intérêt de ce Congrès réside de cett[e] année dans la partie de ses travau[x] consacrée à l'ajustement des traités qu[i] doit soulever d'importantes controver[-] ses.

Les personnalités

Parmi les personnalités présentes, o[n] remarquait : MM. Victor Basch, prési[-] dent de la Ligue; Paul Langevin; le docteur Sicard; de Plauzoles et M. Fer[-] dinand Herold, vice-présidents; Emile Kahn, secrétaire général; Fernand Corcos, Georges Bourdon, Félicien Challaye; Mlle Colette, M. Marc Rucart, député des Vosges; César Chabrun, ancien député; Grumbach; Albert Bayet; Jacques Kayser et Baylet, député, membres.

Séance de lundi matin

M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des Ligues étrangères, pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie); Awxentiess (Russie), et Gumbel (Allemagne). Ce dernier, qui [redacted] professeur de mathématiques à l'Université de Heidelberg et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des Ligues étrangères en apportant le salut de ses mandants allemands, qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix.

Déclarations du délégué allemand

M. Gumbel a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande, notamment l'amnistie dont ont bénéficié des pacifistes militants.

M. Gumbel a ajouté que la décomposition des nazis commence.

« Hitler, a-t-il dit, est certainement un homme faible. Il a toujours manqué son heure et comme dit le poète allemand : « Ce que vous n'avez pas fait » dans une minute précise, aucune éter- » nité ne vous rendra la chance de l'ac- » complir. » Hitler a perdu sa chance, mais la situation des Allemands, amis de la paix et de la démocratie, ne va pas forcément s'améliorer. Nos hobereaux sont au gouvernement et sont même au pouvoir, car être au gouvernement ne signifie pas nécessairement être au pouvoir, c'est ce que malheureusement nous savons maintenant. Comptez sur notre volonté de combattre, même si nous ne devons pas espérer un succès prochain. »

PROGRÈS
CHALON-sur-SAONE

28 DECEMBRE 1932

Le congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

PARIS. — Le 31e congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert hier au Pa[-] lais des Expositions.

La première séance a été ouverte par M. Caillaux, secrétaire de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux dé[-] légués.

Parlant au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au congrès le salut de [redacted] allemande. L'orateur a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande et assuré le congrès de la volonté inébranlable de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

JOURNAL DE CHARLEROI

28 DECEMBRE 1932

Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Paris, 27 décembre. — Le congrès national de la Ligue pour la défense des droits de l'homme s'est tenu, lundi, à Paris. Plusieurs délégués étrangers y assistaient, notamment MM. Campolonghi et Angilotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Gumbel (Allemagne).

Le délégué allemand, pacifiste notoire, a pris la parole au nom des ligues étrangères. Il a rappelé les récents succès de la ligue allemande : amnistie des condamnés pacifistes, révision du procès Bullerjahn, qui n'est pas sans analogie avec l'affaire Dreyfus, d'où naquit naguère la Ligue française; puis, M. Gumbel a annoncé la décomposition du parti nazi, ce qui ne signifie pas, selon lui, que la situation de la démocratie allemande va immédiatement s'améliorer. En effet, les hobereaux sont au pouvoir à Berlin ; mais les ligueurs allemands ont la volonté de les combattre, même s'ils ne doivent pas espérer un succès prochain.

AVENIR DE L'ORNE
ALENÇON

29 DECEMBRE 1932

26 DÉCEMBRE :

— Ouverture à Paris, au parc des Expositions, du 31e Congrès national de la Ligue des Droits de l'homme. M. Gumbel (Allemagne) apporte le salut des Ligues étrangères « qui luttent pour le progrès social et pour la paix ».

FLANDRE LIBÉRALE
GAND

28 DECEMBRE 1932

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Le 31e congrès de la Ligue des droits de l'homme s'est ouvert lundi, au Palais des Expositions, en présence de nombreuses délégations étrangères.

Parlant au nom des ligues étrangères, M. Gumbel a apporté au congrès le salut de la ligue allemande.

L'orateur a rappelé la récente campagne et le premier succès de la ligue allemande et a assuré le congrès de la volonté inébranlable de la [illegible] allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

JOURNAL DE CAEN

29 DECEMBRE 1932

LE CONGRÈS DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME S'EST OUVERT HIER

Reçus par M. Caillaud, président de la Fédération de la Seine, assisté de MM. Cudenet, président de la Fédération de Seine-et-Oise, et Noël, président de la Fédération de Seine-et-Marne, environ 1.200 délégués des Fédérations de province et de l'étranger ont assisté, hier matin, au Parc des Expositions, à l'ouverture du Congrès de la Ligue des droits de l'homme.

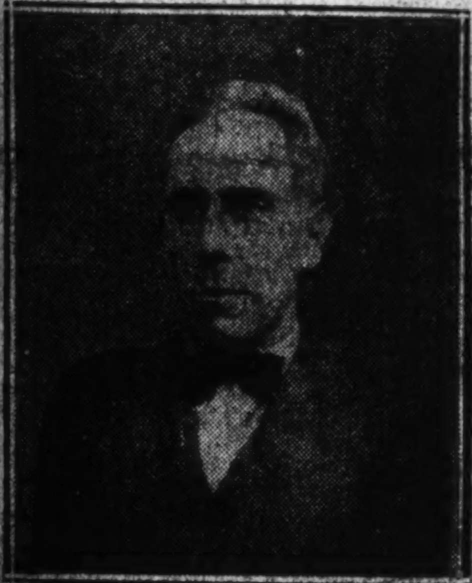
La première séance de ce Congrès, qui occupe les journées de lundi, mardi et mercredi, a été consacrée à la composition du Bureau et des Commissions.

Après le discours de bienvenue, prononcé par M. Caillaud, président de séance, M. Gumbel, au nom de la Ligue allemande, vint affirmer au Congrès la volonté inébranlable des 180.000 membres de son pays de travailler pour le progrès social et la consolidation de la paix.

POPULAIRE
9, RUE VICTOR MASSÉ, IXe

29 DECEMBRE 1932

Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme



M. GUMBEL
délégué allemand au Congrès de la Ligue, dont on lira le compte rendu de la séance de clôture en 3e page.

LOIRE RÉPUBLICAINE
St ÉTIENNE

28 DECEMBRE 1932

Le 31e congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Paris, 27 décembre. — Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est ouvert hier au Palais des Expositions.

Parmi les personnalités présentes, on remarquait MM. Victor Basch, président de la Ligue ; Paul Langevin, le docteur Sicard de Plauzolles et M. Ferdinand Hérold, vice-présidents ; Emile Kahn, secrétaire général ; Fernand Corcos, Georges Borudon, Félicien Challaye, Mlle Collette, MM. Marc Rucart, député des Vosges ; César Chabrun, Grumbach, Albert Bayet, Jacques Kayser et Baylet, membres ; M. Campolonghi et Angelotti, de la Ligue russe ; Gumbel, professeur à l'Université de Heidelberg, révoqué pour pacifisme.

La première séance a été ouverte par M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui a souhaité la bienvenue aux délégués.

Au nom des délégués étrangers, M. Gumbel a apporté au Congrès le salut de la Ligue allemande et a assuré le Congrès de la volonté inébranlable de la Ligue de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

M. Victor Basch a ensuite présenté le rapport moral.

INDÉPENDANT D'EURE-ET-LOIR
CHARTRES

29 DECEMBRE 1932

LIGUE des Droits de l'Homme et du Citoyen

La question des traités au congrès national

Le congrès de la Ligue des Droits de l'Homme qui se tient actuellement à Paris a terminé mardi le débat sur le rapport moral et en particulier, sur le congrès pacifiste d'Amsterdam. L'assemblée a discuté aussi à propos du rapport financier.

Au cours de la séance du matin, le congrès a examiné les problèmes du droit d'asile : rapporteur, M. Rubinstein (Russie), et de l'heimatlosat : rapporteur, M. Doowit-Ladner (Autriche). Après des discussions substantielles, deux motions ont été votées énonçant les mesures indispensables à la protection des réfugiés politiques et à celle des sans-patrie.

Au cours de la séance de l'après-midi, le congrès a étudié la révision de la Déclaration des Droits de l'Homme. Les rapporteurs : MM. Mandelstann (Russie) ; Mirkiné-Guetzévitch (Russie), Campolonghi (Italie), Gumbel (Allemagne) et Victor Basch (France), ont successivement traité les différents aspects de la question : protection internationale des Droits de l'Homme, les nouvelles tendances de la déclaration des Droits, le droit au travail.

Le congrès s'est terminé par un exposé du problème du rattachement économique du Luxembourg à la France et par le vote d'une résolution protestant contre les massacres de Genève.

Les délégués des ligues nationales assisteront au congrès de la Ligue Française qui se tient actuellement.

LE PROGRÈS DE LYON

28 DECEMBRE 1932

LE CONGRÈS DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Un banquet en l'honneur de M. Guernut

Paris, 27 décembre.

A l'issue des débats, les délégués se sont retrouvés au banquet de 400 couverts offert en l'honneur de M. Henri Guernut, député de l'Aisne, qui vient d'abandonner le secrétariat général de la Ligue qu'il occupait depuis vingt années. A la table d'honneur on remarquait, autour de M. Victor Basch qui présidait, notamment MM. Eugène Frot, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil ; Pierre Cot, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Brunschwig, le professeur Langevin et M. Fauconnet, membres de l'Institut ; MM. Lisbonne et Viollette, sénateurs ; Grumbach, Camille Planche, Ramadier, députés ; Le Foyer, Jean Bon, Chabrun, anciens députés ; Campolongi, Axxentieff et Gumbel et de nombreuses personnalités républicaines.

PETIT ARDENNAIS
CHARLEVILLE

29 DECEMBRE 1932

LE CONGRÈS DE LA Ligue des Droits de l'Homme

Le 31e Congrès national de la Ligue des Droits de l'Homme, a tenu ses deux premières séances, avant-hier, dans le Palais des Congrès, au Parc des Expositions.

Des représentants des Ligues étrangères pour la défense des Droits de l'Homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie), et Gumbel (Allemagne), assistaient à la réunion.

Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'Université de Heidelberg, et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des Ligues étrangères, en apportant le salut de ses mandants allemands

Oberschulrätin Dr. Siemsen die Vorlesungserlaubnis entzogen. *Karlsruhe 30.12.32.*

Jena, 29. Dez. Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zu Gunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Heidelberger Tageblatt, 30.12.1932.

[Lehrauftrag in Jena entzogen.] Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag an der Universität Jena unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Prof. Dr. Gumbel unterschrieben habe. (Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.)

Maßregelung der Gen. Siemsen

WTB. Weimar, 30. Dez. Das Thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem Thüringischen Volksbildungsministerium das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

(Die Entziehung des Lehrauftrages der Gen. Siemsen, deren wissenschaftliche Befähigung unbestritten ist, ist ein glatter Gewaltakt, gleich den Fällen Gumbel und Cohn. Sie stellt sich obendrein als ein Racheakt dafür dar, daß Gen. Siemsen die Erklärung für Gumbel mitunterzeichnet hat. Aber all das sind ja im Grunde nur Vorwände; worum es der Universitäts-Reaktion in Wirklichkeit geht, ist die Abstoßung aller linksorientierter Kräfte aus den Hochschulen. Diese sollen zu hundertprozentigen Domänen der Reaktion werden. Einst hieß es: „Freie Bahn dem Tüchtigen", jetzt heißt es: „Freie Bahn der Reaktion!" Die Gegenbewegung wird aber nicht ausbleiben. Red.)

Volksstimme Mannheim 30.12.32.

„Volksstimme" *Frankfurt* *30.12.32.*

Maßregelung einer sozialistischen Gelehrten

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen

Weimar, 29. Dezember.

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SAP. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Uns berührt die Begründung für die Abberufung der Oberschulrätin, Frau Dr. Siemsen, außerordentlich eigenartig. Unsere Leser entsinnen sich noch der ungerechtfertigten Maßregelung des Heidelberger Parteigenossen und Universitätslehrers Dr. Gumbel. Mit Freuden haben wir damals den Protest bedeutender Gelehrter gegen die ungerechtfertigte Maßnahme an dem bekannten Dozenten in Heidelberg begrüßt. Daß die Zugehörigkeit zu diesen Protestlern im heutigen thüringischen Volksbildungsministerium ein Grund für die Entziehung des Lehrauftrages werden sollte, hat wohl kein Mensch im entferntesten geahnt. Selbstverständlich bedeutet die ganze Angelegenheit nur Vorwand, um sich der Sozialistin, Frau Dr. Siemsen, zu entledigen. Die deutsche Kultur, die Herr Dr. Frick und vor allen Dingen Herr Goebbels in Berlin propagieren, verträgt eben die freie Äußerung der Meinung nicht mehr und glaubt, mit solchen kindischen Anordnungen eine Weltanschauung beseitigen zu können. Wir hoffen, daß der Lehrkörper der Universität Jena sich dieser Mundtotmachung einer bei der nationalsozialistischen Regierung unbeliebten Gelehrten nicht willenlos fügt und erwarten, daß sich auch in seinen Reihen Mutige finden werden, die gegen diese unverständliche Regierungstat laut und vernehmbar Protest erheben. Für uns bedeutet die Maßnahme nichts anderes, als ein weiteres Glied in der Kette unverständlicher Regierungsmaßnahmen, die, von rechtsstehenden Kreisen beeinflußt, darauf hinzielen, alles, was mit der Sozialdemokratie in Verbindung steht, von Staats wegen auszuschalten. Was in Preußen recht ist, ist in Thüringen eben auch billig!

CHARENTE [illegible]
ANGOULÊME

Date **29 DÉCEMBRE 1932**

LE 31e CONGRÈS DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

IL S'EST OUVERT LUNDI MATIN A PARIS

Lundi, le 31e Congrès national de la Ligue des droits de l'homme a tenu ses deux premières séances dans la grande salle du Palais des Congrès, au parc des expositions de la porte de Versailles.

Les personnalités

Parmi les personnalités présentes, on remarquait : MM. Victor Basch président de la Ligue ; Paul Langevin ; le docteur Sicard, de Plauzoles et M. Ferdinand Herold, vice-présidents ; Emile Kahn, secrétaire général ; Fernand Corcos, Georges Bourdon, Félicien Challaye ; Mlle Colette, M. Marc Rucart, député des Vosges ; César Chabrun, ancien député ; Grumbach ; Albert Bayet ; Jacques Kayser et Baylet, député, membres.

Séance de lundi matin

M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des Ligues étrangères, pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie) ; Awxentiess (Russie), et Gumbel (Allemagne). Ce dernier, qui était professeur de mathématiques à l'Université de Heidelberg et qui a été révoqué pour avoir publié un article d'inspiration pacifiste, a pris la parole au nom des Ligues étrangères en apportant le salut de ses mandants allemands, qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix.

Déclarations du délégué allemand

M. Gumbel a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la Ligue allemande, notamment l'amnistie dont ont bénéficié des pacifistes militants.

M. Gumbel a ajouté que la décomposition des nazis commence.

« Hitler, a-t-il dit, est certainement un homme faible. Il a toujours manqué son heure et comme dit le poète allemand : « Ce que vous n'a- » vez pas fait dans une minute pré- » cise, aucune éternité ne vous ren- » dra la chance de l'accomplir. » Hitler a perdu sa chance, mais la situation des Allemands, amis de la paix et de la démocratie, ne va pas forcément s'améliorer. Nos hobereaux sont au gouvernement et sont même au pouvoir, car être au gouvernement ne signifie pas nécessairement être au pouvoir, c'est ce que malheureusement nous savons maintenant. Comptez sur notre volonté de combattre, même si nous ne devons pas espérer un succès prochain. »

[illegible]

grès, dit-il, la Ligue devait s'écarter des Comités d'action. Elle s'en est écartée pour des raisons de forme, de statuts qui ne sont peut-être pas déterminantes, mais surtout pour des raisons de principe. »

M. Georges Pioch examine ensuite les conséquences du Congrès d'Amsterdam et l'action menée depuis lors. Il regrette que le Comité central ait dissuadé les sections d'adhérer aux Comités d'action.

M. Victor Basch répond aux délégués qui ont critiqué les décisions prises par le Comité central à propos des Comités d'action. M. Basch a adhéré avec enthousiasme au projet de Romain Rolland de grouper contre la guerre toutes les forces prolétariennes. Il ne peut que se féliciter que la Ligue soit allée à Amsterdam

M. Grumbach apporte la conclusion du débat. Rien n'est plus naturel que le débat qui vient de s'instituer. Les deux décisions du Comité central ont pu paraître contradictoires et dérouter les ligueurs. Si M. Grumbach avait été présent à la séance de juillet où le Comité central a décidé d'aller à Amsterdam, il se serait élevé contre le projet. Il comprend l'enthousiasme qu'a provoqué l'annonce du Congrès mondial contre la guerre et le cas de conscience qui se pose aujourd'hui.

---

de **LA RÉFORME**
ALEXANDRIE

28 DECEMBRE 1932

LE CONGRES DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Paris, 27 — Le congrès de la Ligue des droits de l'homme s'est ouvert aujourd'hui et a nommé son bureau et les commissions. Au nom des délégués, M. Gumbel a apporté au congrès le salut de la ligue allemande, rappelant les récentes campagnes et les premiers succès et assurant le congrès de la volonté inébranlable de la ligue allemande de travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

Nach wiederholten Kundgebungen der Heidelberger Studenten wurde am 23. August dem pazifistischen Professor Dr. Gumbel, der das Denkmal der deutschen Soldaten als „riesengroße Kohlrübe" geschmäht hatte, die Lehrberechtigung entzogen. [illegible]

Mannheimer Anzeiger 30.12.32

[illegible] Volksbildungsministerium hat [illegible] unter der Begründung [illegible] einzige Persönlichkeit [illegible] Jena in Beziehung [illegible] den in Heidelberg [illegible] unterschrieben habe. — Im [illegible] war der Frau Oberschulrat Dr. Anna [illegible], die der sozialdemokratischen Partei angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich erlaubt worden, erziehungswissenschaftliche Vorlesungen an der Universität Jena abzuhalten. Dem thüringischen Volksbildungsministerium steht satzungsgemäß das Recht zu, eine solche Vorlesungsberechtigung zu widerrufen.

„Staatsblatt d. Frkf. Zeitg."

„Volksstimme"

Frankfurt

Den Lehrauftrag entzogen.

30.12.32

An der Universität Jena.

Weimar, 30. Dez. Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der Sozialdemokratie angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Rhein-Mainische Volkszeitung

Frankfurt

Ausschnitt aus der Nummer vom: 30.12.32.

* Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen. Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie seinerzeit die von einer Reihe deutscher Professoren zugunsten des in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel veröffentlichte Erklärung mitunterzeichnet habe. — Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen.

Weimar, 29. 12. (WTB.) Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentliche Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe. Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Frankfurter Nachrichten Frkft. am Main 30.12.32

Frankfurter Zeitung

Lehrauftrag entzogen

30.12.32

(Privattelegramm der „Frankfurter Zeitung".)

⊙ Weimar, 29. Dez. Der nationalsozialistische thüringische Volksbildungsminister hat der Oberschulrätin i. W. und bisherigen Honorarprofessorin für Erziehungswissenschaft an der Universität Jena, Frau Dr. Anna Siemsen, die der Sozialdemokratischen Partei angehört, die ihr im Jahre 1923 widerruflich gewährte Erlaubnis zum Halten erziehungswissenschaftlicher Vorlesungen entzogen, weil sie die bekannte, von einer Anzahl von deutschen Hochschullehrern veröffentlichte Erklärung für den Heidelberger gemaßregelten Professor Gumbel mitunterzeichnet hat. (Das thüringische Ministerium hat wohl schon lange nach einer Gelegenheit gesucht! Red.)

Lokalanzeiger Berlin 30.12.32.

Vorlesungserlaubnis für Frau Dr. Siemsen zurückgezogen.

Durch das Thüringer Kultusministerium.

Drahtbericht unseres Korrespondenten.

a. Jena, 29. Dezember. Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Frau Siemsen war lange führendes Mitglied der SPD. und trat zur linksoppositionellen Sozialistischen Arbeiterpartei über. Ihre Vorlesungserlaubnis hat sie seinerzeit gegen den Willen der thüringischen Landesuniversität Jena erhalten. Anlaß zur jetzigen Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Deutsche Tageszeitung Berlin 30.12.32.

Frau Oberschulrat Siemsen die Vorlesungserlaubnis entzogen. Wie verlautet, hat das Thüringische Volksbildungsministerium der Sozialdemokratin Frau Oberschulrat Dr. Siemsen die ihr seinerzeit von der früheren roten Regierung erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena widerrufen. Den Anlaß dazu dürfte die Tatsache bilden, daß Frau Siemsen die Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Dr. Gumbel unterschrieben hat.

B.T. 30.12.32

„Lehrfreiheit" in Thüringen

(Telegramm unseres Korrespondenten)

✠ WEIMAR, 29. Dezember.

Der nationalsozialistische Volksbildungsminister Wächtler hat die der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen im Oktober 1923 erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena widerrufen.

Wichtiger als diese Massnahme gegenüber einer sozialdemokratischen Pädagogin ist ihre Begründung. Nach einer offiziösen Erklärung gab den Anlass die Tatsache, dass Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hatte. Wenn auch in jener Erklärung, so heisst es in der offiziösen Begründung weiter, zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen und zu dem gegen ihn eingeleiteten Verfahren keine Stellung genommen worden sei, „so tritt diese Erklärung doch für einen Mann ein, dessen Verhalten und dessen Aeusserungen gegen deutsche Kriegsteilnehmer in vielen Kreisen beanstandet wurden." Noch deutlicher als durch diese Begründung konnte der parteipolitische Charakter der neuesten Amtshandlung des nationalsozialistischen Volksbildungsministers nicht zum Ausdruck gebracht werden.

Berl. Börsenzeitung. Berlin 30.12.32

Thüringisches Volksbildungsministerium entzieht Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag.

Weimar, 29. Dzember.

Von zuständiger thüringischer Stelle wird mitgeteilt:

„Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Landesuniversität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität erteilt worden. Jetzt hat das thüringische Volksbildungsministerium Frau Siemsen den Lehrauftrag mit der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe. Wie dazu bemerkt wird, hat das thüringische Volksbildungsministerium damit von seinem nach der Satzung ausdrücklich festgelegten Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung Gebrauch gemacht."

Volksfreund Karlsruhe

Nr. 304 30.12.32.

Hochschule und Politik

Ein ungenügend beachtetes Kapitel der deutschen Reaktionsbewegung

gr. Karlsruhe, 30. Dezember.

Der reaktionäre Vorstoß des Rektors und des Senats der Universität Breslau in der Richtung der von den Nazistudenten gewünschten Forderungen gibt Anlaß, wieder einmal das Thema „Hochschule und Politik" aufzugreifen, das allzu lange von republikanischen Kreisen in seiner starken Bedeutung für die politische Gesamtentwicklung Deutschlands nicht genügend erkannt und beachtet worden ist. Es ist begreiflich, daß die Arbeiterschaft, die in schwerster Not mühselig sich das notwendigste zum Dasein erstreiten muß und dazu noch durch die furchtbare Arbeitslosigkeit mit nacktesten Existenzfragen vollauf beschäftigt ist, sich nicht mit jener Ursprünglichkeit an den Fragen-Komplex der Hochschulen, der ihr ohnehin ferner liegt als das Volksschulwesen, heranmacht. Und doch ist es gerade die politische Vernachlässigung des Hochschulwesens, sowohl hinsichtlich seiner sozialen Bedeutung in der Schaffung eines riesigen Akademiker-Proletariats wie seiner kulturellen Bedeutung in der Züchtung einer Riesenarmee von Feinden eines demokratischen und sozial gerichteten deutschen Volksstaates, die mit das Fundament für die deutsche Reaktionsbewegung zum Kampfe gegen den Aufstieg der Arbeiterschaft geliefert hat. Kampf gegen den Faschismus und Kampf gegen die Reaktion bedeutet daher für die aktiven Vertreter der neuen deutschen Freiheitsbewegung des demokratischen Sozialismus auch Wiederaufrollung des politischen Fragenkomplexes der deutschen Hochschulen, die, als Erziehungsinstitute der kommenden Richter und Professoren, der Bürokratie und auch der Lehrerwelt, sowie infolge der nun einmal bestehenden Schulformen, für eine Reihe weiterer führender Berufe, für die kommende Entwicklung Deutschlands die allergrößte Bedeutung haben, woraus sich denn auch die notwendige Beachtung der neuerlichen Reaktionsbewegung an den deutschen Hochschulen auch für die Arbeiterbewegung ergibt.

Die „Hochschul-Fälle" sind fast von Beginn an eine dauernde Begleiterin der Entwicklung der deutschen Republik gewesen, so daß es fast einer größeren sozialwissenschaftlichen Abhandlung mit juristischem Hintergrund an einem unserer sozial-wissenschaftlichen Universitätsinstitute bedürfen würde, dieses Thema näher zu beleuchten. Was jedoch gerade in letzter Zeit an den deutschen Hochschulen zu beobachten war, ist die Tatsache, daß gewisse Universitätskreise, die bisher ihre ausgesprochene Reaktionsprägung in ein Mimikri gehüllt haben, ihre Farbe und Tendenz nunmehr offen hervortreten lassen, wobei das bedauerlichste ist, daß auch jene Universitätskreise, die innerlich aus dem Gefühl der akademischen Freiheit heraus jenem reaktionären Treiben abgeneigt sind, aus Rücksicht auf gewisse Zeitströmungen heute nicht genügend Mut haben oder wenigstens — von einzelnen erfreulichen Ausnahmen abgesehen — keinerlei Neigung zeigen, sich mit voller Kraft gegen diese, die Entwicklung des freien Geistes an der deutschen Hochschule bedrohenden Erscheinungen, einzusetzen.

Was die allgemein geistigen Tendenzen gewisser Hochschulkreise betrifft, so haben bei dem Preußenprozeß vor dem Leipziger Staatsgerichtshof die Professoren Karl Schmitt und Jacobi bereits ihr Möglichstes getan, um den Rechtsgedanken in staatspolitischen Angelegenheiten zu einer sehr „relativen" Angelegenheit zu machen und unser näherer Landsmann, Staatsrechtslehrer Prof. Walter Jellinek, der Erbe eines berühmten Namens, hat dazu, wie wir seinerzeit bereits mitteilten, ein übriges getan, indem er — etwas allzu schnell! — der kurzlebigen reinen Restaurationsregierung von Papen—von Gayl die juristischen Rezepte lieferte, der Demokratie vollends den Garaus zu machen.

Was jedoch die personelle Tendenz gewisser Hochschulkreise betrifft, so hat der „Fall Breslau" ein weiteres Stück Aufklärung geschaffen. Auf einstimmigen Vorschlag der Fakultät wurde vor kurzem auf Grund hervorragender Leistungen Professor Cohn an die juristische Fakultät der Universität Breslau berufen. Der Name bot den Nazistudenten Grund genug, um in der bei ihnen üblichen Weise gegen diese Berufung zu demonstrieren. Ohne Erfolg jedoch, da sowohl die zwar gut rechts orientierte preußische Regierung, wie die Universität Breslau es ablehnten, sich dem Votum berufsmäßiger politischer Radaumacher zu fügen. Nun gingen die gut völkischen „Vertreter deutscher Kultur" ein Stück weiter und warfen dem Rektor der Universitä Breslau Stinkbomben in die Wohnung, machten sonst allerhand Unfug und — die mannhaften Gelehrten der Breslauer Universität waren windelweich. Der Druck der Straße hat sie so mürbe gemacht, daß sie einen mit diesen Dingen gar nicht zusammenhängenden Vorgang zum Grund nahmen, dem Professor Cohn den Stuhl vor die Türe zu setzen, bzw. die dementsprechende Forderung zu erheben. Auf eine an eine Reihe Persönlichkeiten gerichtete Umfrage, so zum Beispiel an Severing, Kapitän Ehrhardt und andere, eines Berliner Montagblattes, ob es zweckmäßig sei, Trotzki ein Asylrecht in Deutschland zu gewähren, hatte nämlich Professor Cohn sich erlaubt, eine Antwort zu erteilen, indem er erklärte: „Die Frage gehört zu den sehr zahlreichen Fragen, die kein sachlich Denkender ohne sorgfältigste Prüfung einer Reihe von Umständen zu beantworten vermag. Insbesondere dürfte es von Wichtigkeit erscheinen, zu wissen, welche Erfahrungen die Länder, in denen Trotzki sich bisher aufhielt, mit ihm und seiner Tätigkeit gemacht haben. Ein geistiger Arbeiter wird stets schützwürdig erscheinen, denn an Agitatoren und Nutvolitikern haben wir wahrhaftig keinen Mangel." Diese inhaltlich zweifellos sehr nichtssagenden Zeilen des, wie auch aus dem Inhalt hervorgeht, übrigens ganz und gar nicht links gerichteten Professors Cohn haben den mürbe gemachten Rektor und Senat der Universität Breslau veranlaßt, Professor Cohn „Verletzungen der pflichtgemäßen Zurückhaltung in einer umstrittenen politischen Frage" vorzuwerfen und demgemäß „eine weitere Lehrtätigkeit des Professors Cohn im Interesse der Aufrechterhaltung der Ordnung und eines ungestörten Lehrbetriebes für nicht tragbar" zu halten. Wenn man damit vergleicht, wie sich die Breslauer Universität in anderen Fällen verhalten hat, bei denen wirklich ein „unnötiges Hervortreten in einer politischen Frage" nachgewiesen werden konnte, wie es zum Beispiel in zahlreichen Fällen bei den rechtsgerichteten Professoren von Freytag-Loringhoven und auch bei Professor Helfritz vorlag, so muß man zweifellos den Schnellbetrieb bewundern, mit der heute Universitätsprofessoren wissen, was rechtens für einen Schulbetrieb ist, nachdem sie bis dato dies nicht erkennen ließen, von der jetzt völlig beiseite geschobenen „akademischen Freiheit" ganz abgesehen. Mit Recht haben bereits mehrere, dem Gedanken der akademischen Freiheit verfechtende Professoren wie der Kieler Theologe Baumgarten, der Hamburger Völkerrechtslehrer Mendelssohn-Bartholdy, der Hamburger Volkswirtschaftler Professor Harms, der Bonner Staatsrechtslehrer Thoma bereits scharfen Protest gegen die von Breslau erhobene „Axt an die Würde und Unabhängigkeit der deutschen Hochschulen" erhoben und es ist zu hoffen und zu wünschen, daß diesen Verfechtern geistiger Freiheit gegenüber dem reaktionären Ansturm auch in weiteren Kreisen Gefolgschaft zuteil wird.

Was jedoch an der Breslauer Universität vor sich ging, ist unter anderen Umständen und in etwas veränderter Form vor kurzem auch in Baden vorgegangen. Der „Fall Gumbel" ist uns noch in aller Erinnerung, so daß im Zusammenhang mit der jetzt immer klarer hervortretenden Tendenz der deutschen Reaktionsbewegung an den Hochschulen dieser Fall auch nach dieser Hinsicht einer nochmaligen Beleuchtung bedarf. Denn auch im Fall Gumbel, dem eine von ihm ganz anders interpretierte, durch nationalsozialistische Denunziation in einer geschlossenen Versammlung gemachte Aeußerung zugrunde lag, war es nichts anderes, als nationalsozialistische Hetze, die ihm das Genick brach. Niemand anders als das Heidelberger Zentrumsorgan „Der Pfälzer Bote" ist es, der im Anschluß an das Verfahren gegen Gumbel am 27. Okt. schrieb: „In dem Verfahren gegen Gumbel sind nur die nationalsozialistischen Studenten vereidigt worden, unter ihnen der Hauptbelastungszeuge, dessen Glaubwürdigkeit stark ramponiert ist, und dessen Wahrheitsliebe von einem Leumundszeugen glatt verneint wurde. In der letzten Protestversammlung in der Stadthalle ließ man die Katze aus dem Sack, als man erklärte, „den Gumbels müsse das Handwerk gelegt werden". „Wer also wird nach Gumbel fällig sein?" So schrieb der „Pfälzer Bote", der zudem feststellt, daß Professor Gumbel, der überzeugte Pazifist, den Weltkrieg als Freiwilliger mitmachte, im Anschluß an die Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums. — Professor Gumbel hat bekanntlich dagegen Rekurs eingelegt —, dem Professor Gumbel die venia legendi, d. h. die Lehrberechtigung zu entziehen. Der neue Fall, außerhalb Badens, in Breslau spielend, hat die Frage des „Pfälzer Boten" „Wer wird nach Gumbel fällig sein?" beantwortet und man kann heute schon, was vielleicht auch die badische Regierung nachdenklich stimmen mag, das Fragespiel fortsetzen, fragen: „Wer kommt nun dran?"

Würde es sich bei diesen Hochschulfragen nur um weltabgewandte Wissenschaften handeln, so könnten, von der finanziellen Seite abgesehen, — denn das Volk zahlt ja schließlich die Hochschulen — diese Dinge weiteren Kreisen weniger bedeutend erscheinen. So aber, wie all dies in Wirklichkeit liegt, wirkt der Geist der deutschen Hochschulen in vieler Hinsicht bestimmend für den Geist weiter Schichten des deutschen Bürgertums, und geben aus ihr, wie eingangs bereits betont, die Erzieher und Führer des deutschen Volkes hervor, das sich so fast blindlings zum Gefangenen dieses Zweiges der deutschen Reaktionsbewegung gemacht hat. Es muß daher, wenn jetzt die Bannerträger des demokratischen Sozialismus durch arische Aktivität in Deutschland die Freiheitsglocken wieder zum Läuten bringen wollen, der Ansturm auch dieses Zweiges der deutschen Reaktion abgeschlagen werden und für die Schulen aller Art gefordert werden, daß der Geist der Freiheit und der Geist der sozialen Gerechtigkeit zum Fundament des Erziehungsgedankens gemacht wird.

*

Politische Maßregelung in Thüringen

Frau Dr. Siemsen wird der Lehrauftrag entzogen

WTB. Weimar, 29. Dez. Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehörte, von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Frau Dr. Siemsen, die jahrelang der Sozialdemokratie angehörte und sich später der SAP. anschloß, gehört mit zu den bedeutendsten Persönlichkeiten unter den wissenschaftlich tätigen Frauen. Wenn ihr die heutige Naziregierung in Thüringen jetzt den Lehrauftrag entzieht, so holt sie damit gleichzeitig zu einem Schlag gegen die Gleichberechtigung der Frau aus, den diese eines Tages parieren werden.

Lehrfreiheit 1932

Dr. Anna Siemsen darf in Jena nicht lesen

30.12.32.

„Angeklagter, wie heißen Sie?"
„Ich heiße Cohn."
„Sechs Monate Gefängnis. Nächste Sache."
(Gerichtsszene aus dem Dritten Reich.)

Der Professor Cohn wird von der Breslauer Universität vergrault, aus dem einzigen Grunde, weil er Cohn heißt. Wäre er so vorsichtig gewesen wie ein Berliner Landgerichtspräsident, der seinen jüdischen Namen Seligsohn in Sölling umgewandelt hat, kein Nazistudent hätte ihm ein Härchen gekrümmt. Der Breslauer Universitätssenat hat nur einen Scheinversuch gemacht, die Lehrfreiheit zu schützen. Nachdem er glaubte, das Gesicht gewahrt zu haben, ließ der Senat mitten im Kampfe den von der gesamten Fakultät an die Universität berufenen Professor schmählich im Stich. Daß Herr Cohn gewagt hatte, sich auf eine Rundfrage über eine Aufenthaltsbewegung für Trotzki öffentlich zu äußern — übrigens unter Vermeidung einer klaren Stellungnahme zu der Frage —, das wurde ihm als Verbrechen angekreidet. Es genügte, daß Cohn die Frage als eine sorgfältig zu überlegende bezeichnete, um ihn als „Protektor eines viehischen Meuchelmörders und Massenschlächters" über die Klinge springen zu lassen. — „Gib mir drei Zeilen eines anständigen Mannes, und ich werde ihn an den Galgen bringen" hat einst ein Franzose gesagt!

Von genau der gleichen Art — aber noch viel skandalöser als der Fall Cohn, ist eine neue Tat, die aus Nazi-Thüringen berichtet wird. Frau Dr. Anna Siemsen, Oberschulrätin und mehrere Jahre hindurch sozialdemokratische Landtagsabgeordnete (jetzt SAP.), ist von der thüringischen Naziregierung das Recht entzogen worden, an der Landesuniversität Jena Vorlesungen zu halten, das ihr im Oktober 1923 von der damaligen Linksregierung verliehen worden war. Es handelt sich um eine glatte politische Maßregelung, weil Frau Siemsen Sozialistin ist. Haarsträubender aber als die Tatsache ist der fadenscheinige Vorwand, mit dem die thüringische Regierung die Maßregelungen begründet. Laut amtlicher thüringischer Meldung ist nämlich der Grund für die Entziehung des Lehrauftrages der,

daß Frau Siemsen als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Dies verkündet das thüringische „Volksbildungsministerium", ohne sich zu schämen. Es ist eine herrliche Maßregelungskette: Dr. Gumbel wird in Heidelberg wegen seiner pazifistischen Anschauungen gemaßregelt. Frau Dr. Siemsen wird in Jena gemaßregelt, weil sie gegen die Maßregelung Gumbels protestiert. Als nächster darf nunmehr derjenige linksstehende Professor fliegen, der gegen die Maßregelung der Frau Dr. Siemsen protestiert, und so kann dieses Geschäft bis in die Unendlichkeit fortgesetzt werden oder vielmehr bis zu dem Punkt, wo der letzte linksstehende Dozent den muffigen Staub deutscher Geisteslehrstätten von seinen Füßen geschüttelt hat. Wer protestiert, der fliegt! Alles im Namen der „akademischen Lehrfreiheit".

Die Nazis haben eine Zeitlang mit Vorliebe in ihrer Agitation den Namen „Metternich" gebraucht. Sie behaupteten, daß sie nach den vormärzlichen Methoden des Fürsten Metternich, des Henkers der Heiligen Allianz von 1815, geknebelt würden. Nun, sie selber stellen jeden Metternich in den Schatten. Zu Metternichs Zeiten war eins der Ereignisse, das am meisten die Gemüter erregte, der Hinauswurf der „Göttinger Sieben". Sieben Göttinger Universitätsprofessoren, unter ihnen die Gebrüder Jakob und Wilhelm Grimm, wurden im Jahre 1837 ihres Amtes enthoben und davongejagt, weil sie gegen Gewaltmaßnahmen des hannoverschen Königs Georg öffentlich protestiert hatten. Heute wie vor hundert Jahren! Heute ist jeder Naziminister ein Metternich im kleinen, heute wie damals genügt ein Protest gegen Gewalt und Willkür, um einem oppositionellen Universitätsdozenten das Genick zu brechen. Aber während vor hundert Jahren der Fall der Göttinger Sieben einen Sturm der Entrüstung entfachte, schweigt heute der weitaus größte Teil der Professoren feige zu jeder Gewalttat gegen die Lehrfreiheit. Dieser Teil der akademischen Lehrerschaft scheint wirklich für sich das frivole Wort rechtfertigen zu wollen, das im Fall der Göttinger Sieben der hannoversche König Georg gesprochen hat: „Huren, Seiltänzer und Professoren kann man zu allem gebrauchen."

Berliner Volkszeitung 30.12.32.

Niedergetrampelte Lehrfreiheit

Das Nazi-System in Thüringen

55

Weimar, 29. Dezember.

Der nationalsozialistische Volksbildungsminister Wächtler hat die der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen im Oktober 1923 erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena widerrufen.

Wichtiger als diese Maßnahme gegenüber einer sozialdemokratischen Pädagogin ist ihre Begründung. Nach einer offiziösen Erklärung gab den Anlaß die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hatte. Wenn auch in jener Erklärung, so heißt es weiter, zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen und zu dem gegen ihn eingeleiteten Verfahren keine Stellung genommen worden ist, „so tritt diese Erklärung doch für einen Mann ein, dessen Verhalten und dessen Aeußerungen gegen deutsche Kriegsteilnehmer in vielen Kreisen beanstandet wurden." Noch deutlicher als durch diese Begründung konnte der parteipolitische Charakter der neuesten Amtshandlung des nationalsozialistischen Volksbildungsministers nicht zum Ausdruck gebracht werden.

Breslau, 29. Dezember.

Der Altherrenverband der Burschenschaft „Alemannia", der Altherrenverband des Akademischen wissenschaftlichen Vereins, der Altherrenverband der Freien wissenschaftlichen Vereinigung und der Altherrenverband der Verbindung im K. C. „Thuringia" veröffentlichen folgendes Telegramm, das sie an den preußischen Kultusminister gesandt haben: „An den Herrn preußischen Minister für Kunst, Wissenschaft und Volksbildung (Kommissar des Reichs). Die unterzeichneten Altherrenverbände (über 700 Akademiker) erheben schärfsten Protest gegen die Erklärungen von Rektor und Senat der hiesigen Universität in Sachen des Professors Cohn, da das Recht der freien Meinungsäußerung und die Lehrfreiheit durch diese Erklärungen aufs schärfste beeinträchtigt wird."

30.12.32

Thüringen räumt auf!

Vorlesungserlaubnis an der Jenaer Universität entzogen

(Telegraphische Meldung.)

Jena, 30. Dezember. Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen.

Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat. Gumbel hat bekanntlich die deutschen Frontsoldaten, insbesondere aber die Weltkriegstoten mehrmals in öffentlichen Reden in der gemeinsten Weise verhöhnt und beleidigt.

Börsenkurier Berlin

Frau Siemsens Lehrauftrag entzogen

30.12.32.

Weimar, 29. Dezember.

Von zuständiger thüringischer Stelle wird mitgeteilt:

„Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Landesuniversität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität erteilt worden. Jetzt hat das thüringische Volksbildungsministerium Frau Siemsen den Lehrauftrag mit der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe. Wie dazu bemerkt wird, hat das thüringische Volksbildungsministerium damit von seinem nach der Satzung ausdrücklich festgelegten Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung Gebrauch gemacht."

Lichterfelder Lokalanzeiger Berlin 30.12.32.

— Frau Dr. Siemsen der Lehrauftrag in Jena entzogen. Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der sozialdemokratischen Partei angehört, den im Oktober 1923 widerruflich erteilten Lehrauftrag zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen, weil sie die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Deutsche Zeitung Berlin

Thüringen säubert

30.12.32.

Das Volksbildungsministerium entzieht Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag

Weimar, 29. Dezember.

Von zuständiger thüringischer Stelle wird mitgeteilt: „Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Landesuniversität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität erteilt worden. Jetzt hat das thüringische Volksbildungsministerium Frau Siemsen den Lehrauftrag mit der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe. Wie dazu bemerkt wird, hat das thüringische Volksbildungsministerium damit von seinem nach der Satzung ausdrücklich festgelegten Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung Gebrauch gemacht."

30.12.32.

Frau Dr. Siemsen darf nicht mehr lesen.

Das Thüringer Volksbildungsministerium hat Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Bonn 30.12.32.

Aus Bonn

Universitätsleben.

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen.

Das Thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe. Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD angehört, gegen den Willen der Thüringischen Universität Jena von der damaligen Thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von wissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem Thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen

Bremer Nachrichten

wtb. **Weimar**, 29. Dez. Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

30.12.32.

Thüringen entzieht einen Lehrauftrag.

Weimar, 30. Dez.

Von zuständiger thüringischer Stelle" wird mitgeteilt:

„Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der S. P. D. angehört, gegen den Willen der thüringischen Landesuniversität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität erteilt worden.

Jetzt hat das thüringische Volksbildungsministerium Frau Siemsen den Lehrauftrag mit der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Wie dazu bemerkt wird, hat das thüringische Volksbildungsministerium damit [illegible] seinem nach der Satzung ausdrücklich [illegible] gelegten Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung Gebrauch [illegible] macht.

*

Nach Mitteilung der Thüringischen [illegible] gelischen Pressekorrespondenz ist der Pfarrer [illegible] Dr. Wolf in Meuselwitz nach [illegible] in Thüringen strafversetzt worden [illegible] der Begründung, daß er sich in zahlreichen sozialdemokratischen Versammlungen [illegible] habe. Dr. Wolf hat nunmehr erklärt, daß er aus dem thüringischen Kirchendienst ausscheiden werde.

COTTBUS Märk. Volksstimme	
COTTBUS Cottb. Anzeiger	

Braunschweiger Landeszeitung 30.12.32.

Ein Lehrauftrag entzogen

Weimar, 29. Dezember. Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

30.12.32

Frau Dr. Siemsen gemaßregelt

Der früheren sozialdemokratischen [illegible] abgeordneten und Oberschulrätin Frau Dr. [illegible] Siemsen ist von der thüringischen Regierung das Recht entzogen worden, an der Landesuniversität Jena weiterhin Vorlesungen zu halten. Das Recht zu diesen Vorlesungen wurde Frau Siemsen, die seit über einem Jahr der Sozialdemokratie nicht mehr angehört, bereits im Jahre 1923 zuerteilt.

Das Vorgehen der thüringischen Naziregierung bedeutet eine politische Maßregelung. Sie stützt sich darauf, daß Frau Siemsen Sozialistin ist. Aber haarsträubender als das ist der fadenscheinige Vorwand, mit dem die thüringische Regierung die Maßregelung begründet. Nach einer amtlichen Meldung ist der Grund zu der Entziehung des Lehramts darin zu suchen, daß Frau Siemsen die einzige Persönlichkeit ist, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung steht, die die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den vor Monaten in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Diese Begründung sieht der thüringischen Naziregierung ähnlich. Gumbel wird in Heidelberg wegen seiner pazifistischen Anschauungen gemaßregelt. Frau Dr. Siemsen wird in Jena gemaßregelt, weil sie gegen die Maßregelung Gumbels protestiert. Als nächster darf nunmehr derjenige linksstehende Professor fliegen, der gegen die Maßregelung der Frau Dr. Siemsen protestiert und so kann dieses Geschäft bis in die Unendlichkeit fortgesetzt werden oder vielmehr bis zu dem Punkt, wo der letzte linksstehende Dozent den muffigen Staub deutscher Geisteslehrstätten von seinen Füßen geschüttelt hat. Wer protestiert, der fliegt. Alles im Namen der akademischen Lehrfreiheit.

30.12.32.

Hochschulwesen.

Die Unruhe an deutschen Universitäten.

CNB. **Weimar**, 29. Dezember.

Das Thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe. Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat, Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

30.12.32

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen

Breslauer Neueste Nachrichten

Telegraphische Meldung

Weimar, 30. Dezember.

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe. Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Vorlesungserlaubnis für Universität Jena entzogen

Durch das Thüringer Kultusministerium.

Crossener Tageblatt 30.12.32

Jena, 30. Dezember.

Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Frau Siemsen war lange führendes Mitglied der SPD. und trat zur linksoppositionellen Sozialistischen Arbeiterpartei über. Ihre Vorlesungserlaubnis hat sie seinerzeit gegen den Willen der thüringischen Landesuniversität Jena erhalten. Anlaß zur jetzigen Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

„ Chemn. Tageblatt	
„ Volksstimme	

30.12.32

Anna Siemsen in Jena relegiert. [illegible] fahren, ist die Honorarprofessorin für Erz[illegible] an der Universität Jena, die Oberschulrät[illegible] phil. Anna Siemsen, durch den [illegible] Volksbildungsminister relegiert worden. [illegible] lautet, ist diese aufsehenerregende Maßn[illegible] zurückzuführen, daß Frau Dr. Siemsen [illegible] Dozent der Landesuniversität den [illegible] für Professor Gumbel in Heidelberg [illegible]

Danziger Landeszeitung
30.12.32

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen

Weimar, 29. Dez. Das Thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1932 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD angehört, gegen den Willen der Thüringischen Universität Jena von der damaligen Thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erzieherisch-wissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem Thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Schlesische Zeitung, Breslau 30.12.32.

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen

Weimar, 29. Dezember.

Das Thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der Sozialdemokratischen Partei angehört, gegen den Willen der Thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem Thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Hessische Landeszeitung
Darmstadt.

Säuberungsaktion in Thüringen

30.12.32.

(Drahtmeldung unserer Berliner Schriftleitung.)

Berlin, 29. Dezember.

Von zuständiger thüringischer Stelle wird mitgeteilt: Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemson, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Landesuniversität Jena von der ehemaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität erteilt worden. Das thüringische Volksbildungsministerium hat jetzt Frau Siemson den Lehrauftrag mit der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung steht, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Pazifisten Dr. Gumbel unterschrieben habe. Wie dazu bemerkt wird, hat das thüringische Volksbildungsministerium damit von seinem nach der Satzung ausdrücklich festgelegten Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung Gebrauch gemacht.

Thüring. Allgemeine Zeitung
Erfurt 30.12.32.

Entziehung des Lehrauftrags

Weimar, 29. Dezember. Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen gemäß § 13 der Universitätshauptsatzung gegen den Willen der Landesuniversität Jena von der damaligen Thüringischen Regierung die widerrufliche Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie die „Th. N." erfährt, hat das Thüringische Volksbildungsministerium Frau Siemsen den Lehrauftrag entzogen, weil sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehungen steht, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Professor Dr. Gumbel unterzeichnet hat. Wie dazu bemerkt wird, habe das Thüringische Volksbildungsministerium damit von seinem nach der Satzung ausdrücklich festgelegten Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung Gebrauch gemacht.

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen.

Tremonia
Dortmund
30.12.32.

((Weimar, 29. Dezbr.

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität in Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe. Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehörte, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht zum Widerruf einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Wie die thüringische evangelische Pressekorrespondenz mitteilt, ist der Pfarrvikar Dr. Wolf in Meuselwitz, weil er sich in zahlreichen sozialdemokratischen Versammlungen betätigt hat, nach Blankenhain in Thüringen strafversetzt worden. Er hat nunmehr erklärt, daß er aus dem thüringischen evangelischen Kirchendienst ausscheiden werde.

„ Düsseldorf. Stadtanzeig.	
„ Düsseldorfer Tageblatt	
„ Mittag	

ORDO - Stape

Ein Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen.

30.12.32.

Weimar, 29. Dezember. (Drahtb.) Das Thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe. — Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Dresdner Nachrichten
30.12.32.

Maßregelung an der Universität Jena

Weimar, 29. Dez. Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Linksregierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu. Der Heidelberger Prof. Gumbel ist bekanntlich derjenige, der u. a. den Ausspruch tat, die Toten des Weltkrieges seien auf dem Felde der Unehre gefallen. Wer sich hinter einen solchen Beschimpfer der deutschen Frontsoldaten stellt, dürfte allerdings ungeeignet sein, maßgebend über Erziehungsfragen zu dozieren.

Elbinger Zeitung
Elbing 30.12.32.

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen

Das Thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1932 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erzieherisch-wissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Gelsenkirchener Zeitung
Gelsenkirchen
30.12.32.

Sozialdemokratische Dozentin von Jena verwiesen

Weimar, 29. Dez. Das thüringische Volksministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Universitätslehrerin [illegible]

30.12.32

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen die widerrufliche Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Das thüringische Volksbildungsministerium hat jetzt diese Erlaubnis widerrufen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen als einziges Mitglied des Lehrkörpers der Universität die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen

30.12.32

Weimar, 29. Dez. (Drahtb.)

Das thüringische Volksministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Entziehung eines Lehrauftrags an der Jenaer Universität.

Hamburger Nachrichten 30.12.32

Weimar, den 29. Dezember:

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau D. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten D. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war Frau Oberschulrat Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Hamburger Correspondent 30. 12. 32.

Entzogener Lehrauftrag

Weimar, 29. Dezember.

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Das ist die akademische Lehrfreiheit!

Hamburger Echo 30.12.32.

Anna Siemsen gemaßregelt!

Weil sie gegen die Maßregelung Prof. Gumbels protestierte

SPD. Weimar, 30. Dezember.

Die frühere sozialdemokratische Reichstagsabgeordnete und Oberschulrätin Frau Dr. Anna Siemsen ist von der thüringischen Regierung das Recht entzogen worden, an der Landesuniversität Jena weiterhin Vorlesungen zu halten. Das Recht zu diesen Vorlesungen wurde Frau Siemsen, die seit über einem Jahr der Sozialdemokratie nicht mehr angehört, bereits im Jahre 1923 zuerteilt.

Das Vorgehen der thüringischen Nazi-Regierung bedeutet eine politische Maßregelung. Sie stützt sich darauf, daß Frau Siemsen Sozialistin ist. Aber haarsträubender als das ist der fadenscheinige Vorwand, mit dem die thüringische Regierung die Maßregelung begründet. Nach einer amtlichen Meldung ist der Grund zu der Entziehung des Lehramts darin zu suchen, daß Frau Siemsen die einzige Persönlichkeit sei, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe und die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den vor Monaten in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Diese Begründung sieht der thüringischen Nazi-Regierung ähnlich. Gumbel wird in Heidelberg wegen seiner pazifistischen Anschauungen gemaßregelt. Frau Dr. Siemsen wird in Jena gemaßregelt, weil sie gegen die Maßregelung Gumbels protestiert. Als nächster darf nunmehr derjenige linksstehende Professor fliegen, der gegen die Maßregelung der Frau Dr. Siemsen protestiert. Und so kann dieses Geschäft bis in die Unendlichkeit fortgesetzt werden, oder vielmehr bis zu dem Punkt, wo der letzte linksstehende Dozent den muffigen Staub deutscher Geisteslehrstätten von seinen Füßen geschüttelt hat. Wer protestiert, der fliegt! Alles im Namen der akademischen Lehrfreiheit!

Hamburger Tageblatt 30. 12. 32.

Weiblicher Agitator vom Lehrstuhl entfernt

Thüringens Ministerium entzieht die Vorlesungserlaubnis an der Jenaer Universität

Jena, 30. Dezember.

Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Frau Siemsen ist eingeschriebene Sozialdemokratin und als solche von der früher roten Regierung der Universität gegen ihren Willen aufgezwungen worden. Das thüringische Volksbildungsministerium hat nur von seinem Recht zum Widerruf Gebrauch gemacht.

Hannoversches Tageblatt 30.12.32

Entzogener Lehrauftrag.

Maßnahmen der Thüringer Regierung gegen eine Schulrätin.

nb Weimar, 29. Dezember. Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Oberschulrat Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorträgen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Jena

Hannoverscher Kurier 30.12.32

Lehrauftrag entzogen

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorträgen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

HARBURG-WILHELMSB.
Harburger Anzeiger

30.12.32.

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs der Vorlesungsberechtigung zu.

HILDESHEIM
Hildesheimer Zeitung
LÜNEBURG
Lüneburgscher Anzeiger

30.12.32.

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe. Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorträgen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

[illegible] Volksblatt, Kassel

Wer protestiert, der fliegt!

Anna Siemsen wird durch die Naziregierung gemaßregelt

30.12.32.

Berlin, 30. Dezember. (Eig. Funkmeldung.) Der früheren sozialdemokratischen Reichstagsabgeordneten und Oberschulrätin Frau Dr. Anna Siemsen ist von der Thüringer Regierung das Recht entzogen worden, bei der Landesuniversität Jena weiterhin Vorlesungen zu halten. Das Recht zu diesen Vorlesungen wurde Frau Siemsen, die seit über einem Jahr der Sozialdemokratie nicht mehr angehört, bereits im Jahre 1923 zuerkannt.

Das Vorgehen der Thüringer Naziregierung bedeutet eine politische Maßregelung. Sie stützt sich darauf, daß Frau Siemsen Sozialistin ist. Aber haarsträubender als das ist der fadenscheinige Vorwand, mit dem die Thüringer Regierung die Maßregelung begründet. Nach einer amtlichen Meldung ist der Grund zu der Entziehung des Lehramtes darin zu suchen, daß Frau Siemsen die einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, sei, die die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den vor Monaten gemaßregelten Dr. Gumbel in Heidelberg unterschrieben habe.

Diese Begründung sieht der Thüringer Naziregierung ähnlich. Gumbel wird in Heidelberg wegen seiner pazifistischen Anschauung gemaßregelt, Frau Dr. Anna Siemsen wird in Jena gemaßregelt, weil sie gegen die Maßregelung Gumbels protestierte. Als nächster wird nunmehr derjenige linksstehende Professor folgen, der gegen die Maßregelung der Frau Dr. Siemsen protestiert, und so kann dieses Geschäft bis in die Unendlichkeit fortgesetzt werden, oder bis zu dem Punkt, wo der letzte linksstehende Dozent den muffigen Staub deutscher Geisteslehrstätten von seinen Füßen geschüttelt hat.

Kölnische Zeitung

30.12.32

Den Lehrauftrag entzogen

♥ **Jena, 29. Dezember. (Telegr.)**

Die frühere sozialdemokratische Reichstagsabgeordnete Frau Oberschulrat Anna Siemsen hatte im Oktober 1923 von der damaligen Linksregierung in Thüringen gegen den Willen der philosophischen Fakultät die Erlaubnis zu erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erhalten. Frau Siemsen hat vor kurzem die von verschiedenen deutschen Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Pazifisten Professor Gumbel unterzeichnet. Nunmehr hat der nationalsozialistische Volksbildungsminister in Thüringen Frau Siemsen den Lehrauftrag wieder entzogen. Satzungsgemäß steht dem Volksbildungsministerium das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Volkswille Hannover

30.12.32.

[illegible]

Anna Siemsen gemaßregelt.

Berlin, 30. Dezember. (Eig. Funkdienst)

Der früheren sozialdemokratischen Reichstagsabgeordneten und Oberschulrätin Frau Dr. Anna Siemsen ist von der thüringischen Regierung das Recht entzogen worden, an der Landesuniversität Jena weiterhin Vorlesungen zu halten. Das Recht zu diesen Vorlesungen wurde Frau Siemsen, die seit über einem Jahr der Sozialdemokratie nicht mehr angehört, bereits im Jahre 1923 zuerteilt.

Das Vorgehen der thüringischen Naziregierung bedeutet eine politische Maßregelung. Sie stützt sich darauf, daß Frau Siemsen Sozialistin ist. Aber haarsträubender als das ist der fadenscheinige Vorwand, mit dem die thüringische Regierung die Maßregelung begründet. Nach einer amtlichen Meldung ist der Grund zu der Entziehung des Lehramts darin zu suchen, daß Frau Siemsen als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den vor Monaten in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Diese Begründung sieht der thüringischen Naziregierung ähnlich. Gumbel wird in Heidelberg wegen seiner pazifistischen Anschauungen gemaßregelt. Frau Dr. Siemsen wird in Jena gemaßregelt, weil sie gegen die Maßregelung Gumbels protestiert. Als nächster darf nunmehr derjenige linksstehende Professor fliegen, der gegen die Maßregelung der Frau Dr. Siemsen protestiert. Und so kann dieses Geschäft bis in die Unendlichkeit fortgesetzt werden, oder vielmehr bis zu dem Punkt, wo der letzte linksstehende Dozent den muffigen Staub deutscher Geisteslehrstätten von seinen Füßen geschüttelt hat. Wer protestiert, der fliegt. Alles im Namen der akademischen Lehrfreiheit!

Westdeutscher Beobachter Köln, 30.12.32

Frau Siemsen die Vorlesungserlaubnis an der Jenaer Universität entzogen!

Jena, 30. Dez. Das Thüringer Volksbildungsministerium hat Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungs-wissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Stadtanzeiger f. Köln 30.12.32.

Personalpolitik in Thüringen

Lehrauftrag an der Universität Jena widerrufen

() **Weimar, 29. Dezember. (Telegr.)**

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von wissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Wie die Thüringische evangelische Pressekorrespondenz mitteilt, ist der Pfarrvikar Dr. Wolf in Meuselwitz, weil er sich in zahlreichen sozialdemokratischen Versammlungen betätigt hat, nach Blankenhain i. Th. strafversetzt worden. Er hat nunmehr erklärt, daß er aus dem thüringischen Kirchendienst ausscheiden werde.

Ostpreußische Zeitung Königsberg i. Pr.

30.12.32.

Eine verdiente Maßregelung

Frau Oberschulrat Siemsen die Vorlesungserlaubnis an der Jenaer Universität entzogen

Jena, 29. Dezember. Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Königsberger Allgemeine Zeitung

[illegible]

30.12.32. wtb Weimar, 29. Dezember.

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1932 war der Frau Dr. Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der Thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erzieherisch-wissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Kgb. Hartungsche Zeitung Königsberg 30.12.32.

Maßregelung einer Dozentin

Wegen Stellungnahme für Prof. Dr. Gumbel

w. Weimar, 29. Dezember. Das Thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1932 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD angehört, gegen den Willen der Thüringischen Universität Jena von der damaligen Thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erzieherisch-wissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Satzungsgemäß steht dem Thüringischen Volksbildungsministerium das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

*

—pp. Die Thüringische Regierung Hitlerscher Couleur braucht Erfolge und da sie sie auf anderen Gebieten nicht einheimsen kann, versucht sie sich auf personalpolitischem Felde schadlos zu halten. Die Thüringer Nationalsozialisten haben sich ihre Stimmziffern im letzten Wahlkampf mit der Parole geholt: keine Schlachtsteuer! Inzwischen haben sie die Regierung übernommen und sind sehr schnell klein und häßlich geworden. Als Weihnachtsgabe haben sie dem erstaunten thüringischen Volke und den höchst verblüfften nationalsozialistischen Wählern die — Schlachtsteuer beschert. Die Begeisterung für die Naziregierung ist danach in Thüringen unter Null gesunken. Nun sucht die[s] [m]it kümmerlichen Personalmaßnahmen ihre löchrige Popularit[ät zu] flicken.

„Leipziger Volkszeitung“

30.12.32.

Anna Siemsen gemaßregelt

SPD Berlin, 30. Dezember.

Der früheren sozialdemokratischen Reichstagsabgeordneten und Oberschulrätin Frau Dr. Anna Siemsen ist von der thüringischen Regierung das Recht entzogen worden, an der Landesuniversität Jena weiterhin Vorlesungen zu halten. Das Recht zu diesen Vorlesungen wurde Frau Siemsen, die seit über einem Jahr der Sozialdemokratie nicht mehr angehört, bereits im Jahre 1923 zuerteilt.

*

Das Vorgehen der thüringischen Naziregierung bedeutet eine politische Maßregelung. Sie stützt sich darauf, daß Frau Siemsen Sozialistin ist. Aber haarsträubender als das ist der fadenscheinige Vorwand, mit dem die thüringische Regierung die Maßregelung begründet. Nach einer amtlichen Meldung ist der Grund zu der Entziehung des Lehramts darin zu suchen, daß Frau Siemsen als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den vor Monaten in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Diese Begründung sieht der thüringischen Naziregierung ähnlich. Gumbel wird in Heidelberg wegen seiner pazifistischen Anschauungen gemaßregelt, Frau Dr. Siemsen wird in Jena gemaßregelt, weil sie gegen die Maßregelung Gumbels protestiert. Als nächster darf nunmehr derjenige linksstehende Professor fliegen, der gegen die Maßregelung der Frau Dr. Siemsen protestiert. Und so kann dieses Geschäft bis in die Unendlichkeit fortgesetzt werden, oder vielmehr bis zu dem Punkt, wo der letzte linksstehende Dozent den muffigen Staub deutscher Geisteslehrstätten von seinen Füßen geschüttelt hat.

Wer protestiert, der fliegt. Alles im Namen der akademischen Lehrfreiheit.

Münchner Abendpost 30.12.32.

„Lehrfreiheit“

Ein Hochschulskandal in Thüringen

Die Naziregierung von Thüringen hat der Sozialistin Dr. Anna Siemsen, die der SAP. angehört, die Erlaubnis entzogen, an der Universität Jena Vorlesungen zu halten, weil — Frau Siemsen eine Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Lehrfreiheit und Geistesfreiheit — das sind Begriffe, die im nationalsozialistischen Lexikon nicht zu finden sind. Die „Erneuerer Deutschlands“ sind die finstersten Reaktionäre, die man sich denken kann. Wohin die deutsche Wissenschaft kommen würde, wenn man diesen Finsterlingen die Kulturpolitik überließe, braucht nicht besonders gesagt zu werden.

Leipziger Neueste Nachrichten 30.12.32.

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen

Der Honorarprofessorin an der Universität Jena, Frau Oberschulrat i. R. Dr. Anna Siemsen, ist vom thüringischen Volksbildungsministerium die Venia legendi entzogen worden.

Frau Dr. Siemsen gehörte der Sozialdemokratischen Partei an. Ihr wurde im Oktober 1923 die Vorlesungserlaubnis gegen den Einspruch der philosophischen Fakultät durch den damaligen sozialdemokratischen Volksbildungsminister Greil erteilt. Wie unsere Weimarer Schriftleitung erfährt, ist die Maßnahme des Volksbildungsministeriums darauf zurückzuführen, daß Frau Dr. Siemsen die einzige Lehrpersönlichkeit an der Universität Jena ist, die seinerzeit die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des disziplinierten Heidelberger Professoren Dr. Gumbel mit unterzeichnet hatte. „Wenn auch“, so äußert sich das Ministerium, „in dieser Erklärung zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen und zu dem gegen ihn eingeschlagenen Verfahren keine Stellung genommen worden ist, so tritt diese Erklärung doch für einen Mann ein, dessen vaterlandsloses Verhalten und dessen schamlose Aeußerungen gegen deutsche Kriegsteilnehmer mit die Empörung nationaler Kreise hervorgerufen haben. Hiernach wird jeder national Denkende es verstehen, wenn das thüringische Volksministerium von seinem nach der Satzung ausdrücklich festgelegten Recht des Widerrufs einer Vorlesungsberechtigung Gebrauch macht.“

Neue Leipziger Zeitung 30.12.32.

Lehrauftrag für Anna Siemsen entzogen

Ein Racheakt der Nationalsozialisten

b. Weimar, 29. Dezember.

Der nationalsozialistische Volksbildungsminister Wächtler hat die der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen im Oktober 1923 erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena widerrufen. Wichtiger als diese Maßnahme gegenüber einer sozialdemokratischen Pädagogin ist ihre Begründung. Nach einer offiziösen Erklärung gab den Anlaß dazu die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des Heidelberger Professors Dr. Gumbel unterschrieben hatte. „Wenn auch in jener Erklärung“, so heißt es weiter, „zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen und zu dem gegen ihn eingeleiteten Verfahren keine Stellung genommen worden ist, so tritt diese Erklärung doch für einen Mann ein, dessen Verhalten und dessen Aeußerungen gegen deutsche Kriegsteilnehmer in vielen Kreisen beanstandet wurden.“

Noch deutlicher als durch diese Begründung konnte der parteipolitische Charakter dieser neuesten Amtshandlung des nationalsozialistischen Volksbildungsministers nicht zum Ausdruck gebracht werden.

[illegible] Tageblatt

30. 12. 32.

„Pech" einer Gumbel-Freundin

Frau Oberschulrat Siemsen die Vorlesungserlaubnis an der Jenaer Universität entzogen.

Jena, 29. Dezember. Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zu Gunsten des in Heidelberg disziplinierten Prof. Dr. Gumbel unterschrieben hat.

MEININGEN
Meininger Anzeiger
MEININGEN
Meininger Tageblatt

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen.

Weimar, 29. Dez. Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehungen stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1918 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht zum Widerruf einer solchen Bevollmächtigung zu.

Lübeck [illegible] Lübeck

30. 12. 32.

Sozialdemokratischer Oberschulrätin

[illegible] Lehrauftrag entzogen.

[illegible] Weimar, 30. Dez. Das [illegible] Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

MEININGEN
Meininger Tageblatt

i. Maßregelung einer Universitätslehrerin. Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen die widerrufliche Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Das Thüringische Volksbildungsministerium hat jetzt diese Erlaubnis widerrufen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen als einziges Mitglied des Lehrkörpers der Universität die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zu Gunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat. 30. 12. 32.

OBERHAUSEN
Oberhaus. Generalanz.
REMSCHEID
Remsch. Generalanz.

Die Vorlesungserlaubnis entzogen. 30. 12. 32.

Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zu Gunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

„Münchner Neueste Nachr.
PASSAU
Donauzeitung 30. 12. 32

Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. M. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen, weil Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

---

30. 12. 32. Offenbacher Zeitung / Offenbach a. Main

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen.

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Bayrischer Kurier München

30. 12. 32.

Eine Maßregelung an der Universität Jena. Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe. — Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

MEISSEN Meissner Tageblatt	Plauen „Vogtländischer Anzeiger
MUEHLHAUSEN i. Th. Mühlhäuser Anzeiger	STENDAL Der Altmärker 30. 12. 32
NAUMBURG a. S. Naumburger Tageblatt	WOLFENBUETTEL Wolfenb. Zeitung
NORDHAUSEN Nordh. Ztg. u. Generalan.	ZITTAU Zittauer Morgenzeitung

* **Relegation der Honorarprofessorin Dr. Siemsen in Jena.** Wie wir erfahren, ist die Honorarprofessorin für Erziehungswissenschaft an der Universität Jena, die Oberschulrätin i. W. Dr. phil. Anna Siemsen, durch den thüringischen Volksbildungsminister relegiert worden. Wie verlautet, ist diese Maßnahme darauf zurückzuführen, daß Frau Dr. Siemsen als einziger Dozent der Landesuniversität den bekannten Aufruf für Prof. Gumbel in Heidelberg unterzeichnet hatte.

„Geistesfreiheit" in Nazi-Thüringen.

Anna Siemsen darf keine Vorlesungen an der Landesuniversität mehr halten. Wer protestiert, der fliegt.

30. 12. 32.

Generalanzeiger Oberhausen

Berlin, 30. Dezember.

Der früheren sozialdemokratischen Reichstagsabgeordneten und Oberschulrätin Frau Dr. Anna Siemsen ist von der thüringischen Regierung das Recht entzogen worden, an der Landesuniversität Jena weiterhin Vorlesungen zu halten. Das Recht zu diesen Vorlesungen wurde Frau Siemsen, die seit über einem Jahr der Sozialdemokratie nicht mehr angehört, bereits im Jahre 1923 zuerteilt.

Das Vorgehen der thüringischen Naziregierung bedeutet eine politische Maßregelung. Sie stützt sich darauf, daß Frau Siemsen Sozialistin ist, aber haarsträubender als das ist der fadenscheinige Vorwand, mit dem die thüringische Regierung die Maßregelung begründet. Nach einer amtlichen Meldung ist der Grund zu der Entziehung des Lehramtes darin zu suchen, daß Frau Siemsen die einzige Persönlichkeit ist, die zur Landesuniversität in Beziehung stehe, die die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den vor Monaten in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Diese Begründung sieht der thüringischen Naziregierung ähnlich. Gumbel wird in Heidelberg wegen seiner pazifistischen Anschauungen gemaßregelt. Frau Siemsen wird in Jena gemaßregelt, weil sie gegen die Maßregelung Gumbels protestiert. Als Nächster darf nunmehr derjenige linksstehende Professor fliegen, der gegen die Maßregelung der Frau Dr. Siemsen protestiert. Und so kann dieses Geschäft bis in die Unendlichkeit fortgesetzt werden oder vielmehr bis zu dem Punkt, wo der letzte linksstehende Dozent den muffigen Staub deutscher Geisteslehrstätten von seinen Füßen geschüttelt hat. Wer protestiert, der fliegt. Alles im Namen der akademischen Lehrfreiheit.

*

In Breslau haben über 700 Akademiker, zusammengeschlossen in mehreren Altherrenverbänden, an den schwarzweißroten Preußenkommissar im Volksbildungsministerium gegen die Erklärung von Rektor und Senat der Breslauer Universität in Sachen des Professors Cohn einen scharfen Protest beschlossen. In dem Protest heißt es, daß das Recht der freien Meinungsäußerung und die Lehrfreiheit durch die Erklärung der Breslauer Universitätsbehörden auf das Schwerste beeinträchtigt würden.

30. 12. 32

Frau Oberschulrat Siemsen die Vorlesungserlaubnis an der Jenaer Universität entzogen.

Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß die Sozialdemokratin Frau Siemsen, die trotz Widerspruchs der Fakultät von der damaligen roten Regierung ihren Lehrauftrag erhalten hatte, jetzt eine von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Stadtanzeiger für d. Wuppertal
Wuppertal
30. 12. 32.

Dozentenmaßregelung in Thüringen

Das thüringische Volksministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Bergisch-Märkische Zeitung
Wuppertal
30. 12. 32.

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen

WTB. Weimar, 29. Dez. Das Thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der Thüringischen Universität Jena von der damalign Thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von wissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem Thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

*

Die Honorarprofessorin Dr. Siemsen, die Tochter eines evangelischen Pfarrers aus dem Westfälischen, war während der Kriegszeit als Oberlehrerin an die Luisenschule nach Düsseldorf berufen worden. Im Jahre 1919 ließ sie sich als Mitglied der Unabhängigen Fraktion ins Stadtparlament wählen. 1920 wurde sie zur Beigeordneten gewählt, schied aber bereits am 31. Dezember 1921 wieder aus der Stadtverwaltung aus, nachdem sie am 15. November 1921 in das Amt einer Stadtschulrätin nach Berlin berufen worden war. Wegen des freiwilligen Austritts aus dem Beigeordnetenkollegium bezieht sie keinerlei Pension.

Lehrauftrag in Jena entzogen

Stuttgarter Neues Tagblatt 30. 12. 32.

Weimar, 29. Dezember. (Drahtb. W.-B.)

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

Hirschberger Allg. Zeitung
WALDENBURG i. Schl.
Neues Tageblatt

30. 12. 32.

Maßregelungen in Thüringen

Weimar, 29. Dez.

Wie die Thüringische evang. Pressekorrespondenz mitteilt, ist der Pfarrvikar Dr. Wolf in Neuselwitz, weil er sich in zahlreichen sozialdemokratischen Versammlungen betätigt hat, nach Blankenhain in Thüringen strafversetzt worden. Er hat nunmehr erklärt, daß er aus dem thüringischen Kirchendienst ausscheiden werde.

Weimar, 29. Dez.

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1932 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erzieherisch-wissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

WIESBADEN
Wiesbadener Tageblatt
~~Wiesbadener Zeitung~~
ORDO-S Nachdruck

30. 12. 32.

Eine Folge des Falles Dr. Gumbel.

Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen.

Weimar, 29. Dez. Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehungen stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1932 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht zum Widerruf einer solchen Bevollmächtigung zu.

Täglicher Anzeiger
Wuppertal 30. 12. 32.

Ein Lehrauftrag an der Universität Jena entzogen

Das thüringische Volksministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

Wie dem Wolffbüro dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

— Le ministre national-socialiste de Thuringe a congédié Mme Siemsen, en faisant valoir qu'elle était la seule personnalité de l'Université de Iéna qui ait signé la protestation de nombreux professeurs allemands contre le renvoi du professeur Gumpen de l'Université de Heidelberg.

Journal de Genève 30. 12. 32

Schwäbischer Merkur
Stuttgart 30. 12. 32

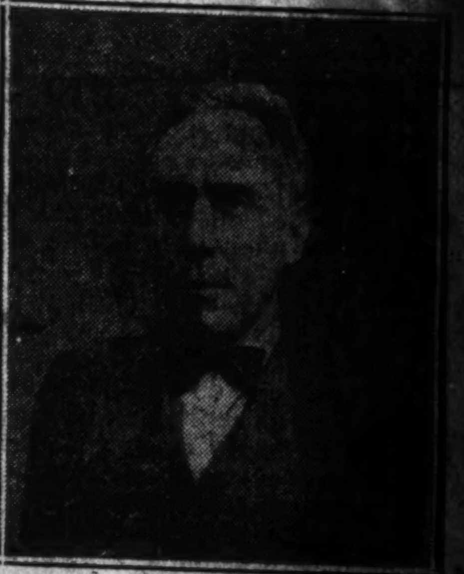
Lehrauftrag entzogen

Weimar 29. Dez. Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der SPD. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Haltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. Wie dazu bemerkt wird, steht dem thüringischen Volksbildungsministerium satzungsgemäß das Recht des Widerrufs einer solchen Vorlesungsberechtigung zu.

MIDI-SOCIALISTE
TOULOUSE
30 DECEMBRE 1932

Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme



M. GUMBEL
délégué allemand au Congrès

MANCHESTER GUARDIAN
MANCHESTER
30 DECEMBRE 1932

NAZI OPPOSITION TO PACIFISM

Effect on Universities

(From our own Correspondent.)

BERLIN, THURSDAY.

The Thuringian Nazi Minister of Education has forbidden a Socialist woman lecturer, Anna Siemsen, to give her courses in theory of education at the University of Jena because she signed a petition for the reinstallation of the pacifist Professor Gumbel at Heidelberg University.

Professor Gumbel was finally removed after a long campaign by Nazis and Nationalists for saying in a speech at a political meeting that a turnip would be more suitable as a war memorial than a thinly clad female holding a laurel wreath, because a turnip was the principal memory of most Germans of the war years.

Der Deutsche, Berlin SW 61

31. 12. 32.

Frau Oberschulrat Siemsen die Vorlesungserlaubnis an der Jenaer Universität entzogen

Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen (sie gehört der SPD an) die ihr 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Als Anlaß zu dieser Maßnahme wird die Tatsache angegeben, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Allgemeine Zeitung, Chemnitz

Parteibuch-Universitätslehrerin gemaßregelt

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den gemaßregelten Pazifisten und Schmäher der Soldatenehre Gumbel unterschrieben habe. Im Oktober 1923 war der Frau Siemsen, deren Eignung im Besitz des sozialdemokratischen Parteibuchs bestand, gegen den Willen der Universität Jena von der damaligen thüringischen Linksregierung widerruflich die Erlaubnis von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden. 31. 12. 32.

ROSTOCK

Rostocker Anzeiger

ORDO

Ein Geistlicher und eine Oberschulrätin in Thüringen gemaßregelt.

31. 12. 32. Jena, 30. Dezember.

Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen, die der SPD. angehört, die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Wie die thüringische evangelische Pressekonferenz mitteilt, ist der Pfarrvikar Dr. Wolf in Meuselwitz, weil er sich in zahlreichen sozialdemokratischen Versammlungen betätigt hat, nach Blankenhein in Thüringen strafversetzt worden. Er hat nunmehr erklärt, daß er aus dem thüringischen Kirchendienst ausscheiden werde.

Völkischer Beobachter

München 31. 12. 32.

Reichsausgabe.

Thüringen greift durch

Eine Gumbelanhängerin von der Hochschule verwiesen

Weimar, 29. Dez.

Das thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Dr. Siemsen den Lehrauftrag unter der Begründung entzogen, daß sie als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung stehe, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung für den in Heidelberg gemaßregelten Dr. Gumbel unterschrieben habe.

Im Oktober 1923 war der Frau Oberschulrat Dr. Anna Siemsen, die der S.P.D. angehört, gegen den Willen der thüringischen Universität Jena von der damaligen roten thüringischen Regierung widerruflich die Erlaubnis zur Abhaltung von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena erteilt worden.

... ministerium der Sozialdemokratin Frau Oberschulrat Dr. Siemsen die ihr seinerzeit von der früheren roten Regierung erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena widerrufen. Den Anlaß dazu dürfte die Tatsache bilden, daß Frau Siemsen die Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Der Reichsbote, Berlin — 31. 12. 32.

Niederdeutsche Zeitung

Hannover 31. 12. 32.

Frau Oberschulrat Siemsen die Vorlesungserlaubnis an der Jenaer Universität entzogen. Das thüringische Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Prof. Dr. Gumbel unterschrieben hat.

In der Pariser Sorbonne liest im Januar der frühere Heidelberger Professor Dr. Gumbel über Grenzgebiete der höheren Mathematik, im März folgt der Privatdozent für theoretische Physik an der Universität Göttingen Dr. Walter Heitler.

Neue Leipziger Zeitung 31. 12. 32.

Extrait de : PATRIOTE NORMAND

Adresse : FLERS-DE-L'ORNE

Date : 31 DÉCEMBRE 1932

Le Congrès des Droits de l'Homme

Le 31e congrès national de la Ligue pour la défense des droits de l'homme s'est ouvert mardi matin, au Palais des Congrès, au parc des Expositions.

Les ligues étrangères étaient représentées par MM. Campolinghi et Angelotti (Italie); Awxentien (Russie), et Gumbel (Allemagne).

Dans son discours inaugural, M. Basch a dit que devant une Europe désaxée, devant la crise mondiale, qui condamne 20 millions d'hommes au chômage, et devant la précarité de la paix, l'optimisme béat serait une niaiserie, mais que le pessimisme déprimant en serait une aussi.

Il a conclu en demandant que la Ligue reste d'une part une réunion d'éducateurs acharnés à réveiller les bons instincts dans l'être humain et, d'autre part, le rempart de la société nouvelle.

Extrait de : AVENIR RÉPUBLICAIN

Adresse : GIEN

Date : 31 DÉCEMBnE 1932

Signature :

Exposition :

Gumbel

Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Le 31e congrès national de la ligue pour la défense des droits de l'honne, qui doit consacrer une partie de ses travaux à une controverse sur les traités, a tenu ses deux premières séances lundi, dans le palais des Congrès, au parc des Expositions.

M. Caillaud, secrétaire général de la fédération de la Seine, qui présidait, assisté de MM. Cudenet et Noël, a souhaité la bienvenue aux nombreux délégués des sections de France et des colonies, ainsi qu'aux représentants des ligues étrangères pour la défense des droits de l'homme : MM. Campolonghi et Angelotti (Italie), Awxentiess (Russie) et Grumbel (Allemagne).

M. Grumbel, après avoir pris la parole au nom des ligues étrangères, en apportant le salut de ses mandants allemands « qui luttent, a-t-il dit, pour le progrès social et pour la paix », a rappelé les récentes campagnes et les premiers succès de la ligue allemande : amnistie de pacifistes, revision du procès de Bullerjahn par la cour de Leipzig, procès qu'il a rapproché de l'affaire Dreyfus, d'où naquit la ligue française, et terminé son discours en insistant sur la décomposition des forces nazis.

Puis M. Victor Basch, président de la ligue, a présenté son rapport moral, en évoquant les morts de la ligue, Ferdinand Buisson et André Gide. Il termine ses souhaits en faveur du triomphe du Cartel et recueillit d'unanimes applaudissements en réclamant que la ligue demeure « le rempart de la société nouvelle de la démocratie idéalisée, du désarmement et de la paix ».

Extrait de : LA DÉPÊCHE

Adresse : LAON

Date : 31 DÉCEMBRE 1932

LE CONGRES DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

La Ligue des Droits de l'Homme vient de tenir à Paris son 31e Congrès national. Il a duré trois jours, et a été l'occasion de discussions fécondes qui ont montré que l'esprit de la Ligue était aussi vivant que jamais.

On remarquait, parmi l'assistance, les délégués étrangers, MM. Campolonghi et Angelotti, de la Ligue italienne ; Auxentieff, de la Ligue russe, et Gumbel, de la Ligue allemande.

... dans notre

A l'issue du Congrès, mercredi soir, la Ligue a offert un grand banquet à notre ami Henri Guernut, qui fut pendant vingt ans son secrétaire général. Cette manifestation de sympathie et de reconnaissance, qui avait lieu au Parc des Expositions, était placée sous la double présidence de Victor Basch et de Guernut, et réunissait plus de quatre cents convives.

On remarquait à la table d'honneur : MM. Eugène Frot, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil ; Pierre Cot, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ; Viollette et Lisbonne, sénateurs ; Camille Planche, député de l'Allier ; Jean Bon, Lucien Le Foyer, César Chabrun, Grumbach, anciens députés ; Campolonghi, Auxentieff et Gumbel, représentants des Ligues italienne, russe et allemande des Droits de l'Homme ; MM. Fauconnet, professeur à la Sorbonne, et Langevin, professeur au Collège de France.

Au dessert, des discours furent pronon...

---

de : JOURNAL DE SÉES

31 DÉCEMbnE 1932

— Ouverture à Paris, au parc des Expositions, du 31e Congrès national de la Ligue des Droits de l'homme. M. Gumbel (Allemagne) apporte le salut des Ligues étrangères « qui luttent pour le progrès social et pour la paix ».

VENDÉE RÉPUBLICAINE
SABLES-D'OLONE

31 DÉCEMBRE 1932

Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme

Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen s'est ouvert lundi matin, à Paris, dans l'une des vastes salles du Palais des Expositions, en présence de près de 800 délégués accourus de tous les coins de la France et des Colonies.

A cette première séance deux remarquables discours prononcés, l'un par le Président, M. Victor Basch, l'autre par M. Gumbel, délégué allemand, ont retenu particulièrement l'audition des Congressistes.

M. Gumbel est ce professeur de mathématique de l'Université de Heidelberg, révoqué récemment par le Gouvernement allemand pour avoir écrit, dans une revue républicaine, un article d'allure pacifiste.

Parlant au milieu de la plus vive attention, de la situation de l'Allemagne, Gumbel a déclaré : « Je connais parfaitement Hitler, c'est, quoi qu'on en dise, un homme faible. Hitler a perdu irrévocablement sa chance, mais la situation de l'Allemagne, amis de la paix et de la démocratie qui m'écoutez, ne va pas forcément s'améliorer. Nos hobereaux sont au gouvernement et sont même au pouvoir. Mais comptez sur nous, pacifistes allemands, même si nous ne pouvons pas espérer un succès prochain. »

Aus Thüringen

Augsburger Postzeitung 31. 12. 32.

[...] Vorlesungserlaubnis entzogen.

Jena, 29. Dezember.

Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1928 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zu Gunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Thüringen reinigt seine Landesuniversität

55 N. S. Kurier, Stuttgart 1. 1. 33.

Jena, 31. Dezember

Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberschulrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen, die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel unterschrieben hat.

Neue Mannheimer Zeitung 1. 1. 33.

Rückblick auf die badische Politik

Ein Jahr der unerfüllten Hoffnungen

Zweifellos haben auch manche Stellenbesetzungen und andere Verwaltungsmaßnahmen diese Einschätzung des Staates und seiner sehr bedingten Segnungen verstärkt. Umsomehr wird man es begrüßen, daß am Jahresende der seit dem Rücktritt Hubers sehr umstrittene Posten des Ministerialdirektors im Ministerium für Kultus und Unterricht einer in jeder Beziehung hierfür gut vorbereiteten Persönlichkeit übergeben wurde. Das war umso nötiger als gerade diesem Ministerium äußerst empfindliche Angelegenheiten anvertraut sind, deren Verwaltung sehr viel Takt und Sachkenntnis erfordert, die aber vor allem bei ausschließlich parteipolitischer Beurteilung leicht unverbesserlichen Schaden nehmen können. Auch der neue Präsident des Landesfinanzamts, (um diese Stelle ging ebenfalls ein langer Kampf zwischen Reich und Staat, Parteien und Persönlichkeiten) genießt den Ruf eines tüchtigen Fachmannes, der schwerlich für einseitige Parteiwünsche zu haben sein dürfte. Denn so sehr man sich auch um Parität bemühen muß, so wenig darf man eine Aemterbesetzung allein nach parteipolitischen Ansprüchen gutheißen oder jene „Gerechtigkeit" gegen Einzelne, von der wir seit 1918 ein gerüttelt Maß erlebten. Wir denken hier vor allem an den Fall Gumbel, dessen vorläufige Bereinigung in nichtsozialistischen Kreisen aufrichtig begrüßt wird. Es ist wohl anzunehmen, daß die endgültige Erledigung — Gumbel hat bekanntlich Beschwerde beim Staatsministerium erhoben — im Sinne des Kultusministers erfolgen wird. Für das kommende Jahr darf man also auf Frieden an den Hochschulen hoffen, denn der Nachfolger des in eine andere Abteilung des Ministeriums für Kultus und Unterricht versetzten, bisherigen Hochschulreferenten, wird die Fehler seines Vorgängers kaum wiederholen.

Gerade die Behandlung des Falles Gumbel aber macht die Wende der Gesinnung und staatsmännischen Verantwortlichkeit deutlich, die wir erleben. Zum erstenmal seit vielen Jahren wurde auch den politischen Empfindungen jener großen Gruppe der Bevölkerung Rechnung getragen, die nicht in der Regierung vertreten ist, indem man einen Skandal beseitigte, der sicherlich mehr zum Anwachsen der rechtsradikalen Stimmen beigetragen hat, als die gehäuften Verbote nationalsozialistischer Zeitungen, die Hausdurchsuchungen bei Angehörigen der NSDAP. Noch in den ersten Monaten des Jahres gaben die Veröffentlichungen über die Untergruppen der NSDAP, der SS und SA, den Franzosen willkommene „Beweise" für heimliche deutsche Rüstungen, und kurze Zeit darauf führten die Mitteilungen des Staatsministeriums über den revolutionären Agrarapparat dieser Partei zur Erhebung der öffentlichen Anklage durch das Reichsgericht. Den Beamten in Baden aber verbot ein Regierungserlaß die Zugehörigkeit und die Werbung für die Partei Hitlers. Mit kurzer Unterbrechung im August, als das Zentrum im Reich mit der rechtsradikalen Flügelpartei über die gemeinsame Bildung der Reichsregierung verhandelte, füllten die Kämpfe gegen sie die ersten beiden Drittel des Jahres, doch einige Wochen vor den Novemberwahlen glaubte der Staatspräsident seine oft und energisch ausgesprochene Meinung über die Staatsfeindlichkeit der Partei dahin berichtigen zu können, daß sie „nicht mehr als verfassungswidrig" zu bezeichnen sei; der Beamtenerlaß wurde aufgehoben.

LE RADICAL
Rue des Petits Pères, 2, Paris

1er JANVIER 1933

Le 31e Congrès national de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen

Gumbel

Le 31e Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme s'est tenu à Paris, les 26, 27 et 28 décembre, au Palais des Expositions, porte de Versailles.

La première séance est ouverte sous la présidence de M. Caillaud, secrétaire général de la Fédération de la Seine qui, au début de l'ouverture, souhaite, au nom du Comité Central de la Ligue, la bienvenue aux 2.500 délégués venus de toutes les sections de France et des colonies.

Les délégués sont très nombreux. La très grande importance de l'ordre du jour va faire de ce 31e Congrès le plus grand et le plus important que la Ligue ait tenus.

Puis le Congrès procède à la nomination de son bureau et de ses commissions statutaires et à la vérification des mandats des délégués.

M. Caillaud préside la première séance, assisté de notre ami Cudenet et de Noël, présidents de la Fédération de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne. La parole est alors donnée à M. Grumbel, président des Ligues allema[redacted] apporte au Congrès français le salut des ligues et fédérations allemandes.

La Ligue allemande, comme la Ligue française, lutte plus que jamais pour le progrès social et pour la paix, condition nécessaire pour le progrès. M. Grumbel assure le Congrès français de la volonté inébranlable de la Ligue allemande de continuer à travailler au triomphe de la démocratie et de la paix.

Le rapport moral est présenté par le président de la Ligue, M. Victor Bach.

Mais, avant son exposé, M. Basch tient à rendre, au nom du Congrès, un hommage au magnifique courage de M. Grumbel, pour l'action si difficile que la Ligue allemande et ses dirigeants ont à soutenir.

Le Congrès vote par acclamations des télégrammes de sympathie à la Ligue allemande.

Extrait de : JOURNAL DE BRIOUZE
ARGENTAN
Adresse :

1er JANVIER 1933

Le Congrès des Droits de l'Homme

Le 31e congrès national de la Ligue pour la défense des droits de l'homme s'est ouvert mardi matin, au Palais des Congrès, au parc des Expositions.

Les ligues étrangères étaient représentées par MM. Campolinghi et Angelotti (Italie), Awxentiew (Russie), et G[redacted]l (Allemagne).

Dans son discours inaugural, M. Basch a dit que devant une Europe désaxée, devant la crise mondiale, qui condamne 20 millions d'hommes au chômage, et devant la précarité de la paix, l'optimisme béat serait une niaiserie, mais que le pessimisme déprimant en serait une aussi.

Il a conclu en demandant que la Ligue reste d'une part une réunion d'éducateurs acharnés à réveiller les bons instincts dans l'être humain et, d'autre part, le rempart de la société nouvelle.

Volkstribüne, Chemnitz 3. 1. 33

Verfolgte Wahrheit

Professorenhetze als Gesellschaftsspiel — Die „geistigen" Vorbilder der nationalsozialistischen Pöbelherrschaft

Die Fälle Dehn, Gumbel, Cohn, in denen freiheitlich gesinnte Universitätslehrer von dem studentischen Pöbel oder von den eigenen Kollegen zur Einstellung ihrer Vorlesungen gezwungen wurden, lassen deutlich erkennen, in welcher Gefahr sich die Gedankenfreiheit in Deutschland befindet. Die Praxis, die geistigen Führer des Volkes zum Schweigen zu bringen, um dann in aller Ruhe den andern das Fell über die Ohren zu ziehen, ist uralt.

Man droht unliebsamen Professoren im 19. Jahrhundert nicht mehr mit dem „Strang", man kerkert sie auch nicht mehr ein, spannt sie nicht mehr auf die Folter und führt sie nicht mehr auf den Scheiterhaufen. Aber man macht sie mundtot. So ist es Ernst Moritz Arndt ergangen, der als Geschichtsprofessor in Bonn, nur weil er offen für die großdeutsche Idee eingetreten war, einer jahrelangen Untersuchung durch preußische Behörden, dann durch die berüchtigte „Zentraluntersuchungskommission" in Mainz unterworfen und ohne Urteilsspruch auf 20 Jahre, 1820 bis 1840, der Lehrerlaubnis beraubt wurde — ohne daß man ihm freilich sein Gehalt entzog.

Noch skandalöser freilich war [illegible] 1837 in Göttingen [illegible]. In der [illegible] Universitätsstadt war durch eine Ministerrevolution im Jahre 1831 eine Verfassung erzwungen worden, die 1833 in Kraft trat. Die erste Regierungshandlung des neuen Königs von Hannover, Ernst Augusts von Cumberland, war, als er 1837 auf seinen Bruder Wilhelm IV. folgte, dieses „Staatsgrundgesetz" aufzuheben und auf Grund der „Verfassung" von 1819 absolutistisch zu regieren. Gegen diesen Staatsstreich des bereits 67 Jahre alten, in England gründlich verhaßten Fürsten setzten sich sieben Göttinger Professoren zur Wehr: Wilhelm Albrecht, Christoph Dahlmann, Heinrich Ewald, Georg Gottfried Gervinus, Wilhelm Weber und die Brüder Jakob und Wilhelm Grimm. Sie wiesen in würdigster Form darauf hin, daß sie sich an den Eid gebunden fühlten, den sie auf die Verfassung geleistet hätten, und einen solchen Eidbruch, wie er ihnen zugemutet würde, weder vor sich noch vor ihren Schülern verantworten könnten. Die Antwort des Königs war die fristlose Entlassung. Jakob Grimm, Dahlmann und Gervinus wurden als die Rädelsführer sogar des Landes verwiesen.

Ein Schrei der Entrüstung gellte durch ganz Deutschland, als dieser Gewaltstreich bekannt wurde, vor dem sogar Metternich gewarnt hatte. Es ist ein vergeblicher Wunsch, daß sich das deutsche Volk heute, da man mit demselben Terror gegen die Freiheit des Geistes wütet, ebenso geschlossen zur Wehr setzt. Denn Nazi-Geistlosigkeit und -Feindschaft ist Trumpf.

Weltbühne, Berlin 3. 1. 33.

Trotzki, Cohn und Breslau von Arthur Rosenberg

Gumbel

Genossen Matrosen! Ich appelliere an Euch alle, über die Lage nachzudenken, die jetzt bei uns im Lande entstanden ist. Wenn wir Kasan erobern, werden wir dadurch die feindliche Front brechen ... Das schwache englisch-französische Landungskorps wird uns keine Furcht mehr einflößen ... Genossen Matrosen! Reißt Euch zusammen! Schmeißt die Miesmacher hinaus, wenn solche unter Euch vorhanden sind. Fegt alle Schlamperei, Schlappheit und Saumseligkeit hinweg. Alles muß auf militärischen Fuß gestellt werden. Keine Minute ist zu verlieren. Kein Fußbreit Land ist herzugeben ... Wer nicht riskiert, der gewinnt niemals. Ich drücke Euch die Hand, Genossen Matrosen.

So sprach Leo Trotzki 1918 zu den Matrosen der Wolga-Flotte; unter der Losung: „Das sozialistische Vaterland ist in Gefahr." (Leo Trotzki, Die Geburt der Roten Armee, Wien 1924.) Leo Trotzki ist der Schöpfer der Roten Armee. Unter seiner Führung haben Rußlands Arbeiter und Bauern die feindliche Welt zurückgeschlagen. Wenn unsre rechtsstehende Studentenschaft wirklich die „nationale Revolution" wollte, so müßte sie diesen Trotzki bewundern. Aber jetzt soll Professor Cohn von der Universität Breslau weggehetzt werden, weil er in einer sehr vorsichtigen, sehr verklausulierten Erklärung ein Asylrecht für Trotzki nicht unbedingt verweigerte!

Der ursprüngliche Sturm der rechtsstehenden Studentenschaft gegen Professor Cohn brachte eine neue Note in die Reihe der Universitätskrawalle, die wir in den letzten Jahren erlebten. Bei den frühern Fällen, Dehn, Gumbel etcetera,

8 | 13

Die Welt des fernen, des eben verlassenen Südens umspülte ihn (Ortnit, den Wikingerkönig) noch einmal: ein Bad mit lockendem Wellenspiel, Palmen und weiße Paläste, blutroter Wein und farbige Weiber. Ein Stöhnen stieg aus ihm hervor, violette Räder rollten übers Meer: dann tauchte eine Gestalt aus der blauen Flut, eine Frau, von deren Scheitel blonde Flechten herabflossen, die stieg höher und höher, bis ihr klares Haupt mit der Sonne verwuchs. Da sprang Ortnit auf. Stürzte ins Vorderschiff, unter die schwarzhaarigen Weiber, die dort hockten — Adler im Hühnervolk. Riß die schönste, sein Beutestück, eines Sultans Tochter, empor, würgte sie am Halse, der sogleich zerbrach, und schleuderte sie ins Wasser. Dessen Lippen schlossen sich schmatzend ob so seltenem Fraß. Über des Drachen Rücken rann es, als neige ein Eisberg, gruftkalt, sich über alle. Schwer atmend aber und herrischen Blickes schritt der junge König wieder zum Heck, das Schiff krachte in seinen Spanten und schwankte. So fiel alles Fremde von ihm ab, jenes Schlechte, das gleißnerisch aus dunkler Welt an den Lichtling sich herangeschlichen hatte. Von den Gefährten des Beutezuges aber folgte keiner seinem Beispiele, alle freuten sich harmlos ihrer Sklavin, die so wildfremd rochen und so neue Künste der Liebe spendeten.

Leipziger Volkszeitung, Leipzig 2. 1. 33.

Zum Fall Anna Siemsen

Die Erklärung, die Frau Professor Anna Siemsen zugunsten von Professor Gumbel unterschrieben hat, ist Frau Professor Anna Siemsen seinerzeit durch die „Deutsche Liga für Menschenrechte" vorgelegt worden.

Da diese Erklärung von zahlreichen Universitätsprofessoren mit ersten Namen unterzeichnet worden ist, glauben wir, daß es wichtig ist, durch eine erneute Veröffentlichung die Methoden zu brandmarken, mit denen die Thüringische Regierung glaubte gegen Frau Professor Siemsen vorgehen zu können. Die Erklärung hatte folgenden Wortlaut:

„Das Badische Kultusministerium hat entsprechend dem Antrag der Universität Heidelberg auf dem Disziplinarweg dem bisherigen, nichtbeamteten außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Damit ist er nach beinahe zehnjähriger Zugehörigkeit zur Universität der materiellen Grundlage seiner fruchtbaren und von der Universität mehrfach anerkannten wissenschaftlichen Tätigkeit beraubt.

Die Unterzeichneten vermögen zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen, zu den juristischen Grundlagen des Verfahrens und zu der Frage, wie die Aussagen der drei nationalsozialistischen Belastungszeugen im Gegensatz zu den Aussagen aller anderen Zeugen zu werten sind, keine Stellung zu nehmen.

Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde.

Aus diesem Grunde bitten sie das Badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen."

Volkstribüne, Chemnitz 4. 1. 33

Zum Fall Anna Siemsen

Die Erklärung, die Frau Professor Anna Si[illegible] von Prof. Gumbel unterschrieben hat, ist ihr seinerzeit [illegible]tsche [illegible]enschenrechte" vorgelegt worden. Die [illegible] von [illegible] Universitätsprofessoren mit ersten [illegible]chnet worden. Wie wenig dazu gehört, eine Nazi-Regierung [illegible] zu erregen, daß sie mit der Entziehung des Lehramtes an der Universität antwortet, beweist die Erklärung der Frau Siemsen, die folgenden Wortlaut hat:

„Das badische Kultusministerium hat entsprechend dem Antrag der Universität Heidelberg auf dem Disziplinarweg dem bisherigen nichtbeamteten außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Damit ist er nach beinahe zehnjähriger Zugehörigkeit zur Universität der materiellen Grundlage seiner fruchtbaren und von der Universität mehrfach anerkannten wissenschaftlichen Tätigkeit beraubt. Die Unterzeichneten vermögen zu den gegen Gumbel erhobenen Vorwürfen, zu den juristischen Grundlagen des Verfahrens und zu der Frage, wie die Aussagen der drei nationalsozialistischen Belastungszeugen im Gegensatz zu den Aussagen aller anderen Zeugen zu werten sind, keine Stellung zu nehmen. Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturmes der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur der Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde. Aus diesem Grunde bitten sie das badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen."

Es ist ein Skandal, wie sich reaktionäre Regierungen ungestraft betragen dürfen!

Die venia legendi entzogen. Das Thüringische Volksbildungsministerium hat Frau Professor Anna Siemsen soeben die venia legendi entzogen. Als amtliche Begründung für den aufsehenerregenden Schritt wird angegeben, daß Frau Prof. Siemsen als einziges Mitglied des Lehrkörpers der Thüringischen Landesuniversität Jena eine Sympathieerklärung für Prof. Gumbel (Heidelberg) unterzeichnet habe.

Deutsche Allg. Ztg., Berlin, 3. 1. 33.

[illegible] 5. 1. 33.

Deutsche Jugend im Ruhrkampf

Von

Rechtsanwalt Professor Dr. Grimm, Essen

Am 11. Januar 1933 jährt sich zum zehnten Male der Tag, an dem französische Truppen ins Ruhrgebiet einbrachen.

Der Ruhrkampf war ein Ereignis von entscheidender Bedeutung. Es war die Zeit, von der Viscount d'Abernon in seinem Werk über den Ruhrkampf gesagt hat, daß sie „fast wie ein Sterben schien", die aber doch zu Deutschlands Auferstehung wurde. Es war das erste große Nein des deutschen Volkes nach dem Zusammenbruch, das erste „Nein mit aller Konsequenz", das die erfolgreiche Lösung des ersten Nachkriegsproblems, der Rheinlandfrage, gebracht hat.

„Der Rhein, ein deutscher Sieg!", so hat der französische Pressechef der Rheinlandarmee das Buch betitelt, in dem er diesen gigantischen Kampf um den Rhein von 1918 bis 1924 schildert, von dem er als französischer Beteiligter resigniert feststellt, daß es ein deutscher Sieg war.

Im Ruhrkampf ist uns der Rhein gewonnen worden, durch die Opfer aller.

Als damals die Tausende in die Gefängnisse gingen, als mehr als 150 000 Deutsche, Männer, Frauen und Kinder Haus und Heim verließen um ihrer Treue zu Deutschland willen, da hat sich unser Schicksal gewandt.

Man hat hinterher nach deutscher Art viel über den Wert des passiven und aktiven Widerstandes gestritten. Beide Formen des Widerstandes gehören zusammen. Beide haben zum endgültigen Erfolg beigetragen. Man schmälert das Verdienst der trefflichen Beamten, Industriellen, Arbeiter und Bürger nicht, die im passiven Widerstand aushielten, wenn man auch der Jugend dankbar gedenkt, die sich mit dem bloß passiven Widerstand nicht begnügen wollte, sondern zu Sabotage und Angriff schritt.

Wer die Sabotagekämpfe als wertlos abtun zu können glaubt, der möge einmal bei General Mordacq in seinem bei Rauch in Wiesbaden erschienenen Buch über die deutsche Mentalität S. 235 nachlesen, wie die Saboteure ihm damals so viel zu schaffen machten, daß er schließlich für ganz Hessen und die Pfalz nur noch 100 Gewehre als Reserve hatte. Man muß, um die Bedeutung des aktiven Ruhrkampfes zu ermessen, selbst miterlebt haben, welche Erleichterung die französische Rheinarmee empfand, als die Sabotagekämpfe schließlich eingestellt wurden.

Im aktiven Ruhrkampf hat die deutsche Jugend in erster Reihe gestanden. Es waren Angehörige aus allen Ständen und Berufen, aus allen Organisationen und den verschiedensten Weltanschauungen. Sie hatten meist schon in Oberschlesien gefochten.

Es war die Jugend, die zu Opfer und Tat bereit war.

Gewiß waren nicht nur Idealisten darunter; aber für die Mehrzahl paßt das Wort, das der jetzige Chef der Heeresleitung, General von Hammerstein, im Femeprozeß Reim gebraucht hat: „Es war erstklassiges jugendliches Material, ehrliche, anständige Leute, die nur aus reiner Vaterlandsliebe handelten."

Schlageter, Eichler, Görges, v. Oettinger, Graf Keller, Schulze, Ringenberg, Lorbeer, Andler und Haller, und so viele andere, die 1923 und 1924 vor den französischen und belgischen Kriegsgerichten standen und zum Tode oder schwerer Zwangsarbeit verurteilt wurden, dazu der Student Weinmann, der Hein-Orbis erschoß und Oberleutnant Paul Schulz, der Organisator der Schwarzen Reichswehr von 1923, das alles sind Namen, die mit dem Ruhrkampf

---

— Eine berechtigte Maßregelung. Das Thüringer Volksbildungsministerium hat der Frau Oberstudienrat Dr. A. Siemsen die ihr im Jahre 1923 widerruflich erteilte Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena entzogen. Anlaß zu dieser Maßnahme gab die Tatsache, daß Frau Siemsen die von einer Reihe deutscher Professoren veröffentlichte Erklärung zu Gunsten des in Heidelberg disziplinierten Professor Dr. Gumbel unterschrieben hat.

3. 1. 33. Eislebener Tageblatt, Eisleben

Danziger Allg. Zeitung 5. 1. 33.

Deutsche Jugend im Ruhrkampf

Von Rechtsanwalt Professor Dr. Grimm, Essen.

Der berühmte Verteidiger der Ruhrgefangenen, der namhafte Gelehrte und Historiker Professor Dr. Grimm, dessen Ausarbeitungen vor allem auch in der Besatzungsfrage und der Reparationsfrage von grundlegender Bedeutung waren, feiert hier Opfer und Tat der deutschen Jugend im Ruhrkampf.

Die Schriftleitung.

Am 11. Januar 1933 jährt sich zum zehnten Mal der Tag, an dem französische Truppen ins Ruhrgebiet einbrachen.

Der Ruhrkampf war ein Ereignis von entscheidender Bedeutung. Es war die Zeit, von der Viscount d'Abernon in seinem Werk über den Ruhrkampf gesagt hat, daß sie „fast wie ein Sterben schien", die aber doch zu Deutschlands Auferstehung wurde. Es war das erste große Nein des deutschen Volkes nach dem Zusammenbruch, das erste „Nein mit aller Konsequenz", das die erfolgreiche Lösung des ersten Nachkriegsproblems, der Rheinlandfrage, gebracht hat.

„Der Rhein, ein deutscher Sieg!", so hat der französische Pressechef der Rheinlandarmee, Mazel, das Buch betitelt, in dem er diesen gigantischen Kampf um den Rhein von 1918—1924 schildert, von dem er als französischer Beteiligter resigniert feststellt, daß es ein deutscher Sieg war.

Im Ruhrkampf ist uns der Rhein gewonnen worden, durch die Opfer aller.

Als damals die Tausende in die Gefängnisse gingen, als mehr als 150 000 Deutsche, Männer, Frauen und Kinder Haus und Heim verließen um ihrer Treue zu Deutschland willen, da hat sich unser Schicksal gewandt.

Man hat hinterher nach deutscher Art viel über den Wert des passiven und aktiven Widerstandes gestritten. Beide Formen des Widerstandes gehören zusammen. Beide haben zum endgültigen Erfolg beigetragen. Man schmälert das Verdienst der trefflichen Beamten, Industriellen, Arbeiter und Bürger nicht, die im passiven Widerstand aushielten, wenn man auch der Jugend dankbar gedenkt, die sich mit dem bloß passiven Widerstand nicht begnügen wollte, sondern zu Sabotage und Angriff schritt.

Wer die Sabotagekämpfe als wertlos abtun zu können glaubt, der möge einmal bei General Mordacq in seinem bei Rauch in Wiesbaden erschienenen Buch über die deutsche Mentalität S. 235 nachlesen, wie die Saboteure ihm damals so viel zu schaffen machten, daß es schließlich für ganz Hessen und die Pfalz nur noch 100 Gewehre als Reserve hatte. Man muß, um die Bedeutung des aktiven Ruhrkampfes zu ermessen, selbst miterlebt haben, welche Erleichterung die französische Rheinarmee empfand, als die Sabotagekämpfe schließlich eingestellt wurden.

Im aktiven Ruhrkampf hat die deutsche Jugend in erster Reihe gestanden. Es waren Angehörige aus allen Ständen und Berufen, aus allen Organisationen und den verschiedensten Weltanschauungen. Sie hatten meist schon in Oberschlesien gefochten.

Es war die Jugend, die zu Opfer und Tat bereit war.

Gewiß waren nicht nur Idealisten darunter; aber [illegible]

[illegible] ral von Hammerstein, im Femeprozeß Reim gebraucht hat: „Es war erstklassiges jugendliches Material, ehrliche, anständige Leute, die nur aus reiner Vaterlandsliebe handelten."

Schlageter, Eichler, Görges, v. Oettinger, Graf Keller, Schulze, Ringenberg, Lorbeer, Andler und Haller, und so viele andere, die 1923 und 1924 vor den französischen und belgischen Kriegsgerichten standen und zum Tode oder schwerer Zwangsarbeit verurteilt wurden, dazu der Student Weinmann, der Hein-Orbis erschoß, und Oberleutnant Paul Schulz, der Organisator der Schwarzen Reichswehr von 1923, das alles sind Namen, die mit dem Ruhrkampf aufs engste verbunden sind. Aber auch die vielen namenlosen,

[illegible]
Dortmund, Hansastr. 3, Tel. 31790
Duisburg, Friedrich-Albert-Lange-Platz 4, Tel. 20620
Düsseldorf, Grabenstraße 15, Tel. 16371
Gelsenkirchen, Vattmannstraße 1, Tel. 22908
Gladbach-Rheydt, Buchhandlung H. Schneider, M.-Gladbach, Hindenburgstr. 153, Tel. 23031
Hagen i. W., [illegible] Tel. 26201
Hamm, Buchhdlg. F. Westhoff, Gr. Weststraße 38, Tel. 469
Herford, Buchh. J. Witte, Gehrenberg 21, Tel. 4273
Herne, F. H. Knott, [illegible]straße 39, Tel. 51266 [illegible]

[illegible]
Münster i. W., Ludgeristr. 91, Tel. 27625
Oberhausen, Buchh. F. [illegible], Schwartzstr. 56, Tel. 20870
Osnabrück, Buchhandlg. [illegible] Johannisstraße 70, Tel. 3291
Recklinghausen, Buchh. [illegible] Kaiserwall 32, Tel. 2731
Siegen, [illegible] Am Hauptbahnhof, Tel. 47[illegible]
Soest, [illegible] Buchhandlung, Grandweg 14, Tel. 862
Unna, Buchh. [illegible], Markt 6, Tel. 3219
Wesel, Buchhandlung K. [illegible], Viehtor 24, Tel. 1013–1014
Wuppertal, Poststr. 1-3, (Elberf[illegible] Tel. 27361

aufs engste verbunden sind. Aber auch die vielen na[…] losen, jungen Deutschen, die damals im täglichen [...] kampf ihre Pflicht getan haben, der unbekannte [...] des Ruhrkampfes, der mit einem Lächeln auf dem [...] ins Gefängnis ging, sollte nicht vergessen sein.

Die Kämpfe Mann gegen Mann gegen die Se[...] tisten, die Bauernkämpfe im Siebengebirge und in [...] Eifel, der Ueberfall auf Smeets, die Erschießung [...] Orbis und die Verbrennung der Verräter im Be[...] amt XX von Pirmasens waren Ergebnisse, die nich[...] Paragraphenrecht zu meistern sind, und die im Be[...] sein des Volkes einmal eine ähnliche Beurteilung er[...] werden, wie die Tat Wilhelm Tells. Sie wirkten w[...] Fanal und lenkten die Augen der Welt auf die fü[...] Frieden so gefährliche Rheinpolitik Poincarés und t[...] somit dazu bei, daß die Welt sich gegen diese P[...] wandte.

Nur die fanatische Verständnislosigkeit eines Gu[...] kann die Tötung des Verräters Heinz-Orbis als einen [...] stellten Fememord einer völkischen Wildwestbande [...] zeichnen.*)

Nur Menschen, die vom Parteihaß völlig verbl[...] sind, könnten sich dazu hinreißen lassen, den Opfertod [...] Schlageter in den Staub zu ziehen.

Die deutsche Jugend, zwischen äußeren Feind und [...] nes Strafgesetz gestellt, hat im Ruhrkampf, von ein[...] Fehlern abgesehen, einen bewundernswerten Opferm[...] zeigt. Ich habe genug Fälle erlebt, in denen der G[...] selbst dieser Jugend seine Achtung nicht versagt hat. [...] vergesse nie das Bild eines sechzehnjährigen Arbeit[...] gen, der leuchtenden Auges ins Gefängnis ging, wei[...] seiner Fabrik bei der Arbeit „Deutschland, Deut[...] über alles" gepfiffen hatte.

Der Ruhrkampf hat uns gelehrt, wieder a[...] deutsche Volk zu glauben. An der Wiederaufrichtung [...] Glaubens hat die deutsche Jugend ihren besonderen [...]

---

*) So geschehen in Gumbels Buch „Verräter ve[...] der Feme", S. 127.

NSDAP und Bauernschaft

Eine Erklärung Hitlers

• München, 3. Jan. (Drahtb.) In Anwe[...] Adolf Hitlers fand am Dienstag im Braunen [...] in München die fünfte Tagung des agrar[...] tischen Apparats der Reichsleitung [...] NSDAP unter dem Vorsitz des Leiters des Am[...] Agrarpolitik, Walther Darré, statt. Nach Begrü[...] worten Darrés und einem Vortrag von Karl Mo[...] neue Möglichkeiten der Propaganda unter Zugrunde[...] des Gedankens von Blut und Boden ergriff Adolf Hit[...] Wort, der u. a. ausführte:

BEST AVAILABLE COPY

Deutsche Jugend im Ruhrkampf

Von Rechtsanwalt Professor Dr. Grimm, Essen.

Der berühmte Verteidiger der Ruhrgefangenen, der namhafte Gelehrte und Historiker Professor Dr. Grimm, dessen Ausarbeitungen vor allem auch in der Besatzungsfrage und der Reparationsfrage von grundlegender Bedeutung waren, feiert hier Opfer und Tat der deutschen Jugend im Ruhrkampf.

Am 11. Januar 1933 jährt sich zum zehnten Male der Tag, an dem französische Truppen ins Ruhrgebiet einbrachen.

Schlageter, Sichler, Görges, v. Oetinger, Graf Keller, Schulze, Ringenberg, Lorbeer, Andler und Haller, und so viele andere, die 1923 und 1924 vor den französischen und belgischen Kriegsgerichten standen und zum Tode oder schwerer Zwangsarbeit verurteilt wurden, dazu der Student Weinmann, der Heinz-Orbis erschoß und Oberleutnant Paul Schulz, der Organisator der Schwarzen Reichswehr von 1923, das alles sind Namen, die mit dem Ruhrkampf aufs engste verbunden sind. Aber auch

---

... daß ein sogenannter „Lehrkörper" der deutschen Hochschulen mit Erfolg bemüht, seine „rassische" Einheitlichkeit zu wahren, alles „Artfremde" auszuschalten, das hat zuletzt der Fall Breslau bewiesen. Dieser „gereinigte" Lehrkörper gleicht ganz dem Geist, den er begreift — es ist der Hakenkreuzgeist. Jeder, der nicht vor der feudal-großkapitalistischen Reaktion auf dem Bauche liegt, muß verschwinden. Und da, wo der „Lehrkörper" nicht prompt genug funktioniert, wird nachgeholfen. So hat der Thüringer Nazi-Minister — Wächtler ist sein charakteristischer Name — Frau Professor Anna Siemsen stracks den Lehrauftrag entzogen, weil sie zusammen mit zahlreichen Universitätsprofessoren — wenn wir nicht irren vor Monaten schon — eine Erklärung der „Deutschen Liga für Menschenrechte" unterschrieben hat, die sich, ohne zu dem Fall selbst Stellung zu nehmen, dagegen wendet, daß auf den Druck der Nazis hin der Heidelberger Professor Gumbel seines Amtes enthoben wurde. In dieser Erklärung heißt es:

„Sie sehen in diesem Fall überhaupt kei- [...] Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur der Anfang einer allgemeinen Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde."

Und nun wollen wir abwarten, was die Dozentenschaft der Universität Jena dazu zu sagen hat, wie sie die „Freiheit der Lehre" gegen den Herrn Wächtler hochhält.

Die „Deutsche Liga für Menschenrechte" zum Breslauer Hochschulskandal.

Das beschämende Urteil von Rektor und Senat der Universität Breslau, die in ihrem pflichtgemäßen Eintreten für einen verunglimpften Kollegen unter fadenscheinigem Vorwand die Waffen strecken und mit der Straße paktieren, weckt in immer wachsendem Maße die Abwehr der akademischen Kreise. Die „Deutsche Liga für Menschenrechte" lenkt die Aufmerksamkeit der verantwortlichen Stellen und der Oeffentlichkeit vor allem auf die große Gefahr, die das klägliche Versagen der Breslauer Universitätsverwaltung für den geordneten Lehrbetrieb aller deutschen Universitäten heraufbeschwört. Der billige Erfolg einer verhetzenden und verhetzten Minderheit muß an vielen Stellen wie eine Ermunterung zur Fortsetzung der entwürdigenden Universitätskrawalle wirken. Dieser Gefahr gegenüber fordert die Deutsche Liga für Menschenrechte von den verantwortlichen Stellen ein energisches Eingreifen, von allen freiheitlich Gesinnten die dringend notwendige Abwehr dieser Umtriebe.

•

Der Breslauer Universitätsskandal scheint eine neue Wendung zu nehmen. Nach einer Aussprache im Preußischen Unterrichtsministerium zwischen dessen kommissarischen Leiter Dr. Kähler und Professoren der Breslauer Universität ist eine amtliche Meldung herausgegeben worden, aus der man glaubt, eine bevorstehende Revision des Senatsbeschlusses herauslesen zu können. •

Karthago und Breslau

Augustinus zum Fall Cohn, Dehn, Gumbel usw.

Im fünften Buche seiner „Bekenntnisse", Kap. 8, berichtet uns der heilige Augustinus, warum er die Universität Karthago, an der er als Professor der Beredsamkeit wirkte, mit der Hochschule in Rom vertauschte. Diesen Wechsel der Hochschulen begründet er folgendermaßen:

„Nicht deshalb hatte ich die Absicht, nach Rom zu reisen, weil man mir ein höheres Einkommen und eine angesehenere Stellung versprach, sondern der Hauptgrund dafür, ja beinahe die einzige Ursache war folgende: Ich hörte, die jungen Studenten verhielten sich dort (in Rom) ruhiger und würden durch größere Ordnung und Zucht in Schranken gehalten, daß sie nicht in den Hörsaal des Professors, bei dem sie gar kein Kolleg hören (quo magistro non utuntur), in wüstem Haufen und mit frechem Benehmen sich hineindrängten. In Rom würde — so höre ich — kein Student ohne Erlaubnis des Professors zu seinen Vorlesungen zugelassen.

In Karthago dagegen ist das unverschämte Benehmen der Studierenden scheußlich und zügellos: mit großer Unverschämtheit stürmen sie hinein und stören wie Rasende jede Ordnung. Mit unbegreiflicher Abgestumpftheit jeglichen Anstandsgefühls verüben sie zahlreiche Roheitsakte, die geradezu vor den Strafrichter gehörten (punienda legibus), wenn sie nicht schon zur Gewohnheit geworden wären und deshalb straffrei ausgingen.

Daß die Studenten derartige Ausschreitungen begehen, die nach ewigem Gesetz und Recht niemals erlaubt sind, und dabei noch so tun, als ob so etwas recht und billig wäre, das läßt sie um so schlimmer erscheinen. Sie bilden sich ein, sie könnten derartige Bubenstreiche ungestraft tun, und ahnen nicht, daß ihre Strafe in der Verblendung liegt, mit der sie derartige Ausschreitungen begehen. Da ich ein derartiges Benehmen schon als Student ablehnte, hatte ich keine Lust, es mir als Dozent gefallen zu lassen, und beschloß, den Staub dieser Stadt von meinen Füßen zu schütteln."

Ben Akiba hat wieder einmal recht: es ist alles schon dagewesen. Worüber wir uns wundern, ist nur, daß es noch da ist!

Républicain Jacobin

5 JANVIER 1933

— *Le Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme. — Séance du 25 décembre.* — Plus de douze cents délégués assistent au Congrès de la Porte de Versailles. C'est l'ouverture du 31e Congrès de la Ligue. Sur l'estrade, autour de Victor Basch, le président : Paul Langevin, Compolanghi (Italie), Gumbel (Allemagne).

Emile Kahn fait avec rapidité et sagesse approuver le traditionnel règlement des travaux. Et alors au milieu d'un silence impressionnant Gumbel apporte aux ligueurs et ligueuses le salut fraternel de ses amis. Tout son exposé est salué par de vives acclamations d'enthousiasme qui apporte à ce républicain d'outre-Rhin plus de paix que bien des discours officiels. Il a avant d'aborder cette tribune le pressentiment qu'il se trouve parmi des gens qui veulent la paix et qui maintiennent leurs vœux sur une expérience douloureuse du passé et qui le deviendrait encore dans l'avenir. Son appel pathétique par la sagesse sera alors suivi au cours des débats futurs.

Victor Basch alors se lève et est accueilli par les applaudissements. Ses premiers mots sont pour Gumbel et avec une émouvante simplicité, digne de la circonstance, Victor Basch salue les morts : Ferdinand Bouisson, Charles Gide, Hervé, Glay, Albert Thomas.

Deutsche Jugend im Ruhrkampf

Von Rechtsanwalt Professor Dr. Grimm, Essen.

Am 11. Januar 1933 jährt sich zum zehnten Male der Tag, an dem französische Truppen ins Ruhrgebiet einbrachen.

Der Ruhrkampf war ein Ereignis von entscheidender Bedeutung. Es war die Zeit, von der Viscount d'Abernon in seinem Werk über den Ruhrkampf gesagt hat, daß ...

Aus dem Lande des Arminius

Dr. W. und J. P. haben vor längerer Zeit im „AD" einen imaginären Dr. Schmul Veilchenduft über Arminius schreiben lassen. Es ist ein Glück, daß sie eigentlich nur historisches Material mitgeteilt haben (wenn auch bewußt einseitig ausgesucht) und daß sie nicht der Versuchung erlagen, eine kräftige Satire auf den wackeren Armin, seine Mitarbeiter, die Germanentreue und deren treudeutsche Schilderer zu machen. Keine Satire kann das erreichen, was einem die Wirklichkeit mühelos alle Tage darbietet . . .

Hier sei einiges mitgeteilt, aus dem Schlußkapitel „Ausblick in die Zukunft" des Buches „Kaiserliche Eingriffe in die Weltkriegsführung" von Rudolf Wagner, Verlag Thalacker & Schwarz, Leipzig-R. 1924.

Seite 262/66: „. . . Das Deutsche Volk hat dem ersten Hunnenansturm widerstanden und wird auch den zweiten abwehren. Kriegführen ist nicht eine Angelegenheit der Massen, sondern der Intelligenz! Es ist wirklich Zeit, daß das deutsche Volk darüber aufgeklärt wird, was es eigentlich ist! Wer waren die Germanen, und haben sie schon ähnliche Erschütterungen wie die heutige erlitten? Die erste Frage hat schon vor 800 Jahren der Priester aus Bamberg beantwortet: „So groß ist die Treue und Gemeinschaft unter ihnen, daß sie Diebstahl und Betrug gar nicht kennen!" (Im Original gesperrt gedruckt.) Die zweite Frage beantworten neuere Forschungen. Sie ergeben von der ältesten Geschichte unserer Vorfahren ein ganz anderes Bild als das bisher dem Volk vorgetäuschte! Die Quellen der neueren Forschungen sind die rund 60 000 Jahre alten schwedischen Felsbilder von Bohuslä. Diese Felsbilder erläutern und berichtigen die alten ägyptischen, babylonischen und hebräischen Urkunden; sie haben auch erst die uralte Ueberlieferung der schwedischen Bauern erläutert, daß man in frühesten Zeiten kleine, menschenähnliche Halbtiere, genau wie das heutige Vieh, im Stalle gezähmt und gezüchtet hat!

Die Felsbilder beweisen (!), daß die Germanen Treibjagden auf das schädliche Neanderthaler Neger- und Hebräerwild veranstalteten und zu Zwecken aller Art fingen. Es gelang auch nach jahrtausendelanger Zucht, durch Kreuzungen aus den Neanderthalern brauchbare Sklaven heranzuzüchten. Diese Sklaven nannte man Menschen. (Mensch = Mischung, Mengung.) Sie waren die Niederrasse. Die Oberrasse, also die germanische Herrenrasse, nannte sich Goten. (Gote = Gott, Götter.) Diese „Götter" (!) sind also unsere (!) Vorfahren! (Hitlers? Goebbels'? Düsterbergs?)

Nun muß man sich vergegenwärtigen, daß die weiblichen Sklaven von den „Göttern" während gewisser Zeiten natürlich (!!!) auch zum Beischlaf gebraucht wurden, wodurch sich die Niederrasse im Laufe der Jahrtausende hob und bei ihr der Wille entstand, sich der Sklavenfesseln zu entledigen. (Fußnote: die Hebung der Sklaven war stets und zu allen Zeiten die Ursache der Sklavenaufstände!) Das konnte natürlich nur gewaltsam und bei günstiger Gelegenheit geschehen. Als die Germanen sich auf einer ihrer Kriegsfahrten nach Norden befanden, brach die Revolution aus. Die Sklaven überfielen die zurückgebliebenen Weiber und Kinder und nahmen dann mit der Beute Reißaus. Weiber, die den Räubern entkommen waren, riefen den Stamm der Cherusker (ein germanisches Reitervolk, das an der Kriegsfahrt nicht teilgenommen hatte) um Hilfe an. Es gelang den Cheruskern, das Sklavenheer im heutigen Schlesien einzuholen und großenteils zu vernichten. Der Rest floh weiter nach Osten und Südosten und bildete dort im Laufe der Jahrtausende die heutigen Neger-, Mongolen- und Hebräervölker. Die nach Afrika gelangten müssen den Affen besonders ähnlich gesehen haben, denn Afrika bedeutet Affenland (!!).

Jahrtausende vergingen. Die Hebräer hatten bei den Germanen das Schreiben gelernt und fälschten nun in raffinierter Weise die oben geschilderten Vorgänge um. (Altes Testament.) Leider fußte die christliche Religion auf diesem gefälschten Tatsachenmaterial, und die bitteren Folgen für die deutsche Herrenrasse blieben nicht aus. Das römische Papsttum verseuchte im Mittelalter Deutschland mit niederrassigen Pfaffen. Dies trug nicht wenig zur Mulattisierung großer Volksteile bei, deren andere Ursachen ich schon dargelegt habe.

Die Hauptfälschung der Hebräer bestand darin, daß sie die Geschehnisse in Deutschland nach dem Orient verlegten und sich selber als das auserwählte Volk Gottes ausgaben (Gott = Goten), also als die Herrenrasse. Alle übrigen Völker bezeichneten sie als Niederrassen, die man ungestraft ausplündern dürfte. Gerade diese hebräischen Ausplünderungsabsichten aber beweisen, daß die Hebräer zu den Niederrassen gehören, denn wir wissen, daß die Germanen Betrug und Diebstahl gar nicht kannten (!). Durch die schwedischen Felsbilder ist es nun gelungen, nicht nur die hebräischen Fälschungen festzustellen, sondern auch nachzuweisen, daß auch andere, in der Bibel erzählten Geschehnisse sich in Deutschland abgespielt haben. Der sehr umfangreiche Nachweis muß in dem Werk Franz v. Wendrins („Die Entdeckung des Paradieses") nachgelesen werden. Hier sei nur eine Einzelheit daraus hervorgehoben. Jesus sagte stets, er sei ein Sohn Gottes (Gott = Gote), und nannte seine Anhänger, die mit Ausnahme des Judas Ischarioth seine Landsleute waren, die Söhne Gottes, also Goten, im Gegensatz zu den Hebräern, die er als Halbtiere die Kinder des Teufels nannte. In der Tat sind auch die hebräischen Halbtiere auf den schwedischen Felsbildern von greulich tierischem Aussehen. Die Annahme, daß Jesus ein Gote gewesen ist, hat große Wahrscheinlichkeit für sich. Eine römische Urkunde, daß Jesus in Palästina gelebt hat, gibt es nicht. Für diese Annahme besteht bloß die hebräische Behauptung in der Bibel.

Daß der Mensch (Mensch = Mischung, Mengung) vom Affen abstammt, lehren also auch die schwedischen Felsbilder. Woher aber die Herrenrasse stammt, ist ein Rätsel. Vielleicht bleibt es ein Rätsel wie der Gestirne ewiger Lauf! Eines aber steht fest: Unsere Vorfahren haben den Menschen erst die Kultur gebracht, die frühesten Fortschritte des Denkens und des Wissens sind germanischen Ursprungs! Die deutsche Jugend hat wieder ein deutsches Ziel, sich zu bestreben, das zu werden, was unsere Väter waren! . . ."

Schlußseite letzte acht Zeilen: „. . . Den Sturm der Jahrtausende haben unsere Vorfahren überdauert, den Sturm eines roten Jahrzehnts werden die Nachfahren überwinden! Dann wird auch das Heer wieder erstehen, das Deutschland zur Befreiung aus den Sklavenfesseln braucht! Das Heer, dessen Wortführer ich in diesem Werk gewesen bin."

Das Andere Deutschland, Berlin 6. 1. 33.

Volksstimme Mannheim

Republikanische Studenten-Tagung

7. 1. 33!

Studenten für soziale Demokratie

K. H. Darmstadt, 6. Jan. (Eig. Bericht.) Die Hochschulreaktion hat in der letzten Zeit verschiedene Proben ihrer Wirksamkeit gegeben. Der Fall Gumbel war das Zeichen für alle Dunkelmänner in der Studentenschaft und Dozentenschaft. Die frischen Provokationen des Naziministers Klagges sind ihm gefolgt. Und vor kurzem haben die nationalistischen Hetzer wieder ein Opfer zu Fall gebracht: den Professor Cohn in Breslau. Angesichts dieser Hochschulreaktion, die sich gegen alle freiheitlichen Regungen des Geistes richtet, ist es erfreulich, daß sich die republikanischen Studenten immer fester zusammenschließen.

Im Zeichen dieses zukunftweisenden Kampfes stand die Gautagung, die der Deutsche Republikanische Studentenbund in Darmstadt vom 4. bis 6. Januar veranstaltete. Vor zehn Jahren, als Kartell Republikanischer Studenten gegründet, hat diese Links-Organisation der Studenten bis heute in steter Zusammenarbeit mit den Organisationen der Arbeiterschaft und des Reichsbanners gegen die nationalistische Verhetzung der Studenten angekämpft. Mit ungebrochener Kraft gehen die republikanischen Studenten in die Kämpfe des Jahres 1933 hinein. In ihrer Tagung besprachen sie die Wege und Mittel ihrer politischen Arbeit. Vertreter der Hochschulen Stuttgart, Mannheim, Freiburg, Darmstadt, Würzburg und Frankfurt beteiligten sich daran.

Neben den organisatorischen Besprechungen und der Auseinandersetzung über moderne republikanische Propaganda an den Hochschulen stand die Auseinandersetzung über den Arbeitsdienst und Wehrsport im Mittelpunkt der Tagung. Mit Entschiedenheit wurde einmütig der „offizielle" Wehrsport abgelehnt, wie er von Regierungsseite mit militärischen Hintergedanken beabsichtigt und von den nationalistischen Studenten durchgeführt wird. Wir wollen keine Militarisierung der Jugend! Dagegen stimmen die republikanischen Studenten dem „Schutzsport" des Reichsbanners und der Akademischen Legion zu, die eine Abwehrorganisation gegen den Terror der nationalsozialistischen Studenten an den Hochschulen sein will. Am Freiwilligen Arbeitsdienst werden sich die republikanischen Studenten nach wie vor beteiligen. Sie betonen jedoch, daß er nur den Charakter einer Uebergangslösung haben kann.

Ausführliche Debatten gab es über den Vortrag des Demokraten Dr. F. Koch über „Die demokratische Idee in der geistigen Situation unserer Zeit". Koch rief die Studenten zum Eintreten für persönliche und kulturelle Freiheit auf. Er erblickte darin und in einer starken Führerdemokratie die stärksten Impulse für eine neue demokratische Gestaltung. Demgegenüber bekannten sich die Tagungs-Teilnehmer zur sozialen Demokratie, die die Voraussetzung für jede tiefer fundierte Kultur ist. Ihre fernere Bundesarbeit wird durch dieses Bekenntnis zur sozialen Gerechtigkeit und zur Nation bestimmt.

Die Arbeitstagung fand am Freitagabend mit einer großen öffentlichen Kundgebung ihren wirkungsvollen Abschluß. Minister a. D. Korell und der Student Orgeich warben in zündenden Worten für die demokratischen Ideale, die es gegenüber allem Diktaturgeschrei und allem Nationalismus aufrecht zu erhalten gilt. Zur Kundgebung wie auch zur Arbeitstagung hatten sich zahlreiche Vertreter der Eisernen Front und des Reichsbanners eingefunden. Damit wurde am sinnfälligsten dokumentiert, daß die republikanischen Studenten sich als einen Teil der allgemeinen Volksbewegung für Freiheit und Sozialismus betrachten.

7.1.33.

Deutsche Jugend im Ruhrkampf

Von Rechtsanwalt Prof. Dr. Grimm, Essen

Der berühmte Verteidiger der Ruhrgefangenen, der namhafte Gelehrte und Historiker Prof. Dr. Grimm, dessen Ausarbeitungen vor allem auch in der Besatzungsfrage und der Reparationsfrage von grundlegender Bedeutung waren, feiert hier Opfer und Tat der deutschen Jugend im Ruhrkampf. Die Schriftleitung.

Am 10. Januar 1933 jährt sich zum zehnten Male der Tag, an dem französische Truppen ins Ruhrgebiet einbrachen.

Der Ruhrkampf war ein Ereignis von entscheidender Bedeutung. Es war die Zeit von der Viscount d'Abernon in seinem Werk über den Ruhrkampf gesagt hat, daß sie, „fast wie ein Sterben schien“, die aber doch zu Deutschlands Auferstehung wurde. Es war das erste große Nein des deutschen Volkes nach dem Zusammenbruch, das erste „Nein mit aller Konsequenz“, das die erfolgreiche Lösung des ersten Nachkriegsproblems, der Rheinlandfrage, gebracht hat.

„Der Rhein, ein deutscher Sieg!“, so hat der französische Pressechef der Rheinlandarmee, Vial Mazel, das Buch betitelt, in dem er diesen gigantischen Kampf um den Rhein von 1918—1924 schildert, von dem er als französischer Beteiligter resigniert feststellt, daß es ein deutscher Sieg war.

Im Ruhrkampf ist uns der Rhein gewonnen worden, durch die Opfer aller.

Als damals die Tausende in die Gefängnisse gingen, als mehr als 150 000 Deutsche, Männer, Frauen und Kinder Haus und Heim verließen um ihrer Treue zu Deutschland willen, da hat sich unser Schicksal gewandt.

Man hat hinterher nach deutscher Art viel über den Wert des passiven und aktiven Widerstand gestritten. Beide Formen des Widerstandes gehören zusammen. Beide haben zum endgültigen Erfolg beigetragen. Man schmälert das Verdienst der trefflichen Beamten, Industriellen, Arbeiter und Bürger nicht, die im passiven Widerstand aushielten, wenn man auch der Jugend dankbar gedenkt, die sich mit dem blos passiven Widerstand nicht begnügen wollte, sondern zu Sabotage und Angriff schritt.

Wer die Sabotagekämpfe als wertlos abtun zu können glaubt, der möge einmal bei General Mordacq in seinem bei Rauch in Wiesbaden erschienenen Buch über die deutsche Mentalität S. 235 nachlesen, wie die Saboteure ihm damals so viel zu schaffen machten, daß er schließlich für ganz Hessen und die Pfalz nur noch 100 Gewehre als Reserve hatte. Man muß — um die Bedeutung des aktiven Ruhrkampfes zu ermessen — selbst miterlebt haben, welche Erleichterung die französische Rheinarmee empfand, als die Sabotagekämpfe schließlich eingestellt wurden.

Im aktiven Ruhrkampf hat die deutsche Jugend in erster Reihe gestanden. Es waren Angehörige aus allen Ständen und Berufen, aus allen Organisationen und den verschiedensten Weltanschauungen. Sie hatten meist schon in Oberschlesien gefochten.

Es war die Jugend, die zu Opfer und Tat bereit war. Gewiß waren nicht nur Idealisten darunter, aber für die Mehrzahl paßt das Wort, das der jetzige Chef der Heeresleitung, General von Hammerstein, im Femeprozeß Reim gebraucht hat: „Es war erstklassiges jugendliches Material, ehrliche, anständige Leute, die nur aus reiner Vaterlandsliebe handelten.“

Schlageter, Eichler, Görges, v. Oetinger, Graf Keller, Schulze, Ringenberg, Lorbeer, Andler und Haller, und so viele andere, die 1923 und 1924 vor den französischen und belgischen Kriegsgerichten standen und zum Tode oder schwerer Zwangsarbeit verurteilt wurden, dazu der Student Weinmann, der Hein Orbis erschoß und Oberleutnant Paul Schulz, der Organisatior der Schwarzen Reichswehr von 1923, das alles sind Namen, die mit dem Ruhrkampf aufs engste verbunden sind. Aber auch die vielen namenlosen, jungen Deutschen, die damals im täglichen Kleinkampf ihre Pflicht getan haben, der unbekannte Soldat des Ruhrkampfes, der mit einem Lächeln auf dem Antlitz ins Gefängnis ging, sollte nicht vergessen sein.

Die Kämpfe Mann gegen Mann gegen die Separatisten, die Bauernkämpfe im Siebengebirge und in der Eifel, der Ueberfall auf Smeets, die Erschießung von Heinz Orbis und die Verbrennung der Verräter im Bezirksamt zu Pirmasens waren Ereignisse, die nicht mit Paragraphenrecht zu meistern sind und die im Bewußtsein des Volkes einmal eine ähnliche Beurteilung erfahren werden, wie die Tat Wilhelm Tells. Sie wirkten wie ein Fanal und lenkten die Augen der Welt auf die für den Frieden so gefährliche Rheinpolitik Poincarees und trugen somit dazu bei, daß die Welt sich gegen diese Politik wandte.

Nur die fanatische Verständnislosigkeit eines Gumbel kann die Tötung des Verräters Heinz Orbis als einen „bestellten Fememord einer völkischen Wildwestbande“ bezeichnen.*)

Nur Menschen, die vom Parteihaß völlig verblendet sind, könnten sich dazu hinreißen lassen, den Opfertod eines Schlageter in den Staub zu ziehen.

Die deutsche Jugend, zwischen äußeren Feind und eigenes Strafgesetz gestellt, hat im Ruhrkampf, von einzelnen Fehlern abgesehen, einen bewundernswerten Opfermut gezeigt. Ich habe genug Fälle erlebt, in denen der Gegner selbst dieser Jugend seine Achtung nicht versagt hat. Ich vergesse nie das Bild eines 16jährigen Arbeiterjungen, der leuchtenden Auges ins Gefängnis ging, weil er in seiner Fabrik bei der Arbeit „Deutschland, Deutschland über alles“ gepfiffen hatte.

Der Ruhrkampf hat uns gelehrt, wieder an das deutsche Volk zu glauben. An der Wiederaufrichtung dieses Glaubens hat die deutsche Jugend ihren besonderen Anteil.

---

*) So geschehen in Gumbels Buch „Verräter verfallen der Feme.“

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

La France

LES COLONNES DE LA LIGUE

Bordeaux 7.1.33.

Le Congrès national de Paris

Le 31e Congrès national qui s'est tenu à Paris les 26, 27 et 28 décembre, a été une assemblée digne de notre importante Association, tant par l'ampleur et la haute tenue des débats que par l'enthousiasme juvénile et parfois méridional des 2.000 délégués.

Au nom des Ligues étrangères sœurs, le citoyen Gumbel, professeur à l'Université d'Heidelberg, révoqué pour propagande pacifiste, salua les ligueurs français et résuma la situation en Allemagne : « Crise économique profonde qui est la cause du désarroi politique; ce désarroi atteint aujourd'hui le parti hitlérien qui marche vers sa décomposition, mais nous avons à combattre les forces mauvaises représentées par les hobereaux et le capitalisme; nos efforts portent sur la défense de la démocratie et le maintien de la paix. Pour cela, nous avons la volonté de combat. » Notre camarade Gumbel fut longuement acclamé.

Die Wacht
Berlin 8.1.33.

Die Angst vor den Zinnsoldaten.

Zentrumspazifisten.

Deutschlands Jungen lieben ihre Blei- und Zinnsoldaten. Das steht fest. Alle pazifistische Propaganda hat da nichts ausrichten können. Auch seit der Revolution hat sich in dieser Hinsicht nicht viel geändert. Das beweisen schon die ewigen, nachgerade albern wirkenden Propagandawellen der Linken, der Sozen und Kommunisten, der Demokraten und Juden, der Reichsbannergruppen und der Friedensgesellschaften, der Liga für Menschenrechte und der sonstigen pazifistischen Reklamebüros in den Vorweihnachtswochen, die gegen die Zinnsoldaten des deutschen Jungen losgelassen werden. Nichts[illegible] will der deutsche Junge seine Soldaten, seine [illegible], sein Kinder[illegible].

Kennzeichnend, daß da selbst die Zentrumspresse nicht vorüber gehen kann: „Wir haben volles Verständnis (?) für den Betätigungsdrang unserer Jungen, wir kennen ihre Vorliebe für Abenteuerliches, für Heldentum. Aber: der Krieg von heute gibt keinen Raum für persönliches Heldentum — von einigen wenigen Ausnahmen abgesehen. Der Krieg von heute ist der Krieg der Maschine, der Krieg der Chemie. Für einen solchen Krieg erziehen wir unsere Kinder nicht ...“

Diesen Angstschrei fanden wir in der „Kölnischen Volkszeitung“ der Zentrumspartei! (Genosse v. Ossietzky, Genosse Einstein und Professor Gumbel werden sich freuen. Diese Nachbarschaft!)

Erfreulicherweise hat dies alles aber mit den Empfindungen der deutschen Jugend nichts zu tun. Kriegsverkalkte Herrschaften sind bei ihr unbeliebt!

Chemnitzer Tageblatt

Deutsche Jugend im Ruhrkampf

Von

Rechtsanwalt Professor Dr. Grimm, Essen

7. 1. 33.

Der berühmte Verteidiger der Ruhrgefangenen, Professor Dr. Grimm, dessen Ausarbeitungen vor allem auch in der Besatzungsfrage und der Reparationsfrage von grundlegender Bedeutung waren, feiert hier Opfer und Tat der deutschen Jugend im Ruhrkampf.

Am 11. Januar 1933 jährt sich zum zehnten Male der Tag, an dem französische Truppen ins Ruhrgebiet ein- [...]

Generalanzeiger Dortmund

Dortmund 8. 1. 33.

Zum Fall Anna Siemsen.

Die Erklärung, die Frau Professor Anna Siemsen zugunsten von Prof. Gumbel unterschrieben hat, ist Frau Professor Anna Siemsen seinerzeit durch die „Deutsche Liga für Menschenrechte" vorgelegt worden. Da diese Erklärung von zahlreichen Universitätsprofessoren mit ersten Namen unterzeichnet worden ist, glauben wir, daß es wichtig ist durch eine erneute Veröffentlichung die Methoden zu brandmarken, mit denen die Thüringische Regierung glaubte gegen Frau Professor Siemsen vorgehen zu können. Die Erklärung hatte folgenden Wortlaut:

„Das Badische Kultusministerium hat entsprechend dem Antrag der Universität Heidelberg auf dem Disziplinarweg dem bisherigen nichtbeamteten außerordentlichen Professor Dr. Gumbel die Lehrberechtigung entzogen. Damit ist er nach beinahe zehnjähriger Zugehörigkeit zur Universität der materiellen Grundlage seiner fruchtbaren und von der Universität mehrfach anerkannten wissenschaftlichen Tätigkeit beraubt.

Die Unterzeichneten vermögen zu den gegen Dr. Gumbel erhobenen Vorwürfen, zu den juristischen Grundlagen des Verfahrens und zu der Frage wie die Aussagen der drei nationalsozialistischen Belastungszeugen im Gegensatz zu den Aussagen aller anderen Zeugen zu werten sind, keine Stellung zu nehmen.

Sie sehen in diesem Fall überhaupt keinen Fall Gumbel, sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihres Anspruchs auf Beherrschung der Hochschulen. Sie fürchten, daß die Entfernung Gumbels nur der Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde.

Aus diesem Grunde bitten sie das Badische Staatsministerium als letztentscheidende Stelle dringend, Herrn Dr. Gumbel in seinem Amt zu belassen."

Liga für Menschenrechte.

Völkischer Beobachter

Berliner - Ausgabe

Ein unerhörtes „Bekenntnis von Geistlichen"

13. 1. 33.

Altona, 12. Januar.

Unabhängig von der Landeskirche haben in Altona 21 evangelisch-lutherische Geistliche eine öffentliche Erklärung ihrer Stellungnahme zum Staat und zur Politik verbreitet, die geeignet ist, dem Ansehen der Kirche schwer zu schaden. Zunächst wird merkwürdigerweise „Einspruch" dagegen erhoben, daß man von der Kirche verlange, sie solle die Schäden des öffentlichen Lebens teilen. Weiter heißt es, wenn jemand bei militärischen, staatlichen oder Parteifesten die Kirche nur dazu haben wolle, die Feierlichkeit der Feste zu heben, so mißbrauche er die Kirche. Wer von dem Geistlichen verlange, daß er den Tod fürs Vaterland unbedingt als seligen Tod ansprechen solle, der verleite ihn zur Verleumdung Christi und seines Erlösungswerkes. (!)

Diese letzte Erklärung erinnert lebhaft an ähnliche Geschmacklosigkeiten von Leuten vom Schlage des Herrn Professor Gumbel, Förster und ähnlicher Größen. Die Erklärung ist in dieser Form ein öffentlicher Skandal, der die schärfste Verurteilung verdient. In einer Zeit, in der die Einflüsse von Pazifisten und Kriegsdienstverweigerern sowieso die schlimmsten Verwirrungen anrichten, sollte es sich gerade die Geistlichkeit angelegen sein lassen, uns mit pazifistischen Redereien zu verschonen.

Es ist dringend zu wünschen, daß sich die verantwortlichen Kirchenstellen mit dieser unglaublichen Erklärung in der gebotenen Schärfe befassen.

Westdeutsche Zeitung [illegible]

9. 1. 33.

Deutsche Jugend im Ruhrkampf

Von

Rechtsanwalt Professor Dr. Grimm, Essen

Der berühmte Verteidiger der Ruhrgefangenen, der namhafte Gelehrte und Historiker Professor Dr. Grimm, dessen Ausarbeitungen vor allem auch in der Besatzungsfrage und der Reparationsfrage von grundlegender Bedeutung waren, feiert hier Opfer und Tat der deutschen Jugend im Ruhrkampf. Die Schriftleitung.

Am 11. Januar 1933 jährt sich zum zehnten Male der Tag, an dem französischen Truppen ins Ruhrgebiet einbrachen.

Der Ruhrkampf war ein Ereignis von entscheidender Bedeutung. Es war die Zeit, von der Viscount d'Abernon in seinem Werk über den Ruhrkampf gesagt hat, daß sie „fast [...]

„Volkswacht f. Schlesien"

9. 1. 33.

Was ist akademische Freiheit?

Das restlose Monopol der Reaktion auf die Hochschulen

Nun haben wir es von Herrn Balk, dem Leitartikler der „Schlesischen Zeitung" erfahren: akademische Freiheit ist überhaupt gar nichts anderes wie Nationalismus. Sie ist keine Freiheit der Lehre oder der Forschung oder der Meinungsäußerung oder der Studienwahl. Nur eine akademische Freiheit darf es nach Herrn Balk heute geben: die Freiheit der nationalsozialistischen Hetze zum Revanchekrieg. Und endlich weiß man auch, warum Cohn nicht über bürgerliches Recht lesen darf. Weil man in Breslau wie in Königsberg stets „bei geladenen Gewehren" studiert und es morgen Krieg mit Polen geben kann. Cohn wird bekämpft, nicht etwa, weil er Cohn heißt oder belanglose Antworten über ein Asylrecht Trotzkis gibt. Nein, weil er zum Sturmführer in der Polenschlacht" nicht geeignet ist! Eine großartige Logik! Mag für die „Schlesische Zeitung" unseretwegen Pazifismus, Landesverrat, Vaterlandshaß gleichbedeutend sein. Was aber hat der Fall Cohn mit Pazifismus zutun? Was hat selbst der Fall Trotzki damit zu tun? Stehen denn hier die Fragen zur Debatte, bei denen man so menschenfreundlich und kollegial den Gumbel und Dehn die Kravatte zuschnürte? Aber die Sophistereien des Balk haben schon ihre eigene Logik: er hängt der Katze die Schelle um. Das „kleine Grabenstück" des Falles Cohn ist sehr wichtig geworden für die Offensive zur Ausmerzung jedes republikanischen und demokratischen Geistes an den Hochschulen. Was also ist — noch einmal — akademische Freiheit? Das restlose Monopol der Reaktion auf die Hochschulen! Man kann für diese Offenheit nur dankbar sein und auch hier nur sagen: „Vornotiert für den Tag des Umschwunges der Machtverhältnisse!"

Vogtländischer Anzeiger

Plauen i. V. 13. 1. 33.

Die Heidelberger Studenten zum Fall Siemsen. Das Thüringische Volksbildungsministerium hat bekanntlich vor kurzem die früher der Frau Dr. Anna Siemsen gegen den Willen der Thüringischen Landesuniversität Jena erteilte widerrufliche Erlaubnis, erziehungswissenschaftliche Vorlesungen zu halten, zurückgezogen. Diese Maßnahme erfolgte wohl mit Rücksicht darauf, daß Frau Dr. Siemsen als einzige Persönlichkeit, die zur Universität Jena in Beziehung steht, eine Erklärung zugunsten des berüchtigten, in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel mit unterschrieben hat. Als Erzieherin der deutschen Jugend erschien Frau Siemsen daher wenig geeignet. Die Entfernung von der Universität war die notwendige Folgerung, und sie ist in allen nationalen Kreisen als durchaus gerecht empfunden worden. Insbesondere hat dieses tatkräftige Einschreiten des Ministeriums bei der studentischen Jugend lebhaften Widerhall gefunden. So hat, wie wir erfahren, die deutschen Studentenschaft in Heidelberg dem Ministerium in einem Schreiben für seine Maßnahme besonderen Dank ausgesprochen. Es sei das erstemal, daß eine deutsche Behörde auch den Anhängern eines Gumbel gegenüber die notwendigen Konsequenzen gezogen habe.

Die Heidelberger deutsche Studentenschaft zum Falle Siemsen. Das Thüringische Volksbildungsministerium hat bekanntlich vor kurzem die früher der Frau Dr. Anna Siemsen gegen den Willen der Thüringischen Landesuniversität Jena erteilte widerrufliche Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena zurückgezogen. Diese Maßnahme erfolgte wohl mit Rücksicht darauf, daß Frau Dr. Siemsen als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung steht, eine Erklärung zu Gunsten des berüchtigten in Heidelberg disziplinierten Professors Dr. Gumbel mit unterschrieben hat. Als Erzieherin der deutschen Jugend erschien Frau Siemsen daher wenig geeignet. Die Entfernung von der Universität war die notwendige Folgerung hierauf. Sie ist in allen nationalen Kreisen als durchaus gerecht empfunden worden. Insbesondere hat dieses tatkräftige Einschreiten des Ministeriums bei der studentischen Jugend lebhaften Widerhall gefunden. So hat, wie wir erfahren, die deutsche Studentenschaft in Heidelberg dem Ministerium in einem Schreiben für seine Maßnahme den besonderen Dank ausgesprochen. Es sei das erste Mal, daß eine deutsche Behörde auch den Anhängern eines Gumbel gegenüber die notwendigen Konsequenzen gezogen habe.

Chemnitzer Tageblatt 14. 1. 33.

Mitteldeutsche Zeitung

Erfurt, 13. 1. 33.

Dank an das Ministerium

im Fall Siemsen—Gumbel.

Weimar. Das Thüringische Volksbildungsministerium hat bekanntlich vor kurzem die früher der Frau Dr. Anna Siemsen gegen den Willen der Thüringischen Landesuniversität Jena erteilte widerrufliche Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Universität Jena zurückgezogen. Diese Maßnahme erfolgte wohl mit Rücksicht darauf, daß Frau Dr. Siemsen als einzige Persönlichkeit, die zur Landesuniversität Jena in Beziehung steht, eine Erklärung zugunsten des in Heidelberg disziplinierten Professors Gumbel mit unterschrieben hat. Als Erzieherin der deutschen Jugend erschien Frau Siemsen daher wenig geeignet. Die Entfernung von der Universität war die notwendige Folgerung hierauf. Sie ist in allen nationalen Kreisen als durchaus gerecht empfunden worden.

Insbesondere hat dieses tatkräftige Einschreiten des Ministeriums bei der deutschen Jugend lebhaften Widerhall gefunden. So hat, wie wir erfahren, die deutsche Studentenschaft in Heidelberg dem Ministerium in einem Schreiben für seine Maßnahme den besonderen Dank ausgesprochen. Es sei das erste Mal, daß eine deutsche Behörde auch den Anhängern Gumbels gegenüber die notwendigen Konsequenzen gezogen habe.

ANGOULÊME

15 JANVIER 1933

LIMOGE, PARCE QUE PACIFISTE...

Le professeur Gumpel, pacifiste allemand, s'[redacted] mis en campagne, en Allemagne et en France, en faveur du rapprochement franco-allemand.

Le professeur Gumpel a été destitué, en août dernier, par l'Université de Heidelberg, à cause de ses opinions pacifistes.

Vossische Zeitung, Berlin

16. 1. 33.

Abendausgabe

Universitätskonflikt in Jena

Ein Uebergriff des Ministeriums

Die Universität Jena wird sich in nächster Zeit mit dem Fall der Frau Professor Anna Siemsen zu befassen haben, die vom thüringischen Volksbildungsministerium gemaßregelt worden ist. Sie hatte sich im vergangenen Herbst gemeinsam mit andern Hochschullehrern wie Albert Einstein, Jastrow und Schücking in einer öffentlichen Erklärung für Professor Gumbel eingesetzt. Der thüringische Kultusminister verfügte daraufhin kurzerhand die Entziehung der Lehrberechtigung.

Zu diesem Vorgehen bietet sich keinerlei rechtliche Handhabe. Frau Siemsen war 1928 die Honorarprofessur und der Lehrauftrag für Erziehungswissenschaften übertragen worden, ohne daß die Möglichkeit eines Widerrufs vorgesehen war. Es wird nun Aufgabe der Universität sein, ihr Selbstverwaltungsrecht und die akademische Lehrfreiheit gegen einen solchen widerrechtlichen Uebergriff des Ministeriums zu schützen.

Der Reichsbote, Berlin

18. 1. 33.

Es gehört zum Handwerk einer bestimmten Presse, daß sie alle vernünftigen und anständigen Maßstäbe absichtlich aufgibt, wenn es sich für sie darum handelt, die Leute ihres Schlages in Schutz zu nehmen. Auf deutschen Hochschulen haben in den letzten Jahren in zunehmendem Maße Lehrkräfte Eingang gefunden, denen deutsche Eltern ihre Kinder lieber nicht zur Geistesbildung anvertrauen möchten. In verschiedenen Fällen hat man auch über die wissenschaftliche Eignung der Berufenen sehr verschiedener Meinung sein können. Wir brauchen da nur an die Ernennung des vielbesprochenen Herrn Gumbel zum Professor in Heidelberg zu erinnern, die lediglich erfolgt war, um die Unterbringung eines Parteigenossen durch einen marxistischen badischen Minister zu ermöglichen, und zwar eines Mannes, der schon wiederholt das übelste Aufsehen erregt hatte. Während die Elternschaft bei der heutigen Lage der Dinge gegen diese Verwandlung unserer Hochschulen in Pfründenstellen für rote Agitatoren ziemlich machtlos war, hat sich seither die studierende Jugend selbst ermannt und bei mehreren Gelegenheiten gezeigt, daß sie sich nicht mehr alles gefallen läßt. Die Linkspresse holt jetzt zu einem großen Gegenfeldzug aus. Zunächst muß selbstverständlich wieder einmal das mißbrauchteste Schlagwort unserer Zeit, die sogenannte „Freiheit" herhalten. Die Freiheit der Lehrmeinung soll bedroht sein, weil sich einige zu Professoren ernannte Agitatoren der Linken nicht mehr alles herausnehmen dürfen, sondern sich in ihren Aeußerungen die jedem anständigen Deutschen gebotene Selbstzucht auferlegen müssen. Daß es eine Knebelung der Freiheit des weit überwiegenden, vaterländisch empfindenden Teiles der studierenden Jugend bedeutet, wenn man ihr solche Lehrer aufzwingen will, macht der Linkspresse kein Kopfzerbrechen. In eben jener Maßlosigkeit, die wir in den Eingangsworten kennzeichneten, versucht nun die Linkspresse in verdächtiger Uebereinstimmung der von ihr ausgegebenen Parole die neuerdings gemaßregelten Professoren, wie Gumbel und den Breslauer Cohn, mit den berühmten geschichtlichen „Göttinger Sieben" zu vergleichen. Vorausschicken möchten wir, daß die Zusammenstellung Gumbel und Cohn von der Linkspresse stammt, nicht von uns. Wir haben keinen Anlaß, den Breslauer Cohn, der sich geschmacklos und taktlos benommen hat, der aber politisch nicht hervorgetreten ist, mit einem Gumbel auf eine Stufe zu stellen der sich in den dreistesten und niederträchtigsten Verunglimpfungen des deutschen Vaterlandsempfindens hervorgetan hat. Aber mit den Göttinger Sieben haben alle beide gleich wenig zu tun. Diese Göttinger Sieben, Christoph Dahlmann, Wilhelm Albrecht, Heinrich Ewald, Gottfried Gervinus, Wilhelm Weber und die beiden Brüder Grimm sind als selbstlose vaterländische und großdeutsche Patrioten die Opfer einer kleinlichen Zensurschikane geworden. Sie bleiben für alle Zeiten Vorbilder der deutschen akademischen Jugend, als Männer, die nicht gezögert haben, alles an ihren Idealismus und an ihre Verpflichtung vor dem eigenen Gewissen zu setzen. Solche Männer mit einem Cohn zu vergleichen, der in einer Winkelzeitschrift gemeinsam mit Literaten von der Beleumdung eines Leopold Schwarzschild dem deutschen Volke seine Haltung zu Trotzki vorschreiben wollte, heißt sie herabwürdigen. Sie aber mit einem Gumbel zu vergleichen, der unsere Toten aus dem Weltkriege als auf „dem Felde der Unehre gefallen" beschimpft hat und für den sich die einzige würdige Darstellung des Völkerringens in einer Kohlrübe versinnbildlicht, das heißt die Göttinger Sieben und mit ihnen die deutsche Geschichte mit Kot bewerfen. Dieser Pressefeldzug der Linken zeigt abermals, was das deutsche Volk sich immer noch in seiner Langmut gefallen läßt.

---

17 JAN. 1933

Generalanzeiger Dortmund

Dortmund

Um Anna Siemsens Lehrtätigkeit

Nachdem die Breslauer Universitätsbehörden zum Falle des Professors Cohn ihre abschließende Entscheidung gefällt haben, werden Rektor und Senat der thüringischen Landesuniversität in Jena sich jetzt mit der Entziehung der Lehrberechtigung der Frau Professor Anna Siemsen zu befassen haben.

Das thüringische Volksbildungsministerium hat der Honorarprofessorin Anna Siemsen mitgeteilt, es widerrufe die Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen. Grund für diese Maßnahme war, daß Frau Professor Siemsen, gemeinsam mit einer Reihe anderer Professoren, unter anderem Albert Einstein, Jastrow-Berlin, Schücking-Kiel, gegen die Behandlung des Professors Gumbel an der Universität Heidelberg protestiert hatte.

Jetzt haben sich die Rechtsvertreter von Frau Professor Siemsen, die Rechtsanwälte Dr. Carl Falck, der frühere Oberpräsident, und Rudolf Olden in einer Eingabe an das Volksbildungsministerium und den Universitätsrektor in Jena gewandt. Der Lehrauftrag und die Honorarprofessur die Frau Siemsen 1923 erhielt, sind unwiderruflich, erst bei später ernannten Personen hat man die Möglichkeit eines Widerrufs vorgesehen, aber ausdrücklich in der Universitätssatzung erklärt, daß es bei den alten Berechtigungen sein Bewenden habe.

In der Eingabe Dr. Falcks an den Rektor der Universität heißt es schließlich: „Die Rechtsungültigkeit des Ministerialerlasses war für jeden, der die Statuten der Universitäten nachprüft, ohne weiteres erkennbar. Von Ihnen als Hüter der Selbstverwaltung der Universität hätte man erwarten können und müssen, daß Sie zum mindesten das Ministerium auf diese Gesichtspunkte hingewiesen hätten. Da Frau Professor Dr. Siemsen nach wie vor Honorarprofessor an der Universität ist, ist sie zur Ankündigung von Vorlesungen berechtigt. Sollten Sie — was ich schwer zu glauben vermag — wirklich der Meinung gewesen sein, daß Sie das Vorlesungsverzeichnis dem thüringischen Volksbildungsministerium zur Nachprüfung und gegebenenfalls zur Abänderung vorzulegen hätten, so wäre es Ihre Verpflichtung gewesen, gegen eine derartige Herabdrückung der Universität auf den Stand eines Schulbetriebes und gegen die darin liegenden Angriffe in das Selbstverwaltungsrecht der Universität rechtzeitig die erforderlichen Schritte zu unternehmen.

Die Welt am Montag

16. 1. 33.

Metternich zurückgekehrt

Die Göttinger Sieben

Mit den Fällen Dehn, Gumbel, Cohn, Anna Siemsen sind wir in eine Epoche der geistigen Verfolgung und Unterdrückung hineingerutscht, die verblüffend an gewisse Vorkommnisse in der Aera Metternich erinnert.

Das freie Wort vom Katheder der Universität hat stets als besonders gefährlich gegolten. Friedrich Wilhelm I. hatte 1723 den Philosophen Christian Wolff in Halle „bei Strafe des Stranges" aus seinen Staaten gejagt, weil er von der Verbreitung der Lehre von der beschränkten menschlichen Willensfreiheit eine Erschütterung der Militärdisziplin befürchtete, und Kant hatte sich auf Betreiben Wöllners, nach Friedrich dem Großen, eines „betriegerischen, intriganten Pfaffen", 1794 die Behandlung religiöser Gegenstände verbieten lassen müssen. Er mußte untertänig zu Kreuz kriechen, wollte er sich nicht „unfehlbar unangenehmer Verfügungen zu gewärtigen haben".

Hatte sich Kant, wie der Leibnizschüler Wolff, „der Entstellung und Herabwürdigung mancher Haupt- und Grundlehren der Heiligen Schrift und des Christentums" schuldig gemacht, so wurden im 19. Jahrhundert die Universitätsprofessoren aus politischen Gründen gemaßregelt. Ernst Moritz Arndt kam zuerst daran. Nach der Ermordung Kotzebues wurde er als Geschichtsprofessor in Bonn in den Anklagezustand versetzt, einer Haussuchung und endlosen Verhören unterworfen, zuerst durch preußische Kommissare, dann durch die Mainzer „Zentraluntersuchungskommission", die eigens für politische Zwecke eingesetzt war, und, ohne daß je ein Urteil über ihn ausgesprochen wurde, für volle zwanzig Jahre, bis 1840, mundtot gemacht. Sein Gehalt wagte man allerdings diesem populären Dichter, dem Freunde des Freiherrn vom Stein, nicht zu entziehen.

Weit rigoroser verfuhr man siebzehn Jahre später gegen sieben Göttinger Professoren, deren „Verbrechen" darin bestand, daß sie gegen den Staatsstreich des neuen Königs Ernst August von Hannover protestierten. Wilhelm IV. hatte, nachdem es in Göttingen zu Unruhen gekommen war, 1833 eine Verfassung geben müssen. Sein Bruder aber, der in England glühend gehaßte „traurige" Prinz von Cumberland, ein ränkesüchtiger, hinterhältiger Greis von 67 Jahren, meinte dieses „Staatsgrundgesetz" mit einem Federzug beseitigen zu können. Sogar Metternich hat ihn davor gewarnt.

Die sieben Professoren Wilhelm Albrecht, Christoph Dahlmann, Heinrich Ewald, Gottfried Gervinus, Wilhelm Weber und die Brüder Jakob und Wilhelm Grimm erklärten sich ihres Eides als Beamte nicht entbunden: „Sobald wir vor unsrer studierenden Jugend als Männer erscheinen, die mit ihrem Eid ein leichtes Spiel treiben, sobald ist der Segen unsrer Wirksamkeit dahin!" Die Antwort auf diesen mannhaften Protest war die Amtsentsetzung, für Dahlmann, Gervinus und Jakob Grimm verschärft durch Landesverweisung.

Die Universität Göttingen hat damals ihre besten Lehrkräfte verloren. Ganz Deutschland, bis in konservative Kreise hinein, wurde durch diesen Gewaltstreich gegen die „Göttinger Sieben" wachgerüttelt. Als die Elbinger Bürgerschaft ihrem Landsmann Albrecht eine Huldigungsadresse überreichte, schrieb der damalige preußische Innenminister von Rochow: „Dem Untertanen ziemt es nicht, die Handlungen des Staatsoberhauptes an den Maßstab seiner beschränkten Einsicht anzulegen".

Das dürfte durchaus der Staatsweisheit der 95 Jahre später Regierenden entsprechen. Wer sich heute noch auf die Weimarer Verfassung und die von ihr gewährleistete Geistesfreiheit beruft, der mißbraucht damit seinen „beschränkten Untertanenverstand".

H. H.

Verfolgte Wahrheit

Professorenhetze als Gesellschaftsspiel — Die „geistigen" Vorbilder der nationalsozialistischen Pöbelherrschaft

Die Fälle Dehn, Gumbel, Cohn, in denen freiheitlich gesinnte Universitätslehrer von dem studentischen Pöbel oder von den eigenen Kollegen zur Einstellung ihrer Vorlesungen gezwungen wurden, lassen deutlich erkennen, in welcher Gefahr sich die Gedankenfreiheit in Deutschland befindet. Die Praxis, die geistigen Führer des Volkes zum Schweigen zu bringen, um dann in aller Ruhe den andern das Fell über die Ohren zu ziehen, ist uralt.

Die Waffen freilich, mit denen man den Geist bekämpft, waren nicht immer die gleichen. Mit den massivsten Unterdrückungsmethoden war die römische Kirche zur Hand. Den Entdecker des physikalischen Himmelssystems, Kopernikus, rettete nur der Tod vor der Verfolgung des Inquisitionsgerichts. Um so schlimmer erging es seinem Schüler, dem Italiener Giordano Bruno. Dafür, daß er es wagte, die weltanschaulichen Konsequenzen aus dem Kopernikanischen System zu ziehen, wurde er sechs Jahre lang gefangen gehalten, wiederholt gefoltert und „ohne Blutvergießen" im christlichen Geist der Liebe im Jahre 1600 in Rom öffentlich verbrannt. Ein anderer Anhänger der Kopernikanischen Lehre, Galileo Galilei aus Pisa, der Zeuge von Brunos Märtyrertod gewesen war, wurde ebenfalls vor das Inquisitionsgericht geladen, eingekerkert und höchstwahrscheinlich auch gefoltert. In seiner Hilflosigkeit — er war ein kränklicher Greis von 69 Jahren — widerrief er seine Lehre. Er wurde freigelassen, aber bis zu seinem Lebensende polizeilich überwacht.

Die Tatsache, daß sich die Erde um die Sonne dreht, und daß folglich der jüdische Held Josua die Sonne nicht gut stillstehen lassen konnte, war dennoch nach 1642 nicht mehr wegzuleugnen — wenn sie auch das biblische Weltbild in das Reich der Kindermärchen verwies und der kirchlichen Autorität einen empfindlichen Stoß versetzte. Dafür suchte man die übrigen Machtpositionen der Kirche zu halten, und zwar auch der evangelischen, deren „Gewissensfreiheit" nur eine schöne Phrase war. Die bürgerliche Aufklärung bemühte sich, Religion anstatt auf die biblische „Offenbarung", d. h. den Wunderglauben, auf die Vernunft zu stützen und eine „Naturreligion" zu predigen. Diese Idee, die sich von den Philosophen Spinoza und Leibniz herleitet, wurde in Deutschland namentlich von dem Universitätsprofessor Christian Wolff in Halle gelehrt. Dieser hervorragendste Schüler Leibnizens erfreute sich europäischer Berühmtheit; die Akademie in Petersburg bemühte sich um ihn, die Akademien zu London und Paris ernannten ihn zu ihrem Mitglied. Das hinderte aber seinen Landesherrn, Friedrich Wilhelm I., nicht, ihn ohne Untersuchung aus dem Amte zu jagen. Zwei Gamaschenhengste, die Generale von Natzmer und von Löben, hetzten den König auf: Wenn der Mensch, wie Wolff lehrt, nicht der unbedingte Herr seines Willens sei, könnte man ja einen Deserteur für straffrei erklären? Wo bliebe denn da die Disziplin? Die Folge war die Kabinettsorder vom 8. November 1723: „Der Christian Wolff hat binnen 48 Stunden die königlichen Länder zu räumen, und zwar bei Strafe des Stranges." Wolff ist in Marburg mit offenen Armen aufgenommen und 1740 von Friedrich II. ehrenvoll zurückgeholt worden. Blamiert war nur der „königliche Korporal", der für seine Kommisdisziplin gezittert hatte.

Damit hörten aber die Drangsalierungen der Wissenschaft in Preußen nicht auf. Selbst der große Immanuel Kant in Königsberg hat mit 70 Jahren einen Ukas bekommen, in dem stand: „Unsere höchste Person hat schon seit geraumer Zeit mit großem Mißfallen ersehen, wie Ihr Eure Philosophie zur Entstellung und Herabwürdigung mancher Haupt- und Grundlehren der Heiligen Schrift und des Christentums mißbraucht... Wir verlangen des ehesten Eure gewissenhafte Verantwortung, und gewärtigen Uns von Euch, daß Ihr Euch künftighin nichts dergleichen werdet zuschulden kommen lassen, sondern vielmehr... Euer Ansehen und Eure Talente dazu anwenden, daß unsere landesväterliche Intention je mehr und mehr erreicht werde, widrigenfalls Ihr Euch ... unfehlbar unangenehmer Verfügungen zu gewärtigen habt." Unterzeichnet ist dieser Wisch von dem Minister Wöllner, den Friedrich der Große einen „betrügerischen intriganten Pfaffen" geschimpft hatte. Kant unterwarf sich und las erst nach Friedrich Wilhelms II. Tode, 1797, wieder über religiöse Gegenstände.

Man droht unliebsamen Professoren im 19. Jahrhundert nicht mehr mit dem „Strang", man kerkert sie auch nicht mehr ein, spannt sie nicht mehr auf die Folter und führt sie nicht mehr auf den Scheiterhaufen. Aber man macht sie mundtot. So ist es Ernst Moritz Arndt ergangen, der als Geschichtsprofessor in Bonn, nur weil er offen für die großdeutsche Idee eingetreten war, einer jahrelangen Untersuchung durch preußische Behörden, dann durch die berüchtigte „Zentraluntersuchungskommission" in Mainz unterworfen und ohne Urteilsspruch auf 20 Jahre, 1820 bis 1840, der Lehrerlaubnis beraubt wurde — ohne daß man ihm freilich sein Gehalt entzog.

Noch skandalöser freilich war das, was sich 1837 in Göttingen zutrug. In der altberühmten hannöverschen Universitätsstadt war durch eine Miniaturrevolution im Jahre 1831 eine Verfassung erzwungen worden, die 1833 in Kraft trat. Die erste Regierungshandlung des neuen Königs von Hannover, Ernst August von Cumberland, war, als er 1837 auf seinen Bruder Wilhelm IV. folgte, dieses „Staatsgrundgesetz" aufzuheben und auf Grund der „Verfassung" von 1819 absolutistisch zu regieren. Gegen diesen Staatsstreich des bereits 67 Jahre alten, in England gründlich verhaßten Fürsten setzten sich sieben Göttinger Professoren zur Wehr: Wilhelm Albrecht, Christoph Dahlmann, Heinrich Ewald, Georg Gottfried Gervinus, Wilhelm Weber und die Brüder Jakob und Wilhelm Grimm. Sie wiesen in würdigster Form darauf hin, daß sie sich an den Eid gebunden fühlten, den sie auf die Verfassung geleistet hätten, und einen solchen Eidbruch, wie er ihnen zugemutet würde, weder vor sich noch vor ihren Schülern verantworten könnten. Die Antwort des Königs war die fristlose Entlassung. Jakob Grimm, Dahlmann und Gervinus wurden als die Rädelsführer sogar des Landes verwiesen.

Ein Schrei der Entrüstung gellte durch ganz Deutschland, als dieser Gewaltstreich bekannt wurde, vor dem sogar Metternich gewarnt hatte. Es wäre zu wünschen, daß sich das deutsche Volk heute, da man mit demselben Terror gegen die Freiheit des Geistes wütet, ebenso geschlossen zur Wehr setzte. Dr. H.

Für Ehre und Frieden

20. 1. 33.

Die Lehrfreiheit und ihre Grenze.

Jena. In einer nationalsozialistischen Kundgebung sprach neben den Ministern Sauckel und Marschler auch Volksbildungsminister Wächtler, der die Aufgabe des Nationalsozialismus als eine Erziehungsaufgabe bezeichnete. Zum Fall Siemsen an der Thüringischen Landesuniversität stellte der Minister fest, daß es für ihn eine Selbstverständlichkeit gewesen sei, Frau Siemsen die Lehrberechtigung zu entziehen, nachdem sie die Protestentschließung gegen Professor Gumbels Maßregelung unterschrieben habe.

Wenn die zwei Millionen deutscher Toten, die Gumpel beschimpft habe, heute aufstehen könnten aus ihren Gräbern, so würden sie ihn nicht nur maßregeln, sondern aus Deutschland herauspeitschen! Die akademische Lehrfreiheit finde dort ihre Grenze, wo es um den Bestand des Volkes gehe.

Wissenschaft und Universität sollten Diener am deutschen Volke sein. Den Kindern schon müsse die Ehrfurcht vor den deutschen Großtaten gegenwärtig sein, und sie müßten begreifen lernen, daß durch das Versailler Diktat den Deutschen ein Schandmal auf die Stirn gedrückt sei. Es sei nicht so, wie von den Gegnern des von ihm eingeführten Wechselspruches behauptet werde, daß damit der Haß gepredigt werde. „Wir wollen den Frieden, der aber nur zwischen gleichberechtigten Völkern möglich ist. Wir wollen," so sagte der Minister, „die Gleichberechtigung, damit nicht der Haß in unseren Herzen wachse."

Astawahlen in Heidelberg

Heidelberg, 21. Januar. (Telegr.)

Hier waren gestern die Wahlen zum neugegründeten Asta der Universität, die, wie erwartet, eine Mehrheit der Rechtsgruppen ergaben. Bei etwas geringerer Wahlbeteiligung erhielten die Nationalsozialisten 18 (bisher 17) Sitze, der neue Nationale Block, dem die Waffenverbindungen angehören, 8 (12), die katholische Gruppe 7 (6), der Republikanische Block 4, während diese Mittelgruppen bisher 10 Mandate hatten. Die Rote Studentengruppe holte 2 (1) Mandate. Am Ausgang der Wahl ist mitbestimmend gewesen, daß diesmal eine unpolitische Gruppe nicht aufgestellt war, so daß die Wahlbeteiligung zugunsten der Rechtsgruppen zurückging. Die Rechte hat gerade die Zweidrittelmehrheit.

Der Heidelberger Asta unterscheidet sich in manchem von dem der übrigen Universitäten. Er darf nur mit Zustimmung des Ministers, der in Baden bekanntlich Zentrumsmann ist, der großen Deutschen Studentenschaft beitreten. Die Fachschaften sind unabhängig von der Leitung des Asta organisiert worden. Ausdrücklich wird dem Asta auch untersagt, sich mit politischen Fragen zu beschäftigen. Im übrigen wurde auf allen Seiten der Wahlkampf würdig und ruhig geführt. Die Dozentenschaft rechnet darauf, daß auch die Studenten jetzt, nach Bereinigung des Falles Gumbel, zu sachlicher Arbeit zurückkehren und daß die Streitmöglichkeiten jetzt ausgeschaltet bleiben.

Frau Siemsen die Lehrerlaubnis entzogen

Das thüringische Volksbildungsministerium hat der Honorarprofessorin Anna Siemsen den Widerruf der Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen mitgeteilt.

Grund für diese Maßnahme war, daß Frau Siemsen gemeinsam mit einer Reihe anderer Professoren, u. a. Albert Einstein, Jastrow-Berlin, Schücking-Kiel gegen die Behandlung des Prof. Gumbel an der Universität Heidelberg protestiert hatte. Jetzt haben ... die Rechtsvertreter von Frau Prof. Siemsen, die Rechtsanwälte Dr. Karl Falck, der frühere Oberpräsident, und Rudolf Olden in einer Eingabe an das Volksbildungsministerium und den Universitätsrektor in Jena gewandt. Der Lehrauftrag und die Honorarprofessur, die Frau Siemsen 1923 erhielt, sind unwiderruflich. Erst bei später ernannten Personen hat man die Möglichkeit eines Widerrufs vorgesehen, aber ausdrücklich in der Universitätssatzung erklärt, daß es bei den alten Berechtigungen sein Bewenden haben ...

1. 33.

Verfolgte Wahrheit

Professorenhetze als Gesellschaftsspiel — Die „geistigen" Vorbilder der nationalsozialistischen Pöbelherrschaft

Die Fälle Dehn, Gumbel, Cohn, in denen freiheitlich gesinnte Universitätslehrer von dem studentischen Pöbel oder von den eigenen Kollegen zur Einstellung ihrer Vorlesungen gezwungen wurden, lassen deutlich erkennen, in welcher Gefahr sich die Gedankenfreiheit in Deutschland befindet. Die Praxis, die geistigen Führer des Volkes zum Schweigen zu bringen, um dann in aller Ruhe den andern das Fell über die Ohren zu ziehen, ist uralt.

Die Waffen freilich, mit denen man den Geist bekämpft hat, waren nicht immer die gleichen. Mit den massivsten Unterdrückungsmethoden war die römische Kirche zur Hand. Den Entdecker des physikalischen Himmelssystems, Kopernikus, rettete nur der Tod vor der Verfolgung des Inquisitionsgerichts. Um so schlimmer erging es seinem Schüler, dem Italiener Giordano Bruno. Dafür, daß er es wagte, die weltanschaulichen Konsequenzen aus dem Kopernikanischen System zu ziehen, wurde er sechs Jahre lang gefangen gehalten, wiederholt gefoltert, und „ohne Blutvergießen" im christlichen Geist der Liebe im Jahre 1600 in Rom öffentlich verbrannt. Ein anderer Anhänger der Kopernikanischen Lehre, Galileo Galilei aus Pisa, der Zeuge von Brunos Märtyrertod gewesen war, wurde ebenfalls vor das Inquisitionsgericht geladen, eingekerkert und höchstwahrscheinlich auch gefoltert. In seiner Hilflosigkeit — er war ein kränklicher Greis von 69 Jahren — widerrief er seine Lehre. Er wurde freigelassen, aber bis zu seinem Lebensende polizeilich überwacht.

Die Tatsache, daß sich die Erde um die Sonne dreht, und daß folglich der jüdische Held Josua die Sonne nicht gut stillstehen lassen konnte, war dennoch nicht mehr wegzuleugnen — wenn sie auch das biblische Weltbild in das Reich der Kindermärchen verwies und der kirchlichen Autorität einen empfindlichen Stoß versetzte. Dafür suchte man die übrigen Machtpositionen der Kirche zu erhalten, und zwar auch der evangelischen, deren „Gewissensfreiheit" nur eine schöne Phrase war. Die bürgerliche Aufklärung bemühte sich, Religion anstatt auf die biblische „Offenbarung", d. h. den Wunderglauben, auf die Vernunft zu stützen und eine „Naturreligion" zu predigen. Diese Idee, die sich von den Philosophen Spinoza und Leibniz herleitet, wurde in Deutschland namentlich von dem Universitätsprofessor Christian Wolff in Halle gelehrt. Dieser hervorragendste Schüler Leibnitzens erfreute sich europäischer Berühmtheit; die Akademie in Petersburg bemühte sich um ihn, die Akademien zu London und Paris ernannten ihn zu ihrem Mitglied. Das hinderte aber seinen Landesherrn, Friedrich Wilhelm I., nicht, ihn ohne Untersuchung aus dem Amte zu jagen. Zwei Gamaschenhengste, die Generäle von Natzmer und von Löben, hetzten den König auf: Wenn der Mensch, wie Wolff lehrt, nicht der unbedingte Herr seines Willens sei, könnte man ja einen Deserteur für straffrei erklären! Wo bliebe denn da die Disziplin? Die Folge war die Kabinettsorder vom 8. November 1723: „Der Christian Wolff hat binnen 48 Stunden die königlichen Länder zu räumen, und zwar bei Strafe des Stranges." Wolff ist in Marburg mit offenen Armen aufgenommen und 1740 von Friedrich II. ehrenvoll zurückgeholt worden. Blamiert war nur der „königliche Korporal", der für seine Komißdisziplin gezittert hatte.

Damit hörten aber die Drangsalierungen der Wissenschaft in Preußen nicht auf. Selbst der große Immanuel Kant in Königsberg hat mit 70 Jahren einen Ukas bekommen, in dem stand: „Unsere höchste Person hat schon seit geraumer Zeit mit großem Mißfallen ersehen, wie Ihr Eure Philosophie zur Entstellung und Herabwürdigung mancher Haupt- und Grundlehren der Heiligen Schrift und des Christentums mißbraucht ... Wir verlangen des ehesten Eure gewissenhafte Verantwortung, und gewärtigen Uns von Euch, daß Ihr Euch künftighin nichts dergleichen werdet zuschulden kommen lassen sondern vielmehr ... Euer Ansehen und Eure Talente dazu anwenden, daß unsere landesväterliche Intention je mehr und mehr erreicht werde, widrigenfalls Ihr Euch ... unfehlbar unangenehmer Verfügungen zu gewärtigen habt." Unterzeichnet ist dieser Wisch von dem Minister Wöllner, den Friedrich der Große einen „betrügerischen intriganten Pfaffen" geschimpft hatte. Kant unterwarf sich und las erst nach Friedrich Wilhelms II. Tode, 1797, wieder über religiöse Gegenstände.

Man droht unliebsamen Professoren im 19. Jahrhundert nicht mehr mit dem „Strang", man kerkert sie auch nicht mehr ein, spannt sie nicht mehr auf die Folter und führt sie nicht mehr auf den Scheiterhaufen. Aber man macht sie mundtot. So ist es Ernst Moritz Arndt ergangen, der als Geschichtsprofessor in Bonn, nur weil er offen für die großdeutsche Idee eingetreten war, einer jahrelangen Untersuchung durch preußische Behörden, dann durch die berüchtigte „Zentraluntersuchungskommission" in Mainz unterworfen und ohne Urteilsspruch auf 20 Jahre, 1820 bis 1840, der Lehrerlaubnis beraubt wurde — ohne daß man ihm freilich sein Gehalt entzog.

Noch skandalöser freilich war das, was sich 1837 in Göttingen zutrug. In der altberühmten hannöverschen Universitätsstadt war durch eine Miniaturrevolution im Jahre 1831 eine Verfassung erzwungen worden, die 1833 in Kraft trat. Die erste Regierungshandlung des neuen Königs von Hannover, Ernst August von Cumberland, war, als er 1837 auf seinen Bruder Wilhelm IV. folgte, dieses „Staatsgrundgesetz" aufzuheben und auf Grund der „Verfassung" von 1819 absolutistisch zu regieren. Gegen diesen Staatsstreich des bereits 67 Jahre alten, in England gründlich verhaßten Fürsten setzten sich sieben Göttinger Professoren zur Wehr: Wilhelm Albrecht, Christoph Dahlmann, Heinrich Ewald, Georg Gottfried Gervinus, Wilhelm Weber und die Brüder Jakob und Wilhelm Grimm. Sie wiesen in würdigster Form darauf hin, daß sie sich an den Eid gebunden fühlten, den sie auf die Verfassung geleistet hätten, und einen solchen Eidbruch, wie er ihnen zugemutet würde, weder vor sich noch vor ihren Schülern verantworten könnten. Die Antwort des Königs war die fristlose Entlassung. Jakob Grimm, Dahlmann und Gervinus wurden als die Rädelsführer sogar des Landes verwiesen.

Ein Schrei der Entrüstung gellte durch ganz Deutschland, als dieser Gewaltstreich bekannt wurde, vor dem sogar Metternich gewarnt hatte. Es wäre zu wünschen, daß sich das deutsche Volk heute, da man mit demselben Terror gegen die Freiheit des Geistes wütet, ebenso geschlossen zur Wehr setzte. Dr. [illegible]

25. 1. 33.

Die verfolgte Wahrheit

Vorbilder der nationalsozialistischen Geistesunterdrückung

Die Fälle Dehn, Gumbel, Cohn, in denen freiheitlich gesinnte Universitätslehrer von dem studentischen Pöbel oder von den eigenen Kollegen zur Einstellung ihrer Vorlesungen gezwungen wurden, lassen deutlich erkennen, in welcher Gefahr sich die Gedankenfreiheit in Deutschland befindet. Die Praxis, die geistigen Führer des Volkes zum Schweigen zu bringen, um dann in aller Ruhe den andern das Fell über die Ohren zu ziehen, ist uralt.

Cahiers des Droits de l'Homme
20.1.33.

M. KAYSER lit la résolution suivante :

« *Le Congrès félicite MM. Mandelstam, Mirkine-Guetzévitch, Victor Basch, Gumbel et Campolonghi pour leurs rapports dont il apprécie les conclusions qu'il fait siennes.*

« *Il leur donne mandat de se mettre en rapport avec les Commissions du Conseil afin d'élaborer avec elles un texte de Déclaration revisée, amplifiée, adaptée aux données de la vie sociale, économique et internationale. Ce texte, après avoir été soumis à l'étude des Ligues nationales, sera l'objet de la discussion du Conseil international près du Congrès.* »

La séance est ouverte, à 9 h. 30, sous la présidence de M. VICTOR BASCH, président de la Ligue française.

Sont présents :

Ligue allemande : M. GUMBEL.

Ligue arménienne : MM. KHATISSIAN, AHARONIAN.

Ligue autrichienne : M. LOEWIT-LADNER.

Ligue bulgare : M. GANEFF.

Ligue espagnole : M. LOPEZ Y LOPEZ.

Ligue française : Mlle COLLETTE, MM. BASCH, CORCOS, E. KAHN, J. KAYSER.

Ligue géorgienne : MM. CHARACHIDZÉ, SALAKAZA.

Ligue hongroise : M. BOTA.

Ligue italienne : MM. CAMPOLONGHI, Mario PISTOCCHI, ANGELONI.

Ligue luxembourgeoise : MM. FLESCH, GILLET.

Ligue polonaise : M. MOTZ.

Ligue portugaise : MM. DE SOUZA, SIMOEZ.

Ligue russe : MM. AVXENTIEFF, MANDELSTAM, MIRKINE-GUETZÉVITCH, RUBINSTEIN.

Ligue suisse : M. BORLOZ.

La Ligue tchécoslovaque : Mme PANAYOTOFF-WEIZMAN.

Se sont excusées : la Ligue égyptienne, la Ligue grecque.

Est absente : la Ligue belge.

M. VICTOR BASCH, au nom de la Ligue française, souhaite la bienvenue à tous les délégués, puis remercie chaque représentant des Ligues sœurs et surtout MM. Ganeff, venu de Bulgarie spécialement pour ce Congrès ; Gumbel, victime de la terreur hitlérienne en Allemagne, et Borloz, défenseur des libertés genevoises.

Les délégués des Ligues-sœurs répondent pour présenter à la Ligue française et à son président toutes leurs sympathies.

M. GUMBEL croit que les « apatrides » de la seconde catégorie ne sont pas dans une situation apolitique, car si l'on refuse la nationalité à une minorité dans un Etat quelconque, c'est en général pour des raisons politiques. C'est pourquoi, faire appel aux Etats eux-mêmes pour régler la question, c'est souvent les appeler à se prononcer contre leurs intérêts politiques ; d'autre part, des commissions mixtes intergouvernementales, comme le désire M. Rubinstein, ont été déjà recommandées par la Conférence de Rome de 1922 aux divers Etats, et elles n'ont jamais existé ; pour ces deux raisons, il faut en appeler à la S. D. N. ; en conséquence, la Ligue allemande votera pour la résolution autrichienne.

M. GUMBEL insiste sur la nécessité de limiter le droit à la propriété et il pense qu'avant de déclarer « que nul ne doit en être privé » il faudrait au moins constater que la majorité en est privée. Le travail pour lui doit cesser d'être une marchandise et la propriété ne doit exister qu'en tant que « fonction sociale ». Il accepte également le « droit à la vie » et constate avec plaisir qu'il y a plein accord entre la Ligue allemande et ses sœurs française et russe.

M. GUMBEL déclare que les quatre parties qui formeront la nouvelle Déclaration sont indissolublement unies. Voilà pourquoi il ne votera pas dès aujourd'hui une des parties, car il craindrait de lui donner par ce vote une prépondérance quelconque et une intangibilité dangereuse.

M. MANDELSTAM dit qu'il n'y a pas contradiction entre sa résolution et la pensée de M. Gumbel ; il explique que ce vote ne sera que la sanction de la constatation faite par l'Institut de Droit International « qu'il y a des droits de l'homme internationaux ». Cet éclaircissement permettra sans doute à M. Gumbel de voter au moins le dernier article de sa résolution.

Märkische Abendpost, Königsberger [illegible] 26.1.33.

Akademische Unfreiheit

Der Fall Cohn (Breslau), der Fall Siemsen (Jena) und der Fall Gumbel (Heidelberg) haben wieder einmal mit erschreckender Deutlichkeit gezeigt, daß die akademische Freiheit nur noch auf dem Papier besteht. Den Professor Cohn wollte man aus der Hochschule drängen, weil er nationalistischen Studenten mißfiel; die Professoren Anna Siemsen und Gumbel beseitigt man, weil sie aufrechte, wahrheitsliebende Menschen sind. Was man gegen sie vorbringt, ist zu albern, als daß man es wiederholen könnte.

Freilich, wer die Geschichte des deutschen geistigen Lebens und der deutschen Universitäten kennt, den können die neuesten Gewalttaten des Ungeistes kaum überraschen. Die Geschichte der Universitäten ist nicht arm an skandalösen Vorkommnissen ähnlicher Art.

Im Jahre 1723 wühlten die Halleschen Pietisten so erfolgreich gegen den Philosophen Christian Wolff, daß dieser die Hochschule verlassen mußte. Er wurde von Friedrich Wilhelm I ausgewiesen und ging nach Marburg.

Ein ähnlicher Skandal ereignete sich 1838 ebenfalls in Halle. Der Geschichtsprofessor Heinrich Leo beschuldigte in seinem Pamphlet „Die Hegelingen" den linken Flügel der Schule Hegels der Gottlosigkeit. Diese gemeine Angeberei, zu der die Universitätsprofessoren in unbegreiflicher Verstocktheit schwiegen, hat nur insofern gewirkt, als sie der Anlaß wurde zu Ludwig Feuerbachs prachtvoller Streitschrift „Ueber Philosophie und Christentum".

Den Vorwurf der Gottlosigkeit hatte man rund 40 Jahre vorher auch dem Philosophen Fichte gemacht. Fichte hatte im Jahre 1798 durch seinen Aufsatz „Ueber den Grund unseres Glaubens an eine göttliche Weltregierung" die stets auf der Lauer liegenden Frömmler gegen sich aufgebracht, und der weimarische Hof forderte in einem Reskript (Verfügung) den Senat der Universität Jena auf, den Professoren Fichte und Niethammer (in dessen „Philosophischem Journal" Fichtes Aufsatz gestanden hatte) „ihre Unbedachtsamkeit zu verweisen und ihnen eine bessere Aufmerksamkeit auf die in das Publikum zu bringenden Aufsätze anzuempfehlen". Zugleich wurde das Entlassungsgesuch des mannhaften Fichte genehmigt. Die Studenten traten für den verfolgten Denker ein, die Kollegen rührten keinen Finger für ihn. Akademische Freiheit! Goethe, damals bekanntlich weimarischer Minister, spielte bei dieser dunklen Sache eine sehr üble Rolle: er ließ Fichte — gegen die Vorstellungen einiger Räte — einfach fallen. Der preußische Minister von Dohm sprach sich bald darauf in einer Gesellschaft „laut und feurig" gegen die Rechtsverletzung aus, die sich Weimar gegen Fichte hatte zuschulden kommen lassen. Der Vorwurf der Rechtsverletzung — einer der schlimmsten! — trifft natürlich in erster Linie Goethe.

Spinoza wußte ganz genau, was er tat, als er die Professur in Heidelberg, die ihm der Kurfürst von der Pfalz anbieten ließ, ausschlug. Freie, unabhängige Männer können sich auf Universitäten nicht behaupten. Dort gedeihen nur Leisetreter. Als Ludwig Feuerbach seine Erstlingsschrift „Gedanken über Tod und Unsterblichkeit" veröffentlicht hatte, da sprach sein Vater das prophetische Wort: „Diese Schrift wird dir nie verziehen! Nie bekommst du eine Anstellung." Die Erlanger theologischen Kreise arbeiteten denn auch so erfolgreich gegen den mutigen Privatdozenten, daß er weichen mußte. So ging den deutschen Hochschulen der mannhafte Denker verloren. Auch seine Bücher konnten nicht aufkommen; denn die Hochschullehrer schwiegen ihn tot oder entstellten seine Lehre. Genau so machten sie es mit Schopenhauer.

Die Universitäten haben sich immer der Wahrheit widersetzt. Als der ehrliche Geschichtsschreiber Hans Prutz mit der Hohenzollern-Legende aufzuräumen begann, mußte er die Universität Königsberg verlassen und in Süddeutschland Zuflucht suchen. Und als Friedrich Nietzsche Anfang der achtziger Jahre des vorigen Jahrhunderts in Leipzig öffentlich lehren wollte, wies man ihn ab, weil er über das Christentum dachte wie ein Philosoph und nicht wie ein Allerweltschrist oder ein Mucker. Die Zeit ist über die Zionswächter hinweggegangen. Nietzsche, dessen Kritik des Christentums von ungeheurer Tragweite ist, zählt heute zu den europäischen Größen, und jene ablehnende Gebärde der Leipziger Professoren, die schon Nietzsche heiter stimmte, ist symbolisch für die Feigheit der beamteten Akademiker.

Möchten alle, denen Deutschlands Zukunft am Herzen liegt, wieder und immer wieder dafür eintreten, daß unabhängigen Wissenschaftlern Gelegenheit gegeben werde, an Volkshochschulen zu lehren! Natürlich müssen solche Volkshochschulen aller staatlichen Bevormundung und jeder Beeinflussung durch Cliquen entzogen werden.

Karl Quenzel.

Volkswacht Bielefeld 29.1.33.

Wahrheit ist zu allen Zeiten verfolgt

Professorenhetze als Gesellschafts[illegible] — Die „geistigen" Vorbilder der nationalsozialistischen Pöbelherrschaft

Die Fälle Dehn, Gumbel, Cohn, in denen freiheitlich gesinnte Universitätslehrer von dem studentischen Pöbel oder von den eigenen Kollegen zur Einstellung ihrer Vorlesungen gezwungen wurden, lassen deutlich erkennen, in welcher Gefahr sich die Gedankenfreiheit in Deutschland befindet. Die Praxis, die geistigen Führer des Volkes zum Schweigen zu bringen, um dann in aller Ruhe den andern das Fell über die Ohren zu ziehen, ist uralt.

Die Tatsache, daß sich die Erde um die Sonne dreht, und daß folglich der jüdische Held Josua die Sonne nicht gut stillstehen lassen konnte, war dennoch nach 1642 nicht mehr wegzuleugnen — wenn sie auch das biblische Weltbild in das Reich der Kindermärchen verwies und der kirchlichen Autorität einen empfindlichen Stoß versetzte. Dafür suchte man die übrigen Machtpositionen der Kirche zu halten, und zwar auch der evangelischen, deren „Gewissensfreiheit" nur eine schöne Phrase war. Die bürgerliche Aufklärung bemühte [illegible]

[illegible] Armen aufgenommen und 1740 von Friedrich II. ehrenvoll zurückgeholt worden. Blamiert war nur der „königliche Korporal", der für seine Kommißdisziplin gezittert hatte.

Damit hören aber die Drangsalierungen der Wissenschaft in Preußen nicht auf. Selbst der große Immanuel Kant in Königsberg hat mit 70 Jahren [illegible] bekommen, in dem [illegible] Person hat schon seit [illegible] Mißfallen ersehen, wie [illegible]

Der Alarm, Berlin

Kurt Großmann:

Der Fall Anna Siemsen

2.2.33.

Frau Professor Anna Siemsen aus Jena ist, wie bereits mitgeteilt, von der thüringischen nationalsozialistischen Regierung gemaßregelt worden. Der „Kultus"minister Wächtler hat ihr die Erlaubnis zum Halten von erziehungswissenschaftlichen Vorlesungen an der Landesuniversität Jena entzogen. Grund für diese Maßregelung einer weithin anerkannten Gelehrten war die Tatsache, daß Frau Siemsen zusammen mit andern anerkannten Professoren wie z. B. dem Völkerrechtler Prof. Walther Schücking, Kiel, Prof. Tönnies, Dresden, Prof. Jastrow, Berlin, Prof. Albert Einstein, Prof. Goetze und vielen anderen für den von der badischen Regierung gemaßregelten Professor Gumbel eine Erklärung unterschrieben hat. In dieser heißt es an der entscheidenden Stelle, daß die Unterzeichner der Erklärung in der Maßregelung nicht einen Fall Gumbel sehen, „sondern angesichts der Unruhen an so vielen deutschen Universitäten nur einen Spezialfall des allgemeinen Ansturms der Nationalsozialisten und insbesondere ihren Anspruch auf Beherrschung der Hochschulen." Sie fürchten, „daß die Entfernung Gumbels nur den Anfang einer allgemeinen „Säuberung" der Hochschulen von allen entschiedenen Republikanern darstellen würde". Mit dieser Befürchtung haben die Unterzeichner Recht behalten, wie der Fall Siemsen beweist.

Die Rechtslage im Fall Siemsen aber ist so geartet, wie das die Rechtsbeistände, die im Auftrage der Deutschen Liga für Menschenrechte für Frau Professor Siemsen tätig sind, der frühere Oberpräsident der Provinz Sachsen, Dr. Carl Falck, und Dr. Rudolf Olden in ihren Schriftsätzen an die thüringische Landesuniversität und an den thüringischen Volksbildungsminister ausführen. Frau Professor Siemsen ist am 6. September 1923 die Vorlesungsberechtigung auf dem Gebiet der Erziehungswissenschaft an der Landesuniversität Jena erteilt worden unter gleichzeitiger Ernennung zum Honorarprofessor in der philosophischen Fakultät. Maßgebend für diesen staatlichen Hoheitsakt war der § 15 des damals geltenden allgemeinen Statuts der großherzoglich und herzoglich sächsischen Gesamtuniversität Jena vom 18. Januar 1907, wonach die Ernennung eine unwiderrufliche ist. In der jetzigen Hauptsatzung der thüringischen Landesuniversität Jena vom Jahre 1924 wird im § 115 ausgeführt:

„Soweit bei dem Inkrafttreten dieser Satzungen im Dienste der Universität stehenden Universitätslehrern und Beamten auf Grund der bisher geltenden Bestimmungen oder besonderer Vereinbarungen weitergehende Ansprüche zustehen, behält es damit sein Bewenden."

Damit entbehrt die Entziehung der Lehrberechtigung jeder rechtlichen Grundlage. Denn die alte Satzung vom Jahre 1907 kannte keine widerruflichen Lehrberechtigungen. Diese Unwiderruflichkeit ist auch unter der Herrschaft der neuen Satzung bestehen geblieben. Demnach ist der Widerruf gegenüber Frau Professor Siemsen rechtsungültig.

Die Rechtsvertretung von Frau Siemsen hat der thüringischen Landesuniversität eine Schadenersatzklage für den Fall angedroht, daß die Ankündigung ihrer Vorlesungen nicht Aufnahme in das neue Vorlesungsverzeichnis finden sollte.

Interessant ist, daß der Rektor der thüringischen Landesuniversität behauptet hat, müsse dieses Vorlesungsverzeichnis dem thüringischen Ministerium für Volksbildung zur Korrektur vorlegen. Das wäre ein Eingriff in die Selbstverwaltung der Universitäten, wie er schlimmer nicht gedacht werden kann, denn damit hätte das thüringische Volksbildungsministerium letzten Endes den Stoff zu bestimmen, der allein auf Grund wissenschaftlicher Erkenntnis von den Dozenten ausgesucht werden kann.

Der Fall Siemsen ist nicht nur ein Skandal wegen der Rigorosität, mit der Herr Wächtler genau wie im Falle der Studienräte Fiedler und Rau vorgeht, weil Frau Siemsen sich vor einen angegriffenen Kollegen gestellt hat, sondern weil dieses Vorgehen offensichtlich auf den Druck der nationalsozialistischen Studentenschaft zurückzuführen ist. Das Kultusministerium hat überhaupt kein Wissen von der sehr zurückhaltenden Erklärung für Professor Gumbel gehabt. Erst die nationalsozialistischen Studenten haben das Kultusministerium hierauf aufmerksam gemacht und mit Unruhen, die nicht unterdrückt werden könnten, gedroht, wenn nicht gegen Frau Prof. Siemsen das Entsprechende veranlaßt werden würde. Herr Wächtler hat seinen Studenten pariert, und Frau Professor Siemsen ist geflogen.

Aber mit dieser Tatsache kann sich das öffentliche Gewissen in Deutschland nicht beruhigen. Abgesehen von der rechtlichen Seite des Falles ist dieser Fall mehr noch als der Fall Cohn in Breslau ein großer Skandal und, wenn in Deutschland nicht alles Gefühl für die Freiheit der Lehre und der politischen Meinungsäußerung ertötet ist, muß endlich die Welle der Empörung einsetzen, die es den Wächtlern verbietet, mit dieser Freiheit Schindluder zu treiben.

Die Jenaer Studentenschaft an Minister Wächtler 3.2.33.

Der allgemeine Studentenausschuß der Universität Jena hat folgende Verlautbarung dem Thüringer Volksbildungsminister übersandt:

„Die Jenaer Studentenschaft dankt Herrn Staatsminister Wächtler für seine Schritte im Falle Siemsen und begrüßt es, daß eine deutsche Landesregierung einer Dozentin die Lehrberechtigung entzogen hat, die für einen Gumbel eintrat, der seine Lehrfreiheit dazu mißbrauchte, die Ehre des deutschen Frontsoldaten zu beschmutzen."

Funke 12.2.33

Nr. 321 / 2. Jahrgang.

Dringender Appell!

Die Vernichtung aller persönlichen und politischen Freiheit in Deutschland steht unmittelbar bevor, wenn es nicht in letzter Minute gelingt, unbeschadet von Prinzipiengegensätzen, alle Kräfte zusammenzufassen, die in der Ablehnung des Faschismus einig sind. Die nächste Gelegenheit dazu ist der 5. März 1933.

Es gilt, diese Gelegenheit zu nutzen und

endlich einen Schritt zu tun

zum Aufbau einer einheitlichen Arbeiterfront, die nicht nur für die parlamentarische, sondern auch für die weitere Abwehr notwendig sein wird.

Wir richten an jeden, der diese Ueberzeugung mit uns teilt, den dringenden Appell, zu helfen, daß ein Zusammengehen der sozialdemokratischen und kommunistischen Partei für diesen Wahlkampf zustande kommt, am besten in der Form gemeinsamer Kandidatenlisten, mindestens jedoch in der Form von Listenverbindung. Insbesondere in den großen Arbeiterorganisationen, nicht nur in den Parteien, kommt es darauf an, hierzu allen erdenklichen Einfluß aufzubieten.

Sorgen wir dafür, daß nicht Trägheit der Natur und Feigheit des Herzens uns in die Barbarei versinken lassen!

Willi Eichler — Karl Emonts — Hellmuth Falkenfeld — Kurt Großmann — E. J. Gumbel — Theodor Hartwig — Maria Hodann — Käthe Kollwitz — Karl Kollwitz — Robert Kuczynski — Otto Lehmann-Rußbüldt — Heinrich Mann — Paul Oestreich — Anna Siemsen — August Siemsen — Minna Specht — Marie Westphal-Krause — Erich Zeigner — Karl Zwing.

Kasseler Volksblatt

Akademische Unfreiheit

Kassel 27.1.33.

Der Fall Cohn (Breslau), der Fall Siemsen (Jena) und der Fall Gumbel (Heidelberg) haben wieder einmal mit erschreckender Deutlichkeit gezeigt, daß die akademische Freiheit nur noch auf dem Papier besteht. Den Professor Cohn wollte man aus der Hochschule drängen, weil er nationalistischen Studenten mißfiel; die Professoren Anna Siemsen und Gumbel beseitigt man, weil sie aufrechte, wahrheitsliebende Menschen sind. Was man gegen sie vorbringt, ist zu albern, als daß man es wiederholen könnte.

Freilich, wer die Geschichte des deutschen geistigen Lebens und der deutschen Universitäten kennt, den können die neuesten Gewalttaten des Ungeistes kaum überraschen. Die Geschichte der Universitäten ist nicht arm an skandalösen Vorkommnissen ähnlicher Art.

Im Jahre 1723 wühlten die Halleschen Pietisten so erfolgreich gegen den Philosophen Christian [illegible]

dieser dunklen Sache eine sehr üble Rolle: er ließ Fichte — gegen die Vorstellungen einiger Räte! — einfach fallen. Der preußische Minister von Dohm sprach sich bald darauf in einer Gesellschaft „laut und feurig" gegen die Rechtsverletzung aus, die sich Weimar gegen Fichte hatte zuschulden kommen lassen. Der Vorwurf der Rechtsverletzung — eine der schlimmsten! — trifft natürlich in erster Linie Goethe.

Spinoza wußte ganz genau, was er tat, als er die Professur in Heidelberg, die ihm der Kurfürst von der Pfalz anbieten ließ, ausschlug. Freie, unabhängige Männer können sich auf Universitäten nicht behaupten. Dort gedeihen nur Beisetreter. Als Ludwig Feuerbach seine Erstlingsschrift „Gedanken über Tod und Unsterblichkeit" veröffentlicht hatte, da sprach sein Vater das prophetische Wort: „Diese Schrift wird dir nie verziehen! Nie bekommst du [illegible]

Der Funke, Berlin 12.2.33.

Der Versuch, die Opposition niederzutrampeln.

Die Ausrottung kommunistischer Literatur.

Melchers Schlüsselstellung.

Die Befugnis, auf Grund der Notverordnung vom 4. Februar kommunistische Literatur zu beschlagnahmen mit der Begründung, daß diese „geeignet sei", die öffentliche Sicherheit und Ordnung zu gefährden, ist in der preußischen Ausführungsverordnung den Ortspolizeibehörden und Landräten zugesprochen worden. Wenn aber der Berliner Polizeipräsident eine derartige Beschlagnahme und Einziehung anordnet, so gilt diese für das gesamte preußische Staatsgebiet.

Melcher hat also die Macht, sämtliche Schriften z. B. Lenins aus sämtlichen Buchhandlungen, Verlagen und Bibliotheken Preußens fortholen und vernichten zu lassen; ebenso alle Bücher, die durch eine bloße Tatsachen-Darbietung eine furchtbare Anklage gegen diese „Ordnung" darstellen wie die Bücher Gumbels. Es wäre kindisch, diese Machtbefugnis als einen Paragraphen zu betrachten, der „nicht so heiß gegessen wie gekocht werden wird". Die neuen Machthaber sitzen in einer schweren Situation; sie haben in ihrer pomphaften Regierungsbotschaft und in ihrer früheren Agitationstätigkeit den Mund reichlich voll genommen; sie müssen greifbare Taten vorweisen können in absehbarer Zeit, um die Urteilslosen von ihrer Tatkraft zu überzeugen. Schließlich muß man damit rechnen, daß Melchers Befugnis sich eines Tages in der Hand des Grafen Helldorf oder eines ähnlich Qualifizierten befindet.

Einen Schnellastwagen mit kommunistischer Literatur verfolgten Polizisten von Hanau nach Frankfurt a. M. Sie schossen hinter dem Auto her, aber erst in Frankfurt wurde es angehalten. Die beiden Begleiter außer dem Chauffeur flohen dann; einer von ihnen ist am nächsten Tage (Freitag) verhaftet worden. Gegen ihn und den Chauffeur wird ein

Verfahren wegen Vorbereitung zum Hochve[...] leitet werden.

Fünf kommunistische Flugblattverteiler wu[...] bach-Reydt festgenommen. Einleitung eines H[...]fahrens.

Die kommunistische „Neue Arbeiterzeitung[...] wurde auf fünf Tage verboten, einschließlich [...] Ersatzblätter.

Die Beschlagnahme des sozialdemokratis[...] willen" (Hannover) wegen Abdruckes des W[...] SPD ist vom Amtsgericht Hannover bestätigt [...] den Redakteur Raloff ist ein

Hochverratsverfahren

eingeleitet worden.

L'Internationale - Les Rénovateurs (Grand Orient) | Cosmos - Les Philanthropes Réunis (Grande Loge)

Fraternité - Réconciliation

Groupe Maçonnique pour la Société des Nations, pour le Rapprochement Franco-Allemand

TENUE BLANCHE

Vendredi 10 Février 1933, à 21 heures

Salle de la Crypte, 8, rue Puteaux

La Fin de la République démocratique en Allemagne

par **M. GUMBEL,** professeur de l'Université d'Heidelberg, un des fondateurs et membre du Comité Central de la Ligue Allemande des Droits de l'Homme.

Robert VIDALIN, *de la Comédie Française,* dira plusieurs poèmes.

Participation aux frais : 2 fr. **Carte valable pour une Famille**

---

9. II. 33. Welt am Abend

Rettet die Meerut-Gefangenen

Ein Aufruf gegen den Terror in Indien

Rettet die Meerut-Gefangenen

Welt am Abend 9. II. 33

Ein Aufruf gegen den Terror in Indien

In kurzer Zeit, am 19. März, werden es vier Jahre, daß in Indien 31 Arbeiter und Intellektuelle verhaftet wurden. Die Verhafteten sitzen seitdem unter den furchtbarsten Verhältnissen in dumpfen, feuchten Kerkerlöchern gefangen. Ihre Einkerkerung erfolgte unter der Beschuldigung, Mitglieder gewerkschaftlicher Organisationen zu sein und kommunistische Gesinnung zu haben. Vor wenigen Wochen, am 16. Januar, wurden 27 der Angeklagten vom Meeruter Klassengericht zu insgesamt 178 Jahren Kerker und Deportation verurteilt, einzelne darunter zu 10, 12, 15 Jahren und zu lebenslänglichen Zuchthausstrafen.

Dieses Urteil ist ein schreiendes Klassenurteil und soll mit seiner barbarischen Strafe das gesamte nach Freiheit rufende indische Volk und die indische Arbeiterbewegung treffen. In dieser Flut von Terrormaßnahmen, die heute die besitzende und herrschende Klasse gegen die Arbeiterbewegung und alle freiheitlichen Bestrebungen durchgeführt, ist dieses Urteil eines der schlimmsten und eine der herausforderndsten Terrormaßnahmen.

Das Urteil hat mit Recht in der ganzen Welt Empörung und Entsetzen hervorgerufen und erinnert an die Niederwerfung der indischen Freiheitsarmee bei Amritsar.

An Stelle der feuernden Artillerie ist jetzt die trockene Guillotine, das Meeruter Klassengericht, getreten, das in einer anderen Form, aber ebenso sicher, das Leben der Verhafteten trifft und vernichtet.

Die Gewalthaber in Indien gehen in der barbarischsten Weise gegen die indische Freiheits- und Arbeiterbewegung vor.

Nicht weniger als 80 000, unter ihnen viele Anhänger der Bewegung für Gewaltlosigkeit, sitzen in den Gefängnissen, darunter mehr als 400 politische Gefangene, die im Jahre 1915 in Bengalen und Punjab bei den damaligen Freiheitsbewegungen verhaftet wurden.

Arbeiter, Künstler, Wissenschaftler, Frauen und Männer in der ganzen Welt, erhebt eure Stimme und euren Protest gegen das barbarische Klassenurteil von Meerut.

Bildet überall Komitees für die Meerut-Gefangenen. Führt Sammlungen durch zur Organisierung der Unterstützung und Verteidigung der Meerut-Gefangenen und zur Entsendung einer europäischen Delegation nach Indien!

Versäumt keine Stunde, fordert in Versammlungen und Kundgebungen die Freilassung aller politisch Verhafteten und Gefangenen Indiens! Fordert die sofortige Freilassung der Meerut-Gefangenen!

Internationales Komitee für die Befreiung der Meerut-Gefangenen (Sitz London)

Wie uns das Komitee mitteilt, sind bei ihm zahlreiche telegrafische und briefliche Zustimmungs- und Sympathieerklärungen eingegangen, darunter von Romain Rolland, der telegrafisch sich für den Kampf um die Befreiung der Meerut-Gefangenen zur Verfügung stellt.

Weiter u. a. von: Professor Francis Jourdain, Frau Gabrielle Duchêne, Léon Werth, René Arcos, Bergéry (Mitglied der französischen Kammer), Paul Vaillant-Couturier (Frankreich), John Dos Passos, Sherwood Anderson, Bishop Montgomery Brown (USA), Dr. h. c. Freiherr von Schönaich, Otto Lehmann-Russbüldt, John Heartfield, Dr. F. C. Weiskopf, Egon Erwin Kisch, Ernst Busch, Hanns Eisler, Ernst Gläser, Otto Nagel (Maler), Professor Gumbel, Johannes R. Becher, Karl August Wittfogel, Dr. Helene Stöcker, Ernst Toller (Deutschland), Reginald Bridgeman, Alexander Gossip, Reverend Conrad Noel, J. G. Brown (Verband der Staatsangestellten und -beamten), Emile Burns, James Maxton, Fenner Brockway, Dorothy W[...]man (England), Charlotte Despard (Irland).

Weitere Zustimmungen und [...] sind zu senden an Reginald [...] 43 Grays Inn Road, London W. [...]

Vendredi 10 Février 1933

LES RENOVATEURS — L'INTERNATIONALE (G∴ O∴)
COSMOS — LES PHILANTHROPES REUNIS (G∴ L∴)
FRATERNITE-RECONCILIATION
Groupe maçonnique pour la Société des Nations, pour le Rapprochement franco-allemand.

TENUE BLANCHE

A 21 heures, Salle de la Crypte, 8, rue Puteaux

LA FIN
de la République Démocratique
en Allemagne

par M. GUMBEL, professeur de l'Université d'Heidelberg, révoqué en raison de son action pacifiste, un des fondateurs et membre du Comité Central de la Ligue Allemande des Droits de l'Homme.

Robert VIDALIN, de la Comédie-Française, dira plusieurs poèmes.

Participation aux frais : 2 francs.

Prière de se décorer.

CONVOC

RTI S. F. I. O. 9.2.33

ETUDIANTS SOCIALISTES. — Convocation pour hier reçue trop tard.

5e section. — A 21 heures, Maison de la Mutualité, salle K, conférence de E.-J. Gumbel, ancien professeur à l'Université de Heidelberg, sur « L'Allemagne ». Invitation à tous.

6e SECTION. — Ce soir à 21 h. réunion chez Noel, 33, rue du Four.

11e SECTION. — Ce soir, réunion plénière à 21 h., au local, 6, rue Popincourt. Dès 20 h. 30 permanence pour recevoir les lots et le prix des carnets, ainsi que cotisations en retard.

12e SECTION. — C. E. 21 h., 34, rue Traversière.

13e SECTION. — La conférence éducative, notre camarade Paul Faure indisponible. Prière prendre note que, le vendredi 24 courant, salle habituelle, c'est notre camarade Amédée Dunois qui traitera du sujet suivant : Le cinquantenaire de Karl Marx.

15e SECTION. — Ce soir à 20 h. 30, réunion, 35, rue Mademoiselle. Le front socialiste international [illegible] par

Ein Abgesang:

Auch ein Heinrich, vor dem uns ...

Leben und Taten des Dichterakademie-Präsidenten Ma...

Dr. S. Was die litterarische Physiognomie des mit Recht so „zurückgetreten wordenen“ Dichterakademiepräsidenten H e i n r i c h M a n n anbelangt, so zitieren wir zunächst einmal A d o l f B a r t e l s' „Geschichte der Deutschen Litteratur“, Band II:

„Heinrich begann im Jahre 1897 mit Novellen und war dann schon ganz er selbst in dem Roman unter feinen Leuten' „Im Schlaraffenland“ (1900), der in das Leben der Berliner Börsen- und Journalisten-, also w e s e n t l i c h j ü d i s c h e r K r e i s e einführt und in der Regel als groteske Karikatur bezeichnet wird. Schon in diesem Roman wird der ausgeprägte E r o t i s m u s Heinrich Manns, also die Neigung, das ganze Leben auf „Liebe“ zu stellen, deutlich — vielleicht das Hauptwerk des deutschen Erotismus gibt er dann in seinem Roman „Die Göttinnen oder die drei Romane der Herzogin von Assy“ (1902/3), die die angeblich Wikingerblut in sich tragende Heldin als Diana, Minerva und Venus erlebt. Mit der „Jagd nach Liebe“, einem Münchner Roman (1903/4), kommt Mann wieder zu dem wüsten Stil des „Schlaraffenlandes“ zurück. Es folgten dann die Schulgeschichte „Professor Unrat“ (1905), das in Italien spielende „Zwischen den Rassen“ (1907) und „Die kleine Stadt“ (1909), und darauf gab Mann den sogenannten Arbeiterroman „Die Armen“ (1917), der ein außerordentlich grelles und auch a u f r e i z e n d e s Bild des Lebens in einem isolierten Industrieorte bietet — ‚der Expressionismus macht sich's bequem', schrieb ich irgendwo über ihn, ‚er nimmt vom Naturalismus, was er brauchen kann, erkennt aber k e i n e V e r a n t w o r t l i c h k e i t an'. Ich muß gestehen, daß ich Mann n i e h a b e e r n s t n e h m e n k ö n n e n, bis dann seine letzten Werke, „Der Untertan“ (1918), der angeblich das Zeitalter Wilhelms II. darstellt, aber weiter nichts als e i n e f r e c h e K a r i k a t u r deutschen Lebens ist, „In einer Familie“ (1924), und „Der Kopf“ (1925), meinen Zorn wachriefen. **Nun steht mir Mann neben Heine als Verfasser von „Deutschland, ein Wintermärchen“.** Mann hat auch Novellen und einige Dramen veröffentlicht.“

Diese äußerst treffende und dabei sehr zurückhaltende Charakteristik des literarischen Schaffens von Heinrich Mann dürfte jeden aufmerksamen Leser über den Expräsidenten der Dichterakademie schon hinreichend unterrichtet haben. Ein Autor also, dessen Phantasie sich (jedenfalls auch aus b l u t s mäßigen Gründen, weil die Mutter der Manns P o r t u g i e s i n war) wesentlich in erotischen Themen erschöpfte, der es sich leistete, mitten im Weltkrieg „aufreizende Bilder“ zu entwerfen und, was völkische Verantwortungslosigkeit anbetrifft, mit einem Chaim Bückeburg alias Heinrich Heine konkurrieren konnte — ein Autor solchen Schlages war nach Ansicht der Novembergewaltigen dazu berufen, die deutsche Geistigkeit zu repräsentieren!!! Dabei muß noch betont werden, daß Adolf Bartels, welchem seine Gegner mit eiserner Stirn blinden Haß gegen alle ihm unsympathischen Erscheinungen zu unterstellen belieben, in hier vielleicht allzu wissenschaftlicher Gewissenhaftigkeit noch verhältnismäßig w o h l w o l l e n d geurteilt hat. Im Gegensatz nämlich zu dem angeblich parteiischen Bartels hat sich der selbstverständlich an „Objektivität“ nicht zu überbietende T h o m a s M a n n unvergleichlich schärfer über die litterarische Produktion seines leiblichen Bruders geäußert, indem er dessen Werke als

„Romane von aphrodisischer Pennälerphantasie, Kataloge des Lasters, in denen keine Nummer vergessen war“

bezeichnete. Und Albert S o e r g e l, ein Litterarhistoriker, dessen „Objektivität“ bekanntlich schon an Urteilslosigkeit grenzt, hat geäußert, in Heinrich Manns „Jagd nach Liebe“ erschiene

die Welt

in

ein einziges Bordell

verwandelt“. Unumstößlich steht jedenfalls fest, daß die immer b e d e n k l i c h e, meist sogar w ü s t e Lebensdarstellung Heinrich Manns vom Standpunkt des deutschen Volkstums aus von Anfang an scharf abgelehnt werden mußte. Auch das gestalterische Können dieses „Dichters“ ist immer gering gewesen, wenn auch ein gewisses Geschick und später eine gerissene Routine n u r ästhetisch Urteilenden die Erkenntnis dieser Tatsache erschwert haben mögen. Klarsichtigen indessen öffnete schon die „Unrat“-Dichtung die Augen, dieses breitgewalzte, jeden (deutschen!) Humors entratende, haßstrotzende Zerrbild, das weiter nichts als einen abreagierten Komplex darstellt. So wenig wir die Berechtigung von Satire und Groteske bestreiten wollen, wenn sie allein von B ö s w i l l i g k e i t getragen scheint, lehnen wir r e i n b l ü t i g Deutschen sie als unserem völkischen Wesen widersprechend ab! Die gleiche Einstellung führte Adolf Bartels dazu, Heinrich Mann zuletzt lediglich als n a t i o n a l e n S c h ä d l i n g einzuschätzen.

Ein Selbstporträt

Nach dem Vorausgegangenen mutet es einigermaßen grotesk an, wenn man erfährt, daß Heinrich Mann für die „W a h r h e i t“ zu kämpfen vorgibt. Diese „Wahrheit“ ist, wie seinerzeit die „Neue Literatur“ sehr richtig bemerkte, eine merkwürdige Sache, denn, wie schrieb Heinrich Mann in seinem „Selbstporträt“ (Nr. 146 des „B e r l i n e r T a g e b l a t t s“ vom 27. 3. 31)? Man höre und lese mit Genuß:

„Der Mensch hat ein R e c h t a u f L ü g e, oder wenigstens auf Beschönigung, sie ist sein Trost in dem schweren Dasein. Niemand begreift besser als der Schriftsteller (H. M.), daß wir nicht einmal einen Tag von der Wahrheit allein leben könnten. Er meint nur, daß ein Mensch, der wenige Stunden des Tages am Schreibtisch verbringt, es während dieser paar Stunden versuchen könnte, bei der Wahrheit zu bleiben. Da ist es durchaus nicht nötig, denen zu schmeicheln, die ihn lesen werden. Man muß nicht offenkundig verfehlte Richtungen mitmachen und darf sich nicht verbeugen vor ehemaligen Wahrheiten, ... sind als ein Mittel, die[illegible] dieser Schriftsteller immer bestritten wurde. Er hatte es nicht gerade leicht. Nach seiner Auffassung erhöht sich die Verantwortung mit dem Verstand und ein geistiger Mensch hat n o c h w e n i g e r als sonst jemand das Recht, unanständig zu handeln. Andererseits muß er wissen, wie weit er in der vorhandenen Welt mit seiner v e r h ä l t n i s m ä ß i g e n Sauberkeit kommt.“

Nun, Heinrich ist mit seiner „verhältnismäßigen Sauberkeit“ im unsauberen Nachkriegsdeutschland ja weit genug gekommen und hat sich bis dato „ein hier und jetzt erträgliches Dasein“ immerhin zu sichern gewußt! Daß dies nicht zuletzt seine aus den zitierten Sätzen erhellende t r a d i t i o n s f e i n d l i c h e und kraß m a t e r i a l i s t i s c h e Anschauung ermöglichte, bedarf kaum noch besonderer Hervorhebung. Zu boshaft wäre es aber wohl, wollte man den Begriff der „verhältnismäßigen Sauberkeit“ auf sein Werk „Liliane und Paul“ an[illegible] ... welchem der Vater des „Helden“, ein Novemberling vom Scheitel bis zur Sohle, ein Paneuropäer p a r e x c e l l e n c e.

Hand in Hand mit dieser widervölkischen Einstellung ging eine Glorifizierung unseres erbittertsten Feindes Frankreich.

Vorkriegsfrankreich, das ist das Land, in dem sittlicher Ernst herrscht, Vorkriegsdeutschland, das ist die Hölle, wo Prahlerei, Anmaßung, Lüge, Selbstbetrug, Raffgier und Ungerechtigkeit an der Tagesordnung sind. „Ententegläubig“, so führt Albert Soergel aus, „beurteilt Mann das Frankreich der Dreyfuszeit nach den w e n i g e n, die w i d e r den Strom, beurteilt er das Deutschland der Kaiserzeit nach den v i e l e n, die im Strome schwammen,

deutet er den Geist von 1914 in Eroberergeist um;

ententegläubig hält er den Gedanken von Jacques Rivière, die Ruhrbesetzung sei ‚eine etwas grobe, aber ganz deutliche Einladung an Deutschland, mit Frankreich zusammenzuarbeiten' für ‚überraschend und doch vielleicht nicht paradox' ..“

B e s t i m m t paradox aber war es, daß der Mann dieser Meinungen an die Spitze

Dienst am kommunistis...

selbstverständlich nicht. Wurde ein jüdischer Landesverräter wie Hatvani wegen Beschimpfung Ungarns zu sieben Jahren Zuchthaus verurteilt, so erhob er gemeinsam mit den Juden Einstein, Theodor Wolff, Ludwig Fulda, Arthur Schnitzler, Hoffmannsthal, Stephan Zweig, Felix Salten, Franz Werfel und Max Reinhardt sofort im „B e r l i n e r T a g e b l a t t“, in der „V o s s i s c h e n Z e i t u n g“, in der „F r a n k f u r t e r“ ein markerschütterndes Wutgeheul!

Schutz den Landesverrätern!!

Wurde ein Komitee gebildet, um den

Mordbrenner Hölz

aus dem Zuchthaus zu befreien, so figurierte Heinrich selbstverständlich neben Einstein, Georg Bernhard, Dr. Feilchenfeld, Dr. Goldschmitt, Dr. Lion Feuchtwanger, Dr. Sally Friedländer, Dr. Gumbel, Dr. Kerr, Dr. Lasker, Emil Ludwig Cohn, Paul Schlesinger, Dr. Wolfenstein, Arnold Zweig, Toller und Tucholski im Vorstand.

Ganz vorzüglich paßte sich auch seine im „Berliner Tageblatt“ kundgegebene Äußerung, nunmehr (nach der Revolution!) hätten die Wagnerischen

Heldengestalten „von der Bühne abzutanzen“, seinen vorangegangenen paneuropäisch-pazifistisch-philosemitischen Elaboraten an!

Nachdem wir mit der vorangegangenen Aufzählung die Namen seiner Freunde kennengelernt haben, überrascht es nicht mehr, daß Heinrich auch ein

nicht zu überbietender Philosemitismus

nachgerühmt werden darf. In der zionistisch eingestellten „W a h r h e i t“ in Prag (Nr. 24, 1925) schrieb er die klassischen Sätze:

„Der Rassenantisemitismus hat Herkunft und Mechanismus der neueren Gesellschaft nicht begriffen. Wozu mit ihm verhandeln? Der Nationalismus ist samt seiner antisemitischen Ergänzung geistig längst erledigt. Es wird langweilig, sich mit ihm abzugeben. Er wirkt nur in den Tatsachen plump körperlich noch nach und wird dank dem Beharrungsvermögen, das gerade seine Anhänger kennzeichnet, selbst in einer künftigen bis zur Unkenntlichkeit veränderten Welt ohne jeden Zusammenhang mit ihr noch spuken.“

Oh, wenn du geschwiegen hättest, weisester aller Propheten! Wie anders haben sich die Dinge entwickelt, und zwar g e r a d e deshalb, weil der Rassenantisemitismus die Herkunft und den Mechanismus der neueren Gesellschaft, ... der Sally Fischer, Paul Cassirer, Mosse, ... Banken und Börsen n u r

...gebaute ...

...Mann

...iner preußischen Dichter-Akademie ge... ...stellt wurde!

...en Schriftsteller, welcher es fertig brachte, ...r französischen Jugend ihre fried... ...liche Gesinnung ausdrücklich zu bescheinigen, ...mit der deutschen Jugend indirekt wohl kriegerische Gesinnung unterstellt werden ...

...en diesen novemberlichen Großtaten ... dann die wiederholten Reisen nach ... die Krone auf, gelegentlich deren ...e ungeheuerliche Äußerung Manns fiel, ... Ansicht nach sei die Not und Ver... ...ung des deutschen Volkes nicht auf die ...wichtigen Reparationszahlungen zurück... ...en ...

...er über eine so schöne Seele verfügt, drückt ... Welt, mit Ausnahme nur des natio... ...en Deutschlands, an sein liebendes Herz. ... es, einen Aufruf der Roten Hilfe zu unter... ...nen, so verschloß sich Heinrich diesem

...ischen Untermenschen

...zu gut begriffen hat! Heute heißt es: ... Demokratismus samt seiner philosemitischen Ergänzung ist geistig längst erledigt, es wird langweilig, sich mit ihm abzugeben! Wes... ...wegen nicht genehme Dichterpräsi... ...denten nunmehr auch „plump kör... ...perlich" an die Luft befördert wer... ...den. Sorgen braucht sich der gute Heinrich deswegen ja nicht zu machen, kann er doch auch weiterhin noch

Vorträge in Synagogen

halten, womit er ja unlängst begonnen hat. Vielleicht setzt sich auch Leonhard Tietz für ... ein, worauf man nach folgender schöner ...ungsanzeige schließen könnte:

„Der Dichter Heinrich Mann spricht am ...ontag, den 20. Oktober 1930, im Konzert... ... des ‚Pfalzbaues' Ludwigshafen a. Rh., ...er Literatur im Jahre 1929/30. Freien Ein... ... gegen einen Gutschein von 1 M. Diese ...scheine werden bis zum 15. November ... beim Einkauf von Waren zum vollen ... in Zahlung genommen, Verkauf der ...scheine an unserer Kasse 2, Kleiderstoff... ...teilung, Erdgeschoß, Leonhard Tietz, Akt.-..."

... sinnig symbolisierte hier der jüdische ... Heinrich Manns die enge Verwandt... ... von Literatur und Maßkonfektion.

Das tollste Stück

... dürfte gewesen sein, daß sich Mann auch ... Errichtung eines Heine-Denkmals in Düsseldorf begeistert einsetzte. Für den ... Gesellen, „der im 19. Jahrhundert nicht bloß durch die deutsche Literatur, sondern auch durch das deutsche Leben hindurchgegangen ist, durchaus als Seelenverwüster und -vergifter, als Vater der Dekadenz auf literarischem, politischem und sozialem Gebiet,

... einen Denunzianten und Revolverjournalisten,

... Juden Heine wollte er also Ruhmes... ... errichten! Den besten Vorschlag hat hier ... Liszt gemacht, der, wenn es denn ...je, ein Denkmal aus Kot empfahl ...

Der Dank der Novemberparteien

... sehr dieser Mann dem politi... ... System des vergangenen ...zehnts anzurechnen ist, geht ... „festlichen Empfang" hervor, den ...akademie der Künste zum 60. Geburts... ... „Dichters" veranstaltete, bei wel... ...genheit der damalige preußische

... der Heinrich Mann zum 60. Geburtstag wurde ... ..., da hat der Zufall mit dem Wort von Heinrich Mann in Erinnerung gerufen, daß aus dem Menschen, im ganzen genommen, noch einmal etwas werden kann." Im ganzen genommen, gewiß; es gibt aber auch Ausnahmen, wie der Fall Heinrich Mann zeigt ... Doch weiter: „Kühner als alle Altersgenossen unter den Dichtern sind Sie, Heinrich Mann, mitgegangen, hinein in eine neue Zeit, und waren schon vorher deshalb für sie ..."

Der regierende Marxismus bestätigte also einem von uns wohl schon hinreichend gekennzeichneten Novemberliteraten, daß er als Wegbereiter und Verkünder ihrer Absichten zu gelten habe. Nach unseren Ausführungen dürfte sich jeder Kommentar erübrigen.

Und ein Mann mit solch einem Sündenregister erdreistete sich in diesen Tagen, Protestversammlungen wegen angeblich „bedrohter Geistesfreiheit" einzuberufen! Gerade er ist der letzte, der sich in solchen lächerlichen Attitüden gefallen dürfte; denn anders als das deutschere Deutschland, welches keines...

... ...e Partei ..., hatte der ... Heinrich noch vor 2 Jahren nicht mehr ... nicht weniger vor, als das deutsche Geistesleben unter seine unmaßgebliche Zensur zu stellen.

Schrieb er doch in der „Vossischen Zeitung": „Unsere Entschlußkraft könnte eines Tages so weit gehen, daß wir die Schulbücher von allem reinigen, was der Jugend schadet: Veraltete Geschichtsauffassungen, Irrtümer über andere Völker und über die Erlebnisse des unseren." Was das bedeutet hätte, ist bei Manns Denkweise klar genug!

Gott sei Dank hat die erwähnte, damals doch wohl schon vor ihrer eigenen Courage zitternde Entschlußkraft, wie nicht anders zu erwarten, versagt. Die Entschlußkraft eines neuen Deutschlands aber hat für etwas anderes gesorgt, was schon längst hätte geschehen müssen: für die Ausschaltung von Literaten wie Heinrich Mann aus dem offiziellen Geistesleben!

Adolf Schustermann, Zeitungsausschnitte, Berlin SO 16, Rungestr. 20

11. 23.2.33.

Völkischer Beobachter, Berlin / Ausg. 54

Abschrift laut Original vom 23.2.33.

Krakauers Glück und Ende

Als eine erlösende Tat muss der Schritt des Kultusministers Pg. Rust bezeichnet werden, die Karl-Marx-Schule in Neukölln umzuorganisieren und ihren Leiter, den Oberstudiendirektor Dr. Karsen, von seien Dienstgeschäften zu beurlauben. Herr Krakauer, der sich später Karsen nannte, war früher Jude, dann Protestant und nach der Novemberrevolte Dissident. Man kann ihn als einen der aktivsten Männer im Kampfe für die Marxistische Entseelung und Erziehung zum"klassenbewussten" Menschen bezeichnen. Der Jude Krakauer hat es verstanden, aus der Karl-Marx-Schule eine rotes Schulparadies zu machen, in dem man sich mit "sozialistischem Gruss" begrüsste. Selbstverständlich waren in der Schülerbibliothek vor allem Bücher von Marx, Trotzky, Gumbel, Remarque, Tucholsky u. a. zu finden. Für andere Schulen war kein Geld vorhanden, aber die Stadt Berlin zahlte für Herrn Karsen und seine Schüler Studienreisen nach England. Selbstverständlich dehnte er diese Fahrten für sich auch nach Sowjetrussland und nach Amerika aus, wobei bescheiden angefragt werden muss, auf welche Kosten diese Ausflüge gegangen sind. Auf den Reisen wurden von den Schülern rote Fahnen mitgeführt und die Internationale und die Marseillaise in französischer Sprache als Marschlieder gesungen. Auch diese Säule des Marxismus ist endlich geborsten. Wir verlangen zu Jugenderziehern Männer, die auf die Pflege der deutschen Kultur und der deutschen Geschichte bedacht sind, Männer, die die Jugend nicht zum Klassenkampf, sondern zur Volksgemeinschaft erziehen.

Leipziger Volkszeitung 28. II. 33.

Der Frontkämpfer protestiert

Der Kriegsblinde an den Reichskanzler

Der Reichsbannerführer und sozialdemokratische Landtagsabgeordnete Dr. Konrad Gumbel, der als kriegsblinder Metallarbeiter sein Abitur und den Doktor gemacht hat, wehrt mit erschütternden Worten gewisse Behauptungen ab, die die Reichsregierung in ihrem Aufruf vom 1. Februar ausgesprochen hat. Jede Erläuterung zu den unumstößlichen Feststellungen Dr. Gumbels, der übrigens nicht mit Professor Gumbel zu verwechseln ist, erübrigt sich.

Herr Reichskanzler!

In Ihrem Aufruf an das deutsche Volk haben Sie die von Agitatoren erfundene Dolchstoßlegende zur offiziellen Anklage erhoben. Sie unterstellen, daß das deutsche Volk, „verblendet durch innere und äußere Versprechungen, der höchsten Güter unserer Vergangenheit, des Reiches, seiner Ehre und seiner Freiheit vergaß, und dadurch alles verlor". Damit haben Sie weiter unterstellt, daß Deutschland den Krieg gewonnen hätte, wenn nicht die Frontkämpfer, durch die angeblichen Versprechungen verblendet, den Kampf aufgegeben hätten.

Haben Sie, Herr Reichskanzler, kein Gefühl dafür, welche Kränkung der Frontkämpfer in Ihrer Unterstellung liegt, eine Kränkung besonders der Krieger, die in den letzten Monaten des Krieges ihr Leben dem Vaterland hingaben?

Ich kann nicht beurteilen, ob Sie, Herr Reichskanzler, der Sie den größten Teil des Weltkrieges als Meldegänger bei einem Regimentsstab verlebt haben, wissen, daß gerade in der letzten Phase des Krieges die schwersten Anforderungen an die Front gestellt wurden, und daß die unmenschlichsten Strapazen mit nie dagewesenem Heroismus von den Frontkämpfern ertragen wurden. Darüber bin ich mit der übergroßen Mehrheit des Volkes einig,

daß niemand das Recht hat, den Kämpfern des Weltkrieges Pflichtvergessenheit vorzuwerfen, auch nicht in versteckter Form.

Besonders spreche ich dem Mitunterzeichner Ihres Aufrufs, Herrn Minister Frick, dieses Recht ab, da er die Front bekanntlich nicht gesehen hat. Zu diesem Protest fühle ich mich um so mehr berechtigt, als ich von 1914 bis 14 Tage vor dem Waffenstillstand mit zweiwöchiger Urlaubsunterbrechung der Front als Sozialdemokrat und Kriegsfreiwilliger angehörte, also bis zu dem Tage, an welchem ich, von einer Granate getroffen, dem Vaterland mein Augenlicht opferte.

Gießen, den 3. Februar 1933.

Dr. Konrad Gumbel.

Gumbel-Beschwerde verworfen

Tempo 28. II. 33

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Heidelberger Universität besagt, daß durch Entscheidung des badischen Staatsministeriums der Rekurs des Professors Dr. Gumbel gegen die vom badischen Unterrichtsministerium am 5. August ausgesprochene Entziehung der Lehrberechtigung als unbegründet zurückgewiesen worden ist. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last.

Der Fall Gumbel entgülig erledtgt.

Der Einspruch abgewiesen.

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats an die Presse besagt:

Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar / 27. Februar Nr. 1428/1500 ist der Rekurs des nichtplanmäßigen a. o. Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des Badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last.

Heidelberger Tageblatt 28. II. 33.

Voss 28. II. 33

Gumbels Einspruch abgewiesen

Eigene Meldung der Vossischen Zeitung

HEIDELBERG, 28. FEBRUAR

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Heidelberger Universität besagt, daß durch Entschließung des badischen Staatsministeriums der Rekurs des Professors Dr. Gumbel gegen die vom badischen Unterrichtsministerium am 5. August ausgesprochene Entziehung der Lehrberechtigung als unbegründet zurückgewiesen worden ist. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last.

„Westf. Neueste Nachr."

Der Einspruch des nichtplanmäßigen a. o. Professors Gumbels in Heidelberg gegen die Entziehung der Lehrberechtigung durch das badische Unterrichtsministerium ist durch das badische Staatsministerium als unbegründet zurückgewiesen worden.

1.III.33.

Zittau
Zittauer Morgenzeitung

Prof. Gumbels Rekurs als unbegründet zurückgewiesen

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar und 27. Februar 1933 ist der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Prof. Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last." I.III.33

„Lichtenberger Anzeiger" 1.III.33

Professor Gumbels Rekurs unbegründet.

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar bis 27. Februar 1933 ist der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

„Kölnische Volkszeitung"

Von den Hochschulen

Professor Gumbels Rekurs als unbegründet zurückgewiesen

Heidelberg. Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar/27. Februar 1933 ist der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Professors D. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last." 1.III.33

Rathenow
Rathenower Zeitung

Gumbels Einspruch abgewiesen. Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Heidelberger Universität besagt, daß durch Entschließung des badischen Staatsministeriums der Rekurs des Professors Dr. Gumbel gegen die vom badischen Unterrichtsministerium am 5. August ausgesprochene Entziehung der Lehrberechtigung als unbegründet zurückgewiesen worden ist. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last. 1.III.33

55 1.III.33.

Professor Gumbels Rekurs als unbegründet zurückgewiesen.

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar/27. Februar 1933 ist der Rekurs des nichtplanmäßigen a. o. Prof. Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 32 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last." Generalanzeiger für Bonn

„Stuttg. Neues Tagblatt"

Gumbels Einspruch

Vom badischen Staatsministerium abgewiesen

1.III.33. # Heidelberg, 1. März. (Eig. Drahtb.)

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar/27. Februar 1933 ist der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

„Freiburger Zeitung"

55

Der Fall Gumbel abgeschlossen

Heidelberg, 28. Febr. Wie das Rektorat der Universität mitteilt, hat das Staatsministerium den Einspruch des Professors Dr. Gumbel gegen die Entziehung der Lehrberechtigung als unbegründet zurückgewiesen. 1.III.33

„Frankf. Ztg. u. Handelsbl."

Gumbels Rekurs abgelehnt.

Heidelberg, 28. Febr. Vom Rektorat der Universität Heidelberg wird amtlich mitgeteilt, daß durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar und 27. Februar der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die Entziehung der Lehrberechtigung, die am 5. August 1932 das badische Unterrichtsministerium aussprach, als unbegründet zurückgewiesen wurde. Dem Beschwerdeführer fallen auch die Kosten des Rekurses zur Last. 1.III.33

„Nürnberger Zeitung" 1.III.33

Gumbels Rekurs zurückgewiesen

55 Meldung des Wolff-Büros

— Heidelberg, 1. März.

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. 1./27. 2. 1933 ist der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

Prof. Gumbels Absetzung

FRANKFURT a. M., 28. Februar. (Privattelegr.) Wie aus Karlsruhe gemeldet wird, ist der Rekurs, den Professor Gumbel von der Heidelberger Universität gegen seine Amtsentziehung erhoben hatte, von der badischen Staatsregierung zurückgewiesen worden. Der Rektor der Universität teilt mit, dass Gumbels Beschwerde gegen die Entziehung der Lehrberechtigung, die das badische Unterrichtsministerium verfügt hatte, als unbegründet abgelehnt worden sei. Dr. Gumbel wurden auch die Kosten des Rekurses auferlegt. B.T. 1.III.33

Braunschweig
Braunschw. Landeszeitung

Gumbels Einspruch zurückgewiesen

55

Heidelberg, 28. Febr. Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums ist der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last." 1.III.33

Pforzheim
Pforzheimer Anzeiger

Heidelberg, 28. Februar. Wie das Rektorat der Universität mitteilt, hat das Staatsministerium den Einspruch des Professors Dr. Gumbel gegen die Entziehung der Lehrberechtigung als unbegründet zurückgewiesen. Damit ist der „Fall Gumbel" abgeschlossen. 1.III.33

[illegible] an vom Re- Dr. [illegible] rechtigung als Be- zur 33.

„Karlsruher Tagblatt

Fall Gumbel abgeschlossen.

Heidelberg, 28. Febr. Wie das Rektorat der Universität mitteilt, hat das Staatsministerium den Einspruch des Professors Dr. Gumbel gegen die Entziehung der Lehrberechtigung als unbegründet zurückgewiesen. 1.3.33

„Kiel. Ztg. u. Handelsblatt

Professor Gumbels Rekurs als unbegründet zurückgewiesen

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar bis 27. Februar 1933 ist der Rekurs des nichtplanmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

GRIMMA
Nachrichten f. Grimma

* Der Rekurs des Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last.

„Berliner Börsenzeitung

Prof. Gumbels Rekurs zurückgewiesen.

CNB Heidelberg, 28. Februar.

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar und 27. Februar 1933 ist der Rekurs des nicht planmäßigen a. o. Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

Anzeiger für das Wuppertal, Wuppertal

1.3.33.

Professor Gumbels Rekurs als unbegründet zurückgewiesen

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. 1. und 27. 2. 1933 ist der Rekurs des nichtplanmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbels gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

Recklinghäuser Z.G. 9.3.33.

Professor Gumbels' Rekurs als unbegründet zurückgewiesen.

cnb Heidelberg, 1. März. Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. 1./27. 2. 1933 ist der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbels gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

„Teltower Kreisblatt

Professor Gumbels Rekurs unbegründet.

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar bis 27. Februar 1933 ist der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last." 1.3.33

„Neue Bad. Landeszeitg.

Gumbel-Rekurs zurückgewiesen

Heidelberg, 28. Februar.

Wie in einem Teil der gestrigen Abendausgabe mitgeteilt, besagt eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg:

„Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. 1./27. 2. 1933 ist der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

KARLSRUHE i. B.
Badische Presse

55

Der Fall Gumbel abgeschlossen. 1.3.33.

Heidelberg, 28. Febr. Wie das Rektorat der Universität mitteilt, hat das Staatsministerium den Einspruch des Profsors Dr. Gumbel gegen die Entziehung der Lehrberechtigung als unbegründet zurückgewiesen.

Stadtanzeiger f. d. Wuppertal, Wuppertal-Barmen

1.3.33.

Gumbels Entlassung

Heidelberg, 28. Febr. Amtlich: Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. 1. und 27. 2. 1933 ist der Rekurs des nichtplanmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbels gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

„Schwäbischer Merkur

Der Fall Gumbel abgeschlossen 2.3.33.

Heidelberg 1. März. Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt:

„Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar/27. Februar 1933 ist der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

(Gumbel ist der berüchtigte Urheber des Wortes vom „Felde der Unehre". Die Schriftl.)

Professor Gumbels Einspruch zurückgewiesen

* Heidelberg, 1. März. (Durch Funkspruch)

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt:

„Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar/27. Februar 1933 ist der Rekurs des nichtplanmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

Prof. Gumbels Beschwerde als unbegründet zurückgewiesen.

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt:

„Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar und 27. Februar 1933 ist der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Prof. Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

Professor Gumbel abgewiesen

× Durch Entschließung des badischen Staatsministeriums ist der Rekurs des außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die Entziehung der Lehrberechtigung als unbegründet zurückgewiesen worden.

Gumbels Einspruch zurückgewiesen

* Heidelberg, 1. März.

Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt:

„Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar — 27. Februar 1933 ist der Rekurs des nichtplanmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last.

WORMS
Wormser Zeitung

Professor Gumbels Rekurs als unbegründet zurückgewiesen

* Heidelberg, 1. März. Eine amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar und 27. Februar ist der Rekurs des nicht planmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last.

Fritz von Unruh in Paris

Im Hinblick auf den Pariser Besuch Fritz von Unruhs hatten verschiedene Vereinigungen wie das Foyer de la Nouvelle Europe, die Porza etc... Empfänge und andere Veranstaltungen geplant, die jedoch auf den besonderen Wunsch des Dichters bis zu einem späteren Termin verschoben wurden. Infolgedessen hat während Unruhs diesmaliger Anwesenheit nur in den Räumen des Bergis-Verlags, der soeben bekanntlich sein neuestes Buch „POLITEIA" herausgebracht hat, zu seinen Ehren einen Empfang im engeren Rahmen stattgefunden.

Unter den Gästen bemerkte man Jules Supervielle und Gemahlin, Francis de Croisset, Paulette Pax, Prof. E. Gumbel, Claire und Ivan Goll, Dagmar [redacted], Rudolf Leonhard, Pierre-Octave Ferroud und Gemahlin, Jacques Benoist-Méchin sowie eine weitere Reihe Repräsentanten des französischen und deutschen Geisteslebens.

H. A. v. M.

Fall Gumbel erledigt

Lehrberechtigung endgültig entzogen

Der Fall Gumbel, der längere Zeit die Universität Heidelberg beunruhigte und darüber hinaus den national empfindenden Teil unseres Volkes erregte, ist nunmehr mit der Entziehung der Lehrberechtigung Gumbels endgültig aus der Welt geschafft. Die amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt darüber folgendes: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar bzw. 27. Februar 1933 ist der Rekurs des nichtplanmäßigen a. o. Prof. Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last."

Fall Gumbel erledigt

Lehrberechtigung endgültig entzogen.

Berlin, 1. März. Der Fall Gumbel, der längere Zeit die Universität Heidelberg beunruhigte und darüber hinaus den national empfindenden Teil unseres Volkes erregte, ist nunmehr mit der Entziehung der Lehrberechtigung Gumbels endgültig aus der Welt geschafft. Die amtliche Mitteilung des Rektorats der Universität Heidelberg besagt darüber folgendes: „Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar bzw. 27. Februar 1933 ist der Rekurs des nichtplanmäßigen a. o. Prof. Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last.

„Chemn. Tageblatt

Professor Gumbels Absetzung. Wie aus Karlsruhe gemeldet wird, ist der Rekurs, den Professor Gumbel von der Heidelberger Universität gegen seine Amtsenthebung erhoben hatte, von der badischen Staatsregierung zurückgewiesen worden. Der Rektor der Universität teilt mit, daß Gumbels Beschwerde gegen die Entziehung der Lehrberechtigung, die das badische Unterrichtsministerium verfügt hatte, als unbegründet abgelehnt worden sei. Dr. Gumbel wurden auch die Kosten des Rekurses auferlegt.

ROSTOCK
Rostocker Anzeiger

Zurückgewiesener Rekurs Professor Gumbels. Durch Entschließung des Staatsministeriums vom 31. Januar und 27. Februar Nr. 1423/1500 ist der Rekurs des nichtplanmäßigen a. o. Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden. — Dem Beschwerdeführer fallen die Kosten des Rekurses zur Last.

Durch Entschließung des badischen Staatsministeriums ist der Rekurs des nichtplanmäßigen außerordentlichen Professors Dr. Gumbel gegen die die Entziehung der Lehrberechtigung aussprechende Entscheidung des badischen Unterrichtsministeriums vom 5. August 1932 als unbegründet zurückgewiesen worden.

Prof. Gumbel in Frankreich.

Lehrauftrag an der Sorbonne.

h. Straßburg, 8. März.

Der frühere außerordentl. Professor der Statistik an der Heidelberger Universität, Gumbel, dem die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen und der mit seinem Einspruch von der badischen Regierung in voriger Woche abgewiesen worden ist, hat einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Sorbonne erhalten. Am 9. und 10. März hält er 2 Gastvorlesungen an der Straßburger Universität über Themata der mathematischen Statistik (I. Die mögliche Grenze einer unbegrenzten Verteilung. II. Das Alter des letzten Ueberlebenden).

Gumbel bei den Franzosen.

Der frühere a. o. Prof. Gumbel der Heidelberger Universität, der durch seine Aeußerung, die Kohlrübe sei das einzige nach seiner Meinung angebrachte Kriegsdenkmal, und durch mehreres derart unrühmlich bekanntgeworden ist, weilt jetzt mit einem Lehrauftrag der Pariser Sorbonne in Frankreich. Er hat bereits zwei mathematische Gastvorlesungen in — Straßburg gehalten. Selbstverständlich ist es eine üble französische Taktlosigkeit, gerade diesen in Deutschland angefeindeten und verfemten Mann zu Gast zu laden.

Herr Gumbel in Frankreich gelandet.

Straßburg, 9. 3. (Eigenbericht.) Der frühere außerordentliche Professor der Statistik an der Heidelberger Universität, Gumbel, dem auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen und der mit seinem Einspruch von der badischen Regierung in voriger Woche abgewiesen worden ist, hat einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Sorbonne erhalten. Heute und morgen hält er zwei Gastvorlesungen an der Straßburger Universität über Themata der mathematischen Statistik. Damit hat der „Ueberpazifist" Gumbel die rechte Heimstätte gefunden. Die Heidelberger Universität darf sich glücklich schätzen, diesen weniger durch wissenschaftliche Veröffentlichungen als durch politische Hetzschriften und geschmacklose Provokationen (die „Kohlrübe" als einzig angebrachtes Kriegsdenkmal) bekannt gewordenen Dozenten losgeworden zu sein.

„Pazifist" Gumbel in Frankreich gelandet

Straßburg, 9. März. (Drahtb.) Der frühere außerordentliche Professor der Statistik an der Heidelberger Universität, Gumbel, dem auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen und der mit seinem Einspruch von der badischen Regierung in voriger Woche abgewiesen worden ist, hat einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Sorbonne erhalten. Heute und morgen hält er zwei Gastvorlesungen an der Straßburger Universität über Themata der mathematischen Statistik. Die Heidelberger Universität darf sich glücklich schätzen, diesen weniger durch seine wissenschaftlichen Veröffentlichungen bekannten, als durch boshafte Politikasterei über „Fememorde" und geschmacklose Provokationen (die „Kohlrübe" als einzig angebrachtes Kriegsdenkmal) berüchtigten Dozenten losgeworden und die altehrwürdige Ruperto-Carola eines Fremdkörpers und Unruheherds entledigt zu haben.

△ (Gumbel in Frankreich.) Man schreibt uns aus Straßburg: Der frühere außerord. Professor der Statistik an der Heidelberger Universität, Gumbel, dem auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen und der mit seinem Einspruch von der badischen Regierung in voriger Woche abgewiesen worden ist, hat einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erhalten. Am 9. und 10. März hält er 2 Gastvorlesungen an der Straßburger Universität über Themata der mathematischen Statistik (1. Die mögliche Grenze einer unbegrenzten Verteilung. 2. Das Alter des letzten Ueberlebenden).

Gumbel geht nach Paris

Drahtbericht unseres Berliner Büros

Berlin, 11. März.

Der pazifistische Professor Gumbel, dem jüngst auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats der Universität Heidelberg die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen wurde, wird nun auch in Paris seinen Wohnsitz aufschlagen. Gumbel ist nämlich ein Lehrauftrag des mathematischen Instituts der Pariser Sorbonne erteilt worden. Er wird nebenbei auch an anderen französischen Universitäten Gastvorlesungen halten. In Deutschland wird man ihm keine Träne nachweinen.

Gumbel ist versorgt.

Der wegen seiner unnationalen Haltung von der Universität Heidelberg entfernte Professor Gumbel hat soeben einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Sorbonne in Paris erhalten. Er hat es also vorgezogen, den deutschen Boden zu verlassen.

Auch Gumbel in — Paris

(Drahtbericht unserer Berliner Schriftleitung)

Berlin, 10. März.

Der radikal-pazifistische Professor Gumbel, dem jüngst auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen wurde, wird nun den Spuren Alfred Kerrs folgen und in Paris seinen Wohnsitz aufschlagen. Herrn Gumbel ist nämlich ein Lehrauftrag am Mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erteilt worden, und er will nebenbei auch an anderen französischen Universitäten Vorlesungen halten. In Deutschland wird man ihm sicherlich keine Träne nachweinen.

„Stuttg. Neues Tageblatt"

Gumbel geht nach Paris

-r. Berlin, 11. März. (Eig. Drahtb.)

Der radikal pazifistische Professor Gumbel, dem jüngst auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats der Universität Heidelberg die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen wurde, wird nun den Spuren Alfred Kerrs folgen und in Paris seinen Wohnsitz aufschlagen. Herr Gumbel ist nämlich der Lehrauftrag am Mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erteilt worden, und er will nebenbei auch an anderen französischen Universitäten Gastvorlesungen halten. In Deutschland wird man ihm keine Träne nachweinen.

„Prager Tageblatt"

Gumbel hat einen Lehrauftrag in Paris. Die „Börsenzeitung", Berlin, bringt folgende Notiz: „Verdientermaßen ist kürzlich der Publizist Gumbel, außerordentlicher Professor an der Universität Heidelberg ein Opfer der nationalen Empörung gegen seine verheerender politische Tätigkeit geworden. Auf einstimmigen Antrag des akademischen Senates wurde ihm kürzlich die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen. Gumbel hat nun einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erhalten und wird nebenbei an anderen französischen Universitäten Vorlesungen halten. Die Heidelberger Universität darf sich glücklich schätzen, Gumbel, der in einer Rede die Kohlrübe als einzig angebrachtes Kriegsdenkmal bezeichnete, losgeworden zu sein." (Anm. des „Pr. Tagbl.": Gumbel hat etwa fünfzig mathematische Arbeiten verfaßt.)

Noch einer auf und davon

Berlin, 10. März. (Eig. Drahtb.)

Der sattsam bekannte Professor Gumbel, dem vor kurzem auf einstimmigen Antrag des Heidelberger Akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen an der dortigen Universität entzogen wurde, hat nunmehr einen Lehrauftrag am Mathematischen Institut an der Pariser Sorbonne erhalten. Gumbel ist also mit Alfred Kerr und Tucholsky-Wrobel in Paris vereint. Nach wie vor ist zu hoffen, daß auch die übrigen Menschenrechtler schleunigst [illegible]

Prof. Gumbel in Frankreich.

Lehrauftrag an der Sorbonne.

h. Straßburg, 8. März.

Der frühere außerordentl. Professor der Statistik an der Heidelberger Universität, Gumbel, dem die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen und der mit seinem Einspruch von der badischen Regierung in voriger Woche abgewiesen worden ist, hat einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Sorbonne erhalten. Am 9. und 10. März hält er 2 Gastvorlesungen an der Straßburger Universität über Themata der mathematischen Statistik (I. Die mögliche Grenze einer unbegrenzten Verteilung. II. Das Alter des letzten Ueberlebenden).

Herr Gumbel in Frankreich gelandet.

Straßburg, 9. 3. (Eigenbericht.) Der frühere außerordentliche Professor der Statistik an der Heidelberger Universität, Gumbel, dem auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen und der mit seinem Einspruch von der badischen Regierung in voriger Woche abgewiesen worden ist, hat einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Sorbonne erhalten. Heute und morgen hält er zwei Gastvorlesungen an der Straßburger Universität über Themata der mathematischen Statistik. Damit hat der „Ueberpazifist" Gumbel die rechte Heimstätte gefunden. Die Heidelberger Universität darf sich glücklich schätzen, diesen weniger durch wissenschaftliche Veröffentlichungen als durch politische Hetzschriften und geschmacklose Provokationen (die „Kohlrübe" als einzig angebrachtes Kriegsdenkmal) bekannt gewordenen Dozenten losgeworden zu sein.

△ (Gumbel in Frankreich.) Man schreibt uns aus Straßburg: Der frühere außerord. Professor der Statistik an der Heidelberger Universität, Gumbel, dem auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen und der mit seinem Einspruch von der badischen Regierung in voriger Woche abgewiesen worden ist, hat einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erhalten. Am 9. und 10. März hält er 2 Gastvorlesungen an der Straßburger Universität über Themata der mathematischen Statistik (1. Die mögliche Grenze einer unbegrenzten Verteilung. 2. Das Alter des letzten Ueberlebenden).

Gumbel ist versorgt.

Der wegen seiner unnationalen Haltung von der Universität Heidelberg entfernte Professor Gumbel hat soeben einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Sorbonne in Paris erhalten. Er hat es also vorgezogen, den deutschen Boden zu verlassen.

„Stuttg. Neues Tageblatt

Gumbel geht nach Paris

-r. Berlin, 11. März. (Eig. Drahtb.)

Der radikal pazifistische Professor Gumbel, dem jüngst auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats der Universität Heidelberg die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen wurde, wird nun den Spuren Alfred Kerrs folgen und in Paris seinen Wohnsitz aufschlagen. Herr Gumbel ist nämlich der Lehrauftrag am Mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erteilt worden, und er will nebenbei auch an anderen französischen Universitäten Gastvorlesungen halten. In Deutschland wird man ihm keine Träne nachweinen.

Noch einer auf und davon

Ⓜ Berlin, 10. März. (Eig. Drahtb.)

Der sattsam bekannte Professor Gumbel, dem vor kurzem auf einstimmigen Antrag des Heidelberger Akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen an der dortigen Universität entzogen wurde, hat nunmehr einen Lehrauftrag am Mathematischen Institut an der Pariser Sorbonne erhalten. Gumbel ist also mit Alfred Kerr und Tucholsky-Wrobel in Paris vereint. Nach wie vor ist zu hoffen, daß auch die übrigen Menschenrechtler schleunigst dorthin verduften.

Gumbel bei den Franzosen.

Der frühere a. o. Prof. Gumbel der Heidelberger Universität, der durch seine Aeußerung, die Kohlrübe sei das einzige nach seiner Meinung angebrachte Kriegsdenkmal, und durch mehreres derart unrühmlich bekanntgeworden ist, weilt jetzt mit einem Lehrauftrag der Pariser Sorbonne in Frankreich. Er hat bereits zwei mathematische Gastvorlesungen in — Straßburg gehalten. Selbstverständlich ist es eine üble französische Taktlosigkeit, gerade diesen in Deutschland angefeindeten und verfemten Mann zu Gast zu laden.

„Pazifist" Gumbel in Frankreich gelandet

Straßburg, 9. März. (Drahtb.) Der frühere außerordentliche Professor der Statistik an der Heidelberger Universität, Gumbel, dem auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen und der mit seinem Einspruch von der badischen Regierung in voriger Woche abgewiesen worden ist, hat einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Sorbonne erhalten. Heute und morgen hält er zwei Gastvorlesungen an der Straßburger Universität über Themata der mathematischen Statistik. Die Heidelberger Universität darf sich glücklich schätzen, diesen weniger durch seine wissenschaftlichen Veröffentlichungen bekannten, als durch boshafte Politikasterei über „Fememorde" und geschmacklose Provokationen (die „Kohlrübe" als einzig angebrachtes Kriegsdenkmal) berüchtigten Dozenten losgeworden und die altehrwürdige Ruperto-Carola eines Fremdkörpers und Unruheherds entledigt zu haben.

Gumbel geht nach Paris

Drahtbericht unseres Berliner Büros

⊡ Berlin, 11. März.

Der pazifistische Professor Gumbel, dem jüngst auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats der Universität Heidelberg die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen wurde, wird nun auch in Paris seinen Wohnsitz aufschlagen. Gumbel ist nämlich ein Lehrauftrag des mathematischen Instituts der Pariser Sorbonne erteilt worden. Er wird nebenbei auch an anderen französischen Universitäten Gastvorlesungen halten. In Deutschland wird man ihm keine Träne nachweinen.

Auch Gumbel in — Paris

(Drahtbericht unserer Berliner Schriftleitung)

Berlin, 10. März.

Der radikal-pazifistische Professor Gumbel, dem jüngst auf einstimmigen Antrag des Akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen wurde, wird nun den Spuren Alfred Kerrs folgen und in Paris seinen Wohnsitz aufschlagen. Herrn Gumbel ist nämlich ein Lehrauftrag am Mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erteilt worden, und er will nebenbei auch an anderen französischen Universitäten Vorlesungen halten. In Deutschland wird man ihm sicherlich keine Träne nachweinen.

„Prager Tagblatt

Gumbel hat einen Lehrauftrag in Paris. Die „Börsenzeitung", Berlin, bringt folgende Notiz: „Verdientermaßen ist kürzlich der Publizist Gumbel, außerordentlicher Professor an der Universität Heidelberg ein Opfer der nationalen Empörung gegen seine verheerender politische Tätigkeit geworden. Auf einstimmigen Antrag des akademischen Senates wurde ihm kürzlich die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen. Gumbel hat nun einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erhalten und wird nebenbei an anderen französischen Universitäten Vorlesungen halten. Die Heidelberger Universität darf sich glücklich schätzen, Gumbel, der in einer Rede die Kohlrübe als einzig angebrachtes Kriegsdenkmal bezeichnete, losgeworden zu sein." (Anm. des „Pr. Tagbl.": Gumbel hat etwa fünfzig mathematische Arbeiten verfaßt.)

Professor Gumbel, dem jüngst auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats der Universität Heidelberg die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen wurde, wird den Spuren Alfred Kerrs folgen und in Paris seinen Wohnsitz aufschlagen. Gumbel ist ein Lehrauftrag am mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erteilt worden und er will nebenbei auch an andere französischen Universitäten Gastvorlesungen halten. In Deutschland wird man ihm keine Träne nachweinen.

Leichenfunde bei Machnow.

Gumbel ist versorgt!

Frankreich – die Zufluchtstätte der Schmutzfinken

Noch bevor die allgemeine Flucht verschiedener früherer „Größen" in Deutschland in das „sichere" Ausland einsetzte, hat Herr Gumbel, früher a. o. Professor für Statistik an der Heidelberger Universität, das Weite suchen müssen. Der Mann, der durch seine „Kohlrübe", die nach seiner Meinung das einzig angebrachte Kriegsdenkmal sei, und durch seine Politikasterei über „Fememorde" unrühmlichst bekannt geworden ist, dem schließlich auf einstimmigen Antrag des Akademischen Senats der Universität Heidelberg die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen und dem auf seinen Einspruch von der badischen Regierung eigens noch einmal bescheinigt werden mußte, daß er nach den Gesichtspunkten, die in einem besseren Deutschland als Maßstab an Hochschullehrer gelegt werden nicht geeignet ist, ein Hochschullehrerfach auszufüllen, dieser Mann hat einen Lehrauftrag am Mathematischen Institut der Sorbonne erhalten. Er hat bereits zwei Gastvorlesungen an der Straßburger Universität über Themen der mathematischen Statistik abgehalten. Damit hat endlich wenigstens einer der „Deutschen" Ueberpazifisten die ihm gebührende Heimstätte gefunden. Bedauerlich ist nur, daß der aus Deutschland und von der ehrwürdigen Heidelberger Ruperto-Carola weggeschickte Franzosenfreund ausgerechnet jetzt an der Universität lehren darf, die einst als Kaiser-Wilhelm-Universität ein Stolz deutscher Wissenschaft gewesen ist.

ISERLOHN
Iserlohner Kreisblatt

Auf Nimmerwiedersehen, Herr Gumbel!

Straßburg, 10. März.

Der frühere außerordentliche Professor der Statistik an der Heidelberger Universität, Gumbel, dem auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen und der mit seinem Einspruch von der badischen Regierung in voriger Woche abgewiesen worden ist, hat einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Sorbonne erhalten. Heute und morgen hält er zwei Gastvorlesungen an der Straßburger Universität über Themata der mathematischen Statistik.

Damit hat der „Ueberpazifist" Gumbel die rechte Heimstätte gefunden. Die Heidelberger Universität darf sich glücklich schätzen, diesen weniger durch wissenschaftliche Veröffentlichungen als durch politische Hetzschriften und geschmacklose Provokationen (die „Kohlrübe" als einzig angebrachtes Kriegsdenkmal) bekannt gewordenen Dozenten losgeworden zu sein.

Auch Gumbel in – Paris

Der radikal-pazifistische Professor Gumbel, dem jüngst auf einstimmigen Antrag des Akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen wurde, wird nun den Spuren Alfred Kerrs folgen und in Paris seinen Wohnsitz aufschlagen. Herrn Gumbel ist nämlich ein Lehrauftrag am Mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erteilt worden, und er will nebenbei auch an anderen französischen Universitäten Vorlesungen halten. In Deutschland wird man ihm sicherlich keine Träne nachweinen.

Die alten Fahnen wehen . .

Dr. F. M. „Ich habe immer, zum Unterschied von bürgerlichen Politikern, in unserer Bewegung den Standpunkt vertreten, daß es für die deutsche Nation ein wahres Glück sei, die alte Fahne verloren zu haben. Was die Republik unter ihrer Flagge macht, kann uns gleich bleiben. Aus tiefstem Herzen aber sollten wir dem Schicksal danken, daß es gnädig genug die ruhmvollste Kriegsflagge aller Zeiten davor bewahrt hat, als Bettuch der schmachvollsten Prostitution verwendet zu werden."

Das schreibt Adolf Hitler in seinem Buche „Mein Kampf". Heute wehen wieder die alten schönen Farben über Deutschland und zum erstenmal seit der Revolution werden die Toten unseres Volkes, die im großen Krieg unter diesen Fahnen gekämpft haben, mit diesen Fahnen geehrt. „Das heutige Reich," so schrieb Hitler vor fast zehn Jahren, „dürfte niemals die schwarzweißrote Ehren- und Heldenfahne führen." Das war damals. Heute gibt der Reichskanzler Adolf Hitler und mit ihm Minister Goering den Befehl, zu Ehren der zwei Millionen deutschen Toten des Weltkriegs neben den alten preußischen Farben die siegreiche deutsche Fahne Schwarzweißrot zu hissen. Denn wir leben nicht mehr im Staate der November-Revolution, das Reich ist neu geworden und wieder würdig der alten Flagge, würdig der Erinnerung an Bismarck, an die große Vergangenheit.

Als in Weimar im Jahre 1919 nach heftigen Kämpfen hinter den Kulissen der Flaggenwechsel beschlossen war, als vor dem National-Versammlungs-Theater zum erstenmal eine — bezeichnenderweise notdürftig geflickte! —

Rundfunkrede Hitlers

(siehe Seite 2)

schwarzrotgoldene Fahne aufgezogen wurde und die demokratischen und sozialdemokratischen Väter der Verfassung mit Herrn Dr. Preuß an der Spitze in krampfhafte Hochrufe ausbrachen, da konnte man mit Recht sagen: Die neue Flagge deckt die neue Fracht! Keine erfreuliche Fracht — jeder fühlte es. Deshalb war es ja so schwer, die neue Fahne einzuführen, deshalb ergaben sich immer neue Flaggenkonflikte, deshalb entstanden kuriose Zwischenfälle und besonders in der Reichshauptstadt krähwinkelmäßige diplomatische Konflikte. War da auf der Amsterdamer Olympiade eine junge Sportlerin gesehen worden, wie sie ein schwarzweißrotes Fähnchen schwenkte — das war für den, nachmals durch eine Sklarekſche Pelzjacke berühmt gewordenen Berliner Oberbürgermeister Böß Grund genug, mit republikanischer Entrüstung eine Begrüßung der jungen Dame in der Reichshauptstadt abzulehnen. Wenn ein Beamter es wagte, aus seiner in einem Dienstgebäude befindlichen Privatwohnung die alte Fahne herauszuhängen, so hatte er ein Disziplinarverfahren mit Strafversetzung zu gewärtigen. Jener sozialdemokratische Oberpräsident aber, der am Präsidialgebäude eine rote Flagge angebracht und für die Weltrevolution demonstriert hatte, erhielt von der vorgesetzten Stelle nur einen sanften Tadel. Den Beamten der Republik war verboten, in Versammlungen zu erscheinen, in denen nicht die Fahne des Weimarer Kompromisses gezeigt wurde, der sozialdemokratische preußische Ministerpräsident Braun aber hielt seine Reden unter der roten Bolschewistenfahne und sang stehend die Internationale.

Wieviel Würdelosigkeiten, wieviel peinliche Demütigungen, wieviel hoffnungslose Torheiten ließen sich hier aufzählen! Wahrhaftig, es war ein Glück, daß diese Fracht und das Schlimmere, das wir in den letzten zehn Jahren erlebt haben, nicht von der alten sauberen Flagge gedeckt zu werden brauchte. Die Regierung, die es späterhin zugelassen hat, daß ein auf deutschen Hochschulen wirkender Lehrer unsere Toten schmähen konnte mit dem schamlosen Wort, sie seien auf dem Felde der Unehre gefallen, die in Weimar mit dem vermessenen Anspruch auftrat, Bismarck mit Hilfe der Internationale zu überwinden, diese Regierung fühlte wohl selbst, daß sie kein Recht auf die alten Symbole des Volkes hatte. So war für diese Leute der Flaggenwechsel eine innere Notwendigkeit. In der Tat wurde in Weimar darum gestritten, ob man die rote oder die schwarzrotgoldene Fahne auf dem Hause der Republik aufziehen sollte. Auch Schwarzrotgold war ursprünglich ein stolzes Symbol, gewiß! Kein Geringerer als Heinrich von Treitschke hat nachgewiesen, daß die alte schwarzrotgoldene Fahne der Deutschen Burschenschaft, der großdeutsch gerichteten Männer aus der Frankfurter Paulskirche und der Deutschen in Oesterreich zurückgehe auf die Farben der Lützower Jäger aus den Freiheitskriegen. In Weimar im Jahre 1919 hat man an diese alte und verpflichtende Tradition nicht gedacht, sondern war in den Reihen des Zentrums und der Demokraten hoch befriedigt, durch ein Kompromiß die Sozialdemokraten zur Aufgabe der roten Fahne bestimmt zu haben.

Man muß sich die Geschichte des Flaggenwechsels wieder vergegenwärtigen, weil sie den entscheidenden Irrtum enthüllt, auf dem der Staat von Weimar sich aufbaute. Die marxistischen Revolutionäre hatten kein Verständnis für die aus der nationalen Tradition eines Volkes entspringenden Kräfte, sie ahnten und begriffen nicht, daß ohne nationales Selbstbewußtsein nationale Zukunftsgestaltung eine Unmöglichkeit ist, sie verwechselten den elementaren nationalen Lebenswillen des Volkes, der unwiderstehlich zur Verwirklichung drängt, mit „Reaktion", mit „Konterrevolution", mit dem Machtstreben einer Gruppe, einer Klasse und wurden gar nicht gewahr, wie sie selbst als Hüter toter Formen, als Prediger hohler Phrasen immer mehr in trister Reaktion verkalkten. Einer der Ihren war es, der in einem Augenblick der Erleuchtung das Wort gesprochen hat: „Sie haben aus der Revolution eine Lohnbewegung gemacht". Jawohl, das haben sie. Und sie konnten nicht anders — wer fünfzig Jahre Materialismus predigt und alles abhängig macht von ökonomischen Vorgängen, wer vom Umsturz der Wirt-

Extrait de Freie Presse

Adresse : Strasbourg

Date : 8 Mars 1933

Signature :

Exposition :

Grande Peur de 1789.

— —

Ligue des droits de l'homme, Section de Strasbourg.

M. Gumbel, ehemaliger Professor an der Universität Heidelberg, Mitglied der deutschen Liga der Menschenrechte, zurück von einer Reise in Amerika, gibt **Donnerstag, 9. März, um 20,30 Uhr, 11, rue du Maréchal Joffre,** einen Vortrag über: **„Eindrücke von Amerika".**

Die Liga der Menschenrechte ladet alle ihre Mitglieder und Freunde ein, den Vortrag von M. **Gumbel** anzuhören.

8.III.33.

Vorträge

Professor Gumbel an der Strassburger Universität.

Herr Gumbel, Professor an der Heidelberger Universität, der mit den Vorlesungen an der Sorbonne (Institut Henri Poincaré) betraut ist, wird am Donnerstag, den 9. März, und Freitag, den 10. März, vormittags 10 Uhr, zwei Vorlesungen über folgende, die Statistik betreffende Themata halten: 1. Die mögliche Grenze der unbegrenzten Verteilung. 2. Das Alter des letzten Ueberlebenden. Diese Vorlesungen finden am mathematischen Institut, Palais de l'Université, Saal Nr. 8, statt.

Cercle des Amis de l'Ecole Rudolf Steiner

Ligue Française pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen

Section de Strasbourg

M. Gumbel, professeur à l'Université de Heidelberg, membre de la Ligue allemande, fera une conférence à Strasbourg, 11, rue du Maréchal-Joffre, demain, jeudi, 9 mars, à 20 h. 30.

M. Gumbel traitera le sujet suivant: «Impressions d'Amériques».

Les Etats-Unis et la crise américaine vus par M. Gumbel

Conférence faite à la Loge sous les auspices de la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme

M. Cerf présentait, hier soir, aux membres de la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme, ainsi qu'à un auditoire choisi où voisinaient économistes et lettrés, Italiens, Hongrois et Français, un conférencier de talent, M. *Gumbel.*

Statisticien éminent, professeur à l'Université de Heidelberg et chargé de cours à la Sorbonne, M. Gumbel est mieux placé que beaucoup de personnes de notre connaissance pour parler des problèmes complexes qui agitent le monde. Il fit, l'an dernier, un séjour prolongé aux Etats-Unis et put suivre d'un œil averti l'effondrement progressif de toute une armature économique qu'on tenait pour inébranlable et pour un modèle du genre. Accédant à la demande de M. Cerf, il est venu hier soir faire part, à un public vivement intéressé, de ses impressions récentes et des méditations qu'a éveillées en lui le spectacle de la crise américaine.

Dès le début, le conférencier, dans un français pittoresque qu'il contrôle avec aisance et sans le secours des feuillets et des notes auxquels on nous a trop habitués, nous dit qu'il fuira chiffres et statistiques pour ne narrer que des faits, détruire certains préjugés européens, certaines illusions continentales qui faussent toute claire vision sur les événements mondiaux.

M. Gumbel fait un réquisitoire, sévère quoique nuancé d'humour, du système productif américain. Le progrès technique non contrôlé, les hauts salaires et leurs fallacieuses vertus économiques et sociales se voient condamnés par lui au moyen d'arguments très simples et d'autant plus frappants.

Le conférencier s'applique à définir les raisons toutes spéciales de la crise américaine et attire l'attention de son auditoire sur le fait que ces raisons sont totalement différentes, dans bien des cas, de celles auxquelles on attribue la crise européenne; il énumère de plus certaines causes extérieures au marasme américain qu'on ne saurait en aucun cas invoquer en Europe.

M. Gumbel distingue très nettement les crises ayant des causes naturelles de celles qui viennent d'un mauvais fonctionnement économique, c'est-à-dire qui ont des causes artificielles. A la première catégorie appartiennent les crises cycliques de l'histoire, dues aux guerres, aux maladies, aux cataclysmes de toutes sortes. A la seconde appartient la crise actuelle et particulièrement celle que subissent les Etats-Unis (surproduction, abondance du superflu...).

Le conférencier a vu, dit-il, une armée de paysans affamés investir une ville américaine, Sioux-City, et couper les vivres à ses habitants pour *faire monter* le prix du blé. Une cause naturelle de crise serait le *manque* de blé, la famine par carence de produits naturels; en Amérique, aujourd'hui, c'est la trop grande production du blé qui ruine la classe paysanne.

Ensuite M. Gumbel éclaire avec sûreté l'épineux problème du paiement des dettes et des réparations; l'attitude des Etats-Unis se justifie du fait qu'il leur faudra faire appel à l'impôt pour combler le déficit créé par le non-paiement des dettes de guerre, et que cette décision contribuerait à ruiner le pays si les exigences de la politique extérieure américaine n'étaient pas acceptées des nations européennes.

Bref, l'on peut tirer de cette conférence documentée la conclusion que la prospérité légendaire des Etats-Unis n'était qu'apparente depuis de longs mois, que les raisons de la crise actuelle varient d'un continent à l'autre, et que les causes réelles en sont infiniment plus profondes. Il est certain que le monde sera tôt ou tard, devant une crise qui n'a aucun motif d'être passagère, contraint à l'établissement d'un nouveau système économique et social, sous peine d'une faillite retentissante et dont les conséquences restent imprévisibles. (H)

Le «Troisième Empire» au

Plusieurs centaines d'hitlériens en unifo

Hier après-midi, la nouvelle se répandit à Strasbourg que plusieurs centaines d'hitlériens en uniformes avaient occupé la caserne de Kehl, située au bord du Rhin, à quelques pas du Pont du chemin de fer, juste en face des Bains du Rhin. Or, il n'y a que trois ans que nos troupes ont évacué cette même caserne, temps étonnamment court si l'on pense à l'évolution politique en Allemagne.

Pourquoi les hitlériens avaient-ils organisé ce véritable coup de main? Projetaient-ils une nouvelle provocation selon l'exemple de Huningue ou bien s'agissait-il plutôt d'une intervention dans les affaires municipales de Kehl? Questions d'un intérêt suffisant pour nous décider à franchir le pont, afin de constater de visu ce qui s'était produit.

D'ailleurs, de la rive française on voyait fort bien que quelque chose d'anormal venait de se passer. Une foule nombreuse était stationnée devant l'entrée de la caserne, tandis que sans cesse des hommes habillés en brun allaient et venaient, tantôt à pied, tantôt à bicyclette et même à motocyclette.

Nous apprenons que l'occupation de la caserne a eu lieu à une heure de l'après-midi, donc à deux heures d'après l'heure allemande.

Sont-ils armés? Voilà la question que nous posions immédiatement, car, vu les stipula-

Straßburg. Der frühere a.o. Professor der Statistik an der Heidelberger Universität, Gumbel, dem auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen und der mit seinem Einspruch von der badischen Regierung in voriger Woche abgewiesen wurde, hat einen Lehrauftrag am mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erhalten. Am 9. und 10. März hält er zwei Gastvorlesungen an der Straßburger Universität über Themen der mathematischen Statistik (1. Die mögliche Grenze einer unbegrenzten Verteilung. 2. Das Alter des letzten Ueberlebenden).

„Berliner Börsenzeitung"

Verdientermaßen ist bekanntlich kürzlich der Pazifist Gumbel, außerordentlicher Professor an der Universität Heidelberg, ein Opfer der nationalen Empörung gegen seine verheerende politische Tätigkeit geworden. Auf einstimmigen Antrag des akademischen Senats wurde ihm kürzlich die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen. Herr Gumbel hat nun einen Lehrauftrag am Mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erhalten und wird nebenbei auch an anderen französischen Universitäten Gastvorlesungen halten. Die Heidelberger Universität darf sich glücklich schätzen, den Herrn Gumbel, der in einer Rede die Kohlrübe als einzig angebrachtes Kriegsdenkmal bezeichnete, losgeworden zu sein. Gumbel ist den Spuren des Herrn Alfred Kerr gefolgt. Möchten noch recht viele, die ihres Geistes sind, die gleiche Straße ziehen.

10.3.33.

JOURNAL D'ALSACE
ET DE LORRAINE
STRASBOURG

11 MARS 1933

Impressions d'Amérique par le professeur Gumbel

A en croire M. le professeur Gumbel, la santé de l'oncle Sam n'est pas aussi resplendissante que le « Français moyen » le croit. Au cours d'une conférence tenue hier soir, sous les auspices de la Ligue des Droits de l'homme et du citoyen, M. Gumbel, rappelant ses impressions de séjour en Amérique a, en effet, tracé un tableau plutôt sombre de la situation des Etats-Unis.

La crise, ce fléau dont toutes les nations ne meurent pas, mais dont toutes sont atteintes, n'a pas épargné la Grande République. Les exemples ne manquent pas. Et, ce fut un réel attrait que ces souvenirs vécus. Suivant l'orateur dans son exposé, l'auditoire remarque avec lui, au passage, ce gratte-ciel aux 64 élévateurs et dont les fils de l'installation électrique feraient trois fois le tour de la terre, qui est plongé dans l'obscurité. Crise, oui. Quel exemple plus frappant que la faillite de cet immeuble, qui connut l'activité d'une ruche bourdonnante! Et les chômeurs? On a parlé de 6 millions de sans-travail, mais on peut évaluer leur nombre à 12 millions environ. New-York, à elle seule, en compte près de 2 millions!

Mais il y a encore un signe manifeste de la crise: la situation désespérée des « fermiers », des paysans, pour parler européen, qui vont mendiant à travers les villes, de ces paysans qui par un cruel paradoxe souffrent de la faim parce qu'ils ont produit trop de blé...

Voilà, certes, une des manifestations caractéristiques des difficultés que traversent les U.S.A.: des gens affamés par la surproduction. Quelle douloureuse antithèse!

M. Gumbel n'a pas été, au cours de son voyage en Amérique, sans être également frappé par cette uniformité qui, là-bas, domine la vie par cette standardisation à outrance qui fait que dans la rue un Américain ressemble à un autre Américain... comme deux gouttes d'eau.

Il y a plus, il y a aussi l'uniformité d'idée sur laquelle le conférencier ne s'attarde pas pour montrer quelle variété de vifs contrastes offrent les Etats-Unis. Car, cette égalité, cette uniformité matérialisée jusque dans le costume, n'est qu'apparente.

A côté des hôtels particuliers de milliardaires, voisinent les cabanes de chômeurs. A New-York, par exemple, l'Avenue 116 traverse le quartier européen. A l'Avenue 120 on est subitement en pleine colonie africaine où vivent les nègres... qui sont quelque fois blancs ou bruns, suivant un strict état-civil d'ascendance.

De ces impressions, M. Gumbel tire une conclusion qui mérite d'être notée. En Europe, on se plait à répéter: créons un fédéralisme des Etats européens et la crise disparaitra. L'Amérique est là pour montrer que le fédéralisme n'est pas un remède. La crise américaine, c'est une partie de la crise mondiale, dont les causes [illegible]

Auch Herr Gumbel, der berüchtigte Heidelberger Professor, hat Deutschland verlassen. Da wird sich Herr Förster, der schon seit längerer Zeit seinen dauernden Wohnsitz in Frankreich hat, freuen, wenn er seinen Kollegen und gleichgesinnten Genossen jetzt in Paris begrüßen darf. Gumbel wird in Zukunft seine Dozenttätigkeit an die Pariser Sorbonne verlegen. Es ist ihm nur zu raten, daß er seine Tätigkeit nicht zu pazifistischen Propagandareden gegen die französische Aufrüstung ausnutzt und darauf verzichtet, auch den Franzosen als einzig würdiges Denkmal für die Gefallenen im Weltkrieg die Kohlrübe vorzuschlagen, denn sonst würde er nicht allzulange französischen Boden unter den Füßen haben. Statt dessen wird er wohl den chauvinistischen Franzosen „neue Enthüllungen" über das nationale Deutschland vermitteln und dem Ruhm jenes Förster nacheifern, in den Memoirenwerken französische Politiker als Kronzeuge gegen Deutschland angeführt zu werden. Viel zu lange gab man diesem Hetzer in Heidelberg die Möglichkeit, sich die unerhörtesten Provokationen gegen das nationale Deutschland zu leisten. Gumbel, Emil Ludwig, Kerr, Vicky Baum, und wie sie sonst noch heißen mögen, die sich in Deutschland Geld verdient haben, um es im Ausland zu verleben, haben mit ihrem rechtzeitigen Wohnungswechsel die deutschen Behörden nur zu Dank verpflichtet.

Westfäl. Kurier 10.3.33.

„Freiheitskampf"

Gumbel wenigstens ist versorgt

Noch bevor die allgemeine Flucht verschiedener „Größen" in Deutschland in das „sicherere" Ausland einsetzte, hat Herr Gumbel, früher a. o. Professor für Statistik an der Heidelberger Universität, das Weite suchen müssen. Der Mann, der durch seine „Kohlrübe", die nach seiner Meinung das einzig angebrachte Kriegsdenkmal sei, und durch seine Politikasterei über „Fememorde" unrühmlichst bekannt geworden ist, dem schließlich auf einstimmigen Antrag des Akademischen Senats der Universität Heidelberg die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen und dem auf seinen Einspruch von der badischen Regierung eigens noch einmal bescheinigt werden mußte, daß er nach den Gesichtspunkten, die in einem besseren Deutschland als Maßstab an Hochschullehrer gelegt werden, nicht geeignet ist, ein Hochschullehrfach auszufüllen. Dieser Mann hat einen Lehrauftrag am Mathematischen Institut der Sorbonne erhalten. Er hat bereits zwei Gastvorlesungen an der Straßburger Universität über Themen der mathematischen Statistik abgehalten. Damit hat endlich wenigstens einer der „deutschen" Ueberpazifisten die ihm gebührende Heimstätte gefunden.

Bedauerlich ist nur, daß der aus Deutschland und von der ehrwürdigen Heidelberger Ruperto-Carola weggeschickte Franzosenfreund ausgerechnet jetzt an der Universität lehren darf, die einst als Kaiser-Wilhelm-Universität ein Stolz deutscher Wissenschaft gewesen ist.

Der radikal-pazifistische Professor Gumbel, dem jüngst auf einstimmigen Antrag des Akademischen Senats der Universität Heidelberg die Berechtigung zu Vorlesungen entzogen wurde, wird nun den Spuren Alfred Kerrs folgen und in Paris seinen Wohnsitz aufschlagen. Herr Gumbel ist nämlich ein Lehrauftrag am Mathematischen Institut der Pariser Sorbonne erteilt worden, und er will nebenbei auch an anderen französischen Universitäten Gastvorlesungen halten.

TIMES
MAR 12 1933

NAZIS SUPPRESS NOTED TEACHER

University Professor Loses Right to Lecture

BERLIN, March 11. (Exclusive)—Dr. Anna Siemsen, a distinguished member of the faculty of Jena University in Thuringia for the last ten years, has been deprived of her right to lecture there by an act of the Hitlerite government of that State.

Dr. Siemsen committed two unforgivable errors, according to her friends.

First, she participated actively and successfully in politics, in a direction decidedly distasteful to the Nazis. For many years she was a member of the State Diet for the Social Democratic party, and more lately has gone a shade further left to the Socialist Workers' party.

Secondly, she, alone of all the bold members of the faculty, uttered a word of protest against the expulsion of another professor, the pacifist Dr. Gumbel, from the same university.

Merkt Ihr noch nichts?

Für das Jahr 1933 hat der Spemannsche Verlag, Stuttgart — durch seinen Kunstkalender bekannt — auch einen Literaturkalender herausgebracht, der eine fast zu plump geratene Reklame für das auserwählte Volk ist. Du glaubst das vielleicht nicht, dummer Teutscher? Aber ich will Dir von dem Literaturkalender einiges erzählen, und Du wirst die Judenschaft in Zukunft mit etwas andern Augen ansehen, wenn Du vielleicht bisher noch so harmlos warst, kein überzeugter Antisemit zu sein.

Aber was soll ich Dich lange warten lassen. Also her den Kalender.

Außen drauf — in gefälligem Buntdruck — siehst Du den würdigen Humanisten, Erasmus von Rotterdam, der aber — Du wirst es gleich merken — bloß als „deutsches" Aushängeschild dient. Denn innen im Kalender sind von den 365 Tagen des Jahres bloß 182 deutsch. Die klugen Manager haben da natürlich nicht nur Juden hineinbringen können, denn — immerhin: Man muß doch etwas vorsichtig zu Werke gehen. Die Gojim wollen auch ein paar von ihren Leuten im Bilde sehen, sonst merken sie vielleicht doch etwas.

Nun — harmloser Leser, wenn Du nun denkst, der „Literaturkalender" müsse sich, seinem Namen nach, mit Dichtern und mit ernsten Männern der Literatur beschäftigen, dann irrst Du: Filmschauspieler, Wissenschaftler, ja auch Architekten wird Dein staunendes Auge sehen. Aber nur sachte: Warum die auch im Literaturkalender drin sind, will ich Dir gleich zeigen.

Wenn ich Dir nämlich sage, daß von den Porträts in diesem Kalender 34 Prozent Juden sind (wo Juden im Spiel sind, drückt man das vorteilhafterweise immer in Prozenten aus), und daß von den abgebildeten Architekten ebenfalls 33 Prozent Juden sind, daß von den Schauspielern 37 Prozent Juden sind, und daß schließlich von den „Wissenschaftlern" 100 Prozent Juden sind, dann merkst auch Du, harmloser Zeitgenosse, daß der Kalender sich Mühe gibt, einen edlen Zweck zu erfüllen.

In kurzen Worten: „Jüdische Kulturpropaganda" ist sein Zweck.

Wie die Propaganda im Einzelnen aussieht, das wollen wir uns jetzt betrachten.

Da haben wir in der dritten Januarwoche die äußerst sympathischen (?) Gesichter von Klaus und Erika Mann (Halbjuden). — In der dritten Februarwoche grient uns Vicki Baum entgegen und erinnert uns an die Probleme der sexuellen Sphäre. — Entzückend ist dann das Doppelbild von Claire und Ivan Goll — Brechmittel —. Wenn Du dann am 30. April das Ohrfeigengesicht des Schauspielers Ernst Deutsch zu sehen kriegst, hast Du Dich schon vorher von den Golls her soweit an die jüdische Mimik gewöhnt, daß Du jetzt den Kalender vielleicht doch noch nicht gleich in den Ofen steckst, sondern — geduldig und gläubig, wie es sich für einen Goi gehört — Dich nach vierzehn Tagen (14.—20. 5.) Herrn Luigi Pirandello gegenüberstehst. Du denkst dann: Er ist Italiener. Du irrst aber: Er ist auch Jude. — Am 4. 6. wird Dir als berühmter Mann Herr Professor Samoilowitsch (Samuelsohn) vorgestellt. Ob er auch Jude ist, kann ich Dir allerdings nicht mit Bestimmtheit sagen. Aber ist der Mann, den die Sowjets damals auf dem Zeppelin mitfahren ließen, als dieser im Sommer 1931 den Russen ihre arktischen Küsten und Länder vermessen half. Aber der Herr ist zum Mindesten Kommunist. Er heißt Samoilowitsch. Also kommt er in den „Literaturkalender". Komischer Fall! Nicht wahr? — Vom 23.—29. Juli kannst Du dann die Haare auf der Glatze von Arnold Zweig zählen. — In der nächsten Woche entzückt Dich das Profil — das edle — von Erich Mendelsohn, der als Architekt — weil er Jude ist und weil er für Tietz, Mosse und Einstein gebaut hat — in den Literaturkalender darf.

Gläubiger Deutscher, merkst Du wirklich immer noch nichts?!

Aber — schau, schau! — Wer kommt denn da her? — Ist das nicht der großmächtige Häuptling der Plattfußindianer? Ist das nicht der großmächtige Edelkommunist und Allerweltsjude. — Na, wer wirds wohl sein, der vom 20.—26. 8. vom Kalenderblatt strahlt! Ihr habts vielleicht schon erraten und wollt es bloß noch nicht sagen. Aber Ihr habt recht. Er ists tatsächlich: Albert Einstein, der graußte Forscher — (im Literaturkalender!) — Und gleich in der nächsten Woche — durch die acht Monate hat man sich schon an allerhand gewöhnt —: Herr Professor Emil J. Gumbel. — Ja, und wie er Professor geworden ist, daran erinnert Ihr Euch wohl noch: War damals nicht der Jude Gandelfinger der Dekan seiner Fakultät??? — Aber es wäre gemeine Unterschiebung, behaupten zu wollen, die Juden wären wohlorganisiert und hülfen sich gegenseitig aufs Beste! Das sei ferne von uns! Das ist alles bloß Zufall: Reiner Zufall. Der Samoilowitsch, der Gumbel, der Mendelsohn, der Einstein — im Literaturkalender — alles nur der bloße Zufall. Gumbel wird es Dir statistisch, Einstein wird es mathematisch beweisen. — — —

Aber das Jahr hat immer noch vier Monate, die durch bedeutende Geister illustriert werden können. Da kommt ja schon in der nächsten Woche wieder ein ganz Großer: Max Reinhard (Goldmann), Kommentar überflüssig. Im Oktober kommt dann Stefan Zweig und Franz Blei an die Reihe. Dichte drauf (29. 10.—4. 11.) bewundern wir Frau Irmgard Kiepenheuer, deren Name nicht ihre Herkunft verdecken kann. Man sollte sich eben nicht im Bilde zeigen, wenn man Illusionen erhalten will.

Ja — ja — es ist eben eine schwierige Aufgabe gewesen für die Manager des Literaturkalenders: Denn entweder läßt man die dummen Teutschen in dem Glauben, man sei kein Jude. Dann dürfen sie nicht das edle Profil und den zartgeschwungenen Mund zu sehen bekommen. Oder man gewöhnt sie an das Judengesicht. Das bezweckt dieser Kalender. Aber — ob der Esel auch die Disteln alle frißt????

Harmloser Deutscher! Schau Dir doch den Kalender selber mal an! Dann wirst Du mir rechtgeben, wenn ich behaupte, daß der Spemannsche Literaturkalender 1933 ein Mittel jüdischer Propaganda ist. Daran ändert die Tatsache gar nichts, daß in dem Kalender auch Nichtjuden zu sehen sind. Die sind die „Füllmasse", die den Kalender schmackhaft machen soll. Merke Dir aber Folgendes: Die Juden sind wohlorganisiert. Die Juden stehen stets im Gegensatz zu der um sie wohnenden Bevölkerung. Laß Dich durch nichts täuschen und helfe mit, diese Deutschland schädliche Organisation zu bekämpfen! Die Juden herrschen über uns Deutsche. Willst Du, daß das so bleibt?

Tassilo.

liegenden Artikel durf

Hakenkreuzbanner 15.III.33.

The Charleston Daily Mail Magazine

Charleston Mail

Sunday, March 19, 1933 — Sixteen Pages

THE DRUMMER

Drawn by J. Scott Williams

Hitler's War on Culture

By Dr. Lion Feuchtwanger

Author of "Josephus," "Success," "Power," "The Oil Islands," Etc.

BARBARISM and culture are pitted against each other in contemporary Germany. Movements parading under the names of Fascism and National Socialism are trying to destroy the best there is in German culture. In the land of Lessing and Goethe free scope is being given to man's destructive urge. School children are being taught prayers of hatred against other children. A concerted attack has been made upon the arts. The German Fascists are clamoring for the destruction of Weimar's famous Dessauer Haus, an international shrine of architecture. The theater, radio and film are the targets of their zeal.

The universities of Germany have been transformed into hotbeds of extreme nationalism. Professor Albert Einstein and another German Nobel Prize winner, Professor Richard Wilstätter, a chemist of international fame, are being constantly vilified by the Nationalist press. Professor Emil Gumbel, of Heidelberg University, one of our best mathematicians, has been expelled from that school on account of nationalist pressure, because of his views on war. Professor Ernst Cohn, the national economist, has been silenced by the National Socialist youth of Breslau University.

The apostles of Fascism in Germany have made man's worst instincts their god and they have stirred senseless racial hatred to fever pitch. They declare that the Jews are to blame for everything. It is not enough, Adolf Hitler says, that the Jews have conquered Europe and America, they are now engaged in a conspiracy against Japan, in

12 X

order to conquer Asia. In one of his speeches made some years ago Hitler declared that "the entire press of America is in the hands of Jews," and that "99 per cent of the press of Great Britain is Jewish." To this "world rule of the Semites" he attributes the World War and all the other calamities of humanity.

* * *

Everywhere in America I have been asked about the cultural collapse of Germany. How could Hitlerism bring our national civilization to the verge of ruin almost over night? I have heard the same question in other countries as well. Greatest is the amazement of the ten million Yiddish-speaking Jews of the world, who have always looked up to Germany as the spiritual home of world culture.

A year before the Reich's so-called national government came to power under the chancellorship of Adolf Hitler, German culture was considered the highest of all. How many times did I have to speak up for the civilization of the countries of my interviewers against the charge that they were inferior to our own. Germany's science, her educational system and universities, her theaters, literature, music and films were believed to be peerless. In the eyes of the world the average educated German was the incarnation of culture.

And meanwhile the Nazi attack on German culture has taken place and it is being carried on with relentless fury at the present moment. One would have to go back to the history of the barbarian invasions and of the Thirty Years' War to find an invasion of equal moment.

Will German culture withstand this attack, I am often asked. When I reply that Hitler's rule cannot long endure I am asked to recall that, all prophecies to the contrary notwithstanding, Signor Mussolini's rule has lasted more than a decade. This linking of the two names reminds me of the question a reporter put to me at the railway station of a Southern city of less than 50,000 inhabitants: "Can you see any difference between our city and New York?" he asked.

It would be erroneous to think that this lapse into barbarism has taken place in one year. Nor is it correct to speak of the collapse of German culture. It was inevitable that the World War should transform man as well as communities of men in their innermost beings. For more than four years the nations worshiped force and exalted might, and even youth was told to prostrate itself in their presence. These habits could not be eradicated overnight. The barbaric instincts and atavistic impulses which had been stimulated through the concerted action of all mankind have taken deep roots and they resist the efforts of the civilized man.

Dictatorship has made the most rapid progress in countries whose cultural level was not high. The larger the number of illiterates the faster the nations succumbed to the apostles of force. Germany, on the other hand, could oppose to Fascism a high degree of education which asserted the rights of reason against animal instincts. (It is true, at the same time, that during the war Germany suffered more than any other country from the creed of force which was preached there with tenacity and violence.) It is an evidence of the solidity of German culture that it could resist Fascism so long.

* * *

Our barbaric impulses may have been just as strong in pre-war Germany as they are now, but official Germany succeeded in keeping them in check. The imperial Reich was officially wedded to the intellect. In the Munich Gymnasium (classical secondary school) where I studied, our education was predominantly humanistic. We were taught ten times more about Goethe than about Bismarck, and our chief concern seems to have been how to translate good Latin verse into bad Greek. Even though our literary ambitions were sky-high, we knew little about things of more practical importance, and if we had been asked, for instance, about the percentage of industrial labor in Germany or about our national budget we should have been at sea. We were told to look upon politics as something entirely unimportant and none of us doubted that in the inconceivable case of a conflict between intellect and force intellect would carry the day.

The first German soldiers to go to war carried Goethe's "Faust" in their knapsacks, but a rapid change was taking place as the result of the brutalization of man in the trenches, and toward the end of the war our great classics were read much less even in the hinterland than the rules about the rationing of foodstuffs. Nevertheless, our disappointment was great when the war revealed to us that Germany's official attachment to the intellect was merely a screen.

The German governments brought into power by the revolution made an attempt to combat the spread of barbarism, and at the beginning it looked as if they might succeed. But the impact of force was irresistible and the appeal to the instincts had been too emphatic not to have left its mark.

Before the war the German was trained to have a personality, and he had to pretend to have it if it was not native to him. This was hard work. It was easier to join a large group and thus to invest oneself with the characteristics one did not have. Who were Herr Schulze or Herr Schmidt, the German equivalents of America's Mr. Babbitt, as private individuals? They were petty officials, perhaps tradesmen or artisans — mere human ciphers. But as citizens of a glorious commonwealth they possessed all its power. Herr Schulze as an individual may not even have the courage to go into a good restaurant and order a glass of beer, but Herr Schulze marching in a nationalist demonstration was a hero—he himself has performed the great deeds of the German people from Arminius to Bismarck. He was the ruler of the world in this demonstration march.

From its inception the Fascist movement counted on the mass man's inferiority complex. To this complex the Nazi movement is indebted for its success. This inferiority complex explains also the anti-Semitism of German Fascism. People found it inconceivable that they should have lost the war. No, they have not lost it—they have won it; and even today this is the belief of the German Nationalists. Because it was impossible that their army should have failed, it follows that they were betrayed by the domestic foe. A demoniac power must have been at work, and they found this demoniac power in the Jew.

German super-nationalism sees something uncanny in this group of people who have lived for thousands of years without militarism, which to the genuine nationalist seems to be the only real force. The devilish group of Jews, therefore, must be blamed for the lost war. The next move was to blame the Jew not only for the outcome of the war but for its outbreak, devised for the destruction of the German people. Adolf Hitler's conception of the Jew as portrayed in his book, "Mein Kampf," ought to be extremely interesting to the psychiatrist. For him the Jew is the incarnation of devil, responsible not only for the World War but for Bolshevism, Socialism and capitalism. Hitlerism has declared war on culture. Man's destructive urge, Sigmund Freud holds, is humanity's worst enemy. National Socialism is a stimulant to the destructive urge, and it combats enlightenment, which is opposed to destruction.

A movement proclaiming that people did not have to repress their anti-social impulses and primitive instincts had, of course, a tremendous advantage over the unpleasant loyalty to reason and to social impulse. One may say with some justification that German Fascism is an organized opposition against intellect and talent.

* * *

Of the German schoolmaster it has been said that he won the War of 1870 against France and that he made it possible for the Reich to resist the Allies so long during the World War. Before 1914 the German school was considered the best in the world. When why do German students form the shock troops of the Nazi army? When answering this question one must keep in mind that the German student does not include the entire intellectual youth of the Reich. The students are mostly the sons of public servants or of the small bourgeoisie in general, while the sons of the laborers are virtually unrepresented. About 39 per cent of Germany's population are industrial laborers, but their sons form only 3 per cent of the university youth. The average German student of today was brought up in small bourgeois families, many of which have a reputation for being opposed to enlightenment. It is they who have given to German-Austrian anti-Semitism the motto: "Education is what one Jew plagiarizes from the other."

The German scientists and university professors of world-wide fame are opposed to Hitlerism and Hitlerism is opposed to them. Some of the scientists and professors of less talent, on the other hand, lend their aid devotedly to the attacks on their more gifted colleagues. Adolf Hitler openly declared in a speech: "We are suffering from too much education. . . . What we need is instinct and will."

For one who knew the German universities before the war their present condition is extremely deplorable. It is tragic to see how reactionary students are vociferating against the freedom of expression and broadmindedness; how fearsome professors are pussy-footing their way through life. Narrowness is the essence of extreme nationalism, and it is appalling to witness the universities being turned into bulwarks of national fanaticism. It was in this spirit that a National Socialist Minister of Education, speaking in the city of Weimar, where once Goethe was Minister, declared in his inaugural address last September: "The German child must be taught to have more respect for a German street-sweeper than for an English or American inventor."

* * *

It is, however, not only Hitlerism and education, but also Hitlerism and art that are at opposite poles. "Herr Schulze" has always been partial to sentimentality and he dislikes realism in art. His ideal is a hazy romanticism, the sweet nothing known in our country as "Kitsch." The artistic instinct of Adolf Hitler, a man after Herr Schulze's heart, is similar, and his lack of the appreciation of real art plays an important part in his political life. He lacks the sense for subtleties, confuses the accessory with the essential, the quantity with quality. He is addicted to the monumental, to mass effects. If he were in authority in Washington he

Drawn by
J. Scott Williams

Continued on page fifteen

Hitler's War on Culture

Continued from page two

would erect government buildings 150 stories high and his Nazi headquarters would be in a building with 200 floors.

For a man of this mental mold politics means mass meetings. From his book we know that at one time of his life Hitler spent sleepless nights worrying whether a political meeting should be held in the afternoon or in the evening, and it was an epoch in his career when he discovered that night was the only background for his political revival meetings. Hitler's coarse tastes make him an ideal man to drum up hatreds. Did he not say in a speech: "For our liberation we need more than an economic policy and industry; what we need is pride, spite, hatred, hatred and once more hatred." Hitler calls himself the "Trommler"—the drummer—and the passages in his book dealing with agitation are the most positive and authoritative ones—coming from his heart.

* * *

In a few months the Nazis and their allies have succeeded in paralyzing the German theater, the cinema and the radio, which before their coming were of the highest quality. It was the leading radio, theater and film performers who were dismissed because they were *foreigners* or Jews. The Nazis pursue the policy of sending a few troublemakers to the performances of the authors and players who are objectionable from their point of view. They create disturbances, and then the policy has been to withdraw permission to continue with the performances on the ground that they cause public disorder. It was the storm troops of Hitler's Brown Army that went into action against the film version of Remarque's "All Quiet on the Western Front," disliked by the Nazis because it was suspected of anti-war propaganda. At the time when the disturbances against the film took place a practical joker submitted a chapter of Remarque's book to the leading National Socialist newspaper in Berlin, "Der Angriff," without mentioning the author's name. The paper printed the chapter with the greatest pleasure and appreciation, yet at the same time it was writing vitriolic editorials about both the book and the film. The anti-human, nearly animal nature of the movement is glaringly revealed in such outbursts of savage hatred and scorn poured on everything of high quality.

The language of Lessing and Goethe, too, is being defiled by the German Fascists. Hitler's writings contain countless illustrations of every conceivable violation of German grammar. The Nazi press is making these un-German, even anti-German outpourings available to all and is thus trying to deprive us of our richest heritage. For one who sees the reflection of a nation's soul in its language, there cannot be any greater torture than to see what the Nazis are doing to Goethe's language and how they are poisoning the masses with their concoction.

When trying to set the horoscope for the future it is important for a good German to insist that there is a vast difference between the party which at the present moment seems to represent the largest number of votes and the people who stand for German culture. A good German is one who tries to live up to the best traditions of German humanitarian feeling and of intellectual accomplishments. On their resistance the Nazi attack will fail.

Since Lessing's time German culture has been cosmopolitan, presenting a bold front to the power on the throne and going its own ways. The German intellectuals are opposed to Hitlerism. They are fighting hard against Nazi attempts to emasculate our Academy of Literature, to jail some of our best journalists and to close the temples of our art. Those intellectuals want to keep the German radio from becoming entirely a medium of Nazi propaganda, and to save the German theater and film from annihilation. But how can they prevent youth being poisoned with Nazi hatred? Although they have not the means, they know that intellect has always been stronger than force and that German culture will reassert itself against the barbarism seeking to engulf it. After all, a higher civilization follows a lower one, and the man of the Bronze Age scored a victory over the man of the more primitive [illegible] Age.

* * *

This article is being written on the eve of my sailing for Europe, just a few days [illegible] the German elections. Whatever their [illegible] come will be, it is safe to say that Hitler [illegible] ding to power. But it is just as safe [illegible] dict that the best there is in German [illegible] will keep on opposing him until the [illegible] the superior man's love of his fellow [illegible] beings will triumph over the inferior [illegible] hatred of all that is better than [illegible]

Hitler's War on Culture

Continued from page two

and film performers who were dismissed because they were foreigners or Jews. The Nazis pursue the policy of sending a few troublemakers to the performances of the authors and players who are objectionable from their point of view. They create disturbances and then the policy has been to withdraw permission to continue with the performances on the ground that they cause public disorder. It was the storm troops of Hitler's Brown Army that went into action against the film version of Remarque's "All Quiet on the Western Front," disliked by the Nazis because it was suspected of anti-war propaganda. At the time when the disturbances against the film took place a practical joker submitted a chapter of Remarque's book to the leading National Socialist newspaper in Berlin, "Der Angriff," without mentioning the author's name. The paper printed the chapter with the greatest pleasure and appreciation, yet at the same time it was writing vitriolic editorials about both the book and the film. The anti-human, nearly animal nature of the movement is glaringly revealed in such outbursts of savage hatred and scorn poured on everything of high quality.

The language of Lessing and Goethe, too, is being defiled by the German Fascists. Hitler's writings contain countless illustrations of every conceivable violation of German grammar. The Nazi press is making these un-German, even anti-German outpourings available to all and is thus trying to deprive us of our richest heritage. For one who sees the reflection of a nation's soul in its language, there cannot be any greater torture than to see what the Nazis are doing to Goethe's language and how they are poisoning the masses with their concoction.

When trying to set the horoscope for the future it is important for a good German to insist that there is a vast difference between the party which at the present moment seems to represent the largest number of votes and the people who stand for German culture. A good German is one who tries to live up to the best traditions of German humanitarian feeling and of intellectual accomplishments. On their resistance the Nazi attack will fail.

Since Lessing's time German culture has been cosmopolitan, presenting a bold front to the power on the throne and going its own ways. The German intellectuals are opposed to Hitlerism. They are fighting hard against Nazi attempts to emasculate our Academy of Literature, to jail some of our best journalists and to close the temples of our art. Those intellectuals want to keep the German radio from becoming entirely a medium of Nazi propaganda, and to save the German theater and film from annihilation. But how can they prevent youth from being poisoned with Nazi hatred? Although they have not the means, they know that intellect has always been stronger than force and that German culture will reassert itself against the barbarism seeking to engulf it. After all, a higher civilization follows a lower one, and the man of the bronze age scored a victory over the man of the more primitive stone age.

This article is being written on the eve of my sailing for Europe, just a few days before the German elections. Whatever their outcome will be, it is safe to say that Hitler will cling to power. But it is just as safe to predict that the best there is in German culture will keep on opposing him until the day when the superior man's love of his fellow human beings will triumph over the inferior man's hatred of all that is better than he.

Hitler's War on Culture

Conditions Are Held Deplorable as Result of German Fascist Measures in the Fatherland

THE DRUMMER.

—Drawn for The Sunday Star by J. Scott Williams.

BY DR. LION FEUCHTWANGER.

BARBARISM and culture are pitted against each other in contemporary Germany. Movements parading under the names of Fascism and National Socialism are trying to destroy the best there is in German culture. In the land of Lessing and Goethe free scope is being given to man's destructive urge. School children are being taught prayers of hatred against other children. A concerted attack has been made upon the arts. The German Fascists are clamoring for the destruction of Weimar's famous Dessauer Haus, an international shrine of architecture. The theater, radio and film are the targets of their zeal.

The universities of Germany have been transformed into hotbeds of extreme nationalism. Prof. Albert Einstein and another German Nobel prize winner, Prof. Richard Wilsatter, a chemist of international fame, are being constantly vilified by the Nationalist press. Prof. Emil Gumbel of Heidelberg University, one of our best mathematicians, has been expelled from that school on account of Nationalist pressure because of his views on war. Prof. Ernst Cohn, the national economist, has been silenced by the Nationalist youth of Breslau University.

The apostles of Fascism in Germany have made man's worst instincts their [illegible] and they have stirred senseless [illegible] of education which asserted the rights of reason against animal instincts. (It is true, at the same time, that during the war Germany suffered more than any other country from the creed of force which was preached there with tenacity and violence.) It is an evidence of the solidity of German culture that it could resist Fascism so long.

Our barbaric impulses may have been just as strong in pre-war Germany as they are now, but official Germany succeeded in keeping them in check. The imperial Reich was officially wedded to the intellect. In the Munich Gymnasium (classical secondary school) where I studied, our education was predominantly humanistic. We were taught 10 times more about Goethe than about Bismarck, and our chief concern seems to have been how to translate good Latin verse into bad Greek. Even though our literary ambitions were sky-high, we knew little about things of more practical importance, and if we had been asked, for instance, about the percentage of industrial labor in Germany or about our national budget we should have been at sea. We were told to look upon politics as something entirely unimportant and none of us doubted that in the inconceivable case of a conflict between intellect and force intellect would carry the day.

Carried "Faust" in Knapsacks.

The first German soldiers to go to [illegible] the appeal to the instincts had been too emphatic not to have left its mark.

Before the war the German was trained to have a personality, and he had to pretend to have it if it was not native to him. This was hard work. It was easier to join a large group and thus to invest one's self with the characteristics one did not have. Who were Herr Schulze or Herr Schmidt, the German equivalents of America's Mr. Babbitt, as private individuals? They were petty officials, perhaps tradesmen or artisans—mere human ciphers. But as citizens of a glorious commonwealth they possessed all its power. Herr Schulze as an individual may not even have the courage to go into a good restaurant and order a glass of beer, but Herr Schulze marching in a nationalist demonstration was a hero—he himself has performed the great deeds of the German people from Arminius to Bismarck. He was the ruler of the world in this demonstration march.

Saw Demoniac Power in Jew.

From its inception the Fascist movement counted on the mass man's inferiority complex. To this complex the Nazi movement is indebted for its success. This inferiority complex explains also the anti-Semitism of German Fascism. People found it inconceivable that they should have lost the war. No, they have not lost it—they have won it, and even today this is the belief of the German Nationalists. Because it was impossible that their army should [illegible] Jew, as portrayed in his book, "Mein Kampf," ought to be extremely interesting to the psychiatrist. For him the Jew is the incarnation of devil, responsible not only for the World War, but for bolshevism, Socialism and capitalism. Hitlerism has declared war on culture. Man's destructive urge, Sigmund Freud holds, is humanity's worst enemy. National Socialism is a stimulant to the destructive urge and it combats enlightenment, which is opposed to destruction.

A movement proclaiming that people did not have to repress their anti-social impulses and primitive instincts had, of course, a tremendous advantage over the unpleasant loyalty to reason and to social impulse. One may say with some justification that German Fascism is an organized opposition against intellect and talent.

Reich Students Not Representative.

Of the German schoolmaster it has been said that he won the War of 1870 against France and that he made it possible for the Reich to resist the Allies so long during the World War. Before 1914 the German school was considered the best in the world. Then why do German students form the shock troops of the Nazi army? When answering this question one must keep in mind that the German students do not include the entire intellectual [illegible] of the Reich. The students [illegible] the sons of public servants [illegible] small bourgeoisie in [illegible]

racial hatred to fever pitch. They declare that the Jews are to blame for everything. It is not enough, Adolf Hitler says, that the Jews have conquered Europe and America, they are now engaged in a conspiracy against Japan in order to conquer Asia. In one of his speeches, made some years ago, Hitler declared that "the entire press of America is in the hands of Jews," and that "99 per cent of the press of Great Britain is Jewish." To this "world rule of the Semites" he attributes the World War and all the other calamities of humanity.

war carried Goethe's "Faust" in their knapsacks, but a rapid change was taking place as the result of the brutalization of man in the trenches, and toward the end of the war our great classics were read much less even in the hinterland than the rules about the rationing of foodstuffs. Nevertheless, our disappointment was great when the war revealed to us that Germany's official attachment to the intellect was merely a screen.

The German governments brought in power by the revolution made an ... to combat the spread of bar... at the beginning it looked ... succeed. But the im... was irresistible and

radio, which before their coming were of the highest quality. It was the leading radio, theater and film performers who were dismissed because they were foreigners or Jews. The Nazis pursue the policy of sending a few troublemakers to the performances of the authors and players who are objectionable from

have failed, it follows that they were betrayed by the domestic foe. A demoniac power must have been at work and they found this demoniac power in the Jew.

German supernationalism sees something uncanny in this group of people who have lived for thousands of years without militarism, which to the genuine nationalist seems to ... only real force. The devil... Jews, therefore, must be ... lost war. The next ... the Jew, not on... the war, but for the destruction of the German people. Adolf Hitler's conception of the

Jewish Race Is Amazed.

Everywhere in America I have been asked about the cultural collapse of Germany. How could Hitlerism bring our national civilization to the verge of ruin almost overnight? I have heard the same question in other countries as well. Greatest is the amazement of the 10,000,000 Yiddish-speaking Jews of the world, who have always looked up to Germany as the spiritual home of world culture.

A year before the Reich's so-called national government came to power under the chancellorship of Adolf Hitler German culture was considered the highest of all. How many times did I have to speak up for the civilization of the countries of my interviewers against the charge that they were inferior to our own. Germany's science, her educational system and universities, her theaters, literature, music and films were believed to be peerless. In the eyes of the world the average educated German was the incarnation of culture.

And meanwhile the Nazi attack on German culture has taken place and it is being carried on with relentless fury at the present moment. One would have to go back to the history of the barbarian invasions and of the Thirty Years' War to find an invasion of equal moment.

Will German culture withstand this attack, I am often asked. When I reply that Hitler's rule cannot long endure I am asked to recall that, all prophecies to the contrary notwithstanding, Signor Mussolini's rule has lasted more than a decade. This linking of the two names reminds me of the question a reporter put to me at the railway station of a southern city of less than 50,000 inhabitants: "Can you see any difference between our city and New York?" he asked.

Man Changed Inwardly.

It would be erroneous to think that this lapse into barbarism has taken place in one year. Nor is it correct to speak of the collapse of German culture. It was inevitable that the World War should transform man as well as communities of men in their innermost beings. For more than four years the nations worshiped force and exalted might, and even youth was told to prostrate itself in their presence. These habits could not be eradicated overnight. The barbaric instincts and atavistic impulses which had been stimulated through the concerted action of all mankind have taken deep roots and they resist the efforts of the civilized man.

Dictatorship has made the most rapid progress in countries whose cultural level was not high. The larger the number of illiterates the faster the nations succumbed to the apostles of force. Germany, on the other hand, could oppose to Fascism a high degree

sons of the laborers are virtually unrepresented. About 39 per cent of Germany's population are industrial laborers, but their sons form only 3 per cent of the university youth. The average German student of today was brought up in small bourgeois families, many of which have a reputation for being opposed to enlightment. It is they who have given to German-Austrian anti-Semitism the motto: "Education is what one Jew plagiarizes from the other."

The German scientists and university professors of world-wide fame are opposed to Hitlerism and Hitlerism is opposed to them. Some of the scientists and professors of less talent, on the other hand, lend their aid delightedly to the attacks on their more gifted colleagues. Adolf Hitler openly declared in a speech: "We are suffering from too much education * * * what we need is instinct and will."

For one who knew the German universities before the war their present condition is extremely deplorable. It is tragic to see how reactionary students are vociferating against the freedom of expression and broadmindedness; how fearsome professors are pussy-footing their way through life. Narrowness is the essence of extreme nationalism, and it is appalling to witness the universities being turned into bulwarks or national fanaticism. It was in this spirit that a National Socialist, Minister of Education, speaking in the city of Weimar, where once Goethe was Minister, declared in his inaugural address last September: "The German child must be taught to have more respect for a German street-sweeper than for an English or American inventor."

Art Also Is Opposed.

It is, however, not only Hitlerism and education, but also Hitlerism and art that are at opposite poles. "Herr Schulze" has always been partial to sentimentality and he dislikes realism in art. His ideal is a hazy romanticism, the sweet nothing known in our country as "Kitsch." The artistic instinct of Adolf Hitler, a man after Herr Schulze's heart, is similar, and his lack of the appreciation of real art plays an important part in his political life. He lacks the sense for subleties, confuses the accessory with the essential, the quantity with quality. He is addicted to the monumental, to mass effects. If he were in authority in Washington he would erect Government buildings 150 stories high and his Nazi headquarters would be in a building with 200 floors.

For a man of this mental mold politics means mass meetings. From his book we know that at one time of his life Hitler spent sleepless nights worrying whether a political meeting should be held in the afternoon or in the evening, and it was an epoch in his career when he discovered that night was the only background for his political revival meetings. Hitler's coarse tastes make him an ideal man to drum up hatreds. Did he not say in a speech: "For our liberation we need more than an economic policy and industry; what we need is pride, spite, hatred, hatred and once more hatred." Hitler calls himself the "Trommler"—the drummer—and the passages in his book dealing with agitation are the most positive and authoritative ones—coming from his heart.

In a few months the Nazis and their allies have succeeded in paralyzing the German theater, the cinema and the

their point of view. They create disturbances and then the policy has been to withdraw permission to continue with the performances on the ground that they cause public disorder. It was the storm troops of Hitler's Brown Army that went into action against the film version of Remarque's "All Quiet on the Western Front," disliked by the Nazis because it was suspected of anti-war propaganda. At the time when the disturbances against the film took place a practical joker submitted a chapter of Remarque's book to the leading National Socialist newspaper in Berlin, Der Angriff, without mentioning the author's name. The paper printed the chapter with the greatest pleasure and appreciation, yet at the same time it was writing vitriolic editorials about both the book and the film. The anti-human, nearly animal nature of the movement is glaringly revealed in such outbursts of savage hatred and scorn poured on everything of high quality.

Hitler Violates Grammar.

The language of Lessing and Goethe, too, is being defiled by the German Fascists. Hitler's writings contain countless illustrations of every conceivable violation of German grammar. The Nazi press is making these un-German, even anti-German outpourings available to all and is thus trying to deprive us of our richest heritage. For one who sees the reflection of a nation's soul in its language, there cannot be any greater torture than to see what the Nazis are doing to Goethe's language and how they are poisoning the masses with their concoction.

When trying to set the horoscope for the future it is important for a good German to insist that there is a vast difference between the party which at the present moment seems to represent the largest number of votes and the people who stand for German culture. A good German is one who tries to live up to the best traditions of German humanitarian feeling and of intellectual accomplishments. On their resistance the Nazi attack will fail.

Since Lessing's time German culture has been cosmopolitan, presenting a bold front to the power on the throne and going its own ways. The German intellectuals are opposed to Hitlerism. They are fighting hard against Nazi attempts to emasculate our Academy of Literature, to jail some of our best journalists and to close the temples of our art. Those intellectuals want to keep the German radio from becoming entirely a medium of Nazi propaganda and to save the German theater and film from annihilation. But how can they prevent youth from being poisoned with Nazi hatred? Although they have not the means, they know that intellect has always been stronger than force and that German culture will reassert itself against the barbarism seeking to engulf it. After all, a higher civilization follows a lower one, and the man of the bronze age scored a victory over the man of the more primitive stone age.

This article is being written on the eve of my sailing for Europe, just a few days before the German elections. Whatever their outcome will be, it is safe to say that Hitler will cling to power. But it is just as safe to predict that the best there is in German culture will keep on opposing him until the day when the superior man's love of his fellow human beings will triumph over the inferior man's hatred of all that is better than he.

Aachen Volksfreund 198
A
Alsace, l Journal d' – et de Lorraine Strasbourg – 217
– L' Belfort 216
das Andere Deutschland Bln 14, 32 – 83 – 111 – 157 – 163 – 243 – 259
Augsburger Postzeitung 17 – 198 – 254 – 272
l'Avenir Paris – – 18 – 315
der Angriff Bln – 28 – 35 – 41 – 93 – 173 – 178 – 275 – 298

Alarm Bln 76
Allensteiner Ztg 198
Altonaer Nachrichten 183 – 198
Amiens Journal d' 216
Aufruf zur Einheitsfront 165

Avenir Montbéliardais, Montbéliard 246

AIZ 261
Allensteiner Ztg 296
Asheville – NC – Times 312
l'assurance moderne, Paris 318
l'avenir de l'Yonne, Sens 319
– – – – Orne, Alençon 324

petit Ardennaise, Charleville 324

Baltimore - Md - SUN 284 B

B.T. 4, 16, [illegible] 16, 23-70-74-77-91-100-108-110-111-117-119

Badener Tagblatt 5

Braunschweigische Landeszeitung 6-105-121-123-~~161~~-199

Braunschweig. Allgemein. Anzeiger 6-199

B.T. 7-141-152-176-181-221-246-266-268-270-295-314

Breslau Volkswacht 9, 10, 11-250-294

— — für Schlesien — — 9

Breslau Plakat 9

Breslau Zeitung 11

Berlin illust. Republik Z. 13

neue Badische neue Landeszeitung Mannheim 14-154-158-172-192-242-249-266-268-297

~~B.T.~~

Berlin. Literarische Welt 12.

Badische Presse Karlsruhe 30-110-121-135-140-154-158-172-220-240-254-267-325

die Berliner Warte 36-261-312-322

— am Morgen 83-90-107-137-149-195-276

— Vztg 67-86-118-127-184-194

— Morgenztg 68-106-193

Bund f. Menschheitsinteressen (Kalender des -) 59

Boston Post 281
— Globe 282
— Herald 281
— Nachrichten 199

Bremer Vztg 66

— Weser Ztg 124

Berlin 8-Uhr-Abendblatt 68-70-72-80-81-101-108-109-149-183-196-197

— Z am Mittag 71-75-154-180-249

— Welt am Abend 78-106-158-195

— Kladderadatsch 83-145-176-177-270

— Tempo 85-184-266

Gelsenkirchner Ztg 204

Casseler Tageblatt 200-221 C

chicago Daily - Tribune 2

Charlottenburger neue Zeit 7.

Le Capital 30

Chemnitzer Tageblatt 34-144-145-222-262-295-322

— Allgemeine Ztg 135

— NN 200

— Volksstimme 201-244

Cahiers des Droits de l'Homme Paris 78-254-255-309

Coburger Tageblatt 201-250

Cottbus märkische Volksstimme 201

Chronicle San Francisco 158

— Augusta (USA) 252

Chronique Picarde, Amiens 230

Crossener Tageblatt 184

La Croix, Paris 231

Constantine Dépêche de 216

Deutsche Ztg für Chile, Santiago 219

Sixth International Congress of Genetics (Program) 220

Chronik der Menschheit, Schreiditz 269

Cleveland-Ohio-Plain Dealer 282

Coshocton-Ohio-Tribune 287

Cri de Paris 303

Canton-Ohio-Repository-News 309

Le petit Charente, Angoulême 323

Courrier du Pas-de-Calais, Arras 323

Charente, Angoulême 325

Danville - VA - Bee 287
Danziger allg. Ztg 222
DAZ 126 - 182 - 243
Darmstädter Tageblatt 202

D

deutsche Z. Bln 17, 27, 30 - 68 - 72 - 79 - 91 - 126 - 154 - 161 - 176 - 181 -
der Deutsche Spiegel Bln 19, 20 - 83 - 126 - 148 - 256 - 289
~~Deutsche Rep[illegible]~~
Deutscher Vorwärts Bln 33 - 261 - 262 - 291 - 304 - 312
— Tageszeitung Bln 183 - 197
The Day New-York 282
Deutschland erwache! 108
Journal de Débats, Paris 230
Detroit - Mich - Times 287
Dortmund Generalanzeiger für 62 - 66 - 69 - 75 - 82 - 94 - 100 - 103 - 120 - 134 - 150 - 162 - 163 - 202 - 247 - 262 - 272 - 295 - 315
— Tremonia 202
Les droits de l'homme, Orléans 313
Dresdner Vztg 77 - 203 - 269 - 295
— Nachrichten 83 - 185
— Anzeiger 202
— NN 202
Düsseldorf der Mittag 125 - 204
— er Nachrichten 185 - 259
— er Tageblatt 203
— er Stadtanzeiger 203
Dunkirk - NY - Observer 308
Dépêche Dauphinoise, Grenoble 318
Algérienne, Alger 320
— Toulouse 320
de Constantine 320
→ du Berry, Bourges 323
Dépêche Tunisienne, Tunis 321
Dernière Heure, Bruxelles 321

Essen Westdeutscher Weckruf 37
– Rheinisch-Westf. Ztg 38 – 125 – 159 – 185 – 204 – 223
– Westfälische Ztg 149
– er Volksztg 204

Essener allg. Ztg 257

Elbinger Ztg 131

Eisleber Tageblatt, Eisleben 204

L'Ère nouvelle, Paris 237° – 315

L'Echo, Oran 319

Eclaireur de l'Est, Reims 319

France du Centre, Orléans 231-315
Fridericus Bln — 29-65-127-174
Freiburger Ztg 31-138-173-191-270
— Tagespost 122-72-191-220-297

→ er Nachrichten 190-220
→ Ztg 123-147-161-190-234-242-253-268-298
Frankfurt Volksstimme 74-190-267-325
— Generalanzeiger der Stadt F 185
→ er Oder Ztg 185
Freund der Sowjets Bln 110

Fränk. Kurier, Ntg 233

Freiheitskampf, Dresden 237-272

Führer der 90
Fuldaer Ztg 243

Funke der Bln 104-108-109-123-132-152-270-299-300

Funktionärblatt der sz. Studentenschaft Bln 300
Fitchburg-Mass.-Sentinel 308
Frederick-Md-News 309

Freie Presse ? 115

La France, Bordeaux 323
Flandre Libérale, Gand 324

G Göttingen Tgbl 79
— er Ztg 205

Goslarsche Ztg 205

Greizer Neueste Nachrichten 143

Gladbach-Rheydter Tagebl. 205-223

Gleiwitz - Oberschlesische Volksstimme 205

Greifswalder Ztg 205-254

Grimma Nachrichten für 205

neuer Görlitzer Anzeiger 223

Hagener Ztg Hagen (Westf) 223
Halle Allg. Ztg für Mitteldeutschland H 206
Heidelbger Student 2, 3, 4, 21, 34-84-99-113-127-128-129-157
302-303
~~[illegible]~~
Hdlbger Tageblatt 5, 10, 13, 20, 29-112-113-115-117-118-137-139
159-161-166-167-174-179-189-239-252-260-267-275 →
Hdlbger Volkszeitung 9, 13, 14, 18, 19, 23, ~~25~~
Hdlbg Volkssts. 13, 17, 21, ~~[illegible]~~ 23, 24, 24, 25 27, ~~29~~ 29, 31
Hdlberger Neuste Nachrichten 14, 23-113-127-135-142-160-170
~~Hdlbg. Plakat~~ 22 ~~32~~
Festschrift Hdlbg. 22
Hannoverscher Kurier ... 29-142-156-207
Hei. Bo. ... 30-73
~~[illegible]~~
Hdlberger Volksstz 33-41-75-82-86-94-100-114-130-140-151
153-188-189-292
Hamburger Nachrichten 37-146-177-186
— deutsches Echo 42
— VZ 82-278
— isr. Familienblatt 71
— Tageblatt 156-178-303
— Anzeiger 186-207
Heidelbg — Der sozialist. Student 40
— deutsche Zukunft 69
— Volksgemeinschaft 112-113-115-116-119-120-124-125-127-129-133
138-141-142-148-167-168-169-189
Halberstädter Ztg 186-206-283
Hannoverscher Anzeiger 157
— es ~~Kurier~~ Tageblatt 207
— Volkswille 223-270
Harburger Anzeiger 185
Hamburger Echo 186-224-238-244-269-295
— NN 207
— Correspondent 207

K

Karlsruher Volksfreund 10-112-115-118-151

– Tageblatt 82-191-241

– Badischer Beobachter 118-119-137-139-191-239-268-270-297

– Zeitung 179-275-268-295-298-300

Kasseler Volksblatt 269

Kalamazoo - Mich. - Gazette 312

Kieler Zeitung 83-208-225-245-287

– NN 208-224-237

Koblenzer General Anzeiger 208

Kolberger Tageblatt 208-263

Kölnische Ztg 91-139-174-209-210-224

– ~~Kölner~~ Stadtanzeiger für – 186

– Volksztg 210

Königsberg i. Pr. Allgemeine Ztg 145

– Ostpreuß. Ztg 151

– Hartungsche Ztg 210-226-248-267-270-284-296

Küstriner Ztg (Oderblatt) 210-259

Königsberger Ztg, Kgsbg (Neumark) 224

Konstanzer Ztg 225

Jamestown NY 246

J der Jungdeutsche Bln 196-234

Innsbrucker Volksztg 260

Ithaca Journal-News 233

Jewish Daily Bulletin NY 234-238-255-283-286

Le Journal Le Creusot 245

– Montluçon 249

~~Leipzig~~ L

Leipzig Zeitlupe ..12.

Leipziger Neuste Nachrichten 31-124-211

– Volkszeitung 186-211-245

neue – Ztg 210-226-254-267

Librairie «Le Divan» ? 38

Liga für Menschenrechte deutsche (~~Plakat~~) 61-78

Lichterfelder Lokalanzeiger, Bln-L. 183

Liegnitzer Tageblatt 211

Lippische Landesztg, Detmold 202

Landauer Ztg 58

Los Angeles Times 282

deutsche Literaturzeitung Bln 306-307

→ Volksbote 227-269

Lübecker General Anzeiger 162-211

– Anzeiger 187-211

Lüdenscheider General Anz. 212

Ludwigshafen a/Rh. General-Anzeiger 174-191

Lüneburgsche Anzeigen 212

Loge B'nai Brith (Einladung) NY 288

Louisville-KY-Herald-Post 308

Lyon-Républicain 318

Loire – " St. Étienne 324

Magdeburgische Ztg 138 - 144 - 212
- burger Tagesztg 212

Mannheim Volksstimme 13 - 77 - 115 - 136 - 170 - 313 - 314 - 325

Mainzer Anzeiger 212 - 236

die Menschenrechte Blr 19 - 43 bis 58 - 64 - 88 - 236

Mannheimer Tageblatt 23 - 37 - 131 - 174 - 193 - 267 - 272 - 297

- Hakenkreuzbanner 137

neue - Ztg 180 - 192 - 241 - 268

Marburg (Lahn) Oberhess. Ztg 132

Mecklenburg Landesztg für beide - - -, Neustrelitz 213

Meininger Tageblatt 212

Mulhouse l'express de 217

Mitteilungen des Verbd. der dtsch. Hochschulen 39 - 83 (Bonn - Halle)

Mitteldeutsche Ztg Erfurt 222

Montags Ztg neue ? 122

MM (?) 102

Monde (Paris - 107

Münchner Augsbg Abendztg 71 (→ Ztg 212)

- Die Brennessel 89

- er Post 153

- ~~NN 160~~ 214

- ~~Telegram Ztg 187~~

~~Münsterischer Anzeiger~~ 187 - 226

Nancy Eclair de l'Est 216

N Nationalsoz. deutscher Studentenbund (Flugblatt) 85

New York Times Magazine the 96 - 97 - 233 - ~~272~~

Neustadt a. d. Haardt - Pfälzischer Kurier 111

Niederdeutsche Ztg! 158

Necker-Ztg Heilbronn 162 - 207

Märkische Abendpost, Königsmoschau 245

Petit Matin, Tunis 255

Mecklenburgische Blätter Rostock 291

Petit Méridional, Montpellier 231

Le Matin, Paris 315

Messager des Vosges, St. Marie-aux-Mines 246

Mellois, Melle 246

Milwaukee - Wis - Journal 281

- - Leader 287

Mont Vernon - Ill. - Register News 312

Montagne, Clermont-Ferrand 317

Moniteur du Puy-de-Dome " 317

La Metropole, Anvers 317

Messager de Colmar 317

Mulhauser Bote, Mühlhausen 318

petit Matin, Tunis 321

H

Nürnberg 8-Uhr-Blatt ~~187~~ - 213

Herald 279 - ~~285~~ - 287
Herald Tribune 218 - ~~279~~ 280

New York Evening 187
" 187
– Staatszeitung 218 - 280 - 285 - 291

Neuköllner Tageblatt, Bln-Nk 197

Petit Niçois Nice 216

Nantes le Populaire 217
Neptune, Anvers 317

Neißer Ztg 227

New York Herald Paris 251 - 252
– – er Volks Ztg 266 - 271 - 274 - 275 - 278 - 280 - 283 - 291 - 294 - 295
– – American 281
– – Times 272 - 281 - 285 - 287
Nation NY 263

Nordhäuser Ztg 287
Niagara Falls - NY - Gazette 308
New-Bern - N.C. - Sun-Journal 309
New-Haven - Conn. - Journal-Courier 312
Norristown - P.A. - Times-Herald 312
petit Niçois, Nice 319

~~Paderborn~~ Pester Lloyd, Budapest 218
le Petit Parisien Paris 155-178-P 315
Pfälzer Bote Heidelbg. 2-131-151-166-171-301
— — — — — — — 6
Pommersche Tagespost Stettin 33-214

Pfälzische Volksstimme Kaiserslautern 208
— " Merkur Zweibrücken 216

Je suis partout, Paris 260

Pforzheimer Anzeiger 114-117-118-131-138-146-160-172-180-192-193-221-267 ← 325
Pirmasenser Ztg 213-251
Potsdamer Tageszeitg 183
Rote Post, Bln 261
Prager Tageblatt 174-248-269

Preußisch-Litauische Ztg, Gumbinnen 224
neue Pariser Ztg - Paris 306

Observer, London 248
Offenbacher Ztg 213

O Offenburger Tageblatt 153

Osnabrücker Tageblatt 226

Orange - N.J. - Courier 309

l'oeuvre, Paris 316-322

Le Populaire, Paris 314-315-324
Le Peuple — 316
Le Progres de la Somme, Amiens 317
— — de la Côte d'or, Dijon 317
Petit Provençal, Marseille 318
Le Populaire, Nantes 318
Le Progrès, Lyon 319-324
— — Chalons-sur-Saone 323

Le Quotidien, Paris 316

R

Rastenburger Ztg 259
Rathenower Ztg 227

Ring -- -- 20

Republik deutsche Frankf 24 - 143 - 277 - 278

der Reichsbote Bln 32 - 125 - 140 - 194 - 297

Recklinghäuser Ztg 213
Regensburger Anzeiger 213
Revalische Ztg, Reval 139
Rheinische Ztg Köln 208 - 209
– Mainische Volksztg Frankfort 234
Rote Fahne Bln 130 - 221

Rostocker Anzeiger - Rostock 140 - 228

Rundschau tägliche Bln 194 - 304
– deutsche akademische Bln 256

Republique d'Isère Grenoble 231

la République, Paris 316
" " Strasbourg 320

Rhein- und Kinzigbote, Kehl 250

Rock Island - Ill. - Argus 308

Revue scientifique Paris 308

Reveil des peuples (Paris?) 312

La réforme, Alexandrie 325

S

Schlesien Volkswacht ... 7, 8

Schlesische Tageszeitung ... 9

Stuttgart, die Sonntags Z. 291 19-74-152-153-156-246-263-

Sozialistischer Wille 25, 26

Schlesisch kathol. Hochschulblätter, 27

Süddeutsche Z. - Stuttgart 31-86-118-135-136-162-172 187

Stuttgart Württbg. Ztg 37-145-214

– schwäb. Kurier 118

– er neues Tagblatt 129-184-214

– NS-Kurier 215-284

Saarbrückner Ztg 65-257

der Stahlhelm - Bln 136-246

SAZ Breslau v 101-111-126-154-157

Senftenberger Anzeiger 245

Verlag der SCHOLLE «Vom großen Leben» Bln. Weissensee 101

Steglitzer Anzeiger 119-182-197

Schleswiger Nachrichten 214

Schwarzwälder Bote, Oberndorf 138-220-252

schwäb. Merkur, Stuttgart 139-214-263

– Tagwacht – 229

Sun New York 187

Post, Syracuse (USA) Standard 218-237

Stettin General-Anzeiger 214

– er Abendpost 215

T

der Tag, Bln 27, 28 - 140 - 196 275

das Tagebuch 163 - 258

Thüringer Allg. Ztg, Erfurt 204

the Times London 149 - 233

Time N.Y. 263 - 264

Toulouse Dépêche de - *217

Trierische Landesztg, Trier 228 - 229

der Türmer, Bln 175 - 312

Tunisie Française, Tunis 321

Teltower Kreisblatt, Bln - Teltow 215

Thüringer allg Landesztg Weimar 215

Tilsiter Allg. Ztg 215

le Temps, Paris 231 - 316

La Tribune, St.-Etienne 314 - 319

- de l'Aube, Troyes 320

Tribune de l'Oise, Beauvais 231

UZD Bln 309

Université de Paris (affiche) 311

Union Républicaine de la Marne, Chalons-sur-Marne 322

V

vue 1

~~Volkswacht fur Schlesien~~

Völkischer Beo. Mchn 16, 25, 32 - ~~85~~ - 87 - 92 - 94 - 95 - 106 - 226 250 - 265

Vorwärts Bln ~~[illegible]~~ 20, 88 - 65 - 68 - 69 - 82 - 93 - 102 109 - 154 - 193 - 243

~~Vossische~~ Bln 34 - 41 - 82 - 108 - 142 - 151 - 154 - 159 - 181 - 193 - 240 - 252 - 268 283

~~Mess~~

Volksrecht deutsches - Bln 257

Vorwärts (jüd.) New York 281 - 286 - 289 - 291 - 293

die Wahrheit Bln 258 W

Westdeutscher Beo. 6

– akademische Rundschau 122

Wuppertal Bergisch-Märkische Ztg 36-228-229

– Anzeiger für das 216-229

Welt am Montag Bln 110-114-122-147-249-279-295

die Weltbühne Bln-Charlottenburg 171-253-273-280-287-295-296-309

Westfälisches Volksblatt, Paderborn 213-227

Wiesbadener Ztg 215

Wilhelmshafener Ztg 124

Wissembourg Echo 217

Wormser Ztg 159-215-230

Württb. Hochschulztg ? 142

– ger Ztg Stuttgart 214-257

Würzburg General Anzeiger 216

Wien Neue freie Presse 218

– neues Wiener Journal 218

World Telegram (New York ?) 276

Waterbury – Conn. – Republican 282

Warsaw – Ind – Times 287

Wallbroschüre (Verlag Weidemann, Bln) 302

Wilmington – N.C. – News 309

Waterbury – Conn. – Democrat 309

Z.

Zeit Notizen Bln 16–130

neue Zeit, Bln 197

Zwischen gestern und morgen (Flugblatt) 161